

# Etat des réglementations étrangères relatives aux sols industriels pollués

## **Conditions d'application sur le terrain**



C4H5O2\_5 2/ 9/99 THERMC 4H 50 2 0G 300.000 5000.000 1392.000 1  
1.64121890E+01 1.20184883E-02-4.40468566E-06 7.30124728E-10-4.42784365E-14 2

**ÉTAT DES RÉGLEMENTATIONS ÉTRANGÈRES RELATIVES  
AUX SOLS INDUSTRIELS POLLUÉS**

**CONDITIONS D'APPLICATION SUR LE TERRAIN**

**RAPPORT FINAL**

**octobre 2000**

**M.-L. SPAAK - ADIT**

Créée en 1989 à l'initiative du Ministère en charge de l'Environnement, l'association RECORD – REseau COopératif de Recherche sur les Déchets et l'Environnement – est le fruit d'une triple coopération entre industriels, pouvoirs publics et chercheurs. L'objectif principal de RECORD est le financement et la réalisation d'études et de recherches dans le domaine des déchets et des pollutions industrielles.

Les membres de ce réseau (groupes industriels et organismes publics) définissent collégialement des programmes d'études et de recherche adaptés à leurs besoins. Ces programmes sont ensuite confiés à des laboratoires publics ou privés.

Avertissement :

Les rapports ont été établis au vu des données scientifiques et techniques et d'un cadre réglementaire et normatif en vigueur à la date de l'édition des documents.

Ces documents comprennent des propositions ou des recommandations qui n'engagent que leurs auteurs. Sauf mention contraire, ils n'ont pas vocation à représenter l'avis des membres de RECORD.

- ✓ Pour toute reprise d'informations contenues dans ce document, l'utilisateur aura l'obligation de citer le rapport sous la référence :  
**RECORD**, Etat des réglementations étrangères relatives aux sols industriels pollués. Conditions d'application sur le terrain, 2000, 879 p, n°99-0506/1A.
- ✓ Ces travaux ont reçu le soutien de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie)  
[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

© RECORD, 2000



## Sommaire

<b>Synthèse</b>	1
<b>Tableau synoptique</b>	8
<b>Glossaire des valeurs</b>	10
<b>A. Réglementation et application concrète en Allemagne</b>	
<b>Les grandes lignes</b>	A-1
<b>Loi et réglementation fédérales</b>	
La Loi fédérale sur la protection des sols	A-2
Les retombées pratiques les plus marquantes	A-4
L'Ordonnance d'application de la Loi fédérale	A-7
<b>Loi et réglementation en Bade-Wurtemberg</b>	
Les textes existants	A-10
Valeurs d'orientation pour le traitement des sols pollués	A-11
<b>La réglementation dans les autres Länder</b>	
Adaptations de la Loi fédérale	A-12
Décrets et réglementations associés	A-12
<b>Application concrète des textes au niveau fédéral</b>	
Les organismes chargés de l'application des réglementations	A-13
Les modes d'intervention et le contrôle <i>a posteriori</i> de l'assainissement	A-14
Les modes d'intervention en cas de non respect des réglementations	A-14
Les procédures de choix des valeurs	A-15
L'agrément des experts en assainissement	A-17
Le quitus délivré par l'administration	A-18
Le transfert de responsabilité lors des ventes	A-18
La distinction entre pollutions historiques et récentes	A-18
Les objectifs d'assainissement	A-19
L'équilibre toxicologie humaine / écotoxicologie	A-19
La notion de tiers expertise	A-19
La mise sous surveillance	A-19
Le devenir des sols excavés	A-20
Les groupes de pression	A-21
<b>Application concrète des textes en Bade-Wurtemberg</b>	
Les organismes chargés de l'application des réglementations	A-22
La distinction entre pollutions historiques et récentes	A-22
Les modes d'intervention en cas de non respect des réglementations	A-23
L'agrément des experts en assainissement	A-23

<b>Experts contactés</b>	A-24
<b>Bibliographie</b>	A-25
<b>Annexes</b>	A-26
Loi fédérale sur la protection des sols (texte intégral en anglais)	
Ordonnance d'application de la Loi fédérale sur la protection des sols (texte intégral en anglais)	

## **B. Réglementation et application concrète aux Pays-Bas**

<b>Les grandes lignes</b>	B-1
<b>La Loi sur la protection des sols</b>	
Contenu de la loi	B-3
Décrets et règlements dans le cadre de la Loi sur la protection des sols	B-7
La circulaire du 9 mai 1994 fixant les valeurs cibles et les valeurs d'intervention	B-8
Application pratique des valeurs	B-9
Les modèles d'exposition utilisés	B-10
Le calcul des valeurs	B-10
Autres circulaires sur la réhabilitation des sols	B-12
Révision pragmatique des mesures d'incitation à la dépollution des sols	B-12
<b>Application concrète des textes</b>	
Les organismes chargés de l'application des réglementations	B-16
Le recensement des sites potentiellement pollués	B-16
Les modes d'intervention et le contrôle <i>a posteriori</i> de l'assainissement	B-16
Le quitus délivré par l'administration	B-17
La distinction entre pollutions historiques et récentes	B-17
Le transfert de responsabilité lors des ventes	B-18
Les modes d'intervention en cas de non respect des réglementations	B-18
L'agrément des experts en assainissement	B-19
Les documents de référence	B-19
L'équilibre toxicologie humaine / écotoxicologie	B-20
Les objectifs d'assainissement	B-20
Le devenir des sols excavés	B-21
La mise sous surveillance	B-21
La notion de tiers expertise	B-21
Les groupes de pression	B-22
Cartographie des sols pollués	B-22
<b>Experts contactés</b>	B-24
<b>Bibliographie</b>	B-26

## **Annexes**

B-27

Loi sur la protection des sols (en anglais) : *Soil Protection Act*

Valeurs d'intervention et valeurs cibles (en anglais) : *Intervention values and target values - Soil quality standards*

Etude de comparaison des modèles d'exposition humaine : *Human exposure model comparison study*

## **C. Réglementation et application concrète en Italie**

### **Les grandes lignes**

C-1

### **Les textes au niveau national**

Le décret Ronchi

C-2

Conséquences pratiques du décret Ronchi

C-5

Le règlement d'application de l'article 17 du décret Ronchi

C-6

Les procédures pour le choix des valeurs

C-8

Les documents de référence

C-9

### **L'application concrète des textes au niveau national**

Les organismes chargés de l'application des réglementations

C-11

Le quitus délivré par l'administration

C-12

Le transfert de responsabilité lors des ventes

C-13

Les modes d'intervention en cas de non respect des réglementations

C-13

L'équilibre toxicologie humaine / écotoxicologie

C-13

Le recensement des sols industriels pollués

C-14

Les objectifs d'assainissement

C-14

La notion de tiers expertise

C-15

La mise sous surveillance

C-15

Le devenir des sols excavés

C-15

### **L'application concrète des textes en Lombardie**

Normes de qualité pour l'assainissement des sols en territoire lombard

C-16

Classification et réutilisation des sols excavés

C-18

Les modes d'intervention et le contrôle *a posteriori* de l'assainissement

C-20

La distinction entre pollutions historiques et récentes

C-20

L'agrément des experts en assainissement

C-20

La distinction entre pollutions historiques et récentes

C-21

### **Méthodologie de la Province de Milan**

Le Bureau d'assainissement des sols

C-21

Le logiciel Giuditta

C-21

La méthodologie globale proposée par la Province de Milan

C-24

Le guide de délimitation et de caractérisation des sites pollués

C-27

<b>Experts contactés</b>	C-29
<b>Bibliographie</b>	C-31
<b>Annexes</b>	C-32
Articles 17 et 51-bis du décret Ronchi (en italien)	
Règlement d'application de l'article 17 du décret Ronchi (en italien)	
Textes de la Province de Milan	
- <i>Guideline 1 - Boundaries definition and characterisation of a contaminated site</i>	
- <i>Certificazione del completamento degli interventi di bonifica</i>	
- <i>Certificazione del completamento degli interventi di messa in sicurezza</i>	

## **D. Réglementation et application concrète en Belgique**

<b>Les grandes lignes</b>	D-1
<b>Les textes en Région flamande</b>	
Le décret du 22 février 1995 relatif à l'assainissement du sol	D-2
L'arrêté d'exécution du décret relatif à l'assainissement du sol	D-4
Autres arrêtés	D-6
<b>L'application concrète des textes en Région flamande</b>	
L'organisme chargé de l'application des réglementations	D-7
Les modes d'intervention et le contrôle <i>a posteriori</i> de l'assainissement	D-7
Le quitus délivré par l'administration	D-8
Les modes d'intervention en cas de non respect des réglementations	D-9
La distinction entre pollutions historiques et récentes	D-10
Les modèles utilisés pour le choix des valeurs	D-11
L'agrément des experts en assainissement	D-12
Les objectifs d'assainissement	D-13
La publicité faite aux sites pollués	D-14
Le devenir des sols excavés	D-14
La notion de tiers expertise	D-14
<b>Les textes en Région wallonne</b>	
L'arrêté sur les stations-service	D-15
<b>L'application concrète des textes en Région wallonne</b>	
Les organismes chargés de l'application des réglementations	D-18
Les modes d'intervention et le contrôle <i>a posteriori</i> de l'assainissement	D-19
Le quitus délivré par l'administration	D-19
Le transfert de responsabilité lors des ventes	D-20
Les modes d'intervention en cas de non respect des réglementations	D-20

La distinction entre pollutions historiques et récentes	D-21
Les procédures pour le choix des valeurs	D-21
L'agrément des experts en assainissement	D-22

### **Les textes en Région de Bruxelles-Capitale**

L'arrêté sur les stations-service	D-23
L'organisme chargé de l'application des réglementations	D-25
Les modes d'intervention et le contrôle <i>a posteriori</i> de l'assainissement	D-25
Le quitus délivré par l'administration	D-26
Le transfert de responsabilité lors des ventes	D-26
Les modes d'intervention en cas de non respect des réglementations	D-26
Les procédures pour le choix des valeurs	D-27

<b>Experts contactés</b>	D-28
--------------------------	------

<b>Bibliographie</b>	D-30
----------------------	------

<b>Annexes</b>	D-31
----------------	------

#### *En Région flamande :*

Décret du 22 février 1995 relatif à l'assainissement du sol. Ministère de la Communauté flamande (traduction française officielle)

Arrêté du Gouvernement flamand fixant le règlement flamand relatif à l'assainissement du sol. Ministère de la Communauté flamande (traduction française officielle)

#### *En Région de Bruxelles-Capitale :*

Ordonnance relative aux permis d'environnement. 5 juin 1997

Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions d'exploiter les stations-service. 21 janvier 1999

#### *En Région wallonne :*

Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service. 4 mars 1999.

Réhabilitation des dépotoirs et assainissement des sols : le point sur la situation en Région wallonne et ses perspectives d'évolution. 26 novembre 1999.

## **E. Réglementation et application concrète en Suède**

<b>Les grandes lignes</b>	E-1
---------------------------	-----

### **Le Code environnemental**

Les nouveautés du Code environnemental	E-3
Le chapitre sur les zones polluées	E-6
Les activités dangereuses pour l'environnement	E-9

### **Les valeurs et modèles de la SEPA**

Valeurs guides pour les sols pollués	E-10
--------------------------------------	------



Critères de qualité environnementale pour les sols	E-14
Les travaux futurs de la SEPA	E-16
<b>L'application concrète des textes</b>	
Les organismes chargés de l'application des réglementations	E-17
Les modes d'intervention et le contrôle <i>a posteriori</i> de l'assainissement	E-17
Le quitus délivré par l'administration	E-18
Responsabilité de l'assainissement et transfert de responsabilité lors des ventes	E-18
Les modes d'intervention en cas de non respect des réglementations	E-20
Approche technique de l'évaluation des risques	E-21
Les objectifs d'assainissement	E-23
L'agrément des experts en assainissement	E-23
Le traitement au cas par cas	E-23
La notion de tiers expertise	E-24
Le devenir des sols excavés	E-24
La mise sous surveillance	E-24
<b>Experts contactés</b>	E-25
<b>Bibliographie</b>	E-26
<b>Annexes</b>	E-27
Extraits du Code environnemental dans sa version anglaise officielle :	
Chapitre 9. Activités dangereuses pour l'environnement - Protection de la santé	
Chapitre 10. Zones polluées	
Résumé du projet de loi du gouvernement sur le code environnemental (en anglais)	
Valeurs d'orientation de la SEPA pour les sols pollués en Suède (en anglais)	
Guide d'application de la SEPA : <i>Requirements for Site Remediation - Guidelines for practical achievement of acceptable residual concentrations and quantities - methods and quality aspects.</i>	



## Synthèse

### ■ Contexte international

La pollution des sols causée par des activités industrielles passées et actuelles est un problème croissant que les gouvernements des pays européens souhaitent se donner les moyens de traiter. Or ce problème ne concerne pas seulement l'aspect environnemental, mais affecte aussi la croissance économique et sociale et le développement institutionnel de chaque Etat.

Ainsi, les Etats sont confrontés à des problèmes communs et adoptent souvent des approches similaires, telles que l'application du principe "pollueur-payeur", la création d'un inventaire public national de sites contaminés et potentiellement contaminés, ou encore la collecte de fonds pour couvrir les coûts d'assainissement.

Sur les cinq pays étudiés -Allemagne, Pays-Bas, Italie, Belgique et Suède-, quatre disposent de textes de loi dédiés au problème des sites pollués et ont adopté des valeurs seuil censées déclencher la réalisation de l'assainissement de manière obligatoire. Les Pays-Bas et la Région flamande ont été les premiers à légiférer dans ce domaine, tandis que la Suède reste le seul pays à ne pas posséder de loi spécifique ni de réglementation fixant des normes d'assainissement.

### ■ Les textes de loi et les réglementations

#### • Textes de loi

Trois pays, sur les cinq étudiés, disposent d'un texte de loi entièrement consacré aux sols pollués : aux Pays-Bas, la Loi sur la protection des sols (1996) est le cadre de référence, en Belgique, c'est le décret du Ministère de la communauté flamande relatif à l'assainissement du sol (février 1995), tandis que l'Allemagne s'est dotée plus récemment d'une importante Loi fédérale sur la protection des sols (BBodSchG), en vigueur depuis mars 1999.

En Italie, le texte de référence en matière d'assainissement des sols pollués est l'article 17 du décret Ronchi (5 février 1997), qui s'inscrit dans un texte traitant plus généralement des déchets.

Enfin, en Suède, le cas des sols pollués est évoqué dans la législation

au niveau du chapitre 10 du nouveau Code environnemental, relatif aux "Zones polluées" et du chapitre 9 de ce même code, relatif aux "Activités dangereuses pour l'environnement". Ce nouveau Code est entré en vigueur le 1er janvier 1999.

• **Décrets et règlements d'application**

Dans la plupart des pays s'étant dotés d'une loi spécifique, un décret d'application vient fixer les modalités pratiques et les valeurs concrètes à adopter dans une démarche d'assainissement des sols. En Allemagne, il s'agit de l'Ordonnance fédérale sur la protection des sols (BBodSchV), entrée en vigueur le 13 juillet 1999. En Italie, il s'agit du récent règlement d'application "Decreto Ministeriale n° 471" du 25 octobre 1999, tandis qu'en Belgique, l'arrêté du 5 mars 1996 fixe le règlement flamand relatif à l'assainissement du sol.

Aux Pays-Bas, enfin, les valeurs cibles et les valeurs d'intervention ont été fixées de longue date par la circulaire du 9 mai 1994, tandis qu'en Suède, c'est l'Agence nationale pour la protection de l'environnement (la SEPA) qui fixe les valeurs guides et les procédures d'assainissement par le biais de publications spéciales.

Notons que les valeurs cibles et les valeurs d'intervention néerlandaises sont indépendantes de l'usage prévu pour le terrain, alors que les valeurs fixées dans les autres pays sont réparties en deux à cinq catégories d'usages. Toutefois, lorsque l'assainissement est obligatoire en raison du dépassement des valeurs d'intervention, l'usage prévu pour le terrain est pris en considération pour établir les objectifs d'assainissement.

Par ailleurs, toujours aux Pays-Bas, la loi exige la réalisation systématique de sondages sur tous les terrains publics ou privés dès lors qu'ils sont mis en vente, et ce quel que soit leur usage. Une étude de sol est également obligatoire lorsque l'on veut conduire une nouvelle activité sur le site ou construire.

En Allemagne, l'étude de sol est obligatoire pour obtenir un permis de construire.

■ **Les modèles utilisés pour le calcul des valeurs**

Même si certains pays, comme les Pays-Bas ou la Suède, fixent des valeurs sévères visant à protéger les écosystèmes et destinées à servir d'objectifs pour l'assainissement des terrains, c'est en pratique le risque pour l'homme qui sert de référence pour les mesures à prendre.

• **Différents modèles**

Plusieurs pays ont développé leur propre modèle pour estimer l'impact de la pollution des sols sur les êtres humains et fixer les valeurs limites à prendre en compte. C'est le cas des Pays-Bas (modèles CSOIL et SEDISOIL), de l'Allemagne (modèle UMS) et de la Belgi-

que (modèle VLIER Humaan, inspiré des modèles néerlandais).

Ces modèles combinent généralement un module pour calculer la distribution des polluants dans le sol, l'air, l'eau souterraine et les plantes, et un module pour calculer l'exposition humaine. Les résultats obtenus en final sont ensuite comparés à des valeurs de référence.

Les différences entre les modèles portent, d'une part, sur les principes retenus pour estimer la distribution des polluants et, d'autre part, sur les paramètres pris en compte pour estimer l'exposition humaine (exemple : la quantité de sol qu'un enfant est susceptible d'avaler peut varier de 200 mg à 1 g selon les modèles ou les références bibliographiques prises en compte).

• **Plusieurs types de valeurs et de niveaux de risque**

Les valeurs calculées par les différents pays tiennent plus ou moins compte des risques pour les écosystèmes, en fonction de la signification pratique de ces valeurs.

Ainsi, en Allemagne, les valeurs de déclenchement et les valeurs d'intervention ont été calculées en se basant sur la toxicologie humaine, tandis que les valeurs de précaution reposent sur des considérations d'écotoxicologie. Aux Pays-Bas, les valeurs cibles sont basées sur les risques potentiels pour les écosystèmes et correspondent normalement aux objectifs d'assainissement. En pratique, les concentrations à atteindre sont déterminées en fonction de l'usage prévu pour le site, car les valeurs cibles sont généralement inaccessibles à des coûts raisonnables.

En Italie, les valeurs limites acceptables se basent sur des valeurs données par l'Agence nationale de la santé.

En Suède, les valeurs préconisées par la SEPA correspondent aux valeurs les plus sévères issues de la comparaison des valeurs de toxicologie humaine et d'écotoxicologie.

■ **Objectifs d'assainissement et traitement  
au cas par cas**

Il ressort des contacts pris dans le cadre de l'étude que la plupart des pays adoptent sur le terrain une démarche très pragmatique, qui tient compte du fait qu'il est rarement possible de dépolluer jusqu'aux valeurs idéales fixées par la réglementation -lorsque ces valeurs existent.

D'une manière générale, les pollutions récentes sont traitées de manière plus sévère que les pollutions historiques et sont plus systématiquement soumises au fonctionnement en "tout ou rien" : dès que les valeurs seuil fixées par la réglementation sont dépassées, il faut dans tous les cas assainir. La distinction entre pollutions récentes et pollu-

tions historiques correspond dans chaque pays aux pollutions intervenues respectivement après et avant l'entrée en vigueur du texte de loi spécifique aux sols pollués.

Tous les pays étudiés, sauf l'Allemagne, indiquent dans des textes réglementaires les valeurs à atteindre en principe par l'assainissement.

Aux Pays-Bas, il faut dans l'idéal dépolluer jusqu'aux valeurs cibles. En Italie, ce sont les valeurs limites acceptables qui font office d'objectifs d'assainissement. En Flandre, les valeurs de fond sont les valeurs à atteindre dans l'idéal, mais la loi prévoit qu'il faut atteindre au minimum les normes d'assainissement si l'assainissement jusqu'aux valeurs de fond n'est pas faisable économiquement ou techniquement. Enfin, en Suède, les valeurs guides génériques fixées par la SEPA servent d'objectifs d'assainissement lorsque cela est réalisable. Sinon, le responsable de la dépollution peut recalculer des valeurs à atteindre pour son terrain, en adaptant à son cas particulier le modèle ayant servi à calculer les valeurs génériques.

En Allemagne, les objectifs d'assainissement doivent être calculés en adaptant la méthode de calcul des valeurs seuil au cas spécifique considéré.

Dans les faits, presque toutes les situations sont traitées au cas par cas : les objectifs d'assainissement sont déterminés en fonction de l'usage du site et par des calculs d'évaluation des risques qui prennent en compte la situation réelle.

### ■ **Quitus de l'administration**

L'Allemagne et la Suède ne délivrent pas d'attestation systématique prouvant que l'assainissement a été réalisé, alors qu'en Italie, aux Pays-Bas et en Flandre, les autorités compétentes délivrent un certificat officiel. Toutefois, même lorsque ce certificat existe, il ne dispense pas le propriétaire ou l'utilisateur de longue durée du terrain de devoir assainir à nouveau si une pollution est mise en évidence par la suite.

Pour les pays qui fournissent systématiquement un certificat, il s'agit généralement d'un document qui atteste des mesures prises, ou du fait que la procédure prévue pour la réhabilitation a effectivement été conduite comme prévue.

### ■ **Le transfert de responsabilité lors des ventes**

La responsabilité de l'assainissement est généralement transférée lors des ventes, bien que la philosophie de base des pays soit celle du "pollueur-payeur".

La loi prévoit souvent que l'on puisse se retourner contre le proprié-

taire si l'exploitant responsable ne peut être retrouvé (Italie, Suède pour une acquisition après le 1er janvier 99).

L'Allemagne tient compte de la bonne foi du propriétaire antérieur lors des ventes : si le cédant peut prouver qu'il a informé l'acquéreur du terrain de la présence d'une pollution, il n'est plus responsable de l'assainissement.

En Flandre, enfin, la cession d'un terrain pollué est impossible si l'assainissement n'a pas été réalisé ou planifié.

### ■ **Les modes d'intervention en cas de non respect de la réglementation**

La loi est le plus souvent utilisée comme moyen de pression lors des négociations. Les autorités compétentes préfèrent généralement trouver un accord à l'amiable plutôt que d'en référer au tribunal, et les procédures judiciaires sont peu nombreuses (moins de 10 par an et par pays).

En Allemagne, l'autorité compétente peut réaliser l'assainissement si elle l'estime nécessaire et se retourner contre le responsable, qui paiera alors une amende en plus des coûts de dépollution. Si ce fonctionnement est de nature à dissuader, par exemple, une entreprise de refuser d'assainir, les autorités ont toutefois intérêt à chercher des accords raisonnables. Elles ont conscience en effet des menaces que font peser sur l'emploi des contraintes trop strictes en matière d'environnement.

La Suède a par ailleurs mis en place un système d'assurance permettant de financer les interventions sur les sites pollués après le 1er janvier 1999 lorsque le responsable n'est pas solvable.

### ■ **Agrément des experts - Tiers expertise**

A l'heure actuelle, seule la région flamande en Belgique s'est dotée d'un texte fixant précisément les conditions d'agrément des experts en assainissement du sol. Néanmoins, en Allemagne, l'élaboration de textes précisant des spécifications pour ces experts est en cours, de manière concertée entre les différents Länder. De même, la définition de conditions d'agrément est en cours en région de Bruxelles-Capitale et la Suède réfléchit à l'opportunité d'agréer les intervenants chargés des mesures sur site.

La notion de tiers expertise n'apparaît pas explicitement dans les textes législatifs et réglementaires des pays étudiés. L'autorité compétente, si elle conteste les résultats d'une étude de sol, se réserve généralement la possibilité de faire appel à un autre expert que celui mandaté par le responsable de l'assainissement. C'est le cas pour l'OVAM en Région flamande ou encore pour les autorités locales en

Allemagne. Aux Pays-Bas, le Comité technique des sols (TCB) peut occasionnellement être amené à jouer un rôle d'arbitre.

### ■ **Utilisation des sols excavés**

Les pays ont adopté, en matière de sols excavés à l'occasion d'opérations d'assainissement, des démarches comparables, même si tous n'ont pas légiféré dans le domaine : selon la faisabilité du nettoyage complet du sol, le sol excavé est réutilisé ou mis en décharge. La manipulation du sol qui ne peut être mis qu'en décharge entre alors dans le cadre réglementaire du traitement des déchets.

La réutilisation d'un sol excavé et incomplètement nettoyé est tout de même prévue dans la plupart des pays et dépend des caractéristiques du sol : s'il n'est que légèrement pollué, une réutilisation en un autre endroit du même site ou sur un site d'usage moins sensible peut être envisagée. Aux Pays-Bas en particulier, la réglementation prévoit qu'un sol où les concentrations en polluants sont comprises entre les valeurs cibles et les valeurs d'intervention peut être réutilisé pour un site d'usage peu sensible s'il est de meilleure qualité que le sol qu'il remplace. Dans ce même pays, un sol qui dépasse les valeurs d'intervention ne peut être réutilisé que sur le site et si le plan d'assainissement le prévoit.

En Allemagne, un sol qui reste légèrement pollué peut être replacé en un autre point du site en cours d'assainissement.

Enfin, en Belgique, une "banque de sols" est en projet pour gérer la réutilisation des sols excavés lors d'assainissement.

### ■ **Le nombre de sites pollués / la publicité faite aux sites**

La comparaison du nombre de sites potentiellement pollués reste délicate d'un pays à un autre, car la très grande disparité des chiffres trouvés -associée aux différences entre les concentrations limites adoptées- laisse penser que les critères de classification permettant de considérer un site comme pollué varient sensiblement quand on traverse les frontières. Le tableau en page suivante, publié par l'Agence européenne pour la protection de l'environnement, est donné à titre indicatif.

Tous les pays considérés se sont dotés d'un registre national qui recense les sites pollués et potentiellement pollués identifiés. En Allemagne, les Länder sont chargés de l'identification et de l'enregistrement de ces sites. En Italie, les régions tiennent un registre des sites à assainir, tandis qu'en Suède, les préfetures tiennent à jour le registre des zones à risque environnemental. En Flandre, c'est l'OVAM qui tient un registre des sols pollués, rôle qui incombe aux Provinces et aux grandes municipalités aux Pays-Bas.

**Réglementations étrangères  
sur les sols industriels pollués**  
*Synthèse*

	Potentially contaminated sites <sup>(1)</sup>		Contaminated sites <sup>(2)</sup>	
	identified (screening <sup>(3)</sup> completed)	estimated total	identified (risk assessment <sup>(4)</sup> completed)	estimated total
<b>Germany</b>	202 880	240 000	n.i.	n.i.
<b>Netherlands</b>	n.i.	110 000 - 120 000	n.i.	n.i.
<b>Italy</b>	8 873	n.i.	1 251	n.i.
<b>Belgium (Flemish Region)</b>	5 528	9 000	7 870	n.i.
<b>Sweden</b>	7 000	n.i.	12 000	22 000
<b>France</b>	n.i.	700 000 - 800 000	896	n.i.

*Source : EEA-ETC/S, 1998*

*(1) potentially contaminated site : a location where as a result of human activity an unacceptable hazard to human health and ecosystems might exist*

*(2) contaminated site : a potentially contaminated site where an unacceptable hazard to human health and ecosystems does exist, on the basis of the results of risk assessment*

*(3) screening process : identification of sites with a potential for contamination*

*(4) risk assessment process : verification of the contamination and assessment of the risks involved*

*n.i. : no information*

L'enquête réalisée dans le cadre de la présente étude auprès d'experts des différents pays (agences pour la protection de l'environnement, ministères, organismes locaux...) a rapporté des chiffres parfois distincts de ceux qui figurent dans le tableau précédent, élaboré par la European Environment Agency (voir ci-dessous et tableaux synoptiques des pages 8 et 9).

<b>Allemagne</b>	Total recensé en 1999 : 200 000 sites potentiellement pollués
<b>Pays-Bas</b>	Total estimé : 120 000 sites potentiellement pollués Env. 60 000 sites ont un besoin urgent de dépollution
<b>Italie</b>	Environ 10 000 sites pollués recensés jusqu'en 1999
<b>Belgique (Flan.)</b>	Total estimé : 9 000 sites potentiellement pollués Sites pollués identifiés : environ 8 000
<b>Suède</b>	total estimé : 22 000 sites pollués (recensement en cours) 12 000 sites pollués identifiés



	Allemagne	Pays-Bas	Italie	Belgique (Flandres)	Suède
<b>Existence d'un texte de loi spécifique aux sols pollués</b>	La Loi fédérale sur la protection des sols : BBodSchG (Bundesbodenschutzgesetz), entrée en vigueur le 1er mars 1999	La Loi sur la protection des sols : WBB (Wet bodembescherming), juillet 1986	L'article 17 du décret Ronchi traite spécifiquement de la réhabilitation des sites pollués, 5 février 1997	Le décret du 22/02/95 relatif à l'assainissement du sol (entré en vigueur en octobre 1995)	Pas de loi spécifique, seulement les chapitres 9 et 10 du nouveau Code environnemental (entré en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 1999)
<b>Existence d'un décret d'application spécifique</b>	L'Ordonnance fédérale sur la protection des sols : BBodSchV (Bundesbodenschutzverordnung), entrée en vigueur le 13 juillet 1999	La circulaire du 9 mai 1994 fixe les valeurs cibles et les valeurs d'intervention	Le règlement d'application D.M. 471 du 25/10/99	L'arrêté du 5 mars 1996 fixant le règlement flamand relatif à l'assainissement du sol	Pas de règlement, c'est la SEPA qui fixe les valeurs guides et les procédures d'assainissement
<b>Répartition toxicologie humaine/écotoxicologie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les valeurs de déclenchement et d'intervention ont été calculées en se basant sur la toxicologie humaine</li> <li>Les valeurs de précaution s'appuient sur des considérations d'écotoxicologie.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les valeurs cibles sont basées sur les risques potentiels pour les écosystèmes,</li> <li>Les valeurs d'intervention sont basées sur les risques potentiels pour les écosystèmes et l'être humain.</li> </ul>	Les valeurs limites acceptables se basent sur les valeurs données par l'Agence nationale de la santé	Le risque considéré pour le calcul des valeurs flamandes concerne avant tout l'homme ; le modèle utilisé est VLIER Humaan.	La SEPA retient la plus faible des valeurs entre celle de la toxicologie humaine et celle de l'écotoxicologie
<b>Répartition valeurs seuil/évaluation des risques</b>	En principe les valeurs d'intervention font office de seuil pour un assainissement obligatoire, sauf si le responsable peut prouver que les hypothèses de calcul de ces valeurs ne s'appliquent pas à son terrain.	Les valeurs d'intervention représentent le seuil à partir duquel il faut dépolluer. Mais dans tous les cas il faut évaluer les risques réels liés à la pollution considérée.	Une évaluation des risques est conduite seulement si l'assainissement n'est pas techniquement ou économiquement faisable jusqu'aux valeurs limites acceptables	Les normes d'assainissement fixées par l'arrêté d'exécution du décret du 22/02/95 fonctionnent comme des valeurs seuil pour les pollutions récentes (après octobre 1995)	Des valeurs guides peuvent être recalculées grâce au modèle des valeurs guides génériques si ces dernières ne peuvent s'appliquer au site considéré
<b>Traitement au cas par cas prévu par la réglementation</b>	Oui : - la législation laisse une latitude suffisante, - même si les valeurs d'intervention sont dépassées, le responsable peut démontrer qu'elles ne s'appliquent pas à son cas et recourir à une étude d'évaluation des risques spécifique à la situation, - les objectifs d'assainissement sont toujours fixés au cas par cas	Oui : - le dépassement des valeurs d'intervention rend normalement l'assainissement obligatoire, mais sa réalisation peut être plus ou moins urgente, - l'évaluation de l'urgence se base sur les risques réels liés à la pollution, ce qui revient à évaluer les situations au cas par cas	Oui : - si l'assainissement jusqu'aux valeurs limites n'est pas faisable, une évaluation des risques spécifique au site est nécessaire (le modèle RBGA est le plus utilisé), - en Lombardie, les parties concernées peuvent proposer une approche au cas par cas si elles considèrent les valeurs limites comme inadéquates	Oui : la législation prévoit explicitement un traitement au cas par cas (art. 7 et 8 du décret du 22 février 1995)	<ul style="list-style-type: none"> <li>En l'absence de législation spécifique, les autorités cherchent toujours un terrain d'entente.</li> <li>Si l'entreprise peut démontrer que les valeurs guides génériques ne s'appliquent pas à son site, elle peut remonter au modèle qui a servi au calcul de ces valeurs et l'appliquer en tenant compte des spécificités du site.</li> </ul>
<b>Objectifs d'assainissement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les objectifs sont déterminés au cas par cas en reprenant la méthode qui a servi à calculer les valeurs seuil et en l'adaptant au cas spécifique,</li> <li>Aucun texte ne fixe de valeurs à atteindre par l'assainissement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans l'idéal, il faut dépolluer jusqu'aux valeurs cibles.</li> <li>En pratique, les objectifs d'assainissement sont déterminés en fonction de l'usage du site et sont généralement compris entre les valeurs cibles et les valeurs d'intervention</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les valeurs limites acceptables sont aussi les objectifs d'assainissement (niveau 1 selon le décret Ronchi),</li> <li>Pour les situations de niveau 2 : les objectifs sont calculés par des méthodes d'évaluation des risques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En principe, il faut toujours assainir jusqu'aux valeurs de fond, mais c'est le plus souvent économiquement impossible.</li> <li>La loi prévoit dans ce cas qu'il faut viser les normes d'assainissement.</li> <li>En pratique, c'est l'expert agréé chargé du projet d'assainissement qui propose les objectifs d'assainissement en fonction de la situation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les valeurs guides génériques servent d'objectifs d'assainissement si cela est faisable.</li> <li>Sinon, le responsable peut recalculer des valeurs en entrant des paramètres spécifiques au site dans le modèle qui a servi à calculer les valeurs génériques</li> </ul>
<b>Distinction pollutions historiques/récentes</b>	Oui : le 1er mars 1999 fait office de date charnière : pour les pollutions survenues après cette date, les mesures de dépollution sont prioritaires sur les mesures de mise en sécurité	Oui : - les pollutions postérieures à 1987 doivent être obligatoirement nettoyées, - les pollutions intervenues entre 1975 et 1987 font l'objet d'une étude de risques	Non : pas de distinction pour l'instant, mais les entreprises souhaitent qu'il y en ait une	Oui : le décret flamand du 22/02/95 distingue entre pollution historique et nouvelle suivant qu'elle est générée avant ou après l'entrée en vigueur du décret (octobre 1995)	Non : pas de distinction
<b>Quitus de l'administration</b>	Non : l'administration ne délivre aucun certificat qui prouve que l'assainissement a été réalisé	Oui : la Province ou la grande municipalité délivre une attestation officielle concernant l'achèvement de l'assainissement	Oui : la Province délivre un certificat spécial (art. 17 § 8 du décret Ronchi)	Oui : l'OVAM délivre une déclaration contenant les résultats de l'assainissement (décret du 25/02/95, art. 21 §2)	Non : - pas d'attestation systématique, fournie seulement sur demande expresse - le propriétaire doit redépolluer si l'on détecte une nouvelle pollution
<b>Existence de la notion de tiers expertise</b>	La notion n'apparaît pas explicitement, la loi fédérale sur la protection des sols précise seulement que l'autorité compétente peut exiger que les études soient menées par des experts compétents.	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'intervention d'un tiers expert n'est pas prévue par la loi.</li> <li>Il arrive que le Comité technique de protection des sols (TCB) soit sollicité pour réviser des résultats d'étude.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'intervention d'un tiers expert n'est pas envisagée par la législation, qui reste assez floue sur ce point.</li> <li>La Province est chargée de vérifier que les travaux d'assainissement effectués sont conformes au projet présenté</li> </ul>	En cas de désaccord sur les résultats de l'étude d'orientation, l'OVAM peut choisir un tiers expert	En cas de désaccord (très rare), un tiers expert peut intervenir

	Allemagne	Pays-Bas	Italie	Belgique (Flandres)	Suède
<b>Agrément des experts</b>	Non : - les laboratoires, instituts et sociétés qui réalisent des assainissements n'ont pas besoin d'agrément, - mais des textes sont en préparation de manière concertée dans les différents Länder (parution prévue avant fin 2000)	Non : les bureaux d'études et experts en assainissement n'ont pas besoin d'être agréés	Non : les bureaux d'études et experts en assainissement n'ont pas besoin d'être agréés	Oui, cf. décret flamand du 22/02/95 (Articles 13 §1, 14 §1 et 15§2)  • Les conditions d'agrément précisées dans le règlement flamand du 5 mars 1996 (Art. 8)	Non, pas besoin d'agrément, mais réflexion en cours pour les laboratoires chargés des mesures sur site
<b>Utilisation des sols excavés</b>	• Deux solutions : nettoyage dans une installation de traitement du sol, ou mise en décharge, selon la faisabilité du nettoyage,  • Un sol nettoyé restant légèrement pollué peut éventuellement être réutilisé dans un autre endroit du site	La réglementation néerlandaise prévoit la réutilisation des sols excavés : 1) un sol nettoyé et complètement propre peut être réutilisé n'importe où 2) un sol entre les valeurs cibles et les valeurs d'intervention peut être réutilisé sur un site d'usage peu sensible et s'il est de meilleure qualité que le sol qu'il remplace, 3) un sol au-delà des valeurs d'intervention ne pourra être réutilisé que sur le site et si le plan d'assainissement le prévoit.	• Le sol excavé est le plus souvent mis en décharge.  • La Lombardie a réglementé la classification et la réutilisation des sols excavés, qui sont répartis en deux catégories :  - les sols réutilisables sans aucun traitement  - les sols réutilisables seulement après traitement	• Si le sol excavé peut être nettoyé, il est nettoyé et peut être utilisé par la société d'assainissement dans un autre projet.  • Sinon, il est mis en décharge, mais dans ce cas le projet d'assainissement doit prouver que le sol ne peut pas être nettoyé et préciser l'endroit où il sera déposé.  • Une "banque de sols" est en projet pour réutiliser les sols excavés lors d'assainissements	Le problème de la classification des sols excavés en vue de leur réutilisation n'est pas encore traité au niveau national
<b>Mise sous surveillance</b>	• Une mise sous surveillance peut être décidée si les valeurs de déclenchement ne sont pas dépassées mais que les valeurs de précaution le sont  • La mise sous surveillance fait partie des mesures de précaution prévues par la loi	• La mise sous surveillance est obligatoire dans les cas où la pollution est mobile alors que les valeurs d'intervention ne sont pas dépassées	Le niveau 2 de la méthodologie de la Province de Milan prévoit une mise sous surveillance et un suivi périodique si les valeurs relevées n'excèdent pas les valeurs calculées par l'évaluation des risques	L'OVAM peut prescrire des mesures de précaution et des restrictions d'utilisation ; celles-ci peuvent être adaptées ou levées après qu'un assainissement a été effectué ou lorsqu'elles ne sont plus nécessaires	La mise sous surveillance est fréquente lorsque la pollution reste en-dessous des valeurs guides génériques, mais qu'une prévention est nécessaire
<b>Nombre de sites pollués</b>	Total recensé en 1999 : 200 000 sites potentiellement pollués	• Total estimé des sites potentiellement pollués : 120 000,  • Environ 60 000 sites ont un besoin urgent de dépollution (selon le ministère de l'Environnement)	Environ 10 000 sites pollués ont été recensés jusqu'en 1999	• Total estimé des sites potentiellement pollués : 9 000,  • Sites pollués identifiés : environ 8 000.	• 12 000 sites pollués ont été identifiés  • On estime à 22 000 le nombre total de sites pollués (recensement encore en cours)
<b>Publicité faite aux sites pollués / groupes de pression</b>	• Le Bundesverband Altlasten-Betroffener e.V., à Leverkusen, prête assistance aux personnes qui subissent des nuisances liées à des sols pollués	• L'association "Holland free of poison", qui faisait du lobbying pour l'assainissement des sols pollués, a cessé ses activités il y a environ deux ans	• Le décret DM 471/99 prévoit que les entreprises "s'autodénoncent".  • Les Régions tiennent un registre des sites à assainir (art. 17 § 12 du décret Ronchi),  • Le ministère de l'Environnement et les Régions rendent publique les listes nationale et régionale des sites à assainir en priorité.	L'OVAM tient un registre des sites pollués de Flandre. Ce registre peut être consulté gratuitement dans les mairies	Les préfectures désignent les terrains qui présentent des risques environnementaux (chap. 10 du Code environnemental)
<b>Document de référence pour conduire un assainissement</b>	L'ordonnance fixe non seulement les différentes valeurs relatives à la pollution du sol, mais aussi des instructions pour l'étude de sol et l'assainissement, des modes opératoires pour le prélèvement des échantillons et des méthodes d'analyse	• Protocole pour l'étude d'orientation du sol : <i>Protocol for the Orientating Investigation</i> (de F. Lame et R. Bosman, 1994, Sdu, n° DBO/31893005, en néerlandais),  • Protocole pour l'étude approfondie : <i>Protocol for the Further Investigation (Part 1)</i> (de F. Lame et R. Bosman, 1994b, Sdu, n° DBO/31893005, en néerlandais),  • Brochure du ministère de l'Environnement : Traitement des sols pollués. 2e édition : <i>Omgang met verontreinigde grond. Tweede herziene druk (Distributienummer 14438/175)</i> ;	• Les textes de référence pour la marche à suivre sont l'article 17 du décret Ronchi et son décret d'application (D.M. 471 du 25/10/99).  • La méthodologie et l'outil logiciel Giuditta mis au point par la Province de Milan pourraient devenir des références de niveau national.	• Le décret du 22 février 1995 propose des procédures strictes pour le déroulement des études de sol et de l'assainissement.  • Son décret d'exécution, du 5 mars 1996, fixe des valeurs seuil et des valeurs de fond et prescrit des méthodes d'échantillonnage et d'analyse	Rapport de la SEPA "Environmental Quality Criteria", janvier 1999
<b>Catégories d'usages des terrains</b>	Quatre usages sont prévus par l'Ordonnance : - terrains de jeu, - zones résidentielles, - parcs et installations de loisir, - terrains industriels et commerciaux	• Les valeurs cibles et les valeurs d'intervention s'appliquent indépendamment de l'usage du sol.  • Lorsque les valeurs d'intervention sont dépassées, l'assainissement est obligatoire, mais son délai d'exécution et ses objectifs sont fixés en fonction de l'usage prévu pour le terrain, et des circonstances spécifiques	Deux catégories d'usage sont définies par la réglementation :  - espace vert public ou privé  - usage industriel ou commercial  (décret ministériel 471/99 d'application du décret Ronchi)	Cinq usages sont prévus : - zones naturelles - zones agricoles - zones d'habitation - zones de loisirs - zones industrielles	Trois usages sont prévus : - usage sensible (tous usages y compris agriculture) - usage moins sensible avec extraction d'eau souterraine - usage moins sensible sans extraction d'eau souterraine

## Glossaire des valeurs

Les différents pays étudiés ont tous adopté, pour les concentrations en polluants, le principe de valeurs seuils qui conditionnent les mesures à prendre pour traiter les cas de pollution du sol.

Globalement, selon le niveau des concentrations relevées sur le terrain, il est nécessaire de conduire une étude approfondie ou de procéder directement à l'assainissement.

Concernant les valeurs à atteindre en dépolluant, les différentes réglementations fixent des limites idéales : valeurs cibles aux Pays-Bas, valeurs de fond en Flandre, valeurs limites acceptables en Italie. Dans la réalité, il est rarement économiquement et techniquement faisable d'assainir jusqu'à ces valeurs et une approche d'évaluation des risques réels est adoptée en fonction de la situation.

### ■ Allemagne

La Loi fédérale sur la protection des sols donne les définitions suivantes :

- *Valeurs de déclenchement (Prüfwerte)*

Valeurs qui, si elles sont dépassées, impliquent d'effectuer une enquête adaptée au cas spécifique considéré, en tenant compte de l'usage du sol, en vue de déterminer si le sol est pollué ou a subi des modifications nuisibles (pollution historique et pollution nouvelle).

- *Valeurs d'intervention (Maßnahmenwerte)*

Valeurs d'impact ou de pollution qui, si elles sont dépassées, en tenant compte de l'usage du sol, permettent généralement de conclure à une pollution du sol. Ces valeurs impliquent de prendre des mesures.

- *Valeurs de précaution (Vorsorgewerte)*

Valeurs qui, si elles sont dépassées, permettent généralement de conclure qu'une modification nuisible du sol est à craindre (pollution nouvelle), en tenant compte des concentrations en polluants géogènes, de grande étendue ou relatives aux zones résidentielles,.

## ■ Pays-Bas

La circulaire du 9 mai 1994 relatives aux valeurs d'intervention pour l'assainissement des sols donne les définitions suivantes :

### • *Valeurs d'intervention (Intervention values)*

Les valeurs d'intervention pour l'assainissement des sols indiquent les niveaux de concentration dans le sol et l'eau souterraine au-dessus desquels la fonctionnalité du sol pour la vie humaine, animale ou végétale est gravement altérée ou menacée. Des concentrations excédant les valeurs d'intervention correspondent à une pollution grave.

Les valeurs d'intervention sont fixées pour le sol/les sédiments et pour les eaux souterraines, et s'appliquent aussi bien au sol terrestre qu'au lit des rivières, au fond des lacs, etc.

Les valeurs d'intervention tiennent compte de considérations à la fois de toxicologie humaine et d'écotoxicologie. Elles sont basées non seulement sur des considérations sur la nature des polluants et leurs concentrations, qui indiquent le degré de pollution et ses effets possibles, mais aussi sur les circonstances locales, qui sont importantes lorsque l'on considère le champ d'application pour la dispersion et le contact.

Les valeurs d'intervention sont liées à des paramètres spatiaux. Elles sont considérées comme étant dépassées, et en conséquence le sol comme gravement pollué, si les concentrations moyennes dans au moins 25 m<sup>3</sup> de "volume de sol" (soit environ 7 x 7 x 0,5 m<sup>3</sup>) ou les concentrations moyennes dans l'eau souterraine dans au moins 100 m<sup>3</sup> de "volume de sol" dépassent les valeurs d'intervention.

Elles sont indépendantes du type d'usage du sol, mais sont liées à la teneur en matière organique et en argile dans le sol.

### • *Valeurs cibles (Target values)*

La circulaire du 9 mai 1994 fixe également des valeurs cibles pour les politiques d'assainissement. Ces valeurs indiquent les niveaux de qualité de sol que l'on cherche à atteindre en final - même si elles sont généralement difficilement accessibles. Elles sont également importantes pour les politiques préventives.

### • *Application pratique des valeurs*

En pratique, une concentration relevée sur le site peut conduire aux situations suivantes :

#### • **Concentration < valeur cible :**

le sol est considéré comme *propre*, absence de restrictions ;

#### • **Valeur cible < concentration < valeur intermédiaire :**

le sol est considéré comme *légèrement pollué*, une étude approfondie

n'est pas nécessaire, des restrictions (mineures) peuvent être imposées sur l'usage du sol ;

• **Valeur intermédiaire < concentration < valeur d'intervention :**

il faut lancer une étude approfondie. S'il en résulte que la qualité du sol reste en-deçà de la valeur d'intervention, des restrictions peuvent être imposées sur l'usage du sol (ex. pas de cultures sensibles, pas d'utilisation directe des eaux souterraines comme eau potable).

• **Si la concentration moyenne en polluant pour un volume de sol d'au moins 25 m<sup>3</sup> dépasse la valeur d'intervention, le sol est considéré comme *gravement pollué* (pour les eaux souterraines, considérer 100 m<sup>3</sup>). En principe, un assainissement sera nécessaire et il faut déterminer l'urgence du traitement.**

## ■ Italie

• ***Valeurs de concentration limites acceptables***  
***(Valori di concentrazione limite accettabili)***

Ces valeurs de concentration limites acceptables sont données en annexe 1 du règlement d'application du 15 octobre 1999 pour le sol, le sous-sol et les eaux souterraines en relation à la destination spécifique des sites.

Deux usages des sites sont distingués :

- les espaces verts publics, privés et résidentiels
- les sites à usage commercial et industriel

Ces valeurs tiennent lieu à la fois de valeurs de déclenchement pour l'obligation d'assainir et d'objectifs d'assainissement.

Elles s'appliquent à toute la profondeur qu'il est nécessaire d'échantillonner pour déterminer l'extension de la pollution et pour projeter les interventions d'assainissement qui garantissent l'élimination de la pollution dans les matrices environnementaux.

## ■ Belgique (Flandres)

Le décret du 22 février 1995 définit les normes d'assainissement du sol et des valeurs de fond. Le règlement flamand relatif à l'assainissement du sol du 5 mars 1996 en fixe les valeurs chiffrées.

• ***Normes d'assainissement du sol***

Les normes d'assainissement du sol concernent la pollution du sol générée après l'entrée en vigueur du décret du 22 février 1995 et sont fixées par le Gouvernement flamand. Elles correspondent à un

niveau de pollution du sol dont le dépassement peut avoir des effets préjudiciables graves pour l'homme et l'environnement au vu des caractéristiques du sol et des fonctions qu'il remplit.

Ces valeurs fonctionnent comme des valeurs de déclenchement : si la pollution du sol dépasse les normes d'assainissement, il est obligatoire d'assainir.

Lorsque l'OVAM estime qu'il est très probable que la pollution du sol dépasse les normes d'assainissement du sol, il est procédé à une reconnaissance descriptive du sol. Si cette reconnaissance (équivalent du diagnostic de sol en France) fait apparaître un dépassement des normes d'assainissement, un projet d'assainissement est élaboré et des travaux d'assainissement sont exécutés.

• ***Valeurs de fond***

Selon le décret du 22 février 1995, les valeurs de fond correspondent aux concentrations en polluants que l'on trouve de manière naturelle dans les sols équivalents à celui du terrain considéré, et tiennent lieu d'objectifs d'assainissement (art. 8 §1) : « L'assainissement du sol vise à réaliser les valeurs de fond de la qualité du sol. Ces valeurs sont fixées par le Gouvernement flamand et correspondent à la teneur en substances ou en organismes polluants sur ou dans le sol qui constitue le fond naturel dans les sols non pollués aux caractéristiques comparables.»

Néanmoins, la loi prévoit une certaine latitude par rapport à ces objectifs, en tenant compte des cas où l'assainissement jusqu'aux valeurs de fond n'est pas techniquement ou économiquement faisable (art. 8 § 2) : « Si, pour cause des caractéristiques de la pollution du sol ou des terrains pollués, il s'avère impossible de réaliser les valeurs de fond de la qualité du sol par des mesures qui sont conformes à l'état de la technique et n'entraînent pas de frais exorbitants, l'assainissement du sol vise au moins à réaliser une meilleure qualité du sol que celle prévue par les normes d'assainissement du sol applicables ou, si cela n'est pas possible, à éviter que la qualité du sol constitue une menace grave. »

S'il n'est pas possible d'atteindre ni les valeurs de fond, ni les normes d'assainissement par des mesures conformes à l'état de la technique et n'entraînant pas de frais exorbitants, des restrictions d'utilisation ou d'autres précautions seront, si nécessaire, imposées.

## ■ Suède

- *Valeurs guides (riktvärden, guideline values)*

Ces valeurs représentent des seuils à ne pas dépasser en matière de concentrations en polluants. Elles constituent également les objectifs d'assainissement.

Il existe des valeurs guides génériques valables pour l'ensemble de la Suède et des valeurs guides spécifiques à un secteur donné (par exemple pour les sites pollués des industries pétrolières).



## A. Réglementation et application concrète en Allemagne

### *Les grandes lignes*

Le problème des sols pollués en Allemagne revêt une grande importance écologique et économique. On recense près de 200 000 sites potentiellement pollués à travers la République fédérale, pour un coût estimé à près de 300 milliards de marks.

Mars 1999 a vu entrer en vigueur en Allemagne la première loi fédérale sur la protection des sols et l'assainissement des sites pollués (Bundes-Bodenschutzgesetz). Associé à l'ordonnance qui fixe ses modalités pratiques d'application (Bundes-Bodenschutzverordnung), ce texte régit la protection du sol et l'assainissement des sites pollués de manière homogène pour tous les Länder.

La protection des sols est un domaine de compétence partagé entre la Fédération et les Länder. Or, aux termes de la Loi fondamentale, « les Länder ont le pouvoir de légiférer aussi longtemps et pour autant que la Fédération n'a pas fait par une loi usage de sa compétence législative », qu'elle utilise pour « la réalisation de conditions de vie équivalentes sur le territoire fédéral ou la sauvegarde de l'unité juridique ou économique dans l'intérêt de l'Etat ». En pratique, les réglementations des Länder deviennent, avec l'entrée en vigueur de la Bundes-Bodenschutzgesetz, sans objet lorsqu'elles contredisent la réglementation fédérale (art. 31 GG). Ainsi, les nouvelles réglementations régionales viendront seulement compléter la législation adoptée au niveau fédéral en 1998.

Le Land de Bade-Wurtemberg a été le premier à se doter d'une loi sur la protection des sols, avec la publication en 1991 de sa Bodenschutzgesetz. Son expérience dans l'application de cette loi a été prise en compte pour l'élaboration de la Loi fédérale.

Les organismes qui font respecter les lois et réglementations en matière de protection des sols sont principalement les autorités environnementales locales, sauf problèmes de grande étendue qui nécessitent l'intervention du Land, voire du ministère de l'Environnement.

Généralement, les problèmes d'assainissement de sols sont traités au cas par cas, en particulier en ce qui concerne la détermination des objectifs d'assainissement, car la loi laisse suffisamment de latitude aux



acteurs. Et ce, même si le système de déclenchement lié aux valeurs correspondantes fonctionne normalement en "tout ou rien". La Loi fédérale sur la protection des sols vise en effet à éviter les "assainissements de luxe" en adaptant les objectifs à l'usage prévu pour le terrain, et à garder les coûts à supporter par les responsables de l'assainissement dans les limites du raisonnable.

En pratique, ce sont les autorités chargées de la protection de l'environnement, généralement au niveau local, qui prennent les décisions relatives aux opérations d'assainissement.

Enfin, bien que les détails puissent varier régionalement en fonction de la structure administrative des Länder, les procédures générales de gestion des sols pollués sont très similaires et incluent l'identification et l'enregistrement des sites potentiellement pollués, l'étude de sol et l'évaluation des risques, l'assainissement et/ou la surveillance.

## ***Loi et réglementation fédérales***

### **■ La Loi fédérale sur la protection des sols**

Le Bundestag a, en accord avec le Bundesrat, adopté la loi pour la protection du sol le 5 février 1998, sous le titre officiel : « *Gesetz zum Schutz vor schädlichen Bodenveränderungen und zur Sanierung von Altlasten (Bundes-Bodenschutzgesetz - BBodSchG)*. » Le texte traite de la protection des sols contre la pollution et de l'assainissement des sols pollués. Il a été publié dans la gazette juridique fédérale du 24 mars 1998 (Bundesgesetzblatt, Teil I, S. 502).

Le sol est le seul milieu environnemental qui restait non protégé par une loi fédérale en Allemagne. La Bundes-Bodenschutzgesetz représente ainsi un pas important vers une réglementation environnementale homogène à l'échelle du pays (voir encadré). Elle contient des définitions de notions essentielles, parmi lesquelles celle de terrains pollués. Les législateurs réagissent ainsi face à la multiplication des utilisations des sols qui, prises isolément, peuvent avoir des conséquences mineures mais qui, par leur accumulation et la combinaison de leurs effets modifient sérieusement les fonctions du sol.

La Loi fédérale pour la protection du sol adopte une double stratégie. Elle oblige non seulement à supprimer les dangers pour les pollutions de sols existantes, mais donne aussi les bases juridiques de mesures destinées à prévenir les atteintes futures - ceci en vue d'éviter des dégradations qui pourraient conduire à des sols gravement pollués par la suite.

De plus, avec son objectif d'adapter l'assainissement à l'utilisation prévue pour chaque terrain, la nouvelle loi doit permettre d'éviter à l'avenir les "assainissements de luxe" et donc de réduire les coûts.

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Allemagne*

**Sommaire de la Bundes-Bodenschutzgesetz**  
**(Loi fédérale sur la protection des sols)**

Chapitre 1 - Dispositions générales

- § 1. Objectif et principes de la loi
- § 2. Définitions
- § 3. Domaine d'application

Chap. 2 - Principes et obligations

- § 4. Obligations pour prévenir les dangers
- § 5. Levée des scellés sur un terrain inutilisé
- § 6. Application et introduction de matériaux sur ou dans le sol
- § 7. Obligations de précautions
- § 8. Valeurs et caractéristiques exigées
- § 9. Evaluation des risques et décisions d'étude
- § 10. Autres décisions

Chap. 3 - Dispositions complémentaires pour les sites pollués

- § 11. Recensement
- § 12. Information des parties concernées
- § 13. Etudes et planification de l'assainissement
- § 14. Planification de l'assainissement par les autorités
- § 15. Surveillance par les autorités et auto-contrôle
- § 16. Décisions complémentaires pour l'assainissement des sols pollués

Chap. 4 - Utilisation agricole du sol

- § 17. Bonne pratique agricole

Chap. 5 - Dispositions finales

- § 18. Experts et organismes d'étude
- § 19. Transmission des données
- § 20. Audition des parties concernées
- § 21. Dispositions juridiques des *Länder*
- § 22. Exécution des décisions obligatoires des Communautés Européennes
- § 23. Défense nationale
- § 24. Coûts
- § 25. Prise en charge des coûts
- § 26. Dispositions en matière d'amendes

Source : e-lex Fach-Datenbank Online  
Texte intégral en annexe (en version anglaise)

***VDéfinition des fonctionnalités du sol***

En partant d'une considération globale sur la fonctionnalité complexe du sol, la loi distingue trois fonctions (§ 2, 2) :

- la fonction naturelle (milieu vivant, élément de l'équilibre naturel, milieu de formation des eaux souterraines...);
- la fonction en tant qu'archive de l'histoire naturelle et culturelle ;
- la fonction d'usage (gisement de matières premières, terrain d'habitation et de repos, site d'exploitation agricole et forestière, site pour d'autres utilisations économiques et publiques, site de transport, trai-

tement et élimination des déchets).

Notamment, l'aptitude du milieu vivant à accueillir les hommes, les animaux et les plantes est une condition indispensable pour obtenir un sol apte à toutes les fonctions (ce point était déjà mentionné dans la Bodenschutzkonzeption du Gouvernement fédéral de 1985).

#### ***VDes enjeux économiques bien évalués***

En toile de fond de ces réglementations se trouvent, d'une part, une conscience plus aiguë en matière de politique environnementale et, d'autre part, le besoin accru de disposer de sites non pollués pour les personnes et les entreprises. A ces premières orientations s'ajoute également l'attente de retombées économiques. En effet, l'homogénéisation des procédés d'assainissement au niveau national et la standardisation des mesures obligatoires ne signifient pas seulement une application homogène de la loi, avec la sécurité juridique qui en découle pour les parties concernées. Elles fournissent également aux investisseurs et aux industriels de l'assainissement des procédures bien réglées, qui peuvent être mises en œuvre plus rapidement et à plus bas prix. L'unification des pratiques devrait permettre à l'Allemagne d'exporter des techniques d'assainissement et des conseils reconnus au niveau international.

#### ***VCe que change la Loi fédérale***

La Loi fédérale sur la protection des sols aura des effets considérables dans le domaine des sols pollués. Pour la première fois, des valeurs homogènes sont fixées à l'échelle du pays pour l'évaluation de terrains potentiellement pollués, grâce au premier décret d'application de cette loi : l'Ordonnance sur la protection des sols et les terrains pollués (Bodenschutz- und Altlastenverordnung).

Le nouveau droit sur la protection des sols devrait rendre les risques liés à la pollution des sols plus prévisibles pour l'industrie - ce qui devrait se traduire par une plus grande sécurité juridique pour les investisseurs.

Enfin, les plans et les accords entre les entités contraintes d'assainir et les autorités environnementales compétentes auront une plus grande signification. De ce fait, les litiges et les longues procédures judiciaires devant les tribunaux administratifs devraient désormais pouvoir être évitées.

### **■ Les retombées pratiques les plus marquantes**

Globalement, les dispositions légales qui revêtent la plus grande importance pratique sont les suivantes :

- l'introduction de valeurs limites homogènes au niveau fédéral,
- l'extension du cercle des parties tenues de procéder à l'assainissement,
- la limitation du jugement des autorités lors de la décision et de

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Allemagne*

- la sélection de mesures d'étude et d'assainissement,
- l'ancrage juridique de nouveaux instruments d'assainissement de sols pollués (plan et contrat d'assainissement),
- les dispositions concernant la prise en charge des coûts et leur répartition sur l'ensemble des obligés.

La Loi fédérale comprend également de nombreuses décisions particulières, concernant notamment : la réintroduction de matériaux dans le sol, la surveillance assurée par les autorités et l'utilisation agricole du sol.

***VIntroduction de valeurs limites à l'échelle nationale***

Avant la publication de l'Ordonnance sur la protection des sols (Bodenschutzverordnung), les autorités de protection de l'environnement se basaient, pour leurs décisions d'étude, d'assainissement et d'objectifs d'assainissement, sur des valeurs limites qui différaient d'un Land à l'autre. Il existait au total une trentaine de listes en application, dont les valeurs divergeaient en termes de méthodes de calcul, d'importance et de domaines d'application.

L'Ordonnance donne aujourd'hui des valeurs et des instructions pour éliminer le danger et prendre des mesures de précaution.

Concernant l'élimination du danger, il s'agit de **valeurs de déclenchement** (Prüfwerte), de mesures permettant de déterminer les objectifs et le périmètre d'assainissement, et de mesures concernant la protection du sol et la manipulation de la terre excavée. **Le dépassement des valeurs de déclenchement rend obligatoire la mise en œuvre d'une étude**, tandis que **le dépassement des valeurs d'intervention (Maßnahmenwerte) rend l'assainissement obligatoire**.

Concernant les mesures de précautions, l'Ordonnance fixe les **valeurs de précaution** (Vorsorgewerte), qui représentent les pollutions admissibles et les instructions permettant de prévenir ou de réduire les préjudices causés par certaines substances. **Le dépassement des valeurs de précaution contraint à des interventions de précaution**.

Par ailleurs, d'autres décrets sont prévus concernant l'introduction de matériaux sur ou dans le sol et, dans certains cas, concernant l'obligation de levée des scellés (sur un terrain inutilisé) et de restauration du sol dans certaines de ses fonctions.

***VExtension du cercle des parties contraintes d'assainir***

Une des modifications décisives par rapport à la situation juridique pré-existante est l'élargissement du cercle des responsables. Outre le pollueur, le propriétaire et le détenteur du contrôle effectif du terrain, la BBodSchG étend le cercle des parties tenues d'assainir aux successeurs de plein droit du pollueur, aux personnes qui, pour des raisons de droit commercial ou social, doivent répondre pour une personne

morale possédant un terrain pollué, ainsi que, dans certaines conditions, aux précédents propriétaires du terrain.

L'ancien propriétaire d'un terrain est désormais tenu d'assainir lorsqu'il a transmis la propriété après le 1er mars 1999 et avait connaissance de la pollution du sol ou devait en avoir connaissance. Cependant, ce point n'est pas valable si, lors de l'acquisition du terrain il ignorait lui-même, de manière légitime, l'existence de cette pollution. S'il ne peut pas prouver sa bonne foi, la loi établit une "responsabilité éternelle". Cette responsabilité est d'une importance pratique particulière dans la mesure où la recherche et la convocation de l'auteur d'une pollution, co-responsable avec le propriétaire, est souvent très difficile.

Dans tous les cas, l'extension de la responsabilité de l'assainissement aura une influence considérable sur les ventes de terrains présentant des zones polluées, en particulier dans la formulation des contrats.

***V Limitation de la marge de manœuvre des autorités pour décider de mesures d'étude et d'assainissement***

S'il existe des raisons valables de penser qu'un sol est pollué, l'autorité compétente *doit* désormais prendre les mesures nécessaires au lancement de l'étude, c'est-à-dire qu'elle en est dispensée uniquement dans des cas exceptionnels à justifier. Si les valeurs de déclenchement fixées par l'Ordonnance BBodSchV sont dépassées, des essais de faisabilité technique adaptés au cas considéré *doivent* être réalisés. Par rapport à la situation juridique qui prévalait jusqu'ici, ce point représente une limitation de la marge de manœuvre des autorités - qui conduira probablement à une forte croissance du nombre de décisions d'étude.

Fondamentalement, la dépollution et la mise en sécurité (consistant à prévenir ou à réduire à long terme la diffusion de polluants) constituent des mesures équivalentes pour supprimer le danger. C'est seulement dans le cas où ces mesures s'avèrent disproportionnées que de simples mesures de protection et de restriction peuvent être considérées.

***V Plan et contrat d'assainissement : nouveaux instruments juridiques pour résoudre les cas complexes de pollution des sols***

Dans les cas d'assainissement de sols pollués complexes ou particulièrement étendus, différents types de plans et de contrats d'assainissement ont fait leurs preuves ces dernières années, en particulier dans les nouveaux Länder, même s'ils n'étaient pas réglementés par la loi. Le législateur a intégré ces instruments dans la nouvelle Loi fédérale BBodSchG. Les autorités compétentes peuvent désormais exiger du responsable de l'assainissement la réalisation d'une **étude d'assainissement**, ainsi que la présentation d'un **plan d'assainissement** précisant les objectifs d'assainissement, les interventions prévues et leur

calendrier de réalisation.

Par ailleurs, la loi prévoit dorénavant expressément la possibilité d'un **contrat d'assainissement**, sans toutefois en réglementer les détails. Le but d'un tel contrat est de fixer la nature et l'importance des interventions à réaliser, ainsi que les objectifs d'assainissement, par une entente entre le responsable de l'assainissement et l'autorité concernée (le cas échéant avec l'implication d'un tiers).

#### ***VPrise en charge des coûts par l'ensemble des obligés***

La question de savoir si plusieurs responsables étaient tenus de prendre en charge les coûts d'étude, d'assainissement et d'autres mesures nécessaires était jusqu'ici très controversée. La BBodSchG prévoit désormais expressément que l'ensemble des obligés doit prendre en charge ces coûts. Néanmoins, les pollueurs effectifs sont concernés en priorité, tandis que le propriétaire actuel ou le propriétaire précédent participent de manière secondaire aux frais, en proportion de leur contribution à la pollution.

Dans le cas où un terrain est assaini à l'aide de moyens publics, et où ceci conduit à en augmenter la valeur, le propriétaire est désormais tenu de payer une somme de compensation comparable à la contribution correspondant aux travaux d'assainissement. Ce point n'est pas valable si une mise à disposition selon les termes de la Loi cadre sur l'environnement (Umweltrahmengesetz) a été décidée en vue de promouvoir les investissements dans les nouveaux Länder.

#### **■ L'Ordonnance d'application de la Loi fédérale**

Le décret d'application de la loi fédérale, l' "Ordonnance fédérale sur la protection du sol et les sites pollués" (Bundes-Bodenschutz- und Altlastenverordnung, BodSchV) est entré en vigueur le 13 juillet 1999. Ce texte est le plus important des règlements techniques qui ont suivi l'entrée en vigueur de la Loi fédérale sur la protection du sol (*voir sommaire en encadré*).

L'Ordonnance fixe effectivement les valeurs de déclenchement (Prüfwerte), les valeurs d'intervention (Maßnahmenwerte) et les valeurs de précaution (Vorsorgewerte) relatives à la pollution des sols.

Le dépassement des valeurs de déclenchement rend obligatoire la réalisation d'une évaluation des risques afin de déterminer si le site doit être considéré comme pollué ou non. Cette évaluation prend notamment en compte les modes de diffusion des polluants.

Le dépassement des valeurs d'intervention rend obligatoire l'assainissement du terrain. Ces valeurs n'ont pour l'instant été fixées que pour les dioxines/furanes. Elles seront complétées à l'avenir par les valeurs d'autres substances.

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Allemagne*

**Ordonnance fédérale sur la protection du sol et les sites pollués**

**(BBodSchV)**

12 juillet 1999

**Sommaire**

Partie 1. Dispositions générales

§1 Domaine d'application

§2 Définitions

Partie 2. Instructions pour l'étude et l'évaluation des terrains potentiellement pollués

§3 Etude

§4 Evaluation

Partie 3. Instructions pour l'assainissement des sols pollués

§5 Interventions d'assainissement, interventions de protection et de restriction

Partie 4. Dispositions complémentaires pour les sols pollués

§6 Etude d'assainissement et planification de l'assainissement

Partie 5. Exceptions

§7 Exceptions

Partie 6. Dispositions complémentaires pour prévenir les modifications nuisibles du sol dues à une érosion par l'eau

§8 Prévention des modifications nuisibles du sol dues à une érosion par l'eau

Partie 7. Précautions contre l'apparition de modifications nuisibles du sol

§9 Cas où des modifications nuisibles du sol sont suspectées

§10 Instructions pour la prévention

§11 Pollutions additionnelles admissibles

§12 Instructions concernant l'introduction de matériaux sur et dans le sol

Partie 8. Dispositions finales

§13 Accessibilité des règles techniques et des normes

§14 Entrée en vigueur

Annexe 1. Instructions pour l'échantillonnage, les méthodes d'analyse et l'assurance qualité lors de l'étude

1. Périmètre de l'étude et niveau de connaissance nécessaire

1.1. Etude d'orientation

1.2. Etude détaillée

2. Echantillonnage

2.1. Echantillonnage pour l'étude de sol - Détermination des lieux et des profondeurs de prélèvement

2.1.1. Voie d'exposition sol - homme

2.1.2. Voie d'exposition sol - plantes utiles

2.1.3. Voie d'exposition sol - eaux souterraines

2.2. Prélèvement de gaz dans le sol

2.3. Prélèvement dans le matériau du sol extrait et enlevé

2.4. Préparation d'échantillons

2.4.1. Sols, matériaux du sol et autres matériaux

2.4.2. Gaz contenus dans le sol

2.4. Conservation, transport et stockage des échantillons potentiellement pollués dans les eaux souterraines

3. Procédures d'étude

3.1. Procédures d'étude pour les sols, matériaux du sol et autres matériaux

3.1.1. Choix et prétraitement des échantillons

3.1.2. Extraction, lixiviation

3.1.3. Méthodes d'analyse

.../...

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Allemagne*

.../...

- 3.2. Etude des gaz contenus dans le sol
- 3.3. Procédés d'estimation des concentrations en polluants générés par des sols

4. Assurance qualité

- 4.1. Prélèvement et stockage des échantillons
- 4.2. Prétraitement et analyse des échantillons

5. Abréviations

- 5.1. Unités de mesure
- 5.2. Analyse instrumentale
- 5.3. Autres abréviations

6. Normes, règles techniques et autres méthodes, références

- 6.1. Normes, règles techniques et autres méthodes
- 6.2. Références

Annexe 2. Valeurs d'intervention, de déclenchement et de précaution

1. Voie d'exposition sol - homme (contact direct)

- 1.1. Définition des usages du sol
- 1.2. Valeurs d'intervention
- 1.3. Application des valeurs d'intervention
- 1.4. Valeurs de déclenchement

2. Voie d'exposition sol - plantes utiles

- 2.1. Définition des usages du sol
- 2.2. Valeurs de déclenchement et d'intervention - zones agricoles et jardins potagers en tenant compte de la qualité des végétaux
- 2.3. Valeurs d'intervention - prairies en tenant compte de la qualité des végétaux
- 2.4. Valeurs de déclenchement - zones agricoles en tenant compte des gênes à la croissance des végétaux cultivés
- 2.5. Application des valeurs de déclenchement et d'intervention

3. Voie d'exposition sol - eaux souterraines

- 3.1. Valeurs de déclenchement pour la voie d'exposition sol - eaux souterraines
- 3.2. Application des valeurs de déclenchement

4. Valeurs de précaution pour les sols

- 4.1. Valeurs de précaution pour les métaux
- 4.2. Valeurs de précaution pour les matières organiques
- 4.3. Application des valeurs de précaution

5. Pollutions additionnelles annuelles admissibles en polluants selon tous les voies d'exposition

Annexe 3. Instructions pour les études d'assainissement et le plan d'assainissement

- 1. Etudes d'assainissement
- 2. Plan d'assainissement

Annexe 4. Instructions pour l'étude et l'évaluation de terrains soupçonnés de modifications nuisibles dues à l'érosion du sol par l'eau

- 1. Application
- 2. Etude et évaluation

*Texte en version anglaise en annexe*

Enfin, si les valeurs de précaution sont dépassées, les autorités peuvent prendre des mesures de précaution afin d'éviter que le sol ne soit pollué à l'avenir (fermeture ou restriction des activités dans les



**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Allemagne*

abords du site pour éviter des pollutions ultérieures, par exemple). Ces valeurs sont données pour différents types de sols (argileux, sablonneux, terreau/limon), tandis que les valeurs de déclenchement sont données en fonction des usages du sol (aire de jeu, zones d'habitation...). Néanmoins, pour une substance donnée, les valeurs de précaution sont naturellement inférieures aux valeurs de déclenchement :

$$V_{\text{précaution}} \leq V_{\text{déclenchement}} < V_{\text{intervention}}$$

## ***Loi et réglementation en Bade-Wurtemberg***

### **■ Les textes existants**

Le Land de Bade-Wurtemberg disposait déjà depuis plusieurs années - et avant la publication de l'Ordonnance d'application de la Loi fédérale sur la protection des sols - de divers règlements applicables aux sols pollués (voir encadré).

#### **Textes réglementaires relatifs aux sols pollués en Bade-Wurtemberg**

- **Règlement relatif aux polluants minéraux**

*VwV Anorganische Schadstoffe*

*Dritte Verwaltungsvorschrift des Umweltministeriums zum Bodenschutzgesetz über die Ermittlung und Einstufung von Gehalten anorganischer Schadstoffe im Boden, vom 24. August 1993 (GABl. Baden-Württemberg Nr. 30, S. 1029)*

- **Règlement relatif aux polluants organiques**

*VwV Organische Schadstoffe*

*Vierte Verwaltungsvorschrift des Umweltministeriums zum Bodenschutzgesetz über die Ermittlung und Einstufung von Gehalten organischer Schadstoffe im Boden, vom 10. Dezember 1995 (GABl. Baden-Württemberg Nr. 2, S. 87)*

- **Publication du ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture, de l'Environnement et des Forêts relative aux métaux lourds dans les sols**

*Erlaß des Ministeriums für Ernährung, Landwirtschaft, Umwelt und Forsten über die Schwermetallbelastung von Böden, vom 1. Oktober 1980 (GABl. Baden-Württemberg Nr. 39, S. 1186).*

- **Prélèvement d'échantillons dans le sol**

*VwV Bodenproben - Zweite Verwaltungsvorschrift des Umweltministeriums zum Bodenschutzgesetz über die Probennahme und -aufbereitung, vom 24. August 1993 (GABl. Baden-Württemberg Nr. 30, S. 1017).*

- **Directives relatives à la subvention de mesures de réhabilitation des sols potentiellement pollués et de traitement des sols pollués communaux**

*Förderungsrichtlinien Altlasten - Richtlinien des Umweltministeriums über die Zuwendung für die Förderung von Maßnahmen zur Erhebung altlastverdächtiger Flächen und zur Behandlung kommunaler altlastverdächtiger Flächen und Altlasten (Fra), vom 20. November 1994 (GABl. Baden-Württemberg Nr. 7, S. 340).*

## ■ Valeurs d'orientation pour le traitement des sols pollués

Plus particulièrement, un texte propose des valeurs chiffrées donnant des indications pour l'assainissement des sols : le règlement administratif commun relatif à des valeurs d'orientation pour le traitement des pollutions historiques et accidentelles des sols, publié en mai 1998 par le ministère de l'Environnement et des Transports et le ministère des Affaires sociales du Bade-Wurtemberg (*Gemeinsame Verwaltungsvorschrift des Ministeriums für Umwelt und Verkehr und des Sozialministeriums über Orientierungswerte für die Bearbeitung von Altlasten und Schadensfällen*).

Ce texte contient divers tableaux de valeurs concernant les sols et les eaux souterraines (voir encadré).

**Valeurs d'orientation pour le traitement des pollutions  
historiques et accidentelles des sols**

**Règlement administratif commun du ministère de l'Environnement et des Transports et du ministère des Affaires sociales du Bade-Wurtemberg**  
*(publié le 6 mai 1998)*

**Sommaire**

- 1 Domaine d'application
- 2 Remarques générales
- 3 Remarques pour l'évaluation
- 4 Nécessité de mesures complémentaires de reconnaissance
- 5 Nécessité d'une reconnaissance / préplanification de l'assainissement détaillée
- 6 Nécessité et objectif des mesures d'assainissement
- 7 Réaménagement et délimitation du sol / des sites contenant des dépôts
- 8 Réintroduction des eaux souterraines
- 9 Autorisations
- 10 Entrée en vigueur

Annexe 1 : Valeurs d'orientation eaux d'infiltration / eaux souterraines  
Annexe 2 : Valeurs d'orientation sol / surface  
Annexe 3.1 : Définition et domaine d'application des valeurs P-M  
Annexe 3.2 : Délimitation des différentes utilisations  
Annexe 3.3 : Profondeurs des prélèvements d'échantillons lors de l'étude concernant la protection des hommes (en fonction de la qualité de la surface)  
Annexe 4 : Valeurs d'orientation

Source : e-lex Fach-Datenbank Online

Enfin, une Commission pour la protection du sol a été créée en 1995 par le ministère de l'Environnement de Bade-Wurtemberg. Elle rassemble à ce jour neuf membres mandatés pour la période 1998-2002.

## *La réglementation dans les autres Länder*

### ■ **Adaptations de la Loi fédérale**

A côté des textes déjà existants dans les Länder, des initiatives législatives sont en préparation pour établir des lois de protection du sol valables au niveau de chaque Land. Ces projets s'inspirent largement de la loi de protection des sols du Bade-Wurtemberg, précurseur dans le domaine.

### ■ **Décrets et réglementations associés**

D'une manière générale, les réglementations des Länder en matière de pollution des sols peuvent être des règlements complémentaires relatifs à la manière de procéder. Au-delà de ce rôle, les Länder peuvent identifier de nouveaux terrains potentiellement pollués, les zones présentant des modifications nuisibles du sol, et décider de mesures de protection du sol adaptées à la région, ainsi que de dispositifs d'information sur les sols.

## *Application concrète des textes au niveau fédéral*

### ■ **Les organismes chargés de l'application des réglementations**

La loi fédérale donne un certain nombre de responsabilités juridiques aux Länder, comme le classement et l'évaluation préliminaire des sites pollués, ou la mise en place du système d'assurance de qualité des laboratoires, par exemple. Les autorités régionales compétentes en matière d'environnement sont ainsi responsables de l'enregistrement officiel, des enquêtes et de l'évaluation des risques sur tous les sites abandonnés suspectés de pollution. Elles peuvent recouvrir les coûts d'étude auprès des personnes responsables. Par ailleurs, en s'appuyant sur les valeurs d'intervention, l'autorité compétente peut décider de la nécessité d'études plus détaillées ou d'actions de réhabilitation immédiates.

Les responsabilités respectives de l'Etat fédéral et des Länder sont résumées dans le tableau ci-après.

<b>Coopération entre L'État fédéral et les Länder</b>	
<b>Distribution des compétences législatives</b>	
<i>Cadre réglementaire fédéral</i>	<i>Cadre réglementaire des Länder</i>
	identification des sites et sols suspectés d'être dangereux
	programme de financement public (non obligatoire)
responsabilité civile (pollueur et propriétaire d'un site ou d'un sol)	
évaluation des risques : valeurs légales contraignantes et méthodes d'étude	
raisonnement pour calculer les valeurs légales	
	mise en œuvre, exécution des mesures
	propositions pour hiérarchiser les besoins de réhabilitation
procédure légale pour enregistrer les sites pollués privés réhabilités avec des financements publics	
	réglements pour les experts et les laboratoires
	autres procédures administratives si nécessaire
principe de précaution, valeurs de précaution	
réglement en ce qui concerne l'application des matières et des déchets sur les sols	

Source : Dr. Bachmann, Umweltbundesamt, présentation à La Baule en septembre 1999

La loi fédérale allemande précise en outre que les Länder peuvent

émettre des réglementations supplémentaires concernant les mesures à prendre pour protéger le sol dans des zones précises.

Enfin, les Länder peuvent créer une banque de données sur les sols qui comporte des informations sur toutes leurs régions. De tels inventaires basent leurs informations en particulier sur des études de zones représentatives, observées d'une manière intensive et pendant de longues périodes.

En pratique, les interlocuteurs habituels en cas de pollution des sols sont les autorités chargées de la protection de l'environnement (Umweltbehörden) au niveau de chaque arrondissement (Kreis) - et en particulier les autorités locales chargées de l'Eau (Untere Wasserbehörden). Celles-ci agissent en accord avec les autorités dont elles dépendent - au niveau du Land voire au niveau national en fonction des cas. Dans les cas de pollution les plus graves, le Ministère fédéral de l'Environnement intervient directement.

Selon les articles 30 et 83 de la loi fondamentale (GG), la responsabilité de l'identification, l'évaluation des risques et la réhabilitation des sols pollués incombe aux Länder.

### ■ **Les modes d'intervention et le contrôle a posteriori de l'assainissement**

Bien que certains détails varient selon les états, les procédures générales sont très similaires et comprennent :

- l'identification et l'enregistrement des sites potentiellement pollués,
- l'enquête et l'évaluation des risques,
- la réhabilitation et / ou la surveillance.

En Allemagne, l'évaluation des risques comprend en fait l'ensemble du processus, en incluant l'analyse historique initiale. Elle est réalisée au cas par cas, les décisions tenant compte du type d'usage du site, du degré et de l'extension de la pollution, des cibles identifiées et de l'existence de voies d'exposition.

Une fois le sol assaini, il subit encore une série d'analyses destinées à vérifier son degré de propreté par rapport aux objectifs d'assainissement - qui avaient été fixés en accord avec les autorités chargées de la protection de l'environnement.

### ■ **Les modes d'intervention en cas de non respect des réglementations**

Dans le cas où le propriétaire d'un terrain refuse d'assainir alors que les autorités chargées de la protection de l'environnement l'ont sommé de le faire, l'affaire peut passer devant le tribunal, en fonction du danger que représente la pollution détectée et de l'urgence de l'assainissement. En cas de danger immédiat, les autorités font réaliser el-

les-mêmes l'assainissement, puis se retournent contre le responsable qui doit rembourser les coûts de l'intervention.

Cette situation est, dans les faits, très rare car le propriétaire fautif doit alors payer non seulement les coûts d'assainissement, mais aussi une amende complémentaire en vertu de la loi en vigueur.

En règle générale, lorsque la pollution est avérée mais n'exige pas une intervention urgente, les autorités compétentes sont prêtes à négocier avec le responsable de l'assainissement et un compromis finit toujours par être trouvé. La loi laisse en effet une certaine liberté aux autorités pour traiter les problèmes au cas par cas dans chaque Land.

### ■ Les procédures de choix des valeurs

Dans les années 80, un groupe de travail rassemblant des représentants des agences fédérales et des Länder a publié une base de données toxicologiques portant sur 80 substances.

Dans un deuxième temps, des valeurs limites ont été fixées pour une vingtaine de substances, en se basant sur ces données toxicologiques. Elles ont été publiées dans l'Ordonnance sur la protection des sols et la procédure suivie a par ailleurs fait l'objet d'une publication dans le Bundesanzeiger.

Quant aux autres substances, elles n'apparaissent pas dans l'Ordonnance du fait d'un manque de consensus entre les différents experts du groupe de travail. Des valeurs préliminaires susceptibles d'être prises en compte par les autorités compétentes ont toutefois été publiées pour les valeurs de déclenchement (Bundesanzeiger).

#### *Les valeurs fixées par l'Ordonnance*

Afin d'aider les décideurs, l'annexe 2 de l'Ordonnance sur la protection des sols (*voir version anglaise en annexe*) fournit différents types de valeurs, parmi lesquelles des valeurs de déclenchement et des valeurs d'intervention relatives à la voie d'exposition direct sol-contact humain, en distinguant quatre usages différents du terrain : terrains de jeu, zones résidentielles, parcs et installations de loisir, terrains industriels et commerciaux.

L'annexe précise pour chacun de ces quatre usages des valeurs d'intervention relatives aux substances dioxine/furanes, ainsi que des valeurs de déclenchement pour une quinzaine de substances, dont les métaux lourds et quelques pesticides.

D'autres valeurs de déclenchement et d'intervention sont proposées pour les voies d'exposition sol-plantes et sol-eaux souterraines, indépendamment de l'usage du sol. Enfin, un petit nombre de valeurs de précaution est indiqué, en vue de parer à toute nouvelle pollution du sol, en distinguant différents types de sols (argileux, sablonneux...), pour les métaux lourds et quelques substances organiques.

### ***VLa signification pratique des valeurs***

Les valeurs de déclenchement et d'intervention ont été calculées en fonction d'une évaluation des risques. Cependant, la prise en considération de toutes les voies d'exposition théoriquement possibles accroît l'incertitude et la probabilité d'obtenir des résultats non plausibles. C'est pourquoi il a été trouvé préférable de baser ces valeurs sur des scénarios d'exposition simplifiés et caractéristiques, tels que l'ingestion de sol par des enfants jouant en plein air par exemple. Chaque fois que cela est possible, les valeurs d'intervention se basent sur les concentrations biodisponibles dans le sol.

Dans les faits, des concentrations dans les sols excédant les valeurs d'intervention conduisent *habituellement* (précise Andreas Bieber, du ministère de l'Environnement) à une action de réhabilitation. C'est-à-dire que, dans certains cas, une autre conclusion peut être justifiée, par exemple si les hypothèses de calcul des valeurs s'avèrent inappropriées au cas spécifique.

Lorsque les concentrations sont comprises entre les valeurs de déclenchement et les valeurs d'intervention, l'autorité compétente doit décider s'il y a danger ou non. L'autorité prendra en compte le type de sol, la mobilité des substances dangereuses et d'autres circonstances spécifiques.

Des concentrations inférieures aux valeurs de déclenchement signifient qu'il n'y a pas de danger pour la santé humaine ou l'environnement.

### ***VLes modèles et méthodologies utilisés pour les calculs***

Le système UMS (Umwelt-Mensch-Schadstoff) a été développé au niveau fédéral comme une aide méthodologique pour l'évaluation des risques au cas par cas sur les sites pollués, et comme une aide à la décision pour les actions d'assainissement. UMS utilise des méthodes d'évaluation d'exposition quantitatives pour estimer l'adsorption journalière potentielle de substance polluante et la comparer avec la TRD (dose toxicologique de référence). Les décisions relatives aux besoins d'assainissement sont prises en tenant compte des valeurs de fond pour les substances considérées.

Le système UMS est constitué de deux modules logiciels : UMS et SISIM. Le modèle SISIM a été développé pour simuler les transferts de polluants dans la zone non saturée du sol et prévoir les pollutions des eaux souterraines. SISIM fournit des concentrations estimées en polluants dans les sols et dans les eaux de percolation (concentrations par niveau de sol, et évolutions dans le temps et l'espace) et le temps que mettront les polluants pour atteindre la surface des eaux souterraines. Sur la base de ces estimations, l'atteinte à la qualité des ressources en eau souterraine peut être estimée.

Le système UMS fournit à tous les acteurs concernés par le terrain

**Réglementations étrangères  
sur les sols industriels pollués  
Allemagne**

des éléments concrets pour discuter du danger effectif lié à la pollution et de la nécessité de prendre des mesures.

**Le calcul des valeurs de déclenchement en Allemagne**

Les valeurs de déclenchement sont basées sur :

- un jeu de valeurs de doses toxicologiques de référence (TRD) qui représentent des doses limites de sécurité en cas d'ingestion ou d'inhalation et, à partir de ces doses de sécurité, des estimations de doses présentes dans le corps qui indiquent un certain niveau de risque pour la santé publique ;
- l'exposition par ingestion ou par inhalation de sol basée approximativement sur 95 % de la population exposée.
- des considérations spécifiques liées aux substances (exemple : la biodisponibilité), et la confrontation des valeurs calculées aux valeurs de fond.

Les valeurs de déclenchement sont calculées pour des substances individuelles. Les effets résultant de la combinaison de substances n'ont pas encore été considérés. Toutefois, le groupe de travail mis en place a considéré que 80 % de la dose toxicologique de référence devaient être réservés à l'absorption générale de polluant via la nourriture, l'eau et l'air. Ainsi, seulement 20 % de la TRD sont imputables à l'exposition par le sol. Pour les substances cancérigènes un risque théorique d'excès de cancer de  $5.10^{-5}$  sur la vie entière a été suggéré pour chaque substance comme point de départ pour le calcul des valeurs de déclenchement.

*D'après : Andreas Bieber, ministère de l'Environnement - Etude Clarinet*

**■ L'agrément des experts en assainissement**

A l'heure actuelle en Allemagne, les laboratoires et instituts qui interviennent pour l'assainissement de sols in situ, n'ont pas besoin d'agrément officiel. En revanche, dès qu'il s'agit de traiter le sol en dehors du site et donc de le transporter vers le lieu où il sera assaini, l'opérateur doit posséder une autorisation délivrée par les autorités chargées de la protection de l'environnement - ceci afin d'éviter que du sol pollué puisse être déversé dans la nature. Il s'agit dans ce cas d'une autorisation équivalente à celles qui sont nécessaires pour le traitement des déchets.

La règle de fait est que les experts et les laboratoires chargés d'accomplir les études de sols doivent disposer du savoir nécessaire et d'un équipement approprié. Les installations de traitement du sol qui sont à l'origine d'émissions polluantes doivent obligatoirement posséder une autorisation, conformément à la Loi fédérale sur la protection contre les émissions (BImSchG : Bundes-Immissionsschutz-Gesetz). Une ordonnance associée à cette loi fixe la liste des activités concernées.

Concernant l'ensemble du processus d'assainissement, la loi prévoit toutefois que les Länder fixeront à terme des prescriptions détaillées pour le choix des experts et des laboratoires responsables, en décrivant leurs domaines d'intervention et la forme des résultats de leur



travail. Aujourd'hui, des textes sont effectivement en cours d'élaboration, de manière concertée entre les différents Länder, pour définir les conditions à remplir par les experts en assainissement du sol. Ils devraient paraître d'ici fin 2000.

### ■ **Le quitus délivré par l'administration**

A l'heure actuelle, il n'existe pas en Allemagne de quitus délivré par l'administration, qui viendrait prouver que le propriétaire d'un terrain a fait assainir son sol. Néanmoins, les démarches d'assainissement sont au préalable présentées aux autorités compétentes, qui donnent leur accord et délivrent une confirmation écrite.

S'il s'avère par la suite qu'on découvre une nouvelle pollution alors que le terrain a déjà été assaini, le responsable est à nouveau obligé d'assainir si les autorités l'exigent. Ainsi, il n'existe aucun papier qui mette le responsable à l'abri de nouvelles poursuites. Malgré tout, les situations sont traitées au cas par cas et les autorités tentent toujours de trouver un arrangement qui ne lèse personne.

### ■ **Le transfert de responsabilité lors des ventes**

Rappelons que, outre les responsables désignés jusqu'ici par le droit existant (pollueur, propriétaire et personne ayant le contrôle effectif du terrain), la Bundes-Bodenschutzgesetz étend depuis mars 1999 le cercle des parties tenues d'assainir aux successeurs du pollueur, aux personnes qui doivent répondre pour une personne morale possédant un terrain pollué, ainsi que, dans certaines conditions, aux précédents propriétaires du terrain.

Dans les faits, le transfert de la responsabilité en cas de pollution du sol dépend généralement du contenu du contrat de vente. Si l'ancien propriétaire a clairement indiqué que le terrain était pollué et en a tenu compte en fixant un prix plus bas que la normale, alors la responsabilité de l'assainissement est transférée à l'acquéreur.

Les nouvelles dispositions introduites par la Loi fédérale sur la protection des sols concernant l'extension des responsabilités de l'assainissement sont, en fait, assez controversées et font l'objet de nombreuses plaintes.

### ■ **La distinction entre pollutions historiques et récentes**

Le 1er mars 1999 fait office de date charnière dans la mesure où, pour les pollutions du sol intervenues après cette date, les mesures de dépollution sont prioritaires par rapport aux mesures de mise en sécurité - même si le coût en est élevé.

### ■ **Les objectifs d'assainissement**

Les objectifs d'assainissement sont déterminés au cas par cas. Ni la loi ni l'ordonnance sur la protection des sols pollués ne fixent de normes à atteindre pour la qualité du sol. Il doivent reprendre la méthode qui a été utilisée pour calculer les valeurs de déclenchement, car ces valeurs, calculées pour des scénarios "au pire", doivent être adaptées.

La réglementation reste vague quant aux objectifs d'assainissement. L'article 5 paragraphe 1 de l'Ordonnance fédérale précise seulement que « les mesures de dépollution sont adaptées à l'assainissement lorsqu'elles sont basées sur des procédures techniquement et économiquement faisables qui font apparaître comme certaine leur aptitude pratique à éliminer ou réduire les polluants en toute sécurité pour l'environnement. A ce sujet, les conséquences des interférences, en particulier pour les sols et les eaux, doivent être considérées. A l'issue de la dépollution, la preuve doit être fournie à l'autorité compétente que les objectifs d'assainissement ont été atteints. »

### ■ **L'équilibre toxicologie humaine / écotoxicologie**

Les valeurs de déclenchement et d'intervention ont été calculées en se basant sur la toxicologie humaine, tandis que les valeurs de précaution s'appuient sur des considérations d'écotoxicologie.

### ■ **La notion de tiers expertise**

L'article 9 paragraphe 2 de la Loi fédérale sur la protection des sols précise les modalités de l'évaluation des risques et des ordres d'étude, et notamment le fait que l'autorité compétente peut imposer un expert de son choix : « (2) Si, en raison d'indications spécifiques, il existe un soupçon suffisant de modification nuisible du sol ou de site pollué, l'autorité compétente peut ordonner aux personnes mentionnées à l'article 4, paragraphes 3, 5 et 6, de réaliser les études nécessaires pour évaluer le danger. L'autorité compétente peut exiger que les études soient menées par des experts compétents ou par des bureaux d'études conformément à l'article 18. »

### ■ **La mise sous surveillance**

Le cas d'une mise sous surveillance peut se présenter dans le cas où les valeurs de précaution sont dépassées, mais pas les valeurs de déclenchement. La mise sous surveillance fait partie des mesures de précaution qui peuvent être prises pour prévenir toute pollution future.

## ■ Le devenir des sols excavés

Le devenir des sols excavés devient un problème de réglementation sur les déchets - problème très discuté à l'heure actuelle en Europe. En pratique en Allemagne, une partie des sols excavés est nettoyée pour être réutilisée, tandis que l'autre partie est mise en décharge.

Lorsqu'un sol pollué a été excavé, deux solutions se présentent en général : soit le traitement dans une installation de traitement du sol (on en compte une centaine en Allemagne), soit la mise en décharge. Une autre option consiste à replacer le sol légèrement pollué ou pollué de manière acceptable en un autre point du site. Ce cas fait généralement partie d'un plan d'assainissement vaste concernant des sites étendus, et les détails doivent être en accord avec les spécifications de la Loi fédérale sur la protection des sols.

L'article 5, paragraphe 6, de l'Ordonnance fédérale précise à ce sujet :

« Dans les cas où de la matière déplacée, excavée ou traitée doit être appliquée, réintroduite ou déplacée dans le cadre d'un assainissement dans la zone même de la modification nuisible du sol ou du site pollué, ou dans la zone d'un plan d'assainissement obligatoire, les spécifications de l'article 4 paragraphe 3 de la Loi fédérale sur la protection des sols doivent être respectées. »

L'article 4 paragraphe 3 de la Loi fédérale sur la protection des sols prévoit que les responsables de l'assainissement doivent agir de manière à prévenir à long terme tout danger ou nuisance pour l'homme :

« La partie qui est à l'origine d'une modification nuisible du sol ou d'un site pollué, et son successeur universel, de même que le détenteur effectif de la propriété et l'occupant des biens immobiliers, sont tenus d'assainir le sol et les sites pollués, et toute pollution de l'eau causée par des modifications nuisibles du sol ou des sites pollués, de manière à ce qu'il n'apparaisse pas de dangers, d'inconvénients ou de nuisances majeurs à long terme pour les individuels ou le grand public. Dans le cas de charges de polluants, outre les mesures de dépollution, des mesures de sécurité doivent aussi être prises en considération, afin de prévenir de manière permanente la diffusion des polluants. Lorsque de telles mesures ne sont pas possibles ou ne peuvent être raisonnablement exigées, d'autres mesures de protection ou de restriction doivent être appliquées. Les personnes qui, pour des raisons de droit commercial ou de droit des sociétés doivent répondre pour une entité légale qui détient des biens immobiliers grevés par des modifications nuisibles du sol ou une pollution du site, et les personnes qui cèdent la possession de telles propriétés, sont également tenues de réaliser l'assainissement. »

### ■ **Les groupes de pression**

Il existe notamment un groupe qui s'adresse aux personnes affectées par des sites pollués et leur apporte une assistance : le Bundesverband Altlasten-Betroffener e.V., à Leverkusen.

De plus, en Allemagne, le système des "Bürgerinitiativen" fait qu'à tout moment des groupes de citoyens peuvent se former au niveau local pour protester et faire pression contre un projet ou des activités qui détériorent la qualité de vie ou l'environnement. Ce fonctionnement très répandu limite de fait la "liberté de polluer" des industriels.

## ***L'application concrète des textes en Bade-Wurtemberg***

### **■ Les organismes chargés de l'application des réglementations**

L'organisation administrative du Land de Bade Wurtemberg comprend trois niveaux avec dix ministères (les plus hautes autorités du Land), 4 bureaux régionaux d'administration générale et 44 bureaux administratifs locaux correspondant aux 44 arrondissements du Land.

Les autorités locales sont responsables de la mise en application des réglementations sur les sols pollués.

Conformément à la loi du Land datant de janvier 1990, des commissions locales d'évaluation, au niveau des départements, ont été créées pour évaluer les résultats d'enquête et discuter des propositions d'assainissement.

Des membres de la LfU (Landesanstalt für Umweltschutz), service dépendant du Ministère de l'Environnement et des Transports du Bade-Wurtemberg, participent à toutes les réunions des 44 commissions d'évaluation afin de garantir une évaluation uniforme des sites pollués à l'échelle du Land.

Le traitement des sols pollués historiques dépend en particulier des autorités chargées de l'eau. Les autorités locales, au niveau des villes et des arrondissements du Land sont responsables des tâches suivantes : enquête historique et collecte d'informations sur les sols potentiellement pollués ; commissions d'évaluation ; traitement des cas individuels ; gestion des pollutions historiques.

### **■ La distinction entre pollutions historiques et récentes**

Une distinction est faite entre les sites pollués historiques (Altlasten) et les sites pollués en activité (schädliche Bodenveränderungen). Cette dernière notion est nouvelle et a été introduite par la Loi fédérale sur la protection des sols. En pratique, il n'y a pas de différence dans l'évaluation.

Des campagnes de dépistage systématique des sols soupçonnés de pollution historique sont menées en Bade-Wurtemberg. En particulier, le programme Histe (pour Historische Erhebung) de la Landesanstalt für Umweltschutz consiste à collecter des données historiques par le biais d'enquêtes sur le terrain. L'existence de sites pollués est recherchée sur les sites industriels où des substances nuisibles ont été manipulées sur de longues périodes ou en très grandes quantités, et où les méthodes employées laissent penser que des quantités considérables de substances ont pénétré dans le sol.

Le programme Histe est aujourd'hui bouclé à près de 90%. D'importantes sommes ont été dépensées pour ce faire (env. 8 millions de DM, soit 27 MF) et tous les terrains publics abandonnés ont été examinés. Un budget a été consacré également à l'aide à l'assainissement de terrains privés, mais cette aide reste limitée.

Les pollutions des sites en activité (ex. exploitation minière) font l'objet d'autres programmes. Néanmoins, comme dans les autres Länder, le gouvernement de Bade-Wurtemberg doit concilier la protection de l'environnement et les enjeux politiques : il ne s'agit pas de faire payer aux entreprises plus qu'elles ne peuvent raisonnablement payer - ce serait les inciter à délocaliser et ferait perdre des emplois en Allemagne.

Souvent, la nécessité de faire examiner un terrain apparaît lorsque le propriétaire veut construire de nouveaux bâtiments ou vendre son terrain. En effet, le permis de construire n'est donné qu'après enquête sur la pollution du sol. D'autre part, les acquéreurs de terrains préfèrent que ceux-ci soient assainis avant la vente, ou au moins que les coûts d'assainissement aient été évalués. Toute personne peut téléphoner aux autorités chargées de l'environnement pour connaître le cadastre des sols soupçonnés de pollution.

### ■ **Les modes d'intervention en cas de non respect des réglementations**

Lorsqu'une entreprise propriétaire d'un terrain pollué refuse d'assainir, les autorités chargées de l'environnement l'assignent devant un tribunal administratif. Le cas se présente rarement. Généralement, un contrat est passé entre les autorités et l'entreprise.

### ■ **L'agrément des experts en assainissement**

Il n'existe actuellement pas d'agrément officiel pour les intervenants de l'assainissement. Néanmoins, le Land de Bade-Wurtemberg travaille en collaboration avec les autres Länder à l'élaboration des textes prévus par l'article 18 de la Loi fédérale sur la protection des sols. Des groupes de travail "interländer" se réunissent ainsi deux à trois fois par an afin de spécifier les conditions à remplir par les experts en assainissement (formation, compétences, équipements...).

Les projets de textes distinguent d'ores et déjà deux types d'intervenants : les experts (Sachverständiger) et les laboratoires d'analyse (Untersuchungstellen). Ils seront valables d'une manière homogène pour tous les Länder.



## Experts contactés - Allemagne

### ■ Ambassade de France

Michel Ronis, Conseiller pour la Science et la Technologie,  
Jan Le Moux  
Ambassade de France en République Fédérale d'Allemagne,  
An der Marienkapelle 3 • D-53179 Bonn  
Tél : +49 228 955 63 01, fax : +49 228 955 63 20

### ■ Organismes fédéraux

- Bundesumweltministerium (Ministère fédéral de l'environnement)  
Andreas Bieber  
PF 12 06 29 • D-53048 Bonn  
Tél : +49 228 305 3431, Internet : <http://www.bmu.de>

- Umweltbundesamt (Office fédéral de l'environnement)  
Abteilung II.3 • PF 33 00 22 • D-14191 Berlin  
Internet : <http://www.umweltbundesamt.de>  
Dr. Franzius, tél : +49 30 89 03 24 96  
Dr. Bachmann, tél : +49 30 89 03 28 54

- Umweltbundesamt  
Bismarkplatz 1 • 14193 Berlin  
Detlef Grimski  
Tél : +49 30 8903 2266, fax : +49 30 8903 2103

### ■ Organismes d'assainissement

- Institut für Bodensanierung, Wasser- und Luftanalytik GmbH  
Im Kurzen Busch 19 • D-58640 Iserlohn  
Herr Niessing, tél : +49 2371-94980, fax : +49 2371-949850.

- IMA Sanierungszentren GbR  
Admiral-Rosendahl-Straße 16 • D-63263 Neu-Isenburg  
Dipl. Ing. Axel Flachowsky  
Tél : +49 69 69 58 06 26, fax : +49 69 69 59 1479.



## Bibliographie - Allemagne

### ■ Textes au niveau fédéral

- *Loi fédérale sur la protection des sols, traduction anglaise*  
Federal Soil Protection Act of 17 March 1998 (Federal Law Gazette I p. 502).
- *Décret d'application de la Loi fédérale de protection des sols*  
Federal Soil Protection and Contaminated Sites Ordinance (Bundesbodenschutz- und Altlasterverordnung - BBodSchV), 12 juillet 1999.





## Annexes - Allemagne

### ■ Textes au niveau fédéral

- *Loi fédérale sur la protection des sols, traduction anglaise*

Federal Soil Protection Act of 17 March 1998 (Federal Law Gazette I p. 502).

- *Décret d'application de la Loi fédérale de protection des sols*

Federal Soil Protection and Contaminated Sites Ordinance (Bundesbodenschutz- und Altlasterverordnung - BBodSchV), 12 juillet 1999.



Translation

**Federal Soil Protection Act  
of 17 March 1998 (Federal Law Gazette I p. 502)**

The German Bundestag, with the consent of the German Bundesrat, has adopted the following Act:

**Soil Protection Act**

**Section 1**

**Act on Protection against Harmful Changes to Soil  
and on Rehabilitation of Contaminated Sites  
(Federal Soil Protection Act - BBodSchG)**

**Content**

**Part One    General Provisions**

- Article 1    Purpose and Principles of the Act
- Article 2    Definitions
- Article 3    Scope of Application

**Part Two Principles and Obligations**

- Article 4 Obligations to Prevent Hazards
- Article 5 Unsealing of Sealed Ground
- Article 6 Application and Introduction of Materials on to or in to the Soil
- Article 7 Obligation to take Precautions
- Article 8 Values and Requirements
- Article 9 Risk Assessment and Orders for Studies (Investigations)
- Article 10 Other Orders

**Part Three Supplementary Provisions for Contaminated Sites**

- Article 11 Identification
- Article 12 Informing Affected Parties
- Article 13 Investigations and Planning for Remediation
- Article 14 Remediation Planning by Authorities
- Article 15 Supervision by Authorities, Self-Monitoring
- Article 16 Supplementary Orders Regarding Remediation of Contaminated Sites

**Part Four Agricultural Soil Use**

- Article 17 Good Agricultural Practice

**Part Five Final Provisions**

- Article 18 Experts and Investigating Bodies
- Article 19 Data Transmission
- Article 20 Hearing of Parties Concerned
- Article 21 Provisions under *Länder* Law
- Article 22 Compliance with Binding Decisions of the European Communities
- Article 23 National Defence
- Article 24 Costs

Article 25 Value Compensation

Article 26 Provisions Regarding Fines

**Part One**  
**General Provisions**

**Article 1**

**Purpose and Principles of the Act**

The purpose of this Act is to protect or restore the functions of the soil on a permanent sustainable basis. These actions shall include prevention of harmful soil changes (to the soil), rehabilitation of the soil, of contaminated sites and of waters contaminated by such sites; and precautions against negative soil impacts. Where impacts are made on the soil, disruptions of its natural functions and of its function as an archive of natural and cultural history should be avoided as far as possible.

**Article 2**

**Definitions**

- (1) Soil within the meaning of this Act is the upper layer of the earth's crust, as far as this layer fulfils the soil functions mentioned in paragraph (2), and including its liquid components (soil solution) and gaseous components (soil air), except groundwater and beds of bodies of water.
  
- (2) Within the meaning of this Act, the soil performs
  1. natural functions
    - a) as a basis for life and a habitat for people, animals, plants and soil organisms,
    - b) as part of natural systems, especially by means of its water and nutrient cycles,

- c) as a medium for decomposition, balance and restoration as a result of its filtering, buffering and substance-converting properties, and especially groundwater protection,
  2. functions as an archive of natural and cultural history and
  3. functions useful to man as
    - a) a medium that holds deposits of raw materials,
    - b) land for settlement and recreation,
    - c) land for agricultural and silvicultural use,
    - d) land for other economic and public uses, for transport, and for supply, provision and disposal.
- (3) Harmful soil changes (to the soil) within the meaning of this Act are harmful impacts on soil functions that are able to bring about hazards, considerable disadvantages or considerable nuisances for individuals or the general public.
- (4) Suspected sites (*Verdachtsflächen*) within the meaning of this Act are lands suspected to contain harmful soil changes.
- (5) Contaminated sites (*Altlasten*) within the meaning of this Act are
1. closed-down waste management installations, and other real properties, in/on which waste has been treated, stored or landfilled (former waste disposal sites - *Altablagerungen*), and
  2. real properties that house closed-down installations, and other real properties, on which environmentally harmful substances have been handled, except for installations that can be closed down only under a license pursuant to the Atomic Energy Act (former industrial sites - *Altstandorte*),

that cause harmful soil changes (to the soil) or other hazards for individuals or the general public.

(6) Sites suspected of being contaminated (*altlastverdächtige Flächen*) within the meaning of this Act are former waste disposal sites and former industrial sites that are suspected to harbour harmful soil changes (to the soil) or other hazards for individuals or the general public.

(7) Remediation (*Sanierung*) within the meaning of this Act refers to measures

1. to eliminate or reduce pollutants (decontamination measures),
2. that prevent or reduce spreading of pollutants in a lasting way, without eliminating the pollutants themselves (securing containment measures),
3. that eliminate or reduce harmful changes in the soil's physical, chemical or biological characteristics.

(8) Protection and restriction measures within the meaning of this Act are other measures that prevent or reduce hazards, considerable disadvantages or considerable nuisances for individuals or the general public, especially usage restrictions.

### **Article 3**

#### **Scope of Application**

(1) This Act applies to harmful soil changes and contaminated sites, as far as

1. provisions of the Closed Substance Cycle and Waste Management Act regarding application of waste for use as secondary raw-material fertilizer or farm fertilizer within the meaning of Article 1 of the Fertilizer Act and of the relevant ordinances issued on the basis of the Closed Substance Cycle and

Waste Management Act and of the Sewage Sludge Ordinance of 15 April 1992 (Federal Law Gazette I p. 912),

2. provisions of the Closed Substance Cycle and Waste Management Act regarding the licensing and operation of waste management installations for waste disposal and regarding the closure of landfills,
3. provisions regarding the transport of hazardous materials,
4. provisions of fertilizer and plant-protection law,
5. provisions of the Genetic Engineering Act (*Gentechnikgesetz*),
6. provisions of Chapter Two of the Federal Forest Act and of the forest-management and forest laws of the *Länder*,
7. provisions of the Land Consolidation Act (*Flurbereinigungsgesetz*) regarding the relevant consolidated land, also in conjunction with the Agricultural Adjustment Act (*Landwirtschaftsanpassungsgesetz*),
8. provisions for construction, modification, maintenance and operation of transport routes, or provisions that govern transport,
9. provisions of construction-planning law and of the building regulations,
10. provisions of the Federal Mining Act (*Bundesberggesetz*) and of the ordinances issued on the basis of this Act with regard to the establishment, management or closure of installations, and
11. provisions of the Federal Immission Control Act and of the ordinances issued on the basis of this Act with regard to the establishment and operation of installations, taking paragraph (3) into account,



do not regulate impacts on the soil.

- (2) This Act does not apply to installations, activities, devices or equipment, nuclear fuels and other radioactive substances in cases in which legal provisions mandate protection from hazards of nuclear energy and from the effects of ionising radiation. Furthermore, this Act shall not apply to searches for, and to recovery, transport, storage, treatment and destruction of warfare agents.
  
- (3) With respect to soil as a resource to be protected, harmful soil changes within the meaning of Article 2 (3) of this Act and of the statutory ordinances on the basis of this Act, where such changes are caused by immissions, shall be considered as harmful environmental impacts pursuant to Article 3 (1) of the Federal Immission Control Act, and otherwise shall be considered as other hazards, considerable disadvantages or considerable nuisances pursuant to Article 5 (1) No. 1 of the Federal Immission Control Act. For purposes of detailed determination of obligations to take precautions under immission control law, the values set forth in a statutory ordinance pursuant to Article 8 (2) shall be used, as soon as a statutory ordinance or Federal administrative provision has defined the additional burdens, arising from operation of a installation, that are not to be considered causal contributions to the occurrence of harmful soil changes. Such ordinance or administrative provision should also set forth that an installation whose emission-mass streams are below certain values shall be considered, even without determination of the additional burdens, as not contributing to harmful soil changes.

**Part Two**  
**Principles and Obligations**

**Article 4**  
**Obligations to Prevent Hazards**

- (1) Any person who is by his action affecting the soil shall act in such a manner that harmful soil changes do not occur.
- (2) The property owner and the occupant of a real property shall be obligated to take measures to prevent harmful soil changes originating from their property.
- (3) The party who caused a harmful soil change or a contaminated site, and his universal successor, as well as the relevant property owner and the occupant of the relevant real property, shall be obligated to remediate the soil and contaminated sites, and any water pollution caused by harmful soil changes or contaminated sites, in such a manner that no hazards, considerable disadvantages or considerable nuisances for individuals or the general public occur in the long term. In cases of burdens from pollutants, in addition to decontamination measures also securing measures are to be taken into consideration, that permanently prevent spread of pollutants. Where such measures are not possible or cannot be reasonably required, other protection and restriction measures shall be carried out. Persons who, for reasons of commercial law or company law, are required to answer for a legal entity that owns a real property that is encumbered with harmful soil changes to the soil or site contamination, and persons who give up ownership of such properties, is also obliged to carry out remediation.
- (4) As part of fulfilment of obligations relative to the soil and to contaminated sites, pursuant to paragraphs (1) through (3), the permissible use of the piece of land under planning law, and the resulting protection requirements, shall be taken into

account, as far as this is compatible with the protection of the soil functions mentioned in Article 2 (2) Nos. 1 and 2. If relevant determinations under planning law are lacking, the nature of the relevant area, taking into account its expected development, shall determine the requirements for protection. The requirements to be fulfilled in connection with rehabilitation of bodies of water shall be determined by law pertaining to water.

- (5) If harmful soil changes or contaminated sites have occurred after first of March 1999, pollutants shall be eliminated, where this is a reasonable requirement with respect to the previous soil pollution. This shall not apply to a party who, at the time the pollution was caused, expected that such impacts to the soil would not occur because he had fulfilled the applicable legal requirements, and whose good faith is worthy of protection, taking the circumstances of the relevant individual case into account.
- (6) The former owner of a real property is obligated to carry out remediation if he has transferred his property after first of March 1999., and if he was aware of, or should have been aware of, the relevant harmful soil change or site contamination. This shall not apply to a party who, when purchasing the real property, confided that such harmful soil changes or contaminated sites would not be present, and whose confidence is worthy of protection, taking the circumstances of the relevant individual case into account.

## **Article 5**

### **Unsealing of Sealed Ground**

Where provisions of construction law do not define the competence of the authorities, the Federal Government shall be authorised, after hearing the parties concerned (Article 20), to obligate property owners, by means of a statutory ordinance and with the consent of the Bundesrat, to maintain or restore the functional capacity of the soil within the meaning of Article 1, to the possible and reasonable extent, on land that is to remain

unused in the long term and whose sealing would violate determinations under planning law. Until the entry into force of a statutory ordinance pursuant to the first sentence of this paragraph, the competent authorities pursuant to *Länder* law may, in individual cases, issue orders to obligated parties pursuant to the first sentence of this paragraph, requiring unsealing of sealed surfaces, if the other prerequisites mentioned in the first sentence of this paragraph are fulfilled.

## **Article 6**

### **Application and Introduction of Materials on to or into the Soil**

The Federal Government shall be authorised, after hearing the parties concerned (Article 20), to issue ordinances, with the consent of the Bundesrat, in order to meet the requirements of this Act regarding the application and introduction of materials, with respect to pollution content and other properties, especially

1. prohibitions or restrictions based on criteria such as the type and characteristics of the relevant materials and of the soil, the place and time of application and the natural site conditions, and
2. investigations of relevant materials or of the soil, measures for pre-treatment of such materials or other appropriate measures.

## **Article 7**

### **Obligation to take Precautions**

The property owner, the occupant over a site and the party who carries out, or has carried out by others, actions on a site that can lead to changes in soil characteristics are obligated to take precautions against the occurrence of harmful soil changes that could be caused by their uses of the site or in its area of influence. Precautionary

measures shall be required if there is concern that harmful soil change could occur as a result of the spatial, long-term or complex impacts of a use on the soil's functions. In order to fulfil the obligations to take precautions, soil impacts shall be avoided or reduced where this is a reasonable requirement also with respect to the purpose of the use of the site. Orders to take precautions against harmful soil changes may be issued only where relevant requirements have been defined in a statutory ordinance pursuant to Article 8 (2). Fulfilment of the obligation to take precautions in connection with agricultural soil use shall be based on Article 17 (1) and (2); in connection with silvicultural soil use, it shall be based on Chapter Two of the Federal Forest Act and on the forest-management and forest laws of the *Länder*. Precautions with respect to groundwater shall be based on provisions of law pertaining to water. In cases of existing soil impacts, the obligations to be fulfilled shall be determined pursuant to Article 4.

## **Article 8**

### **Values and Requirements**

- (1) The Federal Government shall be authorised, after hearing the parties concerned (Article 20), to issue statutory ordinances, with the consent of the Bundesrat, setting forth provisions for fulfilment of the obligations, with respect to the soil and to contaminated sites, arising from Article 4, and for the investigation and the assessment of suspect sites, harmful soil changes, sites suspected of being contaminated and contaminated sites. Such ordinances may include, in particular, definition of
  1. values which, if exceeded, shall mean that investigation with respect to the individual case in question is required, taking the relevant soil use into account, to determine whether a harmful soil change or site contamination exists (trigger values),

2. values for impacts or pollution which, if exceeded, shall normally signal the presence of a harmful soil change or site contamination, taking the relevant soil use into account, and to mean that measures are required (action values),
  3. requirements for
    - a) warding off harmful soil changes; these shall include requirements relative to the handling of excavated, (shoved off) and treated soil material,
    - b) remediation of the soil and of contaminated sites, especially with regard to
      - determination of the rehabilitation objective,
      - the extent of decontamination measures and safeguarding measures that prevent spreading of pollutants in the long term, and
      - protection and restriction measures.
- (2) The Federal Government shall be authorised, after hearing the parties concerned (Article 20), to issue regulations, by means of a statutory ordinance and with the consent of the Bundesrat, for fulfilment of obligations pursuant to Article 7 and for definition of requirements for relevant investigation and assessment of pieces of land where there is reason for concern that they harbour harmful soil changes, especially regulations with respect to
1. soil values which, if exceeded, shall normally mean there is reason that concern for a harmful soil change exists, taking geogenic or wide-spread, settlement-related pollutant concentrations into account (precautionary values),
  2. permissible additional pollution load, and requirements for prevention or reduction of substance inputs.
- (3) Together with the values mentioned in paragraphs (1) and (2) procedures for determination of levels of environmentally harmful substances in soils, in biological materials and in other materials are to be defined. Such procedures shall also include requirements for taking of representative samples, for treatment of samples

and for quality assurance, including determination of values for different types of pollution.

## **Article 9**

### **Risk Assessment and Orders for Investigations**

- (1) If the competent authority has a clue about the presence of a harmful soil change or a contaminated site, it should take appropriate measures to determine the facts of the relevant matter. If the trigger values defined in a statutory ordinance pursuant to Article 8 (1) second sentence No. 1 are exceeded, the competent authority should take the measures necessary to determine whether a harmful soil change or contaminated site exists . Such investigation and assessment shall include, in particular, consideration of the type and concentration of the pollutants concerned; of the possibility of their spreading into the surrounding environment; of the possibility of their being ingested or absorbed by people, animals and plants; and the use of the piece of land pursuant to Article 4 (4). The property owner and the occupant of the real property, if the latter is known, shall upon application be informed in writing, regarding the relevant findings and the results of the assessment.
  
- (2) If, as a result of specific indications, there is sufficient suspicion that a harmful soil change or contaminated site exists, the competent authority may order the persons mentioned in Article 4 (3), (5) and (6) to carry out the studies necessary to assess the relevant hazards. The competent authority may require the carrying out of studies by competent experts or by investigation agencies pursuant to Article 18. Other obligations relative to co-operation by the persons mentioned in Article 4 (3), (5) and (6), and relative to obligations of affected parties pursuant to Article 12 to tolerate shall be determined in accordance with *Länder* law.

**Article 10**  
**Other Orders**

- (1) The competent authority may take the measures necessary in order to fulfil the obligations pursuant to Articles 4 and 7 and pursuant to ordinances issued on the basis of Article 5 first sentence, Articles 6 and 8. If securing measures are ordered for fulfilment of the obligation from Article 4 (3) and (6), the competent authority may require the obligated party to provide security for maintenance of the relevant securing and monitoring measures in future. Orders may be issued for fulfilment of obligations pursuant to Article 7 if the relevant requirements are defined in an ordinance. The competent authority may not issue an order that would be out of proportion with the justified interests of individual parties.
  
- (2) If the competent authority issues orders to the property owner or to the occupant, for fulfilment of obligations pursuant to Article 4, regarding restriction of agricultural and silvicultural soil use and regarding the management of soils, then, if said parties are not responsible for the relevant harmful soil changes, the competent authority shall provide appropriate compensation for economic disadvantages remaining after reasonable internal company adjustments, in keeping with *Länder* law, if the restriction on the use of the ground would otherwise lead to particular hardship considerably in significant excess of the relevant general burden.



**Part Three**  
**Supplementary Provisions for Contaminated Sites**

**Article 11**  
**Identification**

The *Länder* may issue provisions regarding identification of contaminated sites and of sites suspected of being contaminated.

**Article 12**  
**Informing Affected Parties**

The parties obligated, pursuant to Article 9 (2) first sentence, to investigate the contaminated site, and the parties obligated, pursuant to Article 4 (3), (5) and (6) to carry out rehabilitation of the contaminated site, shall inform the owners of the affected pieces of land, as well as the other affected authorised users and the affected neighbourhood (affected parties) regarding the pending execution of the planned measures. The main existing documents required to estimate the measures shall be made available for examination. If documents contain business or company secrets, their content shall be so comprehensively described, to the extent possible without disclosure of such secrets, that affected parties are able to estimate the impacts of measures on their interests.

**Article 13**  
**Investigation and Planning for Remediation**

- (1) If for the rehabilitation of contaminated sites a coordinated approach is required, due to the differences between the necessary measures pursuant to Article 4, or of

sites with particularly harmful soil changes or that hold particularly great hazards for individuals or the general public, due to the type, spreading or amount of relevant pollutants, the competent authority should require, from parties obligated to carry out rehabilitation pursuant to Article 4 (3), (5) or (6), the necessary investigations for decisions regarding the type and extent of the necessary required measures (rehabilitation investigations ), as well as the submission of a rehabilitation plan, with such plan containing especially

1. a summary of the risk assessment and of the remediation investigations,
2. information regarding the use up to now and future use of the pieces of land that are to be remediated,
3. a description of the remediation objective and of the relevant necessary decontamination, securing, protection, restriction and self-monitoring measures, as well as the schedule for execution of these measures.

The Federal Government shall be authorised, after hearing the parties concerned (Article 20), to issue regulations, by means of a statutory ordinance and with the consent of the Bundesrat, regarding the requirements for remediation investigations and for the content of remediation plans.

- (2) The competent authority may require the rehabilitation investigations and the remediation plan to be carried out by an expert pursuant to Article 18.
- (3) A party who, pursuant to paragraph (1), is required to submit a remediation plan shall inform the affected parties pursuant to Article 12 at an early date, by appropriate means and without special request, regarding the relevant planned measures. Article 12 second and third sentences apply *mutatis mutandis*.
- (4) The draft of a remediation agreement regarding the execution of the remediation plan may be submitted with the plan, and such agreement may involve third parties.

- (5) If removed soil material is to be reintroduced within the area of the land affected by the rehabilitation of the contaminated site, Article 27 (1) first sentence of the Closed Substance Cycle and Waste Management Act shall not apply if, by means of a remediation plan accepted as binding or of an order for enforcement of obligations pursuant to Article 4, it is ensured that the public interests are not impaired.
- (6) The competent authority may declare the plan to be binding, also in cases in which it is modified or given auxiliary clauses. A plan declared to be binding shall include other authorities' decisions with regard to the rehabilitation - with the exception of licensing decisions for projects that, pursuant to Article 3 in conjunction with the Annex to Article 3 of the Environmental Impact Assessment Act (*Gesetz über die Umweltverträglichkeitsprüfung*) or pursuant to *Länder* law, are subject to environmental impact assessment - if such decisions are issued in agreement with the relevant competent authority and if the included decisions are listed within the plan declared to be binding.

## **Article 14**

### **Remediation Planning by Authorities**

The competent authority may itself prepare or supplement the remediation plan pursuant to Article 13 (1), or it may have such plan prepared or supplemented by an expert pursuant to Article 18, if

1. the plan has not been prepared, has not been prepared within the deadline set by the authority or has been prepared in a technically unsatisfactory manner,
2. it is not possible to call on a party obligated pursuant to Article 4 (3), (5) or (6), or it is not possible to call on such party within the available time or
3. due to the wide spreading of the site contamination, of the widespread water-body pollution resulting from the site contamination or due to the number of the

parties obligated pursuant to Article 4 (3), (5) or (6), a co-ordinated approach is required.

Article 13 (3) through (6) shall apply mutatis mutandis.

## **Article 15**

### **Supervision by Authorities, Self-Monitoring**

- (1) Contaminated sites and sites suspected of being contaminated shall be subject to monitoring by the competent authority as necessary. In cases involving former industrial sites and former waste disposal sites, the effectiveness of authorities' licensing decisions and of subsequent orders shall not be affected by application of this Act.
- (2) In cases of contaminated sites, the competent authority may require obligated parties pursuant to Article 4 (3), (5) or (6), where necessary, to carry out self-monitoring measures, especially soil and water investigations and installation and operation of measuring stations. The results of such parties' self-monitoring measures shall be recorded and kept on file for five years. The competent authority may ordain a longer period for storing records where this is necessary in individual cases. The competent authority may require such self-monitoring measures even after execution of decontamination, securing and restriction measures. It may require such self-monitoring measures to be carried out by an expert pursuant to Article 18.
- (3) The obligated parties pursuant to Article 4 (3), (5) or (6) shall provide the results of self-monitoring measures to the competent authority upon request. It shall keep such records and results of its monitoring measures on file for five years.

## **Article 16**

### **Supplementary Orders Regarding Remediation of Contaminated Sites**

- (1) In addition to the orders called for by Part Two of this Act, the competent authority may issue the orders necessary for fulfilment of obligations arising from Part Three of this Act.
  
- (2) If no remediation plan that has been accepted as binding within the meaning of Article 13 (6) exists, orders for enforcement of obligations pursuant to Article 4 shall include other authorities' decisions with regard to the remediation - with the exception of licensing decisions for projects that, pursuant to Article 3 in conjunction with the Annex to Article 3 of the Environmental Impact Assessment Act (Gesetz über die Umweltverträglichkeitsprüfung) or pursuant to *Länder* law, are subject to environmental impact assessment - if such decisions are issued in agreement with the relevant competent authority and if the included decisions are listed within the plan declared to be binding.

## **Part Four**

### **Agricultural Soil Use**

## **Article 17**

### **Good Agricultural Practice**

- (1) In cases of agricultural soil use, the obligation to take precautions pursuant to Article 7 shall be fulfilled by good agricultural practice. In their advising, the competent agricultural advising bodies pursuant to *Länder* law should impart the principles of good agricultural practice pursuant to paragraph (2).

(2) The principles of good practice in agricultural soil use are the permanent protection of the soil's fertility and of the soil's functional capacity as a natural resource. In particular, the principles of good agricultural practice include:

1. in general, the soil shall be worked in a manner that is appropriate for the relevant site, taking weather conditions into account,
2. the soil structure shall be conserved or improved,
3. soil compaction shall be avoided as far as possible, especially by taking the relevant soil type and soil humidity into account, and by controlling the pressure exerted on the soil by equipment used for agricultural soil use,
4. soil erosion shall be avoided wherever possible, by means of site-adapted use, especially use that takes slope, water and wind conditions and the soil cover into account,
5. the predominantly natural structural elements of field parcels that are needed for soil conservation, especially hedges, field shrubbery and trees, field boundaries and terracing, shall be preserved,
6. the soil's biological activity shall be conserved or promoted by means of appropriate crop rotation and
7. the soil's humus content, as is typical for the site in question, shall be conserved, especially by means of adequate input of organic substances or of reduction of the intensity with which the soil is worked.

(3) Obligations pursuant to Article 4 shall be fulfilled by means of compliance with the provisions mentioned in Article 3 (1); where these provisions contain no requirements for prevention of hazards and no such provisions result from the principles of good agricultural practice pursuant to paragraph (2), the other provisions of this Act shall apply.



**Part Five**  
**Final Provisions**

**Article 18**  
**Experts and Investigating Bodies**

Experts and investigating bodies that carry out tasks pursuant to this Act shall possess the necessary expert knowledge and reliability for such tasks and shall have the appropriate required equipment. The *Länder* may set forth the details of the requirements pertaining to experts and investigating agencies pursuant to the first sentence of this paragraph, as well as to the nature and extent of their tasks, submission of the results of their activities and the official naming of experts that fulfil the requirements pursuant to the first sentence of this paragraph.

**Article 19**  
**Data Transmission**

- (1) Where data transmission between the Federal Government and the *Länder* is required for fulfilment of relevant tasks pursuant to this Act, the extent, content and costs of such mutual data transmission shall be set forth by an administrative agreement between the Federal Government and the *Länder*. Transmission of personal data shall not be permitted.
  
- (2) The Federal Government may establish a national soil-information system, using data transmitted by *Länder*, for tasks of the Federal Government.



## **Article 20**

### **Hearing of Parties concerned**

In cases in which authorisations for issuance of ordinances mandate hearing of the parties concerned, a group of representatives shall be heard that has been selected, for the case in question, from the areas of science, affected parties, business and industry, agriculture, silviculture, nature and environmental conservation associations, archaeological monument protection, top-level municipal associations and the supreme *Länder* authorities responsible for soil protection, contaminated sites, geoscientific concerns and water resources management. If the legal provisions mentioned in the first sentence of this paragraph contain regulations relative to agricultural and silvicultural soil use, the supreme *Länder* authorities responsible for agriculture and silviculture shall also be heard.

## **Article 21**

### **Provisions under *Länder* Law**

- (1) The *Länder* may issue supplementary procedural regulations for the implementation of Parts Two and Three of this Act.
- (2) The *Länder* may mandate that certain suspected sites, in addition to the sites which are suspected of being contaminated and covered by Part Three
  1. shall be identified by the competent authority and
  2. shall be reported to the competent authority by the relevant obligated parties and

in cases of harmful soil changes that, due to their nature, spreading or amount of pollutants, present a particularly high degree of hazards, considerable disadvantages or considerable nuisances for individuals or the general public,

1. remediation investigations and the preparation of remediation plans and
2. execution of self-monitoring measures

may be required.

- (3) The *Länder* may define the areas in which wide-spread harmful soil changes exist or are to be expected, as well as the measures to be taken in these areas, and they may issue additional regulations regarding area-oriented soil-protection measures.
- (4) The *Länder* may require the establishment and operation of soil-information systems for all or certain parts of their territories. In particular, such systems may collect data from areas under long-term monitoring and from soil-condition studies focusing on the soil's physical, chemical and biological characteristics and on soil use. The *Länder* may obligate real property owners and occupants of sites to tolerate soil investigations that are required for soil-information systems. In this connection, consideration shall be given to the justified concerns of such parties and compensation shall be provided for damage caused as part of investigations.

## **Article 22**

### **Compliance with Binding Decisions of the European Communities**

- (1) To comply with binding decisions of the European Communities, the Federal Government may issue statutory ordinances, with the consent of the Bundesrat, for the purpose mentioned in Article 1, and regarding definition of the values

mentioned in Article 8 (1) and (2), including the necessary measures for obtaining and monitoring these values.

- (2) The measures defined in ordinances pursuant to paragraph (1) shall be enforced by means of orders or other decisions of the agencies responsible for public administrations pursuant to this Act or pursuant to other legal provisions of the Federal Government and the *Länder*, where determinations under planning law are called for, the competent planning bodies shall determine whether, and to what extent, planning shall be required.

### **Article 23**

#### **National Defence**

- (1) The Federal Ministry of Defence may issue exceptions to this Act and to the ordinances based on this Act, where this is required by compelling reasons of national defence or in order to fulfil international commitments. In such cases, protection against harmful soil changes shall be taken into account.
- (2) The Federal Government shall be authorised to determine, by means of a statutory ordinance and with the consent of the Bundesrat, that the execution of this Act and of the ordinances based on this Act, within the area of responsibility of the Federal Ministry of Defence and for the armed forces stationed in the Federal Republic of Germany as a result of agreements under international law, shall be the responsibility of the Federal Ministry of Defence or of bodies chosen by that Ministry.

### **Article 24**

#### **Costs**

- (1) The costs of measures ordered pursuant to Article 9 (2), Article 10 (1), Articles (12), (13), (14) first sentence No. 1, Article 15 (2) and Article 16 (1), shall be borne by the parties obligated to carry out such measures. If, in the case of Article 9 (2) first sentence, investigations do not confirm the suspicion, or if the prerequisites of Article 10 (2) are fulfilled, the parties required to carry out the investigation shall be reimbursed for relevant costs if they are not responsible for the circumstances upon which the suspicion was founded. In the cases of Article 14 first sentence Nos. 2 and 3, that party of whom the preparation of a rehabilitation plan could have been required shall bear the costs.
  
- (2) In cases involving several obligated parties, such parties shall have claims to compensation among themselves, regardless of the manner in which they were obligated. Where no other arrangements are agreed, the obligation to provide such compensation, and the extent of the compensation to be provided, shall depend on the extent to which the hazard or damage was caused primarily by one party or the other; Article 426 (1) second sentence of the Civil Code shall apply mutatis mutandis. The claim to compensation shall be subject to a period of prescription of three years. The prescription period shall begin following collection of costs, when an authority carries out measures itself; otherwise, it shall begin following completion of measures by the obligated party and at the time at which the obligated party becomes aware of the identity of the party obligated to provide compensation. The claim to compensation shall be subject to a period of prescription, regardless of such knowledge, of thirty years following the completion of measures. The course of law to the ordinary courts shall be available for legal action.

## **Article 25**

### **Value Compensation**

- (1) If the market value of a site is increased, not solely insignificantly, through use of public funds in measures for fulfilment of obligations pursuant to Article 4, and if the

owner has not borne the relevant costs, or has not borne such costs completely, the owner has to pay a value equalization, to be determined by the competent authority, in the amount of the value increase resulting from the relevant measure, to the public agency responsible for the relevant financing. The amount of such value compensation shall be no larger than the amount of the public funds used. There shall be no obligation to provide value equalization if, with respect to harmful soil changes or contaminated sites present on a site, exemption from responsibility or from the obligation to pay costs pursuant to Section 1 Article 4 (3) first sentence of the Environmental Framework Act (*Umweltrahmengesetz*) of 29 June 1990 (Federal Law Gazette I No. 42 p. 649), last amended by Article 12 of the Act of 22 March 1991 (Federal Law Gazette I p. 766), in the relevant applicable version in each case, has been provided. Where measures within the meaning of the first sentence of this paragraph have been carried out by a community in formally defined remediation areas or development areas, as administrative measures, the relevant increase of the market value shall be covered within the framework of the compensation amount pursuant to Article 154 of the Building Code.

- (2) The increase of the market value of a site resulting from rehabilitation measures shall consist of the difference between the value the piece of land would have had if the measures had not been carried out (initial value) and the market value of the piece of land following execution of the exploration and remediation measures (final value).
- (3) The compensation payment shall become due when the securing or remediation has been completed and the amount of the payment has been determined by the competent authority. The obligation to provide value compensation shall expire if the relevant amount has not been determined by the end of the fourth year following the completion of the securing or remediation.
- (4) The competent authority shall subtract from the value compensation pursuant to (1) those expenses that the owner has paid for his own measures for securing or remediation, or for acquisition of the site, in the justified confidence that no harmful soil changes or site contamination would be present. If the owner is able to require

compensation from third parties, this shall be taken into account in the decision pursuant to the first sentence of this paragraph.

- (5) In individual cases, a partial or complete exception can be made from the requirement for an compensation payment, if this is in the public interest or is needed to prevent unjust hardship. If costs for securing or remediation are reimbursed to the public agency responsible for the relevant financing, then such payment must be appropriately acknowledged in that no compensation payment is required, a determined compensation payment is waived or a paid compensation payment is reimbursed.
- (6) The compensation payment amount shall encumber the site as a public encumbrance. The Federal Ministry of Justice shall be authorised to determine, by means of a statutory ordinance and with the consent of the Bundesrat, the manner and means by which attention is to be called, in the land register (*Grundbuch*), to the presence of such public encumbrances.

## **Article 26**

### **Provisions Regarding Fines**

- (1) Anyone who intentionally or negligently
  1. contravenes a statutory ordinance pursuant to Article 5 first sentence, Articles 6, 8 (1) or Article 22 (1) or an enforceable order based on such an ordinance, where the ordinance refers to this regulation on fines for a certain offence,
  2. contravenes an enforceable order pursuant to Article 10 (1) first sentence, where it refers to an obligation pursuant to Article 4 (3), (5) or (6),
  3. contravenes an enforceable order pursuant to Article 13 (1) or Article 15 (2) first, second or third sentence, or

4. notwithstanding Article 15 (3) first sentence, fails to provide notification, fails to provide correct notification, fails to provide complete notification or fails to provide notification in time,

shall be deemed to have committed an administrative offence.

- (2) In the cases covered by paragraph (1) No. 2, the administrative offence may be penalised with a fine of up to DM one hundred thousand; in other cases, with a fine of up to DM twenty thousand.

## **Section 2**

### **Amendment of the Closed Substance Cycle and Waste Management Act**

The Closed Substance Cycle and Waste Management Act of 27 September 1994 (Federal Law Gazette I p. 2705), amended by the Act of 12 September 1996 (Federal Law Gazette I p. 1354), shall be amended as follows:

1. The following second sentence shall be appended to Article 36 (2):

"If a closed landfill pursuant to paragraph (1) is suspected to cause harmful soil changes or other hazards for individuals or the general public, the provisions of the Federal Soil Protection Act shall apply to relevant identification, investigation, assessment and remediation."

2. Article 40 (1) second sentence shall be deleted.

## **Section 3**

## **Amendment of the Federal Immission Control Act**

The Federal Immission Control Act, in the version promulgated on 14 May 1990 (Federal Law Gazette I p. 880), last amended by the Act of 9 October 1996 (Federal Law Gazette I p. 1498), shall be amended as follows:

1. The introductory part of the sentence in Article 5 (3) shall read as follows:

"Installations subject to licensing shall be established, operated and closed-down in such a way that even after cessation of operations"

2. In Article 17 (4a), the words "ten years" shall be replaced by the words "one year".

### **Section 4**

#### **Entry into Force**

The provisions of this Act that provide empowerment for issuance of ordinances, and Section 1 Article 20, shall enter into force on the day following their promulgation. Otherwise, the Act shall enter into force on 1<sup>st</sup> of March 1999.



# **Federal Soil Protection and Contaminated Sites Ordinance (BBodSchV)**

dated 12 July 1999

On the basis of §§ 6, 8 paragraphs 1 and 2 and § 13 paragraph 1 sentence 2 Federal Soil Protection Law of 17 March 1998 (Federal Law Gazette I p. 502), the Federal Government, after hearing the parties concerned, decrees the following:

## **Table of Contents**

### **Part One**

#### **General Provisions**

- § 1 Scope of application
- § 2 Definitions

### **Part Two**

#### **Requirements in respect of the investigation and evaluation of suspected sites and suspected contaminated sites**

- § 3 Investigation
- § 4 Evaluation

### **Part Three**

#### **Requirements in respect of the remediation of harmful soil changes and contaminated sites**

- § 5 Remediation measures, protective and restrictive measures

### **Part Four**

#### **Supplementary provisions for contaminated sites**

- § 6 Investigation and planning for remediation

### **Part Five**

## Exceptions

§ 7 Exceptions

**Part Six**  
**Supplementary provisions for warding off the danger of harmful soil changes  
resulting from soil erosion by water**

- § 8 Warding off the danger of harmful soil changes resulting from soil erosion by water

**Part Seven**  
**Precautions against the development of harmful soil changes**

- § 9 Concern about harmful soil changes  
§ 10 Precaution requirements  
§ 11 Admissible additional pollution load  
§ 12 Requirements in respect of the application and introduction of materials onto or into the soil

**Part Eight**  
**Final Provisions**

- § 13 Accessibility of technical regulations and standard specifications  
§ 14 Entry into force

**Annex 1**  
**Requirements in respect of sampling, analytical procedures and  
quality assurance during the investigation**

1. Scope of investigation and necessary knowledge
  - 1.1 Exploratory investigation
  - 1.2 Detail investigation
  
2. Sampling
  - 2.1 Planning the sampling for soil investigations - determination of sampling points and sampling depths
    - 2.1.1 Pathway soil - human being
    - 2.1.2 Pathway soil - useful plant
    - 2.1.3 Pathway soil - groundwater
  - 2.2 Planning the sampling of soil gas

### 2.3 Planning the sampling of moved and excavated soil material

- 2.4 Drawing of samples
  - 2.4.1 Soils, soil material and other materials
  - 2.4.2 Soil gas
- 2.5 Preservation, transport and storage of samples
  
- 3. Investigation methods
  - 3.1 Investigation methods for soils, soil material and other materials
    - 3.1.1 Selection and pretreatment of samples
    - 3.1.2 Extraction, elution
    - 3.1.3 Analytical methods
  - 3.2 Examination of soil gas
  - 3.3 Procedures for the assessment of substance input from suspected areas or suspected contaminated sites into the groundwater
  
- 4. Quality assurance
  - 4.1 Sampling and storage of samples
  - 4.2 Pretreatment and analysis of samples
  
- 5. Index of abbreviations
  - 5.1 Units of measure
  - 5.2 Instrumental analysis
  - 5.3 Other abbreviations
  
- 6. Standards, technical regulations and other methods, sources of supply
  - 6.1 Standards, technical rules and other methods
  - 6.2 Sources of reference

## **Annex 2**

### **Action, trigger and precaution values**

- 1. Pathway soil - human being (direct contact)
  - 1.1 Definition of uses
  - 1.2 Action values
  - 1.3 Application of action values
  - 1.4 Trigger values
  
- 2. Pathway soil - useful plant
  - 2.1 Definition of uses
  - 2.2 Trigger and action and values - agricultural areas and vegetable gardens with regard to plant quality

### 2.3 Action values - green areas with regard to plant quality

- 2.4 Trigger values - agricultural areas with regard to impairments of the growth of cultivated plants
- 2.5 Application of trigger and action values
  
- 3. Pathway soil - groundwater
  - 3.1 Trigger values with regard to the pathway soil - groundwater
  - 3.2 Application of trigger values
  
- 4. Precaution values for soils
  - 4.1 Precaution values for metals
  - 4.2 Precaution values for organic substances
  - 4.3 Application of precaution values
  
- 5. Admissible additional annual pollutant loads through all pathways

### **Annex 3**

#### **Requirements in respect of investigations for remediation and the remediation plan**

- 1. Investigations for remediation
- 2. Remediation plan

### **Annex 4**

#### **Requirements in respect of the investigation and evaluation of areas in case of which there is suspicion of a harmful soil change resulting from soil erosion by water**

- 1. Application
- 2. Investigation and evaluation

## **Part One**

### **General Provisions**

#### **§ 1**

##### **Scope of Application**

This Ordinance shall be applied to

- (1) the investigation and evaluation of suspected sites, suspected contaminated sites, harmful soil changes and contaminated sites as well as to the requirements in respect of sampling, analysis and quality assurance pursuant to § 8 paragraph 3 and § 9 Federal Soil Protection Law,
- (2) requirements in respect of warding off danger by way of decontamination and stabilizing measures well as other protective and restrictive measures pursuant to § 4 paragraphs 2 to 5, § 8 paragraph 1 sentence 2 No. 3 Federal Soil Protection Law,
- (3) supplementary requirements in respect of investigations and plans for remediation in case of specific contaminated sites pursuant to § 13 paragraph 1 Federal Soil Protection Law,
- (4) requirements in respect of the precaution against the development of harmful soil changes pursuant to § 7 Federal Soil Protection Law including the requirements in respect of the application and introduction of materials pursuant to § 6 Federal Soil Protection Law,
- (5) the determination of trigger and action values as well as of precaution values including the admissible additional pollution load pursuant to § 8 paragraph 1 sentence 2 Nos. 1 and 2 and paragraph 2 Nos. 1 and 2 Federal Soil Protection Law.

#### **§ 2**

##### **Definitions**

For the purposes of this Ordinance,

- (1) soil material

shall be material from soils as defined by § 2 paragraph 1 Federal Soil Protection Law and their initial substrates, to include topsoil, which is excavated, moved or treated in connection with construction works or other changes to the crust of the earth;



(2) area of impact

shall be an area where impacts on resources to be protected can be expected that originate from a real property within the meaning of § 2 paragraphs 3 to 6 Federal Soil Protection Law or where impacts on the soil cause concern about the development of harmful soil changes;

(3) exploratory investigation

shall be on-site examinations, in particular measurements, on the basis of the results of a survey in order to determine whether the suspicion of a harmful soil change or contaminated site can be ruled out or whether there is reasonable suspicion within the meaning of § 9 paragraph 2 sentence 1 Federal Soil Protection Law;

(4) detail investigation

shall be the comprehensive further examination for the final hazard assessment which particularly serves the determination of amount and spatial distribution of pollutants, their mobile or mobilizable components, possibilities for their spreading in soil, water and air, as well as the possibility of their intake by human beings, animals and plants;

(5) leachate prognosis

shall be the estimation of the pollutants reaching the groundwater with the leachate and originating, or to be expected in the foreseeable future, from a suspected site, a suspected contaminated site, a harmful soil change or a contaminated site, in consideration of pollutant concentrations and loads and related to the area of transition from the unsaturated zone to the water-saturated zone;

(6) pollutants

shall be the substances and preparations which, due to their harmfulness for health, their longevity or bio-availability in the soil or due to other characteristic features and their concentration, are suited to harm the functions of the soil or to provoke other dangers;

(7) exposure conditions

shall be the way, influenced by the local conditions and the use of a real property in a particular case, in which the resources to be protected may be exposed to the effect of pollutants;

(8) pathway

shall be the route of a pollutant from the source of pollution to the place of potential effect on a resource to be protected;

(9) background content

shall be the pollutant content of a soil which is made up of the geogenic (natural) basic content of a soil and the ubiquitous substance distribution as a consequence of diffuse inputs into the soil;

(10) erosion area

shall be the area from which the soil material is washed away with surface run-off;

(11) root-permeable soil layer

shall be the soil layer which can be penetrated by the roots of plants in dependence of the natural site conditions.

## **Part Two**

### **Requirements in Respect of the Investigation and Evaluation of Suspected Sites and Suspected Contaminated Sites**

#### **§ 3**

#### **Investigation**

(1) Indications for the existence of a contaminated site at a former industrial site are given especially when harmful substances were handled on real properties over an extended period of time or in considerable amounts and the respective method of operation, management or procedure or disturbances of operation in accordance with regulations give reason to suspect considerable inputs of such substances into the soil. At former waste deposits, such indications exist especially in cases where the type of operation or the time of closure give reason to suspect that the waste was not treated, stored or deposited properly.

(2) Paragraph 1 sentence 1 shall be applied analogously to harmful soil changes. Indications for the existence of a harmful soil change are given, in addition to paragraph 1, particularly in the form of general or specific clues to

- a. the input of pollutants over an extended period of time or in a considerable amount through the air or a body of water or through the application of considerable loads of waste or waste waters onto soils

- b. a considerable release of naturally increased pollutant contents in soils
- c. increased pollutant contents in food or fodder plants at the site
- d. water with considerable loads of pollutants coming out of soils or former waste deposits
- e. considerable erosion and deposition of soil by water or wind.

To be included hereby shall be the findings from general investigations or empirical values from comparable situations, in particular with respect to the spreading of harmful substances.

(3) In the event of indications described in paragraphs 1 or 2, the suspected site or suspected contaminated site shall, after their identification, be subjected to an exploratory investigation first.

(4) Specific indications which give sufficient grounds for the suspicion of a harmful soil change or contaminated site (§ 9 paragraph 2 sentence 1 Federal Soil Protection Law) as a rule exist when examinations reveal an exceeding of trigger values or when, based on an evaluation pursuant to § 4 paragraph 3, an exceeding of trigger values is to be expected. In case there is reasonable suspicion as per sentence 1 or based on other ascertainments, a detail investigation shall be conducted.

(5) In the course of detail investigations, it shall also be established whether hazards result from spatially limited accumulations of pollutants within a suspected site or suspected contaminated site and whether and how a delimitation of unpolluted areas is necessary. A detail investigation can be done without in cases where the hazards, considerable disadvantages or considerable nuisances emanating from harmful soil changes or contaminated sites can be warded off or otherwise eliminated with simple means, according to the determination by the competent authority.

(6) As far as, due to the local conditions or based on the results of soil gas examinations, there are indications for the spreading of volatile pollutants from a suspected site or a suspected contaminated site into buildings, the indoor air shall be examined; the duties and powers of other authorities remain unaffected.

(7) Within the framework of directions for investigation pursuant to § 9 paragraph 2 sentence 1 Federal Soil Protection Law, also recurrent investigations of the pollutant spreading and the relevant circumstances come into consideration.

(8) As for the rest, the requirements in respect of the investigation of soils, soil material and other materials, as well as of soil gas, landfill gas and leachate are governed by Annex 1.

## **§ 4**

### **Evaluation**

(1) The results of the exploratory investigations shall, pursuant to this Ordinance, be evaluated in consideration of the circumstances of the particular case, above all also on the basis of trigger values.

(2) In cases where the content or the concentration of a pollutant is below the respective trigger value indicated in Annex 2, the suspicion of a harmful soil change or contaminated site is eliminated in this respect. When a trigger value pursuant to Annex 2 No. 3 is exceeded at the sampling site, it shall be ascertained in the particular case whether the pollutant concentration in the leachate exceeds the trigger value at the site of assessment. Measures specified in § 2 paragraphs 7 or 8 Federal Soil Protection Law can already become necessary when, in a particular case, all unfavorable circumstances assumed in the derivation of a trigger value pursuant to Annex 2 coincide and the content or concentration of a pollutant is slightly above the respective trigger value in Annex 2.

(3) For the evaluation of the groundwater hazards emanating from suspected sites or suspected contaminated sites, a leachate prognosis shall be made. In cases where a leachate prognosis is based on investigations pursuant to Annex 1 No. 3.3, it shall be estimated and evaluated in the particular case first of all to what extent the pollutant concentration in the leachate can be expected to exceed the trigger value at the site of assessment. Site of assessment is the area of transition from the unsaturated zone to the saturated zone.

(4) The results of the detail investigation shall, pursuant to this Ordinance, be evaluated in consideration of the circumstances of the particular case, especially also on the basis of action values, to determine the extent in which measures pursuant to § 2 paragraphs 7 or 8 Federal Soil Protection Law are required.

(5) As far as this Ordinance does not establish any trigger or action values for a pollutant, the methods and standards applied in Annex 2 for the derivation of such values shall be considered for the evaluation. They are published in Federal Gazette No. 161a dated 28 August 1999.

(6) In the event of a use on sections of a suspected site or a suspected contaminated site which deviates from and is more sensitive than the prevailing use, these sections shall be evaluated in accordance with the standards established for their use.

(7) In cases where information is available from groundwater examinations in a particular case, these shall be considered in the evaluation regarding pollutant inputs into the groundwater. In cases where increased pollutant concentrations in the leachate or other pollutant discharges give reason to expect, in the long run, only small pollutant loads and only locally increased pollutant

concentrations in waters, these facts shall be considered when looking into the proportionality of investigation and remediation measures. Water law provisions remain unaffected.

(8) A harmful soil change shall not be considered to exist in soils with naturally increased pollutant contents solely on the basis of these contents, unless these substances were or are released in a considerable extent as a result of impacts on the soil. In case of soils with large-area, settlement-related increases in pollutant contents, a comparison of these contents with the pollutant contents ascertained in a particular case can be included in the risk assessment.

### **Part Three**

## **Requirements in Respect of the Remediation of Harmful Soil Changes and of Contaminated Sites**

### **§ 5**

#### **Remediation Measures, Protective and Restrictive Measures**

(1) Decontamination measures are suited for remediation when they are based on technically and economically feasible procedures which make their practical suitability for the environmentally safe elimination or reduction of pollutants appear certain. In this connection, also the consequences of the interference, in particular for soils and waters, must be considered. Upon completion of the decontamination measure, proof shall be furnished to the competent authority that the remediation goal was achieved.

(2) In cases where pollutants shall be eliminated pursuant to § 4 paragraph 5 Federal Soil Protection Law and a previous pollution load exists, the responsible party shall in principle be asked to do everything he would have had to do without the previous pollution load. The real property shall be restored to allow uses that were possible before.

(3) Stabilizing measures are suited for remediation provided they guarantee that the pollutants remaining in the soil or in contaminated sites will, in the long run, not bring about any dangers, considerable disadvantages or considerable nuisances for the individual or the general public. The hazard potential of the pollutants remaining in the soil and their conversion products must be considered hereby. A subsequent restoration of the stabilizing effect within the meaning of sentence 1 must be possible. The effectiveness of stabilizing measures must be proven to the competent authority and must be monitored permanently.

(4) Also a suitable covering of soils that underwent a harmful change or of contaminated sites by means of a soil layer or sealing can be taken into consideration as stabilizing measure.

(5) In case of harmful soil changes or contaminated sites on areas used for agricultural and forestry purposes, especially protective and restrictive measures through adjustment of use and management of soils as well as changes in the quality of the soil come into consideration. Records shall be kept on any protective and restrictive measures taken. Agreement shall be reached with the competent agricultural technical authority. § 17 paragraph 3 Federal Soil Protection Law remains unaffected.

(6) In cases where moved, excavated or treated material shall be applied or introduced again or moved around within the scope of remediation in the area of the same harmful soil change or contaminated site or within the area of a compulsory remediation plan, the requirements of § 4 paragraph 3 Federal Soil Protection Law shall be fulfilled.

## **Part Four**

### **Supplementary Provisions for Contaminated Sites**

#### **§ 6**

#### **Investigation and Planning for Remediation**

(1) In the course of remediation investigations, it shall be studied in particular which measures are suited to achieve a remediation within the meaning of § 4 paragraph 3 Federal Soil Protection Law, to what extent changes to the soil will remain after the accomplished remediation, and which legal, organizational and financial circumstances are of significance for the performance of the measures.

(2) When establishing a remediation plan, the measures specified in § 13 paragraph 1 sentence 1 No. 3 Federal Soil Protection Law shall be represented completely both in text and drawings. It shall be shown in the remediation plan that the scheduled measures are suited to permanently avoid dangers, considerable disadvantages or considerable nuisances for the individual or the general public. To be represented are further the impacts of the measures on the environment and the expected costs as well as required licenses, also as far as a compulsory remediation plan pursuant to § 13 paragraph 6 Federal Soil Protection Law cannot include these.

(3) As for the rest, the requirements in respect of a remediation investigation and a remediation plan are governed by Annex 3.

## **Part Five Exceptions**

### **§ 7 Exceptions**

§ 6 shall not be applied to harmful soil changes and contaminated sites in case of which, according to determination by the competent authority, hazards, considerable disadvantages or considerable nuisances can be warded off or otherwise eliminated with simple means.

## **Part Six Supplementary Provisions for Warding off the Danger of Harmful Soil Changes Resulting from Soil Erosion by Water**

### **§ 8 Warding off the Danger of Harmful Soil Changes Resulting from Soil Erosion by Water**

(1) The existence of a harmful soil change resulting from soil erosion by water can be assumed especially in cases where

- a. considerable amounts of soil material were washed out of an erosion area by the surface runoff and
- b. further soil erosion according to No. 1 can be expected.

(2) Indications for the existence of a harmful soil change resulting from soil erosion by water are given especially when areas located outside the supposed erosion area were loaded with washed off soil material.

(3) In case of indications mentioned in paragraph 2, it shall be ascertained whether a harmful soil change is the result of soil erosion by water. When it can be established from which erosion area the washed-off soil originates and that considerable amounts of soil material were washed off from this area, it shall be examined whether the prerequisites of paragraph 1 No. 2 are fulfilled.

(4) The evaluation of the results of the investigations will be related to a particular case, in consideration of the peculiarities of the site. Further soil erosion is to be expected in cases where

- a. considerable amounts of soil material were already washed out of the same erosion area on various occasions in the past years or
- b. the site data and the data on long-term precipitations in the area reveal that, within a period of ten years, another occurrence of soil erosion according to paragraph 1 No. 1 can be expected with reasonable probability.

(5) Further requirements in respect of the investigation and evaluation of areas where there is suspicion of a harmful soil change resulting from soil erosion by water are laid down in Annex 4.

(6) In cases where the erosion area is used for agricultural purposes, the competent advisory agency referred to in § 17 Federal Soil Protection Law shall be given an opportunity within the framework of consultations to recommend suitable erosion-reducing measures to allow the use of the erosion area. In the event of directives, agreement shall be reached with the competent agricultural technical authority.

## **Part Seven**

### **Precautions against the Development of Harmful Soil Changes**

#### **§ 9**

#### **Concern about Harmful Soil Changes**

- (1) As a rule, there is reason for concern about the development of harmful soil changes pursuant to § 7 Federal Soil Protection Law when
1. pollutant concentrations are measured in the soil that exceed the precaution values indicated in Annex 2 No. 4 or
  2. a considerable accumulation of other pollutants occurs which, because of their properties of causing cancer, changing hereditary factors or endangering reproduction or because of toxic characteristics, are especially suited to cause harmful soil changes.

§ 17 paragraph 1 Federal Soil Protection Law remains unaffected.

(2) In case of soils with naturally increased pollutant contents, the exceeding of precaution values pursuant to Annex 2 No. 4 only gives reason for concern about the development of harmful soil changes if a considerable release of pollutants or additional inputs by the parties obligated under § 7 sentence 1 Federal Soil Protection Law can be expected to have adverse impacts on the soil functions.



(3) Paragraph 2 applies mutatis mutandis to soils with large-area, settlement-related increases in pollutant concentrations.

## **§ 10**

### **Precaution Requirements**

(1) In cases where the prerequisites of § 9 paragraph 1 sentence 1 No., paragraphs 2 or 3 are fulfilled, the party obligated under § 7 Federal Soil Protection Law must take precautions in order to avoid or effectively reduce further pollutant inputs caused by him on the real property and its area of impact, as far as this is proportional also with regard to the designated use of the real property. This includes technical precautions on facilities or procedures as well as measures for the examination and monitoring of soils. As regards the examination, Annex 1 applies accordingly.

(2) Pollutant inputs within the meaning of § 9 paragraph 1 sentence 1 No. 2 for which no precaution values are established shall be limited according to paragraph 1, as far as this is technically feasible and economically justifiable. This applies in particular to substances that are classified in § 4a paragraph 1 Hazardous Materials Ordinance as substances causing cancer, changing hereditary factors or endangering reproduction.

## **§ 11**

### **Admissible Additional Pollution Load**

(1) In cases where the precaution values established in Annex 2 No. 4.1 are exceeded for a pollutant, an additional load up to the amount of the annual pollutant loads established in Annex 2 No. 5 is admissible. To be observed hereby are the impacts on the soil through air and waters as well as by direct inputs.

(2) As far as the admissible additional load established in Annex 2 No. 5 is exceeded for a pollutant, the geogenic or large-area, settlement-related previous loads shall be considered in a particular case.

(3) The loads established in Annex 2 No. 5 do not determine, in the sense of § 3 paragraph 3 sentence 2 Federal Soil Protection Law, which additional loads resulting from the operation of a facility are not to be regarded as causal contribution to the development of harmful soil changes.

## **§ 12**

### **Requirements in Respect of the Application and Introduction of Materials onto or into the Soil**

(1) To provide a root-permeable soil layer, only soil material as well as excavated earth according to DIN 19731 (edition 5/98) and mixtures of soil material and waste that satisfies the substance quality requirements set forth in the ordinances issued pursuant to § 8 Closed-Cycle Materials Management and Waste Law as well as the Sewage Sludge Ordinance may be applied or introduced onto or into soils.

(2) The application and introduction of materials onto or into a root-permeable soil layer or to provide a root-permeable soil layer within the scope of recultivation projects, including restoration for utilization, is admissible when

- a. especially the kind, amount, pollutant contents and physical attributes of the materials as well as the the pollutant concentents of the soils at the site of application or introduction do not give reason for concern about the development of harmful soil changes pursuant to § 7 sentence 2 Federal Soil Protection Law and § 9 of this Ordinance and
- b. at least one of the soil functions mentioned in § 2 paragraph 2 Nos. 1 and 3 letters b and c Federal Soil Protection Law is permanently secured or restored.

The intermediate storage and the moving around of soil material on real properties in connection with the establishment or modification of structural and operational facilities are not subject to the provisions of this section when the soil material is used again at the place of origin.

(3) Before the application and introduction of materials, the parties obligated under § 7 Federal Soil Protection Law must perform or arrange for performance of the necessary examinations of the materials in compliance with Annex 1. The competent authority pursuant to § 10 paragraph 1 Federal Soil Protection Law may order further investigations in regard to the properties of site and soil in cases where the development of a harmful soil change must be feared; the requirements of DIN 19731 (edition 5/98) shall be observed hereby.

(4) In the event of an agricultural follow-on use, the pollutant contents in the developed root-permeable soil layer shall, with respect to future unavoidable pollutant inputs as a result of management measures or atmospheric pollutant inputs, not exceed 70 percent of the precaution values indicated in Annex 2 No. 4.

(5) When applying soil material onto agricultural soils, including soils used for horticultural purposes, their yield capacity shall be secured or restored for a long time and must not be permanently reduced.

(6) When providing a root-permeable soil layer for agricultural follow-on use within the framework of recultivation projects, including restoration for utilization, soil material shall be applied or introduced that is suitable by kind, amount and pollutant content.

(7) The nutrient supply in connection with the application and introduction of materials onto and into the soil shall be adapted, by amount and availability, to the demand of the plants of subsequent vegetation in order to avoid to the largest extent possible especially nutrient inputs into waters. DIN 18919 (edition 09/90) shall be observed.

(8) Soils that satisfy to a special degree the soil functions specified in § 2 paragraph 2 Nos. 1 and 2 Federal Soil Protection Law shall be excluded from the application and introduction of materials. This also applies to soils in forests, in water protection zones pursuant to § 19 paragraph 1 Federal Water Law, in sites and parts of nature and landscape legally declared protected areas pursuant to §§ 13, 14, 14a, 17, 18, 19b and 20c Federal Nature Conservation Law, as well as to the soils of the core zones of major nature conservation projects of the Federal Government that are of significance for the entire country. The competent technical authorities may admit deviations herefrom when the application or introduction is necessary from a forest or nature conservation point of view or for reasons of groundwater protection.

(9) When applying and introducing materials onto or into the soil, compaction, waterlogging and other unfavorable soil changes shall be avoided by suitable technical measures as well as taking into consideration amount and time of application. After materials of a thickness of more than 20 centimeters are applied, an effort must be made to secure or build up a solid soil structure. DIN 19731 (edition 5/98) shall be observed.

(10) In areas with increased pollutant concentrations in soils, it is admissible to move the soil material around within the area provided this does not constitute an additional impairment for the soil functions mentioned in § 2 paragraph 2 Nos. 1 and 3 letters b and c Federal Soil Protection Law and, in particular, this does not have a negative effect on the pollution situation at the site of application. Areas of increased pollutant concentrations can be determined by the competent authority. The competent authority can thereby also admit deviations from paragraphs 3 and 4.

(11) § 5 paragraph 6 remains unaffected.

(12) Paragraph 3 does not govern the application and introduction of soil material onto and into the agriculturally useful area after locally limited erosion occurrences or to return soil material from the cleaning of harvested agricultural products.

## **Part Eight Final Provisions**

### **§ 13**

#### **Accessibility of Technical Regulations and Standard Specifications**

(1) Technical regulations and standard specifications to which reference is made in this Ordinance are deposited for safe custody with the archives of the German Patent Office. Sources of supply are listed in Annex 1 No. 6.2

(2) References to drafts of technical standards in the annexes always relate to the version published at the time indicated in the reference.

**§ 14**  
**Entry into Force**

This Ordinance enters into force on the day following its promulgation.

The Bundesrat has granted its consent.

Bonn, 12 July 1999

The Federal Chancellor  
Gerhard Schröder

The Federal Minister of Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety  
Jürgen Trittin

## **Requirements in Respect of Sampling, Analytical Procedures and Quality Assurance during the Investigation**

This Annex shall be applied to the investigation of soils, soil materials and other materials that occur in the soil or on the soils of suspected sites or suspected contaminated sites or are scheduled for application or introduction, as well as of soil gas.

In case of former waste deposits suspected of being contaminated, the scope of the investigation and the taking of samples, in particular in regard to testing for landfill gas, high-volatile pollutants, deposited waste and the transition of pollutants into the groundwater, depend on the requirements of the individual case.

For the purpose of this Annex, state of the art of procedures and methods means the level of development of advanced procedures and methods that makes their practical suitability for the aforementioned investigations appear safe. The knowledge of such procedures and methods and of their application are compiled by a selected group of experts at Federal and Länder level as well as the affected parties in consultation with the Länder; this group is convened by the Federal Ministry of Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety.

### **1. Scope of the Investigation and Required Knowledge**

The investigations pursuant to § 3 of this Ordinance relate to pathways for which the information that is available in a particular case gives reason to suspect a danger. The determination of the scope of investigation shall be made by taking into consideration the results of the survey, especially the knowledge or justified assumptions of the occurrence of certain pollutants and their distribution, the present use and the use pursuant to § 4 paragraph 4 Federal Soil Protection Law and the protection requirements resulting therefrom, as well as other local circumstances of significance for the assessment. E DIN ISO 10381-3:03.96 shall be observed. In regard to industrial safety, reference is made to ZH 1/183:04.97.

For investigations regarding the pathway *soil - human being*, the uses

- playgrounds
- residential areas
- parks and recreational facilities
- industrial and commercial real properties

shall be distinguished;

for investigations regarding the pathway *soil - useful plant*, the uses

- agriculture, vegetable garden
- grassland

shall be distinguished.

For investigations regarding the pathway *soil - groundwater*, no distinction shall be made by the kind of soil use involved.

## 1.1 Exploratory Investigation

Exploratory investigations of suspected sites and former industrial sites suspected of being contaminated shall aim particularly at the identification and the estimation of the size of partial areas with varying pollutant contents.

In case of former waste deposits suspected of being contaminated, investigations shall, as a rule, be conducted with respect to landfill gas and high-volatile pollutants and in particular also in regard to the transition of pollutants into the groundwater.

In cases where the groundwater or surface water must be examined on suspected sites or suspected contaminated sites at the request of the competent authority, this shall be considered when determining scope and course of the exploratory investigation for soil or leachate examinations.

In cases where there are no soil mapping documents that could be consulted or there is no suitable soil-related information on suspected sites, a pedological mapping or descriptive soil characterization shall be made at the sampling site within the framework of the exploratory investigation, in the extent necessary for risk assessment, on the basis of the Pedological Mapping Guide, 4<sup>th</sup> edition, corrected reprint 1996.

The instructions for the investigation of soils and soil materials shall be applied *mutatis mutandis* to §§ 9, 10 and 12.

## 1.2 Detail Investigation

In the detail investigation, the circumstances mentioned in § 3 paragraphs 5 and 6 of this Ordinance shall be clarified in addition to the exposure conditions relevant for the pathways, in particular the mobile or mobilizable portions of pollutant contents that are of significance for the various pathways. It shall further be determined whether hazards result from spatially limited accumulations of pollutants within a suspected site or suspected contaminated site and whether and how a delineation of uncontaminated areas is necessary.

## 2. Sampling

The sampling approach depends in particular on the pathways affected in the individual case, the size of the area, the vertical and horizontal pollutant distribution assumed based on survey results, as well as the present use, the use admissible under planning law, and the previous use. To be observed hereby shall be the requirements listed under Nos. 2.1 to 2.3. The sampling approach shall be justified and documented. The requirements of industrial safety must be complied with.

Areas to be investigated shall be divided into suitable sections for sampling. The breakdown shall be made on the basis of a varying hazard suspicion, a varying soil use, the shape of the terrain or the quality of the soil, as well as peculiarities like, e.g., varying vegetation development, or based on established facts from the survey.

### 2.1 Planning the sampling for soil investigations - determination of sampling points and sampling depths

In cases where the spatial distribution of pollutants shall be ascertained, the area or partial area to be examined shall in principle be sampled representatively with the aid of a grid. As far as a hypothesis on the spatial distribution of pollutants can be derived from previous knowledge - in case of former industrial sites suspected of being contaminated especially by the results of the survey -, this shall be considered when determining the sampling points and the grid. The results of a suitable on-site analysis may also be considered for the determination of sampling sites.

Suspected pollutant accumulations shall be sampled selectively. Sampling shall be made, especially in regard to number and spatial arrangement of the sampling points, in such a way that the hazard suspicion can be clarified, a potential hazard evaluated, and a spatial delimitation of pollutant accumulations effected.

For the determination of sampling depths for pathways *soil - human being* and *soil - useful plant*, the sampling depths listed in Table 1 shall be taken as a basis when testing for inorganic and nonvolatile organic pollutants.

**Table 1**

**Use-oriented sampling depth in investigations concerning  
pathways *soil - human being* and *soil - useful plant***

pathway	use	sampling depth
soil - human being	playground, residential area	0-10 cm <sup>1)</sup> 10-35 cm <sup>2)</sup>
	park and recreational facility	0-10 cm <sup>1)</sup>
	industrial and commercial real properties	0-10 cm <sup>1)</sup>
soil - useful plant	agriculture, vegetable garden	0-30 cm <sup>3)</sup> 30-60 cm
	grassland	0-10 cm <sup>4)</sup> 10-30 cm

- 1) contact area for oral and dermal pollutant intake, additional 0-2 cm in case of relevance of the intake path through inhalation
- 2) 0-35 cm: average thickness of applied soil layers; at the same time, maximum depth that can be reached by children
- 3) working horizon
- 4) main root depth

Soils shall be sampled, as far as possible, by horizon. Basis for the ascertainment of the sequence of the horizons is the Pedological Mapping Guide of the Geological State Offices (AG Bodenkunde, 4<sup>th</sup> edition 1994). Soils that are faulty down to the subsoil shall be sampled in layers (see Table 1). The thickness of layers or horizons which can be represented by sample drawing is generally 30 cm. Horizons or layers of greater thickness shall be subdivided, as required. In addition to Table 1, that sampling depth must be considered for which special precautions must be taken for a use to be taken into account pursuant to § 4 paragraph 4 Federal Soil Protection Law. The reasons for different sampling depths shall be documented.

During sampling, the following shall be observed in regard to the pathways:

**2.1.1 Pathway *soil - human being***

In connection with the determination of sampling points and sampling depth, ascertainments shall also be made regarding the exposure conditions existing in a particular case, especially

- the actual use of the area (kind, frequency, duration)





- the accessibility of the area
- the sealing of the area as well as upgrowth
- the possibility of intake of soil particles through inhalation
- the relevance of further pathways

For the assessment of hazards resulting from the intake of soil particles through inhalation, the uppermost two centimeters of the soil are relevant. Those pollutants are of significance in terms of inhalation for which, according to the derivation standards provided in § 4 paragraph 5 of this Ordinance, the inhalation pathway has proved to be decisive for the establishment of the trigger value. It shall be ensured by means of reserve samples that the pollutant content in the fine-grain fraction up to 63 µm which is relevant for dust development can be analyzed separately, as required.

When it can be assumed, based on available findings, that the pollutants in the soil layer of relevance for the assessment are distributed over an area almost evenly, one mixed sample may be taken on areas up to 10,000 m<sup>2</sup> in size for every 1000 m<sup>2</sup>, however at least from 3 partial areas. The mixed sample shall be obtained from 15 to 25 individual samples taken at the same sampling depth. In case of areas smaller than 500 m<sup>2</sup>, as well as in back gardens or other gardens of similar use, a subdivision does not have to be made. For areas larger than 10,000 m<sup>2</sup>, however, samples shall be taken from at least 10 partial areas.

#### 2.1.2 Pathway *soil - useful plant*

In case of soils used for agricultural - including horticultural - purposes with almost even soil quality and pollutant distribution, one mixed sample shall be taken on areas up to 10 hectares in size as a rule for 1 hectare each, however at least from 3 partial areas, in correspondence with the sampling depths. In case of areas smaller than 5,000 m<sup>2</sup>, a subdivision does not have to be made. For areas larger than 10 hectares, however, samples shall be taken from at least 10 partial areas. Sampling shall be made in accordance with the rules for sampling on agricultural soils (E DIN ISO 10381-1: 02.96, E DIN ISO 10381-4: 02.96) by means of 15 to 25 hand-bore samples per partial area which are combined to one mixed sample each.

In vegetable gardens, sampling will as a rule be made by drawing one property-related mixed sample for every sampling depth and, for the rest, in accordance with the rules for sampling on agricultural areas.

The suitability of sampling devices is governed by E DIN ISO 10381-2: 02.96.



### 2.1.3 Pathway soil - groundwater

In case of pathway *soil - groundwater*, samples shall be taken from the unsaturated soil zone as far as below a presumed pollutant accumulation or a conspicuous soil body to allow the ascertainment of vertical pollutant distribution. Sampling shall be made by horizons or layers. In the subsoil, samples may be taken from depth intervals up to 1 m at the most. In justified cases, the consolidation of narrow soil horizons or layers up to a maximum depth interval of 1 m is admissible. Peculiarities shall be evaluated and, if applicable, subjected to separate sampling. The sampling depth shall be reduced when it becomes apparent that a groundwater contamination must be feared as a result of the piercing through water-bearing strata in the subsoil. In cases where the piercing through water-bearing layers is necessary, special safeguarding measures must be taken. The suitability of sampling devices is governed by DIN 4021:10.90.

## 2.2 Planning the sampling for soil gas

Sampling shall be made in compliance with VDI-guideline 3865, sheets 1 and 2.

## 2.3 Planning the sampling of moved and excavated soil material

Sampling shall be made in accordance with DIN 52101: 03.88 or DIN EN 932-1: 11.96.

## 2.4 Drawing of samples

### 2.4.1 Soils, soil material and other materials

According to DIN 18123: 11.96, the required sample amount depends on the biggest grain size and must be enough to guarantee - after the correct pretreatment of the sample - the laboratory test as well as, if applicable, the holding available of reserve samples. Coordination with the investigating agency should take place.

Coarse materials (materials > 2 mm) and foreign materials that may contain pollutants or to which pollutants may adhere, shall be taken out of the total sample amount and routed to the laboratory test separately. Their mass proportion in the sampled soil horizon or layer unit shall be ascertained and documented.

For the withdrawal of soil, soil material and other materials, procedures shall be applied which are listed in DIN 4021: 10.90 and E DIN ISO 10381-2: 02.96. For the selection of

procedures, the required sample amount and the structure of the subsoil must be considered in addition to the information contained in the standard.

#### 2.4.2 Soil gas

The drawing of soil gas samples is governed by VDI-guideline 3865, sheet 2.

### 2.5 Preservation, transport and storage of samples

For the selection of sample containers as well as for the preservation, transport and storage of samples, the relevant provisions contained in the regulations on investigations pursuant to No. 3.1.3, Tables 3 thru 7, shall be complied with. Where such provisions do not exist, E DIN ISO 10381-1: 02.86 and DIN EN ISO 5667-3: 04.96 shall be observed.

The transport of soil samples for testing for organic pollutants as well as their storage are governed by E DIN ISO 14507: 02.96.

## 3. Investigation procedures

### 3.1 Investigation procedures for soils, soil material and other materials

#### 3.1.1 Selection and pretreatment of samples

In case of investigations in stages, a decision must be made for the particular case in which sequence samples obtained in the field are to be analyzed, and, if applicable, whether the consolidation of several samples is expedient. The decision and the reasons for it shall be documented.

The pretreatment of samples, including drying the sample material, shall be made to allow the determination of physico-chemical properties (No. 3.1.3 Table 3) and the determination of inorganic pollutants (No. 3.1.3 Table 4) pursuant to DIN ISO 11464: 12.96. For organic pollutants, E DIN ISO 14507: 02.96 shall be applied.

In cases where a division into coarse and fine grain sizes must be made for soils, soil material and other materials (in particular slags and construction debris), this shall be done with a screen of 2 mm mesh width into size fractions of  $\leq 2$  mm (fine share) and  $> 2$  mm (coarse share) grain diameter. Agglomerations shall be crushed, whereby aggregates of low stability (e.g. carbonate, iron-concretions, pumice) should not be broken, however, as far as this is possible. Both size fractions shall be weighed, described and documented; their dry weight share shall be determined. The fine share shall be homogenized and examined. In case

of indications for an increased pollutant content of size fraction  $> 2$  mm, this fraction shall be obtained and, after crushing and homogenization, also be examined. Foreign matter contained in the sample material shall be examined separately, as required, and considered in the evaluation.

Representative portions of the samples taken in the field shall be kept as reserve samples. Kind and scope of sample reserving shall be agreed upon based on the requirements of the particular case.

### 3.1.2 Extraction, elution

#### Aqua regia-extract

The content of inorganic pollutants for comparing the pollutant intake through pathway *soil - human being* with the values indicated in Annex 2 No. 1 except for cyanides, for pathway *soil - useful plant* on agricultural areas and in vegetable gardens regarding arsenic and mercury according to Annex 2 No. 2.2 and for pathway *soil - useful plant* on grassland according to Annex 2 No. 2.3, as well as in regard to the precaution values indicated in Annex 2 No. 4.1 shall be determined from ground samples (grain size < 150  $\mu$ m) by way of the aqua regia-extract according to DIN ISO 11466: 06.97.

#### Ammonium-nitrate extraction

The ammonium-nitrate extract according to DIN 19730: 06.97 shall be used to ascertain the contents of inorganic pollutants for evaluation of the pollutants on pathway *soil - useful plant* on agricultural areas and in vegetable gardens with respect to the plant quality relating to cadmium, lead and thallium pursuant to Annex 2 No. 2.2 as well as on agricultural areas with regard to growth impairments of cultivated plants pursuant to Annex 2 No. 2.4 and can be used for the estimation of inorganic pollutant concentrations in the leachate pursuant to No. 3.3 of this Annex.

#### Extraction of organic pollutants

The determination of the content of organic pollutants for comparing the pollutant intake through pathway *soil - human being* with the values pursuant to Annex 2 No. 1.2 as well as in regard to the precaution values pursuant to Annex 2 No. 4.2 follows from the soil extracts indicated in No. 3.1.3, Table 5. In case other procedures are to be applied, this shall be justified and proof furnished that the results of these procedures are equivalent or comparable to the results of the procedures indicated above.

#### Elution with water

For the preparation of eluates with water for estimation of pollutant concentrations in the leachate pursuant to No. 3.3 of this Annex, the procedures indicated in Table 2 shall be applied.

**Table 2****Procedures for the preparation of eluates with water**

procedure	procedural directions	method
inorganic substances		
soil saturation extract	procedure see (1)	
elution with water	- sample mass in consideration of the dry weight according to DIN 38414-2: 11.85 or DIN ISO 11 465: 12.96 - filtration see (2)	DIN 38414-4: 10.84
organic substances		
column or lysimeter test	To be noted is the speed with which the substance-specific equilibrium concentration sets in	

## (1) Obtaining the soil saturation extract:

As preparation, enough bidistilled water is slowly added to the soil sample in a polyethylene receptacle that it is moistened completely. The amount of water needed for pre-moistening depends on the type of soil involved and should correspond approximately to the field capacity. In case of sandy samples, approx. 25 % of the weighed portion of air-dried soil is taken as a basis, for loamy/silty samples approx. 35 %, and for clayey samples approx. 40 %. The amount of water added is determined gravimetrically and recorded. The sample is mixed well and allowed to stand 24 hours at 5°C under evaporation protection.

To prepare the soil saturation extract, the pre-moistened soil material is placed in centrifuge beakers. Bidistilled water is slowly added under constant stirring until the flow limit is reached (forming a glossy surface and deliquescing of a spatula groove). In case of clayey samples, 15 minutes must have passed until the swelling is finished and, if necessary, water must be added. The amount of water added is determined gravimetrically and the soil paste mixed up with a glass rod. The soil paste shall be kept in the refrigerator or cooling room for 24 hours at 5°C under evaporation protection for establishment of the equilibrium.

From the weighed portion of air-dried soil and two additions of water, the soil/water ratio is calculated. The water content of the air-dried sample shall thereby be determined separately by an aliquot (drying at 105°C to constant weight) and considered in the calculation.

To obtain the equilibrium soil solution, centrifugation is made in a refrigerated centrifuge for 30 minutes. The supernatant solution is decanted and filtered through membrane to separate suspended particles into a pre-weighed polyethylene wide-neck bottles under reduced pressure. The filtrate amount shall be determined gravimetrically. The solutions shall be stabilized by adding 10 volume shares of nitric acid ( $c = 5 \text{ mol/l}$ ), whereby the addition of acid must be considered in the evaluation of measuring results and the production of calibrating solutions.

## (2) Filtration:



A pressure filtration unit for membrane filters is used (142 mm diameter, media-carrying parts of PTFE) with a membrane filter with 0.45  $\mu$ m pore size. In case different devices are used, the volume to be filtered shall be changed according to the filter surface; the ratio of filtering volume and filter surface shall be adhered to.

After shaking, the suspension shall be allowed to stand approx. 15 minutes to allow sedimentation of the coarse particles. The supernatant liquid shall be decanted as far as possible into the centrifuge beaker.

Centrifugation shall be made for 30 minutes with 2000 g. After that, almost complete decanting of the supernatant liquid in the membrane pressure filtration apparatus. After 5 minutes of filtration without pressure, a pressure of 1 bar is applied to accelerate filtration. In case less than two thirds of the eluate passed the filter after 15 minutes, pressure is raised to 2 bar. If necessary, pressure is increased to 3.5 bar after another 30 minutes. Filtration shall be continued until the entire supernatant liquid of the centrifugation has passed the filter. In case filtration is still not completed after 120 minutes, it is discontinued and work continued with the incomplete filtrate.

### 3.1.3 Analytical Procedures

#### Soils, soil material and other materials

The analysis of soils, soil material and, if applicable, other materials shall be performed in accordance with the investigation procedures specified in Tables 3 to 5.

In cases where other procedures are to be used, for which the reasons are indicated, it shall be proven and documented that the results of these procedures are equivalent or comparable to the results of the procedures indicated in Tables 3 to 5.. It shall be examined in a particular case to what extent individual procedures can be applied also under the aspects mentioned in No. 4.2. The pollutant contents shall be related to the dry weight (105°C). They must be indicated in the same unit as the respective trigger, action and precaution values in Annex 2.

**Table 3**  
**Analysis of physico-chemical properties**

investigation parameter	procedural directions	method
determination of the dry weight	soil samples fresh from the field or air-dried	DIN ISO 11465: 12.96
organic carbon and total carbon after dry combustion	air-dried soil samples	DIN ISO 10694: 08.96
pH-value (CaCl <sub>2</sub> )	suspension of the soil sample fresh from the field or air-dried in CaCl <sub>2</sub> -solution; c(CaCl <sub>2</sub> ): 0.01 mol/l	DIN ISO 10390: 05.97
grain-size distribution	1) "finger test" in the field *	Pedological Mapping Guide, 4 <sup>th</sup> edition, 1994; DIN 19682-2: 04.97
	2) screening, dispersion, pipette-analysis *	E DIN ISO 11277: 06.94 DIN 19683-2: 04.97
	3) screening, dispersion, areometer method	DIN 18123: 11.96 E DIN ISO 11277: 06.94
bulk density	drying of a soil sample taken in the proper volume at 105°C, back weighing	E DIN ISO 11272: 01.94 DIN 19683-12: 04.73

\* recommended methods

**Table 4**  
**Analysis of inorganic pollutant contents**

investigation parameter	procedural directions	method
Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Tl, Zn	AAS	E DIN ISO 11047: 06.95
As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Tl, Zn	ICP-AES (ICP-MS possible) must consider spectral disturbances in case of great matrix concentrations	DIN EN ISO 11885: 04.98
arsenic (As)	ET-AAS  hydride-AAS	in analogy to E DIN ISO 11047: 06.95 DIN EN ISO 11969: 11.96
mercury (Hg)	AAS-vapor compression technique During sample pretreatment, the drying temperature must not exceed 40°C	DIN EN 1483: 08.97 reduction with tin(II)-chloride or NaBH <sub>4</sub>
chromium (VI)	1) extraction with phosphate-buffered aluminum sulphate solution  2) elution with water, separation of Cr(III), determination of soluble Cr(VI) in soils	spectrophotometry DIN 18734: 01.99  DIN 38405-24: 05.87
cyanides		E DIN ISO 11262: 06.94

**Table 5**  
**Analysis of organic pollutant contents**

investigation parameter	procedural directions	method
polycyclic aromatic hydrocarbons (PAH): 16 PAH (EPA) benzo(a)pyrene	1) Soxhlet-extraction with toluene, chromatographic clean-up; quantification by means of GC-MS* 2) extraction with tetrahydrofuran or acetonitrile; quantification by means of HPLC-UV/DAD/F* 3) extraction with acetone, adding petroleum ether, removal of acetone, chromatographic clean-up of the petroleum ether extract, take-up in acetonitrile; quantification by means of HPLC-UV/DAD/F 4) extraction with a water/	pamphlet No. 1 of LUA-NRW, 1994*  pamphlet No. 1 1 of LUA-NRW, 1994*  E DIN ISO 13877: 06.95  VDLUFA-book of methods, vol.

	acetone/petroleum ether-mix in the presence of NaCl; quantification by means of GC-MS or HPLC-UV/DAD/F	VII; manual Contaminated Sites vol. 7 LfU HE
<b>investigation parameter</b>	<b>procedural directions</b>	<b>method</b>
hexachlorobenzene	extraction with acetone/cyclohexane-mix or acetone/petroleum ether, if applicable chromatographic clean-up after removal of the acetone; quantification by means of GC-ECD or GC-MS	E DIN ISO 10382: 02.98
pentachlorophenol	Soxhlet-extraction with heptane or acetone/heptane (50:50); derivatization with acetic anhydride; quantification by means of GC-ECD or GC-MS	E DIN ISO 14154: 10.97
aldrin, DDT, HCH-mix	1) extraction with petroleum ether or acetone/petroleum ether-mix, chromatographic clean-up; quantification by means of GC-ECD or GC-MS* 2) extraction with water/acetone/petroleum ether-mix, quantification by means of GC-ECD or GC-MS	E DIN ISO 10382: 02.98*  VDLUF A-book of methods, vol. VII
polychlorinated biphenyls (PCB): 6 PCB-congeners (No. 28, 52, 101, 138, 153, 180 according to Ballschmiter)	1) extraction with heptane or acetone/petroleum ether, chromatographic clean-up, quantification by means of GC-ECD (GC-MS possible) 2) Soxhlet-extraction with heptane, hexane or pentane, chromatographic clean-up on AgNO <sub>3</sub> /silicic acid; quantification by means of GC-ECD (GC-MS possible) 3) extraction with a water/acetone/petroleum ether-mix in the presence of NaCl; quantification by means of GC-ECD (GC-MS possible)	E DIN ISO 10382: 02.98*  DIN 38414-20: 01.96  VDLUF A-book of methods, vol. VII
polychlorinated dibenzodioxins and dibenzofurans	Soxhlet-extraction of freeze-dried samples with toluene, chromatographic clean-up; quantification by means of GC-MS	according to the Sewage Sludge Ordinance in consideration of DIN 38414-24: 04.98, VDI-guideline 3499, sheet 1: 03.90

\* recommended method



## Eluates and leachate

The analytical determination of inorganic substance concentrations in eluates and leachate shall be made in accordance with the analytical procedures listed in Table 6, the determination of organic substance concentrations in the leachate shall be made in accordance with the methods mentioned in Table 7.

In case other procedures are to be applied, for which reasons are indicated, proof shall be furnished that the results of these procedures are equivalent to or comparable with the results of the procedures indicated in Tables 6 and 7.

**Table 6**

### **Determination of the concentration of inorganic pollutants in eluates and leachate**

investigation parameter	procedural directions	method
As, Cd, Cr, Co, Cu, Mo, Ni, Pb, Sö, Se, Sn, Tl, Zn	ICP-AES (ICP-MS possible)	on the basis of DIN EN ISO 11885: 04.98*
arsenic (As), antimony (Sb)	hydride-AAS	DIN EN ISO 11969: 11.96
lead (Pb)	AAS	DIN 38406-6: 07.98
cadmium (Cd)	AAS	DIN EN ISO 5961: 05.95
chromium (Cr), total	AAS	DIN EN 1233: 08.96
chromium (Cr VI)	spectrophotometry ion chromatography	DIN 38405-24: 05.87 DIN EN ISO 10304: 11.97
cobalt (Co)	AAS	DIN 38406-24: 03.93
copper (Cu)	AAS	DIN 38406-7: 09.91
nickel (Ni)	AAS	DIN 38406-11: 09.91
mercury (Hg)	AAS vapor-compression technique	DIN EN 1483: 08.97
selenium (Se)	AAS	DIN 38405-23: 10.94
zinc (Zn)	AAS	DIN 38406-8: 10.80
cyanide (CN-), total	spectrophotometry	DIN 38405-13: 02.81 E DIN EN ISO 14403: 05.98
cyanide (CN-) easily set free	spectrophotometry	DIN 38405-13: 02.81
fluoride (F-)	fluoride-sensitive electrode ion-chromatography	DIN 38405-4: 07.85 DIN EN ISO 10304-1: 04.95

\*The determination limit shall be adapted to the examination target by suitable measures or suitable technical equipment

**Table 7**  
**Determination of the concentration of organic pollutants in the soil leachate**

investigation parameter	notes for the procedure	method
benzene	GC-FID	DIN 38407-9: 05.91*
BTEX	GC-FID matrix load must be observed	DIN 38407-9: 05.91
high-volatile halogenated hydrocarbons	GC-ECD	DIN EN ISO 10301: 08.97
aldrin	GC-ECD (GC-MS possible)	DIN 38407-2: 02.93
DDT	GC-ECD (GC-MS possible)	DIN 38407-2: 02.93
phenols	GC-ECD	ISO/DIS 8165-2: 01.97
chlorophenols	GC-ECD or GC-MS	ISO/DIS 8165-2: 01.97
chlorobenzenes	GC-ECD (GC-MS possible)	DIN 38407-2: 02.93
PCB, total	GC-ECD  GC-ECD or GC-MS	DIN EN ISO 6468: 02.97 DIN 51527-1: 05.87 DIN 38407-2: 07.98
PAH, total	HPLC-F	DIN 38407-8: 10.95
naphthalene	GC-FID or GC-MS	DIN 38407-9: 05.91
mineral oil hydrocarbons	extraction with petroleum ether, gas chromatographic quantification	according to ISO/TR 11046: 06.94

\* determination limit must be adapted

### 3.2 Investigation of soil gas

The investigation of soil gas shall be made according to VDI-guideline 3865, sheets 2 and 3.

### 3.3 Procedures for the assessment of substance input from suspected sites or suspected contaminated sites into the groundwater

The substance concentrations and substance loads in the leachate and the pollutant input into the groundwater in the transition area from the unsaturated to the water-saturated soil zone (site of assessment) can be estimated unless favorable circumstances allow representative sampling of leachate at the site of assessment.

This estimation can also be made approximately by use of mass transport models

- through conclusions or back calculations from investigations in the groundwater downflow in consideration of the substance concentration in the incoming groundwater flow, dilution, the

pollutant behavior in the unsaturated and saturated soil zone, as well as the pollutant stock in the soil

- on the basis of in-situ investigations or
- on the basis of material testing in the laboratory (elution, extraction), in case of inorganic substances in particular the elution with water, according to Table 2.

At the site of sampling, the substance concentration in the leachate can be

- equated approximately with the results of the soil saturation extract for inorganic pollutants; estimations in consideration of analytical results from Table 6 and other elution procedures (e.g. DIN 19730 or DIN 38414-4) are admissible provided the equivalence of the results is ensured in particular through reference of these results to the soil saturation extract; results according to DIN 38414-4: 10.84 can only be used when filtration was made in accordance with No. 3.1.2 of this Ordinance;
- ascertained, with procedures listed in Table 7, for organic substances from column tests of the drawn samples in consideration of the local conditions at the site of sampling, in particular in regard to the time of contact.

The analytical results of the investigation of leachate, groundwater, extracts and eluates, as well as of soil samples shall be indicated together with the respective investigation procedure. The estimation of leachate quality and leachate loads for the transition area from the unsaturated to the water-saturated zone which is based thereon shall be explained in detail and justified.

For the estimation, especially those procedures shall be applied which have been used successfully in practical cases. Expert comments shall be provided here in the particular case.

The following directions for application shall be observed in addition:

In the event that, in a particular case of a harmful soil change or a contaminated site, the access of acid leachates, the access of dissolving agents or a change in the redox potential is to be expected, suitable additional extraction procedures shall be applied.

When estimating the pollutant input in the transition area from the unsaturated to the water-saturated zone, the degradation and retention effect of the unsaturated zone must be considered in particular. The following criteria are of special significance here:

- depth of groundwater table
- soil type
- content of organic substance (humus content)
- pH-value



- rate of natural groundwater recharge /leachate rate
- mobility and degradability of the substances.

The influence of these factors on substance retention in the unsaturated zone is estimated on the basis of generally available scientific knowledge and experience for the respective location. Also the use of mass transport models may be expedient.

In case of direct sampling and investigation of leachate, the dynamics of the measured substance concentrations conditioned by the weather must be considered in the evaluation.

#### **4. Quality assurance**

##### **4.1 Sampling and storage of samples**

The determination of sampling places and sampling depths as well as the drawing of samples shall be handled by qualified personnel.

Sampling, transport and storage of samples must be made in such a way that an influence of working procedures and/or working materials as well as storage conditions on the chemical, physical and biological quality of the sample material is precluded as far as possible.

Sampling shall be documented. The documentation shall contain all the information relevant for the laboratory test and the evaluation of the examination results, in particular information on

- date of sampling, person drawing the sample
- location of the examined area and sampling points
- designation of the area
- sampling depth
- soil horizons, according to Pedological Mapping Guide, 4<sup>th</sup> edition, corrected reprint 1996
- index of layers
- withdrawal procedure
- former and present use of the area, previous knowledge of contaminations.

Existing standards, regulations of the Länder and technical rules concerning quality assurance must be observed.

##### **4.2 Pretreatment and analysis of samples**

Suitable internal and external quality assurance measures, in particular with respect to reproducibility (precision) and correctness of the investigation results shall be carried out, monitored and documented.

Internal quality assurance measures are in particular:

- the performance of independent multiple determinations
- the calibration of measuring and testing instruments
- the use of certified and/or lab-internal reference materials for quality control of reproducibility and correctness
- credibility control of the investigation results.

External quality assurance measures are in particular:

- the successful participation in investigations of comparison, in particular ring tests
- confirmation of competence according to DIN EN 45001:05.90.

The detection and determination limits pursuant to DIN 32645:05.94 shall be indicated for the investigation procedures applied. The determination procedure shall be selected so that, based on the determination limit, the exceeding and staying below the respective trigger, action and precaution values provided in Annex 2 can be evaluated for certain. The determination procedures applied shall be documented.

An uncertainty of measurement pursuant to DIN 1319-3: 05.96 and/or DIN 1319-4: 12.85 shall be indicated for the analytical result.

## 5. Index of abbreviations

### 5.1 Units of measure

1 ng (nanogram)	= $10^{-9}$ g	=	0.000 000 001 gram
1 g (microgram)	= $10^{-6}$ g	=	0.000 001 gram
1 mg (milligram)	= $10^{-3}$ g	=	0.001 gram
1 kg (kilogram)	= $10^3$ g	=	1,000 gram
1 m (micrometer)	= $10^{-6}$ m	=	0.000 001 meter
1 mm (millimeter)	= $10^{-3}$ m	=	0.001 meter
1 cm (centimeter)	= $10^{-2}$ m	=	0.01 meter

1 ha (Hektar) =  $10^4\text{m}^2$  = 10,000 square meters

°C - degree Celsius

## 5.2 Instrumental analysis

AAS	-	atomic absorption spectrometry
ET AAS	-	atomic absorption spectrometry with electrothermal excitation
ICP-AES	-	atomic emission spectrometry with inductively coupled plasma
GC	-	gas chromatography
HPLC	-	high-power liquid chromatography

### Detectors (GC, HPLC)

DAD	-	diode-array-detector
ECD	-	electron capture detector
FID	-	flame ionization detector
F	-	fluorescence detector
UV	-	ultraviolet detector
MS	-	mass spectrometer

## 5.3 Other abbreviations

TM	-	dry weight
I-TEq	-	international toxicity equivalents
PTFE	-	polytetrafluoroethylene

6 PCB-congeners (PCB<sub>6</sub>) according to Ballschmiter:

Nr. 28:	2,4,4'	trichlorobiphenyl
Nr. 52:	2,2',5,5'	tetrachlorobiphenyl
Nr. 101:	2,2',4,5,5'	pentachlorobiphenyl
Nr. 138:	2,2',3,4,4',5'	hexachlorobiphenyl
Nr. 153:	2,2',4,4',5,5'	hexachlorobiphenyl
Nr. 180:	2,2',3,4,4',5,5'	trichlorobiphenyl

16 PAH (EPA):

naphthalene  
acenaphthylene  
acenaphthene  
fluorene  
phenanthrene  
anthracene  
fluoranthene  
pyrene  
benz(a)anthracene  
chrysene  
benzo(b)fluoranthene  
benzo(k)fluoranthene  
benzo(a)pyrene  
dibenz(a,h)anthracene  
Indeno(1,2,3-cd)pyrene  
benzo(g,h,iperylene

## 6. Standards, technical regulations and other methods, sources of supply

### 6.1 Standards, technical regulations and other methods

E DIN ISO 10381-1: 02.96

Soil quality - sampling - part 1: guidance for the development of sampling programs (ISO/DIS 10381-1: 1995)

E DIN ISO 10381-2: 02.96

Soil quality - sampling - part 2: guidance for sampling procedures (ISO/DIS 10381-2: 1995)

E DIN ISO 10381-3: 02.96

Soil quality - sampling - part 3: guidance regarding safety (ISO/DIS 10381-3: 1995)

E DIN ISO 10381-4: 02.96

Soil quality - sampling - part 4: guidance for the proceeding in the investigation of natural, close-to-natural, and cultivated sites (ISO/DIS 10381-4: 1995)

E DIN ISO 10382: 02.98

Soil quality - gas chromatographic determination of the content of polychlorinated biphenyls (PCB) and organo-pesticides (OCP) (ISO/CD 10382: 1995)

DIN ISO 10390: 05.97

Soil quality - determination of the pH-value (ISO 10390: 1994)

DIN ISO 10694: 08.96

Soil quality - determination of organic carbon and total carbon after dry combustion (elementary analysis) (ISO 10694: 1995)

ISO/TR 11046: 06.94

Soil quality - determination of mineral oil content - by infrared spectrometry and gas chromatographic method

E DIN ISO 11047: 06.95

Soil quality - determination of cadmium, chromium, cobalt, copper, lead, manganese, nickel and zinc - by flame and electrothermal atomic absorption spectrometry method (ISO/DIS 11047)

E DIN ISO 11262: 06.94

Soil quality - determination of cyanides

E DIN ISO 11272: 01.94

Soil quality - determination of the dry bulk density (ISO/DIS 11272: 1992)

E DIN ISO 11277: 06.94

Soil quality - determination of the particle-size distribution in mineral soils - methods by screening and sedimentation after removal of soluble salts, organic substance and carbonates (ISO/DIS 11277: 1994)

DIN ISO 11464: 12.96

Soil quality - pretreatment of samples for physico-chemical examinations (ISO/DIS 11464: 1994)

DIN ISO 11465: 12.96

Soil quality - determination of the dry residue and the water content on the basis of the mass-gravimetric procedure (ISO 11465: 1993)

DIN ISO 11466: 06.97

Soil quality - extraction of trace elements soluble in aqua-regia (ISO/DIS 11466: 1995)

E DIN ISO 13877: 06.95

Soil quality - determination of polycyclic aromatic hydrocarbons (PAH) - high-power liquid chromatographic (HPLC) procedure (ISO/DIS 13877)

E DIN ISO 14154: 10.97

Soil quality - determination of selected chlorophenols in soils - gas chromatographic method (ISO/CD 14154: 1997)

E DIN ISO 14507: 02.96

Soil quality - pretreatment of samples for the determination of organic contaminations in soils (ISO/DIS 14507)

DIN 19730: 06.97

Soil quality - extraction of trace elements with ammonium nitrate solution

DIN 19731: 05.98

Soil quality - recovery of soil material

DIN 19734: 01.99

Soil quality - determination of chromium(VI) in phosphate-buffered solution

DIN 19682-2: 04.97

Soil investigation procedures in agricultural hydraulic engineering - field tests - part 2: determination of the soil type

DIN 19683-2: 04.97

Soil investigation procedures in agricultural hydraulic engineering - physical lab tests, determination of the grain size composition after pretreatment with sodium pyrophosphate

DIN 19683-12: 04.73

Soil investigation procedures in agricultural hydraulic engineering; physical lab tests, determination of the bulk density

DIN EN 1233: 08.96

Water quality - determination of chromium - by atomic absorption spectrometry method, German version, EN 1233: 1996

DIN EN ISO 5667-3: 04.96

Water quality - sampling - part 3: guidance for the preservation and handling of samples (ISO 5667-3: 1994); German version EN ISO 5667-3: 1995(A 21)

DIN EN ISO 5961: 05.95

Water quality - determination of cadmium by atomic absorption spectrometry method (ISO 5961: 1994); German version EN ISO 5961: 1995 (A 19)

DIN EN ISO 6468: 02.97

Water quality - determination of selected organo-insecticides, polychlorobiphenyls and chlorobenzenes; gas chromatographic method after liquid-liquid-extraction (ISO 6468: 1996); German version EN ISO 6468: 1996

ISO/DIS 8165-2: 01.97

Water quality - determination of selected monohydric phenols by derivatization and gas chromatography

DIN EN ISO 10301: 08.97

Water quality - determination of high-volatile halogenated hydrocarbons - gas chromatographic method (ISO10301: 1997); German version EN ISO 10301: 1997

DIN EN ISO 10304-1: 04.95

Water quality - determination of the dissolved anions fluoride, chloride, nitrite, orthophosphate, bromide, nitrate and sulphate by means of ion chromatography - part 1: procedure for slightly polluted waters (ISO 10304-1: 1992); German version EN ISO 10304-1: 1995 (D 19)

DIN EN ISO 10304-3: 11.97

Water quality - determination of the dissolved anions by means of ion chromatography - part 3: determination of chromate, iodide, sulphite, thiocyanate and thiosulphate (ISO 10304-3: 1997); German version EN ISO 10304-3: 1997 (D 22)

DIN EN ISO 11885: 04.98

Water quality - determination of 33 elements by inductively coupled plasma-atom-emission spectrometry (ISO 11885: 1996); German version EN ISO 11885: 1997

DIN EN ISO 11969: 11.96

Water quality - determination of arsenic - atomic absorption spectrometry (hydride process)

E DIN EN ISO 14403: 05.98

Water quality - determination of total cyanide and free cyanide with the continuous flow analysis (ISO/DIS 14403: 1998); German version EN ISO 14403: 1998

DIN 38405-4: 07.85

German standard procedure for the investigation of water, wastewater and sludge - anions (group D); determination of fluoride (D 4)

DIN 38405-13: 02.81

German standard procedure for the investigation of water, wastewater and sludge - anions (group D); determination of cyanides (D 13)

DIN 38405-23: 10.94

German standard procedure for the investigation of water, wastewater and sludge - anions (group D) - part 23; determination of selenium by way of atomic absorption spectrometry (AAS) (D 23)



DIN 38405-24: 05.87

German standard procedure for the investigation of water, wastewater and sludge - anions (group D) - part 24: photometric determination of chromium(VI) by means of 1,5-diphenyl carbazide (D 24)

DIN 38406-6: 07.98

German standard procedure for the investigation of water, wastewater and sludge - cations (group E) - determination of lead by way of atomic absorption spectrometry (AAS)(E 6)

DIN 38406-7: 09.91

German standard procedure for the investigation of water, wastewater and sludge; cations (group E); determination of copper by way of atomic absorption spectrometry (AAS)(E 7)

DIN 38406-8: 10.80

German standard procedure for the investigation of water, wastewater and sludge; cations (group E); determination of zinc (E 8)

DIN 38406-11: 09.91

German standard procedure for the investigation of water, wastewater and sludge - cations (group E); determination of nickel by way of atomic absorption spectrometry (AAS)(E 11)

DIN 38406-24: 03.93

German standard procedure for the investigation of water, wastewater and sludge - cations (group E); determination of cobalt by way of atomic absorption spectrometry (AAS)(E 24)

DIN 38407-2: 02.93

German standard procedure for the investigation of water, wastewater and sludge; jointly detectable substance groups (group F); gas chromatographic determination of nonvolatile halogenated hydrocarbons (F 2)

DIN 38407-3: 07.98

German standard procedure for the investigation of water, wastewater and sludge; jointly detectable substance groups (group F); part 3: gas chromatographic determination of polychlorinated biphenyls (F 3)

DIN 38407-8: 10.95

German standard procedure for the investigation of water, wastewater and sludge; jointly detectable substance groups (group F); determination of 6 polycyclic aromatic hydrocarbons (PAH) in water by means of high-power liquid chromatography (HPLC) with fluorescence detection (F 8)

DIN 38407-9: 05.91

German standard procedure for the investigation of water, wastewater and sludge; jointly detectable substance groups (group F); determination of benzene and some derivatives by means of gas chromatography (F 9)

DIN 38414-2: 11.85

German standard procedure for the investigation of water, wastewater and sludge; sludge and sediments (group S); determination of the water content and the dry residue or the dry weight (S 2)

DIN 38414-4: 10.84

German standard procedure for the investigation of water, wastewater and sludge; sludge and sediments (group S); determination of the elutability with water (S 4)

DIN 38414-20: 01.96

German standard procedure for the investigation of water, wastewater and sludge - sludge and sediments (group S)- part 20: determination of 6 polychlorinated biphenyls (PCB) (S 20)

DIN 38414-24: 04.98

German standard procedure for the investigation of water, wastewater and sludge - sludge and sediments (group S) - part 24: determination of polychlorinated dibenzodioxins (PCDD) and polychlorinated dibenzofurans (PCDF) (S 24)

DIN EN 1483: 08.97

Water analysis - determination of mercury; German version EN 1483: 1997 (E 12)

DIN 32645: 05.94

Chemical analysis - limit of detection and determination - assessment under repetitive conditions - definitions, procedures, evaluation

DIN 1319-3: 05.96

Fundamentals of measuring practice- part 3: evaluation of the measurements of one measured variable, uncertainty in measurement

DIN 13194: 12.85

Fundamentals of measuring practice: treatment or uncertainties in the evaluation of measurements

DIN EN 45001: 05.90

General criteria for the operation of test laboratories; identical with EN 45001: 1989

DIN 4021: 10.90

Foundation soil - exploration by way of digging and boring as well as withdrawal of samples

DIN 18123: 11.96

Foundation soil - examination of soil samples - determination of the grain size distribution

DIN EN 932-1: 11.96

Test procedure for general characteristics of rock grains - part 1: sampling procedure; German version EN 932-1: 1996

DIN 52101: 03.88

Testing natural stone and rock grains - sampling

DIN 51527-1: 05.87

Testing mineral oil products; determination of polychlorinated biphenyls (PCB) - liquid chromatographic pre-separation and determination of 6 selected PCB by means of gas chromatograph with electron-capture-detector (ECD)

ZH 1/183: 04.97

Safety and health protection rules for work in contaminated areas, Main Federation of Trade Cooperative Associations - Technical Committee Civil Engineering, edition April 1997

VDI-guideline 3865: Measuring organic soil contaminations

- sheet 1: Measuring high-volatile halogenated hydrocarbons, measurement plan for soil gas-testing procedures (Oct 1992)

- sheet 2: techniques for the active withdrawal of soil gas samples (January 1998)

- sheet 3: Measuring organic soil contaminations; gas chromatographic determination of low-boiling organic compounds in soil gas after enrichment on activated coal or XAD-4 and desorption with organic solvents (draft November 1996);

VDI-guideline 3499, sheet 1: Measuring emissions - measuring residual matters, measuring polychlorinated dibenzodioxins and -furans in clean and raw gas from firing plants with the dilution method, determination in filter dust, boiler ash and in slags. VDI-manual Air Pollution Control, vol. 5 (draft March 1990)

Working Group Pedology of the Geological Land Offices and the Federal Institute for Geosciences and Raw Materials (1994): Pedological Mapping Guide - 4<sup>th</sup> edition, corrected reprint Hannover 1996, E.Schweizerbart'sche Verlagsbuchhandlung Stuttgart

Land Office for Environmental Protection of North Rhine-Westphalia (LUA NRW): determination of polycyclic aromatic hydrocarbons (PAH) in soil samples, pamphlets LUA NRW No. 1, Essen 1994

Hessen Land Office for Environmental Protection (LfU HE): determination of polycyclic aromatic hydrocarbons (PAH) in solids from the contaminated sites sector. Manual Altlasten vol. 7, Wiesbaden 1998

Association of German Agricultural Testing and Research Institutions (VDLUFA): book of methods, vol. VII Environmental Analyses, VDLUFA-Verlag Darmstadt 1998

## 6.2 Sources of Supply

The standards, technical regulations and other provisions on methods can be purchased from:

- a) DIN and ISO standards and draft standards, VDI-guidelines -  
DIN- und ISO-Normen und Normenentwürfe, VDI-Richtlinien: Beuth-Verlag GmbH, 10772 Berlin
- b) Pedological mapping guide -  
Bodenkundliche Kartieranleitung: E. Schweizerbart'sche Verlagsbuchhandlung, 70176 Stuttgart
- c) VDLUFA-book of methods (Methodenbuch): VDLUFA-Verlag, 64293 Darmstadt
- d) Pamphlet (Merkblatt) LUA NRW: Landesumweltamt NRW, 45023 Essen
- e) Manual (Handbuch) Altlasten LfU HE: Hessische Landesanstalt für Umwelt, 65022 Wiesbaden
- f) ZH 1/183: Main Federation of Trade Cooperative Associations - Technical Committee Civil Engineering  
Hauptverband der gewerblichen Berufsgenossenschaften, Fachausschuß Tiefbau, 81241 München

## Action, Trigger and Precaution Values

### 1. Pathway soil - human being (direct contact)

#### 1.1 Definition of uses

##### a) Playgrounds

Places for children that are generally used for playing, without the playing sand in sandboxes. Officially identified playgrounds shall, if applicable, be evaluated on the basis of the standards applied in the field of public health.

##### b) Residential areas

Areas serving housing purposes, including back gardens or other gardens of similar use, also as far as they are not represented or specified under planning law within the meaning of the Building Use Ordinance, except for parks and recreational facilities, playgrounds, as well as paved traffic surfaces.

##### c) Parks and recreational facilities

Facilities serving social, health and sports purposes, in particular public and private green areas as well as unpaved areas that are regularly accessible and used in a comparable way.

##### d) Industrial and commercial real properties

Unpaved areas of places of work and manufacturing plants that are used only during workhours.

1.2 Action values pursuant to § 8 paragraph 1 sentence 2 No. 2 Federal Soil Protection Law for the direct intake of dioxins/furanes at playgrounds, in residential areas, parks and recreational facilities, and industrial and commercial real properties (in ng/kg dry weight, fine soil, analysis according to Annex 1).

	action values [ng I-TEq/kg TM]*)			
substance	playground s	residential areas	parks and recreational facilities	industrial and commercial real properties
dioxins/furanes				

(PCDD/F)	100	1,000	1,000	10,000
----------	-----	-------	-------	--------

\*) sum of the 2,3,7,8-TCDD-toxicity equivalents (according to NATO/CCMS).

### 1.3 Application of the Action Values

In the event of dioxin-containing lye-residues from copper slate, the action values shall, due to the low resorption in the human organism, be applied not directly to protect human health but rather to ward off danger for a long time.

### 1.4 Trigger values pursuant to § 8 paragraph 1 sentence 2 No. 1 Federal Soil Protection Law for the direct intake of pollutants at playgrounds, in residential areas, parks and recreational facilities, and industrial and commercial real properties (in mg/kg dry weight, fine soil, analysis according to Annex 1)

substance	trigger values [mg/kg TM]			
	playground s	residential areas	parks and recreational facilities	industrial and commercial real properties
arsenic	25	50	125	140
lead	200	400	1,000	2,000
cadmium	10 <sup>1)</sup>	20 <sup>1)</sup>	50	60
cyanide	50	50	50	100
chromium	200	400	1,000	1,000
nickel	70	140	350	900
mercury	10	20	50	80
aldrin	2	4	10	--
benzo(a)pyrene	2	4	10	12
DDT	40	80	200	--
hexachlorobenzene	4	8	20	200
hexachlorocyclo- hexane (HCH-mix or -HCH)	5	10	25	400
pentachlorophenol	50	100	250	250
polychlorinated biphenyls (PCP <sub>6</sub> ) <sup>2)</sup>	0.4	0.8	2	40

1) in back gardens and small gardens where children stay and food plants are grown, trigger value 2.0 mg/kg TM shall

be applied for cadmium.

2) as far as PCB-total contents are determined, the measured values shall be divided by a factor of 5.

## 2. Pathway soil – food plant

### 2.1 Definition of uses

a) Agriculture

areas for the cultivation of varying field crops, including vegetables and field food plants;  
this also includes areas used for commercial gardening

b) Vegetable garden

back garden, small garden and other garden areas used for growing food plants

c) Grassland

permanent green areas

2.2 Trigger and action values pursuant to § 8 paragraph 1 sentence 2 No. 1 Federal Soil Protection Law for the pollutant transition soil – food plant on agricultural areas and in vegetable gardens with regard to the plant quality (in mg/kg dry weight, fine soil, analysis according to Annex 1)

substance	agriculture, vegetable garden		
	method <sup>1)</sup>	trigger value	action value
arsenic	KW	200 <sup>2)</sup>	--
cadmium	AN	--	0.04/0.1 <sup>3)</sup>
lead	AN	0.1	--
mercury	KW	5	
thallium	AN	0.1	--
benzo(a)pyrene	--	1	--

1) extraction process for arsenic and heavy metals: AN - ammonium nitrate, KW = aqua regia (Königswasser)

2) In case of soils with occasionally decreasing conditions, a trigger value of 50 mg/kg dry weight shall be applied

3) On areas that are used for growing bread wheat or strongly cadmium-accumulating vegetables, an action value of 0.04 mg/kg dry weight shall be applied; otherwise, the action value is 0.1 mg/kg dry weight

2.3 Action values pursuant to § 8 paragraph 1 sentence 2 No. 2 Federal Soil Protection Law for the pollutant transition soil – food plant on grassland areas with regard to the plant quality (in mg/kg dry weight, fine soil, arsenic and heavy metals in aqua regia-extract, analysis according to Annex 1)

	grassland
--	-----------

substance	action value
arsenic	50
lead	1,200
cadmium	20
copper	1,300 <sup>1)</sup>
nickel	1,900
mercury	2
thallium	15
polychlorinated biphenyls (PCB <sub>6</sub> )	0.2

1) In case sheep are kept on grassland, an action value of 200 mg/kg dry weight shall be applied.

2.4 Trigger values pursuant to § 8 paragraph 1 sentence 2 No. 1 Federal Soil Protection Law for the pollutant transition soil food plant on agricultural areas with regard to growth impairments of cultivated plants (in mg/kg dry weight, fine soil, in ammonium nitrate-extract, analysis according to Annex 1)

	agriculture
substance	trigger value
arsenic	0.4
copper	1
nickel	1.5
zinc	2

## 2.5 Application of the trigger and action values

The trigger and action values shall be applied in the assessment of pollutant contents at soil depths ranging from 0 to 30 cm for agricultural areas and in vegetable gardens, as well as soil depths ranging from 0 to 10 cm for grassland according to Annex 1 No. 2.1 table 1. For bigger soil depths mentioned in Annex 1 No. 2.1 table 1, the values must be multiplied by a factor of 1.5.

## 3. Pathway soil - groundwater

3.1 Trigger values for the assessment of the pathway soil - groundwater pursuant to § 8 paragraph 1 sentence 2 No. 1 Federal Soil Protection Law (in g/l, analysis according to Annex 1)

inorganic substances	trigger value [ g/l]
antimony	10
arsenic	10
lead	25
cadmium	5
chromium, total	50
chromate	8
cobalt	50



copper	50
molybdenum	50
nickel	50
mercury	1
selenium	10
zinc	500
tin	40
cyanide, total	50
cyanide, easily set free	10
fluoride	750

organic substances	trigger value [ g/l]
mineral oil hydrocarbons <sup>1)</sup>	200
BTEX <sup>2)</sup>	20
benzene	1
high-volatile halogenated hydrocarbons <sup>3)</sup>	10
aldrin	0.1
DDT	0.1
phenols	20
PCB, total <sup>4)</sup>	0.05
PAH, total <sup>5)</sup>	0.20
naphthalene	2

1) n-alkanes (C10 C39), isoalkanes, cycloalkanes and aromatic hydrocarbons

2) high-volatile aromatic hydrocarbons (benzene, toluol, xylols, ethylbenzene, styrene, cumene)

3) high-volatile halogenated hydrocarbons (sum of the halogenated C1 and C2 hydrocarbons)

4) PCB, total: sum of the polychlorinated biphenyls; as a rule, determination by way of the 6 congeners according to

Ballschmitter pursuant to Used Oil Ordinance (DIN 51527) multiplied by a factor of 5; if applicable, for example in

case of a known substance spectrum, simple formation of the sum of all relevant individual substances (DIN 38407-

3-2 or 3-3).

5) PAH, total: sum of the polycyclic aromatic hydrocarbons without naphthalene and methylnaphthalene; as a rule,

determination by way of the sum of 15 individual substances according to the list of the US Environmental

Protection Agency (EPA) without naphthalene; if applicable, in consideration of other relevant PAH (e.g. quinolene).

### 3.2 Application of the trigger values

- The trigger values shall be applied to the transition area from the unsaturated to the water-saturated soil zone (site of assessment). The site of soil sampling is not necessarily identical with the site of assessment for the groundwater.

- In the evaluation as to whether it can be expected that the trigger values for leachate are exceeded at the site of assessment, the changes in the pollutant concentrations in the leachate when passing through the unsaturated soil zone as well as the depths of the groundwater table and their variations shall be considered.
- In case of former waste deposits, it is generally not expedient to estimate the pollutant concentrations in the leachate by way of material tests because of inhomogeneities of the deposited wastes. This applies accordingly to former industrial sites with especially uneven pollutant distribution. In these cases, the pollutant concentrations in the leachate can be estimated by drawing conclusions or calculating back from downflow measurements in the groundwater by giving special consideration to the substance concentration in the oncoming flow.
- As far as the pollutant concentrations in the leachate can be measured directly, soil sampling shall, as far as possible, be made at the site of assessment for the groundwater.
- As far as harmful soil changes and contaminated sites are located in the water-saturated soil zone, they shall be evaluated with regard to a danger for the groundwater in accordance with the provisions of water law.
- The geogenic background situation of the respective groundwater region shall be considered when trigger values are applied.

**4. Precaution values for soils** pursuant to § 8 paragraph 2 No. 1 Federal Soil Protection Law (analysis according to Annex 1)

4.1 Precaution values for metals  
(in mg/kg dry weight, fine soil, aqua regia-decomposition)

soils	cadmium	lead	chromium	copper	mercury	nickel	zinc
soil type clay	1.5	100	100	60	1	70	200
soil type loam/silt	1	70	60	40	0.5	50	150
soil type sand	0.4	40	30	20	0.1	15	60
soils with naturally increased and large-area settlement-related increased background contents	safe, as far as the release of pollutants or additional inputs pursuant to § 9 paragraphs 2 and 3 of this Ordinance do not give reason to expect any adverse impacts on the soil functions						

4.2 Precaution values for organic substances  
(in mg/kg dry weight, fine soil)

soils	polychlorinated	benzo(a)pyrene	polycyclic aromatic
-------	-----------------	----------------	---------------------

	biphenyls (PCB <sub>6</sub> )		hydrocarbons (PAH <sub>16</sub> )
humus content > 8 %	0.1	1	10
humus content ≤ 8 %	0.05	0.3	3

#### 4.3 Application of the precaution values

- The precaution values are differentiated by the main soil types pursuant to the Pedological Mapping Guide, 4<sup>th</sup> edition, corrected reprint 1996; they consider the precautionary protection of the soil functions in case of sensitive uses. Agricultural soil use is governed by § 17 paragraph 1 Federal Soil Protection Law.
- Highly silty sands shall be evaluated according to soil type loam/silt
- For the precaution values of table 4.1, the acid content of the soils shall be considered as follows:
  - for soils of soil type clay with a pH-value of < 6.0, the precaution values of soil type loam/silt shall be applied to cadmium, nickel and zinc.
  - for soils of soil type loam/silt with a pH-value of < 6.0, the precaution values of soil type sand shall be applied to cadmium, nickel and zinc. § 4 paragraph 8 sentence 2 of the Sewage Sludge Ordinance of 15 April 1992 (BGBl. I p. 912), last amended by the Ordinance of 6 March 1997 (BGBl. I p. 448) remains unaffected.
  - for soils with a pH-value of < 5.0, the precaution values for lead shall be reduced according to the first two points.
- The precaution values of table 4.1 shall not be applied to soils and soil horizons with a humus content exceeding 8 %. If applicable, the competent authorities can make region-specific determinations for these soils.

#### 5. Admissible additional annual pollutant loads through all pathways pursuant to § 8 paragraph 2 No. 2 Federal Soil Protection Law (in gram per hectare)

element	load [g/ha a]
lead	400
cadmium	6
chromium	300
copper	360
nickel	100
mercury	1.5
zinc	1,200

## Requirements in Respect of Investigations for Remediation and the Remediation Plan

### 1. Investigations for remediation

Investigations for remediation in case of contaminated sites serve to ascertain the measures that are suitable, necessary and appropriate for the fulfilment of duties specified in § 4 paragraph 3 Federal Soil Protection Law. Measures that qualify shall be represented, by taking into consideration combinations of measures and necessary accompanying measures.

The study shall include in particular

- the suitability of methods with respect to pollutant, soil, material and location
- the technical feasibility
- the time requirement
- the effectiveness with regard to the remediation objective
- a cost estimate as well as the proportion of costs and effectiveness
- the impacts on the parties concerned within the meaning of § 12 sentence 1 Federal Soil Protection Law and on the environment
- the requirement of licenses
- the generation, recovery and disposal of waste
- industrial safety
- duration of the effect of the measures and possibilities for monitoring them
- the requirements of aftercare and
- the possibilities for subsequent improvement.

The study shall be conducted by making use of available data, in particular from investigations pursuant to § 3 of this Ordinance, as well as on the basis of other reliable findings. As far as this information does not suffice, especially to allow the reliable definition of polluted areas or to assess the suitability of remediation methods in a particular case, supplementary investigations shall be conducted to verify the suitability of a method.

The results of the study and the concept of measures to be preferred in view of these results shall be presented.

## 2. Remediation Plan

A remediation plan shall contain the information listed below under Nos. 1 thru 5 as well as the information and documents necessary for declaring it binding pursuant to § 13 paragraph 6 Federal Soil Protection Law.

1. Statement of the initial situation, in particular with regard to
  - the local conditions (among others, geological, hydrogeological situation; current use admissible under planning law)
  - the hazard situation (summary of the investigations pursuant to § 3 of this Ordinance in regard to pollutant inventory by type, amount and distribution, affected pathways, resources and needs requiring protection)
  - the remediation objectives
  - the decisions taken by authorities and the public-law contracts entered into, in particular also in regard to the concept of measures which will have an effect on the fulfilment of obligations pursuant to § 4 Federal Soil Protection Law, and
  - the results of the investigations for remediation.
  
2. Description in text and drawing of the measures to be carried out and furnishing proof of their suitability, in particular with regard to
  - the area of impact of the contaminated site and the areas that will be needed for the planned measures
  - the area covered by the remediation plan
  - the elements and the course of the remediation with regard to
    - o the construction schedule
    - o earthwork (in particular excavation, separation, re-placing, moving around in the area of the remediation plan)
    - o demolition work
    - o intermediate storage of soil material and other materials
    - o waste disposal in case facilities are in operation
    - o the use of soils and the deposition of waste at landfills and
    - o industrial safety and immission control measures
  - specific technical calculations regarding
    - o on-site soil treatment facilities
    - o in-situ measures
    - o facilities for the collection and treatment of landfill gas or soil gas

- groundwater treatment facilities
  - facilities and measures for the collection and treatment particularly of leachate
  - the amounts to be treated and the transport routes in case of soil treatment at off-site facilities
  - the technical planning of stabilizing measures and accompanying measures, in particular of
    - surface, vertical and base sealings
    - surface covering layers
    - intermediate storage and/or holding sites
    - accompanying passive pneumatic, hydraulic or other measures (e.g. drainage of the construction field, drainage of the excavated material, encasement, exhaust air interception and treatment) and
  - requirement of official licenses for the measures to be performed.
3. Description of the internal control measures to check the correct execution and effectiveness of the planned measures, in particular
- the monitoring concept with regard to
    - soil management in case of excavation, separation and re-placing
    - soil and groundwater treatment, degassing or soil gas extraction
    - industrial safety and immission control
    - the accompanying sampling and analysis and
  - the investigation concept for materials and construction components in case of the building of structures.
4. Description of the internal control measures within the scope of aftercare including monitoring, in particular with regard to
- the requirement and design of facilities or installations for the collection and treatment of groundwater, leachate, surface water, soil gas or landfill gas which shall be operated for a long period of time, as well as requirements in respect of their monitoring and maintenance
  - the measures of surveillance (e.g. measuring stations) and
  - function control with regard to the adherence to remediation requirements and maintenance of stabilizing structures or facilities
5. Description of time schedule and costs.

**Requirements in Respect of the Investigation and Evaluation  
of Areas in Case of Which There is Suspicion of a Harmful Soil Change  
Resulting from Soil Erosion by Water**

**1. Application**

This Annex shall be applied pursuant to § 8 when investigating areas in case of which there is suspicion of a harmful soil change resulting from soil erosion by water.

**2. Investigation and evaluation**

In case of indications for the existence of a harmful soil change resulting from soil erosion by water, it shall first be examined

- a) whether considerable amounts of soil material were washed out of the erosion area and
- b) from which erosion areas the washed-off soil originates and what were the causes of the erosion.

Clues for identifying the erosion area are in particular clearly noticeable points of transition of soil material from the erosion area to areas located outside the erosion area and affected by the soil material. Further clues are the existence of clearly visible erosion forms on the erosion area. For the investigation according to letter a., it may be necessary to estimate the amount of soil washed off a suspected site during one erosion occurrence or as a consequence of erosion occurrences that took place at an interval of a few weeks at the most. This can be done by means of the “Mapping Guide for the Identification of Current Erosion Forms” (DVWK 1996).

For the assessment of the probability of a re-occurrence of soil erosions pursuant to § 8 paragraph 1, the statistical evaluations of precipitation recordings taken by the German Weather Service in a specific area over many years shall be consulted in particular. Also erosion prognosis models may be resorted to, as far as it can be proven that they are suited to assess, with sufficient accuracy, the soil amounts washed off the erosion areas during specific erosion occurrences.

The prerequisites for the expectation of further soil erosion pursuant to § 8 paragraph 1 No. 2 are normally fulfilled when considerable amounts of soil material were washed out of the same erosion area at least on one other occasion during the past ten years.





## B. Réglementation et application concrète aux Pays-Bas

### *Les grandes lignes*

La pollution des sols aux Pays-Bas est un sujet directement pris en charge par le ministère de l'Environnement, relayé au niveau local par les assemblées provinciales et les mairies des villes de La Haye, Utrecht, Amsterdam et Rotterdam, qui ont une position identique aux Provinces en termes de décision dans ce domaine.

Au début des années 80, de nombreux assainissements ont eu lieu. Puis le mouvement s'est ralenti. Les Pays-Bas souhaiteraient avoir résolu le problème des sols pollués d'ici 2025, mais les experts ne savent pas encore exactement combien de zones il faudra traiter. Le gouvernement s'est par ailleurs fixé en 1997 deux objectifs : disposer d'ici 2005 d'un recensement précis des sites pollués et arriver à une gestion des sols concertée avec les différentes parties.

Le pays dépense actuellement près de 3 milliards de francs par an pour la dépollution des sols. Un tiers des dépenses est pris en charge par le secteur privé, un tiers par le gouvernement dans le cadre de sa politique environnementale, et un tiers par d'autres parties, dont les Provinces et les mairies.

Pendant plusieurs années, les Pays-Bas visaient une dépollution totale des sols les ramenant à un état permettant tous les usages. Les seules solutions possibles étaient alors l'assainissement total, avec excavation, ou le confinement de la pollution avec contrôle et surveillance.

Aujourd'hui, les objectifs politiques ont changé, et le pays teste depuis trois ans une approche plus pragmatique et moins coûteuse, prenant en compte au cas par cas l'usage prévu pour le sol à dépolluer. Cette approche, grâce à la réduction des coûts, devrait permettre de dépolluer un plus grand nombre de sites dans les prochaines décennies.

### *VLe contexte néerlandais*

Dans un pays aussi petit et aussi dense que les Pays-Bas, la protection des sols joue un rôle important dans la politique environnementale du gouvernement. En effet, une part non

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Pays-Bas*

négligeable du sol néerlandais est actuellement pollué et ce de manière très diversifiée. Le ministère de l'Environnement a estimé qu'environ 60 000 sites ont un besoin urgent de dépollution - le nombre total de sites potentiellement pollués étant estimé à près de 120 000.

Le Gouvernement, qui dispose d'une Direction des sols au sein du VROM (Ministère de l'Aménagement du territoire, du Logement et de l'Environnement) pour s'occuper de ce problème, a formulé deux priorités. Tout d'abord la prévention des nouvelles pollutions, puis l'élimination des pollutions connues.

***V Les alertes historiques***

Plusieurs cas de pollution des sols ont fait les grands titres des journaux dans le pays : Lekkerkerk, Volgermeerpolder, Griftpark et Kralingen sont autant d'affaires qui ont fait prendre conscience d'un problème plus vaste. Les centres villes sont souvent bâtis sur les déchets urbains qui se sont accumulés pendant des siècles : déchets domestiques, restes de maisons démolies, et déchets de petites industries (tanneries, usines de peinture). En dehors des villes, les sites des anciennes usines de fabrication de gaz sont également pollués. D'autres pollutions proviennent des stations services et de fuites dans les stockages souterrains d'huiles et de pétrole. Une importante préoccupation au niveau national est la pollution des sédiments aquatiques provenant des cours d'eau, qui pose un problème de coopération entre plusieurs pays pour arriver à une solution (par exemple, pour la pollution des eaux du Rhin).

L'introduction de réglementations dans les années 80 a permis des progrès significatifs, par exemple dans l'obligation d'avoir un sol imperméable pour les stations service et les casses de voiture, d'enlever les réservoirs souterrains abandonnés, et au niveau des accords concernant le traitement des terrains pollués. La loi générale sur la protection des sols ("Soil Protection Act") date du 3 juillet 1986 et est entrée en application en 1987. En 1994, cette loi s'est étendue à la réhabilitation des sols. Elle a été mise à jour régulièrement et une version officielle en anglais, valable au 1er décembre 1998, est aujourd'hui disponible (voir annexes).

La loi de 1987 institue en particulier une obligation d'évaluation de la situation de pollution lors de la vente de terrains.

***V Valeurs guides et démarches pour l'assainissement***

Les valeurs guides (valeurs cibles, d'intervention et intermédiaires) sont un important instrument de la politique néerlandaise dans le traitement des sols pollués. Des valeurs cibles et d'intervention ont été définies pour environ une centaine de substances, tant pour les sols que pour les eaux souterraines. Si les valeurs cibles ne sont pas dépassées, le sol est considéré comme propre ou multifonctionnel.

Contrairement à d'autres pays, les valeurs chiffrées fixées par les Pays-Bas pour les différents polluants ne tiennent pas compte des usages du terrain. Les risques réels sur un site donné doivent être déterminés pour chaque situation en fonction du sol, de l'usage du sol, des caractéristiques des constructions et infrastructures et, en final, du comportement humain.

#### ***Les organismes chargés de gérer les sols pollués***

Les activités d'assainissement sont placées sous le contrôle de l'Etat hollandais et sont gérées principalement par les collectivités locales. Les pollueurs doivent, avant de commencer le nettoyage des sols, fournir un rapport sur l'évaluation des risques et la technique d'assainissement utilisée. Puis obtenir un certificat de fin de nettoyage auprès des instances responsables.

Le ministère de l'Environnement travaille actuellement à l'élaboration d'une carte de la qualité des sols, bilan de la pollution à l'échelle nationale, qui devrait être achevée d'ici 2005. Ce bilan traite de l'évaluation des risques au niveau des sols et des nappes phréatiques à partir des concentrations d'environ 100 composés, dont les composés organiques volatils, et classe la pollution en 3 niveaux.

### ***La Loi sur la protection des sols***

#### **■ Contenu de la loi**

La Loi sur la protection des sols (*WBB, Wet bodembescherming*) offre un cadre légal, mais ne contient aucune norme et aucune obligation (voir sommaire en encadré). C'est dans ce cadre que s'inscrivent différentes règles qui peuvent être décrétées par voie de Règlement d'administration publique par exemple.

L'article 13 de la Loi sur la protection des sols désigne la personne responsable et lui donne obligation de prendre les mesures nécessaires à ses propres frais : « Toute personne commettant sur ou dans le sol les actes mentionnés aux articles 6 à 11 inclus, et qui est consciente ou peut raisonnablement se douter que de tels actes sont susceptibles de polluer ou dégrader le sol, est tenue de prendre toute mesure qui peut être raisonnablement requise d'elle pour prévenir la pollution ou la dégradation du sol ou, dans le cas où une pollution ou dégradation se produit, d'engager des actions d'assainissement et de limiter et éliminer autant que possible la dégradation ou ses conséquences directes. Si la pollution ou la dégradation est le résultat d'un événement exceptionnel, des mesures doivent être prises sur-le-champ. »

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Pays-Bas*

**Loi sur la protection des sols (Soil Protection Act)**

**Sommaire**

Chapitre I. Généralités	Article 1
Chap. II. Comité technique de protection des sols	Articles 2-5e
Chap. III. Dispositions générales pour la protection du sol	Articles 6-20
Chap. IV. Dispositions générales dans les cas de pollution des sols	
§1. Généralités	Articles 21-29
§2. Pouvoirs en cas de pollution ou dégradation grave du sol suite à un événement exceptionnel	Articles 30-35
§3. Dépollution	Articles 36-55
§4. Achat obligatoire par les municipalités en cas de sites gravement pollués	Articles 56-63
§5. Réglementations spéciales s'appliquant à la dépollution des sédiments aquatiques	
§5.1. Eaux sous contrôle gouvernemental centralisé	Articles 63a-c
§5.2. Eaux sous contrôle régional	Articles 63d-h
§5.3. Dispositions spéciales pour le dragage d'entretien	Articles 63i-j
§5.4. Autres dispositions	Articles 63k-l
Chap. V. Dérogations et exemptions	Articles 64-68
Chap. VI. Enquêtes dans l'intérêt de la protection du sol	Articles 69-72
Chap. VII. Dispositions financières	
§1. Dommages et intérêts	Articles 73-74
§2. Coûts de dépollution	Articles 75-86
§3. Taxes	Article 86a
Chap. VIII. Appel auprès du Tribunal Administratif	Article 87
Chap. IX. Autres dispositions	Articles 88-94
Chap. X. Mise en application	Article 95
Chap. XI. Dispositions transitoires et finales	Articles 96-106

*Texte intégral en annexe  
(version anglaise)*

Le principe d'une pollution "aussi faible que possible" et l'utilisation des meilleures techniques disponibles sont le cadre de référence aujourd'hui. En pratique, il est rarement faisable de contrôler ou prévenir toutes les émissions vers les sols. Aussi la loi prévoit-elle que les émissions et la pollution des sols qui en résulte peuvent être tolérées tant que la qualité des sols n'est pas diminuée et que leur multifonctionnalité n'est pas menacée.

Pour la mise en œuvre de cette réglementation, des valeurs de référence, appelées aussi valeurs cibles (target values), sont utilisées. Aussi longtemps que les valeurs mesurées dans les sols sont inférieures aux valeurs cibles, le sol est considéré comme multifonctionnel, ou adapté à tous types d'usages, sans avoir à tenir compte de sa composition naturelle.

***V Responsabilité de l'assainissement***

L'article 43 de la Loi sur la protection des sols précise dans quel cadre la Province peut sommer la personne responsable de conduire une évaluation ou de prendre des mesures d'urgence (voir encadré). Il peut s'agir du pollueur, du propriétaire ou du locataire du terrain pour une longue durée.

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Pays-Bas*

**Article 43 de la Loi sur la protection des sols**

1. Le cadre administratif de Province peut, en ce qui concerne le territoire sur lequel se trouve la pollution ou se produisent les conséquences directes de celle-ci :
  - a) sur un site à examiner, ordonner une évaluation du site selon une méthode prescrite,
  - b) sur un site gravement pollué, ordonner que des mesures temporaires soient prises

Les ordres mentionnés dans la première phrase peuvent inclure l'ordre d'obtenir la recommandation du service compétent pour l'assainissement du sol pollué. A moins que l'urgence de la situation dicte une autre conduite, le cadre administratif de Province ne donnera aucun ordre d'excavation du sol pollué avant d'avoir pris note de la recommandation du service compétent pour l'assainissement dudit sol.
2. Les ordres mentionnés au paragraphe 1 ne peuvent être donnés qu'à la personne qui détient des droits réels ou personnels sur ladite propriété et, en même temps, l'utilise ou l'a utilisée pour des activités industrielles et commerciales.
3. Le cadre administratif de Province peut aussi ordonner à :
  - a) la personne dont les actes ont conduit à considérer le site comme à examiner ou comme gravement pollué, ou
  - b) le propriétaire ou le locataire de longue durée de la propriété sur laquelle se trouve la pollution ou se produisent les conséquences de celle-ci, à effectuer une évaluation du site selon une méthode prescrite ou, dans le cas d'une pollution grave d'effectuer des études d'assainissement ou de mener une action d'assainissement.
4. L'ordre de mener des actions d'assainissement mentionné au paragraphe 3 peut également exiger que des mesures de précaution soient prises d'urgence ou qu'un plan d'assainissement soit établi.
5. L'ordre de mener des actions d'assainissement mentionné au paragraphe 3 peut ne pas être donné si le site pollué considéré :
  - a) a été assaini conformément à l'article 38, première sous-section, ou
  - b) des mesures telles que mentionnées à l'article 38, paragraphe 3, ont été prises.

Enfin, l'article 46 précise dans quels cas la personne normalement responsable de l'assainissement ou de la mise en sécurité peut échapper à l'ordre de dépolluer ou de prendre des mesures.

**Article 46 de la Loi sur la protection des sols (extrait)**

1. L'ordre de prendre des mesures d'assainissement mentionné à l'article 43, paragraphe 3, à moins de se rapporter à des mesures temporaires de précaution, ne doit pas être donné au propriétaire ou au locataire de longue durée si cette personne démontre, au moment où on la consulte conformément à l'article 45, paragraphe 3, que :
  - a) elle n'avait pas de relation légale durable avec le ou les pollueur(s) durant la période où la pollution a été générée ;
  - b) elle n'avait pas d'implication directe ou indirecte dans la cause de la pollution ;
  - c) elle n'était pas consciente ou en toute justice ne pouvait pas être consciente de la pollution au moment de l'acquisition du titre de propriété.
2. Si un propriétaire ou un locataire de longue durée :
  - a) ne satisfait pas aux dispositions du a) du premier paragraphe, mais n'a pas causé l'essentiel de la pollution ou
  - b) ne satisfait pas aux dispositions du b) du premier paragraphe, mais n'a pas causé l'essentiel de la pollution,

.../...

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Pays-Bas*

.../...

mais que pour le reste il satisfait aux disposition du premier paragraphe, le cadre administratif de Province ne lui donnera pas d'ordre si, d'un commun accord, il paie une somme égale aux coûts de dépollution correspondant à la part de pollution dans laquelle le pollueur ou lui-même a été impliqué.

3. Le second paragraphe s'applique en conséquence à toute personne dont les actes ont contribué à rendre un site gravement pollué, mais qui n'a pas causé l'essentiel de la pollution.

### ***VPrévention de la pollution des sols***

L'article 6 indique la possibilité de fixer des règles visant à prévenir la pollution par Règlement d'administration publique (*General Administrative Order, "Algemene Maatregel van Bestuur" ou amvb en néerlandais*) (voir encadré).

#### **Article 6 de la Loi sur la protection des sols aux Pays-Bas**

1. Dans l'intérêt de la protection des sols, des réglementations pourront être établies par Règlement d'administration publique concernant l'accomplissement d'actes qui impliquent le dépôt sur ou dans le sol de substances susceptibles de polluer ou de dégrader le sol, en vue de les laisser sur place.

2. Ceci peut inclure des réglementations relatives :

- au dépôt pour stockage sur ou dans le sol de substances indiquées dans ce Règlement ;
- au dépôt de déchets sur ou dans le sol ;
- au rejet d'eaux polluées ou de boues s'écoulant à la surface du sol ou dans le sol ;
- à l'enterrement de dépouilles mortelles ;
- à l'acte de répandre sur le sol des cendres issues de la crémation de dépouilles mortelles.

L'article 6 s'est trouvé mis en application par les décrets suivants :

- Le décret de protection des sols relatif aux déversements (*Lozingenbesluit bodembescherming : Stb\*. 1990; 217*) qui impose des règles pour les déversements sur et dans les sols et qui s'appliquent au déversement des eaux usées domestiques, de refroidissement et autres ;
- Le décret relatif au stockage dans des réservoirs souterrains (*Besluit opslaan in ondergrondse tanks : Stb 1993; 46*) qui impose les règles de stockage de liquide dans ces réservoirs. Les réservoirs qui ne sont plus utilisés doivent être nettoyés, mis hors service et enlevés ;
- Le décret relatif aux rejets par infiltration (*Infiltratiebesluit bodembescherming : Stb 1993; 233*) qui impose des règles relatives à l'infiltration des eaux de surface dans le sol ;
- Le décret relatif à la mise en décharge (*Stortbesluit bodembescherming : Stb 1993; 55*) qui décrit les exigences requises pour les décharges, et les mesures qui doivent être prises sur ces sites ;
- Le décret relatif aux matériaux de construction et à la protection des

\* *Stb* : *Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden* = *Journal Officiel du Royaume des Pays-Bas*

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Pays-Bas*

eaux de surface (*Bouwstoffenbesluit bodem- en oppervlaktewateren-bescherming* : *Stb 1995; 567*) qui pose les conditions de composition des matériaux de construction utilisés dans ou sur le sol ;

- Le décret relatif à l'utilisation des engrais (*Besluit gebruik dierlijke meststoffen* : *Stb 1987; 144*) qui impose des règles dans l'utilisation d'engrais d'origine animale, et le décret relatif la qualité et à l'utilisation d'autres engrais et composts organiques (*Besluit kwaliteit en gebruik overige organische meststoffen* : *Stb 1991; 613*) qui impose des règles sur la qualité et la quantité des terres noires, du limon et du compost.

L'article 11 indique également la possibilité d'agir par Règlement d'administration publique vis-à-vis de certains actes nuisibles pour le sol.

**Article 11 de la Loi sur la protection des sols aux Pays-Bas**

Dans l'intérêt de la protection du sol, des réglementations pourront être établies par Règlement d'administration publique concernant l'accomplissement d'actes non mentionnés dans les articles 6 à 10 qui pourraient causer une érosion, un compactage ou une salinisation du sol.

■ **Décrets et règlements dans le cadre de la Loi sur la protection des sols**

Plusieurs décrets et règlements ont été publiés dans le cadre de la Loi sur la protection des sols :

- Décret d'analyse obligatoire des sols sur les terrains des entreprises privées : *Besluit verplicht Bodemonderzoek bedrijfsterreinen*. (Art. 72). *Stb 1993, 602* ;
- Décret de réhabilitation des sols dans les cas non soumis à déclaration : *Besluit overige niet-meldingsplichtige gevallen bodemsanering* (Art. 28 lid 4, facultatief). *Stb 1994, 844* ;
- Décret de fixation du montant limite pour l'allocation d'une contribution spéciale aux coûts d'analyse et de dépollution du sol : *Besluit houdende vaststelling van het grensbedrag voor verlening van een afzonderlijke bijdrage in de kosten van onderzoek en sanering van de bodem* (Art. 77, lid 1). *Stb 1994, 797* ;
- Règlement sur l'évaluation de la possibilité de nettoyer dans le domaine de la réhabilitation des sols : *Regeling beoordeling reinigbaarheid grond bodemsanering* (Art. 23, derde lid, facultatief, art. 24). *Gepubliceerd in Staatscourant 251, 29 december 1994. Staatscourant 14, 19 januari 1995. Staatscourant 122, 28 juni 1995* ;
- Règlement sur les mesures financières de réhabilitation des sols : *Regeling financiële bepalingen bodemsanering* (Art. 76, tweede en zesde lid, art. 77, derde lid, art. 82, art. 84, tweede lid, art. 86, eerste lid). *Staatscourant 249, 24 december 1996*.

## ■ La circulaire du 9 mai 1994 fixant les valeurs cibles et les valeurs d'intervention

Concernant la réalisation d'assainissement de sols, les Pays-Bas utilisent des valeurs figées qui font office de valeurs de déclenchement et d'objectifs d'assainissement.

Le ministère de l'Environnement a publié le 9 mai 1994 une circulaire fixant les valeurs cibles (*target values*) et les valeurs d'intervention (*intervention value*) relatives à l'assainissement des sols. Les annexes de cette circulaire précisent les valeurs chiffrées correspondantes (voir encadré).

**Annexes de la circulaire relative aux valeurs d'intervention  
et aux valeurs cibles pour l'assainissement des sols**

**9 mai 1994**

**Sommaire**

Valeurs d'intervention et valeurs cibles pour le sol

1. Introduction
2. Valeurs d'intervention
3. Valeurs cibles

Tableau 1. Valeurs de référence et d'intervention pour les micropolluants dans un sol standard (10 % en masse de matière organique et 25 % en masse d'argile).

Tableau 2. Constantes dépendantes de la substance pour les métaux.

*(Texte intégral de la circulaire en annexe, version anglaise)*

La valeur cible et la valeur d'intervention sont deux normes génériques (multifonctionnelles) élaborées sur une base d'évaluation des risques dans le cadre de la Loi sur la protection des sols. Elles sont utilisées pour évaluer la qualité du sol et des eaux souterraines et permettent une classification en trois catégories : propre, légèrement pollué ou gravement pollué.

Les valeurs cibles sont basées sur les risques potentiels pour les écosystèmes, tandis que les valeurs d'intervention sont basées sur les risques potentiels pour les écosystèmes *et* l'être humain.

Dans le cas d'une pollution grave du sol, le site doit, en principe, être assaini. Il est alors nécessaire de déterminer l'urgence du traitement sur la base des risques réels (spécifiques au site) pour l'être humain et les écosystèmes et, parallèlement, les risques réels liés à la migration des polluants.

Une distinction est faite entre l'évaluation du risque *potentiel* et l'évaluation du risque *réel*. Le risque potentiel est le risque qui peut apparaître dans des conditions "standardisées" et est indépendant des caractéristiques spécifiques du site, comme l'usage du terrain par exemple. Le risque réel, au contraire, est basé sur la situation spécifique du site, comme par exemple l'exposition humaine et les effets écologiques spécifiques au site. Le risque réel est fonction de l'usage du terrain, du comportement humain, des caractéristiques du sol, etc.



Les deux types de valeurs (valeurs cibles et d'intervention) sont basées sur l'évaluation des risques *potentiels*.

Un troisième type de valeur est considéré : la valeur intermédiaire. Non basée sur un calcul de risque, celle-ci représente simplement la moyenne de la valeur cible et de la valeur d'intervention pour une substance donnée et correspond au seuil à partir duquel un terrain doit faire l'objet d'une étude approfondie. Les trois types de valeurs (cibles, intermédiaires et d'intervention) sont employées indépendamment de l'usage du sol.

### ■ Application pratique des valeurs

En pratique, une concentration C mesurée sur le site peut conduire aux situations suivantes :

- **C < valeur cible** : le sol est considéré comme *propre*, absence de restrictions ;
- **Valeur cible < C < valeur intermédiaire** : le sol est considéré comme *légèrement pollué*, une étude approfondie n'est pas nécessaire, des restrictions (mineures) peuvent être imposées sur l'usage du sol ;
- **Valeur intermédiaire < C < valeur d'intervention** : il faut lancer une étude approfondie. S'il en résulte que la qualité du sol reste en deçà de la valeur d'intervention, des restrictions peuvent être imposées sur l'usage du sol.
- **Si la concentration moyenne en polluant pour un volume de sol d'au moins 25 m<sup>3</sup> dépasse la valeur d'intervention**, le sol est considéré comme *gravement pollué* (pour les eaux souterraines, considérer 100 m<sup>3</sup>). En principe, un assainissement sera nécessaire et il faut déterminer l'urgence du traitement.

La détermination de l'urgence de l'assainissement est basée sur les risques *réels* encourus par les êtres humains et les écosystèmes, et sur les risques liés à la migration des polluants. Pour les cas urgents, l'assainissement doit être engagé en l'espace d'une génération (environ 20 ans). Ces cas sont classés en trois groupes pour lesquels l'assainissement doit intervenir : dans les 4 ans (catégorie I), d'ici 4 à 10 ans (catégorie II) et d'ici 10 à 20 ans (catégorie III). La classification dans une catégorie ou une autre se base sur des critères économiques et financiers, sociaux et/ou sur d'autres critères environnementaux.

Les cas non urgents sont pris en charge dans le cadre des programmes de réhabilitation des Provinces, sans date fixée pour le début de l'assainissement.

## ■ Les modèles d'exposition utilisés

### *VEvaluation des risques basée sur la toxicologie humaine*

Les modèles d'exposition humaine utilisés aux Pays-Bas sont CSOIL pour l'exposition à des sols pollués terrestres et SEDISOIL pour l'exposition à des sédiments pollués. Les calculs adoptés par CSOIL sont décrits dans le rapport du RIVM ((Rijksinstituut voor Volksgezondheid en Milieu, Institut de recherche sur la santé publique et l'environnement)) paru en 1995, intitulé : "*Exposure of Man to Soil Contamination. A Qualitative and Quantitative Analysis, Resulting in Proposals for Human-Toxicological C-Values (revision of the 1991 and 1994 reports)*" (Rapport RIVM n° 725201011).

A noter, le RIVM réalise actuellement une étude comparative des modèles utilisés par différents pays pour calculer l'exposition humaine. Les résultats devraient être disponibles au deuxième semestre 2000. Les modèles pris en compte sont : VLIER Humaan (Belgique), ROME (Italie), le modèle français, CSOIL (Pays-Bas), UMS (Allemagne), ainsi que les modèles suédois, norvégien et américain.

### *VEvaluation des risques basée sur l'écotoxicologie*

Deux relations pour chaque polluant ont été calculées pour quantifier les effets toxicologiques sur les écosystèmes :

- la relation entre la concentration dans le sol et les dommages irréparables causés à la composition des espèces terrestres ;
- la relation entre la concentration dans le sol et les effets néfastes sur les processus microbiens et enzymatiques.

### *VEvaluation des risques basée sur la migration des polluants*

Contrairement à l'évaluation des risques pour l'homme et les écosystèmes, l'évaluation de la migration des polluants fait appel à des procédures qui sont utilisées depuis plusieurs décennies.

## ■ Le calcul des valeurs

### *V Valeurs d'intervention*

Les valeurs d'intervention fixées par la circulaire du 9 mai 1994 sont basées sur une étude détaillée du RIVM sur les effets toxicologiques pour l'homme et pour l'environnement des polluants du sol (rapports 725201001 à 725201008).

Les effets toxicologiques pour l'homme sont liés aux concentrations dans le sol qui entraînent un dépassement du risque permmissible maximum pour les êtres humains. Pour les substances non cancérigènes, ceci correspond à l'absorption journalière tolérable (TDI, tolerable daily intake).

Les effets écotoxicologiques considérés correspondent aux concentrations dans le sol auxquelles 50 % des espèces effectivement (ou potentiellement) présentes subissent des effets adverses. Les valeurs d'intervention finalement adoptées sont basées sur les résultats de l'étude du RIVM (rapport n° 725201007), qui additionne effets toxicologiques et écotoxicologiques. Un avis donné par le Comité technique pour la protection des sols, ainsi qu'un vaste tour de discussion avec les parties intéressées en regard de l'étude du RIVM ont également joué un rôle majeur dans la détermination finale des valeurs d'intervention. Le document *Intervention Values Memorandum* traite en détail des différentes considérations impliquées.

### ***V Valeurs cibles***

Ces valeurs indiquent les niveaux de qualité de sol que l'on cherche à atteindre en final, dans le cas idéal.

Pour l'établissement des valeurs cibles, des contraintes environnementales déjà existantes ont été prises en compte, comme les normes pour l'eau potable et les eaux de surface, les normes et projets de normes du Commodities Act, ainsi que les objectifs formulés antérieurement pour les nitrates et les phosphates. Les valeurs pour les métaux lourds, l'arsenic et les fluorures ont été calculées à partir de l'analyse de données de terrain sur des zones rurales relativement non polluées et des sédiments aquatiques considérés comme non pollués. Les valeurs cibles pour le sol ont été prises en cohérence avec les valeurs cibles pour les eaux de surface lorsque ceci s'avérait scientifiquement possible.

#### **Calcul des normes de qualité pour le sol**

##### **• Valeurs cibles**

Les valeurs cibles *pour le sol* sont liées au "risque négligeable" pour les écosystèmes. Ce niveau de risque négligeable est supposé représenter 1 % du niveau de "risque permmissible maximal" pour les écosystèmes ( $MPP_{eco}$ ). Ce  $MPP_{eco}$  est défini comme le HC5 (concentration dangereuse pour 5 % des espèces de l'écosystème), c'est-à-dire une protection de 95 %.

##### **• Valeurs d'intervention**

Les valeurs d'intervention de toxicologie humaine et d'écotoxicologie (anciennement HUMTOX SCC et ECOTOX SCC: human toxicological and ecotoxicological serious soil contamination concentration) sont calculées sur les bases des critères de pollution grave du sols relatifs à la toxicologie humaine et à l'écotoxicologie respectivement. Ces deux valeurs sont combinées pour obtenir les valeurs d'intervention finales.

*D'après : SWARTJES, Frank A., 1999.*

Les formules utilisées pour le calcul des valeurs sont détaillées en annexe de la circulaire du 9 mai 1994 (voir annexes).

### ■ **Autres circulaires sur la réhabilitation des sols**

Plusieurs autres circulaires sont parues, précisant différents aspects de la réhabilitation des sols :

- Circulaire sur l'entrée en vigueur des règlements de dépollution dans le cadre de la Loi sur la protection des sols (première phase) : *Circulaire inwerkingtreding saneringsregeling Wet bodembescherming (eerste fase)*. Staatscourant 107, 9 juni 1994 ;
- Circulaire de procédure concernant la baisse des contributions municipales : *Circulaire procedure inzake verlaagde gemeentelijke bijdrage*. Staatscourant 228, 17 november 1994 ;
- Circulaire d'autorisation de contribution sur la réhabilitation des sols : *Circulaire bijdrageverlening bodemsanering*, Staatscourant 249, 24 december 1996 ;
- Circulaire sur la fixation du temps d'intervention pour les cas de pollution grave où une dépollution est urgente : *Circulaire bepaling saneringstidstip voor gevallen van ernstige verontreiniging waarvoor sanering urgent is*. Staatscourant 47, 7 maart 1997.

### ■ **Révision pragmatique des mesures d'incitation à la dépollution des sols**

Il est important de noter que les ambitions nationales de réhabilitation des sols pollués ont été revues à la baisse, au vu de l'ampleur du chantier et des enjeux socio-économiques associés. L'objectif n'est plus aujourd'hui de revenir dans tous les cas à un sol multifonctionnel.

Dans un rapport publié en mars 1997, le Cabinet a proposé une nouvelle démarche en matière de dépollution des sols, sur la base des résultats d'un groupe de travail qu'il avait mandaté en 1996 pour réévaluer la politique de dépollution des sols. Le rapport a pour objectif d'imprimer une nouvelle dynamique aux activités d'assainissement des sols grâce à un plus grand pragmatisme. Les recommandations portent sur la politique relative à l'assainissement des sites pollués existants et devraient permettre d'accélérer l'exécution globale des opérations d'assainissement dans le pays et d'en limiter les coûts.

#### ***VEtendue de la pollution du sol aux Pays-Bas et durée de l'opération globale d'assainissement***

Sur la base des chiffres les plus récents, le coût total des opérations d'assainissement relatives à la pollution des sols aux Pays-Bas est estimée à environ 100 milliards de florins (environ 300 milliards de francs). Ce coût augmente chaque année de plusieurs millions, en raison de la migration autonome de la pollution dans les cas de pollution mobile qui requièrent une dépollution urgente.

Si la politique actuelle continuait sur sa lancée, avec des dépenses totales de moins d'un milliard de florins par an - dont environ

350 millions de fonds publics pour les cas de pollution graves nécessitant des interventions d'urgence -, l'opération d'assainissement globale aux Pays-Bas devrait durer encore cent ans. Même si des ressources supplémentaires étaient utilisées, il serait impossible d'atteindre l'objectif du traitement complet ou de la stabilisation de tous les cas graves de pollution du sol avant 2010.

C'est pourquoi le groupe de travail mandaté par le Cabinet a préféré viser dans un premier temps une amélioration socio-économique au niveau national, plutôt qu'une qualité optimale des sols. L'objectif de la qualité optimale des sols sera reconsidéré ultérieurement, en fonction des retombées constatées et des ressources disponibles. D'un point de vue macro-économique, une amélioration socio-économique et un recul du chômage contribueront à la croissance économique, et devraient ainsi permettre à la prochaine génération de poursuivre les actions d'assainissement. L'un des principaux défis est donc aujourd'hui de réduire les coûts généralement élevés de l'assainissement des sites - qui génèrent rarement un retour sur investissement - tout en préservant l'environnement.

#### ***VRevoir les objectifs d'assainissement site par site***

La politique nationale en vigueur établie par la Loi et les diverses réglementations sur la protection des sols a été basée jusqu'ici sur l'élimination complète de la pollution du sol. Elle implique de restaurer la multifonctionnalité ou de restaurer les fonction du sol pour l'usage des humains, de la flore et de la faune. Il n'est possible de s'affranchir de cet objectif de dépollution que dans des circonstances spécifiques pour un site donné, auquel cas des mesures peuvent être prises pour isoler, contrôler et suivre la pollution (dépollution dite "ICM", pour *isolation, control and monitoring*). Pour les alternatives ICM, les résultats de l'assainissement doivent au minimum être adaptés à l'usage actuel.

Dans les faits, la démarche de réhabilitation est souvent trop coûteuse, et les alternatives ICM, quoique moins coûteuses, ne rendent pas toujours le site pollué utilisable pour le nouvel usage prévu.

En pratique, certaines autorités compétentes recourent donc à d'autres solutions, qui se situent entre l'assainissement multifonctionnel et les ICM. Ces alternatives intermédiaires, dictées par l'usage souhaité, permettent parfois de substantielles économies.

Le constat de cette situation a poussé le groupe de travail mandaté par le Cabinet à développer deux options de politiques, rendant la **dépollution dictée par la fonction** (présente ou souhaitée) officiellement possible. L'approche "multifonctionnelle sauf cas particulier" est donc abandonnée. De plus, une distinction systématique est faite, dans les mesures d'assainissement, entre pollution mobile et pollution stationnaire : contrairement à la politique actuelle, on éliminera autant de pollution mobile qu'économiquement possible. Dans le cas

d'une pollution stationnaire, seule une partie de la pollution sera éliminée.

#### ***VL'approche "bénéfice environnemental"***

Dans le cas de la première politique suggérée, baptisée "Environmental returns" et axée sur le bénéfice pour l'environnement, l'autorité compétente évaluera les différentes solutions intermédiaires sur la base de l'impact pour l'environnement et de la rentabilité, en visant la meilleure qualité de sol possible. En pratique, ceci signifie par exemple que **le propriétaire d'un site industriel pollué ne sera pas obligé de dépolluer complètement**, mais devra dépolluer autant qu'il sera possible de le faire sans accroître les coûts de manière disproportionnée, en vue de rendre envisageables des fonctions plus sensibles qu'une utilisation industrielle (bureaux, maisons sans jardins ni aires de jeux...) sans qu'une dépollution supplémentaire soit nécessaire.

#### ***VL'approche "bénéfice sur l'usage"***

Néanmoins, l'application du concept de bénéfice pour l'environnement peut conduire à éliminer plus de pollution à engager plus de frais que l'initiateur de l'assainissement ne l'estime nécessaire. C'est pourquoi, dans le cas de la deuxième politique proposée, dite "Returns on use", le processus d'évaluation est mis en place avec l'initiateur. Le sol doit au moins être dépollué jusqu'au minimum requis par les considérations environnementales. Une dépollution plus poussée est alors optionnelle. Elle dépendra de l'intérêt de la partie réalisant l'assainissement à créer plus d'utilisations potentielles, et du coût impliqué. Le rôle de l'autorité compétente est d'examiner si le niveau minimum requis du point de vue environnemental est atteint et de jouer le rôle de facilitateur.

Cette deuxième politique signifie en pratique par exemple que **le propriétaire d'un site industriel pollué devra dépolluer jusqu'à ce que les risques liés à l'usage actuel soient à nouveau acceptables**, à moins qu'il estime être dans son intérêt de dépolluer davantage, par exemple pour augmenter la valeur du site à la vente. Si à un stade ultérieur le sol doit être utilisé pour une fonction plus sensible, il devra être à nouveau dépollué.

#### ***VImpact en termes de réduction des coûts***

Ces deux politiques possibles permettent de réduire substantiellement les coûts de dépollution. L'impact que chaque politique pourrait avoir sur le coût total des opérations d'assainissement dans le pays a d'ailleurs été évalué (voir tableau ci-après). Dans le même temps, l'impact de l'option consistant à poursuivre la mise en œuvre telle qu'elle a été réalisée jusqu'ici a également été pris en compte. Les calculs n'ont été faits que pour les opérations d'assainissement de sols gravement pollués ou nécessitant une dépollution urgente (81 % du

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Pays-Bas*

coût global d'assainissement des sols aux Pays-Bas).

	Coût estimé en millions de florins	Réduction des coûts par rapport au problème global
Problème d'assainissement global	100	
Problème global, hormis les cas non urgents de pollution du sol (même dans le futur) et les pollutions du sol sans gravité	81	
Pratique officieuse actuelle	73	10 %
Politique "Environmental returns"	53	35 %
Politique "Returns on use"	40	50 %

## *Application concrète des textes*

### **■ Les organismes chargés de l'application des réglementations**

Les douze Provinces et les quatre grandes municipalités La Haye, Amsterdam, Rotterdam et Utrecht sont chargées de mettre la réglementation en application.

Aux Pays-Bas, les autorités locales, les Provinces et les municipalités sont largement responsables de l'application des instruments tels que les objectifs de qualité du sol et les procédures d'évaluation des risques. C'est pourquoi les représentants des autorités locales et des ministères concernés sont impliqués dès le montage des projets. Il est reconnu dans le pays qu'une réglementation n'est appliquée que lorsqu'elle est acceptée par les différentes parties concernées. Les industriels et les associations environnementales sont également présents dès les premières discussions. Dans la mesure du possible, leurs intérêts sont pris en considération et ils sont invités à contribuer par leur expertise scientifique.

### **■ Le recensement des sites potentiellement pollués**

Les sites potentiellement pollués sont identifiés de différentes manières :

- sur plaintes ou dénonciations ;
- grâce à l'obligation de réaliser une étude de sol pour obtenir l'autorisation de conduire une nouvelle activité ou de construire sur un site (cette étude doit être réalisée par celui qui demande l'autorisation) ;
- grâce à des campagnes de contrôle systématiques. Ce travail a permis depuis six ans d'identifier 10 à 15 000 nouveaux sites.

### **■ Les modes d'intervention et le contrôle a posteriori de l'assainissement**

#### *✓ Les études de sol*

Lorsqu'une pollution du sol est effectivement soupçonnée, les Provinces ou les quatre grandes municipalités demandent qu'une étude d'orientation soit réalisée afin de vérifier l'existence ou non d'une pollution.

La première étape de l'étude d'orientation consiste en une enquête historique du site et de ses environs, susceptible de conduire à une hypothèse sur la répartition spatiale du polluant. Le protocole de référence pour cette étude est le document "*Protocol for the Orientating Investigation*" (de F. Lame et R. Bosman, 1994, Sdu, n°



DBO/31893005, en néerlandais).

L'étude d'orientation apporte les réponses aux trois questions suivantes :

- le sol est-il pollué ?
- l'hypothèse sur la répartition spatiale était-elle exacte ?
- le degré de pollution nécessite-t-il une étude plus approfondie ?

Si la réponse à la dernière question est oui, le site doit faire l'objet d'une étude approfondie telle que définie par le protocole "*Protocol for the Further Investigation*" (*Part 1*) (de F. Lame et R. Bosman, 1994b, Sdu, n° DBO/31893005, en néerlandais).

L'étude approfondie est généralement conduite par un bureau d'étude, qui rédige ensuite un rapport et propose le cas échéant un plan d'assainissement pour le site.

Ce rapport est transmis à la Province ou à la grande municipalité concernée qui décide s'il est nécessaire d'assainir le site ou non, et fixe le cas échéant le calendrier de réalisation de cet assainissement.

#### ***VLe contrôle après dépollution***

Après dépollution, c'est également la Province ou la grande municipalité qui reçoit le rapport de dépollution et effectue le contrôle. Ce contrôle s'effectue parfois sur site, mais pas systématiquement.

### **■ Le quitus délivré par l'administration**

A réception du rapport de dépollution, si la Province ou la grande municipalité estime que le travail a été réalisé correctement, elle émet un document officiel qui atteste des mesures prises lors de l'assainissement. Ce document n'atteste toutefois pas de la "propreté" du terrain : les autorités locales gardent la possibilité d'intervenir à nouveau, par exemple si un autre type de pollution était mis en évidence par la suite.

### **■ La distinction entre pollutions historiques et récentes**

Aux Pays-Bas, en pratique, la distinction entre pollution historique et pollution nouvelle est très importante. Les dates charnières sont 1975 et 1987.

#### ***VPollution postérieure à 1987***

Si la pollution est intervenue après 1987, elle doit être entièrement nettoyée, même si les concentrations relevées sont inférieures aux valeurs d'intervention. Le pollueur est responsable et c'est lui qui doit dépolluer.

### ***V Pollution antérieure à 1987***

Si la pollution est intervenue avant 1987, une approche du type évaluation des risques est adoptée, avec la prise en compte de nombreux critères spécifiques au site (ex. compatibilité avec l'usage...).

### ***V Avant 1975***

Pour les pollutions intervenues avant 1975, c'est le gouvernement qui doit assurer la dépollution. A titre indicatif, sur l'ensemble des sites potentiellement pollués recensés, seuls 10 % environ ont été pollués après 1975. Les Provinces reçoivent des fonds du VROM (Ministère de l'Environnement suédois) pour assurer leur dépollution. L'objectif est d'avoir traité tous ces sites d'ici 2025.

Dans la Province de Groningen, environ 80 sites de ce type sont traités chaque année. Ces affaires sont gérées par la Division Sols de la Province, qui dispose d'une équipe de 20 personnes.

### ***V Entre 1975 et 1987***

Pour les pollutions intervenues entre 1975 et 1987, les situations sont traitées au cas par cas.

Dans tous les cas, la Province ou la grande municipalité adresse ses demandes au propriétaire, et c'est à lui qu'il incombe de se retourner le cas échéant vers l'exploitant responsable de la pollution.

## **■ Le transfert de responsabilité lors des ventes**

Lors des ventes de terrain, la responsabilité est transférée au propriétaire. Au moment de la cession, le vendeur doit fournir toutes les informations à l'acquéreur concernant la présence éventuelle d'une pollution.

## **■ Les modes d'intervention en cas de non respect des réglementations**

Si le contrevenant refuse d'obtempérer, la Province ou la grande municipalité peut transmettre l'affaire au tribunal. Cette procédure est toutefois très rare : elle n'aurait été appliquée que cinq fois pour tout le pays. La menace de poursuite est en effet suffisante à régler la plupart des litiges de cet ordre.

Si le refus est motivé par un problème d'argent, la Province ou la grande municipalité essaie de négocier en modifiant les délais de réalisation.

Aujourd'hui, il existe une obligation de réaliser des études de sol sur les sites industriels. Cette obligation suscite une certaine polémique,

car les industriels préféreraient faire les études de sol sur une base de volontariat. En fait, si une entreprise refuse de conduire une étude, l'Etat peut intervenir et l'effectuer d'office, puis se retourner vers l'entreprise pour récupérer les coûts correspondants.

### ■ L'agrément des experts en assainissement

A l'heure actuelle, les bureaux d'études n'ont pas besoin d'être agréés.

L'assainissement des sols est conduit par des entreprises privées qui ont en commun un code de bonnes pratiques pour leur métier, mais il n'existe pas de document réglementaire précisant des spécifications. En fait, si certaines sociétés donnaient de mauvais résultats, l'inspection et les autorités pourraient intervenir pour dissuader les responsables d'assainissement de faire appel à elles.

Il existe tout de même un manuel qui présente l'état de l'art des techniques d'assainissement des sols ("*handbook of clean-up techniques*") dont la réalisation a été commanditée par le ministère de l'Environnement.

### ■ Les documents de référence

#### *V Guide pour prévenir la pollution des sols*

La Direction de la protection des sols du ministère de l'Environnement a mis en place en 1994 une plate-forme chargée de créer une procédure unique utilisable par n'importe quelle partie pour savoir quels moyens utiliser pour être en conformité avec la Loi sur la protection des sols. Il s'agit du programme NRB (*Nederlandse Richtlijn Bodembescherming*) : "Procédure à suivre pour la protection des sols". Bien que n'ayant pas un caractère officiel ni obligatoire, cette procédure forme une très bonne base pour respecter la Loi sur la protection des sols.

Le guide NRB contient des éléments d'aide à la décision permettant de choisir entre les différentes solutions de protection des sols correspondant à l'état de l'art des technologies. Bien qu'il soit destiné en priorité aux autorités compétentes chargées des permis environnementaux, il peut également aider les entreprises à choisir les moyens les plus appropriés pour la protection des sols.

Le guide expose la politique et les réglementations existantes en matière de protection préventive des sols. La méthode dite "Approche pas à pas" du NRB et la considération des "*Decision Model Soil Protection Industrial Sites*", permettent de décider si des mesures de protection des sols doivent être prises et lesquelles, selon la situation, les activités et les substances utilisées dans l'industrie considérée.

Après une description des options existantes pour les dispositifs de protection des sols, des détails sont donnés sur les installations en ciment, asphalte, géomembranes et revêtements. En final, les aspects

spécifiques liés au traitement industriel des eaux usées, au stockage massif dans des réservoirs et à la surveillance sont abordés.

#### ***V Protocoles pour l'assainissement des sols***

Comme mentionné plus haut, le protocole de référence pour les études d'orientation est le document "*Protocol for the Orientating Investigation*" (de F. Lame et R. Bosman, 1994, Sdu, n° DBO/31893005, en néerlandais). Quant aux études approfondies, elles relèvent du "*Protocol for the Further Investigation*" (*Part 1*) (de F. Lame et R. Bosman, 1994b, Sdu, n° DBO/31893005, en néerlandais).

#### ***V Brochures éditées par le ministère de l'Environnement***

Par ailleurs, le ministère de l'Environnement néerlandais (VROM) publie gratuitement diverses brochures dans le domaine de la réhabilitation des sols :

- Traitement des sols pollués. Deuxième édition revue et corrigée : *Omgaan met verontreinigde grond. Tweede herziene druk (Distributienummer 14438/175)* ;
- La réglementation légale de réhabilitation des sols contenant des eaux. Une extension de la Loi sur la protection des sols : *DE wettelijke regeling waterbodemsanering. Een uitbreiding van de Wet bodembescherming. (Distributienummer 22574/210)* ;

Ces brochures peuvent être obtenues gratuitement auprès du centre de distribution du ministère (tél : +31 79 3449 449).

### **■ Equilibre toxicologie humaine / écotoxicologie**

Les valeurs nationales prennent en compte à la fois la toxicologie humaine et l'écotoxicologie et, en pratique, retiennent dans chaque cas la valeur la plus stricte, sauf quand les données sont peu fiables ou insuffisantes.

Mais d'une manière générale, toutes les décisions sont prises en fonction des spécificités du site.

### **■ Les objectifs d'assainissement**

La détermination des objectifs d'assainissement tient compte de l'usage actuel ou prévu du site. Il s'agit de dépolluer pour garantir un niveau de sécurité dans une situation donnée. Les objectifs d'assainissement sont plus sévères par exemple si le sol reste à l'air libre (possibilité de contact direct) ou si les polluants sont mobiles, que s'il est recouvert d'un revêtement (ex. pavés, bitume...). Dans tous les cas, il est impératif de stopper la pollution des eaux souterraines.

En pratique, les objectifs d'assainissement sont généralement compris entre les valeurs cibles et les valeurs d'intervention.

### ■ Le devenir des sols excavés

Des centres spécialisés dans l'assainissement des sols ont été prévus par la loi. Ces spécialistes regardent si le sol est nettoyable, c'est-à-dire s'il existe une technologie pour le nettoyer. Si le sol ne peut pas être nettoyé, le centre donne son accord pour qu'il soit mis en décharge.

Aux Pays-Bas, il existe des règles concernant l'utilisation de sols excavés :

- 1) le sol propre (en-dessous des valeurs cibles) peut être réutilisé n'importe où,
- 2) un sol dont les concentrations se trouvent entre les valeurs cibles et les valeurs d'intervention peut être réutilisé dans une zone donnée (généralement au sein de la même municipalité) si les concentrations sont acceptables au vu de l'usage du site et s'il est de meilleure qualité que le sol qu'il remplace,
- 3) un sol dont les concentrations dépassent les valeurs d'intervention pourra être réutilisé uniquement sur le site et si cela est prévu dans le plan d'assainissement.

L'application de ces règles requiert une grande quantité d'informations sur les sols excavés et sur le sol où la terre excavée sera déposée. A l'heure actuelle, les experts étudient si les cartes de qualité des sols dressées par les municipalités fournissent une aide à la décision facile d'emploi.

S'il n'existe pas de banque de sols nationale, plusieurs grandes villes néerlandaises disposent déjà de "cartes de qualité des sols". Elles utilisent ces pour planifier leurs activités de construction ou comme base pour les décisions d'études de sol approfondies dans le cas où une partie privée souhaite entreprendre des activités. Néanmoins, précise Joop Vegter, du TCB, la question se pose encore de savoir si ces cartes sont suffisamment fiables et à la bonne échelle spatiale pour permettre de prendre des décisions pertinentes sur le déplacement des sols dans une municipalité.

### ■ La mise sous surveillance

Si les concentrations relevées sont inférieures aux valeurs d'intervention, le propriétaire du terrain n'est pas tenu d'agir, sauf en cas de pollution mobile - où il est alors nécessaire de prendre des mesures de surveillance.

### ■ La notion de tiers expertise

Il peut arriver qu'il y ait un problème entre les autorités compétentes et le responsable de l'assainissement sur les résultats d'étude. Si les autorités n'ont pas confiance dans les résultats, elles peuvent faire appel à un tiers expert. Cependant, le contrôle des activités de ces au-

torités incombe à l'inspection environnementale, et c'est cette inspection qui peut être amenée à jouer un rôle d'arbitre.

L'intervention d'un tiers expert en tant que tel n'est pas prévue par la loi. Il arrive néanmoins que le Comité technique de protection des sols (TCB) soit sollicité pour réviser des résultats d'étude.

### ■ **Les groupes de pression**

Il y a quelques années, il existait une association baptisée "La Hollande sans poisons" (*Holland free of poison*) qui a fait beaucoup de lobbying pour que les sols pollués soient assainis. Cette association a arrêté ses activités il y a un ou deux ans, car les opérations d'assainissement sont désormais en bonne voie dans le pays.

### ■ **Cartographie des sols pollués**

#### *V Carte nationale de qualité des sols*

Le ministère de l'Environnement prévoit de fournir une cartographie claire des sols pollués aux Pays-Bas d'ici 2005. A ce jour, le pays ne réalise pas d'inventaire systématique, seules des estimations basées sur les activités industrielles présentes et passées sont utilisées dans les discussions politiques. Cette action, qui devrait déboucher sur une sorte de "carte de la qualité des sols" au niveau national, conduira surtout, selon Joop Vegter du Comité technique de protection des sols (TCB), à une importante base de données.

#### *V Carte nationale des concentrations de fond*

Par ailleurs, le ministère de l'Environnement travaille à obtenir une bonne cartographie des "concentrations normales en polluants dans les sols non pollués ou légèrement pollués aux Pays-Bas". Il s'agit de situations où l'on ne constate en pratique aucun effet nuisible sur les hommes, les écosystèmes et l'agriculture. Ces données seront utilisées pour contrebalancer le fait que les valeurs guides basées sur l'évaluation des risques faite à partir de tests en laboratoire et de facteurs de sécurité ne cessent de baisser.

En effet, une valeur guide qui est dépassée dans 100 % du pays sans que l'on observe aucun effet réel est sans signification pour le politique. Même dans le cas où un effet serait mis en évidence, il faudrait vivre avec si les zones concernées sont trop étendues pour être dépolluées.

Cette action du ministère de l'Environnement devrait déboucher sur une "carte des concentrations de fond", qui sera elle aussi assortie d'une importante base de données.

#### *V Cartes municipales de qualité des sols et de la terre excavée*

La troisième activité de cartographie menée dans le pays s'opère au

**Réglementations étrangères  
sur les sols industriels pollués**  
*Pays-Bas*

niveau des municipalités. La carte municipale de qualité des sols contient des informations sur la pollution des sols dans différentes zones de la municipalité. Elle sera utilisée comme outil de décision pour le contrôle de la terre excavée et réutilisée dans la municipalité.



## Bibliographie - Pays-Bas

### ■ Publications du ministère de l'Environnement (VROM)

- *Soil Protection Act - Text as at December 1998*. 38 pages. (Texte de la Loi sur la Protection des Sols, parue en 1996 et corrigée ou mise à jour en fonction de divers textes ultérieurs).
- *Urban brownfields - Restructuring and urban economic development*. Utrecht, mars 1998. 44 pages.
- *Cleaning up soil in the Netherlands - Information booklet on soil cleanup and the regulations laid down in the Soil Protection Act*. La Haye, 1996. 23 pages.
- *Intervention values and target values - Soil quality standards*. La Haye, mai 1994. 19 pages. (Circulaire du 9 mai 1994).
- *Environment quality standards for soil and water*. La Haye, 1991. 28 pages.

### ■ Autres textes officiels

- *Cabinet position on updating remediation policy*. 16 juin 1997. 22 pages.

### ■ Ouvrages / publications / rapports

VROM. "Theme: Soil Pollution". *Environmental News from the Netherlands*. Décembre 1997. 12 pages.

NOBIS (Dutch Research Programme Biotechnological In-situ Remediation). *Current NOBIS projects as of 1 October 1997*. Gouda, octobre 1997. 86 pages.





## Annexes - Pays-Bas

### ■ Loi sur la protection des sols

- *Soil Protection Act - Text as at December 1998*. 38 pages. (Texte de la Loi sur la Protection des Sols, parue en 1996 et corrigée ou mise à jour en fonction de divers textes ultérieurs).

### ■ Valeurs d'intervention et valeurs cibles

- *Intervention values and target values - Soil quality standards*. La Haye, mai 1994. 19 pages. (Circulaire du 9 mai 1994).

### ■ Ouvrages / publications / rapports

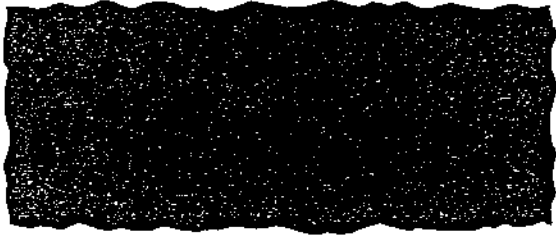
- SWARTJES (F.A.). *Human exposure model comparison study*. RVIM, 13 Février 1999. 17 pages.



SOIL PROTECTION ACT  
Text of the Act as at December 1998

directie  
**bodem**





**SOIL PROTECTION ACT**  
Text of the Act as at December 1998

No rights may be derived from this text. The text is based on the most recently published integral version of the Soil Protection Act (1996), corrected by the Bulletin of Acts, Orders and Decrees 1993, 690; and updated by the Bulletin of Acts, Orders and Decrees 1996, 366; 1996, 577; 1997, 86; 1997, 510; 1997, 532 and 1997, 730. The appendix lists the amendments which have been submitted to the Council of State (Relaxation of the financing system and elimination of some inaccuracies; the rectification in connection with the enactment of the third tranche of the General Administrative Law Act, amendments to the Environmental Protection Act, the Dangerous Substances Act and the Soil Protection Act (enhancing powers of enforcement); the Mining Bill).

# SOIL PROTECTION ACT

Text of the Act as at December 1998

*No rights may be derived from this text. The text is based on the most recently published integral version of the Soil Protection Act (1996), corrected by the Bulletin of Acts, Orders and Decrees 1993, 690; and updated by the Bulletin of Acts, Orders and Decrees 1996, 366; 1996, 577; 1997, 63; 1997, 86; 1997, 510; 1997, 532 and 1997, 730. The appendix lists the amendments which have been submitted to the Council of State (Relaxation of the financing system and elimination of some inaccuracies; the rectification in connection with the enactment of the third tranche of the General Administrative Law Act, amendments to the Environmental Protection Act, the Dangerous Substances Act and the Soil Protection Act (enhancing powers of enforcement); the Mining Bill).*

Chapter I. General	Section 1
Chapter II. Technical Soil Protection Committee	Section 2-5e
Chapter III. General provision for protection of the soil	Section 6-20
Chapter IV. General provisions in case of soil contamination	
§ 1. General	Section 21-28
§ 2. Powers in case of seriously contaminated or impaired soil as a result of unusual event	Section 30-35
§ 3. Remediation	Section 36-55
§ 4. Compulsory purchase by municipalities in case of seriously contaminated sites	Section 56-63
§ 5. Special regulations applying to the remediation of aquatic sediment	
§ 5.1. Waters under central government control	Section 63a-c
§ 5.2. Waters under regional control	Section 63d-h
§ 5.3. Special provisions for maintenance dredging	Section 63i-j
§ 5.4. Other provisions	Section 63k-l
Chapter V. Dispensation and exemption	Section 64-68
Chapter VI. Surveys in the interests of soil protection	Section 69-72
Chapter VII. Financial provisions	
§ 1. Damages	Section 73-74
§ 2. Remediation costs	Section 75-86
§ 3. Duties	Section 86a
Chapter VIII. Appeal to administrative court	Section 87
Chapter IX. Further provisions	Section 88-94
Chapter X. Enforcement	Section 95
Chapter XI. Transitional and final provisions	Section 96-106

## CHAPTER 1. GENERAL

### Section 1

1. In this Act in the provisions based thereon the following definitions shall apply:

*Our Minister*: Our Minister of Housing, Spatial Planning and the Environment;

*the Council*: the Council for Environmental Protection;

*the Inspector*: the locally competent inspector of the State Inspectorate of Health, appointed by Our Minister;

*soil*: the firm part of the earth with the liquid and gaseous components and organisms contained therein;

*interests of soil protection*: the interests of preventing, restricting or remedying changes of properties of the soil, which entail a reduction of or a threat to the functional properties the soil has for man, flora and fauna;

*contaminated site*: site where the soil is contaminated or in danger of becoming contaminated in relation to territories that on account of said contamination, the cause or the consequences thereof are connected with each other in a technical, organisational or planning sense;

*preliminary investigation*: investigation carried out by reason of a suspicion that there a contaminated site;

*site assessment*: investigation whether a contaminated site implies a seriously contaminated site;

*site for investigation*: site in which a preliminary investigation or site assessment will take place or is taking place;

*remediation*: the limitation and as far as possible the elimination of contamination and the direct consequences thereof or the danger of contamination of the soil;

*seriously contaminated site*: site where the soil is, or there is a danger that it will be, contaminated, so that the functional properties which the soil has for man, flora and fauna have been, or are in danger of being, seriously reduced;

*remedial investigation*: inventarisation of the possible methods of remediation, including a description of the environmental, technical and financial aspects, as well as the quality of the soil to be achieved by remediation implemented in these ways, culminating in the selection of a means of remediation;

*water quality controller*: the government authority empowered with issuing permits pursuant to the Pollution of Surface Water Act;

*provincial environment programme*: provincial environment programme as referred to in section 4.14 of the Environmental Protection Act, insofar as that concerns sites as referred to in subsection two, under a, under 1°, of that section;

*service centre*: NV Service Centrum Grondreiniging, a public limited company with its registered office in Utrecht.

2. The manner in which the preliminary investigation, site assessment and remedial investigation shall be carried out shall be laid down by Ministerial Order.

## CHAPTER II. TECHNICAL SOIL PROTECTION COMMITTEE

### Section 2

There is a Technical Soil Protection Committee.

#### Section 2a

1. The task of the Committee is upon request to advise Our Minister on the implementation of legal regulations and policy, insofar as these concern matters of a technical nature relating to soil protection.

2. Any request for advice on any matter which is not primarily Our Minister's concern shall be made with the agreement of Our Minister who bears particular responsibility for that matter.

3. Advice on such a matter as referred to in the second subsection shall also be submitted by the Committee to Our Minister who bear for that matter.

**Section 2b**

Our Minister and Our Ministers who are also concerned shall ensure that the Committee is fully informed of policy on soil protection.

**Section 2c**

Once every four years the Committee shall provide Our Minister with a report, in which at the very least the terms of reference, membership, structure and procedures of the Committee shall be subject to scrutiny. Our Minister shall send this report, accompanied by his own comments, to the two Chambers of the States General.

**Section 3**

1. The Committee shall comprise a Chairman and up to eleven other members.

2. The Chairman and the other members of the Committee shall be appointed by virtue of their knowledge of soil protection.

**Section 3a**

1. The Chairman and the other members of the Committee shall be appointed by Our Minister. Our Minister shall consult the Committee before he appoints a Chairman.

2. The Chairman and the members shall be appointed for a period of four years. They shall then be immediately eligible for re-appointment.

3. The Chairman and/or the members may resign from the Committee at any time by notifying Our Minister of this intention in writing.

4. In exceptional circumstances Our Minister may suspend or dismiss the Chairman and/or the members from their posts.

**Section 3b**

1. The Committee shall elect one of its members to be deputy Chairman.

2. The deputy Chairman may resign at any time by notifying Our Minister of his intention in writing.

3. In exceptional circumstances, the Committee may suspend or dismiss the deputy Chairman from his post.

**Section 4**

1. The Committee shall be assisted by a Secretary.

2. The Secretary shall be appointed, suspended and dismissed by Our Minister after consultation with the Committee.

3. The Secretary shall not be a member of the Committee.

4. The Secretary shall be answerable for the performance of his task solely to the Committee. Our Minister may provide the Committee with the use of an office of which the Secretary shall be in charge.

5. Our Minister may make provision for a secretariat for the Committee, which shall be managed by the Secretary.

**Section 5**

1. The Committee may be assisted in its activities by people who are not members of the Committee.

2. Our Minister may nominate officials who shall be authorised to attend the meetings of the Committee, notwithstanding that no more than one of those officials shall attend any meeting of the Committee.

**Section 5a**

1. The meetings of the Committee shall be open to the public.

2. A meeting or part of a meeting shall not be open to the public in such cases as referred to in section 10, first subsection, of the Government Information (Public Access) Act and in cases where the interests of public access are outweighed by the interests referred to in section 10, second subsection, of that Act.

**Section 5b**

1. The recommendations of the Committee shall be in accordance with the opinion of the majority at the meeting.

2. Minority views expressed at the meeting shall be mentioned in or with the recommendations.

**Section 5c**

The Committee shall place at the disposal of Our Minister the documents on which its recommendations are based.

**Section 5d**

1. The Chairman of the Committee shall at least once a year consult with Our Minister about the activities proposed by the Committee for the next twelve months. The Committee shall subsequently draw up a definitive programme of activities and shall submit this to Our Minister.

2. In preparation for the consultation referred to in the first subsection, the Committee shall draw up a schedule of its proposed activities and shall present this to Our Minister. The Committee shall attach to this schedule an estimate of the costs to be incurred in the performance of these activities.

3. The Committee shall perform its activities within the limits of the monies allotted to it each year in the Budget.

**Section 5e**

The Committee shall set further rules in respect of its procedures and shall submit these to Our Minister.

**CHAPTER III. GENERAL PROVISIONS FOR PROTECTION OF THE SOIL****Section 6**

1. In the interests of soil protection, regulations may be laid down by General Administrative Order with regard to the performance of acts which entail disposal on or in the soil of substances which may pollute or impair the soil, with a view to leaving them there.

2. This may include regulations with respect to:  
a. disposal for storage on or in the soil of substances to be indicated in the said Order;

- b. disposal of wastes on or in the soil;
- c. discharges of polluted water or sludge flowing onto or into the soil;
- d. the burying of mortal remains;
- e. spreading on the soil of ashes originating from the cremation of mortal remains.

#### Section 7

1. In the interests of soil protection, regulations may be laid down by General Administrative Order with regard to the performance of acts causing substances which may pollute or impair the soil to be added to the soil in order to influence the structure or the quality of the soil.

2. This may include regulations with respect to:

- a. depositing substances on or in the soil which influence the load-bearing capacity of the soil;
- b. depositing fertilisers on or in the soil.

#### Section 8

1. In the interests of soil protection, regulations may be laid down by General Administrative Order with respect to the carrying out of works on or in the soil, causing operations to be performed or substances to be used which may pollute or impair the soil.

2. This may include regulations with respect to:

- a. earth and foundation works;
- b. soil surveys;
- c. laying of pipelines and other conduits;
- d. installation of storage tanks or reservoirs;
- e. land clearance, removal of soil or excavations;
- f. deep soil-processing;
- g. works concerned with drainage, well-point drainage or ground-water extraction.

#### Section 9

1. In the interests of soil protection, regulations may be laid down by General Administrative Order with regard to the transport of substances to be indicated in the said Order which may pollute or impair the soil.

2. This may include regulations with respect to:

- a. transport of such substances with the aid of pipelines or other conduits;
- b. the performance of transshipment operations involving such substances;
- c. transport of such substances with the aid of vehicles.

#### Section 10

1. In the interests of soil protection, regulations may be laid down by General Administrative Order with regard to the performance of acts causing, as a secondary effect, substances which may pollute or impair the soil to find their way onto or into the soil.

2. This may include regulations with respect to:

- a. the use of anti-slip agents;
- b. treatment of objects with substances to be indicated in the said Order to apply surface layers thereon or remove such layers therefrom;
- c. the processing of objects, causing substances indicated in the said Order to be liberated.

#### Section 11

In the interests of soil protection, regulations may be laid down by General Administrative Order with

regard to the performance of acts not coming under sections 6 up to and including 10 which may cause erosion, compaction or salination of the soil.

#### Section 12

1. Regulations shall be laid down by General Administrative Order with regard to the infiltration of water in the sense of section 1 of the Groundwater Act in which shall be stated:

- a. in which cases there is a hazard to the contamination of the groundwater, as referred to in section 14a of that Act;
- b. what provisions for the protection of the groundwater must be attached to a permit for the infiltration of water.

2. Regulations to protect the soil may also be laid down by this Order.

3. It may be laid down by this Order that the regulations stated therein shall apply only to categories of cases specified therein.

4. It may furthermore be laid down by General Administrative Order to what extent the Provincial Executive need not comply with these regulations with regard to the subjects referred to therein, either in a general sense or in categories of cases specified by the Order.

#### Section 13

Any person performing acts on or in the soil as referred to in sections 6 up to and including 11 and who is aware or can reasonably suspect that such acts are likely to contaminate or impair the soil shall be obliged to take any measure that can be reasonably required of him in order to prevent the soil being so contaminated or impaired or, in the event of such contamination or impairment occurring, to take remedial action and to limit and to eliminate as much as possible the impairment or the direct consequences thereof. If the contamination or impairment is the result of an unusual event, the measures shall be taken forthwith.

#### Section 14

1. The regulations to be laid down by General Administrative Order pursuant to sections 6 up to and including 12 may include the provision that any person who performs acts as indicated in the said regulations or has such acts performed by others, other than as a subordinate, shall be liable for the damage caused thereby, insofar as such damage is the result of the contamination or impairment on the soil caused by the said acts.

2. The maximum amount to which the liability referred to in subsection 1 above shall extend shall be fixed by the Order. It shall also be determined at the same time on which of the persons referred to in subsection 1 above the liability shall rest.

3. The Court may moderate the obligation to pay compensation.

4. The present section shall lapse when an amendment of the Civil Code enters into force which lays down provisions on the subject referred to in subsection 1 above.

#### Section 15

1. The regulations to be laid down by General Administrative Order pursuant to sections 6 up to and including 12 may include regulations containing:

- a. a prohibition on carrying out work as referred to therein, if when performing the said work the requirements laid down in the said Order with respect to the substances or objects used for the purposes of the said work are not fulfilled;
- b. a prohibition on carrying out such work other than in accordance with the requirements laid down in the said Order with respect to the manner in which, the circumstances under which or the place where the said work may be carried out;
- c. a prohibition on carrying out such work without it having been demonstrated by an investigation in a manner to be

indicated in the said Order that contamination or impairment of the soil will not be caused or will not be caused exceeding a given value;

d. a prohibition on carrying out such work without reporting this in a manner to be indicated in the said Order to a government body to be named therein, stating the information laid down therein.

2. The regulations referred to in the first subsection may include a prohibition on using without the scope of a work as referred to therein an object to be named in the said Order and intended for storage or transport of substances likewise to be named therein, if the said object:

- a. has not been approved in a manner to be indicated in or pursuant to the said Order;
- b. is not of a type approved by testing in accordance with regulations laid down in or pursuant to the said Order.

3. If a work is referred to in sections 6 up to and including 12 may result in serious contamination or impaired of the soil, the regulations to be laid down by General Administrative Order pursuant to the said sections may contain a complete prohibition on carrying out such work.

#### Section 16

1. The regulations to be laid down by General Administrative Order pursuant to sections 6 up to and including 12 may contain the obligation that with regard to work belonging to a category specified therein and which may cause serious contamination or impairment of the soil, the person carrying out or causing others to carry out such work, other than as a subordinate:

- a. shall provide financial security in respect of observance of regulations which apply to him pursuant to the Order;
- b. shall provide financial security to cover his liability in respect of damage originating from contamination or impairment of the soil caused by the work.

2. Further regulations shall be laid down in the Order with respect to this obligation, indicating in any case the amount for which and the term during which the security shall at most be maintained, as well as the conditions which must be fulfilled before the obligation shall come to an end. It can furthermore be laid down on which of the persons referred to in the first subsection the obligation rests.

The Order shall name the government body authorised to determine the amount to be withdrawn from the security provided as recoupment in the event that a regulation for which financial security is required is not observed. Section 5:26, second, third and fourth subsection, of the General Administrative Law Act shall apply with regard to the recovery of the amount to be recouped.

Regulations may be laid down in the Order in respect of cases in which the obligation is carried out by taking out and maintaining insurance; due allowance shall be made for what can reasonably be covered by insurance.

#### Section 16a

1. The regulations to be laid down by General Administrative Order pursuant to section 6 up to and including 12 may include regulations relating to objects which are deposited on or in the soil during the performance of work referred to in those sections.

2. The regulations to be laid down by General Administrative Order pursuant to sections 6 up to and including 12 may also contain the obligation to ensure that on completion of a work as referred to in the said sections the soil is left in a condition to be specified in the said Order. Regulations may be laid down concerning the manner in which the said obligation is to be observed.

#### Section 17

1. The regulations to be laid down by General Administrative Order pursuant to sections 6 up to and including 12 may contain the obligation to carry out such measurements, recording or tests as indicated in the said Order in order to obtain information with respect to a substance introduced, inadvertently or otherwise, or transported into the soil, or with respect to the effect this substance has on the soil. Requirements may also be imposed with regard to the manner in which the measurements, recording and tests shall be carried out and the information obtained by means thereof shall be submitted to a government body to be indicated in the said Order.

2. The regulations to be laid down by General Administrative Order pursuant to sections 6 up to and including 12 may furthermore contain the obligation to comply with further requirements imposed on the person concerned by government bodies to be indicated in the said Order in respect of subjects mentioned therein. The Order by which a further requirement is imposed or amended shall also state a term, commencing on the date on which the said Order becomes effective, which term must elapse before the requirement contained in the Order comes into force.

#### Section 18

A General Administrative Order adopted pursuant to sections 6 up to and including 12 may contain a provision to the effect that regulations laid down in the said Order shall only apply in areas belonging to a category indicated with a view to the nature of the soil.

#### Section 19

By General Administrative Order made by virtue of sections 6 up to and including 12, it may be laid down that the authority empowered to issue a permit pursuant to the Environmental Protection Act, when issuing or amending the permit, may differ with regard to the subjects mentioned therein as to the restraints subject to which the permit is issued, or as to thereto attached provisions of the regulations laid down by the Order. In that case the Order shall state the extent to which the empowered authority may differ from the regulations. It may also be laid down by the Order that differing from the regulations is only authorised in given categories of cases.

#### Section 20

If it is essential to make an immediate provision, Our Minister may, in the interests of soil protection, take a decision with respect to work as referred to in sections 6 up to and including 11. Such a decision, which shall be published in the Netherlands Government Gazette, shall lapse six months after it has become effective or, if within that period a General Administrative Order to replace the said decision has come into effect, on the date on which the said Order comes into force. The term may be extended by Our Minister, once only, by at most six months in a decision, stating the grounds on which it is based, which shall be published in the Netherlands Government Gazette.

### CHAPTER IV. GENERAL PROVISIONS IN CASE OF SOIL CONTAMINATION

#### § 1. General

#### Section 21

1. The service centre has been given the task of at least making recommendations on the purification of the contaminated soil.

2. The service centre shall issue its recommendation in writing within four weeks of the date on which the request for recommendation on the purification of the contaminated soil is received. At the same time as the recommendation referred to in the first sentence is mailed, a copy thereof shall be sent to the Provincial Executive of the province within whose boundaries the contaminated soil is situated.

3. The recommendation shall include the result to be achieved by purification and the costs this entails.

#### Section 22

1. The service centre shall have a code on the manner in which the task referred to in section 21 shall be performed and shall maintain a register of the recommendations it issues. In this code the amounts shall also be laid down to cover the costs relating to its operations carried out in the performance of the task referred to in



section 21, first subsection, as well as the costs which ensue from other services it provides. It shall also prescribe the manner of recovering the amounts owed from those who use its services.

2. By Ministerial Order a code may be imposed concerning the compilation of a register as referred to in the first subsection and the information to be included in that register.

3. Our Minister shall be notified of the code and any amendments to them.

#### Section 23

1. Any person intending to excavate contaminated soil shall not do so until he has requested recommendation on purification of the soil from the service centre, unless in such a case as referred to in section 27, first subsection, the urgency of the situation dictates otherwise.

2. Section 28, third subsection, accordingly applies to the request for recommendation referred to in the first subsection.

3. By Ministerial Order there may be designated categories of contaminated soil or activities whereby contaminated soil is excavated for which a request for the service centre's recommendation may be dispensed with.

#### Section 24

By Ministerial Order regulations are imposed concerning:

- a. the information to be submitted with the request for recommendation and
- b. the purification assessment of the contaminated soil.

#### Section 25

The articles of the Service Centre and any amendments thereto shall require the assent of Our Minister. Section 10.28 to 10.31, inclusive, of the General Administrative Law Act shall apply.

#### Section 26

The appointment, suspension or dismissal of the members of the supervisory board as well as the executive board of the service centre shall require the approval of Our Minister. Section 10.28 to 10.31, inclusive, of the General Administrative Law Act shall apply.

#### Section 27

1. Any person who shall perform acts on or in the soil as referred to in sections 6 up to and including 11 and shall be aware of the contamination or impairment of the soil ensuing from those acts must notify as soon as possible the Provincial Executive of the province of the contamination or impairment, stating which of the measures referred to in section 13 he intends to take or has already taken.

2. In such a case as referred to in the first subsection, the Provincial Executive may give directions on the measures to be taken. The measures referred to in the first sentence may also include a direction to obtain the recommendation of the service centre on the purification of the contaminated soil. Unless the urgency of the situation dictates otherwise, the Provincial Executive will give no direction to excavate the contaminated soil until they have taken note of the recommendation of the service centre on the purification of the soil.

3. Any person who has been involved in the acts shall immediately notify those responsible for the acts or the Provincial Executive of the province of the contamination or impairment.

4. The Provincial Executive shall as soon as possible inform the Burgomaster and Alderman of the

municipality where the contamination or impairment has occurred and the Inspector about the notifications which have been made in pursuance of the first or third subsection.

#### Section 28

1. Any person who plans to take remedial measures or acts as a consequence of which the contamination of the soil will be reduced or removed shall notify that plan to the Provincial Executive of the province concerned.

2. The notification referred to in the first subsection shall also include information concerning the results of investigation into the quality of the soil, including the results of any site assessment, the date on which said measures will commence, and if contaminated soil is to be excavated or contaminated groundwater is to be released, the destination of that soil and that groundwater. If soil is to be excavated, it must be stated in the report whether this will be purified and, if the soil will not be purified either in full or in part, the reasons for this must be given.

3. Notification as referred to in the first subsection may be dispensed with, if the person concerned may reasonably assume that neither remedial measures nor the act to which his plan relates in any way involve serious contamination and can also establish:

- 1\* that the relevant quantity of contaminated soil or contaminated groundwater amounts respectively to no more than 50 cubic metres or 1000 cubic metres, or
- 2\* that it follows from the nature of the acts referred to in the first subsection that the soil will be removed only temporarily and will be brought back after removal.

4. It may be laid down by General Administrative Order in which cases, other than those referred to in the first subsection, notification may be dispensed with, provided no seriously contaminated site is involved.

5. The Provincial Executive shall inform the inspector of the notification made pursuant to the first subsection, and the Burgomaster and Aldermen of the municipality concerned unless it relates to their own plan. At the same time they shall publish it in one or more daily, news or free local papers.

6. This section does not apply to sites referred to in sections 27, 30, first subsection, and 43.

#### Section 29<sup>1</sup>

1. The Provincial Executive shall make a decision on whether a seriously contaminated site is in question:

- a. on the basis of site assessment or
- b. on the basis of notification as referred to in section 28, first subsection.

2. It shall decide as quickly as possible, but at the latest thirteen weeks after receipt of the site assessment or notification.

3. The time limit, referred to in the second subsection, shall be suspended if the investigation yields insufficient information for a decision to be reached. In that case, the Provincial Executive shall give to whoever has provided the information on the further investigation or whoever has made the notification the opportunity to submit the required information within a specified time.

4. The person who has made a notification as referred to in section 28, first subsection, shall not perform the acts referred to in that subsection until:

- a. after the recommendation referred to in section 23, first subsection has been requested, and
- b. after a decision as referred to in the first subsection, under b, has been given, or
- c. if no decision has been given as referred to in the first subsection, under b, within the period referred to in the

<sup>1</sup> Rectification of section 29 re the third tranche of the General Administrative Law Act in process, see appendix.

second subsection, after that period has ended.

**§ 2. Powers In case of seriously contaminated or impaired soil as a result of unusual event**

**Section 30**

1. If as the result of an unusual event the soil is or threatens to be seriously contaminated or impaired, the Provincial Executive shall forthwith take such measures as it deems necessary in order to remove and remedy as much as possible the contamination or impairment and the direct consequences thereof.

2. With regard to a person who commits an act which in the opinion of the Provincial Executive is the sole or contributory cause of the contamination or impairment, the measures referred to in the first subsection may include:

- a. an order to cease the said act;
- b. an order to cease the said act in the event of failure to comply with requirements imposed by the Provincial Executive.

3. With regard to the person on whose property the cause of contamination or impairment is located, or the contamination, the impairment or the direct consequences occur, the measures referred to in the first subsection may include an order to admit persons designated therein to his property and to enable them, if necessary with the use of aids:

- a. to institute an on-site investigation into the cause and scale of the contamination, the impairment or the direct consequences thereof;
- b. to remove or remedy as much as possible the contamination, the impairment and the direct consequences thereof.

4. With regard to any person on whose property measures must be taken in order to remedy the contamination or the impairment and the direct consequences thereof in the direct vicinity, the measures referred to in the first subsection may include an order to allow designated persons access to his property and to enable them to carry out the prescribed measures.

**Section 31**

If Our Commissioner in the province where the soil has been contaminated or impaired as referred to in section 30 deems that this presents such a danger to the environment or such damage to property is to be feared as to make immediate action essential, he shall take the measures referred to in section 30 for as long as this situation continues and until the Provincial Executive makes use of its powers.

**Section 32**

1. Unless the urgency of the situation dictates otherwise, the Provincial Executive and Our Commissioner shall not implement section 30 or 31 without having offered the inspector, the service centre and the Burgomaster of the municipality where the contamination, the impairment or the direct consequences thereof occur the opportunity to submit their recommendations on the matter.

2. Unless the urgency of the situation dictates otherwise, it shall not implement the said sections without having offered the person concerned the opportunity to remedy the contamination, the impairment or the direct consequences thereof.

3. In the decision whereby a measure is taken as referred to in section 30, the Provincial Executive and Our Commissioner shall impose a period of up to one year at the end of which the measure shall lapse. The Provincial Executive may extend such a term by a maximum of one year at a time, if in its view the severity of the contamination, the impairment or the consequences thereof have not or not sufficiently diminished.

**Section 33**

1. The Burgomaster of a municipality where the soil has been contaminated or impaired as referred to in section 30 or the direct consequences thereof occur and the inspector may request the Provincial Executive or Our Commissioner to implement the measures referred to in section 30.

2. The decision on such a request shall also be conveyed to the other authority referred to in the first subsection who may request that the measures referred to in section 30 be implemented.

**Section 34**

A decision taken pursuant to section 30 or 31 shall be communicated forthwith to the person concerned as well as to the Burgomaster of the municipality where the contamination, the impairment or the direct consequences thereof occur and the provincial environment committee, referred to in section 2.25 of the Environment Protection Act.

**Section 35**

1. Insofar as contamination or impairment concerns soil under surface water - contrary to section 30 - the powers assigned to the Provincial Executive in that section shall be vested in the water quality controller. The same powers shall be vested in the water quality controller insofar as the contamination or impairment concerns the coast or bank of surface water, unless it may be reasonably assumed that contamination or impairment will have no consequences for the soil under that water.

2. In such a case as that referred to in the first subsection:

- a. except for when the contamination or impairment concerns the soil under surface water or the adjoining coast or bank for which Our Minister of Transport, Public Works and Water Management is the water quality controller, the powers referred to in section 31 are vested in Our Commissioner of the province where the contamination or impairment occurs until such time as the water quality controller makes use of his own powers;
- b. sections 32 up to and including 34 accordingly apply, with the understanding that for purpose of implementing those articles the Provincial Executive of the relevant province shall be equated with the Burgomaster of the municipality concerned.

3. With regard to damage suffered as a result of an order issued by the water quality controller in accordance with the first subsection in conjunction with section 30, third or fourth subsection, section 74 shall apply accordingly.

**§ 3. Remediation**

**Section 36**

It shall be decreed by General Administrative Order in which cases the functional properties of the soil for man, fauna and flora have been or are in danger of being seriously reduced. This shall include regulations with respect to the urgency of remediation in the various instances of soil use.

**Section 37**

1. The Provincial Executive shall lay down in a decision as referred to in section 29, first subsection, stating that there is a seriously contaminated site, whether remediation is a matter of urgency, taking into account the risk to men, fauna and flora as a consequence of exposure to contamination, given the use of the soil at the time at which the decision was given.

2. If the Provincial Executive decides that there is a case of urgency as referred to in the first subsection, it shall stipulate that remedial action must begin at a specified time which shall be:

- a. as soon as possible after the decision referred to in subsection 1 comes into effect, and no later than four

years after that date, or

b. at least four years after the decision comes into effect.

3. In the decision the Provincial Executive may state temporary protective measures which must be taken prior to remediation and also the way in which and how frequently it should receive reports on the implementation of these measures.

4. In the decision the Provincial Executive shall state what changes in the use of the soil should be reported to them.

5. The Provincial Executive may, by reason of a report as referred to in the third and the fourth subsection, or a change in circumstances, otherwise determine the urgency referred to in the first subsection or otherwise determine the timing of the remedial action referred to in the second subsection.

6. Regulations may be attached to the General Administrative Order referred to in section 36 with regard to the implementation of the first, second and fifth subsections.

#### Section 38

1. Any person who undertakes remedial measures, must do so in such a way that as a result the functional properties which the soil has for man, fauna and flora are preserved or restored, barring circumstances such as those referred to in the third subsection.

2. Regulations shall be imposed by General Administrative Order with regard to the preservation and restoration of the functional properties, referred to in the first subsection.

3. By General Administrative Order it shall be laid down in which specific circumstances relating to the special characteristics of the relevant contaminated site measures may be taken which will lead to the isolation and control of the contamination as well as the monitoring of the effects of isolation and control. Further regulations, concerning isolation, control and monitoring as referred to in the first sentence, shall be imposed by Ministerial Order.

4. If not contrary to the interests of soil protection, the Provincial Executive may, at the request of the person undertaking remediation, decide that the remediation may take place in stages. At the same time it shall state:

- a. for which stages must a report be sent to the Provincial Executive prior to implementation and what information this report should contain;
- b. during which stage which temporary protective measures should be taken;
- c. in which manner and at what time reports should be made to the Provincial Executive on the implementation of temporary protective measures and
- d. what changes of soil use must be reported to the Provincial Executive.

5. On the basis of a report as referred to in the fourth subsection under a, c or d, the Provincial Executive may give directions concerning the further implementation of remediation, which implies changes to some parts of the already approved remediation plan

#### Section 39<sup>2</sup>

1. If a notification as referred to in section 28 concerns a seriously contaminated site, it shall be, insofar as this is not already required by virtue of that section, accompanied by the results of the site assessment as well as the results of the remedial investigation and of a remediation plan, that shall contain:

- a. a more detailed description of the way in which the remediation will be carried out;

<sup>2</sup> Amendment to section 39, first subsection, is with the Council of State. Rectification of section 39, second subsection in process, see appendix

b. a description of the effects which are intended by the remedial measures to be taken, including a more detailed assessment of the quality of the soil which will be achieved through remedial measures;

c. if contamination remains in the soil after the remediation: a description of the way in which the territory concerned will be controlled in respect of the isolation of the contamination and of the measures that will be taken in respect of limitations that remediation will impose on the soil use;

d. a budget of the costs of remediation and a review of the funds available for this;

e. if the contaminated soil is to be excavated or the polluted groundwater released, the destination of that soil or that groundwater;

f. a description of the works on the basis of which the Provincial Executive may judge whether the remediation has been carried out according to plan.

The Provincial Executive may impose further rules concerning the information to be included in the remediation plan.

2. The remediation plan shall require the assent of the Provincial Executive, which shall only assent to the plan if it deems the measures contained therein satisfy the provisions of section 38. Implementation of the remediation plan may commence after the Provincial Executive has approved that plan or after that approval has been granted ipso jure. Section 10.28 to 10.31, inclusive, of the General Administrative Law Act shall apply.

3. When a remediation plan is submitted, an amount shall be payable for the assessment of that plan together with the documents of investigation on which this assessment is based. This amount shall be calculated according to a fee to be laid down by the Provincial Executive.

4. If the plan, referred to in section 28, first subsection, implies that remedial measures will not be carried out immediately after the decision, referred to in section 28, first subsection, the Provincial Executive may decide that the documents referred to in the first subsection need not be submitted at the time of notification. With regard to these documents the third subsection accordingly applies.

#### Section 40

1. Contrary to sections 28 and 39, with a notification as referred to in section 28, concerning a plan to carry out an act as a result of which only a small proportion of the contaminated soil will be removed, the Provincial Executive may allow the submission to suffice of:

- a. the results of a site assessment of the part of the site concerned and
- b. a remediation plan for the part of the site concerned.

2. The documents referred to in the first subsection shall require the approval of the Provincial Executive. Section 39, second subsection, second and third sentences, shall apply to the pertinent part of the site.

#### Section 41

1. Burgomaster and Aldermen shall give the Provincial Executive a statement of the sites for investigation and seriously contaminated sites known to them and situated within their boundaries. Burgomaster and Alderman shall inform the person on whose property such a site occurs as quickly as possible.

2. Provincial Executive shall inform the Inspector of a statement made pursuant to the first subsection.

#### Section 42

If:

- a. a seriously contaminated site is found on the same territory as another seriously contaminated site or
- b. seriously contaminated sites occur within bordering territories and

in the opinion of the Provincial Executive there is sufficient connection between the sites referred to under a or under b as regards the way in which the contamination can be tackled, the Provincial Executive shall lay down that remediation of both sites shall be undertaken at the same time.

#### Section 43

1. The Provincial Executive, with regard to the territory on which the contamination is situated or where the direct consequences thereof occur, may:

- a. in a site for investigation, order a site assessment to be carried out in a prescribed manner or
- b. in a seriously contaminated site, order temporary protective measures to be taken.

The orders referred to in the first sentence may include an order to obtain the recommendation of the service centre on the purification of the contaminated soil. Unless the urgency of the situation dictates otherwise, the Provincial Executive shall not give any order to excavate the contaminated soil until it has taken note of the recommendation of the service centre on the purification of said soil.

2. The orders referred to in the first subsection may be given only to the person who has real or personal rights to said property and at the same time uses it or has used it to practise a business.

3. The Provincial Executive may also order:

- a. the person whose acts have caused a site for investigation or a seriously contaminated site, or
- b. the owner or long leaseholder of the property on which the contamination is situated or the consequences thereof occur, to carry out site assessment in a prescribed manner thereto indicated or, in the event of serious contamination, to carry out remedial investigation or to take remedial action.

4. The order to take remedial action referred to in the third subsection may also demand that protective measures be taken urgently or that a remediation plan be formulated.

5. The order to take remedial action referred to in the third subsection may not be given if the contaminated site concerned:

- a. has been remedied in accordance with section 38, first subsection, or
- b. measures as referred to in section 38, third subsection have been taken.

#### Section 44

The Provincial Executive may order any person who does not take remedial measures in accordance with his submitted and approved remediation plan to act in accordance with that plan.

#### Section 45

1. If the Provincial Executive intends to give an order pursuant to section 43 as a result of a notification as referred to in section 28, it shall give notice of this to the person who has made the notification.

2. The Provincial Executive shall not give an order by virtue of section 43 until after the Burgomaster and Aldermen of the municipality concerned and the inspector have been given the opportunity to proffer their recommendation.

3. The Provincial Executive shall not give an order by virtue of section 43 without having given the person concerned the opportunity to carry out site assessment or remedial investigation, to take remedial action, to take temporary protective measures or to draw up a remediation plan within a period to be set after consultation with the person concerned.

4. In such a case as that referred to in the third subsection, the Provincial Executive may give directions with regard to the way in which this should be carried out.

5. If the Provincial Executive of another province also intends to give an order to the person concerned, at the request of the person concerned the Provincial Executive shall also involve the Executive of the other province in the consultation referred to in the third subsection and in establishing the period within which the site concerned must be investigated or remedied in pursuance of a given order.

6. If the Provincial Executive gives an order on the grounds of section 43 with regard to a site for investigation or a seriously contaminated site not situated on the property of the person to whom the order is given, it shall not do so until after consultation with the person on whose property said investigation or seriously contaminated site occurs.

#### Section 46

1. An order to take remedial action as referred to in section 43, third subsection, unless it relates to temporary protective measures, shall not be given to the owner or long leaseholder of the property, if this person on the occasion of the consultation with him pursuant to section 45, third subsection, shows that he:

- a. had no sustainable legal relationship with the polluter or polluters during the period in which the contamination was caused;
- b. has had no direct or indirect involvement in the cause of the contamination, and
- c. was not aware or in all fairness could not have been aware of the contamination at the moment of acquiring the title to the property.

2. If an owner or long leaseholder:

- a. does not comply with the provisions of the first subsection under a, but did not in the main cause the contamination or
- b. does not comply with the provisions of the first subsection under b, but did not in the main cause the contamination,

yet otherwise complies with the provisions of the first subsection, the Provincial Executive shall not give him an order, if it is mutually agreed that he shall pay them an amount equal to the costs of remedying that part of the contamination in which the polluter or he has been involved.

3. The second subsection accordingly applies to any person whose acts have contributed to a seriously contaminated site, but did not in the main cause the contamination.

#### Section 47

1. An order by virtue of sections 43 or 44 shall be communicated to the Burgomaster and Aldermen of the municipality concerned and to the inspector.

2. In such a case as referred to in section 45, first subsection, the order shall also be communicated to the person on whose property said investigation or seriously contaminated site occurs.

#### Section 48

The Provincial Executive is responsible for preliminary investigation and site assessment as well as remedial investigation and remediation of serious contamination located within the province insofar as this is not provided for in the manner referred to in sections 13, 27, 28, 43 up to and including 47, or 72.

#### Section 49

1. The Provincial Executive may, if so necessary, take the measures referred to in article 30, second, third and fourth subsection to enable site assessment, remedial investigation or remediation.

2. For the purpose of making a preliminary investigation, the Provincial Executive may furthermore take such a measure as referred to in section 30, third subsection, under a, with regard to any person on whose property that investigation must take place.

3. With regard to cases as referred to in the first and second subsections, the investigation or remediation of which shall be carried out by the Burgomaster and Aldermen, the powers assigned to the Provincial Executive by virtue of those subsections shall be assigned to the Burgomaster and Aldermen. Section 55 applies accordingly to the Burgomaster and Aldermen.

4. Section 47, first subsection, accordingly applies with regard to the exercise of the powers referred to in the first, second and third subsection.

#### Section 50

1. At the request of the Provincial Executive on behalf of a public authority designated in that request, Our Minister, if it is necessary in order to enable the remediation of a seriously contaminated site, may requisition:

- a. the title or use of immovable property lying within the territory where the cause of the contamination is situated or where the contamination or the direct consequences thereof occur;
- b. limited rights, governing the property under a, or the use thereof.

2. Before the Provincial Executive makes a request such as that referred to in the first subsection, it shall attempt to acquire the property by amicable agreement. With its request it shall include a report on the consultation thereon with the various entitled parties. Our Minister shall not exercise the powers assigned to him in the first subsection until he has notified the States General of his intention in this regard; he shall thereby submit the report referred to in the second sentence.

3. The Requisition Act of 1962 shall apply, notwithstanding that section 3, 3a, 5, 9, third subsection, and 13, third subsection, shall not apply.

4. The contamination of the soil is not to be taken into account when determining indemnification, except where the damage is attributed to the person entitled to indemnification or where that person will unfairly be enriched from such indemnification.

5. The authority on whose behalf the property has been requisitioned shall pay to the entitled party with whom agreement has not been reached on an amount for indemnification in the consultation in accordance with section 17 of the Requisition Act 1962, or who has not taken part in that consultation, an advance on that indemnification amounting to 90 per cent of the amount offered to him as indemnification.

#### Section 51

1. After consultation with the Burgomaster and Aldermen, having conferred with the Provincial Planning Committee, the Provincial Executive may invite the former to grant a temporary exemption from a local development plan, pursuant to section 15, first subsection of the Physical Planning Act, for a period to be decided but in any case not exceeding five years, in the event that remediation requires storage of soil or other materials for that period contrary to the provisions of that plan. If this invitation is not acted upon within eight weeks, the exemption may be granted by the Provincial Executive.

2. The provisions laid down in, or pursuant to, the Physical Planning Act, sections 15, third subsection, and 17, second up to and including tenth subsection accordingly apply.

3. A transcript of the exemption granted by either Burgomaster and Aldermen or Provincial Executive as referred to in the first subsection shall be sent to the inspector.

#### Section 52

1. The Provincial Council shall make an ordinance, in which rules shall be laid down with regard to the manner in which the Burgomaster and Alderman of the municipality where a site occurs in which site assessment will take place, or a seriously contaminated site that was included in the provincial environmental protection programme or has been included in the meantime, as well as the residents of that municipality, the inspector, and other natural persons and legal entities with an interest in the implementation of that site assessment, the remedial investigation or the remediation of that site shall be involved in the that implementation.

2. The rules referred to in the first subsection shall relate to:
  - a. the manner in which the bodies and persons referred to in the first subsection shall be given the opportunity to express their opinion of the implementation of the investigation or remediation and to communicate with the provincial authority;
  - b. reports of the talks referred to under a and the outcomes thereof;
  - c. the manner in which the residents and interested natural persons and legal entities in the province and the municipality respectively shall have the opportunity to lodge an appeal against the implementation of the ordinance.

#### Section 53

1. Burgomaster and Aldermen may request the Provincial Executive to make them responsible for sites for investigation, remedial investigation or remediation in the seriously contaminated site, insofar as such investigation or remediation will be carried out by or on behalf of the Provincial Executive within the boundaries of their municipality.

2. The Provincial Executive shall make a decision on a request as referred to in the first subsection within four weeks of its receipt. The inspector shall be notified of their decision.

3. The Provincial Executive may attach conditions to a decision to grant a request. These conditions may concern only the provision of information necessary for the implementation of sections 78 and 84 by Burgomaster and Aldermen.

#### Section 54

Section 52 accordingly applies if Burgomaster and Aldermen instigate investigation in sites for investigation, or remedial investigation or remediation in seriously contaminated sites, with the proviso that the ordinance must be ratified by the Municipal Council.

#### Section 55

1. The Provincial Executive shall immediately send a transcript of the decision referred to in sections 29, first subsection, and 37, first subsection, and of orders referred to in sections 30, 43, 44 and 49 to the appropriate branch of the Land and Public Registry Agency, so that a brief note on the nature of that decision and those orders may be entered against the plots concerned in the land register, as referred to in section 48 of the Land Registration Act, which registration shall take place immediately.

2. The decision and orders referred to in the first subsection shall record, with reference to an enclosed cadastral map showing the respective immovable property, the related entry in the land register, the size of each of the plots concerned according to the land register and, if an immovable property referred to in a decision or order forms part of a plot, also the size of that sub-plot. The respective immovable properties and corresponding plots and sub-plots shall be clearly marked on the enclosed cadastral map.

3. The first subsection shall accordingly apply in the event of a decision or order as referred to in the first subsection whereby, pursuant to a decision or judicial ruling, that decision or order has been nullified, withdrawn or amended, or in any other way has lost its individual significance with the difference that on the grounds of the relevant notice from the Provincial Executive the brief entry next to the plots concerned in the land register shall be removed.

4. The transcripts of decisions and orders as referred to in the first subsection, as well as the notices referred to in the first subsection shall be kept at the appropriate branch of the Land and Public Registry Agency and shall be available to the public.

#### § 4. Compulsory purchase by municipalities in case of seriously contaminated sites

**Section 56**

In these sections reasonable price shall be taken to mean: a price that would be obtained on a sale in free commercial trade between reasonable parties, whereby the contamination of the soil would not be taken into account.

**Section 57**

1. A municipality shall be obliged to purchase the land, the dwelling standing thereon or rights relating to the ground or dwelling, if:
  - a. the dwelling is located within the boundaries of the municipality on land that contains a seriously contaminated site or makes up part of a seriously contaminated site;
  - b. if by virtue of section 37, first subsection it has been laid down that remediation is a matter of urgency and
  - c. that land has been sold for housing or has been long leased out after the contamination was caused.

2. The purchase shall be made at a reasonable price.

**Section 58**

The obligation shall stand only if a request to purchase is made by:

- a. the owner of the land or the dwelling;
- b. a person who holds the long lease, building and planting rights, usufruct or the right to use the dwelling, to which the land or the dwelling is subject.

**Section 59**

1. The obligation shall stand only towards an entitled party who can show that he:

- a. occupies the dwelling;
- b. had no sustainable legal relationship with the polluter or polluters during the period in which the contamination was caused;
- c. has had no direct or indirect involvement in the cause of the contamination;
- d. was not aware or in all fairness could not have been aware of the contamination at the moment of acquiring the title to the property.

2. Furthermore the holder of the rights must show that it is not possible to sell the dwelling at a reasonable price in free commercial trade. He can show this in any case if he has three times offered the dwelling for sale at a reasonable price in a daily newspaper, but without success.

**Section 60**

The municipality is not obliged to purchase, if:

- a. the contamination concerns only the groundwater or
- b. the Provincial Executive has made a request as referred to in section 50, first subsection, or anticipating this, has come to an amicable settlement as referred to in section 50, second subsection.

**Section 61**

Section 75, third subsection, does not apply to:

- a. the holder of the rights referred to in section 59
- b. the municipality which purchases the land, the dwelling or any right relating to the land or the dwelling;
- c. the person to whom the municipality sells the land, the dwelling or the title to the land or the dwelling unless he occupies or has been occupying this dwelling.

**Section 62**

Burgomaster and Aldermen shall come to a decision within thirteen weeks of a request. They shall send a transcript of the request and their decision thereon to the Provincial Executive.

**Section 63**

Any disputes concerning the municipality's decision on the request or with regard to the purchase price shall come under the cognisance of the court in whose jurisdiction the dwelling is situated.

**5. Special regulations applying to the remediation of aquatic sediment****§ 5.5.1. Waters under central government control****Section 63a**

1. In cases which concern the contamination or impairment of the bottom sediment of surface water of which Our Minister of Transport, Public Works and Water Management is the water quality controller, the tasks and powers assigned to the Provincial Executive in sections 21, 27, 28, 29, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 48, 49 and 55, to the Provincial States in section 39, and to our Minister in section 50 shall, contrary to these sections, rest with Our Minister of Transport, Public Works and Water Management.

2. Similar tasks and powers shall rest with Our Minister of Transport, Public Works and Water Management insofar as the contamination or impairment concerns the shore or the bank of surface water, unless it can reasonably be assumed that the contamination or impairment will have no effect on the bottom sediment of that water.

3. In such cases as referred to in the first and second subsection, Our Minister of Transport, Public Works and Water Management shall provide indemnification for any damage by virtue of an order as referred to in section 49, in conjunction with section 30, third or fourth subsection. Section 74, second, third and fourth subsection, shall apply to this indemnification.

4. In such a case as referred to in the first or second subsection:

- a. section 49, third subsection, shall not apply;
- b. should Our Minister of Transport, Public Works and Water Management make a requisition as referred to in section 50 without this being requested by the Provincial Executive, he shall not make that requisition until he has attempted to acquire by amicable agreement that which must be requisitioned, and shall submit a report on negotiations with the title holder to the States General, and
- c. section 76 up to and including 86 shall continue not to apply.

5. In cases where contamination or impairment of the bottom sediment, or the effect thereof, is not confined to the bottom sediment referred to in the first subsection, or the shore or bank referred to in the second subsection, Our Minister of Transport, Public Works and Water Management and the Provincial Executive shall consult together on the matter before exercising their powers.

**Section 63b**

1. Our Minister of Transport, Public Works and Water Management shall draw up an annual programme of sites for investigation known to him and seriously contaminated sites which involve contamination or impairment as referred to in section 63a, first or second subsection, hereinafter referred to as the remediation programme for the bottom sediment of waters under central government control.

2. The remediation programme for the bottom sediment of waters under central government control shall, in respect of the sites referred to in the first subsection, contain at least a list of actions to be taken over the next four years by or on behalf of Our Minister for Transport, Public Works and Water Management, or actions by others of which he has been notified, including an indication of the time at which the investigation or remediation

of those sites will or ought to commence.

3. Our Minister of Transport, Public Works and Water Management when drafting a remediation programme for the bottom sediment of waters under central government control shall consult with the administrative authorities which are involved or have an interest in those actions referred to in the second subsection.

4. Our Minister of Transport, Public Works and Water Management shall submit the remediation programme for the bottom sediment of waters under central government control to the States General prior to the presentation of the government budget. The programme shall be accompanied by a statement of expenditure of monies allocated by the budget in the previous calendar year for the remediation of the bottom sediment of waters under central government control.

5. Section 84, second subsection, shall apply to the content of the statement referred to in the fourth subsection, second sentence.

#### Section 63c

1. An Order by Our Minister of Transport, Public Works and Water Management shall lay down regulations for the way in which:

- a. the natural and legal persons concerned shall be involved in the preparation of the remediation programme for the bottom sediment of waters under central government control, and
- b. the Provincial Executive and the Burgomaster and Aldermen of the municipality where there is a site which requires further investigation or where there is a seriously contaminated site that has been included in, or since been added to, the remediation programme for the bottom sediment of waters under central government control, as well as the residents of the province or municipality, other water quality controllers, other administrative authorities, and natural and legal persons with an interest in the conducting of the further investigation, remedial investigation or the remediation of that site shall be involved in the conducting thereof.

2. The regulations referred to in the first subsection shall in any case include rules on:

- a. the way in which the preliminary remediation programme for the bottom sediment of waters under central government control and details of the further investigation, the remedial investigation or the remediation of the sites included in that programme shall be published;
- b. the way in which the authorities and persons referred to in the first subsection, paragraph a and b, shall be given the opportunity to state their views on the preliminary remediation programme for the bottom sediment of waters under central government control and on the conducting of the further investigation, the remedial investigation or the remediation and to discuss these views with Our Minister of Transport, Public Works and Water Management;
- c. the reporting of the public inquiry referred to in paragraph b and its outcome;
- d. the way in which the natural and legal persons concerned shall be given the opportunity to lodge a complaint about the enactment of the Ministerial Order.

#### 5.2.2 Waters under regional control

#### Section 63d

1. In cases of contamination or impairment of the bottom sediment of surface water as referred to in section 6, first subsection, of the Pollution of Surface Waters Act the tasks and powers assigned to the Provincial Executive in section 48 and 49, first and second subsection, in conjunction with section 30, shall rest with the water quality controller. The provisions of the first sentence shall likewise apply to cases of contamination or impairment of the bank of surface water as referred to in that sentence, unless it can be reasonably assumed that that contamination or impairment will not effect the bottom sediment of that water.

2. In those cases referred to in the first subsection:

- a. section 47 shall apply to the exercising of the powers vested in the water quality controller by virtue of that

subsection;

b. the water quality controller shall take in the place of the Provincial Executive for the purposes of section 55 if the water quality controller serves an order as referred to in section 35, first subsection, in conjunction with section 30, or as referred to in section 49 in conjunction with section 30;

c. the water quality controller shall provide indemnification for damage resulting from an order issued by the water quality controller as referred to in section 49 in conjunction with section 30, third and fourth subsection. Section 74, second, third and fourth subsection, shall apply to this indemnification.

3. The statement referred to in section 41 shall also be made by the water quality controller insofar as it concerns sites for investigation of which he is aware and seriously contaminated sites in respect of the bottom sediment of surface water that comes under his control. Section 41, first subsection, second sentence, shall also apply to the water quality controller.

#### Section 63e

1. In such cases as referred to in section 63d, first subsection, the water quality controller shall draw up a remediation plan whenever there is a seriously contaminated site. The remediation plan shall be accompanied by the results of the further investigation as well as the results of the remedial investigation.

2. Section 39, first subsection, first sentence, paragraphs a up to and including f, shall apply to the contents of the remediation plan.

3. The remediation plan shall require the assent of the Provincial Executive. Section 39, second subsection, shall apply.

#### Section 63f

In such cases as referred to in section 63d, first subsection:

- a. the Provincial Executive shall advise the water quality controller of any notification made in accordance with section 27 and 28;
- b. the Provincial Executive shall take no decision as referred to in section 29, first subsection, 37, fifth subsection, 29, fourth or fifth subsection, 39, second subsection, or 40, first or second subsection, until the water quality controller has had the opportunity to present his recommendations on the matter to the Provincial Executive, which shall inform the water quality controller of its decision;
- c. the Provincial Executive shall not resort to issuing a decision pursuant to section 43 until the water quality controller has been given the opportunity to present his recommendations on the matter to it; it shall send a copy of its decision to the water quality controller, and
- d. the Provincial Executive shall also send a copy of any order issued pursuant to section 44 to the water quality controller.

#### Section 63g

In the event of a provincial ordinance:

- a. regulations shall be laid down on how the water quality controller should inform the Provincial Executive of the results of the remedial measures he has taken and of the spending of monies allocated to him for that purpose.
- b. the particular information to be included in the remediation plan referred to in section 63e may also be specified.

#### Section 63h

In cases where the contamination or impairment of the bottom sediment or the effects thereof is not confined to the bottom sediment or the bank of the surface water that comes under the control of the relevant water quality controller, the Provincial Executive and the water quality controller shall consult together before exercising their powers in the matter.

### § 5.3. Special provisions for maintenance dredging

#### Section 63i

1. In the case of a notification as referred to in section 28, which refers only to a proposal to deepen surface water:

a. section 28, fifth subsection, second sentence, 27, 52, and 63c, first subsection, paragraph b. and second subsection, paragraph b and c, shall not apply.

b. a decision, as referred to in section 29, first subsection, shall be taken no later than:

1° four weeks after receipt of the notification, if there will be no preparatory procedure as referred to in the General Administrative Law Act;

2° thirteen weeks after receipt of the notification in cases other than those referred to in subparagraph 1°, and

c. this decision may also grant dispensation from the provisions of section 39 with regard to the notified activities, if the notification has requested such dispensation.

2. If the notification concerns a complex case and there is no public preparatory procedure as referred to in the General Administrative Law Act, within four weeks of receipt of the notification the administrative authority may extend the period of four weeks referred to in the first subsection, paragraph b, subparagraph 1°, by up to four weeks.

3. Dispensation as referred to in the first subsection, paragraph c, may only be granted:

a. if the notification provides sufficient information to show that dredging could have adverse consequences for the dispersal, investigation and remediation of that part of the site where the serious contamination has not yet been eliminated, and

b. if the water quality controller has been given the opportunity to issue advice on the matter.

4. An Order by Our Minister of Transport, Public Works and Water Management or a provincial ordinance may lay down rules in respect of the information referred to in the third subsection, paragraph a

5. Constraints in respect of pertinent surface water may be attached to any dispensation, including limits to the period to which the dispensation applies. Any prescriptions necessary in the interests of the bottom sediment shall also be attached to a dispensation.

6. Section 20.3, first subsection, of the Environmental Protection Act, shall not apply to a decision as referred to in the first subsection, paragraph b and c.

#### Section 63j

1. If surface water must be urgently deepened in the interests of navigability, water consumption or water quality and in connection with unforeseen local shoaling as a result of exceptional hydrodynamic conditions, dispensation from section 28 may be granted upon request.

a. by our Minister of Transport, Public Works and Water Management where there is contamination or impairment as referred to in section 63a, first and second subsection;

b. by the Provincial Executive where there is contamination or impairment as referred to in section 63d, first subsection.

2. Such conditions shall be attached to a dispensation as our Minister of Transport, Public Works and Water Management or the Provincial Executive may deem necessary in the interests of the remediation of the bottom sediment.

### § 5.4. Other provisions

#### Section 63k

1. No order to take remedial measures in respect of the bottom sediment of surface water shall be served on its owner or leaseholder, other than when provisional protective measures are required, if he demonstrates during the consultation with him pursuant to section 45, third subsection:

a. 1° that during the period when contamination occurred he had no long-standing legal relationship with the perpetrator or perpetrators of the contamination, or

2° that his long-standing legal relationship with the perpetrator consisted only of providing the use of the site, and the contamination was caused by a discharge that was not in conflict with the prescriptions contained in, or by virtue of, the Pollution of Surface Waters Act, or by a discharge of which the water quality controller was aware or could reasonably have been expected to be aware;

b. that he was neither directly nor indirectly involved with the cause of the contamination, and

c. 1° that at the time when he acquired the legal title he was neither aware, nor in all fairness could have been expected to be aware, of the contamination, or

2° that the person who was owner or leaseholder of the pertinent plot on the first day of August 1995 and his legal successors comply with paragraphs a and b.

2. No order shall be served on an owner or leaseholder:

a. who does not comply with the first subsection, paragraph a, subparagraph 1, but where the perpetrator was not predominately involved in the cause of the contamination, or

b. who does not comply with the first subsection, paragraph b, but was not predominately involved in the perpetration of the contamination and otherwise does comply with the first subsection, provided that it is agreed with the administrative authority that is responsible for issuing the order that he shall pay that authority an amount equal to the cost of the remediation of that part of the contamination in which either he or the perpetrator was involved.

3. The second subsection shall apply to those whose actions have contributed to creating a seriously contaminated site, but who were not predominately involved in the cause of the contamination.

#### Section 63l

Section 55, first, third and fourth subsection, shall not apply to decisions and orders referred to in that section which concern the bottom sediment of surface water which is the property of a legal person governed by public law.

### CHAPTER V. DISPENSATION AND EXEMPTION

#### Section 64<sup>3</sup>

1. In agreement with Our Minister of Agriculture, Nature Management and Fisheries and after consulting the Technical Soil Protection Committee, Our Minister may by means of a Ministerial Order exempt certain action categories from regulations laid down pursuant to Chapter III, insofar as this does not conflict with the interests of soil protection.

2. A dispensation shall be made subject to regulations necessary in the interests of soil protection.

#### Section 65

1. It may be laid down in a General Administrative Order as referred to in sections 6 up to and including 11 that government bodies indicated in the said Order may upon request, in cases not conflicting with the

<sup>3</sup> Amendment to section 64 is with the Council of State, see appendix.



interests of soil protection, grant exemption from prohibitions and obligations indicated in the Order. If an organ of State has not been appointed as the government authority, a provincial environmental ordinance laid down pursuant to section 1.2 of the Environmental Protection Act shall be observed when a decision on exemption is taken.

2. Authority as referred to in the first subsection is not applicable to establishments requiring a permit as referred to in section 8.1 of the Environmental Protection Act.

3. An exemption may be granted subject to restrictions; regulations can be linked to exemptions. Restrictions and regulations are imposed in the interests of soil protection.

4. With a view to the observance of international obligations regulations may be laid down by General Administrative Order as referred to in the first subsection with respect to cases in which exemption may be granted and with respect to the regulations or restrictions which shall in any case be imposed in respect of an exemption.

5. Chapter 3.5 of the General Administrative Act and Chapter 13.2 of the Environmental Protection Act shall apply when making a decision in respect of a request to grant an exemption.

#### Section 66

1. Restrictions under which an exemption is granted, and regulations associated therewith, may in the interests of soil protection be amended, supplemented or withdrawn. If no restrictions or regulations are imposed, this may subsequently be done in the said interests.

2. An exemption may be withdrawn wholly or in part if:

- a regulation associated with the exemption is not observed;
- this is necessary in the interests of soil protection.

3. Chapters 3.5.2 up to and including 3.5.5. of the General Administrative Act and Chapter 13.2 of the Environmental Protection Act shall apply when making a decision in respect of a request from the holder of an exemption to amend associated regulations or restrictions under which the said exemption has been granted. Chapter 3.5.6 of the General Administrative Act and Chapter 13.2 of the Environmental Protection Act shall apply when making other decisions pursuant to the first subsection and decisions pursuant to the second subsection under b.

#### Section 67

1. The government body which pursuant to section 65, subsection 1, is or would be authorised to decide on a request for an exemption shall enable the Inspector to submit to the said body his recommendations with regard to the request for exemption and with regard to the draft decision in respect thereof, as well as with regard to the intention of making a decision and a draft decision pursuant to section 65, other than at the request of the holder of the exemption. Other government bodies may be appointed by general administrative order who, if the request concerns a subject indicated therein, shall be enabled to submit recommendations in accordance with the first sentence of the present subsection.

2. The Provincial Executive and the Municipal Executive shall send to Our Minister a copy of a decision taken pursuant to section 65 or section 66.

#### Section 68

If implementation of section 65, subsection 1, has taken place, the government bodies indicated pursuant to the said subsection shall keep a register containing a record of the decisions taken with respect to exemptions.

## CHAPTER VI. SURVEYS IN THE INTERESTS OF SOIL PROTECTION

### Section 69

1. It may be laid down by General Administrative Order that:

- when surveys are conducted on behalf of a public authority in the interests of soil protection, the regulations laid down in the said general administrative order shall be duly observed;
- administrative bodies, designated in the said Order, of provinces, municipalities, bodies being legal entities as referred to in the Joint Regulations Act or other public bodies shall be obliged to conduct surveys as referred to under a above or to lend their assistance to such surveys in the territory under their authority, such with due observance of the regulations laid down in the said general administrative order.

2. Regulations as referred to in subsection 1 above, under a and b, may, inter alia, relate to:

- the manner in which the survey is to be conducted;
- the frequency of the survey;
- the density of the network of measuring points to be used for the purposes of the survey;
- the processing and recording of the results of the survey;
- making available results and furnishing information in respect thereof to the government bodies designated in the said general administrative order.

### Section 70

1. It may be laid down by General Administrative Order that, in cases to be designated in the said Order, if such government bodies as are designated therein consider a local survey necessary in the interests of the soil protection, they may impose on the parties entitled to that part of the soil where the said survey will be conducted the obligation to suffer the performance of the survey, as well the installation, presence, maintenance, use and removal of the means required for the said survey, such without prejudice to the said parties' right to compensation.

2. Unless the urgency involved dictates otherwise, the obligation shall not be imposed until after the government body concerned has informed the parties entitled of its intention thereto by registered letter, stating reasons, and has given them the opportunity to be heard either in person or through a representative.

### Section 71

1. It may be laid down by General Administrative Order as referred to in sections 6 up to and including 11 that any person who pursuant to the said Order is required to conduct a survey in a manner designated therein on or in a part of the soil in respect whereof he lacks the necessary authority may request a government body designated in the said general administrative order to impose on the parties entitled an obligation as referred to in section 70.

2. In the event of implementation of subsection 1 above the General Administrative Order shall also state what information shall be submitted with a request as referred to in subsection 1.

3. When imposing the obligation the government body concerned shall lay down such conditions that the compensation of the rightful claimants for damage is adequately ensured.

### Section 72

It may be laid down by General Administrative Order that in specified categories of cases, the party with title to a property where an act has or will be carried out, owing to which the soil can be contaminated or impaired shall be obliged to carry out the investigation indicated by said Order with regard to the quality of the soil, as well as to submit the results of that investigation to the government bodies designated by the Order. Section 71 shall accordingly apply.

## CHAPTER VII. FINANCIAL PROVISIONS

## § 1. Damages

## Section 73

Damage as a result of an investigation as referred to in section 70 or section 71, shall be indemnified by the authority which has imposed the obligation to make that investigation, or by the person who has imposed such an obligation to make such an investigation. The claim for indemnification shall come under the cognisance of the Court in whose jurisdiction the investigation took place.

## Section 74

1. Damage resulting from an order as referred to in section 30, third or fourth subsection, or section 49 in conjunction with section 30, third or fourth subsection shall be indemnified by the Provincial Executive or the Burgomaster and Aldermen who have given that order.

2. If the Provincial Executive or Burgomaster and Aldermen could have given an order as referred to in section 30, third or fourth subsection, or section 30, third or fourth subsection but have refrained from doing so in connection with the voluntary co-operation of the person on whom the order would have been served, the first subsection shall apply accordingly.

3. No indemnification for damages shall be made insofar as the damage is attributed to the person entitled to indemnification, or insofar as this person shall unfairly be enriched from this indemnification.

4. The claim for indemnification shall come under the cognisance of the court in whose jurisdiction the property concerned is situated.

## § 2. Remediation Costs

## Section 75

1. The State may - subject to the Court's mitigation - recover its costs of investigation in sites for investigation and remedial investigation and remediation in seriously contaminated sites from the person, whose unlawful act has caused the contamination or impairment of the soil in the case in question and who in this or any way other than by contract is liable under civil law to some public authority for the consequences thereof.

2. The State may, if costs of a case as referred to in the first subsection, are incurred in part by a province or a municipality, also recover these costs in accordance with that subsection.

3. The State may, as referred to in the first subsection, recover its costs in accordance with the rules concerning unfair enrichment, from anyone who has unfairly benefited from that investigation or that remediation. The second subsection shall apply accordingly.

4. The powers referred to in the first and third subsection are vested in the province or the municipality in those cases in which it entirely incurs the costs referred to in the first subsection, as well as in cases in which the State does not use this power, as far as it incurs such costs.

5. In such cases as referred to in section 63d, first subsection, the water quality controller shall take the place of the municipality for the purposes of the second and fourth subsection.

6. In cases in which the person who has caused the contamination or impairment is not subject to the provisions of the first subsection because he has not acted unlawfully towards any public authority, the costs referred to in that subsection can nevertheless be recovered by the State, if the following conditions apply:

- the polluter at the moment at which the contamination or impairment was caused by his action knew that

serious hazard was connected with the substances which caused the contamination or impairment, or should have known this hazard, and

- the polluter with these serious hazards in mind has culpably not refrained from contaminating or impairing actions, while, if these actions have taken place in industry or trade, with regard to serious culpability the following must be taken into account:

- common business practice among comparable businesses at that time, and
- the existing alternatives reasonably applicable to the polluter at that time.

Section 76<sup>4</sup>

1. Each year before 1 October Our Minister shall grant to each province a financial contribution to be set by him to cover the costs to be incurred by the province in the following year with regard to investigation in sites for investigation and of remedial investigation and remediation in seriously contaminated sites, which shall be carried out in the province concerned by or on behalf of the Provincial Executive or, in cases such as those referred to in section 63d, first subsection, by the water quality controllers in the province concerned.

2. Our Minister shall lay down rules for the calculation and the efficacy of the spending of the contribution to be granted pursuant to the first subsection.

3. From the contribution the province shall defray in full:

- the costs of the preliminary investigation, except in those cases referred to in section 63d, first subsection, and
- if, pursuant to section 82, second subsection, a contribution is granted to a municipality, that contribution

4. The province shall from the contribution defray per contaminated site, ninety per cent of the costs of site assessment and of remedial investigation and remediation in seriously contaminated sites as referred to in the first subsection, insofar as these costs shall be borne by neither the municipality concerned in accordance with section 79, first subsection, nor by the water quality controller concerned in accordance with section 81a, second subsection.

5. The costs of investigation and remediation shall include the costs of:

- indemnification granted on the grounds of section 74;
- acquisition by amicable agreement of the title to or use of immovable objects or of restricted rights as referred to in section 50, first subsection, under a and b;
- claims by virtue of section 50;
- the contribution granted to the municipality pursuant to section 82 or 83.

6. The costs referred to in this section may be further assigned by Ministerial Order.

7. Interest income on monies not yet paid, which the province has received pursuant to the first subsection, shall be paid in the year subsequent to the year for which the contribution is granted in respect of cases referred to in that subsection. The review referred to in section 78 also concerns that interest. Rules shall be made by Ministerial Order on the calculation thereof.

Section 77<sup>5</sup>

1. If the costs of a site, as referred to in section 76, fourth subsection, are expected to exceed an amount to be laid down by General Administrative Order, Our Minister, insofar as he concurs with the investigation and the remediation of that site, shall make to the province concerned a separate contribution for the costs thereof. The first sentence accordingly applies to the costs incurred by the Provincial Executive pursuant to section 42.

<sup>4</sup> Amendment to section 76 is with the Council of State, see appendix.

<sup>5</sup> Amendment to section 77 is with the Council of State, see appendix.

2. With regard to the contribution referred to in the first subsection and the costs referred to in that subsection, sections 76, third, fourth and fifth subsection, 79 and 80 shall apply accordingly.

3. By Ministerial Order rules shall be made on submission of a request for a contribution as referred to in the first subsection, and on the information that must be provided for such a contribution to be granted and on the efficacy of the spending of that contribution.

4. Interest income on monies not yet paid, which the province has received pursuant to the first subsection shall be paid in the year subsequent to the year for which the contribution is made for such sites as referred to in section 76, first subsection. Section 76, seventh subsection, second and third sentence, shall apply accordingly.

#### Section 78<sup>6</sup>

1. Each year before 15 April the Provincial Executive shall present Our Minister with a review of the progress of the cleanup in the province with regard to the sites for which a contribution has been made by virtue of section 76, first subsection, or 77, first subsection. This review shall indicate the amounts that the province has paid, and the obligations that the province has undertaken with regard to those sites as well as obligations with regard to those sites that the province intends to undertake in the relevant calendar year and the expenditure that the province expects to make in this regard in that year.

2. Our Minister may reduce an amount granted to a province by virtue of section 76 or 77, insofar as in his opinion it appears from the review referred to in the first subsection that the province will not spend that amount on the sites referred to in those sections in the year for which that amount is granted. Out of the amount of the reduction, he may raise the amounts of provinces that in his opinion may undertake more obligations in respect of those sites or could spend more than would be possible with monies allotted to them.

#### Section 79<sup>7</sup>

1. The municipality within whose boundaries the contaminated site occurs in a site in which site assessment will take place or there is a seriously contaminated site shall bear in respect of that site:

a. the costs per site referred to in section 76, fourth subsection, up to an amount of:

1\* for municipalities which according to the population figures of the Central Bureau for Statistics have 20,000 or more inhabitants on 1 January of the year in which the contribution is payable: Dfl 100,000;

2\* for other municipalities: the amount that is obtained by multiplying the number of inhabitants of the municipality concerned on 1 January of the year in which the contribution is payable by Dfl 5, or

b. if the costs per site referred to in section 76, fourth subsection, amount to more than the amount determined in accordance with clause a: said costs up to that amount augmented by seven and a half per cent of the remainder of those costs.

2. If the investigation or remediation is carried out by the province, at the request of the Provincial Executive the municipality shall pay to the province that part that is for its account.

3. For the purposes of calculating the costs per site referred to in the first subsection, under b, the costs for sites in which remediation pursuant to section 42 is begun at the same time shall be treated as the costs of one single site.

4. If a municipality is involved in or, owing to the application of the first subsection, should be involved in a case such as that referred to in section 12 of the Municipal Finance Act<sup>8</sup>, Our Minister may in agreement with

<sup>6</sup> Amendment to section 78 is with the Council of State, see appendix.

<sup>7</sup> Amendment to section 79 is with the Council of State, see appendix.

<sup>8</sup> From a strictly legal perspective, the Municipal Finance Act should read the Municipal Finance Act 1984. The latter was repealed on 1 January 1997. However the statute by which this was done (Bulletin of Acts, Orders and Decrees 1996, 577) contained an error in section 28, owing to which the Soil Protection Act was not correctly modified. This shall be rectified at the

Our Ministers of Home Affairs and of Finance, after consultation with the Provincial Executive of the province concerned, at the request of the Burgomaster and Aldermen set the contribution at a lower figure or decide that no such amount is payable by the municipality.

5. In a case such as that referred to in the fourth subsection, the Provincial Executive shall supplement the amount allotted to the province by virtue of section 76 with the amount by which it has been reduced, or shall grant that amount. Our Minister shall increase the amount granted to the province concerned by an amount equal to the amount referred to in the first sentence.

#### Article 80

1. The municipality may request Our Minister to be released from the obligation to pay the amount payable by virtue of section 79, if it can show to the Minister's satisfaction that with regard to the site concerned it has attempted to prevent contamination or to combat it with all means that it reasonably has its disposal.

2. If Our Minister decides to release the municipality from the obligation, he shall increase the amount, referred to in section 76, first subsection, granted to the province concerned by an amount equal to the amount referred to in the first subsection or, if section 77 applies, he shall grant to the province concerned a single amount equal to the amount referred to in the first subsection.

3. Release shall only granted in cases in which the cause of the contamination or impairment has occurred before the date on which this section becomes effective.

#### Section 81

1. The province shall bear two-and-a-half per cent of the costs referred to in section 76, fourth subsection, per seriously contaminated site or site in which site assessment will take place, if those costs are not borne in full by the municipality in accordance with section 79, first subsection, under a.

2. If investigation or remediation pursuant to a request allowed by the Provincial Executive as referred to in section 53, first subsection, is carried out by Burgomaster and Aldermen, at their request the province shall pay the part of the costs for its account to the municipality.

#### Section 81a

1. In those cases referred to in section 63d, first subsection, sections 79 up to and including 81 shall not apply.

2. In those cases referred to the first subsection, the water quality controller in respect of sites for further investigation or seriously contaminated sites, insofar it they concern the bottom sediment or bank of surface water which comes under his control, shall bear:

a. the costs per site, as referred to in section 76, fourth subsection, up to the amount produced by multiplying an amount to be set by General Administrative Order by the number of inhabitant equivalents on which the water quality controller shall levy, on the first of January of the year in which the contribution is due, a charge as referred to in section 21 of the Pollution of Surface Waters Act. Surface Waters Act, and

b. if the costs per site pursuant to section 76, fourth subsection, amount to more than the product of the multiplication referred to in paragraph a, ten per cent of the excess costs.

3. The Order referred to in the second subsection, paragraph a, shall set a maximum for the product of the multiplication.

4. For the purposes of calculating the costs per site as referred to in the second subsection, the costs of the sites where remediation pursuant to section 42 is begun simultaneously shall be regarded as the costs of a

first available opportunity.

single site.

5. The quality controller shall bear the full costs of the preliminary investigation of sites involving the bottom sediment of surface water under his control.

#### Section 82<sup>9</sup>

1. The costs relating to the obligation referred to in section 57 shall be entirely for the account of the municipality concerned.

2. If a municipality is involved, or by virtue of the first subsection becomes involved in a case such as that referred to in section 12 of the Municipal Finance Act<sup>10</sup>, Our Minister may in agreement with Our Ministers of Home Affairs and of Finance at the request of Burgomaster and Aldermen set an amount for the costs referred to in the first subsection.

3. Our Minister shall set the contribution referred to in the second subsection only insofar as the costs per site referred to in section 79, fourth subsection, exceed the pertinent municipal contribution.

4. The amount laid down by virtue of the second subsection shall be granted by the Provincial Executive out of the amount granted to the province in accordance with the contribution referred to in section 76. Our Minister shall increase the contribution granted to the province concerned by an amount equal to the amount set in accordance with the second subsection.

5. By Ministerial Order rules shall be laid down with regard to the costs in respect of which a contribution as referred to in the second subsection may be made.

#### Section 83

At the request of the Burgomaster and Aldermen the Provincial Executive shall grant to the municipality an amount equal to 22.5 per cent of the purchase price determined in accordance with section 57, if that municipality can show that it:

- a. had no sustainable legal relationship with the polluter or polluters during the period in which the contamination was caused ;
- b. had no direct or indirect involvement in the cause of the contamination and
- c. was not aware or in all fairness could not have been aware of the contamination at the moment of acquiring the title to the property.

#### Section 84

1. The Provincial Executive shall report to Our Minister each year on the expenditure of the amounts granted by him for the previous calendar year in accordance with sections 76 and 77.

2. By Ministerial Order rules shall be laid down on the manner in which the report is to be made, as well as on the information which must be contained therein. That information shall at least include information about the method of investigation in the sites for investigation concerned and about the way in which the remedial investigation and the remediation will have been carried out in the sites concerned.

3. Our Minister shall present an annual report to the States General in which the provincial reports will be summarised.

<sup>9</sup> Amendment to section 82 is with the Council of State, see appendix.

<sup>10</sup> Same as footnote 8.

#### Section 85

If the Provincial Executive have not complied with the applicable obligation pursuant to section 84, Our Minister may decide that the province, in addition to the contributions referred to in section 81, first subsection, should pay him a further amount equal to the total of the amounts payable in the year to which the report referred to in section 84, first subsection, relates.

#### Article 86

1. Rules shall be laid down by Ministerial Order concerning the sites for which amounts are granted to the province or municipality in respect of costs as referred to in section 76, third or fourth subsection, which they have already incurred prior to the time at which, according to the programme of the Environmental Protection Act referred to in section 4.14, the investigation or remediation of the site concerned should be begun. It may also be decided by Ministerial Order that only a particular percentage of the contribution should be paid for such sites as referred to in the first sentence.

2. The contribution shall have no relation to the costs incurred or to be incurred by the province or the municipality in respect of a cash loan raised to finance the site concerned.

3. In such cases as referred to in section 63d, first subsection, the water quality controller shall take the place of the municipality for the purposes of the first and second subsection.

#### § 3. Duties

##### Article 88a

No duties shall be levied with regard to orders pursuant to this act.

#### CHAPTER VIII. APPEAL TO ADMINISTRATIVE COURT

##### Article 87

1. An appeal to the Administrative Court may be lodged in accordance with chapter 20 of the Environmental Protection Act.

2. There shall be no right of appeal against an order by virtue of section 43 insofar as this refers to the refusal of a request.

#### CHAPTER IX. FURTHER PROVISIONS

##### Section 88

1. The municipalities of Amsterdam, The Hague, Rotterdam and Utrecht shall rank as the equal of a province for the purposes of:

- a. section 27 up to and including 34, 37, 38 fourth and fifth subsection, 39, 40, 42 up to and including 52, 55, 74 up to and including 78, 81, 83 up to and including 86;
- b. section 4.14, first subsection and second subsection, paragraph a, subparagraph 1<sup>a</sup>, and in paragraph b, insofar as activities referred to in paragraph a, under 1<sup>a</sup>, are concerned, and section 4.15, third subsection, of the Environmental Protection Act.

2. A regional authority as referred to in the Administration in Change Framework Act shall rank as the equal of a province for the purposes of the sections referred to in the first subsection and for the purpose of sections 41, 51, 53 and 54. This equal ranking shall apply if the powers referred to in those sections are transferred to the regional authority by General Administrative Order.

3. Sections 41, 51, 53 and 54 shall not apply to cases where the equal ranking referred to in the first

subsection applies.

4. In cases where the equal ranking referred to in the second subsection applies, the first subsection shall not apply to any municipality lying within the jurisdiction of the administrative authority.

5. The equal ranking referred to in the first and second subsection shall not apply insofar as the sections referred to in the first subsection concern the contamination or impairment of:

- a. the bottom sediment of surface water;
- b. the shore or bank of surface water, if, in all fairness, it must be assumed that the contamination or impairment of the shore or bank will affect the bottom sediment of that water.

6. Notwithstanding the third up to and including the fifth subsection, in all cases referred to in the first and second subsection:

- a. the committee and/or administrators of the regional authority shall take the place of the Provincial States;
- b. the Burgomaster and Aldermen and/or the executive of the regional authority shall take the place of the Provincial Executive and
- c. the burgomaster and/or the Chairman of the regional authority shall take the place of Our Commissioner in the province.

7. In those cases referred to in the sixth subsection, the Burgomaster and Aldermen and/or the administrators of the regional authority shall inform the inspector of sites for investigation and of known seriously contaminated sites within the boundaries of respectively their municipality and region.

8. In those cases referred to in the sixth subsection:

- a. the Provincial Executive is also given the opportunity of offering a recommendation in accordance with section 32;
- b. the Provincial Executive may also make a request as referred to in section 33;
- c. a decision, relating to an answer to such a request, is also sent to the Provincial Executive;
- d. the contents of the order given by virtue of sections 30 and 31 shall be immediately communicated to the Provincial Executive and said order shall also be sent to them in writing.

#### Section 89

For the purposes of implementation of sections 28, 32 up to and including 34, 35 in conjunction with sections 32, 33 or 34, 41, 43, 45, 47, 49, 51, 52 up to and including 54, 75, 79 and 81 the territory of a supramunicipal authority shall be regarded as equivalent to a municipality and the governing body of such an authority as equivalent to the Municipal Council and the Municipal Executive.

#### Section 90

1. In the interests of national defence We may grant exemption from regulations pursuant to Chapter III and Chapter IV, § 3:

- a. having heard the Technical Soil Protection Committee, by General Administrative Order;
- b. grant dispensation from the said regulations on receipt of a relevant request.

2. An exemption or dispensation shall be made subject to such regulations as are necessary in Our view in the interests of soil protection.

3. The proposal for a decision pursuant to subsection 1 above shall not be presented to Us other than at the request of Our Minister of Defence.

#### Section 91

1. Any proposal for a General Administrative Order pursuant to this Act, relating to actions causing substances to be introduced onto or into the soil for agricultural purposes shall be presented to Us jointly by Our

Minister of Agriculture, Nature and Fisheries and Our Minister; any proposal for a General Administrative Order pursuant to this Act shall be presented to Us jointly by Our Minister and Our Minister of Agriculture, Nature and Fisheries insofar as the Order to a significant extent also relates to actions than can be of influence on the agrarian production capacity of the soil or to actions which are of importance with a view to nature and landscape conservation.

2. Any proposal for a General Administrative Order by virtue of section 36 and 38, second and third subsection, shall be presented to Us jointly by our Minister and our Minister of Transport, Public Works and Water Management; any proposal for a General Administrative Order by virtue of section 81a, second subsection, paragraph a, shall be presented to us by Our Minister in agreement with Our Minister and Our Minister of Transport, Public Works and Water Management.

#### Section 92

1. The draft of a General Administrative Order by virtue of section 6 up to and including 12, 36, and 38, second and third subsection, 72, 77, first subsection, or 81a, second subsection, paragraph a, shall be submitted to both Chambers of the States General and shall be published in the Netherlands Government Gazette. This publication shall also state a period of at least four weeks during which anyone who wishes to do so may submit his or her written comments on the draft to Our Minister.

2. The Order pursuant to sections 6 up to and including 12, 38, third subsection, 72, 77, first subsection, and 81a, second subsection, sub a, shall be presented to the two Houses of the States-General simultaneously with publication in the Netherlands Government Gazette.

3. A General Administrative Order as referred to in sections 36 and 38, second subsection shall come into force as laid down by Royal Decree four weeks after being forwarded to the States-General, unless within that period of time one of the Chambers of the States-General requests the subject of the Order to be laid down by law. In that case a bill is presented as soon as possible and the Order is withdrawn immediately.

#### Section 92a

1. The Inspector shall be empowered to demand information from an administrative authority charged with the execution or enforcement of the provisions of, or pursuant to, this Act.

2. Section 5:13, 5:17 and 5:20 of the General Administrative Law Act shall apply.

#### Section 93

If subjects regulated in this Act require further regulation in the interests of proper implementation of the Act, this may take place by general administrative order.

#### Section 94

Any conduct to a regulation to which an exemption or dispensation has been made subject pursuant to section 64, second subsection, 65, second subsection, or 66, first subsection, is prohibited.

### CHAPTER X. ENFORCEMENT

#### Section 95<sup>11</sup>

1. Sections 18.3 - 19.6 of the Environmental Protection Act shall apply with regard to the enforcement of the provisions of or pursuant to this Act.

<sup>11</sup> Amendment is with the Council of State, see appendix.

2. The government authority referred to in section 18.2 of the Environmental Protection Act shall have the task of enforcing under administrative law the provisions of, or pursuant to, this Act in respect of the institution concerned.

#### CHAPTER XI. TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

##### Section 96

1. The authority of municipalities and water control boards to draw up ordinances shall continue to exist with respect to the subject for which provision is made in this Act, insofar as such ordinances are not in conflict with the provisions laid down in or pursuant to this Act.

2. Notwithstanding sections 119 of the Provinces Act, 122 of the Municipalities Act and and section 59, second subsection, of the Water Boards Act, the provisions of ordinances of provinces, municipalities and water boards concerning the subject for which provision is made in this Act shall remain in force until two years after the present section comes into effect, except in cases where conflict would arise with the regulations laid down in or pursuant to this Act.

##### Section 97

Provision shall be made by general administrative order as referred to in sections 6 up to and including 11 for whatever regulation is necessary with respect to the coming into force of regulations laid down in such a general administrative order.

##### Section 98

For purposes of the implementation of this Act with respect to areas not forming part of a province, regulations shall, as far as necessary, be laid down by general administrative order with regard to the government bodies which shall exercise the powers provided for by this Act, and with regard to the government bodies which shall be involved in such implementation.

##### Section 99<sup>12</sup>

1. Sections 6 up to and including 11 shall not be applicable to actions in respect of which regulations are in force laid down in or pursuant to the Pesticides Act, the Nuclear Energy Act, the Nature Conservation Act, the Pollution of Surface Waters Act or the Pollution of the Sea Act.

2. Sections 6 up to and including 11 shall not apply to:

- works underground belonging to mines and institutions to which the Mining Act of 1903 applies, unless the General Administrative Order concerned lays down otherwise;
- works and institutions to which the Continental Shelf Mining Act applies.

3. Sections 27 up to and including 54 shall not apply in respect of measures with regard to unusual incidents or remediation of the soil, insofar as this may be provided for pursuant to sections 39 and 44 of the Nuclear Energy Act.

4. Sections 27 up to and including 47 shall likewise not apply to acts insofar as provisions applying to these acts have been laid down by, or by virtue of, the Pollution of Surface Waters Act.

##### Section 100

Mining Act 1903

<sup>12</sup> Amendment is with the Council of State, see appendix.

##### Section 101

Continental Shelf Mining Act

##### Section 102

Waste Substances Act

##### Section 103

Chemical Waste Act

##### Section 104

Burial and Cremation Act

##### Section 105

This Act may be cited as the Soil Protection Act.

##### Section 106

This Act shall come into force on a date to be determined by Us, which date may be different for the various sections or parts thereof.

## Appendix

## PROPOSED AMENDMENTS TO THE SOIL CONTAMINATION ACT

*Legislative proposal with the Council of State:  
Relaxation of the Financing System and Elimination of Some Inaccuracies.*

Section 39, beginning of first subsection, shall read:

1. If serious contamination is suspected, the notification referred to in section 28 shall, insofar as this is not already required by virtue of that section, be accompanied by the results of the further investigation together with the results of the remedial investigation and a remediation plan, that in any case shall contain:

*Rectification of section 39, second subsection, in connection with third tranche General Administrative Law Act*

Section 39, second subsection shall read:

2. The remediation plan shall require the assent of the Provincial Executive, which shall only assent to the plan if it deems that the remedial measures described therein satisfy the provisions of, or pursuant to, section 38. It shall decide on this within thirteen weeks of the submission of the remediation plan. It may within four weeks of the receipt of the notification make a decision to extend the above period by up to thirteen weeks, giving the reasons on which that decision is based. The execution of the remediation plan may commence once the Provincial Executive has assented to the plan or that assent has been granted ipso jure. Conditions may be attached to that assent. Assent shall be granted ipso jure if the Provincial Executive does not come to a decision within the allowed thirteen-week period or before the end of any extension to that period.

An approval ipso jure is considered a decision in the sense of section 1:3 of the General Administrative Law Act.

*Legislative proposal with the Council of State:  
Relaxation of the Financing System and Elimination of some Inaccuracies*

A subsection shall be added to section 64, reading:

3. If the regulations pursuant to chapter III referred to in the first subsection concern actions the purpose of which is to fertilise the soil or to improve the structure of the soil by the addition of material, Our Minister of Agriculture, Nature Management and Fisheries may, with the agreement of Our Minister, contrary to the provisions of the first subsection grant dispensation from these regulations, insofar as this is not against the interests of soil protection. The second subsection shall apply.

*Legislative proposal with the Council of State:  
Relaxation of the Financing System and Elimination of Some Inaccuracies.*

Section 76 shall be amended as follows:

1. A sentence shall be added to the first subsection, which reads: 'The contribution is partly intended to reimburse the costs referred to in section 79, fifth subsection, and section 82, fourth subsection.'

2. After 'pursuant to' in the third subsection, paragraph b, shall be added: 'section 79, fifth subsection, or'.

3. In the seventh subsection 'the Review referred to in section 78' shall be replaced by 'the report referred to in section 84'.

*Legislative proposal with the Council of State:  
Relaxation of the Financing System and Elimination of Some Inaccuracies.*

Section 77, first subsection, first sentence, shall be amended as follows:

- a. 'shall make' shall be replaced by 'may make'
- b. 'separate' shall be deleted
- (\* a and c. go together in English – different word order)

*Legislative proposal with Council of State:  
Relaxation of the Financing System and Elimination of Some Inaccuracies.*

Section 78, second subsection, second sentence, 'Out of the amount of the reduction' shall be deleted.

*Legislative proposal with Council of State:  
Relaxation of the Financing System and Elimination of Some Inaccuracies.*

Section 79, fifth subsection, the second sentence shall be deleted.

*Legislative proposal with Council of State:  
Relaxation of the Financing System and Elimination of Some Inaccuracies.*

Section 82, fourth subsection, shall read:

4. The Provincial Executive shall grant to the municipality the set amount referred to in the second subsection.

*Legislative proposal, to be sent shortly to the Second Chamber; advice of Council of State has already been received. Amendment to the Environmental Protection Act, the Dangerous Substances Act and the Soil Protection Act (enhancing powers of enforcement)*

Two subsections shall be added to section 95, reading:

3. Our Minister concerned, the Provincial Executive, Burgomaster and Aldermen shall be charged with ensuring that the provisions of section 13 are enforced in accordance with administrative law.

4. The following administrative authorities shall be charged with ensuring that the provisions of, or pursuant to, part 3 of chapter IV and section 72 are enforced in accordance with administrative law:

- a. the water quality controller, in those cases referred to in sections 63a and 63d;
- b. the Burgomaster and Aldermen, and/or the executive of the regional authority in those cases referred to in section 88, first and second subsection;
- c. the Provincial Executive, in all other cases.

*Legislative proposal with Council of State:  
Amendment to Mining Act*

Section 99, second subsection, shall read:

2. Section 6 up to and including 12 shall not apply to mining operations as referred to in section 1.1 of the Mining Act. By, or by virtue of, a General Administrative Order, as referred to in section 4.11 of the Mining Act, it may be laid down that sections 6 up to and including 12 and the pertinent provisions shall indeed wholly or partly apply to those operations.

Intervention values and target values

- soil quality standards-

Ministry of Housing, Spatial Planning and Environment  
Directorate-General for Environmental Protection  
Department of Soil Protection (625)  
Rijnstraat 8  
P.O. Box 30945  
2500 GX The Hague  
The Netherlands



## Erratum

The circular on Intervention and target values contains the following errors:

Table 1

III Aromatic compounds		
hydroquinone (hydrochinion)		
IV Polycyclic aromatic hydrocarbons		
benzo(ghi)perylene:	target value groundwater	0.0002 µg/l (0.001)
benzo(k)fluoranthene:	target value groundwater	0.001 µg/l (0.0004)
indeno(1,2,3-cd)pyrene:	target value groundwater	0.0004 µg/l (0.0002)
V Chlorinated hydrocarbons		
pentachlorophenol:	intervention value soil/sediment	5 mg/kg (no value given)

page 18

%org.mat = measured percentage organic matter in the soil. When the organic matter measured is more than 30% or less than 2%, values of 30% en 2% respectively are used. For PAH an exception is made: a value of 10% is used, when the organic matter measured is less than 10%.

## Foreword

In the eighties, the Dutch policy on contaminated land made use of the ABC-values. In 1994 the ABC-values have been replaced by target values and intervention values. Target values indicate the soil quality required for sustainability. They can be compared with the old A-values. Intervention values for soil remediation indicate the quality at which soil is considered to be seriously contaminated. They can be compared with the old C-values. The old B-values have been replaced by the criterion:  
 $1/2(\text{intervention value} + \text{target value})$ .

In this circular, dated 9 May 1994, the Dutch Minister of Housing, Spatial Planning and the Environment informs the Local Authorities in the Netherlands about the new soil quality standards, the intervention and the target values. This includes that since 1994, the Authorities in the Netherlands have to use these new values instead of the old ABC-values.

Ministry of Housing, Spatial Planning and Environment  
Directorate-General for Environmental Protection  
Department of Soil Protection (IPC 625)  
P. O. Box 30945  
2500 GX The Hague  
tel. (31)(0)70-3394593  
fax. (31)(0)70-3391336

Municipal Executives  
The Executive Councils of Associations of Local  
Authorities  
Provincial Executives  
The Executive Boards of the Water Quality  
Management Agencies (through the Association of  
Water Boards)

Your ref.	Your letter dated	Ref.	Date
		DBO/07494013	9 May 1994

**Subject**

Circular on intervention values for soil remediation

**Objective:** Announcement of policy, replacement of 'C-values' and provisional warning values ('*signaleringswaarden*') for aquatic sediments by intervention values for soil remediation; information.

**Takes effect from:** 9 May 1994

**Relationship with other Circulars:** replaces sections dealing with C-values in II-SANI to II-SANI2 inclusive (up to 1.2.2) of the *Leidraad bodembescherming* [Soil Protection Guidelines], Dutch Government Printing Office, the Hague, No. 8, August 1993 and sections dealing with provisional warning values for aquatic sediments pp. 83-86 and Annex 1 of the Third Policy Document on Water Management.

**Valid until:** the entry into force of the Order in Council referred to in the first sentence of Section 27a-1 of the Bill extending the Soil Protection Act to provide for remediation of contaminated soil (Parliamentary Paper (*Kamerstukken*) I, 1993/94, 21 556, no. 266).

On 9 March 1993 the Lower House approved the Memorandum on Intervention Values for Soil remediation (Parliamentary Paper II 1993/94, 22 727, nos. 5 and 7). The Intervention Values for Soil remediation will be used to determine whether contaminated land poses a serious threat to public health as referred to in the Soil Clean-up (Interim Measures) Act.

This Circular, which I am issuing jointly with the Minister of Transport, Public Works and Water Management, is intended to provide you with further information about the intervention values for soil remediation.

#### *Soil Clean-up (Interim Measures) Act and the Clean-up Regulations under the Soil Protection Act*

The intervention values are already being used under the Soil Clean-up (Interim Measures) Act. The Clean-up Regulations under the Soil Protection Act are expected to come into force shortly. The intervention values will thenceforth be used to determine whether a case of contamination is serious as defined in the Soil Clean-up (Interim Measures) Act. The intervention values will in fact continue to be applied in the same manner.

#### *Order in Council and Circular*

The intervention values will be laid down in an Order in Council based on the first sentence of Section 27a-1 of the Clean-up Regulations under the Soil Protection Act. I have made a commitment to the Lower House that this will be done as soon as possible. This Circular will apply in the interim. The intervention values will also be incorporated in the Soil Protection Guidelines. They have already been incorporated in the government decision for the Water Evaluation Document (Parliamentary Paper II 1993/94, 21 250, nos. 27-28).

Other matters (including location-specific issues and the determination of urgency) will be settled by means of an Order in Council or a Ministerial Order. In the meantime policy on these matters will be laid down in the form of a Circular.

#### *Intervention values and serious contamination*

The intervention values for soil remediation indicate the concentration levels of the contaminants in the soil and groundwater above which the functionality of the soil for human, plant and animal life is seriously impaired or threatened. Concentrations in excess of the intervention values correspond to serious contamination.

Intervention values are set for soil/sediments and for groundwater, and apply to both terrestrial soil and to soil from the beds of rivers, lakes, etc.

#### *Discontinuance of C-values and provisional warning values*

The intervention values replace the C-values in the Soil Protection Guidelines (II-SAN1 to II-SAN12 inclusive, up to 1.2.2) and the provisional warning values in the Third Policy Document on Water Management (pp. 83-86, Annex 1). The intervention values differ in numerical terms, but also in other ways, from the old C-values and provisional warning values. The intervention values:

- take account of both human toxicological and ecotoxicological considerations;

- are based not only on considerations of the nature and concentrations of the contaminants, which indicate the degree of contamination and its possible effects, but also of the local circumstances, which are important with regard to the extent and scope for spreading or contact;
- are related to spatial parameters. They are regarded as having been exceeded, and the soil as therefore being seriously contaminated, if the mean soil/sediment concentrations in at least 25 m<sup>3</sup> of 'soil-volume' (i.e. approximately 7 x 7 x 0.5m), or the mean groundwater concentrations in at least 100 m<sup>3</sup> of 'soil-volume' exceeds the intervention values.
- are dependent on soil type, since they are related to the content of organic matter and clay in the soil. This is achieved by means of the so-called soil type correction formulae. These formulae are not new, but were introduced in the 1980s for use with the then reference values.
- are mutually consistent for soil/sediment and for groundwater.

The Annex to this Circular contains a table setting out the intervention values. This table also shows the target values of most importance for remedial policy. The ground/sediment and groundwater target values replace the former A-values or reference values, and were approved by the Lower House in 1992 (Policy statement on the Memorandum 'Environmental quality objectives for soil and water', Parliamentary Paper II 1991/92, 21 990 and 21 250, no. 3). This document set target values not only for the substances listed in the Annex, but also for other substances. Target values are also of importance for preventive policy. The notes to the table with intervention and target values also contain the soil type corrections.

It can occur in specific circumstances that, although concentrations in the soil are below the intervention values, people and/or ecosystems are nevertheless subjected to unacceptable risks, so that the contamination can be regarded as serious. The Annex describes when this can occur and what action must be taken.

#### *Discontinuance of B-values*

The introduction of intervention values means that the B-values will no longer apply. Previously, exceedance of the B-values in the preliminary investigation indicated the need for a further investigation. This has been replaced by the new criterion:

intervention value + target value

2

#### *Aquatic sediments*

The intervention values also apply to aquatic sediments and, as already mentioned, replace the provisional warning values from the Third Policy Document on Water Management. The

warning values for metals will not disappear entirely, however, but will continue to have a function in determining urgency. If the intervention values are exceeded in anaerobic aquatic sediments for heavy metals only, and the measured concentrations of heavy metals lie under the provisional warning values, then the present risks are assumed to be low. The provisional warning values for heavy metals in aquatic sediments are presented in the government decision for the Water Evaluation Document.

The role of limit values for newly formed sediments and the criteria used in waste disposal policy for dredging sludge remain the same.

#### *Clean-up urgency*

In dealing with soil remediation of contaminated land a distinction is drawn between the seriousness of the contamination and the urgency of clean-up. The contamination is regarded as serious if the intervention values are exceeded. It then needs to be determined whether action to deal with the contamination is urgently required. The factors which decide this are the actual risks to which man and ecosystems are currently being subjected, and the risks of spread. These depend strongly on the use to which the contaminated land is put. The Circular to be published (1 jan 1995) when the new Soil Protection Act comes into force will indicate how the clean-up urgency for cases of contaminated land is determined.

#### *Transitional policy*

As indicated in the Memorandum on Intervention Values for Soil remediation that currently outstanding cases of contaminated land should be reassessed to determine whether the contamination is serious. The cases involved would be those which the provincial executive has ruled pose a 'serious hazard' (C-values or provisional warning values exceeded) and for which no contract has yet been awarded for the clean-up.

Cases where a ruling has been made in the past that 'serious hazard' does not arise will not be reassessed.

Where remediation work is due to be carried out by the competent authorities using funds made available under the clean-up regulations, the reassessment will be carried out in a phased manner, i.e. when the next stage is due.

In the case of remediation work carried out by third parties on their own account, the situation will be reassessed if the party carrying out the work on its own account so requests following the publication of new intervention values, for example the publication of this Circular in the *Staatscourant* (Netherlands Government Gazette). In planning the publicity, special attention must be given to particular groups such as contaminated land clean-up contractors. A company is free to request the competent authority to review an earlier

assessment regarding the seriousness of a case. The competent authority should carry out a reassessment of its own volition if a clean-up plan has already been approved, but is not being implemented, and the use of legal instruments is being prepared. After the clean-up regulations under the Soil Protection Act come into force, the authorities will not only reassess the situation, but will also act in accordance with Section 22.

In other respects the replacement of the C-values and provisional warning values by intervention values will have little effect in the majority of cases. In most cases the situation is such that both the old and the new standards will be exceeded by a wide margin.

The new values may, on the other hand, make a difference in cases where the concentrations of contaminants are close to the standards, or, since the intervention values are linked to a minimum size (25m<sup>3</sup> for soil/sediment contamination or 100m<sup>3</sup> for groundwater contamination), where the extent of the contamination is small.

You are requested to use the new intervention values for soil remediation in assessing cases of contaminated land with effect from the date of this Circular.

Yours faithfully,

The Minister of Housing, Spatial Planning and the Environment,

J.G.M. Alders

## ANNEX

### Intervention and target values for soil

#### 1. Introduction

Policy on contaminated land makes use of two parameters, i.e. intervention values and target values. Intervention values indicate the quality for which the functionality of the soil for human, animal and plant life are, or are threatened with being, seriously impaired. Target values indicate the soil quality required for sustainability or, expressed in terms of remedial policy, the soil quality required for the full restoration of the soil's functionality for human, animal and plant life. These intervention and target values are presented in this Annex (sections 2 and 3; table 1).

#### 2. Intervention values

The intervention values for soil remediation (Parliamentary Paper II 1993/94, 22 727, no. 5) indicate the quality at which soil is considered to be seriously contaminated.

The intervention values are based on a detailed study by the RIVM (National Institute for Public Health and Environmental Protection; reports 725201001 to 725201008 inclusive) into the human toxicological and ecotoxicological effects of soil contaminants. The human toxicological effects are quantified in terms of those concentrations in the soil which result in the so-called maximum permissible risk level for humans being exceeded. For non-carcinogenic substances, this corresponds to the TDI (tolerable daily intake). For these purposes it is assumed that all exposure pathways apply.

Ecotoxicological effects are quantified in terms of the concentrations in the soil at which 50% of the species actually (or potentially) occurring may undergo adverse effects. The intervention values finally adopted are based on the results of the RIVM study (report no. 725201007) which integrates the toxicological and ecotoxicological effects together. An advice prepared by the Technical Committee for Soil Protection and a comprehensive round of discussions with interested parties regarding the RIVM study also played a major role in helping to determine the final intervention values. The Intervention Values Memorandum deals in detail with the various considerations involved.

The intervention values for groundwater are not based on a separate risk assessment in regard to the contaminants present in the groundwater, but are derived from the values for soil/sediment.

The work done has aimed to make the best possible use of the knowledge available and of the scientific data. In the final stages, more recent information, the reliability and

applicability of which has not yet been generally accepted, was examined to determine whether its inclusion would produce better results than simply ignoring it. These modifications will be incorporated in the revision of RIVM report 725201007. This modified report will establish the framework for determining human exposure to contaminated land.

No departure from these methods will be possible. The RIVM exposure model will be applied, using the actual local contamination data, to calculate human exposure, and thus determine the urgency of tackling serious cases of contamination. This will be dealt with in a separate Circular (to be published 1 jan. 1995).

The intervention values are related to spatial parameters. These values are regarded as having been exceeded, and the soil as therefore being seriously contaminated, if the mean soil/sediment concentration of at least one substance in at least 25 m<sup>3</sup> of 'soil-volume' (i.e. approximately 7 x 7 x 0.5m), or groundwater concentration in at least 100 m<sup>3</sup> of 'soil-volume', exceeds the intervention value. The protocols for the preliminary and further site investigations describe the manner in which compliance with the standards is to be tested. The protocols prescribe sampling based on a 7 x 7m rectangular grid. In order to determine whether the intervention values are exceeded in a 25m<sup>3</sup> section, sampling can be carried out at the four corners to a depth of 0.5m. If a different sampling procedure is used from that prescribed by the protocols, the person concerned must himself/herself ensure and adequately demonstrate that the 25m<sup>3</sup> criteria is met.

The intervention values are related to the content of organic matter and clay in the soil. These relationships are set out in the form of so-called soil type correction factors.

The intervention values for soil remediation are presented in table 1. The correction for soil type is dealt with in the notes to the table.

#### 3. Target values

The policy statement on the memorandum 'Environmental quality objectives for soil and water' ('MILBOWA' - Parliamentary Paper II 1991/92, 21 990 and 21 250, no.3) presented quantitative target values for soil and water for a large number of contaminants. The policy statement announced the replacement of the reference values and A-values in the *Leidraad Bodembescherming* (Soil Protection Guidelines) by the target values. The target values therefore indicate the soil quality levels ultimately aimed for.

In compiling the target values, environmental constraints applied in other policy areas were drawn upon, such as standards for drinking water and surface waters, standards and draft standards from the Commodities Act, and policy objectives previously formulated for nitrate and phosphate. Values for heavy metals, arsenic and fluoride were derived from the analysis

of field data from relatively pollution-free rural areas and aquatic sediments regarded as uncontaminated. The target values for soil were tuned to the target values for surface waters where this proved scientifically possible.

Table 1 contains the list of target values relevant for the remediation policy of contaminated soil and groundwater. The manner in which the target values are corrected to allow for differences in soil types are described in the notes to the table.

Table 1.  
Target and intervention values for micropollutants for a standard soil (10% organic material and 25% clay); mg/kg for soil/sediment, µg/l for groundwater, unless otherwise stated.

substance	soil/sediment (mg/kg dry material)		groundwater (µg/l)	
	target value	intervention value	target value	intervention value
<b>I metals</b>				
arsenic	29	55	10	60
barium	200	625	50	625
cadmium	0.8	12	0.4	6
chromium	100	380	1	30
cobalt	20	240	20	100
copper	36	190	15	75
mercury	0.3	10	0.05	0.3
lead	85	530	15	75
molybdenum	10	200	5	300
nickel	35	210	15	75
zinc	140	720	65	800
<b>II Inorganic compounds</b>				
cyanide-free	1	20	5	1500
cyanide complex (pH < 5) <sup>1</sup>	5	650	10	1500
cyanide complex (pH ≥ 5)	5	50	10	1500
thiocyanates (total)		20		1500
<b>III Aromatic compounds</b>				
benzene	0.05 (d)	1	0.2	30
ethyl benzene	0.05 (d)	50	0.2	150
phenol	0.05 (d)	40	0.2	2000
cresoles (total)		5	(d)	200
toluene	0.05 (d)	130	0.2	1000
xylene	0.05 (d)	25	0.2	70
catechol		20	(d)	1250
resorcinol		10		600
hydrochinon		10		800

Table 1 (continued)

Target and intervention values for micropollutants for a standard soil (10% organic material and 25% clay); mg/kg for soil/sediment, µg/l for groundwater, unless otherwise stated.

substance	soil/sediment (mg/kg dry material)		groundwater (µg/l)	
	target value	intervention value	target value	intervention value
<b>IV Polycyclic aromatic hydrocarbons (PAHs)</b>				
PAH (total of 10) <sup>11</sup>	1	40	-	-
naphthalene			0.1	70
anthracene			0.02	5
phenanthrene			0.02	5
fluoranthene			0.005	1
benzo(a)anthracene			0.002	0.5
chrysene			0.002	0.05
benzo(a)pyrene			0.001	0.05
benzo(ghi)perylene			0.001	0.05
benzo(k)fluoranthene			0.0004	0.05
indeno(1,2,3-cd)pyrene			0.0002	0.05
<b>V Chlorinated hydrocarbons</b>				
1,2-dichloroethane		4	0.01 (d)	400
dichloromethane	(d)	20	0.01 (d)	1000
tetrachloromethane	0.001	1	0.01 (d)	10
tetrachloroethene	0.01	4	0.01 (d)	40
trichloromethane	0.001	10	0.01 (d)	400
trichloroethene	0.001	60	0.01 (d)	500
vinylchloride		0.1		0.7
chlorobenzenes (total) <sup>11</sup>		30		
monochlorobenzene	(d)	-	0.01 (d)	180
dichlorobenzenes (total)	0.01	-	0.01 (d)	50
trichlorobenzenes (total)	0.01	-	0.01 (d)	10
tetrachlorobenzenes (total)	0.01	-	0.01 (d)	2.5
pentachlorobenzene	0.0025	-	0.01 (d)	1
hexachlorobenzene	0.0025	-	0.01 (d)	0.5

Table 1 (continued)

Target and intervention values for micropollutants for a standard soil (10% organic material and 25% clay); mg/kg for soil/sediment, µg/l for groundwater, unless otherwise stated.

substance	soil/sediment (mg/kg dry material)		groundwater (µg/l)	
	target value	intervention value	target value	intervention value
<b>V Chlorinated hydrocarbons (continued)</b>				
chlorophenols (total) <sup>11</sup>		10	-	-
monochlorophenols (total)	0.0025	-	0.25	100
dichlorophenols (total)	0.003	-	0.08	30
trichlorophenols (total)	0.001	-	0.025	10
tetrachlorophenols (total)	0.001	-	0.01	10
pentachlorophenol	0.002	-	0.02	3
chloronaphthalene		10		6
polychlorobiphenyls (total of 7) <sup>2</sup>	0.02	1	0.01 (d)	0.01
<b>VI Pesticides</b>				
DDT/DDE/DDD <sup>6</sup>	0.0025	4	(d)	0.01
dieldrin <sup>7</sup>		4		0.1
aldrin	0.0025		(d)	
dieldrin	0.0005		0.02 ng/l	
endrin	0.001		(d)	
HCH compounds <sup>8</sup>		2		1
α-HCH	0.0025		(d)	
β-HCH	0.001		(d)	
γ-HCH	0.05 µg/kg		0.2 ng/l	
carbaryl		5	0.01 (d)	0.1
carbofuran		2	0.01 (d)	0.1
maneb		35	(d)	0.1
atrazin	0.05 µg/kg	6	0.0075	150
<b>VII Other pollutants</b>				
cyclohexanon	0.1	270	0.5	15000
phthalates (total) <sup>9</sup>	0.1	60	0.5	5
mineral oil	50	5000	50	600
pyridine	0.1	1	0.5	3
styrene	0.1	100	0.5	300
tetrahydrofuran	0.1	0.4	0.5	1
tetrahydrothiophene	0.1	90	0.5	30

(d) = detection threshold



Notes to table 1:

1. Acidity: pH (0.01 M CaCl<sub>2</sub>). In order to determine whether pH is greater than or equal to 5, or less than 5, the 90 percentile of the measured values is taken.
2. 'PAH (total of 10)' here means the total of anthracene, benzo(a)anthracene, benzo(k)fluoranthene, benzo(a)pyrene, chrysene, phenanthrene, fluoroanthene, indeno(1,2,3-cd)pyrene, naphthalene and benzo(ghi)perylene.
3. 'Chlorobenzenes (total)' here means the total of all chlorobenzenes (mono-, di-, tri-, tetra-, penta- and hexachlorobenzene).
4. 'Chlorophenols (total)' here means the total of all chlorophenols (mono-, di-, tri-, tetra- and pentachlorophenol).
5. In the case of the intervention value, 'polychlorobiphenyls (total)' means the total of PCBs 28, 52, 101, 118, 138, 153 and 180. For the target value it refers to the total excluding PCB 118.
6. 'DDT/DDD/DDE' above means the total of DDT, DDD and DDE.
7. 'Drins' above means the total of aldrin, dieldrin and endrin.
8. 'HCH compounds' above means the total of  $\alpha$ -HCH,  $\beta$ -HCH,  $\gamma$ -HCH and  $\delta$ -HCH.
9. 'Phthalates (total)' above means the total of all phthalates.
10. 'Mineral oil' above means the sum of all the alkanes, both straight-chain and branched-chain. Where the contamination is due to mixtures (e.g. gasoline or domestic heating oil), then not only the alkane content but also the content of aromatic and/or polycyclic aromatic hydrocarbons must be determined. This aggregate parameter has been adopted for practical reasons. Further toxicological and chemical disaggregation is under study.
11. The values for total polycyclic aromatic hydrocarbons, total chlorophenols and total chlorobenzenes in soil/sediments apply to the total concentration of the compounds belonging to the relevant category. If the contamination is due to only one compound of a category, the value used is the intervention value for that compound, where there are two or more compounds the value for the total of these compounds applies, etc. For soil/sediment, effects are directly additive (i.e. 1 mg of substance A has the same effect as 1 mg of substance B) and can be checked/compared against an aggregate standard by summing the concentrations of the substances involved. For further information about the this additivity see, for example, the Technical Committee for Soil Protection (1989)<sup>1</sup>. In the case of groundwater, effects are indirect, and are expressed as a fraction of the individual intervention values before being summed (i.e. 0.5 of the intervention value of substance A has the same effect as 0.5 of the

<sup>1</sup> Technical Committee for Soil Protection (1989). 'Advies beoordeling van bodemverontreiniging met polycyclische aromaten' (Advice regarding the assessment of soil contaminated with polycyclic aromatics). TCB A89/03

intervention value of substance B). This means that an addition formula must be used to determine whether an intervention value is exceeded. The intervention value for a category of substances is exceeded if:

$$\sum \frac{\text{conc}_i}{I_i} \geq 1, \text{ waarbij}$$

where:  $\text{Conc}_i$  = measured concentration of substance i in the category concerned  
 $I_i$  = intervention value for substance i.

Further remarks on table 1

*Intervention values for substances not listed*

For most broad substance groups (e.g. organochlorine or non-organochlorine pesticides), the toxicological and other properties of individual substances in the group deviate from the mean properties of the group as a whole. This applies equally to mixtures of substances which are difficult to characterise, such as volatile chlorinated hydrocarbons or organochlorine compounds subject to solvent extraction, and to mixtures of inorganic compounds with different speciation (such as sulphides).

When evaluating substances not included in the list, it is recommended that they be compared with substances in the list which are chemically or toxicologically related. In the case of individual aliphatic chlorinated hydrocarbons, an upper limit for the intervention value for soil/sediment of 50 mg/kg dry matter applies in any case. Similarly, upper limits for soil/sediment of 5 and 10 mg/kg dry matter apply to individual organochlorine and non-chlorinated pesticides respectively.

The upper limit for intervention values for groundwater for individual aliphatic chlorinated hydrocarbons, organochlorine and non-chlorinated pesticides can be derived by using the equilibrium calculations as described in RIVM report 725201007.

Intervention values for individual inorganic compounds will be included in due course. These will take account not only of toxicological but also eutrophication aspects.

It is also possible to adopt an accelerated procedure for the setting of intervention values for substances where such values are not yet available. A request can be addressed via the province (i.e. competent authority) to the regional Environmental Inspectorate for the RIVM to calculate *ad hoc* intervention values. The RIVM advises the Minister of Housing, Spatial Planning and the Environment, who formally adopts the *ad hoc* standard for the particular case of soil contamination.

#### *Relationship between intervention values and limit values*

The intervention values for arsenic, chromium and lead in soil/sediment have been set equal to the limit values for newly formed sediments. The policy consideration that the intervention value should be at least equal to the limit value has prevailed over a strictly toxicological approach, partly in view of the considerable uncertainties attaching to the environmental chemistry of these heavy metals. Improvements in our understanding in this area (for example in the distribution between the solid and liquid phases in the soil) may lead to modifications in the standards. Because the toxic properties of trivalent and hexavalent chromium are different, a distinction between these two species would be relevant. Hexavalent chromium is not widely found in the soil in the Netherlands. Where indications occur of contamination with hexavalent chromium, special attention should be paid to this species.

#### *Site investigation*

For the principles applying to the physical and chemical investigation of a site (for example the location of the sampling points, the drilling system to be used, the manner of sampling the soil and groundwater, the handling of the samples taken, the pretreatment, upgrading and analysis of the samples), see the protocols for the preliminary and further investigations or the Soil Protection Guidelines.

#### *Extent of contamination*

The intervention values are applied as averages for a 'soil-volume' of 25 m<sup>3</sup> in case of soil/sediment contamination or 100 m<sup>3</sup> in case of groundwater contamination. The sampling strategy is dealt with in the protocols for the preliminary and further site investigation. If in the case of point sources of pollution it seems probable, perhaps as a result of carrying out calculations, that failure to take measures in the short term (within several months at most) will result in soil contamination to the relevant degree, the contamination is similarly regarded as being serious.

#### *Serious contamination when concentrations are below the intervention values*

The Memorandum 'Intervention Values for Soil remediation' (Parliamentary Paper II 1993/94, 22 727, no. 5) indicates that contamination will also be regarded as serious if it spreading, of its own volition, into other environmental media or objects in such a manner that human health or the environment may be adversely affected, without the intervention values actually being exceeded (for example if the maximum permissible risk level (MPR) for humans is exceeded through eating produce from allotments or the inhalation of contaminated air from the floor cavities of buildings).

Man can be exposed to contamination from soil via a large number of different pathways. In estimating human exposure for the purpose of deriving the intervention values, it is

assumed that exposure occurs along all the possible pathways. In order to determine the exposure, a kind of 'standard behaviour pattern' is assumed. This allows for factors such as the time which a person spends out-of-doors, the bodyweight of a child and an adult, and the time spent under the shower. This 'standard behaviour pattern' is such that, if the intervention values derived from it are exceeded, effects may occur in man (or the human MPR may be exceeded). This will usually not be the case where concentrations are below the intervention values.

Most of the factors involved have little influence on the exposure which occurs. For some factors however, such as soil ingestion and the consumption of produce grown on contaminated land, the influence is considerable. If the standard for such factors is exceeded, then exposure may exceed the human MPR, without the intervention levels being exceeded. In practice this problem is confined to situations of lead and cadmium contamination, where the consumption of contaminated produce is significantly higher than the 10% assumed in the standard calculation. The human MPR may also be exceeded at concentrations below the intervention values as a result of the inhalation of volatile compounds in floor cavities and indoor air.

If it is suspected that this situation may be occurring, additional investigation into the actual exposure level is advisable. Such investigation is needed in order that the magnitude of the exposure additional to that assumed in the standard exposure model, and the consequences of this, can be ascertained. The C-soil model, developed by RIVM for the estimation of intervention values, should be used for this purpose. The formula for the exposure from consumption of produce should be modified to allow for the actual level of consumption occurring. It is recommended that in addition to this, the concentrations of contaminants in produce for consumption should be determined. The actual exposure occurring should be compared with the human MPR, based on toxicological considerations. If this is exceeded then the soil contamination can be regarded as serious.

If it is suspected that the exposure due to inhalation of volatile compounds is higher than that allowed for in the standard calculations, it is recommended that the concentrations in floor cavities or indoor air be measured.

#### *'Trigger function' of EOX*

No intervention value has been set for EOC1 or EOX. This is because the use of such a parameter has no value in toxicological terms. Estimation of the EOX content therefore serves no purpose in deciding whether a case of serious soil contamination has occurred. An EOX test can, on the other hand, provide a so-called trigger function. It can be used to indicate whether intervention values for individual halogen compounds may be being exceeded.

Criterion for further investigation

The protocols for the preliminary and further site investigation state that the amount ½(intervention value + target value) should be used as the criterion to determine whether a further investigation is required. For those substances for which no target value has been set, the amount ½(intervention value) should be used instead of ½(intervention value + target value).

Substances for which no target value is listed

The target values indicated in table 1 correspond to the target values presented in the policy statement on the memorandum 'Environmental quality objectives for soil and water' ('MILBOWA' - Parliamentary Paper II 1991/92, 21 990 and 21 250, no.3). This policy statement also contained target values which are not listed in the table. These were values whose main function lies in preventive policy. These will be incorporated in the Soil Protection Guidelines.

Table 1 also contains substances or substance groups for which an intervention value, but no quantitative target value, has been set. The scientific information needed for this was generally still missing. Since it is the case that the occurrence of these substances in the soil and/or groundwater can in practice cause environmental problems, target values for these substances will if possible be incorporated in the Soil Protection Guidelines.

Correction for soil type

Inorganic compounds

The intervention values for heavy metals (including arsenic) in soil/sediment depend, like the target values, on the clay content and or the organic material content. In assessing the quality of the soil at a given location the values for a standard soil are converted to values applying to the actual soil concerned on the basis of the measured organic material (measured by percentage weight lost by volatilisation, on the total dry weight of the soil) and clay content (the percentage by weight of the total dry material comprising mineral particle matter with a diameter less than 2 µm in diameter). On this basis, relevant mean values are determined for the clay and organic material content. The converted values can then be compared with the measured concentrations of metals in the soil.

The following soil type correction formula can be used for this calculation:

$$I_e = I_n \times \frac{A + B \times \%clay + C \times \%org.mat.}{A + B \times 25 + C \times 10} \quad (1)$$

where:

- $I_e$  = intervention value applying for the soil being evaluated (mg/kg)
- $I_n$  = intervention value for the standard soil (mg/kg)
- %clay = measured percentage clay in the soil being evaluated
- %org.mat. = measured percentage organic matter in the soil being evaluated
- A, B and C = constants which depend on the substance (see table 2)

In order to apply the soil type correction to target values, the intervention values in formula (1) ( $I_e$  and  $I_n$ ) are replaced by target values.

Table 2 Substance-dependent constants for metals

Substance	A	B	C
Arsenic	15	0.4	0.4
Barium <sup>1</sup>	30	5	0
Cadmium	0.4	0.007	0.021
Chromium	50	2	0
Cobalt <sup>1</sup>	2	0.28	0
Copper	15	0.6	0.6
Mercury	0.2	0.0034	0.0017
Lead	50	1	1
Molybdenum <sup>2</sup>	1	0	0
Nickel	10	1	0
Zinc	50	3	1.5

The constants for barium and cobalt are taken from the report 'Achtergrondgehalten van negen sporen-metalen in oppervlaktewater, grondwater en grond van Nederland' (Background concentrations of nine trace metals in surface waters, groundwater and soil in the Netherlands); J.H.M. de Bruijn and C.A.J. Demoeran (1992). Soil protection publication series 1992/1. No soil type correction is applied for molybdenum.

If measuring problems are caused by low organic matter or clay content, values of 2% can be assumed for both organic matter and clay. As measuring methods improve this will no longer be necessary.

In the case of the other inorganic compounds, the intervention values are not related to soil characteristics. This means that the same intervention values and target values will apply for all soils.

### Organic compounds

The intervention and target values for organic compounds are related to the content of organic matter in the soil. In evaluating the quality of a given soil, the values for a standard soil are divided by 10 and multiplied by the measured content of organic material. The values converted in this manner can be compared with the measured content of organic compounds.

As a formula:

$$I_c = I_{st} \times \frac{\% \text{org. mat.}}{10} \quad (2)$$

where:

- $I_c$  = intervention value applying for the soil being evaluated (mg/kg)  
 $I_{st}$  = intervention value for the standard soil (mg/kg)  
%org.mat. = measured percentage organic matter in the soil. Where the organic matter measured is more than 30% or less than 2%, values of 30% and 2% respectively are used.

In order to apply the soil type correction to target values, the intervention values in formula (2) ( $I_c$  and  $I_{st}$ ) are replaced by target values.

### Groundwater

The intervention and target values for both organic and inorganic compounds in groundwater are independent of soil type.

### Soil analyses

In large urbanised areas the structure and composition of the soil have been heavily influenced by human activity. Furthermore, these parameters vary greatly over relatively short distances. As a result it is not possible to make a proper soil type correction without analyzing the soil in detail. For the manner in which values are corrected for soil type in such circumstances, see the Ministerial regulations to be developed for the preliminary and further investigations pursuant to Bill 21 556 or the Soil Protection Guidelines.

### Examples of soil type correction

Two examples are given to illustrate the correction for soil type.

#### Example 1: Chromium

Data:

intervention value (standard soil)	= 380 mg/kg
measured concentration	= 350 mg/kg

measured %age clay = 10

measured %age organic matter = 10

Question: Does the measured concentration in this soil exceed the intervention value?

Formula 1 can be used to calculate the intervention value for chromium for the soil concerned:

$$\text{Intervention value} = 380 \times \frac{(50 + 2 \times 10)}{(50 + 2 \times 25)} = 266$$

This means that the concentration measured in the soil concerned, 350 mg/kg, exceeds the intervention value.

#### Example 2: Atrazin

Data:

intervention value (standard soil) = 6 mg/kg

measured concentration = 10 mg/kg

measured %age clay = 10

measured %age organic matter = 20

Question: Does the measured concentration in this soil exceed the intervention value?

Formula 2 can be used to calculate the intervention value for atrazin for the soil concerned:

$$\text{Intervention value} = 6 \times \frac{20}{10} = 12$$

This means that the concentration measured in the soil concerned, 10 mg/kg, does not exceed the intervention value.

### Use of soil type correction

Intervention and target values are corrected for type of soil by taking account of the content of organic material and clay in the soil being investigated. Using the soil type correction formulae given, the appropriate intervention and target values can be calculated for any soil type.

In the everyday world it is often the case that many soil samples containing many different contaminants require evaluation. It may be simpler to adjust the measured concentrations to values appropriate for a standard soil (rather than adjusting the intervention and target values to allow for the properties of the soil being evaluated). The correction formulae can readily be modified in this way. The result of the assessment remains the same.

## **Human exposure model comparison study** **Frank A. Swartjes, 13/02/1999**

### 1. INTRODUCTION

Exposure models are characterised by limited accuracy caused by uncertainties in model concepts and input parameters, e.g.:

- Uncertainties in model concepts: the fairly weak relationship between contaminant concentration in soil and groundwater and indoor air concentration, which controls the exposure to volatile compounds.
- Uncertainties in input parameters: mainly input parameters that describe human behaviour, like amount of soil intake and residence time at (a certain part of) a site.

However, the consequences of using exposure models can be enormous: indirectly by comparing measured contents to soil and groundwater quality standards based on these exposure models or, directly, by performing site-specific exposure calculations. These consequences may have a large impact on the social and financial position of companies as well as individuals; for example if a site is categorised as "dangerous" and/or when a site has to be remediated.

Because of the combination of "limited accuracy" and "large consequences" there is a need for insight into the accuracy of exposure models. This need can be most directly addressed by performing a validation study, i.e. comparing calculated to measured exposure. However, measuring exposure in the human body is difficult both for ethical and technical reasons. Another way to gain insight in model performance is to compare calculation results using different models. Although such a comparison does not give scientific proof, it does give insight in the possible spread in calculated human exposure.

### 2. PURPOSE

The human exposure model comparison study aims at:

1. Gaining insight into the possible spread in calculated exposure via different major exposure routes.
2. Reviewing concepts and default values for the input parameters used in different models
3. Evaluating the differences in calculated exposure via different major exposure routes on the basis of differences in model concepts and input parameters.

The results can also be used for improving the concepts and input parameters of the CSOIL exposure model and reviewing the human toxicological Intervention Values in the framework of the Dutch Soil Protection Act (*RIVM*-specific purpose).

Note that only exposure is considered, not tolerable exposure or resulting soil quality standards!

### 3. PROCEDURE

The following procedure is proposed for conducting the human exposure model comparison study:

1. Compare on the basis of questionnaires calculated exposure via different major exposure routes using different models; i) by employing the same standardised input parameters; ii) by employing "own" default input parameters. If questionnaires are found useful and if participants agree (part of) the questionnaires might be incorporated into appendixes in the *RIVM* report on "human exposure model comparison study".
2. Reviewing default values used for the main input parameters in the different approaches on the basis of questionnaires and the literature.
3. Evaluating the differences in calculated exposure on the basis of model concepts and input parameters. We will inform you on our findings and ask for possible comments on intermediate results and draft reports. And, of course, anybody interested in participating more directly is welcome. However, this evaluation might be difficult without direct participation of the exposure model experts (workshop!).
4. Reviewing different model concepts and input parameters in relation to the concepts and input parameters used in CSOIL (*RIVM*-specific purpose).
5. Informing "the broad audience" on the model comparison study. This is planned at the following (EU-project) CLARINET meeting (although time for evaluation is quite tight). We might also organise a workshop with a few experts to discuss the results, but this may depend on funding from the EU and/or others.

### 4. CALCULATION VARIATIONS

The following (hypothetical) variations are proposed:

- Soil use:
  - a residential site and
  - an industrial site.
- (Basic) soil types:
  - sandy soil, average organic matter content: 0% clay, 10% silt, 90% sand; porosity 40% (20% air; 20% pore water); groundwater table 1.25 m below surface; average soil temperature of 10 °C; 5% organic matter content; dry bulk density of 1.5 kg.l<sup>-1</sup>

- clay soil, high organic matter content: 60% clay, 20% silt, 20% sand; porosity 50% (10% air; 40% pore water); groundwater table 1.25 m below surface; average soil temperature of 10 °C; 10% organic matter content; dry bulk density of 1.2 kg.l<sup>-1</sup>.
  - Input-parameters:
    - standard;
    - “own” defaults.
  - Exposure to 5 separate contaminants from different groups:
    - Benzo(a)pyrene (PAH): mainly soil ingestion;
    - Cd (metals): mainly crop intake;
    - Atrazine (pesticides): mainly crop intake;
    - Benzene (aromatic compounds): mainly inhalation;
    - Trichloroethene (volatile aliphatic compounds): mainly inhalation.
- Average soil content, homogeneously distributed over the site (spatial distribution) and the unsaturated zone of the soil (depth distribution):
- Benzo(a)pyrene (PAH): 40 mg.kg<sub>dw</sub><sup>-1</sup>;
  - Cd (metals): 12 mg.kg<sub>dw</sub><sup>-1</sup>;
  - Atrazine (pesticides): 6 mg.kg<sub>dw</sub><sup>-1</sup>;
  - Benzene (aromatic compounds): 1 mg.kg<sub>dw</sub><sup>-1</sup>;
  - Trichloroethene (volatile aliphatic compounds): 60 mg.kg<sub>dw</sub><sup>-1</sup>.
- Age ranges (average daily exposure over the time period given in [mg.kg<sub>body weight</sub><sup>-1</sup>.d<sup>-1</sup>]):
    - child (0-6 years);
    - adult (20-70 years);
    - lifelong (0-70).
  - Exposure from the following exposure routes:
    - soil ingestion;
    - crop intake;
    - inhalation of indoor air.
- Total exposure via all exposure routes combined will also be calculated.

This implies two separate calculations (standard and “own” defaults) for four different scenarios, i.e. i) sand on a residential site; ii) clay on a residential site; iii) sand on an industrial site; iv) clay on an industrial sites, for five different contaminants (40 calculations). For each calculation 12 different outputs have been defined: exposure via the major exposure routes, total exposure via all exposure routes combined and concentrations in contact media.

Note that

- this study is only focused on calculated exposure, not critical exposure, or background exposure, or on resulting soil quality standards;
- only exposure to one separate contaminant is considered, not combined exposure to more than one contaminant;
- only exposure to soil contaminants is considered, not exposure to contaminants in groundwater;
- no background exposure is taken into consideration in this study.

## 5. DEFINITIONS

### *General:*

- Child: human between 1 and 6. Adult: human being between 20 and 70.
- “Own” default scenario or input-parameter: scenario or input parameter used for the derivation of soil quality standards, in risk assessment procedures; and/or described or listed in manuals.

### *Exposure:*

- Exposure: amount of a contaminant expressed in [ $\text{mg}\cdot\text{kg}_{\text{bw}}^{-1}\cdot\text{day}^{-1}$ ] that enters the blood or target organ (*internal* doses) of an *average* human being due to soil contamination (not due to groundwater contamination). Sensitive groups like children showing pica behaviour or pregnant women are not considered in this study.
- Potential exposure: exposure representative of the type of soil use (i.e. residential, industrial); can be seen as the average exposure for a large number of sites with that type of soil use.
- Exposure from soil ingestion: potential exposure due to unconscious oral intake of soil particles (i.e. not including inhalative intake of suspended soil particles or dust).
- Exposure from crop intake: potential exposure due to oral intake of contaminated home-grown crops from a “standard garden” (i.e. not a vegetable garden at another location than the residential environment). Contamination of crops can be caused by root uptake and/or deposition (in case of deposition, it is meant deposition from soil particles originating from the site); no crop uptake from vapours is considered.
  - Root vegetables: part of crops that grows under the soil surface, including potatoes.
  - “Green” vegetables: part of crops that grows above the soil surface.
- Exposure from inhalation of indoor air: potential exposure due to unconscious inhalative intake of contaminated indoor air, originating from contaminated soil (not from contaminated groundwater), in a house or building; consider a house or building as an one-floor, one-compartment structure, directly situated above the soil surface.

### *Soil use:*

- Residential site: site on where living is the main function, includes a house and a garden; from the garden crops are used as vegetables, although crop consumption isn’t the main function of the garden, like this is the case in vegetable gardens and at agricultural sites.
- Industrial site: site on where industrial activity is the main function, excludes crop cultivation.

### *Indexes:*

- fw = fresh weight; dw = dry weight; bw = body weight

## 6. STANDARDISATION OF INPUT PARAMETERS

Standardised input parameters are given in the Table 1. This mainly concern a simplified version of the input parameters that were used for the *RIVM*-exposure calculations in 1990 and were the basis for the Dutch (1994) human toxicological intervention values. In



case that one or more input-parameters are missing in the list of standard input-parameters, use your “own” default(s).

Table 1: Standard input parameters

Human characteristics

Input parameter	Child	Adult
Body weight (kg)	15	70
Breathing volume ( $\text{m}^3 \cdot \text{d}^{-1}$ )	7.7	20
Residence time in the (one-floor, one-compartment) house (inhalation indoor) ( $\text{h} \cdot \text{d}^{-1}$ )	14	12
Residence time outside, around the house (soil ingestion) ( $\text{h} \cdot \text{d}^{-1}$ )	1	$\frac{2}{7}$
Residence time at industrial site ( $\text{h} \cdot \text{d}^{-1}$ )	0	8
..... in the (one-floor-one compartment) building (inhalation indoor) ( $\text{h} \cdot \text{d}^{-1}$ ):	0	7
..... outside (soil ingestion) ( $\text{h} \cdot \text{d}^{-1}$ ):	0	1
Average daily soil intake ( $\text{mg} \cdot \text{d}^{-1}$ )	150	50
Total intake root vegetables (incl. potatoes) ( $\text{g}_{\text{dw}} \cdot \text{d}^{-1}$ )	15	28
Total intake "green" vegetables ( $\text{g}_{\text{dw}} \cdot \text{d}^{-1}$ )	8.9	18

Exposure from crop uptake

Moisture content roots (%)	80
Moisture content "green" vegetables (%)	90
Contribution root vegetable consumption from own garden to total root vegetable consumption (%)	10
Contribution "green" vegetable consumption from own garden to total "green" vegetable consumption (%)	10
Concentration suspended particles in the air (mg.m <sup>-3</sup> )	0.07
Fraction soil particles in suspended air (-)	0.5
Fraction interception by crops (-)	0.4
Correction factor for preparation of crops	1.0
Correction factor for soil attached to vegetables	1.0

*Exposure from inhalation of indoor air*

Surface house (m <sup>2</sup> )	50
Volume house (m <sup>3</sup> )	150
Ventilation frequency house (h <sup>-1</sup> )	1.25
Pressure difference soil/house (Pa)	2
Surface building at an industrial site (m <sup>2</sup> )	2500
Volume building at an industrial site (m <sup>3</sup> )	10.000
Ventilation frequency building at an industrial site (h <sup>-1</sup> )	0.75
Pressure difference soil/building at an industrial site (Pa)	2

Compound specific characteristics

Compound	Molecular weight (g.mol <sup>-1</sup> )	Solubility (g.m <sup>-3</sup> )	Vapour pressure (Pa)	Henry coefficient (-)	Octanol-water partition coeff. Kow (l.kg <sup>-1</sup> )	Diffusion coeff. in water (m <sup>2</sup> .d <sup>-1</sup> )	Diffusion coeff. in air (m <sup>2</sup> .d <sup>-1</sup> )
B(a)P	252	3.00. 10 <sup>-4</sup>	1.31. 10 <sup>-8</sup>	4.67. 10 <sup>-6</sup>	2.23. 10 <sup>6</sup>	4.75.10 <sup>-5</sup>	4.75. 10 <sup>-1</sup>
Cd	112.4	3.00. 10 <sup>3</sup>	-	-	-	7.10. 10 <sup>-5</sup>	7.10. 10 <sup>-1</sup>
Atrazine	215.5	7.00. 10 <sup>1</sup>	4.00. 10 <sup>-5</sup>	5.24. 10 <sup>-8</sup>	1.51. 10 <sup>2</sup>	5.14. 10 <sup>-5</sup>	5.14. 10 <sup>-1</sup>
Benzene	78	1.78. 10 <sup>3</sup>	1.01. 10 <sup>4</sup>	1.89. 10 <sup>-1</sup>	1.34. 10 <sup>2</sup>	8.52. 10 <sup>-5</sup>	8.52. 10 <sup>-1</sup>
TCE	131.5	1.10. 10 <sup>3</sup>	8.00. 10 <sup>3</sup>	4.07. 10 <sup>-1</sup>	5.13. 10 <sup>2</sup>	6.58. 10 <sup>-5</sup>	6.58. 10 <sup>-1</sup>

Compound	Octanol-carbon partition coeff. Koc (l.kg <sup>-1</sup> )	Partition coeff. solid phase/ porewater Kd (l.kg <sup>-1</sup> )	Half-life HC50 (d <sup>-1</sup> )	Relative absorption factor oral soil/crop intake (-)	Relative retention factor soil particles/relative absorption factor, in lungs (-)	BioConcentration Factor, root vegetables (mg.kg <sup>-1</sup> <sub>CROPlw</sub> / mg.l <sup>-1</sup> <sub>PORE WATER</sub> )*	BioConcentration Factor, green vegetables (mg.kg <sup>-1</sup> <sub>CROPlw</sub> / mg.l <sup>-1</sup> <sub>PORE WATER</sub> )*
B(a)P	9.20. 10 <sup>5</sup>	-	ï	1.0/ 1.0	0.75/ 1.0	1.16. 10 <sup>4</sup>	1.24. 10 <sup>1</sup>
Cd	-	1.9. 10 <sup>2</sup>	ï	1.0/ 1.0	0.75/ 1.0	1.50. 10 <sup>-1</sup>	7.00. 10 <sup>-1</sup>
Atrazine	6.22. 10 <sup>1</sup>	-	ï	1.0/ 1.0	0.75/ 1.0	1.12. 10 <sup>1</sup>	1.17 10 <sup>1</sup>
Benzene	5.54. 10 <sup>1</sup>	-	ï	1.0/ 1.0	0.75/ 1.0	1.06. 10 <sup>1</sup>	1.12. 10 <sup>1</sup>
TCE	2.11. 10 <sup>2</sup>	-	ï	1.0/ 1.0	0.75/ 1.0	2.23. 10 <sup>1</sup>	1.96. 10 <sup>1</sup>

\*except Cd: (mg.kg<sup>-1</sup><sub>CROPlw</sub>/ mg.kg<sup>-1</sup><sub>SOILdw</sub>); on the basis of crop dry weight versus soil dry weight.

# QUESTIONNAIRE on human exposure model comparison study

## RULES-OF-THE-GAME:

- **Red** = overwrite; ..... = fill in; **dark red** = delete what is not appropriate
- Every question is optional
- Answer as concise as possible
- After all questions you will find "Remark", which offers the possibility to add something to the specific question if found necessary or useful.
- If you are not able to answer a question (e.g. when you do not include a specific exposure pathway) leave the question open and fill in after Remark: n.a. (not applicable, because .....)
- Feel free to manipulate answers to give the information you find most useful; in case it is not possible or difficult to answer a question, manipulate your answer to come as close to the question as possible.
- If you use different models for different exposure routes, fill in the questionnaire for each specific model (i.e. for each specific exposure pathway) separately. However, in that case also give the total exposure via all exposure pathways, if possible.
- If you give specific references, list these references in Chapter 4.

## 1. AFFILIATION CONTACT PERSON

### 1.1

**Name, company, address, email**

Remarks: .....

## 2. MODEL CHARACTERISTICS

### 2.1

**Full name, abbreviation, references**

Remarks: .....

Is the model based on existing exposure models?

2.2a In regard to model concept

- **no**
- **yes, namely .....**

Remarks: .....

2.2b In regard to input parameters

- **no**
- **yes, namely .....**

Remarks: .....

2.3 What compartments are considered in the model

- soil
- groundwater
- others, namely .....

Remarks: .....

2.4 What exposure routes are incorporated? Exposure from

- soil ingestion
- crop intake
- direct groundwater intake
- intake of groundwater, which is contaminated due to permeation of contaminants through groundwater tubes.
- meat/milk intake
- inhalation of indoor air
- inhalation of outdoor air
- inhalation dust/ soil particles
- inhalation of bathroom air
- dermal uptake through soil, inside
- dermal uptake through soil, outside
- dermal uptake during bathing/showering
- others, namely .....

Remarks: .....

2.5

**Modelname** can be used for

- calculation of site-specific human exposure
- deriving soil quality standards (if possible specify name and purpose of standards) in the framework of .....
- ad hoc risk assessment
- others, namely .....

Remarks: .....

2.6 Does the model offer possibilities for probabilistic analysis:

- no
- yes, to the following purpose:
  - sensitivity analysis (evaluating the contribution of input-parameters)
  - uncertainty analysis (evaluating the uncertainty in the calculated exposure)

Remarks: .....

2.7 Is the model available for third parties?

- no
- yes (**software form, order possibilities, costs**)

Remarks: .....

2.8 Is the model in “general” use?

- no
- yes (by public servants, consultancies, .....)

Remarks: .....

2.9 Is background exposure taken into account?

- no
- yes
- optional

Remarks: .....

### 3. DEFAULT SCENARIOS AND INPUT PARAMETERS

3.1 What standard exposure scenario's do you use:

- residential
- industrial
- vegetable garden
- children play ground
- kindergarten
- infrastructure
- agriculture
- vineyard/ orchard
- nature reserves
- recreational areas
- parks
- others, namely .....
- Remarks: .....

3.2 The following standard age ranges are defined: .....

Remarks: .....

3.3 Are differences in exposure for men and women taken into consideration

- yes
- no

Remarks:

3.4 How is dealt with exposure to children and adults?

- calculated separately
- summed up
- both options are possible
- different, namely .....

Remarks: .....

3.5 Do you (also) consider acute (short-term) exposure (i.e. exposure that takes place during several hours)?

- yes
- no

Remarks:

3.6 Are any kinetic (time dependent) processes included in the model?

- no
- yes, namely .....

Remarks:

3.7 Is the possibility for degradation included in the model?

- no
- yes, namely (....., zero order, first order, etc.?; degradation as function of time and/or space?)

Remarks:

3.8 Are any standards incorporated in the model that limit the maximal concentration in contact media (e.g. crop concentration does not exceed x mg/kg, or indoor air concentration does not exceed y mg/m<sup>3</sup>)?

- no
- yes, namely .....

Remarks:

3.9 Is exposure to mixtures of contaminants included in the model?

- yes
- no

Remarks:

What principle basis do you use in the range of worst case - best case?

3.10a For model concepts:

- no specific principle basis
- worst case
- realistic case
- reasonable maximal exposure (best estimates in case there is enough knowledge; upper bound estimate in case of doubt)
- best case
- different, namely .....

Remarks: .....

3.10b For input parameters:

- no specific principle basis
- worst case
- reasonable case
- realistic case
- best reasonable guess (realistic in case there is enough knowledge; worst case in case of doubt)



- best case
- a specific percentile, namely .....
- different, namely .....

Remarks: .....

3.11 Are there any guidelines for selection of input parameters?

- no
- yes (references, .....

Remarks: .....

3.12 Are there any recommendations and/or guidelines for measuring concentrations in contact media (crops, indoor air)?

- no
- recommendations yes, guidelines no
- recommendations no, guidelines yes
- recommendations and guidelines

Remarks: .....

3.13 What is the “starting point” of the human exposure calculation?

- total soil content
- contents in different soil phases (soil air, pore water, solid phase)
- total soil content or contents in different soil phases (soil air, pore water, solid phase)
- different, namely .....

Remarks: .....

3.14 How is the distribution of contaminants into the soil phases incorporated in the model?

- using the fugacity theory
- using partition coefficients ( $K_d$ ,  $K_{oc}$ ,  $K_{Henry}$ )
- different, namely .....
- this isn't incorporated

Remarks: .....

In case that the exposure route “exposure due to crop intake” is included:

3.15 Is it possible to calculate the *site-specific* uptake/accumulation in crops (as function of soil characteristics)?

- yes
- no, only generic

Remarks: .....

3.15b What crops do you consider?

- no specific crops
- all crops for which relevant data (i.e. BCFs) are available
- consumption crops only

- sensitive crops, namely.....
- different crops, namely .....
- this exposure route is not included

Remarks: .....

3.15c Is phytotoxicity included (a maximal permissible concentration in the crop)?

- yes
- no

Remarks: .....

In case that the exposure route “exposure due to crop intake” is included:

3.16 Is it possible to calculate the *site-specific* indoor air concentration (as function of soil characteristics, groundwater table, building characteristics, etc.)?

- yes
- no, only generic

Remarks: .....

3.17 “Country-specific” default input parameters

In Table 2 the “country-specific” default parameters can be filled in. If one or more (relevant) input parameters are missing include this/these parameter(s) in the open rows. If a parameter is not used, fill in n.a. (not applicable). If necessary extend the table.

Remarks:

Table 2: “Own” default parameters

Human characteristics

Input parameter	Child	Adult
Body weight (kg)		
Breathing volume ( $m^3 \cdot d^{-1}$ )		
Residence time in the (one-floor, one-compartment) house (inhalation indoor) ( $h \cdot d^{-1}$ )		
Residence time outside, around the house (soil ingestion) ( $h \cdot d^{-1}$ )		
Residence time at industrial site ( $h \cdot d^{-1}$ )		
..... in the (one-floor, one-compartment) building (inhalation indoor) ( $h \cdot d^{-1}$ ):		
..... outside (soil ingestion) ( $h \cdot d^{-1}$ ):		
Average daily soil intake ( $mg \cdot d^{-1}$ )		
Total intake root vegetables (incl. potatoes) ( $g_{dw} \cdot d^{-1}$ )		

Total intake "green" vegetables ( $g_{dw} \cdot d^{-1}$ )		

Exposure due to crop uptake

Moisture content roots (%)	
Moisture content "green" vegetables (%)	
Contribution root vegetable consumption from own garden to total root vegetable consumption (%)	
Contribution "green" vegetable consumption from own garden to total "green" vegetable consumption (%)	
Concentration suspended particles in the air ( $mg \cdot m^{-3}$ )	
Fraction soil particles in suspended air (-)	
Fraction interception by crops (-)	
Correction factor for preparation of crops	
Correction factor for soil attached to vegetables	

*Exposure due to inhalation of indoor air*

Surface house ( $m^2$ )	
Volume house ( $m^3$ )	
Ventilation frequency house ( $h^{-1}$ )	
Pressure difference soil/house (Pa)	
Surface building at an industrial site ( $m^2$ )	
Volume building at an industrial site ( $m^3$ )	
Ventilation frequency building at an industrial site ( $h^{-1}$ )	
Pressure difference soil/building at an industrial site (Pa)	

Compound specific characteristics

Compound	Molecular weight (g.mol <sup>-1</sup> )	Solubility (g.m <sup>-3</sup> )	Vapour pressure (Pa)	Henry coefficient (-)	Octanol-water partition coeff. Kow (l.kg <sup>-1</sup> )	Diffusion coeff. in water (m <sup>2</sup> .d <sup>-1</sup> )	Diffusion coeff. in air (m <sup>2</sup> .d <sup>-1</sup> )
B(a)P							
Cd							
Atrazine							
Benzene							
TCE							

Compound	Octanol-carbon partition coeff. Koc (l.kg <sup>-1</sup> )	Partition coeff. solid phase/ porewater Kd (l.kg <sup>-1</sup> )	Half-life HC50 (d <sup>-1</sup> )	Relative absorption factor oral soil/crop intake (-)	Relative retention factor soil particles/ relative absorption factor, in lungs (-)	BioConcentration Factor, root vegetables (mg.kg <sup>-1</sup> <sub>CROPfw</sub> / mg.l <sup>-1</sup> <sub>PORE WATER</sub> )*	BioConcentration Factor green vegetables (mg.kg <sup>-1</sup> <sub>CROPfw</sub> / mg.kg <sup>-1</sup> <sub>PORE WATER</sub> )*
B(a)P							
Cd							
Atrazine							
Benzene							
TCE							

\*except Cd: (mg.kg<sup>-1</sup><sub>CROPdw</sub>/ mg.kg<sup>-1</sup><sub>SOILdw</sub>); on the basis of crop dry weight versus soil dry weight

#### 4. REFERENCES

List:: References that were given in the questionnaire.

#### 5. CALCULATION RESULTS

Fill in the following calculation results, preferably in the Excel output file (blue fields) or the Word output file:

*Intermediate results:*

- Concentration in the pore water of the soil ( $\mu\text{g/l}$ ),
- Concentration in the pore air (soil air) ( $\text{mg/m}^3$ )
- Concentration in root vegetables ( $\text{mg/kg}_{\text{dw}}$ )
- Concentration in "green" vegetables (due to root uptake) ( $\text{mg/kg}_{\text{dw}}$ )
- Concentration in "green" vegetables (due to deposition of soil particles) ( $\text{mg/kg}_{\text{dw}}$ )
- Concentration in indoor air ( $\text{mg/m}^3$ )

*Results:*

- Daily averaged exposure of a child, due to soil ingestion, crop consumption, inhalation of indoor air and total combined exposure via all exposure routes ( $\text{mg/kg}_{\text{bw}}/\text{d}$ )
- Ditto, daily averaged exposure adult
- Ditto, daily averaged lifelong exposure

Calculation variations are presented by codes wxyz:

- w: Standardised (a)/ "own" default parameters (B)  
x: Contaminants: (Benzo(a)pyrene (A), Cadmium (B), atrazine (C), benzene (D), trichloroethene (E)  
y: Soil use: residential site (A), industrial site (B)  
z: Soil type (A-B): sandy soil (A), clay soil (B)

As an example:

BEBB represents the following calculation, using "own" input parameters: trichloroethene on an industrial site and a clay soil.



## C. Réglementation et application concrète en Italie

### *Les grandes lignes*

Le débat sur les critères légaux qui doivent réguler la protection et la réhabilitation des sols s'est intensifié ces dernières années en Italie où, pendant longtemps, aucun choix n'avait été fait entre l'approche américaine, basée sur le modèle RBCA et l'approche européenne, basée sur l'établissement de valeurs limites fixes de pollution. En 1987, le ministère de l'Environnement avait débloqué 9,8 milliards de liras (33,2 millions de francs) et rendu les Régions responsables de l'identification et de la classification des sites pollués. A ce jour, 10 000 sites ont été recensés, mais on ignore encore le nombre total exact de sites pollués italiens.

Aujourd'hui, l'Italie dispose au niveau national de deux textes récents qui traitent spécifiquement de l'assainissement des sols : l'article 17 du décret Ronchi (ou Décret Législatif 22/97) publié en février 1998 et le décret ministériel n° 471 du 25 octobre 1999 qui précise les normes techniques d'application de l'article 17 du décret Ronchi.

L'article 17 du décret Ronchi répond au besoin de réhabiliter les sols sur la base d'interventions planifiées plutôt que de traiter les urgences, comme c'était le cas dans les années 80. S'il décrit la marche à suivre, ce texte n'établit cependant pas dans quels cas un sol doit être considéré comme pollué. Les valeurs limites acceptables pour les concentrations en polluants, au-delà desquelles le site doit être considéré comme pollué, sont fixées par le décret d'application du 25 octobre 1999. Ce décret fixe également les procédures et les modalités de l'assainissement et de la mise en sécurité des sites pollués.

Aujourd'hui, l'Italie opte pour un compromis entre la méthode européenne et la méthode américaine, qui lui permet de traiter les problèmes au cas par cas en tenant compte des particularités nationales. En pratique seul un site sur mille peut être assaini, en raison du manque de ressources. Néanmoins, malgré les incertitudes qui planaient depuis plusieurs années sur les contraintes réglementaires ou légales, un véritable marché de la réhabilitation des sols a émergé en Italie, qui croît d'environ 10 % par an et représentant actuellement quelque 150 milliards de liras (508,2 MF).

Seules quelques régions, comme la Lombardie, la Toscane et le Piémont avaient légiféré dans ce domaine jusqu'ici. Dans la partie sud

de l'Italie, les régions ont du mal à gérer leurs problèmes de sol. La majorité des sites sont abandonnés et il est difficile de remonter jusqu'au responsable de la pollution. Le gouvernement a donc créé un groupe de travail spécial pour venir en aide aux régions du sud.

La Province de Milan est particulièrement active dans la gestion de ses sols pollués. Elle s'est approprié les modèles prescrits par la réglementation et l'association Unichim et les a adaptés pour proposer une démarche systématique d'approche des sols pollués, qui combine l'utilisation de valeurs seuils et l'évaluation des risques.

## *Les textes au niveau national*

### ■ **Le décret Ronchi**

Le principal texte de référence en matière d'assainissement des sols en Italie est l'article 17 du décret Ronchi (Décret Législatif du 5 février 1997, n° 22) qui définit dans les grandes lignes la réglementation sur l'assainissement et la réhabilitation des sites pollués : "*D.Lgs 05/02/97 n° 22 (c.d. Decreto Ronchi) - Attuazione delle direttive 91/156/CEE sui rifiuti, 91/689/CEE sui rifiuti pericolosi e 94/62/CE sugli imballaggi e rifiuti di imballaggio*". Ce décret correspond à une mise en application au niveau national des directives européennes 91/156/CEE sur les déchets, 91/689/CEE sur les déchets dangereux et 94/62/CE sur les emballages et les déchets d'emballages.

L'article 17 ("*Bonifica e ripristino ambientale dei siti inquinati*") précise notamment qu'il incombe au Ministre de l'Environnement, en accord avec le Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat et le Ministre de la Santé, de définir les valeurs limites de référence sur la pollution des sols, les procédures de référence pour le prélèvement et l'analyse des échantillons, ainsi que les mesures générales à adopter pour assurer la sécurité autour d'un site pollué, assainir et réhabiliter ce site. De plus, toute personne responsable, même de manière accidentelle, d'un dépassement des valeurs limites de référence est tenue de procéder à ses frais aux interventions nécessaires à la sécurité du site concerné et à sa dépollution (voir encadré).

#### **Article 17 du décret Ronchi**

##### **Assainissement et réhabilitation environnementale des sites pollués**

*(Le texte a été mis à jour en fonction des modifications apportées par le décret législatif du 8 novembre 1997, n° 389 - indiquées en gras - et par la loi du 9 décembre 1998, n° 426 - indiquées en italique)*

1. Dans les trois mois après l'entrée en vigueur du présent décret, le Ministre de l'Environnement, s'appuyant sur l'Agence nationale pour la protection de l'environnement (ANPA), en accord avec le Ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat, et avec le Ministre de la Santé, et vue la Conférence permanente pour les rapports entre l'Etat, les Régions et les Provinces autonomes de Trente et de Bolzano, définit :

- a) les limites d'acceptabilité de la pollution des sols, des eaux superficielles et des eaux souterraines en relation avec la destination d'usage spécifique du site ;

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Italie*

- b) les procédures de référence pour le prélèvement et l'analyse des échantillons ;
- c) les critères généraux pour la mise en sécurité, l'assainissement et la réhabilitation environnementale des sites pollués, mais aussi pour la rédaction des projets d'assainissement ;
- c-bis) **toutes les opérations d'assainissement des sols et des nappes aquifères qui recourent à des bactéries, à des souches bactériennes mutantes, à des stimulants de bactéries naturellement présents dans le sol afin d'éviter les risques de pollution du sol et des nappes aquifères ;**

**1-bis. Les recensements relatifs au décret du Ministre de l'Environnement du 16 mai 1989, publié dans la Gazette officielle n° 121 du 26 mai 1989, sont étendus aux terrains internes aux lieux de production, de collecte, d'élimination et de récupération des déchets, en particulier aux installations à risque d'accident élevé citées dans le décret du Président de la République du 17 mai 1988, n° 175, et dans les modifications successives. Le Ministre de l'Environnement décide, éventuellement par le biais d'accords de programme avec les organismes maîtrisant les technologies de relevé les plus avancées, de la cartographie nationale des sites qui font l'objet des recensements et de leur vérification avec les Régions.**

2. Toute personne qui entraîne, même de manière accidentelle, le dépassement des limites visées à l'alinéa 1, lettre a), ou est à l'origine d'un danger concret et actuel de dépassement de ces mêmes limites, est tenue de procéder à ses propres frais aux interventions de mise en sécurité, d'assainissement et de réhabilitation environnementale des zones polluées et des installations dont provient le danger de pollution. Pour ce faire :

- a) dans les 48 heures, une notification doit être faite à la Commune, à la Province et à la Région territorialement compétentes, ainsi qu'aux organes de contrôle sanitaire et environnemental, de la situation de pollution ou du danger concret et actuel de pollution du site ;
- b) dans les 48 heures suivant la notification citée en a), une communication doit être faite à la Commune, à la Province et à la Région territorialement compétentes, sur les interventions de mise en sécurité adoptées en vue de ne pas aggraver la situation de pollution ou le danger de pollution, de contenir les effets et de réduire le risque sanitaire et environnemental ;
- c) dans les dix jours qui suivent l'événement à l'origine de la pollution ou qui suivent l'identification de la situation de danger, le projet d'assainissement des zones polluées doit être présenté à la Commune et à la Région.

3. Les fonctionnaires et les organismes publics qui, dans l'exercice de leurs fonctions institutionnelles, identifient des sites sur lesquels les niveaux de pollution sont supérieurs aux limites prévues, en donnent communication à la Commune, qui met en demeure le responsable de la pollution de faire le nécessaire aux termes de l'alinéa 2, ainsi qu'à la Province et à la Région.

4. La Commune approuve le projet et autorise la réalisation des interventions prévues dans les quatre-vingt-dix jours suivant la présentation dudit projet, et en donne une communication à la Région. L'autorisation indique les éventuelles modifications et additions apportées au projet présenté, en fixe les échéances d'exécution, y compris intermédiaires, et établit les garanties financières qui doivent être données à la Région pour la réalisation et l'exploitation des installations prévues par ce même projet d'assainissement. Si l'intervention d'assainissement et de mise en sécurité concerne une zone située sur le territoire de plusieurs communes, le projet et les interventions sont approuvés et autorisés par la Région.

5. Dans les soixante jours qui suivent la présentation du projet d'assainissement, la Région peut exiger de la Commune que soient apportées des modifications et des additions ou que soient appliquées des prescriptions spécifiques au projet d'assainissement.

6. Dans le cas où la destination d'usage prévue par les prescriptions urbanistiques en vigueur impose le respect de limites d'acceptabilité de pollution qui ne peuvent être atteintes même en appliquant les meilleures technologies disponibles à des coûts raisonnables, l'autorisation visée à l'alinéa 4 peut prescrire l'adoption de mesures de sécurité destinées à prévenir les dommages causés par la pollution résiduelle, à exécuter de manière prioritaire à l'aide de techniques et d'ingénierie environnementales, ainsi que des restrictions temporaires ou permanentes d'utilisation de la zone assainie par rapport aux prévisions des règles d'urbanisme en vigueur, ou encore des modalités particulières pour l'utilisation de cette même zone. De telles prescriptions comportent, si né-



**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Italie*

cessaire, le changement des prescriptions urbanistiques et des plans territoriaux.

**6-bis. Les interventions d'assainissement des sites pollués peuvent être soutenues, sur la base d'une disposition législative de financement spéciale, par une contribution publique, dans la limite maximale de 50 % des dépenses, dans le cas où existent des intérêts publics prioritaires associés à des exigences de protection hygiénico-sanitaires et environnementales ou liées à l'emploi. Les dispositions visées aux alinéas 10 et 11 ne s'appliquent pas à ces contributions publiques.**

7. L'autorisation visée à l'alinéa 4, variante urbanistique, comporte la déclaration d'utilité publique, d'urgence et de non différenciation des travaux, et remplace dans tous leurs effets les autorisations, concessions, accords, ententes, "nulla osta", avis et approbations prévus par la législation en vigueur pour la réalisation et l'exploitation des installations et des outillages nécessaires à l'exécution du projet d'assainissement.

8. L'accomplissement des interventions prévues par les projets visés à l'alinéa 2, lettre c), est attesté par une certification spéciale délivrée par la Province compétente pour le territoire.

9. Dans le cas où les responsables ne peuvent pas faire le nécessaire ou ne sont pas identifiables, les interventions de mise en sécurité, d'assainissement et de réhabilitation environnementale sont réalisées d'office par la Commune territorialement compétente et dans le cas où cela ne relève pas de la Région, en s'appuyant également sur les autres organismes publics. Afin de prévoir les sommes pour les interventions précitées, les Régions peuvent instituer des fonds spéciaux dans les limites de leurs disponibilités de budget.

10. Les interventions de mise en sécurité, d'assainissement et de réhabilitation environnementale constituent une charge réelle sur les zones polluées visées aux alinéas 2 et 3. La charge réelle doit être indiquée dans le certificat de destination urbanistique aux termes ou par effet de l'article 18, alinéa 2, de la loi du 28 février 1985, n° 47.

11. Les dépenses engagées pour la mise en sécurité, l'assainissement et la réhabilitation environnementale des zones polluées visées aux alinéas 2 et 3 sont soutenues par un privilège immobilier spécial sur ces mêmes zones, aux termes et par effet de l'article 2748, second alinéa, du Code civil. Ledit privilège peut s'exercer même au détriment des droits acquis par des tiers sur le bien immobilier. *Les dépenses précitées sont elles aussi soutenues par un privilège mobilier général.*

12. Les Régions préparent, sur la base des notifications des intéressés ou des estimations des organes de contrôle, un registre des sites à assainir qui identifie :

- a) les domaines concernés, la caractérisation et le niveau des polluants présents ;
- b) les entités de la compétence desquelles ressort l'intervention d'assainissement ;
- c) les organismes sur lesquels la Région entend s'appuyer pour l'exécution d'office en cas de défaillance des personnes obligées ;
- d) une estimation des charges financières.

13. Dans le cas où un changement de destination d'usage d'un terrain implique l'application de limites plus restrictives d'acceptabilité de pollution, l'intéressé doit procéder à ses propres frais aux interventions d'assainissement nécessaires sur la base d'un projet spécial approuvé par la Commune aux termes des alinéas 4 et 6. Le contrôle de l'assainissement une fois achevé est effectué par la Province selon les termes de l'alinéa 8.

**13-bis. Les procédures d'interventions de mise en sécurité, assainissement et réhabilitation environnementale réglementées par le présent article peuvent être utilisées dans tous les cas à l'initiative des intéressés.**

14. Les projets relatifs à une intervention d'assainissement d'intérêt national sont présentés au ministère de l'Environnement et approuvés, aux termes et par effet des dispositions qui précèdent, par le biais d'un décret du Ministre de l'Environnement en accord avec les Ministres de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat, et de la Santé, en accord avec la Région territorialement compétente. **L'approbation produit effet selon l'alinéa 7 et, à l'exclusion des installations d'incinération et de récupération énergétique, remplace, dans le cas où celui-ci est prévu par la loi, le prononcé d'évaluation de l'impact environnemental des installations à réaliser sur le site pollué pour les interventions d'assainissement.**

.../...

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Italie*

.../...

15. Les limites, procédures et critères généraux visés à l'alinéa 1 et les projets visés à l'alinéa 14 relatifs aux terrains destinés à la production et à l'élevage sont définis et approuvés en accord avec le ministère des Ressources agricoles, alimentaires et forestières.

15-bis. Le Ministre de l'Environnement, en accord avec le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique et technologique, et avec le Ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat, émet un décret présentant des indications et des informations pour les entreprises industrielles, les consortiums d'entreprises, les coopératives, les consortiums entre entreprises industrielles et artisanales, qui souhaiteraient accéder à des aides et à des financements pour la recherche et le développement de nouvelles technologies d'assainissement, prévus par la législation en vigueur.

15-ter. Le ministère de l'Environnement et les Régions rendent publique la liste de priorité, respectivement nationale et régionale, des sites pollués à assainir.

*Texte en annexe, en italien*

Par ailleurs, l'article 51-bis ("*Bonifica dei siti*") du décret Ronchi précise les sanctions prévues pour les personnes responsables de la pollution de sols (voir encadré).

**Article 51-bis du décret Ronchi**

**Assainissement des sites**

**Toute personne à l'origine d'une pollution ou d'un danger concret et actuel de pollution, tels que visés à l'article 17, alinéa 2, est punie d'une peine d'emprisonnement de 6 mois à un an et d'une amende de cinq millions de lires à cinquante millions de lires (de 17 000 à 170 000 francs) si elle ne procède pas à l'assainissement selon la démarche prévue par l'article 17. Une peine d'emprisonnement d'un an à deux ans et une amende comprise entre dix millions de lires et cent millions de lires (34 000 à 340 000 francs) sont appliquées si la pollution est provoquée par des déchets dangereux. Dans le cadre de la sentence de condamnation pour l'infraction visée au présent alinéa, ou de la décision émise aux termes de l'article 444 du code de procédure pénale, le bénéfice de la suspension conditionnelle de la peine peut être subordonné à l'exécution des interventions de mise en sécurité, assainissement et réhabilitation environnementale.**

■ **Conséquences pratiques du décret Ronchi**

Les dispositions de l'article 17 du décret Ronchi font figure de norme à caractère national en matière d'assainissement et de réhabilitation de sols. Elles permettent d'adopter une approche à deux niveaux d'intervention pour assainir les sites pollués.

Le premier niveau, défini à proprement parler comme une intervention d'assainissement, vise à abaisser les concentrations de polluants dans les terrains au-dessous des "limites acceptables de pollution des sols... en relation avec la destination d'usage spécifique des sites..." (alinéa 1). Ainsi, ce premier niveau correspond à une intervention visant à atteindre les "limites tabellaires" fixées *a priori* et identiques pour tous les cas de figures.

*VEvaluation des risques pour les cas complexes*

Dans le cas où les opérations prévues par le premier niveau s'avèrent

non faisables du point de vue technico-économique, il est possible d'accéder à un second niveau d'intervention, défini comme la "mise en sécurité destinée à prévenir les dommages provoqués par la pollution résiduelle" (alinéa 6). Ce second niveau se présente alors comme une intervention corrective déduite de l'application de procédures d'évaluation des risques au cas spécifique.

Une telle mise en application de la norme fait que, dans les situations de pollution très étendues et complexes, les parties en présence proposent généralement l'approche du second niveau d'intervention, et donc l'adoption de projets de mise en sécurité basés sur les procédures d'évaluation des risques les mieux validées actuellement : RBCA et Concawe.

Ces procédures d'évaluation des risques, applicables au contexte italien après quelques adaptations, constituent des outils à travers lesquels sont définis, grâce au développement d'algorithmes de calcul, des objectifs d'assainissement spécifiques pour chaque zone.

#### ***V*Besoin d'algorithmes fiables**

Si, d'un côté, on reconnaît à l'évaluation des risques, à juste titre, sa validité scientifique et sa capacité d'optimisation des ressources technico-économiques, d'un autre côté, il est désormais couramment constaté que cette procédure, de par la complexité des algorithmes de calcul, requiert une grande expérience de la part des opérateurs et comporte de sérieux problèmes d'évaluation, de crédibilité et d'application correcte.

En particulier, les problèmes majeurs associés aux méthodes d'évaluation des risques sont le manque de références méthodologiques univoques et la difficulté qui en découle, pour l'organisme de contrôle, de vérifier les résultats de la procédure.

Confrontée à ces problèmes, la Province de Milan, en particulier, a décidé de mettre au point un outil en mesure de simplifier l'approche des procédures d'évaluation des risques (voir plus loin).

### **■ Le règlement d'application de l'article 17 du décret Ronchi**

Le décret explicitant les modalités d'application de l'article 17 du décret Ronchi a été publié en décembre 1999 (Decreto Ministeriale 471/99). Ce texte présente la réglementation définissant les critères, les procédures et les modalités à respecter pour assurer la sécurité d'un site pollué, pour l'assainir et le réhabiliter (voir encadré). Des concentrations limites acceptables ont été fixées pour 94 substances polluantes et deux usages du sol (espace vert public ou privé ; usage industriel ou commercial). De plus, 92 concentrations limites ont été fixées pour les eaux souterraines.

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Italie*

La comparaison des concentrations trouvées sur un site aux limites légales acceptables permet de décider si celui-ci doit être inscrit au registre des sites pollués pour lesquels un assainissement est nécessaire. L'alimentation de ce registre relève de la responsabilité des Régions, qui s'appuient sur les indications données par l'ANPA.

Le décret définit plus précisément :

- des valeurs limites de référence pour la pollution des sols ;
- des procédures de référence pour le prélèvement et l'analyse des échantillons ;
- des indications générales pour assurer la sécurité du site pollué et son assainissement, ainsi que pour rédiger les plans de sécurité et de dépollution ;
- des critères à respecter lors des opérations d'assainissement des sols ayant recours à des bactéries ;
- le recensement des sites potentiellement pollués, l'enregistrement des sites à traiter et les interventions de dépollution, effectués par les pouvoirs publics ;
- les critères à retenir pour déterminer les sites pollués d'intérêt national.

Le décret D.M. 471/99 décrit également l'obligation pour le propriétaire du site, ou la partie responsable, de vérifier si les limites acceptables de pollution sont dépassées, d'effectuer les interventions d'urgence nécessaires, de communiquer les informations aux autorités locales et de présenter un projet d'assainissement. Il fournit même des indications pour les initiatives volontaires d'assainissement.

#### ***VRôle des pouvoirs publics***

Les autorités publiques, par le biais de leurs programmes institutionnels, peuvent de leur côté enquêter et classer des sites comme pollués. Dans le cas où un site doit être dépollué, l'autorité municipale oblige par décret la partie responsable à procéder à l'assainissement. Si le propriétaire du site, ou la partie responsable, ne peut être retrouvé, la Commune ou la Région prennent en charge la dépollution du site et conduisent les actions nécessaires.

Enfin, le texte définit les éléments et la procédure d'approbation concernant le projet de réhabilitation et la mise en œuvre des actions d'assainissement et/ou de mise en sécurité. Le projet comprend trois niveaux (de technicité croissante) : la caractérisation du site, le projet préliminaire, le projet définitif. Chaque phase doit faire l'objet d'une autorisation émanant de la Commune ou de la Région.

La réglementation liste les différentes actions en termes de technologies pour les actions d'urgence ou de mise en sécurité à long terme et les approches techniques d'assainissement.

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Italie*

***VEvaluation des risques et mise en sécurité***

Les méthodes d'évaluation des risques (spécifiques à chaque site), basées sur les approches internationales reconnues, font partie du projet préliminaire. L'évaluation des risques est envisagée pour tous les cas où un assainissement jusqu'aux limites acceptables légales pour le sol et/ou les eaux souterraines n'est pas faisable au vu des meilleures technologies disponibles et des coûts accessibles. Dans ces cas, la dépollution doit être associée à des mesures de mise en sécurité, et le site est classé comme "dépollué avec mesures de sécurité" selon la destination d'usage du sol.

**Règlement d'application de l'article 17 du décret Ronchi**

Ministero Dell'Ambiente - Decreto Ministeriale 25 ottobre 1999, n°471

**Sommaire**

- Art. 1. Champ d'application
- Art. 2. Définitions
- Art. 3. Valeurs limites de concentration acceptables et méthodologie d'intervention
- Art. 4. Obligation d'assainissement et de réhabilitation environnementale
- Art. 5. Assainissement avec mesures de sécurité et réhabilitation environnementale
- Art. 6. Intervention de mise en sécurité permanente et réhabilitation environnementale
- Art. 7. Notification de danger de pollution et intervention de mise en sécurité d'urgence
- Art. 8. Arrêté
- Art. 9. Interventions à l'initiative des intéressés
- Art. 10. Approbation du projet et autorisation des interventions d'assainissement, de réhabilitation environnementale et de mise en sécurité permanente
- Art. 11. Planification par phases
- Art. 12. Contrôles
- Art. 13. Interventions d'assainissement et de réhabilitation environnementale qui ne nécessitent pas d'autorisation
- Art. 14. Interventions effectuées par les Régions et les Communes, et ordre de priorité
- Art. 15. Interventions d'intérêt national
- Art. 16. Recensement des sites potentiellement pollués
- Art. 17. Registre des sites à assainir
- Art. 18. Normes finales et transitoires
- Annexe 1. Valeurs de concentrations limites acceptables dans le sol, le sous-sol et les eaux souterraines en relation avec la destination spécifique d'usage des sites, et critères d'acceptabilité pour les eaux superficielles
- Annexe 2. Procédures de référence pour le prélèvement et l'analyse des échantillons
- Annexe 3. Critères généraux pour les interventions de mise en sécurité d'urgence, d'assainissement et de réhabilitation environnementale ; pour les mesures de sécurité et les mises en sécurité permanente ; critères pour les interventions recourant à des bactéries, à des souches bactériennes mutantes et à des stimulants de bactéries naturellement présentes dans le sol.
- Annexe 4. Critères généraux pour la rédaction du projet d'assainissement
- Annexe 5. Modèle à adopter pour la certification de la réalisation de l'assainissement / de la mise en sécurité permanente

*(texte intégral en annexe, en italien)*

**■ Les procédures pour le choix des valeurs**

Les valeurs fixées par le décret explicitant les modalités d'application de l'article 17 du décret Ronchi (décembre 1999) ont été déterminées à partir :

**Réglementations étrangères  
sur les sols industriels pollués**  
*Italie*

- des valeurs fixées dans d'autres pays (Etats-Unis, Canada, Allemagne, Hollande, Royaume-Uni) ;
- des valeurs déjà en établies par certaines régions italiennes ;
- d'une évaluation des risques pour chacune des 100 substances considérées, sur la base de certaines caractéristiques des sols italiens (faible taux de matière organique, notamment).

En pratique, les valeurs fixées par la réglementation sont rarement accessibles et il est généralement nécessaire de traiter au cas par cas.

### ■ Les documents de référence

Les principaux documents techniques utilisés en Italie pour la conduite des évaluations de risque au cas par cas sont les documents "*Risk Assessment Guidance for Superfund*" de l'US-EPA et "*Risk Based Corrective Action (RBCA)*" de l'ASTM. Pour définir des priorités d'action dans les différentes régions, des principes d'évaluation comparative des risques ont été utilisés.

#### *✓ Les initiatives de l'ANPA et des agences régionales*

Au niveau national, un centre spécialisé a été créé pour les sols pollués, le Centro tematico nazionale Suolo e siti contaminati, fonctionnant sous l'égide de l'ANPA. Ce centre est calqué sur le modèle des centres thématiques (*Special topic centres*) de l'Agence européenne de l'environnement et fonctionne en collaboration avec elle. Il travaille actuellement à développer des indicateurs pour détecter les sites potentiellement pollués.

Récemment, l'ANPA et les agences régionales ont commencé un programme intensif visant à développer les approches techniques pour l'évaluation des risques et la réhabilitation des sites pollués. Un processus à étapes successives de prise de décision basée sur l'évaluation des risques a été élaboré. Il comprend deux phases simplifiées d'évaluation des risques, une générique, une spécifique au site, ce qui doit permettre de sélectionner les sites et de définir les objectifs d'assainissement. Les limites génériques d'acceptabilité (valeurs seuils) pour les polluants sont définies selon une évaluation des risques pour les usages des sols sensibles ou moins sensibles. Différentes cibles et voies d'exposition sont considérées à travers des modèles validés de migration de polluants et d'exposition. La protection des eaux souterraines en tant que ressource en eau potable est assurée par l'utilisation de normes réglementaires pour l'eau et de valeurs appropriées pour le sol. Une évaluation des risques spécifique au site est encouragée pour garantir que les objectifs d'assainissement et les actions curatives sont adaptés aux conditions d'exposition locales.

#### *✓ Les manuels publiés par Unichim*

Unichim, Association pour l'unification du secteur de l'industrie chi-

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Italie*

mique en Italie, compte une commission spécialisée dans les sols et nappes pollués : "Suoli e falde contaminati - Indagini e tecnologia di bonifica". Cette commission étudie les technologies d'analyse et d'assainissement des sols et des eaux souterraines. L'association compte par ailleurs une commission traitant de l'évaluation de la qualité des sols : "Qualità del suolo".

Unichim joue le rôle de société nationale de normalisation pour l'industrie chimique. Elle a publié en 1991 un manuel en deux tomes relatif à l'analyse des sols, en anglais, intitulé "*Soil Analysis - Manual Methods*".

Un autre manuel, paru en 1994, concerne les technologies d'analyse et d'assainissement des sols et nappes pollués : "*Suoli e falde contaminati - Tecnologia di indagine e di bonifica*". Ce manuel n° 175 explique les problèmes rencontrés sur le terrain et décrit les technologies disponibles.

En 1996 est paru un volume intitulé "*Linee guida per la valutazione di terreni e di falde contaminati - Aspetti normativi e analisi di rischio*". Ce manuel n° 185 présente des directives pour l'évaluation des terrains et nappes pollués, ainsi que les aspects normatifs et la description de l'évaluation des risques. Il propose une procédure pour la définition des priorités d'intervention, par une évaluation des risques relative, et une procédure pour l'évaluation de la pollution par une évaluation des risques absolue. L'analyse site par site est mise en avant. Une procédure en trois niveaux est préconisée pour définir les objectifs de réhabilitation (voir encadré).

**Les trois niveaux pris en compte par le manuel n° 185 d'Unichim**

- Le premier niveau comprend une comparaison des études de sols pollués avec des normes de qualité des sols en fonction de différents types d'usage des sols. Ces normes ont été élaborées par les régions sur la base de considérations locales et de normes nationales et internationales,
- Le second niveau consiste en une classification des risques pour hiérarchiser les sites pollués dans chaque région,
- Le troisième niveau est une évaluation des risques au cas par cas qui s'applique aux sites prioritaires ou à chaque fois que des sites pollués particuliers doivent être évalués et traités. Ce type d'évaluation des risques peut être mené en deux temps, l'étude du cas le plus défavorable pouvant être suivie d'une analyse plus détaillée et réaliste.

*Sources : Unichim, Caracas*

Enfin le manuel n° 173, paru en 1994, examine les normes et réglementations internationales, les guides techniques, les stratégies de réhabilitation, etc. (voir encadré).

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Italie*

**Le contenu du manuel n° 173 d'Unichim**

- les normes, réglementations, et guides techniques nationaux et internationaux,
- les processus gouvernant la pollution des sols et des aquifères,
- l'identification, la hiérarchisation et l'évaluation des risques,
- les considérations en matière de sécurité pendant les phases d'investigation et de réhabilitation des sites,
- les investigations de terrain, les techniques d'échantillonnage et d'analyses,
- les stratégies de réhabilitation en cas d'urgence,
- les techniques de confinement, de traitement et de réhabilitation,
- des études de cas de réhabilitation.

Différentes approches ont été étudiées : la comparaison avec les niveaux de bruit de fond ; la comparaison avec des valeurs guides de qualité définies au niveau international, national ou régional ; et enfin la comparaison avec des concentrations acceptables maximales calculées sur une base d'évaluation des risques au cas par cas. Lorsqu'un site à risque inacceptable est identifié, une procédure pour définir des priorités d'action et des objectifs de réhabilitation est mise en place. Les risques pour la santé humaine sont évalués à partir de l'évaluation des expositions des populations cibles ou des individus, aussi bien pour les usages actuels que pour les futurs.

L'évaluation des doses-réponses est intégrée à l'évaluation des expositions en vue de quantifier et de caractériser les risques. Les objectifs de réhabilitation sont définis par rapport aux seuils d'adsorption des polluants ou aux seuils existants tels que les normes d'eau potable.

*Sources : Unichim, Caracas*

## ***L'application concrète des textes au niveau national***

### **■ Les organismes chargés de l'application des réglementations**

La mise en application des réglementations s'effectue au niveau régional. Plusieurs organismes se partagent les différentes responsabilités à ce niveau :

La Région est chargée de recenser les grands sites industriels, situés sur plusieurs municipalités, qui devraient être dépollués. Les administrations régionales sont aussi responsables de la hiérarchisation des actions de réhabilitation.

Les Communes sont chargées de mettre en demeure le responsable de la pollution de faire le nécessaire, et plus tard d'approuver (ou non) les projets de dépollution pour les petites interventions situées seulement sur leur territoire. Les alinéas 3, 4 et 5 de l'article 17 du décret Ronchi explicitent l'articulation du travail des Communes et de celui des Régions en matière de gestion des sols pollués.

Les Provinces, par l'intermédiaire de leurs Bureaux d'assainissement des sols, certifient les objectifs de dépollution, et assurent le contrôle et la gestion des interventions d'assainissement.

Enfin, la réhabilitation des sites pollués d'intérêt national est de la responsabilité directe du ministère de l'Environnement et de l'Agence



nationale de protection de l'environnement (ANPA).

L'alinéa 6-bis de l'article 17 du décret Ronchi précise que l'assainissement peut dans certains cas bénéficier d'une contribution publique, dans la limite maximale de 50 % des dépenses, au cas où il est lié à d'importants enjeux sociaux ou sanitaires.

### ■ **Le quitus délivré par l'administration**

Les documents relatifs au plan de caractérisation, au projet préliminaire et au projet définitif (incluant les mesures de sécurité, les surveillances à effectuer, les limitations d'usage et les prescriptions éventuelles) sont transmis à la Province afin que celle-ci puisse contrôler la conformité des interventions aux projets ayant reçu une approbation.

L'achèvement des interventions d'assainissement et de réhabilitation et leur conformité au projet approuvé sont certifiés par la Province, conformément aux indications de l'annexe 5 du décret d'application D.M. 471/99. Le Bureau de dépollution des sols de la Province concernée délivre un certificat de dépollution (Certificazione del completamento degli interventi di bonifica) ou un certificat de mise en sécurité (Certificazione del completamento degli interventi di messa in sicurezza), conformément à l'alinéa 8 de l'article 17 du décret Ronchi.

Concernant les interventions de mise en sécurité permanente, leur achèvement et leur conformité au projet approuvé ne peuvent être certifiés avant un délai de cinq ans à compter du premier contrôle effectué.

Par ailleurs, pour les interventions d'assainissement avec mesures de sécurité et les interventions de mise en sécurité permanente, la Province est tenue de vérifier périodiquement l'efficacité des mesures de sécurité prises et des interventions de mise en sécurité permanente, afin de garantir, à une fréquence au moins biennale, que les caractéristiques du site traité correspondent à l'usage prévu et ne génèrent pas de risques pour la santé et l'environnement. Ces vérifications tiennent compte des connaissances techniques et scientifiques acquises entre-temps.

Des modèles de certificats-types sont présentés en annexe 5 du décret d'application de décembre 99 (voir annexes). Ceux utilisés par la Province de Milan sont également présentés en annexe.

Le certificat ne dispense pas d'une nouvelle dépollution dans le cas où l'on souhaite changer l'usage du site. L'article 17 § 13 du décret Ronchi précise en effet que : « Dans le cas où un changement de destination d'usage d'un terrain implique l'application de limites plus restrictives d'acceptabilité de pollution, l'intéressé doit procéder à ses propres frais aux interventions d'assainissement nécessaires sur la base d'un projet spécial approuvé par la Commune aux termes des ali-

nés 4 et 6. Le contrôle de l'assainissement une fois achevé est effectué par la Province selon les termes de l'alinéa 8. »

### ■ **Le transfert de responsabilité lors des ventes**

Le décret Ronchi prévoit que le pollueur est responsable de l'assainissement, mais ne précise rien en cas de cession du terrain et ne mentionne pas explicitement le rôle du propriétaire.

Dans les faits, selon M. Rosti, du Bureau de dépollution des sols et sous-sols de Lombardie, la responsabilité est transférée lors de la vente d'un terrain. De plus, même si la réalisation d'une étude de caractérisation n'est pas obligatoire au moment de la vente, la plupart des acheteurs potentiels demande qu'une telle étude soit réalisée, car le propriétaire du site est responsable de son assainissement.

### ■ **Les modes d'intervention en cas de non respect de la réglementation**

Si un propriétaire refuse de réhabiliter un site, le responsable du Bureau de dépollution ou le responsable de la Commune établit un procès-verbal adressé au Procureur (tribunal pénal).

Les risques encourus sont une amende assortie ou non d'une peine d'emprisonnement (cf. art. 51-bis du décret Ronchi).

Par ailleurs, le Ministère de l'Environnement est en train d'établir une liste des grands sites qui nécessiteraient une dépollution que leurs propriétaires ne sont pas en mesure d'assurer (problèmes de solvabilité, nécessité publique). Ces sites seraient alors dépollués à l'aide de fonds publics. Il semble toutefois que les fonds attribués à ces opérations soient très faibles.

### ■ **L'équilibre toxicologie humaine / écotoxicologie**

La situation italienne est un peu à part en Europe, car les valeurs limites acceptables fixées par le décret d'application du décret Ronchi, paru en décembre 1999, ne reposent pas sur une base scientifique formalisée (selon Francesca Quercia de l'ANPA). Les valeurs proviennent principalement de l'Institut national de la santé. C'est donc la santé humaine qui est considérée en priorité.

L'ANPA avait rédigé un projet de texte qui avait été approuvé par les ministères de l'Environnement, de l'Industrie et de la Santé et devait être examiné par la Conférence permanente des rapports entre l'Etat et les Régions en été 1999. Ce projet visait à calculer des valeurs limites en partant d'une évaluation des risques pour l'homme, mais les résultats n'ont pas été pris en considération lors de l'élaboration du texte de loi.

D'une manière générale en Italie, le modèle américain RBCA (Risk Based Corrective Action) est largement utilisé pour l'évaluation des

risques. Or, les limites de concentrations fixées par la loi n'ont pas de rapport avec l'approche d'évaluation des risques. L'ANPA avait suggéré d'adopter pour l'Italie une approche calquée sur l'approche suédoise, avec un algorithme qui additionne toutes les voies d'exposition (contrairement aux Etats-Unis qui fixent une valeur pour chaque voie d'exposition) : 1) utilisation de valeurs génériques, 2) évaluation des risques spécifique au site. Mais cette approche n'a pas été retenue.

### ■ **Le recensement des sols industriels pollués**

Dans les six mois qui ont suivi l'entrée en vigueur de la loi de décembre 1999, toutes les entreprises devaient s'inscrire sur un registre si elles possèdent des terrains pollués. La date limite était le 16 juin 2000.

Dans les faits, les entreprises sont réticentes à s'inscrire et l'association Confindustria, qui fédère diverses industries italiennes, demande actuellement à ce que cette date soit repoussée. Elle demande également à ce qu'une distinction soit faite entre les pollutions historiques et les pollutions nouvelles (selon qu'elles se sont produites avant ou après l'entrée en vigueur du texte de loi).

Des discussions sont en cours, notamment avec de grandes compagnies chimiques qui souhaitent faire évoluer la loi.

Une loi concernant les sites pollués d'intérêt national, parue fin 1998 (loi n° 426), prévoit une participation du gouvernement pour le traitement de ces sites - on en dénombre 14 en Italie. Des accords formels ont par ailleurs été conclus entre les autorités locales, les industries et le gouvernement.

Au niveau national, on ignore toujours quel est le nombre total exact de sites pollués. Ce total devrait être assez nettement supérieur aux quelque 10 000 sites déjà recensés. Plusieurs régions du nord disposent de chiffres, mais les critères pour répertorier les sites ne sont pas homogènes d'une région à l'autre. En effet, la loi de décembre 1999 donne des critères pour l'inventaire des sites potentiellement pollués, mais la démarche préconisée n'est pas suffisamment claire. De plus, la liste d'activités industrielles laissant soupçonner des sites potentiellement pollués, qui était prévue à l'origine dans les projets de texte de loi, a été retirée du texte final.

### ■ **Les objectifs d'assainissement**

Les objectifs d'assainissement sont clairement fixés par la loi : les valeurs limites indiquées sont à la fois des valeurs d'intervention et des valeurs cibles à atteindre par l'assainissement.

La législation vise à encourager toute action d'assainissement. Mais les limites fixées sont très rigides : il est reconnu par une majorité d'acteurs que, dans la plupart des cas, ces chiffres ne peuvent être

atteints.

En pratique, les valeurs limites acceptables ne s'appliquent pas si le responsable de l'assainissement peut démontrer que des niveaux résiduels plus élevés sont tolérables dans le cas d'une évaluation de risque spécifique au site. Le site est alors assaini avec des mesures de mise en sécurité. Selon Francesca Quercia, de l'ANPA, ces mesures ne sont toutefois pas très claires : s'agit-il de mesures de confinement, de restrictions d'usages pour le site ? Les textes ne précisent pas non plus si un site faisant l'objet de mesures de sécurité sera rayé du registre des sites pollués.

L'évaluation des risques est un outil très important, car l'assainissement jusqu'aux valeurs limites n'est souvent pas faisable. Cependant, sa mise en œuvre se heurte à une certaine résistance au niveau national, car la procédure requiert des savoir-faire spécifiques (manipulation d'algorithmes, connaissance des bases de la toxicologie...) et l'Italie manque encore globalement d'expertise dans le domaine.

### ■ La notion de tiers expertise

L'intervention d'un tiers expert n'est pas envisagée par la législation, qui reste assez floue sur ce point. Les tâches de surveillance et de contrôle de la conformité des travaux effectifs au projet présenté reviennent à la Province.

### ■ La mise sous surveillance

Même si cela n'est pas mentionné explicitement dans la loi, il peut arriver qu'un terrain ne dépasse qu'en certains endroits les limites d'acceptabilité pour les concentrations en polluants et que la mise en place d'une surveillance soit suffisante.

Par ailleurs, si l'assainissement jusqu'aux valeurs limites fixées par la réglementation n'est pas techniquement et économiquement faisable et si les concentrations relevées restent inférieures aux valeurs calculées par l'évaluation des risques, le terrain subit un assainissement "incomplet". Il fait alors l'objet de mesures de mise en sécurité, de restrictions d'usages (art. 17 § 6 du décret Ronchi) et de suivi.

### ■ Le devenir des sols excavés

Si le sol est traité *in situ*, il est réintégré sur le site. Sinon il est généralement mis en décharge. Il n'existe pas en Italie de projet de banque de sols comme en Belgique. Néanmoins, la Commission régionale de Lombardie a publié une circulaire donnant des indications pour la classification et la réutilisation des sols excavés provenant d'opérations d'assainissement (circulaire n° VI/40518 du 18 décembre 1998).

## ***L'application concrète des textes en Lombardie***

### **■ Normes de qualité pour l'assainissement des sols en territoire lombard**

En octobre 1996, la Région de Lombardie a publié au Journal Officiel un texte relatif aux normes de qualité pour l'assainissement des sols pollués sur le territoire lombard : *Standard di qualità dei suoli per la bonifica dei terreni contaminati sul territorio lombardo: approvazione circolare - (Deliberazione della giunta regionale dell'1 agosto 1996 - n. 6/17252)*.

Cette circulaire a tenu lieu de texte de référence pour l'assainissement des sols en Lombardie pendant plusieurs années, jusqu'à la parution du décret d'application du décret Ronchi en décembre 1999.

La circulaire décrit la marche à suivre pour déterminer si un terrain est pollué et pour l'assainir le cas échéant.

Les sites qui doivent faire l'objet d'une vérification par les autorités environnementales sont les suivants :

- les décharges incontrôlées de déchets spéciaux et/ou toxiques et nocifs et/ou de déchets solides urbains et assimilables,
- les sites sur lesquels des activités industrielles ont cessé,
- les sites soupçonnés de pollution suite à des déversements accidentels ou volontaires, suite à des émissions atmosphériques ou suite à une activité minière sur le site.

### ***VEvaluation préliminaire et plan d'échantillonnage***

Le site fait tout d'abord l'objet d'une évaluation préliminaire basée sur la collecte et l'examen des données existantes, sur une reconnaissance sur site et sur la collecte de témoignages. Cette évaluation permet d'identifier les sources de pollution, les voies possible d'exposition et les cibles correspondantes. Si, à la suite de l'évaluation, la zone est jugée non polluée, le site est simplement archivé.

Si, au contraire, la zone est jugée potentiellement polluée ou si les données sont insuffisantes pour pouvoir porter un jugement, il est nécessaire de conduire un plan d'échantillonnage et d'analyses du sol et du sous-sol. Le plan d'échantillonnage doit inclure des prélèvements témoins dans des zones non polluées du site, ou limitrophes, afin de comparer les concentrations aux valeurs de fond locales.

Les paramètres à analyser sont choisis au cas par cas, en fonction des informations acquises sur le site. Si les concentrations mesurées pour une ou plusieurs substance(s) sont supérieures de plus de 20 % aux valeurs de fond, le terrain est considéré comme pollué. Pour des concentrations inférieures, il est considéré comme non pollué, mais l'obligation demeure de nettoyer les sources de pollution potentielle

(installations, réservoirs...) avant sa réutilisation.

Dans le cas où le site est localisé dans une zone de nappe phréatique, la protection des eaux souterraines devient prioritaire - même si les autres voies d'exposition doivent aussi être évaluées (eaux superficielles, air, contact direct). Elle implique une analyse approfondie de la mobilité des polluants rencontrés.

#### ***V*Indice de risque pour les eaux souterraines**

Etant donné que les eaux souterraines représentent la voie d'exposition la plus diffuse et celle qui présente les risques les plus grands pour la santé publique, un indice de risque pour les eaux souterraines a été établi. Cet indice est fonction de la vulnérabilité de la nappe phréatique et de son usage.

Deux niveaux distincts d'analyse sont prévus. Le premier, à réaliser pour tous les sites pollués (à moins de se trouver dans des nappes phréatiques privées), consiste à collecter des informations en vue d'évaluer la vulnérabilité de la nappe phréatique. Le deuxième, qui correspond aux cas où la région de Lombardie décide de conduire une évaluation des risques, comprend des enquêtes spécifiques sur le terrain et en laboratoire.

#### ***V*Objectifs d'assainissement préservant les eaux souterraines**

La dépollution du sol et du sous-sol doit atteindre des concentrations qui permettent de préserver les eaux souterraines. Une fois l'indice de risque calculé pour les eaux souterraines, le site est classé dans l'une des trois catégories de risques : faible, moyen, élevé. En fonction de ce classement, différents objectifs d'assainissement sont proposés pour le sol et le sous-sol.

Pour les substances qui ne figurent pas dans les textes réglementaires, la région de Lombardie utilise les valeurs fixées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et par l'Agence pour la protection de l'environnement aux Etats-Unis (USEPA).

#### ***V*Objectifs d'assainissement en fonction de l'usage du site**

D'une manière générale, les objectifs d'assainissement sont déterminés en fonction de l'usage prévu lorsqu'une réutilisation du site est envisagée. La Région distinguait jusqu'ici quatre familles d'usages (espace vert public ou privé, usage agricole, usage résidentiel, usage industriel), tandis que le règlement d'application du décret Ronchi n'en distingue plus que deux (espace vert public ou privé, usage industriel ou commercial).

Si le terrain est pollué, mais que les polluants sont présents dans des concentrations inférieures aux limites fixées pour l'usage prévu, et si ces concentrations sont compatibles avec l'objectif de protection des eaux souterraines, alors aucune intervention d'assainissement n'est

nécessaire. De même, si l'objectif de protection des eaux souterraines est respecté et si le site doit rester inutilisé, aucune intervention n'est nécessaire.

La circulaire de 1996 précise dans ses annexes les valeurs limites pour chaque usage.

#### ***V Objectifs d'assainissement en fonction d'une analyse spécifique du site***

Dans le cas où les parties intéressées (Région de Lombardie, Province, Commune et/ou entité privée) considèrent que les valeurs fixées dans tableaux ne sont pas adaptées à un cas donné, il est possible de lancer une analyse spécifique au site concerné et de proposer, pour un ou plusieurs polluants, des valeurs différentes.

Le choix de ces valeurs doit se baser sur une évaluation approfondie de toutes les voies d'exposition possibles et des cibles correspondantes pour le site considéré, par le biais de tests sur le terrain et en laboratoire, et de l'utilisation de modèles prévisionnels.

L'approbation des projets d'assainissement qui dérogent aux normes de qualité officielles relève de la compétence du secteur Environnement et Energie de la province compétente.

### **■ Classification et réutilisation des sols excavés**

Dans une délibération du 18 décembre 1998, la Commission régionale de Lombardie a fixé par une circulaire la marche à suivre pour classer et réutiliser des sols excavés lors d'opérations d'assainissement (*Criteri di classificazione e reutilizzo dei terreni di scavo derivanti da operazioni di bonifica: approvazione circolare (Deliberazione della giunta regionale del 18 dic.1998 - n.VI/40518)*).

Les décrets législatifs 22/97 et 389/97 spécifient que les sols excavés lors d'opérations d'assainissement sont des déchets spéciaux. Le décret ministériel n° 72 du 5 février 1998 contient les normes techniques générales qui définissent les déchets non dangereux et fixent pour chaque type de déchet et chaque méthode de récupération les conditions de réutilisation des déchets (selon les procédures simplifiées décrites aux articles 31 et 33 du décret Ronchi).

#### ***V Objectifs de la circulaire***

La circulaire du 18 décembre 1998 vise à favoriser la réutilisation des sols excavés de la première catégorie et à préciser les instruments techniques les plus efficaces pour l'identification et la vérification des sols de la seconde catégorie.

D'une manière générale, la circulaire entend favoriser les possibilités de réutilisation des terrains. En effet, la Commission régionale a constaté que, très souvent, les interventions d'assainissement aboutis

sent à une mise en décharge des sols pollués. L'intention de la circulaire est donc de réduire le gaspillage d'une ressource non renouvelable, le sol, et de favoriser les opérations de traitement.

Dans une moindre mesure, la circulaire vise à favoriser les interventions d'assainissement sur site, à l'aide de toutes les technologies de cette branche et avec une préférence pour les installations mobiles.

#### ***VDistinction entre matière première et déchet***

La Région de Lombardie propose une classification des sols excavés lors d'un assainissement, sur la base des dispositions de la circulaire d.g.r. n. VI/17252 du 1er août 1996, qui distingue entre matières premières et déchets. Les caractéristiques chimiques de la terre excavée doivent être évaluées précisément avant qu'elle puisse être assimilée à de la matière première.

Les sols excavés lors d'un assainissement qui présentent une teneur en polluants inférieure à la limite légale pour un usage espace vert/agricole (en prenant par précaution un indice de risque élevé pour la nappe phréatique), sont assimilés aux sols excavés qui ne proviennent pas d'opérations d'assainissement. Leur réutilisation peut alors être sans lien avec le site d'origine.

En revanche, les sols excavés qui présentent des concentrations en polluants supérieures aux limites légales pour un usage espace vert/agricole et un indice de risque élevé pour la nappe phréatique, sont assimilés à des déchets et soumis à la réglementation correspondante.

Les sols excavés sont ainsi répartis en deux catégories par la circulaire du 18 décembre 1998 :

- a) les sols réutilisables sans aucun traitement (matière première)
- b) les sols réutilisables seulement après traitement (déchets).

Dans le cas b), on définit :

- b1) les déchets non dangereux s'ils sont classables comme déchets spéciaux non toxiques et nocifs au sens de la délibération du Comité interministériel du 14 juillet 1986 ;
- b2) les déchets dangereux s'ils sont classables comme déchets toxiques et nocifs au sens de la délibération du Comité interministériel du 14 juillet 1986.

Les sols excavés classés comme déchets peuvent être soit éliminés de manière définitive, soit traités pour être partiellement ou entièrement réutilisés.



### ■ **Les modes d'intervention et le contrôle a posteriori de l'assainissement**

En Lombardie, l'existence d'un site pollué peut être mise en évidence selon trois scénarios :

- l'existence d'une pollution de l'eau anormale permet de remonter jusqu'à un site pollué ;
- une étude de caractérisation est demandée par un éventuel acheteur, lorsqu'un terrain est mis en vente ;
- l'administration publique décide de contrôler le site.

Toutefois, aucune campagne de dépistage systématique des sols pollués n'est réalisée.

L'étude de caractérisation peut être réalisée par tout un chacun. Néanmoins, même si ce n'est pas obligatoire, les parties concernées ont généralement recours à des bureaux d'étude pour cette caractérisation. Ces bureaux d'étude n'ont pas besoin d'être agréés.

Le Bureau d'assainissement des sols de la Province de Milan a publié en février 1999 une ligne de conduite pour cette étape de caractérisation, dont une traduction en anglais est présentée en annexe.

Après cette caractérisation, le contrevenant se doit de présenter un projet d'assainissement à sa municipalité. Toutes les parties concernées se réunissent alors (Région, Province, Municipalité) et décident ensemble d'accepter ou non ce projet.

A l'issue de cette réunion, le contrevenant reçoit une notification écrite des actions qu'il doit mener, d'une part, pour caractériser davantage certains aspects du site, le cas échéant, et d'autre part, pour le réhabiliter.

C'est le Bureau de dépollution des sols de la Province de Milan qui est alors chargé de contrôler le bon déroulement des opérations sur le terrain.

### ■ **La distinction entre pollutions historiques et récentes**

La loi ne fait pas de différence entre les sites pollués historiques et les autres. Quant à la pratique, la seule différence est que les pollutions historiques ne nécessitent pas d'intervention d'urgence et que le travail de dépollution est généralement plus lent.

### ■ **L'agrément des experts en assainissement**

Les bureaux d'étude auxquels les responsables de l'assainissement font appel pour réaliser l'étude de caractérisation n'ont pas besoin d'être agréés.

### ■ **La distinction entre pollutions historiques et récentes**

La loi ne fait pas de différence entre les sites pollués historiques et les autres. Quant à la pratique, la seule différence est que les pollutions historiques ne nécessitent pas d'intervention d'urgence et que le travail de dépollution est généralement plus lent.

## *Méthodologie de la Province de Milan*

### ■ **Le Bureau d'assainissement des sols**

La Province de Milan a constitué en novembre 1997 un Bureau d'assainissement des sols et sous-sols (*Ufficio bonifiche suolo e sotto-suolo*) qui rassemble une douzaine de personnes.

Ce bureau gère les devoirs assignés à la Province par l'article 17 du décret Ronchi. Ses activités principales sont le contrôle et la gestion des interventions d'assainissement des sols, l'assistance aux communes pour l'approbation des projets de dépollution et la certification des opérations d'assainissement. Le bureau s'est par ailleurs lancé dans la rédaction de lignes de conduite pour l'assainissement des sols (voir plus loin).

Entre sa création et le premier trimestre 1999, le Bureau d'assainissement a pris en charge quelque 180 situations nécessitant des activités diverses de contrôle technique et opérationnel. Ces activités, qui peuvent se dérouler sur des temps très longs, sont détaillées dans l'encadré suivant.

#### **Activités du Bureau d'assainissement des sols et sous-sols**

- Approbation des projets de caractérisation (soutien aux Communes)
- Avis à propos de l'approbation des projets (soutien aux Communes)
- Contrôle de la réalisation des projets
- Certification des interventions
- Contrôle et surveillance post-assainissement

Enfin, le Bureau d'assainissement des sol et sous-sols de la Province de Milan collabore étroitement avec d'autres structures institutionnelles, et en particulier avec le ministère de l'Environnement.

### ■ **Le logiciel Giuditta**

L'application de l'article 17 du décret Ronchi prévoit un premier niveau d'approche basé sur des valeurs limites prédéterminées (§ 1), tandis que si ces valeurs s'avèrent inaccessibles (§ 6) il est possible d'opter pour une éventuelle mise en sécurité. Néanmoins, selon l'avis du Bureau d'assainissement des sols, cette mise en sécurité doit être

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Italie*

validée par une approche que seules des procédures d'évaluation des risques peuvent garantir.

Le Bureau d'assainissement des sols a ainsi mis au point un logiciel simple d'utilisation qui, grâce à un parcours guidé scientifique et rigoureux, aide les opérationnels à travers les deux niveaux considérés (tabellaire et évaluation des risques), en vue d'identifier de manière simple, mais aussi et surtout univoque, les objectifs d'assainissement.

Si l'approche de type tabellaire est simple, l'évaluation des risques en revanche prévoit des algorithmes complexes et délicats à appliquer.

La Province de Milan a ainsi mis au point, en collaboration avec la société Dames & Moore International, une méthodologie supportée par un logiciel baptisé Giuditta (*Gestione Informatizzata DI Tollerabilità Ambientale*). Cet outil logiciel est utile aux techniciens des organismes de contrôle lors de l'évaluation rapide des projets présentés, et aux chargés de projet d'assainissement. Il poursuit différents objectifs :

- établir une référence de niveau national ;
- éviter les approches trop différentes menant à des résultats divergents ;
- rendre disponible une démarche mathématique logique reproductible, partant de données d'entrée définies et *a priori* concordantes ;
- minimiser la marge de négociation entre la partie et l'organisme de contrôle, en la limitant aux paramètres environnementaux locaux ;
- rendre non modifiable le processus de calcul et les principaux paramètres de base (ex. toxicité) ;
- garantir un contrôle actif de l'organisme proposé.

La procédure mise au point a permis à ce jour de compléter les calculs d'exposition, en intégrant tous ceux susceptibles d'intéresser les cibles "homme" (évaluation des risques visant la protection de la santé humaine) et "environnement". Elle permet de définir avec précision les objectifs d'assainissement pour chaque situation, en sauvegardant le critère indispensable d'homogénéité et propose des méthodes pour parvenir à la certification de l'assainissement ou de l'assainissement avec mesures de sécurité, en se basant sur des méthodologies objectives et contrôlables.

Le logiciel sera mis à jour régulièrement en fonction des réglementations et des principales valeurs de référence. Enfin, il pourra intégrer dans le futur des supports cartographiques pour la représentation des zones à risques.

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Italie*

• **La structure du logiciel Giuditta**

Activités relatives au niveau 1 de l'évaluation des risques

L'analyse de premier niveau est extrêmement simplifiée car l'unique donnée d'entrée demandée est relative aux concentrations en polluants trouvées dans les sols et dans les eaux souterraines afférents au site concerné.

Le logiciel compare automatiquement les concentrations trouvées dans le cas traité aux limites d'acceptabilité tabellaires (sol et eaux souterraines) pour la destination d'usage spécifique prévue (agricole/résidentielle et commerciale/industrielle), et signale les cas de dépassement.

Activités relatives au niveau 2 de l'évaluation des risques

A la suite de la vérification simple de type tabellaire, l'option relative au second niveau prévoit un approfondissement technique visant à structurer les décisions à prendre.

En particulier, à partir des méthodologies internationales en matière d'évaluation des risques, et en vue d'adapter l'approche aux spécificités italiennes, tant techniques que réglementaires, les créateurs se sont employés à :

- analyser et définir les cibles potentiellement exposées (adultes, enfants et ressources en eau souterraines),
- analyser de manière critique les dangers d'exposition pour la santé humaine et les ressources en eau qui sont prises en compte dans la littérature internationale,
- analyser quelles substances potentiellement polluantes pour l'environnement figurent dans les réglementations internationales et approfondir celles qui, sur la base de l'expérience, se retrouvent communément dans les sites pollués,
- effectuer pour chaque substance une étude en vue de choisir les paramètres physico-chimiques intéressants (en se limitant à ceux qui contribuent à définir la mobilité de la substance dans l'environnement et qui figurent dans les équations pré-choisies pour la modélisation des dangers d'exposition),
- effectuer pour chaque substance une révision des données toxicologiques issues des banques de données (USEPA, OMS, etc.) afin de définir les paramètres toxicologiques de référence pour les substances cancérigènes et non cancérigènes,
- analyser les niveaux d'acceptabilité du risque proposés aux niveaux national et international, pour les substances cancérigènes et non cancérigènes, de manière à choisir les plus adaptées.

Le logiciel prévoit ainsi une série d'hypothèses d'exposition définitives, figées au moment de la rédaction ou de la révision du logiciel, non modifiables en phase d'utilisation. Il comprend également une série de variables spécifiques relatives au site, qui peuvent être modifiées, après accord entre la partie concernée et les organismes de contrôle, en vue d'adapter la procédure à chaque cas.

Pour ce deuxième niveau, le logiciel développe une procédure d'évaluation des risques basée sur les procédures existantes les plus utilisées et considérées comme les plus pertinentes. En particulier :

- *American Standard for Testing and Materials* : "Risk-based Corrective Action Applied at Petroleum Release Sites" (RBCA - ASTM, 1995),
- *U.S. Environmental Protection Agency* : "Soil Screening Guidance" (USEPA, 1996),
- *CONCAWE* : "European Oil Industry Guideline for Risk-Based Assessment of Contaminated Sites" (CONCAWE, 1997),
- *UE* : *Orientations issues du Rapport final du projet CARACAS* (UE, 1998),
- *ANPA* : "Metodologia per la definizione dei LAG di suoli, acque sotterranee ed acque superficiali" (ANPA, 1997).

En sortie du logiciel, on obtient des valeurs limites acceptables pour les différents milieux environnementaux, à comparer aux concentrations trouvées sur le site. Les valeurs qui sont dépassées apparaissent sur une représentation graphique qui facilite l'analyse des risques associés aux différentes substances et aux voies d'exposition pour les diverses cibles.

L'outil développé permet ainsi de choisir les interventions correctives les plus adaptées en vue de ramener les risques dans les limites des valeurs acceptables.

### ***Les paramètres pris en compte***

Dans Giuditta, l'utilisateur dispose de paramètres fixes pré-sélectionnés et issus de la littérature la plus à jour, en plus des paramètres variables spécifiques au site considéré.

Le premier niveau n'est pas basé sur une évaluation des risques, mais utilise les valeurs fixées par le décret d'application de l'article 17 du décret Ronchi. Il se base donc spécifiquement sur la réglementation italienne.

De plus, les destinations d'usage du site prévues par la réglementation sont prises en compte : résidentiel/agricole et commercial/industriel.

Afin de répondre aux exigences de prudence et de protection de la santé humaine, la Province de Milan considère la somme des risques générés par les différents dangers d'exposition. D'autre part, une distinction très importante est faite entre les différentes cibles, en incluant les enfants.

L'évaluation du degré de pollution établit une distinction entre sol superficiel (plus proche du contact humain et donc à observer avec la plus grande attention) et sol profond (moins sujet aux contacts directs). Pour une plus grande efficacité opérationnelle, il est possible d'utiliser directement les valeurs de lixiviat relevées durant les enquêtes de reconnaissance.

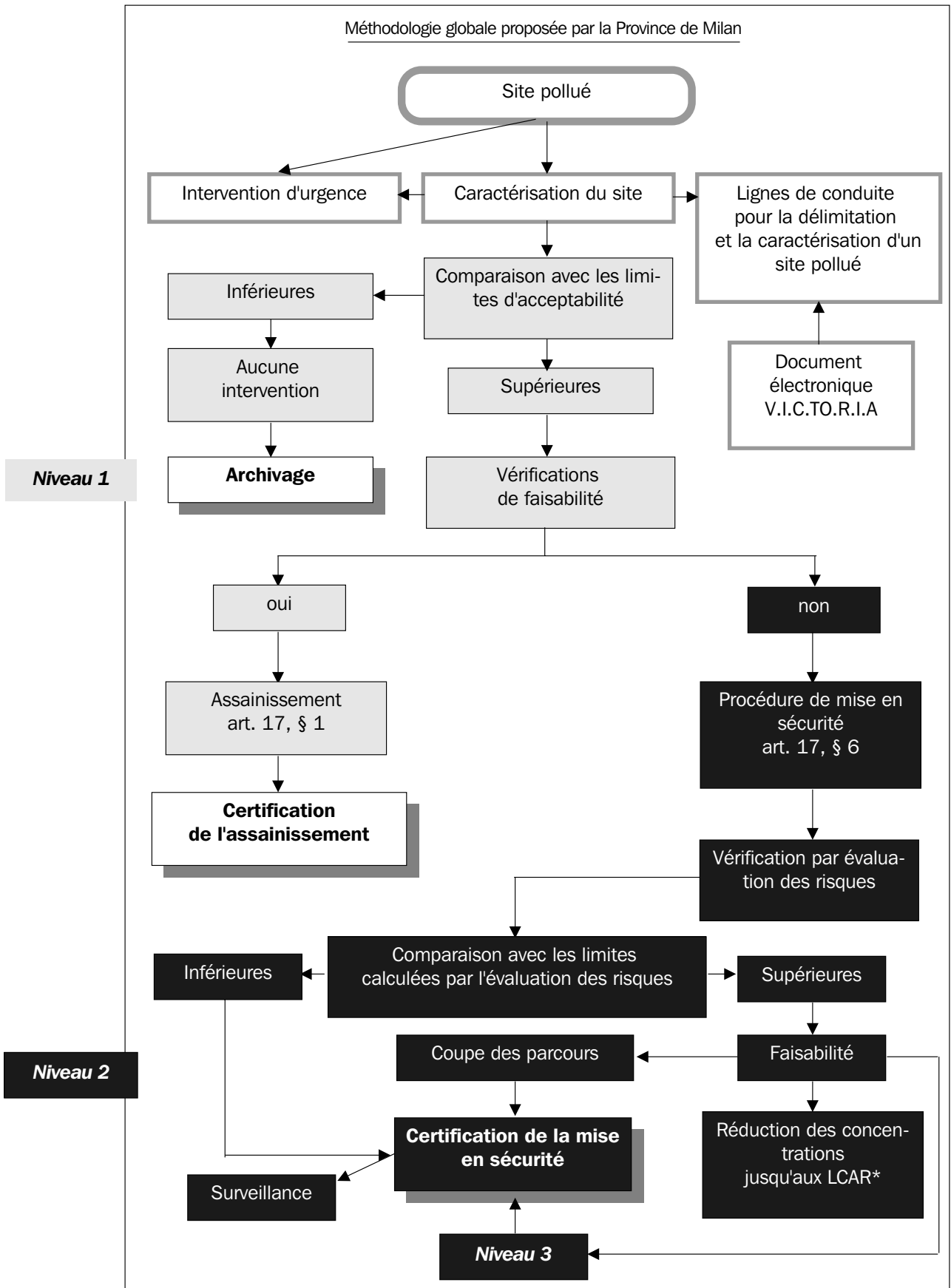
Pour le paramètre "huiles minérales", les critères définis par le TPHWG ("A technical overview of the petroleum hydrocarbon risk assessment approach of the TPH criteria working group", mars 1997) sont utilisés.

### **■ La méthodologie globale proposée par la Province de Milan**

L'évaluation des sites pollués s'effectue selon un processus décisionnel qui comprend différents niveaux d'analyse s'appliquant de manière séquentielle (voir schéma page suivante).

Au terme des études sur le terrain et en laboratoire, on acquiert une connaissance de base du site et il est possible de lancer une évaluation

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Italie*



\* : Concentrations limites calculées par l'évaluation des risques

tion de la pollution trouvée.

***VNiveau 1 : valeurs tabellaires et faisabilité***

Si l'étude de premier niveau conduit à constater que les concentrations mesurées sont inférieures ou égales aux limites légales pour la destination d'usage spécifique du site, alors le site est jugé "non pollué" et ne nécessite pas d'évaluation ni d'interventions ultérieures. Dans ce cas, la position administrative du site est **archivée** et le site est jugé apte à la destination d'usage considérée.

Si, au contraire, ces limites ne sont pas satisfaites, la faisabilité de l'assainissement requis pour ramener les concentrations au-dessous des limites tabellaires devra être vérifiée aux plans économique et technique. Si l'assainissement s'avère faisable, il sera réalisé en conformité avec les termes de l'article 17, § 4.

Au terme de ces interventions, une **certification spéciale de l'assainissement** sera émise, conformément aux termes de l'article 17, § 8. Si l'assainissement se révèle non faisable, il faudra alors entreprendre la procédure correspondant à la mise en sécurité du site, conformément aux termes de l'article 17, § 6 (niveau 2, voir schéma).

***VNiveau 2 : évaluation des risques et mise en sécurité***

Le choix des mesures de mise en sécurité devra être effectué au moyen d'une évaluation des risques qui visera à identifier les interventions correctives nécessaires pour prévenir les dommages causés par la pollution résiduelle sur les cibles potentielles.

Au terme de l'évaluation des risques, des limites d'acceptabilité calculées par l'évaluation des risques (RBCL) sont déterminées. Si les concentrations en polluants trouvées sur le site respectent ces limites de concentration calculées, un suivi périodique et de durée définie devra être mis en œuvre. Le site est considéré comme "**mis en sécurité**" et adapté à l'utilisation prévue par l'évaluation des risques.

Si, en revanche, les concentrations en polluants trouvées sur le site ne respectent pas les limites de concentration calculées, la faisabilité économique et technique de la mise en sécurité du site devra être étudiée. Sur les sites où une mise en sécurité est faisable, on procédera à la réalisation des interventions correctives visant à ramener les risques dans les marges d'acceptabilité et à permettre de déclarer le site comme "**mis en sécurité**". La mise en sécurité pourra se produire par la réduction des concentrations jusqu'à satisfaire les limites de concentration calculées, ou par l'intermédiaire d'interventions telles que le confinement de la pollution, le changement de destination d'usage ou la limitation de la présence humaine. Afin de garantir l'efficacité de ces interventions dans le temps, il sera nécessaire de mettre en place un suivi périodique de durée définie.

Au terme de la procédure de mise en sécurité du site, un "**certificat de mise en sécurité**" est émis.

### ***VNiveau 3 : évaluation des risques approfondie***

Dans le cas où l'intervention de mise en sécurité n'est pas réalisable en pratique, on pourra éventuellement procéder à un troisième et dernier niveau qui consiste en une **évaluation des risques approfondie**.

Un élément fondamental du processus décisionnel d'évaluation des sites pollués est que le degré de protection de la santé de l'homme et de l'environnement ne diminue pas quand on passe d'un niveau à l'autre. En fait, le degré de protection est donné par les limites d'acceptabilité du risque et celles-ci restent inchangées aux niveaux 2 et 3, alors que les modèles de calcul évoluent en devenant plus sophistiqués et en requérant un nombre plus grand d'informations spécifiques sur le site.

Ainsi, alors que pour effectuer la comparaison initiale avec les limites tabellaires, il suffit de disposer d'un petit nombre d'informations - qui peuvent se limiter aux résultats d'analyse sur la qualité des milieux environnementaux et à la destination d'usage pour laquelle le site est évalué -, le passage au niveau 3 implique en revanche un approfondissement de l'étude tenant compte de considérations spécifiques au site et incluant la collecte de données supplémentaires. Si ces données manquent, des données par défaut très prudentes seront utilisées.

Le niveau 3 n'est pas traité dans le logiciel.

### **■ Le guide de délimitation et de caractérisation des sites pollués**

Le Bureau d'assainissement des sols et sous-sols a publié en février 1999 une première ligne de conduite en matière d'assainissement des sols, intitulée : "*Perimetrazione e caratterizzazione di un sito contaminato*" (voir sommaire en encadré).

La délimitation vise en particulier à définir les zones qui feront l'objet des phases successives de travail, tandis que la caractérisation vise à définir en détail l'état qualitatif de pollution environnementale de ces zones dans les trois dimensions.

Le document se présente comme une série de directives auxquelles les chargés de projet devront se tenir pour structurer le rapport technique et la documentation relative à la phase de délimitation, pour rédiger la proposition de plan d'enquête environnementale, pour gérer et traiter les données recueillies.

La démarche globale doit suivre l'approche par phases préconisée par le Bureau d'assainissement des sols (voir le sommaire en encadré page suivante).

La proposition de la Province de Milan souligne en outre que les organismes de contrôle garderont la possibilité, en cours de travaux et



sur la base des données qui seront collectées au fur et à mesure, de prescrire des ajustements ou des modifications, en particulier concernant la localisation des points de mesure, la liste des analyses à conduire et la fréquence des prélèvements.

**Sommaire de la ligne de conduite n° 1**  
**Délimitation et caractérisation d'un site pollué**

1. Délimitation du site et activités préliminaires
  - 1.1. Collecte des données et informations disponibles
    - 1.1.1. Encadrement général du site
    - 1.1.2. Recensement des données environnementales
    - 1.1.3. Analyse des cycles de travail actuels et antérieurs
    - 1.1.4. Définition du modèle conceptuel géologique et hydrogéologique du site
  - 1.2. Identification de sous-domaines homogènes
  - 1.3. Planification et réalisation des interventions d'urgence
  - 1.4. Organisation et gestion d'un système d'information territorial
2. Plan de caractérisation du site et priorité d'intervention
  - 2.1. Planification et exécution des enquêtes indirectes
  - 2.2. Planification et exécution des enquêtes directes
    - 2.2.1. Positionnement des points d'enquête des terrains
    - 2.2.2. Méthodes de forage
    - 2.2.3. Positionnement des points d'enquête sur l'eau des nappes
    - 2.2.4. Modalités de l'échantillonnage
    - 2.2.5. Préparation de l'échantillon à envoyer à l'analyse
    - 2.2.6. Choix du contenant, transport et conservation
    - 2.2.7. Echantillons témoins
    - 2.2.8. Critères nécessaires pour le contrôle de la qualité des opérations d'échantillonnage
  - 2.3. Planification et exécution de l'analyse en laboratoire
    - 2.3.1. Paramètres chimiques à analyser
    - 2.3.2. Elaboration et interprétation des résultats d'analyse
  - 2.4. Définition et gestion de la surveillance des eaux souterraines
    - 2.4.1. Surveillance piézométrique
    - 2.4.2. Surveillance hydrochimique
  - 2.5. Caractérisation tridimensionnelle de la qualité du terrain
  - 2.6. Définition des priorités d'assainissement pour les différents sous-domaines
  - 2.7. Temps de réalisation et calendrier des activités

Les études de délimitation et de caractérisation seront plus ou moins approfondies selon l'existence ou non de substances dangereuses ou toxiques, et selon la vulnérabilité à la pollution des ressources en eaux souterraines et l'existence aux alentours du site de cibles humaines et environnementales à risque.

Enfin, le guide souligne que, dans le cas où l'analyse à conduire concerne des zones isolées qui, dans le passé, faisaient partie de complexes plus étendus, la caractérisation devra nécessairement concerner tout le complexe, de manière à fournir une vue d'ensemble pertinente.



## Experts contactés - Italie

### ■ Ambassade de France

- Madame Marité Janot-Giogetti, Conseiller scientifique et technique,  
Monsieur Olivier Denoyelle, Chargé de mission  
Ambassade de France à Rome, Service scientifique et technique  
Palais Farnese, Piazza Farnese 67 • 00186 Rome  
Tél : +39 06 686-87 88 ou -86 65, fax : +39 06 68 80 64 29
- Madame Catherine Faure, Attaché sectoriel  
Ambassade de France à Rome, Service d'expansion économique  
16, via Santa Maria dell'Anima • 00186 Rome  
Tél : +39 06 68 19 15 01, fax : +39 06 68 97 027

### ■ Organismes Nationaux

- Istituto Superiore di Sanita (ISS),  
Viale Regina Elena, 299 • 00161 Rome  
tél : +39 0649 901, fax : +39 0649 387 118  
Dr Musmeci
- Agence nationale pour la protection de l'environnement (ANPA)  
Via V. Brancati 48 • 00144 Rome  
Tél : +39 06 5007 2510, fax : +39 06 5007 2044  
Francesca Quercia

### ■ Organismes en Lombardie

- Ufficio bonifiche suolo e sottosuolo (Bureau de décontamination des sols et sous-sols)  
Provincia di Milano - Settore Ecologia  
U.O. Tecnica Progetti Speciali  
Corso di Porta Vittoria, 27 • 20122 Milano  
Mr. Rosti, tél : +39 02 7740 3807, fax : +39 02 7740 3856  
Site Internet : <http://www.provincia.milano.it/ambiente/progettispeciali/bonifiche/presentazione.htm>

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Italie*

• Région Lombardie, Assessorat à l'Environnement  
Département Déchets et Assainissement  
Via Fabio Filzi 22 • 20124 Milan  
Tél : +39 02 67 65 42 04  
Dr. Di Nuzzo



## Bibliographie - Italie

### ■ Textes de la Province de Milan

- Provincia di Milano - Settore Ecologia - U.O. Tecnica Progetti Speciali. *Sintesi delle proposte operative della Provincia di Milano in tema di bonifica di siti contaminati*. Milan, 12 février 1999. 16 pages.
- Provincia di Milano - Settore Ecologia - U.O. Tecnica Progetti Speciali - Ufficio bonifiche suolo e sottosuolo. *Linea Guida N.1 - Perimetrazione e caratterizzazione di un sito contaminato*. Milan, 12 février 1999. 30 pages.
- Provincia di Milano - Settore Ecologia - U.O. Tecnica Progetti Speciali / Dames & Moore International. *Giuditta (gestione informatizzata di tollerabilità ambientale)*. Milan, mars 1999. 39 pages.  
(Manuel d'utilisation du logiciel Giuditta 1.1 qui propose une méthodologie pour l'assainissement des sols).

### ■ Textes au niveau national

- Décret Ronchi : "*D.Lgs 05/02/97 n° 22 (c.d. Decreto Ronchi) - Attuazione delle direttive 91/156/CEE sui rifiuti, 91/689/CEE sui rifiuti pericolosi e 94/62/CE sugli imballaggi e rifiuti di imballaggio (Supplemento ordinario n. 33 alla Gazzetta Ufficiale 15 febbraio 1997 n. 38)*". Article 17 : "*Bonifica e ripristino ambientale dei siti inquinati*", et article 51-bis : "*Bonifica dei siti*".
- Règlement d'application de l'article 17 du décret Ronchi (22/97) : Decreto Ministeriale n. 471, 25/10/99.



## Annexes - Italie

### ■ Textes au niveau national

#### • *Articles 17 et 51-bis du Décret Ronchi*

D.Lgs 05/02/97 n° 22 (c.d. Decreto Ronchi) - Attuazione delle direttive 91/156/CEE sui rifiuti, 91/689/CEE sui rifiuti pericolosi e 94/62/CE sugli imballaggi e rifiuti di imballaggio (Supplemento ordinario n. 33 alla Gazzetta Ufficiale 15 febbraio 1997 n. 38)".

Articolo 17 : "Bonifica e ripristino ambientale dei siti inquinati", et article 51-bis : "Bonifica dei siti".

#### • *Règlement d'application de l'article 17 du décret Ronchi :*

Ministero Dell'Ambiente - Decreto Ministeriale 25 ottobre 1999, n. 471. *Regolamento recante criteri, procedure e modalita per la messa in sicurezza, la bonifica e il ripristino ambientale dei siti inquinati, ai sensi dell'articolo 17 del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n.22, e successive modificazioni e integrazioni.* 67 pages.

### ■ Textes de la Province de Milan

• Province of Milan - Technical Office for Special Projects - Soil and subsoil remediation department. *Guideline 1 - Boundaries definition and characterisation of a contaminated site.* Milan, 12 february 1999. 28 pages.

• *Certificazione del completamento degli interventi di bonifica* (ex art. 17 commi 8 D.Lgs. 22/97). 2 pages

• *Certificazione del completamento degli interventi di messa in sicurezza* (ex art. 17 commi 6 e 8 D.Lgs. 22/97). 2 pages

## ARTICLES 17 ET 51-bis DU DECRET RONCHI

**D.Lgs 05/02/97 n° 22 (c.d. Decreto Ronchi)**

**Attuazione delle direttive 91/156/CEE sui rifiuti, 91/689/CEE sui rifiuti pericolosi e 94/62/CE sugli imballaggi e rifiuti di imballaggio**

**(Supplemento ordinario n. 33 alla Gazzetta Ufficiale 15 febbraio 1997 n. 38)**

*Il testo è annotato e aggiornato con le modifiche apportate da: • Dlgs 8 novembre 1997, n. 389 (riportate in neretto) ; • legge 9 dicembre 1998, n. 426 (riportate in rosso)*

*Le soppressioni operate dalla citata legge 426/1998 sono evidenziate con il carattere sbarrato.*

(...)

### **Articolo 17**

*(Bonifica e ripristino ambientale dei siti inquinati)*

1. Entro tre mesi dalla data di entrata in vigore del presente decreto il Ministro dell'ambiente, avvalendosi dell'Agenzia nazionale per la protezione dell'ambiente (ANPA), di concerto con i Ministri dell'industria, del commercio e dell'artigianato e della sanità, sentita la Conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano, definisce:

- a) i limiti di accettabilità della contaminazione dei suoli, delle acque superficiali e delle acque sotterranee in relazione alla specifica destinazione d'uso dei siti;
- b) le procedure di riferimento per il prelievo e l'analisi dei campioni;
- c) i criteri generali per la messa in sicurezza, la bonifica del ripristino ambientale dei siti inquinati, nonché per la redazione dei progetti di bonifica;

**c-bis) tutte le operazioni di bonifica dei suoli e falde acquifere che facciano ricorso a batteri, a ceppi batterici mutanti, a stimolanti di batteri naturalmente presenti nel suolo al fine di evitare i rischi di contaminazione del suolo e delle falde acquifere.**

**1-bis. I censimenti di cui al decreto del Ministro dell'ambiente 16 maggio 1989 (20), pubblicato nella Gazzetta ufficiale n. 121 del 26 maggio 1989, sono estesi alle aree interne ai luoghi di produzione, raccolta, smaltimento e recupero dei rifiuti, in particolare agli impianti a rischio di incidente rilevante di cui al decreto del Presidente della Repubblica 17 maggio 1988, n. 175 (21), e successive modificazioni. Il Ministro dell'ambiente dispone, eventualmente attraverso accordi di programma con gli**

**Enti provvisti delle tecnologie di rilevazione più avanzate, la mappatura nazionale dei siti oggetto dei censimenti e la loro verifica con le Regioni.**

2. Chiunque cagiona, anche in maniera accidentale, il superamento dei limiti di cui al comma 1, lettera a), ovvero determina un pericolo concreto ed attuale di superamento dei limiti medesimi, è tenuto a procedere a proprie spese agli interventi di messa in sicurezza, di bonifica e di ripristino ambientale delle aree inquinate e degli impianti dai quali deriva il pericolo di inquinamento. A tal fine:

a) deve essere data, entro 48 ore, notifica al Comune, alla Provincia ed alla Regione territorialmente competenti, nonché agli organi di controllo sanitario e ambientale, della situazione di inquinamento ovvero del pericolo concreto ed attuale di inquinamento del sito;

b) entro le quarantotto ore successive alla notifica di cui alla lettera a), deve essere data comunicazione al Comune ed alla Provincia ed alla Regione territorialmente competenti degli interventi di messa in sicurezza adottati per non aggravare la situazione di inquinamento o di pericolo di inquinamento, contenere gli effetti e ridurre il rischio sanitario ed ambientale;

c) entro trenta giorni dall'evento che ha determinato l'inquinamento ovvero dalla individuazione della situazione di pericolo, deve essere presentato al Comune ed alla Regione il progetto di bonifica delle aree inquinate.

3. I soggetti e gli organi pubblici che nell'esercizio delle proprie funzioni istituzionali individuano siti nei quali i livelli di inquinamento sono superiori ai limiti previsti, ne danno comunicazione al Comune, che diffida il responsabile dell'inquinamento a provvedere ai sensi del comma 2, nonché alla Provincia ed alla Regione.

4. Il Comune approva il progetto ed autorizza la realizzazione degli interventi previsti entro novanta giorni dalla data di presentazione del progetto medesimo e ne dà comunicazione alla Regione.

L'autorizzazione indica le eventuali modifiche ed integrazioni del progetto presentato, ne fissa i tempi, anche intermedi, di esecuzione, e stabilisce le garanzie finanziarie che devono essere prestate a favore della Regione per la realizzazione e l'esercizio degli impianti previsti dal progetto di bonifica medesimo. Se l'intervento di bonifica e di messa in sicurezza riguarda un'area compresa nel territorio di più Comuni il progetto e gli interventi sono approvati ed autorizzati dalla Regione.

5. Entro sessanta giorni dalla data di presentazione del progetto di bonifica la Regione può richiedere al Comune che siano apportate modifiche ed integrazioni ovvero stabilite specifiche prescrizioni al progetto di bonifica.

6. Qualora la destinazione d'uso prevista dagli strumenti urbanistici in vigore imponga il rispetto di limiti di accettabilità di contaminazione che non possono essere raggiunti neppure con l'applicazione delle migliori tecnologie disponibili a costi sopportabili, l'autorizzazione di cui al comma 4 può prescrivere l'adozione di misure di sicurezza volte ad impedire danni derivanti dall'inquinamento residuo, da attuarsi in via prioritaria con l'impiego di tecniche e di ingegneria ambientale, nonché limitazioni temporanee o permanenti all'utilizzo dell'area bonificata rispetto alle previsioni degli strumenti urbanistici vigenti, ovvero particolari modalità per l'utilizzo dell'area medesima. Tali prescrizioni comportano, ove occorra, variazione degli strumenti urbanistici e dei piani territoriali.

**6-bis. Gli interventi di bonifica dei siti inquinati possono essere assistiti, sulla base di apposita disposizione legislativa di finanziamento, da contributo pubblico entro il limite massimo del 50 per cento delle relative spese qualora sussistano preminenti interessi pubblici connessi ad esigenze di tutela igienico-sanitaria e ambientale o occupazionali. Ai predetti contributi pubblici non si applicano le disposizioni di cui ai commi 10 e 11.**

7. L'autorizzazione di cui al comma 4 costituisce variante urbanistica, comporta dichiarazione di pubblica utilità, di urgenza e di indifferibilità dei lavori, e sostituisce a tutti gli effetti le autorizzazioni, le concessioni, i concerti, le intese, i nulla osta, i pareri e gli assensi previsti dalla legislazione vigente per la realizzazione e l'esercizio degli impianti e delle attrezzature necessarie all'attuazione del progetto di bonifica.

8. Il completamento degli interventi previsti dai progetti di cui al comma 2, lettera c), è attestato da apposita certificazione rilasciata dalla Provincia competente per territorio.

9. Qualora i responsabili non provvedano ovvero non siano individuabili, gli interventi di messa in sicurezza, di bonifica e di ripristino ambientale sono realizzati d'ufficio dal Comune territorialmente competente e ove questo non provveda dalla Regione, che si avvale anche di altri Enti pubblici. Al fine di anticipare le somme per i predetti interventi le Regioni possono istituire appositi fondi nell'ambito delle proprie disponibilità di bilancio.

10. Gli interventi di messa in sicurezza, di bonifica e di ripristino ambientale costituiscono onere reale sulle aree inquinate di cui ai commi 2 e 3. L'onere reale deve essere indicato nel certificato di destinazione urbanistica ai sensi e per gli effetti dell'articolo 18,



comma 2, della legge 28 febbraio 1985, n. 47 (22).

11. Le spese sostenute per la messa in sicurezza, la bonifica ed il ripristino ambientale delle aree inquinate di cui ai commi 2 e 3 sono assistite da privilegio speciale immobiliare sulle aree medesime, ai sensi e per gli effetti dell'articolo 2748 (23), secondo comma, del Codice civile. Detto privilegio si può esercitare anche in pregiudizio dei diritti acquistati dai terzi sull'immobile. Le predette spese sono altresì assistite da privilegio generale mobiliare.

12. Le Regioni predispongono sulla base delle notifiche dei soggetti interessati ovvero degli accertamenti degli organi di controllo un'anagrafe dei siti da bonificare che individui:

- a) gli ambiti interessati, la caratterizzazione ed il livello degli inquinanti presenti;
- b) i soggetti cui compete l'intervento di bonifica;
  
- c) gli Enti di cui la Regione intende avvalersi per l'esecuzione d'ufficio in caso di inadempienza dei soggetti obbligati;
  
- d) la stima degli oneri finanziari.

13. Nel caso in cui il mutamento di destinazione d'uso di un'area comporti l'applicazione dei limiti di accettabilità di contaminazione più restrittivi, l'interessato deve procedere a proprie spese ai necessari interventi di bonifica sulla base di un apposito progetto che è approvato dal Comune ai sensi di cui ai commi 4 e 6. L'accertamento dell'avvenuta bonifica è effettuato dalla Provincia ai sensi del comma 8.

**13-bis. Le procedure per gli interventi di messa in sicurezza, di bonifica e di ripristino ambientale disciplinate dal presente articolo possono essere comunque utilizzate ad iniziativa degli interessati.**

14. I progetti relativi ad intervento di bonifica di interesse nazionale sono presentati al ministero dell'ambiente ed approvati, ai sensi e per gli effetti delle disposizioni che precedono, con decreto del Ministro dell'ambiente di concerto con i Ministri dell'industria, del commercio e dell'artigianato e della sanità, d'intesa con la Regione territorialmente competente. **L'approvazione produce gli effetti di cui al comma 7 e, con esclusione degli impianti di incenerimento e di recupero energetico, sostituisce, ove prevista per legge, la pronuncia di valutazione di impatto ambientale degli impianti da realizzare nel sito inquinato per gli interventi di bonifica.**

15. I limiti, le procedure, i criteri generali di cui al comma 1 ed i progetti di cui al comma 14 relativi ad aree destinate alla produzione e all'allevamento sono definiti ed approvati di concerto con il ministero delle risorse agricole, alimentari e forestali.

15-bis. Il Ministro dell'ambiente, di concerto con il Ministro dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica e con il Ministro dell'industria, del commercio

e dell'artigianato, emana un decreto recante indicazioni ed informazioni per le imprese industriali, consorzi di imprese, cooperative, consorzi tra imprese industriali ed artigiane che intendano accedere a incentivi e finanziamenti per la ricerca e lo sviluppo di nuove tecnologie di bonifica previsti dalla vigente legislazione.

15-ter. Il Ministero dell'ambiente e le regioni rendono pubblica, rispettivamente, la lista di priorità nazionale e regionale dei siti contaminati da bonificare".

(...)

#### **Articolo 51-bis**

*(Bonifica dei siti)*

**Chiunque cagiona l'inquinamento o un pericolo concreto ed attuale di inquinamento previsto dall'articolo 17, comma 2, è punito con la pena dell'arresto da sei mesi a un anno e con l'ammenda da lire cinque milioni a lire cinquanta milioni se non provvede alla bonifica secondo il procedimento di cui all'articolo 17. Si applica la pena dell'arresto da un anno a due anni e la pena dell'ammenda da lire diecimilioni a lire centomilioni se l'inquinamento è provocato da rifiuti pericolosi.** Con la sentenza di condanna per la contravvenzione di cui al presente comma, o con la decisione emessa ai sensi dell'articolo 444 del codice di procedura penale, il beneficio della sospensione condizionale della pena può esser subordinato alla esecuzione degli interventi di messa di sicurezza, bonifica e ripristino ambientale.

Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale", n. 293 del 15 dicembre 1999 - Serie generale

z. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b  
23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

**GAZZETTA**  **UFFICIALE**  
**DELLA REPUBBLICA ITALIANA**

**PRIMA**

Roma - Mercoledì, 15 dicembre 1999

SI PUBBLICA TUTTI  
I GIORNI NON FESTIVI

STAMPAGNA E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA  
DISTRIBUZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00186 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 218/L

**MINISTERO DELL'AMBIENTE**

**DECRETO MINISTERIALE 25 ottobre 1999, n. 471.**

**Regolamento recante criteri, procedure e modalità per la  
gestione in sicurezza, la bonifica e il ripristino ambientale dei siti  
contaminati, ai sensi dell'articolo 17 del decreto legislativo 5 febbraio  
1997, n. 22, e successive modificazioni e integrazioni.**

## S O M M A R I O

### MINISTERO DELL'AMBIENTE

DECRETO MINISTERIALE 25 ottobre 1999, n. 471. — <i>Regolamento recante criteri, procedure e modalità per la messa in sicurezza, la bonifica e il ripristino ambientale dei siti inquinati, ai sensi dell'articolo 17 del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modificazioni e integrazioni</i> .....	Pag.	5
Allegati .....	»	20
Note .....	»	64

## LEGGI ED ALTRI ATTI NORMATIVI

### MINISTERO DELL'AMBIENTE

DECRETO MINISTERIALE 25 ottobre 1999, n. 471.

Regolamento recante criteri, procedure e modalità per la messa in sicurezza, la bonifica e il ripristino ambientale dei siti inquinati, ai sensi dell'articolo 17 del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modificazioni e integrazioni.

### IL MINISTRO DELL'AMBIENTE

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO DELL'INDUSTRIA, DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

E

IL MINISTRO DELLA SANITÀ

Visto il decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, recante «attuazione delle direttive 91/156/CEE sui rifiuti, 91/689/CEE sui rifiuti pericolosi, e 94/62/CE sugli imballaggi e sui rifiuti di imballaggio, modificato ed integrato con il decreto legislativo 8 novembre 1997, n. 389 e con la legge 9 dicembre 1998, n. 426, ed in particolare gli articoli 17, 18, comma 1, lettera n, e 22, comma 5;

Visto l'articolo 17, comma 3, della legge 23 agosto 1998, n. 400;

D'intesa con la conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le regioni e le province autonome di Trento e Bolzano in data 1° luglio 1999;

Udito il parere del Consiglio di Stato espresso dalla sezione consultiva per gli atti normativi nell'adunanza del 30 agosto 1999;

Vista la comunicazione al Presidente del Consiglio dei Ministri in data 22 ottobre 1999;

ADOTTA

il presente regolamento:

#### Art. 1

(Campo di applicazione)

1. Il presente regolamento stabilisce i criteri, le procedure e le modalità per la messa in sicurezza, la bonifica e il ripristino ambientale dei siti inquinati, ai sensi dell'articolo 17, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modifiche ed integrazioni. A tal fine disciplina:

- a - i limiti di accettabilità della contaminazione dei suoli, delle acque superficiali e delle acque sotterranee in relazione alla specifica destinazione d'uso dei siti;
- b - le procedure di riferimento per il prelievo e l'analisi dei campioni;
- c - i criteri generali per la messa in sicurezza, la bonifica ed il ripristino ambientale dei siti inquinati, nonché per la redazione dei relativi progetti;
- d - i criteri per le operazioni di bonifica di suoli e falde acquifere che facciano ricorso a batteri, a ceppi batterici mutanti, a stimolanti di batteri naturalmente presenti nel suolo;
- e - il censimento dei siti potenzialmente inquinati, l'anagrafe dei siti da bonificare e gli interventi di bonifica e ripristino ambientale effettuati da parte della pubblica amministrazione;
- f - i criteri per l'individuazione dei siti inquinati di interesse nazionale.

2. Le disposizioni del presente decreto non si applicano all'abbandono di rifiuti disciplinato dall'articolo 14, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modificazioni ed integrazioni. In ogni caso si dovrà procedere alla classificazione,

quantificazione ed indicazione della localizzazione nel sito dei rifiuti abbandonati o depositati in modo incontrollato, ai fini degli eventuali interventi di bonifica e ripristino ambientale da effettuare ai sensi del presente decreto nel caso in cui, a seguito della rimozione, avvio a recupero e smaltimento dei suddetti rifiuti, si accerti il superamento o il pericolo concreto ed attuale di superamento dei valori di concentrazione limite accettabili di cui all'articolo 3, comma I.

3. Le norme del presente decreto che disciplinano la competenza e la realizzazione degli interventi di messa in sicurezza d'emergenza non si applicano qualora la vigilanza ed il controllo sugli impianti produttivi e di gestione dei rifiuti nonché l'adozione delle misure necessarie per prevenire i rischi e limitare le conseguenze di incidenti a tutela dell'ambiente e della salute umana siano disciplinati da disposizioni speciali. In tali casi la bonifica ed, il ripristino ambientale dei siti restano comunque disciplinati dal presente decreto.

4. Le disposizioni del presente regolamento non si applicano; se non in quanto espressamente richiamate, agli interventi di bonifica disciplinati da leggi speciali.

5. Gli interventi di bonifica e ripristino ambientale per le aree caratterizzate da inquinamento diffuso sono disciplinati dalla regione con appositi piani.

## Articolo 2 (Definizioni)

Ai fini dell'applicazione del presente decreto si intende per:

a - Sito: area o porzione di territorio, geograficamente definita e delimitata, intesa nelle diverse matrici ambientali e comprensiva delle eventuali strutture edilizie ed impiantistiche presenti;

b - Sito inquinato: sito che presenta livelli di contaminazione o alterazioni chimiche, fisiche o biologiche del suolo o del sottosuolo o delle acque superficiali o delle acque sotterranee tali da determinare un pericolo per la salute pubblica o per l'ambiente naturale o costruito. Ai fini del presente decreto è inquinato il sito nel quale anche uno solo dei valori di concentrazione delle sostanze inquinanti nel suolo o nel sottosuolo o nelle acque sotterranee o nelle acque superficiali risulta superiore ai valori di concentrazione limite accettabili stabiliti dal presente regolamento;

c - Sito potenzialmente inquinato: sito nel quale, a causa di specifiche attività antropiche pregresse o in atto, sussiste la possibilità che nel suolo o nel sottosuolo o nelle acque superficiali o nelle acque sotterranee siano presenti sostanze contaminanti in concentrazioni tali da determinare un pericolo per la salute pubblica o per l'ambiente naturale o costruito;

d - Messa in sicurezza d'emergenza: ogni intervento necessario ed urgente per rimuovere le fonti inquinanti contenere la diffusione degli inquinanti e impedire il contatto con le fonti inquinanti presenti nel sito, in attesa degli interventi di bonifica e ripristino ambientale o degli interventi di messa in sicurezza permanente;

e - Bonifica: l'insieme degli interventi atti ad eliminare le fonti di inquinamento e le sostanze inquinanti o a ridurre le concentrazioni delle sostanze inquinanti presenti nel

suolo, nel sottosuolo, nelle acque, superficiali o nelle acque sotterranee ad un livello uguale o inferiore ai valori di concentrazione limite accettabili stabiliti dal presente regolamento;

f - Bonifica con misure di sicurezza: l'insieme degli interventi atti a ridurre le concentrazioni delle sostanze inquinanti nel suolo, nel sottosuolo, nelle acque sotterranee o nelle acque superficiali a valori di concentrazione superiori ai valori di concentrazione limite accettabili stabiliti per la destinazione d'uso prevista dagli strumenti urbanistici qualora i suddetti valori di concentrazione limite accettabili non possano essere raggiunti neppure con l'applicazione, secondo i principi della normativa comunitaria, delle migliori tecnologie disponibili a costi sopportabili. In tali casi per l'uso del sito devono essere previste apposite misure di sicurezza, piani di monitoraggio e controllo ed eventuali limitazioni rispetto alle previsioni degli enti urbanistici. I valori di concentrazione residui di sostanze inquinanti devono comunque essere tali da garantire la tutela della salute pubblica e la protezione dell'ambiente naturale o costruito

g - Misure di sicurezza: gli interventi e gli specifici controlli necessari per impedire danni alla salute pubblica o all'ambiente derivanti dai livelli di concentrazione residui di inquinanti nel suolo, nel sottosuolo, nelle acque sotterranee e superficiali o dalla presenza di rifiuti stoccati sottoposti ad interventi di messa in sicurezza permanente, nonché le azioni di monitoraggio idonee a garantire, in particolare, il controllo nel tempo dell'efficacia delle limitazioni d'uso, qualora, pur applicando, secondo i principi della normativa comunitaria, le migliori tecnologie disponibili a costi sopportabili la bonifica ed il ripristino ambientale non consentono di rispettare i valori di concentrazione limite accettabili stabiliti dal presente regolamento, per la destinazione d'uso prevista dagli strumenti urbanistici o non sia possibile rimuovere la fonte inquinante costituita dai rifiuti stoccati;

h - Ripristino ambientale: gli interventi di riqualificazione ambientale e paesaggistica, costituenti complemento degli interventi di bonifica nei casi in cui sia richiesto, che consentono di recuperare il sito alla effettiva e definitiva fruibilità per la destinazione d'uso conforme agli strumenti urbanistici in vigore, assicurando la salvaguardia della qualità delle matrici ambientali.

i - Messa in sicurezza permanente: insieme degli interventi atti a isolare in modo definitivo le fonti inquinanti rispetto alle matrici ambientali circostanti qualora le fonti inquinanti siano costituite da rifiuti stoccati e non sia possibile procedere alla rimozione degli stessi pur applicando le migliori tecnologie disponibili a costi sopportabili, secondo i principi della normativa comunitaria. In tali casi devono essere previste apposite misure di sicurezza, piani di monitoraggio e controllo, ed eventuali limitazioni d'uso rispetto alle previsioni degli strumenti urbanistici. I valori di concentrazione delle sostanze inquinanti nelle matrici ambientali influenzate dall'inquinamento derivante dai rifiuti stoccati non devono superare nel suolo, sottosuolo, acque sotterranee e acque superficiali i valori previsti nell'allegato 1;

j - Inquinamento diffuso: contaminazione o alterazioni chimiche, fisiche o biologiche del suolo o del sottosuolo o delle acque superficiali o delle acque sotterranee imputabili alla collettività indifferenziata e determinate da fonti diffuse.



### Articolo 3.

(Valori di concentrazione limite accettabili e metodologie di intervento)

1. I valori di concentrazione limite accettabili per le sostanze inquinanti presenti nel suolo, nel sottosuolo e nelle acque sotterranee, in relazione alla specifica destinazione d'uso del sito, nonché i criteri per la valutazione della qualità delle acque superficiali sono indicati nell'Allegato I.
2. Le procedure di riferimento per il prelievo e l'analisi dei campioni al fine dell'accertamento del superamento dei valori limite di cui al comma 1 sono definiti nell'Allegato 2.
3. Gli interventi di messa in sicurezza d'emergenza, di bonifica, di bonifica con misure di sicurezza, di messa in sicurezza permanente e di ripristino ambientale devono essere effettuati e le misure di sicurezza devono essere adottate secondo i criteri previsti nell'Allegato 3.

### Articolo 4.

(Obbligo di bonifica e ripristino ambientale)

- 1 Fatto salvo quanto previsto dagli articoli 5 e 6, in caso di superamento o di pericolo concreto ed attuale di superamento dei valori di concentrazione limite accettabili per le sostanze inquinanti di cui All'articolo 3, comma 1, il sito interessato deve essere sottoposto ad interventi di messa in sicurezza d'emergenza, di bonifica e ripristino ambientale per eliminare le fonti di inquinamento e le sostanze inquinanti o ridurre le concentrazioni delle sostanze inquinanti a valori di concentrazione almeno pari ai suddetti valori di concentrazione limite accettabili, ai sensi e con le modalità previste dal presente decreto.
2. Per ogni sostanza i valori di concentrazione da raggiungere con gli interventi di bonifica e ripristino ambientale sono tuttavia riferiti ai valori del fondo naturale nei casi in cui, applicando le procedure di cui all'Allegato 2, sia dimostrato che nell'intorno non influenzato dalla contaminazione del sito i valori di concentrazione del fondo naturale per la stessa sostanza risultano superiori a quelli indicati nell'Allegato 3.
3. I valori di concentrazione da raggiungere con la bonifica ed il ripristino ambientale possono essere più restrittivi di quelli previsti per la specifica destinazione d'uso qualora il corpo idrico ricettore compreso, anche parzialmente, nel sito da bonificare sia classificato come area sensibile ai sensi della normativa sulla tutela delle acque dagli inquinamenti, ovvero ricorrano situazioni accertate di particolare vulnerabilità delle acque all'inquinamento ovvero sia necessario tutelare la qualità delle acque destinate ad uso potabile.
4. Gli interventi di bonifica e ripristino ambientale di un sito inquinato devono privilegiare il ricorso a tecniche che favoriscano la riduzione della movimentazione, il trattamento nel sito ed il riutilizzo del suolo, del sottosuolo e dei materiali di riporto sottoposti a bonifica.

## Articolo 5

(Bonifica con misure di sicurezza e ripristino ambientale)

1. Qualora il progetto preliminare di cui all'articolo 10 dimostri che i valori di concentrazione - limite accettabili di cui all'articolo 3, comma 1, non possono essere raggiunti nonostante l'applicazione, secondo i principi della normativa comunitaria, delle migliori tecnologie disponibili a costi sopportabili, il Comune o, se l'intervento riguarda un'area compresa nel territorio di più comuni la Regione, può autorizzare interventi di bonifica e ripristino ambientale con misure di sicurezza, che garantiscano, comunque, la tutela ambientale e sanitaria anche se i valori di concentrazione residui previsti nel sito risultano superiori a quelli stabiliti nell'Allegato 1. Tali valori di concentrazione residui sono determinati in base ad una metodologia di analisi di rischio riconosciuta a livello internazionale che assicuri il soddisfacimento dei requisiti indicati nell'Allegato 4.

2. Il provvedimento che approva il progetto ed autorizza gli interventi di bonifica e ripristino ambientale di cui al comma 1 deve stabilire le misure di sicurezza ed i piani di monitoraggio e controllo necessari ad impedire danni derivanti dall'inquinamento residuo e può fissare limitazioni temporanee o permanenti o particolari modalità per l'utilizzo dell'area. Tali prescrizioni possono comportare variazioni degli strumenti urbanistici e dei piani territoriali che si rendano necessarie per garantire l'attuazione delle misure di sicurezza e delle limitazioni o modalità d'uso del sito, ferma restando la destinazione d'uso.

3. Le misure di sicurezza e le limitazioni temporanee o permanenti o le particolari modalità previste per l'utilizzo dell'area devono risultare dal certificato di destinazione urbanistica di cui all'articolo 18, comma 2, della legge 28 febbraio 1985, n. 47, nonché dalla cartografia e dalle norme tecniche di attuazione dello strumento urbanistico generale del Comune ed essere comunicati all'Ufficio tecnico erariale competente.

4. Gli interventi di bonifica con misure di sicurezza e ripristino ambientale di un sito inquinato devono privilegiare il ricorso a tecniche che favoriscano la riduzione della movimentazione, il trattamento nel sito ed il riutilizzo del suolo, dei sottosuolo e dei materiali di riporto sottoposti a bonifica.

## Articolo 6

(Interventi di messa in sicurezza permanente e ripristino ambientale)

1. Qualora la fonte inquinante sia costituita da rifiuti stoccati ed il progetto preliminare di cui all'articolo 10 dimostri che, nonostante l'applicazione delle migliori tecnologie disponibili a costi sopportabili secondo i principi della normativa comunitaria, non sia possibile la rimozione dei rifiuti stessi, il Comune o, se l'intervento riguarda un'area compresa nel territorio di più comuni la Regione, può autorizzare interventi di messa in sicurezza permanente e ripristino ambientale, eventualmente prevedendo interventi di ingegneria naturalistica.

2. Nei siti sottoposti ad interventi di messa in sicurezza permanente possono restare stoccati solo i rifiuti presenti nel sito stesso che costituiscono la fonte inquinante e i residui originati dal loro trattamento.

3. Ai siti sottoposti ad interventi di messa in sicurezza permanente si applicano le norme tecniche, finanziarie ed amministrative e le garanzie previste ai sensi del decreto

legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modifiche ed integrazioni per il controllo e la gestione delle discariche dopo la chiusura, fatto, comunque, salvo l'obbligo di procedere agli interventi di messa in sicurezza, bonifica e ripristino ambientale qualora si determinino situazioni di inquinamento o di pericolo concreto. ed attuale di inquinamento.

4. Le misure di sicurezza e le -limitazioni temporanee o permanenti o le particolari modalità previste per l'utilizzo dell'area devono risultare dal certificato di destinazione urbanistica di cui all'articolo 18, comma 2, della legge 28 febbraio 1985, n. 47, nonché dalla cartografia e dalle norme tecniche di attuazione dello strumento urbanistico generale del Comune ed essere comunicati all'Ufficio Tecnico Erariale competente.

5. Gli interventi di messa in sicurezza permanente devono privilegiare, ove possibile, il ricorso a tecnologie di trattamento di rifiuti e di riduzione dei volume dei rifiuti stessi al fine di limitare la superficie e il volume complessivi del sito interessato da tali interventi.

6. È fatto comunque salvo l'obbligo di procedere alla bonifica ai sensi degli articoli 4 e 5 dell'area influenzata dalla fonte inquinante costituita dai rifiuti stoccati qualora i valori di concentrazione nel suolo, nel sottosuolo, nelle acque sotterranee o nelle acque superficiali risultino superiori ai valori di concentrazione limite accettabili di cui all'articolo 3, comma 1.

#### Articolo 7

(Notifica di pericolo di inquinamento e interventi di messa in sicurezza d'emergenza)

1. Chiunque cagiona, anche in maniera accidentale, il superamento dei valori di concentrazione limite accettabili di cui all'articolo 3, comma 1, o un pericolo concreto e attuale di superamento degli stessi, è tenuto a dare comunicazione al Comune, alla Provincia e alla Regione nonché agli organi di controllo ambientale e sanitario entro le quarantotto ore successive all'evento. precisando:

- a) il soggetto responsabile dell'inquinamento o del pericolo di inquinamento e il proprietario del sito;
- b) l'ubicazione e le dimensioni stimate dell'area contaminata o a rischio di inquinamento;
- c) i fattori che hanno determinato l'inquinamento o il pericolo. di inquinamento;
- d) le tipologie e le quantità dei contaminanti immessi o che rischiano. di essere immessi nell'ambiente;
- e) le componenti ambientali interessate, quali ad esempio, suolo, corpi idrici, flora, fauna;
- f) la stima dell'entità della popolazione a rischio o, se ciò non è possibile, le caratteristiche urbanistiche e territoriali dell'area circostante a quella potenzialmente interessata dall'inquinamento.

2. Entro le quarantotto ore successive al termine di cui al comma 1, il responsabile della situazione di inquinamento o di pericolo di inquinamento deve comunicare al Comune, alla Provincia e alla Regione territorialmente competenti gli interventi di messa in sicurezza d'emergenza adottati e in fase di esecuzione. La comunicazione deve essere accompagnata : da idonea documentazione tecnica dalla quale devono risultare le caratteristiche dei suddetti interventi.

3. Entro trenta giorni dal ricevimento della comunicazione di cui al comma 2, il Comune o, se l'inquinamento interessa il territorio di più comuni, la Regione verifica l'efficacia

degli interventi di messa in sicurezza d'emergenza adottati e può fissare prescrizioni ed interventi integrativi, con particolare riferimento alle misure di monitoraggio da attuare per accertare le condizioni di inquinamento ed ai controlli da effettuare per verificare l'efficacia degli interventi attuati a protezione della salute pubblica e dell'ambiente circostante.

#### Articolo 8 (Ordinanze)

1. Qualora i soggetti e gli organi pubblici accertino, nell'esercizio delle proprie funzioni istituzionali una situazione di pericolo di inquinamento o la presenza di siti nei quali i livelli di inquinamento sono superiori ai valori di concentrazione limite accettabili di cui all'Allegato 1 ne danno comunicazione alla Regione, alla Provincia ed al Comune.

2. Il Comune, ricevuta la comunicazione di cui al comma 1, con propria ordinanza diffida il responsabile dell'inquinamento ad adottare i necessari interventi di messa in sicurezza d'emergenza, di bonifica e ripristino ambientale ai sensi del presente regolamento.

3. L'ordinanza di cui al comma 2 è comunque notificata anche al proprietario del sito ai sensi e per gli effetti dell'articolo 17, commi 10 e 11 del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22 e successive modifiche ed integrazioni.

4. Il responsabile dell'inquinamento deve provvedere agli adempimenti di cui all'articolo 7, comma 2, entro le quarantotto ore successive alla notifica dell'ordinanza. Se il responsabile dell'inquinamento non sia individuabile o non provveda e non provveda il proprietario del sito inquinato né altro soggetto interessato, i necessari interventi di messa in sicurezza d'emergenza, di bonifica e ripristino ambientale o di messa in sicurezza permanente sono adottati dalla Regione o dal Comune ai sensi e per gli effetti dell'articolo 17, commi 9, 10 e 11 del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 2.

#### Articolo 9 (Interventi ad iniziativa degli interessati)

1. Il proprietario di un sito o altro soggetto che, al di fuori dei casi di cui agli articoli 7 e 8 intenda attivare di propria iniziativa le procedure per gli interventi di messa in sicurezza d'emergenza, di bonifica e di ripristino ambientale, ai sensi dell'articolo 17, comma 13 bis del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e del presente regolamento, è tenuto a comunicare alla Regione, alla Provincia ed al Comune la situazione di inquinamento rilevata nonché gli eventuali interventi di messa in sicurezza d'emergenza necessari per assicurare la tutela della salute e dell'ambiente adottati e in fase di esecuzione. La comunicazione deve essere accompagnata da idonea documentazione tecnica dalla quale devono risultare le caratteristiche dei suddetti interventi.

2. Entro trenta giorni dal ricevimento della comunicazione di cui al comma 1, il Comune o, se l'inquinamento interessa il territorio di più comuni, la Regione verifica l'efficacia degli interventi di messa in sicurezza d'emergenza adottati e può fissare prescrizioni ed interventi integrativi con particolare riferimento alle misure di monitoraggio da attuare per accertare le condizioni di inquinamento ed ai controlli da effettuare per verificare l'efficacia degli interventi attuati a protezione della salute pubblica e dell'ambiente circostante.

3. Qualora il proprietario o altro soggetto interessato proceda ai sensi dei commi. 1 e 2 entro sei mesi dalla data di entrata in vigore del presente decreto, la decorrenza dell'obbligo di bonifica verrà definita dalla regione territorialmente competente in base alla pericolosità del sito determinata con i criteri di cui all'articolo 14, comma 3, nell'ambito del Piano regionale o di suoi eventuali stralci - salva in ogni caso la facoltà dell'interessato di procedere agli interventi di bonifica e ripristino ambientale prima del suddetto termine.

4. Nel caso in cui l'interessato debba provvedere alla contestuale bonifica di una pluralità di siti che interessano il territorio di più regioni o vi siano più soggetti interessati alla bonifica di un medesimo sito di rilevanza nazionale, i tempi e le modalità di intervento possono essere definiti rispettivamente, con apposito accordo di programma stipulato, entro dodici mesi dalla data di entrata in vigore del presente decreto, con tutte le regioni interessate o con il Ministro dell'ambiente di concerto con i Ministri della sanità e dell'industria, del commercio e dell'artigianato, d'intesa con le regioni interessate.

5. Nel caso in cui l'interessato debba provvedere alla contestuale bonifica di una pluralità di siti che interessano tutto il territorio nazionale, i tempi e le modalità di intervento possono essere definiti con apposito accordo di programma stipulato, entro dodici mesi dalla data di entrata in vigore del presente decreto, con il Ministro dell'ambiente di concerto con i Ministri della sanità e dell'industria del commercio e dell'artigianato, d'intesa con la Conferenza Stato regioni.

6. La disposizione di cui al comma 3 non si applica alle situazioni di inquinamento o di pericolo concreto ed attuale di inquinamento determinate da eventi, anche accidentali, verificatisi in data successiva all'entrata in vigore del presente regolamento.

#### Articolo 10

(Approvazione del progetto e autorizzazione degli interventi di bonifica, ripristino ambientale e di messa in sicurezza permanente)

1. Fatto salvo quanto previsto dall'articolo 13, gli interventi di bonifica e ripristino ambientale e di messa in sicurezza permanente di cui agli articoli 4, 5 e 6 sono effettuati sulla base di apposita progettazione, da redigere sulla base dei criteri generali e linee guida previsti nell'Allegato 4, che si articola nei seguenti tre livelli di approfondimenti tecnici progressivi: Piano della caratterizzazione, Progetto preliminare e Progetto definitivo. I criteri generali stabiliti nell'Allegato 4 si applicano fino alla determinazione delle linee guida e dei criteri da parte della regione.

2. Entro trenta giorni dall'evento che ha determinato il superamento dei valori di concentrazione limite accettabili o dalla individuazione della situazione di pericolo concreto e attuale di superamento dei valori di concentrazione limite accettabili o dalla modifica dell'ordinanza di cui all'articolo 8 o, fatto salvo quanto disposto dall'articolo 9, comma 3, dalla comunicazione effettuata dall'interessato o, qualora necessario, dalla conclusione degli interventi di cui all'articolo 1, commi 1, 2 e 3, deve essere presentato al Comune e alla Regione il Piano della caratterizzazione predisposto secondo i criteri definiti nell'Allegato 4.

3. Il progetto definitivo deve essere presentato al Comune, alla Regione entro e non oltre un anno dalla scadenza del termine di cui al comma 2. Il Comune o, se l'intervento riguarda un'area compresa nel territorio di più comuni, la Regione, approva il progetto definitivo, entro novanta giorni dalla presentazione, sentita una Conferenza di servizi convocata ai sensi dell'articolo 14 della legge 7 agosto 1990, n. 241, e successive modifiche ed integrazioni, alla quale sono chiamati a partecipare gli enti locali interessati, l'ARPA competente per territorio e tutte le altre amministrazioni competenti per le autorizzazioni, le concessioni, i concerti, le intese, i nulla osta, i pareri e gli altri atti di assenso di cui al comma 10. Se il progetto prevede la realizzazione di opere sottoposte a procedura di valutazione di impatto ambientale ai sensi della normativa vigente, l'approvazione del progetto medesimo è subordinato alla acquisizione della relativa pronuncia di compatibilità da parte della Amministrazione competente. In tali casi i termini previsti dal presente decreto sono sospesi sino alla conclusione della procedura di valutazione di impatto ambientale.

4. Il Comune o, se l'intervento riguarda un'area compresa nel territorio di più comuni, la Regione, sentita la Conferenza di servizi, approva il piano della caratterizzazione e ne autorizza l'esecuzione, eventualmente richiedendo integrazioni e imponendo specifiche prescrizioni.

5. Sulla base dei risultati dell'esecuzione del Piano della caratterizzazione deve essere predisposto e trasmesso al Comune e alla Regione il progetto preliminare redatto secondo le modalità definite nell'Allegato 4. E Comune o, se l'intervento riguarda un'area compresa nel territorio di più comuni, la Regione, sentita la Conferenza di servizi, approva il progetto preliminare, con la perimetrazione definitiva dell'area influenzata dalla fonte inquinante eventualmente richiedendo integrazioni e imponendo specifiche prescrizioni.

6. Sulla base del progetto preliminare è predisposto il progetto definitivo di bonifica e ripristino ambientale o di bonifica e ripristino ambientale con misure di sicurezza o di messa in sicurezza permanente, che stabilisce le eventuali prescrizioni e limitazioni per l'uso del sito.

7. I progetti di bonifica e ripristino ambientale con misure di sicurezza di cui all'articolo 5 possono essere approvati solo se siano rispettate tutte le seguenti condizioni:

- a) il Progetto preliminare dimostri che i valori di concentrazione limite accettabili di cui all'Allegato 1 non possono essere raggiunti neppure con l'applicazione delle migliori tecnologie disponibili;
- b) i valori di concentrazione residui da raggiungere per lo specifico sito per la destinazione d'uso prevista garantiscano la tutela della salute e dell'ambiente influenzato dall'impatto del sito; questa condizione deve essere verificata sulla base di una analisi del rischio condotta secondo i criteri indicati nell'Allegato 4;
- c) il Progetto preliminare di bonifica e ripristino ambientale preveda e descriva le misure di sicurezza da adottare nel sito e nell'area circostante, i piani di monitoraggio ed i controlli da eseguire per valutare l'efficacia nel tempo degli interventi di bonifica e delle misure di sicurezza adottate.

8. I progetti di messa in sicurezza permanente possono essere approvati solo se ricorrono le condizioni di cui all'articolo 6.

9. Con il provvedimento di approvazione del progetto definitivo sono autorizzati gli interventi necessari per l'attuazione del progetto stesso e sono stabiliti i relativi tempi di esecuzione, sono indicate le eventuali prescrizioni per l'esecuzione dei lavori ed è fissata l'entità delle garanzie finanziarie in misura non inferiore al 20% del costo stimato dell'intervento che devono essere prestate a favore della Regione per la corretta esecuzione e il completamento degli interventi medesimi, il provvedimento è comunque comunicato alla Regione; alla Provincia ed al Comune interessati.

10. Ai fini soli della realizzazione e dell'esercizio degli impianti e delle attrezzature necessarie all'attuazione del progetto definitivo, e per il tempo strettamente necessario all'attuazione medesima, l'autorizzazione di cui al comma 9 sostituisce a tutti gli effetti le autorizzazioni, le concessioni, i concerti, le intese, i nulla osta, i pareri e gli assensi previsti dalla legislazione vigente. L'autorizzazione costituisce, altresì variante urbanistica e comporta dichiarazione di pubblica utilità, di urgenza ed indifferibilità dei lavori qualora la realizzazione e l'esercizio dei suddetti impianti ed attrezzature rivesta carattere di pubblica utilità

11. Nel caso di bonifica e ripristino ambientale di siti interessati da attività produttive in esercizio, fatto salvo l'obbligo di garantire la tutela della salute pubblica e dell'ambiente, il Comune o, se l'intervento riguarda un'area compresa nel territorio di più comuni, la Regione, in sede di approvazione del progetto assicura che i suddetti interventi siano articolati in modo tale da risultare compatibili con la prosecuzione della attività.

#### Articolo 11

##### (Progettazione per fasi)

1. Qualora dal progetto preliminare risulti che la bonifica o la bonifica con misure di sicurezza presenti particolare complessità a causa della natura degli interventi o dell'estensione dell'area interessata dai medesimi, l'approvazione del progetto preliminare può consentire che, fermo restando l'obbligo di prestare la garanzia per l'intero intervento, il progetto definitivo di bonifica o di bonifica con misure di sicurezza sia articolato in fasi progettuali distinte per rendere possibile la valutazione dell'adozione di tecnologie innovative o la realizzazione degli interventi per singole aree.

2. Ogni fase progettuale dovrà contenere un dettagliato rapporto delle operazioni svolte e dei risultati ottenuti nella fase precedente secondo le indicazioni dell'Allegato 4 ed essere approvata tenendo conto dei risultati dell'attuazione delle fasi progettuali precedenti.

3. Nell'autorizzazione dovrà essere indicato il termine di presentazione del progetto di bonifica della fase successiva.

#### Articolo 12

##### (Controlli)

1. La documentazione relativa al Piano della caratterizzazione, al Progetto preliminare, al Progetto definitivo, comprensivo delle misure di sicurezza, dei monitoraggi da effettuare, delle limitazioni d'uso e delle prescrizioni eventualmente dettate, sono trasmessi alla Provincia ai fini dell'effettuazione dei controlli sulla conformità degli interventi ai progetti approvati.

2. Il completamento degli interventi di bonifica e ripristino ambientale e la conformità degli stessi al progetto approvato sono accertati dalla Provincia mediante apposita certificazione predisposta in conformità ai criteri ed ai contenuti indicati nell'Allegato 5. Il completamento degli interventi di messa in sicurezza permanente e la conformità degli stessi al progetto approvato non può comunque essere accertato se non decorsi cinque anni dall'effettuazione del primo controllo ai sensi del comma 4.

3. La certificazione di cui al comma 2 costituisce titolo per lo svincolo delle garanzie finanziarie di cui all'articolo 10, comma 9.

4. Per gli interventi di cui agli articoli 5 e 6, la Provincia è altresì tenuta ad effettuare controlli e verifiche periodiche sull'efficacia delle misure di sicurezza adottate e degli interventi di messa in sicurezza permanente, anche al fine di accertare, con cadenza almeno biennale, che le caratteristiche del sito sottoposto ai predetti interventi siano corrispondenti alla destinazione d'uso prevista e non comportino rischi per la salute e per l'ambiente, tenuto anche conto delle conoscenze tecniche e scientifiche nel frattempo intervenute.

#### Articolo 13

(Interventi di bonifica e ripristino ambientale che non richiedono autorizzazione)

1. La Regione può individuare tipologie di interventi di bonifica e ripristino ambientale che possono essere realizzati senza la preventiva autorizzazione di cui all'articolo 10.

2. Ai fini dell'individuazione dei progetti di cui al comma 1 devono essere soddisfatte tutte le seguenti condizioni:

- a) il volume del terreno contaminato non deve essere superiore a cento metri cubi;
- b) il progetto non deve riguardare interventi di bonifica e ripristino ambientale con misure di sicurezza di cui all'articolo 5 né interventi di messa in sicurezza permanente di cui all'articolo 6;
- c) il progetto non deve rientrare tra quelli che in base alla normativa vigente sono soggetti alla procedura di valutazione di impatto ambientale.

3. La Regione stabilisce le modalità ed i criteri che devono essere rispettati per l'esecuzione degli interventi di bonifica, anche con riferimento alle modalità di recupero e di smaltimento dei rifiuti che derivano dalle predette attività ed al vincolo della limitazione della movimentazione dei rifiuti.

4. Il progetto esecutivo relativo agli interventi di cui al comma 1 deve essere presentato, sessanta giorni prima dell'inizio dei lavori, al Comune che può chiedere integrazioni e stabilire prescrizioni e modalità di esecuzione dei lavori medesimi o impedire l'esecuzione degli interventi che non rispettino i criteri stabiliti dalla Regione.

#### Articolo 14

(Interventi effettuati da regioni e comuni e ordine di priorità).

1. Gli interventi di messa in sicurezza, bonifica e ripristino ambientale, di messa in sicurezza permanente e le misure di sicurezza sono realizzati dal Comune territorialmente competente e, ove questo non provveda o si tratti di siti che interessano il territorio di



più comuni dalla Regione, nei seguenti casi:

- a) il responsabile dell'inquinamento non sia individuabile e il proprietario del sito non provveda;
- b) il responsabile dell'inquinamento sia individuabile ma non provveda, né provveda il proprietario del sito da bonificare o altro soggetto interessato;
- c) il sito da bonificare sia di proprietà pubblica e il responsabile dell'inquinamento non sia individuabile o non provveda.

2. La Regione o il Comune provvede agli interventi di bonifica e ripristino ambientale secondo un ordine di priorità stabilito nel "Piano regionale per la bonifica delle aree inquinate" di cui all'articolo 22, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modifiche ed integrazioni che costituisce parte integrante dei Piani regionali di gestione dei rifiuti, salva l'adozione degli interventi di messa in sicurezza resi necessari per la tutela della salute pubblica e dell'ambiente.

3. L'ordine di priorità degli interventi di bonifica e ripristino ambientale è definito, per i siti inseriti nell'Anagrafe dei siti da bonificare di cui all'articolo 17, comma 1, secondo i criteri di valutazione comparata del rischio definiti dall'Agenzia Nazionale per la Protezione dell'Ambiente (A.N.P.A.).

4. La Regione definisce le procedure e i tempi per l'approvazione dei progetti relativi agli interventi di cui al comma 1. Tali progetti devono essere redatti nel rispetto dei tre livelli di approfondimenti tecnici progressivi stabiliti dall'articolo 16, comma 1, ed in conformità alle linee guida ed ai criteri stabiliti dalla Regione sulla base dell'Allegato 4. I criteri generali di cui all'Allegato 4 si applicano fino alla determinazione delle linee guida e dei criteri da parte della Regione.

5. Gli interventi effettuati in danno da parte della Pubblica amministrazione non sono soggetti al versamento delle garanzie finanziarie di cui all'articolo 10, comma 9.

## Articolo 15

(Interventi di interesse nazionale)

1. Gli interventi di interesse nazionale sono individuabili in relazione alle caratteristiche del sito inquinato, alle quantità e pericolosità degli inquinanti presenti nel sito medesimo, al rilievo dell'impatto sull'ambiente circostante al sito inquinato, in termini di rischio sanitario ed ecologico nonché di pregiudizio per i beni culturali ed ambientali secondo i seguenti principi e criteri direttivi ai sensi dell'articolo 18, comma 1, lettera n), del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22:

- a) la bonifica riguardi aree e territori compresi i corpi idrici, di particolare pregio ambientale;
- b) la bonifica riguardi aree e territori tutelati ai sensi del decreto legge 27 giugno 1985, n. 312, convertito, con modificazioni nella legge 8 agosto 1985, n. 43 1;
- c) il rischio sanitario ed ambientale che deriva dall'inquinamento, risulti particolarmente elevato in ragione della densità della popolazione o dell'estensione dell'area interessata;
- d) l'impatto socio economico causato dall'inquinamento dell'area sia rilevante;
- e) l'inquinamento costituisca un rischio per i beni di interesse storico e culturale di rilevanza nazionale;
- f) la bonifica riguardi siti compresi nel territorio di più regioni.

2. Il responsabile presenta al Ministero dell'Ambiente il Piano di caratterizzazione, il Progetto preliminare e il Progetto definitivo predisposti secondo i criteri generali stabiliti dall'Allegato 4, nei termini e secondo le modalità di cui all'articolo 10, comunicando, altresì, le informazioni relative agli interventi di messa in sicurezza adottati ai sensi dell'articolo 7 o dell'articolo 8. Nel caso in cui il responsabile non provveda o non sia individuabile e non provveda il proprietario, del sito inquinato nè altro soggetto interessato, i progetti sono predisposti dal Ministero dell'ambiente, che si avvale dell'A.N.P.A., dell'Istituto Superiore di Sanità e dell'E.N.E.A.

3. Per l'istruttoria tecnica degli elaborati progettuali di cui al comma 2 il Ministero dell'ambiente si avvale dell'A.N.P.A., delle A.R.P.A. delle regioni interessate e dell'Istituto Superiore di Sanità.

4. Il Ministro dell'Ambiente, di concerto con i Ministri dell'industria, del commercio e dell'artigianato e della sanità, d'intesa con la regione territorialmente competente, approva il progetto definitivo, tenendo conto delle conclusioni dell'istruttoria, tecnica e autorizza la realizzazione dei relativi interventi.

5. Qualora gli interventi di bonifica e ripristino ambientale prevedano la realizzazione di opere sottoposte a procedura di valutazione di impatto ambientale ai sensi della normativa vigente, l'approvazione di cui al comma 4 è subordinata all'acquisizione della relativa pronuncia di compatibilità. In tali casi i termini previsti dal presente decreto sono sospesi sino alla conclusione della procedura di valutazione di impatto ambientale.

6. L'autorizzazione del progetto definitivo produce gli effetti di cui all'articolo 10, comma 10.

#### Articolo 16

(Censimento dei siti potenzialmente contaminati)

1. I censimenti, effettuati con le modalità di cui al DM n. 185 del 16/05/89, pubblicato nella G.U. n. 121 del 26 maggio 1989, sono estesi alle aree interne ai luoghi di produzione, raccolta, smaltimento e recupero dei rifiuti, ed in particolare agli impianti a rischio di incidente rilevante di cui al decreto del Presidente della Repubblica 17 maggio 1988, n. 175 e successive modifiche ed integrazioni.

2. Le Regioni ai fini della predisposizione dei Piani regionali per la bonifica delle aree inquinate, possono procedere, nei limiti delle disponibilità finanziarie, all'aggiornamento del Censimento dei siti potenzialmente contaminati, entro un anno dall'entrata in vigore del presente regolamento.

#### Articolo 17

(Anagrafe dei siti da bonificare)

1. Ai sensi dell'articolo 17, comma 12, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, le regioni, sulla base dei criteri definiti dall'A.N.P.A., predispongono entro un anno dalla data di entrata in vigore del presente decreto l'Anagrafe dei siti da bonificare che deve contenere:

- a) l'elenco dei siti da bonificare;
- b) l'elenco dei siti sottoposti ad intervento di bonifica e ripristino ambientale, di bonifica

e il ripristino, ambientale con misure di sicurezza, di messa in sicurezza permanente nonché degli interventi realizzati nei siti medesimi.

2. L'elenco dei siti da bonificare è predisposto e aggiornato sulla base:

- a) delle notifiche dei soggetti di cui all'articolo 6 per i siti di cui si sia verificato il superamento dei valori di concentrazione limite accettabili di cui all'Allegato 1;
- b) delle notifiche dei soggetti interessati per i siti di cui si sia verificato il superamento dei valori di concentrazione limite accettabili di cui all'Allegato 1;
- c) degli accertamenti eseguiti dall'autorità competente che attestino un superamento dei valori di concentrazione limite accettabili di cui all'articolo 3, comma 1, per i siti inseriti nel Censimento dei siti potenzialmente contaminati;
- d) delle comunicazioni dei soggetti pubblici che nell'esercizio delle proprie funzioni abbiano individuato siti inquinati.

3. La Regione a seguito dell'inserimento di un sito, nell'Anagrafe dei siti da bonificare ne dà comunicazione al Comune, che diffida il responsabile dell'inquinamento ad avviare la procedura di cui all'articolo 6, dandone comunicazione al proprietario del sito. Qualora il responsabile dell'inquinamento non sia individuabile e il proprietario del sito non avvii la procedura medesima, il Comune o la Regione provvedono a realizzare d'ufficio gli interventi di messa in sicurezza, bonifica e ripristino ambientale secondo l'ordine di priorità fissati nel Piano regionale per la bonifica delle aree inquinate.

4. L'inserimento, di un sito nell'Anagrafe dei siti da bonificare deve risultare dal certificato di destinazione urbanistica di cui all'articolo 19, comma 2, della legge 28 febbraio 1985, n. 47, nonché dalla cartografia e dalle norme tecniche di attuazione dello strumento urbanistico generale del Comune ed essere comunicati all'Ufficio Tecnico Erariale competente.

5. Per garantire l'efficacia della raccolta e del trasferimento dei dati e delle informazioni, l'A.N.P.A - definisce, in collaborazione con le Regioni e le Agenzie regionali per la protezione dell'ambiente, i contenuti e la struttura dei dati essenziali dell'anagrafe nonché le modalità della loro trasposizione in sistemi informativi collegati alla rete del sistema informativo nazionale per l'ambiente.

## Articolo 18

### *(Norme finali e transitorie)*

1. Ai fini del contributo per gli interventi di bonifica e ripristino ambientale, non possono essere considerati gli oneri relativi alla realizzazione di opere di edilizia residenziale, commerciale ed industriale.

2. Restano validi ed efficaci i procedimenti di approvazione di progetti di bonifica e di autorizzazione dei relativi interventi per i quali -è intervenuto il provvedimento finale o l'istruttoria, si è conclusa con parere favorevole degli organi a tal fine competenti ai fini dell'entrata in vigore del presente regolamento.

3. Gli interventi di bonifica e ripristino ambientale in corso alla data di entrata in vigore del presente regolamento sono inseriti nell'anagrafe dei siti da bonificare di cui all'articolo 17.

4. È fatto, comunque, salvo l'obbligo di ripristino dello stato dei luoghi e di risarcimento del danno ambientale ai sensi dell'articolo 18 della legge 8 luglio 1986., n. 349.

5. Nel caso in cui il sito inquinato sia oggetto di procedura esecutiva immobiliare ovvero delle procedure concorsuali di cui al Regio Decreto 16 marzo 1942, in. 267, il Comune domanda l'ammissione al passivo ai sensi degli articoli 93 e 101 del decreto medesimo per una somma corrispondente all'onere di bonifica preventivamente determinato in via amministrativa.

6. Sono fatte salve le competenze delle Regioni a statuto speciale e delle Province Autonome di Trento e di Bolzano, che provvedono in conformità ai rispettivi statuti e alle relative norme di attuazione.

7. Gli Allegati 1, 2, 3, 4 e 5 costituiscono parte integrante del presente regolamento.

8. Il Presente regolamento entrerà in vigore il giorno successivo alla data di pubblicazione nella Gazzetta Ufficiale della Repubblica italiana.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Roma, 25 ottobre 1999

*Il Ministro dell'ambiente*  
RONCHI

*Il Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato*  
BERSANI

*Il Ministro della sanità*  
BINDI

*Visto, il Guardasigilli:* DILIBERTO

**Allegato 1****VALORI DI CONCENTRAZIONE LIMITE ACCETTABILI NEL SUOLO, NEL SOTTOSUOLO E NELLE ACQUE SOTTERRANEE IN RELAZIONE ALLA SPECIFICA DESTINAZIONE D'USO DEI SITI, E CRITERI DI ACCETTABILITÀ PER LE ACQUE SUPERFICIALI****1. VALORI DI CONCENTRAZIONE LIMITE ACCETTABILI NEL SUOLO E NEL SOTTOSUOLO IN RELAZIONE ALLA SPECIFICA DESTINAZIONE D'USO DEL SITO**

I valori di concentrazione limite accettabili per le sostanze presenti nel suolo e sottosuolo di siti a destinazione d'uso verde pubblico, verde privato, residenziale sono indicati nella colonna A della tabella allegata.

I valori di concentrazione limite accettabili per le sostanze presenti nel suolo e sottosuolo di siti a destinazione d'uso industriale e commerciale sono indicati nella colonna B della tabella allegata.

I valori di concentrazione limite accettabili sono riferiti a suolo, sottosuolo e materiali di riporto del sito e influenzati dalla contaminazione del sito; i suddetti valori si applicano per tutta la profondità che si ritiene necessario campionare ed analizzare per definire l'estensione dell'inquinamento e per progettare interventi di bonifica che garantiscano l'eliminazione dell'inquinamento, delle matrici ambientali

In attesa della pubblicazione dei "Metodi Ufficiali di analisi chimica del suolo" quali aggiornamento del D.M. 11 maggio 1992, pubblicato come supplemento ordinario alla G.U. n. 121 del 24/05/92, che definiscono le metodiche di campionamento dei suoli per frazioni granulometriche di suolo, sottosuolo e materiale di riporto, i risultati delle analisi effettuate sulla frazione granulometrica passante al vaglio 2 mm sono riferiti alla totalità dei materiali secchi.

Qualora si sospetti una contaminazione anche del sopravaglio devono essere effettuate analisi di tale frazione granulometrica sottoponendola ad un test di cessione che utilizzi come eluente acqua deionizzata satura di CO<sub>2</sub>. I parametri da controllare sull'elenco sono quelli della Tabella 2 con i relativi valori di concentrazione limite riportati.

Per le sostanze non indicate in Tabella si adottano i valori ai concentrazione limite accettabili riferiti alla sostanza più affine tossicologicamente.

Non si richiede che, nella totalità dei siti in esame, le analisi chimiche siano condotte sulla lista completa delle sostanze indicate in Tabella. Per ogni sito sulla base delle attività pregresse, della caratterizzazione specifica, e di ogni altra fonte di informazione l'autorità competente seleziona, tra le sostanze indicate in tabella, "sostanze indicatrici" che permettano di definire in maniera esaustiva l'estensione, il tipo di inquinamento e il rischio posto per la salute pubblica e l'ambiente. Nelle fasi di campionamento di dettaglio la lista delle sostanze da analizzare potrà essere modificata ed estesa. In ogni caso le analisi dovranno comprendere le sostanze possibilmente presenti che presentano maggiore tossicità, persistenza e mobilità ambientale.

**Tabella 1: Valori di concentrazione limite accettabili nel suolo e nel sottosuolo riferiti alla specifica destinazione d'uso dei siti da bonificare**

		A	B
		Siti ad uso Verde pubblico, privato e residenziale (mg kg-1 espressi come ss)	Siti ad uso Commerciale e Industriale (mg kg-1 espressi come ss)
	<b>Composti inorganici</b>		
1	Antimonio	10	30
2	Arsenico	20	50
3	Berillio	2	10
4	Cadmio	2	15
5	Cobalto	20	250
6	Cromo totale	150	800
7	Cromo VI	2	15
8	Mercurio	1	5
9	Nichel	120	500
10	Piombo	100	1000
11	Rame	120	600
12	Selenio	3	15
13	Stagno	1	350
14	Tallio	1	10
15	Vanadio	90	250
16	Zinco	150	1500
17	Cianuri (liberi)	1	100
18	Fluoruri	100	2000
	<b>Aromatici.</b>		
19	Benzene	0.1	2
20	Etilbenzene	0.5	50
21	Stirene	0.5	50
22	Toluene	0.5	50
23	Xilene	0.5	50
24	Sommatoria organici aromatici (da 20 a 23)	1	100
	<b>Aromatici policiclici <sup>1</sup></b>		
25	Benzo(a)antracene	0.5	10
26	Benzo(a)pirene	0.1	10
27	Benzo(b)fluorantene	0.5	10
28	Benzo(k,)fluorantene	0.5	10
29	Benzo(g, h, i,)perilene	0.1	10
30	Crisene	5	50
31	Dibenzo(a)pirene	0.1	10
32	Dibenzo(ali)antracene	0.1	10
33	Indenopirene	0.1	5
34	Pirene	5	50
35	Sommatoria policiclici aromatici (da 25 a 34)	10	100

	<b>Alifatici clorurati cancerogeni <sup>1</sup></b>		
36	Clorometano	0.1	5
37	Diclorometano	0.1	5
38	Triclorometano	0.1	5
39	Cloruro di Vinile	0.01	0.1
40	1,2-Dicloroetano	0.2	5
41	1,1-Dicloroetilene	0.1	1
42	1,2-Dicloropropano	0.3	5
43	1,1,2-Tricloroetano	0.5	15
44	Tricloroetilene	1	10
45	1,2,3-Tricloropropano	0.1	1
46	1,1,2,2 Tetracloroetano	0.5	10
47	Tetracloroetilene (PCE)	0.5	20
	<b>Alifatici clorurati non cancerogeni <sup>1</sup></b>		
48	1,1-Dicloroetano	0.5	30
49	1,2-Dicloroetilene	0.3	15
	MA-Tricloroetano	0,5	50
	<b>Alifatici alogenati Cancerogeni <sup>1</sup></b>		
51	Tribromometano (bromofornio)	0.5	10
52	1,2-Dibromoetano	0.01	0.1
53	Dibromoclorometano	0.5	10
54	Bromodiclorometano	0.5	10
	<b>Nitrobenzeni</b>		
55	Nitrobenzene	0.5	30
56	1,2-Dinitrobenzene	0.1	25
57	1,3-Dinitrobenzene	0.1	25
58	Cloronitrobenzeni	0.1	10
	<b>Clorobenzeni <sup>1</sup></b>		
59	Monoclorobenzene	0.5	50
60	Diclorobenzeni non cancerogeni (1,2- diclorobenzene)		50
61	Diclorobenzeni cancerogeni (1,4- diclorobenzene)	0.1	10
62	1,2,4 -triclorobenzene		50
63	1,2,4,5-tetraclorobenzene		25
64	Pentaclorobenzene	0.1	so
	<b>Esaciorobenzene</b>	0.05	5
66	<b>Fenoli non clorurati <sup>1</sup></b>		
67	Metilfenolo (o-, m-, p-)	0.1	25
68	Fenolo	1	60
	<b>Fenoli clorurati <sup>1</sup></b>		
69	2-clorofenolo	0.5	25
70	2,4-diclorofenolo	0.5	50
71	2,4,6 - triclorofenolo	0.01	5
72	Pentaclorofenolo	0.01	5

<sup>1</sup> in Tabella sono selezionate, per ogni categoria chimica, alcune sostanze frequentemente rilevate nei siti contaminati. Per le sostanze non esplicitamente indicate in Tabella i valori di concentrazione limite accettabili sono ricavati adottando quelli indicati per la sostanza tossicologicamente più affine.

	<b>Ammine Aromatiche <sup>1</sup></b>		
73	Anilina	0.05	5
74	o-Anisidina	0.1	10
75	m,p-Anisidina	0.1	10
76	Difenilamina	0.1	10
77	p-Toluidina	0,1	5
78	Sommatoria Ammine Aromatiche (da 73 a 77)	0.5	25
	<b>Fitofarmaci</b>		
79	Alaclor	0.01	1
80	Aldrin	0.01	0.1
81	Atrazina	0.01	1
82	a-esacloroetano	0.01	0.1
83	b-esacloroetano	0.01	0.5
84	γ-esacloroetano (Lindano)	0.01	0.5
85	Clordano	0.01	0.1
86	DDT, DDT, DDE	0.01	0.1
87	Dieldrin	0.01	0.1
88	Endrin	0.01	2
	<b>Diossine e furani</b>		
89	Sommatoria PCDD, PCDF (conversione T.E.)	$1 \times 10^{-5}$	$1 \times 10^{-4}$
90	PCB	0.001	5
	<b>Idrocarburi</b>		
91	Idrocarburi Leggeri C<12	10	250
92	Idrocarburi pesanti C> 12	50	750
	<b>Altre sostanze</b>		
93	Amianto (fibre libere)	1000*	1000*
94	Esteri dell'acido ftalico (ognuno)	10	60

\* Corrisponde al limite di rilevabilità della tecnica analitica (diffrazione a raggi X oppure I.R. Trasformata di Fourier)



## 2. CRITERI PER LA VALUTAZIONE DELLA QUALITÀ DELLE ACQUE SUPERFICIALI

Fatto salvo quanto disposto dalla normativa vigente in materia di qualità delle acque superficiali, vengono di seguito indicati alcuni criteri di valutazione della contaminazione che permettano di eliminare gli effetti dell'inquinamento del sito sulle acque superficiali e di prescrivere obiettivi di bonifica che tutelino la qualità delle acque superficiali.

1. Nel caso di un sito ove il fenomeno di inquinamento possa interessare anche un corso e/o un bacino d'acqua superficiale, la concentrazione della sostanza andrà accertata attraverso campionamenti delle acque effettuati a monte e valle del sito contaminato, tenendo presente l'idrografia dell'area, la presenza e il carico inquinante eventualmente generato dalla presenza di altri siti o scarichi idrici.
2. Nel caso in cui si riscontri in un corpo idrico superficiale la presenza di uno specifico contaminante unicamente a valle del sito contaminato, il valore di concentrazione limite accettabile da raggiungere a seguito degli interventi di bonifica è pari alla concentrazione prevista per tale sostanza dalla normativa vigente in materia di qualità delle acque superficiali al fine di garantirne tutti gli usi legittimi (potabilità, vita dei pesci, molluschicoltura, balneazione, pesca).
3. In ogni caso, qualora la contaminazione riguardi sostanze dotate di elevata persistenza e capacità di bioaccumulo dovranno essere effettuate stime del carico totale immesso nel corpo recettore al fine di valutare il rischio igienico-sanitario connesso alla situazione di contaminazione, anche in relazione al passaggio degli inquinanti nella catena alimentare, nonché il rischio ambientale.
4. Per analizzare gli effetti cumulativi dell'inquinamento delle acque superficiali è necessario prevedere campagne di monitoraggio che permettano di rilevare gli effetti permanenti dell'inquinamento, quali le analisi dell'EBI (Extended Biotic Index). e prevedere anche il campionamento e l'analisi dei sedimenti in contatto con le acque superficiali interessate dalla contaminazione, nei quali potrebbe essersi verificato l'accumulo delle sostanze contaminanti.

## 3. VALORI DI CONCENTRAZIONE LIMITE ACCETTABILI NELLE ACQUE SOTTERRANEE

La tabella sottosposta riporta i valori di concentrazione limite accettabili nelle acque sotterranee. Qualora la normativa di tutela delle acque dagli inquinamenti preveda valori diversi da quelli riportati nella tabella e ne posponga nel tempo il raggiungimento secondo cadenze temporali definite, i valori della tabella devono considerarsi sostituiti da detti diversi valori e, in sede di elaborazione ed approvazione dei progetti, gli interventi di bonifica devono essere stabiliti nel riferimento a tali ultimi valori e cadenze temporali.

**ACQUE SOTTERRANEE.**

N° ord.	SOSTANZE	Valore limite (m/l).
---------	----------	----------------------

**METALLI**

1	Alluminio	200
2	Antimonio	5
3	Argento	10
4	Arsenico	10
5	Berillio	4
6	Cadmio	5
7	Cobalto	50
8	Cromo totale	so
9	Cromo (VI)	5
10	Ferro	200
11	Mercurio	1
12	Nichel	20
13	Piombo	10
14	Rame	1000
15	Selenio	10
16	Manganese	50
17	Tallio	2
18	Zinco	3000

**INQUINANTI INORGANICI**

19	Boro	1000
20	Cianuri liberi	50
21	Fluoruri	1500
22	Nitriti	500
23	Solfati (mg/L)	250

**COMPOSTI ORGANICI AROMATICI**

24	Benzene	1
25	Etilbenzene	50
26	Stirene	25
27	Toluene	15
28	Para-Xilene	10

**POLICLICI AROMATICI**

29	Benzo(a)antracene	0.1
----	-------------------	-----

30	Benzo(a)pirene	0.01
31	Benzo(b)fluorantene	0.1
32	Benzo (k)fluorantene	0.05
33	Benzo (g, h, i) perilene	0.01
34	Crisene	5
35	Dibenzo (a, h) antracene	0.01
36	Indeno (1,2,3 - c, d) pirene	0.1
37.	Pirene	50
38	Sommatoria (31, 32, 33, 36)	0.1
<b>ALIFATICI CLORURATI CANCEROGENI</b>		
39	Clorometano	1.5
40	Triclorometano	0.15
41	Cloruro di Vinile	0.5
42	1,2-Dicloroetano	3
43	1,1 Dicloroetilene	0.05
44	1,2-Dicloropropano	0.15
45	1, 1,2 - Tricloroetano	0.2
46	Tricloroetilene	1.5
47	1,2,3 - Tricloropropano	0.001
48	1,1,2,2, - Tetracloroetano	0.05
49	Tetracloroetilene	1.1
50	Esaciorobutadiene	0.15
51	Sommatoria organoalogenati	10
<b>ALIFATICI CLORURATI NON CANCEROGENI</b>		
52	1,1 - Dicloroetano	810
53	1,2 - Dicloroetilene	60
<b>ALIFATICI ALOGENATI CANCEROGENI</b>		
54	Tribromometano	0.3
55	1,2-Dibromoetano	0.001
56	Dibromoclorometano	0.13
57	Broinodidiclorometano	0.17
<b>NITROBENZENI</b>		
58	Nitrobenzene	3.5
59	1,2 - Dinitrobenzene	15
60	1,3 Dinitrobenzene	3.7
61	Cloronitrobenzeni (ognuno)	0.5
<b>CLOROBENZENI</b>		
62	Monoclorobenzene	40
63	1,2 Diclorobenzene	270

64	1,4 Diclorobenzene	0.5
65	1,2,4 Triclorobenzene	190
66	1,2,4,5 Tetraclorobenzene	1.8
67	Pentaclorobenzene	5
68	Esaclorobenzene	0.01
<b>FENOLI E CLOROFENOLI</b>		
69	2-clorofenolo	180
70	2,4 Diclorofenolo	110
71	2,4,6 Triclorofenolo	5
72	Pentaclorofenolo	0.5
<b>AMMINE AROMATICHE</b>		
73	Anilina	10
74	Difenilamina	910
75	p-toluidina	0.35
<b>FITOFARMACI</b>		
76	Alaclor	0.1
77	Aldrin	0.03
78	Atrazina	0.3
79	alfa - esacloroetano	0.1
80	beta - esacloroetano	0.1
81	Gamma -esacloroetano(lindano)	0.1
82	Clordano	0.1
83	DDD, DDT, DDE	0.1
84	Dieldrin	0.03
85	Endrin	0.1
86	Sommatoria fitofarmaci	0.5
<b>DIOSSINE E FURANI</b>		
87	Sommatoria PCDD, PCDF (conversione TEF)	$4 \times 10^{-6}$
<b>ALTRE SOSTANZE</b>		
88	PCB	0.01
89	Acrilammide	0.1
90	n-esano	350
91	Acido para-ftalico	37000
92	Amianto (fibre A > 10 mm)*	da definire

\*Non sono disponibili dati di letteratura tranne il valore di 7 milioni fibre/I comunicato da ISS ma giudicato da ANPA e dallo stesso ISS troppo elevato. Per la definizione del limite si propone un confronto con ARPA e Regioni.

## **Allegato 2**

### **Procedure di riferimento per il prelievo e l'analisi dei campioni**

#### **Criteri Generali**

I criteri descritti nel presente allegato si applicano ad ogni fase di indagine, campionamento e analisi da svolgere per la caratterizzazione dei siti inquinati, tra cui:

1. Campionamenti, indagini e analisi da svolgere, a carico dei privati o dell'autorità pubblica, per accertare il superamento dei valori di concentrazione limite accettabili stabiliti nell'Allegato 1, inserire il sito nell'Anagrafe dei siti da bonificare e procedere alla presentazione del progetto di bonifica. Qualora l'autorità competente ritenga che il campionamento e le analisi svolte non siano corrispondenti ai criteri di seguito indicati, potrà richiedere approfondimenti e modifiche di indagine e potranno essere svolte analisi a carico dell'autorità pubblica
2. Piano di investigazione iniziale così come indicato nell'Allegato 4
3. l'eventuale investigazione di dettaglio così come indicato nell'Allegato 4
4. ogni altro campionamento, indagine e analisi finalizzati alla definizione del livello di inquinamento e della redazione del progetto di bonifica.

Il campionamento, le indagini e le analisi da condurre su un sito potenzialmente inquinato e sull'ambiente circostante da questo influenzato devono garantire di:

- individuare tra tutte le possibili fonti presenti nel sito quelle che hanno effettivamente determinato la situazione di inquinamento. Le fonti potenziali di inquinamento sono definite sulla base della caratterizzazione del sito condotta secondo le indicazioni dell'Allegato 4 e comprendono: luoghi di accumulo e stoccaggio di rifiuti e materiali pericolosi, vasche e serbatoi fuori terra o interrati, pozzi disperdenti, cumuli di rifiuti in contenitori o dispersi, tubature, fognature. Particolare attenzione deve essere rivolta ad individuare, sulla base della descrizione dettagliata del sito fornita con il Piano della caratterizzazione e il Modello Concettuale, quali attività svolte sul sito possono aver determinato incidenti, sversamenti, accumuli, perdite di sostanze inquinanti, come ad esempio le attività di carico e scarico o di immagazzinamento. Il campionamento deve inoltre essere mirato a controllare il funzionamento presente e pregresso di impianti, apparecchiature, accessori o altre strutture contenenti prodotti pericolosi, tra questi rientrano le linee di produzione, trasporto materiali all'interno del sito, le linee fognarie, ecc.
- verificare l'esistenza di inquinamento di suolo, sottosuolo, materiali di riporto, acque superficiali e sotterranee, atmosfera; definire il grado, l'estensione volumetrica dell'inquinamento e la presenza di eventuali focolai di contaminazione; delimitare il volume delle aree di interrimento di rifiuti.
- individuare le possibili vie di dispersione e migrazione degli inquinanti dalle fonti e rilevare la concentrazione delle sostanze inquinanti nelle diverse matrici ambientali (suolo e sottosuolo, acque superficiali e sotterranee, atmosfera del suolo, atmosfera, polveri) influenzate dal sito
- definire, in particolare, la ricostruzione delle caratteristiche geologiche ed idrogeologiche dell'area ed ottenere i parametri necessari a condurre nel dettaglio l'analisi di rischio, tra cui ad esempio, permeabilità degli acquiferi, caratteristiche pedologiche dei suoli, grado di saturazione in acqua, capacità di assorbimento dei suoli.
- definire le vie di esposizione di bersagli umani ed ambientali alle sostanze inquinanti ed individuare i bersagli da sottoporre eventualmente ad indagine diretta.

- valutare la possibilità di trasporto eolico di contaminanti.
- valutare la possibilità di passaggio degli inquinanti nella catena alimentare.

A tal fine devono essere definiti:

- ubicazione e tipologia delle indagini da svolgere, sia di tipo diretto, quali perforazioni che indiretto, come i rilievi geofisici, e caratteristiche tecniche degli strumenti utilizzati
- piano di campionamento di suolo, sottosuolo, materiali di riporto, rifiuti, acque sotterranee e superficiali, atmosfera e piano di analisi chimico-fisiche o di altro tipo
- profondità da raggiungere con le perforazioni, assicurando la protezione degli acquiferi profondi ed evitando il rischio di contaminazione indotta dal campionamento
- il piano di analisi e le metodiche analitiche
- le metodologie di interpretazione e restituzione dei risultati

### **Selezione dell'ubicazione dei punti di campionamento**

L'ubicazione dei punti di campionamento deve essere stabilita in modo da corrispondere agli obiettivi indicati nei criteri generali.

Per ogni matrice ambientale investigata (suolo, sottosuolo, materiali di riporto, acque sotterranee, acque superficiali, atmosfera del suolo) e per gli ammassi di rifiuti stoccati, si possono presentare due principali strategie per selezionare la pubblicazione dei punti di sondaggio e prelievo:

1. la scelta è basata sulla caratterizzazione del sito e sul modello concettuale fornito e può essere mirata a verificare le ipotesi formulate sulla presenza di contaminanti o sulle caratteristiche ambientali del sito
2. la scelta della localizzazione dei punti è effettuata sulla base di un criterio di tipo casuale o statistico, ad esempio campionamento sulla base di una griglia predefinita o casuale; questa scelta è da preferirsi ogni volta che le dimensioni dell'area o la scarsità di informazioni storiche e impiantistiche sul sito non permettano di ottenere una caratterizzazione soddisfacente e di prevedere la localizzazione delle più probabili fonti di contaminazione.

#### *Suolo, sottosuolo e materiali di riporto eventualmente presenti in loco*

Data la particolare eterogeneità delle matrici ambientali suolo, sottosuolo e acque sotterranee, il campionamento e le analisi dovranno essere effettuate in modo da fornire un campione rappresentativo della reale concentrazione di una determinata sostanza nello spazio, cioè nell'area e nel volume campionati, e l'evoluzione della concentrazione nel tempo.

Nel caso in cui si proceda con una disposizione a griglia, il lato di ogni maglia potrà variare da 25 a 100 m a seconda del tipo e delle dimensioni del sito oggetto di indagine. I punti di indagine possono essere localizzati in corrispondenza dei nodi della griglia (ubicazione sistematica) oppure all'interno di ogni maglia in posizione opportuna (ubicazione sistematica casuale), oppure posizionati casualmente all'interno delle maglie della griglia a seconda dei dati conoscitivi ottenuti dalla fase di indagine preliminare o della situazione logistica (presenza di infrastrutture, ecc.).

Sulla base delle dimensioni del sito da investigare si possono fornire le seguenti indicazioni:

< 10.000 m<sup>2</sup> : almeno 5 punti

10.000 - 50.000 m<sup>2</sup>: da 5 a 15 punti  
50.000 - 250.000 m<sup>2</sup>: da 15 a 60 punti  
250.000 - 500.000 m<sup>2</sup>: da 60 a 120 punti  
> 500.000 m<sup>2</sup>: almeno 2 punti ogni 10.000 m<sup>2</sup>

La profondità del prelievo di suolo, sottosuolo materiali di riporto varia con la necessità di caratterizzare l'area dal punto di vista geologico e idrogeologico, di definire la profondità dell'inquinamento, la variabilità orizzontale e verticale della contaminazione, la presenza di contatto diretto tra gli acquiferi e le fonti di inquinamento e deve essere definita in fase di stesura del piano di investigazione iniziale o di dettaglio. La frequenza dei prelievi in senso verticale potrà essere modificata e integrata sulla base delle osservazioni effettuate in sede di campionamento e dell'omogeneità idrogeologica degli strati attraversati.

La scelta del tipo di perforazione deve essere guidata dalle necessità conoscitive poste dal singolo caso tenendo conto del tipo di terreno da perforare nonché dalla necessità di conoscere con esattezza la litologia e la sua successione nel sottosuolo, di effettuare il prelievo di campioni indisturbati o rimaneggiati di terreno, considerando anche l'eventuale presenza di inquinanti volatili e la necessità di installare piezometri.

Nell'esecuzione dei campionamenti di terreno e di materiali interrati occorre adottare cautele al fine di non provocare la diffusione, di inquinanti, a seguito di eventi accidentali quali la rottura di fusti interrati o di diaframmi impermeabili. Occorre inoltre porre molta attenzione, in fase di sondaggio, nell'evitare di attraversare strati impermeabili sottostanti o livelli di terreno inquinato e diffondere la contaminazione. La profondità di campionamento potrà quindi essere limitata o ridotta nei casi in cui la realizzazione di un carotaggio o la messa in opera di un piezometro possano costituire rischio di contaminazione per altri strati geologici e o acquiferi creando una via preferenziale di diffusione degli inquinanti.

Il carotaggio deve essere effettuato con metodi di perforazione a secco senza fluido di perforazione, usando un carotiere di diametro idoneo, a prelevare campioni indisturbati ed evitando fenomeni di surriscaldamento. In particolare si propone il metodo di perforazione a percussione con campionatore a pareti spesse", che permette in carotaggio integrale e rappresentativo del terreno con recupero >85%.

Le perforazioni dovranno essere eseguite evitando l'immissione nel sottosuolo di composti estranei, adottando i seguenti accorgimenti: rimozione dei lubrificanti dalle zone filettate; uso di rivestimenti, corone e scarpe non verniciate; eliminazione di gocciolamenti di oli dalle parti idrauliche; pulizia dei contenitori per l'acqua; pulizia di tutti le parti delle attrezzature tra un campione e l'altro.

Nel caso di presenza di materiali di riporto (quali scorie di fonderia, ceneri, materiali di demolizione, materiali terrosi), Pubblicazione dei campionamenti dovrà permettere di caratterizzare ogni porzione di territorio occupata da tali materiali, il loro stato di contaminazione e le caratteristiche chimico-fisiche di tali materiali che possono influire sui successivi trattamenti di bonifica.

### *Rifiuti*

Nel caso, si debba caratterizzare la presenza di rifiuti e il volume di materiali presenti in ammassi o discariche di cui non si conoscano le dimensioni può essere necessario adottare metodi di indagini non invasivi che permettano la ricostruzione dei profili.

Per il campionamento dei rifiuti può risultare utile provvedere al campionamento mediante escavazione in modo da permettere di prelevare un ammontare significativo e di osservare la variazione quali-quantitativa degli accumuli, di rifiuti con la profondità e il periodo di deposizione.

#### *Acque sotterranee*

Particolare attenzione deve essere posta a definire i punti di prelievo sulla base della caratterizzazione idrogeologica dell'area e del modello concettuale del sito e delle caratteristiche dell'acquifero che si intende campionare (ad esempio superficie piezometrica, permeabilità, direzione prevalente del flusso) in modo da poter caratterizzare unicamente l'influenza del sito sulle caratteristiche complessive degli acquiferi in esame e la mobilità degli inquinanti nelle acque sotterranee per la profondità rilevante.

Almeno 1 dei piezometri per ciascun acquifero considerato deve essere installato immediatamente a monte del sito (in senso idrogeologico) in modo da costituire il valore di riferimento delle acque sotterranee in "ingresso" all'area oggetto di indagine ed almeno 1 per ciascun acquifero considerato deve essere localizzato immediatamente a valle del sito, in modo da verificare le caratteristiche delle acque di falda in "uscita" dal sito.

I piezometri dovranno essere realizzati a carotaggio continuo ed essere costituiti da materiali compatibili con gli inquinanti presenti nel sito, devono avere filtri di apertura adeguata in corrispondenza degli acquiferi da campionare e della relativa granulometria; si forniscono le seguenti linee guida per l'installazione dei piezometri:

area minore o uguale a 50.000 m<sup>2</sup> = almeno 4

area compresa tra 50.000 e 100.000 m<sup>2</sup> = almeno 6

area compresa tra 100.000 e 250.000 m<sup>2</sup> = almeno 8

area maggiore di 250.000 m<sup>2</sup> = almeno 1 ogni 25.000 m<sup>2</sup>

La profondità dei piezometri dovrà comunque interessare almeno la base del primo acquifero individuato e comunque profondità non inferiori a due terzi dello spessore dell'acquifero stesso. Eventuali falde sospese dovranno essere considerate individualmente, al fine di una completa ricostruzione idrogeologica dell'area.

Il numero e l'ubicazione dei piezometri potranno essere integrati sulla base dei risultati delle analisi chimico-fisiche e della definizione dei focolai di contaminazione, in modo da controllare nel tempo l'effetto dei singoli focolai, su tutti gli acquiferi potenzialmente interessati dai fenomeni di contaminazione.

#### *Atmosfera del suolo*

Il prelievo dei gas interstiziali, finalizzato alla valutazione del contenuto in suolo, sottosuolo o acque sotterranee di sostanze volatili, è definito sulla base della possibile localizzazione di tali sostanze. Questo tipo di analisi può essere di ausilio nella definizione preliminare di aree ad elevata concentrazione di sostanze volatili, da sottoporre successivamente ad indagini dirette di suolo, sottosuolo e acque sotterranee.

#### *Acque superficiali*



Oltre ai criteri già indicati per definire la rappresentatività del campione, per i corsi d'acqua superficiali è necessario caratterizzare la situazione chimica e ambientale a monte del sito, nel tratto mediano ed a valle, lungo il senso di scorrimento del corpo idrico, in modo da definire gli effetti derivanti dalla presenza di inquinamento nel sito. Nel caso di laghi, lagune o mare, si deve operare il campionamento secondo la disposizione "a transetto" con tre transetti (a monte, a valle e mediano), con spaziatura longitudinale e trasversale dipendente dalle dimensioni del corpo idrico e con almeno tre prelievi verticali per ogni punto.

### **Campioni del fondo naturale**

I campioni prelevati da aree adiacenti il sito nelle quali si ha la certezza di assenza di contaminazione derivante dal sito e da altre attività antropiche sono definiti campioni del fondo naturale, sono utilizzati per determinare i valori di concentrazione delle sostanze inquinanti per ognuna delle componenti ambientali rilevanti per il sito in esame; nel caso di campionamento di suoli, la profondità ed il tipo di terreno da campionare dovrebbe corrispondere a quelli dei campioni raccolti nel sito.

Il numero dei campioni varia: in funzione delle caratteristiche generali e idrogeologiche dell'area, non dovrà comunque essere inferiore a tre campioni prelevati nell'intorno del sito.

### **Campioni di controllo**

Due controcampioni ufficiali devono essere prelevati dal responsabile degli interventi di bonifica: un campione per permettere all'autorità competente di approfondire le indagini o eseguire verifiche sui valori di concentrazione risultanti dalle analisi; un campione dovrà essere conservato, conformemente ai criteri di qualità di seguito indicati per eventuali contestazioni e controanalisi.

### **Modalità di prelievo, conservazione e trasporto dei campioni**

La qualità dei risultati delle analisi può essere fortemente compromessa da una esecuzione non corretta delle fasi di campionamento, immagazzinamento, trasporto e conservazione dei campioni, occorre quindi che ognuna di queste fasi sia sottoposta ad un controllo di qualità mirato a garantire:

- l'assenza di contaminazione derivante dall'ambiente circostante o dagli strumenti impiegati per il campionamento e prelievo
- l'assenza di perdite di sostanze inquinanti sulle pareti dei campionatori o dei contenitori
- la protezione del campione da contaminazione derivante da cessione dei contenitori
- un'adeguata temperatura al momento del prelievo per evitare la dispersione delle sostanze volatili
- un'adeguata temperatura di conservazione dei campioni
- l'assenza di alterazioni biologiche nel corso dell'immagazzinamento e conservazione
- l'assenza in qualunque fase di modificazioni chimico-fisiche delle sostanze
- la pulizia degli strumenti e attrezzi usati per il campionamento, il prelievo, il trasporto e la conservazione

I prelievi di suolo, sottosuolo e materiali di riporto devono essere effettuati a secco, senza ricorrere all'ausilio di fluidi o fanghi; durante la perforazione, in particolare quando debbano essere ricercati contaminanti volatili o termodegradabili, il terreno non deve subire surriscaldamento; la velocità di rotazione deve essere moderata in modo da ridurre

l'attrito tra suolo e attrezzo campionatore, ovvero ricorrere a sistemi di percussione se si opera in ambienti in cui non vi sia rischio di generare esplosività.

La pulizia delle attrezzature deve essere eseguita con mezzi o solventi compatibili con i materiali e le sostanze di interesse, in modo da evitare fenomeni di contaminazione incrociata o perdita di rappresentatività dei campione.

La formazione dei campioni da sottoporre alle analisi deve avvenire al momento del prelievo del materiale, in modo da impedire la perdita di sostanze volatili: a questo proposito, la pratica di riporre il materiale estratto in cassette regolatrici e procedere successivamente alla formazione del campione può essere adottata solo in assenza di sostanze volatili. Nel caso siano presenti sostanze volatili la rappresentatività del campione dovrà essere garantita privilegiando le condizioni che garantiscono la conservazione della concentrazione originale.

Per l'analisi di sostanze che possono essere presenti in fase di galleggiamento alla superficie della falda, si dovrà prevedere un campionamento dell'acqua con strumenti posizionati in modo da permettere il prelievo del liquido galleggiante in superficie ed evitare diluizioni con acque provenienti da maggiore profondità.

In particolare, per le acque sotterranee le analisi dovranno essere eseguite su di un campione prelevato in modo da ridurre gli effetti indotti dalla velocità di prelievo sulle caratteristiche chimico-fisiche delle acque, quali ad esempio la presenza di una fase colloidale o la modifica delle condizioni di ossidoriduzione che possono portare alla precipitazione di elementi solubilizzati nelle condizioni naturali degli acquiferi. Prima del prelievo di acqua sotterranea, i piezometri andranno adeguatamente spurgati fino ad ottenimento di acqua chiara e comunque per un tempo non inferiore al ricambio di tre-cinque volumi d'acqua all'interno del pozzetto/piezometro.

Le analisi delle acque sotterranee devono essere eseguite sul campione tal quale, per ottenere la determinazione della concentrazione totale delle sostanze inquinanti.

Dal materiale estratto da ogni posizione di sondaggio devono essere prelevati campioni diversi a profondità prestabilite. Per suolo, sottosuolo e materiali di riporto il campionamento deve permettere di ricostruire l'andamento della concentrazione degli inquinanti lungo il profilo in esame. In ogni caso, i campionamenti dovrebbero riguardare tutti i singoli strati omogenei, non trascurando quelli evidentemente anomali.

Un apposito campione dovrà essere prelevato nel caso in cui si debba provvedere alla classificazione granulometrica del terreno, raccogliendo, parte del campione, ottenuto con il metodo delle quartature come indicato da IRSA-CNR, quaderno 64 del gennaio '85.

L'eventuale selezione e scarto di materiali non omogenei alla matrice da analizzare potrà avvenire solo in laboratorio, dopo aver accertato che il materiale da vagliare non contribuisca alla contaminazione, in caso contrario anche questo, materiale andrà adeguatamente analizzato e caratterizzato, come indicato in Allegato 1.

Quando sono oggetto di indagine rifiuti interrati, in particolare quando sia prevista la loro rimozione e smaltimento come rifiuto, può essere appropriato procedere al prelievo e all'analisi di un campione medio del materiale estratto da ogni posizione di sondaggio.

La scelta del contenitore in cui riporre il campione va effettuata in funzione delle caratteristiche dell'inquinante, in modo da garantire la minore interazione tra le sostanze inquinanti e le pareti del contenitore. Nei casi di inquinanti organici sono da utilizzarsi contenitori in vetro o in teflon, a chiusura ermetica; per i campioni destinati alla ricerca di metalli possono essere impiegati anche contenitori in polietilene. I contenitori devono essere completamente riempiti di campione, sigillati, etichettati ed inoltrati subito al laboratorio di analisi, insieme con le note di prelevamento. Nel caso siano da determinare inquinanti facilmente degradabili e volatili e la consegna dei campioni ai laboratori di analisi non possa avvenire in tempi brevi, si dovrà procedere alla conservazione dei campioni stessi in ambiente refrigerato. In subordine, sarà da considerare l'aggiunta di sostanze conservanti, che non interferiscano con le analisi.

### **Analisi di laboratorio**

L'autorità pubblica in sede di approvazione del piano di investigazione iniziale o dell'eventuale investigazione di dettaglio potrà richiedere l'effettuazione di test di eluizione, con particolare riferimento ai contaminanti inorganici e microinquinanti metallici, anche al fine di valutare la biodisponibilità di queste sostanze. Le condizioni da riprodurre nel test di eluizione dovranno essere le più simili a quelle riscontrate nel suolo e sottosuolo in termini di pH, potenziale di ossidoriduzione, conducibilità, ecc. il tempo di contatto solido/liquido non dovrà essere inferiore alle 24 ore.

Nell'esecuzione delle analisi devono essere rispettate le seguenti prescrizioni:

- eseguire le analisi di laboratorio nel più breve tempo possibile dal momento del prelievo
- redigere e presentare all'autorità competente una relazione indicando, per ogni parametro analizzato, i metodi usati ed i relativi limiti di rilevabilità
- adottare metodi di analisi ufficiali riconosciuti a livello nazionale e/o internazionale
- effettuare analisi di campioni a concentrazione nota, campioni di riferimento standard, individuando le percentuali di recupero del metodo analitico adottato

Le analisi devono essere svolte in laboratori pubblici o privati che garantiscano di corrispondere ai necessari requisiti di qualità.

### **Criteri per il controllo della qualità delle operazioni di campionamento e analisi**

Ai fini di garantire il controllo e la qualità delle operazioni di campionamento dovrà essere predisposta appropriata documentazione delle attività che consenta la rintracciabilità dei campioni prelevati dal sito e inviati presso il laboratorio di analisi; tale documentazione deve includere anche le azioni di controllo delle attività svolte in campo ed in laboratorio.

Di seguito si riporta una sintesi della documentazione da redigere :

- registro per la raccolta organizzata delle informazioni di campo: localizzazione del sito, tempistica delle operazioni svolte, scopo delle attività e quant'altro serve a descrivere univocamente le operazioni svolte
- identificazione univoca dei campioni, data, ora e luogo di prelievo, denominazione dei campioni, profondità e temperatura di campionamento, analisi richiesta, e dati relativi ai contenitori, materiale, capacità, sistema di chiusura, grado di pulizia
- numero dei punti di misura, numero di sottocampioni, numero di repliche delle analisi
- quantità dei campioni raccolti, in relazione al numero ed alla tipologia dei parametri da determinare (e quindi delle metodologie analitiche da adottare)

- precisione delle determinazioni analitiche
- misure di sicurezza per gli operatori (rischio di contatto con gli inquinanti, rischio di ingestione accidentale, rischio da inalazione, rischi dovuti alle attrezzature utilizzate, rischio dovuto a radiazioni, ecc.) ed equipaggiamento di sicurezza necessario
- pulizia e decontaminazione dell'attrezzatura di campionamento (modalità e sostanze utilizzate)
- modalità di contenimento, trasporto e conservazione dei campioni
- etichettatura dei campioni, tramite apposizione di cartellini con diciture annotate con penna ad inchiostro indelebile, da riportare sul verbale di campionamento che potrà essere redatto in analogia con quanto previsto dalla normativa in materia di rifiuti
- protocollo di campionamento ed analisi, descrizione delle procedure di campionamento e di analisi
- modalità di elaborazione, presentazione ed archiviazione dei dati.

### **Elaborazione ed interpretazione dei dati**

Tutti i risultati analitici ricavati nel corso delle fasi di indagine costituiscono la base di dati a cui riferirsi per definire il modello concettuale del sito e definire il grado e l'estensione della contaminazione nel sito e nell'area da questo influenzata, mediante confronto con i valori di concentrazione limite accettabili di cui all'Allegato 1.

L'elaborazione dei risultati analitici deve esprimere l'incertezza del valore di concentrazione determinato per ciascun campione: in considerazione della eterogeneità delle matrici suolo, sottosuolo e materiali di riporto la deviazione standard per ogni valore di concentrazione determinato, da confrontare con i valori di concentrazione limite accettabili, è stabilita nel 10%.

Nella relazione che accompagna la presentazione dei risultati delle analisi devono essere riportati metodi e calcoli statistici adottati nell'espressione dei risultati e della deviazione standard.

I risultati delle attività di indagine svolte sul sito e in laboratorio devono essere espressi sotto forma di tabelle di sintesi, di rappresentazioni grafiche e cartografiche, tra cui devono essere realizzate, come minimo:

- carte di ubicazione delle potenziali fonti di inquinamento
- carte dell'ubicazione delle indagini svolte e dei punti di campionamento e misura, con distinzione tipologica
- carte piezometriche, con evidenziazione delle direzioni prevalenti di flusso e dei punti di misura, derivate utilizzando anche punti esterni all'area
- carte di distribuzione degli inquinanti, sia in senso areale che verticale
- carte di ubicazione dei potenziali bersagli dell'inquinamento
- grafici rappresentanti la variazione temporale dell'inquinamento.

Nel caso di siti di interesse nazionale potrà essere richiesta la realizzazione di una banca dati informatizzata collegata ad un Sistema Informativo Territoriale (SIT/GIS) per permettere la precisa archiviazione di tutti i dati relativi al sito e all'ambiente circostante e dei risultati di ogni tipo di investigazione; garantire la veloce interrogazione dei dati e la realizzazione di mappe tematiche; definire l'evoluzione temporale dei fenomeni di inquinamento.

**ALLEGATO 3****CRITERI GENERALI PER GLI INTERVENTI DI MESSA IN SICUREZZA D'EMERGENZA, BONIFICA E RIPRISTINO AMBIENTALE; PER LE MISURE DI SICUREZZA E MESSA IN SICUREZZA PERMANENTE; CRITERI PER GLI INTERVENTI IN CUI SI FACCIAMO RICORSO A BATTERI, CEPPI BATTERICI MUTANTI E STIMOLANTI DI BATTERI NATURALMENTE PRESENTI NEL SUOLO**

La bonifica di un sito inquinato è finalizzata ad eliminare l'inquinamento delle matrici ambientali o a ricondurre le concentrazioni delle sostanze inquinanti in suolo, sottosuolo, acque sotterranee e superficiali, materiali inerti entro i valori di concentrazione limite accettabili indicati nell'Allegato 1 stabiliti per la destinazione d'uso prevista o ai valori di concentrazione residui accettabili definiti in base alle tecnologie scelte per il sito e stabiliti mediante una metodologia di Analisi di Rischio condotta per il sito specifico sulla base dei criteri indicati nell'Allegato 4. Le misure di sicurezza sono attuate per impedire danni, alla salute pubblica o all'ambiente influenzato dalle caratteristiche del sito, derivanti dai livelli di concentrazione residui in suolo, sottosuolo e acque sotterranee stabiliti per gli interventi di bonifica di un sito specifico in base ai risultati dell'analisi di rischio.

Gli interventi di messa in sicurezza d'emergenza, bonifica e ripristino ambientale, le misure di sicurezza e gli interventi di messa in sicurezza permanente devono essere condotti secondo i seguenti criteri generali:

- a) privilegiare le tecniche di bonifica che riducono permanentemente e significativamente la concentrazione nelle diverse matrici ambientali, gli effetti tossici e la mobilità delle sostanze inquinanti
- b) privilegiare le tecniche di bonifica tendenti a trattare e riutilizzare il suolo nel sito, trattamento in situ ed on-site del suolo contaminato, con conseguente, riduzione dei rischi derivanti dal trasporto e messa a discarica di terreno inquinato
- c) privilegiare le tecniche di bonifica che permettono il trattamento e il riutilizzo nel sito anche dei materiali eterogenei o di risulta utilizzati nel sito come materiali di riempimento
- d) prevedere il riutilizzo del suolo e dei materiali eterogenei sottoposti a trattamenti off-site sia nel sito medesimo che in altri siti che presentino le caratteristiche ambientali e sanitarie adeguate
- e) presentare una dettagliata analisi comparativa delle diverse tecnologie di bonifica applicabili al sito in esame, in considerazione delle specifiche caratteristiche dell'area, in termini di efficacia nel raggiungere gli obiettivi finali, concentrazioni residue, tempi di esecuzione, impatto sull'ambiente circostante degli interventi; questa analisi deve essere corredata da un'analisi dei costi delle diverse tecnologie
- f) le alternative presentate dovranno, permettere di comparare l'efficacia delle tecnologie anche in considerazione della riduzione della gestione a lungo termine delle misure di sicurezza, dei relativi controlli e monitoraggi
- g) definire i valori delle concentrazioni residue accettabili per il sito in esame in modo da garantire la protezione della salute pubblica e dell'ambiente circostante, sia per le condizioni presenti che per scenari di possibile modificazione delle principali caratteristiche ambientali e territoriali
- h) per la messa in sicurezza permanente privilegiare gli interventi che permettono il trattamento dei rifiuti, per ridurre sia il volume che gli effetti di tossicità
- i) adeguare le misure di sicurezza alle caratteristiche specifiche del sito e dell'ambiente da questo influenzato

- j) provvedere all'immediata classificazione ed eliminazione dei rifiuti o sostanze pericolose presenti o accumulate sul sito che possono aggravare lo stato di contaminazione
- k) provvedere alla completa registrazione dei dati relativi a rifiuti e fonti di inquinamento rimossi, definendo ai fini della progettazione degli interventi di bonifica il volume, la tipologia e le caratteristiche chimico-fisiche, le sostanze contenute, la precisa localizzazione nel sito, le caratteristiche dello stoccaggio
- l) privilegiare negli interventi di bonifica e ripristino ambientale l'impiego di materiali organici di adeguata qualità provenienti da attività di recupero di rifiuti urbani
- m) sottoporre le tecnologie proposte a test di laboratorio o a verifiche con impianti pilota che permettano di valutarne l'efficacia nelle condizioni geologiche e ambientali specifiche del sito
- n) evitare ogni rischio aggiuntivo a quello esistente di inquinamento dell'aria, delle acque sotterranee e superficiali, del suolo e sottosuolo, nonché ogni inconveniente derivante da rumori e odori
- o) evitare rischi igienico-sanitari per la popolazione durante lo svolgimento degli interventi
- p) salvaguardare le matrici ambientali presenti nel sito e nell'area interessata dagli effetti dell'inquinamento ed evitare ogni aggiuntivo degrado dell'ambiente e del paesaggio
- q) adeguare gli interventi di ripristino ambientale alla destinazione d'uso e alle caratteristiche morfologiche, vegetazionali e paesistiche dell'area

**CRITERI GENERALI PER GLI INTERVENTI IN CUI SI FACCIAMO RICORSO A BATTERI, CEPPI BATTERICI MUTANTI E STIMOLANTI DI BATTERI NATURALMENTE PRESENTI NEL SUOLO**

- a) L'uso di inoculi costituiti da microrganismi geneticamente modificati (MGM) negli interventi di bonifica biologica di suolo, sottosuolo, acque sotterranee o superficiali è consentito limitatamente a sistemi di trattamento completamente chiusi, di seguito indicati come bioreattori. Per bioreattori si intendono \*strutture nelle quali è possibile isolare completamente dall'ambiente esterno le matrici da bonificare, una volta asportate dalla giacitura originaria. In questo caso, le reazioni biologiche avvengono all'interno di contenitori le cui vie di ingresso (per l'alimentazione) e di uscita (per il monitoraggio del processo e lo scarico) devono essere a tenuta, in modo da prevenire il rilascio di agenti biologici nell'ambiente circostante.
- b). Nei casi previsti in a) è consentito l'impiego di soli MGM appartenenti al Gruppo 1 di cui alla Direttiva 90/219/CEE, recepita con il D.Lg.vo 3/3/1993, con emendamenti introdotti dalla Direttiva 94/51 CEE.
- c) il titolare dell'intervento di bonifica che intenda avvalersi di MGM, limitatamente a quanto specificato al capoverso a) deve inoltrare documentata richiesta al Ministero dell'Ambiente (o ad altra autorità competente da designarsi), fornendo le informazioni specificate nell'Allegato VB, della succitata Direttiva. L'impiego di MGM del Gruppo 1 in sistemi chiusi può avvenire solo previo rilascio di autorizzazione da parte dell'autorità competente, la quale è obbligata a pronunciarsi entro, 90 giorni dal l'inoltro della richiesta da parte del titolare dell'intervento di bonifica.
- d) Una volta terminato il ciclo di trattamento in bioreattore, le matrici, -prima di una eventuale ricollocazione nella giacitura originaria, devono essere sottoposte a procedure atte a favorire una diffusa ricolonizzazione da parte di comunità microbiche naturali, in

modo da ricondurre il numero dei MGM inoculati a valori <10 alla terza UFC (unità formanti colonie) per g di suolo o mL di acqua sottoposti a trattamento di bonifica.

e) Non sono soggetti a limitazioni particolari, anche per gli interventi di bonifica condotti in sistemi non confinati, gli interventi di amplificazione (bioaugmentation) delle comunità microbiche degradatrici autoctone alle matrici da sottoporre a trattamento biologico ovvero l'inoculazione delle stesse con microrganismi o consorzi microbici naturali, fatta salva la non patogenicità di questi per l'uomo, gli animali e le piante.

#### **MESSA IN SICUREZZA D'EMERGENZA**

Gli interventi di messa in sicurezza d'emergenza hanno carattere di urgenza. Sono mirati a rimuovere le fonti inquinanti, ad evitare la diffusione dei contaminanti dal sito verso zone non inquinate e matrici ambientali adiacenti, ad impedire il contatto diretto della popolazione con la contaminazione presente, ad intercettare e isolare liquidi inquinanti sversati.

Gli interventi di messa in sicurezza d'emergenza non sono sostitutivi degli interventi di bonifica o degli interventi di messa in sicurezza permanente.

Gli interventi di messa in sicurezza d'emergenza devono essere attuati tempestivamente a seguito di incidenti o all'individuazione di una chiara situazione di pericolo di inquinamento dell'ambiente o di rischio per la salute umana, per rimuovere o isolare le fonti di contaminazione e attuare azioni mitigative per prevenire ed eliminare pericoli immediati verso l'uomo e l'ambiente circostante. Tali interventi, in assenza di dati specifici, vengono definiti in base ad ipotesi cautelative.

Di seguito vengono riportate alcune tipologie di interventi di messa in sicurezza d'emergenza:

- rimozione dei rifiuti ammassati in superficie, svuotamento di vasche, raccolta liquidi sversati, pompaggio liquidi inquinanti galleggianti
- installazione di recinzioni, segnali di pericolo e altre misure di sicurezza e sorveglianza
- installazione di drenaggi di controllo
- costruzione o stabilizzazione di argini
- copertura o impermeabilizzazione temporanea di suoli e fanghi contaminati
- rimozione o svuotamento di bidoni o container, contenenti materiali o sostanze potenzialmente pericolosi

In caso di adozione di interventi di messa in sicurezza d'emergenza sono previste attività di monitoraggio e controllo finalizzate a verificare sia il raggiungimento degli obiettivi previsti che il permanere nel tempo delle condizioni che assicurano la protezione ambientale e della salute pubblica.

**BONIFICA E RIPRISTINO AMBIENTALE; MESSA IN SICUREZZA PERMANENTE**

La definizione e la realizzazione degli interventi di bonifica/messa in sicurezza permanente devono essere precedute da un'accurata attività di caratterizzazione del sito inquinato e dell'area soggetta agli effetti dell'inquinamento presente nel sito, sulla base di quanto richiesto nell'Allegato 4.

La definizione di un programma di bonifica/messa in sicurezza permanente e ripristino ambientale di un sito inquinato può venire schematizzata in questo modo:

- definizione della destinazione d'uso del sito prevista dagli strumenti urbanistici
- caratterizzazione del sito, dell'ambiente e del territorio influenzati
- definizione degli obiettivi dell'intervento di bonifica/messa in sicurezza permanente e ripristino ambientale in relazione alla specifica destinazione d'uso
- analisi delle possibili tecniche di bonifica/messa in sicurezza permanente adottabili nel caso in esame
- selezione della tecnica di bonifica ed eventuale definizione delle concentrazioni residue da raggiungere
- analisi del rischio relativa alle concentrazioni residue proposte
- verifica dell'efficacia della tecnica proposta mediante test di laboratorio o impianti pilota
- selezione delle misure di sicurezza
- studio della compatibilità ambientale degli interventi
- definizione dei criteri di accettazione dei risultati
- controllo e monitoraggio degli interventi di bonifica/messa in sicurezza permanente e delle eventuali misure di sicurezza
- definizione delle eventuali limitazioni all'uso e prescrizioni.

Gli interventi di bonifica/messa in sicurezza permanente devono assicurare per ogni sito in esame il raggiungimento degli obiettivi previsti con il minor impatto ambientale e/a maggiore efficacia, in termini di concentrazioni residue nelle matrici ambientali e protezione dell'ambiente e della salute pubblica.

Il sistema di classificazione generalmente adottato per individuare la tipologia di intervento definisce:

- interventi in-situ: effettuati senza movimentazione o rimozione del suolo inquinato
- interventi on-site: con movimentazione e rimozione di materiali e suolo inquinato, ma con trattamento nell'area del sito stesso
- interventi off-site: con movimentazione e rimozione di materiali e suolo inquinato fuori dal sito stesso, per avviare i materiali e il suolo negli impianti di trattamento autorizzati o in discarica

Il collaudo degli interventi di bonifica/messa in sicurezza permanente dovrà valutare la rispondenza tra il progetto definitivo e la realizzazione in termini di: raggiungimento dei valori di concentrazioni limite accettabili o dei valori di concentrazione residui; efficacia di sistemi, tecnologie, strumenti e mezzi utilizzati per la bonifica/messa in sicurezza permanente, sia durante l'esecuzione che al termine delle attività di bonifica e ripristino ambientale; efficacia degli interventi di messa in sicurezza permanente nel contenere la migrazione dell'inquinamento; efficacia delle misure di sicurezza.



Le azioni di monitoraggio e controllo devono essere effettuate nel corso e al termine di tutte le fasi previste per la bonifica o la messa in sicurezza permanente e il ripristino ambientale del sito inquinato per verificare l'efficacia degli interventi nel raggiungere gli obiettivi prefissati. In particolare:

- al termine delle azioni di messa in sicurezza d'emergenza
- a seguito della realizzazione delle misure di sicurezza, per verificare che: i valori di contaminazione nelle matrici ambientali influenzate dal sito corrispondano ai livelli di concentrazione residui accettati in fase di progettazione; non siano in atto fenomeni di migrazione dell'inquinamento; sia tutelata la salute pubblica
- nel corso delle attività di bonifica/messa in sicurezza permanente per verificare la congruità con i requisiti di progetto
- a seguito del completamento delle attività di bonifica/messa in sicurezza permanente e ripristino ambientale, per verificare, durante un congruo periodo di tempo, la efficacia dell'intervento di bonifica e delle misure di sicurezza.

### **MISURE DI SICUREZZA**

Le misure di sicurezza sono adottate per evitare rischi derivanti dall'inquinamento residuo all'ambiente influenzato dal l'inquinamento e dalle attività del sito e alla salute pubblica, qualora con gli interventi di bonifica non siano stati raggiunti i valori di concentrazione limite accettabili stabiliti nell'Allegato 1 o qualora vengano realizzati interventi di messa in sicurezza permanente.

Le misure di sicurezza sono dirette ad intercettare la migrazione di contaminanti residui nel suolo, nel sottosuolo, nelle acque sotterranee e superficiali, nei rifiuti ammassati e ad evitare la diffusione di polveri contaminate e vapori.

Questi interventi comprendono:

- sbarramenti di pozzi, che assicurino un pompaggio adeguato ad intercettare il flusso di sostanze contaminanti presenti nelle acque sotterranee
- prelievo di acque sotterranee per sottoporle a trattamenti di disinquinamento, che possono comportare o meno la reimmissione in falda
- ricoprimento con materiale isolante di porzioni di suolo, in modo da impedire ulteriore percolamento delle sostanze presenti in suolo e sottosuolo e il contatto diretto con la popolazione
- sistemi di contenimento statico dell'inquinamento, quali barriere -o diaframmi, sotterranei o superficiali, orizzontali o verticali
- inertizzazione/stabilizzazione del suolo in sito

Le misure di sicurezza devono garantire il contenimento dell'inquinamento e la protezione dei ricettori umani e ambientali, così come previsto dal progetto; dovranno essere adottate sulla base di previsioni che contemplino scenari di variazione delle principali caratteristiche ambientali e territoriali. Pertanto, in fase di progettazione, dovranno essere considerati i problemi di stabilità nel tempo e la resistenza statica e funzionale delle opere in considerazione di modifiche delle caratteristiche del territorio. Nella progettazione di queste opere dovranno anche essere effettuate valutazioni relative alla necessità di predisporre un piano di emergenza per mitigare eventuali malfunzionamenti.

Tra le misure di sicurezza rientrano le limitazioni previste all'uso del sito, o porzioni del sito, derivanti dalla necessità di proteggere la salute pubblica dall'inquinamento residuo.

### **PROTEZIONE DEI LAVORATORI**

L'applicazione di un intervento di bonifica/messa in sicurezza permanente e ripristino ambientale di un sito inquinato deve garantire che non si verifichino -emissioni di sostanze o prodotti intermedi pericolosi per la salute degli operatori che operano sul sito, sia durante l'esecuzione delle indagini, dei sopralluoghi, del monitoraggio, del campionamento e degli interventi.

Per ogni sito in cui i lavoratori sono potenzialmente esposti a sostanze pericolose sarà previsto un piano di protezione con lo scopo di indicare i pericoli per la sicurezza e la salute che possono esistere in ogni fase operativa ed identificare le procedure per la protezione dei dipendenti. Il piano di protezione sarà definito in conformità a quanto previsto dal D.Leg.vo 626/94.

## ALLEGATO 4

### CRITERI GENERALI PER LA REDAZIONE DEL PROGETTO DI BONIFICA

Questo Allegato definisce: la metodologia di investigazione e caratterizzazione del sito da adottare per corrispondere ai criteri forniti per la redazione del progetto; i criteri da adottare e gli elaborati da produrre per la redazione del progetto.

I criteri stabiliti in questo Allegato si applicano a tutte le tipologie di progetto indicate nel Regolamento precisamente:

Progetto di bonifica e ripristino ambientale

Progetto di bonifica con misure di sicurezza e ripristino ambientale

Progetto della Messa in Sicurezza Permanente e ripristino ambientale

Di seguito, quando non ulteriormente specificato, il termine Progetto è riferito a tutte e tre le tipologie progettuali.

Il Progetto, contenente le eventuali misure di sicurezza, è articolato secondo i seguenti tre livelli di successivi approfondimenti tecnici:

I. Piano della caratterizzazione

II. Progetto preliminare

III. Progetto definitivo

Ognuno di questi livelli progettuali si conclude con la presentazione all'autorità competente di una Relazione Tecnica Descrittiva, corredata dai relativi Elaborati tecnici.

Data la complessità degli interventi da adottare e l'importanza della valutazione del rischio da condurre nel corso della redazione del progetto, l'istruttoria da attivare per l'impostazione e lo svolgimento dei diversi livelli progettuali richiede la costante concertazione tra i responsabili della progettazione e i tecnici delle autorità competenti. La concertazione è inoltre garanzia di snellimento delle procedure e di riduzione dei tempi per l'approvazione dei livelli progettuali.

#### **I. Piano della caratterizzazione**

Il Piano della caratterizzazione descrive dettagliatamente il sito e tutte le attività che si sono svolte o che ancora si svolgono; individua le correlazioni tra le attività svolte e tipo, localizzazione ed estensione della possibile contaminazione; descrive le caratteristiche delle componenti ambientali sia all'interno del sito che nell'area da questo influenzata; descrive le condizioni necessarie alla protezione ambientale e alla tutela della salute pubblica; presenta un piano delle indagini da attuare per definire tipo, grado ed estensione dell'inquinamento.

Si articola nelle seguenti sezioni:

1. Raccolta e sistematizzazione dei dati esistenti
2. Caratterizzazione del sito e formulazione preliminare del Modello Concettuale
3. Piano di investigazione iniziale

#### **II. Progetto Preliminare:**

Il Progetto preliminare presenta e valuta le investigazioni e analisi svolte per caratterizzare il sito e l'ambiente da questo influenzato; definisce qualitativamente gli obiettivi per la bonifica e ripristino ambientale o per la messa in sicurezza permanente da raggiungere nella specifica situazione ambientale e territoriale con esplicito riferimento ai vincoli normativi e alla destinazione d'uso prevista per il sito dagli strumenti urbanistici; analizza e seleziona le migliori tecnologie di bonifica che possono essere adottate per il sito in esame; indica compiutamente gli interventi e i lavori da realizzare in base alla tecnologia individuata per: i) la bonifica, al fine di raggiungere i valori di concentrazione limite accettabili o le concentrazioni residue specifiche per il sito in funzione della destinazione d'uso prevista dagli strumenti urbanistici, ii) la messa in sicurezza permanente; definisce compiutamente gli

interventi e i lavori da realizzare per eseguire e garantire la manutenzione delle misure di sicurezza e degli strumenti di controllo; contiene, ove previsto, lo studio per la valutazione di impatto ambientale. Le indagini, i prelievi e i sondaggi sono condotti fino ad un livello tale da consentire i calcoli preliminari delle strutture e degli impianti e lo sviluppo del computo metrico estimativo.

Nel caso che l'autorità competente autorizzi la presentazione della progettazione definitiva per Fasi, il Progetto preliminare deve presentare le suddette caratteristiche per ogni singola Fase per cui verrà presentato un Progetto definitivo. In particolare deve individuare compiutamente per ogni Fase gli interventi e i lavori da realizzare in base alla tecnologia selezionata per i) raggiungere i valori di concentrazione limite accettabili o le concentrazioni residue specifiche per il sito relative alla destinazione d'uso prevista dagli strumenti urbanistici, li) garantire l'efficienza della messa in sicurezza permanente. Il Progetto preliminare deve descrivere dettagliatamente le relazioni tra le diverse sezioni progettuali, sia in termini tecnologici che temporali e spaziali.

Si articola nelle seguenti sezioni:

1. Analisi dei livelli di inquinamento
2. Eventuale investigazione di dettaglio
3. Analisi delle possibili tecnologie adottabili e delle concentrazioni residue raggiungibili
4. Analisi del rischio specifica per il sito
5. Descrizione delle tecnologie di bonifica e ripristino ambientale e delle misure di sicurezza da adottare e dei relativi interventi
6. Test per verificare nel sito specifico l'efficacia degli interventi di bonifica proposti
7. Compatibilità di impatto ambientale degli interventi
8. Progettazione per Fasi

### **III. Progetto Definitivo:**

Il progetto definitivo determina in ogni dettaglio i lavori da realizzare ed il relativo costo previsto, deve essere sviluppato ad un livello di definizione tale da consentire che ogni elemento sia identificabile in forma, tipologia, qualità, dimensione e prezzo; è corredato da un piano di manutenzione delle opere di bonifica, di messa in sicurezza permanente, di ripristino ambientale, di un piano di manutenzione delle misure di sicurezza e degli strumenti di controllo. Definisce inoltre gli interventi necessari ad attuare le eventuali prescrizioni e limitazioni all'uso del sito richieste dall'autorità competente.

Si articola nelle seguenti sezioni:

1. Descrizione di dettaglio della tecnologia scelta e degli interventi proposti
2. Interventi da realizzare per l'attuazione delle prescrizioni e delle limitazioni all'uso del sito
3. Piano dei controlli e monitoraggi post-operam

### **I. Piano della caratterizzazione**

#### ***I. 1) Raccolta e sistematizzazione dei dati esistenti***

In questa sezione, al fine di ricostruire un'accurata descrizione del sito in esame e raccogliere la documentazione necessaria ad impostare ulteriori indagini, devono essere svolti accertamenti documentali, ispezioni sul sito e sull'area esterna possibilmente interessata dalla contaminazione.

Per avviare lo studio delle caratteristiche del sito e della possibile contaminazione devono essere raccolti tutti i dati e le informazioni già esistenti: la documentazione deve essere raccolta a carico del responsabile della progettazione, organizzata ed analizzata in accordo con i tecnici delle autorità competenti, in modo da corrispondere ai criteri e agli elaborati richiesti per la redazione del piano della caratterizzazione.

Sulla base della tipologia del sito, le informazioni e la documentazione da raccogliere per la successiva progettazione comprendono:

- tipologia del sito, ad esempio area industriale dismessa, discarica illegale, area industriale in attività, sversamento

- mappatura dettagliata dell'area e localizzazione del sito
- cartografia storica
- uso del sito attuale e destinazione d'uso prevista dagli strumenti urbanistici
- atti amministrativi e giudiziari riguardanti il sito
- planimetria degli edifici, impianti produttivi e infrastrutture, sia presenti che smantellati
- tipologia ed elenco completo di materiali e sostanze, utilizzati per le lavorazioni, riferita al periodo completo delle attività che hanno avuto luogo sull'area, ed in particolare: zone di accumulo dei materiali (liquidi e solidi) sia superficiali che interrati; impianti e infrastrutture sotterranee (quali fognature, tubature, reattori di distribuzione)
- discariche presenti nell'area, con presentazione dettagliata di dati quali: tipo e volume di rifiuti, condizioni di impermeabilizzazione e ricoprimento, presenza di percolato, di emissioni gassose, danni alla vegetazione
- descrizione dettagliata di tutte le attività (produttive, di stoccaggio, raccolta rifiuti, militari, minerarie, ...) svolte sull'area e degli impianti annessi descrizione e mappatura delle attività di trasporto e delle zone di carico e scarico prodotti e merci
- descrizione e mappatura di eventuali accumuli di rifiuti, con presentazione dettagliata di dati quali: tipo e volume di rifiuti, condizioni di impermeabilizzazione e ricoprimento, presenza di percolato, di emissioni gassose, danni alla vegetazione
- elenco dei materiali impiegati nelle diverse attività e classificazione della loro pericolosità e tossicità
- indicazione dell'intervallo temporale di uso degli impianti destinati alle diverse attività o delle attività di discarica
- tempi di dismissione dei singoli impianti e/o fabbricati presenti
- elenco del tipo e quantità dei rifiuti e materiali da dismettere; valutazione del fatto che la dismissione comporti produzione di rifiuti pericolosi
- materiale integrativo relativo al sito e all'area circostante interessata
- consultazione della letteratura scientifica rilevante per lo specifico problema di contaminazione ipotizzato

Le informazioni riferite al sito devono essere corredate dalla caratterizzazione dell'ambiente circostante e del territorio mediante:

- caratterizzazione dettagliata geologico-stratigrafica, idrogeologica del sito e dell'area influenzata dal sito,
- analisi della presenza di pozzi e prelievi di acque sotterranee e relativa cartografia
- descrizione dei corpi idrici superficiali descrizione degli ambienti naturali
- analisi delle serie storiche di rilievi aereofotogrammetrici
- analisi delle cartografie storiche
- analisi della distribuzione della popolazione residente e delle altre attività antropiche
- descrizione delle reti viarie, ferroviarie, principali e di trasporto
- risultati di analisi svolte sulle acque sotterranee, superficiali, sugli ecosistemi dell'area influenzata dalle caratteristiche del sito.

In riferimento ai campionamenti e alle analisi chimico-fisiche, o di altro tipo, svolte sul sito precedentemente alla presentazione del piano della caratterizzazione che hanno portato all'accertamento del superamento dei valori di concentrazione limite accettabili indicati nell'Allegato 1, tra cui anche le analisi a carico dell'autorità competente che hanno portato all'inserimento del sito nell'Anagrafe dei siti da bonificare, dovranno anche essere fornite le seguenti informazioni:

- descrizione del metodo di campionamento, localizzazione dei punti e descrizione sintetica delle metodiche analitiche

- risultati delle analisi chimico-fisiche e di ogni altro tipo già effettuate sul sito
- mappatura dei punti di prelievo e delle concentrazioni rilevate

La conoscenza dettagliata della tipologia produttiva deve essere fornita per definire la lista sia delle sostanze che sono state impiegate nei cicli produttivi o che hanno accompagnato la produzione che dei rifiuti prodotti; la precisa definizione degli impianti presenti o che hanno insistito sull'area è necessaria per formulare ipotesi sulla localizzazione di possibili perdite, sversamenti, rotture che possono avere generato l'accumulo sul/nel suolo di sostanze contaminanti.

Nel caso di aree di discarica dovranno essere definiti o stimati: la composizione dei rifiuti, il volume dei materiali, le condizioni di stoccaggio e ogni altro elemento necessario a definire le sostanze possibilmente presenti nel sito e le possibili vie di migrazione nell'ambiente e di esposizione per la popolazione.

Le informazioni raccolte in questa sezione costituiscono la base per definire i requisiti della successiva investigazione, il piano delle analisi chimico-fisiche e l'analisi del rischio di contaminazione. Questi elementi sono indispensabili per impostare un piano di monitoraggio che orienti la selezione dei punti di campionamento nei luoghi a maggior probabilità di inquinamento e un piano di analisi che si concentri sulle sostanze che più probabilmente costituiscono nel caso specifico un rischio.

### ***1. 2) Caratterizzazione del sito e formulazione preliminare del Modello Concettuale***

Ai fini di una progettazione che rispetti i criteri di qualità è fondamentale la definizione del Modello Concettuale del sito: con questo vengono infatti descritte le caratteristiche specifiche del sito in termini di fonti della contaminazione; grado ed estensione della contaminazione del suolo, del sottosuolo, delle acque superficiali e sotterranee del sito e dell'ambiente da questo influenzato; percorsi di migrazione dalle sorgenti di contaminazione ai bersagli ambientali e alla popolazione.

Il modello concettuale deve permettere di individuare nel dettaglio le caratteristiche di impianti e strutture presenti sul sito, le caratteristiche dei rifiuti e le modalità dello stoccaggio e definire in che misura possono aver generato inquinamento di suolo, sottosuolo, materiali inerti, acque sotterranee e superficiali.

Questa schematizzazione del sito è la base per la definizione degli obiettivi di bonifica, la formulazione del Progetto, la valutazione del rischio e la selezione delle eventuali misure di sicurezza permanente. In questa sezione si richiede la formulazione preliminare del modello concettuale sulla base dei dati raccolti nella sezione precedente. In seguito con l'integrazione dei risultati delle analisi chimico-fisiche e di altro tipo realizzate durante il campionamento, le indagini e le analisi verrà formulato un modello concettuale definitivo.

Il sito deve essere descritto dettagliatamente, organizzando le informazioni raccolte nella sezione precedente, in modo da stabilire i possibili effetti dell'attività svolta sul sito o dei rifiuti stoccati e permettere quindi di individuare:

- le possibili fonti della contaminazione, presenti o passate, quali ad esempio suolo contaminato, rifiuti interrati, accumuli di rifiuti, perdite da tubature, serbatoi perdenti, polveri,
- le sostanze contaminanti probabilmente presenti nelle diverse componenti ambientali influenzate dal sito
- la tossicità delle sostanze presenti, le loro caratteristiche chimico-fisiche rilevanti, quali solubilità, volatilità, biodegradabilità, biodisponibilità
- le caratteristiche dominanti dell'ambiente con cui il sito interagisce, quali tipo di acquifero superficiale, profondità dell'acquifero principale, vicinanza di corsi d'acqua, caratteristiche meteorologiche
- la presenza di pozzi nel sito o nell'area circostante, e gli usi delle acque prelevate
- gli elementi territoriali rilevanti, quali distribuzione e densità di popolazione nell'area circostante, vicinanza di elementi sensibili quali scuole ed ospedali

- le possibili vie di esposizione dei bersagli possibili

L'obiettivo è quello di raccogliere tutti gli elementi che servono a definire: l'estensione dell'area da bonificare; i volumi di suolo contaminato; le caratteristiche rilevanti dell'ambiente naturale e costruito; il grado di inquinamento delle diverse matrici ambientali; le Vie di esposizione e le caratteristiche della popolazione su cui possono manifestarsi gli effetti dell'inquinamento.

Parte integrante del modello concettuale del sito è la definizione delle caratteristiche idrogeologiche degli acquiferi superficiali e profondi in quanto possibili veicoli della contaminazione (direzione e velocità dei flussi, conducibilità idraulica, permeabilità...).

Nel caso di rifiuti stoccati il Piano della caratterizzazione deve definire precisamente quali sono le indagini necessarie a definire la tipologia, la tossicità, l'estensione dei rifiuti stoccati e a ricostruire la storia delle attività svolte sul sito; questa descrizione è la base per definire, nel progetto preliminare, della necessità di procedere con interventi di Messa in sicurezza permanente.

I rapporti esistenti tra l'inquinamento presente sul sito e le caratteristiche dell'ambiente naturale o costruito devono essere dettagliatamente esplicitati nella relazione che accompagna il piano della caratterizzazione, per individuare tutti i percorsi di migrazione delle sostanze inquinanti. A tal fine si richiede la rappresentazione in mappe tematiche, infatti questa elaborazione costituisce la base per la definizione di un accurato piano di monitoraggio e per la valutazione del rischio posto alla salute pubblica e all'ambiente dall'inquinamento del sito.

### ***1 3) Piano di investigazione iniziale***

Ai fini della completa valutazione del rischio di inquinamento per l'ambiente naturale, il territorio urbanizzato e del danno per la salute pubblica, dovranno essere condotte analisi del suolo, sottosuolo, acque sotterranee e superficiali e delle componenti ambientali che possono essere state interessate dalla migrazione delle sostanze presenti nella sorgente di contaminazione.

Il piano di investigazione iniziale è mirato a:

- verificare, sulla base delle ipotesi formulate nelle sezioni I.1 e I.2, l'effettivo inquinamento generato da singoli impianti, strutture e rifiuti stoccati alle diverse matrici ambientali
- individuare le fonti di ogni inquinamento, di cui impianti dismessi, impianti in attività, rifiuti stoccati o suolo contaminato
- definire, confermare e integrare i dati relativi alle caratteristiche geologiche e idrogeologiche, pedologiche, idrologiche del sito e ad ogni altra componente ambientale rilevante per l'area interessata
- definire accuratamente l'estensione e le caratteristiche dell'inquinamento del suolo, del sottosuolo, dei materiali di riporto, delle acque sotterranee e superficiali e delle altre matrici ambientali rilevanti

Nel piano di investigazione devono essere definiti:

- la localizzazione dei punti e i metodi di campionamenti di suolo, sottosuolo, materiali inerti o di riporto, acque sotterranee e superficiali per l'area del sito e l'area circostante che si ritiene interessata dall'inquinamento presente nel sito; la profondità di perforazioni e prelievi; eventuali altre componenti ambientali analizzate
- la lista delle sostanze da analizzare; le metodologie delle analisi chimico-fisiche e di tutte le altre indagini e analisi che siano ritenute necessarie a caratterizzare la presenza e la diffusione dei contaminanti e il loro impatto sull'ambiente circostante e sulla popolazione
- punti e metodologie di campionamento adottate per confermare la caratterizzazione ambientale, in particolare geologica, idrogeologica e idrologica del sito e dell'area esterna interessata dai fenomeni di contaminazione.

La scelta dell'area oggetto dell'investigazione deve comprendere il sito inquinato ed una porzione di territorio esterna definita, sulla base del modello concettuale del sito, in funzione della mobilità degli inquinanti nelle matrici ambientali interessate, delle caratteristiche idrogeologiche e meteorologiche del territorio e delle possibili vie di esposizione per i bersagli della contaminazione.

La scelta dei punti e delle modalità di campionamento dipende strettamente dalle valutazioni espresse in merito alla possibile contaminazione generata dal sito e all'estensione dei fenomeni di migrazione verso altre componenti ambientali o bersagli.

Come indicato nell'Allegato 2, non è possibile ipotizzare che il campionamento segua rigidamente metodi statistici, poiché può risultare più accurato ed economicamente conveniente localizzare i punti di campionamento del monitoraggio iniziale nelle zone che presentano criticità in dipendenza dell'organizzazione delle attività produttive, quali ad esempio accumuli di rifiuti, zone di carico/scarico, percorsi delle tubature, serbatoi interrati, o delle modalità di stoccaggio, discariche non impermeabilizzate, accumuli non coperti.

Analogamente la lista delle sostanze da analizzare, e la possibile selezione di sostanze indicatrici, dipende dalla completezza raggiunta nella descrizione delle attività svolte sul sito.

#### **Relazione tecnica descrittiva**

Per dimostrare l'adeguato svolgimento delle sezioni progettuali precedentemente descritte, la relazione descrittiva del Piano della caratterizzazione contenere almeno:

1. Relazione di sintesi, contenente una valutazione dei dati e delle informazioni fornite
2. Individuazione dei soggetti obbligati agli interventi di bonifica, messa in sicurezza permanente e ripristino ambientale
3. Indagine storica dettagliata, di attività, processi produttivi, incidenti che hanno interessato l'area e prodotto l'inquinamento del sito. Definizione delle possibili sostanze presenti, definizione delle aree a maggiore possibilità di inquinamento e dei possibili percorsi di migrazione
4. Descrizione della destinazione d'uso attuale e prevista dagli strumenti urbanistici vigenti; certificato di destinazione urbanistica
5. Descrizione delle eventuali azioni di messa in sicurezza d'emergenza già attuate, quali rimozione di rifiuti e/o sostanze pericolose, divieto di accesso al sito, svuotamento vasche perdenti, e descrizione dei sistemi di monitoraggio adottati per verificare l'efficacia delle azioni di messa in sicurezza in attesa degli interventi di bonifica e ripristino ambientale.
6. Descrizione dettagliata del sito e dell'area possibilmente interessata dall'inquinamento e dalla migrazione delle sostanze inquinanti. In particolare: descrizione geologica ed idrogeologica del sito e dell'ambiente circostante; descrizione degli eventuali corpi d'acqua superficiali; descrizione delle componenti ambientali rilevanti, descrizione del territorio circostante, naturale e urbanizzato; descrizione delle caratteristiche meteorologiche.
7. Caratterizzazione generale del sito e presentazione preliminare del modello concettuale: in particolare definizione del possibile contributo all'inquinamento generato, all'interno e all'esterno del sito, da ogni singolo impianto o struttura industriale, quali fognature, serbatoi, vasche, o dai rifiuti stoccati
8. Risultati delle analisi chimico-fisiche o di altro tipo svolte preliminarmente sul sito, specificazione dei laboratori impegnati nelle indagini già eseguite. Definizione preliminare di eventuali aree di contaminazione rilevate con le analisi.



9. Descrizione di eventuali indagini geognostiche, geofisiche, geologiche ed idrogeologiche da svolgere ad integrazione e conferma dei dati esistenti.
10. Piano di dettaglio del campionamento e delle analisi chimico-fisiche e di altro tipo ritenute necessarie a verificare le ipotesi formulate al punto 7
11. Descrizione di azioni di messa in sicurezza -d'emergenza da attuare prima degli interventi di bonifica.
12. Interazione e congruenza delle attività di indagine con l'ambiente circostante e/o attività o processi industriali in atto.
13. Preliminare verifica di rispondenza alla normativa vigente degli interventi svolti e degli obiettivi di bonifica.

#### **Elaborati di progetto del Piano della Caratterizzazione:**

- a) Planimetria (preferibilmente scala 1: .5.000) dell'area del sito e dell'ambiente circostante.
- b) Planimetria scala almeno 1:1.000 del sito; delle strutture impiantistiche in uso o in disuso; delle refi tecnologiche, fognature, punti di stoccaggio, aree di carico/scarico; delle discariche; degli accumuli di rifiuti, ecc.
- c) Individuazione preliminare della estensione della contaminazione e dell'inquinamento e delle aree omogenee per tipo e grado di inquinamento.
- d) Risultati delle analisi chimiche già attuate sul sito e sulle componenti ambientali circostanti e relativa mappatura, (preferibilmente 1:500-1:5.000).
- e) Cartografia tematica relativa a idrologia ed idrogeologia dell'area, (preferibilmente 1:5.000). Livelli piezometrici degli acquiferi principali; direzioni di flusso e gradienti; permeabilità, conducibilità idraulica. Cartografia relativa a pozzi e piezometri presenti nel sito, (preferibilmente 1:500 o 1:1.000), e nell'area, (preferibilmente 1:5.000).
- g) Risultati delle eventuali indagini geognostiche e geofisiche già attuate.
- h) Mappatura dei punti di campionamento proposti nel piano di investigazione, con specificazione dei tipo di analisi da condurre, (preferibilmente 1:500 o 1:1.000).
- i) Schemi delle azioni di messa in sicurezza d'emergenza già attuate e/o da utilizzare nel corso delle attività di campionamento.
- j) Procedura per la gestione delle varianti del piano di campionamento ed analisi proposto.

Al fine dell'approvazione del Piano della caratterizzazione l'autorità competente valuta la qualità delle informazioni e dei dati relativi al sito. Questa valutazione si basa su analisi, elaborazione e valutazione delle informazioni e dei dati presentati nel Piano, sintetizzati nella formulazione del modello concettuale del sito e deve definire:

- la completezza di materiali, cartografia, dati, fatti e conoscenze raccolti
- se, in base alle informazioni messe a disposizione, è stato fornito un adeguato modello concettuale del sito
- il potenziale di contaminazione derivante dagli usi che hanno insistito sul sito
- la necessità di integrare le informazioni specifiche per il sito con la descrizione del territorio in termini di componenti ambientali e caratteristiche urbanistiche, ai fini di stabilire la possibilità di migrazione della contaminazione, le vie di esposizione, per la popolazione la vicinanza dei bersagli e l'urgenza degli interventi di bonifica
- se il piano di monitoraggio e analisi proposto è adeguato agli obiettivi di caratterizzazione della contaminazione necessaria a stabilire tutti gli interventi atti a proteggere l'ambiente e la salute pubblica

Questa valutazione preliminare si conclude con la decisione dell'autorità competente in merito alla necessità di i) approfondire le indagini, per quanto riguarda la raccolta

di ulteriori informazioni, documento materiali, odii un approfondimento nella descrizione dei siti in esame o dell'area da esso influenzata, ii) attuare ulteriori interventi di messa in sicurezza d'emergenza per limitare l'impatto del sito sull'ambiente e il rischio per la salute pubblica.

A seguito dell'approvazione del Piano della caratterizzazione, il responsabile esegue le indagini, i campionamenti e le analisi approvate per l'investigazione iniziale.

### **Investigazione Iniziale**

Nel rispetto dei criteri, dei vincoli, delle integrazioni e delle indicazioni stabilite dall'autorità competente con l'approvazione del Piano della caratterizzazione, il responsabile dovrà:

- eseguire il campionamento, le indagini previste, e le analisi
- valutare i risultati delle analisi e di ogni tipo di indagine
- realizzare la mappatura dell'estensione e del grado della contaminazione per le principali sostanze contaminanti o per rifiuti eventualmente interrati, con la indicazione dei ricettori potenziali od attuali dell'inquinamento
- evidenziare le vie di migrazione degli inquinanti dal sito alle diverse matrici ambientali e le vie di esposizione attraverso le quali i bersagli possono essere raggiunti

La Relazione Descrittiva delle attività di investigazione iniziale deve contenere almeno:

1. Risultati delle attività del piano di campionamento ed analisi, con indicazione delle eventuali non conformità ed azioni correttive effettuate rispetto a quanto approvato dall'autorità competente.

2. Descrizione dei risultati delle eventuali indagini geognostiche, geofisiche e delle stratigrafie dei carotaggi prelevati durante il campionamento e verifica di congruenza con la descrizione idrogeologica del sito.

3. Descrizione dei risultati di ogni altra indagine, di tipo diretto o indiretto, svolta su altre componenti ambientali del sito e dell'area interessata.

4. Descrizione del tipo e grado di inquinamento, per ognuna delle sostanze analizzate, per ogni componente ambientale rilevante. Descrizione dei metodi adottati per definire estensione e grado dell'inquinamento.

Gli Elaborati da allegare alla relazione delle, attività di investigazione iniziale comprendono:

- a) Risultati delle indagini geognostiche, geofisiche e di ogni altro tipo di indagine o campionamento svolti sul sito e nell'area interessata (preferibilmente 1:500-1:1.000)
- b) Risultati delle analisi di laboratorio
- c) Mappatura dell'inquinamento di suolo, sottosuolo, materiali inerti o di riporto e acque di falda, con individuazione del pennacchio di contaminazione e dei punti a maggior concentrazione (preferibilmente 1:500 - 1:1.000), per tutta la profondità interessata dai fenomeni di inquinamento.
- d) Mappatura dell'inquinamento di ogni altra componente ambientale, quali acque superficiali, polveri (preferibilmente 1:500 - 1:1.000).

## **II. PROGETTO PRELIMINARE**

### **II. 1) Analisi dei livelli di inquinamento**

La comparazione delle concentrazioni rilevate nel sito con i valori di concentrazione limite accettabili per la specifica destinazione d'uso prevista, stabiliti nell'Allegato 1, deve permettere di definire nel dettaglio l'estensione e il grado dell'inquinamento ed

individuare le aree e i volumi di suolo, di sottosuolo, le porzioni di acque sotterranee e superficiali o i volumi di altri materiali a cui applicare i trattamenti di bonifica o gli interventi di messa in sicurezza permanente. Tale comparazione deve inoltre: individuare l'estensione dei volumi di suolo a maggiore contaminazione (focolai), per permettere di proporre interventi di bonifica diversificati in dipendenza del tipo e del grado di inquinamento; definire quali sono gli acquiferi interessati direttamente dalla contaminazione delle acque sotterranee; definire l'estensione della migrazione e gli effetti sulle acque sotterranee e superficiali e sulle matrici ambientali interessate.

Sulla base di:

- tipo, grado ed estensione della contaminazione
- vie di migrazione individuate e dei percorsi di esposizione effettivamente definiti per il sito e l'area in esame
- presenza e localizzazione dei bersagli

è formulato il progetto preliminare nel quale, in base alla tipologia di intervento, sono definiti:

- a) i volumi di suolo, sottosuolo e altri materiali inquinati sui cui procedere con i diversi interventi di bonifica al fine di raggiungere i valori di concentrazione limite accettabili
- b) i volumi di suolo, sottosuolo e altri materiali inquinati sui cui procedere con i diversi interventi di bonifica al fine di raggiungere i valori di concentrazione residui accettabili e le misure di sicurezza da adottare nel caso specifico
- c) i volumi dei rifiuti stoccati a cui applicare le misure di sicurezza permanente e l'estensione delle matrici ambientali (in particolare suolo, sottosuolo, acque sotterranee e acque superficiali, atmosfera) influenzate dall'inquinamento prodotto dai rifiuti stoccati a cui applicare gli interventi di bonifica e le eventuali misure di sicurezza

### **II. 2) Eventuale investigazione di dettaglio**

L'investigazione di dettaglio si rende necessaria nel caso in cui, per stimare esaurientemente il rischio all'ambiente e alla salute pubblica posto dal sito in esame, l'autorità competente ritenga necessario un approfondimento relativo alla estensione e migrazione della contaminazione. In questo caso vengono richiesti al responsabile del progetto ulteriori campionamenti, analisi o indagini, per quantificare con maggior precisione il grado e l'estensione dell'inquinamento del suolo e di tutte le altre componenti ambientali rilevanti e definire l'effettiva migrazione degli inquinanti. La localizzazione dei punti di prelievo potrà variare, il numero dei punti di campionamento essere intensificato, la lista delle sostanze da analizzare essere modificata ed estesa.

### **II. 3) Analisi delle possibili tecnologie adottabili per la bonifica, la messa in sicurezza permanente, il raggiungimento delle concentrazioni residue nel sito e nell'area interessata dall'inquinamento del sito**

In base a tipo, grado ed estensione dell'inquinamento rilevato per il sito, del tipo e volume dei rifiuti stoccati, delle caratteristiche dell'ambiente naturale e costruito influenzato dall'inquinamento viene formulato il Modello Concettuale Definitivo del sito in esame.

Sulla base di questa formulazione vengono prese in esame:

- a) le diverse tecniche di bonifica che possono essere adottate per ridurre le concentrazioni nel suolo, nel sottosuolo, nei materiali inerti o di riporto, nelle acque sotterranee e superficiali ai valori di concentrazione limite accettabili per la destinazione d'uso prevista per il sito
- b) le tecniche adottabili per raggiungere nel suolo, nel sottosuolo, nei materiali inerti o di riporto, nelle acque sotterranee o superficiali concentrazioni residue definite con le metodologie di analisi del rischio
- c) le tecniche adottabili per realizzare la messa in sicurezza permanente
- d) le diverse misure di sicurezza adottabili nel sito in esame
- e) i controlli da effettuare durante e al termine degli interventi per proteggere l'ambiente e la salute pubblica

L'analisi delle tecnologie deve essere basata su una esaustiva rassegna delle Soluzioni adottate in casi simili sia a livello nazionale che internazionale per definire in che modo possono essere rispettati i criteri stabiliti nell'Allegato 3.

Questa sezione, non si configura come una rassegna della letteratura internazionale e nazionale, ma deve permettere di stabilire l'efficacia delle diverse tecnologie applicate nelle condizioni specifiche del sito, in particolare termini di caratteristiche ambientali, geologiche e idrogeologiche, urbanistiche e territoriali.

Il progetto preliminare deve illustrare nel dettaglio:

- a) le possibilità di disinquinamento presentate dalla diverse tecniche e metodologie di bonifica, analizzandone specificamente la validità per le caratteristiche pedologiche, geologiche, idrogeologiche, ambientali e chimico-fisiche proprie del sito in esame
- b) il grado di protezione della salute pubblica e dell'ambiente ottenuto con le diverse tecniche di messa in sicurezza permanente

Il progetto preliminare deve definire nel dettaglio in che modo la tecnica proposta è fattibile nelle condizioni specifiche del sito.

Nel caso il progetto preliminare dimostri che non è possibile con le migliori tecnologie di bonifica disponibili raggiungere per le matrici ambientali i valori di concentrazione limite accettabili per l'uso specifico del sito, è necessario dichiarare esplicitamente quali sono i valori di concentrazione residui in suolo, sottosuolo, acque sotterranee e superficiali che gli interventi garantiscono di raggiungere.

Nel caso il progetto preliminare dimostri che non è possibile con le migliori tecnologie di messa in sicurezza permanente disponibili raggiungere per le matrici ambientali influenzate dall'inquinamento del sito i valori di concentrazione limite accettabili per l'uso specifico dell'area, è necessario dichiarare esplicitamente quali sono i valori di concentrazione residui in suolo, sottosuolo, acque sotterranee e superficiali che gli interventi di bonifica per l'area circostante garantiscono di raggiungere.

La rassegna delle tecniche di bonifica/messa in sicurezza permanente adottabili nel caso specifico deve essere corredata da una analisi dei costi degli interventi, comprensiva dei costi delle misure di sicurezza e dei controlli da adottare durante gli interventi di bonifica, che permetta di valutare la fattibilità economica dei diversi interventi.

I valori di concentrazione residui proposti per ogni sostanza al termine sia degli interventi di bonifica con misure di sicurezza che degli interventi di messa in sicurezza permanente devono essere sottoposti a variazione mediante una metodologia di analisi del rischio che dimostri che le concentrazioni residue al termine degli interventi non, costituiscono un rischio per la salute pubblica e le diverse matrici ambientali, considerate tutte le possibili vie di esposizione attive per il sito in esame.

#### **II 4) Analisi di rischio specifica**

Con il termine Analisi di Rischio si riassumono tutte le indagini e le valutazioni necessarie a stabilire il rischio posto da uno specifico sito sospetto di inquinamento alla salute pubblica e all'ambiente naturale e costruito; la stima deve essere condotta sia per le condizioni attuali che per le variazioni più probabili di tali condizioni nel futuro.

Per ogni specifico sito questa metodologia consiste nella previsione dei modi e tempi in cui l'inquinamento presente nel sito potrà raggiungere la popolazione e le componenti ambientali dell'area interessata, cioè nella specifica individuazione:

1. dei ricettori che possono essere raggiunti dalla contaminazione
2. dei percorsi di migrazione attivi per le sostanze contaminanti

3. delle vie di esposizione attive per il sito in esame.

Qualunque metodologia di analisi del rischio adottata nella redazione del progetto definitivo dovrà portare all'esplicitazione di:

i) Sorgenti della contaminazione, tra cui: lista e concentrazione dei contaminanti presenti nel suolo; caratteristiche chimico-fisiche, biologiche, degradabilità chimica e biologica e tossicità delle sostanze presenti; volume di suolo contaminato; volume di materiali di altro tipo contaminati; tipologia e volume di rifiuti presenti, in superficie o interrati. L'analisi del rischio dovrà essere condotta almeno per tutte le sostanze che per concentrazione o caratteristiche chimico-fisiche e biologiche presentano il maggior rischio.

ii) Veicoli: le componenti ambientali attraverso le quali avviene la migrazione della contaminazione, quali acque sotterranee e superficiali, atmosfera, vapori nel suolo, polveri; definizione dei fattori che influenzano la migrazione degli inquinanti (litologia, idrogeologia, idrologia)

iii) Modalità di esposizione, tra cui: inquinamento acque sotterranee e superficiali, inalazione di vapori dal suolo, contatto diretto con, le sorgenti di contaminazione presenti nel sito, ingestione di polveri; ingestione di cibo contaminato; inalazioni di vapori da acque contaminate

iv) tutti i Bersagli interessati dal sito: popolazione, soggetti sensibili (quali scuole, ospedali), lavoratori, operatori temporanei, componenti ambientali, vegetazione, animali, altri organismi viventi

v) Stima della concentrazione e delle dosi di assunzione nei punti di esposizione per la popolazione, per bersagli sensibili e calcolo dell'esposizione per i bersagli ambientali individuati; valutazione dell'impatto relativamente ad altre fonti di contaminazione

vi) Calcolo del rischio

La metodologia di analisi del rischio adottata deve essere chiaramente esplicitata nel progetto preliminare; ogni assunto effettuato nella stima del rischio, ad esempio tossicità delle sostanze considerate, e nella migrazione della contaminazione (quali permeabilità del suolo, caratteristiche idrogeologiche) deve essere indicato esplicitamente, in modo da permettere ai tecnici dell'autorità competente di valutare indipendentemente i risultati proposti.

In considerazione dell'estensione dell'inquinamento, del volume dei rifiuti stoccati, dei fenomeni di migrazione degli inquinanti, della rilevanza del danno ambientale e del rischio per la salute pubblica, l'autorità competente potrà richiedere, per paralizzare il rischio di contaminazione delle componenti ambientali rilevanti per l'area in esame, utilizzazione di modelli matematici (approvati o validati da organismi/enti riconosciuti), che permettano di stimare le modalità del trasporto di sostanze contaminanti e gli andamenti temporali della migrazione nel suolo, sottosuolo e negli acquiferi interessati, e l'efficacia degli interventi di bonifica e ripristino ambientale e delle misure di sicurezza nel modificare i fenomeni di trasporto e migrazione.

In particolare, nel caso di adozione di tecnologie di messa in sicurezza permanente, l'utilizzazione di modelli matematici che definiscano nel dettaglio le caratteristiche geologiche e idrogeologiche del sito e dell'area interessata diviene un requisito essenziale, di qualità della progettazione.

Il fine di questa sezione è la stima dettagliata del rischio posto alla salute pubblica e all'ambiente dalle concentrazioni residue in suolo e sottosuolo proposte per gli interventi di bonifica e ripristino ambientale con misure di sicurezza e per gli interventi di messa in sicurezza permanente. Questa stima deve essere effettuata

considerando, tutti i possibili effetti sulla salute pubblica, sull'ambiente naturale e costruito ed esplicitando i rischi posti in essere dall'inquinamento presente nel sito.

### **Criteri per lo svolgimento dell'Analisi di rischio**

a) l'analisi di rischio è basata sulla caratterizzazione e sul Modello Concettuale del sito definiti nelle sezioni precedenti; la migrazione degli inquinanti è stimata sulla base dei risultati delle indagini e delle analisi condotte nell'indagine iniziale e nell'eventuale indagine di dettaglio;

b) durante la caratterizzazione del sito potrà rendersi necessario ottenere i valori, specifici per il sito in esame, dei seguenti parametri:

- contenuto d'acqua dei diversi livelli litologici incontrati
- porosità efficace
- densità secca
- spessore della copertura di suolo e dello strato non saturo; pedologia
- frazione di carbonio organico dello strato insaturo
- capacità di scambio cationico, pH dei terreni
- distribuzione granulometrica degli strati principali dal punto di vista idrogeologico
- permeabilità, dispersività e conducibilità idraulica delle zone sature; gradiente idraulico; direzione del flusso
- infiltrazione efficace
- spessore dei diversi acquiferi
- velocità e frequenza dei venti

Qualora non fosse possibile ottenere misure dirette, questi valori dovranno essere assunti sulla base dei valori ricavati per aree limitrofe o valori di letteratura rappresentativi di situazioni omologhe.

c) dati importanti (ottenibili in banche dati riconosciute dall'autorità competente) nella definizione del comportamento nell'ambiente delle sostanze investigate sono:

- solubilità; coefficiente di diffusione in aria e acqua; peso molecolare
- costante della legge di Henry; pressione di vapore
- coefficiente di ripartizione ottanolo/acqua, coefficiente di ripartizione nella sostanza organica (Kd) e coefficiente di assorbimento alle superfici solide (Kd)
- coefficienti di degradabilità chimica e biologica
- densità e viscosità per i contaminanti presenti in fase separata da quella acquosa.

d) l'analisi del rischio dovrà essere svolta considerando gli usi attuali e possibili nel futuro, delle diverse componenti ambientali, sulla base della destinazione d'uso prevista per il sito;

e) assieme all'identificazione delle vie di migrazione ed esposizione dei bersagli realmente attive nel sito e nell'area circostante devono essere definiti la frequenza (gg/anno) dell'esposizione all'inquinamento per ciascun ricettore individuato e i parametri specifici per il sito, quali frazioni corporee esposte e tempi di esposizione;

f) l'obiettivo della valutazione delle concentrazioni nei punti di esposizione è la stima conservativa della concentrazione aritmetica media a cui è esposto un ricettore, per un preciso punto di esposizione e per un determinato periodo di esposizione. Tale identificazione potrà essere di tipo probabilistico, usando ad esempio la distribuzione (95° percentuale, anche lognormale) delle concentrazioni nei punti di esposizione, invece della media aritmetica, in funzione dei dati disponibili.

- g) Le concentrazioni nei punti di esposizione saranno valutate con appositi modelli di trasporto e degradazione degli inquinanti, validati e ampiamente utilizzati, per tali elaborazioni; i modelli utilizzati dovranno essere chiaramente documentati. Si sottolinea che, nell'esecuzione dell'analisi del rischio, al momento di assegnare un valore ai diversi parametri che intervengono nel calcolo dovrà essere adottato il principio del caso peggiore, che assicura una scelta cautelativa, a favore dell'ambiente e della salute umana;
- h) la stima delle concentrazioni di esposizione dei ricettori permette di definire il rischio posto per essi dal sito e di valutare l'accettabilità dei valori di concentrazione residui proposti per il sito, sulla base della individuazione delle migliori tecnologie disponibili applicabili per il disinquinamento del sito.
- i) Gli effetti potenziali posti dalle diverse sostanze sono suddivisi in carcinogeni e non carcinogeni; i primi sono quantificati mediante la stima della probabilità (o rischio) di contrarre il cancro, mentre gli effetti non-cancerogeni (cronici, sub-cronici o acuti) sono quantificati attraverso la stima dell'indice di pericolo (hazard index). I rischi carcinogenici vengono definiti come la probabilità incrementale che un individuo contragga il cancro durante la vita a causa dell'esposizione ad un potenziale agente carcinogeno; il rischio calcolato è basato sul concetto di "massima esposizione possibile", conservativo e protettivo per la salute. Vengono di seguito fornite tre fasce di giudizio relative al rischio carcinogenico, derivate da valori forniti in letteratura per casi reali di applicazione dell'analisi del rischio: i) rischio  $R < 1 \times 10^{-6}$  (il rischio incrementale è per un individuo su un 1.000.000) viene considerato nullo o insignificante e non viene intrapresa alcuna azione di bonifica; ii) rischio compreso tra  $1 \times 10^{-6}$  e  $1 \times 10^{-4}$  (da  $1/1.000.000$  a  $1/10.000$ ) necessità di azioni di bonifica da valutare caso per caso; iii) rischio  $R > 1 \times 10^{-4}$  (almeno  $1/10.000$ ), azione di bonifica sicuramente necessaria, per riportare il valore di rischio entro l'intervallo di accettabilità.
- j) I potenziali effetti non-carcinogenici vengono valutati con il calcolo dell'indice di Rischio cronico; per ciascun composto di interesse e via di esposizione, l'indice di rischio cronico viene espresso come il rapporto tra l'immissione e la dose di riferimento. La dose di riferimento costituisce il valore limite di immissione conservativamente indicato e deve risultare superiore alla dose effettivamente immessa (infatti l'indice di rischio deve essere  $< 1$ ), in modo da non avere possibilità di effetti avversi per la salute umana; la dose di riferimento è un valore limite e non quantifica direttamente il rapporto tra dose immessa ed effetto sulla salute.
- k) Quando si considera più di un composto di interesse e più di un mezzo di immissione, l'indice di rischio è espresso come sommatoria dei rapporti tra immissione e dose di riferimento; il rischio risultante deve essere  $< 1$ .

#### **II 6) Descrizione delle tecnologie di bonifica e ripristino ambientale, delle tecnologie per la messa in sicurezza permanente e delle misure di sicurezza da adottare**

In questa sezione vengono riassunti gli elementi tecnici ed economici su cui si basa la selezione della tecnologia, o tecnologie, più adatta alla bonifica del sito o alla messa in sicurezza permanente.

In particolare sono individuate le specificità e caratteristiche del sito che hanno portato a definire la più elevata efficacia di una tecnologia rispetto ad altre, così come indicato in sezione 11.3.

Il progetto preliminare dovrà dimostrare per il sito in esame e per l'area influenzata dall'inquinamento l'efficacia della tecnologia proposta per il raggiungimento dei valori di concentrazione limite accettabili indicati nelle tabelle di Allegato 1, in caso di bonifica e ripristino ambientale, o dei valori di concentrazione residui valutati sulla base della metodologia di analisi del rischio nel caso in cui gli interventi di bonifica e ripristino ambientale o di messa in sicurezza permanente siano accompagnati da misure di sicurezza.

Il Progetto preliminare dovrà descrivere compiutamente le tecnologie di bonifica e ripristino ambientale, le tecnologie di messa in sicurezza permanente, le misure di sicurezza e i relativi interventi da adottare nel sito e nell'area interessata dall'inquinamento affinché il sito venga destinato all'uso previsto, in particolare:

- selezione della tecnologia di bonifica da adottare sulla base di diversi criteri: obiettivi fissati per la bonifica e ripristino ambientale; obiettivi degli interventi di messa in sicurezza permanente; interventi e lavori da eseguire; realizzabilità tecnica degli interventi in generale e nel sito in esame; tempi degli interventi; impatto sull'ambiente circostante; analisi costi/benefici
- come e in che grado, in riferimento alle norme in vigore o alle conoscenze tecnico-scientifiche, il rischio posto per l'uso previsto del sito dall'inquinamento residuo deve essere ridotto con l'adozione di misure di sicurezza; interventi e lavori da eseguire per mettere in opera le misure di sicurezza; tempi degli interventi; piano di manutenzione delle opere
- piano di monitoraggio e controllo per la verifica delle previsioni dell'analisi del rischio relativamente agli effetti sulla salute pubblica e sull'ambiente delle concentrazioni residue nel sito e nell'area interessata dall'inquinamento del sito

#### **II. 7) Test per verificare nel sito specifico l'efficacia degli interventi di bonifica e di messa in sicurezza permanente proposti.**

A giudizio dell'autorità competente potrà rendersi necessario verificare l'efficacia delle tecnologie di bonifica di suolo, sottosuolo, acque sotterranee e superficiali da adottare nel caso in esame. Il giudizio su di una particolare tecnologia di bonifica potrà richiedere, oltre alla valutazione della letteratura tecnico-scientifica a riguardo, la realizzazione di sperimentazioni di laboratorio, in condizioni simili a quelle definite per il sito, che permettano di valutare l'efficacia del disinquinamento e di stimare i tempi di realizzazione degli interventi nel caso in esame.

Nel caso di messa in sicurezza permanente possono venire richiesti dall'autorità competente test di laboratorio o di campo che permettano di verificare le caratteristiche chimiche e fisiche dei materiali e delle strutture impiegati per il contenimento dei rifiuti stoccati, quali: test di permeabilità dei materiali impiegati; test di resistenza dei materiali alle sostanze contaminanti presenti nei rifiuti stoccati.

La sperimentazione potrà continuare anche durante la redazione del progetto definitivo e i suoi risultati dovranno essere resi disponibili per l'autorità competente, per le successive sezioni di progettazione e realizzazione degli interventi.

#### **II. 8) Compatibilità ambientale degli interventi**

Il progetto preliminare deve contenere la definizione dell'impatto che gli interventi di bonifica e ripristino ambientale, di messa in sicurezza e le misure di sicurezza hanno sull'ambiente circostante e sulla salute pubblica; questa, analisi deve comprendere gli effetti generati dal trasporto dei materiali prelevati dal sito e dalle attività impiantistiche di supporto agli interventi di bonifica svolti sul sito.

#### **II.9) Progettazione per Fasi**

Al fine dell'approvazione da parte dell'autorità competente della presentazione per Fasi dei progetti definitivi, il Progetto preliminare deve motivare dettagliatamente dal punto di vista tecnico, di sicurezza ambientale, e di tutela della salute pubblica la richiesta di modifica progettuale. Le sezioni progettuali precedentemente definite (II.1-8) devono a tal fine individuare le tecnologie proposte per ogni Progetto Definitivo di Fase, approfondendo singolarmente le sezioni progettuali II.4, II.5, II.6. Le tecnologie proposte per ogni singolo Progetto definitivo di Fase devono, essere valutate in considerazione degli interventi svolti nelle aree adiacenti; l'analisi del rischio deve essere condotta sia per ogni subarea progettuale che per l'insieme degli interventi proposti.



La progettazione per fasi può riguardare interventi di bonifica che si succedono temporalmente sulla medesima area. In tale caso a seguito della realizzazione degli interventi di bonifica previsti da una fase deve essere presentato ed approvato un ulteriore progetto definitivo per la fase successiva che dettagli gli interventi integrativi da realizzare per il raggiungimento degli obiettivi di bonifica.

La progettazione deve chiaramente esplicitare - la tempistica complessiva, le relazioni tra i diversi interventi e i piani gestionale dell'insieme degli interventi.

#### **Relazione tecnica descrittiva**

La relazione descrittiva del progetto preliminare deve contenere almeno:

1. Risultati delle attività del piano di campionamento ed analisi con indicazioni e delle non conformità \*ed azioni correttive attuate in rapporto a quanto approvato dall'autorità competente.
2. Descrizione di eventuali indagini geofisiche, geognostiche e delle stratigrafie dei carotaggi prelevati durante il campionamento e verifica di congruenza con la descrizione idrogeologica del sito.
3. Descrizione di ogni altra indagine, di tipo diretto o indiretto, svolta su altre componenti ambientali del sito e dell'area interessata
4. Descrizione del tipo e grado di inquinamento, per ognuna delle principali sostanze rilevate. Descrizione dei metodi adottati per definire estensione e grado dell'inquinamento.
5. Aggiornamento della indagine storica concernente le attività e/o cause che hanno prodotto l'inquinamento.
6. Obiettivi generali degli interventi di bonifica e ripristino ambientale in relazione alle caratteristiche del sito, dell'ambiente e del territorio circostante
7. Rassegna delle tecnologie di bonifica e di messa in sicurezza permanente adottate a livello nazionale o internazionale per tipologie di inquinamento simili a quelle del caso in esame; rassegna della letteratura tecnico-scientifica
8. Definizione della validità ed efficacia delle medesime tecnologie se applicate nel sito in esame
9. Normativa di riferimento in relazione alle varie attività previste per gli interventi di bonifica e ripristino ambientale.
10. Risultati di una eventuale sperimentazione di laboratorio.
11. Descrizione di eventuali altre tecnologie innovative e verifica di applicabilità al caso specifico e descrizione di eventuale impianto pilota o test di laboratorio
12. Definizione delle concentrazioni residue raggiungibili nel suolo e sottosuolo con le diverse tecnologie applicabili per il sito e per l'area influenzata dall'inquinamento del sito.
13. Descrizione dettagliata della metodologia di analisi del rischio adottata per il sito. Valutazione delle concentrazioni residue e risultati dell'analisi di rischio in termini di protezione della salute pubblica e dell'ambiente
14. Scelta e descrizione dettagliata della/e tecnologia/e da applicare al sito in esame, descrizione degli specifici obiettivi di bonifica e di messa in sicurezza permanente e dei criteri utilizzati per le scelte progettuali. Nel caso in cui le concentrazioni residue risultino superiori ai limiti di accettabilità previsti per la

specifica destinazione d'uso, è necessario descrivere le misure di sicurezza da adottare nel sito e nell'area da questo influenzata.

15. Descrizione dettagliata degli interventi da eseguire per la bonifica e ripristino ambientale, la messa in sicurezza permanente e l'adozione delle misure di sicurezza (quali: attività di cantiere, macchinari impiegati; impianti previsti, disposizione pozzi o piezometri, calcoli preliminari delle strutture e degli impianti previsti-, computo metrico estimativo, programma generale e temporale degli interventi durante gli interventi e al termine degli stessi.

16. Descrizione dei flussi di materiali contaminati prodotti dagli interventi di bonifica e di messa in sicurezza permanente: volumi, tipologie dei trattamento, necessità di trasporto, località e impianti di smaltimento o trattamento

17. Definizione dei criteri di garanzia della qualità degli interventi e delle misure da attuare:

18. Eseguibilità di eventuali interventi di messa in sicurezza da attuare nel corso delle attività di bonifica

19. Controlli e analisi da effettuare nel corso degli interventi di bonifica e ripristino ambientale e di messa in sicurezza permanente e al termine degli interventi

20. Criteri di accettazione dei risultati degli interventi di bonifica e ripristino ambientale e di messa in sicurezza permanente

21. Analisi della compatibilità ambientale e definizione degli interventi da adottare per la protezione dell'ambiente e della popolazione

22. Qualora richiesta, relazione di Valutazione di Impatto Ambientale degli interventi

23. Nel caso di progettazione per Fasi come, la tempistica relativa degli interventi, i piani gestionali dell'assieme degli interventi.

#### **Elaborati di progetto:**

- a) Risultati delle indagini geofisiche e geognostiche (preferibilmente 11:500-11:11.000)
- b) Risultati delle analisi di laboratorio, (preferibilmente 1:500-1:1.000)
- c) Mappatura dell'inquinamento presente nel suolo, nel sottosuolo e nelle acque di falda, con individuazione del pennacchio di contaminazione e delle aree a maggior concentrazione (focolai), (preferibilmente 1:500-11.000), per tutta la profondità interessata dai fenomeni di inquinamento
- d) Mappatura dell'inquinamento di ogni altra componente ambientale, quali acque superficiali, polveri, (preferibilmente 1:500 - 11.000)
- e) Schema degli interventi di messa in sicurezza temporanei da attuare nel corso delle attività di bonifica.
- f) Schemi preliminari di sistemazione cantiere, (preferibilmente 1:500)
- g) Schemi preliminari di tutti gli interventi ed impianti di bonifica, di ripristino ambientale, di messa in sicurezza permanente e delle misure di sicurezza, (preferibilmente 111.000)
- h) Schemi preliminari del trattamento dei materiali contaminati prodotti dagli interventi
- i) Piano preliminare di gestione degli interventi
- j) Computo metrico estimativo
- k) Norme di qualità adottate per gli interventi

#### **III: PROGETTO DEFINITIVO**

(si applica anche ad ogni Progetto definitivo per Fasi)

##### **III. 1) Descrizione di dettaglio della tecnologia scelta e dei requisiti da**

**adottare per gli interventi proposti**

Il progetto definitivo determina in ogni dettaglio gli interventi da realizzare per le tecnologie di bonifica e ripristino ambientale e la messa in sicurezza permanente adottate nel sito e le eventuali misure di sicurezza ed il relativo costo previsto.

Il progetto definitivo definisce nel dettaglio anche il piano di investigazione post-operam, gli interventi necessari per verificare le stime dell'analisi del rischio e garantire la protezione della salute pubblica, dell'ambiente naturale e del territorio urbanizzato su cui potrebbe esercitarsi l'impatto del sito.

Il progetto definitivo dovrà indicare nel dettaglio le misure e azioni con cui verrà verificata l'efficacia degli interventi proposti. L'efficacia degli interventi potrà essere verificata mediante i seguenti criteri:

- raggiungimento nel suolo dei valori, di concentrazione limite accettabili indicati nell'Allegato 1
- raggiungimento nel suolo delle concentrazioni residue indicate mediante analisi di rischio come obiettivo dei progetti accompagnati da misure di sicurezza
- isolamento dei rifiuti stoccati dalle matrici ambientali e contenimento della migrazione dell'inquinamento
- controllo delle stime effettuate con l'analisi di rischio per quanto riguarda la migrazione delle sostanze inquinanti e la protezione dei bersagli individuati
- campionamento, analisi e controllo nel tempo della qualità delle altre componenti ambientali, quali acque sotterranee
- stabilità nel tempo e qualità degli interventi realizzati di bonifica e ripristino ambientale e di messa in sicurezza permanente e delle misure di sicurezza

**III.2) Interventi da realizzare per l'attuazione delle prescrizioni e delle limitazioni all'uso del sito**

Il progetto definitivo deve descrivere nel dettaglio gli interventi che si rendono necessari per attuare le prescrizioni definite dall'autorità competente qualora siano state approvate per suolo e sottosuolo concentrazioni residue superiori ai valori di concentrazione limite accettabili stabiliti dall'Allegato 1 e si debbano adottare misure di sicurezza.

Devono inoltre essere riportate le limitazioni d'uso richieste per la destinazione d'uso prevista dagli strumenti urbanistici per il sito; queste indicazioni devono essere mantenute nei successivi progetti di edificabilità.

**III. 3) Piano dei controlli post-operam**

Il collaudo dell'intervento dovrà valutare la rispondenza tra il progetto definitivo e la sua realizzazione in termini di sistemi, tecnologie, strumenti e mezzi utilizzati per la bonifica e il ripristino ambientale, per la messa in sicurezza permanente e per le misure di sicurezza, sia durante la loro esecuzione che al termine delle attività mediante un monitoraggio post-operam.

I controlli da eseguire per la verifica dei risultati dell'intervento di bonifica dovranno riguardare tutte le diverse matrici ambientali interessate dal fenomeno di inquinamento. -Le procedure di controllo dovranno essere incluse nella progettazione dell'intervento e dovranno indicare le modalità ed i tempi di esecuzione dei controlli, gli standard analitici da utilizzare, le modalità di rappresentazione dei risultati.

Come elemento di giudizio finale verrà prodotta dalla Provincia una certificazione di avvenuta bonifica e ripristino ambientale o di avvenuta messa in sicurezza permanente. La certificazione conterrà anche i risultati del controllo delle misure di sicurezza, mediante osservazione dei risultati ottenuti dal monitoraggio e controllo, in termini di concentrazioni degli inquinanti utilizzati, degli obiettivi della bonifica e ripristino ambientale e di protezione della salute pubblica e dell'ambiente.

**Relazione tecnica descrittiva**

La relazione descrittiva del progetto definitivo deve contenere almeno:

1. Definizione in ogni dettaglio degli interventi di bonifica e ripristino ambientale, degli interventi di messa in sicurezza permanente e delle misure di sicurezza, e congruenza con le eventuali attività e/o processi in corso nell'area
2. Piano temporale e piano di gestione degli interventi
3. Calcoli e dimensionamento dei principali impianti e strutture
4. Costo previsto per gli interventi; computo metrico estimativo ed elenco dei prezzi unitari
5. Criteri di protezione dei lavoratori e della popolazione.
6. Dettaglio dei controlli da attivare post-operam per verificare il raggiungimento degli obiettivi di bonifica
7. Dettaglio delle azioni e degli interventi da eseguire per garantire il raggiungimento dei risultati degli interventi di bonifica e ripristino ambientale, di messa in sicurezza permanente e delle misure di sicurezza
8. Piano dettagliato di manutenzione delle opere e delle misure di sicurezza

**Elaborati di progetto:**

- a) Schemi di dettaglio degli interventi e degli impianti per gli interventi di bonifica e ripristino ambientale e di messa in sicurezza permanente, (preferibilmente 1:500-1.000)
- b) Schemi di dettaglio di sistemazione cantiere, (preferibilmente 1:500-1.000)
- c) Schemi di dettaglio degli interventi e degli impianti per le misure di sicurezza, (preferibilmente 1:500-1.000)
- d) Schemi costruttivi di dettaglio dei sistemi di messa in sicurezza da realizzare durante gli interventi, (preferibilmente 1:500-1.000)
- e) Risultati delle analisi di laboratorio condotte durante gli interventi o al termine delle esecuzioni degli interventi di bonifica e ripristino ambientale
- f) Schemi dei controlli da attuare nel corso delle attività di bonifica e durante l'installazione delle misure di sicurezza
- g) Piano di gestione dei materiali, suolo, acqua, rifiuti, prodotti durante le attività di bonifica e ripristino ambientale
- h) Schemi dei controlli post-operam

**Allegato 5****SCHEMA di MODELLO da adottare per la CERTIFICAZIONE DI AVVENUTA BONIFICA/MESSA IN SICUREZZA PERMANENTE**

*MODELLO A) Certificazione del completamento di interventi di bonifica/messa in sicurezza permanente*

Area ..... di proprietà .....

Comune di .....

*(N.B. La planimetria allegata riportante i confini areali dell'area oggetto dell'intervento di bonifica costituisce parte integrante della presente certificazione)*

Visto il D.Lgs. dei 5 febbraio 1997 n.22 "Attuazione delle direttive 91/156/CEE sui rifiuti, 91/168/91CEE sui rifiuti pericolosi e 94/62/CEE sugli imballaggi e sui rifiuti da imballaggio"

considerato il D.M. n..... del ..... concernente.....

preso atto del piano delle indagini del sito approvato in data dal Comune di .....

preso atto del vigente P.R.G. del Comune di ..... che per l'area in oggetto prevede una destinazione a uso .....

considerata la situazione di inquinamento emersa dalle indagini di cui sopra che ha evidenziato la presenza di contaminazione da e eccedente i valori di concentrazione limite accettabili in relazione alla specifica destinazione d'uso del sito, previsti dall'Allegato 1 del D.M .....del.....sopracitato;

(considerata la presenza di rifiuti stoccati di cui non è possibile procedere alla rimozione che ha evidenziato la presenza di contaminazione da e eccedente i valori di concentrazione limite accettabili in relazione alla specifica destinazione d'uso del sito, previsti dall'Allegato 1 del D.M.....del. ....sopracitato)

preso atto dei progetto di bonifica/messa in sicurezza permanente e ripristino ambientale..... approvato dal Comune/Regione in data..... che prevede la realizzazione di .....

vista la relazione di fine lavori del, .....a firma dei Direttore dei Lavori..... e la relazione di collaudo dei progetto del..... a firma di..... ;

esaminate le risultanze dei controlli effettuati dai tecnici provinciali durante l'effettuazione degli interventi di bonifica, ai sensi dell'art. 20, comma 1/b del citato decreto;

acquisiti i risultati dei monitoraggio condotto sul sito;

vista la relazione tecnica . finale di sintesi del.....predisposta dai funzionari .....della Provincia di .....che costituisce allegato tecnico integrante dei presente atto di certificazione;

## SI CERTIFICA

1. Che le opere realizzate e gli interventi effettuati risultano conformi al progetto di bonifica/messa in sicurezza permanente e ripristino ambientale..... approvato. dal Comune/Regione in data .....con le varianti rese necessarie in corso d'opera e successivamente autorizzate in data..... e pertanto gli interventi previsti dal progetto si possono ritenere completati;
2. Che gli accertamenti di collaudo e verifica specificatamente effettuati su indicazione e controllo della Provincia, in corrispondenza dei focolai di contaminazione individuati dalle indagini condotte, non hanno evidenziato nelle. matrici ambientali superamenti, per i parametri ricercati dei limiti di accettabilità previsti dal D.M..... del.....
3. Che le risultanze del monitoraggio condotto sulle matrici ambientali inerenti il sito in oggetto hanno indicato che il contributo di contaminazione da parte degli inquinanti considerati nel sito non provoca il superamento dei limiti. previsti dal sopracitato DM;

## SI PRECISA

nel contempo che, nel caso di un eventuale mutamento di destinazione d'uso dell'area in oggetto previsto dal vigente P.R.G. comporti l'applicazione di valori di concentrazione limite accettabili più restrittivi, la proprietà dovrà impegnarsi a procedere ai sensi di quanto previsto dall'art. 17, comma 13 del citato D.Lgs.; fermo quanto sopra

## SI INVITA

ai sensi dell'art. 20, comma 1/b del citato D.Lgs. n. 22/97, la società/sig..... proprietaria dell'area..... sita in..... a proseguire le operazioni di monitoraggio con le specifiche modalità e i tempi indicati nella relazione tecnica finale di sintesi della Provincia di. ....del..... trasmettendone tempestivamente le risultanze a tutti gli Enti preposti che si riservano comunque la facoltà di effettuare a propria discrezione controcampioni ufficiali.

Qualora da tale monitoraggio emergessero elementi tali per cui si individuino condizioni di superamento dei valori di concentrazione limite accettabili previsti per le varie matrici ambientali dal D.M..... attribuibili al sito in questione, si dovrà procedere secondo quanto previsto dall'art. 17, commi 2 e 3 del D.Lgs. n. 22/97.

.....li.....

Il Dirigente

.....

*MODELLO B) Certificazione del completamento degli interventi bonifica e ripristino ambientale con misure di sicurezza*

Area ..... di proprietà .....

Comune di .....

*(N.B. La planimetria allegata riportante, i confini areali dell'area oggetto dell'intervento & bonifica costituisce parte integrante della presente certificazione)*

Visto il D.Lgs. del 5 febbraio 1997 n.22 "Attuazione delle direttive 91/156/CEE sui rifiuti, 91/1689/CEE sui rifiuti pericolosi e 94/62/CEE sugli imballaggi e sui rifiuti da imballaggio"

considerato il D.M. n..... del..... concernente

preso atto del progetto di indagine e caratterizzazione del sito approvato in data del Comune di .....

preso atto del vigente P.R.G. del Comune di..... che per l'area in oggetto prevede una destinazione a uso.....;

considerata la situazione di inquinamento emersa dalle indagini di cui sopra che ha evidenziato la presenza di contaminazione da ..... e..... eccedente i limiti di accettabilità di contaminazione dei suoli e delle acque sotterranee in relazione alla specifica destinazione d'uso del sito, previsti dal D.M..... del..... sopracitato;

preso atto del progetto di bonifica e ripristino ambientale con misure di sicurezza..... approvato dal Comune/Regione in data..... che prevede la realizzazione di misure di sicurezza dell'area in oggetto, in considerazione del fatto che, sulla base degli accertamenti condotti, delle migliori tecnologie di bonifica e disinquinamento attualmente disponibili e della destinazione d'uso del sito prevista dal P.R.G. vigente, non è possibile il raggiungimento dei valori di concentrazione limite accettabili previsti per la destinazione d'uso del sito stabiliti dall'Allegato 1 del D.M..... del..... sopracitato;

considerate le varianti in corso d'opera rese necessarie e approvate dal Comune in data.....;

vista la relazione di fine lavori del..... a firma del Direttore dei Lavori..... e la relazione di collaudo del progetto del..... a firma di.....;

esaminate le risultanze dei controlli effettuati dai tecnici provinciali durante l'effettuazione degli interventi di bonifica e ripristino ambientale con misure di sicurezza, ai sensi dell'art. 20, comma 1/b del citato decreto;

acquisiti i risultati del monitoraggio condotto sul sito;

vista la relazione tecnica finale di sintesi . del..... predisposta dai funzionari..... della Provincia di..... che costituisce allegato tecnico integrante del presente atto di certificazione; .

## SI CERTIFICA

1. che le opere realizzate e gli interventi effettuati risultano conformi al progetto ..... approvato dal Comune/Regione in data..... con le varianti rese necessarie in corso d'opera e successivamente autorizzate in data..... e pertanto gli interventi previsti dal progetto si possono ritenere completati;
2. che gli accertamenti di collaudo e verifica specificamente effettuati su indicazione e controllo della Provincia, in corrispondenza dei focolai di contaminazione individuati dalle indagini condotte, non hanno evidenziato nelle matrici ambientali superamenti, per i parametri ricercati, confermando l'efficacia delle misure di sicurezza;
3. che le risultanze del monitoraggio condotto su tutte le matrici ambientali analizzate, inerenti il sito in oggetto. per gli inquinanti considerati non evidenziano danni derivanti dall'inquinamento residuo;

## SI PRESCRIVE

quanto segue:

1. Ai sensi dell'art. 20, comma 1/b dei citato D.Lgs. n.22/97, la Società/sig..... proprietaria dell'area. .... sita in..... dovrà proseguire le operazioni di monitoraggio ambientale con le specifiche modalità e i tempi indicati nella relazione tecnica finale di sintesi della Provincia di .. .....del.....trasmettendon e tempestivamente le risultanze a tutti gli Enti preposti che si riservano comunque la facoltà di effettuare a propria discrezione controcampioni ufficiali.
2. Qualora da tale monitoraggio si individuino condizioni tali da evidenziare danni derivanti dall'inquinamento residuo, la proprietà dovrà impegnarsi a procedere a rivalutare le nuove condizioni accertate presentando un nuovo progetto da autorizzarsi da parte del Comune e con l'eventuale realizzazione di nuove misure di sicurezza e si rendessero necessari, per il raggiungimento delle condizioni di sicurezza, secondo quanto previsto dall'art. 17, comma 6 del D.Lgs. n. 22197;
- 3 Nel caso in cui un eventuale mutamento di destinazione d'uso dell'area in oggetto previsto dal vigente P.R.G. comporti l'adozione di valori di concentrazione limite accettabili più restrittivi rispetto a quelli cui si è fatto riferimento nella progettazione degli interventi di messa in sicurezza, la proprietà dovrà impegnarsi a procedere alla redazione di un nuovo progetto da autorizzarsi da parte. del Comune e con l'eventuale effettuazione dei nuovi interventi che si rendessero necessari, per il raggiungimento delle condizioni di sicurezza, secondo quanto previsto dall'art. 17, comma 13. dei D.Lgs. n. 22/97.

.....li.....

Il Dirigente

.....



## NOTE:

## AVVERTENZA:

Il testo delle note qui pubblicato è stato redatto dall'amministrazione competente per materia, ai sensi dell'art. 10, comma 3, del testo unico delle disposizioni sulla promulgazione delle leggi, sull'emanazione dei decreti del Presidente della Repubblica e sulle pubblicazioni ufficiali della Repubblica italiana, approvato con D.P.R. 28 dicembre 1985, n. 1097, al solo fine di facilitare la lettura delle disposizioni di legge alle quali è operato il rinvio. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

## Nota al titolo:

— Per il testo dell'art. 17 del D.Leg. n. 22/1997 V. nelle note alle premesse.

## NOTE AL DECRETO

## Nota alle premesse:

— Si riportano i testi degli articoli 17, 18, comma 1, lettera a), e 22, comma 5, del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22:

«Art. 17 (Bonifica e ripristino ambientale dei siti inquinati). — 1. Entro tre mesi dalla data di entrata in vigore del presente decreto il Ministro dell'ambiente, avvalendosi dell'Agenzia nazionale per la protezione dell'ambiente (ANPA), di concerto con i Ministri dell'industria, del commercio e dell'artigianato e della sanità, sentita la Conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le regioni e le province autonome di Trento e Bolzano, definisce:

a) I limiti di accettabilità della contaminazione dei suoli, delle acque superficiali e delle acque sotterranee in relazione alla specifica destinazione d'uso dei siti;

b) le procedure di riferimento per il prelievo e l'analisi dei campioni;

c) I criteri generali per la messa in sicurezza, la bonifica ed il ripristino ambientale dei siti inquinati, nonché per la redazione dei progetti di bonifica;

d) tutte le operazioni di bonifica di snodi e falde acquifere che facciano ricorso a batteri, a ceppi batterici mutanti, a stimolanti di batteri naturalmente presenti nel suolo al fine di evitare i rischi di contaminazione del suolo e delle falde acquifere.

1-bis. I censimenti di cui al decreto del Ministro dell'ambiente 16 maggio 1989, pubblicato nella Gazzetta Ufficiale n. 121 del 26 maggio 1989, sono estesi alle aree interne ai luoghi di produzione, raccolta, smaltimento e recupero dei rifiuti, in particolare agli impianti a rischio di incidenti rilevanti di cui al decreto del Presidente della Repubblica 17 maggio 1988, n. 175, e successive modificazioni. Il Ministro dell'ambiente dispone, eventualmente attraverso accordi di programma con gli enti provvisti delle tecnologie di rilevazione più avanzate, la mappatura nazionale del sito oggetto dei censimenti e la loro verifica con le regioni.

2. Chiunque cagiona, anche in maniera accidentale, il superamento dei limiti di cui al comma 1, lettera a), ovvero determina un pericolo concreto ed attuale di superamento dei limiti medesimi, è tenuto a procedere a proprie spese agli interventi di messa in sicurezza, di bonifica e di ripristino ambientale delle aree inquinate e degli impianti dai quali deriva il pericolo di inquinamento. A tal fine:

a) deve essere data, entro quarantotto ore, notifica al comune, alla provincia ed alla regione territorialmente competenti, nonché agli organi di controllo sanitario e ambientale, della situazione di inquinamento ovvero del pericolo concreto ed attuale di inquinamento del sito;

b) entro le quarantotto ore successive alla notifica di cui alla lettera a), deve essere data comunicazione al comune ed alla provincia ed alla regione territorialmente competenti degli interventi di messa in sicurezza adottati per non aggravare la situazione di inquinamento o di pericolo di inquinamento, contenere gli effetti e ridurre il rischio sanitario ed ambientale;

c) entro trenta giorni dall'evento che ha determinato l'inquinamento ovvero della individuazione della situazione di pericolo, deve essere prescritto al comune ed alla regione il progetto di bonifica delle aree inquinate;

3. I soggetti o gli organi pubblici che nell'esercizio delle proprie funzioni istituzionali individuano altri nei quali i livelli di inquinamento sono superiori ai limiti previsti, ne danno comunicazione al comune, che affida il responsabile dell'inquinamento a provvedere ai sensi del comma 2, nonché alla provincia ed alla regione.

4. Il comune approva il progetto ed autorizza la realizzazione degli interventi previsti entro novanta giorni dalla data di presentazione del progetto medesimo e ne dà comunicazione alla regione. L'autorizzazione indica le eventuali modifiche ed integrazioni del progetto presentato, ne fissa i tempi, anche intermedi, di esecuzione, e stabilisce le garanzie finanziarie che devono essere prestate a favore della regione per la realizzazione e l'esercizio degli impianti previsti dal progetto di bonifica medesimo. Se l'intervento di bonifica è di messa in sicurezza riguarda un'area compresa nel territorio di più comuni il progetto e gli interventi sono approvati ed autorizzati dalla regione.

5. Entro sessanta giorni dalla data di presentazione del progetto di bonifica la regione può richiedere al comune che siano apportate modifiche ed integrazioni ovvero stabilisce specifiche prescrizioni al progetto di bonifica.

6. Qualora la destinazione d'uso prevista dagli strumenti urbanistici in vigore imponga il rispetto di limiti di accettabilità di contaminazione che non possono essere raggiunti neppure con l'applicazione delle migliori tecnologie disponibili a costi sopportabili, l'autorizzazione di cui al comma 4 può prescrivere l'adozione di misure di sicurezza volte ad impedire danni derivanti dall'inquinamento residuo, da attuarsi in via prioritaria con l'impiego di tecniche e di ingegneria ambientale, nonché limitazioni temporanee o permanenti all'utilizzo dell'area bonificata rispetto alle previsioni degli strumenti urbanistici vigenti, ovvero particolari modalità per l'utilizzo dell'area medesima. Tali prescrizioni comportano, ove occorra, variazione degli strumenti urbanistici e dei piani territoriali.

6-bis. Gli interventi di bonifica dei siti inquinati possono essere assistiti, sulla base di apposita disposizione legislativa di finanziamento, da contributo pubblico entro il limite massimo del 50 per cento delle relative spese qualora sussistano preminenti interessi pubblici connessi ad esigenze di tutela igienico-sanitaria e ambientale o occupazionali. Ai predetti contributi pubblici non si applicano le disposizioni di cui ai commi 10 e 11.

7. L'autorizzazione di cui al comma 4 costituisce variante urbanistica, comporta dichiarazione di pubblica utilità, di urgenza e di indifferibilità dei lavori, e sostituisce a tutti gli effetti le autorizzazioni, le concessioni, i consensi, le intese, le nota d'opera, i pareri e gli assensi previsti dalla legislazione vigente per la realizzazione e l'esercizio degli impianti e delle attrezzature necessarie all'attuazione del progetto di bonifica.

8. Il completamento degli interventi previsti dai progetti di cui al comma 2, lettera c), è attestato da apposita certificazione rilasciata dalla provincia competente per territorio.

9. Qualora i responsabili non provvedano ovvero non siano individuabili, gli interventi di messa in sicurezza, di bonifica e di ripristino ambientale sono realizzati d'ufficio dal comune territorialmente competente e ove questo non provveda dalla regione, che si avvale anche di altri enti pubblici. Al fine di anticipare le somme per i predetti interventi le regioni possono istituire appositi fondi nell'ambito delle proprie disponibilità di bilancio.

10. Gli interventi di messa in sicurezza, di bonifica e di ripristino ambientale costituiscono onere reale sulle aree inquinate di cui ai commi 2 e 3. L'onere reale deve essere indicato nel certificato di destinazione urbanistica ai sensi e per gli effetti dell'art. 18, comma 2, della legge 28 febbraio 1985, n. 47.

11. Le spese sostenute per la messa in sicurezza, la bonifica ed il ripristino ambientale delle aree inquinate di cui ai commi 2 e 3 sono assistite da privilegio speciale immobiliare sulle aree medesime, ai sensi e per gli effetti dell'art. 2748, secondo comma, del codice civile. Detti privilegi si può esercitare anche in pregiudizio dei diritti acquistati dai terzi sull'immobile. Le predette spese sono altresì assistite da privilegio generale mobiliare.

12. Le regioni predispongono sulla base delle notifiche dei soggetti interessati ovvero degli accertamenti degli organi di controllo un'anagrafe dei siti da bonificare che individui:

a) gli ambiti interessati, la caratterizzazione ed il livello degli inquinanti presenti;

b) i soggetti cui compete l'intervento di bonifica;

c) gli enti di cui la regione intende avvalersi per l'esecuzione d'ufficio in caso di inadempienza dei soggetti obbligati;

d) la stima degli oneri finanziari.

13. Nel caso in cui il mutamento di destinazione d'uso di un'area comporti l'applicazione dei limiti di accettabilità di contaminazione più restrittivi, l'interessato deve procedere a proprie spese ai necessari interventi di bonifica sulla base di un apposito progetto che è approvato dal comune ai sensi di cui ai commi 4 e 6. L'accertamento dell'avvenuta bonifica è effettuato, dalla provincia ai sensi del comma 8.

13-bis. Le procedure per gli interventi di messa in sicurezza, di bonifica e di ripristino ambientale disciplinate dal presente articolo possono essere comunque utilizzate ad iniziativa degli interessati.

14. I progetti relativi ad interventi di bonifica di interesse nazionale sono presentati al Ministero dell'ambiente ed approvati, ai sensi e per gli effetti delle disposizioni che procedono, con decreto del Ministro dell'ambiente, di concerto con i Ministri dell'industria, del commercio e dell'artigianato e della sanità, d'intesa con la regione territorialmente competente. L'approvazione produce gli effetti di cui al comma 7, e con esclusione degli impianti di incenerimento e di recupero energetico, sostituisce, ove prevista per legge, la pronuncia di valutazione di impatto ambientale degli impianti da realizzare sul sito inquinato per gli interventi di bonifica.

15. I limiti, le procedure, i criteri generali di cui al comma 1 ed i progetti di cui al comma 14 relativi ad aree destinate alla produzione agricola e all'allevamento sono definiti ed approvati di concerto con il Ministero delle risorse agricole, alimentari e forestali.

15-bis. Il Ministro dell'ambiente, di concerto con il Ministro dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica e con il Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato, emana un decreto recante indicazioni ed informazioni per le imprese industriali, consorzio di imprese, cooperative, consorzi tra imprese industriali ed artigiane che intendano accedere a incentivi e finanziamenti per la ricerca e lo sviluppo di nuove tecnologie di bonifica previste dalla vigente legislazione.

15-ter. Il Ministro dell'ambiente e le regioni rendono pubblica, rispettivamente, la lista di priorità nazionale e regionale dei siti contaminati da bonificare.

«Art. 18, comma 1. Spettano allo Stato:

a)-m) (Omissis);

n) la determinazione d'intesa con la conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano dei criteri generali e degli standard di bonifica dei siti inquinati, nonché la determinazione dei criteri per individuare gli interventi di bonifica che, in relazione al rilievo dell'impatto sull'ambiente connesso all'estensione dell'area interessata, alla quantità e pericolosità degli inquinanti presenti, rivestono interesse nazionale.

«Art. 22, comma 5. Costituiscono parte integrante del piano regionale i piani per la bonifica delle aree inquinate che devono prevedere:

a) l'ordine di priorità degli interventi, basato su un criterio di valutazione del rischio elaborato dall'ANPA;

b) l'individuazione dei siti da bonificare e delle caratteristiche generali degli inquinamenti presenti;

c) le modalità degli interventi di bonifica e risanamento ambientale, che privilegiano prioritariamente l'impiego di materiali provenienti da attività di recupero di rifiuti urbani;

d) la stima degli oneri finanziari;

e) le modalità di smaltimento dei materiali da asportare.

Il testo dell'art. 17, comma 3, della legge 22 agosto 1988, n. 400 (Disciplina dell'attività di governo e ordinamento della Presidenza del Consiglio dei Ministri), è il seguente:

«3. Con decreto ministeriale possono essere adottati regolamenti nelle materie di competenza del Ministro o di autorità sottordinata al Ministro, quando la legge espressamente conferisca tale potere. Tali regolamenti, per materie di competenza di più Ministri, possono essere adottati con decreti interministeriali, ferma restando

la necessità di apposita autorizzazione da parte della legge. I regolamenti ministeriali ed interministeriali non possono dotare norme contrarie a quelle dei regolamenti emanati dal Governo. Essi debbono essere comunicati al Presidente del Consiglio dei Ministri prima della loro emanazione.

## Nota all'art. 1:

— L'art. 17 del D.Leg. n. 22/1997 è riportato nelle note alla premessa.

— Il testo dell'art. 14 del D.Leg. n. 22/1997 è il seguente:

«Art. 14 (Divieto di abbandono). — 1. L'abbandono e il deposito incontrollati di rifiuti sul suolo e nel suolo sono vietati.

2. È altresì vietata l'immissione di rifiuti di qualsiasi genere, allo stato solido o liquido, nelle acque superficiali e sotterranee.

3. Fatta salva l'applicazione delle sanzioni di cui agli articoli 50 e 51, chiunque viola i divieti di cui ai commi 1 e 2, è tenuto a procedere alla rimozione, all'avvio a recupero o allo smaltimento dei rifiuti ed al ripristino dello stato dei luoghi in solido con il proprietario e con i titolari di diritti reali e personali di godimento sull'area, ai quali tale violazione sia imputabile a titolo di dolo o colpa. Il sindaco dispone con ordinanza le operazioni e, al fine necessarie ed al termine entro cui provvedere, decora il quale procede all'esecuzione in danno dei soggetti obbligati ed al recupero delle somme anticipate.

4. Qualora la responsabilità del fatto illecito di cui al comma 1 sia imputabile ad amministratori o rappresentanti di persona giuridica, ai sensi e per gli effetti del comma 3 sono tenuti in solido la persona giuridica ed i soggetti che tubentano nei diritti della persona stessa».

## Nota all'art. 3:

— L'art. 18, comma 2, della legge 28 febbraio 1985, n. 47 (Norme in materia di controllo dell'attività urbanistica - edilizia, sanzioni, recupero e sanatoria delle opere edilizie), è il seguente:

«Gli atti tra vivi, sia in forma pubblica sia in forma privata, aventi ad oggetto trasferimento o costituzione o scioglimento della comunione di diritti reali relativi a terreni non nulli e non possono essere stipulati né trascritti nei pubblici registri immobiliari ove agli atti stessi non sia allegato il certificato di destinazione urbanistica contenente le prescrizioni urbanistiche riguardanti l'area interessata. Le disposizioni di cui al presente comma non si applicano quando i terreni costituiscano pertinenze di edifici censiti nel nuovo catasto edilizio urbano, purché la superficie complessiva dell'area di pertinenza medesima sia inferiore a 5.000 metri quadrati».

## Nota all'art. 6:

— Per il titolo del D.Leg. n. 22/1997 V. nelle premesse del presente decreto.

— Per il testo dell'art. 18, comma 2, della legge n. 47/1985 V. in nota all'art. 5.

## Nota agli articoli 8 e 9:

— Il testo dell'art. 17 del citato D.Leg. n. 22/1997, è riportato nelle note alle premesse.

## Nota all'art. 10:

— L'art. 14 della legge 7 agosto 1990, n. 241 (Nuove norme in materia di procedimento amministrativo e di diritto di accesso ai documenti amministrativi) è il seguente:

«Art. 14. — 1. Qualora sia opportuno effettuare un esame contestuale di vari interessi pubblici coinvolti in un procedimento amministrativo, l'amministrazione procedente indice di regola una conferenza di servizi.

2. La conferenza stessa può essere indetta anche quando l'amministrazione procedente debba acquisire intese, consensi, nullatenza o assensi comunque denominati di altre amministrazioni pubbliche. In tal caso, le determinazioni concordate nella conferenza sostituiscono a tutti gli effetti i consensi, le intese, i nullatenza e gli assensi richiesti».

2-bis. Nella prima riunione della conferenza di servizi le amministrazioni che vi partecipano stabiliscono il termine entro cui è possibile pervenire ad una decisione. In caso di inutile decorso del termine l'amministrazione indicente procede ai sensi dei commi 3-bis o 4.

2-ter. Le disposizioni di cui ai commi 2 e 2-bis si applicano anche quando l'attività del privato sia subordinata ad atti di consenso, comunque denominati, di competenza di amministrazioni pubbliche diverse. In questo caso, la conferenza è convocata, anche su richiesta dell'interessato, dall'amministrazione preposta alla tutela dell'interesse pubblico prevalente.

3. Si considera acquisito l'assenso dell'amministrazione la quale, regolarmente convocata, non abbia partecipato alla conferenza o vi abbia partecipato tramite rappresentanti privi della competenza ad esprimere definitivamente la volontà, salvo che essa non comunichi all'amministrazione procedente il proprio motivato dissenso entro venti giorni dalla conferenza stessa ovvero dalla data di ricevimento della comunicazione delle determinazioni adottate, qualora queste ultime abbiano contenuto sostanzialmente diverso da quello originariamente previsto.

3-bis. Nel caso in cui una amministrazione abbia espresso, anche nel corso della conferenza, il proprio motivato dissenso, l'amministrazione procedente può assumere la determinazione di conclusione positiva del procedimento dandone comunicazione al Presidente del Consiglio dei Ministri, ove l'amministrazione procedente o quella dissenziente sia una amministrazione statale; negli altri casi la comunicazione è data al presidente della regione ed ai sindaci il Presidente del Consiglio dei Ministri, previa delibera del consiglio medesimo, o presidente della regione o i sindaci, previa delibera del consiglio regionale consigli comunali, entro trenta giorni dalla ricezione della comunicazione, possono disporre la sospensione della determinazione inviata; trascorso tale termine, in assenza di sospensione, la determinazione è esecutiva. In caso di sospensione la conferenza può, entro trenta giorni, pervenire ad una nuova decisione che tenga conto delle osservazioni del Presidente del Consiglio dei Ministri. Decorso inutilmente tale termine, la conferenza è sciolta.

4. Qualora il motivato dissenso alla conclusione del procedimento sia espresso da una amministrazione preposta alla tutela ambientale, paesaggistico-territoriale, del patrimonio storico-artistico o alla tutela della salute dei cittadini, l'amministrazione procedente può richiedere, purché non vi sia stata una precedente valutazione di impatto ambientale negativa in base alle norme tecniche di cui al decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 27 dicembre 1988, pubblicato nella Gazzetta Ufficiale n. 4 del 5 gennaio 1989, una determinazione di conclusione del procedimento al Presidente del Consiglio dei Ministri, previa deliberazione del Consiglio dei Ministri.

4-bis. La conferenza di servizi può essere convocata anche per l'esame contestuale di interessi coinvolti in più procedimenti amministrativi connessi, riguardanti medesime attività o risultati. In tal caso, la conferenza è indetta dalla amministrazione o, previa informale intesa, da una delle amministrazioni che curano l'interesse pubblico prevalente ovvero dall'amministrazione competente a concludere il procedimento che cronologicamente deve precedere gli altri connessi. L'indizione della conferenza può essere richiesta da qualsiasi altra amministrazione coinvolta.

#### Note all'art. 14:

— Per il testo dell'art. 22 del D.Lgs. n. 22/1997 V. nelle note alle premesse.

#### Note all'art. 15:

— Il testo dell'art. 18, comma 1, lettera n), del citato D.Lgs. n. 22/1997, è riportato nelle note alle premesse.

— La legge 8 agosto 1985, n. 431, di inversione, con modificazioni, del decreto-legge 27 gennaio 1985, n. 312, reca disposizioni urgenti per la tutela delle zone di particolare interesse ambientale. Integrazione dell'art. 82 del D.P.R. 24 luglio 1977, n. 616.

#### Note all'art. 16:

— Il D.M. 16 maggio 1989 reca: «Criteri e linee guida per l'elaborazione e la predisposizione, con modalità uniforme da parte di tutte le regioni e province autonome dei piani di bonifica».

— Il D.P.R. 17 maggio 1988, n. 175, reca: «Attuazione della direttiva CEE n. 82/501, relativa ai rischi di incidenti rilevanti connessi con determinate attività industriali, ai sensi della legge 16 aprile 1987, n. 183».

#### Note all'art. 17:

— Per il testo dell'art. 17, comma 12, del D.Lgs. n. 22/1997 V. nelle note alle premesse.

— Per il testo dell'art. 18, comma 2, della legge n. 47/1985 V. nelle note all'art. 3.

#### Note all'art. 18:

— L'art. 18 della legge 8 luglio 1986, n. 349 (Istituzione del Ministero dell'ambiente e norme in materia di danno ambientale), è il seguente:

«Art. 18 - 1. Qualunque fatto doloso o colposo in violazione di disposizioni di legge o di provvedimenti adottati in base a legge che comprometta l'ambiente, ad esso arrecando danno, alterandolo, deteriorandolo o distruggendolo in tutto o in parte, obbliga l'autore del fatto al risarcimento nei confronti dello Stato.

2. Per la materia di cui al precedente comma 1 la giurisdizione appartiene al giudice ordinario, ferma quella della Corte dei conti, di cui all'art. 22 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

3. L'azione di risarcimento del danno ambientale, anche se esercitata in sede penale, è promossa dallo Stato, nonché dagli enti territoriali sui quali incidano i beni oggetto del fatto lesivo.

4. Le associazioni di cui al precedente art. 13 e i cittadini, al fine di sollecitare l'esercizio dell'azione da parte dei soggetti legittimati, possono denunciare i fatti lesivi di beni ambientali dei quali siano a conoscenza.

5. Le associazioni individuate in base all'art. 13 della presente legge possono intervenire nei giudizi per danno ambientale e ricorrere in sede di giurisdizione amministrativa per l'annullamento di atti illegittimi.

6. Il giudice, ove non sia possibile una precisa quantificazione del danno, ne determina l'ammontare in via equitativa, tenendo comunque conto della gravità della colpa individuale, del costo necessario per il ripristino e del profitto conseguito dal trasgressore in conseguenza del suo comportamento lesivo dei beni ambientali.

7. Nei casi di concorso nello stesso evento di danno, ciascuno risponde nei limiti della più propria responsabilità individuale.

8. Il giudice, nella sentenza di condanna, dispone, ove possibile, il ripristino dello stato dei luoghi a spese del responsabile.

9. Per la riscossione dei crediti in favore dello Stato risultanti dalle sentenze di condanna si applicano le norme di cui al testo unico delle disposizioni di legge relative alla riscossione delle entrate patrimoniali dello Stato, approvato con regio decreto 14 aprile 1910, n. 639».

— Gli articoli 93 e 101 del R.O. 16 marzo 1942, n. 267 (Disciplina del fallimento, del concordato preventivo, dell'amministrazione controllata e della liquidazione coatta amministrativa, sono i seguenti:

«Art. 93 (Domanda di ammissione al passivo). — La domanda di ammissione al passivo deve contenere il cognome e il nome del creditore, l'indicazione della somma, del titolo da cui il credito deriva, delle ragioni di prelazione e dei documenti giustificativi.

Se il creditore non è domiciliato nel comune in cui ha sede il tribunale, la domanda deve inoltre contenere l'elezione del domicilio nel comune stesso; altrimenti tutte le notificazioni posteriori si fanno al creditore presso la cancelleria del tribunale.

I documenti non presentati con la domanda devono essere depositati prima dell'adunanza di verifica.

Il giudice ad istanza della parte può disporre che il cancelliere prenda copia dei titoli al portatore o all'ordine presentati e li restituisca con l'annotazione dell'avvenuta domanda di ammissione al passivo».

«Art. 101 (Dichiarazioni tardive di crediti). — Anche dopo il decreto previsto nell'art. 97, fino a che non siano esaurite tutte le ripartizioni dell'attivo fallimentare, i creditori possono chiedere con ricorso al giudice delegato l'ammissione al passivo.

Il giudice fissa con decreto l'udienza in cui il richiedente o il curatore devono comparire davanti a lui nonchè il termine perentorio per la notificazione al curatore del ricorso e del decreto. Le parti si sostituiscono a norma dell'art. 98, terzo comma. Possono intervenire gli altri creditori.

Se all'udienza il curatore non contesta l'ammissione del nuovo credito e il giudice lo ritiene fondato, il credito ammesso con decreto; altrimenti il giudice provvede all'istruzione della causa a norma degli articoli 175 e seguenti del codice di procedura civile.

Il creditore sopporta le spese conseguenti al ritardo della domanda, salvo che il ritardo sia dipeso da causa a lui non imputabile».

#### NOTE AGLI ALLEGATI

#### Note all'allegato 3:

— Il decreto legislativo 3 marzo 1993, n. 91, reca l'attuazione della direttiva 90/219/CEE concernente l'impiego confinato di microorganismi geneticamente modificati.

— Il decreto legislativo 19 settembre 1994, n. 626, reca l'attuazione delle direttive 89/391/CEE, 89/654/CEE, 89/655/CEE, 89/656/CEE, 90/269/CEE, 90/384/CEE e 90/679/CEE riguardanti il miglioramento della sicurezza e della salute dei lavoratori sul luogo di lavoro.

#### Note all'allegato 5:

— Si riporta il testo dell'art. 20, comma 1, lettera h), del citato decreto n. 22/1997:

«1. In attuazione dell'art. 14 della legge 8 giugno 1990, n. 142, alle province competono, in particolare:

a) (Omissis);  
b) il controllo e la verifica degli interventi di bonifica e del monitoraggio ed essi conseguenti».

— Il testo dell'art. 17 del citato D.Lgs. n. 22/1997 è riportato nelle note alle premesse.

99G0540

DOMENICO CORTESANI, direttore

FRANCESCO NOCITA, redattore

ALFONSO ANDRIANI, vice redattore

(2651529/1) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

# ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO

LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE

## ABRUZZO

- ◊ CHIETI  
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI - DE LUCA  
Via A. Moro, 21
- ◊ L'AQUILA  
LIBRERIA LA LUNA  
Viale Parsichetti, 9/A
- ◊ PESCARA  
LIBRERIA COSTANTINI DIDATTICA  
Corso V. Emanuele, 148  
LIBRERIA DELL'UNIVERSITÀ  
Via Gaillai (ang. via Gramsci)
- ◊ SIRMONIA  
LIBRERIA UFFICIO IN  
Circonv. Occidentale, 10
- ◊ TERAMO  
LIBRERIA DE LUCA  
Via Roccatali, 8

## BASILICATA

- ◊ MATERA  
LIBRERIA MONTELLURRO  
Via delle Beccherie, 68  
GULLIVER LIBRERIE  
Via del Corso, 32
- ◊ POTENZA  
LIBRERIA PAGGI ROSA  
Via Pretoria

## CALABRIA

- ◊ CATANZARO  
LIBRERIA NISTICÒ  
Via A. Daniele, 27
- ◊ COSENZA  
LIBRERIA DOMUS  
Via Monte Santo, 79/A
- ◊ PALMI  
LIBRERIA E. TEMPERINO  
Via Roma, 31
- ◊ REGGIO CALABRIA  
LIBRERIA L. UFFICIO  
Via S. Bucci, 23/A/B/C
- ◊ ROSSO VALENTIA  
LIBRERIA AZZURRA  
Corso V. Emanuele III

## CAMPANIA

- ◊ ANAGNI  
CARTOLIBRERIA AMATO  
Via del Gov., 11
- ◊ AVELLINO  
LIBRERIA GUIDA 3  
Via Vesio, 15  
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI  
Via Mastroloni, 30-33  
CARTOLIBRERIA CESA  
Via G. Nappi, 47
- ◊ BENEVENTO  
LIBRERIA LA SCIENZA  
Via F. Paga, 11  
LIBRERIA MASONE  
Viale Radavi, 71
- ◊ CASERTA  
LIBRERIA GUIDA 3  
Via Casini sul Lago, 29-33
- ◊ CARTELLA MARE DI STABIA  
LINEA SCUOLA  
Via Raiola, 83/D
- ◊ CAVA DEI TIRRENI  
LIBRERIA PIONINELLA  
Corso Umberto I, 353
- ◊ ISCHIA PORTO  
LIBRERIA GUIDA 3  
Via Sogliuzzo
- ◊ NAPOLI  
LIBRERIA LEGISLATIVA MAJOLÒ  
Via Carità, 36  
LIBRERIA GUIDA 1  
Via Portuba, 20-22  
LIBRERIA L'ATENEO  
Viale Augusto, 158-178  
LIBRERIA GUIDA 3  
Via Mariani, 118  
LIBRERIA I.B.S.  
Baita del Casale, 18
- ◊ NOCERA INFERIORE  
LIBRERIA LEGISLATIVA CRISCUOLO  
Via Fava, 51;

- ◊ NOLA  
LIBRERIA EDITRICE LA RICERCA  
Via Fomecca, 69
- ◊ POGGIA  
CARTOLIBRERIA QM  
Via Crispi
- ◊ SALERNO  
LIBRERIA GUIDA  
Corso Garibaldi, 142

## EMILIA-ROMAGNA

- ◊ BOLOGNA  
LIBRERIA GIURIDICA CERUTI  
Piazza Tribunali, 6/F  
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI  
Via Castiglione, 1/C  
GIURIDICA EDINFORM  
Via delle Scuole, 38
- ◊ CARPI  
LIBRERIA BILGARELLI  
Corso S. Caterini, 13
- ◊ CESENA  
LIBRERIA BETTINI  
Via Vesconado, 5
- ◊ FERRARA  
LIBRERIA PASELLO  
Via Canonica, 16-18
- ◊ FORLÌ  
LIBRERIA CAPPELLI  
Via Lazzarini, 81  
LIBRERIA MODERNA  
Corso A. Diaz, 12
- ◊ MODENA  
LIBRERIA GOLIARDICA  
Via Berengario, 80
- ◊ PARMA  
LIBRERIA PIROLA PARMA  
Via Farini, 34/D
- ◊ PIACENZA  
NUOVA TIPOGRAFIA DEL MAIHO  
Via Quattro Novembre, 180
- ◊ RAVENNA  
LIBRERIA GIURIDICA DI FERMANI MAURIZIO  
Via Corrado Ricci, 12
- ◊ REGGIO EMILIA  
LIBRERIA MODERNA  
Via Farini, 118
- ◊ RIMINI  
LIBRERIA DEL PROFESSIONISTA  
Via XXI Giugno, 3
- ◊ PRIULI-VENEZIA GIULIA
- ◊ ROVERETO  
CARTOLIBRERIA ANTONINI  
Via Mazzini, 16
- ◊ PORDENONE  
LIBRERIA MINERVA  
Piazzale J.C. Beltrami, 22/A
- ◊ TRIESTE  
LIBRERIA TERGESTE  
Piazza Bovio, 15 (9° fl. Tergeste)
- ◊ UDINE
- ◊ LIBRERIA BENEDETTI  
Via Michelovucchio, 13  
LIBRERIA TARANTOLA  
Via Vittorio Veneto, 25

## LAZIO

- ◊ FROSINONE  
LIBRERIA EDICOLA CARINCI  
Piazza Madonna della Neve, s.n.c.
- ◊ LATINA  
LIBRERIA GIURIDICA LA FORENSE  
Viale dello Stadio, 28-30
- ◊ RIETI  
LIBRERIA LA CENTRALE  
Piazza V. Emanuele, 8
- ◊ ROMA  
LIBRERIA ECONOMICO GIURIDICA  
Via S. Maria Maggiore, 121  
LIBRERIA DE MIRANDA  
Viale G. Cesare, 51E-F-I  
LIBRERIA EDITALIA  
Via dei Pretori, 18 (Piazza del Parlamento)  
LIBRERIA LAURUS ROBUFFO  
Via San Marino dalla Battaglia, 35

- ◊ LIBRERIA L'UNIVERSITARIA  
Viale Ugozzato, 99
- ◊ LIBRERIA IL TRITONE  
Via Tritone, 81/A
- ◊ LIBRERIA MEDICINE  
Via Massimiliano Colombo, 58-70
- ◊ LA CONTIABILE  
Via Tuscolana, 1027

## ◊ SORA

- ◊ LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI  
Via Abruzzo, 4
- ◊ TIVOLI  
LIBRERIA MANNELLI  
Viale Mannelli, 19
- ◊ VITERBO  
LIBRERIA "AR"  
Palazzo Uffici Finanziari - Loc. Piabara  
LIBRERIA DE SANTIS  
Via Venezia Giulia, 5

## LIGURIA

- ◊ CHIAVARI  
CARTOLIBRERIA GIORGINI  
Piazza M.S. dall'Orto, 37-38
- ◊ GENOVA  
LIBRERIA GIURIDICA DI A. TERENGHI  
& DARIO CERUOLI  
Dattaria E. Martino, 9
- ◊ IMPERIA  
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI - DI VIALE  
Viale Maestri, 43/A-45

## LOMBARDIA

- ◊ BERGAMO  
LIBRERIA LORENZELLI  
Via G. D'Azano, 5
- ◊ BRESCIA  
LIBRERIA QUERIMIANA  
Via Trieste, 13
- ◊ BRESCIA  
LIBRERIA CORRIBONI  
Via Corridoni, 11
- ◊ BUSTO ARSIZIO  
CARTOLIBRERIA CENTRALE BORGARNO  
Via Milano, 4
- ◊ COMO  
LIBRERIA GIURIDICA BERNASCONI  
Via Mantova, 15
- ◊ GALLARATE  
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI  
Via Pulicelli, 1 (ang. p. l'Indignato)  
LIBRERIA TOP OFFICE  
Via Torino, 8
- ◊ LECCO  
LIBRERIA PIROLA - DI LAZZARINI  
Corso Mar. Libertazione, 100/A
- ◊ LIPOMO  
EDITRICE CESARE NANI  
Via Statale Brianza, 79
- ◊ LODI  
LA LIBRERIA S. a. s.  
Via Delfonante, 32
- ◊ MANTOVA  
LIBRERIA ADAMO DI PELLEGRINI  
Corso Umberto I, 32
- ◊ MILANO  
LIBRERIA CONCESSIONARIA  
IPIS-CALABRESE  
Gailla V. Emanuele II, 13-15  
FOHOBONAPARTE S. r. l.  
Foro Bonaparte, 53
- ◊ MONZA  
LIBRERIA DELL'ARENARIO  
Via Mapehi, 4
- ◊ PAVIA  
LIBRERIA GALASSIA  
Corso Mazzini, 24
- ◊ SONDRIO  
LIBRERIA MAC  
Via Cairo, 14
- ◊ VARESE  
LIBRERIA PIROLA - DI MITRANI  
Via Albuzzi, 8

Segue: LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE

- MARCHE**
- ANCONA LIBRERIA FOGOLA Piazza Cavour, 4-5-6
  - ASCOLI PICENO LIBRERIA PROSPERI Largo Ghiselli, 8
  - MACERATA LIBRERIA UNIVERSITARIA Via Don Minzoni, 6
  - PESARO LIBRERIA PROFESSIONALE MARCHIGIANA Via Mameli, 34
  - SENIGALLIA DEL TRONTO LA BIBLIOTECA Via Ugo Bassi, 38
- MOLISE**
- CAMPORASSO LIBRERIA GIURIDICA DLE.M. Via Caprellone, 42-44
  - CENTRO LIBRARIO MOLISANO Viale Mazzoni, 81-83
- PIEMONTE**
- ALBA CASA EDITRICE I.C.A.P. Via Vittorio Emanuele, 19
  - ALESSANDRIA LIBRERIA INTERNAZIONALE BERTELOTTI Corso Roma, 122
  - BIELLA LIBRERIA GIOVANNACCI Via Italia, 14
  - CUNEO CASA EDITRICE ICAP Piazza del Galimberti, 10
  - NOVARA EDIZIONI PIROLA E MODULISTICA Via Costa, 32
  - TORINO CARTIERE MILIAMI FABRIANO Via Cavour, 17
  - VERBANIA LIBRERIA MARGAROLI Corso Matteotti, 65 - Int. a
  - VERCELLI LIBRERIA COPPO Via Galileo Ferraris, 70
- PUGLIA**
- ALTAMURA LIBRERIA JOLLY CART Corso V. Emanuele, 16
  - BARI CARTOLIBRERIA QUINTILIANO Via Aristidiano Giovanni, 8
  - PALOMAR LIBRERIA PALOMAR Via P. Amedeo, 176/8
  - LATERZA LATERZA GIUSEPPE & FIGLI Via Sparano, 104
  - FRATELLI LATERZA Via Orisanto, 76
  - BINDI LIBRERIA PIAZZO Corso Garibaldi, 35/A
  - CERIGNOLA LIBRERIA VASCIAYED Via Gubbio, 14
  - FOGGIA LIBRERIA PATERNÒ Via Dante, 21
  - LECCE LIBRERIA LECCE SPAZIO VIVO Via Palmieri, 30
  - MANTONONA LIBRERIA IL PAPIRO Corso Mantoni, 126
  - MOLFETTA LIBRERIA R. GYNGNO Via Campanella, 24
  - TARANTO LIBRERIA FUSAROLA Corso Italia, 229
- SARDEGNA**
- CAGLIARI LIBRERIA F.LLI DESSI Corso V. Emanuele, 30-32
  - ORISTANO LIBRERIA CARU Corso Umberto I, 18
  - SASSARI LIBRERIA MESSAGGERIE SARDE Piazza Castello, 11
  - LIBRERIA AKA Via Roma, 42
- SICILIA**
- ACIREALE LIBRERIA S.G.C. ESSEGICI S.n.c. Via Caronda, 8-10
  - CARTOLIBRERIA BONANNO Via Vittorio Emanuele, 194
  - AGRIGENTO TUTTO SHOPPING Via Panoramica dei Templi, 17
  - CATANISSETTA LIBRERIA SCIASCIA Corso Umberto I, 111
  - CASTELVETRANO CARTOLIBRERIA MAROTTA & CALIA Via G. Sella, 106-108
  - CATANIA LIBRERIA LA PAGLIA Via Enea, 303
  - LIBRERIA ESSEGICI Via F. Xiso, 66
  - CATANIA LIBRERIA NICOLA FRANCESCA Via Vittorio Emanuele, 137
  - GIARRE LIBRERIA LA SENORITA Corso Italia, 132-134
  - MESSINA LIBRERIA PIROLA MESSINA Corso Cavour, 55
  - PALERMO LIBRERIA S.F. FLACCOVIO Via Ruggero Settimo, 37
  - LIBRERIA FORNISE Via Magenta, 185
  - LIBRERIA S.F. FLACCOVIO Piazza V. E. Orlando, 15-18
  - LIBRERIA MERCURIO L.I.G.A.M. Piazza S. G. Bosco, 3
  - LIBRERIA DARIO FLACCOVIO Viale Autonomia, 70
  - LIBRERIA CICALA INGUAGLIATO Via Vittoriosa, 28
  - LIBRERIA SCHOOL SERVICE Via Gabetti, 223
  - S. GIOVANNI LA PUNTA LIBRERIA DI LORENZO Via Roma, 258
  - SIRACUSA LA LIBRERIA DI VALVO E SPADA Piazza Euripide, 22
  - TRAPANI LIBRERIA LO BUE Via Casale Carleo, 5
  - LIBRERIA GIURIDICA DI SARINA Corso Rialto, 81
- TOSCANA**
- AREZZO LIBRERIA PELLEGRINI Via Cavour, 42
  - PIRENZE LIBRERIA PIROLA - gli Editoria - Via Cavour, 46/R
  - LIBRERIA MARZOCCO Via de' Martelli, 22/R
  - LIBRERIA ALFANI Via Alfani, 84-85/R
- EMILIA**
- BOLOGNA LIBRERIA BARONI ADRI Via S. Paolo, 45-47
  - LIBRERIA RESTANTE Via Montanara, 57
  - MODENA LIBRERIA R. MAGGIOLINO Via Europa, 19
  - PARMA LIBRERIA VALLERINI Via del Miro, 13
  - PIACENZA LIBRERIA UNIVERSITARIA TURELLI Via Macalini, 37
  - PRATO LIBRERIA CORI Via Riccardi, 25
  - SIENA LIBRERIA TICCI Via della Terme, 5-7
  - VAREGGIO LIBRERIA R. MAGGIOLINO Via Puccini, 38
- TRENTINO-ALTO ADIGE**
- TRENTO LIBRERIA DISERTORI Via Diaz, 15
- UMBRIA**
- FOLIGNO LIBRERIA LUNA Via Gramsci, 41
  - PERUGIA LIBRERIA SIMONELLI Corso Vanucci, 82
  - LIBRERIA LA FONTANA Via Sicilia, 33
  - TERRACINA LIBRERIA ALTEROCCA Corso Tacito, 29
- VENETO**
- BELLUNO LIBRERIA CAMPDEL Piazza Martiri, 27/D
  - CONEGLIANO LIBRERIA CANOVA Via Cavour, 6/8
  - PADOVA LIBRERIA DIEGO VALERI Via Roma, 114
  - ROVERETO CARTOLIBRERIA PAVANELLO Piazza V. Emanuele, 2
  - TREVISO CARTOLIBRERIA CANOVA Via Calmagliore, 31
  - VENEZIA CENTRO DIFFUSIONE PRODOTTI EDITORIALI P.Z.S. S. Marco 1993/5 - Campo S. Fantin
  - VERONA LIBRERIA L.E.G.I.R. Via Adige, 43
  - LIBRERIA GROSSO GHELFI BARBATO Via G. Carducci, 44
  - LIBRERIA GIURIDICA EDITRICE Via Costa, 5
  - VICENZA LIBRERIA GALLA 1880 Corso Palladio, 11

La "Gazzetta Ufficiale" e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico:  
 - presso l'Agenzia dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in ROMA: piazza G. Verdi, 16;  
 - presso le Librerie concessionarie indicate nelle pagine precedenti.  
 Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Direzione Marketing e Commerciale - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n. 16718028. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono con pagamento anticipato, presso le agenzie in Roma e presso le librerie concessionarie.

**PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO - 1999**

Gli abbonamenti annuali hanno decorrenza dal 1° gennaio e terminano al 31 dicembre 1999  
 I semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno 1999 e dal 1° luglio al 31 dicembre 1999

**PARTE PRIMA - SERIE GENERALE E SERIE SPECIALI**  
 Ogni tipo di abbonamento comprende gli indici mensili

<b>Tipo A</b> - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari: - annuale ..... L. 606.606 - semestrale ..... L. 289.504	<b>Tipo D</b> - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale dedicata alle leggi ed ai regolamenti regionali: - annuale ..... L. 104.806 - semestrale ..... L. 61.006
<b>Tipo A1</b> - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi: - annuale ..... L. 415.998 - semestrale ..... L. 231.998	<b>Tipo E</b> - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinati ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni: - annuale ..... L. 267.806 - semestrale ..... L. 145.806
<b>Tipo A2</b> - Abbonamento ai supplementi ordinari contenenti i provvedimenti non legislativi: - annuale ..... L. 115.500 - semestrale ..... L. 63.998	<b>Tipo F</b> - Completo. Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi e non legislativi ed ai fascicoli delle quattro serie speciali (su tipo F): - annuale ..... L. 1.497.904 - semestrale ..... L. 833.804
<b>Tipo B</b> - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinati agli atti dei giudici davanti alla Corte costituzionale: - annuale ..... L. 197.806 - semestrale ..... L. 78.806	<b>Tipo F1</b> - Abbonamento ai fascicoli della serie generale (inclusi i supplementi ordinari) contenenti i provvedimenti legislativi ed ai fascicoli delle quattro serie speciali (escluso il tipo A2): - annuale ..... L. 947.906 - semestrale ..... L. 528.804
<b>Tipo C</b> - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinati agli atti delle Comunità europee: - annuale ..... L. 373.998 - semestrale ..... L. 168.004	

Integrando con la somma di L. 199.998 il versamento relativo al tipo di abbonamento della Gazzetta Ufficiale - parte prima - prescelto, si riceverà anche l'indice repertorio annuale cronologico per materia 1998.

Prezzo di vendita di un fascicolo separato della serie generale	L. 1.500
Prezzo di vendita di un fascicolo separato delle serie speciali I, II e III, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.500
Prezzo di vendita di un fascicolo della IV serie speciale - Concorsi ed esami	L. 3.900
Prezzo di vendita di un fascicolo indici mensili, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.500
Supplementi ordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.500
Supplementi straordinari per la vendita a fascicoli, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.500

**Supplemento straordinario «Bollettino delle estrazioni»**

Abbonamento annuale	L. 162.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.500

**Supplemento straordinario «Conto riassuntivo del Tesoro»**

Abbonamento annuale	L. 195.900
Prezzo di vendita di un fascicolo separato	L. 6.900

**Gazzetta Ufficiale su MICROFICHE - 1999**  
 (Serie generale - Supplementi ordinari - Serie speciali)

Abbonamento annuo (52 spedizioni raccomandate settimanali)	L. 1.308.808
Vendita singola: ogni microfiche contiene fino a 96 pagine di Gazzetta Ufficiale	L. 1.500
Contributo spese per imballaggio e spedizione raccomandata (da 1 a 10 microfiches)	L. 4.800

N.B. - Per l'estero i suddetti prezzi sono aumentati del 30%.

**PARTE SECONDA - INSERZIONI**

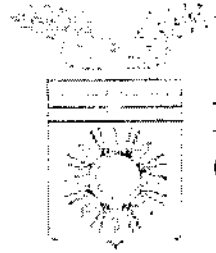
Abbonamento annuale	L. 474.000
Abbonamento semestrale	L. 239.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.500

I prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, per l'estero, nonché quelli di vendita dei fascicoli delle annate arretrate, compresi i fascicoli dei supplementi ordinari e straordinari, sono raddoppiati.

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 16718028 intestato all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. L'invio dei fascicoli disguidati, che devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione, è subordinato alla trasmissione dei dati riportati sulla relativa fascetta di abbonamento.

Per informazioni, prenotazioni o reclami attinenti agli abbonamenti oppure alla vendita della Gazzetta Ufficiale bisogna rivolgersi direttamente all'Amministrazione, presso l'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA

Ufficio abbonamenti	Vendita pubblicazioni	Ufficio inserzioni	Numero verde
☎ 06 85082149/85082221	☎ 06 85082150/85082276	☎ 06 85082146/85082185	☎ 800-864035



**PROVINCE  
OF MILAN**

---

*Technical Office for Special Projects  
Soil and subsoil remediation department*

## **GUIDELINE 1**

# **BOUNDARIES DEFINITION AND CHARACTERISATION OF A CONTAMINATED SITE**



*Milan, 12 February 1999*

**Written by:**

*Guido Rosti  
Luca Raffaelli  
Paola Raimondi*

*Executive of Technical Office for Special Projects  
Geologist of Soil and subsoil remediation department  
Geologist of Soil and subsoil remediation department*

With the assistance of the geologists of the Ufficio bonifiche suolo e sottosuolo ('Soil and subsoil remediation department'):

*Federica Facchino, Giovanni Porto, Pier Giorgio Valentini, Andrea Zelioli*

Report presented at the seminar '**Remediation of contaminated sites: presentation of proposals made by the province of Milan**' – Milan, 12 February 1999.

This report is available on the Web site of U.O. Tecnica Progetti Speciali:  
[www.provincia.milano.it/progettispeciali](http://www.provincia.milano.it/progettispeciali)

*Printed by the Province of Milan, February 1999*

## CONTENTS

<b>1. SITE BOUNDARY DEFINITION AND PRELIMINARY ACTIVITIES .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. COLLECTION OF AVAILABLE DATA AND INFORMATION .....</b>	<b>6</b>
1.1.1. Site outline.....	6
1.1.2. Environmental data survey.....	8
1.1.3. Analysis of current and previous activities.....	9
1.1.4. Definition of the geological and hydrogeological conceptual model.....	9
<b>1.2. IDENTIFICATION OF HOMOGENEOUS SUBAREAS .....</b>	<b>11</b>
<b>1.3. PLANNING AND IMPLEMENTATION OF EMERGENCY MEASURES .....</b>	<b>12</b>
<b>1.4. ORGANISATION AND MANAGEMENT OF SITE GEOGRAPHIC INFORMATION SYSTEM (GIS).....</b>	<b>12</b>
<b>2. SITE CHARACTERISATION PLAN AND ACTION PRIORITIES .....</b>	<b>14</b>
<b>2.1. PLANNING AND IMPLEMENTATION OF INDIRECT SURVEYS.....</b>	<b>14</b>
<b>2.2. PLANNING AND IMPLEMENTATION OF DIRECT SURVEYS.....</b>	<b>14</b>
2.2.1. Location of soil survey points .....	15
2.2.2. Drilling methods.....	15
2.2.3. Location of groundwater survey points.....	16
2.2.4. Sampling methods .....	18
2.2.5. Preparing the sample for laboratory analysis .....	20
2.2.6. Selection of container, transport and storage .....	20
2.2.7. Blank samples .....	21
2.2.8. Requirements for quality control of sampling operations.....	21
<b>2.3. PLANNING AND IMPLEMENTATION OF LABORATORY ANALYSES .....</b>	<b>22</b>
2.3.1. Selection of chemical analysis parameters .....	23
2.3.2. Processing and interpretation of analytical data.....	23
<b>2.4. DEFINITION AND MANAGEMENT OF GROUNDWATER MONITORING.....</b>	<b>23</b>
2.4.1. Piezometric monitoring .....	24
2.4.2. Hydrochemical monitoring .....	25
<b>2.5. THREE-DIMENSIONAL CHARACTERISATION OF AREA QUALITY STATUS .....</b>	<b>26</b>
<b>2.6. DRAWING UP LIST OF REMEDIATION PRIORITY SUB-AREAS.....</b>	<b>27</b>
<b>2.7. ACTIVITY SCHEDULE .....</b>	<b>27</b>

## INTRODUCTION

One of the main problems facing private and public technicians when reclaiming contaminated sites is correctly defining the three dimensions of the state of contamination of the three environmental factors.

This document therefore attempts to set a reference standard for the logical development of activities connected with the boundary definition and characterisation of an area in which there is evidence or suspicion of contamination.

In particular, the task of boundary definition is to accurately define the areas that should be subjected to subsequent work phases whilst characterisation defines in detail the state of contamination of the areas under examination.

During the characterisation phase, this document is a series of guidelines that designers should follow when drawing up the technical report and documents on defining boundaries when drawing up the proposed plan for environmental investigation (to be approved by the competent bodies) and when handling available and acquired data and handling it.

These preliminary activities are used to plan, design and implement all the action required for containing the migration and diffusion of contaminants and/or reducing the presence of these parameters so that they cannot constitute hazards for human health and the environment.

In order to achieve these objectives, the operative activities and decision-making processes regarding contaminated sites are divided into the following phases.

### **A) Site boundaries definition and preliminary activities**

- *Data gathering and available information*
- *Identification of homogeneous sub-areas.*
- *Design and implementation of emergency measures*
- *Organisation and management of a site geographic information system*

### **A• Site characterisation plan and action priorities**

- *Planning and implementation of indirect surveys*
- *Planning and implementation of direct surveys*
- *Planning and implementation of laboratory analyses*
- *Definition and management of groundwater monitoring*
- *Three-dimensional characterisation of site environmental quality*
- *Definition of remediation priorities for the different sub-areas.*

It is obvious that before such activities take place, in accordance to existing regulations and in order to plan the scale of the work, the following points should be clearly decided:

- Final soil remediation goals
- Final goals for landfill material and wastes

Below, we have set out the logical framework and the technical content of reports and activities that



should be provided by the owners of contaminated sites. In addition to the work specifications and on the basis of collected information the supervisory bodies are entitled to prescribe necessary adjustments, modifications and additions, especially in terms of location of measuring points, types of analysis to be carried out and frequency of measurements.

In general the accuracy of the boundary definition surveys and the accuracy of site characterisation are directly proportional to the presence of hazardous production plants and infrastructures that are at risk, the hazard and toxicity of the substances used or produced, the vulnerability of groundwater to contamination and the existence around the site of human and environmental receptors that are at risk.

Preliminary characterisation of sites that will then be investigated is extremely important and delicate because patchy or incomplete characterisation will seriously affect the results of subsequent surveys and remediation.

Finally, it should be emphasised that if the survey involves single sites that were in the past part of wider areas, the classification activities described below should be extended to all surrounding areas in order to provide a reliable picture of all the existing problems.

## 1. SITE BOUNDARY DEFINITION AND PRELIMINARY ACTIVITIES

This activity should clearly identify and define the boundaries of the site that is to be characterised and remedied.

This operation should be carried out using existing updated maps, or else the site should be mapped for the purpose.

The following points should be made about the single sub-areas that have been subjected to surveys or remediation work.

In order to map the area historical documentation is also required. For example:

- detailed plans and maps relating to different periods showing past location of buildings and their purposes with particular reference to both above-ground and underground systems and networks;
- aerial photographs taken at different times in order to analyse the past situation of the site, with particular reference to the location of systems, hollows that were subsequently filled in, landfill areas and disposal sites or other items of particular interest.

In order to map an area correctly, the following maps should be provided in digital raster and/or vector form:

- section of the regional technical map, 1: 10 000 scale;
- excerpt from the PRG (town and country planning) plans and certification of use to which areas are put;
- land-registry maps;
- detailed maps:
  - 1:500 scale for critical points;
  - 1:2 000 scale for single areas shown in land-registry maps.

In addition to such mapping material, recent aerial photographs (1994) on a suitable scale of the area concerned would also be useful.

### 1.1. COLLECTION OF AVAILABLE DATA AND INFORMATION

This activity consists in gathering detailed available data on the area and aims to identify potential contamination situations by means of:

- identification of all current or past human activities in the area that may be considered to be potential sources of contamination;
- identification of the direct and indirect migration paths taken by contaminants;
- identification of potential targets of contamination.

#### 1.1.1. Site outline

Preliminary site inspections should first be carried out by technicians from different disciplines in order to assess the situation of the site and the surrounding territory in terms of the following aspects: health and hygiene, geology and hydrogeology, geomorphology, hydrology, chemistry and environment.

The documentation that has been gathered and the inspection should be used for a report (by a technician or competent professional) on site status in order to highlight specific and environmental characteristics of the site. The report on specific characteristics refers to both the past and present situation of the site.

The following characteristics are described:

Specific site characteristics.

- State and type of structures and systems on site. 1:500 scale mapping of single systems and structures present.
- Presence and types of above/underground storage tanks, their state and volume, and quantity and characteristics of their contents. 1:500 scale mapping of areas of above/underground storage tanks.
- Presence of storage areas or surfaces and their state. 1:500 scale mapping of storage areas.
- Presence of treatment systems and their state. 1:500 scale mapping of areas of the single systems.
- Presence and location of below or above-ground pipes and their states. 1:500 scale mapping based on land-registry 1:2000 or 1:4000 scale map.
- Presence and location of main water supply pipes 1:500 scale mapping based on land-registry 1:2000 or 1:4000 scale map.
- Presence and location of clear water/soil sewerage pipes and connected structures or systems. 1:500 scale mapping based on land-registry 1:2000 or 1:4000 scale map.
- Presence of manufacturing residue, intermediate products, raw material, description of type, properties, physical state, quantity, means of storage and surfaces affected. 1:500 scale mapping of area.
- Presence of dumped waste, estimate of volumes and surfaces involved, dump stability, organoleptic signs, presence of leachate or biogas, monitoring/protective/security measures taken. 1:500 scale mapping of storage areas
- Presence, status and location and use of pumping/injection/absorbing wells. Mapping based on land-registry 1:2000 plan.

Territorial and environmental measures.

- Distance and type of buildings of particular public interest. Mapping based on land-registry plan.
- Local hydrography and areas subject to flooding. Mapping based on land-registry plan.
- Outcrops.
- Surface hydrogeological phenomena (piezometers, fountains, wet areas). Mapping based on land-registry plan.
- Morphology of land.
- Initial evaluation of stability of hillsides or slopes.
- Vegetation.
- Main biotopes.

The reconstruction is set out on detailed plans on a 1:500 – 1:2 000 scale and also on maps based on the land-registry plan for the specific site and on the scale 1:5000 – 1:10.000 for the area as a whole.

### 1.1.2. Environmental data survey

The environmental survey is one of the compulsory preliminary phases and embraces all available data on the area under examination, in particular documents referring to previous environmental/hydrogeological surveys and studies of the site. Appropriate documentation on past analyses of the environmental factors soil, subsoil and groundwater is also provided.

The following documentation should be provided:

- previous studies (hydrogeological, geotechnical, geophysical, geomorphological, etc) with relative mapping (geological maps, hydrogeological sections, piezometric studies, hydrochemical maps, etc);
- existing data on chemical analyses of the soil and subsoil of the area under examination;
- existing data on the quality past and present quality of the waste water from the settlements on the site under examination;
- existing data on the quality of the groundwater in the wells and piezometers in the area under examination and possibly in the specific site;
- the following data should be specified for wells, piezometers and piezometers existing in the area under examination and possibly on the specific site: stratigraphic log, discharge, user (public or private), status (active, unused, sealed), use of water taken from wells and piezometers (drinking, industrial, agricultural);
- data on groundwater levels and aquifer discharge and variations over the past decade.

If possible, the following information should be provided about wells and/or piezometers in the area under examination and possibly present on the specific site.

- location of wells and piezometers within the site;
- location of wells and piezometers within a radius of at least two kilometres from the site;
- official identification code;
- name and property;
- type of withdrawal (well or piezometers);
- height of wells/piezometers and of any reference point for groundwater level measurement expressed in metres above sea level.
- Stratigraphic log. If no information is available on the depth of the well/piezometer, location of the wall screen, diameters of the boreholes, location of bentonite seals for separation of different aquifers.
- Static and dynamic piezometric level at the date of the well test and the well discharge rate or results of pumping tests on the wells/piezometer.
- Chemical analyses of the groundwater in the wells/piezometers.

The location of wells-piezometers on the site should be marked on 1:5000 – 1:10000-scale topographical and land-registry maps.

If the above information cannot be found within a radius of at least 2 km inside the survey area, information and/or studies and/or reports covering several districts or the province or excerpts thereof should be examined in order to provide elements that could be used for the hydrogeological and hydrochemical characterisation of the area.

### **1.1.3. Analysis of current and previous activities.**

Current and past activity on the site should be analysed and the chronology and types of activity should be reconstructed even for the areas that were added to the property at later times.

The following elements should be identified:

- activity types and patterns (productive and/or services) carried out on the site;
- chemical substances used, produced, derived, stored and disposed of;
- location of plants/area of use, production, derivation, storage and disposal;
- reconstruction of accidental leaks, etc.;
- location of possible sources of contamination, etc.

This reconstruction should be supported by detailed maps on the scale 1:500 –1: 2.000, based on land-registry and topographical maps showing all the current locations and distribution of all underground services (sewers and cesspools, product processing and transfer pipes, water supply system, underground storage chambers and tanks, pumping and injection wells, etc.).

In order to support this reconstruction, historical records are also required such as:

- detailed plans from different periods showing past location of buildings and their purposes with particular reference to both above-ground and underground systems and networks on the scales 1:500 and 1:2000 and recent and past land-registry maps;
- recent and old aerial photographs from 1950-1960 taken during regional and local aerial surveys in order to analyse the situation of the site before any changes were made, with particular reference to the location of systems, landfills, earthworks, disposal sites or other items of particular interest.

### **1.1.4. Definition of the geological and hydrogeological conceptual model**

This phase is very important in order to scale and correctly draw up the subsequent plan for assessing contamination of subsoil and groundwater.

First, the lithological composition and structure of the subsoil should be described (glacial fluvial deposits, fluvial deposits, etc.).

In addition, the presence or absence of aquifers in the subsoil should be ascertained.

If aquifers are present, the data collected should be used to make a preliminary reconstruction of the hydrogeological structure of the area in order to define the aquifers' geometry, their relationship, their vulnerability, predominant groundwater flow direction and their relationship with surface water bodies.

The following documentation should be provided.

- Historical piezometric maps (metres above sea level) showing periodic and/or seasonal variations in the direction of groundwater flow on a scale that is able to provide a complete and detailed representation of the site.
- Hydrogeological profiles crossing at right angles along the maximum and minimum extent of the aquifer providing a reliable picture of the geometry of the groundwater and of the aquitard and aquiclude between them.
- Graphs representing the series of piezometric levels showing the periods of maximum and minimum groundwater level.
- Charts showing the hydrochemical facies of the aquifers, historical isoconcentration maps of the

compounds that are deemed to be of interest, as well as concentration time series reporting levels that exceed background values. This applies both to compounds that are naturally present in the groundwater and to compounds originating from human activities. The scale should be adequate to provide a complete and detailed site representation.

- Hydrogeological parameters of different aquifers recorded in previous surveys (pumping tests, borehole tests, etc.).
- Estimate of hydrogeological parameters of single aquifers (transmissivity and hydraulic conductivity) according to the Cassan method (Cassan, 1980), using the available data reported in the stratigraphic log on the tests of wells/piezometers in the investigated area and possibly on the specific site.

A significant part of the reconstruction of the local hydrogeological setting will be carried out in close collaboration with the public bodies responsible, who will be able to provide data collected from previous studies.

The preliminary reconstruction of the hydrogeological setting should therefore enable a first conceptual model to be defined. This term refers to a simplified hydrogeological scheme of the subsoil structures and a first estimate of the aquifer parameters. The geological properties and the hydrogeological characteristics of the system should be summarised here, with particular reference to the mechanisms of aquifer replenishment, the relationship between shallow aquifers and deep aquifers and the levels of groundwater contamination.

The following topics should therefore be examined in greater detail.

#### *Presence of aquifers*

Identification of hydrogeological units containing different aquifers.

Identification of the depth of these aquifers.

Definition of aquifers' characteristics, (phreatic, partially confined, confined/Artesian).

#### *Relationships between aquifers*

Identification of leakance or draining between the different aquifers that have been identified (this is normally called the 'leakance factor').

#### *Main directions of groundwater flow*

After the main aquifers have been identified, the main groundwater flow direction in each of them should be identified (on a scale comprising different districts or the entire province).

#### *Interaction with surface water*

Identification, especially for surface/free aquifers, of the water that drains from/feeds rivers/streams, ponds (quarry pools), irrigation channels (not impermeable).

#### *Types of use of different aquifers*

Reconstruction of distribution of groundwater withdrawal for drinking use.

Reconstruction of interference with piezometric morphology due to public or private groundwater withdrawal.

#### *Sensitivity of aquifers to contamination*

During this phase of preliminary hydrogeological characterisation of the site, the sensitivity of aquifers to contamination should be considered in relative and not absolute terms. The objective is to identify the aquifer in the subsoil of the site under examination that is most vulnerable to

qualitative and quantitative deterioration in order to plan the subsequent survey and adopt the appropriate measures.

#### Aquifer potential

Preliminary assessment of potential of the aquifers identified in the area. This term normally refers to the evaluation of a series of hydrogeological parameters (hydraulic conductivity, thickness, transmissivity, groundwater discharge rate) that indicate an aquifer's production capacity and the renovation rate of the water resource.

During this phase of preliminary hydrogeological characterisation of the site, the definition of potential above all involves assessing the vulnerability of the aquifers and the second objective is to provide preliminary indications of the types of measures that can be taken to purify the groundwater.

The reconstruction of the conceptual model and the information obtained from the stratigraphic log of the wells should enable the single aquifers at the pumping points (wells) or monitoring points (piezometers) in the area and possibly on the site to be identified.

This subdivision should also be the basis for evaluating and organising the collected data (chemical analyses, piezometric measurements, hydraulic parameters, etc) and producing a hydrogeological and hydrochemical characterisation of the single aquifers.

In case perched aquifers are present, their extent, replenishment and drainage dynamics, seasonal variations and direction of movement of ground water should be defined very carefully in order to clearly reconstruct wash-out of contaminants contained in the upper layers of the soil and their transfer below ground.

## **1.2. IDENTIFICATION OF HOMOGENEOUS SUBAREAS**

Immediately after collecting the above data, 'homogeneous' map data should be superimposed so as to better define the subsequent stages of the direct survey.

In particular, after ensuring that all maps are drawn to the same scale, the following steps should be carried out.

- Overlay of historical maps (the last 100 years at least) relating to urban, residential and industrial settlements and comparison with the current P.R.G. (City Planning) and examination of lines of immediate future development on the basis of the P.P.P.A. (Detailed Local Planning) in order to show the areas in which land use has always been exclusively residential.
- Overlay of maps of surface water in order to trace the influence of human and natural factors on its evolution using a scale that is able to show the site completely and provide a comprehensive display.
- Overlay of topographical and/or geomorphological maps in order to show areas in which different types of material have been dumped using a scale that is able to show the site completely and provide a comprehensive display.

For these activities, aerial photographs and other visual cartographic supports should be used, which may be provided by public bodies (Region, Province, Town Councils, Area Health Authorities (ASL)).

The overlay of the historical map data listed above will enable 'homogeneous' subareas to be identified inside the site for which the subsequent direct surveys can be defined and implemented.

### **1.3 PLANNING AND IMPLEMENTATION OF EMERGENCY MEASURES**

If activities carried out show that there is a real and immediate public health hazard, operator safety hazard or a hazard to sensitive environmental receptors, emergency corrective measures should be taken in order to reduce the immediate risk.

These emergency measures should comply with the provisions of article 17 of legal decree D.Lgs. 22/97 and subsequent additions and modifications.

In particular, if the emergency measure requires a hydraulic barrier to be realized, refer to the guidelines published by the Province of Milan as «Linee Guida n.2 – Realizzazione delle barriere idrauliche con pozzi di sbarramento delle acque di falda, November 1998'.

### **1.4. ORGANISATION AND MANAGEMENT OF SITE GEOGRAPHIC INFORMATION SYSTEM (GIS)**

Whilst data are collected and the preliminary surveys are prepared, the people planning the surveys should develop a Site Geographic Information System that will provide the supervisory bodies with the data as they are acquired.

This system should manage all the initially collected data and the data on subsequent phases of the project as they become available (location of surveys and sampling, chemical analysis of soil, aquifers, etc.) so that the supervisory bodies (using the help of networks such as the Internet) can check the initial data available and the progress of the measures and the environmental data that emerge as work proceeds.

The system should be organised in the following manner.

- A computerised database into which all the information and data gathered or detected on the site is entered. This alphanumeric database should enable information to be stored, enquired and displayed that refers to all the survey or measuring areas or points on the site and in the immediate surroundings. This information will cover both physical characteristics (area, type of survey point, technical characteristics, stratigraphic log, etc.) and also chemical characteristics (soil analysis data, water, analysis data and field tests carried out). Naturally, analytical data and measurements should be recorded in such a way that successive series of data (obtained from monitoring) can be entered and displayed in order to plot trends.
- All the information in the database should be georeferenced and related to geometric elements such as points, lines or area. In this way, a Site Geographic Information System can be set up



that will automatically create relevant types of thematic maps (productive settlements and their historical development, location of survey points, piezometric maps, distribution and behaviour of contaminants in the soil and water, etc). The geographical information system should enable the database to be enquired directly and should be the basis of the system monitoring action taken during and after completion of the project. To display Site Geographic Information System data, existing official maps will be used that are on a sufficiently large scale to subsequently show themes of interest.

- The database and Site Geographic Information System will also be used to assess whether it is necessary to develop mathematical models to represent current phenomena and simulate longer-term trends: either simulating natural site progression (situation without safety and/or remediation measures) or defining and monitoring safety and/or remediation measures undertaken on the site. All the mathematical models used, whether they are commercial or have been specially developed, should be validated and approved by recognised institutes or bodies.

## **2. SITE CHARACTERISATION PLAN AND ACTION PRIORITIES**

### **2.1. PLANNING AND IMPLEMENTATION OF INDIRECT SURVEYS**

If the data collected do not permit a definite reconstruction of the stratigraphic characteristics of the subsoil or enable hazards centres created by human activity to be located, indirect surveys should be carried out in order to complement and complete available data and achieve the following goals.

1. Detailed reconstruction of stratigraphy of subsoil with particular reference to the continuity of layers that are less permeable.
2. Validation of conceptual model of subsoil with particular reference to the geometry of the aquifers.
3. Three-dimensional definition of boundaries of waste landfill sites.
4. Identification and mapping on a suitable scale of the areas that are most at risk from contamination, with particular reference to volatile compounds.

By way of example only, we list some types of survey that could be conducted on the site:

- dedicated aerial photogrammetry;
- infrared remote measurements;
- geophysical measurements (V.E.S: electrical resistivity survey, electromagnetism, etc.);
- analysis of soil gas (VOCs).

The results of the surveys should be used as the working basis for drawing up the direct survey plan.

### **2.2. PLANNING AND IMPLEMENTATION OF DIRECT SURVEYS**

The direct and indirect surveys should be planned on the basis of the results of previous activities. The surveys goals are the following:

- definition of the complete subsoil conceptual model (geometry of the aquifers and boundaries definition);
- definition of groundwater flow direction and estimate of aquifer parameters;
- chemical characterisation of the different environmental factors (soil, subsoil, surface water, groundwater);
- spatial distribution of contamination, in the different environmental factors (soil, subsoil, surface water, groundwater);
- estimate of volume of contaminated subsoil;
- estimate of the amount of contaminant present;
- collection of all the data required for directing subsequent measures to decontaminate soil and groundwater.

### **2.2.1. Location of soil survey points**

For large sites, it has been decided that the survey grid should be triangular with 75-metre sides. The sampling/measurement points should be located at the nodes (systematic location). In view of the possible presence of infrastructure or obstacles, the location is permitted to displace some survey points in the neighbourhood of the grid nodes.

Once the survey grid has been defined and plotted according to the above criteria, it should be overlain on a land-registry map.

The overlay of this map on the map of present and past 'hazard centres' identified inside the site and on the different types of mapping showing the results of indirect surveys (with particular reference to the anomalous areas of the examined parameters) will enable the mesh of the systematic survey to be refined using the nodes of the 'annotated mesh'.

The sum of the nodes of the systematic mesh and of the annotated mesh will enable the general area survey mesh to be defined. It is obvious that if two nodes of the different meshes coincide, only one survey should be conducted, using the specifications for the nodes of the annotated mesh.

The surveys conducted at the nodes of the systematic mesh should be conducted down to a depth that at least enables the natural soil to be reached. The surveys should go down to a greater depth if certain organoleptic signs are noted or if chemical analyses show that acceptable limits have been exceeded.

The surveys conducted at the nodes of the annotated mesh ('hazard centres') should reach a depth of 5 to 10 metres (depending on the type and characteristics of the 'hazard centre'). In all cases the survey should reach a depth at which the natural soil is not contaminated.

The surveys should go down to a greater depth if certain organoleptic signs are noted or if chemical analyses show that acceptable limits have been exceeded.

The survey points should be clearly indicated on the site by means of a system of posts bearing indelible label that cannot be removed.

Depending on the results of laboratory analyses, additional investigations may have to be conducted around the points at which the level of contamination makes remediation/safety measures necessary. Such additional investigations should accurately define the three-dimensional extent of the contamination.

### **2.2.2. Drilling methods.**

The drilling methods at each survey point may consist of:

- continuous core drilling (rotation with corer etc.);
- manual drilling (by rotary hammer, etc.);
- mechanical excavation (buckets, etc.).

The choice of drilling method depends on the level of knowledge required in each single case, the

type of soil to be drilled and the required detail in the reconstruction of the lithology and the stratigraphic sequence in the subsoil. The necessity of taking undisturbed or disturbed soil samples also determines the choice of the drilling method.

In all cases, all measures should be taken that are required to prevent phenomena of 'cross contamination' or induced contamination (perforation of buried barrels etc), leaks of contaminating compounds (e.g. volatile compounds). The aim is to obtain a complete and representative picture of the three-dimensional extent of soil contamination. Coring should preferably be dry using a corer whose dimensions will prevent sample overheating.

Percussion drilling is particularly recommended with 'thick-walled tube sampler', the specifications for which are set out below.

#### **Survey type:**

Whole and representative coring of drilled soil with a recovery percentage of  $\geq 85\%$ . Coring should be carried out dry without any drilling fluid or else the use of the fluid should be kept to a minimum.

#### **Drilling methods:**

**Cleaning of drilling equipment.**

At the end of each session, and before starting any sampling session, clean the rods, corers, samplers, coating pipes, etc, using a high-pressure steam cleaner (Q min.: 30 l/min., Pmin.: 100 atm.) in order to remove any residue from the previous session.

#### **Casing:**

The bore hole should be provisionally cased. No circulating fluid may be used or else its use should be kept to a minimum; any casing should be cleaned before being placed in position, as described above.

#### **General requirements.**

Boreholes should not allow any extraneous chemical compounds to enter the subsoil. To prevent this occurring, proceed as follows:

- remove lubricants from threaded areas;
- use non-painted or glazed casing and drilling tools;
- prevent oil dripping from the hydraulic parts of the drilling equipment;
- clean drilling water containers.

#### **Sampling method:**

Samples should be taken by heavy hammer split barrel sampler with internal sample containers. The sample should be divided into two parts (sample and reference sample) by sawing the container into equal halves and sealing the open half with paraffin.

### **2.2.3. Location of groundwater survey points**

The proposed groundwater survey comprises a series of monitoring wells in different locations at different depths that should be consistent with the conceptual model of subsoil at the considered site.

In particular, they should provide significant, representative and detailed data on the groundwater level, water table fluctuations, the morphology of the piezometric surface, direction of groundwater flow and its contribution of groundwater contamination, vertical hydrochemical and hydraulic gradient.

For this purpose, it may be useful for this first series of monitoring wells (about 1 out of every 10

boreholes) to be drilled in different moments. The first monitoring wells provide basic data for the general picture and a validation of the preliminary conceptual model of the area's subsoil. The other monitoring wells will be subsequently drilled to obtain a detailed picture.

The location of the monitoring wells should enable upstream and downstream groundwater monitoring of the single 'homogeneous areas' to be carried out so that the contribution of a single area to groundwater contamination can be defined from these points.

The upstream monitoring data are reference values for the 'entry value' of the groundwater to the area being surveyed and enable the properties of the groundwater to be examined immediately before it is contaminated by the area being surveyed.

At least during the first phase the piezometric measurements should go down as far as the bottom of the first identified aquifer or at least down to a depth of not less than 2/3 of the depth of the aquifer.

The methods for measuring perched aquifers should be agreed.

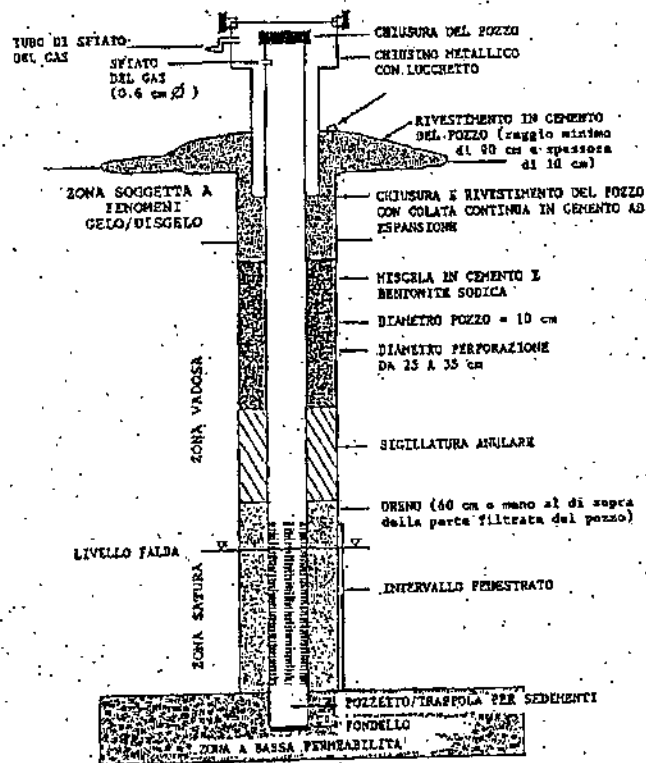
In order to validate the conceptual model for the subsoil, the possibility of carrying out a series of monitoring wells with screens located in different aquifer levels should be examined. In this way the existence of vertical hydrochemical and/or hydraulic gradient can be investigated. For the same reason, it may be useful to take groundwater samples at different depths as drilling progresses.

If available data or gathered data show evidence of possible contamination of groundwater at deeper aquifers, monitoring wells should also be drilled at these deeper levels in order to test groundwater quality at these levels.

Once the data on indirect surveys and the chemical characterisation of non-saturated soil are available and if they show that heavy contamination exists (in terms of concentration, depth, extent, proximity to groundwater level) local monitoring wells should be drilled at these points in order to assess the impact of the single source on the quality of the groundwater and in order to assess whether it is necessary to create hydraulic barriers and/or undertake measures for groundwater decontamination.

The monitoring wells should be core bored and located at the survey mesh. As a rough guide, 1 monitoring well should be drilled every 10 boreholes and casing materials should be used that are compatible with the contaminants present on the site (i.e. the materials should be inert, like HDPE in the case of organic substances or PVC in the case of inorganic substances). The well screens should have openings of a size that is appropriate to granulometry of the aquifer level being tested and they should be installed as shown below. This construction screen may be modified when the well head is located below the ground surface. In this case the well should have an underground access pit that can be accessed by a manhole cover that will withstand vehicular weight.

Finally, it should be noted that the topographic height of the heads of wells and piezometers should be measured (accurate to  $\pm 0.01$  m). The heads should be provided with a reference label for the piezometric measurements. The heads should also display indelible and permanently fixed notices indicating the height above sea level of the head of the well/piezometer and its own unique identification code. The official well/piezometer code assigned by the province of Milan is as follows: 10-digit code: first three digits= ISTAT province code; second three digits = ISTAT township code; last four digits = consecutive township numbering.



#### 2.2.4. Sampling methods

The validity of the analytical results relating to a potentially contaminated site and therefore the definition of quantitative and qualitative contamination and identification of the measures required mainly depend on correct sampling, storage and transport of the soil and water samples. It is therefore extremely important to clean instruments and tools between one sampling session and another and also to use brand new, suitable containers.

The equipment should be cleaned with instruments or solvents that are compatible with the materials and substances used in order to prevent cross-contamination and invalidation of the sample.

#### **2.2.4.1. Landfill materials/wastes**

As these materials cover a very wide area, the characterisation phase should provide a representative picture of the actual degree of contamination of landfill materials and information that can be used for subsequent remediation/safety, disposal or recovery measures.

At the points of the survey mesh, it should therefore be generally necessary to take samples that are representative of layers of portions of materials that by their nature, granulometry or in organoleptic terms are homogeneous (e.g. ash, coarse waste, fine waste, sludge, rubble, earth material, scrap metal) until the entire spectrum of wastes and/or landfill materials has been investigated.

In each single general/partial homogeneous lot, samples should be taken in both fine and coarse fractions (as that will be subsequently analysed for total concentration and leachate concentration).

#### **2.2.4.2. Soil**

At the survey mesh nodes, point samples should be taken so that a complete and detailed picture of the state of contamination of the sampled soil is obtained.

Sampling points should meet the following criteria.

1. Organoleptic signs of alteration and/or contamination. To ensure that this criterion is met, it may be useful to carry out partially quantitative analyses using analytical tools such as PID or FID, etc.
2. Soil with low hydraulic conductivity.
3. Layers of soil at the bottom of different types of waste dump.

If these criteria cannot be met or if they need to be complemented, in addition to a first sample that is representative of the state of contamination of the first metre depth of soil, samples should be taken of each metre of soil drilled and the bottom of the bore should also be sampled.

When buried materials (dumps) are being examined and especially if they are to be removed or disposed of as waste, it may be advisable to take and analyse an average sample of all the materials extracted from each drilling position.

A special soil sample has to be taken if the soil's granulometry has to be classified. Part of the sample is taken without being manipulated according to the quartering method indicated by IRSA-CNR in 'quaderno 64' of January 1985. The sample that is to be analysed for contaminants must be made up in the field by quartering and then eliminating pebbles and coarse material with a diameter of more than 2 mm.

Samples that are to be analysed for volatile contaminants should be taken by corers with barrel sample containers. The barrel should be divided into two parts (sample and reference sample) by sawing it into equal halves and sealing the open ends with paraffin.

#### **2.2.4.3. Groundwater**

The monitoring wells are drilled and purged (until clear water has been obtained and in any case for at least 2 hours). Also other existing water points used for sampling the groundwater should be purged before sampling. The sample should be taken after a volume of water has been taken from the monitoring well that is 3 to 6 times the volume of the well column and the sampled water should be clear. Samples can be taken in the following way:

- directly into a glass or PE container with plug and sealing plug, which is sent to the laboratory for analysis;
- by means of samplers such as bailers with floats in Teflon, PE or PVC that are then used to fill a suitable container;
- by means of pneumatic samplers, which may also be selective,
- by means of vacuum or submerged pumps, depending on the sampling depth.

The choice of sampling method depends on factors such as the depth from which the sample is taken or the type of substance that needs to be analysed. However, the same method, instruments and types of containers should be used on all the sampling points in the site in order to ensure that samples are representative and that analysis data can be compared.

The containers should be completely new and leak-proof. The storage methods and means of transport to the laboratory are the same as those indicated for soil analyses but in the case of water some additional operations are required to ensure that the 'chemical' quality of the sample is maintained, especially in the case of samples of inorganic compound such as metals or negative and positive ions, as specified in presidential decree DPR 236/88.

For all matters not covered above see ISO (5667-11.1993) on sampling groundwater.

### **2.2.5. Preparing the sample for laboratory analysis**

The samples should be made up when the material (soil and water) is sampled in such a way as to ensure that the sample retains its representative chemical properties. For this reason, the practice of placing soil samples in core boxes and then making up the laboratory samples is feasible only for measuring parameters with stable characteristics and even then, only the inner part of the sampled material should be analysed.

When making up the soil sample for analysis, the following procedure should be followed:

- identify and remove extraneous material that could alter final results (pieces of glass, pebbles, branches, leaves, etc), which should be indicated on the sampling report;
- divide the sample into several homogeneous parts, using the quartering methods prescribed by the standard;
- finally, divide the sample into two granulometric fractions <80 mesh and >80 mesh.

If an analysis of volatile organic compounds is required, do not follow these procedures and place the sample obtained by the corer in suitable sealed containers without manipulating it.

Before taking water samples, rinse out the container and the cap at least three times with the water that is to be analysed. The size of the water sample depends on the number and type of parameters to be analysed. However, no less than 2 litres of water should be sampled and placed in two one-litre containers.

When collecting the sample, take great care to avoid air bubbles. There should be as little air as possible between the surface of the water and the cap.

### **2.2.6. Selection of container, transport and storage**

The choice of container for the sample depends on the characteristics of the contaminant. Use glass



containers for organic contaminants, which should be dark for water samples, and should be hermetically sealed. For samples that are to be tested for metals, polyethylene containers are more suitable. The containers should be completely filled with the sample, sealed, labelled and sent immediately to the analysis laboratory, together with the sampling notes.

Each field sample of soil or water should be kept cool (at about 4° C) and if possible in the dark. Portable refrigerators may be used for this purpose. The samples should be delivered to the analysis laboratory within 24-36 hours of being taken. Water samples should be subjected to certain pre-treatment and stabilisation operations in the field in order to ensure that their 'chemical' properties remain representative: preservatives should be added which will not, however, interfere with the analysis.

### **2.2.7. Blank samples**

These are samples that are taken from uncontaminated zones around the contaminated area which have identical geological/pedological, hydrogeological and hydrological characteristics as the area being surveyed. These samples are used to test whether the concentration of a contaminant is different from the amount that occurs naturally on the site. In the cases of soil, the depth and type of soil sample should be the same as that of the other samples taken. The number of samples will vary according to the characteristics of the area (density of population, the presence of industry or agricultural activities, presence of roads, motorways, etc.) and the geological and hydrogeological characteristics of the area (presence of lithological differences, faults, etc.) but at least 3 samples should be taken in the surroundings of the site. The blanks are also divided into two granulometric fractions: <80 mesh and >80 mesh. In addition, as with the other soil samples taken, the blank samples should also be subjected to leaching tests.

### **2.2.8. Requirements for quality control of sampling operations.**

In order to ensure the control and quality of sampling operations, sampling records should be kept so that samples taken from the site and sent to the analysis laboratory can be traced. This documentation should also include records of supervision of field and laboratory activities.

The documentation should include the following items.

- Register of field data collected (location of site, schedules of operations carried out, aim of activities and anything else required to describe the operations carried out).
- Safety measures to protect operators (risk of contact with contaminants, risk of accidental swallowing, risk of inhalation, risks from tools used, radiation risk, etc) and safety equipment required.
- Decontamination of sampling equipment (methods and substances used).
- Matching sample size to type and number of parameters for which it has to be tested (and therefore to the analytical methods that need to be adopted).
- Clear identification of samples (date, time and place of sampling, name of sample, depth and temperature at which sampling took place, required analysis) and data on containers (material, capacity, sealing system, degree of cleanliness).
- Sample storage, transportation and handling methods.
- Labelling of samples by means of tags on which information is written in indelible ink, to be shown in official sampling record, which should be written in accordance with waste disposal legislation.
- Sampling and analysis protocol (description of sampling and analysis procedures).
- Chain of supervision that also indicates the person in charge of the single sampling and analysis

operations.

- Procedure for presenting and storing data.

In order to validate by analysis the data supplied by private laboratories, at least two identical samples should be taken in the presence of the technicians of the supervisory bodies. These bodies reserve the right to carry out chemical analyses on 10% of these reference samples.

The expenses that the public laboratory incurs from taking reference samples will be borne by the private body.

The taking of reference samples should be arranged a long time beforehand with the public laboratory, which has to schedule all the required analyses.

### 2.3. PLANNING AND IMPLEMENTATION OF LABORATORY ANALYSES

Soil samples should be analysed, especially when looking for inorganic contaminants (metals) by using both  $< 80$  mesh and  $> 80$  mesh granulometry. In the case of inorganic contamination especially, a leaching test should also be conducted to evaluate the release/environmental availability of the required parameters. Unless stated otherwise, the extracting solution can be deionised water that has been saturated with  $\text{CO}_2$ . The solid should remain in contact with the liquid for at least 24 hours and the liquid/solid ratio should be between 1:10. Other tests should also be conducted that more accurately reproduce the environmental conditions, e.g. the release test described in Attachment 3 of ministerial decree D.M. 5/8/98 and any other test using an acid extractive solution.

When conducting the analyses, the following rules should be followed.

- Laboratory tests should be conducted as soon as possible after the sample has been taken.
- A report should be written that lists the methods used to analyse each parameter and the detectability limits (the detectability limits should be one order of magnitude less than the acceptability limits).
- The analysis methods should be officially and internationally recognised.
- Control samples (standard reference samples) at a known concentration should always be analysed in order to identify recovered percentages.
- The analysis laboratories should be accredited, or should be in the process qualifying for registration to UNI CEI 45001, for all analysis tasks and for the entire analysis chain (from sampling to restitution of the analysis data).
- At least 10% of the analysed samples should be validated in supervisory laboratories.

In order to avoid significant discrepancies between the analytical methods supplied by the private laboratory and the official methods used by the public laboratory, which would invalidate data supplied by private bodies, the analytical methods that were used in the surveys conducted in the ex-Acna area at Cesano Maderno in the province of Milan can be referred to. These methods should

be considered to be 'reference methods' and are the departure point for public and private-sector analysts.

Alternative test methods must be justified by clear and conclusive evidence that they provide advantages over and against the recommended methods and that they provide better analytic data.

### **2.3.1. Selection of chemical analysis parameters**

For each survey point and for the different environmental aspects (soil, subsoil, landfill materials and groundwater) the parameters that are to be analysed should be agreed with the supervisory bodies. Above all, parameters depend on the type of site under examination and the work carried out there. In this connection it may be useful to consult the spreadsheet file «VICTORIA» that has been created by the province of Milan as this provides indications on the chemical compounds associated to the different types of productive work.

### **2.3.2. Processing and interpretation of analytical data**

The laboratory's test results should be set out in concise tables, one for each analysed sample. In addition to the list of analysed parameters and their values, the following should be shown on the tables:

- sample identification code;
- date on which sample was taken;
- date on which laboratory analyses were carried out;
- units of measurement;
- reference standard values for each substance analysed;
- sampling methods and methods of storing samples;
- treatment and analysis methods used;
- limits of analytical and instrumental detectability.

The analytical results should be sent to the supervisory bodies in the form of tables as well as in the form of an official report from the laboratory, on paper and on diskette in a suitable format for inclusion in the Geographic Information System.

## **2.4. DEFINITION AND MANAGEMENT OF GROUNDWATER MONITORING**

A piezometric and hydrochemical monitoring protocol should be established for the subareas under examination. The protocol should meet three objectives:

1. gathering hydrochemical data for the assessment of contamination trends;
2. defining groundwater flow and variations in piezometric levels (for this purpose, it could be useful to install two automatic probes for continuous monitoring of piezometric levels);
3. checking efficiency and effectiveness of emergency measures taken;
4. checking efficiency of various safety and remediation measures taken.

The protocol should be exhaustive in relation to:

- analysis and measurement points;
- measurement types and parameters to be analysed;
- scheduling of measurements ;
- procedure for validation of data acquired by the party;
- total duration of monitoring.

This monitoring system should be divided into homogeneous sub-networks according to the hydrogeological characteristics of the site being surveyed.

In particular, data collation should identify distinct 'homogeneous' monitoring networks that comprise points that monitor the same aquifer.

The variations in the piezometric levels of the shallowest aquifer should be recorded at the points of the above network. If the quality of deeper aquifers is found to be unsatisfactory and it is proved that this is due to human activities, these aquifers should also be monitored.

These activities enable the hydrological knowledge available from historical charts to be updated, especially in terms of the detailed knowledge required in order to examine contaminated sites.

#### **2.4.1. Piezometric monitoring**

Piezometric measurements of the shallowest aquifer and any piezometric measurements of deeper aquifers should meet certain fundamental criteria in order to ensure that the acquired data are realistically representative and easy to interpret.

The period in which the piezometric measurements are conducted depends on the pattern of piezometric variations identified by the preliminary hydrogeological reconstruction (historical data records). The precise period in which the piezometric measurements are conducted is nevertheless left to the expert's discretion. In any case it should be precisely inserted into the variation trend observed and described in the survey area.

If the preliminary hydrogeological reconstruction (historical records) shows noticeable variations in the direction of groundwater flow, the effects of the phenomenon on the area under examination should be assessed and several different piezometric measuring sessions should be scheduled in order to obtain representative data on the different situations.

The identification of the piezometric monitoring network/s in relation to the available points should be conducted in such a way that as many details about the site as possible are obtained.

These operating instructions should be followed:

- The network's wells/piezometers should have topographic height references (metres above sea level) to which the measured groundwater levels can be compared. If the height references are not known the nearest known height to each point should be used as its reference height.
- The piezometric measuring sessions should be completed within a short space of time, which will depend on the number of points to be measured and on the size of the area being surveyed.
- The piezometric level measurements should be representative of the groundwater under static and/or semistatic conditions. Active wells whose operations cannot be interrupted should not be tested and specific note should be taken.
- If existing piezometers are measured, their operational efficiency should be checked and the measured level should be truly representative of the groundwater level.
- If the aquifer and/or aquifers to be monitored are the same as those from which pumping stations extract mains water supplies and/or feed wells supplying production facilities within or near the

surveyed area, the effects of this water consumption on the groundwater system and the modifications of the piezometric surface should be assessed.

#### 2.4.2. Hydrochemical monitoring

Hydrochemical monitoring should provide a qualitative description of the water resources in the area under examination and should therefore define effects of the contaminated site on the water resources in the area.

This objective should be achieved by setting up systems for controlling and monitoring the quality of the water by drilling wells and/or piezometers.

With particular reference to groundwater, U.S.E.P.A. considers that a monitoring system consists of 'a sufficient number of wells, installed in suitable positions and sunk to suitable depths that provide representative samples of the single aquifers so that the original quality of the groundwater upstream of the survey area can be ascertained as well as any contamination downstream of the area.'

If a monitoring system is set up that meets this criterion, the concentration gradient  $\Delta C$  can be determined. This is the concentration contribution of each single substance in the site under examination to the groundwater.

Once a detailed geological and hydrogeological characterisation of the site has been drawn up and completed and potential or actual hazard centres within the site have been located, a minimum number of control points should be defined. The number of points will be proportionate to the site's hydrogeological complexity and heterogeneity and the distribution of potential hazard centres.

The survey points set up during the hydrogeological characterisation phase can also be used as groundwater quality monitoring points.

The project designer should also define the points for the preliminary survey and at the same time assess whether they are also suitable for use as quality control points in the next phase.

When locating groundwater control points in an area in which there are contaminants or if one wishes to assess the potential impact of the site being surveyed on the groundwater, the following points should be set up.

- Upstream control points that extend as far as groundwater quality may be affected by the contaminated area. These control points should enable the original composition of the groundwater to be ascertained.
- Downstream control points. These are located in the area that is directly influenced by groundwater flows coming from the site being surveyed. Those points must draw the same groundwater feeding the upstream wells.

This approach to the problem applies to the entire area or else to homogeneous portions of it and identifies the single contribution of different sources of groundwater contamination.

In addition, when choosing the location of the monitoring wells the following factors should be considered:

- the chemical and physical properties of the contaminants, because these determine contaminant migration and distribution;
- local hydrogeological factors such as the use of water and particular mechanism of aquifer replenishment.

In view of the purpose for which the monitoring wells are drilled, the depth and length of the well

screens are important because they enable the monitoring system to assess the three-dimensional transport of the contaminants to the surveyed aquifer. It may in fact be useful to place well screens on the preferential water circulation levels in order to obtain immediate indications of the release of contaminants by the source and the way of propagation.

## 2.5. THREE-DIMENSIONAL CHARACTERISATION OF AREA QUALITY STATUS

After field and laboratory tests have been completed, a report on the site's environmental characterisation should be written in which the following matters are addressed.

- Human, lithological and hydrogeological characteristics of the area and its immediate surroundings.
- Lithological and hydrogeological conceptual model of the area.
- The site's quality status, in terms of the occurrence, presence and distribution of the single contaminant substances found in the soil, subsoil and water compared with the set reference values, with assessment of risks to the environment and human health (hot spots).

The results of field and laboratory activities should not only be stored into the information system but should also be presented as feed-back in the form of official analytical reports, concise tables and maps. As a minimum the following should be provided:

- map(s) of the location of potential sources of contamination;
- map(s) of the surveys carried out and of the sampling and/or measuring points, with distinction between different types;
- representative geological/hydrological lithostratigraphic cross-sections of subsoil;
- piezometric map(s) showing flow directions and measuring points that also include a suitable number of hydrogeologically homogeneous points outside the area;
- map(s) showing the distribution of contaminants, both over the surface area and at different depths over different (homogeneous) periods of time, where this is possible;
- map(s) of potential contamination targets.

These calculations enable the dynamics of soil, subsoil and water contamination to be reconstructed. This is especially important for the purposes of drawing up a list of site-action priorities, assessing the necessity of emergency measures, setting up new survey programmes and correctly organising the remediation/safety project.

In order to be able accurately define the qualitative status of the area, the data and extrapolated data should be set out in two-dimensional map form and also in three-dimensional form (stereogrammes) using contouring and three-dimensional software such as ARCHINFO or MapInfo.

All the survey findings constitute a database that can be referred to in order to reconstruct the qualitative status of the site under examination. The findings will be stored into the Information System that has been set up. Owing to the large amount of data that will be collected or measured, in addition to an evaluation of the single survey or sampling points statistical analysis methods will have to be used to highlight anomalous items/patterns in the quality situation. These may amongst other things take the form of:

- number/percentage of samples containing concentrations of substances that exceed the detection analysis limit;

- number/percentage of samples containing concentrations of substances that exceed the permitted reference standard limit;
- minimum, maximum and average values, standard deviation;
- percentile distribution of observed concentrations;
- 95% concentration, even if lognormal;
- characterisation of concentrations in groundwater upstream and downstream of a contaminated area with difference between reference values and those recorded in the contaminated area.

Statistical analysis of the analytical data is also essential if the site risk analysis is carried out because it determines whether the initial concentrations can be used in calculation/comparison systems or whether mathematical simulation models will have to be used.

If the risk analysis is to be conducted, a test of general toxicity (e.g. Microtox) and of specific toxicity (e.g. Daphna Magna) should also be conducted on the soil/waste leachate.

## **2.6. DRAWING UP LIST OF REMEDIATION PRIORITY SUB-AREAS.**

Once soil and subsoil contamination has been characterised a priority list of the areas or subareas that require remediation should be drawn up. The areas that are most seriously contaminated or whose populations are most at risk will be given priority.

## **2.7. ACTIVITY SCHEDULE**

The technical report and the documents on the boundaries definition phase and the proposed environmental survey (to be submitted to the supervisory bodies for approval) should be submitted within the deadline set by the supervisory bodies.

The results of the environmental survey plan, including all the required calculations, should be submitted to all supervisory bodies within deadline set by the supervisory bodies. The deadline is set on the date when the survey plan is approved.

The environmental survey plan should also contain detailed indications on activity schedules because this enables the supervisory bodies to carry out supervision.

## Bibliography

- AA. VV. - *Guida al disinquinamento degli acquiferi*, Vol. I Pitagora Editrice Bologna, 1994
- ASTM - *Risk-Based Corrective Action Applied at Petroleum Release Sites*, American Society for Testing and Materials, Standard Guide E 1739-95, 1995
- Beretta G.P. - *Idrogeologia per il disinquinamento delle acque sotterranee*, Pitagora Editrice Bologna, 1992
- Chiesa G. - *Inquinamento delle acque sotterranee*, Hoepli Editore, 1988
- de Fraja Frangipane E., Andreottola G., Tatano F. - *Terreni contaminati*, C.I.P.A. Editore, 1994
- Geo Fluid - *Metodologie per il disinquinamento delle acque sotterranee*, transactions of conference held at Piacenza on 9 October 1992
- Lecomte P., Mariotti C. - *Handbook of diagnostic procedures for petroleum-contaminated site*; Wiley & Sons, 1997
- Manuale UNICHIM n.175 - *Suoli e falde contaminati* - Tecnologie di indagine e di bonifica; Linee Guida, UNICHIM, 1994



Modello A)

## Certificazione del completamento degli interventi di bonifica

*(ex art. 17 comma 8 D.Lgs. 22/97)*

Area \_\_\_\_\_ di proprietà \_\_\_\_\_

Comune di \_\_\_\_\_

*( N.B. La planimetria allegata riportante i confini areali dell'area oggetto dell'intervento di bonifica costituisce parte integrante della presente certificazione )*

visto il D. Lgs. 05/02/97 n. 22 " Attuazione delle direttive 91/156/CEE sui rifiuti, 91/689/CEE sui rifiuti pericolosi e 94/62/CEE sugli imballaggi e sui rifiuti da imballaggio." art. 17 comma 8 ed art. 20 comma 1.b.;

considerato il D.M. n. .... del ..... riportante "Limiti di accettabilità della contaminazione dei suoli, delle acque superficiali e delle acque sotterranee";

preso atto del progetto di indagine e caratterizzazione del sito approvato in data ..... dal Comune di .....

vista la deliberazione della Giunta Provinciale 29/07/97 n. 17377/770/93 " Determinazioni in merito alle proposte di attribuzione di competenze ai Dirigenti";

visto il D. Lgs. n. 77/1995 modificato col D.Lgs. 336/1996;

preso atto del vigente P.R.G. del Comune di ..... che per l'area in oggetto prevede una destinazione a uso .....

considerata la situazione di contaminazione emersa dalle indagini di cui sopra che ha evidenziato la presenza di contaminazione puntuale/diffusa da ..... e ....., eccedente i limiti di accettabilità di contaminazione dei suoli e delle acque sotterranee in relazione alla specifica destinazione d'uso del sito, previsti dal D.M. .... del .....sopracitato;

preso atto del progetto di bonifica ..... approvato dal Comune /Regione in data ..... che sinteticamente prevede la realizzazione di .....

considerate le varianti in corso d'opera rese necessarie ed approvate dal Comune in data ..... ;

vista la relazione di fine lavori del ..... a firma del Direttore dei Lavori ..... e la relazione di collaudo del progetto del ..... a firma di .....

esaminate le risultanze dei controlli effettuati dai tecnici provinciali durante l'effettuazione degli interventi di bonifica, a' sensi dall'art.20 comma 1.b del citato decreto;

acquisiti i risultati del monitoraggio condotto sul sito;

considerate le risultanze delle indagini di collaudo formale condotte dalla Provincia sui nuclei/zone contaminate per i parametri ricercati, così come emerso dall'indagine approvata in data .....

vista la relazione tecnica finale di sintesi del ..... predisposta dai funzionari ..... e ..... della Provincia di Milano che costituisce allegato tecnico integrante del presente atto di certificazione;

si certifica

1. che le opere realizzate e gli interventi effettuati risultano conformi al progetto ..... approvato dal Comune/Regione in data ..... con le varianti resesi necessarie in corso d'opera e successivamente autorizzate in data ..... e pertanto gli interventi previsti dal progetto si possono ritenere completati;
2. che gli accertamenti di collaudo e verifica specificatamente effettuati su indicazione e controllo della Provincia, in corrispondenza dei focolai di contaminazione individuati dalle indagini condotte, non hanno evidenziato nelle matrici ambientali superamenti, per i parametri ricercati, dei limiti di accettabilità previsti dal D. M. n. .... del .....
3. che le risultanze del monitoraggio condotto sulla falda inerente il sito in oggetto, hanno indicato che il contributo di contaminazione delle acque sotterranee da parte dei parametri considerati nel sito non provoca il superamento dei limiti previsti dal sopracitato D.M.;

Si precisa

nel contempo che, nel caso in cui un eventuale mutamento di destinazione d'uso dell'area in oggetto previsto dal vigente P.R.G. comporti l'applicazione di limiti di accettabilità di contaminazione più restrittivi, la proprietà dovrà impegnarsi a procedere a' sensi di quanto previsto dall'art. 17 comma 13 del citato D.Lgs..

Fermo quanto sopra

si invita

a' sensi dell'art. 20 comma 1.b. del citato D. Lgs. 22/97, la società/sig ..... proprietaria dell'area ..... sita in ..... a proseguire le operazioni di monitoraggio con le specifiche modalità e i tempi indicati nella relazione tecnica finale di sintesi della Provincia di Milano del ....., trasmettendone tempestivamente le risultanze a tutti gli Enti preposti che si riservano comunque la facoltà di effettuare a propria discrezione controcampioni ufficiali;

Qualora da tale monitoraggio emergessero elementi tali per cui si individuino condizioni di superamento dei limiti di accettabilità previsti per le varie matrici ambientali dal D.M.....attribuibili al sito in questione, si dovrà procedere secondo quanto previsto dall'art. 17 commi 2 e 3 del D. Lgs. 22/97.

Milano, lì \_\_\_\_\_

Il Dirigente Ufficio bonifiche

\_\_\_\_\_

Modello B)

## Certificazione del completamento degli interventi di messa in sicurezza

(ex art. 17 commi 6 e 8 D.Lgs. 22/97)

Area \_\_\_\_\_ di proprietà \_\_\_\_\_

Comune di \_\_\_\_\_

*( N.B. La planimetria allegata riportante i confini areali dell'area oggetto dell'intervento di bonifica costituisce parte integrante della presente certificazione )*

visto il D. Lgs. 05/02/97 n. 22 " Attuazione delle direttive 91/156/CEE sui rifiuti, 91/689/CEE sui rifiuti pericolosi e 94/62/CEE sugli imballaggi e sui rifiuti da imballaggio." art. 17 comma 8 ed art. 20 comma 1.b.;

considerato il D.M. n. .... del ..... riportante "Limiti di accettabilità della contaminazione dei suoli, delle acque superficiali e delle acque sotterranee";

preso atto del progetto di indagine e caratterizzazione del sito approvato in data ..... dal Comune di .....

vista la deliberazione della Giunta Provinciale 29/07/97 n. 17377/770/93 " Determinazioni in merito alle proposte di attribuzione di competenze ai Dirigenti";

visto il D. Lgs. n. 77/1995 modificato col D.Lgs. 336/1996;

preso atto del vigente P.R.G. del Comune di ..... che per l'area in oggetto prevede una destinazione a uso .....

considerata la situazione di contaminazione emersa dalle indagini di cui sopra che ha evidenziato la presenza di contaminazione puntuale/diffusa da ..... e ....., eccedente i limiti di accettabilità di contaminazione dei suoli e delle acque sotterranee in relazione alla specifica destinazione d'uso del sito, previsti dal D.M. ....del ..... sopracitato;

preso atto del progetto di bonifica ..... approvato dal Comune /Regione in data ..... che prevede la realizzazione di una messa in sicurezza dell'area in oggetto in considerazione del fatto che, sulla base degli accertamenti condotti, delle migliori tecnologie di bonifica e disinquinamento attualmente disponibili e della destinazione d'uso del sito prevista dal P.R.G. vigente, non è possibile il raggiungimento dei valori tabellari previsti dal citato decreto, così come previsto dal D. Lgs. 22/97 art. 17 comma 6;

considerate le varianti in corso d'opera rese necessarie ed approvate dal Comune in data .....

vista la relazione di fine lavori del ..... a firma del Direttore dei Lavori ..... e la relazione di collaudo del progetto del ..... a firma di .....

esaminate le risultanze dei controlli effettuati dai tecnici provinciali durante l'effettuazione degli interventi di bonifica, a' sensi dall'art.20 comma 1.b del citato decreto;

acquisiti i risultati del monitoraggio condotto sul sito;

considerate le risultanze delle indagini di collaudo formale condotte dalla Provincia sui nuclei/zone contaminate per i parametri ricercati, così come emerso dall'indagine approvata in data .....

vista la relazione tecnica finale di sintesi del ..... predisposta dai funzionari ..... e ..... della Provincia di Milano che costituisce allegato tecnico integrante del presente atto di certificazione;

si certifica

1. che le opere realizzate e gli interventi effettuati risultano conformi al progetto ..... approvato dal Comune/Regione in data ..... con le varianti rese necessarie in corso d'opera e successivamente autorizzate in data ..... e pertanto gli interventi previsti dal progetto si possono ritenere completati;
2. che gli accertamenti di collaudo e verifica specificatamente effettuati su indicazione e controllo della Provincia, in corrispondenza dei focolai di contaminazione individuati dalle indagini condotte, non hanno evidenziato nelle matrici ambientali superamenti, per i parametri ricercati, rispetto agli obiettivi di messa in sicurezza contenuti nel progetto approvato;
3. che le risultanze del monitoraggio condotto su tutte le matrici ambientali analizzate, inerenti il sito in oggetto, per i gli inquinanti considerati non evidenziano danni derivanti dall'inquinamento residuo;

Si PRESCRIVE

quanto segue;

1. a' sensi dell'art. 20 comma 1.b. del citato D. Lgs. 22/97, la società/sig ..... proprietaria dell'area ..... sita in ..... dovrà proseguire le operazioni di monitoraggio ambientale con le specifiche modalità e i tempi indicati nella relazione tecnica finale di sintesi della Provincia di Milano del ..... , trasmettendone tempestivamente le risultanze a tutti gli Enti preposti che si riservano comunque la facoltà di effettuare a propria discrezione controcampioni ufficiali;
2. Qualora da tale monitoraggio si individuino condizioni tali da evidenziare danni derivanti dall'inquinamento residuo, la proprietà dovrà impegnarsi a procedere a rivalutare le nuove condizioni accertate presentando un nuovo progetto da autorizzarsi da parte del Comune e con l'eventuale effettuazione dei nuovi interventi che si rendessero necessari, per il raggiungimento delle condizioni di sicurezza, secondo quanto previsto dall'art. 17 comma 6 del D. Lgs. 22/97;
3. nel caso in cui un eventuale mutamento di destinazione d'uso dell'area in oggetto previsto dal vigente P.R.G. comporti l'applicazione di limiti di accettabilità di contaminazione più restrittivi rispetto a quelli cui si è fatto riferimento nella progettazione degli interventi di messa in sicurezza mediante il calcolo dell'analisi di rischio, la proprietà dovrà impegnarsi a procedere a rivalutare le nuove condizioni di rischio presentandone le conclusioni al Comune. Qualora necessario dovrà inoltre procedere alla redazione di un nuovo progetto da autorizzarsi da parte del Comune e con l'eventuale effettuazione dei nuovi interventi che si rendessero necessari, per il raggiungimento delle condizioni di sicurezza, secondo quanto previsto dall'art. 17 comma 13 del D. Lgs. 22/97.

Milano, li \_\_\_\_\_

Il Dirigente Ufficio bonifiche

\_\_\_\_\_



## D. Réglementation et application concrète en Belgique

### *Les grandes lignes*

En Belgique, les réglementations diffèrent d'une région à l'autre, même si les instances des trois régions se concertent régulièrement avant les réunions internationales. Il n'existe pas de texte relatif à la protection des sols et à leur assainissement au niveau fédéral, qui soit valable pour toute la Belgique.

A ce jour, seule la Flandre possède des textes réglementaires complets relatifs à l'assainissement du sol, le plus important étant le décret relatif à l'assainissement du sol, ratifié par le Gouvernement flamand en février 1995. Ce décret apporte plusieurs nouveautés en matière de gestion des sols pollués : un registre des sols pollués, une distinction entre pollutions historiques et pollutions récentes (générées respectivement avant et après l'entrée en vigueur du décret en octobre 1995), une nuance entre les notions d'obligation et de responsabilité pour la réhabilitation.

Le tandem décret / règlement qui existe en Flandre représente un outil très opérationnel pour gérer le problème des sols pollués. Les procédures réelles sont généralement très proches des termes des textes, et ce d'autant plus que la législation prévoit explicitement un traitement au cas par cas (art. 7 et 8 du décret du 22 février 1995).

Le décret flamand relatif à l'assainissement du sol est l'un des plus détaillés d'Europe dans ce domaine. Il propose des procédures strictes. La réglementation flamande est par ailleurs une des seules à exiger un agrément pour les experts de l'assainissement - cette réflexion étant encore en cours dans d'autres pays, dont l'Allemagne.

La Flandre se distingue également par son projet d'une banque de sols qui permettrait la redistribution de sols assainis en fonction de leurs caractéristiques et de l'usage prévu pour leur réutilisation.

## *Les textes en Région flamande*

### **■ Le décret du 22 février 1995 relatif à l'assainissement du sol**

Le décret du 22 février 1995 relatif à l'assainissement du sol, et publié au Moniteur Belge du 29 avril 1995 par le Gouvernement flamand, traite de l'identification des terrains pollués en Région flamande, des objectifs de l'assainissement du sol, des parties concernées par l'obligation d'exécuter l'assainissement, du déroulement de l'assainissement, des dispositions applicables aux cessions de terrains, des cas de fermeture d'établissements ou d'arrêt d'activités (voir sommaire en encadré). La notion de sol définie par le décret comprend la phase solide et les eaux souterraines (« la partie fixe de la terre, y compris les eaux souterraines et les autres éléments et organismes qui y sont présents »).

Ce texte présente également les modalités d'intervention de l'OVAM (*Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest*), la Société publique des déchets pour la Région flamande, qui peut être amenée à intervenir d'office, notamment dans le cas où la partie tenue de procéder à l'assainissement ne remplit pas ses obligations.

Le décret définit l'assainissement du sol comme le traitement de la pollution au cours de différentes étapes successives : l'établissement et l'exécution d'une reconnaissance descriptive du sol, telle que visée à l'article 13 ; l'élaboration d'un projet d'assainissement du sol, tel que visé à l'article 16 ; l'exécution des travaux d'assainissement du sol ; et enfin, l'organisation éventuelle d'un suivi.

La reconnaissance descriptive est obligatoire en cas de transfert de propriété et dans le cas de la fermeture d'installations susceptibles de générer une pollution des sols. Le décret établit des procédures strictes pour cette étude et pour l'assainissement. Le projet d'assainissement doit indiquer notamment les techniques de traitement envisagées, une estimation de leurs coûts et de leur impact sur l'environnement, les délais de mise en œuvre, et la destination ultérieure des terrains après dépollution.

La notion de pollution historique s'applique aux pollutions s'étant produites avant la mise en œuvre du décret flamand intervenue le 29 octobre 1995. Le décret prévoit que le traitement des pollutions récentes - survenues après cette date - doit avoir lieu dès lors que les valeurs guides (normes d'assainissement) sont dépassées. En cas de pollution historique, la décision de réhabilitation dépend de l'estimation des risques pour la santé humaine et l'environnement et donne lieu à un plan de réhabilitation. L'ensemble des opérations est supervisé par l'OVAM.

L'obligation d'assainir concerne le propriétaire du terrain pollué - tant qu'il n'a pas démontré qu'une autre personne exerçait pour son propre

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Belgique*

compte le contrôle effectif sur ce terrain - ou à l'exploitant dans le cas d'une implantation ou d'une activité soumises à autorisation ou à déclaration. Dans tous les cas, le décret flamand fait endosser la responsabilité des pollutions récentes aux personnes qui les ont causées.

Par ailleurs, l'article 50 précise les dispositions pénales prises à l'égard des contrevenants : « est puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de cent francs à cent millions de francs ou de l'une de ces peines seulement : celui qui ne respecte pas les dispositions du présent décret et ses arrêtés d'exécution ; celui qui entrave la surveillance réglementée par ou en vertu du présent décret ; celui qui n'obtempère pas aux mesures coercitives imposées. »

**22 février 1995. - Décret du relatif à l'assainissement du sol**  
**(Ministère de la Communauté flamande)**

**Sommaire**

Chapitre I. Dispositions générales (art. 1 à 2)

Chap. II. Identification des terrains pollués - Registre des terrains pollués - Restriction de l'usage et mesures de précaution - Modification des plans de secteur (art. 3 à 6)

Chap. III. Pollution générée après l'entrée en vigueur du présent décret

1. Principes généraux (art. 7 à 9)
2. Obligation d'exécution de l'assainissement du sol et des autres mesures de traitement de la pollution du sol (art. 10 à 11)
3. Déroulement de l'assainissement du sol : reconnaissance descriptive du sol, projet d'assainissement du sol, travaux d'assainissement du sol (art. 12 à 20)
4. Surveillance (art. 21)
5. Mesures coercitives (art. 22 à 23)
6. Expropriation (art.24)
7. Responsabilité et sûretés financières (art. 25 à 29)

Chap. IV. Pollution historique du sol

1. Critères d'assainissement (art. 30)
2. Exécution obligatoire de l'assainissement du sol (art. 31)
3. Responsabilité et sûretés (art. 32 à 33)
4. Pollution mixte (art. 34)
5. Renvoi (art. 35)

Chap. V. Cessions de terrains

1. Dispositions applicables à toutes les cessions (art. 36)
2. Dispositions applicables aux terrains où est ou a été implanté un établissement où a été exercée une activité figurant sur la liste visée à l'article 3, § 1er (art. 37 à 40)
3. Expropriation (art. 41 à 43)

Chap. VI. Fermeture d'établissements ou arrêt d'activités (art. 44)

Chap. VII. Intervention de l'OVAM

1. Intervention d'office de l'OVAM (art. 45 à 46)
2. Préfinancement (art. 47)

Chap. VIII. Pouvoirs du Gouvernement flamand (art. 48)

Chap. IX. Cession du droit de propriété (art. 49)

Chap. X. Dispositions pénales (art. 50)

Chap. XI. Dispositions finales (art. 51 à 53)

*Texte intégral en annexe (version française officielle).*

Le décret du 22 février 1995 relatif à l'assainissement du sol a été modifié en 1998 par le décret du 26 mai 1998, publié par le Ministère de la Communauté flamande le 25 juillet 1998.

### ■ **L'arrêté d'exécution du décret relatif à l'assainissement du sol**

L'arrêté du 5 mars 1996, publié par le Gouvernement flamand au Moniteur Belge du 27 mars 1996, est un arrêté d'exécution du décret du 22 février 1995 qui fixe le règlement flamand relatif à l'assainissement du sol (voir sommaire en encadré).

Ce texte a des implications pratiques très importantes. Il définit clairement les établissements et activités pouvant engendrer une pollution du sol, les conditions d'agrément en qualité d'expert en assainissement du sol, les **normes d'assainissement** mentionnées à l'article 7, §1er, du décret du 22 février 1995 et les **valeurs de fond pour la qualité du sol** mentionnées à l'article 8, §1er, du même décret.

Les normes d'assainissement fonctionnent comme des valeurs de déclenchement pour les pollutions récentes.

**5 mars 1996. - Arrêté du Gouvernement flamand fixant le règlement flamand relatif à l'assainissement du sol**

**Sommaire**

Chapitre 1er. Définitions (art. 1)

Chap. II. Etablissements et activités pouvant engendrer une pollution du sol

1. Dispositions générales (art. 2 à 4)
2. Dispositions transitoires (art. 5)

Chap. III. Agrément d'experts en assainissement du sol

1. Dispositions générales (art. 6 à 7)
2. Conditions d'agrément en qualité d'expert en assainissement du sol (art. 8 à 9)
3. Procédure d'agrément en qualité d'expert en assainissement du sol (art. 10 à 14)
4. Suspension et retrait de l'agrément (art. 15 à 17)
5. Durée, prolongation et intransmissibilité de l'agrément (art. 18 à 19)
6. Incompatibilités (art. 20)
7. Disposition transitoire (art. 21)

Chap. IV. Registre des terrains pollués et attestations du sol

1. Etablissement et fonctionnement du registre (art. 22 à 25)
2. Accessibilité du registre (art. 26 à 30)

Chap. V. Normes d'assainissement du sol et valeurs de fond

1. Normes d'assainissement du sol (art. 31 à 32)
2. Valeurs de fond (art. 33 à 34)

Chap. VI. Procédures d'appel visées dans le décret

1. Recours visé à l'article 18 du décret (art. 35)
2. Recours visé à l'article 23 du décret (art. 36 à 37)

Chap. VII. Sûretés financières

1. Sûretés financières concernant les frais de l'assainissement du sol
  - Sous-section 1. Définitions (art. 38)
  - Sous-section 2. Sûretés financières constituées par la personne tenue de procéder à l'assainissement du sol (art. 39 à 41)
  - Sous-section 3. Sûretés financières par le cédant (art. 42) .../...



**Règlementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Belgique*

.../...

2. Sûretés financières concernant la responsabilité possible pour des dommages (art. 43)

Chap. VIII. Dispositions finales (art. 44)

Annexe 1. Liste des établissements et activités pouvant engendrer une pollution du sol

Annexe 2. Formulaire de demande d'agrément en qualité d'expert en assainissement du sol

Annexe 3. Formulaire standard de demande d'attestation du sol

Annexe 4. Normes d'assainissement du sol

Annexe 5. Méthodes d'échantillonnage et d'analyse

Annexe 6. Valeurs de fond.

*Texte intégral en annexe (version française officielle)*

L'annexe 4 de ce règlement, qui porte sur les normes d'assainissement du sol, inclut en particulier des tables de valeurs relatives aux métaux lourds, aux composés organiques et aux solvants chlorés pour la partie fixe de la terre (matière sèche des sols) et les eaux souterraines.

Ces normes d'assainissement du sol dépendent de l'usage prévu pour le terrain après dépollution, selon les plans d'aménagement en vigueur, ou en fonction de l'indication des zones de dunes protégées et des zones agricoles importantes pour la zone de dunes. Les valeurs qui déclenchent l'assainissement ne sont pas les mêmes suivant l'usage du terrain. Elles sont réparties en 5 catégories : zones naturelles, agricoles, d'habitation, de loisirs et industrielles (voir encadré).

**Types de destination distingués dans les normes d'assainissement  
précisées à l'annexe 4 du règlement flamand  
relatif à l'assainissement du sol :**

- type de destination I : zones forestières, vertes, de vallée, naturelles, naturelle à valeur scientifique ou réserve naturelle, zone forestière d'intérêt écologique, etc. ;
- type de destination II : zones agricoles, rurales à valeur touristique, agricoles d'intérêt écologique, de parc à fonction semi-agricole, d'habitat à caractère rural, etc. ;
- type de destination III : zones d'habitat, d'extension d'habitat, d'habitat à forte densité, d'habitat à densité moyenne, d'habitat à valeur culturelle, historique et/ou esthétique, écoles et terrains de jeux pour enfants, zones mixtes d'habitat et d'industrie, etc.
- type de destination IV : zones de parcs, de récréation, de récréation d'une journée, de récréation avec hébergement, de camping pour jeunes, terrains de sport, terrains de golf, bois de jeux ou plaines de jeux, zones de port de pêche, etc.
- type de destination V : zones industrielles, industrielles pour industries polluantes, industrielles pour industries nuisibles pour l'environnement, pour entreprises artisanales ou pour PME, de service, industrielles à destination particulière, de déversement industriel, de transport, etc.

D'autre part, l'annexe 6 comprend un tableau détaillant les valeurs de fond - valeurs à atteindre normalement par l'assainissement du sol - pour différents métaux lourds, composés organiques et solvants, pour la partie fixe de la terre et pour les eaux souterraines.

### ■ **Autres arrêtés**

L'arrêté du 4 mars 1997 du Gouvernement flamand désigne les terrains faisant l'objet d'une pollution historique dont l'assainissement s'impose, conformément à l'article 30, § 2 du décret du 22 février 1995 relatif à l'assainissement du sol.

L'arrêté du 20 janvier 1998 est un arrêté du Gouvernement flamand qui modifie l'arrêté du 4 mars 1997, en venant compléter la liste annexée à l'arrêté du 4 mars 1997 relative aux terrains faisant l'objet d'une pollution historique dont l'assainissement s'impose. Il vient également supprimer un certain nombre de terrains qui figuraient sur cette même liste.

Enfin, un arrêté du 7 juillet 1998 modifie l'arrêté du 4 mars 1997.

## *L'application concrète des réglementations en Région flamande*

### ■ **L'organisme chargé de l'application des réglementations**

L'organisme chargé d'assurer la mise en application des réglementations sur les sols est l'OVAM (*Openbare Afvalstoffenmaat-schappij voor het Vlaamse Gewest*), la Société publique des déchets pour la Région flamande, qui a été instituée par le décret du 2 juillet 1981 relatif à la prévention et à la gestion des déchets.

En Flandre, l'OVAM veille à l'exécution de l'assainissement du sol et au respect des dispositions du décret du 22 février 1995 du Gouvernement flamand et de ses arrêtés d'exécution en général, conformément aux termes de l'article 21, §1er, de ce même décret.

Le chapitre VII, section 1, du décret du 22 février 1995 définit les cas où l'OVAM intervient d'office. Notamment, si la personne tenue de procéder à l'assainissement du sol ou de prendre d'autres mesures n'agit pas ou agit de manière insuffisante, elle est sommée par l'OVAM de remplir ses obligations dans un délai déterminé. Si elle n'obtempère pas à la sommation, l'OVAM peut se substituer d'office à elle. Dans ce cas, l'OVAM peut récupérer les frais à charge de la personne responsable (conformément aux articles 25 à 28 ou 32).

D'autre part, l'OVAM peut procéder d'office à l'assainissement du sol si le propriétaire ou l'utilisateur des terrains pollués n'est pas tenu de procéder à l'assainissement du sol en vertu des articles 10 ou 31. De même, si la pollution du sol constitue un danger immédiat, l'OVAM peut prendre des mesures de sécurité.

Enfin, l'OVAM est habilitée à mettre en œuvre des mesures coercitives à l'égard du propriétaire et des utilisateurs du terrain faisant l'objet d'une reconnaissance d'orientation ou descriptive du sol ou de travaux d'assainissement du sol. Elle peut notamment leur ordonner de donner libre accès aux personnes désignées par elles pour qu'elles puissent effectuer sur place les opérations nécessaires. Les fonctionnaires de l'OVAM peuvent même demander l'assistance de la police communale et de la gendarmerie dans l'accomplissement de leur mission.

### ■ **Les modes d'intervention et le contrôle a posteriori de l'assainissement**

L'OVAM intervient sur un site à chaque transfert du terrain (voir plus loin) et à une périodicité fixée par la loi selon l'activité pratiquée sur le site (tous les 5, 10 ou 20 ans).

La procédure d'assainissement est chapeautée par un Bureau d'Etude

agréé par l'OVAM. Il est chargé de réaliser les échantillons et les analyses de sol, et de gérer le cas échéant les interventions sur les zones polluées. La marche à suivre est donnée par l'OVAM dans un protocole figé. Tous les experts agréés doivent s'y conformer sous peine de non prise en considération de l'étude de sol.

Tout au long de la procédure d'assainissement, le bureau d'études fournit à l'OVAM différents rapports successifs. Après chacune de ces étapes, l'OVAM fournit une attestation au propriétaire, qui précise les études réalisées et les résultats obtenus.

En pratique, le déroulement comprend une étude d'orientation, une étude approfondie, la rédaction du projet d'assainissement, la réalisation des travaux d'assainissement, une étude de contrôle finale des résultats obtenus (voir encadré).

#### **Le déroulement de l'assainissement**

- Une étude d'orientation est tout d'abord réalisée, pour estimer l'état général de pollution du sol. Si une pollution sérieuse est détectée, l'attestation fournie par l'OVAM précise que le propriétaire n'a pas le droit de vendre le terrain.
- Une étude plus approfondie sur les zones effectivement polluées et sur des polluants bien particuliers est alors menée, afin de cerner plus précisément l'étendue de la pollution et les risques qui y sont liés.
- Un projet d'assainissement est rédigé, qui présente généralement plusieurs possibilités. A ce stade, l'OVAM donne son accord pour la méthode présentant le meilleur rapport efficacité-coût.
- L'assainissement est alors réalisé.
- Enfin, une étude de contrôle permet de s'assurer des résultats obtenus.

En fin de procédure, l'OVAM fournit une dernière attestation qui reprend tout l'historique de la démarche.

### **■ Le quitus délivré par l'administration**

Les textes légaux s'appuient sur deux types de valeurs :

- les normes d'assainissement, qui fixent le niveau à partir duquel la pollution peut devenir dangereuse (définies en fonction de l'utilisation prévue pour le sol : sites naturels, agricoles, résidentiels, et industriels) ;
- les valeurs de fond, qui représentent le niveau de pollution présent dans le sol à l'état naturel.

Lors de l'étude de sol, si les concentrations en polluants dépassent 80 % des normes d'assainissement des sols agricoles, le terrain est inscrit au registre des sols pollués.

A la fin de la procédure d'assainissement, si la pollution observée reste supérieure à 80 % des normes d'assainissement des sols agricoles (par exemple parce qu'il est impossible d'atteindre un taux inférieur à un coût acceptable, dans l'état actuel du développement des

techniques), le terrain demeure inscrit au registre des sols pollués.

Par contre, si la pollution observée est en-dessous de 80 % des normes d'assainissement des sols agricoles, le terrain n'est plus inscrit au registre des sols pollués, et n'est donc plus soumis à la réalisation d'étude de sols qu'aux échéances périodiques fixées par la loi selon l'activité pratiquée sur le site.

Dans ce dernier cas, si aucune activité à risque n'est plus menée sur le site assaini, il n'est plus obligatoire de réaliser une étude d'orientation (reconnaissance descriptive) en cas de vente du terrain.

### ■ **Les modes d'intervention en cas de non respect des réglementations**

#### *VE*n cas de cession du terrain

La première pénalité est l'impossibilité de céder le terrain, c'est-à-dire non seulement de le vendre, mais aussi de le donner, de le louer, ou de le placer en leasing immobilier. Cette impossibilité s'applique même à la fusion de la société propriétaire avec une autre société. Seule la cession de parts d'une société n'est pas considérée comme une cession (voir l'art. 5 du décret du 26 mai 1998, en annexe).

Lors de la cession d'un terrain, le cédant doit toujours vérifier s'il y a eu des activités sur le site justifiant la réalisation d'une étude d'orientation. Dans ce cas, la réalisation d'une étude d'orientation et l'assainissement éventuellement nécessaire sont obligatoires.

La cession n'est possible juridiquement qu'à condition :

- que l'assainissement ait été réalisé ;
- ou qu'un contrat ait été signé avec l'OVAM, attestant que l'assainissement sera réalisé dans un certain délai, assorti d'une garantie financière. Ce contrat peut être signé par le vendeur ou l'acheteur. Le délai est fixé en fonction de la réalité technique du terrain.

Si la cession se fait sans qu'une de ces conditions soit remplie, l'OVAM ou l'acheteur peuvent demander son annulation complète.

Chacun des intervenants dans la procédure de cession (notaire, agence immobilière) a d'ailleurs l'obligation de vérifier que l'une de ces conditions est bien remplie, et peut être tenu responsable d'une partie des coûts du dommage que le vendeur a souffert par la suite, s'il s'avère que le transfert a eu lieu alors que ces conditions n'étaient pas remplies.

En pratique, ce système est très persuasif et fonctionne très bien.

Dans la majorité des cas, la garantie financière est une garantie bancaire. Si l'entreprise ayant signé le contrat n'entame pas la procédure d'assainissement, l'OVAM envoie une lettre recommandée, d'une part à la banque, et d'autre part à l'entreprise, en indiquant qu'ils vont

commencer à assainir.

En pratique, l'OVAM envoie beaucoup de lettres recommandées de ce type, mais n'a jamais besoin de commencer effectivement à assainir : le système fonctionne donc très bien.

***VDans le cas où aucune cession de terrain n'est prévue***

Dans le cas où aucune cession de terrain n'est prévue, l'OVAM envoie une lettre recommandée de mise en demeure. Si le propriétaire ne réagit pas, l'OVAM peut commencer elle-même à assainir, en payant les travaux, et demander parallèlement au propriétaire un pré-financement.

Une procédure juridique est alors engagée pour demander qu'une certaine somme d'argent ou une propriété soient bloquées, afin que l'OVAM soit sûre d'être payée.

Dans les faits, cette démarche se heurte d'une part à des problèmes de délais, et d'autre part à des problèmes d'insolvabilité.

L'OVAM ne la pratique donc pas souvent (3 ou 4 dossiers/an), car la vérification des dossiers des entreprises qui veulent bien assainir occupe déjà l'essentiel de l'équipe. Ce type de démarche pourrait toutefois se multiplier dans la mesure où les effectifs de l'OVAM en charge de l'assainissement des sols devraient augmenter.

***VCas des pollutions historiques***

Les pollutions historiques sur des terrains que leur propriétaires ne souhaitent pas vendre font l'objet d'une procédure particulière.

L'OVAM propose régulièrement au Ministre une liste de sites à dépolluer, classés selon quatre priorités en fonction du degré de pollution et des risques associés.

Après accord du Ministre, cette liste de sites est publiée dans le Moniteur belge, qui est régulièrement consulté par les entreprises. Cette sorte de "mise à l'index" est donc une incitation à bien se conduire.

Après publication de cette liste, l'OVAM adresse des lettres mandatées aux exploitants des terrains inscrits pour les plus hautes priorités, qui doivent alors commencer l'assainissement.

Si les propriétaires ne veulent toujours pas assainir leurs terrains, l'OVAM intervient directement, en essayant de refacturer les frais au propriétaire.

**■ La distinction entre pollutions historiques et récentes**

En pratique, pour les pollutions nouvelles (postérieures au 29 octobre 1995), si les contaminants mis en évidence lors de l'étude de sol dépassent 80 % des normes d'assainissement, le terrain doit être dépol-

lué.

Pour les pollutions historiques, la dépollution n'est obligatoire que s'il y a une indication sérieuse que la pollution pose des risques graves. Il peut en outre y avoir des exceptions, si elles sont motivées.

Ainsi, l'obligation d'assainir fonctionne en "tout ou rien" sur la base de valeurs seuil pour les pollutions postérieures à 1995, tandis que les pollutions historiques font l'objet d'une évaluation des risques.

## ■ Les modèles utilisés pour le choix des valeurs

### *V Les procédures pour le choix des valeurs flamandes*

Le risque considéré concerne avant tout l'homme (ex. en zone agricole, on considère que les habitants consomment plus de légumes du jardin ou de viande d'élevage que les citadins).

Le modèle utilisé est VLIER Humaan. Il est adapté principalement des modèles CSOIL, développé par l'ECETOC, et HESP, mis au point par le RIVM aux Pays-Bas. L'adaptation a été faite par le VITO (l'Institut Flamand de Recherche Technologique) en tenant compte des spécificités des sols flamands, qui contiennent moins d'argile et moins de limon que les sols néerlandais. Le modèle VLIER Humaan est désormais distribué par l'Institut Van Hall (VHI), aux Pays-Bas.

Les paramètres concernant l'exposition humaine du modèle CSOIL (par exemple la quantité de sol ingérée par un enfant...) ont été en partie modifiés suite à des recherches bibliographiques. Toutefois, le VITO souhaite relancer une étude à ce sujet afin de se doter de meilleures références en la matière. Il voudrait notamment remplacer les valeurs uniques des paramètres par des fourchettes de valeur.

Par ailleurs, le VITO a défini des modes d'exposition différents selon les usages du sol (zones naturelles, agricoles, résidentielles, de loisirs ou industrielles). Par exemple, il a estimé que dans une zone agricole, 50 % des légumes consommés par les habitants provenaient de leur jardin, contre seulement 25 % en zone résidentielle. Pour les terrains de loisirs, il a estimé qu'une personne qui y venait tous les jours faire du sport restait 2 heures sur place, ou qu'une personne qui y venait en vacances y demeurait 2 semaines par an, etc. Ces paramètres ont une influence directe sur le niveau d'exposition obtenu en final.

Enfin, le VITO a retenu les valeurs toxicologiques définies par l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé).

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Belgique*

**Le calcul des valeurs utilisées en Flandre**

Le modèle néerlandais d'évaluation des expositions HESP, modifié pour la Flandre, a été utilisé pour calculer les valeurs pour les sols à partir desquelles des effets néfastes importants peuvent apparaître pour l'homme ou l'environnement. Les modifications apportées portent sur des paramètres chimiques et les scénarios d'usage des sols.

Pour chaque polluant, des calculs d'exposition par scénario sont réalisés pour estimer l'exposition totale à comparer à la dose journalière tolérable (DJT ou TDI) pour les effets non cancérogènes ou à la dose correspondant à un excès de risque excédentaire de cancer de  $1.10^{-5}$  (excès de risque unitaire vie entière - ERU). Les valeurs de DJT et ERU sont issues de bases de données de renommée internationale (Organisation Mondiale de la Santé, United States Environmental Protection Agency). L'exposition totale prend en compte celle liée au site pollué, ainsi que celle issue de sources non identifiées.

Des facteurs limitants additionnels peuvent être utilisés selon le type d'usage, en particulier des critères de phytotoxicité et des valeurs guides pour la qualité de l'air. Pour les zones naturelles, une approche séparée est en cours de développement. Les valeurs guides de traitement des sols pour la protection de l'eau souterraine ne sont pas calculées directement sur une base d'évaluation des risques, mais représentent les normes de qualité de l'eau potable.

*D'après : E. Van Dyck (OVAM), Christa Cornelis (VITO) - Etude Clarinet*

■ **L'agrément des experts en assainissement**

L'arrêté du 5 mars 1996, publié par le Gouvernement flamand au Moniteur Belge du 27 mars 1996, fixe de façon précise les conditions d'agrément des experts en assainissement.

Les bureaux d'étude qui mettent en œuvre les investigations de sols dans le cadre du décret du 22 février 1995 doivent être accrédités par l'OVAM (art. 6 à 19 du règlement du 5 mars 1996). Parmi les conditions d'accréditation, figurent l'utilisation d'un modèle de transfert des eaux souterraines et d'un modèle d'évaluation des risques reconnu. Le modèle d'évaluation des risques VLIER-Humaan est reconnu comme l'instrument flamand d'évaluation des risques pour la santé humaine. Il est spécifiquement adapté aux conditions flamandes. Néanmoins, la reconnaissance de ce modèle n'exclut pas la possibilité d'utiliser d'autres modèles.



**5 mars 1996. - Arrêté du Gouvernement flamand fixant le règlement flamand  
relatif à l'assainissement du sol**  
**(extraits)**

Chap. III. Agrément d'experts en assainissement du sol

1. Dispositions générales
2. Conditions d'agrément en qualité d'expert en assainissement du sol
3. Procédure d'agrément en qualité d'expert en assainissement du sol
4. Suspension et retrait de l'agrément
5. Durée, prolongation et intransmissibilité de l'agrément
6. Incompatibilités
7. Disposition transitoire

Annexe 2. Formulaire de demande d'agrément en qualité d'expert en assainissement  
du sol

*Texte intégral en annexe (version française officielle)*

## ■ Les objectifs d'assainissement

Le responsable de l'assainissement est la personne qui propose, en collaboration avec l'expert agréé qui établit le projet d'assainissement, plusieurs scénarios et plusieurs possibilités techniques pour l'assainissement et les coûts associés. C'est donc lui qui propose les objectifs d'assainissement.

Dans le principe, il faut toujours assainir jusqu'aux valeurs de fond du sol en Flandre. Ces valeurs de fond sont des moyennes calculées à partir des concentrations dans les différents sols de la région.

En pratique, l'OVAM applique toujours le principe dit "BAT-NEC" (*best available technologies - non exhaustive economic costs*), car le plus souvent il est économiquement impossible d'assainir jusqu'aux valeurs de fond. La méthode la plus radicale qui permet d'atteindre ces valeurs est en effet d'excaver l'ensemble de la terre jusqu'à plusieurs mètres de profondeur, ce qui est extrêmement coûteux. Les méthodes choisies sont donc le plus souvent des méthodes de confinement, de traitement in situ, de pompage, etc.

Le responsable de l'assainissement doit alors prouver que les méthodes alternatives, même si elles ne permettent pas d'atteindre les valeurs de fond, permettent d'éliminer le risque. La loi prévoit d'ailleurs que si les valeurs de fond ne peuvent être atteintes, il faut viser les normes d'assainissement. Et lorsque les normes d'assainissement ne peuvent pas être atteintes non plus, il est nécessaire de prendre des mesures de mise en sécurité (art. 7 et 8 du décret du 22 février 1995).

L'OVAM donne son feu vert pour le projet d'assainissement et donc pour les objectifs qu'il propose. Le certificat de conformité qu'elle délivre tient aussi lieu de permis de conduire les opérations d'assainissement décrites dans le projet.

### ■ **La publicité faite aux sites pollués**

L'OVAM tient un registre des sites pollués de Flandre. Ce registre est public mais d'accès limité aux personnes qui veulent conduire des études d'orientation (reconnaisances descriptives). Un certificat peut être délivré sur demande sur une parcelle donnée du cadastre, à condition de remplir un formulaire et de payer 1 000 FB (160 FF). Dans les mairies, le registre peut aussi être consulté gratuitement.

Les articles 26 et 27 du règlement flamand relatif à l'assainissement du sol précisent les conditions d'accessibilité au registre (voir annexes).

### ■ **Le devenir des sols excavés**

Il existe en Flandre six ou sept sociétés privées qui conduisent des interventions d'assainissement du sol. Les traitements sont biologiques ou physico-chimiques. Dans les cas où le sol pollué est excavé, deux situations se présentent :

- s'il peut être nettoyé : il est nettoyé et peut être utilisé par la société d'assainissement dans un autre projet,
- sinon : il est mis en décharge, mais dans ce cas le projet d'assainissement doit prouver que le sol ne peut pas être nettoyé et préciser l'endroit où il sera déposé.

Par exemple, pour une station service, le traitement de la terre excavée peut durer plusieurs mois et il est impossible de laisser un grand trou sur le site. Un sol de remplacement est alors apporté, mais l'expert qui coordonne l'assainissement doit avoir précisé dans le projet la provenance de ce sol.

Une législation est en projet concernant une "Banque de sols" qui contiendrait des données sur des sols pouvant servir de remblai en cas d'excavation pour dépollution (pourcentage d'argile, matière organique...). Le projet de texte s'inspire du décret sur l'assainissement des sols et devrait paraître au troisième trimestre 2000, selon Eddy Van Dyck, de l'OVAM.

### ■ **La notion de tiers expertise**

En Région flamande, il existe comme en France la notion de tiers-expertise, mais de façon plus organisée.

A l'issue de l'étude d'orientation, l'OVAM donne ou non son accord sur les résultats. En cas de désaccord, elle précise quels sont, selon elle, les vrais résultats. L'entreprise peut alors faire appel auprès du ministre pour que celui-ci tranche. S'il donne raison à l'OVAM et que l'entreprise n'est toujours pas d'accord, elle peut saisir un tribunal.

En cas de désaccord sur les résultats de l'étude d'orientation, l'OVAM peut aussi choisir un tiers expert. Les objectifs d'assainissement sont

alors plus sévères. Si l'entreprise n'est pas d'accord pour assainir en fonction des nouveaux objectifs, l'OVAM entreprend d'office l'assainissement et se retourne contre le responsable pour récupérer l'argent, au besoin en faisant appel à un tribunal.

## *Les textes en Région wallonne*

### ■ **L'arrêté sur les stations-service**

En Wallonie, le seul texte officiel qui précise de façon spécifique les conditions d'assainissement des sols est l'arrêté du 4 mars 1999 relatif à l'implantation et à l'exploitation des stations-service, paru au Moniteur Belge le 11 juin 1999 (voir sommaire ci-dessous et texte intégral en annexe). La protection des sols et sous-sols est mentionnée aux articles 681 bis/63 à 681 bis/70 (Chapitre V).

**4 mars 1999. - Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service**

Chap. Ier. Champ d'application

Chap. II. Construction

1. Construction des réservoirs
2. Implantation des réservoirs
3. Installation des réservoirs et raccordement
4. Réservoirs placés dans une construction accessible
5. Réservoirs à paroi doublée
6. Tuyauteries
7. Protection contre la corrosion et installation électrique
8. Remplissage des réservoirs
9. Approvisionnement des véhicules

Chap. III. Mode de fonctionnement

Chap. IV. Prévention incendie

Chap. V. Protection du milieu

1. Eau
2. Air
3. Environnement sonore
4. Sol et sous-sol
  - Etude indicative
  - Etude de caractérisation et étude de risque

Chap. VI. Contrôle

1. Contrôle de la station-service
2. Qualification des experts

Chap. VI. Dispositions transitoires

Annexe 1. Spécifications techniques pour le sol et le sous-sol et pour les eaux souterraines

Annexe 2. Méthodes d'échantillonnages et d'analyses

*Texte intégral en annexe*

A ce jour, il n'existe pas en de texte traitant précisément d'assainissement du sol dans des cas plus généraux de pollution. En revanche, il

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Belgique*

existe quelques textes fixant un cadre réglementaire ou juridique pour certains cas précis de pollution des sols (rejet de certaines substances nuisibles dans les eaux souterraines, utilisation des boues d'épuration dans les sols), ainsi que pour le traitement des déchets (voir encadré). En particulier, le décret relatif aux déchets du 27 juin 1996 traite notamment de la remise en état des sites.

**Textes wallons relatifs à certains cas de pollution des sols**

- 20 novembre 1991. - Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses (*Moniteur Belge du 11/03/1992, p. 5124*). Cet arrêté s'applique aux rejets directs et indirects de substances nuisibles dans les eaux souterraines (exemples : composés organophosphorés, mercure et composés, cadmium et composés, hydrocarbures, cyanures, différents métalloïdes et métaux, biocides et dérivés, fluorures, etc.). Il définit par "rejet indirect" l'introduction de substances dans les eaux souterraines, après cheminement dans le sol ou le sous-sol ;
- 12 janvier 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon du portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols des boues d'épuration ou de boues issues de centres de traitement de gadoues de fosses septiques (*M.B. du 12/04/95, p. 9277*) ;
- 27 juin 1996. Décret relatif aux déchets (*M.B. du 02/08/96, p. 20685*). Ce décret a pour objectifs, dans une approche intégrée de la réduction de la pollution : de prévenir ou réduire la production de déchets et leur nocivité ; de promouvoir la valorisation des déchets ; d'organiser l'élimination des déchets. Dans la même approche, il vise à limiter, à surveiller et à contrôler les transferts de déchets ; et à assurer la remise en état des sites. La "remise en état" est définie ici comme un ensemble d'opérations en vue de la réintégration du site dans l'environnement, eu égard à la réaffectation de celui-ci à un usage fonctionnel et/ou en vue de la suppression des risques de pollution à partir de ce site.

Enfin, un décret relatif à la réparation des atteintes à l'environnement est en préparation. La philosophie générale de ce futur décret est présentée dans un rapport du Ministère de la Région wallonne, intitulé : *Réhabilitation des dépotoirs et assainissement des sols : le point sur la situation en Région wallonne et ses perspectives d'évolution. 26 novembre 1999.* (voir encadré)

Ce document synthétique présente également des tableaux comparatifs des valeurs d'intervention hollandaises, canadiennes, flamandes et des listes d'Eikmann-Kloke.

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Belgique*

**26 novembre 1999 - MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE**  
**Réhabilitation des dépotoirs et assainissement des sols :**  
**le point sur la situation en Région wallonne et ses perspectives d'évolution**

Chap. I. Introduction

Chap. II. Historique

Chap. III. La situation actuelle

1. Lexique
2. Les moyens décrétoaux
3. Dépollution des sols : normes, études et règlements
4. Aides et statistiques

Chap. IV. Perspectives d'évolution

1. L'avant-projet de décret relatif à la réparation des atteintes à l'environnement
  - Pollution historique
  - Le quitus
  - Responsabilité
  - Degré de réhabilitation
  - Principe de précaution
  - Agrément
2. Outil normatif
3. Schéma directeur
4. Les stations-services

Chap. V. Les contacts internationaux

*Texte intégral en annexe*

## ***L'application concrète des textes en Région wallonne***

### **■ Les organismes chargés de l'application des réglementations**

Le Gouvernement wallon a érigé en une entreprise régionale sans personnalité juridique, et nommé "Office wallon des déchets", son service chargé de remplir toutes les missions relatives à la gestion des déchets (voir encadré).

#### **Missions de l'Office wallon des déchets**

*(Art. 36 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets)*

[...] Outre les missions à caractère strictement administratif, l'Office est chargé de la réalisation des missions suivantes :

- 1° la création et la gestion de la banque de données des déchets en Wallonie ;
- 2° l'instruction des autorisations, enregistrements et agréments relatifs aux opérations de gestion des déchets ainsi que des plans de réhabilitation ;
- 3° l'instruction des dossiers de subsidiation ;
- 4° la gestion des dossiers de sûretés ;
- 5° le contrôle de l'exécution de la planification des centres d'enfouissement technique visée à l'article 24, §2, et, le cas échéant, la formulation au Gouvernement d'avis autorisant la société publique visée à l'article 39 de se substituer aux associations de communes et communes dans l'exploitation des centres d'enfouissement technique conformément à l'article 20, §3 ;
- 6° le contrôle de l'application de la taxe sur les déchets non ménagers ;
- 7° l'étude et la participation à des études visant à la prévention et à l'élimination des déchets dans une perspective de protection de l'environnement ;
- 8° la conclusion de conventions avec des tiers pour l'accomplissement matériel de ses missions. En cas de nécessité, il peut demander au Gouvernement de requérir l'aide nécessaire auprès des institutions spécialisées ;
- 9° l'établissement d'un rapport annuel circonstancié relatant l'état d'avancement du ou des plans de gestion des déchets tels que prévus à l'article 24, §1er, du présent décret et faisant part au Gouvernement des mesures qu'il propose en fonction des éléments de ce rapport ;
- 10° la gestion des demandes d'indemnisation visées à l'article 44 ;
- 11° le financement et la gestion des prises de participations visées à l'article 27, 3°.

*Source : Base de données Wallex*

Il est très probable que, de manière analogue aux dispositions prises par la Région flamande, l'Office wallon des déchets soit amené à l'avenir à jouer un rôle similaire à celui de l'OVAM à partir du moment où des textes de loi et des réglementations seront publiés dans le domaine de l'assainissement des sols en Région wallonne.

Par ailleurs, la Division de la Police de l'Environnement (DPE) assure le contrôle de toutes les pollutions dans le domaine des eaux, de l'air (y compris le bruit), des déchets et du sol. Elle a pour mission de rechercher et de poursuivre les délits environnementaux en

mettant en oeuvre les procédures judiciaires et administratives prévues.

La DPE prend également en charge le service S.O.S. Pollutions dont la mission consiste à intervenir d'urgence, à tout moment, en cas de pollution constituant une menace grave pour un écosystème.

### ■ **Les modes d'intervention et le contrôle a posteriori de l'assainissement**

La DPE recherche les infractions selon deux modes :

- sur plainte ou dénonciations ;
- de façon systématique, en mettant en oeuvre des campagnes de contrôle thématiques des sites hébergeant des activités sensibles.

Lorsqu'une pollution du sol est soupçonnée, la DPE fait appel à des laboratoires agréés pour vérifier l'existence effective d'une pollution.

Le cas échéant :

- un procès-verbal est adressé au Procureur du Roi,
- une injonction de déposer un plan de réhabilitation à l'Office Wallon des Déchets, sur la base d'une étude de caractérisation approfondie du site, est adressée au contrevenant.

L'exploitant fait procéder à cette étude de caractérisation par un expert agréé, éventuellement complétée d'une étude de risque si nécessaire.

Suite à cette étude, si la pollution observée dépasse les seuils fixés par la réglementation, un plan d'assainissement du site est élaboré, toujours par un expert agréé.

L'Office Wallon des Déchets étudie ces plans de réhabilitation et adresse une proposition d'approbation au Ministre de l'Environnement. C'est en dernier lieu le Ministre de l'Environnement qui approuve ou non ces plans.

Après réhabilitation, la DPE vérifie si l'assainissement a effectivement été réalisé et si les conditions techniques ont été respectées. Elle établit un constat qui est remis au Ministère de l'Environnement.

Le Ministère de l'environnement officialise ce constat et remet un quitus au propriétaire du site.

### ■ **Le quitus délivré par l'administration**

A partir du moment où le quitus est émis, le site est considéré comme complètement assaini. Ces quitus ne mentionnent pas de réserve : quand un site est réhabilité, il l'est totalement.

## ■ **Le transfert de responsabilité lors des ventes**

### **V** *Cas général*

La législation sur les déchets définit le contrevenant comme la personne physique ou morale qui a effectivement effectué le dépôt illicite de déchets, qui a ordonné cette action ou qui a engendré volontairement la création du dépotoir. Toutefois, le détenteur des déchets qui refuse d'obtempérer aux injonctions qui lui sont signifiées par l'autorité acquiert la qualité de contrevenant.

Selon les personnes interrogées dans le cadre de cette étude, le propriétaire est responsable de la qualité de ses sols. En cas de vente du terrain, la responsabilité est donc transférée au nouveau propriétaire. Le seul recours d'un acheteur qui découvrirait une pollution après signature de la vente, serait de porter plainte en s'appuyant sur le Code civil au titre des vices cachés.

Aucune procédure particulière n'impose de vérifier l'état des sols lors d'une vente, sauf dans le cas des stations-service (voir plus haut).

### **V** *Cas des stations-service*

C'est l'exploitant qui est responsable de la qualité des sols.

La loi prévoit que l'exploitant fasse procéder à une étude indicative du sol et du sous-sol lors de la cessation de l'activité ou de la mise hors service définitive d'un réservoir, lors du retrait ou du renouvellement de l'autorisation d'exploiter, et lors du changement d'exploitant.

Le cas échéant, l'exploitant doit réaliser une étude de caractérisation, un plan d'assainissement et la réhabilitation elle-même, sauf s'il est en mesure d'établir que la pollution ne résulte pas de son fait ou du fait de son activité.

## ■ **Les modes d'intervention en cas de non respect de la réglementation**

### **V** *Cas où le propriétaire n'agit pas*

Si le propriétaire n'agit pas, la DPE établit un procès-verbal et l'envoie au Procureur du Roi.

Les risques encourus sont une amende agrémentée ou non d'une peine d'emprisonnement.

En pratique, cette procédure n'est pas très efficace car les procureurs ont d'autres priorités. A titre indicatif, une dizaine de décisions ont été prises en 1999, alors qu'une centaine de constats en moyenne sont établis tous les ans.

Par ailleurs, les dépôts clandestins de déchets sont soumis à une taxe forfaitaire annuelle de 5000 FB/tonne (810 FRF/t).



### ***V*Cas sensibles**

Dans les cas les plus sensibles, la réhabilitation peut être réalisée par la Société Publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement, qui se substitue alors au propriétaire, tant pour l'organisation de l'assainissement que pour son financement.

Les sites concernés peuvent être choisis selon différents critères (insolvabilité, pollution historique...). Il s'agit d'un choix politique.

A titre indicatif, 10 sites sont actuellement en cours de réhabilitation selon cette procédure.

### **■ La distinction entre pollutions historiques et récentes**

Aucune distinction n'est faite entre les pollutions nouvelles et historiques, ou selon que les sites sont en activité ou non.

Ce genre d'argument est susceptible d'être mis en avant par la défense au cours d'un procès, mais il n'altère en rien la nécessité de dresser un procès-verbal.

### **■ Les procédures pour le choix des valeurs**

#### ***V*Cas général**

Actuellement, en Wallonie, on se réfère aux listes-guides en usage, sans cadre décretaal particulier. Les normes prises en compte sont le plus souvent les normes appliquées en Région flamande.

L'arrêté sur les stations-service va servir de base d'expérimentation pour la rédaction d'un décret général par la suite. Il est donc peu probable que ce texte général soit publié avant plusieurs années.

#### ***V*Cas des stations-service**

Les valeurs limites ne sont définies de manière légale que pour le cas des stations-service.

Ces valeurs ont été définies à partir des valeurs hollandaises, des valeurs des régions flamande et de Bruxelles-Capitale, et des valeurs de la région allemande Rhénanie-Palatinat.

Un bureau d'experts a été chargé de les comparer et de les adapter aux conditions géologiques particulières de la Région wallonne, qui sont intermédiaires entre celles des autres régions belges et de la Hollande d'une part, et celles de la Rhénanie d'autre part.

Pour certains aspects, il a été aussi tenu compte du fait qu'il était préférable d'adopter une certaine homogénéité pour toutes les régions du Bénélux, afin de faciliter l'application des réglementations par les firmes pétrolières internationales.

Les valeurs seuil et les valeurs d'intervention ont été définies en tenant compte de quatre types d'affectation future pour le sol (indus-

riel, habitat, agricole-loisir, forêt-espace vert).

L'arrêté prévoit que s'il s'avère impossible d'atteindre les valeurs seuils par des mesures conformes aux meilleures techniques disponibles, alors l'assainissement du site vise à rendre tolérable le risque pour la santé humaine et pour l'environnement.

S'il s'avère impossible de limiter ce risque à un niveau acceptable, l'assainissement du site doit comprendre des mesures conservatoires ou d'autres précautions de manière à éviter que la pollution du site ne constitue une menace pour la santé humaine et pour l'environnement.

### ■ **L'agrément des experts en assainissement**

L'agrément est donné par le Ministre de l'Environnement en fonction de critères légaux qui portent tant sur la capacité technique que sur la situation financière du bureau d'études.

Ces critères sont détaillés dans l'arrêté sur les stations-service, présenté en annexe (Chapitre VI, section 2).

## *Les textes en Région de Bruxelles - Capitale*

### ■ **L'arrêté sur les stations-service**

Le seul texte officiel réglementant l'assainissement des sols en Région de Bruxelles-Capitale concerne exclusivement les stations-service (Arrêté du 21 janvier 1999, voir encadré).

Depuis 1995, il existe des projets de législation plus générale sur les sols, mais rien d'autre n'est encore paru, et il est difficile de prévoir une date de parution. En particulier, la Région de Bruxelles a adopté récemment une série de normes dans le domaine de l'assainissement du sol, mais les textes officiels ne sont pas encore parus.

**21 janvier 1999. - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale  
fixant les conditions d'exploiter des stations-service**

Chap. Ier. Champ d'application et définitions

1. Champ d'application
2. Installations de stockage

Chap. II. Conditions techniques liées aux installations et à leur gestion  
[...]

Chap. III. Sécurité des installations

Chap. IV. Emissions de composés organiques volatiles

Chap. V. Protection du sol et des eaux souterraines

1. Dispositifs de prévention
2. Etude prospective
3. Etude détaillée
4. Etude de risque
5. L'étude d'assainissement

Chap. VI. Dispositions administratives

Annexe 1. Les quatre classes de sensibilité pour lesquelles des normes sont établies

Annexe 2. Informations composant le projet d'étude prospective

Annexe 3. Formulaire à compléter dans le cadre du projet d'étude prospective

Annexe 4. Le rapport de l'étude prospective

Annexe 5. Le rapport de l'étude détaillée

Annexe 6. Normes d'application pour l'échantillonnage du sol et des eaux souterraines

*Texte intégral en annexe (version française officielle)*

L'ordonnance relative au permis d'environnement (25 juin 1997) oblige toutefois les installations industrielles et les stations-service à se faire délivrer un permis d'environnement, qui atteste du fait que les précautions nécessaires ont été prises pour ne pas nuire à l'environnement (voir encadré).

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Belgique*

**5 juin 1997. - Ordonnance relative au permis d'environnement  
de la Région de Bruxelles-Capitale**

Titre Ier. Définitions et généralités

1. Habilitation constitutionnelle
2. Objectifs
3. Définitions
4. Classes d'installations
5. Fonctionnaires compétents
6. Conditions d'exploitation
7. Actes soumis à permis et à déclaration
8. Certificat d'environnement
9. Formes des communications écrites

Titre II. De l'introduction et de l'instruction des demandes de certificat et de permis d'environnement

Chap. Ier. Dispositions communes à toutes les classes d'installations ou à plusieurs classes d'installations

[...]

Chap. II. Dispositions relatives aux installations de la classe I.A.

[...]

Chap. III. Dispositions relatives aux installations de la classe I.B

[...]

Chap. IV. Dispositions relatives aux installations de classe II

[...]

Chap. V. De la validité des décisions et des conditions de délivrance des certificats et des permis d'environnement

Titre III. Activités soumises à déclaration préalable

Titre IV. Des personnes soumises à l'agrément

1. Introduction de la demande
2. Instruction de la demande
3. Contenu de l'agrément

Titre V. Des recours administratifs

Titre VI. Publicité des décisions

Titre VII. De la surveillance, des mesures de contrainte et des sanctions

Titre VIII. Dispositions finales

*Texte intégral en annexe (version française officielle)*

Pour les stations-service, la réalisation d'une étude de sol est obligatoire chaque fois que le titulaire du permis d'environnement change, c'est-à-dire en pratique lorsque l'exploitant change. Cette étude de sol s'accompagne d'une étude de risque, pour juger de l'urgence de l'assainissement, et aboutit à une obligation de dépolluer dans un certain délai.

Le nouvel exploitant peut commencer à exploiter avant l'assainissement du sol, dès lors que l'ancien ou le nouvel exploitant se sont engagés à réaliser cet assainissement dans le délai imparti.

## ■ **L'organisme chargé de l'application des réglementations**

L'organisme chargé d'assurer la mise en application des réglementations concernant les sols pollués en Région de Bruxelles - Capitale est l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement (IBGE).

L'IBGE a été conçu comme un organisme de recherche, de planification et de conseil, mais aussi comme un organisme de surveillance et de contrôle en matière d'environnement. Au sein de l'Institut, la division "Inspection et surveillance" veille, *via* des contrôles systématiques, à ce que les conditions reprises dans les permis ou dans la législation soient respectées. Elle est également habilitée à enregistrer les plaintes concernant des nuisances environnementales.

## ■ **Les modes d'intervention, et le contrôle a posteriori de l'assainissement**

La décision d'intervenir sur un site est prise suite à des visites inopinées de l'IBGE, et suite à des plaintes ou des dénonciations.

### *VCas des stations-service*

Dans le cas des stations-service, pour lequel il existe une législation, la procédure d'assainissement est chapeautée par un bureau d'études, qui devra bientôt être agréé.

En pratique, le texte se rapportant à la procédure d'agrément n'étant pas encore tout à fait achevé, l'IBGE demande pour l'instant aux bureaux d'études de lui fournir un duplicata de leur demande d'agrément.

C'est le bureau d'études qui est chargé de réaliser les échantillons et les analyses de sol, et de gérer le cas échéant les interventions sur les zones polluées.

A la fin de la procédure d'assainissement, il fournit à l'IBGE un rapport final d'assainissement, qui mentionne notamment un avis en ce qui concerne la situation du terrain et l'assainissement réalisé.

L'IBGE donne ou non son approbation.

### *VDans les autres cas*

Si le site pollué est en activité, la première démarche de l'IBGE consiste à signaler à l'exploitant l'existence d'une pollution et le besoin d'effectuer une dépollution. Si celui-ci n'accepte pas de réaliser les travaux nécessaires et que le problème ne peut être résolu par une petite excavation du sol, l'IBGE cherche avant tout à négocier avec l'exploitant.

Dans le cas où une exploitation cesse son activité, l'ordonnance relative au permis d'environnement impose que l'exploitant remette les

lieux dans l'état où ils étaient avant d'être exploités. Dans ce cas, l'IBGE applique les valeurs définies dans la législation sur les stations-services, puisque ce sont les seules valeurs officiellement définies.

### ■ **Le quitus délivré par l'administration**

L'IBGE ne délivre pas d'attestation témoignant qu'un terrain a été dépollué. Il se borne à fournir une approbation, sur l'avis du bureau d'études.

Dans le meilleur des cas, l'exploitant reçoit une lettre qui mentionne que l'étude d'assainissement montre qu'il n'y a plus de pollution actuellement sur le site, et que le dossier est donc clos. La lettre peut toutefois également mentionner, par exemple, que « d'après l'étude menée par le bureau d'études, il reste une pollution résiduelle qui ne peut toutefois pas être résorbée pour l'instant compte tenu des techniques de dépollution disponibles ou du coût qui en résulterait. Le dossier est donc clos provisoirement. »

Cette lettre a une valeur toute relative. Elle en a d'autant plus que l'exploitant sait la monnayer, par exemple lors de la vente du terrain.

### ■ **Le transfert de responsabilité lors des ventes**

Il n'existe pas vraiment de texte légal sur lequel s'appuyer pour régler les problèmes de pollution ancienne.

### ■ **Les modes d'intervention en cas de non respect de la réglementation**

#### *VCas des stations-service*

Dans le cas de stations-service, l'IBGE envoie successivement une première, puis une deuxième lettre de mise en demeure.

Si la station service n'obtempère pas, l'IBGE peut intervenir de plusieurs manières :

- par une mise de scellés sur les pompes, pour obliger à cesser l'exploitation ;
- par la suppression du permis d'environnement, ce qui correspond à rajouter un chef d'infraction supplémentaire et donc à aggraver le montant de l'amende si l'exploitant persiste ;
- par la transmission d'un procès-verbal d'infraction à l'exploitant et au juge d'instruction. C'est alors le juge qui décide de poursuivre l'exploitant ou non. Si le juge n'a pas engagé de poursuite dans les 6 mois suivant le procès-verbal, l'IBGE peut adresser une amende à l'exploitant. Le problème est que cette amende ne remédie pas à l'infraction.

***VCas de sites en activité autres que stations-service***

Pour les sites en activité autres que les stations-service, si un exploitant refuse de dépolluer, l'IBGE est en mesure d'appliquer des amendes, en suivant la même procédure que pour les stations-service. Toutefois, le montant de ces amendes reste relativement faible par rapport au coût d'une étude et d'un assainissement, si bien que cette solution n'est pas très efficace.

L'IBGE peut également décider de financer lui-même l'étude, mais cela pose des problèmes de coût et de délais (procédure administrative assez longue).

La politique adoptée consiste donc plutôt à essayer de faire plier l'exploitant par la négociation et la médiation, et en cas d'échec, à attendre la cessation d'activité pour mettre l'exploitant en demeure de faire le nécessaire.

***VEn cas de cessation d'activité***

Dans le cas où une exploitation cesse son activité, l'exploitant doit remettre les lieux dans l'état où ils étaient avant exploitation. Cette obligation est prévue par la loi.

Les valeurs utilisées sont ici celles définies pour les stations-service, puisqu'il n'en n'existe pas d'autres officiellement. Dans l'absolu, un exploitant qui ne serait pas d'accord pourrait néanmoins argumenter auprès d'un juge qu'il n'existe aucune valeur définie légalement.

**■ Les procédures pour le choix des valeurs**

Les valeurs pour les stations-service auraient été définies essentiellement à partir des valeurs hollandaises et flamandes.



## Experts contactés - Belgique

### ■ Ambassade de France

Dominique Besser, Conseiller culturel, scientifique et de Coopération  
Christophe Laurini  
Ambassade de France en Belgique  
42, bd du Régent • 1000 Bruxelles  
Tél : +32 2 548 87 11, fax : +32 2 514 17 72

### ■ En Région Flamande

- OVAM (Société publique des déchets pour la région flamande)  
Sanering, Kan. De Deckerstraat 22-26 • 2800 Mechelen • Belgique  
Tél : +32 15 284 284, fax: +32 15 284 407  
Mme Sabine Plingers  
Tél : +32 15 248 448,  
e-mail : sabine.plingers@ovam.be  
M. Victor Dries  
fax: +32 15 284 407, e-mail : victor.dries@ovam.be  
M. Eddy Van Dyck  
Tél : +32 15 284 430, e-mail : evdyck@ovam.be

- VITO (Vlaamse instelling voor technologisch onderzoek - Flemish institute for technological research)  
Boeretang 200, B-2400 MOL  
België, Tel.: +32 (0)14 33 55 11, Fax: +32 (0)14 33 55 99  
Mme Christa Cornelis, tél : +32 14 33 69 52,  
e-mail : cornelis@vito.be

### ■ En région de Bruxelles-Capitale

- Ministère de l'Environnement et de la Conservation de la nature, de la Politique de l'eau, de la Rénovation urbaine et de la Propreté publique.  
Avenue Louise, 54, bte 10 • 1050 Bruxelles  
Mme Marie Derick  
Tél : +32 2 517 12 00, fax : +32 2 511 94 42



**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Belgique*

- IBGE (Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement)  
Gulledelle 100 • 1200 Bruxelles • Belgique  
Tél : +32 2 775 75 11, fax: +32 2 775 76 11.  
M. Laurent Quadflieg  
Tél : +32 2 775 75 58, fax: +32 2 775 75 05.  
Mme Afzalian, tél +32 2 775 77 95

■ **En Région Wallonne**

- DPE (Division de la Police de l'Environnement),  
Avenue Prince de Liège, 15 • B-5100 Namur  
Tél : +32 (0) 81 33 60 21, fax : +32 (0) 81 33 60 22  
E-mail : DPE.DGRNE@mrw.wallonie.be  
Inspecteur général : M. Serge Godefroid, tél : +32 81 33 60 07
  
- OWD (Office Wallon des Déchets),  
Avenue Prince de Liège, 15 • B-5100 NAMUR  
Tél. : +32 (0) 81 33 65 75  
Fax : +32 (0) 81 33 65 22  
E-mail : OWD.DGRNE@mrw.wallonie.be  
M. Houtain, tél : +32 81 33 65 39
  
- Division de la Prévention et des Autorisations de la région de Liège  
(équivalent des DRIRE en France)  
M. Arthur Degee, Directeur, tél : +32 4 224 57 31
  
- ISSEP (Institut scientifique de service public)  
Rue du Chéra 200 • B-4000 Liège 1 • Belgique  
M. Pierre Dengis  
Tél : +32 4 252 71 50, fax : +32 4 252 46 65  
E-Mail : environnement@issep.be

■ **Autre source d'information**

- Moniteur Belge,  
Site internet présentant tous les textes de loi depuis juin 1997  
URL : <http://moniteur.be/html/hpmbbs.htm>



## Bibliographie - Belgique

### ■ Textes de la Région flamande

- MINISTERE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE. 22 Février 1995. - Décret relatif à l'assainissement du sol (*Moniteur Belge du 29.04.1995*).

*(Texte intégral, traduction française officielle)*

- MINISTERE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE. 5 Mars 1996. - Arrêté du Gouvernement flamand fixant le règlement flamand relatif à l'assainissement du sol (*Moniteur Belge du 27.03.1996*).

*(Texte intégral, traduction française officielle)*

### ■ Textes de la Région wallonne

- 27 juin 1996. - Décret relatif aux déchets (*Moniteur Belge du 02.08.1996, p. 20685*)
- 12 janvier 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols des boues d'épuration ou de boues issues de centres de traitement de gadoue de fosses septiques (*Moniteur Belge du 12.04.1995, p. 9277*)
- 20 novembre 1991. - Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses (*Moniteur Belge du 11.03.1992, p. 5124*)



## Annexes - Belgique

### ■ Textes de la Région flamande

- MINISTERE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE. 22 Février 1995. - Décret relatif à l'assainissement du sol (*Moniteur Belge du 29.04.1995*).

*(Texte intégral, traduction française officielle)*

- MINISTERE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE. 26 Mai 1998. - Décret portant modification du décret du 22 février 1995 relatif à l'assainissement du sol (*Moniteur Belge du 25.07.1998*).

*(Texte intégral, traduction française officielle)*

- MINISTERE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE. 5 Mars 1996. - Arrêté du Gouvernement flamand fixant le règlement flamand relatif à l'assainissement du sol (*Moniteur Belge du 27.03.1996*).

*(Texte intégral, traduction française officielle)*

### ■ Textes de la Région Bruxelles-capitale

- MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE. 5 Juin 1997.- Ordonnance relative aux permis d'environnement (*Moniteur Belge du 26.06.1997*).

*(Texte intégral, traduction française officielle)*

- MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE. 21 Janvier 1999.- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions d'exploiter les stations-service (*Moniteur Belge du 24.03.1999*).

*(Texte intégral, traduction française officielle)*

### ■ Textes de la Région wallonne

- 4 mars 1999. - Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service (*Moniteur Belge du 11.06.1999*)

- MINISTERE DE LA REGION WALLONNE. 26 novembre 1999 - Réhabilitation des dépotoirs et assainissement des sols : le point sur la situation en Région wallonne et ses perspectives d'évolution.

# MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE

## 22 Février 1995 - Décret relatif à l'assainissement du sol

*(Publié au Moniteur Belge du 29.04.1995).*

Le Conseil flamand a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

### CHAPITRE 1er. - Dispositions générales

**Article 1er.** Le présent décret règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret on entend par :

1° Sol : la partie fixe de la terre, y compris les eaux souterraines et les autres éléments et organismes qui y sont présents.

2° Pollution du sol : la présence de substances ou d'organismes générée par des activités humaines, sur ou dans le sol ou de bâtisses qui sont préjudiciables ou peuvent être préjudiciables, directement ou indirectement, à la qualité du sol.

3° Pollution du sol constituant un risque grave :

- (1) pollution du sol impliquant ou susceptible d'impliquer un contact entre les substances ou organismes polluants et les hommes, les plantes et les animaux ; ce contact portera certainement ou probablement préjudice à la santé des hommes, des plantes et des animaux ;
- (2) pollution du sol susceptible de porter préjudice aux captages d'eau.

L'évaluation de la gravité des risques générés par la pollution du sol, tient concrètement compte des éléments suivants :

- les caractéristiques du sol ;
- la nature et la concentration des substances ou organismes ;
- les risques de diffusion des substances et organismes précités ;
- les fonctions remplies par le sol ;
- le danger d'exposition des hommes, plantes ou animaux et des captages d'eau.

4° Pollution du sol récente ; pollution générée après l'entrée en vigueur du présent décret.

5° Pollution du sol historique : pollution générée avant l'entrée en vigueur du présent décret.

6° Pollution du sol mixte : pollution générée en partie avant et en partie après l'entrée en

vigueur du présent décret.

7° Terrains pollués : les terrains où la pollution du sol a été générée et les terrains dans lesquels les substances ou organismes polluants se sont diffusés ou auxquels la pollution du sol est préjudiciable.

8° Terrains où la pollution du sol a été générée : terrains où les substances ou organismes polluants se sont diffusés sur ou dans le sol.

9° Utilisateur : la personne physique ou morale qui est titulaire d'un droit d'usage réel ou personnel sur la ou les terrains et/ou le ou les immeubles.

10° Émission : toute introduction par l'homme de facteurs polluants l'atmosphère, le sol ou l'eau.

11° Traitement de la pollution du sol : éliminer, neutraliser, immobiliser, isoler ou protéger de la pollution du sol.

12° Assainissement du sol : le traitement de la pollution du sol par :

- l'établissement et l'exécution d'une reconnaissance descriptive du sol, telle que visée à l'article 13 ;
- l'élaboration d'un projet d'assainissement du sol, tel que visé à l'article 16 ;
- l'exécution des travaux d'assainissement du sol ;
- l'organisation éventuelle d'un suivi.

13° Travaux d'assainissement du sol : travaux exécutés dans le cadre d'un projet d'assainissement du sol, tel que visé à l'article 15.

14° Mesures de précaution : mesures visant à protéger à titre temporaire l'homme ou l'environnement contre les risques générés par la pollution du sol, dans l'attente des travaux d'assainissement du sol.

15° Mesures correspondant à l'état de la technique et qui n'entraînent pas de frais exorbitants : les meilleures solutions techniques disponibles mises en pratique avec succès et dont le coût n'est pas déraisonnable par rapport au résultat atteint sur le plan de la protection de l'homme et de l'environnement, et cela indépendamment des moyens financiers dont dispose celui à qui incombe l'obligation d'assainissement.

16° Expert en assainissement du sol : un expert indépendant agréé par le Gouvernement flamand pour l'exécution des missions définies par le présent décret.

17° Fermeture d'un établissement : l'arrêt de toute activité ou de toute activité substantielle dans un établissement.

18° Cession de terrains :

- la cession entre vivants du droit de propriété des terrains ;
- la passation ou la cessation d'un bail, d'un bail commercial ou d'une concession pour une durée cumulée de plus de 9 ans ;
- l'établissement et la cessation d'un droit d'emphytéose ou d'un droit de superficie ;
- la passation d'un leasing immobilier d'un immeuble ou d'un terrain avec levée de l'option d'achat ;
- la fusion de sociétés dont une est propriétaire d'un terrain pollué ou ;
- la scission d'une société propriétaire d'un terrain pollué.

La cession entre vivants du droit de propriété par indivis sur des terrains, accessoirement au droit de propriété sur une partie de l'immeuble, n'est pas considérée comme une cession de terrains au sens du présent décret.

19° L'OVAM : la "Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest" (Société publique des Déchets pour la Région flamande), instituée par le décret du 2 juillet 1981 relatif à la prévention et à la gestion des déchets tel qu'il a été modifié.

## **CHAPITRE II. - Identification des terrains pollués, registre des terrains pollués. Restriction de l'usage et mesures de précaution, modification des plans de secteur**

### **Section 1.- Identification des terrains pollués.**

**Art. 3.** § 1er. Le Gouvernement flamand dresse une liste des établissements et activités pouvant engendrer une pollution du sol endéans un an suivant l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Une reconnaissance d'orientation du sol doit être organisée :

1° à l'initiative et aux frais du cédant, pour la cession de terrains sur lesquels est ou à été implanté un établissement ou sur lesquels est ou a été exercée une activité figurant sur la liste visée au 1er.

Un nouvel examen n'est toutefois pas nécessaire, si la reconnaissance d'orientation du sol a été effectuée dans les deux ans précédant la cession et si aucune activité susceptible de générer une pollution complémentaire du sol n'a été exercée depuis lors.

2° à l'initiative et aux frais de l'exploitant pour la fermeture d'un établissement ou l'arrêt d'une activité figurant sur la liste visée au § 1er.

§ 3. Le Gouvernement flamand peut poser comme règle générale que les exploitants de catégories d'établissement ou d'activités déterminées figurant sur la liste visée au § 1er, doivent procéder à une reconnaissance d'orientation du sol à leurs frais, dans un délai fixé par lui et par la suite périodiquement suivant la périodicité imposée par lui.

§ 4. Une reconnaissance d'orientation du sol a pour but de vérifier si des indications sérieuses existent pour la pollution de certains sols. Il implique une étude historique restreinte et un prélèvement limité d'échantillons.

§ 5. Dans les cas visés aux § § 2 et 3, la reconnaissance d'orientation du sol est exécutée sous la direction d'un expert en assainissement du sol. Les résultats de chaque reconnaissance d'orientation du sol exécutée en vertu des § § 2 et 3 sont notifiés à l'OVAM dans les trente jours suivant son achèvement.

§ 6. Sans préjudice des attributions des fonctionnaires de contrôle conférées en vertu d'autres lois ou décrets, l'OVAM peut à tout moment procéder d'office à une reconnaissance d'orientation du sol. Dans ce cas, la reconnaissance d'orientation du sol est effectuée par des fonctionnaires de l'OVAM ou sous la direction d'un expert en assainissement du sol désigné par l'OVAM.

§ 7. Le Gouvernement flamand arrête les conditions et la procédure d'agrément des experts en assainissement du sol.

## **Section 2. - Registre des terrains pollués**

**Art 4.** § 1er. L'OVAM établit dans l'intervalle d'un an un registre des terrains pollués.

§ 2. Chaque terrain pollué connu fera l'objet d'un dossier comportant les éléments suivants :

a) en tout cas :

- les données cadastrales fournies par les services compétents du Ministère des Finances.
- l'identité du propriétaire et de l'utilisateur.
- une description succincte de la gravité de la pollution du sol déjà constatée à la lumière des normes visées à l'article 7, § 1er du présent décret.
- les restrictions d'usage ou les mesures de précaution éventuelles qui ont été imposées conformément à l'article 5 du présent décret.

b) pour autant qu'ils existent :

- les rapports des reconnaissances d'orientation ou descriptives du sol.
- le projet d'assainissement du sol.
- le contenu de l'attestation de conformité.
- la déclaration délivrée par l'OVAM conformément à l'article 21 § 2 du présent décret.

§ 3. Si l'OVAM constitue un dossier concernant un terrain pollué, elle fait parvenir au propriétaire et à l'utilisateur une attestation contenant les données énumérées, au § 2, a) L'OVAM fait également parvenir sans tarder une copie de cette attestation à la commune du lieu où le terrain pollué est situé. La commune met les attestations reçues à la disposition des personnes intéressées. Des modifications apportées aux données de l'attestation sont également communiquées au propriétaire, à l'utilisateur et à la commune.

§ 4. L'OVAM délivre sur simple demande une attestation du sol concernant la pollution des terrains figurant dans le registre. L'attestation énumère les données visées au § 2,a).

Si le registre des terrains pollués ne contient aucune donnée au sujet des terrains faisant l'objet de la demande, l'attestation du sol mentionne l'absence de données en la matière.

§ 5. Le Gouvernement flamand arrête les modalités relatives à l'établissement, le fonctionnement et l'accessibilité du registre des terrains pollués.

Il peut subordonner la délivrance d'attestations du sol en vertu du § 4, au paiement d'une rétribution couvrant les frais administratifs y afférents dont il fixe le montant.

### **Section 3. - Restrictions d'utilisation et mesures de précaution**

**Art. 5.** § 1er. Si le Gouvernement flamand estime que la pollution du sol entrave l'utilisation des terrains pollués conformément à leur destination, il impose les restrictions d'utilisation nécessaires, sur la proposition de l'OVAM et après avoir entendu le propriétaire et l'utilisateur des terrains pollués,

§ 2. Si l'OVAM est d'avis qu'outre les restrictions d'utilisation, d'autres mesures de précaution s'imposent pour protéger l'homme et l'environnement dans l'attente de l'exécution des travaux d'assainissement ou après leur exécution, elle prescrit les mesures de précaution nécessaires après avoir entendu le propriétaire et l'utilisateur des terrains pollués.

§ 3. Les restrictions d'utilisation et les mesures de précaution sont limitées dans le temps. Elles peuvent être adaptées ou levées après qu'un assainissement du sol a été effectué ou lorsqu'elles ne sont plus nécessaires.

§ 4. Les personnes intéressées peuvent demander au Gouvernement flamand, par requête motivée, la modification ou la levée des restrictions d'utilisation ou des mesures de précaution. Le Gouvernement flamand statue après avoir consulté l'OVAM .

§ 5. Les arrêtés imposant l'adaptation ou la levée des restrictions d'utilisation ou des mesures de précaution sont transcrits dans les registres du conservateur des hypothèques.

§ 6. Le Gouvernement flamand peut arrêter les modalités de l'assistance dont peut bénéficier l'utilisateur lésé ou innocent.



## **Section 4. - Modification des plans de secteur**

**Art 6.** Lors de l'établissement et de la révision des plans de secteur l'OVAM peut faire des propositions aux autorités compétentes permettant de tenir compte des mesures prises en vertu du présent chapitre.

### **CHAPITRE III. - Pollution du sol générée après l'entrée en vigueur du présent décret**

#### **Section 1. - Principes généraux**

**Art. 7.** § 1er. Le Gouvernement flamand fixe des normes d'assainissement du sol. Celles-ci correspondent à un niveau de pollution du sol dont le dépassement peut avoir des effets préjudiciables graves pour l'homme et l'environnement vu les caractéristiques du sol et les fonctions qu'il remplit.

§ 2. Il sera procédé à un assainissement du sol si la pollution du sol dépasse les normes d'assainissement du sol.

§ 3. Lorsque l'OVAM estime qu'il existe des indications graves que la pollution du sol dépasse ou risque de dépasser les normes d'assainissement du sol, il est procédé à une reconnaissance descriptive du sol.

§ 4. Si la reconnaissance descriptive du sol fait apparaître un dépassement des normes d'assainissement du sol, un projet d'assainissement du sol est élaboré et des travaux d'assainissement du sol sont exécutés.

§ 5. A défaut de normes d'assainissement du sol, il est procédé à un assainissement du sol lorsque la pollution du sol constitue une menace grave. Les dispositions des §§ 3 et 4 s'appliquent par analogie.

**Art. 8.** § 1er. L'assainissement du sol vise à réaliser les valeurs de fond de la qualité du sol. Ces valeurs sont fixées par le Gouvernement flamand et correspondent à la teneur en substances ou en organismes polluants sur ou dans le sol qui constitue le fond naturel dans les sols non pollués aux caractéristiques comparables.

§ 2. Si, pour cause des caractéristiques de la pollution du sol ou des terrains pollués, il s'avère impossible de réaliser les valeurs de fond de la qualité du sol par des mesures qui sont conformes à l'état de la technique et n'entraînent pas de frais exorbitants, l'assainissement du sol vise au moins à réaliser une meilleure qualité du sol que celle prévue par les normes d'assainissement du sol applicables ou, si cela n'est pas possible, à éviter que la qualité du sol constitue une menace grave.

§ 3. S'il s'avère impossible de réaliser la qualité du sol prescrite par le § 1er ou le § 2 par des mesures conformes à l'état de la technique et n'entraînent pas de frais exorbitants, des restrictions d'utilisation ou d'autres précautions seront, si nécessaire, imposées conformément aux dispositions de l'article 5.

§ 4. Tant que le Gouvernement flamand n'a pas arrêté des valeurs de fond pour la qualité du sol, l'assainissement du sol vise à réaliser une qualité du sol exempte d'effets préjudiciables graves pour l'homme et l'environnement, vu les caractéristiques du sol et les fonctions qu'il remplit. Les dispositions du § 3 s'appliquent par analogie.

**Art.9.** Si, pour des raisons techniques, les normes d'assainissement du sol visées à l'article 7, § 1er ne sont pas applicables à la pollution du sol, pour cause de sa nature particulière, elle fait l'objet de mesures prises sous la surveillance de l'OVAM qui correspondent à l'état de la technique et n'entraînent pas de frais exorbitants.

## **Section 2 - Obligation d'exécution de l'assainissement du sol et des autres mesures de traitement de la pollution du sol**

**Art. 10.** § 1er. L'obligation de procéder à ses propres frais à un assainissement du sol dans les cas visés à l'article 7, § 2 et 5, incombe aux personnes suivantes :

- a) si sur le terrain pollué est implanté un établissement ou est exercée une activité soumis à autorisation ou à déclaration en vertu du décret du 28 juin 1985 relatif à l'autorisation antipollution, à l'exploitant visé au décret précité;
- b) dans d'autres cas, au propriétaire du terrain pollué tant que celui-ci n'a pas démontré qu'une autre personne exerçait pour son propre compte le contrôle effectif sur ce terrain. Si le propriétaire fournit la preuve, l'obligation incombe à cette autre personne.

§ 2. La personne désignée conformément au paragraphe précédent n'est pas obligée de procéder à un assainissement du sol si elle fournit la preuve qu'elle répond de manière cumulative à toutes les conditions suivantes :

- 1° elle n'a pas causé elle-même la pollution du sol;
- 2° au moment où elle répondait aux conditions énumérées au § 1er, elle n'était pas au courant ou était censée ne pas être au courant de la pollution ;
- 3° depuis le 1er janvier 1993 aucun établissement n'était implanté ou aucune activité n'était exercée sur le terrain en question, qui figurent sur la liste visée à l'article 3, § 1er.

L'assainissement du sol ou les autres mesures sont dans ce cas exécutés d'office par l'OVAM sous réserve de l'application de l'article 11.

§ 3. Celui qui a repris l'établissement ou l'activité implantés sur le terrain, visés au § 1er a), ou

a acquis la propriété ou le contrôle effectif sur le terrain comme prévu au § 1er, b) d'une entreprise liée qui était au courant ou était censée être au courant de la pollution, est réputé avoir été au courant de la pollution.

Celui qui fait des frais conformément à l'article 10, peut les récupérer à charge de la personne qui est responsable conformément à l'article 25. Sans préjudice de l'obligation d'assainissement, la personne chargée de l'assainissement peut réclamer une avance de cette personne ou exiger qu'elle constitue une sûreté financière.

### **Section 3. - Déroulement de l'assainissement du sol**

#### **Sous-section 1. - Reconnaissance descriptive du sol**

**Art.12.** § 1er. Une reconnaissance descriptive du sol est organisée pour déterminer la gravité de la pollution du sol. Elle vise à donner une description de la nature, la quantité, la concentration et l'origine des substances ou organismes polluants, leur éventuelle diffusion et le risque d'exposition des hommes, plantes et animaux et des eaux souterraines et de surface ainsi qu'un pronostic de l'évolution spontanée du sol pollué.

§ 2. Un rapport de chaque reconnaissance descriptive du sol est transmis à l'OVAM dans les trente jours de son achèvement.

**Art 13.** § 1er. Avant que la reconnaissance descriptive du sol ne soit entamée, une proposition de reconnaissance est élaborée sous la direction d'un expert en assainissement du sol.

§ 2. La proposition de reconnaissance descriptive du sol doit contenir les éléments suivants :

- description de la pollution et de ses effets déjà constatés dans la mesure où ils sont disponibles ;
- une description de l'étude géologique et hydrogéologique projetée ;
- une description de l'étude historique projetée concernant l'origine de la pollution ;
- l'indication des lieux et des profondeurs d'échantillonnage et des laboratoires et méthodes d'analyse ;
- la description des mesures qui seront prises pour garantir la sécurité au cours de la reconnaissance ;
- une proposition de données faisant l'objet de rapports intérimaires adressés à l'OVAM sur les progrès de la reconnaissance.

§ 3. La proposition de la reconnaissance descriptive du sol est notifiée à l'OVAM par lettre recommandée à la poste contre récépissé délivré au siège de l'OVAM.

§ 4. L'OVAM statue dans les trente jours de la réception, sur sa conformité avec les dispositions du présent décret.

Le délai de trente jours prend cours le jour de la date du récépissé. Le délai expire à minuit du dernier jour.

§ 5. L'OVAM délivre une attestation de conformité ou impose des modifications ou des additions à la proposition. Si l'OVAM n'a pas statué dans les trente jours, la proposition est réputée conforme aux dispositions du présent décret.

Si l'OVAM impose des additions ou des modifications, la proposition modifiée ou complétée est soumise à nouveau à l'OVAM selon les mêmes modalités que celles prévues au § 4, dans un délai raisonnable fixé par l'OVAM. L'OVAM statue dans un délai de trente jours sur la conformité de la proposition modifiée ou adaptée. Si l'OVAM n'a pas statué dans les trente jours, la proposition modifiée ou complétée est réputée conforme aux dispositions du présent décret.

**Art.14.** § 1er. La proposition de reconnaissance descriptive du sol qui répond aux conditions de l'article 13, est exécutée sous la direction d'un expert en assainissement du sol.

§ 2. Des rapports intérimaires sur les progrès de la reconnaissance sont transmis à l'OVAM conformément à la proposition. Dans les quatorze jours de la réception de chaque rapport intérimaire, calculé comme prévu à l'article 13, § 4, l'OVAM peut imposer par décision motivée une addition ou une modification de la reconnaissance sur la base des constatations faites jusqu'alors.

§ 3. Dans un délai de soixante jours de la réception du rapport final relatif à la reconnaissance descriptive du sol, calculé comme prévu à l'article 13, § 4, l'OVAM prend une décision motivée au sujet de la conformité de la reconnaissance avec les dispositions du présent décret. L'OVAM délivre une attestation de conformité ou impose une reconnaissance complémentaire et fixe le délai raisonnable dans lequel elle doit avoir lieu. Si l'OVAM n'a pas statué dans les soixante jours, la reconnaissance est réputée conforme aux dispositions du présent décret.

## **Sous-section 2. - Projet d'assainissement du sol**

**Art.15.** § 1er. Un projet d'assainissement du sol détermine le mode d'exécution de l'assainissement du sol.

§ 2.- Il est élaboré et exécuté sous la direction d'un expert en assainissement du sol.

**Art. 16.** § 1er. Un projet d'assainissement du sol comporte au moins les éléments suivants :

- les résultats de la reconnaissance descriptive du sol ;
- les divers traitements techniques pertinents de la pollution du sol ;
- une estimation de leurs coûts ;
- une énumération de leur impact sur l'environnement et des résultats atteints, compte tenu des dispositions de l'article 7 et de l'article 8 et des restrictions éventuelles qu'ils comporteront pour l'utilisation future des terrains pollués ;
- les mesures proposées par le projecteur conformément à l'article 7 et à l'article 8 ;
- les délais dans lesquels ces mesures seront prises ;

- l'identification des terrains faisant l'objet de travaux nécessaires à l'exécution de l'assainissement du sol avec mention de l'identité du propriétaire et de l'utilisateur;
- la destination ultérieure des terrains pollués après l'assainissement du sol et sa conformité avec les prescriptions urbanistiques obligatoires;
- les restrictions auxquelles seront soumis les terrains pollués après l'assainissement du sol et la conformité de la destination ultérieure éventuelle avec les plans de secteur ;
- le mode de traitement ou de transformation des substances ou parties du sol ou bâtisses qui sont enlevées à titre temporaire ou définitif ;
- la description des mesures qui seront prises pour assurer la sécurité environnementale et du travail lors de l'exécution des travaux d'assainissement du sol ;
- les mesures de contrôle et de surveillance qui seront prises après l'assainissement du sol et le délai pendant lequel ces mesures auront force obligatoire ;
- un résumé non technique des données précitées ;
- l'impact des travaux d'assainissement du sol sur les parcelles attenantes.

§ 2. Si l'exécution des travaux d'assainissement du sol implique l'exploitation ou la transformation d'un établissement soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement ou à un rapport de sécurité, le projet d'assainissement du sol doit être complété par les données visées à l'article 7 du décret du 28 juin 1995 relatif à l'autorisation antipollution.

§ 3. Le projet d'assainissement du sol est notifié à l'OVAM par lettre recommandée à la poste contre récépissé ou contre récépissé délivré au siège de l'OVAM.

§ 4. Les propriétaires et les utilisateurs de terrains non soumis à assainissement et faisant l'objet de travaux nécessaires à l'assainissement du sol, sont informés par l'OVAM dans les cinq jours de la réception du projet d'assainissement du sol, de son introduction ainsi que de la faculté de prendre connaissance du projet auprès des services de l'administration communale ou au siège de l'OVAM et de formuler, le cas échéant, des réclamations ou remarques, par lettre recommandée adressée à l'OVAM dans un délai de trente jours de la date à laquelle le projet leur a été notifié.

§ 5. Si le projet d'assainissement du sol comporte des activités ou des établissements soumis à autorisation en vertu du décret du 28 juin 1985 relatif à l'autorisation antipollution, l'OVAM soumet le projet pour avis dans les cinq jours de la réception, au collège des bourgmestre et échevins de la commune où sont situées les parcelles sujettes aux travaux d'assainissement du sol et à d'autres organes publics qui sont désignés en vertu de l'article 12 § 1er du décret précité, pour rendre des avis au sujet des demandes d'autorisation antipollution pour ces activités ou établissements, à l'exception de l'OVAM.

Dans les cinq jours de la réception, le bourgmestre rend public le projet d'assainissement du sol par affichage d'un avis au lieu où sont projetés les travaux d'assainissement du sol et le met à disposition du public pendant trente jours dans les services de l'administration communale. Au cours de cette période de publication, chacun peut adresser des réclamations et des observations au collège des bourgmestre et échevins. A l'issue de cette période et au moins

cinquante jours de la réception du projet, le collège adresse son avis à l'OVAM. A défaut d'avis dans ledit délai, la procédure pourra être continuée.

Les autres organes publics visés au premier alinéa rendent également des avis à l'OVAM dans un délai de cinquante jours de la réception du projet. A défaut d'avis dans ce délai, la procédure pourra être continuée.

§ 6. Si le projet d'assainissement du sol comporte des travaux soumis à autorisation en vertu de l'article 44, et la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, l'OVAM soumet le projet d'assainissement du sol dans les cinq jours de la réception, pour avis au fonctionnaire délégué visé à l'article 45 § 1er de la loi précitée.

Celui-ci rend avis à l'OVAM dans un délai de cinquante jours de la réception du projet.

A défaut d'avis dans ledit délai, la procédure pourra être continuée.

§ 7. Si le projet d'assainissement du sol comprend des activités soumises à autorisation en vertu du décret du 24 janvier 1984 portant des mesures en matière de gestion des eaux souterraines, modifié par le décret du décembre 1990, l'OVAM soumet le projet d'assainissement du sol dans les cinq jours de la réception, pour avis aux autorités compétentes et aux autres organes publics désignés pour rendre des avis. Ceux-ci rendent leurs avis à l'OVAM dans un délai de trente jours de la réception du projet. A défaut d'avis dans ledit délai, la procédure pourra être continuée.

**Art. 17.** § 1er. Après réception des avis, observations et réclamations visés à l'article 16, § § 4 et 5 ou après l'expiration des délais prescrits par les mêmes dispositions et au plus tard soixante jours de la réception du projet d'assainissement du sol, l'OVAM statue sur sa conformité avec les dispositions du présent décret.

Le délai de soixante jours prend cours le jour de la date du récépissé. Le délai expire à minuit du dernier jour.

§ 2. L'OVAM délivre une attestation de conformité ou formule des propositions de modification ou d'addition. Si l'OVAM impose des modifications ou des additions, le projet d'assainissement du sol modifié ou adapté est à nouveau soumis à l'OVAM selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 16 § 3. Si l'OVAM n'a pas communiqué son point de vue dans les soixante jours, le projet d'assainissement du sol est réputé conforme aux dispositions du présent décret.

§ 3. L'OVAM notifie l'attestation de conformité ou la déclaration tacite de conformité du projet d'assainissement du sol, par lettre recommandée à la poste, aux personnes suivantes :

- 1° la personne à qui incombe l'assainissement du sol en vertu de l'article 10 § 1er du présent décret ;
- 2° le propriétaire et l'utilisateur des terrains à assainir dans la mesure où ceux-ci diffèrent de la personne visée sous 1° ;
- 3° les propriétaires et les utilisateurs des terrains visés à l'article 16, §4 ;
- 4° le collège des bourgmestre et échevins de la commune visée à l'article 16 § 5 ;

5° les autres organes publics ayant rendu leur avis en vertu de l'article 16 § 5, § 6 ou § 7.

Par ordre du bourgmestre, l'attestation de conformité ou la notification de la déclaration tacite de conformité est rendue publique et mise à disposition du public dans les cinq jours de la réception, selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 16, § 4 et 5.

**Art. 18.** §1er. Les personnes et organes visés à l'article 17, § 3 et dans le cas visé à l'article 16, § 5, les personnes visées à l'article 24, § 1er, 5 du décret du 28 juin 1985 relatif à l'autorisation antipollution, peuvent se pourvoir auprès du Gouvernement flamand contre la déclaration de conformité, par lettre recommandée à la poste contre récépissé, dans un délai de trente jours de la réception de la notification visée à l'article 17, § 3, respectivement à l'issue du délai de publication en vertu du deuxième alinéa de la même disposition.

Le recours est suspensif lorsqu'il est formé par le collège des bourgmestre et échevins ou par les autres organes publics visés à l'article 17, § 3, premier alinéa, 5. Le recours n'est pas suspensif dans les autres cas.

§ 2. Le Gouvernement flamand statue dans un délai de trente jours de la réception du recours. Le Gouvernement flamand notifie sa décision dans un délai de dix jours à l'appelant, à l'OVAM et aux autres personnes et organes visés à l'article 17, § 3. A défaut de décision ou de notification dans les délais prévus ci-dessus la déclaration de conformité est réputée confirmée.

### **Sous-section 3. - Travaux d'assainissement du sol**

**Art. 19.** § 1er. Les travaux d'assainissement du sol sont exécutés sous la direction d'un expert en assainissement du sol.

§ 2. Si les travaux d'assainissement du sol comportent des activités ou des établissements soumis à déclaration ou à autorisation en vertu du décret du 28 juin 1985 relatif à l'autorisation antipollution, l'attestation de conformité visée à l'article 17, § 2 ci-dessus, respectivement la déclaration tacite de conformité du projet d'assainissement du sol vaut autorisation antipollution, respectivement déclaration au sens de l'article 4 du décret précité.

§ 3. Par dérogation à l'article 44 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, l'attestation de conformité visée à l'article 17, § 2 ci-dessus, respectivement la déclaration tacite de conformité du projet d'assainissement du sol, vaut également permis de bâtir dans le cas visé à l'article 16, § ci-dessus.

§ 4. Si les travaux d'assainissement du sol comportent des activités soumises à autorisation en vertu du décret du 24 janvier 1984 portant des mesures en matière de gestion des eaux souterraines, l'attestation de conformité visée à l'article 17, § 2 du présent décret, respectivement la déclaration tacite de conformité du projet d'assainissement du sol, vaut, le cas échéant, autorisation de captage d'eaux souterraines au sens des articles 3 et suivants du décret précité.

**Art. 20.** § 1er. L'OVAM fixe dans l'attestation de conformité les conditions auxquelles doivent répondre les travaux d'assainissement du sol. Ces conditions visent la protection de l'homme et de l'environnement et la réalisation d'un bon aménagement local.

§ 2. L'attestation de conformité stipule si nécessaire, les mesures de contrôle et de surveillance qui doivent encore être prises après exécution de l'assainissement du sol. Si l'assainissement concerne une décharge ou une ancienne décharge, les mesures de contrôle et de surveillance sont imposées pour au moins dix ans.

#### **Section 4. - Surveillance**

**Art. 21.** § 1er. Sans préjudice des attributions des autres fonctionnaires de contrôle désignés en vertu d'autres lois et décret, l'OVAM veille à l'exécution de l'assainissement du sol et au respect des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution en général.

§ 2. Dès l'achèvement de l'assainissement du sol, l'OVAM remet au propriétaire et à l'utilisateur des terrains ayant fait l'objet d'un assainissement du sol et à la personne à l'initiative de laquelle l'assainissement du sol a été effectué, une déclaration contenant les résultats de l'assainissement du sol. La déclaration renvoie aux objectifs prévus aux articles 7 et 8 du présent décret. Si des restrictions de l'utilisation ou d'autres mesures de précaution ont été imposées en vertu de l'article 5, la déclaration en fait mention.

#### **Section 5. - Mesures coercitives**

**Art. 22.** § 1er. L'OVAM est habilitée à ordonner au propriétaire et aux utilisateurs des terrains faisant l'objet d'une reconnaissance d'orientation ou descriptive du sol ou de travaux d'assainissement du sol ou d'autres mesures prescrites par le présent décret, de donner libre accès aux personnes désignées par l'OVAM pour qu'elles puissent effectuer sur place les opérations nécessaires. Les fonctionnaires de l'OVAM peuvent demander l'assistance de la police communale et de la gendarmerie dans l'accomplissement de leur mission.

§ 2. L'OVAM peut notamment ordonner que les personnes désignées par elle soient autorisées à effectuer une reconnaissance d'orientation ou descriptive du sol ou des travaux d'assainissement du sol ou d'autres mesure prescrites par le présent décret ou à procéder au prélèvement d'échantillons ou l'enlèvement ou le traitement des substances polluantes d'une partie du sol ou des immeubles.

§ 3. Lorsque cela s'avère utile pour la reconnaissance d'orientation ou descriptive du sol ou pour les travaux d'assainissement du sol ou pour d'autres mesures prescrites par le présent décret, les fonctionnaires désignés par l'OVAM et les experts en assainissement du sol ou les personnes qui relèvent d'eux, ont accès aux parties ou dépendances d'habitations moyennant l'autorisation écrite préalable du président du tribunal de première instance.



§ 4. Le propriétaire et l'utilisateur des terrains visés au § 1er sont informés par lettre recommandée, au moins soixante jours à l'avance, de l'exécution des reconnaissances, travaux ou d'autres mesures visés aux § 1er et 2 par la personne chargée des travaux d'assainissement du sol.

La lettre décrit brièvement les objectifs et le lieu de la reconnaissance ou des travaux.

§ 5. Au moins huit jours avant l'exécution des travaux d'assainissement du sol, un géomètre assermenté dresse, à la demande de la personne chargée des travaux, un état des lieux où les travaux seront effectués.

Le propriétaire et l'utilisateur y sont invités huit jours à l'avance par lettre recommandée contre récépissé. Ils peuvent faire consigner toute remarque ou constatation dans le procès-verbal de l'état des lieux.

**Art. 23.** § 1er. Sauf dans les cas régis par la procédure d'appel prévue à l'article 18 du présent décret, tous les intéressés peuvent se pourvoir au Gouvernement flamand contre les décisions de l'OVAM au sujet de l'élaboration de projets d'assainissement du sol et de l'exécution d'une reconnaissance descriptive du sol et des travaux d'assainissement. Ce recours n'est pas suspensif.

§ 2. Le recours doit être notifié ou remis contre récépissé au Gouvernement flamand dans un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de l'OVAM.

§ 3. Le Gouvernement flamand arrête les modalités de la procédure d'instance du recours.

## **Section 6. - Expropriation**

**Art. 24.** Sans préjudice des autres attributions du Gouvernement flamand en matière d'expropriations, le Gouvernement flamand peut, à la demande de la personne à laquelle incombe l'assainissement du sol en vertu du présent décret ou de l'OVAM procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique des biens immeubles pour l'exécution des travaux d'assainissement du sol.

L'expropriation se fait au nom et pour le compte du demandeur.

## **Section 7. - Responsabilité et sûretés financières**

**Art. 25.** § 1er. Celui qui a généré une pollution du sol par une émission, doit répondre des frais exposés conformément au présent décret pour la reconnaissance d'orientation du sol, la reconnaissance descriptive du sol, l'assainissement du sol ou les autres mesures ainsi que pour les dommages causés par ces activités ou mesures ainsi que par des restrictions de l'utilisation ou des précautions imposées en vertu de l'article 5 du présent décret.

§ 2. Si l'émission qui est à l'origine de la pollution du sol, provient d'un établissement ou

d'une activité soumis à déclaration ou à autorisation en vertu du décret du 28 juin 1985 relatif à l'autorisation antipollution, l'exploitant de cet établissement ou de cette activité, tels que visés audit décret, est responsable.

**Art. 26.** La responsabilité en matière de dommages visés à l'article 25 que doit assumer la personne en vertu des règles établissant la responsabilité pour la seule propriété ou la seule surveillance du terrain, est limitée aux frais dépensés pour prévenir que la pollution du sol se répand ou constitue un danger immédiat.

**Art. 27.** § 1er. Lorsqu'en vertu du présent décret plusieurs personnes sont responsables de la même pollution du sol, elles sont solidairement responsables.

§ 2. Dans ce cas, celui qui a dédommagé la personne lésée exerce un recours contre les autres responsables dans la mesure où les différentes émissions dont elles doivent répondre ont contribué à la survenance de la pollution du sol.

§ 3. Les dispositions du présent décret ne portent pas atteinte à la faculté dont dispose le responsable d'invoquer d'autres moyens de droit pour exercer son recours.

**Art. 28.** Les dispositions du présent décret ne portent pas atteinte aux autres droits exercés par les personnes lésées ou faisant des frais, visées à l'article 25, contre les responsables ou contre d'autres personnes.

**Art. 29.** Celui qui procède à un assainissement du sol ou prend des mesures pour traiter la pollution du sol, constitue à la demande de l'OVAM des sûretés financières pour répondre de ses engagements conformément aux articles 10 et 25.

Le Gouvernement flamand arrête les modalités relatives aux sûretés financières constituées.

## **CHAPITRE IV. - Pollution historique du sol**

### **Section 1. - Critères d'assainissement**

**Art. 30.** § 1er. Les terrains faisant l'objet d'une pollution historique du sol sont assainis au cas où la pollution du sol constituerait une menace grave.

§ 2. Le Gouvernement flamand désigne sur la proposition de l'OVAM, les terrains dont l'assainissement s'impose.

### **Section 2. - Exécution obligatoire de l'assainissement du sol**

**Art. 31.** § 1er. Si des terrains faisant l'objet d'une pollution historique du sol sont soumis à un assainissement conformément à l'article 30, l'OVAM somme la personne désignée conformément à l'article 10, § 1er d'exécuter l'assainissement du sol. La personne désignée exécute l'assainissement du sol à ses propres frais.

§ 2 . La personne visée au § 1er n'est pas tenue à procéder à l'assainissement du sol si elle fournit la preuve qu'elle répond de manière cumulative aux conditions citées ci-après :

- 1° elle n'a pas causé elle-même la pollution du sol ;
- 2° au moment où elle était devenue propriétaire ou utilisatrice du terrain elle n'était pas au courant ou était censée ne pas être au courant de la pollution.

§ 3. La personne visée au § 1er qui, quoiqu'au courant de la pollution ou censée être au courant, a acquis avant 1993 des terrains faisant l'objet d'une pollution historique n'est pas tenue à procéder à un assainissement du sol si elle peut démontrer qu'elle n'a pas causé la pollution et qu'elle n'a pas utilisé ces terrains depuis leur acquisition à des fins professionnelles.

§ 4. Celui qui a repris l'établissement ou l'activité visés à l'article 10, § 1er, a) du présent décret, implantés sur le terrain ou a acquis la propriété ou le contrôle effectif sur le terrain, comme prévu à l'article 10, § 1er, b) d'une entreprise liée qui était au courant ou était censée être au courant de la pollution, est réputé avoir été au courant de la pollution.

### **Section 3. - Responsabilité et sûretés**

**Art. 32.** § 1er Sans préjudice du dernier alinéa de l'article 14 du décret du 20 avril 1994 modifiant le décret du 2 juillet 1981 concernant la gestion des déchets, la responsabilité des frais et dommages ultérieurs visés à l'article 25 est en cas de pollution historique du sol constatée conformément aux règles en matière de responsabilité en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. La responsabilité en matière de dommages visés à l'article 25 que doit assumer la personne qui répond aux conditions prescrites par l'article 31, § 2 ou § 3, en vertu des règles établissant la responsabilité pour la seule surveillance du terrain, en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret, est limitée aux frais exposés pour prévenir que la pollution du sol se répartit ou constitue un danger immédiat.

**Art 33.** La personne qui procède à l'assainissement des terrains faisant l'objet d'une pollution historique du sol, constitue à la demande de l'OVAM des sûretés financières pour répondre de ses engagements conformément aux articles 31 et 32.

### **Section 4. - Pollution mixte**

**Art. 34.** Si la pollution du sol a été générée en partie avant et en partie après l'entrée en vigueur du présent décret, les dispositions respectives relatives à chaque type de pollution du sol sont appliquées dans la mesure où les deux types de pollution peuvent être distingués.

Au cas où les différents types de pollution du sol ne pourraient être distingués, seules les dispositions applicables à la pollution du sol générée après l'entrée en vigueur du présent

décret, sont d'application.

## **Section 5. - Renvoi**

**Art. 35.** Les articles 8, 9 et 12 jusqu'à 24 inclus sont applicables par analogie en cas d'assainissement du sol des terrains faisant l'objet d'une pollution historique et mixte du sol.

## **Chapitre V. - Cessions de terrains**

### **Section 1. - Dispositions applicables à toutes les cessions**

**Art. 36.** § 1er. Pour la conclusion d'une convention relative à la cession de terrains, le cédant doit demander à l'OVAM une attestation du sol et communiquer son contenu à l'acquéreur. Cette attestation sera délivrée au plus tard deux mois après la demande.

§ 2. L'acte sous seing privé relatif à la cession des terrains, reprend le contenu de l'attestation du sol.

§ 3. Dans tous les actes relatifs à la cession de terrains, le fonctionnaire instrumentant enregistre la déclaration du cédant que l'acquéreur a été mis au courant du contenu de l'attestation du sol avant la conclusion de la convention. Le fonctionnaire instrumentant consigne également le contenu de l'attestation du sol dans l'acte.

§ 4. L'acquéreur des terrains ou l'OVAM peut demander la nullité de la cession qui est contraire aux dispositions du présent article.

### **Section 2. - Dispositions applicables aux terrains où est ou a été implanté un établissement ou est ou a été exercée une activité figurant sur la liste visée à l'article 3, § 1er**

**Art. 37.** § 1er. Les terrains où est ou a été implanté un établissement ou est ou a été exercée une activité figurant sur la liste visée à l'article 3, § 1er, ne peuvent être cédés qu'après qu'ils ont fait l'objet d'une reconnaissance d'orientation du sol, sauf dans le cas visé à l'article 3, § 2, 1, deuxième alinéa.

§ 2. La reconnaissance d'orientation du sol est effectuée à l'initiative et aux frais du cédant, sous la direction d'un expert en assainissement du sol.

§ 3. Le cédant met l'OVAM au courant de son intention de procéder à la cession. Il y ajoute un rapport de la reconnaissance d'orientation du sol.

**Art. 38.** § 1er. Si l'OVAM est d'avis, sur base d'une reconnaissance d'orientation du sol ou du registre des sols pollués, que des indications graves existent qu'un terrain visé à l'article 37, § 1er fait l'objet d'une pollution du sol générée après l'entrée en vigueur du présent décret et

qui dépasse ou menace de dépasser les normes d'assainissement du sol, l'OVAM somme le cédant dans les soixante jours de la notification de la cession, de procéder à une reconnaissance descriptive du sol.

Si la sommation par l'OVAM n'intervient pas dans les soixante jours de la notification, la cession pourra avoir lieu sous réserve de la faculté d'application ultérieure d'autres dispositions du présent décret.

§ 2. Si la reconnaissance descriptive du sol ou le registre des sols pollués fait apparaître un dépassement des normes d'assainissement du sol, la cession ne peut avoir lieu avant que le cédant :

- a) n'ait élaboré un projet d'assainissement du sol ;
- b) ne se soit engagé envers l'OVAM d'exécuter les travaux d'assainissement du sol ; et
- c) n'ait constitué des sûretés financières conformément à l'article 33.

§ 3. Le cédant n'est pas tenu à obtempérer à la sommation d'exécuter une reconnaissance descriptive du sol, s'il répond aux conditions prévues à l'article 10, § 2.

Le cédant fait parvenir dans quatorze jours, son point de vue à l'OVAM. Si le cédant ne désire pas exécuter la reconnaissance descriptive du sol, la cession ne peut avoir lieu avant que le cédant n'ait constitué, à la demande de l'OVAM, des sûretés financières pour couvrir sa responsabilité conformément à l'article 25. Si l'OVAM n'a pas demandé la constitution de sûretés dans les soixante jours après que le cédant a communiqué son point de vue, la cession peut avoir lieu.

§ 4. Le fonctionnaire instrumentant consigne dans l'acte relatif à la cession des terrains si les dispositions du présent article ont été respectées.

**Art 39.** § 1er. Si l'OVAM est d'avis sur base d'une reconnaissance d'orientation du sol ou des résultats des reconnaissances du sol exécutées avant l'entrée en vigueur du présent décret que des indications sérieuses existent qu'un terrain visé à l'article 37, §1er fait l'objet d'une pollution historique du sol constituant une menace grave, l'OVAM somme le cédant dans les soixante jours de la notification de la cession, de procéder à une reconnaissance descriptive du sol.

Si la sommation par l'OVAM n'intervient pas dans les soixante jours de la notification, la cession pourra avoir lieu sous réserve de la faculté d'application ultérieure d'autres dispositions du présent décret.

§ 2. Si la reconnaissance descriptive du sol ou le registre des sols pollués fait apparaître que le sol fait l'objet d'une pollution historique constituant une menace grave, la cession ne peut avoir lieu avant que le cédant :

- a) n'ait élaboré un projet d'assainissement du sol ;
- b) ne soit engagé envers l'OVAM d'exécuter les travaux d'assainissement du sol ; et
- c) n'ait constitué des sûretés financières conformément à l'article 29.

§ 3. Le cédant n'est pas tenu à obtempérer à la sommation d'exécuter une reconnaissance descriptive du sol, s'il répond aux conditions prévues à l'article 31, § 2 ou § 3.

Le cédant fait parvenir dans quatorze jours son point de vue à l'OVAM. Si le cédant ne désire pas exécuter la reconnaissance descriptive du sol, la cession ne peut avoir lieu avant que le cédant n'ait constitué, à la demande de l'OVAM, des sûretés financières pour couvrir sa responsabilité conformément à l'article 32. Si l'OVAM n'a pas demandé la constitution de sûretés dans les soixante jours après que le cédant a communiqué son point de vue, la cession peut avoir lieu.

§ 4. Le fonctionnaire instrumentant consigne dans l'acte relatif à la cession des terrains si les dispositions du présent article ont été respectées.

**Art. 40.** § 1er. Les obligations que doit remplir le cédant en vertu des articles 37 à 92 inclus pour pouvoir procéder à la cession peuvent être remplies par l'acquéreur avec l'autorisation du cédant. Le cédant ou l'acquéreur notifie à l'OVAM qu'ils désirent user de cette faculté. Ils joignent à cette notification une copie de la convention concernée.

§ 2. L'acquéreur des terrains ou l'OVAM peut demander la nullité de la cession qui est contraire aux dispositions de l'article 37, l'article 38, § § 1er à 3 inclus et de l'article 39, § § 1er à 3 inclus.

### **Section 3. - Expropriation**

**Art. 41.** § 1er. L'autorité qui a l'intention de procéder à une expropriation pour cause d'utilité publique, en informe l'OVAM.

§ 2. L'autorité visée au § 1er demande une attestation du sol pour les terrains qu'elle désire exproprier.

**Art. 42.** § 1er. Si l'expropriation concerne des terrains où est ou a été implanté un établissement ou est ou a été exercée une activité figurant sur la liste visée à l'article 3, § 1er, une reconnaissance d'orientation du sol doit avoir lieu.

La reconnaissance d'orientation du sol est exécutée par l'OVAM à la demande de l'autorité expropriante.

§ 2. Si une reconnaissance d'orientation du sol a été effectuée dans une période de deux ans avant l'expropriation et si aucune activité pouvant générer une pollution supplémentaire n'a eu lieu depuis lors, il n'y a pas lieu d'effectuer une nouvelle reconnaissance.

**Art. 43.** § 1er. Dans les trente jours suivant la notification ou la reconnaissance d'orientation du sol, l'OVAM rend un avis à l'autorité expropriante sur la gravité éventuelle de la pollution du sol et sur le coût éventuel de l'assainissement du sol.

§ 2. A l'issue de l'expropriation, il est procédé, selon le cas, à l'assainissement du sol, conformément aux dispositions de l'article 7 ou de l'article 30. Les frais sont récupérés à charge du responsable, conformément aux articles 25 à 28 ou 32.

## **CHAPITRE VI. - Fermeture d'établissements ou arrêt d'activités**

**Art. 44.** La fermeture d'un établissement ou l'arrêt d'une activité figurant sur la liste visée à l'article 3 §, 1er, donne lieu à un assainissement du sol. Les dispositions des articles 37 à 39 sont applicables par analogie.

L'exploitant d'un établissement ou d'une activité figurant sur la liste visée à l'article 3, § 1er communique à l'OVAM son intention de procéder à la fermeture de l'établissement ou de l'arrêt de l'activité. Il joint à la notification un rapport de la reconnaissance d'orientation du sol.

## **CHAPITRE VII. - Intervention de l'OVAM**

### **Section 1. - Intervention d'office de l'OVAM**

**Art. 45.** § 1er. Si la personne contrainte de procéder à l'assainissement du sol ou de prendre d'autres mesures, en vertu du présent décret, n'agit pas ou de manière insuffisante, elle est sommée par l'OVAM de remplir ses obligations dans un délai déterminé. Si elle n'obtempère pas à la sommation, l'OVAM peut se substituer d'office à elle.

§ 2. L'OVAM peut procéder d'office à l'assainissement du sol si le propriétaire ou l'utilisateur des terrains faisant l'objet d'une pollution n'est pas tenu à procéder à l'assainissement du sol en vertu des articles 10 ou 31.

§ 3. Si la pollution du sol constitue un danger immédiat, l'OVAM peut prendre des mesures de sécurité. Cette compétence ne porte pas atteinte aux compétences d'autres autorités de prendre des mesures de sécurité.

§ 4. Si l'OVAM intervient d'office, elle peut se faire assister par d'autres organismes publics, entreprises ou experts.

**Art. 46.** § 1er. Sur la proposition de l'OVAM, le Gouvernement flamand établit chaque année la liste des assainissements du sol dont l'exécution sera amorcée ou continuée d'office par l'OVAM au cours de l'année suivante. Elle contient une estimation des dépenses que le Fonds de prévention et d'assainissement en matière de l'environnement et de la nature pourrait supporter.

§ 2. L'OVAM peut déroger à la liste visée au § 1er lorsqu'elle prend les mesures de sécurité conformément à l'article 45, § 3 et également lorsque l'OVAM doit intervenir d'office du fait qu'un exploitant ou propriétaire de terrains pollués ne remplit pas ou insuffisamment ses

obligations dans le cadre du présent décret.

§ 3. Si l'OVAM intervient d'office du fait qu'une personne ne remplit pas ou insuffisamment ses obligations en vertu du présent décret, l'OVAM peut récupérer les frais à charge de la personne responsable conformément aux articles 25 à 28 ou 32.

## **Section 2. - Préfinancement**

**Art. 47.** Le conseil flamand attribue chaque année à l'OVAM, au profit du Fonds pour l'assainissement d'office, les ressources nécessaires, à charge du Fonds de prévention et d'assainissement en matière de l'environnement et de la nature, afin de préfinancer l'intervention d'office de l'OVAM en exécution du présent décret.

## **CHAPITRE VIII. - Pouvoirs du Gouvernement flamand**

**Art. 48.** Quant à l'application des articles 25 à 28, 32 et 34, 37 à 40 et 46, § 3 du présent décret, le Gouvernement flamand peut accepter tout accord, y compris les propositions de concordat, transiger, céder des créances et des sûretés, subroger des tiers à ses droits, renoncer aux recours et conclure des conventions d'arbitrage.

## **CHAPITRE IX - Cession du droit de propriété**

**Art. 49.** La cession du droit de propriété sur des terrains ne décharge pas le propriétaire cédant des obligations en matière d'assainissement du sol découlant de l'application des chapitres III, IV, V et VI du présent décret.

Cette disposition s'applique aux cessions de droits de propriété intervenues à partir du 1er janvier 1993.

## **CHAPITRE X - Dispositions pénales**

**Art. 50.** Sans préjudice de l'application des peines prescrites par le Code pénal, est puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de cent francs à cent millions de francs ou de l'une de ces peines seulement :

- celui qui ne respecte pas les dispositions du présent décret et ses arrêtés d'exécution ;
- celui qui entrave la surveillance réglée par ou en vertu du présent décret ;
- celui qui n'obtempère pas aux mesures coercitives imposées.



## CHAPITRE XI - Dispositions finales

**Art. 51.** Le Gouvernement flamand fait annuellement un rapport circonstancié au Conseil flamand sur l'exécution du décret sur l'assainissement du sol.

**Art. 52.** Le présent décret entre en vigueur six mois après sa publication au *Moniteur Belge*, sauf les articles 4, 36 et 41, § 2 qui entrent en vigueur un an après cette date.

**Art. 53.** Les dispositions de l'article 37 du décret du 2 juillet 1981 relatif à la prévention et la gestion des déchets ne sont pas d'application au sol et aux déchets dans le sol qui font l'objet d'un assainissement du sol.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au Moniteur belge.

Bruxelles, le 22 février 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
L.VAN DEN BRANDE  
Le Ministre flamand de l'Environnement et du Logement,  
N. DE BATSELIER

-----  
(1) Session 1993-1994.

Documents : Projet de décret 587, n° 1.

Session 1994-1995.

Amendements : 587, n°s 2 à 9.

Rapport : 587, n° 10.

Amendements : 587, n°11.

Annales : Discussion et adoption : Séances des 7 et 8 février 1995.

**Publié le : 1998-07-25**

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

**26 MAI 1998. - Décret portant modification du décret du 22 février 1995  
relatif à l'assainissement du sol (1)**

Le Parlement flamand a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. Le présent décret règle une matière régionale.

Art. 2. Dans l'article 2 du décret du 22 février 1995 relatif à l'assainissement du sol, le 9<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 9<sup>o</sup> Utilisateur : la personne physique ou morale qui est titulaire d'un droit d'usage réel ou personnel sur un terrain. ».

Art. 3. Dans l'article 2 du même décret, le 10<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 10<sup>o</sup> Emission : toute introduction directe ou indirecte par l'homme de facteurs polluants dans l'atmosphère, le sol ou l'eau. »

Art. 4. Dans l'article 2 du même décret, il est inséré un 17<sup>o</sup> bis, rédigé comme suit :

« 17<sup>o</sup>bis Terrain : le sol et/ou les constructions érigées sur le sol;

Ne sont pas considérés comme un terrain, les parties privatives et/ou les éléments immobiliers communs dans lesquels la partie privative concernée a une quote-part, d'un ensemble immobilier sous le régime de la copropriété forcée telle que visée à l'article 577-3 du Code civil, dans la mesure où dans la partie privative concernée ou les éléments communs dans lesquels la partie privative concernée a une quote-part, n'est ou n'a pas été installé un établissement ou n'est ou n'a pas été exercée une activité figurant sur la liste reprise à l'article 3, § 1<sup>er</sup> du présent décret. ».

Art. 5. Dans l'article 2 du même décret, le 18<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

18<sup>o</sup> Cession de terrains :

- a) la cession entre vivants du droit de propriété des terrains,
- b) l'établissement entre vivants d'un droit d'usufruit, d'un droit d'usage et d'habitation, d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie sur un terrain ainsi que la cessation entre vivants des droits établis de la manière précitée;
- c) la conclusion ou la cessation d'un bail à loyer, d'un bail commercial, d'un bail à ferme, d'un prêt à usage ou d'une concession portant sur un terrain pour une durée cumulée de plus de 9 ans.
- d) la conclusion ou la cessation d'un bail à loyer, d'un bail commercial, d'un bail à ferme, d'un prêt à usage ou d'une concession pour une durée cumulée de plus de 1 an, portant sur un terrain sur lequel n'est ou n'a pas été installé un établissement ou n'est ou n'a pas été exercée une activité figurant sur la liste reprise à l'article 3, § 1<sup>er</sup> du présent décret;
- e) la passation d'un leasing immobilier portant sur un terrain et la cessation du leasing immobilier avec ou sans levée de l'option d'achat;
- f) la cession entre vivants d'un droit visé sous b) à e) inclus;
- g) la fusion de personnes morales dont au moins une est propriétaire d'un terrain ou la scission d'une personne morale qui est propriétaire d'un terrain;
- h) l'apport d'une généralité ou d'une branche d'entreprise, pour autant qu'elle soit dotée d'un terrain;
- i) l'établissement des statuts de l'immeuble tels que visés à l'article 577-4 du Code civil ainsi que l'enregistrement de l'assentiment des copropriétaires à la dérogation telle que visée à l'article 577-3, alinéa premier, du Code civil.

Par dérogation aux dispositions précitées, n'est pas considérée comme une cession de terrains :

- a) l'apport d'un droit visé à l'alinéa premier a) à e) inclus dans un patrimoine conjugal commun;

b) la conclusion, la cession ou la cessation d'un bail à loyer portant sur un terrain, dans la mesure où cette location est régie de par sa nature par la loi du 20 février 1991 modifiant les dispositions du Code civil relatives aux baux à loyer et pour autant que, sur ce terrain, aucun établissement n'est ou n'a été installé ou aucune activité n'est ou n'a été exercée qui figure sur la liste reprise à l'article 3, § 1<sup>er</sup> du présent décret;

c) la conclusion ou la cessation d'un bail à loyer portant sur un terrain, dans la mesure où cette location est régie de par sa nature par l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 septembre 1994 réglementant le régime de location sociale pour les habitations louées par la « Vlaamse Huisvestingsmaatschappij » ou par des sociétés locales de logement social reconnues par la « Vlaamse Huisvestingsmaatschappij », en application de l'article 80ter du Code du logement et pour autant que, sur ce terrain, aucun établissement n'est ou n'a été installé ou aucune activité n'est ou n'a été exercée qui figure sur la liste reprise à l'article 3, § 1<sup>er</sup> du présent décret;

d) la prorogation du bail à loyer, du bail commercial, du bail à ferme, du prêt à usage ou d'une concession sur un terrain, dépassant ainsi la durée cumulée de neuf ans, dans la mesure où une attestation du sol a été sollicitée à la conclusion du bail à loyer, du bail commercial, du bail à ferme, du prêt à usage ou d'une concession sur le terrain. ».

Art. 6. Dans l'article 2 du même décret, il est inséré un 18<sup>o</sup>bis, rédigé comme suit :

« 18<sup>o</sup>bis Contrats concernant la cession de terrains : tous les contrats portant sur une cession de terrains dans le sens de l'article 2, 18<sup>o</sup>, ainsi que

a) l'apport dans une personne morale unipersonnelle d'un droit visé à l'article 2, 18<sup>o</sup>, alinéa premier a) à e) inclus;

b) la proposition de fusion de personnes morales dont au moins un est propriétaire d'un terrain ou la proposition de scission d'une personne morale qui est propriétaire d'un terrain;

c) la proposition d'apport d'une généralité ou d'une branche d'entreprise;

d) l'établissement des statuts de l'immeuble tels que visés à l'article 577-4 du Code civil ainsi que l'enregistrement de l'assentiment des copropriétaires à la dérogation telle que visée à l'article 577-3, alinéa premier, du Code civil par déclaration unilatérale de volonté. ».

Art. 7. Dans l'article 2 du même décret, il est inséré un 18<sup>o</sup>ter, rédigé comme suit :

« 18<sup>o</sup>ter Personne disposée à assainir : la personne physique ou morale qui, sans aucune obligation d'assainissement, entend procéder volontairement à un assainissement du sol sous contrôle de l'OVAM; ».

Art. 8. Dans l'article 2 du même décret, il est inséré un 18<sup>o</sup>quater, rédigé comme suit :

« 18<sup>o</sup>quater Personne soumise à assainissement : la personne physique ou morale obligée à procéder à l'assainissement en vertu du présent décret; ».

Art. 9. Dans l'article 2 du même décret, il est inséré un 18<sup>o</sup>quinquies, rédigé comme suit :

« 18<sup>o</sup>quinquies Assainissement volontaire du sol : l'assainissement du sol effectué par une personne disposée à assainir. ».

Art. 10. Dans l'article 3, § 2, 1<sup>o</sup> du même décret, l'alinéa deux est remplacé par ce qui suit :

« Une nouvelle reconnaissance d'orientation du sol n'est toutefois pas nécessaire si

- une reconnaissance d'orientation a été effectuée dans les deux ans précédant la cession et si aucune activité susceptible de générer une pollution supplémentaire du sol n'a été exercée depuis lors, ou

- le terrain en question a fait l'objet d'un assainissement du sol impliquant que ce terrain ne figure plus au registre des sols pollués, dans la mesure où, suite à l'assainissement, aucun établissement n'était installé ou aucune activité n'était exercée sur ce terrain qui figure sur la liste reprise à l'article 3, § 1<sup>er</sup>.

Art. 11. Dans l'article 4, § 5 du même décret, l'alinéa premier est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement flamand arrête les modalités relatives à l'établissement, le fonctionnement et le règlement de l'accessibilité du registre des terrains pollués. ».

Art. 12. Dans l'article 5, § 2 du même décret, les mots « ou après leur exécution » sont supprimés et il est inséré après le mot « l'environnement » les mots « contre les dangers de la pollution du

sol ».

Art. 13. A l'article 14, § 3 du même décret, il est ajouté un alinéa deux, rédigé comme suit :  
« L'OVAM peut déterminer le délai d'établissement d'un projet d'assainissement du sol ».

Art. 14. Dans l'article 16 du même décret, il est inséré un § 3bis, rédigé comme suit :  
« 3bis. Si le projet d'assainissement du sol introduit ne répond pas aux exigences de l'article 15 ou de l'article 16, §§ 1<sup>er</sup> à 3, l'OVAM notifie à son auteur par lettre recommandée dans un délai de quatorze jours de sa réception si le projet est non recevable ou incomplet.  
Dans ce cas, les actes administratifs prescrits par l'article 16, § 4 et suivants et par l'article 17, sont interrompus jusqu'au moment où l'auteur a présenté un projet d'assainissement du sol complet et recevable. ».

Art. 15. Dans l'article 16 du même décret, le § 4 est remplacé par ce qui suit :  
« § 4. Les propriétaires et les utilisateurs de terrains à assainir et de terrains autres que ceux à assainir et faisant l'objet de travaux nécessaires à l'assainissement du sol, sont informés par l'OVAM dans les quatorze jours de la réception du projet d'assainissement du sol, de son introduction ainsi que de la faculté de prendre connaissance du projet auprès des services de l'administration communale ou au siège de l'OVAM et de formuler, le cas échéant, des réclamations ou remarques, par lettre recommandée adressée à l'OVAM dans un délai de quatorze jours à compter de la date à laquelle l'introduction du projet leur a été notifiée. »

Art. 16. Dans l'article 16, § 5, alinéa premier, § 6, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 22 octobre 1996 et sanctionné par le décret du 4 mars 1997, et § 7 du même décret, le mot "cinq" est remplacé chaque fois par le mot "quatorze".

Art. 17. Dans l'article 16, § 7 du même décret, le mot "trente" est remplacé par le mot "cinquante".

Art. 18. A l'article 17 du même décret sont apportées les modifications suivantes :  
1° au §§ 1<sup>er</sup> et 2 du même décret, le mot "soixante" est remplacé chaque fois par le mot "nonante";

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. L'OVAM notifie l'attestation de conformité ou la déclaration tacite de conformité du projet d'assainissement du sol, par lettre recommandée à la poste, aux personnes suivantes :

1° la personne à qui incombe l'assainissement du sol en vertu de l'article 10, § 1<sup>er</sup> du présent décret;

2° les propriétaires et les utilisateurs des terrains visés à l'article 16, § 4;

3° le collège des bourgmestre et échevins de la commune visée à l'article 16, § 5;

4° les autres organes publics ayant rendu leur avis en vertu de l'article 16 §§ 5, 6 ou 7.

Par ordre du bourgmestre, l'attestation de conformité ou la notification de la déclaration tacite de conformité est rendue publique par affichage d'un avis à l'endroit où les travaux d'assainissement ont été projetés et mise à disposition du public pendant trente jours auprès des services de l'administration communale. ».

Art. 19. Dans l'article 18, § 1<sup>er</sup> du même décret, les mots "l'article 6, § 5" sont remplacés par les mots "l'article 16, § 5".

Art. 20. Dans l'article 18, § 2 du même décret, le mot "trente" est remplacé par le mot "soixante".

Art. 21. Dans l'article 19 du même décret, le § 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Si les travaux d'assainissement du sol comportent des activités soumises à notification ou à autorisation en vertu du décret du 24 janvier 1984 portant des mesures en matière de gestion des eaux souterraines, l'attestation de conformité visée à l'article 17, § 2 du présent décret, respectivement la déclaration tacite de conformité du projet d'assainissement du sol, vaut, le cas échéant, notification ou autorisation de captage d'eaux souterraines au sens de l'article 3 et suivants du décret du 24 janvier 1984. ».

Art. 22. L'article 21 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 21. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des attributions des autres fonctionnaires de contrôle désignés en vertu d'autres lois et décrets, les fonctionnaires de l'OVAM désignés à cet effet par le

Gouvernement flamand, veillent à l'exécution de l'assainissement du sol et au respect des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution en général.

§ 2. Pour l'accomplissement de leur mission, les fonctionnaires visés au § 1<sup>er</sup> peuvent :

1° faire tout examen, contrôle et enquête et recueillir toute information qu'ils jugent nécessaires pour vérifier si le décret et ses arrêtés d'exécution sont respectés;

2° pour l'accomplissement de leurs fonctions, requérir l'assistance de la police communale et de la gendarmerie;

3° à tout moment de la journée ou de la nuit, sans avertissement préalable, avoir libre accès à tous les terrains présentant des indications de pollution du sol ou ayant fait l'objet d'un assainissement du sol; ils n'ont accès aux parties ou dépendances d'habitations entre cinq heures le matin et neuf heures le soir moyennant autorisation écrite du président du tribunal de première instance;

4° en cas de contravention, rédiger des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire. Sous peine de nullité, copie du procès-verbal doit être notifiée au contrevenant dans les quatorze jours du constat de la contravention.

§ 3. A l'issue des travaux d'assainissement du sol, une évaluation finale est effectuée par un expert en assainissement du sol qui reprend les résultats des travaux susdits. A la lumière des résultats de cette évaluation finale, l'OVAM délivre au propriétaire et à l'utilisateur des terrains ayant fait l'objet des travaux d'assainissement, et dans la mesure où ces derniers ne sont pas le propriétaire ou l'utilisateur, aux personnes à l'initiative desquelles les travaux d'assainissement ont été effectués, une déclaration précisant les résultats desdits travaux. Dans cette déclaration il est référé aux objectifs énoncés aux articles 7 et 8 du présent décret. En cas d'imposition de restrictions d'utilisation et/ou de mesures de surveillance et de contrôle en vertu de l'article 5, il en est fait mention dans la déclaration. ».

Art. 23. Dans l'article 22 du même décret, le § 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Le propriétaire et l'utilisateur des terrains visés au § 1<sup>er</sup> sont informés par lettre recommandée contre récépissé, au moins soixante jours à l'avance, de l'exécution des travaux d'assainissement du sol par la personne chargée des travaux d'assainissement du sol. La lettre décrit brièvement les objectifs et le lieu des travaux d'assainissement du sol. ».

Art. 24. Dans l'article 30 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe premier est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Les terrains faisant l'objet d'une pollution historique du sol, sont assainis au cas où il existerait des indications sérieuses que la pollution du sol constitue une menace grave. ».

2° il est ajouté un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Si la reconnaissance descriptive du sol démontre que la pollution du sol constitue une menace grave, un projet d'assainissement du sol est établi et des travaux d'assainissement du sol sont effectués. ».

Art. 25. A l'article 31 du même décret, il est ajouté un § 3bis rédigé comme suit :

« 3bis. La personne visée au § 1<sup>er</sup> notifie par lettre recommandée son point de vue motivé sous peine d'annulation, dans les 30 jours de la réception de la sommation de l'OVAM. ».

Art. 26. Dans l'article 35 du même décret, "12" est remplacé par "11".

Art. 27. A l'article 36 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup>, modifié par le décret du 20 décembre 1996, est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Pour la conclusion d'une convention relative à la cession de terrains, le cédant doit demander à l'OVAM une attestation du sol et communiquer son contenu à l'acquéreur. Cette attestation sera délivrée au plus tard un mois après la demande recevable. Lorsque la demande porte sur un terrain sur lequel est ou a été installé un établissement ou est ou a été effectuée une activité figurant sur la liste reprise à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, l'attestation est délivrée au plus tard deux mois après la demande recevable. ».

2° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. L'acquéreur du terrain ou l'OVAM peut demander la nullité de la cession qui est contraire

aux dispositions du présent article. La nullité ne peut plus être invoquée si, avant la passation de l'acte authentique relatif à la cession, l'acquéreur a été mis en possession de l'attestation du sol la plus récente ou d'une attestation du sol dont la teneur est identique à celle de l'attestation du sol la plus récente et s'il a fait constater explicitement par acte authentique son renoncement à la demande de nullité. ».

Art. 28. A l'article 37 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° il est ajouté au § 3 un alinéa deux rédigé comme suit :

« Le Gouvernement flamand peut arrêter les modalités de cette notification. ».

2° il est ajouté un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Chaque commune établit dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur du présent décret, un inventaire des terrains situés sur son territoire duquel il résulte que, pour l'application du présent décret, un établissement est ou a été installé ou une activité est ou a été effectuée qui figure sur la liste reprise à l'article 3, § 1<sup>er</sup> du présent décret.

A la première demande, la députation permanente de la province fournit aux communes les renseignements leur permettant de dresser l'inventaire. ».

3° il est ajouté un § 5 rédigé comme suit :

« § 5. Si la commune porte un terrain sur l'inventaire communal, elle transmet au propriétaire, à l'utilisateur et à l'OVAM un extrait relatif aux renseignements figurant dans l'inventaire. La commune met l'inventaire à disposition des intéressés. Les modifications apportées à l'inventaire sont également communiquées au propriétaire, à l'utilisateur et à l'OVAM.

La commune délivre sur simple demande un extrait relatif aux renseignements portant sur les terrains figurant dans l'inventaire. L'extrait sera délivré au plus tard dans le mois suivant la demande. ».

4° il est ajouté un § 6 rédigé comme suit :

« § 6. Le Gouvernement flamand arrête les modalités relatives à l'organisation, le fonctionnement et le régime d'accessibilité de l'inventaire communal. ».

Art. 29. A l'article 38 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, le a) est remplacé par ce qui suit :

« a) n'ait établi un projet d'assainissement du sol recevable et complet. ».

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le cédant n'est pas tenu d'obtempérer à la sommation d'exécuter une reconnaissance descriptive du sol, s'il démontre qu'il n'est pas obligé à procéder à l'assainissement du sol conformément aux dispositions de l'article 10.

Sous peine de nullité, le cédant fait parvenir son point de vue par lettre recommandée, dans les trente jours de la réception de la sommation de l'OVAM.

Si dans les soixante jours de la réception de son point de vue, l'OVAM communique au cédant sa décision impliquant que le cédant ne démontre pas qu'il n'est pas tenu de procéder à l'assainissement du sol conformément aux dispositions de l'article 10, la cession ne peut avoir lieu.

Si, dans les soixante jours de la réception du point de vue du cédant, l'OVAM :

a) n'a pas communiqué sa décision ou;

b) a communiqué la décision que le cédant démontre qu'il satisfait aux dispositions de l'article 10,

la cession peut avoir lieu. ».

Art. 30. A l'article 39 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, le a) est remplacé par ce qui suit :

« a) n'ait établi un projet d'assainissement du sol recevable et complet. ».

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le cédant n'est pas tenu d'obtempérer à la sommation d'exécuter une reconnaissance descriptive du sol, s'il démontre qu'il n'est pas obligé à procéder à l'assainissement du sol conformément aux dispositions de l'article 10.

Sous peine de nullité, le cédant fait parvenir son point de vue par lettre recommandée, dans les trente jours de la réception de la sommation de l'OVAM.

Si dans les soixante jours de la réception de son point de vue, l'OVAM communique au cédant sa décision impliquant que le cédant ne démontre pas qu'il n'est pas tenu de procéder à l'assainissement du sol conformément aux dispositions de l'article 10, la cession ne peut avoir lieu.

Si, dans les soixante jours de la réception du point de vue du cédant, l'OVAM :

a) n'a pas communiqué sa décision ou;

b) a communiqué la décision que le cédant démontre qu'il satisfait aux dispositions de l'article 10,

la cession peut avoir lieu. ».

Art. 31. Dans l'article 40 du même décret, il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup>bis, rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>bis. Les obligations imposées au cédant en vertu des articles 37 à 39 inclus en vue de la cession, peuvent être remplies par une autre personne pour autant que celle-ci est porteur d'un titre valable pour effectuer la cession. Cette personne signale à l'OVAM qu'il désire user de cette faculté. Il joint à cette communication copie du titre valable. ».

Art. 32. A l'article 44 du même décret, il est ajouté un alinéa trois, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement flamand peut arrêter les modalités de cette communication. ».

Art. 33. Dans le même décret, il est inséré un chapitre VIIbis consistant en un article 47bis, rédigé comme suit :

« Chapitre VIIIbis. Assainissements volontaires

Article 47bis. Les articles 12 à 23 inclus, 25 à 29 inclus et 32 à 35 inclus du présent décret s'appliquent par analogie à l'assainissement volontaire du sol, sans préjudice de la compétence de l'OVAM de mettre en application les autres dispositions du présent décret.

La personne soumise à assainissement qui désire néanmoins effectuer volontairement l'assainissement, doit se conformer aux dispositions du présent décret. ».

Art. 34. Dans le chapitre VIII du même décret, il est inséré un article 48bis, rédigé comme suit :

« Article 48bis. Le Gouvernement flamand arrête les modalités de l'usage des terres excavées afin de maîtriser la diffusion de la pollution du sol. ».

Art. 35. L'article 50 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 50. Est puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 100 francs à 10 millions de francs ou de l'une de ces peines seulement :

1° celui qui n'observe pas l'obligation d'effectuer une reconnaissance du sol d'orientation ou descriptive;

2° celui qui ne respecte pas l'obligation d'assainissement du sol imposée par ou en vertu du présent décret;

3° celui qui n'observe pas les restrictions d'usage, les mesures de précaution et de sécurité imposées;

4° celui qui entrave le contrôle réglé par ou en vertu du présent décret;

5° celui qui ne n'obtempère pas aux mesures coercitives imposées.

Les dispositions du chapitre VII et de l'article 85 du Code pénal s'appliquent aux infractions aux dispositions du présent décret. ».

Art. 36. Dans l'article 53 du même décret, les mots "déchets dans le sol" sont remplacés par les mots "déchets sur ou dans le sol".

Art. 37. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au Moniteur belge.

Bruxelles, le 26 mai 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,

Th. KELCHTERMANS

---

Note

(1) Session 1997-1998 :

Documents. - Projet de décret: 943-n° 1. - Amendements: 943-n<sup>os</sup> 2 et 3. - Rapport: 943-n° 4.  
Annales. - Discussion et adoption : séances du 13 mai 1998.

**Publié le : 1998-07-25**



TRADUCTION

VLAREBO

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 96 - 660

5 MARS 1996. — Arrêté du Gouvernement flamand  
fixant le règlement flamand relatif à l'assainissement du sol

[C - 35364]

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 22 février 1995 relatif à l'assainissement du sol, modifié par le décret du 22 décembre 1995, en particulier les articles 3, § 1<sup>er</sup>, 3 et 7, 4, § 5, 7, § 1<sup>er</sup>, 8, § 1<sup>er</sup>, 23, § 3, et 29;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, en particulier l'article 84;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, émis le 11 décembre 1995;

Vu l'accord du ministre flamand compétent pour le budget, émis le 20 décembre 1995;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement et de la Nature de Flandre, émis le 6 juillet 1995;

Vu l'avis du Conseil Socio-économique de Flandre, émis le 12 juillet 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions

Article 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> décret : le décret du 22 février 1995 relatif à l'assainissement du sol;

2<sup>o</sup> ministre flamand : le membre du gouvernement flamand compétent pour la protection de l'environnement;

3<sup>o</sup> parcelle cadastrale : partie d'un terrain, indiquée par un numéro de parcelle, qui a été fixé et est utilisé par les services du ministère des Finances;

4<sup>o</sup> informations graphiques : cartes, soit sur papier, soit par le biais de systèmes informatiques;

5<sup>o</sup> sol : la partie fixe de la terre, y compris les eaux souterraines et les autres éléments et organismes qui y sont présents;

6<sup>o</sup> pollution du sol : la présence de substances ou d'organismes générée par des activités humaines, sur ou dans le sol ou de bâtisses qui sont préjudiciables ou peuvent être préjudiciables, directement ou indirectement, à la qualité du sol;

7<sup>o</sup> pollution du sol constituant un risque grave :

(1) pollution du sol impliquant ou susceptible d'impliquer un contact entre les substances ou organismes polluants et les hommes, les plantes et les animaux; ce contact portera certainement ou probablement préjudice à la santé des hommes, des plantes et des animaux;

(2) pollution du sol susceptible de porter préjudice aux captages d'eau;

l'évaluation de la gravité des risques générés par la pollution du sol tient concrètement compte des éléments suivants :

- les caractéristiques du sol;
- la nature et la concentration des substances ou organismes;
- les risques de diffusion des substances et organismes précités;
- les fonctions remplies par le sol;
- le danger d'exposition des hommes, plantes ou animaux et des captages d'eau.

8° pollution du sol récente : pollution générée après le 28 octobre 1995;  
 9° pollution du sol historique : pollution générée avant le 29 octobre 1995;  
 10° pollution du sol mixte : pollution générée en partie avant le 29 octobre 1995 et en partie après le 28 octobre 1995;

11° terrains pollués : les terrains où la pollution du sol a été générée et les terrains dans lesquels les substances ou organismes polluants se sont diffusés ou auxquels la pollution du sol est préjudiciable;

12° terrains où la pollution du sol a été générée : terrains où les substances ou organismes polluants se sont diffusés sur ou dans le sol;

13° utilisateur : la personne physique ou morale qui est titulaire d'un droit d'usage réel ou personnel sur le ou les terrains et/ou le ou les immeubles;

14° émission : toute introduction par l'homme de facteurs polluants dans l'atmosphère, le sol ou l'eau;

15° traitement de la pollution du sol : éliminer, neutraliser, immobiliser, isoler ou protéger de la pollution du sol;

16° assainissement du sol : le traitement de la pollution du sol par :

- l'établissement et l'exécution d'une reconnaissance descriptive du sol, telle que visée à l'article 13 du décret;

- l'élaboration d'un projet d'assainissement du sol, tel que visé à l'article 16 du décret;

- l'exécution des travaux d'assainissement du sol;

- l'organisation éventuelle d'un suivi;

17° travaux d'assainissement du sol : travaux exécutés dans le cadre d'un projet d'assainissement du sol, tel que visé à l'article 15 du décret;

18° mesures de précaution : mesures visant à protéger à titre temporaire l'homme et l'environnement contre les risques générés par la pollution du sol, dans l'attente des travaux d'assainissement du sol;

19° mesures correspondant à l'état de la technique et qui n'entraînent pas de frais exorbitants : les meilleures solutions techniques disponibles mises en pratique avec succès et dont le coût n'est pas déraisonnable par rapport au résultat atteint sur le plan de la protection de l'homme et de l'environnement, et cela indépendamment des moyens financiers dont dispose celui à qui incombe l'obligation d'assainissement;

20° expert en assainissement du sol : un expert indépendant agréé par le Gouvernement flamand pour l'exécution de missions définies par le décret ou le présent arrêté;

21° fermeture d'un établissement : l'arrêt de toute activité ou de toute activité substantielle dans un établissement;

22° cession de terrains :

- la cession entre vivants du droit de propriété des terrains;

- la passation ou la cessation d'un bail, d'un bail commercial ou d'une concession pour une durée cumulée de plus de 9 ans;

- l'établissement et la cessation d'un droit d'emphytéose ou d'un droit de superficie;

- la passation d'un leasing immobilier d'un immeuble ou d'un terrain et la cessation du leasing immobilier sans levée de l'option d'achat;

- la cessation d'un leasing immobilier d'un immeuble ou d'un terrain avec levée de l'option d'achat;

- la fusion de sociétés dont une est propriétaire d'un terrain pollué, ou

- la scission d'une société propriétaire d'un terrain pollué.

la cession entre vivants du droit de propriété par indivis sur des terrains, accessoirement au droit de propriété sur une partie de l'immeuble, n'est pas considérée comme une cession de terrain au sens du décret et du présent arrêté;

23° OVAM : la "Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest" (Société publique des Déchets pour la Région flamande), instituée par le décret du 2 juillet 1981 relatif à la prévention et à la gestion des déchets tel qu'il a été modifié;

24° code de bonne pratique : règles écrites, accessibles au public, portant sur l'exécution d'examens, le prélèvement d'échantillons et l'analyse d'échantillons, y compris les règles générales du métier acceptées par les catégories professionnelles concernées.

Sont en tous les cas considérés comme code de bonne pratique :

a) les dispositions applicables des lois, décrets et arrêtés belges,

b) les normes belges,

c) les normes émises par le Comité Européen de Normalisation (C.E.N.),

d) les normes émises par le Vlaamse Instelling voor Technologisch Onderzoek (VITO),

e) les normes émises par l'International Organisation for Standardisation (I.S.O.),

f) les règles émises par les établissements de contrôle agréés ou les experts en environnement agréés dans les disciplines applicables,

g) les règles émises par les constructeurs ou distributeurs d'installations et d'appareils ou de parties de ceux-ci.

Dans le cas de contradictions mutuelles, l'ordre ci-dessus fait foi.

## CHAPITRE II. — Etablissements et activités pouvant engendrer une pollution du sol

### Section 1. — Dispositions générales

Art. 2. § 1<sup>er</sup>. La liste des établissements et activités pouvant engendrer une pollution du sol, visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup> du décret, figure dans la liste jointe au présent arrêté comme annexe 1.

§ 2. Les établissements temporaires et les établissements mobiles, tels que définis par le décret du 28 juin 1985 relatif à l'autorisation antipollution, ne sont pas régis par les dispositions du présent chapitre.

Art. 3. Conformément à l'article 3, § 2 du décret, une reconnaissance d'orientation du sol doit être organisée :

1° à l'initiative et aux frais du cédant, pour la cession de terrains sur lesquels est ou a été implanté un établissement ou sur lesquels est ou a été exercée une activité figurant sur la liste visée à l'article 2 du présent arrêté;

un nouvel examen n'est toutefois pas nécessaire si la reconnaissance d'orientation du sol a été effectuée dans les deux ans précédant la cession et si aucune activité susceptible de générer une pollution complémentaire du sol n'a été exercée depuis lors.

2° à l'initiative et aux frais de l'exploitant pour la fermeture d'un établissement ou l'arrêt d'une activité figurant sur la liste visée à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Les exploitants des établissements ou activités ci-dessous doivent en outre procéder à leurs propres frais à une reconnaissance d'orientation du sol :

1° établissements ou activités qui sont indiqués par la lettre A dans la colonne "catégorie" de la liste visée à l'article 2 du présent arrêté :

a) une première fois :

- pour les activités ou établissements qui étaient exploités avant le 29 octobre 1995 : avant le 31 décembre 2003;

- pour les activités ou établissements dont l'exploitation a démarré après le 28 octobre 1995 :

- si aucune reconnaissance d'orientation du sol n'a été organisée dans la période de 5 ans précédant la date de l'autorisation antipollution définitive :

dans la période de dix ans après la date de l'autorisation antipollution définitive;

- si une reconnaissance d'orientation du sol a été organisée dans la période de 5 ans précédant la date de l'autorisation antipollution définitive :

dans la période de vingt ans après la date de l'autorisation antipollution définitive;

b) ensuite périodiquement tous les 20 ans;

2° établissements ou activités qui sont indiqués par la lettre B dans la colonne "catégorie" de la liste visée à l'article 2 du présent arrêté :

a) une première fois :

- pour les activités ou établissements qui étaient exploités avant le 29 octobre 1995 :

avant le 31 décembre 2001;

- pour les activités ou établissements dont l'exploitation a démarré après le 28 octobre 1995 :

- si aucune reconnaissance d'orientation du sol n'a été organisée dans la période de 5 ans précédant la date de l'autorisation antipollution définitive :

dans la période de huit ans après la date de l'autorisation antipollution définitive;

- si une reconnaissance d'orientation du sol a été organisée dans la période de 5 ans précédant la date de l'autorisation antipollution définitive :

dans la période de dix ans après la date de l'autorisation antipollution définitive;

b) ensuite périodiquement tous les 10 ans;

3° établissements ou activités qui sont indiqués par la lettre C dans la colonne "catégorie" de la liste visée à l'article 2 du présent arrêté :

a) une première fois :

- pour les activités ou établissements qui étaient exploités avant le 29 octobre 1995 :

avant le 31 décembre 1999;

- pour les activités ou établissements dont l'exploitation a démarré après le 28 octobre 1995 :

dans la période de cinq ans après la date de l'autorisation antipollution définitive;

b) ensuite périodiquement tous les cinq ans;

Les obligations visées à l'alinéa premier ne sont pas applicables aux établissements et activités qui, à l'annexe 1, sont indiqués comme appartenant à la catégorie O.

§ 2. Pour les établissements et/ou activités qui, selon la liste visée à l'article 2 du présent arrêté, appartiennent à plusieurs catégories mais qui portent sur une même parcelle cadastrale, les règles pour la catégorie applicable, avec la fréquence la plus élevée concernant la périodicité de la reconnaissance d'orientation du sol, sont en vigueur.

§ 3. Pour les exploitations qui comprennent plusieurs établissements et/ou activités, répartis sur plusieurs parcelles cadastrales, les règles des paragraphes 1 et 2 ci-avant, pour les parcelles cadastrales où sont situés les établissements et/ou activités nécessitant une reconnaissance d'orientation du sol, sont en vigueur.

#### Section 2. — Dispositions transitoires

Art. 5. Les reconnaissances du sol dont les résultats ont été transmis à l'OVAM avant le 31 décembre 1996 sont assimilées à une reconnaissance d'orientation du sol ou à une reconnaissance descriptive du sol si celles-ci sont conformes aux prescriptions du décret et du présent arrêté d'exécution ou ont été organisées selon un code de bonne pratique.

### CHAPITRE III. — Agrément d'experts en assainissement du sol

#### Section 1. — Dispositions générales

Art. 6. Tant une personne morale qu'une personne physique peut être agréée en qualité d'expert en assainissement du sol à condition de satisfaire aux conditions fixées dans le présent arrêté.

Art. 7. § 1<sup>er</sup>. On distingue deux types d'expertise :

1° agrément de type 1 :

agrément servant à :

- diriger l'exécution d'une reconnaissance d'orientation du sol, comme visé à l'article 3, § 5 du décret;

- diriger l'élaboration d'une proposition de reconnaissance descriptive du sol, comme visé à l'article 13, § 1<sup>er</sup> du décret,

diriger l'exécution d'une reconnaissance descriptive du sol, comme visé à l'article 14, § 1<sup>er</sup> du décret;

2° agrément de type 2 :

agrément servant à :

- diriger l'exécution d'une reconnaissance d'orientation du sol, comme visé à l'article 3, § 5 du décret;

- diriger l'élaboration d'une proposition de reconnaissance descriptive du sol, comme visé à l'article 13, § 1<sup>er</sup> du décret;
- diriger l'exécution d'une reconnaissance descriptive du sol, comme visé à l'article 14, § 1<sup>er</sup> du décret;
- diriger l'élaboration et l'exécution d'un projet d'assainissement du sol, comme visé à l'article 15, § 2 du décret;
- diriger des travaux d'assainissement du sol, comme visé à l'article 19, § 1<sup>er</sup> du décret.

§ 2. La personne qui a un agrément de type 2 possède également d'office un agrément de type 1.

*Section 2. — Conditions d'agrément en qualité d'expert en assainissement du sol*

Art. 8. § 1<sup>er</sup>. Un expert agréé en assainissement du sol de type 1 doit satisfaire aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> s'il s'agit d'une personne physique :

a) être de nationalité belge ou avoir la nationalité d'un autre Etat membre de l'Union européenne;

b) avoir une connaissance approfondie des disciplines suivantes :

biologie, pédologie, physique, géologie, chimie;

c) disposer d'une expérience professionnelle de 3 ans minimum dans un secteur de l'environnement pertinent pour l'examen concernant la pollution du sol ou les déchets;

d) disposer soit personnellement, soit contractuellement, d'un modèle mathématique d'eaux souterraines accepté par l'OVAM ainsi que d'un modèle d'analyse des risques de pollution du sol accepté par l'OVAM;

e) soit disposer personnellement de l'expérience nécessaire pour utiliser les modèles et en interpréter les résultats, soit avoir à sa disposition contractuellement une personne qualifiée ayant l'expérience nécessaire pour utiliser les modèles et en interpréter les résultats;

f) avoir une assurance responsabilité professionnelle qui couvre les activités en tant qu'expert agréé en assainissement du sol;

g) faire analyser tous les échantillons prélevés dans le cadre d'une reconnaissance d'orientation ou descriptive du sol, par un laboratoire agréé pour les mesurages à exécuter en vertu du décret du 2 juillet 1981 concernant la prévention et la gestion des déchets;

h) en ce qui concerne les forages exécutés dans le cadre d'une reconnaissance d'orientation ou descriptive du sol :

- soit en confier l'exécution à un entrepreneur qui est agréé pour les forages de la catégorie G 1 conformément à l'arrêté ministériel du 27 janvier 1991 précisant la classification des travaux selon leur nature en catégories et en sous-catégories en ce qui concerne l'agrément des entrepreneurs;

- soit les exécuter en régie; dans ce cas, l'expert doit être en possession d'une déclaration de l'OVAM attestant que l'expert peut procéder lui-même à certains forages;

i) fournir chaque année à l'OVAM une liste des personnes et des modèles auxquels l'expert en assainissement du sol fait appel pour satisfaire aux points d) et e);

j) les personnes visées au point e), auxquelles l'expert en assainissement du sol fait appel pour procéder à un examen doivent cosigner les rapports en tant qu'auteurs;

k) dans chaque rapport, il doit être déclaré que, pour l'exécution de cette mission, l'expert en assainissement du sol n'est pas concerné par l'un des cas d'incompatibilité repris dans le présent arrêté;

l) si l'expert en assainissement du sol :

1) est un commerçant :

- ne pas être en état de faillite ou de liquidation ou avoir reçu un concordat judiciaire, ni être dans une situation similaire résultant d'une procédure équivalente qui soit valable dans un Etat membre de l'Union européenne;

- ne pas faire l'objet d'une procédure de déclaration de faillite ou de concordat judiciaire ou de toute autre procédure équivalente qui apparaisse dans les lois et réglementations nationales d'un Etat membre de l'Union européenne;

2) n'est pas un commerçant :

- ne pas être en état d'insolvabilité manifeste, ni dans une situation similaire résultant de quelque procédure que ce soit visée sous 1), valable dans un Etat membre de l'Union européenne;

2<sup>o</sup> s'il s'agit d'une personne morale :

a) avoir été constituée conformément à la législation belge ou à celle d'un autre Etat membre de l'Union européenne et avoir son administration principale ou son siège principal au sein de l'Union européenne ou y avoir son siège social, à condition que ses activités aient un lien réel et durable avec l'économie d'un Etat membre de l'Union européenne;

b) s'il s'agit d'un commerçant, être inscrit au registre de commerce et professionnel selon les exigences de la législation belge ou de la législation de l'Etat membre de l'Union européenne où il est implanté;

c) avoir à son service une ou plusieurs personnes qui possèdent ensemble une connaissance approfondie des disciplines suivantes :

biologie, pédologie, physique, géologie, chimie;

d) avoir à son service au moins une personne physique qui dispose d'une expérience professionnelle de 3 ans minimum dans un secteur de l'environnement pertinent pour l'examen concernant la pollution du sol ou les déchets;

e) disposer soit personnellement, soit contractuellement, d'un modèle mathématique d'eaux souterraines accepté par l'OVAM ainsi que d'un modèle d'analyse des risques de pollution du sol accepté par l'OVAM;

f) avoir à sa disposition contractuellement une personne qualifiée ayant l'expérience nécessaire pour utiliser les modèles et en interpréter les résultats;

g) avoir une assurance responsabilité professionnelle qui couvre les activités en tant qu'expert agréé en assainissement du sol;

h) faire analyser tous les échantillons prélevés dans le cadre d'une reconnaissance d'orientation ou descriptive du sol, par un laboratoire agréé pour les mesurages à exécuter en vertu du décret du 2 juillet 1981 concernant la prévention et la gestion des déchets;

i) en ce qui concerne les forages exécutés dans le cadre d'une reconnaissance d'orientation ou descriptive du sol :

- soit en confier l'exécution à un entrepreneur qui est agréé pour les forages de la catégorie G 1 conformément à l'arrêté ministériel du 27 janvier 1991 précisant la classification des travaux selon leur nature en catégories et en sous-catégories en ce qui concerne l'agrément des entrepreneurs;

- soit les exécuter en régie; dans ce cas, l'expert doit être en possession d'une déclaration de l'OVAM attestant que l'expert peut procéder lui-même à certains forages;

j) fournir chaque année à l'OVAM une liste des personnes et des modèles auxquels l'expert en assainissement du sol fait appel pour satisfaire aux points c), d) et e) et f);

k) les personnes visées aux points c), d) et f), auxquelles l'expert en assainissement du sol fait appel pour procéder à un examen, doivent cosigner les rapports en tant qu'auteurs;

l) dans chaque rapport, il doit être déclaré que, pour l'exécution de cette mission, l'expert en assainissement du sol n'est pas concerné par l'un des cas d'incompatibilité repris dans le présent arrêté;

m) si l'expert en assainissement du sol :

1) est un commerçant :

- ne pas être en état de faillite ou de liquidation ou avoir reçu un concordat judiciaire, ni être dans une situation similaire résultant d'une procédure équivalente qui soit valable dans un Etat membre de l'Union européenne;

- ne pas faire l'objet d'une procédure de déclaration de faillite ou de concordat judiciaire ou de toute autre procédure équivalente qui apparaisse dans les lois et réglementations nationales d'un Etat membre de l'Union européenne;

2) n'est pas un commerçant :

- ne pas être en état d'insolvabilité manifeste, ni dans une situation similaire résultant de quelque procédure que ce soit visée sous 1), valable dans un Etat membre de l'Union européenne;

§ 2. La connaissance approfondie visé sous 1°, b) et sous 2°, c) du § 1<sup>er</sup> doit être attestée par des diplômes académiques ou des diplômes de l'enseignement supérieur de type long ou des diplômes équivalents délivrés dans un Etat membre de l'Union européenne.

§ 3. La disposition visée sous 1°, d) et e) ainsi que sous 2°, e) et f) du § 1<sup>er</sup> doit être de nature telle que les délais découlant du décret pour l'organisation d'une reconnaissance descriptive du sol puissent être respectés.

Art. 9. § 1<sup>er</sup>. Un expert en assainissement du sol de type 2 doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

a) être de nationalité belge ou avoir la nationalité d'un autre Etat membre de l'Union européenne;

b) avoir une connaissance approfondie des disciplines suivantes :

biologie, pédologie, architectonique, physique, géologie, mécanique des sols, microbiologie, chimie;

c) disposer d'une expérience professionnelle de 3 ans minimum dans un secteur de l'environnement pertinent pour l'examen concernant la pollution du sol ou les déchets;

d) disposer d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans un secteur de l'environnement pertinent pour l'élaboration de projets d'assainissement du sol et pour l'accompagnement de travaux d'assainissement du sol;

e) avoir des connaissances en matière de droit d'adjudication et posséder une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans ce domaine;

f) disposer de 5 ans d'expérience minimum dans l'établissement de devis pour l'adjudication de travaux;

g) disposer soit personnellement, soit contractuellement, d'un modèle mathématique d'eaux souterraines accepté par l'OVAM ainsi que d'un modèle d'analyse des risques de pollution du sol accepté par l'OVAM;

h) soit disposer personnellement de l'expérience nécessaire pour utiliser les modèles et en interpréter les résultats, soit avoir à sa disposition contractuellement une personne qualifiée ayant l'expérience nécessaire pour utiliser les modèles et en interpréter les résultats;

i) avoir la disposition contractuelle des moyens nécessaires pour élaborer et accompagner les travaux d'infrastructure;

j) avoir une assurance responsabilité professionnelle qui couvre les activités en tant qu'expert agréé en assainissement du sol;

k) faire analyser tous les échantillons prélevés dans le cadre d'une reconnaissance d'orientation ou descriptive du sol par un laboratoire agréé pour les mesurages à exécuter en vertu du décret du 2 juillet 1981 concernant la prévention et la gestion des déchets;

l) en ce qui concerne les forages exécutés dans le cadre d'une reconnaissance d'orientation ou descriptive du sol :

- soit en confier l'exécution à un entrepreneur qui est agréé pour les forages de la catégorie G 1 conformément à l'arrêté ministériel du 27 janvier 1991 précisant la classification des travaux selon leur nature en catégories et en sous-catégories en ce qui concerne l'agrément des entrepreneurs;

- soit les exécuter en régie; dans ce cas, l'expert doit être en possession d'une déclaration de l'OVAM attestant que l'expert peut procéder lui-même à certains forages;

m) fournir chaque année à l'OVAM une liste des personnes et des modèles auxquels l'expert en assainissement du sol fait appel pour satisfaire aux points g) et h);

n) les personnes visées au point h), auxquelles l'expert en assainissement du sol fait appel pour l'exécution de sa tâche, doivent cosigner en tant qu'auteurs les rapports établis pour l'exécution de cette tâche;

o) dans chaque rapport, il doit être déclaré que, pour l'exécution de cette mission, l'expert en assainissement du sol n'est pas concerné par l'un des cas d'incompatibilité repris dans le présent arrêté;

p) si l'expert en assainissement du sol :

1) est un commerçant :

- ne pas être en état de faillite ou de liquidation ou avoir reçu un concordat judiciaire, ni être dans une situation similaire résultant d'une procédure équivalente qui soit valable dans un Etat membre de l'Union européenne;

- ne pas faire l'objet d'une procédure de déclaration de faillite ou de concordat judiciaire ou de toute autre procédure équivalente qui apparaisse dans les lois et réglementations nationales d'un Etat membre de l'Union européenne;

2) n'est pas un commerçant :

- ne pas être en état d'insolvabilité manifeste, ni dans une situation similaire résultant de quelque procédure que ce soit visée sous 1), valable dans un Etat membre de l'Union européenne;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

a) avoir été constituée conformément à la législation belge ou à celle d'un autre Etat membre de l'Union européenne et avoir son administration principale ou son siège principal au sein de l'Union européenne ou y avoir son siège social, à condition que ses activités aient un lien réel et durable avec l'économie d'un Etat membre de l'Union européenne;

b) s'il s'agit d'un commerçant, être inscrit au registre de commerce et professionnel selon les exigences de la législation belge ou de la législation de l'Etat membre de l'Union européenne où il est implanté;

c) avoir à son service une ou plusieurs personnes qui possèdent ensemble une connaissance approfondie des disciplines suivantes :

biologie, pédologie, architectonique, physique, géologie, mécanique des sols, microbiologie, chimie;

d) avoir à son service au moins une personne physique disposant d'une expérience professionnelle de 3 ans minimum dans un secteur de l'environnement pertinent pour l'examen concernant la pollution du sol ou les déchets;

e) avoir à son service au moins une personne physique disposant d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans un secteur de l'environnement pertinent pour l'élaboration de projets d'assainissement du sol et pour l'accompagnement de travaux d'assainissement du sol;

f) avoir à son service au moins une personne physique ayant des connaissances en matière de droit d'adjudication et disposant d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans ce domaine;

g) avoir à son service au moins une personne physique disposant de 5 ans d'expérience minimum dans l'établissement de devis pour l'adjudication de travaux;

h) disposer soit personnellement, soit contractuellement, d'un modèle mathématique d'eaux souterraines accepté par l'OVAM ainsi que d'un modèle d'analyse des risques de pollution du sol accepté par l'OVAM;

i) avoir à sa disposition contractuellement une personne qualifiée disposant de l'expérience nécessaire pour utiliser les modèles et en interpréter les résultats;

j) avoir la disposition contractuelle des moyens nécessaires pour élaborer et accompagner les travaux d'infrastructure;

k) avoir une assurance responsabilité professionnelle qui couvre les activités en tant qu'expert agréé en assainissement du sol;

l) faire analyser tous les échantillons prélevés dans le cadre d'une reconnaissance d'orientation ou descriptive du sol par un laboratoire agréé pour les mesurages à exécuter en vertu du décret du 2 juillet 1981 concernant la prévention et la gestion des déchets;

m) en ce qui concerne les forages exécutés dans le cadre d'une reconnaissance d'orientation ou descriptive du sol :

- soit en confier l'exécution à un entrepreneur qui est agréé pour les forages de la catégorie G 1 conformément à l'arrêté ministériel du 27 janvier 1991 précisant la classification des travaux selon leur nature en catégories et en sous-catégories en ce qui concerne l'agrément des entrepreneurs;

- soit les exécuter en régie; dans ce cas, l'expert doit être en possession d'une déclaration de l'OVAM attestant que l'expert peut procéder lui-même à certains forages;

n) fournir chaque année à l'OVAM une liste des personnes et des modèles auxquels l'expert en assainissement du sol fait appel pour satisfaire aux points c), d), e), f), g), h) et i);

o) les personnes visées aux points c), d), e), f), g) et i), auxquelles l'expert en assainissement du sol fait appel pour l'exécution de sa tâche, doivent cosigner en tant qu'auteurs les rapports établis pour l'exécution de cette tâche;

p) dans chaque rapport, il doit être déclaré que, pour l'exécution de cette mission, l'expert en assainissement du sol n'est pas concerné par l'un des cas d'incompatibilité repris dans le présent arrêté;

q) si l'expert en assainissement du sol :

1) est un commerçant :

- ne pas être en état de faillite ou de liquidation ou avoir reçu un concordat judiciaire, ni être dans une situation similaire résultant d'une procédure équivalente qui soit valable dans un Etat membre de l'Union européenne;

- ne pas faire l'objet d'une procédure de déclaration de faillite ou de concordat judiciaire ou de toute autre procédure équivalente qui apparaisse dans les lois et réglementations nationales d'un Etat membre de l'Union européenne;

2) n'est pas un commerçant :

- ne pas être en état d'insolvabilité manifeste, ni dans une situation similaire résultant de quelque procédure que ce soit visée sous 1), valable dans un Etat membre de l'Union européenne;

§ 2. La connaissance approfondie visée sous 1°, b) et sous 2°, c) du § 1<sup>er</sup> doit être attestée par des diplômes académiques ou des diplômes de l'enseignement supérieur de type long ou des diplômes équivalents délivrés dans un Etat membre de l'Union européenne.

§ 3. La disposition visée sous 1°, g) et h) et i) ainsi que sous 2°, h), i) et j) du § 1<sup>er</sup> doit être de nature telle que les délais découlant du décret pour l'organisation d'une reconnaissance descriptive du sol puissent être respectées.

### Section 3. — Procédure d'agrément en qualité d'expert en assainissement du sol

Art. 10. La demande d'agrément en qualité d'expert en assainissement du sol doit être adressée par lettre recommandée au Ministre flamand, à l'adresse du département de l'OVAM compétent pour l'assainissement du sol. Le formulaire de demande d'agrément standard, dont le modèle est défini à l'annexe 2 du présent arrêté, doit être utilisé à cet effet.

Le formulaire de demande précité est disponible sur simple demande auprès de l'OVAM.

Art. 11. § 1<sup>er</sup>. Pour être recevable, la demande d'agrément de type 1 doit comprendre au moins les données suivantes :

- 1° le formulaire standard de demande complété entièrement et avec exactitude;
  - 2° s'il s'agit d'une personne morale, les statuts de la personne morale;
  - 3° s'il s'agit d'une personne morale, le ou les noms de la ou des personnes physiques qui a ou ont été engagées par la personne morale en qualité de personne(s) responsable(s);
  - 4° une copie certifiée conforme des diplômes attestant les connaissances requises conformément à l'article 8 du présent arrêté;
  - 5° un curriculum vitae des personnes qui disposent des connaissances et de l'expérience requises à l'article 8 du présent arrêté, devant attester leurs connaissances et expérience;
  - 6° une preuve que le demandeur dispose des modèles et des personnes, conformément aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté;
  - 7° un engagement inconditionnel dans lequel le demandeur déclare contracter, dans le mois suivant l'agrément, une assurance responsabilité professionnelle, conformément aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté et informer l'OVAM de la police contractée;
  - 8° une déclaration dans laquelle le demandeur affirme que toutes les analyses des échantillons et tous les forages seront exécutés conformément aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté; si le demandeur souhaite procéder lui-même aux forages, il doit joindre une description du matériel à sa disposition; ladite description doit être de nature à démontrer la qualité et l'appropriation du matériel;
  - 9° un certificat de bonne vie et moeurs des personnes visées à l'article 8 du présent arrêté;
  - 10° si le demandeur est commerçant, la preuve doit être jointe que le demandeur :
    - n'est pas en état de faillite ou de liquidation, n'a pas reçu un concordat judiciaire ou n'est pas dans une situation similaire résultant d'une procédure équivalente qui soit valable dans un Etat membre de l'Union européenne;
    - ne fait pas l'objet d'une procédure de déclaration de faillite ou de concordat judiciaire ou de toute autre procédure équivalente qui apparaisse dans les lois et réglementations nationales d'un Etat membre de l'Union européenne;
  - 11° une attestation selon laquelle le demandeur s'est acquitté de ses obligations sociales et fiscales.
- § 2. Le certificat, la preuve et l'attestation visés sous 9°, 10° et 11° du § 1<sup>er</sup> doivent porter une date récente.

Art. 12. § 1<sup>er</sup>. Pour être recevable, la demande d'agrément de type 2 doit comprendre au moins les données suivantes :

- 1° le formulaire standard de demande complété entièrement et avec exactitude;
  - 2° s'il s'agit d'une personne morale, les statuts de la personne morale;
  - 3° s'il s'agit d'une personne morale, le ou les noms de la ou des personnes physiques qui a ou ont été engagées par la personne morale en qualité de personne(s) responsable(s);
  - 4° une copie certifiée conforme des diplômes attestant les connaissances visées à l'article 9 du présent arrêté;
  - 5° un curriculum vitae des personnes qui disposent des connaissances et de l'expérience requises à l'article 9 du présent arrêté, devant attester leurs connaissances et expérience;
  - 6° une preuve que le demandeur dispose des modèles et des personnes, conformément aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté;
  - 7° une preuve que le demandeur dispose contractuellement des moyens pour élaborer et accompagner les travaux d'infrastructure;
  - 8° un engagement inconditionnel dans lequel le demandeur déclare contracter, dans le mois suivant l'agrément, une assurance responsabilité professionnelle, conformément aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté et informer l'OVAM de la police contractée;
  - 9° une déclaration selon laquelle toutes les analyses des échantillons et tous les forages seront exécutés conformément aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté; si le demandeur souhaite procéder lui-même aux forages, il doit joindre une description du matériel à sa disposition; ladite description doit être de nature à démontrer la qualité et l'appropriation du matériel;
  - 10° un certificat de bonne vie et moeurs des personnes visées à l'article 9 du présent arrêté;
  - 11° si le demandeur est commerçant, la preuve doit être jointe que le demandeur :
    - n'est pas en état de faillite ou de liquidation, n'a pas reçu un concordat judiciaire, ou n'est pas dans une situation similaire résultant d'une procédure équivalente qui soit valable dans un Etat membre de l'Union européenne;
    - ne fait pas l'objet d'une procédure de déclaration de faillite ou de concordat judiciaire ou de toute autre procédure équivalente qui apparaisse dans les lois et réglementations nationales d'un Etat membre de l'Union européenne;
  - 12° une attestation selon laquelle le demandeur s'est acquitté de ses obligations sociales et fiscales.
- § 2. Le certificat, la preuve et l'attestation visés sous 10°, 11 et 12° du § 1<sup>er</sup> doivent porter une date récente.

Art. 13. La procédure de traitement des demandes d'agrément en qualité d'expert en assainissement du sol est fixée comme suit :

1° Examen de la recevabilité :

Dans les 30 jours suivant la réception de la demande visée à l'article 10 du présent arrêté, l'OVAM envoie au demandeur l'accusé de réception dans lequel l'OVAM se prononce également sur la recevabilité de la demande.

L'OVAM déclare la demande recevable ou peut demander de procéder aux compléments nécessaires ou appropriés.

Si l'OVAM n'a pas demandé de compléments dans les 30 jours, la demande est réputée recevable.

Si l'OVAM demande des compléments, la demande modifiée ou complétée est à nouveau envoyée à l'OVAM par envoi recommandé. Dans les 30 jours suivant la réception de la demande modifiée ou complétée, l'OVAM envoie au demandeur l'accusé de réception, dans lequel l'OVAM se prononce également sur la recevabilité de la demande modifiée.

## 2° Examen de la demande et avis :

L'OVAM examine la demande recevable et l'envoie, ainsi que son avis, au Ministre flamand dans les 90 jours suivant la date de l'accusé de réception.

## 3° Décision :

Dans les 120 jours suivant la date de l'accusé de réception de la demande, le Ministre flamand statue, par arrêté motivé, sur la demande recevable.

Sur la base d'une demande d'agrément de type 2, un agrément de type 1 peut être délivré à condition que l'examen révèle que le demandeur ne satisfait pas aux exigences fixées pour un agrément de type 2 mais bien à celles pour un agrément de type 1.

## 4° Notification de la décision :

Dans les 150 jours suivant la date de l'accusé de réception de la demande, la décision relative à la demande d'agrément est notifiée par l'OVAM au demandeur, par lettre recommandée.

La décision concernant l'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Art. 14. Les fonctionnaires statutaires de niveau A du département de l'OVAM, compétent pour l'assainissement du sol, et dont les noms sont publiés au *Moniteur belge*, ont, pour l'exécution de leur tâche, d'office l'agrément en qualité d'expert en assainissement du sol de type 2.

## Section 4. — Suspension et retrait de l'agrément

Art. 15. § 1<sup>er</sup>. L'OVAM peut en tout temps suspendre l'agrément en qualité d'expert en assainissement du sol pour un délai de 6 mois maximum, dans chacun des cas suivants :

1° si l'expert en assainissement du sol n'exécute pas de manière réglementaire ou objective les tâches dont il est chargé par le présent arrêté et le décret;

2° si l'expert en assainissement du sol ne satisfait plus aux conditions d'agrément fixées dans le présent arrêté;

3° si des irrégularités se sont produites lors d'une reconnaissance d'orientation ou descriptive du sol ou lors de l'élaboration ou de la direction d'un projet d'assainissement du sol, ou lors de la direction de travaux d'assainissement du sol.

L'OVAM informe le titulaire de l'agrément de la décision prise et de ses motifs par envoi recommandé et au moins 14 jours avant sa notification. Dans ce délai, le titulaire de l'agrément peut se défendre ou mettre ses affaires en ordre.

§ 2. La décision de suspension est notifiée à l'expert en assainissement du sol par l'OVAM par envoi recommandé et est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

§ 3. La suspension entre en vigueur le jour où la décision est notifiée à la personne concernée.

Art. 16. § 1<sup>er</sup>. En tout temps, le Ministre flamand peut retirer l'agrément en qualité d'expert en assainissement du sol dans chacun des cas suivants :

1° si l'expert en assainissement du sol n'exécute pas de manière réglementaire ou objective les tâches dont il est chargé par le présent arrêté et le décret;

2° si l'expert en assainissement du sol ne satisfait plus aux conditions d'agrément fixées dans le présent arrêté;

3° si des irrégularités se sont produites lors d'une reconnaissance d'orientation ou descriptive du sol ou lors de l'élaboration ou de la direction d'un projet d'assainissement du sol, ou lors de la direction de travaux d'assainissement du sol.

4° si l'expert en assainissement du sol a été condamné, par jugement ou par arrêté passé en force de chose jugée, pour un délit qui, par sa nature, porte atteinte à la morale professionnelle de l'expert en assainissement du sol.

Le Ministre flamand informe le titulaire de l'agrément de la décision prise et de ses motifs par envoi recommandé et au moins 14 jours avant sa notification. Dans ce délai, le titulaire de l'agrément peut se défendre ou mettre ses affaires en ordre.

§ 2. La décision de retrait est notifiée à l'expert en assainissement du sol par l'OVAM par envoi recommandé et est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

§ 3. Le retrait entre en vigueur le jour où la décision est notifiée à la personne concernée.

Art. 17. L'agrément en qualité d'expert en assainissement du sol est réputé d'office n'avoir jamais été délivré si l'expert en assainissement du sol n'a pas fourni la preuve, à l'expiration du délai de 1 mois, qu'il a conclu l'assurance responsabilité professionnelle prescrite.

## Section 5. — Durée, prolongation et intransmissibilité de l'agrément

Art. 18. L'agrément est octroyé pour 5 ans maximum, quelles que soient les éventuelles suspensions. Le Ministre flamand peut prolonger l'agrément conformément à la procédure fixée à la section 3.

Art. 19. Les agréments ne sont pas transférables.

## Section 6. — Incompatibilités

Art. 20. Il ne peut être fait usage de l'agrément dans un ou plusieurs des cas suivants :

1° si l'expert en assainissement du sol ou une personne qui exerce, pour le compte de l'expert en assainissement du sol, une fonction de direction ou de gestion, est apparenté par consanguinité ou parent en ligne directe jusqu'au troisième degré inclus ou en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclus avec le donneur d'ordre ou - s'il s'agit de la direction de travaux d'assainissement du sol - avec le donneur d'ordre ou l'exécuteur des travaux, ou avec toute autre personne qui exerce une fonction de direction ou de gestion pour le compte du donneur d'ordre ou exécuteur précité;

2° si l'expert en assainissement du sol ou une personne qui exerce, pour le compte de l'expert en assainissement du sol, une fonction de direction ou de gestion, est, personnellement ou par un intermédiaire, propriétaire, copropriétaire ou associé actif du donneur d'ordre ou - s'il s'agit de la direction de travaux d'assainissement du sol - du donneur d'ordre ou de l'exécuteur des travaux;

3° si l'expert en assainissement du sol ou une personne qui exerce, pour le compte de l'expert en assainissement du sol, une fonction de direction ou de gestion, exerce, en ligne directe ou en fait, personnellement ou par un intermédiaire, une fonction de direction ou de gestion chez le donneur d'ordre précité ou - s'il s'agit de la direction de travaux d'assainissement du sol - le donneur d'ordre ou l'exécuteur;



4° si les activités d'un expert en assainissement du sol en cette qualité, en tant que personne physique ou personne morale, sont directement ou indirectement, entièrement ou partiellement financées, contrôlées ou gérées, sous quelque forme que ce soit, par le donneur d'ordre ou par l'exécuteur des travaux.

*Section 7. — Disposition transitoire*

Art. 21. La personne morale ou la personne physique qui a procédé à une reconnaissance du sol selon un code de bonne pratique, dont les résultats ont été transmis à l'OVAM avant le 31 décembre 1996, est agréée d'office, par voie de disposition transitoire, en qualité d'expert en assainissement du sol, pour l'exécution de cette reconnaissance du sol spécifique.

**CHAPITRE IV. — Registre des terrains pollués et attestations du sol**

*Section 1. — Etablissement et fonctionnement du registre*

Art. 22. § 1<sup>er</sup>. Les données portant sur les terrains pollués sont consignées dans le registre des terrains pollués, par parcelle cadastrale.

§ 2. Une parcelle cadastrale est reprise dans le registre des terrains pollués sur la base des résultats des reconnaissances d'orientation du sol exécutées conformément au décret et au présent arrêté ainsi que des reconnaissances du sol assimilées à une reconnaissance d'orientation du sol, conformément à l'article 5 du présent arrêté.

§ 3. Les fichiers contenus dans le registre sont complétés et/ou mis à jour sur la base des données provenant des experts en assainissement du sol agréés, des administrations et des services, y compris les services de police et les fonctionnaires instrumentant.

Art. 23. Toutes les administrations et tous les services publics inférieurs fourniront, à la première demande, toutes les données nécessaires à l'OVAM ainsi qu'à l'expert en assainissement du sol agréé pour autant que ledit expert en assainissement du sol agisse sur l'ordre de l'OVAM.

Art. 24. § 1<sup>er</sup>. Conformément à l'article 4, § 2 du décret, les informations suivantes sont reprises, gérées et conservées, pour chaque terrain pollué connu, dans le registre des terrains pollués :

1° en tous les cas :

- a) les données cadastrales fournies par les services compétents du Ministère des Finances;
- b) l'identité du propriétaire et de l'utilisateur;
- c) une description succincte de la gravité de la pollution déjà constatée à la lumière des normes d'assainissement du sol fixées;
- d) les éventuelles restrictions d'usage ou mesures de précaution qui ont été imposées conformément à l'article 5 du décret;

2° pour autant qu'ils existent, la référence :

- a) aux rapports de reconnaissance d'orientation ou descriptive du sol;
- b) au projet d'assainissement du sol;
- c) au contenu de l'attestation de conformité;
- d) à la déclaration délivrée par l'OVAM après l'exécution de l'assainissement du sol, conformément à l'article 21, § 2 du décret;

3° pour autant qu'ils existent, la référence :

- a) à la ou aux sommations données par l'OVAM en exécution de l'article 38, § 1<sup>er</sup> du décret afin de procéder à une reconnaissance descriptive du sol quand des indications graves existent au sujet d'une pollution du sol récente;
- b) à la ou aux sommations données par l'OVAM en exécution de l'article 39, § 1<sup>er</sup> du décret afin de procéder à une reconnaissance descriptive du sol quand des indications graves existent au sujet d'une pollution historique du sol;
- c) à l'exécution des obligations imposées au cédant en vertu de l'article 38, § 2 du décret concernant une pollution du sol récente, c'est-à-dire :

- avoir élaboré un projet d'assainissement du sol;
- s'être engagé envers l'OVAM à exécuter les travaux d'assainissement du sol;
- avoir constitué les sûretés financières prescrites par l'article 29 du décret;
- d) à l'exécution des obligations imposées au cédant en vertu de l'article 39, § 2 du décret concernant une pollution historique du sol, c'est-à-dire :

- avoir élaboré un projet d'assainissement du sol;
- s'être engagé envers l'OVAM à exécuter les travaux d'assainissement du sol;
- avoir constitué les sûretés financières prescrites par l'article 33 du décret;

§ 2. Les données cadastrales et les données relatives à l'identité du propriétaire et de l'utilisateur, visées au point 1°, a) du § 1<sup>er</sup>, doivent comporter au moins :

1° en ce qui concerne l'identification du terrain : commune fusionnée, arrondissement, code postal, rue et numéro;

2° en ce qui concerne la situation du terrain : division(s), section(s), numéro(s) de parcelle, superficie, informations graphiques, dates sur lesquelles portent les données;

3° en ce qui concerne l'identité du ou des propriétaires : nom, prénom(s), rue et numéro, code postal, commune;

4° en ce qui concerne l'identité du ou des utilisateurs : nom, prénom(s), rue et numéro, code postal, commune, nature du droit d'usage.

Art. 25. L'OVAM n'est pas responsable de l'exactitude des données qui lui sont fournies directement ou indirectement conformément au présent arrêté.

*Section 2. — Accessibilité du registre*

Art. 26. Conformément à l'article 4, § 4 du décret, l'OVAM délivre, sur simple demande, une attestation du sol concernant la pollution des terrains figurant dans le registre.

Art. 27. § 1<sup>er</sup>. La demande visée à l'article 26 du présent arrêté ainsi que la demande visée aux articles 36 § 1<sup>er</sup> et 41, § 2 du décret doivent être adressées par lettre recommandée au département de l'OVAM compétent pour l'assainissement du sol. Cette demande doit être effectuée au moyen du formulaire standard de demande d'attestation du sol, dont le modèle est défini à l'annexe 3 au présent arrêté.

§ 2. Sous peine d'irrecevabilité de la demande visée à l'article 26 du présent arrêté ainsi que de la demande visée aux articles 36, § 1<sup>er</sup> et 41, § 2 du décret, le formulaire de demande :

1° doit être complété de manière telle à comprendre au moins les éléments suivants :

- a) en ce qui concerne l'identité du demandeur : nom, prénom(s), rue numéro, code postal, commune;
- b) en ce qui concerne l'identification du terrain : commune fusionnée, arrondissement, code postal, rue et numéro;
- c) en ce qui concerne la situation du terrain : division(s), section(s), numéro(s) de parcelle et superficie, sur la base des données cadastrales utilisées par les services compétents du ministère des Finances;

2° doit être daté et signé;

3° doit être accompagné de la preuve de paiement de la redevance visée à l'article 28 du présent arrêté.

§ 3. L'attestation du sol porte toujours sur une seule parcelle cadastrale. En revanche, la demande peut porter sur une ou plusieurs parcelles cadastrales. Dans ce cas, l'OVAM délivre toujours une seule attestation du sol par parcelle cadastrale.

Art. 28. La délivrance d'une attestation du sol en vertu du § 4 de l'article 4 du décret dépend du paiement d'une redevance dont le montant a été fixé à 1.000 fr par parcelle cadastrale.

Si la demande visée à l'article 26 du présent arrêté ou si la demande visée aux articles 36, § 1<sup>er</sup> et 41, § 2 du décret portent sur plusieurs parcelles cadastrales, la redevance totale s'élève en conséquence, par demande, à 1.000 fr multipliés par le nombre de parcelles cadastrales sur lesquelles porte la demande.

La redevance due doit être versée par le demandeur sur le compte 001-2778337-42 de l'OVAM, avec la communication "demande attestation du sol".

Art. 29. § 1<sup>er</sup>. Si une demande est jugée recevable par le département de l'OVAM compétent pour l'assainissement du sol, l'OVAM délivre, dans les deux mois suivant la demande, la ou les attestations du sol demandées.

L'attestation du sol comporte les données visées aux points 1° et 3° du § 1<sup>er</sup> de l'article 24 du présent arrêté.

§ 2. Si une demande est jugée irrecevable par le département de l'OVAM compétent pour l'assainissement du sol, l'OVAM communique cette irrecevabilité au demandeur, par lettre recommandée à la poste, dans un délai de 30 jours de calendrier suivant la demande, avec mention des raisons à la lumière des dispositions de l'article 27, § 2 du présent arrêté.

Art. 30. § 1<sup>er</sup>. Ont exclusivement un accès direct au registre des terrains pollués :

- l'administrateur général de l'OVAM et son adjoint;
- le directeur du département de l'OVAM, qui a l'assainissement du sol dans ses compétences;
- les fonctionnaires de l'OVAM auxquels le directeur du département précité a délégué nominativement le droit d'accès;
- les fonctionnaires de l'OVAM appartenant au service compétent pour le support logistique et du système, limité à cette fin.

§ 2. Les fonctionnaires visés au § 1<sup>er</sup> qui, lors de l'exercice de leur fonction, sont concernés par l'établissement, l'achèvement et la gestion du registre des terrains pollués, prennent toutes les mesures de précaution nécessaires afin d'assurer la discrétion concernant les données reprises et d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non habilitées à en prendre connaissance.

§ 3. L'OVAM veille au bien-fondé de la communication des données.

#### CHAPITRE V. — Normes d'assainissement du sol et valeurs de fond

##### Section 1<sup>er</sup>. — Normes d'assainissement du sol

Art. 31. En exécution de l'article 7, § 1<sup>er</sup> du décret, les normes d'assainissement du sol, telles que fixées à l'annexe 4 au présent arrêté, sont en vigueur.

Les normes visées à l'alinéa premier ne sont pas applicables aux fonds sous-marins des eaux du réseau hydrographique public, tel que défini par la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution.

Art. 32. Afin de pouvoir estimer si la pollution du sol dépasse la norme d'assainissement du sol, tous les prélèvements d'échantillons et toutes les analyses doivent être exécutés selon les méthodes définies à l'annexe 5 au présent arrêté ou selon un code similaire de bonne pratique.

##### Section 2. — Valeurs de fond

Art. 33. En exécution de l'article 8, § 1<sup>er</sup> du décret, les valeurs de fond, fixées à l'annexe 6 au présent arrêté, sont en vigueur.

Art. 34. Lors de la comparaison des concentrations mesurées avec les valeurs de fond, tous les prélèvements d'échantillons et toutes les analyses doivent être exécutés selon les méthodes fixées à l'annexe 5 au présent arrêté ou selon un code similaire de bonne pratique.

#### CHAPITRE VI. — Procédures d'appel visées dans le décret

##### Section 1<sup>er</sup>. — Recours visé à l'article 18 du décret

Art. 35. § 1<sup>er</sup>. Conformément à l'article 18 du décret, les personnes et organes suivants peuvent se pourvoir auprès du Gouvernement flamand contre la déclaration de conformité d'un projet d'assainissement du sol, par lettre recommandée à la poste, dans un délai de trente jours de la réception de la notification, respectivement à l'issue du délai de notification visé à l'article 17, § 3 du décret :

- 1° la personne à qui incombe l'assainissement du sol, en vertu de l'article 10, § 1<sup>er</sup> du décret;
- 2° le propriétaire et l'utilisateur des terrains à assainir, dans la mesure où ceux-ci diffèrent de la personne visée sous 1°;
- 3° les propriétaires et les utilisateurs des terrains visés à l'article 16, § 4 du décret;
- 4° le collège des bourgmestres et échevins de la commune visée à l'article 16, § 5 du décret;
- 5° les autres organes publics ayant rendu leur avis en vertu de l'article 16, § 5, 6 ou 7 du décret.

§ 2. Le recours visé au § 1<sup>er</sup> doit être introduit auprès du Ministre flamand, par lettre recommandée à la poste avec récépissé, à l'adresse du département Autorisations antipollution de l'administration Environnement, Nature, Paysage et Administration des eaux du département Environnement et Infrastructure.

§ 3. Le recours visé au § 1<sup>er</sup> est suspensif lorsqu'il est formé par le collège des bourgmestre et échevins ou par les autres organes publics visés au point 5<sup>o</sup> du § 1<sup>er</sup>. Dans les autres cas, le recours n'est pas suspensif.

§ 4. Le Gouvernement flamand statue dans un délai de trente jours suivant la réception du recours.

§ 5. Le Gouvernement flamand notifie sa décision dans un délai de dix jours :

1<sup>o</sup> à l'appelant;

2<sup>o</sup> à l'OVAM;

3<sup>o</sup> aux autres personnes visées au § 1<sup>er</sup>.

§ 6. A défaut de décision ou de notification dans les délais prévus aux § 4 et 5, la déclaration de conformité du projet d'assainissement du sol est réputée confirmée.

#### Section 2. — Recours visé à l'article 23 du décret

Art. 36. § 1<sup>er</sup>. Conformément à l'article 23 du décret, tous les intéressés peuvent se pourvoir au Gouvernement flamand, sauf dans les cas régis par la procédure d'appel prévue à l'article 35 du présent arrêté, contre les décisions de l'OVAM concernant :

1<sup>o</sup> l'élaboration d'un projet d'assainissement du sol;

2<sup>o</sup> l'exécution d'une reconnaissance descriptive du sol;

3<sup>o</sup> l'exécution de travaux d'assainissement.

§ 2. Le recours visé au § 1<sup>er</sup> doit être introduit par lettre recommandée à la poste avec récépissé ou être remis contre récépissé au Ministre flamand, à l'adresse du département Autorisations antipollution de l'administration Environnement, Nature, Paysage et Administration des eaux du département Environnement et Infrastructure, dans un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de l'OVAM.

§ 3. Le recours visé au § 1<sup>er</sup> n'est pas suspensif.

§ 4. Sous peine d'irrecevabilité du recours visé au § 1<sup>er</sup>, le recours doit expressément faire mention qu'il s'agit d'un recours en application de l'article 23 du décret.

Il faut également joindre au recours, sous peine d'irrecevabilité :

- soit une copie certifiée conforme de la décision contestée de l'OVAM concernant l'élaboration du projet d'assainissement du sol;

- soit une copie certifiée conforme de la décision contestée de l'OVAM concernant l'exécution d'une reconnaissance descriptive du sol;

- soit une copie certifiée conforme de la décision contestée de l'OVAM concernant l'exécution des travaux d'assainissement du sol.

Art. 37. Le recours visé à l'article 36 du présent arrêté est traité selon la procédure décrite ci-après.

Le département Autorisations antipollution de l'administration Environnement, Nature, Paysage et Administration des eaux du département Environnement et Infrastructure examine la recevabilité du recours et de ses annexes.

Si le recours est jugé recevable, la personne à qui incombe l'assainissement du sol en vertu du décret ainsi que l'OVAM en sont informées par lettre recommandée à la poste, dans les 30 jours de calendrier de la réception du recours.

Dans un délai de 90 jours de calendrier de la réception du recours, le Gouvernement flamand statue sur le recours par décision motivée sur les revendications ou objections émises par l'appelant.

Le département Autorisations antipollution de l'administration Environnement, Nature, Paysage et Administration des eaux du département Environnement et Infrastructure informe l'OVAM et l'appelant de la décision visée au précédent alinéa par lettre recommandée à la poste.

Les délais visés au présent article sont prescrits sous peine de caducité.

### CHAPITRE VII. — Sûretés financières

#### Section 1. — Sûretés financières concernant les frais de l'assainissement du sol

##### Sous-section 1<sup>er</sup>. — Définitions

Art. 38. Les définitions suivantes sont applicables pour l'application du présent chapitre :

1<sup>o</sup> personne tenue de procéder à l'assainissement du sol : la personne qui, en vertu de l'article 10 ou de l'article 31 du décret, a l'obligation d'exécuter l'assainissement du sol à ses propres frais et qui, pour cette raison, doit constituer, à la demande de l'OVAM, des sûretés financières pour les frais dudit assainissement du sol, conformément à l'article 29 ou à l'article 33 du décret.

2<sup>o</sup> cédant :

a) la personne qui veut céder des terrains pollués visés à l'article 37, § 1<sup>er</sup> du décret, sans les assainir au préalable et qui, pour cette raison, est tenue de constituer, à la demande de l'OVAM, des sûretés financières pour les frais dudit assainissement du sol, conformément à l'article 38 ou à l'article 39 du décret.

b) l'exploitant qui veut procéder à la fermeture d'un établissement ou à l'arrêt d'une activité, visés à l'article 44 du décret, sans assainissement préalable du sol et qui, pour cette raison, est tenu de constituer, à la demande de l'OVAM, des sûretés financières pour les frais dudit assainissement du sol, conformément à l'article 38 ou à l'article 39 du décret.

##### Sous-section 2. — Sûretés financières constituées par la personne tenue de procéder à l'assainissement du sol

Art. 39. § 1<sup>er</sup>. Les sûretés financières qui doivent être constituées par la personne tenue de procéder à l'assainissement du sol, visée à l'article 38, 1<sup>o</sup> du présent arrêté, peuvent revêtir les formes suivantes, séparément ou combinées les unes aux autres :

1<sup>o</sup> une garantie irrévocable d'un établissement financier, en vertu duquel celui-ci est tenu de payer, à la première demande de l'OVAM, les factures fournies par l'OVAM concernant l'assainissement du sol exécuté d'office, après la notification par l'OVAM à l'établissement financier, par lettre recommandée à la poste, de la constatation que la personne tenue de procéder à l'assainissement du sol ne respecte pas ou pas entièrement ses engagements concernant l'exécution de l'assainissement du sol et après la notification par l'OVAM, par lettre recommandée à la poste, de sa décision d'exécuter d'office un assainissement du sol;

2° une caution versée sur un compte auprès de la Caisse de Dépôt et de Consignation ou auprès d'un autre établissement financier, au nom commun de l'OVAM et de la personne tenue de procéder à l'assainissement du sol, en exécution d'un contrat entre l'OVAM, la personne tenue de procéder à l'assainissement du sol et l'établissement financier, selon lequel les fonds seront employés comme suit :

a) à la demande de la personne tenue de procéder à l'assainissement du sol et après l'approbation de l'OVAM, l'établissement financier paie, sur présentation des factures, les frais de l'assainissement du sol exécuté par la personne tenue d'y procéder;

b) après notification par l'OVAM, par lettre recommandée à la poste, à l'établissement financier de la constatation que la personne tenue de procéder à l'assainissement du sol ne respecte pas ou pas entièrement ses engagements concernant l'exécution de l'assainissement du sol et après la notification par l'OVAM, par lettre recommandée à la poste, de sa décision d'exécuter d'office un assainissement du sol, l'établissement financier paie, à la première demande de l'OVAM, les factures soumises par l'OVAM concernant l'assainissement du sol exécuté d'office;

c) la personne tenue de procéder à l'assainissement du sol peut disposer du solde, après la notification par lettre recommandée à la poste de la constatation par l'OVAM qu'elle a respecté ses engagements pour lesquels la caution a été versée.

Le contrat détermine également si les intérêts de la caution sont capitalisés ou mis à la disposition du déposant.

§ 2. En outre l'OVAM a la possibilité d'accepter comme sûreté financière :

1° une reconnaissance par une compagnie d'assurances agréée de son engagement à indemniser la personne tenue de procéder à l'assainissement du sol pour les frais de l'assainissement du sol ou une partie de ceux-ci;

2° un cautionnement;

3° une hypothèque.

Art. 40. § 1<sup>er</sup>. Lorsque la personne tenue de procéder à l'assainissement du sol élabore un projet d'assainissement du sol, la sûreté financière doit porter sur le montant des frais de l'assainissement du sol, tels qu'ils sont évalués dans le projet d'assainissement du sol certifié conforme par l'OVAM.

§ 2. Le montant qui peut être réclamé à celui qui fournit la sûreté, pour autant qu'il s'agisse d'une autre personne que la personne tenue de procéder à l'assainissement du sol, est limité aux frais d'assainissement du sol, tels qu'ils sont évalués dans le projet d'assainissement du sol certifié conforme par l'OVAM. Si les frais de l'assainissement du sol dépassent ce montant, la personne tenue de procéder à l'assainissement du sol doit les supporter.

§ 3. En même temps que le projet d'assainissement du sol visé à l'article 16 § 1<sup>er</sup> du décret, la personne tenue de procéder à l'assainissement du sol notifie à l'OVAM, par lettre recommandée à la poste contre récépissé ou par remise contre récépissé au siège de l'OVAM, une proposition portant sur la nature et l'étendue des sûretés financières.

§ 4. L'OVAM examine les sûretés financières proposées. Si l'OVAM approuve les sûretés, les dispositions à ce sujet sont reprises dans l'attestation de conformité. L'OVAM peut proposer des compléments ou des modifications. Si l'OVAM rejette entièrement ou partiellement les sûretés, l'OVAM somme la personne concernée de satisfaire aux règles en vigueur dans un délai d'un mois et fixe la nature et le montant des sûretés qui doivent être constituées.

Art. 41. § 1<sup>er</sup>. Si la personne tenue de procéder à l'assainissement du sol n'a pas respecté son obligation d'organiser une reconnaissance descriptive du sol, l'OVAM peut exiger des sûretés financières de 1 milliard de francs maximum, en tenant compte d'une évaluation provisoire par l'OVAM du montant des frais de l'assainissement du sol.

§ 2. Si l'OVAM élabore un projet d'assainissement du sol, l'OVAM peut exiger que le montant des sûretés financières soit majoré du montant des frais de l'assainissement du sol, évalués dans le projet d'assainissement du sol élaboré par l'OVAM. Si les frais évalués dans le projet d'assainissement du sol sont inférieurs au montant de la sûreté constituée conformément au paragraphe 1, ce dernier peut être abaissé proportionnellement.

§ 3. Le montant qui peut être exigé à celui qui fournit la sûreté, pour autant qu'il s'agisse d'une autre personne que la personne tenue de procéder à l'assainissement du sol, est limité aux frais de l'assainissement du sol, tels qu'ils sont évalués dans le projet d'assainissement du sol élaboré par l'OVAM. Si les frais dépassent ce montant, la personne tenue de procéder à l'assainissement du sol doit les supporter.

#### Sous-section 3. — Sûretés financières par le cédant

Art. 42. Les articles 39 à 41 du présent arrêté sont applicables par analogie aux sûretés financières qui doivent être constituées conformément aux articles 38 et 39 du décret.

Section 2. — Sûretés financières concernant la responsabilité possible pour des dommages causés par l'assainissement du sol et les limitations d'usage ou mesures de précaution imposées en vertu du décret

Art. 43. § 1<sup>er</sup>. Dans les cas suivants, la sûreté financière prend la forme d'une garantie d'un établissement financier :

1° si l'OVAM demande à une personne tenue de procéder à l'assainissement du sol de constituer des sûretés financières pour sa responsabilité possible pour les dommages causés par l'assainissement du sol, par des limitations d'usage ou mesures de précaution;

2° si l'OVAM demande à un cédant de constituer des sûretés financières pour sa responsabilité possible pour les dommages causés par l'assainissement du sol, par des limitations d'usage ou mesures de précaution.

§ 2. L'OVAM a en outre la possibilité d'accepter comme sûreté financière une assurance responsabilité et/ou un cautionnement.

§ 3. L'OVAM fixe le montant de la sûreté financière compte tenu d'une évaluation provisoire des risques de dommages que peuvent engendrer l'assainissement du sol, les limitations d'usage ou les mesures de précaution.

#### CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

Art. 44. § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté entrera en vigueur comme suit :

1° les articles 2, 3 et 4, le 1<sup>er</sup> octobre 1996;

2° l'article 1, pour autant que les dispositions ne soient pas encore entrées en vigueur conformément au décret, et les articles 5 à 21, le premier jour suivant le jour de publication du présent arrêté au *Moniteur belge*;

3° les articles 22 à 30, le 29 avril 1996;

4° les autres articles, le trentième jour suivant le jour de publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.  
 § 2. Les articles 36 et 41, § 2 du décret entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1996.  
 Art. 45. Le ministre flamand compétent pour l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 mars 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,

TH. KELCHTERMANS

### ANNEXE 1

#### LISTE DES ETABLISSEMENTS ET ACTIVITES POUVANT ENCENDRE UNE POLLUTION DU SOL

Numéro (1)	Etablissement ou activité	Catégorie (2)
1	PETROLE OU PRODUITS PETROLIERS	
1.1	Les établissements non inclus dans la rubrique 20.1.2., destinés au raffinage, à la distillation, au craquage, à la gazéification ou à tout autre mode de transformation du pétrole ou des produits pétroliers, avec une capacité annuelle :	
	1. jusqu'à 10.000 tonnes incl.	C
	2. de plus de 10.000 tonnes	C
	(Raffineries de pétrole brut, à l'exception de celles où uniquement des lubrifiants à base de pétrole brut sont produits : voir rubrique 20.1.2.)	
1.2	Dépôt de goudron minéral, de goudron, d'asphalte, de brai et de produits similaires dans de quantités de plus de 5.000 kg	B
2.	DECHETS (établissements pour le traitement de déchets conformément au décret du 2 juillet 1981 concernant la prévention et la gestion des déchets et à ses arrêtés d'exécution) :	
	Remarque :	
	Capacité de stockage : on entend par capacité de stockage la somme de toutes les capacités de stockage, tant des déchets, des déchets récupérés, des matières premières secondaires que des fractions restantes.	
	Exception :	
	a) le stockage provisoire de déchets à l'endroit de la production, précédant tout collectage, n'est pas un établissement destiné au traitement des déchets si le stockage s'effectue en fonction d'un transport organisé et régulier des déchets, sauf disposition contraire de la présente annexe.	
	b) le stockage de déchets provenant d'une obligation d'acceptation ou d'une obligation de reprise des matières n'est pas un établissement destiné au traitement des déchets si il est satisfait aux deux conditions suivantes :	
	— le stockage s'effectue chez le vendeur final, l'intermédiaire, le fabricant ou l'importateur des matières ;	
	— le stockage est effectué en fonction d'un transport organisé et régulier des déchets, sauf disposition contraire de la présente annexe. Ce stockage peut toutefois être classé selon une autre rubrique.	
	c) l'utilisation de déchets comme matières premières secondaires conformément à la réglementation et aux prescriptions en vigueur en la matière n'est pas un établissement pour le traitement des déchets. Cette utilisation peut toutefois être classée selon une autre rubrique.	
	d) Centres de recyclage, à savoir les établissements s'occupant du stockage, du transport, du nettoyage et/ou de la réparation d'articles ménagers de seconde main en vue de la réutilisation du produit (vêtements, livres, meubles, ustensiles, jouets, produits bruns et gros blanc) ne sont pas des établissements pour le traitement des déchets.	

- 2.1 Stockage et transbordement de déchets
- 2.1.1 Stockage de déchets non lié à un traitement des déchets C  
 Exception  
 Le stockage ci-dessous n'est pas un établissement pour le traitement des déchets :
- a) le stockage de déchets inertes provenant de la construction et de la démolition sur des terrains d'exploitation d'entrepreneurs de travaux de construction et de travaux sur les routes pour autant que les déchets stockés soient appliqués ou employés comme matières premières secondaires lors de l'exécution de l'activité professionnelle normale ;
- b) le stockage de déchets inertes provenant de la construction et de la démolition sur des terrains ou dans des installations pour lesquels une autorisation écologique ou un permis de bâtir valable a été délivré et pour autant que ce stockage contribue à la réalisation de l'objet de ladite autorisation ;
- c) le stockage des matériaux de construction récupérés.  
 Ce stockage peut toutefois être classé selon une autre rubrique (voir e.a. la rubrique 30).
- 2.1.2 Transbordement de déchets non lié à un traitement des déchets C
- 2.2 Stockage et valorisation des déchets.  
 Voir l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 avril 1994 précisant les notions d'élimination et de valorisation des déchets (M.B. du 6 mai 1994).  
 Tous les établissements sous 2.2 sont des établissements où sont effectuées des opérations permettant une valorisation d'au moins une partie des déchets. L'incinération de déchets comme combustibles, comme autre moyen de production de l'énergie ou avec récupération de substances et le nettoyage de récipient par combustion sont classés sous 2.3
- 2.2.1 Stockage et tri de :  
 Le tri consiste à réunir des déchets, selon leur type, manuellement ou à l'aide d'un outillage léger.  
 Si le tri fait partie d'autres activités classées en rapport avec les déchets, le point 2.2.1 tombe.
- a) déchets inertes A
- b) déchets ménagers collectés de manière sélective, y compris les petits déchets dangereux (parc de conteneurs). B  
 Un établissement d'un exploitant qui est chargé du collectage de déchets ménagers.
- c) déchets non dangereux composés de papier, de carton, de bois, de textile, de manière plastique, de métal, de verre, de caoutchouc, de déchets de construction et de démolition, avec une capacité de stockage de :  
 1° maximum 100 tonnes A  
 2° plus de 100 tonnes B  
 Les déchets non dangereux sont tous les déchets qui ne figurent pas sur la liste des déchets dangereux.
- d) autres déchets non dangereux, avec une capacité de stockage de :  
 1° maximum 100 tonnes A  
 2° plus de 100 tonnes B
- e) déchets dangereux C  
 Voir l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 avril 1994 précisant les notions d'élimination et de valorisation des déchets (M.B. du 6 mai 1994)
- 2.2.2 Stockage et traitement mécanique de :  
 Le traitement mécanique consiste à traiter les déchets à l'aide d'outils, sans modifier les propriétés chimiques des déchets. Il s'agit d'opérations telles que, entre autres, casser, démonter, fendre, couper, polir, presser, broyer, séparer, déchiqueter, découper au chalumeau, sabler, scier, tamiser.
- a) déchets inertes, avec une capacité de stockage de :  
 1° maximum 1.000 m<sup>3</sup> A  
 2° plus de 1.000 m<sup>3</sup> B

	b) déchets non dangereux du point 2.2.1.c), avec une capacité de stockage de :	
	1° maximum 100 tonnes	A
	2° plus de 100 tonnes	B
	c) ferraille avec une capacité de stockage de :	
	1° maximum 10 tonnes	O
	2° plus de 10 tonnes jusqu'à 100 tonnes	B
	3° plus de 100 tonnes	C
	d) épaves de véhicules, avec une capacité de stockage de :	
	1° plus de 2 à 10 épaves ou 10 tonnes	O
	2° plus de 10 épaves ou 10 tonnes jusqu'à 100 épaves ou 100 tonnes	B
	3° plus de 100 épaves ou 100 tonnes	C
	e) épaves de bateaux ou épaves autres que celles visées sous c) et d)	C
	f) autres déchets non dangereux avec une capacité de stockage de :	
	1° maximum 100 tonnes	A
	2° plus de 100 tonnes	B
	g) déchets dangereux	C
2.2.3	Stockage et traitement biologique de :	
	a) compostage aérobie exclusivement de déchets de jardins et de parcs, avec une capacité de stockage de :	
	2° plus de 1 tonne jusqu'à 100 tonnes	B
	3° plus de 100 tonnes	C
	b) déchets provenant de légumes, de fruits et de jardins (LF)	
	1° compostage aérobie	C
	2° compostage anaérobie avec ou sans extraction de méthane	C
	Exception : le compostage ménager des déchets de légumes, fruits et jardins par des particuliers n'est pas un établissement destiné au traitement des déchets.	
	c) compostage aérobie ou anaérobie, avec ou sans extraction de méthane, d'autres déchets non dangereux	C
	d) autre traitement biologique de déchets non dangereux	C
	e) traitement biologique de déchets dangereux	C
2.2.4	Stockage et traitement de déchets dangereux	
	L'élimination par incinération ou enfouissement n'est pas un traitement dans ce contexte.	
	a) stockage et traitement de matériaux à faible risque, avec une capacité de stockage de :	
	1° maximum 10 tonnes	B
	2° plus de 10 tonnes	C
	b) stockage et traitement de matériaux à faible risque	C
	c) stockage et transformation ou traitement de matériaux à haut risque	C
2.2.5	Stockage et traitement physico-chimique, combinés ou non à un traitement mécanique de :	
	Le traitement physico-chimique de déchets consiste à modifier les propriétés chimiques, la composition chimique ou la classification d'agrément des déchets. Il s'agit d'opérations telles que, entre autres, décanter, distiller, extraire, mélanger, précipiter, neutraliser, assécher, oxyder, raffiner, réduire, régénérer, fondre, solidifier. Il peut y avoir un chevauchement avec la rubrique 2.3.2.	
	a) boues non dangereuses	C
	b) boues dangereuses	C
	c) huile usée	C
	d) solvants organiques	C
	e) autres déchets non dangereux	C
	f) autres déchets dangereux	C

- 2.2.6 Stockage et nettoyage de récipients (emballages et containers) par un lavage intérieur et/ou extérieur de :
- Les containers sont des caisses pour le transport mais également des camions-citernes, des bennes pour produits en vrac, des wagons de chemins de fer, des cales.
- a) récipients qui ont contenu des substances classées comme déchets dans les déchets inertes A
- b) récipients qui ont contenu des substances biologiques classées comme déchets dans les déchets biologiques non dangereux B
- c) récipients qui ont contenu des substances classées comme déchets dans les autres déchets non dangereux B
- d) récipients qui ont contenu des substances classées comme déchets dans les déchets non dangereux.
- Exception : le lavage - par la personne chargée du remplissage ou l'utilisateur - d'emballages conçus et destinés à servir à plusieurs reprises durant leur durée de vie c'est-à-dire qui sont remplis ou utilisés plusieurs fois pour le même objectif pour lequel ils ont été conçus n'est pas un établissement destiné au traitement des déchets. C
- 2.3 Stockage et élimination de déchets
- Voir l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 avril 1994 précisant les notions d'élimination et de valorisation des déchets (M.B. du 6 mai 1994).
- Tous les établissements visés au point 2.3 sont des établissements où sont effectuées des activités conduisant à l'élimination ou au stockage définitif de déchets dans ou sur le sol.
- L'incinération de déchets comme combustibles, comme autre moyen de production d'énergie ou avec récupération de matières, et le nettoyage de récipients par combustion sont classés sous 2.3 parce que les mêmes conditions écologiques sont applicables à la valorisation et à l'élimination.
- 2.3.1. Stockage et traitement mécanique de :
- Le traitement mécanique consiste à traiter les déchets au moyen d'outils sans modifier les propriétés chimiques des déchets. Il s'agit d'opérations telles que, entre autres casser, démonter, fendre, couper, polir, presser, broyer, séparer, déchiqueter, découper au chalumeau, sabler, scier, tamiser.
- Le traitement mécanique pur et simple de déchets qui conduit à l'élimination ou au stockage définitif de déchets dans ou sur le sol est une pratique à décourager. Elle empêche la valorisation des déchets.
- a) déchets non dangereux B
- b) déchets dangereux C
- 2.3.2 Stockage et traitement physico-chimique, combinés ou non à un traitement mécanique de :
- Le traitement physico-chimique de déchets consiste à modifier les propriétés chimiques, la composition chimique ou la classification d'agrément des déchets. Il s'agit d'opérations telles que, entre autres, décanter, distiller, extraire, mélanger, précipiter, neutraliser, assécher, oxyder, raffiner, réduire, régénérer, fondre, solidifier. Il peut y avoir un chevauchement avec la rubrique 2.2.5
- a) boues non dangereuses C
- b) boues dangereuses C
- c) huile usée C
- d) solvants organiques C
- e) autres déchets non dangereux C
- f) autres déchets dangereux C
- 2.3.3. Stockage et traitement biologique de :
- a) déchets non dangereux C
- b) déchets dangereux C
- 2.3.4. Stockage et incinération, avec ou sans récupération d'énergie et avec ou sans récupération de matières de
- a) déchets de bois non traités et déchets de bois y assimilables, dans un établissement d'une capacité d'incinération nominale (voir Vlare II pour la définition) de :
- 1° moins de 1 tonne/heure O
- 2° 1 tonne/ heure ou plus A



Exception : l'incinération de morceaux de bois non traités dans des poêles à bois avec une capacité d'incinération nominale de maximum 50 kg/heure pour le chauffage d'habitations et de lieux de travail n'est pas un établissement destiné au traitement des déchets.

	b) déchets de bois traités, non dangereux	C
	c) huile usée qui répond aux critères de composition, fixés dans les conditions pour les établissements destinés au stockage et au traitement d'huile usée, dans un établissement avec une puissance nominale thermique de : (voir Vlare II pour les critères)	
	1° de moins de 500 kW	A
	2° de 500 kW jusqu'à 10 MW	B
	3° de plus de 10 MW	C
	d) autre huile usée	C
	e) déchets ménagers non dangereux	C
	f) déchets industriels non dangereux comparables aux déchets ménagers	C
	g) déchets médicaux solides, n'impliquant pas de risque	C
	h) déchets médicaux qui impliquent un risque et déchets médicaux liquides ou pâteux n'impliquant pas de risque	C
	i) charognes dans les crématoires pour animaux	C
	j) autres déchets non dangereux	C
	k) autres déchets dangereux	C
2.3.5	Stockage et nettoyage de récipients métalliques par combustion	C
2.3.6	Décharges de : (voir Vlare II pour les catégories de décharges)	
	a) catégorie 3 :	
	1° déchets inertes	
	2° monodécharge pour déchets inertes	C
	b) catégorie 2 :	
	1° déchets ménagers non dangereux	C
	2° déchets industriels non dangereux comparables aux déchets ménagers	C
	3° déchets spéciaux non dangereux	C
	4° monodécharge pour les déchets non dangereux, autres qu'inertes	C
	c) catégorie 1 :	
	1° déchets dangereux qui, après le pré-traitement éventuel nécessaire, sont conformes aux critères d'acceptation	C
	2° déchets industriels non dangereux de nature anorganique ou de nature chimique organique et déchets y comparables	C
	3° monodécharge pour les déchets dangereux qui, après le pré-traitement éventuel nécessaire, satisfont aux critères d'acceptation	C
	3. EAUX USEES ET DE REFROIDISSEMENT	
	Remarques :	
	Les établissements ci-après ne sont pas classés :	
	a) le déversement d'eaux usées domestiques dans les égouts publics, pour autant que ces eaux usées proviennent d'habitations ;	
	b) les installations d'épuration des eaux usées pour le traitement des eaux usées domestiques qui appartiennent à des habitations individuelles.	
3.6	Installations d'épuration des eaux usées, y compris le déversement d'effluents :	
	2. pour le traitement des eaux usées industrielles qui ne contiennent pas des substances dangereuses visées à l'annexe 2C au titre I du Vlare II, avec un effluent :	
	2° de plus de 5 m <sup>3</sup> /h jusqu'à 200 m <sup>3</sup> /h	O
	3° de plus de 200 m <sup>3</sup> /h	A

3. pour le traitement des eaux usées industrielles qui contiennent une ou plusieurs des substances dangereuses visées à l'annexe C au titre I du Vlarems dans des concentrations supérieures aux normes de qualité écologiques en vigueur pour les eaux de surfaces qui les reçoivent, avec un effluent :
- 1° jusqu'à 50 m<sup>3</sup>/h A
  - 2° de plus de 50 m<sup>3</sup>/h B
4. pour le traitement des eaux usées transportées via les égouts et/ou collecteurs publics A
4. REVETEMENTS (peintures, vernis, encres, émaux, métaux en poudre et produits assimilés, décapants et mordants).
- 4.1 Etablissements pour la production de laques, peintures, encres d'imprimerie et/ou pigments et la préparation de revêtements avec une puissance connectée totale :
- 2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW B
  - 3. de plus de 200 kW C
- 4.2 Etablissements pour l'application de revêtements par immersion. C
- 4.3 Etablissements pour l'application mécanique, pneumatique ou électrostatique de revêtements
- (à l'exception de l'application de revêtements à l'aide d'un pinceau ou d'une brosse, l'application de revêtements sur un bâtiment ou toute autre construction fixe et l'application de marquages sur les routes)
- a) établissements dotés d'une installation de filtre utilisant du charbon actif pour l'absorption des effluents gazeux ou d'une installation similaire, ainsi que les établissements où sont exclusivement utilisées des peintures solubles dans l'eau, avec une puissance connectée totale :
- 1° de 5 kW jusqu'à 25 kW compris A
  - 2° de plus de 25 kW jusqu'à 200 kW compris B
  - 3° de plus de 200 kW C
- b) établissements autres que ceux visés sous a) avec une puissance connectée totale
- 1° de 5 kW jusqu'à 10 kW compris A
  - 2° de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW compris B
  - 3° de plus de 200 kW B
- 4.4 Etablissements pour le traitement thermique d'objets recouverts de revêtements, lorsque le volume intérieur des fours excède 0,25 m<sup>3</sup>. B
- 4.5 Dépôts de revêtements de plus de 10 tonnes, à l'exception de ceux visés à la rubrique 48. O
5. BIOCIDES (pesticides, herbicides, insecticides, etc.)
- 5.1 Etablissements pour la préparation ou la formulation de biocides, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 5.4. C
- 5.2 Etablissements pour le conditionnement de biocides C
- 5.3 Dépôts de biocides, à l'exception de ceux visés à la rubrique 48 :
- 1. de plus de 0,5 tonne à 2 tonnes O
  - 2. de plus de 2 tonnes B
- 5.4 Production de pesticides avec une capacité annuelle :
- 1. jusqu'à 30.000 tonnes C
  - 2. de plus de 30.000 tonnes C
- BIOTECHNOLOGIE : voir rubrique 51.
6. COMBUSTIBLES (SOLIDES)
- 6.1 Etablissements pour le traitement et la transformation mécaniques de combustibles solides avec une puissance connectée totale :
- 2. de plus de 10 kW à 200 kW A
  - 3. de plus de 200 kW B

- 6.2 Dépôts de combustibles solides, à l'exception de ceux visés à la rubrique 48 :  
(zones définies selon les notions de l'arrêté royal du 28 décembre 1972 relatif à la présentation et à la mise en oeuvre des projets de plans et des plans de secteur)
- 1° dans les zones d'habitat et les zones d'extension d'habitat, dépôts d'une capacité de plus de 5 tonnes et :
- a) d'une superficie de maximum 2,5 ha  
entièrement couverte O  
non entièrement couverte B
- b) d'une superficie de plus de 2,5 ha  
entièrement couverte A  
non entièrement couverte C
- 2° dans les autres zones, dépôts d'une capacité de plus de 20 tonnes et :
- a) d'une superficie de maximum 10 ha  
entièrement couverte O  
non entièrement couverte B
- b) d'une superficie de plus de 10 ha  
entièrement couverte A  
non entièrement couverte C
7. PRODUITS CHIMIQUES (voir également rubriques 17. et 20.4.)
- 7.1 Etablissements non repris ailleurs pour la production, la transformation de produits chimiques organiques ou inorganiques au moyen des procédés :
- d'alkylation ;
  - d'amination à l'ammoniac ;
  - de carbonylation ;
  - de condensation ;
  - de déshydrogénation ;
  - d'estérification ;
  - d'halogénéation et fabrication d'halogènes ;
  - d'hydrogénation ;
  - d'hydrolyse ;
  - d'oxydation ;
  - de polymérisation ;
  - de désulfuration, synthèse et transformation de composés sulfurés ;
  - de nitration et synthèse de composés azotés ;
  - de synthèse de composés phosphorés ;
  - de distillation ;
  - d'extraction ;
  - de solvation ;
  - de mixtion ;
- avec une capacité annuelle :
1. jusqu'à 1.000 tonnes B
2. de plus de 1.000 tonnes jusqu'à 10.000 tonnes C
3. de plus de 10.000 tonnes C
- 7.2 Installations chimiques intégrées, notamment les installations pour la transformation, au moyen de réactions chimiques, des :
- a) hydrocarbures de la série grasse insaturés dont les molécules contiennent moins de 5 atomes de carbone :
1. avec une capacité de traitement jusqu'à 10 tonnes par an ; B
2. avec une capacité de traitement de 10 tonnes ou plus par an ; C

- b) hydrocarbures cycliques insaturés, y compris les aromates, dont les molécules contiennent moins de 9 atomes de carbone :
1. avec une capacité de traitement jusqu'à 10 tonnes par an B
  2. avec une capacité de traitement de plus de 10 tonnes par an C
- 7.3 Installations pétrochimiques ou usines connexes pour le craquage ou la gazéification du naphte, du gasoil, du G.P.L. ou d'autres produits du fractionnement du pétrole, ainsi que la chimie organique en dérivée, non reprise ailleurs, avec une capacité de traitement :
1. de moins de 500.000 tonnes par an ; C
  2. de 500.000 tonnes ou plus par an. C
- 7.4 Etablissements pour la préparation d'une des substances suivantes :
- a) les phénols, les disulfures de carbone et les mercaptanes, avec une capacité annuelle :
1. jusqu'à 10 tonnes B
  2. de 10 tonnes ou plus C
- b) les amines et les composés organiques halogénés, avec une capacité annuelle :
- 1° jusqu'à 10 tonnes B
  - 2° de 10 tonnes ou plus C
- 7.5 Production du chlore par électrolyse et/ou le procédé utilisant le mercure ou le diaphragme avec une capacité annuelle :
1. jusqu'à 10 tonnes B
  2. de 10 tonnes ou plus. C
- 7.6 Fabrication de peroxydes organiques et inorganiques avec une capacité annuelle :
1. jusqu'à 10 tonnes B
  2. de 10 tonnes et plus C
- 7.7 Production des acides chlorhydriques, de leurs dérivés et de leurs polymères, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 5, avec une capacité annuelle :
1. jusqu'à 10 tonnes B
  2. de 10 tonnes et plus C
- 7.8 Production du pentachlorophénate de sodium par électrolyse du hexachlorobenzène avec une capacité annuelle :
1. jusqu'à 10 tonnes B
  2. de 10 tonnes et plus C
- 7.9 Production du sel de soude (carbonate de soude) comme produit fini et/ou du chlorure de calcium et du chlorure de sodium comme produits secondaires avec une capacité de production annuelle, respectivement de produits finis et de produits secondaires :
1. jusqu'à 10 tonnes B
  2. de 10 tonnes et plus C
- 7.10 Production de la cellulose de méthyle, par l'action du chlore de méthyle sur la cellulose, avec une capacité annuelle :
1. jusqu'à 10 tonnes B
  2. de 10 tonnes et plus C
10. BOISSONS
- 10.1. Les malteries, brasseries et installations pour la fabrication d'eaux gazeuses, boissons rafraîchissantes, boissons alcoolisées ou liqueurs, cidres, vins de fruits, vins mousseux, etc., ainsi que les entreprises de conditionnement de boissons et les ateliers de mise en bouteilles avec une puissance connectée totale :
3. de plus de 200 kW O
- 10.2 Distilleries et usines de fermentation avec une puissance connectée totale :
3. de plus de 200 kW O

- |       |  |        |
|-------|--|--------|
| 11.   | IMPRIMERIES ET INDUSTRIE GRAPHIQUE (travaux d'imprimerie sur papier, tissu, métal), matières synthétiques, etc., procédés photographiques, reliure) :  |        |
| 11.1  | Etablissements pour les travaux d'imprimerie au sens le plus large, notamment impression en relief, à plat, en creux et flexographie, la sérigraphie, la floculation, la photocopie, le microfilm, la reproduction de plans, la fabrication de circuits imprimés, l'impression électronique, et ce sur papier, métal, verre (sauf la décoration de verre creux) le plastique, le tissu et tous les autres métaux.<br>Avec une puissance connectée totale :<br>2° de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW<br>3° de plus de 200 kW<br>Un appareil installé individuellement dans un local pour la photocopie, la reproduction de plans ou l'impression électronique n'est pas classé, même si la puissance totale de tous les appareils de ce type installés individuellement dans un établissement ou une unité technico-écologique s'élève à 5 kW ou plus. | O<br>A |
| 11.2  | Composition, préparations et finitions de l'industrie graphique comme la conception graphique, la composition et la mise en page, la photoreprographie, la préparation de clichés, la gravure de planches et d'estampes, la reliure, la finition et le perfectionnement, avec une puissance connectée totale :<br>2° de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW<br>3° de plus de 200 kW   | O<br>A |
| 12.   | ELECTRICITE  |        |
| 12.1. | Production d'électricité : établissements non visés à la rubrique 43.2 pour la production d'électricité, à l'exception des aspects qui concernent le cycle du combustible nucléaire, avec une puissance électrique totale installée :<br>1. de 100 kW jusqu'à 10.000 kW<br>2. de plus de 10.000 kW   | O<br>A |
| 12.2  | Transformateurs (utilisation de) avec une capacité individuelle nominale :<br>2. de plus de 1.000 kVA  | O      |
| 12.4. | Appareils et conducteurs électriques et électroniques. Etablissements pour la fabrication d'appareils électriques et électroniques, circuits imprimés, puces, cellules solaires et conducteurs avec une puissance connectée totale :<br>2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW<br>3. de plus de 200 kW<br>(Centrales thermiques : voir la rubrique 20.1.4.)  | O<br>A |
| 13.   | PRODUITS PHARMACEUTIQUES   |        |
| 13.1  | Etablissements pour la préparation industrielle ou la formulation de produits pharmaceutiques  | B      |
| 13.2. | Etablissements pour le conditionnement et l'emballage de produits pharmaceutiques avec une puissance connectée totale :<br>3. de plus de 200 kW  | O      |
| 13.3  | Dépôts de produits pharmaceutiques, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 48, avec une capacité de plus de 10 tonnes   | O      |
| 14.   | PRODUITS PHOTOGRAPHIQUES (pellicules, plaques, papiers, etc.)<br>Etablissements pour la fabrication de produits photographiques avec une puissance connectée totale :<br>2. de 10 kW jusqu'à 200 kW<br>3. de plus de 200 kW  | O<br>A |
| 15.   | GARAGES, PARCS DE STATIONNEMENT ET ATELIERS DE REPARATIONS POUR DES VEHICULES A MOTEUR.  |        |
| 15.1  | Emplacement couvert ou non où sont garés :<br>2. plus de 25 véhicules automobiles et/ou remorques, à l'exclusion des voitures particulières  | A      |
| 15.2  | Ateliers de réparation de véhicules à moteur (y compris les travaux de carrosserie), autres que ceux visés à la rubrique 15.3  | A      |

15.3	Ateliers pour la révision, la réparation et l'entretien de véhicules à moteur à l'aide de plusieurs fosses de réparation ou ponts (y compris les travaux de carrosserie).	A
17.	SUBSTANCES DANGEREUSES	
17.2	Activités industrielles et dépôts comportant des risques d'accidents majeurs (Directive 82/501/CEE du 24 juin 1982 de la C.E. concernant les risques d'accidents majeurs dus à certaines activités industrielles) :	
17.2.1	Etablissements visés à l'annexe 5 du titre I du Vlareem qui	
	1° tombent sous l'application de l'article 7 du titre I du Vlareem	C
	2° sont soumis à une obligation de rapport de sécurité conformément à l'article 7, § 3 du titre I du Vlareem	C
17.2.2	Les dépôts de substances mentionnées à l'annexe 6, partie I et II du titre I du Vlareem, à l'exception de ceux visés à la rubrique 48 :	
	1° avec des quantités présentes minimum à partir de celles mentionnées dans la première colonne de l'annexe 6 (établissements régis par l'article 7 du titre I du Vlareem)	
	2° avec des quantités présentes minimum à partir de celles mentionnées dans la deuxième colonne de l'annexe 6 (établissements soumis à une obligation de rapport de sécurité conformément à l'article 7, § 3 du titre I du Vlareem)	C
17.3.	Etablissements ou dépôts pour substances dangereuses non classés sous 17.2 et 17.4.	
	Pour l'application de la présente rubrique, on considère comme "substances dangereuses" les substances visées à l'annexe 7 du titre I du Vlareem	
17.3.1	Etablissements pour la production industrielle de substances très toxiques, toxiques, extrêmement inflammables, très inflammables, explosibles ou dangereuses pour l'environnement avec une capacité annuelle :	
	1° jusqu'à 10 tonnes	B
	2° de plus de 10 tonnes	C
17.3.2	Etablissements pour le stockage de substances très toxiques, toxiques et explosibles, à l'exception de ceux visés à la rubrique 48, avec une capacité :	
	2° de plus de 100 kg à 1 tonne	B
	3° de plus de 1 tonne	C
17.3.3	Dépôts pour substances oxydantes, nocives, corrosives et irritantes, à l'exception de ceux visés à la rubrique 48, avec une capacité totale de stockage	
	2° de plus de 1.000 kg à 50.000 kg	B
	3° de plus de 50.000 kg	C
17.3.4	Dépôts pour substances liquides extrêmement inflammables et très inflammables, à l'exception de ceux visés à la rubrique 48, avec une capacité totale de stockage :	
	2° de plus de 500 l à 30.000 l	A
	3° de plus de 30.000 l	B
17.3.5	Dépôts pour substances liquides inflammables, à l'exception de ceux visés à la rubrique 48, avec une capacité totale de stockage :	
	2° de plus de 5.000 l à 100.000 l	A
	3° de plus de 100.000 l	B
17.3.6	Dépôts pour substances liquides dont le point d'inflammabilité est supérieur à 55° C mais n'excède pas 100 °C, à l'exception de ceux visés à la rubrique 48, avec une capacité totale de stockage :	
	2° de plus de 20.000 l à 500.000 l	B
	3° de plus de 500.000 l	C
17.3.7	Dépôts pour les substances liquides dont le point d'inflammabilité est supérieur à 100 °C, à l'exception de ceux visés à la rubrique 48, avec une capacité totale de stockage :	
	2° de plus de 50.000 l à 5.000.000 l	B
	3° de plus de 5.000.000 l	C
17.3.8	Dépôts pour les substances dangereuses pour l'environnement, à l'exception de ceux visés à la rubrique 48, avec une capacité de stockage :	
	2° de plus de 1 tonne à 100 tonnes	B
	3° de plus de 100 tonnes	B

17.3.9	Installations pour la réception, le stockage et le chargement d'hydrocarbures liquides destinés à un distributeur ou un consommateur comme produit intermédiaire ou produit fini (entre autres installations de distribution de carburant)	
	2° autres établissements	B
	EAUX SOUTERRAINES : voir rubrique 52.	
19.	BOIS (bois, écorce de bois, roseau, lin, paille ou matières similaires)	
19.1	Usines de feuilles de placage, de panneaux de contre-plaqué, de fibres de bois et d'aggloméré autres que ceux visés à la rubrique 19.2. avec une puissance connectée totale :	
	3. de plus de 200 kW	O
19.2	Production de panneaux de fibres de bois et d'autres panneaux principalement composés de bois, fabriqués par voie humide, avec une puissance connectée totale :	
	3. de plus de 200 kW	O
19.3	Etablissements pour le traitement mécanique et la fabrication d'articles en bois, roseau, paille ou des matières similaires avec une puissance connectée totale :	
	3. de plus de 200 kW	O
19.4	Etablissements pour le traitement chimique du bois et de matières similaires	C
20.	ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS APPARTENANT AUX CATEGORIES SUIVANTES, AUXQUELS LA DIRECTIVE 84/360/CEE DU 28 JUIN 1984 DE LA C.E. RELATIVE A LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE EN PROVENANCE DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES EST APPLICABLE (les seuils mentionnés dans la présente rubrique ont trait à la capacité de production) :	
20.1	Industrie de l'énergie (voir aussi sous la rubrique 6).	
20.1.1	Etablissement pour la cokéfaction de la houille avec une capacité annuelle :	
	1. de 1.000 tonnes jusqu'à 10.000 tonnes	B
	2. de plus de 10.000 tonnes	C
20.1.2	Raffineries de pétrole brut, à l'exception de celles où uniquement des lubrifiants à base de pétrole brut sont produits	C
20.1.3	Installations de gazéification et de liquéfaction de la houille ou de schistes bitumineux traitant :	
	1. de 10 tonnes jusqu'à 100 tonnes de houille ou de schistes bitumineux par jour	B
	2. 100 tonnes ou plus de houille ou de schistes bitumineux par jour.	C
20.2	Production et transformation des métaux	
20.2.1	Installations de calcination, de pellettisation ou de frittage de minerais avec une capacité annuelle :	
	1. de 1.000 tonnes jusqu'à 100.000 tonnes	B
	2. de 100.000 tonnes ou plus	C
20.2.2	Usines intégrées à hauts-fourneaux pour la production de fonte brute et d'acier	B
20.2.3	Fonderies de métaux ferreux équipées d'installations de fusion avec une capacité totale :	
	1. de 1 tonne jusqu'à 5 tonnes	O
	2. de plus de 5 tonnes	A
20.2.4	Etablissements pour la production et la fusion de métaux non-ferreux, équipés d'installations avec une capacité totale :	
	a) pour les métaux lourds :	
	1. jusqu'à 1 tonne	B
	2. de plus de 1 tonne	C
	b) pour les métaux légers :	
	1. jusqu'à 0,5 tonne	A
	2. de plus de 0,5 tonne	B

20.2.5	Etablissement pour la fabrication de métaux non-ferreux primaires avec une capacité annuelle de 50.000 tonnes ou plus	C
20.3	Industries des produits minéraux non-métalliques	
20.3.1	Etablissements de production de ciment et de chaux par fours rotatifs avec une puissance connectée totale : 2° de 200 kW ou plus	O
20.3.2	Etablissements de production et de transformation de produits à base d'amiante (voir aussi sous la rubrique 30.6.) a) Activités industrielles faisant usage d'amiante, avec une puissance connectée totale : 1° jusqu'à 200 kW 2° de plus de 200 kW b) fabrication de ciments d'amiante non visés sous d) ci-après c) Production de papiers d'amiante ou de cartons d'amiante non visés sous d) ci-après d) Installations d'extraction d'amiante ainsi que de traitement et de mise en œuvre d'amiante et de produits à base d'amiante : 1. pour les produits en ciment d'amiante, avec une production annuelle : — de moins de 20.000 tonnes de produits finis — de 20.000 tonnes et plus de produits finis 2. pour les garnitures de freins, une production annuelle : — de moins de 50 tonnes de produits finis — de plus de 50 tonnes de produits finis 3. ainsi que pour les autres possibilités de mise en œuvre de l'amiante, mettant en œuvre : — moins de 200 tonnes par an — plus de 200 tonnes par an	A B B B A B A B A B
20.3.4	Etablissements pour la fabrication du verre (verre plat, creux et spécial) avec une capacité annuelle : 1. de 1.000 tonnes jusqu'à 5.000 tonnes 2° de plus de 5.000 tonnes	A B
20.3.5	Etablissements pour la fabrication de grosse céramique, notamment les briques réfractaires, les tuyaux de grès, les briques de parement et de carrelage et les tuiles de toiture, avec une puissance connectée totale : 2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW 3. de plus de 200 kW.	O A
20.4.	Industrie chimique (voir également rubrique 7.)	
20.4.1	Etablissements chimiques pour la production d'alcènes, dérivés d'alcènes, monomères et polymères, non visés à la rubrique 7.3. : 1. avec une capacité de production jusqu'à 10 tonnes par an 2. avec une capacité de production de 10 tonnes ou plus par an	B C
20.4.2	Etablissements chimiques pour la fabrication de produits intermédiaires organiques non visés à la rubrique 7 : 1. avec une capacité de production jusqu'à 10 tonnes par an 2. avec une capacité de production de 10 tonnes ou plus par an	B C
20.4.3	Etablissements pour la fabrication de produits chimiques inorganiques de base non visés à la rubrique 7 : 1. avec une capacité de production jusqu'à 10 tonnes par an 2. avec une capacité de production de 10 tonnes ou plus par an (Etablissements pour l'élimination de déchets toxiques et dangereux par incinération : voir la rubrique 2.8). (Etablissements pour le traitement d'autres déchets solides et liquides par incinération : voir la rubrique 2.7)	B C



20.5	Industries diverses.	
	Etablissements pour la fabrication de pâte de papier par voie chimique avec une capacité de production :	
	1. de 1.000 tonnes jusqu'à 25.000 tonnes par an	B
	2. de 25.000 tonnes ou plus par an	C
21.	TEINTURES ET PIGMENTS	
21.1	Etablissements pour la production de teintures et pigments naturels avec une puissance connectée totale :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	B
	3. de plus de 200 kW	C
21.2	Etablissements pour la production de teintures et pigments artificiels, avec une puissance connectée totale :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	B
	3. de plus de 200 kW	C
21.3	Dépôts de teintures et de pigments, à l'exception de ceux visés à la rubrique 48, avec une capacité de plus de 10 tonnes	O
22.	PRODUITS COSMETIQUES (parfums, crèmes, poudres et produits analogues)	
22.1	Etablissements pour la préparation ou le conditionnement de produits cosmétiques avec une puissance connectée totale :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	O
	3 de plus de 200 kW	A
22.2	Dépôts de produits cosmétiques, à l'exception de ceux visés à la rubrique 48, avec une capacité de plus de 10 tonnes	O
23.	MATIERES PLASTIQUES (matières synthétiques macromoléculaires)	
23.1	Etablissements pour la production industrielle de matières plastiques avec une puissance connectée totale :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	B
	3. de plus de 200 kW	C
23.2	Etablissements pour le traitement de matières plastiques et la fabrication d'objets en matière plastique avec une puissance connectée totale :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	O
	3. de plus de 200 kW	A
24.	LABORATOIRES (intégrés ou non dans un établissement repris ailleurs)	
24.1	Laboratoires exerçant une activité biologique ou chimique, minérale ou organique quelconque aux fins de recherches, expériences, analyses, applications ou développement de produits, contrôles de qualité de produits ou dans un but didactique, dont les eaux usées déversées contiennent, par mois et par substance reprise à la liste I de l'annexe 2C de l'arrêté du Gouvernement flamand fixant le règlement flamand relatif à l'autorisation écologique, une quantité de ces substances dangereuses :	
	2. de plus de 1 kg	O
24.4	Laboratoires non visés à la rubrique 24.1	O
25.	CUIR (peaux, cuir, fourrures, poils, plumes, duvet)	
25.1	Tanneries et mégisseries	C
25.2	Autres établissements pour le traitement de peaux, cuir, fourrures, poils, plumes et duvet, telles que les usines de pelletterie et de fourrures (y compris la préparation, la teinture et le nettoyage), les usines de chapeaux de feutre et de poils en textile avec une puissance connectée totale :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	B
	3. de plus de 200 kW	C
25.5	Etablissements pour la fabrication d'articles de cuir par procédés mécaniques avec une puissance connectée totale :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	O
	3. de plus de 200 kW	A

26.	COLLES ET GELATINE IMPROPRE A LA CONSOMMATION	
26.1	Etablissements pour la préparation de colles avec une puissance connectée totale :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	B
	3. de plus de 200 kW	C
26.2	Dépôts de plus de 10 tonnes de colles et de gélatine impropre à la consommation, à l'exception de ceux visés à la rubrique 48, de plus de 10 tonnes	O
26.3	Etablissements pour la production de gélatine et d'osseiné avec une puissance connectée totale :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	B
	3. de plus de 200 kW	C
27.	ALLUMETTES, FLAMBEAUX ET PRODUITS ANALOGUES	
27.1	Etablissements pour la production d'allumettes, flambeaux et produits analogues	C
28.	ENGRAIS	
28.1	Engrais artificiels, par lesquels on entend toute substance, composée d'une ou plusieurs matières, produite spécialement pour être épanchée sur le sol afin de favoriser la croissance des terres arables, à l'exclusion des engrais animaux :	
	a) Production d'engrais phosphatés, de superphosphates, d'acides phosphoriques et de phosphates techniques, avec une puissance connectée totale :	
	1. de 5 kW jusqu'à 200 kW	A
	2. de plus de 200 kW	B
	b) Production d'engrais azotés avec une puissance connectée totale :	
	1. de 5 kW jusqu'à 200 kW	A
	2. de plus de 200 kW	B
	c) Production d'engrais composés avec une puissance connectée totale :	
	1. de 5 kW jusqu'à 200 kW	A
	2. de plus de 200 kW	B
	d) Activités de production liées ou connexes à celles des sous-rubriques a), b) ou c) mais ne pouvant y être assimilées en raison de leur nature spéciale ou différente, usant d'une puissance connectée totale :	
	1. de 5 kW jusqu'à 200 kW	A
	2. de plus de 200 kW	B
	e) Etablissements pour le traitement et le conditionnement d'engrais artificiels avec une puissance connectée totale de plus de 5 kW	O
	f) Dépôts d'engrais chimiques, autres que ceux visés à la rubrique 48, avec une capacité de stockage : 2 ° de plus de 100 tonnes	B
28.3	Etablissements où des excréments animaux sont traités ou transformés	
	a) avec une capacité de traitement et de transformation inférieure ou égale à 1.000 tonnes d'engrais sur base annuelle	A
	b) avec une capacité de traitement et de transformation supérieure à 1.000 tonnes d'engrais animal sur base annuelle	B
29	METAUX (voir également rubrique 20.2)	
29.1	Minerais :	
29.1.1	Etablissements pour le traitement de minerais non visés à la rubrique 20.2.1. avec une puissance connectée totale :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	B
	3. de plus de 200 kW	C
29.1.2	Etablissements pour le stockage ou le transbordement de minerais, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 48, avec une superficie totale :	
	1. de 1 ha jusqu'à 10 ha	
	entièrement couvert	O
	non entièrement couvert	B
	2. de 10 ha ou plus	
	entièrement couvert	A
	non entièrement couvert	C

29.2	Fers et aciers : (Etablissements pour la production de fer et d'acier : voir la rubrique 20.2.2.)	
29.2.1	Laminoirs	C
29.2.2	Tréfileries de fils en acier	C
29.3	Métaux non-ferreux : (Etablissements pour la production de métaux non-ferreux : voir la rubrique 20.2.4.)	
29.3.1	Laminoirs ou tréfileries avec une puissance connectée totale :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	B
	3. de plus de 200 kW	C
29.4	Fonderies et métaux en poudre :	
29.4.1	Fonderies utilisant des creusets avec une capacité totale :	
	a) de 1 dm <sup>3</sup> à 1 m <sup>3</sup>	B
	b) de plus de 1 m <sup>3</sup>	C
29.4.2	Métaux en poudre (établissements pour la production de)	C
29.4.3	Etablissements pour la production d'oxydes de métal	C
29.5	Métaux ou objets en métal (façonnage ou traitement de)	
29.5.2	Forges et établissements pour le traitement mécanique des métaux et la fabrication d'objets en métal avec une puissance connectée totale :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	O
	3. de plus de 200 kW	A
29.5.3	Etablissements pour le traitement thermique des métaux ou objets en métal avec une puissance thermique :	
	2° de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	O
	3° de plus de 200 kW	A
29.5.4	Etablissements pour le traitement physique, le traitement au jet de sable ou d'autres matières des métaux ou objets en métal (à l'exception du jet contre un bâtiment ou toute autre construction fixe), avec une capacité connectée totale :	
	2° de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	O
	3° de plus de 200 kW	A
29.5.5	Etablissements pour le traitement électronique ou chimique de métaux ou d'objets en métal à l'aide de bains avec une contenance totale :	
	2. de plus de 100 l à 5.000 l	B
	3. de plus de 5.000 l	C
29.5.6	Recouvrement de métaux ou d'objets en métal par immersion dans des bains de métaux liquéfiés (galvanisation, étamage, etc.) avec une contenance totale :	
	2. de plus de 100 l à 5.000 l	B
	3. de plus de 5.000 l	C
29.5.7	Dégraissage de métaux ou d'objets en métal au moyen de dissolvants halogénés ou inflammables dans des cuves avec une contenance totale :	
	2. de plus 1.000 l à 5.000 l	B
	3. de plus de 5.000 l	C
30.	PRODUITS MINÉRAUX (non-métalliques), MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION et MATÉRIAUX SIMILAIRES (voir aussi la rubrique 20.3.)	
30.2	Etablissements pour la fabrication d'objets en argile, plâtre, cendre, etc., ou en céramique, terre cuite, béton et d'autres matériaux similaires, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 20.3.5., avec une puissance connectée totale :	
	b) de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	A
	c) de plus de 200 kW	B
30.4	Centrales à béton asphaltique	C
30.5	Etablissements pour la mise en œuvre de l'amiante libre	B
30.6	Etablissements pour le traitement mécanique d'objets contenant de l'amiante avec une puissance totale :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	A
	3. de plus de 200 kW	B

30.7	Etablissements pour le façonnage du marbre, de la pierre de taille et de la pierre artificielle avec une puissance totale :	
	3. de plus de 200 kW	O
30.9	Briqueteries	O
32.	ETABLISSEMENTS DE RECREATION ET STANDS DE TIR	
32.7	Stands de tir pour :	
	2. armes à feu	A
33.	PAPIER (pâte à papier, papier, carton et matières similaires)	
33.1	Usines de pâte à papier :	
	a) utilisant le bisulfite de calcium, avec une puissance :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	O
	3. de plus de 200 kW	O
	b) n'utilisant pas le bisulfite de calcium, avec une puissance :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	O
	3. de plus de 200 kW	O
33.2	Usines de papier et de carton :	
	a) Fabrication de papier contenant moins de 15 % de cendres, fabrication du kraft, du liner et d'emballages de haute qualité et/ou de papier-linge avec une puissance connectée totale :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	O
	3. de plus de 200 kW	O
	b) Fabrication de papier contenant 15 % et plus de cendres, de papier contenant plus de 25 % de pâte de bois et/ou de papier couché avec une puissance connectée totale :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	O
	3. de plus de 200 kW	O
	c) Fabrication de papier à base de vieux papier (plus de 60 % avec une puissance connectée totale :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	O
	3. de plus de 200 kW	O
	d) Fabrication de papier spécial et de carton avec une puissance connectée totale :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	O
	3. de plus de 200 kW	O
34.	PRODUITS DE NETTOYAGE (savons, détergents ou produits similaires) et PRODUITS A RECUPERER	
34.1	Savonneries et établissements produisant des matières brutes pour la fabrication d'agents tensioactifs et/ou mettant en oeuvre lesdites matières à des fins techniques, avec une puissance connectée totale :	
	b) de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	A
	c) de plus de 200 kW	B
34.2	Etablissements pour la préparation et le conditionnement de produits de nettoyage et à récupérer avec une puissance connectée totale :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	A
	3. de plus de 200 kW	B
34.3	Dépôts de produits de nettoyage et à récupérer avec une capacité de plus de 10 tonnes, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 48.	O
36.	CAOUTCHOUC (caoutchouc et autres élastomères)	
36.1	Etablissements pour la production de caoutchouc synthétique	C
36.2	Usines de pneus	B
36.3	Etablissements pour la fabrication ou le traitement d'autres objets en caoutchouc avec une puissance connectée totale :	
	3. de plus de 200 kW	A
	CHANTIERS DE DEMOLITION : voir rubrique 2.2.2	

38.	EXPLOSIFS	
38.1	Etablissements pour la préparation, le traitement ou la mise en oeuvre d'explosifs, à l'exception des ateliers pour le chargement de cartouches de chasse des armuriers et d'autres détaillants	C
	INSTALLATIONS DE CHAUFFE : voir rubrique 43.	
40.	TABAC	
40.1	Etablissements pour le traitement du tabac ou la fabrication d'articles à tabac avec une puissance connectée totale :	
	3. de plus de 200 kW	O
41.	TEXTILE (fibres, fils, laine, tissus, tricot, travaux de tressage, articles de textile et produits similaires)	
41.3	Usines de dégraissage de laine, laveries de laine ainsi que le peignage et/ou la carbonisation de la laine avec une puissance connectée totale :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	A
	3. de plus de 200 kW	B
41.4	Etablissements pour le nettoyage et le traitement chimiques ainsi que l'ennoblissement du textile (exception faite des établissements visés à la rubrique 41.9) avec une puissance connectée totale :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	B
	3. de plus de 200 kW	C
41.6	Etablissements pour la fabrication de tapis avec une puissance connectée totale de :	
	3. plus de 200 kW	O
41.7	Etablissements pour l'application de sous-couches synthétiques de tapis	O
41.8	Etablissements pour le rouissage du lin, du chanvre et de matières fibreuses similaires	B
41.9	Production de viscose (xanthogénate de soude cellulosique) pour fibres, filaments, pellicules, éponges, boyaux synthétiques, etc. avec une puissance connectée totale	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	B
	3. de plus de 200 kW	C
	CENTRALES THERMIQUES : voir rubrique 43.	
42.	USINES DE MOYENS DES TRANSPORT	
42.1	Etablissements pour la fabrication et l'assemblage de moyens de transport tels que voitures, autobus, tracteurs, semi-remorques, avions, hélicoptères et leurs moteurs	B
42.2	Chantiers de construction navale	B
42.3	Etablissements pour l'entretien et la réparation industriels d'avions, hélicoptères et leurs moteurs	B
42.4	Etablissements pour la fabrication et l'assemblage de bicyclettes et motocyclettes avec une puissance connectée totale :	
	2. de plus de 10 kW jusqu'à 200 kW	A
	3. de plus de 200 kW	B
43.	INSTALLATIONS D'INCINERATION	
	Les installations d'incinération dans lesquelles des déchets sont traités ou utilisés comme combustibles sont exclusivement classées dans la rubrique 2.3.4.	
	Si les déchets sont utilisés comme combustible auxiliaire ou d'adjonction tant les rubriques 2.3.4 que 43 sont d'application.	
43.1	Installations d'incinération sans génération d'électricité (installations de chauffe et autres), avec une puissance calorifique :	
	3° de plus de 5.000 kW	O
43.2	Installations d'incinération avec génération d'électricité (centrales thermiques), y compris la transformation de celle-ci en autre combustible, avec une puissance calorifique :	
	2° de plus de 5.000 kW	O

44. GRAISSES, CIRES, HUILES, PARAFFINE, GLYCERINE, STEARINE, RESINES ET AUTRES PRODUITS SIMILAIRES IMPROPRES A LA CONSOMMATION ( voir aussi sous la rubrique 2.11.)
- 44.1 Fonderies de graisse avec une puissance connectée totale de :  
3. plus de 200 kW O
- 44.2 Etablissements pour la production ou le traitement des huiles et graisses, cires ou autres matières grasses inconsommables d'origine végétale et/ou animale, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 44.1, avec une puissance connectée :  
3. de plus de 200 kW O
- 44.3 Dépôts de graisses, cires, huiles ou autres matières grasses inconsommables, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 48 O
45. INDUSTRIE ET COMMERCE ALIMENTAIRES
- 45.1 Abattoirs et établissements d'abattage privés :  
a) pour des animaux de boucherie autres que ceux visés sous b) O  
b) pour la volaille et les lapins :  
2. de plus de 1.000 animaux par jour O
- 45.2 Fonderies de graisses alimentaires avec une puissance connectée totale :  
3. de plus de 200 kW O
- 45.3 Etablissements pour la préparation de graisses alimentaires d'origine végétale ou animale (huiles, graisses, margarines, gélatine, etc.) avec une puissance connectée totale :  
3. de plus de 200 kW O
- 45.7 Usines d'amidon et de dérivés d'amidon O
- 45.9 Etablissements pour la fabrication et le raffinage du sucre et râperies de betteraves avec une puissance connectée totale :  
3. de plus de 200 kW O
- 45.15 Etablissements pour la fabrication du vinaigre avec une puissance connectée :  
3. de plus de 200 kW O
46. BLANCHISSERIES  
Avec une puissance connectée totale :  
3. de plus de 200 kW O
48. ZONES PORTUAIRES  
Dépôts de transit situés dans les zones portuaires, à l'exception des dépôts de transit sur les avant-quais utilisés uniquement pour le stockage de courte durée en attendant l'embarquement ou le transport à la destination définitive après le débarquement :
- 48.1.1. Marchandises IMDG  
Dépôts pour les marchandises IMDG, dont les substances dangereuses visées à l'annexe 6 (section I ou section II) du titre I du Vlareem, dans des quantités minimales :  
1° comme spécifié dans la colonne 1 de cette annexe 6 (dépôts régis par l'article 7 du titre I du Vlareem) A  
2° comme mentionné dans la colonne 2 de cette annexe 6 (dépôts soumis à une obligation de rapport de sécurité conformément à l'article 7 § 3 du titre I du Vlareem) A
- 48.1.2. Autres dépôts pour les marchandises IMDG A
50. SEL  
Dépôts de sel, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 48, de plus de 20 tonnes O
51. BIOTECHNOLOGIE  
Etablissements, à l'exclusion d'activités, qui modifient génétiquement des micro-organismes ou des organismes (MGM ou OGM) ou qui cultivent, stockent, utilisent, détruisent ou éliminent de tels micro-organismes ou organismes génétiquement modifiés ou pathogènes et qui utilisent des barrières physiques ou une combinaison de barrières physiques et de barrières chimiques et/ou biologiques afin de limiter le contact de ces micro-organismes ou organismes avec la population en général et l'environnement. O

52.

## EAUX SOUTERRAINES

(Déversement indirect dans les eaux souterraines ainsi que activités non classées ailleurs pouvant polluer les eaux souterraines)

Tout déversement direct dans les eaux souterraines de substances dangereuses visées à l'annexe 2B au titre I du Vlareem ainsi que tout déversement indirect de substances dangereuses visées à la liste I de ladite annexe sont interdits en vertu du décret du 24 janvier 1984 portant des mesures en matière de gestion des eaux souterraines. Tout déversement direct dans les eaux souterraines de substances autres que dangereuses est considéré comme addition artificielle aux eaux souterraines.

Le captage des eaux souterraines et l'addition artificielle aux eaux souterraines est régi par l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 mars 1985 réglementant les opérations effectuées dans les zones de captage et les zones de protection. (MB 20/07/1985).

52.1

Activités dans les zones de captage des eaux et dans la zone de protection de type I, II ou III, pour autant qu'elles ne soient pas interdites en vertu du décret du 24 janvier 1984 portant des mesures en matière de gestion des eaux souterraines, à l'exception de l'épandage d'engrais sous réserve du respect des normes imposées ou des quantités autorisées.

52.1.1

Déversement indirect dans les eaux souterraines de substances dangereuses visées à l'annexe 2B au titre I du Vlareem,

2° déversement indirect d'eaux usées industrielles dans les eaux souterraines

A

3° activité non classée ailleurs impliquant un usage, un épandage ou une élimination des substances dangereuses précitées ou un déversement de celles-ci en vue de leur élimination et qui pourrait entraîner un déversement indirect

A

52.1.2

Dans les zones de protection de type III : activités non classées ailleurs qui, en vertu de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 mars 1985 réglementant les opérations effectuées dans les zones de captage et les zones de protection, sont interdites dans les zones de protection de type II

A

52.2

Activités à l'extérieur des zones de captage des eaux et des zones de protection de type I, II ou III :

Déversement indirect dans les eaux souterraines de substances dangereuses visées à l'annexe 2B du titre I du Vlareem, à l'exception de l'épandage d'engrais et d'autres substances pour une utilisation dans l'agriculture et l'horticulture sous réserve du respect des normes imposées ou des quantités admises et/ou des indications d'emploi :

2° déversement indirect d'eaux usées industrielles dans les eaux souterraines

A

3° activité non classée ailleurs impliquant un usage, un épandage ou une élimination des substances dangereuses précitées ou un déversement de celles-ci en vue de leur élimination et qui pourrait entraîner un déversement indirect

A

(1) Les établissements et activités repris dans la présente liste sont précédés d'un numéro correspondant à la rubrique dans la liste de classification du titre I du VLAREM. Cette indication du numéro n'est toutefois donnée qu'à titre purement indicatif, ce qui implique qu'une éventuelle modification de la liste de classification précitée n'a aucune incidence sur les obligations pour l'exploitant et/ou cédant découlant du décret ou du présent arrêté.

(2) Explication des codes indiqués dans la colonne "catégorie" :

CATEGORIE	RECONNAISSANCE D'ORIENTATION DU SOL OBLIGATOIRE
O	En cas de cession, fermeture de l'établissement ou arrêt de l'activité
A	En cas de cession, fermeture de l'établissement ou arrêt de l'activité et tous les vingt ans (voir article 4, § 1, 1° de l'arrêté)
B	En cas de cession, fermeture de l'établissement ou arrêt de l'activité et tous les dix ans (voir article 4, § 1, 2° de l'arrêté)
C	En cas de cession, fermeture de l'établissement ou arrêt de l'activité et tous les cinq ans (voir article 4, § 1, 3° de l'arrêté)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand fixant le règlement flamand concernant l'assainissement du sol.

Bruxelles, le 5 mars 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,  
T. KELCHTERMANS

[C - 35364]

## ANNEXE 2

Formulaire de demande d'agrément en qualité d'expert en assainissement du sol  
(article 10 du VLAREBO)

## 1° IDENTIFICATION DU DEMANDEUR :

## a) S'il s'agit d'une personne physique : (1)

Nom :  
Prénoms :  
Lieu et date de naissance :  
Nationalité :  
Adresse :  
Rue + n° :  
Code postal + commune :  
Pays :  
Numéros de téléphone :  
Lieu de travail :  
Privé :  
Numéro d'ONSS :  
Numéro de TVA :

## b) s'il s'agit d'une personne morale : (1)

Nom :  
Forme juridique :  
Nationalité :  
Siège social :  
Rue + n° :  
Code postal + commune :  
Pays :  
Numéro de téléphone :  
Numéro d'ONSS :  
Numéro de TVA :  
La ou les personnes responsables employées par la personne morale :  
Nom :  
Prénoms :  
Fonction auprès de la personne morale :

(1) Complétez les mentions applicables.

## 2° OBJET DE LA DEMANDE :

Le soussigné introduit par la présente une demande d'agrément en qualité d'expert en assainissement du sol : (cochez ce qui convient)

- de type 1.  
 de type 2.

## 3° ANNEXES A JOINDRE :

Veuillez numéroter les annexes.

L'abréviation "VLAREBO" utilisée ci-après signifie "Vlaams reglement betreffende de bodemsanering" (Règlement flamand concernant l'assainissement du sol).

## a) S'il s'agit d'une demande d'agrément de type 1 : (1)

- s'il s'agit d'une personne morale, les statuts de la personne morale : annexe...;
- une copie certifiée conforme des diplômes attestant les connaissances requises conformément à l'article 8 du VLAREBO : annexe...;
- un curriculum vitae des personnes qui disposent des connaissances et de l'expérience requises à l'article 8 du VLAREBO, devant attester leurs connaissances et expérience : annexe...;
- une preuve que le demandeur dispose des modèles et des personnes conformément aux dispositions de l'article 8 du VLAREBO;
- un engagement inconditionnel dans lequel le demandeur déclare contracter, dans le mois suivant l'agrément, une assurance responsabilité professionnelle, conformément aux dispositions de l'article 8 du VLAREBO, et informer l'OVAM de la police contractée : annexe...;
- une déclaration dans laquelle le demandeur affirme que toutes les analyses des échantillons et tous les forages seront exécutés conformément aux dispositions de l'article 8 du VLAREBO : annexe...;



- si le demandeur souhaite procéder lui-même aux forages, il doit joindre une description du matériel à sa disposition; ladite description doit être de nature à démontrer la qualité et l'appropriation du matériel : annexe...;

- un certificat (2) de bonne vie et moeurs des personnes visées à l'article 8 du VLAREBO : annexe...;

- si le demandeur est inscrit ou doit être inscrit dans un registre du commerce, une preuve (2) doit être jointe que le demandeur :

a) n'est pas en état de faillite ou de liquidation ou n'a pas reçu un concordat judiciaire, ou n'est pas dans une situation similaire résultant d'une procédure équivalente qui soit valable dans un Etat membre de l'Union européenne;

b) ne fait pas l'objet d'une procédure de déclaration de faillite ou de concordat judiciaire ou de toute autre procédure équivalente qui apparaisse dans les lois et réglementations nationales d'un Etat membre de l'Union européenne;

annexe...;

- une attestation (2) selon laquelle le demandeur s'est acquitté de ses obligations sociales et fiscales : annexe...;

b) S'il s'agit d'une demande d'agrément de type 2 : (1)

- s'il s'agit d'une personne morale, les statuts de la personne morale : annexe...;

- une copie certifiée conforme des diplômes attestant les connaissances visées à l'article 9 du VLAREBO : annexe...;

- un curriculum vitae des personnes qui disposent des connaissances et de l'expérience requises à l'article 9 du VLAREBO, devant attester leurs connaissances et expérience : annexe...;

- une preuve que le demandeur dispose contractuellement des modèles et des personnes conformément aux dispositions de l'article 9 du VLAREBO : annexe...;

- une preuve que le demandeur dispose des moyens pour élaborer et accompagner des travaux d'infrastructure : annexe...;

- un engagement inconditionnel dans lequel le demandeur déclare contracter, dans le mois suivant l'agrément, une assurance responsabilité professionnelle, conformément aux dispositions de l'article 9 du VLAREBO, et informer l'OVAM de la police contractée : annexe...;

- une déclaration dans laquelle le demandeur affirme que toutes les analyses des échantillons et tous les forages seront exécutés conformément aux dispositions de l'article 9 du VLAREBO : annexe...;

- si le demandeur souhaite procéder lui-même aux forages, il doit joindre une description du matériel à sa disposition; ladite description doit être de nature à démontrer la qualité et l'appropriation du matériel : annexe...;

- un certificat (2) de bonne vie et moeurs des personnes visées à l'article 9 du VLAREBO : annexe...;

- si le demandeur est inscrit ou doit être inscrit dans un registre du commerce, une preuve (2) doit être jointe que le demandeur :

a) n'est pas en état de faillite ou de liquidation ou n'a pas reçu un concordat judiciaire, ou n'est pas dans une situation similaire résultant d'une procédure équivalente qui soit valable dans un Etat membre de l'Union européenne;

b) ne fait pas l'objet d'une procédure de déclaration de faillite ou de concordat judiciaire ou de toute autre procédure équivalente qui apparaisse dans les lois et réglementations nationales d'un Etat membre de l'Union européenne;

annexe...;

- une attestation (2) selon laquelle le demandeur s'est acquitté de ses obligations sociales et fiscales : annexe...;

(1) Complétez les mentions applicables.

(2) Le certificat, la preuve et/ou l'attestation doivent porter une date récente.

..... pages sont jointes en annexe à la présente demande.

Fait à ....., le .....

Le demandeur,

.....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand le 5 mars 1996, fixant le règlement flamand concernant l'assainissement du sol.

Bruxelles, le 5 mars 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,  
Th. KELCHTERMANS

## ANNEXE 3

Formulaire standard de demande d'attestation du sol  
(article 27, § 1<sup>er</sup> du VLAREBO)

## "FORMULAIRE DE DEMANDE D'ATTESTATION DU SOL"

Pour compléter le formulaire de demande, veuillez respecter les directives figurant au verso.

NUMERO(S) DE PARCELLE(S) CADASTRALE(S) : voir matrice(s) cadastrale(s) à joindre en annexe.

## 1. Demande d'attestation du sol

- pour cession.
- pour expropriation.
- pour information.

## 2. Identité du demandeur

Nom + prénom :

Rue + numéro :

Code postal :

Commune :

Numéro de téléphone :

Etes-vous propriétaire ? O/N (\*)

Etes-vous utilisateur ? O/N (\*)

## 3. Paiement

..... parcelle(s) cadastrale(s) (\*) à 1.000 BEF = ..... BEF

## 4. Annexes à joindre par le demandeur

4. 1. Dernière(s) matrice(s) cadastrale(s) disponible(s), qui n'a/ont pas été délivrée(s) plus de deux mois auparavant par le Ministère des Finances, Administration du Cadastre.

4. 2. La preuve du paiement de ..... BEF sur le numéro de compte 001-2778337-42 de l'OVAM avec la mention "Attestation du sol".

Fait à ....., le ..... 19..

Signature du demandeur

Veuillez renvoyer le formulaire de demande d'attestation du sol à l'OVAM

Service assainissement - Attestations du sol  
Kan. De Deckerstraat 22-26  
2800 Mechelen

(\*) Biffer la mention inutile.

## DIRECTIVES

1. La rubrique "pour expropriation" est uniquement applicable pour les autorités qui projettent de procéder à une expropriation pour cause d'utilité publique.

4.1. La matrice cadastrale doit être demandée auprès des directions régionales du Ministère des Finances, Administration du Cadastre, où la parcelle demandée est située. Les adresses sont les suivantes :

Province	Adresse	N° tél.	N° fax	Description
Anvers	Italiëlei 4, bte 10 2000 Anvers	03/203.24.80	03/203.24.78	Province d'Anvers
Brabant	Av. Saint-Lazare 10, bte 15 1210 Bruxelles	02/218.13.80	03/218.41.82 (N) (5) 02/217.79.23 (F) (6)	Région de Bruxelles Capitale, province du Brabant Flamand, province du Brabant Wallon et communes de la frontière linguistique (1) à (4)
Flandre Occidentale	Lange Rei 7 8000 Bruges	050/44.26.11 050/44.26.20 050/44.26.30	050/34.13.81	Province de Flandre Occidentale à l'exclusion des communes de la frontière linguistique (1)
Flandre Orientale	R.A.C. "Kouterpoort" Savaanstraat 11 bte 7 9000 Gand	09/266.22.36	09/266.22.35	Province de Flandre Orientale à l'exclusion d'une commune de la frontière linguistique (2)
Limbourg	Voorstraat 43 3500 Hasselt	011/21.22.32	011/22.40.42	Province du Limbourg à l'exclusion des communes de la frontière linguistique (3)

Si vous ne demandez pas une attestation pour toutes les parcelles cadastrales indiquées sur la matrice cadastrale, les parcelles cadastrales superflues doivent être barrées.

Si rien n'est barré, des attestations seront délivrées pour toutes les parcelles cadastrales jointes en annexe. En tous les cas, le nombre exact des parcelles cadastrales doit être indiqué au point 4.

## Remarque

Les terrains sur lesquels est ou a été implanté un établissement ou sur lesquels est ou a été exercée une activité figurant sur la liste visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup> du décret sur l'assainissement du sol peuvent uniquement être cédés si une reconnaissance d'orientation du sol a été préalablement fournie à l'OVAM avec mention de la cession.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand le 5 mars 1996, fixant le règlement flamand concernant l'assainissement du sol.

Bruxelles, le 5 mars 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,

Th. KELCHTERMANS

## ANNEXE 4

## Normes d'assainissement du sol

Art. 1. Les normes d'assainissement du sol pour la partie fixe de la terre s'appliquent à un sol standard ayant une teneur en argile de 10 % (sur les composants minéraux) et une teneur en matières organiques de 2 % (sur sol sec).

Type de destination	La partie fixe de la terre (mg/kg de matière sèche)					eaux souterraines (µg/l)
	I	II	III	IV	V	I,II,III,IV,V
métaux lourds <sup>(1)</sup>						
arsenic	45	45	110	200	300	20
cadmium	2	2	6	15	30	5
chrome <sup>(2)</sup>	130	130	300	500	800	50
cuivre	200	200	400	500	800	100
mercure	10	10	15	20	30	1
plomb	200	200	700	1500	2500	20
nickel	100	100	470	550	700	40
zinc	600	600	1 000	1 000	3000	100

Type de destination	La partie fixe de la terre (mg/kg de matière sèche)					eaux souterraines (µg/l)
	I	II	III	IV	V	I,II,III,IV,V
<b>composés organiques <sup>(3)</sup></b>						
benzène	0,5	0,5	0,5	1	1	10
toluène	5	5	15	135	200	700
éthylbenzène	1,5	1,5	5	25	70	300
xylène	3,5	3,5	15	70	190	500
styrène	0,5	0,5	1,5	6	13	20
naphtalène	3	3	20	160	320	120
benzo(a)pyrène	0,5	0,5	0,5	1	6,5	0,05
fénanthrène	0,5	0,5	3,5	3,5	300	0,5
fluoranthène	2,5	2,5	40	40	270	0,5
benzo(a)anthracène	4	4	35	50	350	0,5
chrysène	7	7	400	400	800	1
benzo(b)fluoranthène	1	1	55	55	350	0,5
benzo(k)fluoranthène	1	1	55	55	350	0,5
benzo(ghi)pérylène	3,5	3,5	35	50	350	0,2
indéno(1,2,3-cd)pyrène	0,5	0,5	35	50	350	0,05
hexane	1	1	1	6,5	10	180
heptane	25	25	25	25	25	3 000
octane	75	75	90	90	90	600
huile minérale	1 000	1 000	1 000	1 500	1 500	500
<b>solvants chlorés</b>						
1,2-dichloroéthane	0,035	0,035	0,075	1,1	4	30
dichlorométhane	0,13	0,13	0,35	3,5	3,5	20
tétrachlorométhane	0,02	0,02	0,02	0,85	1	2
tétrachloroéthylène	0,7	0,7	1,4	30	35	40
trichlorométhane	0,02	0,02	0,02	0,55	0,55	200
trichloroéthylène	0,65	0,65	1,4	10	10	70
chlorure de vinyle	0,02	0,02	0,02	0,15	0,35	5
monochlorobenzène	2,5	2,5	8	30	40	300
1,2-dichlorobenzène <sup>(4)</sup>	35	35	110	690	690	1 000
1,3-dichlorobenzène <sup>(4)</sup>	40	40	140	750	1 260	1 000
1,4-dichlorobenzène <sup>(4)</sup>	4	4	15	80	190	300
trichlorobenzène <sup>(5)</sup>	0,5	0,5	2	20	80	20
tétrachlorobenzène <sup>(5)</sup>	0,1	0,1	0,3	6,5	275	9
pentachlorobenzène	0,5	0,5	1,3	65	385	2,4
hexachlorobenzène	0,05	0,05	0,1	8	55	1

(1) Afin de pouvoir tenir compte des caractéristiques du sol, lors de la comparaison des concentrations mesurées en métaux lourds dans la partie fixe de la terre avec les normes d'assainissement du sol, les normes d'assainissement du sol sont converties dans les teneurs mesurées en argile et en matières organiques dans l'échantillon à analyser et ce, sur la base de la formule suivante :

$$N(x,y) = N(10,2) \cdot \frac{A+Bx-Cy}{A+B \cdot 10 + C \cdot 2}$$

où :

N : norme d'assainissement du sol en cas de teneur en argile de x % ou 10 % et de teneur en matières organiques de y % ou 2 %;

X : teneur en argile dans l'échantillon;

y : teneur en matières organiques dans l'échantillon;

A, B et C : coefficients qui dépendent du métal et qui sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

	A	B	C
arsenic	14	0,5	0
cadmium	0,4	0,03	0,05
chrome	31	0,6	0
cuivre	14	0,3	0
mercure	0,5	0,0046	0
plomb	33	0,3	2,3
nickel	6,5	0,2	0,3
zinc	46	1,1	2,3

La formule présentée peut uniquement être appliquée dans les conditions suivantes :

- la teneur mesurée en argile se situe entre 1 et 50 %;
- la teneur mesurée en matières organiques se situe entre 1 et 20 %.

Si la teneur mesurée en argile est inférieure à 1 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée de 1 %. Si la teneur est supérieure à 50 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée en argile de 50 %.

Si la teneur mesurée en matières organiques est inférieure à 1 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée de 1 %. Si la teneur est supérieure à 20 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée en matières organiques de 20 %.

(2) Le chrome est normalisé sur la base de chrome trivalent. Si il y a des indications que le chrome est présent dans le sol sous la forme de chrome de sextuple valence, les chiffres présentés ici ne peuvent plus être utilisés et une évaluation séparée du risque doit être effectuée.

(3) Afin de pouvoir tenir compte des caractéristiques du sol, lors de la comparaison des concentrations mesurées en composés organiques et en hydrocarbures halogénés dans la partie fixe de la terre, les normes d'assainissement du sol sont converties dans la teneur mesurée en matières organiques dans l'échantillon à analyser et ce, sur la base de la formule suivante.

$$N(y) = N(2) \cdot \frac{y}{2}$$

où :

N : norme d'assainissement du sol en cas de teneur en matières organiques de y %, respectivement 2 %.

Si la teneur mesurée en matières organiques est inférieure à 1 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée de 1 %. Si la teneur est supérieure à 20 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée en matières organiques de 20 %.

La formule présentée peut uniquement être appliquée à la condition que la teneur mesurée en matières organiques se situe entre 1 et 20 %.

(4) Pour les isomères du dichlorobenzène, la condition supplémentaire suivante doit être satisfaite :

$$\frac{\text{1,2-dichlorobenzène}}{\text{norme d'assainissement du sol (1,2)}} + \frac{\text{1,3-dichlorobenzène}}{\text{norme d'assainissement du sol (1,3)}} < 1$$

où 1,2 dichlorobenzène, respectivement 1,3-dichlorobenzène doit être lu comme la concentration mesurée en 1,2 dichlorobenzène, respectivement la concentration mesurée en 1,3-dichlorobenzène et norme d'assainissement du sol (1,2), respectivement norme d'assainissement du sol(1,3) comme norme d'assainissement du sol pour 1,2-dichlorobenzène, respectivement 1,3-dichlorobenzène, appartenant au type de destination du sol pertinent.

(5) Les normes d'assainissement du sol pour le trichlorobenzène, respectivement le tétrachlorobenzène, s'appliquent toujours pour la somme des isomères.

(6) Les normes d'assainissement du sol pour la partie fixe de la terre et les eaux souterraines ne sont pas en relation les unes avec les autres. Si la norme d'assainissement du sol est respectée, cela ne présente aucune garantie pour la protection des eaux souterraines dans la situation actuelle ou future.

Art. 2. Les normes d'assainissement du sol visées à l'article 1 dépendent différemment de la destination selon les plans d'aménagement en vigueur ou en fonction de l'indication des zones de dunes protégée et des zones agricoles importantes pour la zone de dunes. Le type de destination sera recherché par terrain. Les normes d'assainissement du sol pour ce terrain sont indiquées à l'article 1, dans la colonne sous le chiffre du type de destination concerné. Une distinction est établie entre les types de destination suivants :

1° type de destination I :

- zone forestière;
- zone verte;
- zone de vallée ;
- zone naturelle
- zone naturelle à valeur scientifique ou réserve naturelle;
- zone forestière d'intérêt écologique;
- zone naturelle particulière;
- zone pour des services communautaires et des équipements d'intérêt général avec, comme reconversion, une zone naturelle à valeur scientifique ou une réserve naturelle;
- zone pour la création d'aires naturelles;
- zone de défrichage avec, comme reconversion, la création d'aires naturelles;
- région riveraine à destination particulière;
- zone de dunes protégée;
- zone verte particulière;

2° type de destination II :

- zone agricole;
- zone rurale à valeur touristique;
- zone agricole d'intérêt écologique;
- zone de parc à fonction semi-agricole;
- zone d'habitat à caractère rural;
- zone d'habitat à faible densité;
- zone d'habitat rural à valeur culturelle, historique et/ou esthétique;

- zone de petits jardins;
- zone agricole à valeur particulière;
- zone agricole importante pour la zone de dunes;
- zone d'abbaye;

3° type de destination III :

- zone d'habitat;
- zone d'extension d'habitat;
- zone d'habitat à forte densité;
- zone d'habitat à densité moyenne;
- parc résidentiel;
- zone d'habitat à valeur culturelle, historique et/ou esthétique;
- zone d'habitat où sont en vigueur des prescriptions particulières concernant la hauteur des bâtiments;
- lieu de rencontre de bohèmes, tziganes ou occupants de caravanes;
- écoles et terrains de jeux pour enfants;
- zone de résidence-service;
- zoné mixte d'habitat et d'industrie;
- zone mixte d'habitat et de parc;
- zone d'entreprises à caractère urbain;
- zone d'établissements de commerce;
- zone réservée pour des quartiers résidentiels;

4° type de destination IV :

- zone de parc;
- zone de récréation;
- zone de récréation d'une journée;
- zone de récréation avec hébergement;
- zone de camping pour jeunes.
- terrain de sport;
- terrain de golf;
- bois de jeux ou plaine de jeux;
- zone de port de pêche;
- zone pour aménagement d'espaces verts avec infrastructure récréative;
- parc de récréation touristique;
- zone pour parc de récréation;
- zone réservée pour la récréation;

5° type de destination V :

- zone industrielle;
- zone industrielle pour industries polluantes;
- zone industrielle pour industries nuisibles pour l'environnement;
- zone pour entreprises artisanales ou zone pour petites et moyennes entreprises;
- zone de service;
- zone industrielle à destination particulière;
- zone industrielle destinée principalement à l'établissement de grands magasins;
- zone pour services communautaires et équipement d'intérêt général (autres que écoles et jardins d'enfants);
- terrain d'aviation;
- zone de déversement industriel;
- zone de décantation;
- zone de transport;
- zone mixte de services communautaires et de services (autres que écoles et terrains des jeux pour enfants);
- zone pour installation nucléaire;
- zone de déversement;
- parc scientifique;
- zone réservée pour une extension artisanale;
- zone réservée pour une extension industrielle;
- zone réservée pour des entreprises artisanales et de petites et moyennes entreprises;
- zone réservée pour une extension industrielle limitée.

Art. 3. Si un terrain a comme destination une zone-tampon, on calcule les normes d'assainissement du sol qui sont applicables, en vertu de la présente annexe, aux destinations de toutes les zones qui jouxtent la zone-tampon. A cet effet, on prend en considération à chaque fois les caractéristiques du sol du terrain à évaluer dans la zone-tampon. La plus sévère des valeurs ainsi trouvées fait office de norme d'assainissement du sol pour le terrain concerné.

Art. 4. Les destinations ci-après, qui sont imprimées en surimpression sur les plans d'aménagement, sont évaluées, en vertu de la présente annexe, sur la base de la destination fixée par la couleur du terrain :

- zone à valeur de paysage;
- zone d'extraction;
- extension de zone d'extraction;
- zone de remblaiement et d'extraction;
- zone d'extraction temporaire;
- zone réservée à l'extraction;
- zone d'extraction d'argile;
- zone réservée pour l'extraction d'argile;
- zone de rénovation;
- zone d'inondation;
- zone de remblaiement
- zone de réservation et de servitude.

Art. 5. Tous les terrains qui ne ressortent pas des destinations précitées doivent être évalués sur la base des fonctions que le sol y remplit. Sur la base de l'évaluation de ces fonctions, le terrain concerné est classé dans l'un des types de destination mentionnés.

Art. 6. Les zones de captage d'eau et les zones de protection de type I, II et III, délimitées conformément à l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 mars 1985 réglant et autorisant l'utilisation d'eaux souterraines et la délimitation des zones de captage d'eau et des zones de protection, sont entièrement classées dans le type de destination I.

Art. 7. § 1. Les terrains qui, en vertu des articles 2, 3 et 4 de la présente annexe, sont classés dans le type de destination III, IV ou V mais qui sont utilisés en fait comme terrain agricole doivent être évalués comme s'ils étaient classés dans le type de destination II.

§ 2. Les terrains qui, en vertu des articles 2, 3 et 4 de la présente annexe, sont classés dans le type de destination IV ou V mais qui sont utilisés en fait à des fins d'habitat, doivent être évalués comme s'ils étaient classés dans le type de destination III.

§ 3. Les terrains qui, en vertu des articles 2, 3 et 4 de la présente annexe, sont classés dans le type de destination V mais qui sont utilisés en fait à des fins de récréation, doivent être évalués comme s'ils étaient classés dans le type de destination IV.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand le 5 mars 1996, fixant le règlement flamand concernant l'assainissement du sol.

Bruxelles, le 5 mars 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,

Th. KELCHTERMANS

#### ANNEXE 5

#### Méthodes d'échantillonnages et d'analyses (article 32 du VLAREBO)

Paramètre	Méthodes de mesurage de la partie fixe de la terre	Méthodes de mesurages des eaux souterraines
arsenic	DIN 38405 D18 ISO/DIS 11969 et 11885 AAC 2\NB.2	DIN 38405 D18 ISO/DIS 11969 et 11885 AAC 2\NB.2
plomb	DIN 38406-E6 ISO 8288 et ISO DIS 11885 AAC 2\NB.1 et B.2	DIN 38406-E6 ISO 8288 et ISO DIS 11885 AAC 2\NB.1 et B.2
cadmium	DIN 38406-E19 ISO 8288 et ISO DIS 11885 AAC 2\NB.1 et B.2	DIN 38406-E19 ISO 8288 et ISO DIS 11885 AAC 2\NB.1 et B.2
chrome	DIN 38406-E10 ISO 9174 prEN 1233 AAC 2\NB.1	DIN 38406-E10 ISO 9174 prEN 1233 AAC 2\NB.1
cuivre	DIN 38406-E7 ISO 8288 et ISO DIS 11885 AAC 2\NB.1 et B.2	DIN 38406-E7 ISO 8288 et ISO DIS 11885 AAC 2\NB.1 et B.2
nickel	DIN 38406-E11 ISO 8288 et ISO DIS 11885 AAC 2\NB.1 et B.2	DIN 38406-E11 ISO 8288 et ISO DIS 11885 AAC 2\NB.1 et B.2

Paramètre	Méthodes de mesurage de la partie fixe de la terre	Méthodes de mesurages des eaux souterraines
zinc	DIN 38406-E8 ISO 8288 AAC 2\I\B.1 et B.2	DIN 38406-E8 ISO 8288 AAC 2\I\B.1 et B.2
mercure	DIN 38406-E12 ISO 5666/1 et 5666/3 AAC 2\I\B.3	DIN 38406-E12 ISO 5666/1 et 5666/3 AAC 2\I\B.3 prEN 1483
méthodes de destruction	AAC 2\II\A.3 ISO 38414\S17 EPA 3051 et 3050B et 3052	AAC 2\II\A.3 ISO 38414\S7 EPA 3051 et 3050B et 3052
halogènes organiques extractibles	AAC 3\N ISO 38414\S17 NEN 5735 (2e projet de norme)	AAC 3\O DIN 38409/H8 NEN 6402
cyanure total	DIN 38405-D13	DIN 38405-D14 ISO 6703 AAC 2\I\C.2
matières organiques	ISO/DIS 14235 AFNOR X31/109	
détermination de la fraction d'argile	NEN 5753 ISO/DIS 11277	
hydrocarbures polycycliques aromatiques (HPA)	NEN 5771 (2e projet de norme) AAC 3\B	EPA 610 AAC 3/B
hydrocarbures monocycliques aromatiques (HMA)	NVN 5732 EPA 8260A AAC 3/T	EPA 524.2 AAC 3/T
solvants halogénés	NVN 5732 EPA 8260A	EPA 524.2
huile minérale	NEN 5733 (févr. 1991) (méthode IR) AAC 3/R	NEN 6675
polychlorobiphényles (PCB)	NEN 5734 AAC 3A	ISO/DIS 6428
pesticides organochlorés	NEN 5734 AAC 3/G	ISO/DIS 6428
chlorobenzènes	EPA 8121 AAC 3/I	ISO/DIS 6428
phénols	EPA 8041 AAC 3/K VPR C88-14	AAC 3/K VPR C88-14

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand le 5 mars 1996, fixant le règlement flamand concernant l'assainissement du sol.

Bruxelles, le 5 mars 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,  
Th. KELCHTERMANS



## ANNEXE 6

## Valeurs de fond

Les valeurs de fond pour la partie fixe de la terre sont applicables à un sol standard ayant une teneur en argile de 10 % (sur les composants organiques) et une teneur en matières organiques de 2 % (sur sol sec).

Paramètre	la partie fixe de la terre (mg/kg de matière sèche)	eaux souterraines (g/l)
<b>métaux lourds (1)</b>		
arsenic	19	5
cadmium	0,8	1
chrome (2)	37	10
cuiivre	17	20
mercure	0,55	0,05
plomb	40	5
nickel	9	10
zinc	62	60
<b>composés organiques</b>		
benzène	0,1 (d)	0,2 (d)
toluène	0,1 (d)	0,2 (d)
éthylbenzène	0,1 (d)	0,2 (d)
xylène	0,1 (d)	0,2 (d)
styrène	0,1 (d)	0,2 (d)
naphtalène	0,005	0,005 (d)
benzo(a)pyrène	0,10	0,005 (d)
fénantrène	0,08	0,005 (d)
fluoranthène	0,20	0,005 (d)
benzo(a) anthracène	0,06	0,005 (d)
chrysène	0,15	0,005 (d)
benzo(b)fluoranthène	0,20	0,005 (d)
benzo(k)fluoranthène	0,20	0,005 (d)
benzo(ghi)pérylène	0,10	0,005 (d)
indéno(1,2,3-cd)pyrène	0,10	0,005 (d)
hexane	0,5 (d)	0,2 (d)
heptane	0,5 (d)	0,2 (d)
octane	0,5 (d)	0,2 (d)
huile minérale	50 (d)	50 (d)
<b>solvants chlorés</b>		
1,2-dichloroéthane	0,01 (d)	0,2 (d)
dichlorométhane	0,01 (d)	0,1 (d)
tétrachlorométhane	0,01 (d)	0,2 (d)
tétrachloroéthylène	0,01 (d)	0,2 (d)
trichlorométhane	0,01 (d)	0,2 (d)
trichloroéthylène	0,01 (d)	0,2 (d)
chlorure de vinyle	0,01 (d)	0,4 (d)
monochlorobenzène	0,01 (d)	0,04 (d)
dichlorobenzène (2)	0,01 (d)	0,05 (d)
trichlorobenzène (2)	0,01 (d)	0,1 (d)
tétrachlorobenzène (2)	0,0002 (d)	0,01 (d)
pentachlorobenzène	0,0002 (d)	0,01 (d)
hexachlorobenzène	0,002	0,01 (d)

(1) Afin de pouvoir tenir compte des caractéristiques du sol, lors de la comparaison des concentrations mesurées en métaux lourds dans la partie fixe de la terre avec les valeurs de fond, les valeurs de fond sont converties dans les teneurs mesurées en argile et en matières organiques dans l'échantillon à analyser et ce, sur la base de la formule suivante.

$$N(x,y) = N(10,2) \frac{A + Bx - Cy}{A - B \cdot 10 + C \cdot 2}$$

où :

N : valeur de fond en cas de teneur en argile de x % ou 10 % et de teneur en matières organiques de y % ou 2 %;

X : teneur en argile dans l'échantillon;

y : teneur en matières organiques dans l'échantillon;

A, B et C : coefficients qui dépendent du métal et qui sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

	A	B	C
arsenic	14	0,5	0
cadmium	0,4	0,03	0,05
chrome	31	0,6	0
cuiivre	14	0,3	0
mercure	0,5	0,0046	0
plomb	33	0,3	2,3
nickel	6,5	0,2	0,3
zinc	46	1,1	2,3

La formule présentée peut uniquement être appliquée dans les conditions suivantes :

- la teneur mesurée en argile se situe entre 1 et 50 %;
- la teneur mesurée en matières organiques se situe entre 1 et 20 %.

Si la teneur mesurée en argile est inférieure à 1 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée de 1 %. Si la teneur est supérieure à 50 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée en argile de 50 %.

Si la teneur mesurée en matières organiques est inférieure à 1 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée de 1 %. Si la teneur est supérieure à 20 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée en matières organiques de 20 %.

(2) Les valeurs de fond pour le dichlorobenzène, le trichlorobenzène, respectivement le tétrachlorobenzène, sont applicables comme valeur de fond pour chaque isomère séparément.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand le 5 mars 1996, fixant le règlement flamand concernant l'assainissement du sol.

Bruxelles, le 5 mars 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,  
Th. KELCHTERMANS

N. 96 - 661

31 JANUARI 1996. - Ministerieel besluit tot aanvaarding van actieve groepen krachtens artikel 10, § 2, van het besluit van 10 juni 1992 van de Vlaamse regering betreffende de subsidieregeling van verenigingen van amateuristische kunstbeoefening in het kader van het Nederlandstalig sociaal-cultureel vormings- en ontwikkelingswerk

(35389)

De Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn,

Gelet op het decreet van 24 juli 1991 houdende de subsidieregeling van verenigingen voor amateuristische kunstbeoefening in het kader van het Nederlandstalig sociaal-cultureel vormings- en ontwikkelingswerk;

Gelet op het besluit van 10 juni 1992 van de Vlaamse regering betreffende de subsidieregeling van verenigingen van amateuristische kunstbeoefening in het kader van het Nederlandstalig sociaal-cultureel vormings- en ontwikkelingswerk, inzonderheid artikel 10, § 2;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 20 oktober 1992 tot delegatie van beslissingsbevoegdheden aan de leden van de Vlaamse regering, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 20 juni 1995 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse regering;

Gelet op het advies van de Hoger Raad voor de Volksontwikkeling, gegeven op 18 december 1995,

Besluit :

Artikel 1. Als aangesloten actieve groepen van een vereniging voor amateuristische kunstbeoefening worden aanvaard :

1° binnen de discipline volkskunst : de traditionele volksmuziek op voorwaarde dat het minimaal aantal uitvoerders 3 bedraagt;

2° binnen de discipline dans : de roistoeldansgroepen op voorwaarde dat het minimaal aantal uitvoerders 6 bedraagt.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1996.

Brussel, 31 januari 1996.

L. MARTENS

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,  
DU COMMERCE EXTERIEUR  
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[97/15044]

**Remise de lettres de créance**

Le 23 avril 1997, LL.EE. le Dr. Thembayena Anastasia Dlamini, Monsieur Victor Camilleri, Monsieur Mingjiang Song et Monsieur Elliott Latévi-Atcho Eli Lawson ont eu l'honneur de remettre au Roi, en audience les lettres qui Les accréditent auprès de Sa Majesté, respectivement en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Swaziland, de la République de Malte, de la République populaire de Chine et de la République togolaise à Bruxelles.

Escortées d'un détachement de cavalerie, et accompagnées du personnel des Ambassades, Elles ont été conduites au Palais dans les automobiles de la Cour et ramenées à Leurs résidences à l'issue de l'audience.

[97/15048]

Le 7 mai 1997, LL.EE. MM. Niyazklych Nurklychev, Viguen Tchitetchian, Mahamoud Soilih et Jose Antonio Vargas Lleras, ont eu l'honneur de remettre au Roi, en audience les lettres qui Les accréditent auprès de Sa Majesté, respectivement en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Turkmenistan, de la République d'Arménie, de la République fédérale islamique des Comores et de la République de Colombie à Bruxelles.

Escortées d'un détachement de cavalerie, et accompagnées du personnel des Ambassades, Elles ont été conduites au Palais dans les automobiles de la Cour et ramenées à Leurs résidences à l'issue de l'audience.

[97/15047]

Monsieur Edwin P.J. Laurent, qui avait remis à Sa Majesté le Roi le 21 juin 1994 les lettres l'accréditant comme Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sainte Lucie à Bruxelles, a transmis le 30 avril 1997 les lettres l'accréditant également en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Commonwealth de la Dominique.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[97/15044]

**Overhandiging van geloofsbrieven**

Op 23 april 1997 hebben HH.EE. Dr. Thembayena Anastasia Dlamini, de heer Victor Camilleri, de heer Mingjiang Song en de heer Elliott Latévi-Atcho Eli Lawson de eer gehad aan de Koning, in audiëntie de geloofsbrieven te overhandigen die Hen bij Zijne Majesteit accrediteren in de hoedanigheid van buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur, respectievelijk van Swaziland, van de Republiek Malta, van de Volksrepubliek China en van de Togolese Republiek te Brussel.

Begeleid door een detachement ruitery, en vergezeld van het personeel der Ambassades werden Zij in de automobielen van het Hof naar het Paleis gevoerd en, na afloop van de audiëntie, naar Hun residentie teruggebracht.

[97/15048]

Op 7 mei 1997 hebben HH.EE. de heren Niyazklych Nurklychev, Viguen Tchitetchian, Mahamoud Soilih en Jose Antonio Vargas Lleras de eer gehad aan de Koning, in audiëntie de geloofsbrieven te overhandigen die Hen bij Zijne Majesteit accrediteren in de hoedanigheid van buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur, respectievelijk van de Republiek Turkmenistan, van de Republiek Armenië, van de Islamitische Bondsrepubliek der Comoren en van de Republiek Colombie te Brussel.

Begeleid door een detachement ruitery, en vergezeld van het personeel der Ambassades werden Zij in de automobielen van het Hof naar het Paleis gevoerd en, na afloop van de audiëntie, naar Hun residentie teruggebracht.

[97/15047]

De heer Edwin P.J. Laurent, die aan Zijne Majesteit de Koning op 21 juni 1994 de geloofsbrieven had overhandigd die hem accrediteren in de hoedanigheid van buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur van Sint Lucia te Brussel, heeft op 30 april 1997 eveneens de geloofsbrieven overgemaakt, die hem accrediteren in de hoedanigheid van buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur van het Commonwealth Dominica.

**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS  
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 1248

[97/22396]

**6 MAI 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 35, § 3, inséré par l'arrêté royal du 31 décembre 1996;

Vu l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés, notamment l'article 5, modifié par les arrêtés royaux des 2 février 1990, 16 janvier 1991, 27 septembre 1994 et 17 février 1997;

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 1248

[97/22396]

**6 MEI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoet komt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde produkten**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 35, § 3, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 31 december 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde produkten, inzonderheid het artikel 5, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 februari 1990, 16 januari 1991, 27 september 1994 en 17 februari 1997;

Vu l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait que ce présent arrêté qui apporte des précisions, doit être publié sans délai au *Moniteur belge*;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 5, *d*), de l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés, la première phrase est remplacée par la suivante :

« La spécialité pharmaceutique dont le statut générique est fixé selon les dispositions de l'article 2, 8°, *b*), du troisième jusqu'au septième alinéas de l'arrêté royal du 3 juillet 1969 relatif à l'enregistrement des médicaments est indiquée par la lettre « G » dans la colonne « Observations » des listes annexées au présent arrêté. »

**Art. 2.** Au chapitre Ier de l'annexe I de l'arrêté royal précité, modifier comme suit l'inscription des spécialités suivantes :

Gelet op artikel 15 van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging;

Gelet op de hoogdringendheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de hoogdringendheid gemotiveerd door het feit dat dit besluit, dat verduidelijkingen aanbrengt, inderdaad onverwijld moet worden gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 5, *d*), van het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde produkten, wordt de eerste zin door de volgende vervangen :

« De farmaceutische specialiteit waarvan het generisch statuut is vastgesteld volgens de beschikkingen van artikel 2, 8°, *b*), derde tot en met het zevende lid van het koninklijk besluit van 3 juli 1969 betreffende de registratie van geneesmiddelen, wordt met de letter « G » aangeduid in de kolom « Opmerkingen » van de lijsten toegevoegd aan dit besluit. »

**Art. 2.** In hoofdstuk I van bijlage I van het voornoemd koninklijk besluit, als volgt de inschrijving wijzigen van de volgende specialiteiten :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994
B-115	0729-038 0739-458 0729-020 0729-038	AZACTAM Bristol-Myers Squibb * pr. fl. inj. 1 × 2 g ** pr. fl. I.M./I.V. 1 × 500 mg ** pr. fl. inj. 1 × 1 g ** pr. fl. inj. 1 × 2 g		1 145,— 263,— 476,— 940,—		
Cx-9	1174-952 0743-872 0743-872	DRIPTANE Fournier Pharma compr. 50 × 5 mg * pr. compr. 1 × 5 mg ** pr. compr. 1 × 5 mg		371,— 5,42 4,44	297	297
B-198	0226-258 0739-813 0739-813	OCUFLUR Allergan coll. 5 ml 0,3 mg/ml * pr. coll. 5 ml 0,3 mg/ml ** pr. coll. 5 ml 0,3 mg/ml		254,— 185,— 152,—	38	63
B-20	0659-904 0732-024 0732-024	PLENDIL Astra compr. 28 x 10 mg * Pr. compr. 1 x 10 mg ** pr. compr. 1 x 10 mg		1 018,— 26,54 21,79	153	254
B-20	0684-977 0732-032 0732-032	PLENDIL MITIS Astra compr. 28 × 5 mg * pr. compr. 1 × 5 mg ** pr. compr. 1 × 5 mg		635,— 16,54 13,61	95	159
B-111	0733-741 0733-758	PRECEF Bristol-Myers Squibb ** pr. fl. pulv. I.M./I.V. 1 × 1 g ** pr. fl. pulv. I.M./I.V. 1 × 2 g		283,— 582,—		

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994
B-20	0684-985 0638-635 0732-115 0732-123 0732-115 0732-123	RENEDIL Hoechst compr. 28 × 5 mg compr. 28 × 10 mg * pr. compr. 1 × 5 mg * pr. compr. 1 × 10 mg ** pr. compr. 1 × 5 mg ** pr. compr. 1 × 10 mg		635,— 1 018,— 16,54 26,54 13,61 21,79	95 153	159 254

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er mars 1997.

**Art. 4.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 maart 1997.

**Art. 4.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

F. 97 — 1249

[S - C - 97/22439]

**4 JUIN 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 avril 1995 portant fixation du cadre organique de l'Office national des pensions**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu l'avis motivé émis le 26 novembre 1996 par le Comité de concertation de base de l'Office national des pensions;

Vu l'avis émis par le Comité de Gestion de l'Office national des pensions;

Vu l'avis du délégué du Ministre des Finances;

Vu l'accord de notre Ministre du Budget, donné le 28 avril 1997;

Vu l'accord de notre Ministre de la Fonction publique, donné le 28 avril 1997;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 7 avril 1995 portant fixation du cadre organique de l'Office national des pensions la modification suivante est apportée :

Au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots "deux ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté" sont remplacés par les mots "au 1<sup>er</sup> janvier 1998".

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> mai 1997.

**Art. 3.** Notre Ministre des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
M. COLLA

N. 97 — 1249

[S - C - 97/22439]

**4 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 april 1995 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Rijksdienst voor pensioenen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen door de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het met redenen omkleed advies uitgebracht op 26 november 1996 door het Basisoverlegcomité van de Rijksdienst voor pensioenen;

Gelet op het advies uitgebracht door het Beheerscomité van de Rijksdienst voor pensioenen;

Gelet op het advies van de Afgevaardigde van de Minister van Financiën;

Gelet op het akkoord van onze Minister van Begroting, gegeven op 28 april 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 28 april 1997;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 april 1995 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Rijksdienst voor pensioenen wordt de volgende wijziging aangebracht :

In § 1, 2e lid, worden de woorden "twee jaar na het van kracht worden van dit besluit" vervangen door de woorden "op 1 januari 1998".

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 mei 1997.

**Art. 3.** Onze Minister van Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLLA

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE**

**MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP**

N. 97 — 1250

[S - C - 97/35732]

**21 MEI 1997. — Besluit van de Vlaamse regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 12 september 1990 tot vaststelling van een eerste lijst houdende toewijzing van de aan het Vlaamse Gewest overgedragen onroerende goederen van de Nationale Landmaatschappij aan de Vlaamse Landmaatschappij en aan de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij**

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 21 december 1988 houdende oprichting van een Vlaamse Huisvestingsmaatschappij, inzonderheid op artikel 6, laatste lid, gewijzigd bij het decreet van 12 december 1990;

Gelet op het decreet van 21 december 1988 houdende oprichting van de Vlaamse Landmaatschappij, inzonderheid op artikel 15, § 2, gewijzigd bij het decreet van 12 december 1990;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 12 september 1990 tot vaststelling van een eerste lijst houdende toewijzing van de aan het Vlaamse Gewest overgedragen onroerende goederen van de Nationale Landmaatschappij aan de Vlaamse Landmaatschappij en aan de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 3 juli 1991 tot toewijzing van het aan het Vlaamse Gewest overgedragen vermogen van de Nationale Landmaatschappij aan de Vlaamse Landmaatschappij en aan de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 april 1997;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In bijlage I, gevoegd bij het besluit van de Vlaamse regering van 12 september 1990 tot vaststelling van een eerste lijst houdende toewijzing van de aan het Vlaamse Gewest overgedragen onroerende goederen van de Nationale Landmaatschappij aan de Vlaamse Landmaatschappij en aan de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij worden in de rubriek "12032 Puurs 2e afdeling/Ruisbroek", tussen de goederen "12032 A 0150A 02758 Hooiland Kleinbroeck 11349" en "12032 A 0170G4 02758 Bouwland Hoogveld 16507" de volgende goederen ingevoegd : "12032 A 0170C5 02758 Bouwland Hoogveld 4800".

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1990.

**Art. 3.** De Vlaamse minister, bevoegd voor de huisvesting, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 mei 1997.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting,

L. PEETERS

TRADUCTION

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE**

F. 97 — 1250

[S - C - 97/35732]

**21 MAI 1997. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 septembre 1990 établissant une première liste portant attribution à la Société flamande terrienne et à la Société flamande du Logement des biens immobiliers de la Société nationale terrienne transférés à la Région flamande**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 21 décembre 1988 portant création d'une Société flamande du Logement, notamment l'article 6, dernier alinéa, modifié par le décret du 12 décembre 1990;

Vu le décret du 21 décembre 1988 portant création d'une Société flamande terrienne, notamment l'article 15, § 2, modifié par le décret du 12 décembre 1990;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 septembre 1990 établissant une première liste portant attribution à la Société flamande terrienne et à la Société flamande du Logement des biens immobiliers de la Société nationale terrienne transférés à la Région flamande;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 juillet 1991 portant attribution à la Société flamande terrienne et à la Société flamande du Logement du patrimoine de la Société nationale terrienne transféré à la Région flamande;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 28 avril 1997;

Sur la proposition du Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement;  
Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'annexe I à l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 septembre 1990 établissant une première liste portant attribution à la Société flamande terrienne et à la Société flamande du Logement des biens immobiliers de la Société nationale terrienne transférés à la Région flamande, la mention "12032 A 0170C5 02758 Bouwland Hoogveld 4800" est insérée, sous la rubrique "12032 Puurs 2e afdeling/Ruisbroek", entre la mention "12032 A 0150A 02758 Hooiland Kleinbroeck 11349" et "12032 A 0170G4 02758 Bouwland Hoogveld 16507".

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

**Art. 3.** Le Ministre flamand ayant le logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 21 mai 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement,  
L. PEETERS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 1251

[C — 97/27325]

#### 5 JUIN 1997. — Décret relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

##### CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

Il est applicable sur le territoire de la région de langue française.

**Art. 2.** Au sens du présent décret, on entend par :

1° maison de repos : l'établissement destiné à l'hébergement de personnes âgées de soixante ans au moins qui y ont leur résidence habituelle et y bénéficient de services collectifs familiaux, ménagers, d'aide à la vie journalière et, s'il y a lieu, de soins infirmiers ou paramédicaux;

2° résidence-services : un ou plusieurs bâtiments quelle qu'en soit la dénomination, constituant un ensemble fonctionnel et comprenant des logements particuliers destinés aux personnes âgées de soixante ans au moins, leur permettant de mener une vie indépendante et disposant obligatoirement de services auxquels elles peuvent faire librement appel; les locaux, équipements et services collectifs de la résidence-services peuvent également être accessibles à d'autres personnes âgées de soixante ans au moins;

3° centre d'accueil de jour : centre situé au sein d'une maison de repos ou d'une maison de repos et de soins ou en liaison avec elle, où sont accueillies, pendant la journée, des personnes âgées de soixante ans au moins en perte d'autonomie, qui y bénéficient de soins familiaux et ménagers et, au besoin, d'une prise en charge thérapeutique et sociale;

4° résident : la personne âgée visée aux 1°, 2° et 3° ainsi que toute personne de moins de soixante ans qui séjourne ou est accueillie à titre exceptionnel dans la maison de repos, la résidence-services ou le centre d'accueil de jour;

5° gestionnaire : la personne physique ou morale exploitant une maison de repos, une résidence-services, ou un centre d'accueil de jour pour personnes âgées;

6° directeur : la ou les personnes physiques désignées par le gestionnaire pour assurer la gestion journalière de la maison de repos ou de la résidence-services;

7° représentant :

— le représentant légal ou judiciaire du résident;

— le mandataire désigné par le résident à l'exception de toute personne qui exerce une activité dans la maison de repos ou qui prend part à sa gestion, ou qui est soumise à l'autorité du gestionnaire. Cette restriction ne s'applique pas au parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclus;

— au besoin ou à défaut, un représentant du centre public d'aide sociale compétent à l'exception de toute personne qui exerce une activité dans la maison de repos ou qui prend part à sa gestion;

8° projet de vie : l'ensemble des actions et des mesures destinées à assurer l'intégration sociale des résidents, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la maison de repos.

(1) Session 1996-1997 :

Documents du Conseil n° 213 (1996-1997) n°s 1 à 30.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 29 mai 1997. Discussion. — Vote.

**Art. 3.** Le Gouvernement définit les règles selon lesquelles les maisons de repos, les résidences-services et les centres d'accueil de jour assurent une information sur la nature du service rendu et sur la publicité qu'ils diffusent.

CHAPITRE II. — *De la programmation*

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement fixe le programme d'implantation et de capacité des maisons de repos et des centres d'accueil de jour.

En outre, le Gouvernement peut fixer le programme d'implantation et de capacité des résidences-services.

Le Gouvernement procède à une actualisation de ces programmes tous les deux ans.

Ce programme tient compte de la répartition géographique des établissements, du nombre et des besoins spécifiques des personnes âgées dans l'arrondissement concerné, des dispositions fédérales en matière de financement des soins en maisons de repos; il respecte un équilibre entre les établissements relevant du secteur public, ceux relevant du secteur privé sans but lucratif et ceux relevant du secteur commercial.

§ 2. Tout projet d'ouverture d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour, d'extension de ceux-ci ou de réouverture après une interruption d'exploitation est soumis à l'accord de principe du Gouvernement. Lorsqu'il est saisi d'une demande d'accord de principe, le Gouvernement vérifie si le projet est compatible avec le programme visé au § 1<sup>er</sup>.

N'est pas considéré comme une interruption d'exploitation le seul changement de gestionnaire d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour.

La demande d'accord de principe est introduite auprès du Gouvernement par le gestionnaire.

Le Gouvernement fixe la composition du dossier.

Celui-ci comporte en tout cas un descriptif de la situation démographique de la commune et de l'arrondissement concernés, la description des infrastructures et aménagements projetés.

L'accord de principe accordé par le Gouvernement perd ses effets si l'agrément n'est pas accordé dans un délai de trois ans.

Le Gouvernement fixe les modalités d'introduction des demandes et d'octroi de l'accord de principe ainsi que les délais de décision.

Un recours contre les décisions concernant l'accord de principe peut être exercé auprès du Gouvernement selon les modalités qu'il fixe.

CHAPITRE III. — *De l'agrément et de l'autorisation provisoire de fonctionnement*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Une maison de repos, une résidence-services et un centre d'accueil de jour ne peuvent être exploités sans être agréés.

Toutefois, une maison de repos, une résidence-services et un centre d'accueil de jour peuvent être exploités sans être agréés si, une demande d'agrément ayant été introduite, ils bénéficient d'une autorisation provisoire de fonctionnement.

§ 2. Le Gouvernement agréé les maisons de repos qui répondent ou, si certaines normes ne peuvent être remplies qu'en cours de fonctionnement, s'engagent à répondre aux normes définies par le Gouvernement et qui concernent :

- 1° les services couverts par le prix d'hébergement ou d'accueil;
- 2° les modalités d'adaptation du prix d'hébergement ou d'accueil;
- 3° la comptabilité;
- 4° les capacités minimales et maximales d'hébergement ou d'accueil;
- 5° le bâtiment, particulièrement les normes de protection contre l'incendie en ce qu'elles complètent et adaptent les normes édictées au niveau fédéral;
- 6° la nourriture, l'hygiène et les soins de santé;
- 7° le nombre, la compétence, la qualification, les modalités d'engagement, la présence effective et la moralité des personnes exerçant leurs activités dans la maison de repos;
- 8° les conditions d'expérience et de qualification, ainsi que les exigences minimales d'activité et de présence requises pour exercer la fonction de directeur;
- 9° le règlement d'ordre intérieur respectant les principes suivants :
  - a) le respect de la vie privée des résidents ainsi que de leurs convictions idéologiques, philosophiques et religieuses;
  - b) le libre choix des médecins;
  - c) le libre accès de la maison de repos à la famille, aux amis, aux ministres des différents cultes et aux conseillers laïques demandés par les résidents ou à défaut par leur représentant;
  - d) la plus grande liberté possible de sortie.

Le Gouvernement définit la liste des dispositions minimales du règlement d'ordre intérieur.

En outre, le Gouvernement est habilité à préciser le contenu des dispositions assurant la protection minimale des résidents en référence aux principes énoncés aux lettres a) à d) du précédent alinéa;

10° la convention d'hébergement entre le gestionnaire et le résident ou son représentant respectant les principes suivants :

- a) la sécurité du résident quant à la qualité des services et de l'hébergement;
- b) la sécurité du résident quant aux prix de l'hébergement et des services, notamment quant aux prix journalier ou mensuel de l'hébergement, les services qu'il couvre ainsi que les modalités de son adaptation et le montant de la garantie éventuelle déposée et son affectation;
- c) la protection du résident quant à la mise en dépôt des biens, garanties et valeurs confiées au gestionnaire, ainsi que les modalités de leur gestion éventuelle;
- d) la sécurité du résident quant à la durée de la convention, les conditions et les délais de résiliation.



Le Gouvernement définit la liste des dispositions minimales que doit régler la convention. En outre, le Gouvernement est habilité à préciser le contenu des dispositions assurant la protection et la sécurité minimale des résidents en référence aux principes énoncés aux lettres a) à d) du précédent alinéa. Le Gouvernement définit également les dispositions spécifiques relatives à l'accueil de court séjour. La durée du court séjour ne peut excéder une durée de six mois.

§ 3. Le Gouvernement arrête les normes spécifiques concernant l'accueil et l'hébergement en maison de repos des personnes âgées désorientées.

§ 4. Le Gouvernement arrête les normes d'agrément complémentaires auxquelles doit répondre une maison de repos implantée sur plusieurs sites, gérée par un même pouvoir organisateur et par un même directeur et qui souhaite bénéficier d'un agrément unique.

Ces normes portent sur l'éloignement maximum des sites, les capacités minimales et maximales de chaque implantation et le personnel y affecté.

§ 5. Le Gouvernement agrée les résidences-services dont les logements individuels comportent au moins une salle de séjour, un espace cuisine, une chambre à coucher, une salle de bains et une toilette privés, adaptés et séparés. Les superficies minimales sont fixées par le Gouvernement.

En outre, les résidences-services doivent répondre ou, si certaines normes ne peuvent être remplies qu'en cours de fonctionnement, doivent s'engager à répondre aux normes définies par le Gouvernement et qui concernent les matières visées aux 1° à 8° du § 2 ainsi que :

1° le règlement d'ordre intérieur respectant les principes visés au § 2, 9°, la liste des dispositions et leurs précisions éventuelles arrêtées par le Gouvernement;

2° la convention entre le gestionnaire et le résident respectant les principes visés au § 2, 10°, la liste des dispositions et leurs précisions éventuelles arrêtées par le Gouvernement;

3° les modalités selon lesquelles une permanence est assurée permettant d'intervenir auprès des résidents en cas de nécessité;

4° les services facultatifs que le gestionnaire doit obligatoirement organiser ou rendre disponibles à la demande des résidents et les conditions de leur accès. Le Gouvernement définit le contenu minimal de ces divers services;

5° les modalités de liaison fonctionnelle avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins ainsi que tout autre service ou établissement.

§ 6. Le Gouvernement agrée les centres d'accueil de jour qui répondent ou, si certaines normes ne peuvent être remplies qu'en cours de fonctionnement, s'engagent à répondre aux normes définies par le Gouvernement et qui concernent les matières visées aux 1° à 7°, du § 2; les modalités de liaison à établir avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins, ainsi que :

1° le règlement d'ordre intérieur respectant les principes visés au § 2, 9°, la liste des dispositions et leurs précisions éventuelles arrêtées par le Gouvernement;

2° la convention d'accueil entre le gestionnaire et le résident respectant les principes visés au § 2, 10°, la liste des dispositions et leurs précisions éventuelles arrêtées par le Gouvernement.

Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement définit les conditions selon lesquelles une subvention forfaitaire journalière par personne accueillie est accordée à titre d'intervention dans les frais de fonctionnement des centres.

**Art. 6.** La demande d'agrément est introduite par lettre recommandée auprès du Gouvernement par le gestionnaire.

Le Gouvernement fixe les conditions de recevabilité, la composition du dossier et la procédure de la demande d'agrément.

L'agrément est accordé par le Gouvernement, sur proposition du fonctionnaire délégué par le Gouvernement, pour un terme de six ans ou pour une durée indéterminée.

L'agrément fixe le nombre de lits agréés par maison de repos, le nombre de logements par résidence-services et le nombre de places d'accueil agréées par centre d'accueil de jour.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de renouvellement, de suspension et de retrait de l'agrément ainsi que les délais de décision.

Le fonctionnaire délégué instruit le dossier et, au besoin, entend les personnes intéressées.

Un recours contre la décision de refus, de suspension, de non-renouvellement ou de retrait d'agrément peut être exercé auprès du Gouvernement selon les modalités qu'il fixe. Ce recours n'est pas suspensif.

Le refus, le non-renouvellement ou le retrait d'agrément entraîne la fermeture de la maison de repos, de la résidence-services ou du centre d'accueil de jour.

La suspension d'agrément comporte l'interdiction d'accueillir de nouveaux résidents.

**Art. 7.** Le Gouvernement octroie, aux conditions et selon les modalités qu'il fixe, une autorisation provisoire de fonctionnement à une maison de repos, une résidence-services ou un centre d'accueil de jour, qui a introduit une demande d'agrément recevable ou de renouvellement d'agrément recevable. Les conditions porteront notamment sur les normes de capacité d'hébergement et d'accueil, de protection contre l'incendie, de nombre et de présence effective du personnel, de nourriture, d'hygiène et de soins de santé, de règlement d'ordre intérieur et de convention d'hébergement ou d'accueil, fixées par le Gouvernement.

L'autorisation provisoire a une durée de validité maximale d'un an. Elle peut être prolongée si des travaux de sécurité le justifient et si leur réalisation est programmée.

Si, au terme du délai fixé, aucun refus d'agrément ou aucun retrait de l'autorisation provisoire de fonctionnement n'est intervenu, l'agrément est accordé.

Est considérée comme recevable la demande d'agrément qui a été introduite dans les formes prévues prescrites et dont le dossier répond à la composition déterminée par le Gouvernement.

**Art. 8.** Toutes les décisions relatives à l'octroi d'agrément ou d'autorisation provisoire de fonctionnement, au refus, à la suspension, au non-renouvellement, ou au retrait d'agrément, au refus ou au retrait d'autorisation provisoire de fonctionnement, sont communiquées par le Gouvernement au bourgmestre et au président du centre public d'aide sociale qui en informe le conseil de l'aide sociale.

Le bourgmestre tient un registre des maisons de repos, des résidences-services et des centres d'accueil de jour établis sur le territoire de sa commune.

**Art. 9.** La mention de l'agrément ou de l'autorisation provisoire de fonctionnement doit figurer sur tous les actes et autres documents émanant de la maison de repos, de la résidence-services ou du centre d'accueil de jour.

L'agrément ou l'autorisation provisoire de fonctionnement doit également faire l'objet d'un affichage apparent à l'extérieur et à l'intérieur de l'établissement.

Toutes les décisions relatives à l'octroi d'agrément ou d'autorisation provisoire de fonctionnement, au refus, à la suspension ou au retrait d'agrément, au refus ou au retrait d'autorisation provisoire de fonctionnement, sont communiquées aux résidents ou à leurs représentants par le gestionnaire.

**Art. 10.** En cas de refus d'agrément ou de constat du non-respect des conditions d'octroi de l'autorisation provisoire de fonctionnement ou des dispositions fixées en vertu du présent décret, au cours de la période pendant laquelle la demande d'agrément est examinée, l'autorisation provisoire de fonctionnement est retirée.

Un recours contre le retrait d'autorisation provisoire de fonctionnement peut être exercé auprès du Gouvernement selon les modalités qu'il fixe. Le recours n'est pas suspensif.

**Art. 11.** Le Gouvernement peut assortir sa décision de refus, de non-renouvellement ou de retrait d'agrément d'une interdiction pour le gestionnaire d'introduire, pendant un délai d'un an à dater de sa décision, une demande d'accord de principe ou une demande d'agrément pour l'exploitation d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour.

**Art. 12.** En cas de changement de gestionnaire, l'agrément d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour est maintenu pour autant que les conditions d'agrément restent remplies.

Tout changement de gestionnaire doit être communiqué au Gouvernement au plus tard dans le mois de la cession de la maison de repos, de la résidence-services ou du centre d'accueil de jour.

**Art. 13.** L'agrément peut être retiré par le Gouvernement pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou des dispositions fixées en vertu du présent décret.

Toute entrave à l'exécution des missions de surveillance des fonctionnaires par le gestionnaire des maisons de repos, des résidences-services et des centres d'accueil de jour ou par toute personne agissant en son nom peut entraîner le refus, la suspension ou le retrait d'agrément, le refus ou le retrait de l'autorisation provisoire de fonctionnement.

La décision du Gouvernement est prise après l'audition du gestionnaire ou après qu'il ait été invité à présenter sa défense devant le fonctionnaire délégué qui en dresse procès-verbal.

#### CHAPITRE IV. — *Des rapports entre le gestionnaire et les résidents*

**Art. 14.** Le règlement d'ordre intérieur définissant les droits et devoirs des résidents et du gestionnaire et répondant aux conditions de l'article 5 est remis aux résidents ou à leurs représentants avant la signature de la convention d'hébergement ou d'accueil ou l'entrée des résidents dans la maison de repos, la résidence-services ou le centre d'accueil de jour.

**Art. 15.** Un exemplaire de la convention conclue entre le gestionnaire de la maison de repos, de la résidence-services, ou du centre d'accueil de jour, et le résident ou son représentant est remis au résident et à son représentant, un autre est joint au dossier individuel visé à l'article 16.

**Art. 16.** Un dossier individuel est établi lors de l'admission de chaque résident. Il doit être mis à jour en permanence sur base des informations communiquées et être accessible au résident, à son représentant et aux fonctionnaires chargés de la surveillance, y compris en l'absence du gestionnaire ou de son représentant et du directeur.

Le dossier individuel reprend les données d'identité du résident, de son représentant, des personnes et des services auxquels le gestionnaire doit recourir au besoin.

Le Gouvernement définit la liste minimale des informations que doit contenir le dossier individuel.

**Art. 17.** Chaque maison de repos organise des activités d'animation et adopte un projet de vie qui répond aux besoins des résidents afin de leur assurer un bien-être optimal et de maintenir leur autonomie.

**Art. 18.** Un conseil des résidents est créé à la demande écrite de quatre résidents ou de leurs représentants. Il donne des avis concernant l'organisation des services et l'animation de la maison de repos.

#### CHAPITRE V. — *Du contrôle des maisons de repos, des résidences-services et des centres d'accueil de jour*

**Art. 19.** Toute personne intéressée peut adresser au bourgmestre une plainte écrite ou orale relative au fonctionnement d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour.

Toute plainte visée à l'alinéa 1er fait l'objet d'un accusé de réception envoyé dans les huit jours.

Sans préjudice des dispositions de l'article 29 du livre Ier du Code d'instruction criminelle, le bourgmestre en informe sans délai :

1° le Gouvernement;

2° le gestionnaire de la maison de repos, de la résidence-services ou du centre d'accueil de jour.

Lorsqu'une médiation s'avère possible, le bourgmestre peut agir en conciliation et formuler les recommandations qui lui semblent de nature à apporter une solution aux difficultés de fonctionnement.

Le bourgmestre ou le fonctionnaire qu'il délègue peut visiter la maison de repos, la résidence-services ou le centre d'accueil de jour.

En cas de visite de locaux constitutifs d'un domicile et à défaut de l'accord de l'occupant, il requiert l'autorisation du juge du tribunal de police ou de son suppléant.

Le bourgmestre adresse au Gouvernement un rapport sur les informations qu'il a pu recueillir.

Le gestionnaire de la maison de repos, de la résidence-services ou du centre d'accueil de jour informe sans délai le bourgmestre et le Gouvernement des suites réservées à la plainte.

Le Gouvernement informe le plaignant et le gestionnaire de la suite réservée à la plainte.

**Art. 20.** Les fonctionnaires désignés par le Gouvernement sont chargés de veiller au respect des règles fixées par ou en vertu du présent décret ainsi que des règles fixées par l'autorité fédérale en vue d'assurer la protection des personnes âgées.

Ces fonctionnaires sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi.

Ces fonctionnaires sont tenus de prêter, devant le juge de paix de leur domicile, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

Ils peuvent dans l'exercice de leurs missions :

1° procéder à tout examen, contrôle, enquête et recueillir toute information qu'ils estiment nécessaire, notamment :

a) interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b) se faire produire ou rechercher tout document utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie ou l'emporter contre récépissé;

2° dresser des procès-verbaux de constatation qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie en est notifiée dans les quinze jours de la constatation des faits aux gestionnaires et à l'auteur des faits.

En cas de visite dans des locaux constitutifs d'un domicile et à défaut de l'accord de l'occupant, sauf en cas d'extrême urgence lorsque l'assistance de la personne âgée en danger le requiert, les fonctionnaires visés ci-avant n'ont accès à ces locaux qu'en vertu d'une autorisation du juge du tribunal de police ou de son suppléant.

Le fonctionnaire délégué pourra fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle; ce délai ne peut être prolongé qu'une seule fois. Il en informe le bourgmestre de la commune où est situé l'établissement.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'application des articles 269 à 281 du Code pénal, seront punies d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 500 à 1 000 francs ou d'une de ces peines seulement les personnes qui gèrent une maison de repos, une résidence-services ou un centre d'accueil de jour, soit sans avoir obtenu l'agrément ou l'autorisation provisoire de fonctionnement, soit en contravention avec une décision de refus, de retrait d'agrément ou de fermeture, soit en accueillant de nouveaux résidents malgré une décision de suspension, soit en cas de non-respect caractérisé des conditions d'agrément en portant atteinte gravement à la protection, à la sécurité ou à la santé des personnes âgées ou qui mentionnent indûment l'agrément ou l'autorisation provisoire de fonctionnement.

§ 2. Les cours et tribunaux pourront interdire aux condamnés de gérer une maison de repos soit eux-mêmes, soit par personne interposée. Cette interdiction ne peut excéder dix ans.

§ 3. Sans préjudice de l'application des peines prévues au Code pénal, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 à 2 000 francs ou d'une de ces peines seulement :

1° celui qui, directement ou indirectement, et tout en exerçant une activité ou un mandat dans une maison de repos, une résidence-services ou un centre d'accueil de jour ou une société, un service ou une institution gérant une maison de repos, une résidence-services ou un centre d'accueil de jour :

— gère de façon non individualisée les comptes des résidents;

— par ruse, contrainte, menace, fausse promesse ou en profitant de l'état de faiblesse ou de maladie, se sera fait remettre des biens appartenant à un résident dans une maison de repos, une résidence-services ou un centre d'accueil de jour;

— administre les fonds ou biens des résidents, sauf dans le respect des conditions éventuellement prévues par la convention, visée à l'article 5 du présent décret;

2° celui qui impose comme condition préalable à l'accueil ou au séjour dans une maison de repos, une résidence-services ou un centre d'accueil de jour, le paiement d'une caution, ou d'une garantie, autre que celle autorisée par le Gouvernement.

**Art. 22.** Selon la procédure qu'il détermine, le Gouvernement peut décider d'urgence la fermeture d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour lorsque, soit :

1° un manquement grave aux règles fixées par ou en vertu du présent décret occasionnant une violation importante des droits des résidents est constaté;

2° ils fonctionnent sans avoir obtenu un agrément ou une autorisation provisoire de fonctionnement;

3° des motifs urgents relatifs à la santé publique ou à la sécurité le justifient.

Dans ce dernier cas, la fermeture n'est que temporaire si les circonstances qui ont justifié la fermeture ne sont plus réunies.

Le Gouvernement fixe les règles selon lesquelles un recours peut être exercé contre la décision de fermeture. Ce recours n'est pas suspensif.

**Art. 23.** Le bourgmestre est chargé de l'exécution des décisions de fermeture des maisons de repos, des résidences-services et des centres d'accueil de jour.

Il veille à l'application de toutes les mesures nécessaires à cet effet.

A cette fin, il peut procéder à l'évacuation des résidents et requérir le centre public d'aide sociale pour assurer l'accueil et l'hébergement urgents de ceux-ci.

#### CHAPITRE VI. — *Du Conseil wallon du troisième âge*

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé un Conseil wallon du troisième âge, ci-après dénommé le Conseil.

Le Gouvernement consulte le Conseil avant de prendre les décisions suivantes :

1° le programme visé à l'article 4 des maisons de repos, des résidences-services, des centres d'accueil de jour, et des nouvelles infrastructures en faveur des personnes âgées et son actualisation;

2° les arrêtés d'exécution et les dispositions générales d'application du présent décret;

3° les refus, les suspensions et retraits d'agrément, les décisions de fermeture, sauf les décisions visées à l'article 22;

4° les accords de principe.

A son initiative ou à la demande du Gouvernement, il donne son avis sur :

1° les orientations d'une politique régionale du troisième âge et les modalités pratiques de sa mise en œuvre;

2° les programmes d'études et d'évaluation des services régionaux en faveur des personnes âgées qui doivent permettre d'orienter le développement de nouvelles activités;

3° le suivi global des plaintes concernant les maisons de repos, les résidences-services et les centres d'accueil de jour. A cet effet, il dresse un rapport annuel sur les plaintes pour le 31 mars de l'année suivante au plus tard.

Le Gouvernement ou le Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions peuvent également requérir un avis du Conseil sur les propositions de décisions relatives à une demande d'agrément ou d'autorisation provisoire ainsi que de retrait de l'autorisation provisoire d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour.

Le Conseil est informé des dossiers d'autorisation provisoire de fonctionnement, d'agrément, de renouvellement d'agrément et de prolongation ou de retrait d'autorisation provisoire de fonctionnement. Il peut évoquer ces dossiers.

§ 2. Le Conseil transmet ses avis dans un délai de deux mois, sauf dans les cas visés à l'alinéa 4 du § 1er du présent article pour lesquels il transmet ses avis dans un délai d'un mois. A défaut, la procédure est poursuivie.

Pour remplir ses missions, le Conseil peut constituer des commissions chargées de lui faire rapport sur les différentes matières relevant de ses compétences et faire appel à des experts.

**Art. 25.** § 1er. Le Conseil est composé :

1° d'un président;

2° de vingt membres dont deux vice-présidents répartis comme suit :

a) six membres choisis en raison de leur connaissance de la politique du troisième âge ou de leur action sociale, médicale ou culturelle en faveur des personnes âgées, dont un représente une organisation de défense des intérêts des résidents et dont deux représentent les organisations représentatives des travailleurs du secteur, à l'exclusion de tout gestionnaire ou directeur d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour;

b) cinq membres choisis sur des listes doubles présentées par les organisations représentatives des personnes âgées;

c) trois membres choisis sur des listes doubles présentées par les organisations mutualistes;

d) trois représentants des gestionnaires de maisons de repos, de résidences-services et de centres d'accueil de jour et, d'autre part, trois représentants des directeurs de ceux-ci choisis sur des listes doubles présentées par les organisations représentatives des gestionnaires ou des directeurs de maisons de repos.

§ 2. Participent aux réunions du Conseil avec voix consultative :

1° deux représentants du Gouvernement;

2° un représentant de l'administration.

§ 3. Le président, les vice-présidents et les membres du Conseil visés au § 1er, 1° et 2°, sont nommés par le Gouvernement pour un terme de quatre ans renouvelable. Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant.

Les membres effectifs ou suppléants venant à perdre la qualité de mandataire de l'organisation qui les a présentés sont remplacés automatiquement à la demande de cette organisation pour la durée du mandat restant à courir.

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Il est constitué au sein du Conseil un bureau chargé de l'organisation, de la préparation, de l'exécution et de la coordination des travaux ainsi que des missions qui lui sont déléguées par le Conseil.

Le bureau prépare les réunions du Conseil et veille à la transmission immédiate au Gouvernement des propositions ou avis adoptés par le Conseil.

§ 2. Le bureau se compose du président, des deux vice-présidents et de deux membres désignés par le Gouvernement. Les représentants du Gouvernement assistent aux réunions du bureau avec voix consultative.

§ 3. Le Gouvernement organise le secrétariat du Conseil et du bureau.

**Art. 27.** Le Gouvernement arrête le règlement d'ordre intérieur sur proposition du Conseil.

**Art. 28.** Avant le 31 mars de chaque année, le Conseil adresse au Conseil régional wallon et au Gouvernement un rapport sur ses activités de l'année civile écoulée.

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

**Art. 29.** Sont abrogés :

1° le décret du Conseil de la Communauté française du 2 décembre 1982 créant un Conseil consultatif du troisième âge pour la Communauté française;

2° le décret du Conseil de la Communauté française du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées, modifié par les décrets des 27 mars 1985, 20 juillet 1988, 22 décembre 1989, 26 juin 1992 et 27 décembre 1993.

**Art. 30.** A titre transitoire, les accords de principe ou les dispenses d'accord de principe accordés en exécution de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juillet 1992, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 1996, restent valables jusqu'à leur échéance.

Les autorisations de fonctionnement provisoires et les agréments octroyés en vertu du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées tel que modifié restent valables jusqu'à leur date d'expiration sans préjudice d'un refus ou d'un retrait d'agrément avant cette date.

Toutefois, le Gouvernement est habilité à revoir le nombre de lits agréés en fonction du nombre de lits effectivement en service à la date de l'entrée en vigueur du présent décret.

Il est également habilité à revoir le nombre de lits agréés en fonction du taux moyen d'occupation des lits au cours des trois années civiles précédant cette entrée en vigueur.

**Art. 31.** A titre transitoire, les agréments accordés aux services d'accueil de jour pour personnes âgées, en fonction de la date d'entrée en vigueur du présent décret sur la base de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 avril 1991, restent valables jusqu'au 31 décembre 1998.

**Art. 32.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Namur, le 5 juin 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCION

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 1251

[C - 97/27325]

**5 JUNI 1997.** — Decreet betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse Raad voor de derde leeftijd) (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet. Het is van toepassing op het grondgebied van het Franse taalgebied.

**Art. 2.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° rustoord : de inrichting voor de opvang van bejaarden van minimum zestig jaar die er op duurzame wijze verblijven en in aanmerking komen voor collectieve familiale en huishoudelijke diensten, voor hulpverlening in het dagelijkse leven en, indien nodig, voor verpleegkundige en paramedische zorg;

2° serviceflats : één of meer gebouwen, onder welke benaming dan ook, die een functioneel geheel vormen en individuele woningen bevatten waar bejaarden van minimum zestig jaar zelfstandig kunnen leven, en die verplicht moeten beschikken over diensten waarop de bejaarden een beroep kunnen doen; de gemeenschappelijke lokalen, uitrustingen en diensten van een serviceflat kunnen ook toegankelijk zijn voor andere bejaarden van minimum zestig jaar;

3° dagcentrum : het centrum dat deel uitmaakt van een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis of hiermee verbonden is, waar bejaarden van minimum zestig jaar, die niet meer helemaal autonoom kunnen leven, overdag worden opgevangen om er huishoudelijke en gezinsverzorging en, indien nodig, een therapeutische en sociale hulp te genieten;

4° bewoner : de in 1°, 2° en 3° bedoelde bejaarde, alsmede elke persoon van minder dan zestig jaar die in het rustoord, in de serviceflat of in het dagcentrum verblijft of die er uitzonderlijkwijs wordt opgevangen;

5° beheerder : de natuurlijke of rechtspersoon die een rustoord, een serviceflat of een dagcentrum voor bejaarden uitbaat;

6° directeur : de door de beheerder aangewezen natuurlijke persoon (personen) die belast is (zijn) met het dagelijkse beheer van het rustoord of de serviceflat;

7° vertegenwoordiger :

- de wettelijke of rechterlijke vertegenwoordiger van de bewoner;

- de door de bewoner aangewezen gemachtigde, met uitzondering van elke persoon die een activiteit in het rustoord uitoefent, er medebeheerder van is of onder het gezag van de beheerder staat. Deze beperking is niet van toepassing op bloed- en aanverwanten tot in de vierde graad;

- indien nodig of bij ontstentenis van de twee voornoemde vertegenwoordigers, een vertegenwoordiger van het bevoegde openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, met uitzondering van elke persoon die een activiteit in het rustoord uitoefent of er medebeheerder van is;

8° levensproject : het geheel van de acties en maatregelen die de sociale integratie van de bewoners zowel binnen als buiten het rustoord moeten waarborgen.

**Art. 3.** De Regering bepaalt de regels die de rustoorden, serviceflats en dagcentra in acht moeten nemen bij het geven van informatie over de aard van de verleende dienst en bij het verspreiden van hun publiciteit.

(1) *Zitting 1996-1997 :*

*Stukken van de Raad* nr. 213 (1996-1997) nrs. 1 à 30.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 29 mei 1997. Bespreking. — Stemming.

HOOFDSTUK II. — *Programming*

**Art. 4. § 1.** De Regering bepaalt het programma voor de vestiging en de capaciteit van de rustoorden en de dagcentra. De Regering kan dergelijk programma ook voor serviceflats vaststellen.

Zij actualiseert de programma's om de twee jaar.

Het programma houdt rekening met de geografische verspreiding van de inrichtingen, met het aantal bejaarden in het betrokken arrondissement en met hun specifieke behoeften, met de federale wetsbepalingen inzake de verzorgingsfinanciering in rustoorden; het programma beoogt een juiste verspreiding tussen de openbare inrichtingen, de privé-inrichtingen zonder winstoogmerk en die van de commerciële sector.

§ 2. Voor elk project betreffende de opening van een rustoord, serviceflat of dagcentrum, de uitbreiding of de heropening ervan na een stopgezette uitbating is het principiële akkoord van de Regering nodig. Wanneer de Regering om haar principiële akkoord wordt verzocht, gaat zij na of het project verenigbaar is met het in § 1 bedoelde programma.

De vervanging van de beheerder van een rustoord, serviceflat of dagcentrum wordt niet beschouwd als een onderbreking van de uitbating. Het principiële akkoord van de Regering wordt door de beheerder gevraagd. De Regering bepaalt de samenstelling van het dossier.

Het dossier bevat hoe dan ook een beschrijving van de demografische toestand van de betrokken gemeente en van het betrokken arrondissement, alsmede een beschrijving van de geplande infrastructuur en inrichtingen.

Het principiële akkoord van de Regering heeft geen uitwerking meer als de erkenning niet verleend wordt binnen een termijn van drie jaar.

De Regering bepaalt de wijze waarop de aanvragen ingediend moeten worden, de voorwaarden waaronder zij haar principiële akkoord geeft, alsmede de termijn waarbinnen zij haar beslissingen neemt.

Tegen de beslissingen inzake het principiële akkoord kan bij de Regering een beroep ingesteld worden. Het beroep moet op de door de Regering bepaalde wijze ingesteld worden.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning en voorlopige werkingsvergunning*

**Art. 5. § 1.** Rustoorden, serviceflats en dagcentra mogen niet zonder erkenning uitgebaat worden.

Ze mogen evenwel zonder erkenning uitgebaat worden als zij, na indiening van een aanvraag om erkenning, beschikken over een voorlopige werkingsvergunning.

§ 2. De Regering erkent de rustoorden die voldoen of, als aan bepaalde normen pas gedurende de werking kan worden voldaan, zich ertoe verbinden te voldoen aan de door haar bepaalde normen betreffende :

- 1° de door de huisvestings- en opvangprijns gedekte diensten;
- 2° de voorwaarden waaronder de huisvestings- of opvangprijns wordt aangepast;
- 3° de boekhouding;
- 4° de minimale en maximale huisvestings- of opvangcapaciteit;
- 5° het gebouw, meer bepaald de brandveiligheidsnormen, in zover ze een aanvulling en een aanpassing van de federale normen zijn;
- 6° de voeding, de hygiëne en de gezondheidszorg;
- 7° de volgende gegevens over de personen die werkzaam zijn in het rustoord : aantal, bevoegdheid, kwalificatie, aanwervingsvoorwaarden, effectieve aanwezigheid en moraliteit;
- 8° de ervarings- en kwalificatievereisten alsmede de minimale vereisten inzake activiteit en aanwezigheid om de functie van directeur uit te oefenen;
- 9° het huishoudelijk reglement, dat de volgende principes in acht neemt :
  - a) eerbied voor het privé-leven van de bewoners alsmede voor hun ideologische, filosofische en religieuze opvattingen;
  - b) de vrije keuze van de arts;
  - c) de vrije toegang tot het rustoord voor familie en vrienden, en voor de ministers van de verschillende erediensten en de leken-raadgevers die de bewoners of hun vertegenwoordiger hebben laten komen;
  - d) een maximale uitgangsvrijheid.

De Regering bepaalt de lijst van de minimale voorschriften van het huishoudelijk reglement.

Zij is bovendien bevoegd om de inhoud van de voorschriften nader te bepalen, die de bewoners een minimale bescherming waarborgt, overeenkomstig de principes die bedoeld worden onder de punten a, b, c en d van het vorige lid;

10° de huiveringsovereenkomst tussen de beheerder en de bewoner of zijn vertegenwoordiger, waarbij de volgende principes in acht worden genomen :

- a) de zekerheid van de bewoner omtrent de kwaliteit van de verleende diensten en van de huisvesting;
- b) de zekerheid van de bewoner omtrent de prijs van de huisvesting en van de verleende diensten, met name de dagelijkse of maandelijkse huisvestingsprijs, de door de prijs gedekte diensten, alsmede de voorwaarden voor de aanpassing ervan en eventueel het bedrag van de gedeponeerde waarborg en de bestemming ervan;
- c) de bescherming van de bewoner i.v.m. het in bewaring geven van de goederen, waarborgen en waarden die aan de beheerder worden toevertrouwd, alsmede de voorschriften voor het eventuele beheer ervan;
- d) de zekerheid van de bewoner omtrent de duur van de overeenkomst, de opzeggingsvoorwaarden en -termijnen ervan.

De Regering bepaalt de lijst van de minimale voorschriften die bij de overeenkomst moeten worden geregeld. Zij is bovendien bevoegd om de inhoud van de voorschriften nader te bepalen, die de bewoners een minimale zekerheid waarborgen, overeenkomstig de principes die bedoeld worden onder de punten *a*, *b*, *c* en *d* van het vorige lid. De Regering bepaalt eveneens de specifieke voorschriften voor het korte verblijf. Het korte verblijf mag niet langer duren dan zes maanden.

§ 3. De Regering bepaalt de specifieke normen voor de opvang en de huisvesting van gedesoriënteerde bejaarden in een rustoord.

§ 4. De Regering bepaalt de bijkomende erkenningsnormen waaraan moet worden voldaan door geografisch verspreide rustoorden die door dezelfde inrichtende macht en dezelfde directeur worden beheerd en om een eenmalige erkenning vragen.

Deze normen hebben betrekking op de maximale verwijdering van de rustoorden, de minimale en maximale capaciteit van elke inrichting en het personeel dat er tewerkgesteld is.

§ 5. De Regering erkent de serviceflats waarvan de individuele woningen minstens een woonkamer, een keuken, een slaapkamer, een badkamer en een privé-toilet bevatten. Deze ruimten moeten aangepast en gescheiden zijn. De minimale oppervlakten worden door de Regering vastgesteld. De serviceflats moeten bovendien voldoen of, als aan bepaalde normen pas gedurende de werking kan worden voldaan, zich ertoe verbinden te voldoen aan de door de Regering bepaalde normen betreffende de gegevens die bedoeld worden in § 2, 1° à 8°, alsmede :

1° het huishoudelijk reglement dat de in § 2, 9°, bedoelde principes in acht neemt, de lijst van de voorschriften en de eventuele nadere gegevens hierover die door de Regering bepaald worden;

2° de overeenkomst tussen de beheerder en de bewoner, waarbij de in § 2, 10°, bedoelde principes in acht worden genomen, de lijst van de voorschriften en de eventuele nadere gegevens hierover die door de Regering bepaald worden;

3° de wijze waarop een wachtdienst wordt verzekerd, om de bewoners zo nodig de gevraagde bijstand te kunnen verlenen;

4° de facultatieve diensten die de beheerder moet organiseren of ter beschikking stellen van de bewoners en de gebruiksvoorwaarden ervan. De Regering bepaalt de minimale inhoud van deze diensten;

5° de voorwaarden voor een functionele verbinding met een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis alsmede elke andere dienst of inrichting.

§ 6. De Regering erkent de serviceflats die voldoen of, als aan bepaalde normen pas gedurende de werking kan worden voldaan, zich ertoe verbinden te voldoen aan de door de Regering bepaalde normen betreffende de gegevens die bedoeld worden in § 2, 1° à 7°, de voorwaarden voor een verbinding met een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis, alsmede :

1° het huishoudelijk reglement dat de in § 2, 9°, bedoelde principes in acht neemt, de lijst van de voorschriften en de nadere gegevens hierover die door de Regering bepaald worden;

2° de opvangovereenkomst tussen de beheerder en de bewoner, waarbij de in § 2, 10°, bedoelde principes in acht worden genomen, de lijst van de voorschriften en de eventuele nadere gegevens hierover die door de Regering bepaald worden.

De Regering bepaalt, binnen de perken van de begrotingskredieten, de voorwaarden waaronder een dagelijkse forfaitaire toelage per opgevangen persoon wordt verleend als tegemoetkoming in de werkingskosten van de centra.

**Art. 6.** De aanvraag om erkenning wordt bij aangetekende brief door de beheerder aan de Regering gericht.

De Regering bepaalt de ontvankelijkheidsvoorwaarden, de samenstelling van het dossier en de procedure voor de aanvraag om erkenning.

De Regering verleent de erkenning voor een termijn van zes jaar of voor een onbepaalde termijn op voorstel van de door haar afgevaardigde ambtenaar.

De erkenning vermeldt het aantal erkende bedden per rustoord, het aantal woningen per serviceflat en het aantal erkende plaatsen per dagcentrum.

De Regering bepaalt de procedures voor de verlening, de vernieuwing, de schorsing en de intrekking van de erkenning alsmede de termijn waarbinnen de beslissingen genomen moeten worden.

De afgevaardigde ambtenaar behandelt het dossier en hoort de betrokkenen, indien nodig.

Tegen de beslissing tot weigering, schorsing, niet-vernieuwing of intrekking van de erkenning kan bij de Regering onder de door haar bepaalde voorwaarden een beroep ingesteld worden. Het beroep is niet schorsend.

De weigering, niet-vernieuwing of intrekking van de erkenning heeft de sluiting van het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum tot gevolg.

De schorsing van de erkenning heeft als gevolg dat geen nieuwe bejaarden meer opgevangen mogen worden.

**Art. 7.** De Regering verleent, onder de voorwaarden en op de wijze die zij bepaalt, een voorlopige werkingsvergunning aan een rustoord, serviceflat of dagcentrum waarvan de ingediende aanvraag om erkenning of erkenningsvernieuwing ontvankelijk is. De voorwaarden betreffen o.a. de normen die de Regering heeft vastgesteld m.b.t. de huisvestings- en opvangcapaciteit, de brandbeveiliging, het aantal personeelsleden en hun effectieve aanwezigheid, de voeding, de hygiëne en de gezondheidszorg, het huishoudelijk reglement en de huisvestings- en opvangovereenkomst.

De voorlopige vergunning heeft een maximale geldigheidsduur van één jaar. Ze kan verlengd worden als veiligheidswerken het rechtvaardigen en als hun uitvoering gepland is.

De erkenning wordt verleend indien er na afloop van de vastgestelde termijn geen sprake is van erkenningsweigering of van intrekking van de voorlopige werkingsvergunning.

De aanvraag om erkenning die ingediend wordt volgens de voorgeschreven regels en waarvan het dossier aangelegd is zoals de Regering het heeft bepaald, wordt als ontvankelijk beschouwd.

**Art. 8.** Alle beslissingen i.v.m. de verlening van de erkenning of van de voorlopige werkingsvergunning, de weigering, schorsing, niet-vernieuwing of intrekking van de erkenning, de weigering of intrekking van de voorlopige werkingsvergunning worden door de Regering meegedeeld aan de burgemeester en aan de voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, die de raad voor sociale bijstand daarvan op de hoogte brengt.

De burgemeester houdt een register van de rustoorden, serviceflats en dagcentra die gevestigd zijn op het grondgebied van zijn gemeente.

**Art. 9.** De erkenning of de voorlopige werkingsvergunning moeten vermeld worden in alle akten en stukken die uitgaan van het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum.

De erkenning of de voorlopige werkingsvergunning moet bovendien duidelijk aangeplakt worden, zowel buiten als binnen de inrichting.

Alle beslissingen i.v.m. de verlening van de erkenning of van de voorlopige werkingsvergunning, de weigering, schorsing of intrekking van de erkenning, de weigering of intrekking van de voorlopige werkingsvergunning worden door de beheerder aan de bewoners of aan hun vertegenwoordigers meegedeeld.

**Art. 10.** De voorlopige werkingsvergunning wordt ingetrokken indien de erkenning wordt geweigerd of indien tijdens het onderzoek van de aanvraag om erkenning wordt vastgesteld dat de voorwaarden voor de verlening van de voorlopige werkingsvergunning of de krachtens dit decreet vastgestelde voorschriften niet in acht worden genomen.

Tegen de intrekking van de voorlopige werkingsvergunning kan bij de Regering onder de door haar bepaalde voorwaarden een beroep ingesteld worden. Het beroep is niet schorsend.

**Art. 11.** Naast haar beslissing tot weigering, niet-vernieuwing of intrekking van de erkenning kan de Regering de beheerder verbieden gedurende één jaar, met ingang van de datum van de beslissing, een aanvraag om principieel akkoord of om erkenning in te dienen met het oog op de uitbating van een rustoord, serviceflat of dagcentrum.

**Art. 12.** De rustoorden, serviceflats of dagcentra waarvan de beheerder vervangen wordt, behouden hun erkenning voor zover ze de erkenningsvoorwaarden blijven vervullen.

Elke verandering van beheerder moet uiterlijk binnen de maand, waarin het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum van beheerder verandert, aan de Regering meegedeeld worden.

**Art. 13.** De erkenning kan door de Regering ingetrokken worden als de bepalingen van dit decreet of de krachtens dit decreet vastgestelde voorschriften niet in acht worden genomen.

Als de beheerder van een rustoord, serviceflat of dagcentrum of de persoon die in zijn naam handelt, de ambtenaren beletten toezicht uit te oefenen, kan de erkenning geweigerd, geschorst of ingetrokken worden of de voorlopige werkingsvergunning geweigerd of ingetrokken worden.

De Regering neemt haar beslissing nadat de beheerder werd gehoord of verzocht zich vóór de afgevaardigde ambtenaar te verdedigen. Deze laatste maakt vervolgens proces-verbaal op.

#### HOOFDSTUK IV. — *Verhouding tussen de beheerder en de bewoners*

**Art. 14.** Het huishoudelijk reglement waarin de rechten en plichten van de bewoners en de beheerder zijn vastgesteld en waarbij de voorwaarden van artikel 5 in acht worden genomen, wordt vóór de handtekening van de huisvestings- of opvangovereenkomst of vóór de aankomst van de bejaarde in het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum aan deze laatste of aan zijn vertegenwoordiger overhandigd.

**Art. 15.** De bewoner of zijn vertegenwoordiger krijgen één exemplaar van de overeenkomst die zij gesloten hebben met de beheerder van het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum.

Een tweede exemplaar wordt bij het in artikel 16 bedoelde persoonlijke dossier gevoegd.

**Art. 16.** Voor elke opgevangen bejaarde wordt een persoonlijk dossier aangelegd. Het moet voortdurend bijgehouden worden op basis van de verstrekte gegevens en toegankelijk zijn voor de bewoner, zijn vertegenwoordiger en de met het toezicht belaste ambtenaren, zelfs bij afwezigheid van de beheerder of zijn vertegenwoordiger en van de directeur.

Het persoonlijke dossier vermeldt de personalia van de bewoner en zijn vertegenwoordiger, evenals de naam en het adres van de personen en diensten die de beheerder eventueel moet raadplegen.

De Regering bepaalt de lijst van de minimale gegevens die in het persoonlijke dossier moeten voorkomen.

**Art. 17.** Elk rustoord organiseert recreatieactiviteiten en keurt een levensproject goed dat voldoet aan de behoeften van de bewoners om hen een optimaal welzijn te waarborgen en hun autonomie te handhaven.

**Art. 18.** Op schriftelijk verzoek van vier bewoners of van hun vertegenwoordigers wordt een bewonersraad opgericht. Deze raad geeft adviezen over de dienstenorganisatie en over de recreatieactiviteiten binnen het rustoord.

#### HOOFDSTUK V. — *Controle op de rustoorden, serviceflats en dagcentra*

**Art. 19.** Elke belanghebbende kan zich schriftelijk of mondeling bij de burgemeester beklagen over de werking van zijn rustoord, serviceflat of dagcentrum.

Elke klacht moet het voorwerp zijn van een binnen acht dagen toe te zenden ontvangbewijs.

Onverminderd de bepalingen van artikel 29 van boek I van het Wetboek van strafvordering verwittigt de burgemeester :

1° de Regering;

2° de beheerder van het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum.

Wanneer een verzoening mogelijk blijkt, kan de burgemeester een minnelijke schikking zoeken en aanbevelingen geven die volgens hem kunnen bijdragen tot een oplossing van de werkingsproblemen.

De burgemeester of de door hem gemachtigde ambtenaar mag het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum bezoeken.

Als het gaat om een bezoek van lokalen die als woonplaats dienen, waarvoor het akkoord van de bewoner ontbreekt, dan eist hij de toestemming van de rechter van de politierechtbank of van zijn plaatsvervanger.

De burgemeester bezorgt de Regering een rapport over de inlichtingen die hij heeft kunnen inwinnen.

De beheerder van het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum licht de burgemeester en de Regering onmiddellijk in over het gevolg dat aan de klacht wordt gegeven.

De Regering licht de klagende partij en de beheerder in over het gevolg dat aan de klacht wordt gegeven.



**Art. 20.** Ten einde de bescherming van de bejaarden te waarborgen, moeten de door de Regering aangewezen ambtenaren toezien op de naleving van de bij of krachtens dit decreet bepaalde regels alsmede van de door de federale overheid bepaalde regels.

Deze ambtenaren zijn bekleed met het ambt van politieofficier van de procureur des Konings.

Ze zijn gehouden de bij het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed vóór de vrederechter van hun woonplaats af te leggen.

Bij het vervullen van hun opdracht kunnen ze :

1° alle controles en onderzoeken verrichten en alle inlichtingen inwinnen die zij nodig achten, met name :

- a) elke persoon ondervragen over elk gegeven dat nuttig is voor het toezicht;
- b) elk nuttig document voor de uitoefening van hun opdracht opzoeken of het zich laten bezorgen, er een afschrift van maken of het tegen ontvangstbewijs meenemen;

2° processen-verbaal van bevinding opmaken, die bewijskracht hebben tot het tegendeel is bewezen. Een afschrift daarvan wordt binnen veertien dagen na de vaststelling van de feiten ter kennis gebracht van de beheerders en van de auteur van de feiten.

Als het gaat om een bezoek van lokalen die als woonplaats dienen, waarvoor het akkoord van de bewoner ontbreekt, kunnen bovengenoemde ambtenaren die lokalen alleen met een vergunning van de rechter van de politierechtbank of van zijn plaatsvervanger betreden, behalve in spoedgevallen, wanneer de in gevaar verkerende bejaarde dringend hulp behoeft.

De afgevaardigde ambtenaar kan een termijn vaststellen waarbinnen de overtreder orde op zaken moet stellen; die termijn kan slechts één keer verlengd worden. Hij stelt de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gevestigd is, hiervan in kennis.

**Art. 21.** § 1. Onverminderd de toepassing van de artikelen 269 à 281 van het Strafwetboek worden een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en een geldboete van 500 tot 1000 BEF of één van die straffen opgelegd aan de beheerder van een rustoord, serviceflat of dagcentrum die :

- niet over een erkenning of een voorlopige werkingsvergunning beschikt;
- een beslissing tot erkenningsweigering of -intrekking of een beslissing tot sluiting in de wind slaat;
- ondanks een beslissing tot schorsing nieuwe bewoners heeft opgevangen;
- de erkenningsvoorwaarden kennelijk niet heeft vervuld en de bescherming, de veiligheid of de gezondheid van de bejaarden daardoor in gevaar brengt;
- ten onrechte gewag maakt van de erkenning of van de voorlopige werkingsvergunning.

§ 2. De hoven en de rechtbanken kunnen de veroordeelde verbieden, hetzij persoonlijk, hetzij via een tussenpersoon, een rustoord te beheren. Het verbod mag niet langer duren dan tien jaar.

§ 3. Onverminderd de toepassing van de bij het Strafwetboek bepaalde straffen worden een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een geldboete van 26 tot 2000 BEF of één van die straffen opgelegd :

1° aan degene die, terwijl hij een activiteit of een mandaat uitoefent in een rustoord, serviceflat of dagcentrum of in een vennootschap, dienst of instelling die een rustoord, serviceflat of dagcentrum beheren, rechtstreeks of onrechtstreeks :

- de rekeningen van de bewoners op een niet-geïndividualiseerde wijze beheert;
- door list, geweld, dreiging, met valse beloften of door te profiteren van de zwakke gezondheid of van de ziekte van de bejaarde, zich zijn goederen laat bezorgen in een rustoord, serviceflat of dagcentrum;
- de fondsen of goederen van de bewoners beheert zonder inachtneming van de voorschriften die eventueel bepaald zijn bij de in artikel 5 van dit decreet bedoelde overeenkomst;

2° degene die als voorwaarde voor de opvang of het verblijf in een rustoord, serviceflat of dagcentrum de betaling van een andere borg of waarborg oplegt dan die door de Regering toegelaten is.

**Art. 22.** De Regering kan beslissen een rustoord, serviceflat of dagcentrum onmiddellijk te sluiten volgens de door haar bepaalde procedure wanneer :

- 1° een ernstige overtreding van de bij of krachtens dit decreet bepaalde regels wordt vastgesteld, die een aanzienlijke schending van de rechten van de bewoners tot gevolg heeft;
- 2° de inrichtingen zonder erkenning of voorlopige werkingsvergunning werken;
- 3° dringende volksgezondheids- of veiligheidsredenen het rechtvaardigen.

In het laatste geval is de sluiting slechts tijdelijk.

De Regering bepaalt de regels volgens dewelke een beroep kan worden ingesteld tegen de beslissing tot sluiting. Het beroep is niet schorsend.

**Art. 23.** De burgemeester is belast met de uitvoering van de beslissingen tot sluiting van de rustoorden, serviceflats en dagcentra.

Met het oog hierop zorgt hij ervoor dat alle nuttige maatregelen genomen worden.

Daartoe kan hij de bewoners laten evacueren en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn verzoeken om ze zo spoedig mogelijk op te vangen en te huisvesten.

#### HOOFDSTUK VI. — *"Conseil wallon du troisième âge"*

**Art. 24.** § 1. Er wordt een *"Conseil wallon du troisième âge"* opgericht, hierna *"de Raad"* genoemd.

De Regering raadpleegt de Raad vooraleer de volgende beslissingen te nemen :

1° het in artikel 4 bedoelde programma van de rustoorden, serviceflats, dagcentra en van de nieuwe infrastructuur ten gunste van de bejaarden en de aanpassing ervan;

2° de uitvoeringsbesluiten en de algemene bepalingen voor de toepassing van dit decreet;

3° de weigeringen, de erkenningschorsingen en -intrekkingen, de beslissingen tot sluiting, behalve de in artikel 22 bedoelde beslissingen;

4° de principiële akkoorden.

Op eigen initiatief of op verzoek van de Regering geeft de Raad advies over :

1° de lijnen van een gewestelijk beleid voor de derde leeftijd en de praktische voorschriften om dat beleid te voeren;

2° de studie- en evaluatieprogramma's van de gewestelijke diensten, die nieuwe activiteiten voor bejaarden moeten helpen ontwikkelen;

3° de globale opvolging van de klachten over de rustoorden, serviceflats en dagcentra. In dat verband maakt de Raad uiterlijk vóór 31 maart van het volgende jaar een rapport op i.v.m. de klachten.

De Regering of de Minister van Sociale Actie kunnen de Raad ook verzoeken om advies over de beslissingsvoorstellen i.v.m. een aanvraag om erkenning of om voorlopige vergunning alsmede i.v.m. een aanvraag om intrekking van de voorlopige vergunning van een rustoord, serviceflat of dagcentrum.

De Raad wordt ingelicht over de dossiers betreffende de voorlopige werkingsvergunning, de erkenning, de vernieuwing van de erkenning en de verlenging of de intrekking van de voorlopige werkingsvergunning. Hij kan deze dossiers ter sprake brengen.

§ 2. De Raad geeft zijn adviezen binnen een termijn van twee maanden, behalve in de in het vierde lid van § 1 van dit artikel bedoelde gevallen waarin hij zijn adviezen binnen een termijn van één maand geeft. Bij gebreke ervan wordt de procedure voortgezet.

Om zijn opdrachten te vervullen kan de Raad commissies instellen die hem verslag moeten uitbrengen over de verschillende aangelegenheden die tot zijn bevoegdheden behoren, en een beroep doen op deskundigen.

**Art. 25.** § 1. De Raad is samengesteld uit :

1° een voorzitter;

2° twintig leden onder wie twee ondervoorzitters, met de volgende onderverdeling :

a) zes leden gekozen voor hun kennis van het beleid van de derde leeftijd of voor hun sociale, medische of culturele inzet ten gunste van de bejaarden. Eén lid vertegenwoordigt een vereniging die de belangen van de bewoners verdedigt en twee leden vertegenwoordigen de representatieve werknemersorganisaties in deze sector, met uitzondering van de beheerder of de directeur van een rustoord, serviceflat of dagcentrum;

b) vijf leden gekozen uit dubbeltallen die voorgedragen worden door de representatieve bejaardenorganisaties;

c) drie leden gekozen uit dubbeltallen die voorgedragen worden door de ziekenfondsen;

d) drie vertegenwoordigers van de beheerders van rustoorden, serviceflats en dagcentra en drie vertegenwoordigers van de directeuren ervan, gekozen uit dubbeltallen die voorgedragen worden door de representatieve beheerdersorganisaties, of van de directeuren van de rustoorden.

§ 2. De volgende personen wonen de vergaderingen van de Raad bij met raadgevende stem :

1° twee vertegenwoordigers van de Regering;

2° één vertegenwoordiger van het bestuur.

§ 3. De voorzitter, de ondervoorzitters en de leden van de Raad die bedoeld worden in § 1, 1° en 2°, worden voor een hernieuwbare termijn van vier jaar door de Regering benoemd.

Voor elk gewoon lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen.

De gewone of plaatsvervangende leden die niet langer gemachtigde zijn van de vereniging die ze heeft voorgedragen, worden op verzoek van die vereniging automatisch vervangen voor de resterende duur van het mandaat.

**Art. 26.** § 1. Binnen de Raad wordt een bureau opgericht dat belast is met de organisatie, de voorbereiding, de uitvoering en de coördinatie van de werken en met de opdrachten die de Raad hem toevertrouwt.

Het bureau bereidt de vergaderingen van de Raad voor en zorgt ervoor dat de door de Raad goedgekeurde voorstellen en adviezen onmiddellijk aan de Regering worden gericht.

§ 2. Het bureau is samengesteld uit de voorzitter, de twee ondervoorzitters en twee leden die de Regering aanwijst. De vertegenwoordigers van de Regering wonen de bureauvergaderingen bij met raadgevende stem.

§ 3. De Regering zorgt voor de organisatie van het secretariaat van de Raad en van het bureau.

**Art. 27.** De Regering stelt het huishoudelijk reglement vast op voorstel van de Raad.

**Art. 28.** De Raad bezorgt de Waalse Gewestraad en de Regering jaarlijks vóór 31 maart een verslag over zijn activiteiten van het afgelopen kalenderjaar.

#### HOOFDSTUK VII. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 29.** Opgeheven worden :

1° het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 2 december 1982 in verband met de oprichting van een Raad van Advies voor de derde leeftijd van de Franse Gemeenschap;

2° het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1984 in verband met de rustoorden voor bejaarden, gewijzigd bij de decreten van 27 maart 1985, 20 juli 1988, 22 december 1989, 26 juni 1992 en 27 december 1993.

**Art. 30.** Bij wijze van overgangsmaatregel blijven de principiële akkoorden of de vrijstellingen van principieel akkoord die gegeven werden krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 juli 1992, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 1996, geldig tot hun vervaldag.

De voorlopige werkingsvergunningen en de erkenningen die verleend werden krachtens het decreet van 10 mei 1984 in verband met de rustoorden voor bejaarden, zoals gewijzigd, blijven geldig tot hun vervaldag, onverminderd een weigering of een intrekking van de erkenning vóór deze datum.

Bovendien is de Regering bevoegd om het aantal erkende bedden te herzien op grond van het aantal bedden die werkelijk gebruikt worden op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Zij is tevens bevoegd om het aantal erkende bedden te herzien op grond van het gemiddelde bezettingspercentage van de bedden gedurende de drie kalenderjaren vóór deze inwerkingtreding.

**Art. 31.** De dagcentra voor bejaarden, die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet werkzaam zijn krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap, behouden hun erkenning bij wijze van overgangsmaatregel tot 31 december 1998.

**Art. 32.** De Regering stelt de datum van inwerkingtreding van dit decreet vast.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 5 juni 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Onderzoek, Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### MINISTERIE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 1252

[C - 31380]

#### 5 JUNI 1997. — Ordonnance relative aux permis d'environnement (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### TITRE Ier. - Définitions et généralités

##### Article 1<sup>er</sup>

##### Habilitation constitutionnelle

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

##### Article 2

##### Objectifs

La présente ordonnance tend à assurer la protection contre les dangers, nuisances ou inconvénients qu'une installation ou une activité est susceptible de causer, directement ou indirectement à l'environnement, à la santé ou à la sécurité de la population, en ce compris de toute personne se trouvant à l'intérieur de l'enceinte d'une installation sans pouvoir y être protégée en qualité de travailleur.

##### Article 3

##### Définitions

Pour l'application de la présente ordonnance, on entend par :

1° installation : toute installation exploitée par une personne physique ou morale, publique ou privée dont l'activité est classée;

2° installation temporaire : toute installation dont la durée d'exploitation n'excède pas :

a) trois ans, s'il s'agit d'une installation nécessaire à un chantier de construction;

b) trois mois, dans les autres cas;

et dont les dangers, nuisances ou inconvénients sont limités à la durée du permis;

(1) *Session ordinaire 1996-1997 :*

*Documents du Conseil.* — A-138/1 : Projet d'ordonnance. — A-138/2 : Rapport. — A-138/3 : Amendements après rapport.

*Compte rendu intégral.* — Discussion : séances des 29 et 30 mai 1997. — Adoption : séance du 30 mai 1997.

### MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 1252

[C - 31238]

#### 5 JUNI 1997. — Ordonnantie betreffende de milieuvergunningen (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### TITEL I. - Definities en algemene bepalingen

##### Artikel 1

##### Grondwettelijke machtiging

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

##### Artikel 2

##### Doelstellingen

Deze ordonnantie wil de bescherming waarborgen tegen elke vorm van gevaar, hinder of ongemak die een inrichting of een activiteit, rechtstreeks of indirect, zou kunnen veroorzaken ten opzichte van het leefmilieu, de gezondheid en de veiligheid van de bevolking, met inbegrip van elke persoon die zich binnen de ruimte van de inrichting bevindt, zonder er als werknemer beschermd te kunnen zijn.

##### Artikel 3

##### Definities

Voor de toepassing van deze ordonnantie, verstaat men onder :

1° inrichting : elke inrichting die door een natuurlijke persoon of door een publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersoon wordt uitgebaat en waarvan de activiteit in een klasse is ondergebracht;

2° tijdelijke inrichting : elke inrichting die niet langer uitgebaat wordt dan :

a) drie jaar, wanneer het gaat over een inrichting die nodig is voor een bouwterrein;

b) drie maanden in de andere gevallen;

en waarvan de gevaren, de hinder of de nadelen beperkt zijn tot de duur van de vergunning;

(1) *Gewone zitting 1996-1997 :*

*Documenten van de Raad.* — A-138/1 : Ontwerp van ordonnantie. — A-138/2 : Verslag. — A-138/3 : Amendementen na verslag.

*Volledig verslag.* — Bespreking : vergaderingen van 29 en 30 mei 1997. — Aanneming : vergadering van 30 mei 1997.

3° installation mobile : une installation qui peut être aisément déplacée pour être exploitée sur des sites différents;

4° exploitation : la mise en place, la mise en service, le maintien en service, l'utilisation ou l'entretien d'une installation, ainsi que tout rejet de substances en provenance d'une installation;

5° projet : l'installation pour laquelle est introduite une déclaration, une demande de certificat ou de permis d'environnement;

6° projet mixte : un projet qui, au moment de son introduction, requiert à la fois un permis d'environnement relatif à une installation de classe I.A ou I.B et un permis d'urbanisme;

7° dossier :

a) la demande de certificat ou de permis d'environnement et les compléments qui sont apportés par le demandeur en cours d'instruction de la demande;

b) tous les documents qui sont élaborés par l'administration à l'occasion de l'instruction de la demande;

8° demandeur : la personne physique ou morale, publique ou privée qui introduit une demande de certificat ou de permis d'environnement;

9° exploitant : toute personne exploitant une installation ou pour le compte de laquelle une installation est exploitée;

10° Institut : Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement;

11° autorité compétente : l'autorité habilitée à délivrer un certificat ou un permis d'environnement;

12° commission de concertation : la commission territorialement compétente créée par l'article 11 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

13° enquête publique : les mesures dont les modalités sont définies à l'article 8 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

14° mesures particulières de publicité : les mesures visées aux articles 113 et 114 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

15° incidences d'un projet : les effets directs et indirects, à court terme et à long terme, temporaires, accidentels et permanents d'un projet sur :

- a) l'être humain, la faune et la flore;
- b) le sol, l'eau, l'air, le climat, l'environnement sonore et le paysage;
- c) l'urbanisme et le patrimoine immobilier;
- d) la mobilité globale;
- e) les domaines social et économique;
- f) l'interaction entre ces facteurs;

16° décision définitive : une décision est définitive lorsque tous les recours administratifs ouverts contre cette décision par la présente ordonnance ou par l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme ou les délais pour les intenter sont épuisés.

#### Article 4

##### Classes d'installations

Les installations sont réparties en quatre classes en fonction de la nature et de l'importance des dangers et nuisances qu'elles sont susceptibles de causer : les classes I.A, I.B, II et III.

La liste des installations de classe I.A, est fixée par ordonnance.

La liste des installations de classes I.B, II et III est arrêtée par le Gouvernement.

Le Gouvernement communique sans délai le projet d'arrêté au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale. Il y joint l'avis du Conseil de l'environnement de la Région de Bruxelles-Capitale.

#### Article 5

##### Fonctionnaires compétents

Le Gouvernement désigne les fonctionnaires responsables de l'Institut délégués aux fins de délivrer les certificats et permis d'environnement.

3° mobiele inrichting : een inrichting die gemakkelijk verplaatsbaar is om op verschillende sites te worden uitgebaat;

4° uitbating : de vestiging, de indienststelling, de instandhouding, het gebruik of het onderhoud van een inrichting, alsook elke vorm van emissie afkomstig van een inrichting;

5° project : de inrichting waarvoor een aangifte, een aanvraag om een milieu-attest of milieuvergunning wordt ingediend;

6° gemengd project : een project waarvoor op het ogenblik van de indiening ervan tegelijkertijd een milieuvergunning betreffende een inrichting van klasse I.A of I.B en een stedenbouwkundige vergunning nodig is;

7° dossier :

a) de aanvraag om een milieu-attest of milieuvergunning en de aanvullingen die in de loop van het onderzoek van de aanvraag door de aanvrager zijn aangebracht;

b) alle stukken die door het bestuur naar aanleiding van het onderzoek van de aanvraag worden opgesteld;

8° aanvrager : de natuurlijke persoon of de publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersoon die een milieu-attest of milieuvergunning aanvraagt;

9° uitbater : elke persoon die een inrichting uitbaat of voor wiens rekening een inrichting wordt uitgebaat;

10° Instituut : Brussels Instituut voor Milieubeheer;

11° bevoegde overheid : de overheid die gemachtigd is om een milieu-attest of milieuvergunning uit te reiken;

12° overlegcommissie : de territoriaal bevoegde commissie opgericht bij artikel 11 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

13° openbaar onderzoek : de maatregelen waarvan de nadere regels vastgesteld zijn in artikel 8 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

14° speciale regelen van openbaarmaking : de procedure bepaald in de artikelen 113 en 114 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

15° effecten van een project : de rechtstreekse en indirecte, tijdelijke, toevallige en permanente effecten op korte en lange termijn van een project op :

- a) de mens, de fauna en de flora;
- b) de bodem, het water, de lucht, het klimaat, de geluidsomgeving en het landschap;
- c) de stedenbouw en het onroerend erfgoed;
- d) de globale mobiliteit;
- e) het sociale en economische vlak;
- f) de samenwerking tussen deze factoren;

16° definitieve beslissing : een beslissing is definitief wanneer alle in deze ordonnantie of in de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw voorziene administratieve beroepen of termijnen om ze in te stellen, zijn uitgeput.

#### Artikel 4

##### Klassen van inrichtingen

De inrichtingen worden in vier klassen ingedeeld naargelang de aard en de omvang van het gevaar en de hinder die zij zouden kunnen veroorzaken : de klassen I.A, I.B, II en III.

De lijst der inrichtingen van klasse I.A wordt vastgelegd bij wege van ordonnantie.

De lijst van de inrichtingen van de klassen I.B, II en III wordt door de Regering vastgelegd.

Onverwijld wordt het ontwerp van besluit aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad door de Regering overgezonden. Het advies van de Raad voor het Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt hier bijgevoegd.

#### Artikel 5

##### Bevoegde ambtenaren

De Regering stelt de leidinggevende ambtenaren van het Instituut aan die gemachtigd zijn de milieu-attesten en milieuvergunningen af te geven.

Article 6  
Conditions d'exploitation

§ 1<sup>er</sup>. - Le Gouvernement arrête toute disposition applicable à l'ensemble des installations ou à des catégories d'installations, en vue d'assurer la protection de l'environnement, de la santé ou de la sécurité conformément à l'article 2.

A cette fin, il peut :

1° interdire une catégorie d'installations déterminées, ou des aspects déterminés d'une catégorie d'installations;

2° arrêter toute prescription ou condition générale d'exploitation d'installations.

§ 2. - Préalablement à l'inscription d'une installation en classe III, le Gouvernement peut définir les conditions générales d'exploitation de cette catégorie d'installations conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°.

La commune destinataire d'une déclaration préalable peut également imposer des conditions particulières d'exploitation compte tenu des caractéristiques et de l'environnement propres à une installation déterminée et conformément à l'article 68.

Article 7

Actes soumis à permis et à déclaration

§ 1<sup>er</sup>. - Les actes suivants sont soumis à un permis d'environnement lorsqu'ils concernent des installations de classes I.A, I.B et II :

1° l'exploitation d'une installation;

2° le déplacement d'une installation;

3° la mise en exploitation d'une installation dont le permis n'a pas été mis en œuvre dans le délai prescrit conformément à l'article 59;

4° la remise en exploitation d'une installation dont l'exploitation a été interrompue pendant deux années consécutives;

5° la poursuite de l'exploitation d'une installation dont le permis arrive à échéance;

6° la poursuite de l'exploitation d'une installation non soumise à permis qui vient à être intégrée dans une classe.

Le permis requis en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6° doit être demandé au plus tard dans les six mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté classant l'installation dans la liste. L'exploitation peut être poursuivie sans permis pendant ce délai et jusqu'à notification de la décision portant la demande de permis.

§ 2. - Un permis d'environnement peut également être requis lorsque :

1° la transformation ou l'extension de l'installation autorisée entraîne l'application d'une nouvelle rubrique de la liste des établissements classés ou est de nature à aggraver les dangers, nuisances ou inconvénients inhérents à l'installation autorisée;

2° la destruction ou la mise hors d'usage de l'installation autorisée résulte de dangers, nuisances ou inconvénients générés par l'exploitation qui n'ont pas été pris en compte lors de la délivrance du permis initial.

Préalablement à toute transformation ou extension d'une installation résultant de la modification d'un des éléments contenu dans la demande de permis, sauf en ce qui concerne l'article 10, 1° et 2°, et préalablement à toute remise en exploitation d'une installation détruite ou mise temporairement hors d'usage par une cause résultant de l'exploitation, l'exploitant notifie par lettre recommandée ces circonstances à l'autorité compétente.

Dans le mois qui suit la réception de cette notification, l'autorité compétente détermine si une demande de permis d'environnement doit être introduite.

§ 3. - Les actes suivants sont soumis à déclaration préalable lorsqu'ils concernent des installations de classe III :

1° l'exploitation d'une installation;

2° le déplacement d'une installation;

Artikel 6  
Uitbatingvoorwaarden

§ 1. - De Regering stelt elke bepaling vast die van toepassing is op elke inrichting of categorie van inrichtingen, om de bescherming van het leefmilieu, de gezondheid of de veiligheid overeenkomstig artikel 2 te waarborgen.

Hiertoe kan zij :

1° een categorie van bepaalde inrichtingen of bepaalde aspecten van een categorie van inrichtingen verbieden;

2° alle reglementeringen of algemene voorwaarden vaststellen betreffende de uitbating van inrichtingen.

§ 2. - Vóór de inschrijving van een inrichting in klasse III, kan de Regering de algemene uitbatingvoorwaarden van deze categorie van inrichtingen bepalen overeenkomstig paragraaf 1, 2°.

De gemeente die een voorafgaande aangifte ontvangt, kan tevens bijzondere uitbatingvoorwaarden opleggen, rekening houdende met de bijzondere eigenschappen en de omgeving van een bepaalde inrichting en overeenkomstig artikel 68.

Artikel 7

Handelingen onderworpen aan een vergunning en een aangifte

§ 1. - De volgende handelingen zijn onderworpen aan een milieuvergunning wanneer ze betrekking hebben op de inrichtingen van klasse I.A, I.B en II :

1° de uitbating van een inrichting;

2° de verplaatsing van een inrichting;

3° het opstarten van een inrichting waarvan de vergunning niet binnen de overeenkomstig artikel 59 voorgeschreven termijn werd gebruikt;

4° het heropstarten van een inrichting waarvan de uitbating gedurende twee opeenvolgende jaren werd onderbroken;

5° het voortzetten van de uitbating van een inrichting waarvan de vergunning is vervallen;

6° het voortzetten van de uitbating van een niet aan een vergunning onderworpen inrichting die thans in een klasse is opgenomen.

De krachtens het eerste lid, 6° vereiste vergunning voor de exploitatie van een inrichting moet uiterlijk binnen zes maanden na de inwerking-treding van het besluit tot indeling van de inrichting aangevraagd worden. De uitbating kan gedurende die termijn zonder vergunning voortgezet worden tot de beslissing over de vergunningsaanvraag ter kennis wordt gebracht.

§ 2. - Een milieuvergunning kan eveneens worden vereist indien :

1° de verbouwing of de uitbreiding van de toegelaten inrichting de toepassing met zich brengt van een nieuwe rubriek op de lijst van de ingedeelde inrichtingen of van die aard is dat de gevaren, de hinder of de ongemakken die inherent zijn aan de toegelaten inrichting, toene-men;

2° de vernietiging of het buiten gebruik stellen van de toegelaten inrichting het gevolg zijn van gevaren, hinder of ongemakken die voortkomen uit de uitbating en waarmee geen rekening werd gehouden bij de afgifte van de oorspronkelijke vergunning.

Vóór elke verbouwing of uitbreiding van een inrichting naar aanleiding van de wijziging van een van de elementen in de vergunningsaanvraag, met uitzondering van artikel 10, 1° en 2°, en voorafgaand aan het heropstarten van een vernielde inrichting of een inrichting die tijdelijk wegens uitbatingredenen buiten gebruik werd gesteld, moet de uitbater de bevoegde overheid per aangetekende brief op de hoogte stellen van deze omstandigheden.

Binnen een maand na ontvangst van deze kennisgeving, zal de bevoegde overheid bepalen of een aanvraag om een milieuvergunning moet worden ingediend.

§ 3. - De volgende handelingen worden onderworpen aan een voorafgaande aangifte, wanneer zij inrichtingen betreffen van klasse III :

1° de uitbating van een inrichting;

2° de verplaatsing van een inrichting;

3° la remise en exploitation d'une installation dont l'exploitation a été interrompue pendant deux années consécutives;

4° la poursuite de l'exploitation d'une installation non soumise à déclaration qui vient à être intégrée dans la liste; la déclaration requise dans ce cas doit être envoyée au plus tard dans les six mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté classant l'installation dans la liste; l'exploitation peut être poursuivie sans déclaration préalable pendant ce délai;

5° la transformation ou l'extension d'une installation soumise à déclaration pour autant qu'elle n'entraîne pas le passage de l'installation à la classe supérieure;

6° la remise en exploitation d'une installation détruite ou mise temporairement hors d'usage.

#### Article 8

##### Certificat d'environnement

Un certificat d'environnement peut être demandé pour les installations de classe I.A et I.B. Il ne dispense pas de l'obtention du permis d'environnement.

Sous réserve des résultats de l'instruction approfondie à laquelle il serait procédé si une telle demande de permis était introduite, le certificat d'environnement détermine dans quelle mesure et à quelles conditions un permis d'environnement peut être délivré pour l'installation visée par la demande. Les conditions fixées dans le certificat d'environnement sont les conditions de base permettant d'éviter les dangers, nuisances ou inconvénients de l'installation, de les réduire ou d'y remédier.

L'accord et les conditions qu'il fixe restent valables pendant deux ans à dater de sa délivrance à moins :

a) soit qu'ils ne soient plus conformes aux dispositions impératives applicables, quel que soit l'instrument juridique qui les énonce;

b) soit qu'ils ne comportent pas ou ne comportent plus les mesures spécifiques appropriées pour éviter les dangers, nuisances ou inconvénients, pour les réduire ou y remédier, y compris l'utilisation des meilleures technologies disponibles.

#### Article 9

##### Formes des communications écrites

Toutes pièces et tous documents sont envoyés sous pli recommandé à la poste ou délivrés par porteur contre une attestation de dépôt ou un reçu.

#### TITRE II. - De l'introduction et de l'instruction des demandes de certificat et de permis d'environnement

##### CHAPITRE Ier. - Dispositions communes à toutes les classes d'installations ou à plusieurs classes d'installations

##### Section 1re. - Des demandes de certificat et de permis d'environnement

#### Article 10

##### Contenu de la demande

La demande de certificat ou de permis d'environnement contient les indications suivantes :

1° si le demandeur est une personne physique, ses nom, prénom et domicile; s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande;

2° la description des lieux où le projet est envisagé, ainsi que de leurs abords, notamment à l'aide de plans;

3° la présentation du projet ou, pour une demande de certificat, la présentation de ses principaux éléments constitutifs, notamment à l'aide de plans;

4° en cas de projet mixte, une copie du formulaire de demande de certificat ou de permis d'urbanisme.

Le Gouvernement peut préciser et compléter les indications à mentionner dans la demande de certificat ou de permis d'environnement. Il détermine la forme de la demande.

#### Article 11

##### Unité technique et géographique d'exploitation

Lorsque plusieurs installations constituent une unité technique et géographique d'exploitation, elles doivent faire l'objet d'une déclaration unique ou d'une demande unique de certificat ou de permis d'environnement.

3° het heropstarten van een inrichting waarvan de uitbating gedurende twee opeenvolgende jaren werd onderbroken;

4° het voortzetten van de uitbating van een niet aan een aangifte onderworpen inrichting die thans is opgenomen in de lijst; de aangifte die in dit geval is vereist, moet uiterlijk binnen zes maanden na inwerkingtreding van het besluit tot indeling van de inrichting in een klasse worden verstuurd; de uitbating kan zonder voorafgaande aangifte gedurende deze termijn worden voortgezet;

5° de verbouwing of de uitbreiding van een inrichting die aan een aangifte is onderworpen voor zover zij niet tot gevolg heeft dat de inrichting in een hogere klasse moet worden ondergebracht;

6° het heropstarten van de uitbating van een vernielde inrichting of een inrichting die tijdelijk buiten gebruik werd gesteld.

#### Artikel 8

##### Milieu-attest

Een milieu-attest kan worden aangevraagd voor de inrichtingen van klasse I.A en I.B. Het houdt geen vrijstelling in van het verkrijgen van de milieuvergunning.

Onder voorbehoud van de resultaten van het grondige onderzoek dat zou plaatsvinden indien een dergelijke vergunningsaanvraag zou worden ingediend, bepaalt het milieu-attest in hoeverre en onder welke voorwaarden een milieuvergunning voor de in de aanvraag bedoelde inrichting mag worden afgegeven. De in het milieu-attest gestelde voorwaarden zijn de basisvoorwaarden waardoor de gevaren, hinder of ongemakken veroorzaakt door de inrichting kunnen worden voorkomen, verminderd of verholpen.

Het akkoord en de voorwaarden vastgesteld in het milieu-attest, blijven twee jaar geldig na afgifte van het attest, tenzij ze :

a) ofwel niet meer conform de toe te passen dwingende bepalingen zijn, welk ook het juridisch instrument is dat hen vermeldt;

b) ofwel geen specifieke aangepaste maatregelen inhouden of niet meer inhouden om gevaren, hinder of ongemakken te voorkomen, te verminderen of te verhelpen, met inbegrip van de aanwending van de beste beschikbare technologieën.

#### Artikel 9

##### Vormen van de geschreven mededelingen

Alle stukken en alle documenten worden bij ter post aangetekend schrijven verzonden of per bode bezorgd tegen een afgifte- of ontvangstbewijs.

#### TITEL II. - Indiening en onderzoek van de aanvragen om een milieu-attest en een milieuvergunning

##### HOOFDSTUK I. - Bepalingen die gelden voor alle inrichtingen of voor verschillende klassen van inrichtingen

##### Afdeling 1. - Aanvragen om een milieu-attest en een milieuvergunning

#### Artikel 10

##### Inhoud van de aanvraag

De aanvraag om een milieu-attest of een milieuvergunning bevat de volgende gegevens :

1° als de aanvrager een natuurlijke persoon is : zijn naam, voornaam en woonplaats; als het om een rechtspersoon gaat : de naam van de firma of van de vennootschap, de rechtsvorm, het adres van de zetel van de vennootschap, alsook de hoedanigheid van de ondertekenaar van de aanvraag;

2° de beschrijving van de plaats waar het project gepland is en van de directe omgeving, met name met behulp van plannen;

3° de voorstelling van het project of, voor een attestaanvraag, de voorstelling van de voornaamste bestanddelen ervan, met name met behulp van plannen;

4° in geval van een gemengd project, een afschrift van het aanvraagformulier voor een stedenbouwkundig attest of een stedenbouwkundige vergunning.

De Regering kan de gegevens die moeten worden vermeld in de aanvragen om een milieu-attest of een milieuvergunning nader omschrijven en aanvullen. Zij bepaalt de vorm van de aanvraag.

#### Artikel 11

##### Technische en geografische uitbatingseenheid

Wanneer verschillende inrichtingen een technische en geografische uitbatingseenheid vormen, dienen zij het voorwerp uit te maken van één enkele aangifte of één enkele aanvraag om een milieu-attest of een milieuvergunning.

Si ces installations relèvent de classes différentes, la demande est introduite et instruite selon les règles applicables à l'installation de la classe la plus stricte.

#### Article 12

##### Projet mixte

En cas de projet mixte :

1° les demandes de certificat ou de permis d'urbanisme et d'environnement doivent être introduites simultanément soit sous forme de certificat d'environnement et de certificat d'urbanisme, soit sous forme de permis d'environnement et de permis d'urbanisme;

2° le dossier de demande de certificat ou de permis d'environnement est incomplet en l'absence d'introduction de la demande de certificat ou de permis d'urbanisme correspondant;

3° les demandes de certificat ou de permis d'urbanisme et d'environnement font l'objet, selon les cas, d'une note préparatoire à l'étude d'incidences, d'un cahier des charges, d'un rapport d'incidences ou d'une étude d'incidences uniques;

4° les demandes de certificat ou de permis d'urbanisme et d'environnement sont soumises simultanément par l'autorité compétente pour avis aux personnes ou services consultés en vertu de l'article 13 lorsque les personnes ou services consultés sont communs aux deux procédures;

5° les demandes de certificat ou de permis d'urbanisme et d'environnement sont soumises ensemble aux mesures particulières de publicité;

6° les autorités compétentes, en vertu de la présente ordonnance et de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, procèdent en commun à l'examen des demandes de certificat ou de permis d'urbanisme et d'environnement; le Gouvernement règle les modalités de cette collaboration;

7° le certificat ou le permis d'environnement est suspendu tant qu'un certificat ou un permis d'urbanisme définitif n'a pas été obtenu;

8° la décision définitive refusant le certificat ou le permis d'urbanisme emporte caducité de plein droit du certificat ou du permis d'environnement;

9° le délai de péremption ne commence à courir qu'à partir de la délivrance du permis d'urbanisme au titulaire du permis d'environnement;

10° une copie de toutes les pièces ou documents administratifs adressés au demandeur par l'Institut est simultanément envoyée par celui-ci à l'autorité compétente en vertu de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

11° un accusé de réception du dossier de demande de certificat ou de permis d'environnement ne peut être délivré en l'absence de l'accusé de réception de la demande de certificat ou de permis d'urbanisme.

#### Article 13

##### Administrations et instances consultées

Le Gouvernement désigne les administrations ou les instances dont l'avis est requis au cours de l'instruction des demandes de certificat ou de permis d'environnement. Il détermine la procédure de consultation.

Lorsque la demande de certificat ou de permis d'environnement donne lieu à la consultation d'administrations ou d'instances concernées, les avis sont communiqués à l'autorité compétente :

1° dans les 60 jours de la transmission du dossier aux administrations et instances consultées pour les installations de classe I.A et I.B;

2° dans les 30 jours de la transmission du dossier aux administrations et instances consultées pour les installations de classe II.

Passé ces délais, les avis sont réputés favorables et la procédure est poursuivie.

Les avis font partie intégrante du dossier.

Als de inrichtingen tot verschillende klassen behoren, wordt de aanvraag ingediend en onderzocht volgens de regels die van toepassing zijn op de inrichting van de meest strikte klasse.

#### Artikel 12

##### Gemengd project

In geval van een gemengd project :

1° moeten de aanvragen om een stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning en een milieu-atteest of -vergunning tegelijkertijd worden ingediend, ofwel in de vorm van een milieu-atteest en een stedenbouwkundig attest, ofwel in de vorm van een milieuvergunning en een stedenbouwkundige vergunning;

2° is het dossier van de aanvraag om een milieu-atteest of -vergunning onvolledig indien geen overeenkomstige aanvraag om een stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning werd ingediend;

3° maken de aanvragen om een stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning en een milieu-atteest of -vergunning, naargelang het geval, het voorwerp uit van een voorbereidende nota op de effectenstudie, een bestek, een effectenverslag of een studie van enige effecten;

4° worden de aanvragen om een milieu-atteest of -vergunning en een stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning tegelijkertijd door de bevoegde overheid voor advies voorgelegd aan de personen of diensten die worden geraadpleegd krachtens artikel 13, wanneer de geraadpleegde personen of diensten dezelfde zijn in de twee procedures;

5° worden de aanvragen om een stedenbouwkundig attest of een stedenbouwkundige vergunning en een milieu-atteest of milieuvergunning samen onderworpen aan de speciale regelen van openbaarmaking;

6° gaan de bevoegde overheden, krachtens deze ordonnantie en de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, gezamenlijk over tot het onderzoek van de aanvragen om een stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning en een milieu-atteest of milieuvergunning; de Regering legt de regels vast van deze samenwerking;

7° worden het milieu-atteest of de milieuvergunning geschorst zolang geen definitief stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning werd verkregen;

8° houdt de definitieve beslissing tot weigering van het stedenbouwkundig attest of de stedenbouwkundige vergunning van rechtswege de nietigheid in van het milieu-atteest of de milieuvergunning;

9° begint de vervaltermijn enkel te lopen vanaf het ogenblik waarop de stedenbouwkundige vergunning aan de milieuvergunninghouder wordt uitgereikt;

10° wordt door het Instituut een afschrift van alle administratieve stukken of documenten aan de aanvrager gestuurd en tegelijkertijd ook aan de overheid die bevoegd is krachtens de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

11° mag een ontvangbewijs van het dossier van de aanvraag om een milieu-atteest of milieuvergunning niet worden afgegeven bij gebrek aan het ontvangbewijs van de aanvraag om een stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning.

#### Artikel 13

##### Geraadpleegde administraties en instanties

De Regering wijst de administraties of instanties aan waarvan het advies is vereist in de loop van het onderzoek van de aanvragen om een milieu-atteest of een milieuvergunning. Zij legt de raadplegingsprocedure vast.

Wanneer bij de aanvraag om een milieu-atteest of een milieuvergunning de betrokken administraties of instanties worden geraadpleegd, worden de adviezen aan de bevoegde overheid meegedeeld :

1° binnen 60 dagen na het doorgeven van het dossier aan de geraadpleegde administraties en instanties voor de inrichtingen van klasse I.A en I.B;

2° binnen 30 dagen na het doorgeven van het dossier aan de geraadpleegde administraties en instanties voor de inrichtingen van klasse II.

Zodra deze termijnen zijn verstreken, worden de adviezen geacht gunstig te zijn en wordt de procedure voortgezet.

De adviezen maken integraal deel uit van het dossier.

*Section 2.* - Permis et certificats sollicités par une personne de droit public ou relatifs à des installations d'utilité publique

#### Article 14

##### Introduction de la demande

Le certificat ou le permis d'environnement est délivré par l'Institut lorsqu'il est sollicité par une personne de droit public ou lorsqu'il concerne l'établissement d'installations d'utilité publique. Le Gouvernement détermine la liste des personnes de droit public visées au présent alinéa.

La demande de certificat ou de permis d'environnement peut être déposée à l'Institut. Il en est délivré une attestation de dépôt sur le champ. La demande peut également être adressée à l'Institut par envoi recommandé à la poste.

Lorsque le dossier est complet, dans les vingt jours de la réception de la demande, l'Institut accomplit les actes suivants :

1° il communique au demandeur un accusé de réception accompagné du numéro de dossier et des coordonnées de l'agent traitant;

2° il transmet une copie du dossier complet aux personnes ou services consultés en vertu de l'article 13.

Lorsque le dossier n'est pas complet, il informe le demandeur dans les mêmes conditions, en indiquant les documents ou renseignements manquants. Dans les vingt jours de la réception de ceux-ci, l'Institut accomplit les actes indiqués à l'alinéa 3.

En l'absence de la notification visée à l'alinéa 3, 1° dans le délai prescrit, le demandeur adresse une copie du dossier aux personnes et services consultés en vertu de l'article 13. La date d'envoi de la copie du dossier sert de point de départ au calcul des délais de procédure.

En cas de projet mixte, l'Institut et le fonctionnaire délégué visé à l'article 139 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme procèdent en commun à l'examen des demandes de certificat ou de permis. Le Gouvernement règle les modalités pratiques de cette collaboration.

#### Article 15

##### Procédure d'instruction

Pour les demandes de certificat ou de permis d'environnement relatives à une installation de classe I.A ou de classe I.B, la procédure se poursuit conformément aux dispositions du chapitre II et du chapitre III du titre II.

#### Article 16

##### Mesures particulières de publicité pour une installation de classe II

Pour la demande de permis relative à une installation de classe II, lorsque le dossier est complet, dans les dix jours de la réception de la demande, l'Institut accomplit les actes suivants :

1° il communique au demandeur un accusé de réception accompagné du numéro de dossier et des coordonnées de l'agent traitant;

2° il transmet une copie du dossier complet aux personnes ou services consultés en vertu de l'article 13.

Lorsque le dossier n'est pas complet, il informe le demandeur dans les mêmes conditions, en indiquant les documents ou renseignements manquants. Dans les dix jours de la réception de ceux-ci, l'Institut accomplit les actes indiqués au 1<sup>er</sup> alinéa.

L'Institut transmet, simultanément à l'envoi de l'accusé de réception expédié au demandeur, le dossier complet au Collège des bourgmestre et échevins en vue de le soumettre à l'enquête publique.

En l'absence de la notification visée au 1<sup>er</sup> alinéa, 1° dans le délai prescrit, le demandeur adresse une copie du dossier aux personnes et services consultés en vertu de l'article 13 et au Collège des bourgmestre et échevins. La date d'envoi de la copie du dossier sert de point de départ au calcul des délais de procédure.

*Afdeling 2.* - Vergunningen en attesten aangevraagd door een publiekrechtelijke rechtspersoon of betreffende inrichtingen van openbaar nut

#### Artikel 14

##### Indiening van de aanvraag

Het milieu-atteest of de milieuvergunning wordt afgegeven door het Instituut indien de aanvraag van een publiekrechtelijke rechtspersoon komt of indien het gaat om de vestiging van inrichtingen van openbaar nut. De Regering bepaalt de lijst van de publiekrechtelijke rechtspersonen die bedoeld worden in dit lid.

De aanvraag om een milieu-atteest of milieuvergunning kan bij het Instituut worden ingediend. Er wordt dadelijk een indieningsbewijs afgegeven. De aanvraag kan eveneens gericht worden aan het Instituut met een ter post aangetekende brief.

Wanneer het dossier volledig is, verricht het Instituut binnen twintig dagen na ontvangst van de aanvraag de volgende handelingen :

1° het bezorgt de aanvrager een ontvangstbewijs vergezeld van het dossiernummer en de gegevens van de ambtenaar die het dossier behandelt;

2° het stuurt een afschrift van het volledige dossier door aan de personen of diensten die krachtens artikel 13 worden geraadpleegd.

Indien het dossier onvolledig is, brengt het Instituut de aanvrager hiervan op de hoogte, onder dezelfde voorwaarden, en vermeldt het de ontbrekende documenten en inlichtingen. Binnen twintig dagen na ontvangst hiervan, verricht het Instituut de in het derde lid aangegeven handelingen.

Indien de in het derde lid, 1° bedoelde kennisgeving niet binnen de voorgeschreven termijn gebeurt, richt de aanvrager een afschrift van het dossier aan de personen en diensten die krachtens artikel 13 een advies moeten verstrekken. De verzendingsdatum van het afschrift van het dossier dient als aanvangsdatum voor de berekening van de proceduretermijnen.

In geval van een gemengd project, gaan het Instituut en de gemachtigde ambtenaar bedoeld in artikel 139 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, gezamenlijk over tot het onderzoek van de attest- of vergunningsaanvragen. De Regering regelt de wijze waarop deze samenwerking gebeurt.

#### Artikel 15

##### Onderzoeksprocedure

Voor de aanvragen om een milieu-atteest of -vergunning betreffende een inrichting van klasse I.A of klasse I.B, wordt de procedure voortgezet overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II en van hoofdstuk III van titel II.

#### Artikel 16

##### Speciale regelen van openbaarmaking voor een inrichting van klasse II

Voor de aanvraag om een vergunning betreffende een inrichting van klasse II, wanneer het dossier volledig is, stelt het Instituut, binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag, volgende handelingen :

1° het bezorgt de aanvrager een ontvangstbewijs vergezeld van het dossiernummer en de gegevens van de beambte die het dossier behandelt;

2° het verstuurt een afschrift van het volledige dossier aan de krachtens artikel 13 geraadpleegde personen of diensten.

Indien het dossier onvolledig is, brengt het Instituut de aanvrager hiervan op de hoogte, onder dezelfde voorwaarden, en vermeldt het de ontbrekende documenten en inlichtingen. Binnen tien dagen na ontvangst hiervan stelt het Instituut de in het eerste lid aangegeven handelingen.

Het Instituut stuurt, gelijktijdig met de verzending van het ontvangstbewijs aan de aanvrager, het volledige dossier aan het college van burgemeester en schepenen om het voor openbaar onderzoek voor te leggen.

Indien de in het eerste lid, 1° bedoelde kennisgeving niet binnen de voorgeschreven termijn gebeurt, richt de aanvrager een afschrift van het dossier aan de personen en diensten die krachtens artikel 13 een advies moeten verstrekken, en aan het college van burgemeester en schepenen. De verzendingsdatum van het afschrift van het dossier dient als aanvangsdatum voor de berekening van de proceduretermijnen.



Lorsqu'un projet fait l'objet d'une demande de permis d'environnement et d'une demande de permis d'urbanisme nécessitant des mesures particulières de publicité, le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué peut soumettre simultanément les deux demandes à la même enquête publique.

#### Article 17

##### Délivrance du permis d'environnement de classe II

L'Institut délivre le permis d'environnement relatif à une installation de classe II et notifie sa décision au demandeur dans les 80 jours à compter de la date de l'accusé de réception de la demande ou, à défaut, de l'envoi de la copie du dossier prescrit à l'article 16, alinéa 4.

L'absence de décision notifiée dans ce délai équivaut au refus du permis.

#### CHAPITRE II. - Dispositions relatives aux installations de la classe I.A.

##### Section Ire. - Du dépôt de la demande

#### Article 18

##### Contenu de la demande

§ 1<sup>er</sup>. - La demande de certificat ou de permis d'environnement contient les indications requises par l'article 10, ainsi qu'une note préparatoire à l'étude d'incidences.

§ 2. - La note préparatoire comprend au moins les éléments ci-après :

1° la justification du projet, la description de ses objectifs et le calendrier de sa réalisation;

2° l'indication des éléments et de l'aire géographique susceptibles d'être affectés par le projet;

3° un premier inventaire des incidences prévisibles du projet et du chantier;

4° l'énumération des dispositions et prescriptions légales et réglementaires applicables;

5° la description des principales mesures envisagées pour éviter, supprimer ou réduire les incidences négatives du projet et du chantier;

6° des propositions relatives au contenu du cahier des charges de l'étude d'incidences et au choix du chargé d'étude;

7° un résumé non technique des éléments précédents.

Le Gouvernement peut préciser et compléter les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>; il peut également déterminer les modalités de présentation de la note préparatoire.

#### Article 19

##### Dépôt de la demande

§ 1<sup>er</sup>. - La demande de certificat ou de permis d'environnement est déposée à la commune sur le territoire de laquelle le projet doit, pour sa partie la plus importante, être exécuté.

Le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué délivre immédiatement une attestation de dépôt au demandeur et transmet une copie de la demande et de l'attestation de dépôt à l'Institut.

§ 2. - La demande peut également être adressée au Collège des bourgmestre et échevins par envoi recommandé à la poste. Dès réception, le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué transmet la demande à l'Institut.

§ 3. - En cas de projet mixte, l'Institut transmet une copie du dossier de demande de certificat ou de permis d'environnement à l'Administration de l'aménagement du territoire et du logement

L'Institut sollicite une copie du dossier de demande de certificat ou de permis d'urbanisme à la commune.

§ 4. - Dès réception de la demande, l'Institut communique au demandeur un numéro de dossier et les coordonnées de l'agent traitant.

Si le demandeur n'a pas reçu ces informations dans les 10 jours de la date de l'attestation de dépôt ou de l'envoi de la demande, il adresse une copie de la demande à l'Institut. Dès réception, l'Institut communique les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Wanneer een project het voorwerp uitmaakt van een aanvraag om een milieuvergunning en een aanvraag om een stedenbouwkundige vergunning die speciale regelen van openbaarmaking vereisen, kan het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde de twee aanvragen gelijktijdig aan hetzelfde openbaar onderzoek onderwerpen.

#### Artikel 17

##### Afgifte van de milieuvergunning van klasse II

Het Instituut geeft de milieuvergunning betreffende een inrichting van klasse II af en betekent zijn beslissing aan de aanvrager binnen 80 dagen na de datum van het ontvangstbewijs van de aanvraag of, bij gebrek hieraan, na het versturen van het afschrift van het dossier, zoals voorgeschreven in artikel 16, vierde lid.

Het uitblijven van een beslissing betekend binnen deze termijn, komt neer op een weigering van de vergunning.

#### HOOFDSTUK II. - Bepalingen betreffende de inrichtingen van klasse I.A.

##### Afdeling 1. - Indiening van de aanvraag

#### Artikel 18

##### Inhoud van de aanvraag

§ 1. - De aanvraag om een milieu-attest of -vergunning bevat de gegevens die vereist zijn overeenkomstig artikel 10, alsook een voorbereidende nota op de effectenstudie.

§ 2. - De voorbereidende nota bestaat ten minste uit de volgende elementen :

1° de verantwoording van het project, de beschrijving van de doelstellingen en het tijdschema voor de uitvoering;

2° de aanduiding van de elementen en het geografische gebied waarvoor het project gevolgen kan hebben;

3° een eerste inventaris van de voorspelbare effecten van het project en van het bouwterrein;

4° de opsomming van de wettelijke en reglementaire bepalingen en voorschriften die van toepassing zijn;

5° de beschrijving van de voornaamste geplande maatregelen om de negatieve effecten van het project en van het bouwterrein te vermijden, weg te werken of af te remmen;

6° voorstellen in verband met de inhoud van het bestek van de effectenstudie en de keuze van de opdrachthouder;

7° een niet-technische samenvatting van de voormelde elementen.

De Regering kan de in het eerste lid bedoelde elementen nader bepalen en aanvullen; ze kan tevens de wijze van voorstelling van de voorbereidende nota bepalen.

#### Artikel 19

##### Indiening van de aanvraag

§ 1. - De aanvraag om een milieu-attest of -vergunning wordt ingediend in de gemeente op het grondgebied waarvan het belangrijkste gedeelte van het project moet worden uitgevoerd.

Het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde overhandigt onmiddellijk aan de aanvrager een indieningsbewijs en bezorgt het Instituut een afschrift van de aanvraag en van het ontvangstbewijs.

§ 2. - De aanvraag mag eveneens aan het college van burgemeester en schepenen worden gericht bij een ter post aangetekende brief. Na ontvangst stuurt het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde de aanvraag aan het Instituut.

§ 3. - Indien het om een gemengd project gaat, stuurt het Instituut een afschrift van het aanvraagdossier voor het milieu-attest of milieuvergunning aan het Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting.

Het Instituut vraagt aan de gemeente een afschrift van het aanvraagdossier voor het stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning.

§ 4. - Zodra het Instituut de aanvraag heeft ontvangen, deelt het aan de aanvrager een dossiernummer en de gegevens van de behandelende ambtenaar mee.

Als de aanvrager deze informatie niet heeft ontvangen binnen 10 dagen na afgifte van het indieningsbewijs of het bewijs van verzending van de aanvraag, stuurt hij een afschrift van de aanvraag aan het Instituut. Onmiddellijk na ontvangst van dit afschrift, deelt het Instituut hem de in het eerste lid bedoelde elementen mee.

## Article 20

## Accusé de réception et projet de cahier de charges

§ 1<sup>er</sup>. - Lorsque le dossier est complet, dans les vingt jours de la réception du dossier de demande, l'Institut adresse un accusé de réception au demandeur par envoi recommandé à la poste.

Lorsque le dossier est incomplet, l'Institut en informe le demandeur dans les vingt jours de la réception du dossier, en indiquant les documents ou renseignements manquants.

Dans les 30 jours de la réception de ceux-ci, l'Institut accomplit les actes indiqués au § 2.

En l'absence de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification du caractère incomplet du dossier dans le délai prescrit, la date d'envoi au demandeur du numéro de dossier et des coordonnées de l'agent traitant, l'Institut établit le projet de cahier des charges de l'étude d'incidences et transmet l'ensemble du dossier, avec ses observations éventuelles, au demandeur et au Collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le projet doit pour sa partie la plus importante, être exécuté.

§ 2. - Dans les 30 jours de la délivrance de l'accusé de réception ou, à défaut, de la date d'envoi au demandeur du numéro de dossier et des coordonnées de l'agent traitant, l'Institut établit le projet de cahier des charges de l'étude d'incidences et transmet l'ensemble du dossier, avec ses observations éventuelles, au demandeur et au Collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le projet doit pour sa partie la plus importante, être exécuté.

Dans les 10 jours de l'envoi de l'accusé de réception ou, à défaut, de la date d'envoi au demandeur du numéro de dossier et des coordonnées de l'agent traitant, l'Institut réunit le comité d'accompagnement après en avoir déterminé la composition, outre les membres désignés à l'article 22. L'Institut tient le comité d'accompagnement régulièrement informé de l'élaboration du projet de cahier des charges.

Le Gouvernement peut établir un modèle type de cahier de charges pour chaque catégorie de projet de classe I. A.

## Section 2. - Du cahier des charges de l'étude d'incidences

## Article 21

## Enquête publique

Dans un délai de 15 jours à dater de la réception du dossier, le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué soumet le dossier aux mesures particulières de publicité. L'enquête publique dure quinze jours.

En cas de non respect par le Collège du délai visé à l'alinéa précédent, l'Institut le met en demeure de procéder aux mesures particulières de publicité.

Dans les trente jours qui suivent la fin de l'enquête publique, la commission de concertation :

- 1° donne son avis sur le projet de cahier de charges;
- 2° donne son avis sur les propositions relatives au choix du chargé d'étude;
- 3° s'il échet, complète la composition du comité d'accompagnement arrêtée par l'Institut.

Lorsque la commission de concertation n'a pas notifié ses avis sur les points 1° et 2° visés à l'alinéa 3 dans le délai requis, la procédure est poursuivie sans qu'il soit tenu compte des avis émis au-delà des 30 jours qui suivent l'expiration du délai de 30 jours visé au premier alinéa.

## Article 22

## Comité d'accompagnement

§ 1<sup>er</sup>. - Le comité d'accompagnement est chargé de suivre la procédure de réalisation de l'étude d'incidences.

Il comprend au moins un représentant de chaque commune sur le territoire de laquelle le projet doit être exécuté, un représentant de l'Institut et un représentant de l'Administration de l'aménagement du territoire et du logement.

Le secrétariat du comité d'accompagnement est assuré par l'Institut.

En cas de projet mixte, le secrétariat est assuré conjointement par l'Institut et par l'Administration de l'aménagement du territoire et du logement.

§ 2. - Le Gouvernement détermine les règles de composition et de fonctionnement du comité d'accompagnement, ainsi que les règles d'incompatibilité.

## Artikel 20

## Ontvangbewijs en ontwerp van bestek

§ 1. - Wanneer het dossier volledig is, stuurt het Instituut, binnen twintig dagen na ontvangst van het aanvraagdossier, bij ter post aangetekende brief een ontvangbewijs aan de aanvrager.

Wanneer het dossier onvolledig is, brengt het Instituut de aanvrager hiervan op de hoogte binnen twintig dagen na ontvangst van het dossier en vermeldt het welke stukken of inlichtingen ontbreken.

Binnen 30 dagen na ontvangst hiervan, verricht het Instituut de in § 2 vermelde handelingen.

Indien het ontvangbewijs of het bericht dat het dossier niet volledig is binnen de voorgeschreven termijn ontbreken, dient de datum van verzending aan de aanvrager van het dossiernummer en de gegevens van de behandelende ambtenaar bedoeld in artikel 19, § 4 als aanvangsdatum voor de berekening van de proceduretermijnen.

§ 2. - Binnen 30 dagen na afgifte van het ontvangbewijs of, bij ontstentenis, na verzending aan de aanvrager van het dossiernummer en de gegevens van de behandelende ambtenaar, stelt het Instituut het ontwerp van bestek van de effectenstudie op en zendt het het gehele dossier, met zijn eventuele opmerkingen, aan de aanvrager en aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan het belangrijkste gedeelte van het project moet worden uitgevoerd.

Binnen tien dagen na verzending van het ontvangbewijs of, bij ontstentenis, na verzending aan de aanvrager van het dossiernummer en de gegevens van de behandelende ambtenaar, bepaalt het Instituut, naast de leden aangesteld overeenkomstig artikel 22, de samenstelling van het begeleidingscomité en roept het dit bijeen. Het Instituut houdt het regelmatig op de hoogte van de uitwerking van het ontwerp van bestek.

De Regering kan een typebestek opmaken voor elke categorie van projecten van klasse I.A.

## Afdeling 2. - Bestek van de effectenstudie

## Artikel 21

## Openbaar onderzoek

Binnen een termijn van 15 dagen na ontvangst van het dossier, onderwerpt het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde het dossier aan de speciale regelen van openbaarmaking. Het openbaar onderzoek duurt vijftien dagen.

Bij het niet-naleven door het college van de in het vorige lid bedoelde termijn, maant het Instituut het college aan over te gaan tot de speciale regelen van openbaarmaking.

Binnen dertig dagen na afloop van het openbaar onderzoek, moet de overlegcommissie :

- 1° advies uitbrengen over het ontwerp van bestek;
- 2° advies uitbrengen over de voorstellen inzake de keuze van de opdrachthouder;
- 3° in voorkomend geval, de door het Instituut bepaalde samenstelling van het begeleidingscomité vervolledigen.

Indien de overlegcommissie haar adviezen over de in het derde lid bedoelde punten 1° en 2° niet binnen de vereiste termijn heeft betekend, wordt de procedure voortgezet, zonder dat rekening moet worden gehouden met de adviezen, indien het niet wordt uitgebracht binnen 30 dagen na het verstrijken van de in het eerste lid bedoelde termijn van 30 dagen.

## Artikel 22

## Begeleidingscomité

§ 1. - Het begeleidingscomité wordt ermee belast de procedure tot uitvoering van de effectenstudie te volgen.

Het bestaat ten minste uit één vertegenwoordiger van iedere gemeente op het grondgebied waarvan het project moet worden uitgevoerd, één vertegenwoordiger van het Instituut en één vertegenwoordiger van het Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting.

Het secretariaat van het begeleidingscomité wordt door het Instituut waargenomen.

Indien het om een gemengd project gaat, wordt het secretariaat door het Instituut en door het Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting gezamenlijk waargenomen.

§ 2. - De Regering bepaalt de regels voor de samenstelling en de werking van het begeleidingscomité, alsook de onverenigbaarheidsregels.

## Article 23

## Décisions du comité d'accompagnement

§ 1<sup>er</sup>. - Dans les 5 jours de la réception des avis de la commission de concertation ou de l'épuisement du délai imparti à la commission pour notifier ses avis, l'Institut réunit le comité d'accompagnement.

Dans les 10 jours qui suivent, le comité d'accompagnement :

- 1° arrête définitivement le cahier des charges de l'étude d'incidences;
- 2° détermine le délai dans lequel l'étude d'incidences doit être réalisée;
- 3° statue sur le choix du chargé d'étude;
- 4° notifie sa décision au demandeur.

§ 2. - Si le comité d'accompagnement n'approuve pas le choix du chargé d'étude, il invite le demandeur à lui faire parvenir de nouvelles propositions. Le comité d'accompagnement statue sur le choix du chargé d'étude et notifie sa décision au demandeur dans les 15 jours la réception des nouvelles propositions.

§ 3. - Le Gouvernement agréé les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, qui peuvent être désignées en qualité de chargé d'étude.

Le Gouvernement détermine les conditions de l'agrément ainsi que les règles d'incompatibilité.

## Article 24

## Saisine du Gouvernement

§ 1<sup>er</sup>. - Si le comité d'accompagnement n'a pas notifié sa décision dans les délais prévus à l'article 23, le demandeur peut saisir le Gouvernement du dossier.

Dans les 60 jours à compter de la saisine, le Gouvernement :

- 1° arrête définitivement le cahier des charges de l'étude d'incidences;
- 2° détermine le délai dans lequel l'étude d'incidences doit être réalisée;
- 3° statue sur le choix du chargé d'étude;
- 4° notifie sa décision au demandeur.

§ 2. - Si le Gouvernement n'approuve pas le choix du chargé d'étude, il invite le demandeur à lui faire parvenir de nouvelles propositions. Le Gouvernement statue sur le choix du chargé d'étude et notifie sa décision au demandeur dans les 15 jours de la réception de nouvelles propositions.

§ 3. - A défaut de notification de la décision du Gouvernement dans le délai, le demandeur peut, par lettre recommandée, adresser un rappel au Gouvernement.

Si le Gouvernement n'a pas notifié sa décision à l'expiration d'un nouveau délai de 30 jours prenant cours à la date du dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant le rappel, le projet de cahier des charges établi par l'Institut ainsi que le choix du chargé d'étude par le demandeur sont réputés confirmés.

Le délai dans lequel l'étude d'incidences doit être réalisée est de 6 mois maximum.

## Article 25

## Relation demandeur-chargé d'études

Le contrat conclu entre le demandeur et le chargé d'étude doit respecter les décisions prises conformément à l'article 23 ou à l'article 24.

Le coût de l'étude d'incidences est à charge du demandeur.

## Section 3. - De l'étude d'incidences

## Article 26

## Contenu de l'étude d'incidences

L'étude d'incidences doit comporter les éléments ci-après :

- 1° les données, fournies par le demandeur, relatives à la justification du projet, à la description de ses objectifs et au calendrier de sa réalisation;
- 2° le relevé des prestations accomplies, la mention des méthodes d'analyse utilisées et la description des difficultés rencontrées, en ce compris les données sollicitées par le chargé d'étude et que le demandeur est resté en défaut de communiquer sans justification;

## Artikel 23

## Beslissingen van het begeleidingscomité

§ 1. - Binnen 5 dagen na ontvangst van de adviezen van de overlegcommissie of na het verstrijken van de aan de commissie toegekende termijn om haar adviezen uit te brengen, wordt het begeleidingscomité door het Instituut bijeengeroepen.

Binnen de 10 daaropvolgende dagen :

- 1° stelt het begeleidingscomité het bestek van de effectenstudie definitief vast;
- 2° bepaalt het begeleidingscomité de termijn waarbinnen de effectenstudie moet worden verricht;
- 3° spreekt het begeleidingscomité zich uit over de keuze van de opdrachthouder;
- 4° deelt het begeleidingscomité zijn beslissing mee aan de aanvrager.

§ 2. - Indien het begeleidingscomité niet instemt met de keuze van de opdrachthouder, verzoekt het de aanvrager nieuwe voorstellen te doen. Het begeleidingscomité spreekt zich uit over de keuze van de opdrachthouder en brengt zijn beslissing ter kennis van de aanvrager binnen 15 dagen na de ontvangst van de nieuwe voorstellen.

§ 3. - De Regering erkent de natuurlijke of de publiek- of de privaatrechtelijke rechtspersonen die kunnen worden aangewezen als opdrachthouder.

De Regering bepaalt de voorwaarden van deze erkenning, alsook de onvereenigbaarheidsregels.

## Artikel 24

## Aanhangigmaking bij de Regering

§ 1. - Indien het begeleidingscomité zijn beslissing niet heeft meegedeeld binnen de in artikel 23 voorziene termijn, kan de aanvrager het dossier bij de Regering aanhangig maken.

Binnen 60 dagen na de aanhangigmaking :

- 1° stelt de Regering het bestek van de effectenstudie definitief vast;
- 2° bepaalt de Regering de termijn waarbinnen de effectenstudie moet worden verricht;
- 3° spreekt de Regering zich uit over de keuze van de opdrachthouder;
- 4° deelt de Regering haar beslissing mee aan de aanvrager.

§ 2. - Indien de Regering niet instemt met de keuze van de opdrachthouder, verzoekt zij de aanvrager om nieuwe voorstellen te doen. De Regering spreekt zich uit over de keuze van de opdrachthouder en brengt haar beslissing ter kennis van de aanvrager binnen 15 dagen na ontvangst van de nieuwe voorstellen.

§ 3. - Indien de beslissing van de Regering niet binnen de termijn wordt betekend, kan de aanvrager, bij ter post aangetekende brief, een aanmaning richten aan de Regering.

Indien de Regering haar beslissing niet heeft meegedeeld na het verstrijken van een nieuwe termijn van 30 dagen die loopt vanaf de datum van de afgifte bij de post van de aangetekende zending met de aanmaning, worden het ontwerp van bestek opgesteld door het Instituut, alsook de keuze van de opdrachthouder door de aanvrager als bevestigd geacht.

De termijn waarbinnen de effectenstudie moet worden uitgevoerd, bedraagt hoogstens 6 maanden.

## Artikel 25

## Verhouding aanvrager-opdrachthouder

In de overeenkomst tussen de aanvrager en de opdrachthouder moeten de beslissingen die overeenkomstig artikel 23 of artikel 24 zijn genomen, worden nageleefd.

De kosten van de effectenstudie zijn voor rekening van de aanvrager.

## Afdeling 3. - De effectenstudie

## Artikel 26

## Inhoud van de effectenstudie

De effectenstudie moet uit volgende elementen bestaan :

- 1° de door de aanvrager verstrekte gegevens met betrekking tot de verantwoording van het project, de beschrijving van de doelstellingen en het tijdschema voor de uitvoering;
- 2° de opgave van de voltooidde prestaties, de vermelding van de gebruikte analysemethoden en de beschrijving van de ondervonden moeilijkheden, met inbegrip van de gegevens gevraagd door de opdrachthouder en die, zonder enige rechtvaardiging, door de aanvrager niet werden meegedeeld;

3° la description et l'évaluation détaillées et précises des éléments susceptibles d'être affectés par le projet, dans l'aire géographique déterminée par le cahier des charges;

4° l'inventaire et l'évaluation détaillée et précise des incidences du projet et du chantier;

5° les données, fournies par le demandeur, relatives aux mesures visant à éviter, supprimer ou réduire les incidences négatives du projet et du chantier;

6° l'évaluation de l'efficacité des mesures indiquées au 5°, notamment par rapport aux normes existantes;

7° l'examen comparatif des solutions de remplacement raisonnablement envisageables y compris, le cas échéant, l'abandon du projet, ainsi que l'évaluation de leurs incidences;

8° un résumé non technique des éléments précédents.

Le Gouvernement peut préciser et compléter les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>; il peut également déterminer les modalités de présentation de l'étude d'incidences.

#### Article 27

##### Réalisation de l'étude

Le chargé d'étude tient le comité d'accompagnement régulièrement informé de l'évolution de l'étude d'incidences.

Il répond aux demandes et aux observations du comité d'accompagnement.

Le Gouvernement règle les modalités d'application du présent article.

#### Article 28

##### Fin de l'étude

Lorsque le chargé d'étude considère que l'étude d'incidences est complète, le demandeur en transmet un exemplaire au comité d'accompagnement.

S'il décide que l'étude d'incidences n'est pas conforme au cahier des charges, le comité d'accompagnement notifie au demandeur, dans les 30 jours qui suivent la réception de l'étude d'incidences, les compléments d'étude à réaliser ou les amendements à apporter à l'étude en décrivant les éléments qui justifient sa décision. Dans ce cas, il notifie au demandeur le délai dans lequel les compléments ou amendements doivent lui être transmis.

Dans les 30 jours qui suivent la réception de l'étude d'incidences, le comité d'accompagnement, s'il l'estime complète :

1° clôture l'étude d'incidences;

2° arrête la liste des communes de la Région concernées par les incidences du projet et dans lesquelles doit se dérouler l'enquête publique;

3° notifie sa décision au demandeur en lui précisant le nombre d'exemplaires du dossier à fournir à l'Institut en vue de l'enquête publique.

A défaut pour le comité d'accompagnement de respecter le délai visé aux alinéas 2 et 3, le demandeur peut saisir le Gouvernement. Cette faculté lui est également ouverte en cas de décision du comité d'accompagnement déclarant l'étude d'incidences incomplète.

Le Gouvernement se substitue au comité d'accompagnement. Il notifie sa décision dans les 30 jours de sa saisine.

#### Article 29

##### Modification de la demande

Le demandeur est présumé maintenir sa demande à moins que dans les 15 jours qui suivent la notification de la décision par laquelle le comité d'accompagnement, ou à défaut le Gouvernement, clôture l'étude, il avise l'Institut de sa décision :

1° soit de retirer sa demande;

2° soit de l'amender en vue d'assurer la compatibilité du projet avec les conclusions de l'étude d'incidences.

Dans ce dernier cas, le demandeur transmet au comité d'accompagnement ou au Gouvernement ainsi qu'à l'Institut, les amendements à la demande de certificat ou de permis d'environnement dans les 6 mois de la notification de la clôture de l'étude d'incidences.

3° de uitvoerige en nauwkeurige beschrijving en beoordeling van de elementen waarop het project gevolgen kan hebben binnen het geografische gebied zoals afgebakend in het bestek;

4° de inventaris en de uitvoerige en nauwkeurige beoordeling van de effecten van het project en het bouwterrein;

5° de door de aanvrager verstrekte gegevens omtrent de maatregelen die worden gepland om de negatieve effecten van het project en van het bouwterrein te vermijden, weg te werken of af te remmen;

6° de beoordeling van de doelmatigheid van de in punt 5° vermelde maatregelen, met name ten opzichte van de bestaande normen;

7° de vergelijking van de vervangingsoplossingen die redelijkerwijs in aanmerking kunnen komen, met inbegrip, in voorkomend geval, van het verzaken aan het project, alsook de beoordeling van hun effecten;

8° een niet-technische samenvatting van de voormelde elementen.

De Regering kan de in het eerste lid bedoelde elementen nader bepalen en aanvullen; ze kan tevens de wijze van voorstelling van de effectenstudie bepalen.

#### Artikel 27

##### Uitvoering van de effectenstudie

De opdrachthouder houdt het begeleidingscomité regelmatig op de hoogte van het verloop van de effectenstudie.

Hij beantwoordt de vragen en de opmerkingen van het begeleidingscomité.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de toepassing van dit artikel.

#### Artikel 28

##### Einde van de studie

Wanneer de opdrachthouder van oordeel is dat de effectenstudie volledig is, bezorgt de aanvrager een exemplaar ervan aan het begeleidingscomité.

Indien het begeleidingscomité beslist dat de effectenstudie niet overeenstemt met het bestek, deelt het binnen 30 dagen na ontvangst van de effectenstudie aan de aanvrager mee welke aanvullende elementen bestudeerd moeten worden of welke wijzigingen aan de studie moeten worden aangebracht, met beschrijving van de elementen ter verantwoording van zijn beslissing. In dit geval deelt het de aanvrager de termijn mee waarbinnen deze aanvullende studie of wijzigingen moeten worden bezorgd.

Wanneer het begeleidingscomité van oordeel is dat de effectenstudie volledig is, moet het binnen 30 dagen na ontvangst van bedoelde studie :

1° de effectenstudie afsluiten;

2° de lijst vastleggen van de bij de effecten van het project betrokken gemeenten van het Gewest waarin het openbaar onderzoek moet plaatshebben;

3° zijn beslissing aan de aanvrager ter kennis brengen met vermelding van het aantal exemplaren van het dossier dat aan het Instituut moet worden bezorgd met het oog op het openbaar onderzoek.

Indien het begeleidingscomité de in het tweede en in het derde lid bedoelde termijn niet in acht neemt, kan de aanvrager zijn dossier bij de Regering aanhangig maken. Hij beschikt eveneens over die mogelijkheid indien het begeleidingscomité heeft beslist de effectenstudie als onvolledig te verklaren.

De Regering treedt op in de plaats van het begeleidingscomité. Zij deelt haar beslissing mee binnen 30 dagen na de aanhangigmaking ervan.

#### Artikel 29

##### Wijziging van de aanvraag

De aanvrager wordt geacht zijn aanvraag te handhaven, tenzij hij binnen 15 dagen na de kennisgeving van de beslissing waarbij het begeleidingscomité, of bij ontstentenis, de Regering, de studie afsluit, aan het Instituut zijn beslissing meedeelt om :

1° hetzij zijn aanvraag in te trekken;

2° hetzij ze te wijzigen teneinde ervoor te zorgen dat het project verenigbaar is met de conclusies van de effectenstudie.

In dit laatste geval, zendt de aanvrager de wijzigingen in zijn aanvraag om een milieu-attest of milieuvergunning aan het begeleidingscomité of aan de Regering, alsook aan het Instituut binnen 6 maanden na de kennisgeving van de afsluiting van de effectenstudie.

Si le demandeur n'a pas transmis les amendements à la demande de certificat ou de permis d'environnement dans ce délai, il est présumé retirer sa demande.

Le délai de délivrance du certificat ou du permis d'environnement est suspendu jusqu'au dépôt des amendements.

#### Section 4. - Des mesures particulières de publicité

##### Article 30

##### Enquête publique

§ 1<sup>er</sup>. - Dès réception des exemplaires du dossier, le cas échéant amendé conformément à l'article 29, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, fournis par le demandeur, l'Institut ou, dans l'hypothèse visée à l'article 28, alinéas 4 et 5, le Gouvernement transmet un exemplaire au Collège des bourgmestre et échevins de chaque commune concernée par les incidences du projet et dans laquelle le dossier doit être soumis aux mesures particulières de publicité.

Le dossier soumis à l'enquête publique doit comprendre :

- 1° la demande de certificat ou de permis;
- 2° le cahier des charges de l'étude d'incidences;
- 3° l'étude d'incidences;
- 4° la décision de clôture de l'étude d'incidences;
- 5° le cas échéant, la décision du demandeur d'amender la demande de certificat ou de permis d'environnement;
- 6° les amendements éventuels à la demande de certificat ou de permis.

§ 2. - Le Collège des bourgmestre et échevins de chaque commune concernée ou son délégué soumet le dossier aux mesures particulières de publicité.

L'enquête publique se déroule dans chacune des communes et dure 30 jours.

L'Institut détermine la date à laquelle les diverses enquêtes publiques doivent au plus tard être clôturées.

##### Article 31

##### Concertation

§ 1<sup>er</sup>. - Le Collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le projet doit, pour sa partie la plus importante, être exécuté, ou son délégué saisit la commission de concertation élargie aux représentants de chaque commune concernée par les incidences du projet dans le délai de quinze jours de clôture de l'enquête publique visé à l'article 114 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme.

§ 2. - La commission de concertation notifie son avis à l'Institut dans les trente jours de la fin de l'enquête publique conformément à l'article 114 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme.

Lorsque la commission de concertation n'a pas notifié son avis dans le délai requis, la procédure est poursuivie sans qu'il soit tenu compte des avis émis au-delà des 30 jours qui suivent l'expiration du délai de 30 jours visé au premier alinéa.

§ 3. - Dans le même délai que celui imparti à la commission de concertation, le Collège des bourgmestre et échevins de chaque commune dans laquelle le projet a été soumis aux enquêtes publiques et l'Administration de l'aménagement du territoire et du logement rendent leur avis et le transmettent à l'Institut. A défaut de notification dans le délai prescrit, ces avis sont réputés favorables.

#### Section 5. - Délivrance du certificat ou du permis

##### Sous-section 1. - Délivrance du certificat ou du permis d'environnement sans certificat préalable

##### Article 32

##### Délai de délivrance

§ 1<sup>er</sup>. - L'Institut délivre le certificat ou le permis d'environnement.

§ 2. - Il notifie sa décision au demandeur par envoi recommandé à la poste dans les 45 jours de la réception de l'avis de la commission de concertation ou de l'expiration du délai pour le communiquer. Ce délai peut, par une décision motivée, faire l'objet d'une prolongation unique de 45 jours maximum.

Indien de aanvrager de wijzigingen in zijn aanvraag om een milieu-attest of milieuvergunning niet binnen deze termijn heeft bezorgd, wordt hij geacht zijn aanvraag te hebben ingetrokken.

De termijn van afgifte van het milieu-attest of de milieuvergunning wordt opgeschort totdat de wijzigingen zijn ingediend.

#### Afdeling 4. - Speciale regelen van openbaarmaking

##### Artikel 30

##### Openbaar onderzoek

§ 1. - Na ontvangst van de door de aanvrager geleverde exemplaren van het dossier dat in voorkomend geval overeenkomstig artikel 29, eerste lid, 2<sup>o</sup> werd gewijzigd, bezorgt het Instituut of, in het in artikel 28, vierde en vijfde lid bedoelde geval, de Regering een exemplaar ervan aan het college van burgemeester en schepenen van elke gemeente die bij de effecten van het project betrokken is en waar het dossier aan de speciale regelen van openbaarmaking onderworpen dient te worden.

Het aan het openbaar onderzoek onderworpen dossier moet bestaan uit :

- 1° de attest- of vergunningsaanvraag;
- 2° het bestek van de effectenstudie;
- 3° de effectenstudie;
- 4° de beslissing tot afsluiting van de effectenstudie;
- 5° in voorkomend geval, de beslissing van de aanvrager om de aanvraag om een milieu-attest of milieuvergunning te wijzigen;
- 6° de eventuele wijzigingen in de attest- of vergunningsaanvraag.

§ 2. - Het college van burgemeester en schepenen van elke betrokken gemeente of zijn gemachtigde onderwerpt het dossier aan de speciale regelen van openbaarmaking.

Het openbaar onderzoek vindt plaats in elke gemeente en duurt 30 dagen.

Het Instituut bepaalt de datum waarop de verschillende openbare onderzoeken uiterlijk moeten worden afgesloten.

##### Artikel 31

##### Overleg

§ 1. - Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan het belangrijkste gedeelte van het project moet worden uitgevoerd of zijn gemachtigde maakt het dossier aanhangig bij de overlegcommissie die uitgebreid wordt tot de vertegenwoordigers van elke gemeente die betrokken is bij de effecten van het project en dit binnen vijftien dagen na afsluiting van het openbaar onderzoek bedoeld in artikel 114 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw.

§ 2. - De overlegcommissie betekent haar advies aan het Instituut binnen dertig dagen na afloop van het openbaar onderzoek overeenkomstig artikel 114 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw.

Wanneer de overlegcommissie geen advies binnen de gestelde termijn heeft uitgebracht, wordt de procedure voortgezet zonder dat het Instituut verplicht is rekening te houden met het advies, indien het niet wordt uitgebracht binnen 30 dagen na het verstrijken van de in het eerste lid bedoelde termijn.

§ 3. - Binnen dezelfde termijn als die toegekend aan de overlegcommissie, brengen het college van burgemeester en schepenen van elke gemeente waar het project aan openbare onderzoeken werd onderworpen en het Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting hun advies uit en brengen dit ter kennis van het Instituut. Wanneer de adviezen niet binnen de voorgeschreven termijn worden betekend, worden deze gunstig geacht.

#### Afdeling 5. - Afgifte van het attest of de vergunning

##### Onderafdeling 1. - Afgifte van het milieu-attest of van de milieuvergunning zonder voorafgaand attest

##### Artikel 32

##### Afgiftetermijn

§ 1. Het Instituut geeft het milieu-attest of de milieuvergunning af.

§ 2. - Het betekent zijn beslissing aan de aanvrager bij een ter post aangetekende brief binnen 45 dagen na ontvangst van het advies van de overlegcommissie of na het verstrijken van de termijn om het mee te delen. Deze termijn kan, bij een met redenen omklede beslissing, een enkele maal voor een maximumduur van 45 dagen worden verlengd.

Toutefois, la notification de la décision doit intervenir moins de 450 jours après la date de l'accusé de réception visé à l'article 20 ou, en l'absence de notification de l'accusé de réception ou du caractère incomplet du dossier, moins de 450 jours après le 31e jour de la date de l'attestation de dépôt ou de l'envoi de la demande à la commune ou après le 11ème jour de la date d'envoi des documents ou renseignements manquants à l'Institut.

§ 3. - L'absence de décision notifiée dans les délais fixés au § 2 équivaut au refus du certificat ou du permis d'environnement.

Sous-section 2. - Délivrance du permis d'environnement après l'octroi d'un certificat d'environnement

Article 33

Contenu de la demande

§ 1<sup>er</sup>. - La demande de permis d'environnement est déposée à la commune sur le territoire de laquelle le projet doit, pour sa partie la plus importante, être exécuté. Elle contient les indications requises par l'article 10, ainsi qu'une copie du certificat d'environnement.

Le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué délivre immédiatement une attestation de dépôt au demandeur et transmet une copie de la demande et de l'attestation de dépôt à l'Institut.

§ 2. - La demande peut également être adressée au collège des bourgmestre et échevins par envoi recommandé à la poste. Dès réception, le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué transmet la demande à l'Institut.

§ 3. - En cas de projet mixte, l'Institut transmet une copie du dossier de demande de permis d'environnement à l'Administration de l'aménagement du territoire et du logement.

L'Institut sollicite de la commune une copie du dossier de demande de permis d'urbanisme.

§ 4. - Dès réception de la demande, l'Institut communique au demandeur un numéro de dossier et les coordonnées de l'agent traitant.

Si le demandeur n'a pas reçu ces informations dans les 10 jours de la date de l'attestation de dépôt ou de l'envoi de la demande, il adresse une copie de la demande à l'Institut. Dès réception, l'Institut communique les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Article 34

Accusé de réception

§ 1<sup>er</sup>. - Lorsque le dossier est complet, dans les vingt jours de la réception du dossier de demande de permis d'environnement, l'Institut adresse un accusé de réception au demandeur.

§ 2. - Lorsque le dossier est incomplet, l'Institut en informe le demandeur dans les vingt jours de la réception du dossier de demande de permis d'environnement en indiquant les documents ou renseignements manquants.

Dans les dix jours de la réception de ceux-ci, l'Institut adresse un accusé de réception au demandeur.

En cas de projet mixte, le dossier de demande de permis d'environnement est incomplet en l'absence d'introduction de la demande de permis d'urbanisme correspondant.

Article 35

Dispense de mesures particulières de publicité et de consultation

La demande de permis d'environnement est dispensée des mesures particulières de publicité et de l'avis des personnes ou services consultés auxquels la demande de certificat d'environnement a été soumise, à condition que des motifs nouveaux qui justifieraient de telles mesures ou avis ne soient pas apparus.

Article 36

Délivrance du permis après l'octroi d'un certificat

§ 1<sup>er</sup>. - L'Institut délivre le permis d'environnement.

§ 2. - Il notifie sa décision au demandeur dans un délai de 45 jours à dater de la notification de l'accusé de réception visé à l'article 34 ou, en l'absence de notification de l'accusé de réception ou du caractère incomplet du dossier, dans ce même délai de 45 jours après le 31e jour soit de la date de l'attestation de dépôt ou de l'envoi de la demande à la commune soit de la date de l'envoi des documents ou renseignements manquants à l'Institut.

Het stuurt evenwel een kennisgeving van zijn beslissing binnen een termijn van 450 dagen na de betekening van het ontvangbewijs, zoals bedoeld in artikel 20, of, indien het ontvangbewijs of het bericht dat het dossier niet volledig is, ontbreken, binnen een termijn van 450 dagen na de 31e dag na de datum van het indieningsbewijs of verzending van de aanvraag aan de gemeente of na de 11de dag na de verzendingsdatum van de ontbrekende stukken of inlichtingen aan het Instituut.

§ 3. - Het uitblijven van een beslissing betekend binnen de in § 2 gestelde termijnen komt neer op de weigering van het milieu-attest of van de milieuvergunning.

Onderafdeling 2. - Afgifte van de milieuvergunning na de toekenning van het milieu-attest

Artikel 33

Inhoud van de aanvraag

§ 1. - De aanvraag om een milieuvergunning wordt ingediend bij de gemeente op het grondgebied waarvan het belangrijkste gedeelte van het project wordt uitgevoerd. Ze bevat de gegevens die vereist zijn overeenkomstig artikel 10, alsook een afschrift van het milieu-attest.

Het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde overhandigt onmiddellijk aan de aanvrager een indieningsbewijs en stuurt een afschrift van de aanvraag en van het indieningsbewijs door aan het Instituut.

§ 2. - De aanvraag kan tevens bij een ter post aangetekende brief aan het college van burgemeester en schepenen worden gericht. Na ontvangst stuurt het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde de aanvraag door aan het Instituut.

§ 3. - Indien het om een gemengd project gaat, bezorgt het Instituut aan het Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting een afschrift van het aanvraagdossier voor de milieuvergunning.

Het Instituut vraagt aan de gemeente een afschrift van het aanvraagdossier voor de stedenbouwkundige vergunning.

§ 4. - Na ontvangst van de aanvraag deelt het Instituut aan de aanvrager een dossiernummer mee en de gegevens van de ambtenaar die het dossier behandelt.

Indien de aanvrager deze inlichtingen niet binnen 10 dagen na de datum van het indieningsbewijs of na het versturen van de aanvraag heeft ontvangen, richt hij een afschrift van de aanvraag aan het Instituut. Na ontvangst deelt het Instituut de in het eerste lid bedoelde elementen mee.

Artikel 34

Ontvangbewijs

§ 1. - Wanneer het dossier volledig is, stuurt het Instituut binnen twintig dagen na ontvangst voor het aanvraagdossier van de milieuvergunning een ontvangbewijs aan de aanvrager.

§ 2. - Wanneer het dossier onvolledig is, brengt het Instituut binnen twintig dagen na ontvangst van het aanvraagdossier voor de milieuvergunning de aanvrager hiervan op de hoogte met vermelding van de ontbrekende stukken of inlichtingen.

Binnen 10 dagen na ontvangst hiervan, stuurt het Instituut een ontvangbewijs aan de aanvrager.

Betreft het een gemengd project, dan wordt het dossier voor de aanvraag van een milieuvergunning als onvolledig beschouwd, indien de overeenkomstige aanvraag om een stedenbouwkundige vergunning niet werd ingediend.

Artikel 35

Vrijstelling van de speciale regelen van openbaarmaking en raadpleging

De aanvraag om een milieuvergunning wordt vrijgesteld van de speciale regelen van openbaarmaking en van het advies van de geraadpleegde personen of diensten aan wie de aanvraag om een milieu-attest werd voorgelegd, op voorwaarde dat er geen nieuwe redenen zijn die dergelijke regelen of adviezen zouden verantwoorden.

Artikel 36

Afgifte van de vergunning na de toekenning van het attest

§ 1. - Het Instituut geeft de milieuvergunning af.

§ 2. - Het stuurt de aanvrager een kennisgeving van zijn beslissing binnen een termijn van 45 dagen na de dag van de betekening van het ontvangbewijs, zoals bedoeld in artikel 34, of, indien het ontvangbewijs of het bericht dat het dossier niet volledig is, ontbreken, binnen diezelfde termijn van 45 dagen na de 31e dag hetzij na de datum van het indieningsbewijs of verzending van de aanvraag aan de gemeente, hetzij na de verzendingsdatum van de ontbrekende stukken en inlichtingen aan het Instituut.

Ce délai peut, par une décision motivée, faire l'objet d'une prolongation unique de 45 jours maximum.

§ 3. - En l'absence de décision notifiée dans le délai fixé au § 2, le certificat tient lieu de permis d'environnement délivré pour une durée de 15 ans.

### CHAPITRE III. - Dispositions relatives aux installations de la classe I.B

#### Section Ire. - Du dépôt de la demande

##### Article 37

##### Contenu de la demande

La demande de certificat ou de permis d'environnement sans certificat préalable relative aux installations de classe I.B contient les indications requises par l'article 10 ainsi qu'un rapport d'incidences.

Le rapport d'incidences comporte au moins les éléments ci-après :

1° la justification du projet, la description de ses objectifs et le calendrier de sa réalisation;

2° la synthèse des différentes solutions envisagées ayant présidé au choix du projet introduit par le demandeur eu égard à l'environnement;

3° la description des éléments et de l'aire géographique susceptibles d'être affectés par le projet, notamment à l'aide de plans;

4° l'inventaire des incidences prévisibles du projet et du chantier;

5° l'évaluation de ces incidences au regard de la situation existante;

6° l'énumération des dispositions et prescriptions légales et réglementaires applicables;

7° la description des mesures visant à éviter, supprimer ou réduire les incidences négatives du projet et du chantier, notamment par rapport aux normes existantes;

8° un résumé non technique des éléments précédents.

Le Gouvernement peut préciser et compléter les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>; il peut également déterminer les modalités de présentation du rapport d'incidences.

##### Article 38

##### Dépôt de la demande

§ 1<sup>er</sup>. - La demande de certificat ou de permis d'environnement est déposée à la commune sur le territoire de laquelle le projet doit, pour sa partie la plus importante, être exécuté.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins ou son délégué délivre immédiatement une attestation de dépôt au demandeur et transmet une copie de la demande et de l'attestation de dépôt à l'Institut.

§ 2. - La demande peut également être adressée au Collège des bourgmestre et échevins par envoi recommandé à la poste. Dès réception, le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué transmet la demande à l'Institut.

§ 3. - En cas de projet mixte, l'Institut transmet une copie du dossier de demande de permis d'environnement à l'Administration de l'aménagement du territoire et du logement.

L'Institut sollicite de la commune une copie du dossier de demande de permis d'urbanisme.

§ 4. - Dès réception de la demande, l'Institut communique au demandeur un numéro de dossier et les coordonnées de l'agent traitant.

Si le demandeur n'a pas reçu ces informations dans les 10 jours de la date de l'attestation de dépôt ou de l'envoi de la demande, il adresse une copie de la demande à l'Institut. Dès réception, l'Institut communique les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

##### Article 39

##### Accusé de réception

§ 1<sup>er</sup>. - Lorsque le dossier est complet, dans les vingt jours de la réception du dossier de demande, l'Institut adresse un accusé de réception au demandeur par envoi recommandé à la poste.

Deze termijn kan, bij een met redenen omklede beslissing, een enkele maal voor een maximumduur van 45 dagen worden verlengd.

§ 3. - Bij het uitblijven van een beslissing, betekend binnen de in § 2 gestelde termijn, geldt het attest als milieuvergunning, uitgereikt voor een duur van 15 jaar.

### HOOFDSTUK III. - Bepalingen betreffende de inrichtingen van klasse I.B

#### Afdeling 1. - Indiening van de aanvraag

##### Artikel 37

##### Inhoud van de aanvraag

De aanvraag om een milieu-atteest of een milieuvergunning zonder voorafgaand attest betreffende de inrichtingen van klasse I.B bevat de gegevens die vereist zijn overeenkomstig artikel 10, alsook een effectenverslag.

Het effectenverslag bestaat ten minste uit volgende elementen :

1° de verantwoording van het project, de beschrijving van de doelstellingen en het tijdschema voor de uitvoering;

2° de samenvatting van de verschillende geplande oplossingen die ten grondslag hebben gelegen aan de keuze van het door de aanvrager ingediende project, gelet op het milieu;

3° de beschrijving van de elementen en het geografische gebied waarvoor het project gevolgen kan hebben, met name met behulp van plannen;

4° de inventaris van de voorspelbare effecten van het project en van het bouwterrein;

5° de beoordeling van deze effecten in vergelijking met de bestaande toestand;

6° de opsomming van de wettelijke en reglementaire bepalingen en voorschriften van toepassing;

7° de beschrijving van de geplande maatregelen om de negatieve effecten van het project en het bouwterrein te vermijden, weg te werken of af te remmen, onder meer ten opzichte van de bestaande normen;

8° een niet-technische samenvatting van de voormelde elementen.

De Regering kan de in het eerste lid bedoelde elementen nader bepalen en aanvullen; ze kan tevens de wijze van voorstelling van het effectenverslag bepalen.

##### Artikel 38

##### Indiening van de aanvraag

§ 1. - De aanvraag om een milieu-atteest of een milieuvergunning wordt ingediend bij de gemeente op het grondgebied waarvan het belangrijkste gedeelte van het project moet worden uitgevoerd.

Het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde overhandigt onmiddellijk aan de aanvrager een indieningsbewijs en stuurt een afschrift van de aanvraag en van het indieningsbewijs door aan het Instituut.

§ 2. - De aanvraag kan tevens bij een ter post aangetekende brief aan het college van burgemeester en schepenen worden gericht. Na ontvangst hiervan stuurt het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde de aanvraag door aan het Instituut.

§ 3. - Indien het gaat om een gemengd project, doet het Instituut aan het Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting een afschrift van het aanvraagdossier voor de milieuvergunning toekomen.

Het Instituut vraagt aan de gemeente een afschrift van het aanvraagdossier voor de stedenbouwkundige vergunning.

§ 4. - Na ontvangst van de aanvraag deelt het Instituut aan de aanvrager een dossiernummer mee en de gegevens van de ambtenaar die het dossier behandelt.

Indien de aanvrager deze inlichtingen niet binnen 10 dagen na de datum van het indieningsbewijs of het versturen van de aanvraag heeft ontvangen, richt hij een afschrift van de aanvraag aan het Instituut. Na ontvangst hiervan deelt het Instituut de in het eerste lid bedoelde elementen mee.

##### Artikel 39

##### Ontvangbewijs

§ 1. - Wanneer het dossier volledig is, stuurt het Instituut binnen twintig dagen na ontvangst van het aanvraagdossier bij ter post aangetekende brief een ontvangbewijs aan de aanvrager.

Lorsque le dossier est incomplet, l'Institut en informe le demandeur dans les vingt jours de la réception du dossier, en indiquant les documents ou renseignements manquants.

Dans les trente jours de la réception de ceux-ci, l'Institut accomplit les actes indiqués au § 2.

En l'absence de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification du caractère incomplet du dossier dans le délai prescrit, la date d'envoi au demandeur du numéro de dossier et des coordonnées de l'agent traitant visé à l'article 38, § 4, sert de point de départ au calcul des délais de procédure.

§ 2. - Dans les trente jours de la délivrance de l'accusé de réception ou, à défaut, de la date d'envoi au demandeur du numéro de dossier et des coordonnées de l'agent traitant, l'Institut :

1° procède à l'examen du rapport d'incidences;

2° transmet une copie du dossier complet aux administrations et instances à consulter conformément à l'article 13;

3° arrête la liste des communes concernées par les incidences du projet dans lesquelles doit se dérouler l'enquête publique et désigne la commune qui est chargée de saisir la commission de concertation;

4° communique au demandeur le nombre d'exemplaires du dossier à lui fournir en vue de l'organisation des enquêtes publiques.

§ 3. - Lorsque l'Institut estime que le rapport d'incidences doit être complété, il notifie cette décision au demandeur dans les délais visés au § 2, en indiquant les documents ou renseignements manquants.

Dans les dix jours de leur réception, l'Institut accomplit les actes prévus au § 2.

§ 4. - Si l'Institut n'a pas notifié sa décision dans les délais, le demandeur peut saisir le Gouvernement du dossier.

Dans les soixante jours à compter de sa saisine, le Gouvernement :

1° adresse un accusé de réception au demandeur par envoi recommandé à la poste;

2° procède à l'examen du rapport d'incidences;

3° transmet une copie du dossier complet aux administrations et instances à consulter conformément à l'article 13;

4° arrête la liste des communes concernées par les incidences du projet dans lesquelles doit se dérouler l'enquête publique et désigne la commune qui est chargée de saisir la commission de concertation;

5° communique au demandeur le nombre d'exemplaires du dossier à lui fournir en vue de l'organisation des enquêtes publiques.

## Section 2. - Des mesures particulières de publicité

### Article 40

#### Enquête publique

§ 1<sup>er</sup>. - L'Institut ou, conformément à l'article 39, § 4, le Gouvernement transmet un exemplaire du dossier complet à chaque commune concernée par les incidences du projet et dans lesquelles doit se dérouler une enquête publique.

§ 2. - Dans les quinze jours de la réception du dossier, le Collège des bourgmestre et échevins de chaque commune concernée ou son délégué soumet le dossier aux mesures particulières de publicité.

L'enquête publique se déroule dans chaque commune et dure quinze jours. L'Institut détermine la date à laquelle les enquêtes publiques doivent au plus tard être clôturées.

§ 3. - Le dossier soumis à l'enquête publique doit comprendre :

1° la demande de certificat ou de permis d'environnement, y compris le rapport d'incidences;

2° en cas de projet mixte, la demande de certificat ou de permis d'urbanisme;

3° les documents ou renseignements fournis par le demandeur en application de l'article 39, § 2.

Wanneer het dossier onvolledig is, brengt het Instituut binnen twintig dagen na ontvangst van het dossier de aanvrager hiervan op de hoogte en vermeldt het welke stukken en inlichtingen ontbreken.

Binnen 30 dagen na ontvangst hiervan, verricht het Instituut de in § 2 vermelde handelingen.

Indien het ontvangstbewijs of het bericht dat het dossier onvolledig is binnen de voorgeschreven termijn ontbreken, dient de datum van verzending aan de aanvrager van het dossiernummer en de gegevens van de in artikel 38, § 4 bedoelde behandelende ambtenaar als aanvangsdatum voor de berekening van de proceduretermijnen.

§ 2. - Binnen 30 dagen na afgifte van het ontvangstbewijs of, bij ontstentenis, na verzending aan de aanvrager van het dossiernummer en de gegevens van de behandelende ambtenaar, gaat het Instituut over tot :

1° het onderzoeken van het effectenverslag ;

2° het verzenden aan de administraties en instanties die overeenkomstig artikel 13 moeten worden geraadpleegd, van een afschrift van het volledige dossier;

3° het vastleggen van de lijst van de bij de effecten van het project betrokken gemeenten waarin het openbaar onderzoek moet plaatshebben en het aanwijzen van de gemeente die ermee belast wordt de overlegcommissie samen te roepen ;

4° het meedelen aan de aanvrager van het aantal te leveren exemplaren van het dossier met het oog op het openbaar onderzoek.

§ 3. - Wanneer het Instituut oordeelt dat het effectenverslag moet worden vervolledigd, geeft het van deze beslissing kennis aan de aanvrager binnen de in § 2 bedoelde termijnen en vermeldt het de ontbrekende stukken of inlichtingen.

Binnen 10 dagen na ontvangst hiervan, verricht het Instituut de in § 2 voorgeschreven handelingen.

§ 4. - Indien het Instituut zijn beslissing niet binnen de termijnen heeft betekend, kan de aanvrager het dossier bij de Regering aanhangig maken.

Binnen zestig dagen na de aanhangigmaking :

1° verstuurt de Regering bij een ter post aangetekende brief een ontvangstbewijs aan de aanvrager;

2° onderzoekt ze het effectenverslag;

3° verzendt ze aan de administraties en instanties die overeenkomstig artikel 13 moeten worden geraadpleegd, een afschrift van het volledige dossier;

4° legt ze de lijst vast van de bij de effecten van het project betrokken gemeenten waarin het openbaar onderzoek moet plaatshebben en wijst de gemeente aan die ermee belast wordt de overlegcommissie samen te roepen;

5° deelt aan de aanvrager het aantal te leveren exemplaren van het dossier mee met het oog op het openbaar onderzoek.

## Afdeling 2. - Speciale regelen van openbaarmaking

### Artikel 40

#### Openbaar onderzoek

§ 1. - Het Instituut of, overeenkomstig artikel 39, § 4, de Regering bezorgt aan elke bij de effecten van het project betrokken gemeente waar een openbaar onderzoek moet plaatshebben, een exemplaar van het volledige dossier.

§ 2. - Binnen 15 dagen na ontvangst van het dossier onderwerpt het college van burgemeester en schepenen van elke betrokken gemeente of zijn gemachtigde het dossier aan de speciale regelen van openbaarmaking.

Het openbaar onderzoek vindt plaats in elke gemeente en duurt vijftien dagen. Het Instituut bepaalt de datum waarop de verschillende openbare onderzoeken uiterlijk moeten worden afgesloten.

§ 3. - Het aan het openbaar onderzoek onderworpen dossier moet bestaan uit :

1° de aanvraag om een milieu-attest of -vergunning, met inbegrip van het effectenverslag;

2° indien het om een gemengd project gaat, de aanvraag om een stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning;

3° de stukken of inlichtingen die de aanvrager heeft verstrekt met toepassing van artikel 39, § 2.



Article 41  
Concertation

§ 1<sup>er</sup>. - Le Collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le projet doit, pour sa partie la plus importante, être exécuté, ou son délégué saisit la commission de concertation élargie aux représentants de chaque commune concernée par les incidences du projet dans le délai de 15 jours de la clôture de l'enquête publique visé à l'article 114 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme.

§ 2. - La commission de concertation notifie son avis dans les 30 jours de la fin de l'enquête publique, conformément à l'article 114 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme.

Lorsque la commission de concertation n'a pas notifié son avis dans le délai requis, la procédure est poursuivie sans qu'il soit tenu compte des avis émis au-delà des 30 jours qui suivent l'expiration du délai de 30 jours visé au premier alinéa.

§ 3. - Dans le même délai que celui imparti à la commission de concertation, le Collège des bourgmestre et échevins de chaque commune dans laquelle le projet a été soumis aux enquêtes publiques et l'Administration de l'aménagement du territoire et du logement rendent leur avis et le transmettent à l'Institut. A défaut de notification dans le délai prescrit, ces avis sont réputés favorables.

Article 42  
Demande de réaliser une étude d'incidences

§ 1<sup>er</sup>. - Dans des circonstances exceptionnelles, la commission de concertation peut, dans un avis spécialement motivé, recommander au Gouvernement de faire réaliser une étude d'incidences.

§ 2. - Lorsqu'il estime qu'il y a lieu de faire réaliser une étude d'incidences, le Gouvernement notifie sa décision au demandeur dans les 30 jours de la réception du dossier.

Dans ce cas, le Gouvernement :

1° invite le demandeur à faire parvenir à l'Institut une ou des propositions relatives aux choix du chargé d'étude;

2° charge l'Institut d'établir le projet de cahier de charges de l'étude d'incidences dans les trente jours; en cas de projet mixte, le Gouvernement règle les modalités de collaboration entre l'Institut et l'Administration de l'aménagement du territoire et du logement;

3° détermine, outre les membres désignés à l'article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, la composition du comité d'accompagnement.

Dans les 10 jours de la réception de la décision du Gouvernement, l'Institut réunit le comité d'accompagnement. Il tient le comité d'accompagnement régulièrement informé de l'évolution de l'élaboration du projet de cahier des charges de l'étude d'incidences.

Après l'établissement du projet de cahier de charges, l'Institut transmet le dossier, avec ses observations éventuelles, au demandeur et au Collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le projet doit, pour sa partie la plus importante, être exécuté.

Dans les 5 jours de l'établissement du projet de cahier des charges, l'Institut réunit, à nouveau, le comité d'accompagnement et la procédure se poursuit conformément aux articles 21 et suivants.

Lorsqu'il estime une telle étude inopportune, le Gouvernement motive sa décision et transmet le dossier à l'Institut.

§ 3. - Le silence du Gouvernement à l'expiration du délai visé au § 2 équivaut au refus de faire réaliser une étude d'incidences.

§ 4. - Lorsque l'étude d'incidences a été réalisée, le dossier soumis à l'enquête publique conformément à l'article 30 comprend en outre :

1° les réclamations et observations adressées au Collège des bourgmestre et échevins dans le cadre de l'enquête publique visée à l'article 40 ainsi que le procès-verbal de clôture de cette enquête;

2° le procès-verbal de la commission de concertation;

3° l'avis de la commission de concertation visé au présent article.

Artikel 41  
Overleg

§ 1. - Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan het belangrijkste gedeelte van het project moet worden uitgevoerd, of zijn gemachtigde maakt het dossier aanhangig bij de overlegcommissie die uitgebreid wordt tot de vertegenwoordigers van elke gemeente die betrokken is bij de effecten van het project, en dit binnen 15 dagen na afsluiting van het openbaar onderzoek bedoeld in artikel 114 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw.

§ 2. - De overlegcommissie brengt haar advies uit binnen 30 dagen na afloop van het openbaar onderzoek overeenkomstig artikel 114 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw.

Wanneer de overlegcommissie geen advies binnen de gestelde termijn heeft uitgebracht, wordt de procedure voortgezet zonder dat er rekening wordt gehouden met de adviezen, indien ze niet worden uitgebracht binnen dertig dagen na het verstrijken van de in het eerste lid bedoelde termijn.

§ 3. - Binnen dezelfde termijn als die toegekend aan de overlegcommissie, brengen het college van burgemeester en schepenen van elke gemeente waar het project aan openbare onderzoeken werd onderworpen en het Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting hun advies uit en delen het mee aan het Instituut. Indien deze adviezen niet binnen de voorgeschreven termijn worden betekend, worden ze gunstig geacht.

Artikel 42  
Aanvraag tot uitvoering van een effectenstudie

§ 1. - In uitzonderlijke omstandigheden kan de overlegcommissie in een bijzonder omkleed advies de Regering aanbevelen een effectenstudie te laten uitvoeren.

§ 2. - Indien de Regering oordeelt dat een effectenstudie moet worden uitgevoerd, beschikt ze over 30 dagen na ontvangst van het dossier om de aanvrager in kennis te stellen van haar beslissing.

In dit geval :

1° verzoekt de Regering de aanvrager om één of meer voorstellen betreffende de keuze van de opdrachthouder aan het Instituut te doen toekomen;

2° belast ze het Instituut met het opstellen van het ontwerp van bestek van de effectenstudie binnen dertig dagen; betreft het een gemengd project, dan regelt de Regering de wijze van samenwerking tussen het Instituut en het Bestuur van Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;

3° bepaalt ze, naast de leden aangesteld overeenkomstig artikel 22, § 1, tweede lid, de samenstelling van het begeleidingscomité.

Binnen 10 dagen na ontvangst van de beslissing van de Regering, roept het Instituut het begeleidingscomité samen. Het houdt het begeleidingscomité regelmatig op de hoogte van de uitwerking van het ontwerp van bestek van de effectenstudie.

Na het opmaken van het ontwerp van bestek, bezorgt het Instituut het dossier, met zijn eventuele opmerkingen, aan de aanvrager en aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan het belangrijkste gedeelte van het project moet worden uitgevoerd.

Binnen 5 dagen na het opmaken van het ontwerp van bestek, roept het Instituut het begeleidingscomité opnieuw samen en wordt de procedure overeenkomstig de artikelen 21 en volgende voortgezet.

Indien de Regering een dergelijke studie niet geraden acht, motiveert zij haar beslissing en bezorgt ze het dossier aan het Instituut.

§ 3. - Indien er binnen de in § 2 bedoelde termijn geen beslissing wordt genomen, moet de effectenstudie niet worden uitgevoerd.

§ 4. - Wanneer de effectenstudie is verwezenlijkt, moet het dossier dat overeenkomstig artikel 30 aan het openbaar onderzoek wordt onderworpen, bovendien volgende gegevens bevatten :

1° de bezwaren en opmerkingen die in het kader van het in artikel 40 bedoelde openbaar onderzoek aan het college van burgemeester en schepenen zijn gericht, alsook het proces-verbaal van sluiting van dit onderzoek;

2° de notulen van de overlegcommissie;

3° het advies van de in dit artikel bedoelde overlegcommissie.

*Section 3 - Délivrance du certificat d'environnement  
ou du permis d'environnement sans certificat préalable*

Article 43

Délivrance du certificat ou du permis

§ 1<sup>er</sup>. - L'Institut délivre le certificat ou le permis d'environnement.

§ 2. - Il notifie sa décision au demandeur dans un délai de 45 jours à dater de la réception de l'avis de la commission de concertation ou de l'expiration du délai pour le communiquer. Ce délai peut, par une décision motivée, faire l'objet d'une prolongation unique de 45 jours maximum.

Toutefois, la notification de la décision doit intervenir moins de 160 jours après la date de l'accusé de réception visé à l'article 39 ou, en l'absence de notification de l'accusé de réception ou du caractère incomplet du dossier, moins de 160 jours après le 31<sup>e</sup> jour de la date de l'attestation de dépôt ou de l'envoi de la demande à la commune ou après le 11<sup>e</sup> jour de la date d'envoi des documents ou renseignements manquants à l'Institut.

§ 3. - L'absence de décision notifiée dans les délais fixés au § 2 équivaut au refus du certificat ou du permis d'environnement.

*Section 4 - Demande de permis d'environnement  
suite à l'octroi d'un certificat d'environnement*

Article 44

Contenu et dépôt de la demande

§ 1<sup>er</sup>. - La demande de permis d'environnement est déposée à la commune sur le territoire de laquelle le projet doit, pour sa partie la plus importante, être exécuté. Elle contient les indications requises par l'article 10 ainsi qu'une copie du certificat d'environnement.

Le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué délivre immédiatement une attestation de dépôt au demandeur et transmet une copie de la demande et de l'attestation de dépôt à l'Institut.

§ 2. - La demande peut également être adressée au Collège des bourgmestre et échevins par envoi recommandé à la poste. Dès réception, le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué transmet la demande à l'Institut.

§ 3. - En cas de projet mixte, l'Institut transmet une copie du dossier de demande de permis d'environnement à l'Administration de l'aménagement du territoire et du logement.

L'Institut sollicite de la commune une copie du dossier de demande de permis d'urbanisme.

§ 4. - Dès réception de la demande, l'Institut communique au demandeur un numéro de dossier et les coordonnées de l'agent traitant.

Si le demandeur n'a pas reçu ces informations dans les 10 jours de la date de l'attestation de dépôt ou de l'envoi de la demande, il adresse une copie de la demande à l'Institut. Dès réception, l'Institut communique les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Article 45

Accusé de réception

§ 1<sup>er</sup>. - Lorsque le dossier est complet, dans les vingt jours de la réception du dossier de demande de permis d'environnement, l'Institut adresse un accusé de réception au demandeur.

§ 2. - Lorsque le dossier est incomplet, l'Institut en informe le demandeur dans les vingt jours de la réception du dossier de demande de permis d'environnement en indiquant les documents ou renseignements manquants.

Dans les dix jours de la réception de ceux-ci, l'Institut adresse un accusé de réception au demandeur.

En cas de projet mixte, le dossier de demande de permis d'environnement est incomplet en l'absence d'introduction de la demande de permis d'urbanisme correspondant.

Article 46

Dispense de mesures particulières de publicité et de consultation

La demande de permis d'environnement est dispensée des mesures particulières de publicité et de l'avis des personnes ou services consultés auxquels la demande de certificat d'environnement a été soumise, à condition que des motifs nouveaux qui justifieraient de telles mesures ou avis ne soient pas apparus.

*Afdeling 3 - Afgifte van het milieu-attest  
of van de milieuvergunning zonder voorafgaand attest*

Artikel 43

Afgifte van het attest of van de vergunning

§ 1. - Het Instituut geeft het milieu-attest of de milieuvergunning af.

§ 2. - Het stelt de aanvrager in kennis van zijn beslissing binnen 45 dagen na ontvangst van het advies van de overlegcommissie of na het verstrijken van de termijn om het mee te delen. Die termijn kan, bij een met redenen omklede beslissing, een enkele maal voor een maximumduur van 45 dagen worden verlengd.

Het stuurt evenwel een kennisgeving van zijn beslissing binnen een termijn van 160 dagen na de dag van de betekening van het ontvangbewijs, zoals bedoeld in artikel 39, of, indien het ontvangbewijs of het bericht dat het dossier niet volledig is, ontbreken, binnen een termijn van 160 dagen na de 31<sup>e</sup> dag na de datum van het indieningsbewijs of verzending van de aanvraag aan de gemeente of na de 11<sup>e</sup> dag na verzendingsdatum van de ontbrekende stukken of inlichtingen aan het Instituut.

§ 3. - Het uitblijven van een beslissing, betekend binnen de in § 2 gestelde termijnen, komt neer op een weigering van het milieu-attest of -vergunning.

*Afdeling 4 - Aanvraag om een milieuvergunning  
ingevolge de toekenning van een milieu-attest*

Artikel 44

Inhoud en indiening van de aanvraag

§ 1. - De aanvraag om een milieuvergunning wordt ingediend bij de gemeente op het grondgebied waarvan het belangrijkste gedeelte van het project moet worden uitgevoerd. Ze bevat de gegevens die vereist zijn overeenkomstig artikel 10, alsook een afschrift van het milieu-attest.

Het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde geeft onmiddellijk aan de aanvrager een indieningsbewijs af en stuurt een afschrift van de aanvraag en van het indieningsbewijs aan het Instituut.

§ 2. - De aanvraag kan tevens bij een ter post aangetekende brief aan het college van burgemeester en schepenen worden gericht. Na ontvangst hiervan stuurt het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde de aanvraag aan het Instituut.

§ 3. - Indien het om een gemengd project gaat, bezorgt het Instituut aan het Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting een afschrift van het dossier voor de aanvraag van de milieuvergunning.

Het Instituut vraagt aan de gemeente een afschrift van het aanvraag-dossier voor de stedenbouwkundige vergunning.

§ 4. - Na ontvangst hiervan deelt het Instituut aan de aanvrager een dossiernummer mee en de gegevens van de ambtenaar die het dossier behandelt.

Indien de aanvrager deze inlichtingen niet binnen 10 dagen na de datum van het indieningsbewijs of na het versturen van de aanvraag heeft ontvangen, richt hij een afschrift van de aanvraag aan het Instituut. Na ontvangst hiervan deelt het Instituut de in het eerste lid bedoelde elementen mee.

Artikel 45

Ontvangbewijs

§ 1. - Wanneer het dossier volledig is, richt het Instituut binnen twintig dagen na ontvangst van het dossier voor de aanvraag van de milieuvergunning een ontvangbewijs aan de aanvrager.

§ 2. - Wanneer het dossier onvolledig is, brengt het Instituut de aanvrager hiervan op de hoogte binnen twintig dagen na ontvangst van het dossier voor de aanvraag van de milieuvergunning met vermelding van de ontbrekende stukken en inlichtingen.

Binnen 10 dagen na ontvangst hiervan richt het Instituut een ontvangbewijs aan de aanvrager.

Betreft het een gemengd project, dan wordt het dossier van de aanvraag om een milieuvergunning als onvolledig geacht, indien de overeenkomstige aanvraag om een stedenbouwkundige vergunning niet werd ingediend.

Artikel 46

Vrijstelling van speciale regelen van openbaarmaking en raadpleging

De aanvraag om een milieuvergunning wordt vrijgesteld van de speciale regelen van openbaarmaking en van het advies van de geraadpleegde personen en diensten aan wie de aanvraag om een milieu-attest wordt voorgelegd, op voorwaarde dat er geen nieuwe redenen zijn die dergelijke regelen en adviezen zouden verantwoorden.

## Article 47

Délivrance du permis après l'octroi d'un certificat

§ 1<sup>er</sup>. - L'Institut délivre le permis d'environnement.

§ 2. - Il notifie sa décision au demandeur dans un délai de 45 jours à dater de la notification de l'accusé de réception visé à l'article 45 ou, en l'absence de notification de l'accusé de réception ou du caractère incomplet du dossier, dans ce même délai de 45 jours après le 31<sup>e</sup> jour soit de la date de l'attestation de dépôt ou de l'envoi de la demande à la commune soit de la date de l'envoi des documents ou renseignements manquants à l'Institut.

Ce délai peut, par une décision motivée, faire l'objet d'une prolongation unique de 45 jours maximum.

§ 3. - En l'absence de décision notifiée dans le délai fixé au § 2, le certificat tient lieu de permis d'environnement délivré pour une durée de 15 ans.

CHAPITRE IV. — *Dispositions relatives aux installations de classe II et aux installations temporaires*

*Section 1<sup>re</sup>.* - De l'introduction et de l'instruction des demandes relatives aux installations de classe II

## Article 48

Contenu de la demande

§ 1<sup>er</sup>. - La demande de permis d'environnement contient les indications requises par l'article 10. Elle est adressée à l'administration communale du lieu où se situe l'installation.

Le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué délivre immédiatement une attestation de dépôt au demandeur.

§ 2. - La demande peut également être adressée au Collège des bourgmestre et échevins par envoi recommandé à la poste.

## Article 49

Accusé de réception

§ 1<sup>er</sup>. - Lorsque le dossier est complet, dans les 10 jours de la date de l'attestation de dépôt ou de l'envoi de la demande à la commune, le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué adresse un accusé de réception au demandeur par envoi recommandé à la poste.

§ 2. - Lorsque le dossier est incomplet, le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué en informe le demandeur dans les 10 jours de la date de l'attestation de dépôt ou de l'envoi de la demande à la commune en indiquant les documents ou renseignements manquants.

Dans les 10 jours de la réception de ceux-ci, le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué accomplit les actes indiqués au § 1<sup>er</sup>.

## Article 50

Enquête publique

Dans les quinze jours de l'envoi de l'accusé de réception ou de l'expiration du délai prévu pour son envoi si aucune demande de document complémentaire n'a été adressée au demandeur, le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué soumet le dossier à l'enquête publique.

Lorsqu'un projet fait l'objet d'une demande de permis d'environnement et d'une demande de permis d'urbanisme nécessitant des mesures particulières de publicité, le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué peut soumettre, simultanément, les deux demandes à l'enquête publique.

## Article 51

Délivrance du permis

§ 1<sup>er</sup>. - Le Collège des bourgmestre et échevins délivre le permis d'environnement.

§ 2. - Il notifie sa décision par envoi recommandé à la poste au demandeur dans les 60 jours après la date de l'accusé de réception visé à l'article 49 ou, en l'absence de notification de l'accusé de réception ou du caractère incomplet du dossier, moins de 60 jours après le 11<sup>e</sup> jour soit de la date de l'attestation de dépôt ou de l'envoi de la demande soit de la date d'envoi des documents ou renseignements manquants.

Le délai visé à l'alinéa 2 est suspendu chaque fois qu'un délai est prolongé à n'importe quel stade de la procédure.

## Artikel 47

Afgifte van de vergunning na de toekenning van een attest

§ 1. - Het Instituut geeft de milieuvergunning af.

§ 2. - Het stuurt de aanvrager een kennisgeving van zijn beslissing binnen een termijn van 45 dagen na de dag van de kennisgeving van het ontvangbewijs, zoals bedoeld in artikel 45, of, indien het ontvangbewijs of het bericht dat het dossier niet volledig is, ontbreken, binnen diezelfde termijn van 45 dagen na de 31<sup>e</sup> dag hetzij na de datum van het indieningsbewijs of verzending van de aanvraag aan de gemeente, hetzij na de datum van verzending van de ontbrekende stukken of inlichtingen aan het Instituut.

Deze termijn kan, bij een met redenen omklede beslissing, een enkele maal met een maximumduur van 45 dagen worden verlengd.

§ 3. - Bij het uitblijven van een beslissing, betekend binnen de in § 2 gestelde termijn, geldt het milieu-atteest als een milieuvergunning met een geldigheidsduur van 15 jaar.

HOOFDSTUK IV. - *Bepalingen betreffende de inrichtingen van klasse II en de tijdelijke inrichtingen*

*Afdeling 1.* - Indiening en onderzoek van de aanvragen betreffende de inrichtingen van klasse II

## Artikel 48

Inhoud van de aanvraag

§ 1. - De aanvraag om een milieuvergunning bevat de gegevens die vereist zijn overeenkomstig artikel 10. Zij moet worden gestuurd aan het bestuur van de gemeente waar de inrichting is gelegen.

Het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde geeft onmiddellijk aan de aanvrager een indieningsbewijs.

§ 2. - De aanvraag kan tevens bij een ter post aangetekende brief aan het college van burgemeester en schepenen worden gericht.

## Artikel 49

Ontvangbewijs

§ 1. - Wanneer het dossier volledig is, richt het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde binnen 10 dagen na de datum van het indieningsbewijs of na het versturen van de aanvraag aan de gemeente aan de aanvrager een ontvangbewijs bij een ter post aangetekende brief.

§ 2. - Wanneer het dossier onvolledig is, brengt het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde de aanvrager hiervan op de hoogte binnen 10 dagen na de datum van het indieningsbewijs of verzending van de aanvraag aan de gemeente met vermelding van de ontbrekende stukken of inlichtingen.

Binnen 10 dagen na ontvangst hiervan, verricht het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde de in § 1 vermelde handelingen.

## Artikel 50

Openbaar onderzoek

Binnen vijftien dagen na het versturen van het ontvangbewijs of na het verstrijken van de termijn voor het versturen ervan, indien geen enkele aanvraag om een bijkomend document aan de aanvrager werd gericht, onderwerpt het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde het dossier aan een openbaar onderzoek.

Wanneer een project het voorwerp uitmaakt van een aanvraag om een milieuvergunning en een aanvraag om een stedenbouwkundige vergunning, waarvoor speciale regelen van openbaarmaking zijn vereist, kan het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde de twee aanvragen gelijktijdig aan een openbaar onderzoek onderwerpen.

## Artikel 51

Afgifte van de vergunning

§ 1. - Het college van burgemeester en schepenen geeft de milieuvergunning af.

§ 2. - Het stuurt de aanvrager bij een ter post aangetekende brief een kennisgeving van zijn beslissing binnen 60 dagen na de datum van het ontvangbewijs, zoals bedoeld in artikel 49, of, indien het ontvangbewijs of het bericht dat het dossier onvolledig is, ontbreken, minder dan 60 dagen na de 11<sup>e</sup> dag hetzij na de datum van het indieningsbewijs of het versturen van de aanvraag, hetzij na de verzendingsdatum van de ontbrekende stukken of inlichtingen.

De in het tweede lid bedoelde termijn wordt opgeschort, telkens als in ongeacht welke fase van de procedure een termijn wordt verlengd.

§ 3. - L'absence de décision notifiée dans le délai fixé au § 2 équivaut au refus du permis d'environnement.

*Section 2. - Dispositions relatives aux installations temporaires*

Article 52

Dépôt de la demande

§ 1<sup>er</sup>. - La demande de permis d'environnement peut être déposée à la commune. Le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué délivre immédiatement une attestation de dépôt au demandeur.

La demande de permis d'environnement peut également être adressée au Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué par envoi recommandé à la poste.

§ 2. - Lorsque le dossier est complet, dans les dix jours de la date de l'attestation de dépôt ou de l'envoi de la demande, le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué adresse un accusé de réception au demandeur par envoi recommandé à la poste.

§ 3. - Lorsque le dossier est incomplet, le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué en informe le demandeur dans les 10 jours de la date de l'attestation de dépôt ou de l'envoi de la demande, en indiquant les documents ou renseignements manquants.

Dans les 10 jours de la réception de ceux-ci, le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué adresse un accusé de réception au demandeur par envoi recommandé à la poste.

Article 53

Délivrance du permis

§ 1<sup>er</sup>. - Le Collège des bourgmestre et échevins délivre le permis d'environnement.

Il notifie sa décision au demandeur par envoi recommandé à la poste dans les 30 jours à dater de la date de l'accusé de réception visé à l'article 52, § 2 et § 3 ou, en l'absence de notification de l'accusé de réception ou du caractère incomplet du dossier, dans les 30 jours à dater du 11<sup>ème</sup> jour suivant la date de l'attestation de dépôt ou de l'envoi de la demande ou de la date d'envoi des documents ou renseignements manquants.

Lorsque la demande donne lieu à la consultation de personnes ou de services conformément à l'article 13, ce délai de trente jours est doublé. Toutefois, cette consultation n'est pas requise lorsque la durée d'exploitation de l'installation temporaire n'excède pas trois mois.

§ 2. - En l'absence de décision notifiée dans le délai fixé au § 1<sup>er</sup>, le demandeur peut, par envoi recommandé à la poste, adresser un rappel à la commune.

Si, à l'expiration d'un nouveau délai de dix jours prenant cours à la date du dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant rappel, le demandeur n'a pas reçu de décision, le permis est censé accordé pour la durée figurant dans la demande.

Le demandeur peut exploiter ses installations en se conformant aux indications du dossier qu'il a déposé ainsi qu'à l'ensemble des lois et règlements applicables.

CHAPITRE V. - *De la validité des décisions et des conditions de délivrance des certificats et des permis d'environnement*

Article 54

Définition

Pour l'application du présent titre, on entend par «décision», toute décision statuant sur une demande de certificat ou de permis d'environnement, sur un recours administratif ou sur une demande de prolongation de permis introduite en vertu de l'article 62.

Article 55

Éléments à prendre en compte lors de l'élaboration de la décision

Dans l'élaboration de toute décision, outre les éléments contenus dans la demande ou le recours et sans préjudice de tous autres renseignements utiles, les éléments suivants doivent être pris en considération :

1° les interrelations entre les dangers, nuisances ou inconvénients de l'installation envisagée et ceux d'installations existantes;

2° les dispositions impératives applicables en ce compris les programmes de réduction de la pollution;

§ 3. - Het uitblijven van een beslissing, betekend binnen de in § 2 gestelde termijn, komt neer op de weigering van de milieuvergunning.

*Afdeling 2. - Bepalingen betreffende de tijdelijke inrichtingen*

Artikel 52

Indiening van de aanvraag

§ 1. - De aanvraag om een milieuvergunning mag worden ingediend op het gemeentehuis. Het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde overhandigt onmiddellijk aan de aanvrager een indieningsbewijs.

De aanvraag om een milieuvergunning mag eveneens aan het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde worden gericht bij een ter post aangetekende brief.

§ 2. - Wanneer het dossier volledig is, verstuurt het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde binnen 10 dagen na de datum van het indieningsbewijs of verzending van de aanvraag aan de aanvrager een ontvangstbewijs bij een ter post aangetekende brief.

§ 3. - Wanneer het dossier onvolledig is, brengt het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde de aanvrager hiervan op de hoogte binnen 10 dagen na de datum van het indieningsbewijs of verzending van de aanvraag met vermelding van de ontbrekende stukken of inlichtingen.

Binnen 10 dagen na ontvangst hiervan richt het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde aan de aanvrager een ontvangstbewijs bij een ter post aangetekende brief.

Artikel 53

Afgifte van de vergunning

§ 1. - Het college van burgemeester en schepenen geeft de milieuvergunning af.

Het stuurt de aanvrager een kennisgeving per ter post aangetekende brief van zijn beslissing binnen 30 dagen na de datum van het ontvangstbewijs, zoals bedoeld in artikel 52, § 2 en § 3, of, wanneer het ontvangstbewijs of het bericht dat het dossier onvolledig is, ontbreken, binnen 30 dagen vanaf de 11de dag na de datum van het indieningsbewijs of het versturen van de aanvraag of de datum van verzending van de ontbrekende stukken of inlichtingen.

Wanneer de aanvraag aanleiding geeft tot het raadplegen van personen of diensten overeenkomstig artikel 13, wordt die termijn van dertig dagen verdubbeld. Deze raadpleging is evenwel niet vereist, wanneer de uitbatingsduur van de tijdelijke inrichting niet hoger ligt dan drie maanden.

§ 2. - Indien er geen beslissing ter kennis wordt gebracht binnen de in § 1 gestelde termijn, kan de aanvrager, bij een ter post aangetekende brief, een aanmaning sturen aan de gemeente.

Indien de aanvrager geen beslissing heeft ontvangen bij het verstrijken van een nieuwe termijn van 10 dagen, ingaand op de dag waarop de aangetekende aanmaningsbrief ter post is afgegeven, wordt de vergunning geacht te zijn uitgereikt voor de duur vermeld in de aanvraag.

De aanvrager mag zijn inrichtingen uitbaten met inachtneming van de aanwijzingen van het dossier dat hij heeft ingediend en van alle wetten en verordeningen van toepassing.

HOOFDSTUK V. - *Rechtsgeldigheid van de beslissingen en de voorwaarden voor de afgifte van milieu-attesten en milieuvergunningen*

Artikel 54

Definitie

Voor de toepassing van deze titel, wordt onder «beslissing» verstaan : elke beslissing die uitspraak doet over een aanvraag om een milieu-attest of een milieuvergunning, over een administratief beroep of over een aanvraag tot verlenging van een vergunning die krachtens artikel 62 wordt ingediend.

Artikel 55

In acht te nemen elementen bij het nemen van de beslissing

Naast de in de aanvraag of in het beroep vermelde gegevens en onverminderd alle andere inlichtingen die nuttig kunnen zijn, moet bij het nemen van iedere beslissing met de volgende elementen rekening worden gehouden :

1° de wisselwerking tussen de gevaren, hinder en ongemakken van de geplande inrichtingen en die van bestaande inrichtingen;

2° de dwingende bepalingen die van toepassing zijn, met inbegrip van de programma's ter vermindering van de vervuiling;

3° les meilleures technologies disponibles pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances ou inconvénients de l'installation et leurs possibilités concrètes d'utilisation;

4° les avis émis dans les délais par les personnes et services consultés sur la demande ou le recours.

Quand une étude d'incidences a été réalisée, les données et les conclusions qui s'en dégagent sont spécialement prises en considération.

Dans l'élaboration de toute décision, les intérêts visés à l'article 2 et les intérêts du demandeur ou de l'exploitant doivent être mis en balance.

Ces éléments doivent soit être valablement rencontrés dans la motivation de la décision soit apparaître dans le dossier.

#### Article 56

##### Conditions particulières d'exploitation

Sous réserve d'autres conditions, l'autorité qui délivre un permis d'environnement peut notamment prescrire :

1° des conditions relatives à la souscription d'une police d'assurance couvrant la responsabilité civile de l'exploitant en cas de dommage consécutif à l'un des dangers, nuisances ou inconvénients visés à l'article 2;

2° des conditions relatives au contrôle de l'installation et de son environnement et, de manière générale, relatives à tout contrôle périodique nécessaire pour assurer la protection visée à l'article 2;

3° des conditions relatives aux mesures à prendre, en cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice aux éléments et personnes protégés en vertu de l'article 2;

4° des conditions relatives aux itinéraires à respecter par le charroi des véhicules arrivant à l'installation ou quittant celle-ci;

5° des conditions relatives à l'état dans lequel doivent se trouver les lieux au terme de l'exploitation et aux garanties à fournir à cet effet par l'exploitant;

6° des conditions d'horaire concernant le fonctionnement de l'installation.

#### Article 57

##### Modification des plans

Lorsque les conditions d'exploiter que l'autorité compétente a l'intention d'imposer impliquent des modifications des plans déposés à l'appui de la demande qui n'affectent pas son objet, le permis d'environnement peut être octroyé dès réception des plans modifiés sans avoir à soumettre ceux-ci à nouveau aux actes d'instruction auxquels la demande a donné lieu.

#### Article 58

##### Installations mobiles

Lorsqu'une installation est mobile, le permis d'environnement indique les lieux où elle peut être exploitée. Les conditions générales d'exploiter ou celles qui sont contenues dans le permis d'environnement doivent être respectées partout où l'installation est exploitée.

#### Article 59

##### Délai de péremption

§ 1<sup>er</sup>. - L'autorité compétente fixe le délai dans lequel le permis d'environnement doit être mis en œuvre. Ce délai ne peut dépasser 2 ans à partir de la notification de la décision définitive.

§ 2. - Le permis d'environnement est périmé si, au terme du délai fixé pour sa mise en œuvre, le bénéficiaire n'a pas entamé l'exploitation des installations de façon significative. La péremption s'opère de plein droit.

§ 3. - Toutefois, à la demande de son titulaire, le délai de mise en œuvre du permis d'environnement peut être prorogé pour une période de 1 an maximum. La demande de prorogation doit intervenir 3 mois au moins avant l'écoulement du délai visé au § 1<sup>er</sup> à peine de forclusion.

La prorogation est accordée par l'autorité délivrante. A défaut de décision au terme du délai de mise en œuvre, la prorogation est réputée accordée.

§ 4. - La décision de refus de prorogation n'est pas susceptible de recours.

3° de beste technologische middelen die beschikbaar zijn om de gevaren, de hinder of de ongemakken ten gevolge van de inrichting te voorkomen, te verminderen of te verhelpen, alsook de concrete gebruiksmogelijkheden van die technologische middelen;

4° de adviezen die binnen de termijn worden uitgebracht door de geraadpleegde personen en diensten in verband met de aanvraag of het beroep.

Indien er een effectenstudie werd uitgevoerd, zal met de gegevens en de besluiten van deze studie speciaal rekening worden gehouden.

Bij het nemen van elke beslissing moeten de belangen die in artikel 2 worden genoemd, en de belangen van de aanvrager of de uitbater tegen elkaar worden afgewogen.

Deze gegevens moeten naar behoren vermeld staan in de motivering van de beslissing, ofwel moeten ze in het dossier zijn opgenomen.

#### Artikel 56

##### Bijzondere uitbatingsvoorwaarden

Ongeacht de andere voorwaarden, kan de overheid die de milieuvergunning afgeeft, het volgende bepalen :

1° de voorwaarden voor het sluiten van een verzekeringspolis die de burgerlijke aansprakelijkheid van de uitbater dekt in geval van schade ten gevolge van een toestand van gevaar, hinder of ongemak, zoals bedoeld in artikel 2;

2° de voorwaarden voor de controle van de inrichting en haar omgeving en in het algemeen voor elke periodieke controle die noodzakelijk is voor de bescherming bedoeld in artikel 2;

3° de voorwaarden voor de maatregelen die moeten worden genomen, wanneer er zich een ongeluk of een incident voordoet, waardoor schade wordt berokkend aan het leefmilieu en de personen die krachtens artikel 2 beschermd worden;

4° de voorwaarden voor de door het vrachtvervoer te volgen wegen van of naar de inrichting;

5° de voorwaarden voor de toestand waarin de plaats zich na het beëindigen van de uitbating moet bevinden, en de waarborgen die de uitbater daaromtrent moet geven;

6° de voorwaarden voor de tijdstippen waarop de inrichting in werking mag zijn.

#### Artikel 57

##### Wijziging van de plannen

Wanneer de uitbatingsvoorwaarden die de bevoegde overheid voornemens is op te leggen, wijzigingen inhouden van de plannen die tot staving van de aanvraag zijn ingediend en geen gevolgen hebben voor zijn doelstelling, kan de milieuvergunning worden toegekend na ontvangst van de gewijzigde plannen, zonder deze opnieuw te moeten onderwerpen aan de behandelingsprocedure waartoe de aanvraag aanleiding gaf.

#### Artikel 58

##### Mobiele inrichtingen

Wanneer een inrichting mobiel is, wijst de milieuvergunning de plaatsen aan waar zij mag worden uitgebaat. De algemene uitbatingsvoorwaarden of de uitbatingsvoorwaarden vermeld in de milieuvergunning moeten worden nageleefd op alle plaatsen waar de inrichting wordt uitgebaat.

#### Artikel 59

##### Termijn van verval

§ 1. - De bevoegde overheid bepaalt de termijn waarbinnen de milieuvergunning moet worden uitgevoerd. Deze termijn mag niet langer zijn dan 2 jaar na de kennisgeving van de definitieve beslissing.

§ 2. - De milieuvergunning vervalt indien de vergunninghouder, binnen de gestelde termijn, niet duidelijk met de uitvoering van de vergunning van start is gegaan. Het verval van de vergunning geschiedt van rechtswege.

§ 3. - Op verzoek van de vergunninghouder, kan evenwel de termijn waarbinnen aan de milieuvergunning uitvoering moest worden gegeven, worden verlengd met een maximumduur van 1 jaar. De verlenging moet, op straffe van verval, worden aangevraagd ten minste 3 maanden vóór het verstrijken van de in § 1 bedoelde termijn.

De verlenging wordt verleend door de uitreikende overheid. Bij het uitblijven van een beslissing na het verstrijken van de termijn, wordt de verlenging geacht toegekend te zijn.

§ 4. - De beslissing tot weigering van de verlenging is niet vatbaar voor beroep.

## Article 60

## Durée du certificat

§ 1<sup>er</sup>. - Le certificat d'environnement est valable pendant 2 ans.

§ 2. - Toutefois, à la demande de son titulaire, le certificat peut être prorogé pour une période de 1 an. La demande de prorogation doit intervenir 6 mois au moins avant l'écoulement du délai visé au § 1<sup>er</sup> à peine de forclusion.

La prorogation est accordée par l'autorité délivrante. A défaut de décision 3 mois avant l'écoulement du délai de mise en œuvre, la prolongation est réputée accordée.

§ 3. - La décision de refus de prorogation n'est pas susceptible de recours.

## Article 61

## Durée du permis

Le permis est valable pendant quinze ans à partir du début de l'exploitation des installations.

L'autorité compétente peut réduire cette durée; en ce cas, elle motive spécialement sa décision.

Cependant, dans le cas d'installations temporaires, la durée maximale du permis est de :

a) trois ans s'il s'agit d'une installation nécessaire à un chantier de construction;

b) trois mois, dans les autres cas.

## Article 62

## Prolongation du permis

§ 1<sup>er</sup>. - La durée du permis d'environnement peut être prolongée pour une nouvelle période de 15 ans. Toutefois, la durée d'un permis d'environnement pour une installation temporaire ne peut être prolongée.

§ 2. - Le titulaire du permis d'environnement demande la prolongation du permis à l'autorité délivrante par envoi recommandé à la poste au plus tard 1 an avant son terme à défaut de quoi, il doit introduire une nouvelle demande de permis d'environnement.

§ 3. - La demande de prolongation contient les indications suivantes :

1° si le demandeur est une personne physique, ses nom, prénom et domicile; s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande;

2° la liste des installations classées pour lesquelles la prolongation du permis d'environnement est demandée;

3° les changements apportés aux installations classées depuis la délivrance du permis d'environnement.

Le Gouvernement peut préciser et compléter les indications à mentionner dans la demande de prolongation du permis d'environnement.

§ 4. - Lorsque le dossier est complet, dans les 30 jours de la date d'envoi de la demande de prolongation, l'autorité compétente adresse un accusé de réception au demandeur par envoi recommandé à la poste.

§ 5. - Lorsque le dossier n'est pas complet, l'autorité compétente en informe le demandeur dans les trente jours de la date d'envoi de la demande de prolongation, en indiquant les documents ou renseignements manquants.

Dans les 10 jours de la date d'envoi de ceux-ci, l'autorité délivrante adresse un accusé de réception au demandeur par envoi recommandé à la poste.

§ 6. - L'autorité compétente notifie sa décision au demandeur au plus tard 6 mois avant l'écoulement du délai de validité du permis. Elle peut l'assortir de nouvelles conditions d'exploiter.

En l'absence de décision notifiée dans ce délai, le demandeur peut, par envoi recommandé à la poste, adresser un rappel à l'autorité compétente. Si, à l'expiration d'un nouveau délai de deux mois prenant cours à la date du dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant rappel, le demandeur n'a pas reçu de décision, le permis est censé prolongé pour une durée de 15 ans.

## Artikel 60

## Duur van het attest

§ 1. - Het milieu-atteest is 2 jaar geldig.

§ 2. - Op verzoek van de attesthouder, kan het attest evenwel worden verlengd met een periode van 1 jaar. De verlenging moet, op straffe van verval, worden aangevraagd ten minste 6 maanden vóór het verstrijken van de in § 1 bedoelde termijn.

De verlenging wordt verleend door de uitreikende overheid. Bij het uitblijven van een beslissing 3 maanden vóór het verstrijken van de termijn waarbinnen aan het attest uitvoering moest worden gegeven, wordt de verlenging geacht toegekend te zijn.

§ 3. - De beslissing tot weigering van de verlenging is niet vatbaar voor beroep.

## Artikel 61

## Duur van de vergunning

De vergunning is 15 jaar geldig vanaf het begin van de uitbating van de inrichtingen.

De bevoegde overheid kan deze termijn verminderen; in dit geval zal zij haar beslissing speciaal met redenen omkleden.

In geval van tijdelijke inrichtingen bedraagt de maximumduur van de vergunning evenwel :

a) drie jaar indien het gaat om een inrichting die nodig is voor een bouwterrein;

b) drie maanden in de overige gevallen.

## Artikel 62

## Verlenging van de vergunning

§ 1. - De geldigheidsduur van de milieuvergunning kan voor een nieuwe periode van 15 jaar worden verlengd. De geldigheidsduur van de milieuvergunning voor een tijdelijke inrichting kan evenwel niet worden verlengd.

§ 2. - De houder van de milieuvergunning vraagt de verlenging van zijn vergunning aan bij een ter post aangetekende brief aan de uitreikende overheid, en dit uiterlijk 1 jaar vóór het verstrijken van de geldigheidsduur, zoniet moet hij een nieuwe aanvraag om een milieuvergunning indienen.

§ 3. - De aanvraag tot verlenging bevat de volgende gegevens :

1° als de aanvrager een natuurlijke persoon is : zijn naam, voornaam en woonplaats; als het om een rechtspersoon gaat : de naam van de firma of van de vennootschap, de rechtsvorm, het adres van de zetel van de vennootschap, alsook de hoedanigheid van de ondertekenaar van de aanvraag;

2° de lijst van de ingedeelde inrichtingen waarvoor de verlenging van de milieuvergunning wordt aangevraagd;

3° de wijzigingen die aan de ingedeelde inrichtingen werden aangebracht sinds de afgifte van de milieuvergunning.

De Regering kan de gegevens die moeten worden vermeld in de aanvraag tot verlenging van de milieuvergunning nader omschrijven en aanvullen.

§ 4. - Wanneer het dossier volledig is, richt de bevoegde overheid binnen 30 dagen na de datum van verzending van de verlengingsaanvraag, bij een ter post aangetekende brief, aan de aanvrager een ontvangstbewijs.

§ 5. - Wanneer het dossier niet volledig is, brengt de bevoegde overheid de aanvrager hiervan op de hoogte binnen 30 dagen na de datum van verzending van de aanvraag tot verlenging, met vermelding van de ontbrekende stukken en inlichtingen.

Binnen 10 dagen na de datum van verzending hiervan, stuurt de uitreikende overheid een ontvangstbewijs aan de aanvrager bij een ter post aangetekende brief.

§ 6. - De bevoegde overheid stuurt de aanvrager een kennisgeving van haar beslissing uiterlijk 6 maanden vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van de vergunning. Zij kan er nieuwe uitbatingvoorwaarden aan toevoegen.

Indien er binnen deze termijn geen beslissing ter kennis wordt gebracht, kan de aanvrager, bij een ter post aangetekende brief, een aanmaning sturen aan de bevoegde overheid. Indien, bij het verstrijken van een nieuwe termijn van twee maanden met ingang op de datum van afgifte bij de post van de aangetekende zending met de aanmaning, de aanvrager geen beslissing heeft ontvangen, wordt de vergunning geacht te worden verlengd voor een duur van 15 jaar.

§ 7. - La prolongation de la durée du permis d'environnement n'exonère pas le titulaire du permis de sa responsabilité et ne fait pas obstacle à l'application des mesures et sanctions visées aux articles 95 et 96 pour des faits antérieurs à la décision, fût-elle tacite, de prolongation.

§ 8. - Toute décision de prolongation doit être affichée conformément aux dispositions de l'article 87.

En cas de décision tacite, le demandeur est tenu d'afficher un avis mentionnant la prolongation tacite.

Le gouvernement fixe les modalités d'application du présent paragraphe.

#### Article 63

##### Obligations des titulaires de permis

§ 1<sup>er</sup>. - Toute personne titulaire d'un permis d'environnement est, sans préjudice des obligations qui lui sont imposées par d'autres dispositions, tenu :

1° d'afficher son permis, ou la décision en tenant lieu, ainsi que toute décision de modification, de suspension ou de retrait du permis d'environnement sur l'immeuble abritant les installations et à proximité de l'installation, en un endroit visible depuis la voie publique;

2° de porter à la connaissance de l'autorité compétente en première instance au moins quinze jours à l'avance, la date fixée pour la mise en œuvre du permis d'environnement;

3° de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances ou inconvénients des installations;

4° de signaler immédiatement à l'Institut et à la commune, tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice à l'environnement ou à la santé et à la sécurité des personnes;

5° de signaler immédiatement à l'autorité compétente en première instance les changements d'une des données ou des conditions figurant dans le dossier de demande ou dans le permis d'environnement intervenus depuis la délivrance de ce permis;

6° de déclarer immédiatement à l'autorité compétente en première instance tout changement de titulaire du permis ainsi que toute cessation d'activité;

7° dans les cas fixés par le Gouvernement, d'établir annuellement un rapport relatif au respect des dispositions impératives applicables et des conditions du permis d'environnement et consacré aux mesures spécifiques adoptées pour la réalisation des objectifs visés à l'article 2, en ce compris l'utilisation des meilleures technologies disponibles. A cette fin, l'exploitant peut recourir aux services de personnes agréées par le Gouvernement.

§ 2. - Toute personne qui est ou a été titulaire d'un permis d'environnement est en outre, tenue de remettre les lieux d'une installation dont l'exploitation arrive à terme ou n'est plus autorisée dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger, nuisance ou inconvénient.

§ 3. - Le Gouvernement peut imposer aux titulaires de permis d'environnement d'autres obligations.

#### Article 64

##### Modification du permis

§ 1<sup>er</sup>. - L'autorité délivrante modifie le permis d'environnement lorsqu'elle constate que ce permis ne comporte pas ou ne comporte plus les conditions appropriées, y compris l'utilisation des meilleures technologies disponibles, pour éviter les dangers, nuisances ou les inconvénients pour l'environnement et la santé, les réduire ou y remédier.

Elle peut également le modifier à la demande du titulaire du permis d'environnement à condition qu'elle n'entraîne pas une aggravation des dangers ou nuisances pour l'environnement et la santé humaine.

§ 2. - Toute décision de modification est prise après avoir donné au titulaire du permis d'environnement la possibilité d'adresser ses observations, oralement ou par écrit.

§ 3. - La décision de modification est motivée et notifiée au titulaire du permis d'environnement par envoi recommandé à la poste.

§ 7. - De verlenging van de duur van de milieuvergunning stelt de vergunninghouder niet vrij van zijn plichten en belemmert de toepassing niet van de maatregelen en strafbepalingen bedoeld in de artikelen 95 en 96 voor de feiten die voorafgaan aan de beslissing, zij het een stilzwijgende, tot verlenging.

§ 8. - Iedere beslissing tot verlenging moet aangeplakt worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 87.

Bij een stilzwijgende beslissing, moet de aanvrager een bericht aanplakken dat de stilzwijgende verlenging bekendmaakt.

De Regering stelt de regels voor de toepassing van deze paragraaf vast.

#### Artikel 63

##### Verplichtingen van de vergunninghouders

§ 1. - Onverminderd de verplichtingen die hem door andere bepalingen zijn opgelegd, moet elke houder van een milieuvergunning :

1° zijn vergunning, of de hiervoor geldende beslissing, alsook elke beslissing tot wijziging, schorsing of intrekking van de milieuvergunning aanplakken op het gebouw waarin de inrichtingen zich bevinden, en in de buurt van de inrichting, op een van de openbare weg zichtbare plaats;

2° kennis geven, aan de bevoegde overheid in eerste instantie, ten minste 15 dagen op voorhand, van de datum waarop de uitvoering van de milieuvergunning kan beginnen;

3° alle nodige maatregelen treffen om de gevaren, hinder of ongemakken ten gevolge van de inrichting te voorkomen, te verminderen of te verhelpen;

4° onmiddellijk het Instituut en de gemeente op de hoogte brengen van elk ongeval of incident dat het leefmilieu of de gezondheid en de veiligheid van de personen zou kunnen schaden;

5° onmiddellijk de bevoegde overheid in eerste instantie op de hoogte brengen van de veranderingen die zich sinds de afgifte van de milieuvergunning hebben voorgedaan in één van de gegevens of voorwaarden vermeld in het aanvraagdossier of in de milieuvergunning;

6° onmiddellijk de bevoegde overheid in eerste instantie inlichten over elke verandering van vergunninghouder, alsook over elke stopzetting van de activiteiten;

7° in de door de Regering gestelde gevallen, jaarlijks een verslag opstellen betreffende de naleving van de dwingende bepalingen die van toepassing zijn en van de voorwaarden van de milieuvergunning en dat gewijd is aan de specifieke maatregelen die werden goedgekeurd voor de verwezenlijking van de in artikel 2 bedoelde doelstellingen, met inbegrip van het aanwenden van de beste beschikbare technologieën. Hiertoe kan de uitbater een beroep doen op de diensten van de door de Regering erkende personen.

§ 2. - Elke persoon die de houder is of was van een milieuvergunning, is bovendien verplicht de plaats van een inrichting waarvan de uitbating ten einde loopt of niet meer toegelaten is, opnieuw in een dusdanige toestand te brengen dat er zich geen gevaar, hinder of ongemak voordoet.

§ 3. - De Regering kan aan de houders van milieuvergunningen andere verplichtingen opleggen.

#### Artikel 64

##### Wijziging van de vergunning

§ 1. - De uitreikende overheid wijzigt de milieuvergunning, wanneer zij vaststelt dat deze vergunning niet of niet meer de passende voorwaarden inhoudt, met inbegrip van het gebruik van de beste beschikbare technologieën, om het gevaar, de hinder of de ongemakken voor het leefmilieu en de gezondheid te vermijden, te beperken of te verhelpen.

Zij kan ze tevens wijzigen op verzoek van de houder van de milieuvergunning op voorwaarde dat ze niet een groter gevaar of grotere hinder voor het leefmilieu en de gezondheid met zich brengt.

§ 2. - Elke beslissing tot wijziging wordt genomen, nadat de houder van de milieuvergunning de kans heeft gekregen zijn opmerkingen ofwel mondeling, ofwel schriftelijk, bekend te maken.

§ 3. - De beslissing tot wijziging wordt met redenen omkleed en aan de houder van de milieuvergunning bij een ter post aangetekende brief betekend.

## Article 65

## Suspension ou retrait

L'autorité délivrante peut suspendre un permis d'environnement ou le retirer si le titulaire du permis d'environnement ne respecte pas :

- 1° les conditions générales d'exploitation des installations prises par arrêté du Gouvernement;
- 2° les conditions particulières contenues dans le permis d'environnement;
- 3° les obligations énumérées à l'article 63.

Toute décision de suspension ou de retrait est prise après avoir donné au titulaire du permis d'environnement la possibilité d'adresser ses observations, oralement ou par écrit.

La décision de suspension ou de retrait est notifiée au titulaire du permis d'environnement par envoi recommandé à la poste.

**TITRE III. - Activités soumises à déclaration préalable**

## Article 66

## Procédure de déclaration

§ 1<sup>er</sup>. - La déclaration relative aux installations de classe III se fait au moyen d'un formulaire dont le contenu et le modèle sont fixés par le Gouvernement. Le formulaire est adressé par envoi recommandé à la poste à la commune.

§ 2. - Lorsque la déclaration est complète, le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué adresse un accusé de réception par envoi recommandé à la poste au déclarant et transmet une copie de la déclaration à l'Institut dans les vingt jours de la réception de la déclaration.

Lorsque la déclaration n'est pas complète, le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué en informe le demandeur dans les vingt jours de la réception de la déclaration, en indiquant les documents ou renseignements manquants.

Dans les dix jours de la réception de ceux-ci, le Collège des bourgmestre et échevins ou son délégué accomplit les actes visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

## Article 67

## Début de l'exploitation

L'exploitation, le déplacement, la remise en exploitation, la transformation ou l'extension d'installations de classe III peut être entamée dès réception de l'accusé de réception prenant acte de la déclaration par le demandeur ou, à défaut, le lendemain de l'expiration du délai pour le notifier.

## Article 68

## Conditions particulières d'exploitation

Sous réserve d'autres conditions, la commune qui reçoit une déclaration préalable peut notamment prescrire au déclarant, après lui avoir donné la possibilité d'adresser ses observations oralement ou par écrit :

- 1° des conditions relatives à la souscription d'une police d'assurance couvrant la responsabilité civile de l'exploitant en cas de dommage consécutif à l'un des dangers, nuisances ou inconvénients visés à l'article 2;
- 2° des conditions relatives au contrôle de l'installation et de son environnement et, de manière générale, relatives à tout contrôle périodique nécessaire pour assurer la protection visée à l'article 2;
- 3° des conditions relatives aux mesures à prendre, en cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice aux éléments et personnes protégés en vertu de l'article 2;
- 4° des conditions relatives aux itinéraires à respecter par le charroi des véhicules arrivant à l'installation ou quittant celle-ci;
- 5° des conditions relatives à l'état dans lequel doivent se trouver les lieux au terme de l'exploitation et aux garanties à fournir à cet effet par l'exploitant;
- 6° des conditions d'horaire concernant le fonctionnement de l'installation.

## Article 69

## Affichage de la déclaration ou des conditions d'exploitation

L'exploitant d'une installation de classe III est tenu d'afficher l'accusé de réception de sa déclaration ainsi que les conditions particulières d'exploitation que la commune lui aurait prescrites. L'affichage doit se

## Artikel 65

## Schorsing of intrekking

De uitreikende overheid kan de milieuvergunning schorsen of intrekken, indien de houder van de milieuvergunning niet naleeft wat volgt :

- 1° de algemene uitbatingvoorwaarden voor de inrichtingen, vastgesteld bij besluit van de Regering;
- 2° de bijzondere voorwaarden opgenomen in de milieuvergunning;
- 3° de verplichtingen opgesomd in artikel 63.

Elke beslissing tot schorsing of tot intrekking wordt genomen, nadat de houder van de milieuvergunning de kans heeft gekregen zijn opmerkingen ofwel mondeling, ofwel schriftelijk, bekend te maken.

De beslissing tot schorsing of tot intrekking wordt aan de houder van de milieuvergunning bij een ter post aangetekende brief betekend.

**TITEL III. - Activiteiten onderworpen aan voorafgaande aangifte**

## Artikel 66

## Aangifteprocedure

§ 1. - De aangifte betreffende de inrichtingen van klasse III wordt gedaan via een formulier waarvan de inhoud en het model worden vastgesteld door de Regering. Het formulier wordt bij een ter post aangetekende brief opgestuurd aan de gemeente.

§ 2. - Wanneer de aangifte volledig is, stuurt het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde een ontvangstbewijs bij een ter post aangetekende brief aan de aangever en stuurt het een afschrift van de aangifte aan het Instituut binnen 20 dagen na ontvangst van de aangifte.

Wanneer de aangifte niet volledig is, brengt het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde de aanvrager hiervan op de hoogte binnen 20 dagen na ontvangst van de aangifte en vermeldt het welke documenten en inlichtingen ontbreken.

Binnen 10 dagen na ontvangst ervan, verricht het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde de in het eerste lid bedoelde handelingen.

## Artikel 67

## Aanvang van de uitbating

De uitbating, de verplaatsing, de heropstarting van de uitbating, de verbouwing of de uitbreiding van inrichtingen van klasse III kan worden aangevat na ontvangst van het ontvangstbewijs dat akte neemt van de aangifte door de aanvrager of, bij ontstentenis, de dag na het verstrijken van de termijn waarbinnen dit moest worden betekend.

## Artikel 68

## Bijzondere uitbatingvoorwaarden

Ongeacht andere voorwaarden, kan de gemeente die een voorafgaande aangifte ontvangt, aan de aangever, na hem de mogelijkheid te hebben gegeven om zijn opmerkingen mondeling of schriftelijk uit te drukken, volgende voorwaarden opleggen :

- 1° de voorwaarden voor het sluiten van een verzekeringspolis die de burgerlijke aansprakelijkheid van de uitbater dekt in geval van schade ten gevolge van een toestand van gevaar, hinder of ongemak, zoals bedoeld in artikel 2;
- 2° de voorwaarden voor de controle van de inrichting en haar omgeving en in het algemeen voor elke periodieke controle die noodzakelijk is voor de bescherming bedoeld in artikel 2;
- 3° de voorwaarden voor de maatregelen die moeten worden genomen wanneer er zich een ongeluk of een incident voordoet waardoor schade wordt berokkend aan het leefmilieu en de personen die krachtens artikel 2 beschermd worden;
- 4° de voorwaarden voor de door het vrachtvervoer te volgen wegen van of naar de inrichting;
- 5° de voorwaarden voor de toestand waarin de plaats zich na het beëindigen van de uitbating moet bevinden, en de waarborgen die de uitbater daaromtrent moet geven;
- 6° de voorwaarden voor de tijdstippen waarop de inrichting in werking mag zijn.

## Artikel 69

## Aanplakking van de aangifte of van de uitbatingvoorwaarden

De uitbater van een inrichting van klasse III is verplicht het ontvangstbewijs van zijn aangifte, alsook de bijzondere uitbatingvoorwaarden die de gemeente hem zou hebben opgelegd, aan te plakken.



faire sur l'immeuble abritant les installations et à proximité de l'installation, à un endroit visible depuis la voie publique.

#### TITRE IV. - Des personnes soumises à l'agrément

##### CHAPITRE Ier. - Introduction de la demande

###### Article 70

###### Personnes soumises à agrément

Le Gouvernement désigne les personnes physiques ou morales qui sont soumises à l'agrément préalable en raison de leur activité.

Il peut déterminer des modalités particulières propres à chaque catégorie d'agrément.

###### Article 71

###### Contenu et dépôt de la demande

§ 1<sup>er</sup>. - Sans préjudice de ce qui est précisé pour chaque activité soumise à agrément, la demande est accompagnée des documents et renseignements suivants :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

- a) les nom, prénom et domicile du demandeur;
- b) une note, accompagnée des justificatifs, décrivant les compétences, les diplômes, l'expérience professionnelle et les moyens techniques dont le demandeur dispose;
- c) l'agrément éventuellement octroyé par les autorités compétentes d'une autre Région ou à l'étranger;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

a) sa forme juridique, sa dénomination ou sa raison sociale, son siège social et la qualité du signataire de la demande;

b) une copie de la publication de ses statuts et du dernier acte de nomination des administrateurs, ou une copie certifiée conforme de la demande de publication des statuts;

c) la liste nominative des administrateurs, gérants ou personnes pouvant engager la société et personnes affectées pour laquelle la demande d'agrément est introduite;

d) une note décrivant pour chacun d'eux les compétences, diplômes et l'expérience professionnelle;

e) les moyens techniques dont le demandeur dispose;

f) l'agrément éventuellement octroyé par les autorités compétentes d'une autre Région ou à l'étranger.

Le Gouvernement peut préciser et compléter les éléments visés aux 1° et 2°.

§ 2. - La demande d'agrément est adressée à l'Institut en 4 exemplaires par envoi recommandé à la poste.

§ 3. - Lorsque le dossier est complet, dans les 30 jours de la réception de la demande, l'Institut :

1° adresse un accusé de réception au demandeur par envoi recommandé à la poste;

2° transmet une copie de la demande aux personnes et aux services dont l'avis est requis en vertu de l'article 72.

§ 4. - Lorsque le dossier n'est pas complet, l'Institut en informe le demandeur dans les 30 jours de la réception de la demande, en indiquant les documents ou renseignements manquants.

Dans les 10 jours de la réception de ceux-ci, l'Institut accomplit les actes indiqués au § 2.

§ 5. - En l'absence de notification de l'accusé de réception ou du caractère incomplet du dossier, le délai de procédure visé à l'article 73, § 2, se calcule à partir du 31<sup>ème</sup> jour de la date d'envoi de la demande ou du 11<sup>ème</sup> jour de la date d'envoi des documents ou renseignements manquants visés au § 3.

##### CHAPITRE II. - Instruction de la demande

###### Article 72

###### Consultation d'administrations

§ 1<sup>er</sup>. Au moment de la notification de l'accusé de réception d'une demande d'agrément, l'Institut demande l'avis selon les cas :

1° de l'Administration de l'équipement et des déplacements pour les aspects liés au transport et à la circulation;

Het aanplakbiljet moet worden aangebracht op het gebouw waarin de inrichtingen zich bevinden, en in de buurt van de inrichting, op een van de openbare weg zichtbare plaats.

#### TITEL IV. - Personen onderworpen aan de erkenning

##### HOOFDSTUK I. - Indiening van de aanvraag

###### Artikel 70

###### Personen onderworpen aan de erkenning

De Regering wijst de natuurlijke of rechtspersonen aan die wegens hun activiteit aan de voorafgaande erkenning zijn onderworpen.

Zij kan de bijzondere regels eigen aan elke erkenningscategorie vastleggen.

###### Artikel 71

###### Inhoud van de aanvraag

§ 1. - Onverminderd de bepalingen voor elke activiteit die aan een erkenning is onderworpen, wordt de aanvraag ingediend met de volgende stukken en inlichtingen :

1° Indien het gaat om een natuurlijke persoon :

- a) de naam, voornaam en woonplaats van de aanvrager;
- b) een nota, samen met de bewijsstukken, met beschrijving van de bevoegdheden, de diploma's, de beroepservaring en de technische middelen waarover de aanvrager beschikt;
- c) de erkenning die eventueel is verleend door de bevoegde overheden van een ander Gewest of in het buitenland;

2° Indien het gaat om een rechtspersoon :

a) zijn rechtsvorm, de naam van de firma of van de vennootschap, de zetel van de vennootschap en de hoedanigheid van de ondertekenaar van de aanvraag;

b) een afschrift van de bekendmaking van zijn statuten en van de laatste akte tot benoeming van de bestuurders, of een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van de aanvraag tot bekendmaking van de statuten;

c) de lijst van de namen van de bestuurders, de zaakvoerders of personen die voor de vennootschap verbintenissen kunnen aangaan, en de personen die de activiteit uitoefenen, waarvoor de erkenningsaanvraag wordt ingediend;

d) een beschrijvende nota met voor elk van deze personen de bevoegdheden, de diploma's en de beroepservaring;

e) de technische middelen waarover de aanvrager beschikt;

f) de erkenning die eventueel is verleend door de bevoegde overheden van een ander Gewest of in het buitenland.

De Regering kan de in 1° en 2° bedoelde elementen nader omschrijven en aanvullen.

§ 2. - De erkenningsaanvraag wordt in 4 exemplaren bij een ter post aangetekende brief opgestuurd aan het Instituut.

§ 3. - Wanneer het dossier volledig is, verricht het Instituut binnen 30 dagen na ontvangst van de aanvraag de volgende handelingen :

1° het stuurt de aanvrager een ontvangstbewijs bij een ter post aangetekende brief;

2° het zendt een afschrift van de aanvraag over aan de personen en diensten waarvan het advies is vereist krachtens artikel 72.

§ 4. - Wanneer het dossier niet volledig is, brengt het Instituut de aanvrager hiervan op de hoogte binnen 30 dagen na ontvangst van de aanvraag en vermeldt het de stukken of inlichtingen die ontbreken.

Binnen 10 dagen na ontvangst hiervan verricht het Instituut de in § 2 vermelde handelingen.

§ 5. - Bij het uitblijven van de kennisgeving van het ontvangstbewijs of het bericht dat het dossier niet volledig is, wordt de in artikel 73, § 2 bedoelde proceduretermijn berekend vanaf de 31<sup>e</sup> dag na de verzendingsdatum van de aanvraag of vanaf de 11<sup>e</sup> dag na de verzendingsdatum van de in § 3 bedoelde ontbrekende stukken of inlichtingen.

##### HOOFDSTUK II. - Onderzoek van de aanvraag

###### Artikel 72

###### Raadpleging van besturen

§ 1. - Zodra het ontvangstbewijs van een erkenningsaanvraag is betekend, vraagt het Instituut naargelang het geval het advies :

1° van het Bestuur Uitrusting en Vervoerbeleid voor de aspecten verbonden met transport en verkeer;

2° du Service des monuments et sites pour les aspects liés à la protection du patrimoine;

3° de l'Administration de l'aménagement du territoire et du logement pour les questions liées à la planification et à l'urbanisme;

4° de l'Administration de l'économie pour les aspects liés au développement économique.

§ 2. - Les avis sont rendus et communiqués à l'Institut dans les 60 jours de l'envoi de la demande d'avis. Passé ce délai, l'avis est censé favorable.

#### Article 73

##### Décision du Gouvernement

§ 1<sup>er</sup>. - Le Gouvernement délivre l'agrément en tenant compte, notamment, des éléments contenus dans la demande et des avis reçus.

§ 2. - Il notifie sa décision au demandeur par envoi recommandé à la poste dans les 120 jours de la date d'envoi de la demande d'agrément. Ce délai peut, par une décision motivée, faire l'objet d'une prorogation unique de 45 jours maximum.

L'absence de décision notifiée dans le délai, éventuellement prolongé, équivaut au refus de l'agrément.

### CHAPITRE III. - Contenu de l'agrément

#### Article 74

##### Contenu et publicité de l'agrément

L'agrément précise les activités pour lesquelles le demandeur est agréé.

Il est publié par extrait au *Moniteur belge*. Tous les actes, factures, publications, lettres, notes de commandes et autres documents émanés de la personne agréée doivent contenir la mention de son agrément et sa durée.

#### Article 75

##### Durée de l'agrément

L'agrément est valable pendant quinze ans.

#### Article 76

##### Changement

Sans préjudice des obligations qui lui sont imposées par d'autres dispositions, toute personne agréée est tenue de signaler immédiatement à l'autorité délivrante tout changement d'un des éléments de son agrément.

#### Article 77

##### Suspension ou retrait

§ 1<sup>er</sup>. - L'autorité délivrante peut à tout moment suspendre ou retirer l'agrément si le titulaire de l'agrément :

1° ne remplit plus les conditions d'agrément;

2° fournit des prestations pour lesquelles elle n'est pas agréée ou qui sont d'une qualité insuffisante.

§ 2. - Toute décision de suspension ou de retrait de l'agrément est prise après avoir donné au titulaire de l'agrément la possibilité d'adresser ses observations, oralement ou par écrit.

§ 3. - La décision de suspension ou de retrait est notifiée par envoi recommandé à la poste au titulaire de l'agrément. Elle est en outre publiée par extrait au *Moniteur belge*.

#### Article 78

##### Liste des personnes agréées

La liste des personnes agréées et des activités pour lesquelles elles sont agréées est publiée annuellement au *Moniteur belge*.

### TITRE V. - Des recours administratifs

#### Article 79

##### Le Collège d'environnement

Il est institué un Collège d'environnement qui connaît des recours introduits contre les décisions de l'autorité compétente conformément aux dispositions du présent chapitre.

Le Collège d'environnement est composé de 6 experts, nommés par le Gouvernement sur une liste double de candidats présentés par le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale. Les mandats sont conférés pour 6 ans et renouvelables une fois. Le Collège d'environnement est renouvelé tous les 3 ans par moitié.

2° van de Dienst Monumenten en Landschappen voor de aspecten verbonden met de bescherming van het erfgoed;

3° van het Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting voor de aangelegenheden verbonden met planning en stedenbouw;

4° van het Bestuur Economie voor de aspecten verbonden met de economische ontwikkeling.

§ 2. - De adviezen worden uitgebracht en aan het Instituut meegedeeld binnen 60 dagen na het versturen van het verzoek om advies. Na deze termijn wordt het advies gunstig geacht.

#### Artikel 73

##### Beslissing van de Regering

§ 1. - De Regering geeft de erkenning af, in het bijzonder rekening houdende met de elementen van de aanvraag en de ontvangen adviezen.

§ 2. - Zij deelt haar beslissing aan de aanvrager mee bij een ter post aangetekende brief binnen 120 dagen na het versturen van de erkenningsaanvraag. Deze termijn kan, bij een met redenen omklede beslissing, eenmalig worden verlengd met een maximumduur van 45 dagen.

Indien er geen beslissing ter kennis wordt gebracht binnen de termijn, die eventueel wordt verlengd, komt dat neer op de weigering van de erkenning.

### HOOFDSTUK III. - Inhoud van de erkenning

#### Artikel 74

##### Inhoud en openbaarmaking van de erkenning

De erkenning bepaalt de activiteiten waarvoor de aanvrager erkend is.

Zij wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Alle handelingen, facturen, publicaties, brieven, rekeningen van bestellingen en andere stukken afkomstig van de erkende persoon moeten zijn erkenning en de duur ervan vermelden.

#### Artikel 75

##### Duur van de erkenning

De erkenning is geldig gedurende vijftien jaar.

#### Artikel 76

##### Wijziging

Onverminderd de verplichtingen die hem door andere bepalingen zijn opgelegd, moet elke erkende persoon de uitreikende overheid onmiddellijk op de hoogte brengen van elke wijziging van één van de elementen van zijn erkenning.

#### Artikel 77

##### Schorsing of intrekking

§ 1. - De uitreikende overheid kan de erkenning op ieder ogenblik schorsen of intrekken indien de erkenninghouder :

1° zijn erkenningsvoorwaarden niet meer vervult;

2° prestaties levert waarvoor hij niet is erkend of die ontoereikend zijn.

§ 2. - Elke beslissing tot schorsing of intrekking van de erkenning wordt genomen, nadat de erkenninghouder de kans heeft gekregen zijn opmerkingen, ofwel mondeling, ofwel schriftelijk, bekend te maken.

§ 3. - De beslissing tot schorsing of intrekking wordt aan de erkenninghouder meegedeeld bij een ter post aangetekende brief. Zij wordt bovendien bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

#### Artikel 78

##### Lijst van de erkende personen

De lijst van de erkende personen en de activiteiten waarvoor zij erkend zijn, wordt jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

### TITEL V. - De administratieve rechtsmiddelen

#### Artikel 79

##### Het Milieucollege

Er wordt een Milieucollege opgericht dat bevoegd is voor de behandeling van de beroepen tegen de beslissingen van de bevoegde overheid overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk.

Het Milieucollege bestaat uit 6 deskundigen, benoemd door de Regering, op een dubbele lijst van kandidaten voorgedragen door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad. De mandaten worden voor 6 jaar toegekend en zijn éénmaal hernieuwbaar. Het Milieucollege wordt om de 3 jaar voor de helft van zijn leden hernieuwd.

Le Gouvernement arrête l'organisation et les règles de fonctionnement du Collège d'environnement, la rémunération de ses membres ainsi que les règles d'incompatibilité. Le secrétariat est assuré par des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

#### Article 80

##### Recours auprès du Collège d'environnement

§ 1<sup>er</sup>. - Un recours est ouvert à toute personne justifiant d'un intérêt auprès du Collège d'environnement contre la décision, fût-elle tacite, relative à la délivrance d'un certificat, d'un permis d'environnement, d'un agrément, contre la décision de modification, de suspension ou de retrait d'un certificat, d'un permis d'environnement, d'un agrément, contre la décision, fût-elle tacite, relative à la prolongation d'un permis ou contre la décision par laquelle la commune prescrit des conditions particulières d'exploiter à une installation de classe III.

Dans les 5 jours à dater de la réception du recours, le Collège d'environnement adresse une copie de celui-ci à l'autorité qui a pris la décision attaquée, ainsi qu'au demandeur lorsque celui-ci n'est pas le requérant.

Le requérant ou son conseil, ainsi que l'autorité compétente ou son délégué sont, à leur demande, entendus par le Collège d'environnement. Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître.

L'autorité visée à l'alinéa 2 transmet au Collège d'environnement une copie du dossier dans les dix jours de la réception de la copie du recours.

§ 2. - La décision du Collège d'environnement est notifiée au requérant et à l'autorité compétente dans les 60 jours de la date de dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant le recours. Lorsque les parties sont entendues, le délai est prolongé de 15 jours.

Le Collège d'environnement peut délivrer le certificat, le permis d'environnement ou l'agrément conformément aux dispositions des titres II et IV.

§ 3. - A défaut de notification de la décision dans ce délai, la décision attaquée, fût-elle tacite, est réputée confirmée.

§ 4. - La décision du Collège d'environnement relative à la délivrance, la modification, la suspension ou le retrait d'un agrément n'est pas susceptible de recours devant le Gouvernement.

#### Article 81

##### Recours auprès du Gouvernement

§ 1<sup>er</sup>. - Un recours est ouvert à toute personne justifiant d'un intérêt auprès du Gouvernement contre la décision du Collège d'environnement ou, en application de l'article 80 §3, contre la confirmation de la décision attaquée, fût-elle tacite, de l'autorité compétente.

Par dérogation au premier alinéa, aucun recours n'est ouvert auprès du Gouvernement contre la décision du Collège d'environnement relative à la délivrance, la modification, la suspension ou le retrait d'un agrément.

Le Gouvernement, ou la personne qu'il délègue à cette fin, entend, à leur demande, le requérant ou son conseil, et le Collège d'environnement, ou son délégué. Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties au recours sont invitées à comparaître.

§ 2. - La décision du Gouvernement est notifiée aux parties dans les 60 jours de la date du dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant le recours. Lorsque les parties sont entendues, le délai est prolongé de 15 jours.

§ 3. - Le Gouvernement peut délivrer le certificat, le permis d'environnement ou l'agrément conformément aux dispositions des titres II et IV.

Le Gouvernement détermine les modalités d'application du présent article.

#### Article 82

##### Défaut de notification de la décision dans le délai

A défaut de notification de la décision dans le délai prévu à l'article 81, § 2, le demandeur peut, par lettre recommandée à la poste, adresser un rappel au Gouvernement.

Si, à l'expiration d'un nouveau délai de 30 jours prenant cours à la date du dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant rappel, le demandeur n'a pas reçu de décision, la décision qui fait l'objet du recours, fût-elle tacite, est confirmée.

Lorsque le demandeur passe à l'exécution des travaux ou accomplit les actes, il est tenu de le porter à la connaissance des tiers, par voie d'affiche sur le bien.

De Regering bepaalt de organisatie en de regels voor de werking van het Milieucollege, de vergoeding van zijn leden, alsook de onverenigbaarheidsregels. Het secretariaat wordt door de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waargenomen.

#### Artikel 80

##### Beroep bij het Milieucollege

§ 1. - Ieder die doet blijken van een belang kan bij het Milieucollege beroep aantekenen tegen een beslissing, ook al is zij stilzwijgend genomen, betreffende de afgifte van een milieu-attest, milieuvergunning, erkenning, tegen een beslissing tot wijziging, schorsing of intrekking van een milieu-attest, milieuvergunning, erkenning, tegen een beslissing, ook al is zij stilzwijgend genomen, betreffende de verlenging van een vergunning of tegen een beslissing, waarbij de gemeente aan een inrichting van klasse III bijzondere uitbatingsvoorwaarden oplegt.

Binnen 5 dagen na ontvangst van het beroep, zendt het Milieucollege een afschrift ervan aan de overheid die de bestreden beslissing heeft genomen, alsook aan de aanvrager wanneer deze niet de verzoeker is.

De verzoeker of zijn raadsman, alsook de bevoegde overheid of haar gemachtigde worden op hun verzoek door het Milieucollege gehoord. Wanneer een partij vraagt om te worden gehoord, worden ook de andere partijen opgeroepen.

De in het tweede lid bedoelde overheid stuurt het Milieucollege binnen 10 dagen na ontvangst van het afschrift van het beroep, een afschrift van het dossier.

§ 2. - De beslissing van het Milieucollege wordt aan de verzoeker en aan de bevoegde overheid betekend binnen 60 dagen na de datum van afgifte bij de post van de aangetekende zending die het beroep bevat. Ingeval de partijen worden gehoord, wordt de termijn met 15 dagen verlengd.

Het Milieucollege kan het attest, de milieuvergunning of de erkenning afgeven overeenkomstig de bepalingen van de titels II en IV.

§ 3. - Als er geen kennisgeving van de beslissing wordt verstuurd binnen de voorgeschreven termijn, dan wordt de bestreden beslissing, ook al is zij stilzwijgend genomen, geacht bevestigd te zijn.

§ 4. - Tegen beslissing van het Milieucollege betreffende de afgifte, de wijziging, de schorsing of de intrekking van een erkenning kan geen beroep worden ingesteld bij de Regering.

#### Artikel 81

##### Beroep bij de Regering

§ 1. - Ieder die doet blijken van een belang kan bij de Regering een beroep instellen tegen een beslissing van het Milieucollege of, met toepassing van artikel 80, § 3, tegen de bevestiging van de bestreden beslissing, al is zij stilzwijgend genomen, van de bevoegde overheid.

In afwijking op het eerste lid, wordt geen enkel beroep ingesteld bij de Regering tegen de beslissing van het Milieucollege betreffende de afgifte, de wijziging, de schorsing of de intrekking van een erkenning.

De Regering of de persoon die zij hiertoe machtigt, hoort, op hun aanvraag, de verzoeker of zijn raadsman, en het Milieucollege, of zijn gemachtigde. Wanneer een partij vraagt om te worden gehoord, worden ook de andere partijen betrokken bij het beroep opgeroepen.

§ 2. - De beslissing van de Regering wordt aan de partijen betekend binnen 60 dagen na de datum van afgifte bij de post van de aangetekende zending die het beroep bevat. Ingeval de partijen worden gehoord, wordt de termijn met 15 dagen verlengd.

§ 3. - De Regering kan het attest, de milieuvergunning of de erkenning afgeven overeenkomstig de bepalingen van de titels II en IV.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de toepassing van dit artikel.

#### Artikel 82

##### Geen kennisgeving van de beslissing binnen de termijn

Indien de beslissing niet ter kennis wordt gebracht binnen de in artikel 81, § 2 voorgeschreven termijn, kan de aanvrager bij een ter post aangetekende brief de Regering een aanmaning sturen.

Indien de aanvrager geen beslissing heeft ontvangen bij het verstrijken van een nieuwe termijn van 30 dagen die ingaat op de dag waarop de aangetekende aanmaningsbrief ter post is afgegeven, dan is de beslissing waartegen beroep wordt ingesteld, ook al is zij stilzwijgend genomen, bevestigd.

Wanneer de aanvrager met de uitvoering van de werken begint of de handelingen verricht, is hij verplicht dit ter kennis te brengen van derden door middel van aanplakking op het goed.

## Article 83

## Délai d'introduction du recours

Le recours est adressé à l'autorité compétente, par lettre recommandée à la poste, dans les 30 jours :

1° de la réception de la notification de la décision ou de l'expiration du délai pour statuer quand il émane du demandeur;

2° de l'affichage de la décision ou de la déclaration par le titulaire du permis ou par le déclarant à proximité de l'installation, en un endroit visible depuis la voie publique,

3° de la publication par extrait de l'agrément au *Moniteur belge*.

## Article 84

## Effet du recours

§ 1<sup>er</sup>. - Le recours n'est pas suspensif.

§ 2. - Le recours ne suspend la décision attaquée que lorsqu'il est dûment motivé par un péril grave ou un dommage irréparable et qu'il a été introduit par :

1° la commune pour les installations de classe I.A ou I.B;

2° l'Institut pour les installations de classe II et les installations temporaires;

3° le fonctionnaire délégué visé à l'article 7 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme.

Dans ce cas, la suspension de la décision attaquée est ordonnée dans les 5 jours ouvrables de l'introduction du recours par le président du Collège d'environnement ou par le membre qu'il désigne à cette fin.

§ 3. - Dans les 5 jours ouvrables précédant l'introduction de son recours suspensif, la partie requérante doit expédier une copie de celui-ci à l'autorité compétente et, s'il échet, au demandeur du certificat ou du permis d'environnement. Elle doit joindre la preuve de ses envois à son recours.

Avant de statuer sur le caractère suspensif du recours, le président du Collège d'environnement ou le membre du Collège d'environnement qu'il a désigné à cette fin doit entendre les parties. Le requérant, l'autorité compétente et le demandeur du certificat ou du permis d'environnement doivent être présents ou représentés lors de cette audition. Si le requérant n'est ni présent ni représenté, la suspension est rejetée. Les autres parties qui ne sont ni présentes ni représentées sont censées acquiescer à la suspension si elle est ordonnée.

## TITRE VI. - Publicité des décisions

## Article 85

## Notification

Toute décision de délivrance ou de refus, de modification, de suspension ou de retrait de certificat ou de permis d'environnement ou d'agrément, toute déclaration préalable ou toute décision prescrivant des conditions particulières d'exploiter à une installation de classe III est notifiée par l'autorité compétente dans les huit jours :

1° pour les installations des classes I.A et I.B, au Collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le projet doit être exécuté;

2° pour les installations de classes II et III, à l'Institut;

3° pour les agréments, au Collège des bourgmestre et échevins de la commune du domicile ou du siège social du demandeur.

## Article 86

## Registre

§ 1<sup>er</sup>. - L'Institut tient un registre des certificats et permis d'environnement, des déclarations et des agréments délivrés sur tout le territoire de la Région.

Chaque commune tient un registre des certificats et permis d'environnement, des déclarations et des agréments délivrés sur son territoire.

§ 2. - Les registres indiquent au minimum l'identité des titulaires, le secteur d'activités, la date et la nature de la décision et sa date d'échéance.

## Artikel 83

## Termijn van indiening van het beroep

Het beroep moet bij ter post aangetekend schrijven aan de bevoegde overheid worden gericht binnen 30 dagen na :

1° ontvangst van de kennisgeving van de beslissing of bij het verstrijken van de termijn om uitspraak te doen wanneer het beroep uitgaat van de aanvrager;

2° aanplakking van de beslissing of van de aangifte door de vergunninghouder of door de aangever in de buurt van de inrichting, op een van de openbare weg zichtbare plaats;

3° bekendmaking bij uittreksel van de erkenning in het *Belgisch Staatsblad*.

## Artikel 84

## Effect van het beroep

§ 1. - Het beroep heeft geen schorsende kracht.

§ 2. - Het beroep schorst de bestreden beslissing slechts wanneer ze door ernstig gevaar of onherstelbare schade behoorlijk is gemotiveerd en werd ingediend door :

1° de gemeente voor de inrichtingen van klasse I.A of I.B;

2° het Instituut voor de inrichtingen van klasse II en de tijdelijke inrichtingen;

3° de gemachtigde ambtenaar bedoeld in artikel 7 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw.

In dit geval wordt tot de schorsing van de bestreden beslissing opdracht gegeven binnen 5 werkdagen na de indiening van het beroep door de Voorzitter van het Milieucollege of door het lid dat hij hiertoe aanwijst.

§ 3. - Binnen 5 werkdagen vóór de indiening van haar beroep tot schorsing, moet de eisende partij een afschrift hiervan versturen aan de bevoegde overheid en, in voorkomend geval, aan de aanvrager van het milieu-attest of de milieuvergunning. Zij moet het bewijs van haar zendingen bij het beroep voegen.

Alvorens zich uit te spreken over het schorsende karakter van het beroep, moet de Voorzitter van het Milieucollege of het lid van het Milieucollege dat hij hiertoe heeft aangewezen, de partijen horen. De verzoeker, de bevoegde overheid en de aanvrager van het milieu-attest of van de milieuvergunning moeten aanwezig zijn of vertegenwoordigd zijn tijdens dit verhoor. Indien de verzoeker noch aanwezig is, noch vertegenwoordigd is, wordt de schorsing verworpen. De andere partijen die noch aanwezig zijn, noch vertegenwoordigd zijn, worden geacht in te stemmen met de schorsing, indien hiertoe opdracht wordt gegeven.

## TITEL VI. - Openbaarmaking van de beslissingen

## Artikel 85

## Kennisgeving

Elke beslissing tot afgifte of weigering, wijziging, schorsing of intrekking van het milieu-attest of de milieuvergunning of van de erkenning, elke voorafgaande aangifte of beslissing, waarbij aan een inrichting van klasse III bijzondere uitbatingsvoorwaarden worden opgelegd, wordt aan de bevoegde overheid ter kennis gebracht binnen 8 dagen :

1° voor de inrichtingen van klasse I.A en I.B, aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan het project moet worden uitgevoerd;

2° voor de inrichtingen van klasse II en III, aan het Instituut;

3° voor de erkenningen, aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente van de woonplaats of de zetel van de vennootschap van de aanvrager.

## Artikel 86

## Register

§ 1. - Het Instituut houdt een register bij van de milieu-attesten en milieuvergunningen, van de aangiften en erkenningen afgegeven op het grondgebied van het Gewest.

Elke gemeente houdt een register bij van de milieu-attesten en milieuvergunningen, van de aangiften en erkenningen afgegeven op haar grondgebied.

§ 2. - De registers vermelden ten minste de identiteit van de houders, de activiteitssector, de datum en de aard van de beslissing en de vervaldatum ervan.

## Article 87

## Affichage de la décision

Pour toute décision imposant des conditions particulières d'exploiter à une installation de classe III, pour toute déclaration préalable et pour toute décision d'octroi, de modification, de suspension, de retrait ou de prolongation, fût-elle tacite, d'un certificat ou d'un permis d'environnement, l'auteur de la déclaration ou le titulaire du certificat ou du permis affiche, selon le cas, une copie de la déclaration ou de la décision sur l'immeuble abritant les installations et à proximité des installations en un endroit visible depuis la voie publique.

L'affichage doit être maintenu en parfait état de visibilité et de lisibilité pendant une durée de quinze jours.

**TITRE VII. - De la surveillance, des mesures de contrainte et des sanctions**

## Article 88

## Fonctionnaires et agents chargés de la surveillance

Les fonctionnaires et agents de l'Institut désignés par le Gouvernement sont chargés de la surveillance périodique des activités soumises à un permis d'environnement, à un agrément ou à une déclaration préalable.

## Article 89

## Fonctionnaires compétents

Sans préjudice de la compétence générale de l'Institut, l'autorité communale désigne les fonctionnaires chargés de cette surveillance périodique.

## Article 90

## Visite des installations

Dans l'exercice de leur mission, les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance peuvent pénétrer à tout moment dans une installation sauf si elle constitue un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution.

## Article 91

## Moyens d'investigation

Dans l'exercice de leur mission, les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance peuvent procéder à tous examens, contrôles et enquêtes et recueillir toutes informations qu'ils estiment nécessaires pour vérifier le respect des dispositions de la présente ordonnance et les objectifs visés à l'article 2, et notamment :

- 1° interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;
- 2° rechercher, se faire produire sans déplacement et prendre connaissance de tout document, pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie, ou l'emporter contre récépissé;
- 3° procéder ou faire procéder par des organismes agréés à cet effet à des essais d'appareils ou de dispositifs;
- 4° prélever gratuitement des échantillons de substances et les faire analyser par un laboratoire agréé à cet effet.

## Article 92

## Avertissement préalable

Les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance peuvent donner un avertissement avant de constater une infraction.

## Article 93

## Constatacion des infractions

Les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance constatent les infractions prévues par la présente ordonnance par des procès-verbaux transmis par lettre recommandée notamment à l'exploitant de l'installation concernée et à l'auteur présumé de l'infraction, dans les 10 jours qui suivent la constatation.

## Article 94

## Assistance de la force publique

Les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance peuvent dans l'exercice de leur mission requérir l'assistance de la force publique.

## Artikel 87

## Aanplakking van de beslissing

Voor elke beslissing waarbij een inrichting van klasse III bijzondere exploitatievoorwaarden worden opgelegd, voor elke voorafgaande aangifte en voor elke beslissing tot toekenning, wijziging, schorsing, intrekking of verlenging van een milieu-attest of van een milieuvergunning, ook al is deze beslissing stilzwijgend genomen, plakt de persoon die de aangifte doet of de houder van het attest of de vergunning, naargelang het geval, een kopie van de aangifte of van de beslissing aan op het gebouw waar de inrichtingen zich bevinden en in de buurt van de inrichtingen op een plaats die zichtbaar is vanop de openbare weg.

Het aanplakbiljet moet gedurende 15 dagen in een perfecte staat van zichtbaarheid en leesbaarheid worden gehouden.

**TITEL VII. - Toezicht, dwang- en strafmaatregelen**

## Artikel 88

## Ambtenaren en beambten belast met het toezicht

De door de Regering aangewezen ambtenaren en beambten van het Instituut zijn belast met het regelmatige toezicht op de activiteiten onderworpen aan een milieuvergunning, aan een erkenning of een voorafgaande aangifte.

## Artikel 89

## Bevoegde ambtenaren

Onverminderd de algemene bevoegdheid van de ambtenaren van het Instituut, wijst de gemeentelijke overheid de ambtenaren aan die worden belast met dit regelmatige toezicht.

## Artikel 90

## Bezoek aan de inrichtingen

De met het toezicht belaste ambtenaren en beambten mogen in de uitoefening van hun opdracht op elk ogenblik een inrichting binnentreden, tenzij deze een woning is in de zin van artikel 15 van de Grondwet.

## Artikel 91

## Middelen van onderzoek

De met het toezicht belaste ambtenaren en beambten mogen in de uitoefening van hun opdracht elk onderzoek, elke controle en elke enquête uitvoeren en alle inlichtingen inwinnen die ze nodig achten om zich te vergewissen van de naleving van de bepalingen van deze ordonnantie en de in artikel 2 bedoelde doelstellingen. Ze mogen met name :

- 1° iedere persoon ondervragen over alles wat nuttig is voor de uitoefening van het toezicht;
- 2° elk document, stuk of bewijsstuk dat nuttig is voor het uitoefenen van hun opdracht, opzoeken, er ter plaatse inzage of kennis van nemen, er een afschrift van nemen of meenemen tegen een ontvangstbewijs;
- 3° apparaten of toestellen uitproberen of laten uitproberen door hiervoor erkende instellingen;
- 4° gratis monsters van stoffen nemen en die laten analyseren door een hiervoor erkend laboratorium.

## Artikel 92

## Voorafgaande waarschuwing

Voordat de met het toezicht belaste ambtenaren en beambten een overtreding vaststellen, kunnen ze een waarschuwing geven.

## Artikel 93

## Vaststelling van de overtredingen

De met het toezicht belaste ambtenaren en beambten bezorgen de uitbater van de betrokken inrichting en de vermoedelijke overtreder per aangetekende brief een proces-verbaal waarin de in deze ordonnantie bepaalde overtreding vastgesteld wordt. Zij doen dat binnen 10 dagen na de vaststelling van de overtreding.

## Artikel 94

## Bijstand van het openbaar gezag

De met het toezicht belaste ambtenaren en beambten mogen in de uitoefening van hun opdracht de bijstand van het openbaar gezag inroepen.

## Article 95

## Mesures en cas d'urgence ou d'infraction constatée

Le bourgmestre ou le fonctionnaire spécialement désigné à cet effet par le Gouvernement peut, par une décision motivée, ordonner ou prendre toute mesure nécessaire pour éviter, réduire ou remédier à un danger, à une nuisance ou un inconvénient visé à l'article 2 :

- 1° en cas d'urgence;
- 2° en cas d'infraction dûment constatée à la présente ordonnance.

S'il n'a pas été obtempéré à un ordre visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les agents chargés de la surveillance peuvent exécuter ou faire exécuter d'office la mesure ordonnée et ce, à charge du défaillant.

Indépendamment des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents techniques des communes et de la Région visés par les articles 88 et 89 peuvent ordonner verbalement et sur place l'interruption de travaux ou la cessation d'actes dans les hypothèses visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Ces mesures doivent être notifiées dans les 24 heures au maître d'ouvrage ou à la personne qui exécute les travaux, ou pose les actes incriminés.

L'interruption des travaux ou la cessation d'actes ordonnée par les fonctionnaires ou agents techniques communaux cesse ses effets si elle n'est pas confirmée par le Bourgmestre dans les 10 jours de la notification aux intéressés.

Ces mesures, lorsqu'elles sont ordonnées par des fonctionnaires ou agents techniques de la Région, cessent leurs effets si elles ne sont pas confirmées par le fonctionnaire spécialement désigné dans les 10 jours de la notification aux intéressés.

## Article 96

## Infractions et sanctions

§ 1<sup>er</sup>. - Celui qui :

1° contrevient à une disposition arrêtée en vertu de l'article 6, aux conditions d'octroi du permis d'environnement, de l'agrément ou aux conditions d'exploiter arrêtée par le Gouvernement;

2° accomplit une des activités visées à l'article 7 sans permis d'environnement ou déclaration préalable;

3° accomplit sans agrément une activité soumise par le Gouvernement conformément à l'article 70 à agrément préalable;

4° fait obstacle à l'organisation ou au déroulement d'un élément de la procédure d'instruction d'une demande de certificat ou de permis d'environnement ou d'une demande d'agrément, à l'exercice des missions des agents chargés de la surveillance des installations ou des personnes agréées ou à l'exercice des missions que le juge peut confier à l'Institut;

5° contrevient à une obligation prescrite à tout titulaire de permis d'environnement ou d'agrément;

6° n'obtempère pas à une décision de suspension ou de retrait de permis d'environnement ou d'agrément;

est puni d'un emprisonnement de 8 à 12 mois et d'une amende de 100 à 100.000 francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 2. - L'amende est de 100 à 500.000 francs s'il s'agit d'une installation de classe I.B ou d'une activité soumise à agrément.

L'amende est portée de 1.000 à 1.000.000 francs lorsqu'il s'agit d'une installation de classe I.A.

§ 3. - Les peines d'amendes énoncées au présent article sont doublées lorsque l'infraction a été commise sciemment ou dans un esprit de lucre.

## Article 97

## Responsabilité pénale de l'employeur

Est puni des mêmes peines, celui qui, étant employeur de l'auteur d'une infraction :

1° ne lui a pas donné les instructions et les moyens nécessaires pour respecter les dispositions applicables, compte tenu de la mission qu'il avait assignée à la personne employée;

## Artikel 95

Maatregelen in spoedgevallen  
of in geval van een vastgestelde overtreding

De burgemeester of de door de Regering speciaal daartoe aangestelde ambtenaar kan, bij een met redenen omklede beslissing, elke maatregel bevelen of treffen om het gevaar, de hinder of het ongemak, bedoeld in artikel 2, te voorkomen, te verminderen of te verhelpen :

- 1° in spoedgevallen;
- 2° in geval van een overtreding van deze ordonnantie, die volgens de regels werd vastgesteld.

Indien aan het in het eerste lid bedoelde bevel geen gevolg wordt gegeven, kunnen de met het toezicht belaste ambtenaren de voorgescreven maatregel ambtshalve uitvoeren of laten uitvoeren op kosten van diegene die in gebreke is gebleven.

De in de artikelen 88 en 89 bedoelde ambtenaren en technische beambten van de gemeenten en het Gewest, zijn bevoegd om, zonder tussenkomst van de officieren van gerechtelijke politie, verbaal en ter plaatse de onderbreking van de werken of de stopzetting van de activiteiten van de inrichting te bevelen overeenkomstig de in het eerste lid bedoelde gevallen. De opdrachtgever van het werk of de persoon die de werken uitvoert, of de bestreden handelingen verricht, moet binnen 24 uur in kennis worden gesteld van deze maatregelen.

De onderbreking van de werken of de stopzetting van de activiteiten die door de ambtenaren of de technische beambten van de gemeenten worden bevolen, vervalt, indien ze niet wordt bevestigd binnen 10 dagen na de kennisgeving aan de belanghebbenden door de burgemeester.

Wanneer deze maatregelen worden bevolen door de ambtenaren of technische beambten van het Gewest, vervallen ze, indien ze niet worden bevestigd binnen 10 dagen na de kennisgeving aan de belanghebbenden door de speciaal hiervoor aangestelde ambtenaar.

## Artikel 96

## Overtredingen en strafbepalingen

§ 1. - De persoon die :

1° een krachtens artikel 6 vastgestelde bepaling overtreedt of in strijd met de toekenningsvoorwaarden van de milieuvergunning, van de erkenning of de door de Regering gestelde uitbatingvoorwaarden handelt;

2° zonder milieuvergunning of voorafgaande aangifte een activiteit uitoefent zoals bedoeld in artikel 7;

3° zonder erkenning een activiteit uitoefent die door de Regering overeenkomstig artikel 70 aan een voorafgaande erkenning is onderworpen;

4° zich verzet tegen de organisatie of het verloop van een deel van de onderzoeksprocedure voor een aanvraag om een milieu-attest of een milieuvergunning of voor een erkenningsaanvraag, de uitoefening van de opdracht van de ambtenaren belast met het toezicht op de inrichtingen of van de erkende personen of de uitoefening van de opdrachten die de rechter aan het Instituut kan toevertrouwen;

5° een verplichting die aan elke houder van een milieuvergunning of erkenning werd opgelegd niet nakomt;

6° geen gevolg geeft aan een beslissing tot schorsing of intrekking van een milieuvergunning of erkenning;

wordt met een gevangenisstraf van 8 tot 12 maanden en met een boete van 100 tot 100.000 frank of met één van die straffen gestraft.

§ 2. - In geval van een inrichting van klasse I.B of van een aan erkenning onderworpen activiteit bedraagt de geldboete 100 tot 500.000 frank.

In geval van een inrichting van klasse I.A. bedraagt de geldboete 1.000 tot 1.000.000 frank.

§ 3. - De in dit artikel vermelde geldboetes worden verdubbeld, wanneer de overtreding opzettelijk of uit winstbejag werd begaan.

## Artikel 97

## Verantwoordelijkheid van de werkgever inzake straffen

Met dezelfde straffen wordt gestraft, hij die als werkgever van de overtreder :

1° naliet zijn werknemer de richtlijnen en de middelen te geven die noodzakelijk waren voor de naleving van de toepasselijke bepalingen, rekening houdende met de aan de werknemer toegewezen opdracht;

2° lui a confié une mission pour laquelle il n'avait pas les connaissances lui permettant de s'en acquitter dans le respect de la présente ordonnance, sans avoir vérifié ses connaissances de manière adéquate;

3° ne pouvait ignorer qu'une infraction allait être ou avait été commise et a omis de l'empêcher ou de remédier à ses effets, bien qu'il en ait eu la possibilité.

#### Article 98

##### Sanctions pénales accessoires

Le juge pourra assortir les peines prévues, conformément à l'article 33 du Code pénal, aux interdictions en tout ou en partie, de l'exercice des droits énumérés à l'article 31 du Code pénal ainsi qu'à l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934, article 1<sup>er</sup>.

#### Article 99

##### Mesures accessoires

Sur requête du fonctionnaire compétent, le juge peut ordonner toute mesure nécessaire pour éviter, réduire ou remédier à un danger, une nuisance ou un inconvénient visé à l'article 2 en cas d'infraction aux articles 6 et 7, à une obligation prescrite à tout titulaire de permis d'environnement ou d'agrément ou à une décision de suspension ou de retrait de permis d'environnement.

### TITRE VIII. - Dispositions finales

#### Article 100

##### Droit de dossier

§ 1<sup>er</sup>. - Un droit de dossier dont le produit est versé directement et intégralement au Fonds pour la protection de l'environnement est levé à charge de toute personne physique ou morale qui introduit une déclaration, une demande auprès de l'autorité compétente conformément à la présente ordonnance afin d'obtenir un certificat ou un permis d'environnement ou un agrément ainsi qu'à charge de toute personne physique ou morale qui exerce un recours auprès de l'autorité compétente conformément aux articles 80 et 81 de la présente ordonnance.

Le droit de dossier visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est dû à la date d'introduction par la personne physique ou morale de la déclaration, de la demande de certificat ou de permis d'environnement ou du recours.

Le montant du droit de dossier visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est fixé comme suit :

1° 25.000 BEF pour une demande de certificat d'environnement relatif à une installation de classe I.A.;

2° 100.000 BEF pour une demande de permis d'environnement relatif à une installation de classe I.A non précédée d'une demande de certificat d'environnement;

3° 50.000 BEF pour une demande de permis d'environnement relatif à une installation de classe I.A précédée d'une demande de certificat d'environnement;

4° 10.000 BEF pour toute demande de certificat ou de permis d'environnement relatif à une installation de classe I.B et pour toute demande d'agrément;

5° 5.000 BEF pour toute demande de permis d'environnement relatif à une installation de classe II, pour toute déclaration préalable, ainsi que pour les personnes physiques ou morales qui exercent un recours.

§ 2. - Sans préjudice de la compétence des communes de lever des taxes en la matière, le Gouvernement peut, dans la limite des crédits disponibles, octroyer, aux conditions qu'il fixe, des subsides aux communes pour la réalisation des missions visées par la présente ordonnance.

2° zonder de kennis van de werknemer degelijk getoetst te hebben, hem een opdracht heeft toevertrouwd waarvoor hij niet de nodige kennis bezat die hem in staat stelde om de opdracht te vervullen met inachtneming van deze ordonnantie;

3° wist dat een overtreding zou worden begaan of werd begaan en niets heeft ondernomen om de gevolgen ervan te voorkomen of te verhelpen, hoewel hij daartoe de mogelijkheden had.

#### Artikel 98

##### Bijkomende strafbepalingen

Overeenkomstig artikel 33 van het Strafwetboek, kan de rechter de straffen laten vergezellen door een geheel of gedeeltelijk verbod tot uitoefening van de in artikel 31 van het Strafwetboek en in het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934, artikel 1 opgesomde rechten.

#### Artikel 99

##### Bijkomende maatregelen

Op verzoek van de bevoegde ambtenaar, kan de rechter alle nodige maatregelen bevelen om gevaar, ongemak of hinder, zoals bedoeld in artikel 2, te vermijden, te verminderen of te verhelpen, in geval van overtreding van de artikelen 6 en 7, het niet nakomen van een verplichting opgelegd aan elke houder van een milieuvergunning of van een erkenning of van het niet in acht nemen van een beslissing tot schorsing of intrekking van de milieuvergunning.

### TITEL VIII. - Slotbepalingen

#### Artikel 100

##### Dossierrecht

§ 1. - Een dossierrecht, waarvan de opbrengst rechtstreeks en integraal in het Fonds voor bescherming van het leefmilieu wordt gestort, wordt geheven ten laste van elke natuurlijke of rechtspersoon die een aangifte, een aanvraag bij de overeenkomstig deze ordonnantie bevoegde overheid indient voor het verkrijgen van een milieu-atteest, een milieuvergunning of een erkenning, alsook ten laste van elke natuurlijke of rechtspersoon die overeenkomstig de artikelen 80 en 81 van deze ordonnantie een beroep bij de bevoegde overheid indient.

Het in het eerste lid bedoelde dossierrecht is verschuldigd op de datum waarop de natuurlijke of rechtspersoon een aangifte, een aanvraag om een milieu-atteest of -vergunning of het beroep indient.

Het bedrag van het in het eerste lid bedoelde dossierrecht wordt vastgesteld als volgt :

1° 25.000 frank voor een aanvraag om een milieuvergunning betreffende een inrichting van klasse I.A.;

2° 100.000 frank voor een aanvraag om een milieuvergunning betreffende een inrichting van klasse I.A waaraan geen aanvraag om een milieu-atteest is voorafgegaan;

3° 50.000 frank voor een aanvraag om een milieuvergunning betreffende een inrichting van klasse I.A waaraan een aanvraag om een milieu-atteest is voorafgegaan;

4° 10.000 BEF voor elke aanvraag om een milieu-atteest of milieuvergunning betreffende een inrichting van klasse I.B en voor elke aanvraag om een erkenning;

5° 5.000 BEF voor elke aanvraag om een milieuvergunning betreffende een inrichting van klasse II, voor elke voorafgaande aangifte, alsook voor de natuurlijke of rechtspersonen die een beroep indienen.

§ 2. - Onverminderd de bevoegdheid van de gemeenten om ter zake belastingen te heffen, mag de regering, binnen de perken van de beschikbare kredieten en volgens de door haar te stellen regels, subsidies toekennen aan de gemeenten voor de uitvoering van de in deze ordonnantie bedoelde opdrachten.

## Article 101

## Exécution des directives européennes

Le Gouvernement peut abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions de la présente ordonnance afin de prendre les mesures requises pour l'exécution d'obligations découlant des directives de la Communauté européenne.

## Article 102

## Dispositions abrogatoires et modificatives

Sont abrogés :

1° les articles 1<sup>er</sup> à 76 et 82 à 84 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement modifiée par l'ordonnance du 23 novembre 1993;

2° dans la mesure où elle s'applique aux installations soumises à un permis d'environnement, l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale modifiée par l'ordonnance du 23 novembre 1993 et ses annexes.

L'annexe à l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement telle qu'insérée par l'article 37 de l'ordonnance du 23 novembre 1993 est modifiée comme suit :

1° dans la rubrique n° 69, avant les mots "Garages, emplacements couverts où sont garés des véhicules à moteur" sont ajoutés les mots "Sauf s'ils desservent exclusivement des logements ou des bureaux";

2° dans la rubrique n° 149, avant les mots "Parcs de stationnement à l'air libre pour véhicules à moteur en dehors de la voie publique" sont ajoutés les mots "Sauf s'ils desservent exclusivement des logements ou des bureaux";

La liste des installations de classe I.B et II peut être remplacée, modifiée ou complétée par le Gouvernement, conformément à l'article 4, § 1<sup>er</sup>.

La présente disposition ne s'applique pas aux demandes de certificat ou de permis d'environnement introduites avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

## Article 103

## Dispositions transitoires

Les certificats, permis et agréments accordés avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance restent valables pour le terme fixé, sans préjudice de l'application des dispositions des articles 63 à 65, 76 et 77.

Les procédures d'instruction des demandes et de délivrance des certificats, permis et agréments ainsi que le traitement des recours administratifs organisés, se font conformément aux règles en vigueur au moment de l'introduction de la demande ou du recours, lorsque ceux-ci ont été introduits avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

## Article 104

## Codification

Le Gouvernement peut codifier les dispositions de la présente ordonnance avec les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées et avec d'autres ordonnances applicables en matière d'environnement, de politique de l'eau et de conservation de la nature.

A cette fin, il peut :

1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à codifier;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à codifier en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

## Artikel 101

## Uitvoering van de Europese richtlijnen

De Regering kan de bepalingen van deze ordonnantie opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen, om de maatregelen te nemen die nodig zijn voor het nakomen van verplichtingen die voortvloeien uit de richtlijnen van de Europese Gemeenschap.

## Artikel 102

## Opheffings- en wijzigingsbepalingen

Opgeheven worden :

1° de artikelen 1 tot 76 en 82 tot 84 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning, gewijzigd door de ordonnantie van 23 november 1993;

2° de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij de ordonnantie van 23 november 1993 en haar bijlagen, voor zover zij van toepassing is op de inrichtingen onderworpen aan een milieuvergunning.

De bijlage bij de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning zoals ingevoerd door artikel 37 van de ordonnantie van 23 november 1993 wordt gewijzigd als volgt :

1° in de rubriek nr. 69, worden de woorden "Behalve indien deze uitsluitend dienen voor woningen of kantoren", ingevoegd vóór de woorden "Garages, overdekte plaatsen waar motorvoertuigen worden geparkeerd";

2° in de rubriek nr. 149, worden de woorden "Behalve indien deze uitsluitend dienen voor woningen of kantoren" ingevoegd vóór de woorden "Parkeerplaatsen in open lucht voor motorvoertuigen, buiten de openbare weg".

De lijst der inrichtingen van klasse I.B en II kan overeenkomstig artikel 4, § 1, door de Regering worden vervangen, gewijzigd of aangevuld".

Deze bepaling is niet van toepassing voor de aanvragen om een milieu-attest of milieuvergunning die werden ingediend vóór de inwerkingtreding van deze ordonnantie.

## Artikel 103

## Overgangsbepalingen

De attesten, vergunningen en erkenningen die werden toegekend vóór de inwerkingtreding van deze ordonnantie, blijven geldig voor de gestelde termijn, onverminderd de toepassing van de artikelen 63 tot 65, 76 en 77.

De procedures voor het onderzoek van de aanvragen en de afgifte van de attesten, vergunningen en erkenningen, alsook de behandeling van de ingestelde administratieve beroepen, geschieden overeenkomstig de regels die van toepassing zijn op het ogenblik van de indiening van de aanvraag of het beroep, wanneer deze werden ingediend vóór de inwerkingtreding van deze ordonnantie.

## Artikel 104

## Codificatie

De Regering kan de bepalingen van deze ordonnantie codificeren met de bepalingen die deze uitdrukkelijk of impliciet zouden hebben gewijzigd, en met andere toepasbare ordonnanties inzake leefmilieu, waterbeleid en natuurbehoud.

Hiertoe kan zij :

1° de volgorde, de nummering en, in het algemeen, de voorstelling van de te codificeren bepalingen wijzigen;

2° de verwijzingen die in de te codificeren bepalingen zouden zijn vervat, wijzigen, teneinde ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;



3° modifier la rédaction des dispositions à codifier en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

La codification portera l'intitulé : « Code bruxellois de l'environnement ».

L'arrêté gouvernemental de codification fera l'objet d'un projet d'ordonnance de ratification qui sera soumis au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 juin 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,

Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics et du Transport,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,

R. GRIIP

Le Ministre de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique,

D. GOSUIN

3° de opstelling van de te codificeren bepalingen wijzigen, teneinde de overeenstemming ervan te waarborgen en de terminologie ervan eenvormig te maken, zonder dat aan de in deze bepalingen gehuldigde beginselen afbreuk kan worden gedaan.

De codificatie zal het opschrift « Brussels Milieuwetboek » dragen.

Het regeringsbesluit tot codificatie zal het voorwerp uitmaken van een ontwerp van ordonnantie tot bekrachtiging dat aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad zal worden voorgelegd.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 juni 1997.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Ch. PICQUE

De Minister belast met Economie, Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister belast met Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer,

H. HASQUIN

De Minister belast met Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

R. GRIIP

De Minister belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Renovatie, Natuurbehoud en Openbare Netheid,

D. GOSUIN

F. 97 — 1253

[S - C - 31239]

**5 JUNI 1997. — Ordonnance modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme et abrogeant l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets en Région de Bruxelles-Capitale (1)**

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** L'article 7, alinéa 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, ci-après dénommée l'ordonnance, est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement désigne les fonctionnaires de l'Administration de l'aménagement du territoire et du logement, ci-après dénommée l'Administration, qui sont délégués aux fins précisées par la présente ordonnance. ».

**Art. 3.** Dans l'article 49, alinéa 2, de l'ordonnance, les mots « visés à l'article 31 ou à l'article 36 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale » sont remplacés par les mots « visés à l'article 56bis ou à l'article 58bis, C, ».

**Art. 4.** L'article 51 de l'ordonnance est complété par un second paragraphe, rédigé comme suit :

« § 2. L'inventaire des incidences prévisibles de l'aménagement projeté accompagnant le dossier de base adopté par le conseil communal énumère, s'il échet, les projets visés à l'annexe A, 1° ou 2°, de la présente ordonnance et à l'annexe de l'ordonnance du 5 juin 1997

(1) *Session ordinaire 1996-1997 :*

*Documents du conseil.* — A-136/1 Projet d'ordonnance. — A-136/2 Rapport. — A-136/3 Amendements après rapport.

*Compte rendu intégral.* — Discussion : séance du 29 mai 1997. — Adoption : séance du 30 mai 1997.

N. 97 — 1253

[S - C - 31239]

**5 JUNI 1997. — Ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw en tot opheffing van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (1)**

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** Artikel 7, eerste lid van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, hierna de ordonnantie te noemen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Regering duidt de ambtenaren aan van het Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting, hierna het Bestuur te noemen, welke gemachtigd worden voor de in deze ordonnantie nader omschreven doelstellingen. ».

**Art. 3.** In artikel 49, tweede lid, van de ordonnantie worden de woorden « bedoeld in artikel 31 of in artikel 36 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 56bis of in artikel 58bis, C, ».

**Art. 4.** Artikel 51 van de ordonnantie wordt aangevuld met een tweede paragraaf, luidende :

« § 2. De inventaris van de voorspelbare effecten van de geplande aanleg die gevoegd wordt bij het basisdossier dat door de gemeenteraad werd aangenomen, somt zo nodig, de in bijlage A, 1° of 2°, van deze ordonnantie en in bijlage van de ordonnantie van 5 juni 1997

(1) *Gewone zitting 1996-1997 :*

*Documenten van de Raad.* — A-136/1 Ontwerp van ordonnantie. — A-136/2 Verslag. — A-136/3 Amendementen na verslag.

*Volledig verslag.* — Bespreking : vergadering van 29 mei 1997. — Aanneming : vergadering van 30 mei 1997.

relative aux permis d'environnement qui sont envisagés dans le périmètre du plan. Il comporte au moins les éléments et l'aire géographique susceptibles d'être influencés par l'aménagement projeté ainsi que la nature des incidences qui peuvent les affecter. ».

**Art. 5.** Dans l'article 53, alinéa 4, de l'ordonnance, les mots « visée aux articles 32 à 41 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale » sont remplacés par « visée aux articles 58bis, B, à 58bis, E. ».

**Art. 6.** Un article 56bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'ordonnance :

« Article 56bis.

Le rapport d'incidences visé à l'article 56, alinéa 1<sup>er</sup>, comporte au moins les éléments ci-après :

- 1° la description des éléments et de l'aire géographique susceptible d'être affectés par l'aménagement projeté;
- 2° l'évaluation des incidences prévisibles de l'aménagement projeté au regard de la situation existante;
- 3° la description des mesures visant à éviter, supprimer ou réduire les incidences négatives de l'aménagement projeté;
- 4° l'examen comparatif des solutions de remplacement raisonnablement envisageables ainsi que l'évaluation de leurs incidences;
- 5° un résumé non technique des éléments précédents.

Le Gouvernement peut préciser et compléter les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>; il peut également déterminer les modalités de présentation du rapport d'incidences.

Le rapport d'incidences est établi soit par l'auteur de projet auquel la commune a confié l'élaboration du plan particulier d'affectation du sol, soit par toute autre personne désignée par la commune à cet effet. ».

**Art. 7.** A l'article 58bis de l'ordonnance, qui devient l'article 58bis A, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les alinéas suivants sont insérés avant l'alinéa 1<sup>er</sup> :

« Sont soumis à une évaluation préalable des incidences, les projets publics et privés qui, notamment en raison de leur dimension, leur nature ou leur localisation, peuvent porter atteinte de manière sensible à l'environnement ou au milieu urbain ou avoir des répercussions sociales ou économiques importantes.

Sont soumis à une étude d'incidences, les projets de plan particulier d'affectation du sol mentionnés à l'annexe A, 2°, de la présente ordonnance et les projets de plan particulier d'affectation du sol permettant la réalisation de projets mentionnés à l'annexe A, 1°, de la présente ordonnance, ou à l'annexe de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.

Sont soumis à un rapport d'incidences, les projets de plan particulier d'affectation du sol mentionnés à l'annexe B, 2°, de la présente ordonnance et les projets de plan particulier d'affectation du sol permettant la réalisation de projets mentionnés à l'annexe B, 1°, de la présente ordonnance ou d'installations de classe I.B au sens de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.

On entend par « incidences d'un projet » les effets directs ou indirects, à court terme et à long terme, temporaires, accidentels et permanents d'un projet sur :

- a) l'être humain, la faune et la flore;
- b) le sol, l'eau, l'air, le climat, l'environnement sonore et le paysage;
- c) l'urbanisme et le patrimoine immobilier;
- d) la mobilité globale;
- e) les domaines social et économique;
- f) l'interaction entre ces facteurs.

Le Gouvernement peut abroger, compléter ou remplacer les dispositions de la présente ordonnance, afin de prendre les mesures requises pour l'exécution d'obligations découlant des directives de la Communauté européenne. Le Gouvernement peut également modifier l'annexe B, 1°, dans le respect des principes visés aux articles 2 et 3 de la présente ordonnance et à l'article 2 de l'ordonnance du 5 juin 1997

betreffende de milieuvergunningen voorziene projecten op die binnen de perimenter van het plan worden overwogen. Deze omvat ten minste de elementen en hetgeografische gebied waarvoor de geplande aanleg gevolgen kan hebben alsook de aard van de effecten die er een invloed kunnen op hebben. ».

**Art. 5.** In artikel 53, vierde lid, van de ordonnantie worden de woorden « zoals bedoeld in artikel 32 tot 41 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » vervangen door « zoals bedoeld in artikelen 58bis, B, tot 58bis, E. ».

**Art. 6.** Een artikel 56bis, luidend als volgt, wordt opgenomen in de ordonnantie :

« Artikel 56bis.

Het effectenverslag bedoeld in artikel 56, eerste lid, bestaat ten minste uit de volgende elementen :

- 1° de beschrijving van de elementen en van het geografische gebied waarvoor de geplande aanleg gevolgen kan hebben;
- 2° de beoordeling van de voorspelbare effecten van de geplande aanleg in vergelijking met de bestaande toestand;
- 3° de beschrijving van de geplande maatregelen om de negatieve effecten van de geplande aanleg te vermijden, weg te werken of af te remmen;
- 4° de vergelijking met vervangingsoplossingen die redelijkerwijs in aanmerking kunnen komen alsmede de beoordeling van hun effecten;
- 5° een niet-technische samenvatting van de bovenvermelde elementen.

De Regering kan de in het eerste lid bedoelde elementen nader bepalen en aanvullen; zij kan tevens de voorstellingsmodaliteiten van het effectenverslag bepalen.

Het effectenverslag wordt opgesteld hetzij door de ontwerper die door de gemeente belast werd met het opstellen van het bijzonder bestemmingsplan, hetzij door iedere andere persoon daartoe aangewezen door de gemeente. ».

**Art. 7.** In artikel 58bis van de ordonnantie, dat artikel 58bis A wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De volgende leden worden voor het eerste lid ingevoegd :

« Aan een voorafgaande effectenbeoordeling zijn onderworpen, de openbare en privé-projecten die, door hun omvang, aard of ligging, aanzienlijke schade kunnen berokkenen aan het leefmilieu of aan het stadsweefsel of die belangrijke sociale of economische gevolgen kunnen hebben.

Aan een effectenstudie zijn onderworpen, de ontwerpen van bijzonder bestemmingsplan vermeld in bijlage A, 2°, van deze ordonnantie en de ontwerpen van bijzonder bestemmingsplan voor de uitvoering van de projecten vermeld in bijlage A, 1°, van deze ordonnantie of in de bijlage van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen.

Aan een effectenverslag worden onderworpen, de ontwerpen van bijzonder bestemmingsplan bedoeld in bijlage B, 2°, van deze ordonnantie en de ontwerpen van bijzonder bestemmingsplan voor de uitvoering van de projecten vermeld in bijlage B, 1°, van deze ordonnantie of de inrichtingen van klasse I.B in de zin van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen.

Onder « effecten van een project » verstaat men de rechtstreekse en indirecte, tijdelijke, toevallige en permanente effecten op korte en lange termijn van een project op :

- a) de mens, de fauna en de flora;
- b) de bodem, het water, de lucht, het klimaat, het geluid en het landschap;
- c) de stedenbouw en het onroerend erfgoed;
- d) de globale mobiliteit;
- e) het sociale en het economische vlak;
- f) de wisselwerking tussen deze factoren.

De Regering kan de bepalingen van deze ordonnantie opheffen, aanvullen of vervangen om de maatregelen te kunnen nemen die vereist zijn voor de uitvoering van de verbintenissen die voortvloeien uit de richtlijnen van de Europese Gemeenschap. Met inachtneming van de in de artikelen 2 en 3 van deze ordonnantie en in artikel 2 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen

relative aux permis d'environnement. Dans ce cas, le Gouvernement communique l'arrêté au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale dans le mois qui suit son adoption. ».

2° Dans l'article 58bis, alinéa 4, de l'ordonnance, les mots « visé à l'annexe A, 3°, de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale » sont remplacés par les mots « visé à l'annexe A, 2°, de la présente ordonnance ».

3° L'article 58bis, alinéa 5, de l'ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« L'absence de décision du Gouvernement au terme du délai visé à l'article 54, alinéa 1<sup>er</sup>, vaut approbation du dossier de base et équivaut à une décision de refus de faire réaliser une étude d'incidences. ».

4° L'article 58bis, alinéa 6, de l'ordonnance est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans les cas visés aux alinéas 9 et 10, la procédure se poursuit conformément aux articles 58bis, B à 58bis, E. ».

**Art. 8.** Les modifications suivantes sont apportées à l'article 58bis de l'ordonnance :

1° Un article 58bis, B, rédigé comme suit est inséré dans l'ordonnance :

« Article 58bis, B,

§ 1<sup>er</sup>. Lorsque, conformément à l'article 58bis, A, le Gouvernement constate ou estime qu'il y a lieu de faire réaliser une étude d'incidences, il :

1° notifie sa décision au collège des bourgmestre et échevins de la commune dont le territoire est concerné par le projet de plan particulier d'affectation du sol et l'invite à faire parvenir à l'Administration dans un délai de quarante-cinq jours une ou des propositions relatives au choix du chargé d'étude;

2° charge l'Administration d'élaborer le projet de cahier des charges de l'étude d'incidences dans les soixante jours;

3° détermine, outre les membres désignés au troisième alinéa, la composition du comité d'accompagnement et en informe l'Administration.

Le Comité d'accompagnement est chargé de suivre la procédure de la réalisation de l'étude d'incidences.

Il comprend au moins un représentant de chaque commune sur le territoire de laquelle le projet doit être exécuté, un représentant de l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement et un représentant de l'Administration.

Le secrétariat du comité d'accompagnement est assuré par l'Administration.

Dans les dix jours de la réception de sa composition, l'Administration réunit le comité d'accompagnement. L'Administration tient le comité d'accompagnement régulièrement informé de l'évolution de l'élaboration du projet du cahier des charges de l'étude d'incidences.

Le Gouvernement détermine les règles de composition et de fonctionnement du comité d'accompagnement, ainsi que les règles d'incompatibilité.

§ 2. Dans les dix jours de la communication du projet de cahier des charges au comité d'accompagnement, celui-ci :

1° arrête définitivement le cahier des charges de l'étude d'incidences;

2° détermine le délai dans lequel l'étude d'incidences doit être réalisée;

3° statue sur le choix du chargé d'étude;

4° notifie sa décision au collège des bourgmestre et échevins.

Si le comité d'accompagnement n'approuve pas le choix du chargé d'étude, il invite le collège des bourgmestre et échevins à lui faire parvenir de nouvelles propositions. Le comité d'accompagnement statue sur le choix du chargé d'étude et notifie sa décision au collège des bourgmestre et échevins dans les quinze jours qui suivent la réception des nouvelles propositions.

bedoelde principes, kan de Regering tevens bijlage B, 1°, wijzigen. In dit geval doet de Regering het besluit aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad geworden, binnen de maand die volgt op de aanneming ervan. ».

2° In artikel 58bis, vierde lid, van de ordonnantie worden de woorden « valt onder bijlage A, 3° van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » vervangen door de woorden « valt onder bijlage A, 2°, van deze ordonnantie ».

3° Artikel 58bis, vijfde lid, van de ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het uitblijven van een beslissing van de Regering op het einde van de termijn bedoeld in artikel 54, eerste lid, geldt als goedkeuring van het basisdossier en komt neer op een weigeringsbeslissing om een effectenstudie te laten verrichten. ».

4. Artikel 58bis, zesde lid, van de ordonnantie wordt vervangen door het volgende lid :

« In de gevallen bedoeld in het negende en tiende lid wordt de procedure voortgezet overeenkomstig de artikelen 58bis, B, tot 58bis, E. ».

**Art. 8.** De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 58bis van de ordonnantie :

1° Een artikel 58bis, luidend als volgt, wordt opgenomen in de ordonnantie :

« Artikel 58bis, B,

§ 1. Wanneer de Regering, overeenkomstig artikel 58bis, A, vaststelt of de mening is toegedaan dat er grond is om een effectenstudie te laten verrichten :

1° brengt ze haar beslissing ter kennis van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op wier grondgebied het ontwerp van bijzonder bestemmingsplan betrekking heeft, en verzoekt ze het college één of meer voorstellen betreffende de keuze van de opdrachthouder binnen een termijn van vijftienveertig dagen aan het Bestuur te doen toekomen;

2° belast ze het Bestuur met het opstellen van het ontwerp van bestek van de effectenstudie binnen zestig dagen;

3° bepaalt ze, naast de in het derde lid aangewezen leden, de samenstelling van het begeleidingscomité en brengt dit ter kennis van het Bestuur.

Het begeleidingscomité wordt ermee belast de procedure tot uitvoering van de effectenstudie te volgen.

Het bestaat minstens uit één vertegenwoordiger van iedere gemeente op wier grondgebied het project moet worden uitgevoerd, één vertegenwoordiger van het Brussels Instituut voor Milieubeheer en één vertegenwoordiger van het Bestuur.

Het secretariaat van het begeleidingscomité wordt door het Bestuur waargenomen.

Binnen tien dagen na ontvangst van de samenstelling roept het Bestuur het begeleidingscomité bijeen. Het Bestuur houdt het begeleidingscomité regelmatig op de hoogte van de evolutie van de opmaak van het ontwerp van bestek van de effectenstudie.

De Regering bepaalt de samenstelling en de werking van het begeleidingscomité, alsook de onverenigbaarheidsregels.

§ 2. Binnen tien dagen na ontvangst van het ontwerp van bestek :

1° stelt het begeleidingscomité het bestek van de effectenstudie definitief vast;

2° bepaalt het begeleidingscomité de termijn waarbinnen de effectenstudie moet worden verricht;

3° spreekt het begeleidingscomité zich uit over de keuze van de opdrachthouder;

4° deelt het begeleidingscomité zijn beslissing mede aan het college van burgemeester en schepenen.

Indien het begeleidingscomité niet instemt met de keuze van de opdrachthouder, verzoekt het college van burgemeester en schepenen nieuwe voorstellen te doen. Het begeleidingscomité beslist over de keuze van de opdrachthouder en brengt zijn beslissing ter kennis van het college van burgemeester en schepenen binnen vijftien dagen na ontvangst van de nieuwe voorstellen.

Le Gouvernement agréé, en application des articles 70 et suivants de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, qui peuvent être désignées en qualité de chargé d'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan particulier d'affectation du sol.

§ 3. Si le comité d'accompagnement n'a pas notifié sa décision dans le délai visé au § 2, le collège des bourgmestre et échevins peut saisir le Gouvernement du dossier.

Dans les soixante jours à compter de la saisine, le Gouvernement se prononce sur les points visés au § 2, 1° à 3°, et notifie sa décision au collège des bourgmestre et échevins.

Si le Gouvernement n'approuve pas le choix du chargé d'étude, il invite le collège des bourgmestre et échevins à lui faire parvenir de nouvelles propositions. Le Gouvernement statue sur le choix du chargé d'étude et notifie sa décision au collège des bourgmestre et échevins dans les quinze jours de la réception de nouvelles propositions.

A défaut de notification de la décision du Gouvernement dans les délais, le collège des bourgmestre et échevins peut, par lettre recommandée, adresser un rappel au Gouvernement. Si le Gouvernement n'a pas notifié sa décision à l'expiration d'un nouveau délai de trente jours prenant cours à la date du dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant le rappel, le projet de cahier de charges ainsi que le choix du chargé d'étude par le collège des bourgmestre et échevins sont réputés confirmés. Le délai dans lequel l'étude d'incidences doit être réalisée est de six mois maximum.

§ 4. Sur la base des décisions prises conformément au §§ 2 ou 3, le conseil communal confie l'élaboration de l'étude d'incidences au chargé d'étude.

Le coût de l'étude d'incidences est à charge de la commune. ».

2° Un article 58bis, C, rédigé comme suit est inséré dans l'ordonnance :

« Article 58bis, C,

L'étude d'incidences doit comporter les éléments ci-après :

1° les données, fournies par la commune, relatives à la justification de l'aménagement projeté, à la description de ses objectifs et au calendrier de sa réalisation;

2° le relevé des prestations accomplies, la mention des méthodes d'analyse utilisées, et la description des difficultés rencontrées en ce compris les données sollicitées par le chargé d'étude et que le collège des bourgmestre et échevins est resté en défaut de communiquer sans justification;

3° la description et l'évaluation détaillées et précises des éléments susceptibles d'être affectés par l'aménagement projeté dans l'aire géographique déterminée par le cahier des charges;

4° l'inventaire et l'évaluation détaillée et précise des incidences de l'aménagement projeté et des chantiers;

5° les données, fournies par la commune, relatives aux mesures visant à éviter, supprimer ou réduire les incidences négatives de l'aménagement projeté et des chantiers;

6° l'évaluation de l'efficacité des mesures mentionnées au 5° notamment par rapport aux normes existantes;

7° l'examen comparatif des solutions de remplacement raisonnablement envisageables y compris, le cas échéant, l'abandon de l'aménagement projeté ainsi que l'évaluation de leurs incidences;

8° un résumé non technique des éléments précédents.

Le Gouvernement peut préciser et compléter les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>; il peut également déterminer les modalités de présentation de l'étude d'incidences. ».

3° Un article 58bis, D, rédigé comme suit, est inséré dans l'ordonnance :

« Article 58bis, D,

« § 1<sup>er</sup>. Le chargé d'étude tient le comité d'accompagnement régulièrement informé de l'évolution de l'étude d'incidences.

De Regering erkent, met toepassing van artikel 70 en volgende van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunning, de publiekrechtelijke of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen die als opdrachthouder kunnen worden aangewezen in het kader van het opstellen van een bijzonder bestemmingsplan.

§ 3. Indien het begeleidingscomité zijn beslissing niet binnen de in § 2 bedoelde termijn heeft medegedeeld, kan het college van burgemeester en schepenen het dossier bij de Regering aanhangig maken.

Binnen zestig dagen te rekenen vanaf de aanhangigmaking spreekt de Regering zich uit over de in § 2, 1° tot 3°, bedoelde punten en brengt haar beslissing ter kennis van het college van burgemeester en schepenen.

Wanneer de Regering de keuze van de opdrachthouder niet goedkeurt, verzoekt zij het college van burgemeester en schepenen haar nieuwe voorstellen te doen toekomen. De Regering beslist over de keuze van de opdrachthouder en maakt haar beslissing kenbaar aan het college van burgemeester en schepenen binnen vijftien dagen na de ontvangst van de nieuwe voorstellen.

Wanneer de Regering haar beslissing niet kenbaar maakt binnen de gestelde termijnen, kan het college van burgemeester en schepenen, per aangetekend schrijven, een rappelbrief richten aan de Regering. Wanneer er opnieuw dertig dagen verstreken zijn na het verzenden van de bij ter post aangetekende rappelbrief en de Regering haar beslissing nog niet kenbaar heeft gemaakt, dan worden het ontwerp van bestek alsmede de keuze van de opdrachthouder door het college van burgemeester en schepenen geacht bevestigd te zijn. De termijn binnen welke de effectenstudie uitgevoerd moet worden, bedraagt maximum zes maanden.

§ 4. Op basis van de beslissingen die overeenkomstig de §§ 2 of 3 getroffen worden, legt de gemeenteraad de nadere uitwerking van de effectenstudie in de handen van de opdrachthouder.

De kosten van de effectenstudie komen ten laste van de gemeente. ».

2° Een artikel 58bis, C, luidend als volgt, wordt opgenomen in de ordonnantie :

« Artikel 58bis, C,

De effectenstudie moet uit volgende elementen bestaan :

1° de door de gemeente verstrekte gegevens met betrekking tot de verantwoording van de geplande aanleg, de beschrijving van de doelstelling en het tijdschema voor de uitvoering;

2° de opgave van de voltooide prestaties, de vermelding van de gebruikte analysemethoden en een beschrijving van de ondervonden moeilijkheden met inbegrip van de gegevens gevraagd door de opdrachthouder en die door het college van burgemeester en schepenen, zonder enige rechtvaardiging, niet werden meegedeeld;

3° de omstandige en nauwkeurige beschrijving en beoordeling van de elementen waarop de geplande aanleg gevolgen kan hebben binnen het geografische gebied zoals afgebakend in het bestek;

4° de inventaris en de omstandige en nauwkeurige beoordeling van de effecten van de geplande aanleg en van de bouwterreinen;

5° de door de gemeente verstrekte gegevens omtrent de maatregelen die worden gepland om de negatieve effecten van de geplande aanleg en van de bouwterreinen te vermijden, weg te werken of af te remmen;

6° de beoordeling van de doelmatigheid van de in 5° vermelde maatregelen, onder meer ten opzichte van de bestaande normen;

7° de vergelijking van de vervangingsoplossingen die redelijkerwijs in aanmerking kunnen komen met inbegrip, in voorkomend geval, van het verzaken aan de geplande aanleg alsmede de beoordeling van hun effecten;

8° een niet-technische samenvatting van de bovenvermelde elementen.

De Regering kan de in het eerste lid bedoelde elementen nader bepalen en aanvullen; ze kan tevens voorstelingsmodaliteiten van de effectenstudie bepalen. ».

3° Een artikel 58bis, D, luidend als volgt, wordt opgenomen in de ordonnantie :

« Artikel 58bis, D,

« § 1. De opdrachthouder houdt het begeleidingscomité regelmatig op de hoogte van de evolutie van de effectenstudie.

Il répond aux demandes et aux observations du comité d'accompagnement.

Le Gouvernement règle les modalités d'application du présent paragraphe.

§ 2. Lorsque le chargé d'étude considère que l'étude d'incidences est complète, le collège des bourgmestre et échevins en transmet un exemplaire au comité d'accompagnement. ».

4° Un article 58bis, E, rédigé comme suit, est inséré dans l'ordonnance :

« Article 58bis, E,

§ 1<sup>er</sup>. Dans les trente jours qui suivent la réception de l'étude d'incidences, le comité d'accompagnement, s'il l'estime complète :

1° clôture l'étude d'incidences;

2° arrête la liste des communes de la Région concernées par les incidences de l'aménagement projeté et dans lesquelles doit se dérouler l'enquête publique;

3° notifie sa décision au collège des bourgmestre et échevins.

S'il décide que l'étude d'incidences n'est pas conforme au cahier des charges, le comité d'accompagnement notifie au collège des bourgmestre et échevins, dans le même délai, les compléments d'études à réaliser ou les amendements à apporter à l'étude en décrivant les éléments qui justifient sa décision. Dans ce cas, il notifie au collège des bourgmestre et échevins le délai dans lequel ils doivent lui être transmis.

A défaut pour le comité d'accompagnement de respecter le délai visé aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, le collège des bourgmestre et échevins peut saisir le Gouvernement. Cette faculté lui est également ouverte en cas de décision du comité d'accompagnement déclarant l'étude d'incidences incomplète.

Le Gouvernement se substitue au comité d'accompagnement. Le Gouvernement notifie sa décision dans les trente jours de sa saisine.

§ 2. Dans les quinze jours qui suivent la notification de la décision prévue au § 1<sup>er</sup> par laquelle le comité d'accompagnement, ou à défaut le Gouvernement, clôture l'étude d'incidences, le collège des bourgmestre et échevins décide :

1° soit de ne pas poursuivre l'élaboration de son projet de plan particulier d'affectation du sol;

2° soit de maintenir son projet de plan particulier d'affectation du sol en l'état;

3° soit de l'amender en vue d'en assurer la compatibilité avec les conclusions de l'étude d'incidences.

**Art. 9.** Dans l'article 64 de l'ordonnance, les mots « visés à l'article 31 ou à l'article 36 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projet dans la Région de Bruxelles-Capitale » sont remplacés par les mots « visés à l'article 56bis, ou à l'article 58bis, C, ».

**Art. 10.** L'article 87, § 2, de l'ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de projet mixte au sens de l'article 108, § 2, le permis d'urbanisme est suspendu tant qu'un permis d'environnement définitif n'a pas été obtenu.

La décision définitive de refus relative à la demande de permis d'environnement emporte caducité de plein droit du permis d'urbanisme.

Pour l'application de la présente ordonnance, une décision est définitive lorsque tous les recours administratifs ouverts contre cette décision par la présente ordonnance ou par l'ordonnance relative aux permis d'environnement, ou les délais pour les intenter sont épuisés.

Le délai de péremption visé au § 1<sup>er</sup> ne commence à courir qu'à partir de la délivrance du permis d'environnement au titulaire du permis d'urbanisme. ».

Hij beantwoordt de vragen en de opmerkingen van het begeleidingscomité.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de toepassing van deze paragraaf.

§ 2. Wanneer de opdrachthouder van oordeel is dat de effectenstudie volledig is, bezorgt het college van burgemeester en schepenen een exemplaar aan het begeleidingscomité. ».

4° Een artikel 58bis, E, luidend als volgt, wordt opgenomen in de ordonnantie :

« Artikel 58bis, E,

§ 1. Wanneer het begeleidingscomité van oordeel is dat de effectenstudie volledig is, moet het binnen dertig dagen na ontvangst van bedoelde studie :

1° de effectenstudie sluiten;

2° de lijst vastleggen van de bij de effecten van de geplande aanleg betrokken gemeenten van het Gewest waarin het openbaar onderzoek moet plaatshebben;

3° zijn beslissing aan het college van burgemeester en schepenen ter kennis brengen.

Indien het begeleidingscomité beslist dat de effectenstudie niet conform het bestek is, deelt het binnen dezelfde termijn aan het college van burgemeester en schepenen mede welke aanvullende elementen bestudeerd moeten worden of welke wijzigingen in de studie moeten worden aangebracht en verantwoordt het zijn beslissing. In dit geval deelt het aan het college van burgemeester en schepenen mede binnen welke termijn deze overgezonden moeten worden.

Indien het begeleidingscomité de termijn bedoeld in het eerste en in het tweede lid, niet in acht neemt, kan het college van burgemeester en schepenen zijn dossier bij de Regering aanhangig maken. Deze mogelijkheid wordt hem eveneens geboden wanneer het begeleidingscomité verklaart dat de effectenstudie onvolledig is.

De Regering treedt in de plaats van het begeleidingscomité. De Regering deelt haar beslissing mede binnen dertig dagen na de aanhangigmaking.

§ 2. Binnen vijftien dagen na de kennisgeving van de beslissing bedoeld in § 1 waarbij het begeleidingscomité, of bij ontstentenis de Regering, de effectenstudie afsluit, beslist het college van burgemeester en schepenen :

1° de opmaak van zijn ontwerp van bijzonder bestemmingsplan niet voort te zetten;

2° zijn ontwerp van bijzonder bestemmingsplan in de oorspronkelijke vorm te handhaven;

3° het te wijzigen teneinde ervoor te zorgen dat het verenigbaar is met de conclusies van de effectenstudie.

**Art. 9.** In artikel 64 van de ordonnantie worden de woorden « bedoeld in artikel 31 of in artikel 36 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 56bis of in artikel 58bis, C, ».

**Art. 10.** Artikel 87, § 2, van de ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In het geval van een gemengd project, in de zin van artikel 108, § 2, wordt de stedenbouwkundige vergunning geschorst zolang er geen definitieve milieuvergunning werd verkregen.

De definitieve weigeringsbeslissing over de aanvraag om milieuvergunning houdt van rechtswege de nietigheid van de stedenbouwkundige vergunning in.

Voor de toepassing van deze ordonnantie is een beslissing slechts definitief wanneer alle openstaande administratieve beroepen tegen deze beslissing door deze ordonnantie betreffende de milieuvergunning uitgeput zijn of de termijnen om deze in te stellen verstreken zijn.

Het in de eerste paragraaf bedoelde verval begint maar te lopen zodra de houder van de stedenbouwkundige vergunning de milieuvergunning gekregen heeft. ».

**Art. 11.** L'article 108, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'ordonnance est remplacé par les alinéas suivants :

« En cas de projet mixte, à savoir un projet qui, au moment de son introduction, requiert à la fois un permis d'environnement relatif à une installation de classe IA ou IB et un permis d'urbanisme :

1° les demandes de certificat ou de permis d'urbanisme et d'environnement doivent être introduites simultanément soit sous forme de certificat d'environnement et de certificat d'urbanisme, soit sous forme de permis d'environnement et de permis d'urbanisme;

2° le dossier de la demande de certificat d'urbanisme ou de permis d'urbanisme est incomplet en l'absence d'introduction de la demande de certificat ou de permis d'environnement correspondant, requis par l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement;

3° les demandes de certificat ou de permis d'urbanisme et d'environnement sont soumises simultanément par l'autorité compétente pour avis aux personnes ou services visés à l'article 119, § 4, lorsque les personnes ou services consultés sont communs aux deux procédures;

4° les demandes de certificat ou de permis d'urbanisme et d'environnement sont soumises ensemble aux mesures particulières de publicité;

5° les demandes de certificat ou de permis d'urbanisme et d'environnement font l'objet, selon le cas, d'une note préparatoire à l'étude d'incidences, d'un cahier des charges, d'un rapport d'incidences ou d'une étude d'incidences uniques;

6° les autorités compétentes, en vertu de la présente ordonnance et de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative au permis d'environnement, procèdent en commun à l'examen des demandes de certificat ou de permis d'urbanisme et d'environnement; le Gouvernement règle les modalités de cette collaboration.

7° Un accusé de réception du dossier de demande de certificat ou de permis d'urbanisme ou de lotir ne peut être délivré en l'absence de l'accusé de réception de la demande de certificat ou de permis d'environnement. ».

**Art. 12.** L'article 111 de l'ordonnance est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 111, A,

§ 1<sup>er</sup>. Sont soumis à une évaluation préalable des incidences, les projets publics et privés qui, notamment en raison de leur dimension, leur nature ou leur localisation, peuvent porter atteinte de manière sensible à l'environnement ou au milieu urbain ou avoir des répercussions sociales ou économiques importantes.

§ 2. On entend par « incidences d'un projet » les effets directs et indirects, à court terme et à long terme, temporaires, accidentels et permanents d'un projet sur :

- 1° l'être humain, la faune et la flore;
- 2° le sol, l'eau, l'air, le climat, l'environnement sonore et le paysage;
- 3° l'urbanisme et le patrimoine immobilier;
- 4° les domaines social et économique;
- 5° la mobilité globale;
- 6° l'interaction entre ces facteurs.

§ 3. Avant de délivrer l'accusé de réception de la demande de permis, la commune vérifie si la demande est soumise à une étude d'incidences ou à un rapport d'incidences.

Le dossier de la demande de permis ou de certificat est incomplet en l'absence des documents requis par les articles 111, C, et 111, Q.

§ 4. Le Gouvernement peut abroger, compléter ou remplacer les dispositions de la présente ordonnance, afin de prendre les mesures requises pour l'exécution d'obligations découlant des directives de la Communauté européenne. Le Gouvernement peut également modifier l'annexe B, 1°, dans le respect des principes visés aux articles 2 et 3 de la présente ordonnance et à l'article 2 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement. Dans ce cas, le Gouvernement communique l'arrêté au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale dans le mois qui suit son adoption.

**Art. 11.** Artikel 108, § 2, eerste lid, van de ordonnantie wordt vervangen door de volgende leden :

« In het geval van een gemengd project, met name een project dat op het ogenblik van zijn indiening zowel een milieuvergunning met betrekking tot de installatie van klasse IA of IB als een stedenbouwkundige vergunning vereist :

1° moeten de aanvragen om stedenbouwkundig attest of om stedenbouwkundige vergunning en om milieu-atteest en milieuvergunning gelijktijdig worden ingediend, hetzij in de vorm van een milieu-atteest en stedenbouwkundig attest, hetzij in de vorm van een milieuvergunning en een stedenbouwkundige vergunning;

2° is het dossier van de aanvraag om stedenbouwkundig attest of om stedenbouwkundige vergunning onvolledig bij gebrek aan indiening van de overeenkomstige aanvraag om milieu-atteest of milieuvergunning, vereist door de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen;

3° de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning of stedenbouwkundig attest en milieuvergunning en milieu-atteest worden door de bevoegde overheid gelijktijdig om advies voorgelegd aan de personen of de diensten bedoeld in artikel 119, § 4, wanneer de geraadpleegde personen of diensten dezelfde zijn voor de twee procedures;

4° de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning of stedenbouwkundig attest en milieu-atteest of milieuvergunning worden gezamenlijk onderworpen aan de speciale regelen van openbaarmaking;

5° de aanvragen om stedenbouwkundig attest of om milieuvergunning en milieu-atteest of milieuvergunning maken, naargelang het geval, het voorwerp uit van een voorbereidende nota op de effectenstudie, van een bestek, een effectenverslag of een studie van eenmalige effecten;

6° de bevoegde overheden gaan, krachtens deze ordonnantie en de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, gezamenlijk over tot het onderzoek van de aanvragen om stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning en milieu-atteest of -vergunning; de Regering regelt de modaliteiten van deze samenwerking.

7° Een ontvangstbewijs van het dossier van de aanvraag om stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning of om verkavelingsattest of verkavelingsvergunning mag niet worden afgegeven bij gebrek aan ontvangstbewijs van de aanvraag om milieu-atteest of -vergunning. ».

**Art. 12.** Artikel 111 van de ordonnantie wordt opgeheven en vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 111, A,

§ 1. Een voorafgaande effectenbeoordeling is vereist voor de openbare en particuliere projecten die onder meer door hun omvang, aard of ligging het leefmilieu of het stedelijk milieu ingrijpend kunnen aantasten, of die belangrijke sociale of economische gevolgen kunnen hebben.

§ 2. Onder « effecten van een project » verstaat men de rechtstreekse en indirecte, tijdelijke, toevallige en permanente effecten op korte en lange termijn van een project op :

- 1° de mens, de fauna en de flora;
- 2° de bodem, het water, de lucht, het klimaat, het geluid en het landschap;
- 3° de stedenbouw en het onroerend erfgoed;
- 4° het sociale en economische vlak;
- 5° de globale mobiliteit;
- 6° de wisselwerking tussen deze factoren.

§ 3. Vóór de gemeente het ontvangstbewijs van de vergunningsaanvraag afgeeft, gaat zij na of de aanvraag aan een effectenstudie of een effectenverslag onderworpen is.

Het dossier van de aanvraag om een vergunning of een attest is onvolledig bij ontstentenis van de door de artikelen 111, C, en 111, Q, vereiste documenten.

§ 4. De Regering kan de bepalingen van deze ordonnantie aanvullen, vervangen of opheffen om zo de maatregelen te nemen die nodig zijn voor het nakomen van de verplichtingen die voortvloeien uit de richtlijnen van de Europese Gemeenschap. Met inachtneming van de in de artikelen 2 en 3 van deze ordonnantie en in artikel 2 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen bedoelde principes, kan de Regering tevens bijlage B, 1°, wijzigen. In dit geval doet de Regering het besluit aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad geworden, binnen de maand die volgt op de goedkeuring ervan.

Sous-section 1  
Demandes soumises à étude d'incidences

Article 111, B,

§ 1<sup>er</sup>. Sont soumis à une étude d'incidences, les projets mentionnés à l'annexe A, 1°, de la présente ordonnance.

§ 2. Les demandes de permis d'urbanisme ou de lotir faisant suite à un certificat d'urbanisme non périmé qui a été précédé d'une étude d'incidences, sont dispensées d'une telle étude pour autant qu'elles soient conformes aux certificats délivrés.

Le plan particulier d'affectation du sol ou le permis de lotir non périmé qui a été précédé d'une étude d'incidences en application de la présente ordonnance dispense de l'étude d'incidences et du rapport d'incidences les demandes de certificat d'urbanisme, de permis d'urbanisme ou de lotir, portant sur un bien compris dans le périmètre du plan particulier d'affectation du sol ou du permis de lotir.

Toutefois les prescriptions du plan particulier d'affectation du sol peuvent imposer une étude d'incidences. Dans ce cas, les articles 111, C, à 111, O, sont applicables.

Article 111, C,

§ 1<sup>er</sup>. La demande de certificat ou de permis d'urbanisme relative à tout projet mentionné à l'annexe A, 1°, est accompagnée d'une note préparatoire comprenant au moins les éléments ci-après :

1° la justification du projet, la description de ses objectifs et le calendrier de sa réalisation;

2° l'indication des éléments et de l'aire géographique susceptibles d'être affectés par le projet;

3° un premier inventaire des incidences prévisibles du projet et du chantier;

4° l'énumération des dispositions et prescriptions légales et réglementaires applicables;

5° la description des principales mesures envisagées pour éviter, supprimer ou réduire les incidences négatives du projet et du chantier;

6° des propositions relatives au contenu du cahier des charges de l'étude d'incidences, et au choix du chargé d'étude;

7° un résumé non technique des éléments précédents.

Le Gouvernement peut préciser et compléter les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>; il peut également déterminer les modalités de présentation de la note préparatoire.

§ 2. La demande de certificat, ou de permis d'urbanisme, accompagnée de la note préparatoire, est introduite conformément aux dispositions prévues aux articles 109 et 140.

L'autorité qui délivre l'accusé de réception, lorsque le dossier est complet, en transmet simultanément un exemplaire à l'Administration.

Article 111, D,

§ 1<sup>er</sup>. Dans les trente jours de la délivrance de l'accusé de réception ou de l'écoulement du délai, visés aux articles 109 et 140, l'Administration établit le projet de cahier des charges de l'étude d'incidences qu'il communique au demandeur et transmet l'ensemble du dossier, avec ses observations éventuelles, au collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le projet doit pour sa partie la plus importante, être exécuté.

Dans les dix jours de l'envoi de l'accusé de réception ou de l'écoulement du délai visé aux articles 109 et 140, l'Administration réunit le comité d'accompagnement après en avoir déterminé la composition, outre les membres désignés à l'article 111, E. L'Administration tient le comité d'accompagnement régulièrement informé de l'évolution de l'élaboration du projet de cahier des charges.

Dans un délai de quinze jours à dater de la réception du dossier, le collège des bourgmestre et échevins soumet le dossier aux mesures particulières de publicité. L'enquête publique dure quinze jours.

En cas de non-respect par le collège du délai visé à l'alinéa 3, l'Administration le met en demeure de procéder aux mesures particulières de publicité.

Dans les trente jours qui suivent la fin de l'enquête publique, la commission de concertation :

1° donne son avis sur le projet de cahier des charges;

Onderafdeling 1

Aanvragen onderworpen aan een effectenstudie

Artikel 111, B,

§ 1. Voor de projecten vermeld in bijlage A, 1°, van deze ordonnantie is een effectenstudie vereist.

§ 2. De aanvragen om stedenbouwkundige vergunning of verkavelingsvergunning die volgen op een niet-vervallen stedenbouwkundig attest dat door een effectenstudie is voorafgegaan, worden vrijgesteld van een dergelijke studie, voor zover ze overeenstemmen met de afgegeven attesten.

Het bijzonder bestemmingsplan of de niet-vervallen verkavelingsvergunning die met toepassing van deze ordonnantie door een effectenstudie is voorafgegaan, stelt de aanvragen om stedenbouwkundig attest en stedenbouwkundige vergunning of verkavelingsvergunning, betreffende een goed gelegen binnen de omtrek van het bijzonder bestemmingsplan of van de verkavelingsvergunning, vrij van de effectenstudie en van het effectenverslag.

De voorschriften van het bijzonder bestemmingsplan kunnen evenwel een effectenstudie opleggen. In dit geval zijn de artikelen 111, C, tot 111, O van toepassing.

Artikel 111, C,

§ 1. Bij de aanvraag om stedenbouwkundig attest of om stedenbouwkundige vergunning voor ieder in bijlage A, 1°, vermeld project, wordt een voorbereidende nota gevoegd, die ten minste uit de volgende elementen bestaat :

1° de verantwoording van het project, de beschrijving van de doelstellingen en het tijdschema voor de uitvoering;

2° de aanduiding van de elementen en het geografische gebied waarvoor het project gevolgen kan hebben;

3° een eerste inventaris van de voorspelbare effecten van het project en van het bouwterrein;

4° de opsomming van de wettelijke en reglementaire bepalingen en voorschriften die van toepassing zijn;

5° de beschrijving van de voornaamste geplande maatregelen om de negatieve effecten van het project en van het bouwterrein te vermijden, weg te werken of af te remmen;

6° voorstellen in verband met de inhoud van het be-stek van de effectenstudie en met de keuze van de opdrachthouder;

7° een niet-technische samenvatting van de bovenvermelde elementen.

De Regering kan de in het eerste lid bedoelde elementen nader bepalen en aanvullen; ze kan tevens de voorstellings-modaliteiten van de voorbereidende nota bepalen.

§ 2. De aanvraag om stedenbouwkundig attest of om stedenbouwkundige vergunning wordt samen met de voorbereidende nota ingediend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 109 en 140.

De overheid die het ontvangstbewijs aflevert wanneer het dossier volledig is, stuurt tegelijk een exemplaar van het dossier naar het Bestuur.

Artikel 111, D,

§ 1. Binnen een termijn van dertig dagen na de afgifte van het ontvangstbewijs of na het verstrijken van de termijn bedoeld in de artikelen 109 en 140 stelt het Bestuur het ontwerp van bestek op van de effectenstudie die hij de aanvrager toestuur en verzendt het hele dossier, samen met eventuele opmerkingen, naar het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op wier grondgebied het belangrijkste deel van het project uitgevoerd moet worden.

Binnen een termijn van tien dagen na het verzenden van het ontvangstbewijs of na het verstrijken van de in de artikelen 109 en 140 bedoelde termijn roept het Bestuur het begeleidingscomité bijeen nadat het, naast de in het artikel 111, E, aangewezen leden, er de samenstelling van heeft bepaald. Het Bestuur houdt het begeleidingscomité regelmatig op de hoogte van de evolutie van de opmaak van het ontwerp van bestek.

Binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het dossier onderwerpt het college van burgemeester en schepenen het dossier aan de speciale regelen van openbaarmaking. Het openbaar onderzoek duurt vijftien dagen.

Bij het niet-naleven door het college van de in het derde lid bepaalde termijn, maant het Bestuur het college aan over te gaan tot de speciale regelen van openbaarmaking.

Binnen dertig dagen volgend op het einde van het openbaar onderzoek, moet de overlegcommissie :

1° advies uitbrengen over het ontwerp van bestek;

2° donne son avis sur les propositions relatives au choix du chargé d'étude;

3° s'il échet, complète la composition du comité d'accompagnement arrêtée par l'Administration.

Les avis visés à l'alinéa précédent sont notifiés à l'Administration dans les dix jours de la date de réunion de la commission de concertation. Dans les cinq jours de la réception de ces notifications, l'Administration réunit, à nouveau, le comité d'accompagnement.

Lorsque la commission de concertation n'a pas notifié ses avis sur les points 1° à 2° visés à l'alinéa 5, dans le délai requis, la procédure est poursuivie sans qu'il soit tenu compte des avis émis au-delà des trente jours qui suivent l'expiration du délai de trente jours précité. L'Administration après avoir déterminé la composition définitive du comité d'accompagnement, le réunit conformément à l'article 111, F.

§ 2. Le Gouvernement peut établir un modèle type de cahier des charges pour chaque catégorie de projets visés aux annexes A et B.

Article 111, E,

§ 1<sup>er</sup>. Le comité d'accompagnement est chargé de suivre la procédure de réalisation de l'étude d'incidences;

Il comprend au moins un représentant de chaque commune sur le territoire de laquelle le projet doit être exécuté, un représentant de l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement et un représentant de l'Administration.

Le secrétariat du comité d'accompagnement est assuré par l'Administration.

En cas de projet mixte, le secrétariat est assuré conjointement par l'Administration et l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement.

§ 2. Le Gouvernement détermine les règles de composition et de fonctionnement du comité d'accompagnement, ainsi que les règles d'incompatibilité.

Article 111, F,

§ 1<sup>er</sup>. Dans les cinq jours de la réception des avis de la commission de concertation ou de l'épuisement du délai imparti à la commission pour notifier ses avis, l'Administration réunit le comité d'accompagnement. Dans les dix jours qui suivent, le comité d'accompagnement :

1° arrête définitivement le cahier des charges de l'étude d'incidences;

2° détermine le délai dans lequel l'étude d'incidences doit être réalisée;

3° statue sur le choix du chargé d'étude;

4° notifie sa décision au demandeur.

§ 2. Si le comité d'accompagnement n'approuve pas le choix du chargé d'étude, il invite le demandeur à lui faire parvenir de nouvelles propositions. Le comité d'accompagnement statue sur le choix du chargé d'étude et notifie sa décision au demandeur dans les quinze jours qui suivent la réception des nouvelles propositions.

§ 3. Le Gouvernement agréé, en application des articles 70 et suivants de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, qui peuvent être désignées en qualité de chargé d'étude.

Article 111, G,

Si le comité d'accompagnement n'a pas notifié sa décision dans le délai de dix jours visé à l'article 111, F, le demandeur peut saisir le Gouvernement du dossier.

Dans les soixante jours à compter de la saisine, le Gouvernement se prononce sur les points visés à l'article 111, F, § 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, et notifie sa décision au demandeur.

Si le Gouvernement n'approuve pas le choix du chargé d'étude, il invite le demandeur à lui faire parvenir de nouvelles propositions. Le Gouvernement statue sur le choix du chargé d'étude et notifie sa décision au demandeur dans les quinze jours de la réception de nouvelles propositions.

A défaut de notification de la décision du Gouvernement dans les délais, le demandeur peut, par lettre recommandée, adresser un rappel au Gouvernement. Si le Gouvernement n'a pas notifié sa décision à l'expiration d'un nouveau délai de trente jours prenant cours à la date du dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant le rappel, le projet de cahier des charges ainsi que le choix du chargé d'étude par le demandeur sont réputés confirmés. Le délai dans lequel l'étude d'incidences doit être réalisé est de six mois maximum.

2° advies uitbrengen over de voorstellen inzake de keuze van de opdrachthouder van de studie;

3° in voorkomend geval de volledige samenstelling van het begeleidingscomité, zoals vastgesteld door het Bestuur, vervolledigen.

De in het vorige lid bedoelde adviezen worden aan het Bestuur betekend binnen tien dagen te rekenen vanaf de vergaderdatum van de overlegcommissie. Binnen vijf dagen na ontvangst van de betekeningen, roept het Bestuur het begeleidingscomité opnieuw samen.

Indien de overlegcommissie haar adviezen over de in het vijfde lid bedoelde punten 1° tot 2°, niet heeft bekendgemaakt binnen de vereiste termijn, wordt de procedure voortgezet zonder dat er rekening wordt gehouden met de adviezen die worden uitgebracht meer dan dertig dagen na het verstrijken van de voormelde termijn van dertig dagen. Het Bestuur roept het begeleidingscomité bijeen overeenkomstig artikel 111, F, na de definitieve samenstelling ervan te hebben bepaald.

§ 2. De Regering kan een typebestek opstellen voor elke categorie van de in bijlagen A en B bedoelde projecten.

Artikel 111, E,

§ 1. Het begeleidingscomité wordt ermee belast de procedure tot uitvoering van de effectenstudie te volgen;

Het bestaat uit minstens één vertegenwoordiger van iedere gemeente op wier grondgebied het project moet worden uitgevoerd, één vertegenwoordiger van het Brussels Instituut voor Milieubeheer en één vertegenwoordiger van het Bestuur.

Het secretariaat van het begeleidingscomité wordt door het Bestuur waargenomen.

In geval van gemengd project wordt het secretariaat gezamenlijk verzorgd door het Bestuur en het Brussels Instituut voor Milieubeheer.

§ 2. De Regering bepaalt de samenstelling en de werking van het begeleidingscomité, alsook de onverenigbaarheids-regels.

Artikel 111, F,

§ 1. Binnen vijf dagen na de ontvangst van de adviezen van de overlegcommissie of na het verstrijken van de aan de commissie opgelegde termijn om haar adviezen kenbaar te maken, roept het Bestuur het comité bijeen. Binnen de tien daaropvolgende dagen :

1° stelt het begeleidingscomité het bestek van de effectenstudie definitief vast;

2° bepaalt het begeleidingscomité de termijn waarbinnen de effectenstudie moet worden verricht;

3° spreekt het begeleidingscomité zich uit over de keuze van de opdrachthouder;

4° deelt het begeleidingscomité zijn beslissing mede aan de aanvrager.

§ 2. Indien het begeleidingscomité niet instemt met de keuze van de opdrachthouder, verzoekt het de aanvrager nieuwe voorstellen te doen. Het begeleidingscomité spreekt zich uit over de keuze van de opdrachthouder en brengt zijn beslissing ter kennis van de aanvrager, binnen vijftien dagen na de ontvangst van de nieuwe voorstellen.

§ 3. De Regering erkent, met toepassing van artikel 70 en volgende van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunning, de publiekrechtelijke of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen die als opdrachthouder kunnen worden aangewezen.

Artikel 111, G,

Indien het begeleidingscomité zijn beslissing binnen de in artikel 111, F, bedoelde termijn van tien dagen niet heeft medegedeeld, kan de aanvrager het dossier bij de Regering aanhangig maken.

Binnen zestig dagen te rekenen vanaf de aanhangigmaking spreekt de Regering zich uit over de in artikel 111, F, § 1, 1° tot 3°, bedoelde punten en brengt zij haar beslissing ter kennis van de aanvrager.

Wanneer de Regering de keuze van de opdrachthouder niet goedkeurt, verzoekt zij de aanvrager haar nieuwe voorstellen te laten geworden. De Regering beslist over de keuze van opdrachthouder en maakt haar beslissing kenbaar aan de aanvrager binnen vijftien dagen na de ontvangst van de nieuwe voorstellen.

Wanneer de Regering haar beslissing niet kenbaar maakt binnen de termijnen, kan de aanvrager, per aangetekend schrijven, een rappelbrief richten aan de Regering. Wanneer er opnieuw dertig dagen verstreken zijn na het verzenden van de bij ter post aangetekende rappelbrief en de Regering haar beslissing nog niet kenbaar heeft gemaakt, dan worden het ontwerp van bestek alsmede de keuze van de opdrachthouder door de aanvrager geacht bevestigd te zijn. De termijn binnen welke de effectenstudie moet uitgevoerd worden, bedraagt maximum zes maanden.



## Article 111, H,

Le contrat conclu entre le demandeur et le chargé d'étude doit respecter les décisions prises conformément à l'article 111, F, ou à l'article 111, G.

Le coût de l'étude d'incidences est à charge du demandeur.

## Article 111, I,

L'étude d'incidences doit comporter les éléments ci-après :

1° les données, fournies par le demandeur, relatives à la justification du projet, à la description de ses objectifs et au calendrier de sa réalisation;

2° le relevé des prestations accomplies, la mention des méthodes d'analyse utilisées, et la description des difficultés rencontrées, en ce compris les données sollicitées par le chargé d'étude et que le demandeur est resté en défaut de communiquer sans justification;

3° la description et l'évaluation détaillées et précises des éléments susceptibles d'être affectés par le projet, dans l'aire géographique déterminée par le cahier des charges;

4° l'inventaire et l'évaluation détaillée et précise des incidences du projet et du chantier;

5° les données, fournies par le demandeur, relatives aux mesures visant à éviter, supprimer ou réduire les incidences négatives du projet et du chantier;

6° l'évaluation de l'efficacité des mesures indiquées au point 5° notamment par rapport aux normes existantes;

7° l'examen comparatif des solutions de remplacement raisonnablement envisageables y compris, le cas échéant, l'abandon du projet, ainsi que l'évaluation de leurs incidences;

8° un résumé non technique des éléments précédents.

Le Gouvernement peut préciser et compléter les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>; il peut également déterminer les modalités de présentation de l'étude d'incidences.

## Article 111, J,

§ 1<sup>er</sup>. Le chargé d'étude tient le comité d'accompagnement régulièrement informé de l'évolution de l'étude d'incidences.

Il répond aux demandes et aux observations du comité d'accompagnement.

Le Gouvernement règle les modalités d'application du présent paragraphe.

§ 2. Lorsque le chargé d'étude considère que l'étude d'incidences est complète, le demandeur en transmet un exemplaire au comité d'accompagnement.

## Article 111, K,

Dans les trente jours qui suivent la réception de l'étude d'incidences, le comité d'accompagnement, s'il l'estime complète :

1° clôture l'étude d'incidences;

2° arrête la liste des communes de la Région concernées par les incidences du projet et dans lesquelles doit se dérouler l'enquête publique;

3° notifie sa décision au demandeur en lui précisant le nombre d'exemplaires du dossier visé à l'article 111, N, alinéa 2, à fournir à l'Administration en vue de l'enquête publique.

S'il décide que l'étude d'incidences n'est pas conforme au cahier des charges, le comité d'accompagnement notifie au demandeur, dans le même délai, les compléments d'étude à réaliser ou les amendements à apporter à l'étude en décrivant les éléments qui justifient sa décision. Dans ce cas, il notifie au demandeur le délai dans lequel ils doivent lui être transmis.

A défaut pour le comité d'accompagnement de respecter le délai visé aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, le demandeur peut saisir le Gouvernement. Cette faculté lui est également ouverte en cas de décision du comité d'accompagnement déclarant l'étude d'incidences incomplète. Le Gouvernement se substitue au comité d'accompagnement. Le Gouvernement notifie sa décision dans les trente jours de sa saisine.

## Article 111, L,

Le demandeur est présumé maintenir sa demande à moins que dans les quinze jours qui suivent la notification de la décision par laquelle le comité d'accompagnement, ou à défaut le Gouvernement, clôture l'étude, il avise l'Administration de sa décision :

1° soit de retirer sa demande;

2° soit de l'amender en vue d'assurer la compatibilité du projet avec les conclusions de l'étude d'incidences.

## Artikel 111, H,

In de overeenkomst tussen de aanvrager en de opdrachthouder moeten de beslissingen die overeenkomstig artikel 111, F, of artikel 111, G, zijn genomen, worden nageleefd.

De kosten van de effectenstudie komen ten laste van de aanvrager.

## Artikel 111, I,

De effectenstudie moet uit volgende elementen bestaan :

1° de door de aanvrager verstrekte gegevens met betrekking tot de verantwoording van het project, de beschrijving van de doelstellingen en het tijdschema voor de uitvoering.

2° de opgave van de voltooide prestaties, de vermelding van de gebruikte analysemethoden en de beschrijving van de ondervonden moeilijkheden met inbegrip van de gegevens gevraagd door de opdrachthouder en die door de aanvrager, zonder enige rechtvaardiging, niet werden meegegeeld;

3° de gedetailleerde en nauwkeurige beschrijving en beoordeling van de elementen waarop het project gevolgen kan hebben binnen het geografische gebied zoals afgebakend in het bestek;

4° de inventaris en de gedetailleerde en nauwkeurige beoordeling van de effecten van het project en van het bouwterrein;

5° de door de aanvrager verstrekte gegevens omtrent maatregelen die worden gepland om de negatieve effecten van het project en van het bouwterrein te vermijden, weg te werken of af te remmen;

6° de beoordeling van de doelmatigheid van de in punt 5° vermelde maatregelen onder meer ten opzichte van de bestaande normen;

7° de vergelijking met vervangingsoplossingen die redelijkerwijs in aanmerking kunnen komen, met inbegrip, in voorkomend geval, van het verzaken aan het project, alsmede een beoordeling van hun effecten;

8° een niet-technische samenvatting van de bovenvermelde elementen.

De Regering kan de in het eerste lid bedoelde elementen nader bepalen en aanvullen; ze kan tevens de voorstellings-modaliteiten van de effectenstudie bepalen.

## Artikel 111, J,

§ 1. De opdrachthouder houdt het begeleidingscomité regelmatig op de hoogte van het verloop van de effectenstudie.

Hij beantwoordt de vragen en de opmerkingen van het begeleidingscomité.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de toepassing van deze paragraaf.

§ 2. Wanneer de opdrachthouder van oordeel is dat de effectenstudie volledig is, bezorgt de aanvrager een exemplaar ervan aan het begeleidingscomité.

## Artikel 111, K,

Wanneer het begeleidingscomité van oordeel is dat de effectenstudie volledig is, moet het binnen dertig dagen na ontvangst van bedoelde studie :

1° de effectenstudie sluiten;

2° de lijst vastleggen van de bij de effecten van het project betrokken gemeenten van het Gewest en waarin het openbaar onderzoek moet plaatshebben;

3° zijn beslissing aan de aanvrager ter kennis brengen met opgave van het aantal exemplaren van het in artikel 111, N, tweede lid, bedoelde dossier die aan het Bestuur geleverd moeten worden met het oog op het openbaar onderzoek.

Indien het begeleidingscomité beslist dat de effectenstudie niet in overeenstemming is met het bestek, deelt het binnen dezelfde termijn aan de aanvrager mede welke aanvullende elementen bestudeerd moeten worden of welke wijzigingen in de studie moeten worden aangebracht en verantwoordt het zijn beslissing. In dit geval deelt het aan de aanvrager de termijn mee binnen welke deze overgezonden moeten worden.

Indien het begeleidingscomité de termijn bedoeld in het eerste en in het tweede lid niet in acht neemt, kan de aanvrager zijn dossier bij de Regering aanhangig maken. Hij kan dit eveneens wanneer de beslissing van het begeleidingscomité de effectenstudie onvolledig verklaart. De Regering treedt in de plaats van het begeleidingscomité. De Regering deelt haar beslissing mede binnen dertig dagen na de aanhangigmaking.

## Artikel 111, L,

De aanvrager wordt geacht zijn aanvraag te behouden tenzij hij, binnen vijftien dagen na de bekendmaking van de beslissing van het begeleidingscomité, of bij ontstentenis de Regering om de studie te sluiten, het Bestuur op de hoogte brengt van zijn beslissing :

1° hetzij om zijn aanvraag in te trekken;

2° hetzij om ze te wijzigen zodat het project verenigbaar is met de besluiten van de effectenstudie.

## Article 111, M,

Dans le cas visé à l'article 111, L, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, le demandeur transmet au comité d'accompagnement ou au Gouvernement ainsi qu'à l'Administration et à l'autorité délivrante, les amendements à la demande de certificat d'urbanisme ou de permis d'urbanisme dans les six mois de la notification de la clôture de l'étude d'incidences visée à l'article 111, K.

Si le demandeur n'a pas transmis les amendements à la demande de certificat ou de permis dans le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il est présumé retirer sa demande.

## Article 111, N,

Dès réception des exemplaires du dossier, le cas échéant amendé conformément à l'article 111, L, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, fournis par le demandeur, l'Administration ou, dans l'hypothèse visée à l'article 111, K, alinéa 3, le Gouvernement transmet un exemplaire au collège des bourgmestre et échevins de chaque commune concernée par les incidences du projet et dans laquelle le dossier doit être soumis aux mesures particulières de publicité.

Le dossier soumis à l'enquête publique doit comprendre :

- 1° la demande de certificat ou de permis d'urbanisme;
- 2° le cahier des charges de l'étude d'incidences;
- 3° l'étude d'incidences;
- 4° la décision de clôture de l'étude d'incidences;
- 5° le cas échéant, la décision du demandeur de maintenir ou d'amender la demande de certificat ou de permis d'urbanisme ou le constat de dépassement du délai de quinze jours visé à l'article 111, L, alinéa 1<sup>er</sup>;
- 6° les amendements éventuels à la demande de certificat ou de permis d'urbanisme visés à l'article 111, M.

## Article 111, O,

§ 1<sup>er</sup>. Le collège des bourgmestre et échevins de chaque commune concernée soumet le dossier aux mesures particulières de publicité.

L'enquête publique se déroule dans chacune des communes et dure trente jours.

L'Administration détermine la date à laquelle les diverses enquêtes publiques doivent au plus tard être clôturées.

§ 2. Le collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le projet doit, pour sa partie la plus importante, être exécuté, saisit la commission de concertation élargie aux représentants de chaque commune concernée par les incidences du projet, dans les quinze jours de la clôture de l'enquête publique.

La commission de concertation émet son avis à l'Administration et au collège des bourgmestre et échevins dans les trente jours de la fin de l'enquête publique.

Lorsque la commission de concertation n'a pas notifié son avis dans le délai requis, la procédure est poursuivie sans qu'il soit tenu compte de l'avis émis au-delà des trente jours qui suivent l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent.

## Sous-section 2

## Demandes soumises à rapport d'incidences

## Article 111, P,

§ 1<sup>er</sup>. Sont soumis à un rapport d'incidences les projets mentionnés à l'annexe B, 1°, de la présente ordonnance.

§ 2. Les demandes de permis d'urbanisme ou de lotir faisant suite à un certificat d'urbanisme non périmé, qui a été précédé d'un rapport d'incidences, sont dispensées d'un tel rapport, pour autant qu'elles soient conformes aux certificats délivrés.

Le plan particulier d'affectation du sol ou le permis de lotir non périmé qui a été précédé d'un rapport d'incidences dispense du rapport d'incidences les demandes de certificat d'urbanisme, de permis d'urbanisme ou de lotir, portant sur un bien compris dans le périmètre du plan particulier d'affectation du sol ou du permis de lotir.

Toutefois les prescriptions du plan particulier d'affectation du sol peuvent imposer un rapport d'incidences. Dans ce cas, les articles 111, P, à 111, V, sont applicables.

## Article 111, Q,

Les demandes de certificat ou de permis relatives à tout projet mentionné à l'annexe B, 1°, sont accompagnées d'un rapport d'incidences comportant au moins, les éléments ci-après :

- 1° la justification du projet, la description de ses objectifs et le calendrier de sa réalisation;

## Artikel 111, M,

In het geval bedoeld in artikel 111, L, eerste lid, 3°, zendt de aanvrager de wijzigingen in zijn aanvraag om stedenbouwkundig attest of om stedenbouwkundige vergunning over aan het begeleidingscomité of aan de Regering alsook aan het Bestuur en aan de afleverende overheid, binnen zes maanden na de in artikel 111, K, bedoelde kennisgeving van de sluiting van de effectenstudie.

Indien de aanvrager de wijzigingen in zijn aanvraag om stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning niet binnen de in het eerste lid bepaalde termijn heeft bezorgd, wordt hij geacht zijn aanvraag te hebben ingetrokken.

## Artikel 111, N,

Vanaf de ontvangst van de door de aanvrager geleverde exemplaren van het dossier dat in voorkomend geval overeenkomstig artikel 111 L, eerste lid, 3°, werd gewijzigd, zendt het Bestuur of in het geval bedoeld in artikel 111, K, derde lid, de Regering een exemplaar over aan het college van burgemeester en schepenen van elke gemeente die bij de effecten van het project betrokken is en waar het dossier aan de speciale regelen van openbaarmaking onderworpen dient te worden.

Het aan het openbaar onderzoek onderworpen dossier moet bestaan uit :

- 1° de aanvraag om stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning;
- 2° het bestek van de effectenstudie;
- 3° de effectenstudie;
- 4° de beslissing tot afsluiting van de effectenstudie;
- 5° in voorkomend geval, de beslissing van de aanvrager om de aanvraag om stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning te bevestigen of te wijzigen of de vaststelling dat de in artikel 111, L, eerste lid bedoelde termijn van vijftien dagen overschreden is;
- 6° de eventuele wijzigingen in de in artikel 111, M, bedoelde aanvraag om stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning.

## Artikel 111, O,

§ 1. Het college van burgemeester en schepenen van elke betrokken gemeente onderwerpt het dossier aan de speciale regelen van openbaarmaking.

Het openbaar onderzoek verloopt in elke gemeente en duurt dertig dagen.

Het Bestuur bepaalt de datum waarop de verschillende openbare onderzoeken uiterlijk moeten worden gesloten.

§ 2. Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op wier grondgebied het belangrijkste gedeelte van het project moet worden uitgevoerd, maakt het dossier aanhangig bij de overlegcommissie die uitgebreid wordt met de vertegenwoordigers van elke gemeente die betrokken is bij de effecten van het project, binnen vijftien dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek.

De overlegcommissie brengt haar advies uit bij het Bestuur en bij het college van burgemeester en schepenen binnen dertig dagen na de beëindiging van het openbaar onderzoek.

Wanneer de overlegcommissie haar advies niet kenbaar heeft gemaakt binnen de gestelde termijn, wordt de procedure voortgezet zonder dat er rekening wordt gehouden met het advies dat wordt uitgebracht meer dan dertig dagen na het verstrijken van de in het vorig lid bedoelde termijn.

## Onderafdeling 2

## Aanvragen die onderworpen worden aan een effectenverslag

## Artikel 111, P,

§ 1. Aan een effectenverslag worden onderworpen, de projecten vermeld in bijlage B, 1°, van deze ordonnantie.

§ 2. De aanvragen om stedenbouwkundige vergunning of verkavelingsvergunning, die volgen op een niet-ervallen stedenbouwkundig attest dat door een effectenverslag is voor-afgegaan, worden vrijgesteld van een dergelijk verslag, voor zover ze overeenstemmen met de afgegeven attesten.

Het bijzonder bestemmingsplan of de niet-ervallen verkavelingsvergunning die door een effectenverslag is voor-afgegaan, stelt de aanvragen om stedenbouwkundig attest en om stedenbouwkundige vergunning of verkavelingsvergunning betreffende een goed gelegen binnen de omtrek van het bijzonder bestemmingsplan of van de verkavelingsvergunning vrij van het effectenverslag.

De voorschriften van het bijzonder bestemmingsplan kunnen evenwel een effectenverslag opleggen. In dit geval zijn de artikelen 111, P, tot 111, V, van toepassing.

## Artikel 111, Q,

Bij de attest- of vergunningsaanvraag voor ieder in bijlage B, 1° vermeld project, wordt een effectenverslag gevoegd dat ten minste uit volgende elementen bestaat :

- 1° de verantwoording van het project, de beschrijving van de doelstellingen en het tijdschema voor de uitvoering;

2° la synthèse des différentes solutions envisagées ayant présidé au choix du projet introduit par le demandeur eu égard à l'environnement;

3° la description des éléments et de l'aire géographique susceptibles d'être affectés par le projet, notamment à l'aide de plans;

4° l'inventaire des incidences prévisibles du projet et du chantier;

5° l'évaluation des ces incidences au regard de la situation existante;

6° l'énumération des dispositions et prescriptions légales et réglementaires applicables;

7° la description des mesures visant à éviter, supprimer ou réduire les incidences négatives du projet et du chantier, notamment par rapport aux normes existantes;

8° un résumé non technique des éléments précédents.

Le Gouvernement peut préciser et compléter les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>; il peut également déterminer les modalités de présentation du rapport d'incidences.

Article 111, R,

La demande de certificat ou de permis d'urbanisme, accompagnée du rapport d'incidences, est introduite conformément aux articles 109 ou 140.

L'autorité auprès de qui la demande est introduite transmet, simultanément à l'envoi de l'accusé de réception ou suite à l'écoulement du délai visé à l'article 109 ou à l'article 140, un exemplaire du dossier à l'Administration lorsqu'elle n'est pas saisie du dossier.

Article 111, S,

§ 1<sup>er</sup>. Dans les trente jours de l'envoi de l'accusé de réception ou de l'écoulement du délai visé aux articles 109 ou 140, l'Administration :

1° procède à l'examen du rapport d'incidences;

2° arrête la liste des communes de la Région concernées par les incidences du projet et dans lesquelles doit se dérouler l'enquête publique;

3° désigne la commune qui est chargée de saisir la commission de concertation conformément à l'article 111, U, § 2;

4° communique au demandeur le nombre d'exemplaires du dossier visé à l'article 111, T, alinéa 2, à lui fournir en vue de l'organisation de l'enquête publique.

§ 2. Lorsque l'Administration estime que le rapport d'incidences doit être complété, elle notifie cette décision au demandeur dans les délais visés au § 1<sup>er</sup>, en indiquant les documents ou renseignements manquants.

Dans les dix jours de leur réception, l'Administration accomplit les actes prévus au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Si à l'expiration des délais visés au § 2, l'Administration n'a pas notifié sa décision, le demandeur peut saisir le Gouvernement du dossier.

Dans les soixante jours de sa saisine, le Gouvernement accomplit les actes prévus au § 1<sup>er</sup>.

Article 111, T,

Dès réception des exemplaires du dossier fournis par le demandeur, l'Administration en transmet un exemplaire au collège des bourgmestres et échevins de chaque commune de la Région concernée par les incidences du projet et dans lesquelles doit se dérouler l'enquête publique.

Le dossier soumis à l'enquête publique doit comprendre :

1° la demande de certificat ou de permis d'urbanisme;

2° le rapport d'incidences;

3° les documents ou renseignements fournis par le demandeur en application de l'article 111, S, § 2.

Article 111, U,

§ 1<sup>er</sup>. Dans les quinze jours de la réception du dossier, le collège des bourgmestres et échevins de chaque commune concernée soumet le dossier aux mesures particulières de publicité.

L'enquête publique se déroule dans chacune des communes et dure quinze jours.

L'Administration détermine la date à laquelle les diverses enquêtes publiques doivent au plus tard être clôturées.

§ 2. Le collège des bourgmestres et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le projet doit, pour sa partie la plus importante, être exécuté, saisit la commission de concertation élargie aux représentants de chaque commune concernée par les incidences du projet dans

2° de synthèse van de in aanmerking genomen oplossingen die ten grondslag hebben gelegen aan de keuze van het door de aanvrager ingediende project, gelet op het milieu;

3° de beschrijving van de elementen en het geografische gebied waarvoor het project gevolgen kan hebben, met name aan de hand van plannen;

4° de inventaris van de voorspelbare effecten van het project en van het bouwterrein;

5° de beoordeling van deze effecten in vergelijking met de bestaande toestand;

6° de opsomming van de wettelijke en reglementaire bepalingen en voorschriften die van toepassing zijn;

7° de beschrijving van de geplande maatregelen om de negatieve effecten van het project en van het bouwterrein te vermijden, weg te werken of af te remmen, onder meer ten opzichte van de bestaande normen;

8° een niet-technische samenvatting van de voormelde elementen.

De Regering kan de in het eerste lid bedoelde elementen nader bepalen en aanvullen; ze kan tevens de voorstellingsmodaliteiten van het effectenverslag bepalen.

Artikel 111, R,

De aanvraag om stedenbouwkundig attest of om stedenbouwkundige vergunning en het effectenverslag worden samen ingediend, overeenkomstig de artikelen 109 of 140.

De overheid, waarbij de aanvraag werd ingediend, stuurt gelijktijdig met het verzenden van het ontvangstbewijs of na het verstrijken van de in artikel 109 of in artikel 140 bedoelde termijn, een exemplaar van het dossier naar het Bestuur als het dossier niet bij haar aanhangig gemaakt is.

Artikel 111, S,

§ 1. Binnen dertig dagen na het verzenden van het ontvangstbewijs of na het verstrijken van de in de artikelen 109 of 140 bedoelde termijn, gaat het Bestuur over tot :

1° het onderzoeken van het effectenverslag;

2° het vastleggen van de lijst van de bij de effecten van het project betrokken gemeenten van het Gewest en waarin het openbaar onderzoek moet plaatshebben;

3° het aanwijzen van de gemeente die ermee belast wordt de overlegcommissie bijeen te roepen overeenkomstig artikel 111, U, § 2;

4° het mededelen aan de aanvrager van het aantal hem te leveren exemplaren van het in artikel 111, T, tweede lid, bedoelde dossier met het oog op het houden van het openbaar onderzoek.

§ 2. Wanneer het Bestuur oordeelt dat het effectenverslag aangevuld dient te worden, betekent het deze beslissing aan de aanvrager binnen de in § 1 bedoelde termijnen, met de vermelding van de ontbrekende stukken of inlichtingen.

Binnen tien dagen na de ontvangst ervan, verricht het Bestuur de in § 1 bepaalde handelingen.

§ 3. Wanneer het Bestuur, bij het verstrijken van de in § 2 bedoelde termijnen, haar beslissing niet kenbaar heeft gemaakt, kan de aanvrager het dossier bij de Regering aanhangig maken.

Binnen zestig dagen na de aanhangigmaking verricht de Regering de in § 1 bedoelde handelingen.

Artikel 111, T,

Vanaf de ontvangst van de exemplaren van het dossier geleverd door de aanvrager, zendt het Bestuur er een exemplaar van aan het college van burgemeester en schepenen van elke gemeente van het Gewest die bij de effecten van het project betrokken is en waar het openbaar onderzoek moet worden gevoerd.

Het aan het openbaar onderzoek onderworpen dossier moet bestaan uit :

1° de aanvraag om stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning;

2° het effectenverslag;

3° de stukken of inlichtingen die de aanvrager heeft verstrekt met toepassing van artikel 111, S, § 2.

Artikel 111, U,

§ 1. Het college van burgemeester en schepenen van elke betrokken gemeente onderwerpt het dossier aan de speciale regelen van openbaarmaking binnen vijftien dagen na de ontvangst van het dossier.

Het openbaar onderzoek wordt in elke gemeente gehouden en duurt vijftien dagen.

Het Bestuur bepaalt de datum waarop de verschillende openbare onderzoeken uiterlijk moeten gesloten worden.

§ 2. Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op wier grondgebied het belangrijkste gedeelte van het project moet worden uitgevoerd, maakt binnen vijftien dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek het dossier aanhangig bij de overlegcommissie die

les quinze jours de la clôture de l'enquête publique.

La commission de concertation émet son avis à l'Administration et au collège des bourgmestre et échevins dans les trente jours de la fin de l'enquête publique.

Lorsque la commission de concertation n'a pas notifié son avis dans le délai requis, la procédure est poursuivie sans qu'il soit tenu compte des avis émis au-delà des trente jours qui suivent l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent.

#### Article 111, V,

§ 1<sup>er</sup>. Dans des circonstances exceptionnelles la commission de concertation peut, dans un avis spécialement motivé, recommander au Gouvernement de faire réaliser une étude d'incidences.

§ 2. Lorsqu'il estime qu'il y a lieu de faire réaliser une étude d'incidences, le Gouvernement notifie sa décision au demandeur dans les trente jours de la réception du dossier.

Dans ce cas, le Gouvernement :

1° invite le demandeur à faire parvenir à l'Administration une ou des propositions relatives au choix du chargé d'étude;

2° charge l'Administration d'établir le projet de cahier des charges de l'étude d'incidences dans les trente jours. En cas de projet mixte le Gouvernement règle les modalités de collaboration entre l'Administration et l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement;

3° détermine, outre les membres désignés à l'article 111, E, la composition du comité d'accompagnement et en informe l'Administration.

Après l'établissement du projet de cahier des charges visé au § 2, alinéa 2, 2°, l'Administration transmet le dossier, avec ses observations éventuelles au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le projet doit, pour sa partie la plus importante, être exécuté.

Dans les dix jours de la réception de sa composition, l'Administration réunit le comité d'accompagnement. L'Administration tient le comité d'accompagnement régulièrement informé de l'évolution de l'élaboration du projet de cahier des charges de l'étude d'incidences.

Dans les cinq jours de l'établissement du projet de cahier des charges, l'Administration réunit, à nouveau, le comité d'accompagnement et la procédure se poursuit conformément aux articles 111, F, à 111, O.

Lorsqu'il estime une telle étude inopportune, le Gouvernement motive sa décision et transmet le dossier à l'autorité délivrante dans le délai visé au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 3. Le silence du Gouvernement à l'expiration du délai visé au § 2 équivaut au refus de faire réaliser une étude d'incidences.

§ 4. Lorsque l'étude d'incidences a été réalisée, le dossier soumis à l'enquête publique, conformément à l'article 111, N, comprend en outre :

1° les réclamations et observations adressées au collège des bourgmestre et échevins dans le cadre de l'enquête publique visée aux articles 111, T, et 111, U, ainsi que le procès-verbal de clôture de cette enquête;

2° le procès-verbal de la commission de concertation;

3° l'avis de la commission de concertation visé au § 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 13.** L'article 114 de l'ordonnance est complété par l'alinéa suivant :

« A défaut d'avis de la commission de concertation dans le délai de trente jours prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le collège des bourgmestre et échevins poursuit l'instruction de la demande conformément aux articles 110 et suivants, sans qu'il soit tenu compte des avis émis au-delà des trente jours qui suivent l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent. ».

**Art. 14.** A l'article 119 de l'ordonnance sont apportées les modifications suivantes :

1° L'article 119, § 2, de l'ordonnance est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque la demande requiert des mesures particulières de publicité et que la commission de concertation n'a pas émis son avis dans le délai de trente jours prévu à l'article 114, alinéa 1<sup>er</sup>, les délais sont augmentés de trente jours. ».

uitgebreid wordt tot de vertegenwoordigers van elke gemeente die betrokken is bij de effecten van het project.

De overlegcommissie brengt haar advies uit bij het Bestuur en bij het college van burgemeester en schepenen binnen dertig dagen na het beëindigen van het openbaar onderzoek.

Wanneer de overlegcommissie haar advies niet kenbaar heeft gemaakt binnen de gestelde termijn, wordt de procedure voortgezet zonder dat er rekening wordt gehouden met de adviezen die worden uitgebracht meer dan dertig dagen na het verstrijken van de in het vorig lid bedoelde termijn.

#### Artikel 111, V,

§ 1. In uitzonderlijke omstandigheden kan de overlegcommissie in een bijzonder met redenen omkleed advies, de Regering aanbevelen een effectenstudie te laten verrichten.

§ 2. Wanneer de Regering van mening is dat een effectenstudie dient te worden verricht, brengt ze haar beslissing ter kennis van de aanvrager binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van het dossier.

In dit geval :

1° verzoekt de Regering de aanvrager om één of meer voorstellen betreffende de keuze van de opdrachthouder aan het Bestuur te doen toekomen;

2° belast de Regering het Bestuur met het opstellen van het ontwerp van bestek voor de effectenstudie binnen dertig dagen. In geval van gemengd project regelt de Regering de wijze van samenwerking tussen het Bestuur en het Brussels Instituut voor Milieubeheer;

3° bepaalt de Regering, naast de leden aangesteld overeenkomstig artikel 111, E, de samenstelling van het begeleidingscomité en brengt dit ter kennis van het Bestuur.

Na de opmaak van het in § 2, tweede lid, 2° bedoelde ontwerp van bestek, zendt het Bestuur het dossier, samen met de eventuele opmerkingen, naar de aanvrager en naar het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op wier grondgebied het belangrijkste deel van het project moet worden uitgevoerd.

Binnen tien dagen na de ontvangst van de samenstelling van het begeleidingscomité roept het Bestuur dit laatste bijeen. Het Bestuur houdt het begeleidingscomité regelmatig op de hoogte van de evolutie van de opmaak van het ontwerp van bestek van de effectenstudie.

Binnen vijf dagen na het opmaken van het ontwerp van bestek, roept het Bestuur het begeleidingscomité opnieuw bijeen en wordt de procedure overeenkomstig de artikelen 111, F, tot 111, O, voortgezet.

Wanneer de Regering een dergelijke studie niet geraden acht, omkleedt zij haar beslissing met redenen en zendt ze het dossier binnen de in het eerste lid van § 2, bedoelde termijn aan de afleverende overheid.

§ 3. Het stilzwijgen van de Regering na het verstrijken van de in § 2 bedoelde termijn geldt als een weigering om de effectenstudie te laten uitvoeren.

§ 4. Wanneer de effectenstudie is uitgevoerd, moet het dossier dat overeenkomstig artikel 111, N, aan het openbaar onderzoek wordt onderworpen, bovendien volgende gegevens bevatten :

1° de bezwaren en de opmerkingen die in het kader van het in artikelen 111, T, en 111, U, bedoelde openbaar onderzoek aan het college van burgemeester en schepenen werden gericht, alsmede het proces-verbaal van sluiting van dit onderzoek;

2° de notulen van de overlegcommissie;

3° het in § 1 bedoeld advies van de overlegcommissie. ».

**Art. 13.** Artikel 114 van de ordonnantie wordt aangevuld met het volgende lid :

« Bij ontstentenis van advies van de overlegcommissie binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van dertig dagen, zet het college van burgemeester en schepenen de behandeling van de aanvraag voort overeenkomstig artikel 110 en volgende, zonder dat er rekening wordt gehouden met de adviezen die uitgebracht worden meer dan dertig dagen na het verstrijken van de in het vorig lid bedoelde termijn. ».

**Art. 14.** In artikel 119 van de ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Artikel 119, § 2, van de ordonnantie wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer de aanvraag speciale regelen van openbaarmaking vereist en de overlegcommissie haar advies niet heeft uitgebracht binnen de in artikel 114, eerste lid, bedoelde termijn van dertig dagen, worden de termijnen verlengd met dertig dagen. ».

2° L'article 119, § 3, de l'ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque la demande de permis est précédée d'une étude d'incidences, visée à l'article 111, B, ou est accompagnée d'un rapport d'incidences, visé à l'article 111, P, la notification de la décision du collège des bourgmestre et échevins octroyant ou refusant le permis intervient dans les délais suivants à compter de la date de l'avis donné par la commission de concertation dans le délai prévu à l'article 111, O, § 2, alinéa 3 ou à l'article 111, U, § 2, alinéa 3, ou, à défaut à compter de l'expiration de ce délai :

1° quarante-cinq jours lorsque la demande ne requiert pas l'avis préalable du fonctionnaire délégué;

2° nonante jours lorsque la demande requiert l'avis préalable du fonctionnaire délégué.

Toutefois, lorsque, en application de l'article 111, V, la commission de concertation recommande au Gouvernement de faire réaliser une étude d'incidences, le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> prend cours à compter de la date :

1° soit de la notification de la décision du Gouvernement prévue à l'article 111, V, § 2, alinéa 6, estimant une telle étude inopportune;

2° soit de l'avis de la commission de concertation donné dans le délai prévu à l'article 111, O, § 2, alinéa 3, ou, à défaut, à compter de l'expiration de ce délai.

**Art. 15.** L'article 129 de l'ordonnance est complété par un quatrième alinéa rédigé comme suit :

« La commune transmet au collège d'urbanisme une copie du dossier dans les dix jours de la réception de la copie du recours. »

**Art. 16.** L'article 135 de l'ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement ou la personne qu'il délègue, entend à leur demande, le requérant ou son conseil, le collège des bourgmestre et échevins ou son délégué, ainsi que le fonctionnaire délégué. Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître. »

**Art. 17.** A l'article 140 de l'ordonnance, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les mots « si la demande est soumise aux dispositions de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale » sont remplacés par les mots « si la demande est soumise à une étude d'incidences prévue à l'article 111, B, ou à un rapport d'incidences prévu à l'article 111, P, »;

2° à l'alinéa 3, les mots « documents requis par ladite ordonnance » sont remplacés par les mots « documents requis le cas échéant par l'article 111, C, ou par l'article 111, Q, »;

3° l'alinéa 5 est abrogé;

4° à l'alinéa 6 les mots « En cas de projet mixte, » sont insérés avant les mots « Une copie de toutes les pièces ».

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. L'article 142, § 2, de l'ordonnance est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque la demande requiert des mesures particulières de publicité et que la commission de concertation n'a pas émis son avis dans le délai de trente jours prévu à l'article 114, alinéa 1<sup>er</sup>, les délais sont augmentés de trente jours. »

§ 2. L'article 142, § 3, de l'ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque la demande de permis est précédée d'une étude d'incidences visée à l'article 111, B, ou est accompagnée d'un rapport d'incidences visé à l'article 111, P, la notification de la décision du fonctionnaire délégué octroyant ou refusant le permis intervient dans les septante-cinq jours à compter de la date de l'avis donné par la commission de concertation dans le délai prévu à l'article 111, O, § 2, alinéa 3, ou à l'article 111, U, § 2, alinéa 3, ou à défaut à l'expiration de ce délai.

2° Artikel 119, § 3, van de ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer de vergunningsaanvraag voorafgegaan wordt door een effectenstudie, bedoeld in artikel 111, B, of vergezeld is van een effectenverslag, bedoeld in artikel 111, P, geschiedt de kennisgeving van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen tot verlening of weigering van de vergunning binnen volgende termijnen, te rekenen vanaf de datum waarop de overlegcommissie haar advies heeft gegeven binnen de termijn bedoeld in artikel 111, O, § 2, derde lid, of in artikel 111, U, § 2, derde lid of bij ontstentenis vanaf het verstrijken van deze termijn :

1° vijftienveertig dagen indien de aanvraag het voorafgaand advies van de gemachtigde ambtenaar niet vereist;

2° negentig dagen indien de aanvraag het voorafgaand advies van de gemachtigde ambtenaar vereist.

Wanneer de overlegcommissie echter, met toepassing van artikel 111, V, de Regering aanbeveelt een effectenstudie te laten verrichten, dan begint de termijn bedoeld in het eerste lid te lopen vanaf :

1° hetzij de dag van de kennisgeving van de beslissing van de Regering bedoeld in artikel 111, V, § 2, zesde lid, waarbij zij meent dat een dergelijke studie niet geraten is;

2° hetzij de dag van het advies van de overlegcommissie uitgebracht binnen de termijn bedoeld in artikel 111, O, § 2, derde lid, of bij ontstentenis, na het verstrijken van deze termijn.

**Art. 15.** Artikel 129 van de ordonnantie wordt aangevuld met een vierde lid, luidend :

« De gemeente zendt het stedenbouwkundig college een afschrift van het dossier binnen tien dagen na de ontvangst van het afschrift van het beroep. »

**Art. 16.** Artikel 135 van de ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Regering of de persoon die zij machtigt, hoort, op hun verzoek, de verzoeker of zijn raadsman, het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde, en de gemachtigde ambtenaar. Wanneer een partij vraagt om gehoord te worden, worden ook de andere partijen opgeroepen. »

**Art. 17.** In artikel 140 van de ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « als de aanvraag onderworpen is aan de bepalingen van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » vervangen door de woorden « als de aanvraag onderworpen is aan een effectenstudie zoals bedoeld in artikel 111, B, of aan een effectenverslag zoals bedoeld in artikel 111, P, »;

2° in het derde lid worden de woorden « krachtens deze ordonnantie vereiste documenten » vervangen door de woorden « in voorkomend geval krachtens artikel 111, C, of artikel 111, Q, derhalve vereiste documenten »;

3° het vijfde lid wordt opgeheven;

4° in het zesde lid worden de woorden « In geval van gemengd projet » geplaatst vóór de woorden « Een afschrift van alle administratieve stukken of documenten ».

**Art. 18.** § 1. Artikel 142, § 2, van de ordonnantie wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer de aanvraag speciale regelen van openbaarmaking vereist en de overlegcommissie haar advies niet heeft uitgebracht binnen de in het artikel 114, eerste lid, gestelde termijn van dertig dagen, worden de termijnen verlengd met dertig dagen. »

§ 2. Artikel 142, § 3, van de ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer de vergunningsaanvraag voorafgegaan wordt door een effectenstudie, bedoeld in artikel 111, B, of vergezeld is van een effectenverslag bedoeld in artikel 111, P, geschiedt de kennisgeving van de beslissing van de gemachtigde ambtenaar tot verlening of weigering van de vergunning binnen vijftenzeventig dagen te rekenen vanaf de datum waarop de overlegcommissie haar advies heeft gegeven binnen de termijn gesteld in artikel 111, O, § 2, derde lid, of in artikel 111, U, § 2, derde lid, of bij ontstentenis na het verstrijken van deze termijn.

Toutefois, lorsque, en application de l'article 111, V, la commission de concertation recommande au Gouvernement de faire réaliser une étude d'incidences, le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> prend cours à compter de la date :

1° soit de la notification de la décision du Gouvernement prévue à l'article 111, V, § 2, alinéa 6, estimant une telle étude inopportune;

2° soit de l'avis de la commission de concertation donné dans le délai prévu à l'article 111, O, § 2, alinéa 3, ou, à défaut, à compter de l'expiration de ce délai. ».

**Art. 19.** Dans l'article 152<sup>ter</sup> de l'ordonnance, les mots « Lorsque la demande de permis est soumise aux dispositions particulières de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale » sont remplacées par les mots « Lorsque la demande de permis est soumise à une étude d'incidences au sens de l'article 111, B, ou à un rapport d'incidences au sens de l'article 111, P, ».

**Art. 20.** L'article 156, alinéa 2, de l'ordonnance est abrogé.

**Art. 21.** L'article 158, alinéa 2, de l'ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Toutefois, lorsque le certificat d'urbanisme est soumis à une évaluation préalable des incidences en vertu de l'article 111, B, ou de l'article 111, P, il est délivré dans les délais suivants à compter de la date de l'avis de la commission de concertation donné dans le délai prévu à l'article 111, O, § 2, alinéa 3, ou à l'article 111, U, § 2, alinéa 3, ou à défaut, à l'expiration de ce délai :

1° quarante-cinq jours lorsque la demande ne requiert pas l'avis préalable du fonctionnaire délégué;

2° nonante jours lorsque la demande requiert l'avis préalable du fonctionnaire délégué. ».

**Art. 22.** L'article 162, § 2, de l'ordonnance est complété par l'alinéa suivant :

« Le délai de deux ans visé au § 1<sup>er</sup> est suspendu tant que le certificat d'environnement définitif correspondant n'a pas été obtenu. ».

**Art. 23.** Les dispositions de la présente ordonnance ne s'appliquent pas aux demandes de certificat d'urbanisme, de permis d'urbanisme ou de permis de lotir qui ont été introduites avant son entrée en vigueur.

**Art. 24.** L'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale est abrogée.

#### Annexe A

##### PROJETS SOUMIS A ETUDE D'INCIDENCES

1° Projets soumis à un permis d'urbanisme :

a) centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires à l'exception des installations de recherche pour la production et la transformation de matières fissiles et fertiles, dont la puissance maximale ne dépasse pas 1 KW de durée permanente thermique;

b) installations destinées exclusivement à stocker en permanence ou à éliminer définitivement des déchets radioactifs;

c) construction d'autoroutes, de voies rapides, d'infrastructures routières de quatre bandes de circulation ou plus, d'ouvrages d'art souterrains ou aériens, de voies pour le trafic à grande distance des chemins de fer ainsi que d'aéroports dont la piste de décollage et d'atterrissage a une longueur de 2 100 mètres et plus;

d) modifications de voiries portant le nombre de bandes de circulation automobile à quatre ou plus - à l'exclusion des bandes réservées au transport en commun -, et de voies de chemin de fer portant le nombre total de voies à trois ou plus;

e) ports de commerce maritime ainsi que les voies navigables et les ports de navigation intérieure permettant l'accès de bateaux à partir de 1 350 tonnes;

f) pistes permanentes de course et d'essai pour automobiles et motocycles;

Wanneer de overlegcommissie echter, met toepassing van artikel 111, V, de Regering aanbeveelt een effecten-studie te laten verrichten, dan begint de termijn bedoeld in het eerste lid te lopen vanaf :

1° hetzij de dag van de kennisgeving van de beslissing van de Regering bedoeld in artikel 111, V, § 2, zesde lid, waarbij zij meent dat een dergelijke studie niet geraden is;

2° hetzij de dag van het advies van de overlegcommissie dat zij uitbrengt binnen de termijn gesteld in artikel 111, O, § 2, derde lid, of bij onstentenis na het verstrijken van deze termijn. ».

**Art. 19.** In artikel 152<sup>ter</sup> van de ordonnantie worden de woorden « Wanneer de aanvraag om vergunning onderworpen is aan de bijzondere bepalingen van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » vervangen door de woorden « Wanneer de aanvraag om vergunning onderworpen is aan een effectenstudie in de zin van het artikel 111, B, of aan een effectenverslag in de zin van het artikel 111, P, ».

**Art. 20.** Artikel 156, tweede lid, van de ordonnantie wordt opgeheven.

**Art. 21.** Artikel 158, tweede lid, van de ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer het stedenbouwkundig attest evenwel krachtens artikel 111, B, of artikel 111, P, aan een voorafgaande effectenbeoordeling is onderworpen, wordt het afgegeven binnen de volgende termijnen te rekenen vanaf de datum dat de overlegcommissie haar advies uitbracht binnen de termijn bedoeld in artikel 111, O, § 2, derde lid of in artikel 111, U, § 2, derde lid, of bij onstentenis na het verstrijken van deze termijn :

1° vijftien dagen indien de aanvraag het voorafgaand advies van de gemachtigde ambtenaar niet vereist;

2° negentig dagen indien de aanvraag het voorafgaand advies van de gemachtigde ambtenaar vereist. ».

**Art. 22.** Artikel 162, § 2 van de ordonnantie wordt met het volgende lid aangevuld :

« De in § 1 bedoelde termijn van twee jaar wordt geschorst zolang het overeenkomstige definitieve milieu-atteest niet is verkregen. ».

**Art. 23.** De bepalingen van deze ordonnantie zijn niet van toepassing op de aanvragen om stedenbouwkundig attest, om stedenbouwkundige vergunning of om verkavelingsvergunning als deze werden ingediend vóór de inwerkingtreding ervan.

**Art. 24.** De ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt opgeheven.

#### Bijlage A

##### PROJECTEN ONDERWORPEN AAN EEN EFFECTENSTUDIE

1° Projecten waarvoor een stedenbouwkundige vergunning vereist is :

a) kerncentrales en andere kernreactoren, met uitzondering van de onderzoeksinstallaties voor de produktie en verwerking van splijt- en kweekstoffen met een constant vermogen van ten hoogste 1 thermische KW;

b) inrichtingen die uitsluitend bestemd zijn voor de permanente opslag of de definitieve verwijdering van radioactief afval;

c) aanleg van autosnelwegen, wegen met vier rijbanen of meer, ondergrondse of bovengrondse kunstwerken, spoorwegtrajecten voor spoorverkeer over lange afstand alsmede van vliegvelden met een start- en landingsbaan van tenminste 2.100 meter;

d) wijziging van wegen waarbij het aantal banen voor autoverkeer op vier of meer gebracht wordt - met uitzondering van de banen voorbehouden voor het openbaar vervoer - en van spoorweglijnen waarbij het aantal sporen op drie of meer gebracht wordt;

e) zeehandelshavens alsmede waterwegen en havens voor de binnenvaart, bevaarbaar voor schepen van meer dan 1 350 ton;

f) permanente wedstrijd- en oefencircuits voor auto's en tweewielige motorvoertuigen;

g) construction d'un immeuble de bureaux dont la superficie de plancher hors sol dépasse 20.000 m<sup>2</sup>;

h) parcs de stationnement à l'air libre pour véhicules à moteurs en dehors de la voie publique comptant plus de 200 emplacements pour véhicules automobiles s'ils desservent exclusivement des logements ou des bureaux;

i) garages, emplacements couverts où sont garés des véhicules à moteur (parcs de stationnement couverts, salles d'exposition, etc.) comptant plus de 200 véhicules automobiles ou remorques, s'ils desservent exclusivement des logements ou des bureaux.

2° Projets de plans particuliers d'affectation du sol :

a) projet de plan particulier d'affectation du sol permettant la réalisation d'un total de plus de 50.000 m<sup>2</sup> hors sol de bureaux pour autant que le nombre de m<sup>2</sup> de bureaux hors sol projetés dépasse de plus de 25 % le nombre de m<sup>2</sup> de bureaux hors sol existant;

b) projet de plan particulier d'affectation du sol permettant la réalisation d'un total de plus de 500 emplacements de parking pour autant que le nombre d'emplacements projeté dépasse de plus de 25% le nombre d'emplacements existants.

#### Annexe B

##### PROJETS SOUMIS A RAPPORT D'INCIDENCES

1° Projets soumis à permis d'urbanisme, en vertu de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme :

a) projets d'affectation de terres incultes ou d'étendues semi-naturelles à l'exploitation agricole intensive;

b) premier reboisements, lorsqu'ils risquent d'entraîner des transformations écologiques négatives, et défrichements destinés à permettre la conversion en vue d'un autre type d'exploitation du sol;

c) installations industrielles destinées au transport de gaz vapeur et d'eau chaude; transport d'énergie électrique par lignes aériennes;

d) installations pour le retraitement de combustibles nucléaires;

e) installations pour le retraitement de combustibles nucléaires irradiés;

f) installations pour la collecte et le traitement de déchets radioactifs;

g) aménagement de zones industrielles de plus de dix hectares;

h) aménagement d'une zone de chemin de fer de plus de dix hectares avec changement d'affectation;

i) tous travaux d'infrastructure de communication induisant une modification substantielle du régime de circulation du tronçon et/ou du réseau environnant, et pour autant qu'ils ne soient pas visés par l'annexe A;

j) tous travaux modifiant ou perturbant le réseau hydrographique;

k) barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker d'une manière durable;

l) installations d'oléoducs et de gazoducs;

m) installations d'aqueducs sur de longues distances;

n) remontées mécaniques et télégraphiques;

o) complexes hôteliers de plus de 100 chambres;

p) villages de vacances;

q) ports de plaisance;

r) aménagement d'une propriété plantée de plus de 5000 m<sup>2</sup>;

s) construction d'un immeuble de bureaux dont la superficie de planchers se situe entre 5.000 m<sup>2</sup> et de 20.000 m<sup>2</sup> hors sol;

t) plus de 1.000 m<sup>2</sup> d'ateliers, de commerces ou de dépôts dans les zones principalement affectées à l'habitation;

u) équipements sportifs, culturels, de loisirs, scolaires et sociaux d'une capacité d'accueil supérieure à 200 personnes;

v) modification des projets figurant à l'annexe A, 1°, ainsi que projets de l'annexe A, 1°, qui servent exclusivement ou essentiellement au développement et à l'essai de nouvelles méthodes ou produits et qui ne sont pas utilisées pendant plus d'un an.

w) parc de stationnement à l'air libre pour véhicules à moteur en dehors de la voie publique comptant de 50 à 200 emplacements pour véhicules automobiles, s'ils desservent exclusivement des logements ou des bureaux;

g) bouw van een kantoorgebouw waarvan de totale bovengrondse vloeroppervlakte groter is dan 20.000 m<sup>2</sup>;

h) parkeerplaatsen in open lucht voor motorvoertuigen, buiten de openbare weg, waar meer dan 200 plaatsen zijn voor auto's, als deze enkel en alleen de woningen of de kantoren bezoeken;

i) garages, overdekte plaatsen waar motorvoertuigen worden geparkeerd (overdekte parkings, tentoonstellingsruimten, enz.) waarin meer dan 200 voertuigen of aanhangwagens, wanneer deze uitsluitend dienen voor woningen of kantoren.

2° Ontwerpen van bijzondere bestemmingsplannen :

a) ontwerp van bijzonder bestemmingsplan voor de aanleg van bovengrondse kantooruimte voor een totaal van meer dan 50.000 m<sup>2</sup> voor zover het gepland aantal m<sup>2</sup> aan bovengrondse kantoren 25 % hoger ligt dan het bestaand aantal m<sup>2</sup> aan kantooruimte;

b) ontwerp van bijzonder bestemmingsplan voor de aanleg van een parking met meer dan 500 parkeerplaatsen, voor zover het gepland aantal plaatsen 25% hoger ligt dan de bestaande plaatsen.

#### Bijlage B

##### PROJKTEN ONDERWORPEN AAN EEN EFFECTENVERSLAG

1° Projecten waarvoor krachtens de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, een stedenbouwkundige vergunning vereist is :

a) projecten met betrekking tot de bestemming van woeste gronden of semi-natuurlijke gebieden voor intensieve landbouw;

b) eerste herbebossing, wanneer deze negatieve ecologische veranderingen met zich kan brengen en rooing met het oog op een ander bodemgebruik;

c) industriële installaties voor het transport van stroom en warm water; transport van elektrische energie via bovengrondse leidingen;

d) inrichtingen voor de produktie of de verrijking van splijtstoffen;

e) inrichtingen voor de opwerking van bestraalde splijtstoffen;

f) inrichtingen voor de verzameling en de behandeling van radioactief afval;

g) aanleg van industriegebieden van meer dan tien hectare;

h) aanleg van een gebied voor spoorweginstallaties van meer dan tien hectare, met bestemmingswijziging;

i) alle verkeerinfrastructuurwerken die een wezenlijke wijziging van het verkeerstelsel van het stuk weg en/of van het omliggende net meebrengen voor zover deze niet bedoeld zijn in bijlage A;

j) alle werken die het hydrografisch net wijzigen of verstoren;

k) stuwdammen en andere inrichtingen voor het stuwen of duurzaam opslaan van water;

l) aanleg van olie- en gaspijpleidingen;

m) aanleg van waterleidingen over lange afstand;

n) mechanische kabelliften en kabelbanen;

o) hotelcomplexen van meer dan 100 kamers;

p) vakantiedorpen;

q) jachthavens;

r) aanleg van een beplant eigendom van meer dan 5000 m<sup>2</sup>;

s) bouw van een kantoorgebouw waarvan de totale bovengrondse vloeroppervlakte tussen 5.000 en 20.000 m<sup>2</sup> begrepen is;

t) werkplaatsen, handelszaken of opslagruimten op een oppervlakte groter dan 1.000 m<sup>2</sup> in gebieden hoofdzakelijk bestemd voor woningen;

u) sport-, cultuur-, vrijetijds-, school- of sociale uitrustingen, die plaats bieden aan meer dan 200 personen;

v) wijziging in projecten van bijlage A, 1°, en projecten van bijlage A, 1°, die uitsluitend of hoofdzakelijk dienen voor het ontwikkelen en beproeven van nieuwe methoden of produkten die niet langer dan één jaar worden gebruikt.

w) parkeerterrein in open lucht voor motorvoertuigen buiten de openbare weg voor 50 tot 200 plaatsen voor auto's, enkel voor de bediening van woningen of kantoren;

x) garages, emplacements couverts où sont garés des véhicules à moteur (parcs de stationnements couverts, salles d'exposition, etc.) comptant de 25 à 200 véhicules automobiles ou remorques s'ils desservent exclusivement des logements ou des bureaux.

2° Les projets de plans particuliers d'affectation du sol non visés à l'annexe A, 2°.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,

Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics et du Transport,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,

R. GRIJP

Le Ministre de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique,

D. GOSUIN

x) garages, overdekte plaatsen waar motorrijtuigen worden gestald (overdekte parkeerterreinen, tentoonstellingszalen, enz.) voor 25 tot 200 auto's of aanhangwagens enkel voor de bediening van woningen of kantoren.

2° De niet in bijlage A, 2°, bedoelde ontwerpen van bijzondere bestemmingsplannen.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Ch. PICQUE

De Minister belast met Economie, Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister belast met Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer,

H. HASQUIN

De Minister belast met Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

R. GRIJP

De Minister belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Renovatie, Natuurbehoud en Openbare Netheid,

D. GOSUIN

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 97 — 1254

[97/9542]

#### Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 10 juin 1997, qui produit ses effets le 30 avril 1997, il est mis fin aux fonctions de Mme Duhautbois, A., secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Charleroi.

L'intéressée est admise à faire valoir ses droits à la pension et est autorisée à porter le titre honorifique de ses fonctions.

—

Par arrêté royal du 10 juin 1997 est nommée greffier au tribunal de police de Liège, Mme Trudo-Xharde, M., commis-greffier principal à ce tribunal.

—

Par arrêtés royaux du 17 juin 1997, sont nommés :

— greffier aux tribunaux de commerce d'Arlon et de Neufchâteau, M. Wanlin, P., commis-greffier principal à ces tribunaux;

— greffier à la justice de paix du canton de Fosses-la-Ville, Mme Lesire, H., commis-greffier principal à la justice de paix de ce canton;

— commis-greffier à la justice de paix du premier canton de Liège, Mme Doyen, A., employée au parquet de la cour du travail de Liège.

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

[97/9542]

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 10 juni 1997, dat uitwerking heeft met ingang van 30 april 1997, is er een einde gesteld aan de functies van Mevr. Duhautbois, A., adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi.

Betrokkene mag haar aanspraak op pensioen laten gelden en het is haar vergund de titel van haar ambt eershalve te voeren.

—

Bij koninklijk besluit van 10 juni 1997 is benoemd tot griffier bij de politierechtbank te Luik, Mevr. Trudo-Xharde, M., eerstaanwezend klerk-griffier bij deze rechtbank.

—

Bij koninklijke besluiten van 17 juni 1997 zijn benoemd :

— griffier bij de rechtbanken van koophandel te Aarlen en te Neufchâteau, de heer Wanlin, P., eerstaanwezend klerk-griffier bij deze rechtbanken;

— griffier bij het vrederecht van het kanton Fosses-la-Ville, Mevr. Lesire, H., eerstaanwezend klerk-griffier bij het vrederecht van dit kanton;

— klerk-griffier bij het vrederecht van het eerste kanton te Luik, Mevr. Doyen, A., beambte bij het parket van het arbeidshof te Luik.



[97/9541]

Par arrêté royal du 10 juin 1997, Mme Decolvenaer, V., avocat, est nommée juge suppléant au tribunal du travail de Termonde.

—

Par arrêtés royaux du 17 juin 1997 :

— M. Lamiroy, Th., premier substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Termonde, est nommé substitut du procureur général près la cour d'appel de Gand;

— Mme Dumolein, A., avocat, est nommée juge suppléant à la justice de paix du canton de Poperinge;

— M. De Greve, D., avocat, est nommé juge suppléant au tribunal de police de Vilvorde.

—

Par arrêté royal du 3 avril 1997, M. Moeremans, D., juge des saisies au tribunal de première instance de Bruxelles, est nommé membre civil à la première chambre française et à la quatrième chambre néerlandaise du conseil de guerre permanent, pour un terme prenant cours le 11 juillet 1997 et expirant le 31 mars 1999.

—

Par arrêtés royaux du 10 juin 1997 :

— M. Pirard, E., juge au tribunal de première instance de Nivelles, est désigné aux fonctions de juge des saisies à ce tribunal, pour un terme d'un an prenant cours le 1er juillet 1997;

— la désignation de M. Luyten, B., juge au tribunal de première instance de Malines, aux fonctions de juge des saisies à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de deux ans, prenant cours le 1er juillet 1997.

—

#### Notariat

Par arrêtés royaux du 17 juin 1997 :

— est acceptée, à sa demande, la démission de M. Vandenameele, G., de ses fonctions de notaire à la résidence de Watou (Poperinge).

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions;

— M. Vandenameele, B., licencié en droit, licencié en notariat, est nommé notaire à la résidence de Watou (Poperinge).

[97/9541]

Bij koninklijk besluit van 10 juni 1997 is Mevr. Decolvenaer, V., advocaat, benoemd tot plaatsvervangend rechter in de arbeidsrechtbank te Dendermonde.

—

Bij koninklijke besluiten van 17 juni 1997 :

— is de heer Lamiroy, Th., eerste substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, benoemd tot substituut-procureur-generaal bij het hof van beroep te Gent;

— is Mevr. Dumolein, A., advocaat, benoemd tot plaatsvervangend rechter in het vreedegerecht van het kanton Poperinge;

— is de heer De Greve, D., advocaat, benoemd tot plaatsvervangend rechter in de politierechtbank te Vilvoorde.

—

Bij koninklijk besluit van 3 april 1997 is de heer Moeremans, D., beslagrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, benoemd tot burgerlijk lid bij de eerste Franstalige kamer en de vierde Nederlandstalige kamer van de bestendige krijgsraad, voor een termijn met ingang van 11 juli 1997 en eindigend op 31 maart 1999.

—

Bij koninklijke besluiten van 10 juni 1997 :

— is de heer Pirard, E., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Nijvel, aangewezen tot het ambt van beslagrechter in deze rechtbank, voor een termijn van één jaar, met ingang van 1 juli 1997;

— is de aanwijzing van de heer Luyten, B., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, tot het ambt van beslagrechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van twee jaar, met ingang van 1 juli 1997.

—

#### Notariaat

Bij koninklijke besluiten van 17 juni 1997 :

— is aan de heer Vandenameele, G., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Watou (Poperinge).

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershulve te voeren;

— is de heer Vandenameele, B., licentiaat in de rechten, licentiaat in het notariaat, benoemd tot notaris ter standplaats Watou (Poperinge).

### MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

[97/22346]

#### Institut national d'assurance maladie-invalidité Comité de l'assurance soins de santé Démission. — Nomination

Par arrêté royal du 13 avril 1997, qui entre en vigueur le jour de la présente publication, démission honorable de son mandat de membre suppléant du Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, est accordée à M. Verhofstadt F.

Par le même arrêté est nommée audit comité, Mme Van Gestel K., en qualité de membre suppléant, au titre de représentante d'un organisme assureur, en remplacement de M. Verhofstadt F., dont elle achèvera le mandat.

### MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

[97/22346]

#### Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging Ontslagverlening — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 13 april 1997, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking, wordt eervol ontslag uit zijn mandaat van plaatsvervangend lid van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, verleend aan de heer Verhofstadt F.

Bij hetzelfde besluit wordt benoemd bij genoemd comité, Mevr. Van Gestel, K., tot plaatsvervangend lid, als vertegenwoordigster van een verzekeringsinstelling, ter vervanging van de heer Verhofstadt, F., wiens mandaat zij zal voleindigen.

### MINISTERE DES FINANCES

[97/3341]

#### Institut de Réescompte et de Garantie. — Mandat

Par arrêté royal du 4 juin 1997, M. Anciaux, Pierre, reviseur d'entreprises, est nommé reviseur auprès de l'Institut de Réescompte et de Garantie, à partir du 1er juillet 1997, en remplacement de M. Penna, Alfred, démissionnaire, dont il achèvera le mandat.

### MINISTERIE VAN FINANCIEN

[97/3341]

#### Herdiscontering- en Waarborginstituut. — Mandaat

Bij koninklijk besluit van 4 juni 1997 wordt de heer Anciaux, Pierre, bedrijfsrevisor, benoemd tot revisor bij het Herdiscontering- en Waarborginstituut, met ingang van 1 juli 1997, ter vervanging van de heer Penna, Alfred, ontslagnemend, wiens mandaat hij zal beëindigen.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE**

**MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP**

[97/35497]

**19 DECEMBER 1996. — Ministerieel besluit tot opheffing van het ministerieel besluit van 1 december 1992 tot regeling van de beheersoverdracht door de Vlaamse Gemeenschap aan het Commissariaat-generaal voor de Bevordering van de Lichamelijke Ontwikkeling, de Sport en de Openlucht recreatie van de aan de kust gelegen jachthavens**

De Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn,

Gelet op het decreet van 12 december 1990 betreffende het bestuurlijk beleid, inzonderheid op artikel 36, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1981 tot regeling van de eigendoms- en beheersoverdracht door de staat aan de Vlaamse Gemeenschap van goederen van de aan de kust gelegen jachthavens, inzonderheid op de artikelen 1 en 7;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 20 juni 1995 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse regering;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 20 oktober 1992 tot delegatie van beslissingsbevoegdheden aan de leden van de Vlaamse regering, gewijzigd bij besluiten van de Vlaamse regering van 20 januari 1993, 7 oktober 1993 en 20 juni 1995;

Gelet op de beslissing van de Vlaamse regering van 24 juli 1996,

Besluit :

**Artikel 1.** Het ministerieel besluit van 1 december 1992 tot regeling van de beheersoverdracht door de Vlaamse Gemeenschap aan het Commissariaat-generaal voor de Bevordering van de Lichamelijke Ontwikkeling, de Sport en de Openlucht recreatie van de aan de kust gelegen jachthavens wordt opgeheven.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1997.

Brussel, 19 december 1996.

L. MARTENS



[C - 97/35559]

**11 APRIL 1997. — Ministerieel besluit tot aanpassing van de termijn waarbinnen de overeenkomst tussen de niet-professionele sportbeoefenaar en de sportvereniging kan worden beëindigd voor wat de Handboogliga v.z.w. betreft**

De Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn,

Gelet op het decreet van 24 juli 1996 tot vaststelling van het statuut van de niet-professionele sportbeoefenaar, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 20 juni 1995 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse regering;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 20 oktober 1992 tot delegatie van beslissingsbevoegdheden aan de leden van de Vlaamse regering, gewijzigd bij de besluiten van de Vlaamse regering van 20 januari 1993, 7 oktober 1993 en 20 juni 1995;

Overwegende dat de Handboogliga v.z.w. bij brief van 27 maart 1997 verzoekt om de data voor de opzegging van de overeenkomst aan te passen aan de behoeften van haar sporttak; dat niets zich verzet tegen de inwilliging van dit verzoek,

Besluit :

**Artikel 1.** De in artikel 3, tweede lid, van het decreet van 24 juli 1996 tot vaststelling van het statuut van de niet-professionele sportbeoefenaar bepaalde data voor de opzegging van de overeenkomst worden voor de Handboogliga v.z.w. als volgt bepaald :

1 januari - 15 februari.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

Brussel, 11 april 1997.

L. MARTENS

## Departement Algemene Zaken en Financiën

[97/35532]

## Onteigening van een onroerend goed

BEERNEM. — Een besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 28 maart 1997 bepaalt dat de onmiddellijke inbezitting door de Vlaamse Gemeenschap van het onroerend goed, gelegen onder Beernem, 1<sup>e</sup> afdeling, sectie D, nr. 19 S, groot 70 a 59 ca, onontbeerlijk is, inzonderheid voor de uitbreiding van de Gemeenschapsinstelling voor Bijzondere Jeugdbijstand « De Zande » :

Tabel

Kadaster	Naam, adres eigenaar	Aard perceel	Oppervlakte
Beernem, 1 <sup>e</sup> afdeling, sectie D, 19 S	N.V. Lemahieu, Oude Vaartstraat 4, 8730 Beernem	bosgrond en tuin	70 are 59 ca

Het hierboven genoemde perceel is opgenomen in de tabel in bijlage I bij het besluit en is aangeduid op het onteigeningsplan BEE-002/96.

Dientengevolge zal de onteigening gebeuren overeenkomstig de bepalingen van de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake de onteigeningen ten algemenen nutte.

[97/35639]

**Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur**  
**Comités voor Bijzondere Jeugdzorg. — Benoemingen**

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 30 april 1997 wordt aan de hiernavolgende personen op hun verzoek ontslag verleend uit hun mandaat van lid van het comité voor bijzondere jeugdzorg, vermeld naast hun naam :

Naam & Voornaam	Functie	Comité datum einde mandaat
Mevr. Eliane Vranken	voorzitter	Halle-Vilvoorde 1 mei 1997
Mevr. Charlotte Lanssens	preventiecellid	Ieper 7 april 1997
De heer Luk Remans	preventiecellid	Maaseik 17 maart 1997

Volgende personen verkrijgen als lid een nieuwe functie binnen het comité :

Naam & Voornaam	Functie	Comité	Opmerkingen
Mevr. Dhondt, Lutgardis	bureaulid	Ieper	In opvolging van de heer Roelant I.
De heer Vandendorpe, Maurice	preventiecellid	Ieper	in opvolging van Mevr. Dhondt was gecoöpteerd
Mevr. Dries, Magdalena	voorzitter	Tongeren	in opvolging van de heer Hermans, J.
De heer Defoort, Freddy	voorzitter	Veurne	in opvolging van de heer Vandeputte, A

Volgende personen worden benoemd tot lid van het comité voor bijzondere jeugdzorg in de functie vermeld naast hun naam :

Naam & Voornaam, adres	Functie	Comité	Opmerkingen
De heer Detrez, Jean-Pierre, Waterloostraat 17, 2600 Berchem	preventiecellid	Antwerpen	in vervanging van de heer Wellens, J.
Mevr. De Wandel, Sabine, Peperstraat 19A, 8920 Langemark-Poelkapelle	preventiecellid	Roeselare-Tielt	in vervanging van de heer Ternest, P.

Dit besluit heeft uitwerking op 1 mei 1997.

[S - C - 97/35619]

**Arbeidsgeneeskundige diensten. — Schorsing van de erkenning**

Bij besluit van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid van 1 april 1997 wordt de erkenning van de arbeidsgeneeskundige dienst van de N.V. Biscuits Delacre geschorst voor een periode van 60 dagen. De schorsing gaat in op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Machtigingen tot medegebruik**

Bij besluit van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid van 1 april 1997 wordt aan de N.V. Sunbrite de toelating verleend om zich van de medewerking te verzekeren van de erkende bedrijfsgeneeskundige dienst van de N.V. ALZ te Genk.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid van 1 april 1997 wordt aan de N.V. Sterling Diagnostic Imaging de toelating verleend om zich van de medewerking te verzekeren van de erkende bedrijfsgeneeskundige dienst van de N.V. DuPont de Nemours (Belgium) te Mechelen.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid van 1 april 1997 wordt aan Volvo Truck Coördination Center de toelating verleend om zich van de medewerking te verzekeren van de erkende bedrijfsgeneeskundige dienst van de N.V. Volvo Europa Truck te Gent.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid van 1 april 1997 wordt aan de N.V. Fitraco en de N.V. Fidisco Autolease de toelating verleend om zich van de medewerking te verzekeren van de erkende bedrijfsgeneeskundige dienst van de N.V. Kredietbank te Brussel.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid van 1 april 1997 wordt aan de N.V. HSA, de N.V. Spaarkrediet en de N.V. Lafina de toelating verleend om zich van de medewerking te verzekeren van de erkende bedrijfsgeneeskundige dienst van de N.V. Kredietbank te Brussel.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid van 1 april 1997 wordt aan de N.V. Ethyl Additive de toelating verleend om zich van de medewerking te verzekeren van de erkende bedrijfsgeneeskundige dienst van de N.V. Texaco Research and Development te Zwijnaarde.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid van 1 april 1997 wordt aan het Koninklijk Technisch Atheneum van Edegem de toelating verleend om zich van de medewerking te verzekeren van de erkende bedrijfsgeneeskundige dienst van het O.C.M.W.-Edegem te Edegem.

**Departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw**

[97/35570]

**Besluiten betreffende de provincies, steden en gemeenten**

PROVINCIE VLAAMS-BRABANT. — Bij besluit van 22 april 1997 van de heer Vlaamse Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting, wordt het beroep tegen het Goedkeuringsbesluit van 30 januari 1997 van de Bestendige Deputatie van Vlaams-Brabant, houdende goedkeuring van het besluit van de gemeenteraad van Sint-Genesius-Rode houdende het opleggen van de tuchtstraf van het ontslag van ambtswege aan M. S., niet ingewilligd.

[97/35519]

ANTWERPEN. — Bij besluit van 15 april 1997 van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting, wordt het besluit van 23 januari 1997 van het college van burgemeester en schepenen van Antwerpen houdende het opleggen van de tuchtstraf van de inhouding van wedde met 20 % gedurende één week aan G.D.R., goedgekeurd.

[97/35574]

HERSTAPPE. — Bij besluit van 25 april 1997 van de heer Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting, wordt het besluit van 21 januari 1997 van de gemeenteraad van Herstappe houdende het opleggen van de ordemaatregel van de preventieve schorsing aan D.M. niet goedgekeurd.

[97/35648]

**Departement Leefmilieu en Infrastructuur**  
**Toepassing van artikel 94 van de Huisvestingscode**

Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 17 maart 1997 worden erkend voor de toepassing van artikel 94 van de Huisvestingscode :

- als ongezond verbeterbaar : de woningen gelegen te Brugge, Korte Vulderstraat 1 en 3.

—————

Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 17 maart 1997 wordt erkend voor de toepassing van artikel 94 van de Huisvestingscode :

- als ongezond verbeterbaar : de woningen gelegen te Brugge, H. Consciencelaan 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 en 11.

—————

Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 4 april 1997 wordt erkend voor de toepassing van artikel 94 van de Huisvestingscode :

- als ongezond verbeterbaar : het woongebouw gelegen te Deinze, Karel Piquélaan 49.

—————

Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 4 april 1997 worden erkend voor de toepassing van artikel 94 van de Huisvestingscode :

- als ongezond niet verbeterbaar : de gebouwen gelegen te Gent, hoek Nieuwbrugkaai/Zilverenberg, gekadastraerd sectie B nrs. 1158/02/R2, 1158/02/S2, 1160/F, 1161/C en Oude Beestenmarkt 13, gekadastraerd sectie B, nr. 1177/E.

—————

Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 17 maart 1997 wordt erkend voor de toepassing van artikel 94 van de Huisvestingscode :

- als ongezond verbeterbaar : de woning gelegen te Genk, deelgemeente Waterschei, Ceintuurlaan 31.

—————

Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 17 maart 1997 worden erkend voor de toepassing van artikel 94 van de Huisvestingscode :

- als ongezond verbeterbaar : de 4 appartementsblokken gelegen te Hoboken, wijk Stuivenberg, Rektor Vermeylenlaan 22/24, 26/28, 30/32, 34/36, 25/27, 29/31, 33/35, 37/39, 38/40, 42/44, 46/48, 50/52, Majoor Maelfaitplein 8/9, 10/11, 12/13, 14/15.

—————

Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 4 april 1997 wordt erkend voor de toepassing van artikel 94 van de Huisvestingscode :

- als ongezond verbeterbaar : de woning gelegen te Menen, Rozenstraat 356.

—————

Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting van 4 april 1997 worden erkend voor de toepassing van artikel 94 van de Huisvestingscode :

- als ongezond niet verbeterbaar : de woningen gelegen te Zulte (Olsene), Aertstraat 50, 52, 55, 56, 58 en 60 gekadastraerd sekte A nrs. 761x, y, z, A2, B2, C2.

[S - C - 97/35652]

**Wegen. — Onteigeningen. — Spoedprocedure**

Bij besluit d.d. 4 april 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemeen nut, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen door het Vlaams Gewest op het grondgebied van de stad Brugge voor de herinrichting van het kruispunt van de gewestweg N31 Brugge (Oostkamp -A10) - Zeebrugge met gewestweg N371 Brugge - Blankenberge en de bochtverbetering van gewestweg N31.

Plan G30/N31/6 - 31005-WA7589 is ter inzage bij de administratie Wegen en Verkeer - afdeling Wegen West-Vlaanderen - Markt 1, 8000 Brugge.

De geldigheid van dit besluit kan voorwerp zijn van een beroep bij de Raad van State.

Het verzoekschrift dient, binnen de 60 dagen, aangetekend te worden neergelegd voorzien van de nodige fiscale zegels.

Bij besluit d.d. 25 maart 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemeen nut, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen door het Vlaams Gewest op het grondgebied van de gemeente Hooglede voor de herschikking van het kruispunt van gewestweg N36 Zarren - Roeselare - Ronse met gewestweg N313 Ieper - Gits, Sleihagestraat door middel van de aanleg van een rotonde.

Plan G30/N36/14 - 36006 WA 6293 is ter inzage bij de Administratie Wegen en Verkeer - afdeling Wegen West-Vlaanderen - Markt, 1, 8000 Brugge.

De geldigheid van dit besluit kan voorwerp zijn van een beroep bij de Raad van State.

Het verzoekschrift dient, binnen de 60 dagen, aangetekend te worden neergelegd voorzien van de nodige fiscale zegels.

---

Bij besluit d.d. 25 maart 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemeen nut, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen door het Vlaams Gewest op het grondgebied van de gemeente Ranst voor de herinrichting van de gewestweg N14 Mechelen-Breda met aanleg van fietspaden.

Plan C/13812 is ter inzage bij de Administratie Wegen en Verkeer - afdeling Wegen Antwerpen, Copernicuslaan 1, bus 12, 2018 Antwerpen.

De geldigheid van dit besluit kan voorwerp zijn van een beroep bij de Raad van State.

Het verzoekschrift dient, binnen de 60 dagen, aangetekend te worden neergelegd voorzien van de nodige fiscale zegels.

---

Bij besluit d.d. 25 maart 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemeen nut, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen door het Vlaams Gewest op het grondgebied van de gemeente Staden nodig voor de herschikking van het kruispunt van gewestweg N36 Zarren-Roeselare-Ronse met gewestweg N313 Ieper-Gits door aanleg van een rotonde.

Plan G30/N36/15 - 36019WA6294 is ter inzage bij de Administratie Wegen en Verkeer - afdeling Wegen West-Vlaanderen - Markt 1, 8000 Brugge.

De geldigheid van dit besluit kan voorwerp zijn van een beroep bij de Raad van State.

Het verzoekschrift dient, binnen de 60 dagen, aangetekend te worden neergelegd voorzien van de nodige fiscale zegels.

---

Bij besluit d.d. 4 april 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemeen nut, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen door het Vlaams Gewest op het grondgebied van de stad Wervik voor de aanleg van een beek voor de afwatering van de gewestweg N58 Dottenijs -Armentières naar de Leie.

Plan G30/N58/13 - 33029 WA 7505 is ter inzage bij de administratie Wegen en Verkeer - afdeling Wegen West-Vlaanderen - Markt 1, 8000 Brugge.

De geldigheid van dit besluit kan voorwerp zijn van een beroep bij de Raad van State.

Het verzoekschrift dient, binnen de 60 dagen, aangetekend te worden neergelegd voorzien van de nodige fiscale zegels.

---

Bij besluit d.d. 4 april 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemeen nut, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen door het Vlaams Gewest op het grondgebied van de gemeente Zedelgem voor de herinrichting van de gewestweg N368 Knesselare - Oudenburg in de dorpskern van Aartrijke.

Plan G30/N368/6 - 31040 WA 7353 is ter inzage bij de administratie Wegen en Verkeer - afdeling Wegen West-Vlaanderen, Markt, 1, 8000 Brugge.

De geldigheid van dit besluit kan voorwerp zijn van een beroep bij de Raad van State.

Het verzoekschrift dient, binnen de 60 dagen, aangetekend te worden neergelegd voorzien van de nodige fiscale zegels.

---

Bij besluit d.d. 21 maart 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemeen nut, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen door het Vlaams Gewest op het grondgebied van de gemeente Zutendaal voor de herinrichting van de gewestweg N77 Genk (N75a) - Maastricht, vak vijftien Augustusstraat.

Plan G70/N77/8262 is ter inzage bij de Administratie Wegen en Verkeer - afdeling Wegen Limburg, "Taxandria-center" - 1ste verdieping, Gouverneur Roppesingel 25, te 3500 Hasselt.

De geldigheid van dit besluit kan voorwerp zijn van een beroep bij de Raad van State.

Het verzoekschrift dient, binnen de 60 dagen, aangetekend te worden neergelegd voorzien van de nodige fiscale zegels.

[97/35647 ]

**Administratie ruimtelijke ordening. — Plannen van aanleg**

BILZEN. — Bij besluit van 4 april 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is besloten dat het bij koninklijk besluit van 3 maart 1972 goedgekeurd bijzonder plan van aanleg nr. 8, « Broekemveld » genaamd, van de stad Bilzen, bijkomend en gedeeltelijk dient te worden herzien.

DIEPENBEEK. — Bij besluit van 18 april 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is goedgekeurd het bijgaand plan, bestaande uit een plan van de bestaande toestand, een bestemmingsplan, opgemaakt in toepassing van artikel 16 met bijbehorende stedenbouwkundige voorschriften en een bestemmingsplan opgemaakt in toepassing van artikel 17 van voormelde gewijzigde wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouwwet, tot wijziging van het bij koninklijke besluiten van 23 oktober 1961, 12 augustus 1964 en 4 juni 1970 en ministerieel besluit van 4 juni 1986 goedgekeurd en gewijzigd bijzonder plan van aanleg, « Lutselus De Visserij » genaamd, van de gemeente Diepenbeek, met uitsluiting van de met een blauwe rand omzoomde delen van het bestemmingsplan — deel artikel 16.

GENT. — Bij besluit van 4 april 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is besloten dat het bij ministerieel besluit van 27 oktober 1989 goedgekeurd bijzonder plan van aanleg nr. 113, « Binnenstad-deel Ekkerghem » genaamd, van de stad Gent, gedeeltelijk dient te worden herzien.

GENT. — Bij besluit van 4 april 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is besloten dat het bij ministerieel besluit van 7 februari 1991 goedgekeurd bijzonder plan van aanleg nr. 121, « Binnenstad-deel Zuid » genaamd, van de stad Gent, gedeeltelijk dient te worden herzien.

HEERS. — Bij besluit van 14 april 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening :

- is goedgekeurd het bijgaand plan, bestaande uit een plan van de bestaande toestand, een bestemmingsplan, stedenbouwkundige voorschriften en een onteigeningsplan, tot wijziging van het bij koninklijk besluit van 18 mei 1976 goedgekeurd bijzonder plan van aanleg, « De Bilter » genaamd, van de gemeente Heers;
- is verklaard dat het algemeen nut de onteigening vordert van de percelen, aangegeven op het onteigeningsplan;
- is aan de gemeente Heers machtiging tot onteigenen verleend.

KORTRIJK. — Bij besluit van 4 april 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is besloten dat het bij koninklijke besluiten van 15 mei 1951, 13 mei 1952 en 27 oktober 1958 goedgekeurd en gewijzigd bijzonder plan van aanleg nr. 15, « Haven » genaamd, van de stad Kortrijk, bijkomend en geheel dient te worden herzien, omdat het onder meer de uitvoering van werken van algemeen belang verhindert.

LANDEN. — Bij besluit van 21 maart 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is het bij koninklijke besluiten van 6 juli 1948 en 17 oktober 1956 goedgekeurd en gewijzigd bijzonder plan van aanleg, « Bronplein » genaamd, van de stad Landen, gedeeltelijk dient te worden herzien.

OOSTENDE. — Bij besluit van 14 april 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is besloten dat het bij koninklijk besluit van 3 december 1969 goedgekeurd bijzonder plan van aanleg nr. 43, « Meiboom » genaamd, van de stad Oostende, geheel dient te worden herzien, omdat het onder meer de uitvoering van werken van algemeen belang verhindert.

SINT-NIKLAAS. — Bij besluit van 23 april 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is goedgekeurd het bijgaand plan, bestaande uit een bestemmingsplan opgemaakt in toepassing van artikel 16, een bestemmingsplan opgemaakt in toepassing van artikel 17 van de gewijzigde wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw en stedenbouwkundige voorschriften, tot wijziging van het bij koninklijke besluiten van 8 februari 1965, 8 februari 1967, 4 november 1975, 16 juni 1981, 24 juni 1981 en 9 april 1990 goedgekeurd en gewijzigd bijzonder plan van aanleg « Papenackerwijk » genaamd, van de stad Sint-Niklaas.

SINT-NIKLAAS. — Bij besluit van 23 april 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is goedgekeurd het bijgaand plan, bestaande uit een bestemmingsplan en stedenbouwkundige voorschriften, tot wijziging van het bij koninklijke besluiten van 28 maart 1952, 23 juni 1961, 18 februari 1964, 20 december 1967, 18 maart 1974 en ministerieel besluit van 16 juni 1988 goedgekeurd en gewijzigd bijzonder plan van aanleg, « Groot Kloosterland » genaamd, van de stad Sint-Niklaas.

SINT-NIKLAAS. — Bij besluit van 23 april 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is goedgekeurd het bijzonder plan van aanleg, « Vlyminckshoek » genaamd, van de stad Sint-Niklaas, bestaande uit een bestemmingsplan en stedenbouwkundige voorschriften.

STADEN. — Bij besluit van 25 maart 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening :

— is verklaard dat het algemeen nut de onmiddellijke inbezitting vordert van de percelen aangegeven onder innemingen 2 tot en met 16 op het onteigeningsplan, dat behoort bij het bijzonder plan van aanleg, « Zuidweg (Oostnieuwkerke) » genaamd, van de gemeente Staden, goedgekeurd bij ministerieel besluit van 6 april 1994;

— is verklaard dat de rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigeningen ten algemenen nutte, bepaald bij de wet van 26 juli 1962, op bedoelde onteigening kan worden toegepast;

— is aan de West-Vlaamse Intercommunale voor Huisvestingsbeleid (W.I.H.), met maatschappelijke zetel te Brugge, machtiging tot onteigenen verleend.

WINGENE. — Bij besluit van 15 april 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is goedgekeurd het bijgaand plan, bestaande uit een plan van de bestaande toestand en een bestemmingsplan met bijbehorende stedenbouwkundige voorschriften, tot wijziging van het bij koninklijke besluiten van 15 april 1954 en ministeriële besluiten van 1 april 1985 en 19 november 1992 goedgekeurd en gewijzigd bijzonder plan van aanleg « Wijk Landeigendommen (Zwevezele) » genaamd, van de gemeente Wingene.

WUUSTWEZEL. — Bij besluit van 16 april 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is goedgekeurd het bijgaand bijzonder plan van aanleg, « Gemeentepark 3 » genaamd, van de gemeente Wuustwezel, bestaande uit een plan van de bestaande toestand, een bestemmingsplan met bijbehorende stedenbouwkundige voorschriften, met uitsluiting van het met een blauwe rand omzoomde deel van het bestemmingsplan.

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

#### Département de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation

[S - C - 29045]

**20 DECEMBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 1996 portant nomination des membres de la commission centrale de réaffectation pour les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court, artistique et de promotion sociale officiels subventionnés**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné tel que modifié par les décrets des 10 avril 1995 et 25 juillet 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court et artistique subventionnés tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 1995, et notamment l'article 17, § 1<sup>er</sup> et § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné, notamment l'article 16, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 1996 portant nomination des membres de la commission centrale de réaffectation pour les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court, artistique et de promotion sociale officiels subventionnés,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 1996 portant nomination des membres de la commission centrale de réaffectation pour les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court, artistique et de promotion sociale officiels subventionnés, les termes "Mme Micheline Dronsart" sont remplacés par les termes "M. Claude Gobert".

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 20 décembre 1996.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Éducation, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,  
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX



VERTALING  
**MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**  
 Departement Onderwijs, Onderzoek en Vorming

[S - C - 29045]

**20 DECEMBER 1996. — Besluit van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 13 februari 1996 houdende benoeming van de leden van de centrale reffectatiecommissie voor het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, hoger onderwijs van het korte type, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij de decreten van 10 april 1995 en 25 juli 1996;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, hoger onderwijs van het korte type en kunstonderwijs, gewijzigd bij besluit van 3 oktober 1995, inz. artikel 17, §§ 1 en 2;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie, inz. artikel 16, § 1;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 13 februari 1996 houdende benoeming van de leden van de centrale reffectatiecommissie voor het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, hoger onderwijs van het korte type, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 13 februari 1996 houdende benoeming van de leden van de centrale reffectatiecommissie voor het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, hoger onderwijs van het korte type, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie worden de woorden "Mevr. Micheline Dronsart" door de woorden "de heer Claude Gobert" vervangen.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 20 december 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
 De Minister-Voorzitster belast met Onderwijs, Audiovisuele Media,  
 Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,  
 Mevr. L. ONKELINX



[97/29079]

**22 JANVIER 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995, portant nomination des membres de la chambre de recours de l'enseignement officiel subventionné des niveaux préscolaire et primaire, ordinaire et spécial**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 75 et 76 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 instituant les chambres de recours dans l'enseignement officiel subventionné;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 portant nomination des membres de la chambre de recours de l'enseignement officiel subventionné des niveaux préscolaire et primaire, ordinaire et spécial;

Sur la proposition de Mme la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 13 janvier 1997,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 portant nomination des membres de la chambre de recours de l'enseignement officiel subventionné des niveaux préscolaire et primaire, ordinaire et spécial, les termes « Hubert Maris » sont remplacés par les termes « Franz Crabbe », les termes « Franz Crabbe » sont remplacés par les termes « Hubert Maris », les termes « Michel Daminet » sont remplacés par les termes « Michel Lysiak » et les termes « Michel Lysiak » sont remplacés par les termes « Michel Daminet ».

**Art. 2.** La Ministre-Présidente qui a dans ses attributions le statut des membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné est chargée de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 22 janvier 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :  
 La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,  
 de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
 Mme L. ONKELINX

## VERTALING

[97/29079]

**22 JANUARI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 11 december 1995 houdende benoeming van de leden van de raad van beroep van het officieel gesubsidieerd, gewoon en buitengewoon basisonderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 75 en 76 van het decreet d.d. 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 19 mei 1995 houdende oprichting van de raden van beroep in het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 11 december 1995 houdende benoeming van de leden van de raad van beroep van het officieel gesubsidieerd, gewoon en buitengewoon basisonderwijs;

Op de voordracht van Mevr. de Minister-Voorzitster, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 13 januari 1997,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 11 december 1995 houdende benoeming van de leden van de raad van beroep van het officieel gesubsidieerd, gewoon en buitengewoon basisonderwijs worden de woorden « Hubert Maris » vervangen door de woorden « Franz Crabbe » terwijl de woorden « Franz Crabbe » door de woorden « Hubert Maris » vervangen worden, de woorden « Michel Daminet » door de woorden « Michel Lysiak » en de woorden « Michel Lysiak » worden vervangen door de woorden « Michel Daminet ».

**Art. 2.** De Minister-Voorzitster, tot wier bevoegdheid het statuut van de personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 22 januari 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister-Voorzitster, belast met Onderwijs,  
Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX



[97/29085]

**22 JANVIER 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 portant nomination des membres de la commission paritaire communautaire de l'enseignement secondaire officiel subventionné**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 85, 88, 89 et 90 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 portant création des commissions paritaires de l'enseignement officiel subventionné;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 portant nomination des membres de la commission paritaire communautaire de l'enseignement secondaire officiel subventionné;

Sur la proposition de Madame la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 13 janvier 1997,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 portant nomination des membres de la commission paritaire communautaire de l'enseignement secondaire officiel subventionné, les termes « Mme Françoise RONGVAUX » sont remplacés par les termes « M. Bernard BAUWENS ».

**Art. 2.** La Ministre-Présidente qui a dans ses attributions le statut des membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné est chargée de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 22 janvier 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :  
La Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,  
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

## VERTALING

[97/29085]

**22 JANUARI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 11 december 1995 houdende benoeming van de leden van de paritaire gemeenschapscommissie van het officieel gesubsidieerd secundair onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 85, 88, 89 en 90 van het decreet d.d. 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 19 mei 1995 houdende oprichting van raden van beroep in het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 11 december 1995 houdende benoeming van de leden van de paritaire commissie van het officieel gesubsidieerd secundair onderwijs;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitster belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 13 januari 1997,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 11 december 1995 houdende benoeming van de leden van de paritaire gemeenschapscommissie van het officieel gesubsidieerd secundair onderwijs, worden de woorden « Mevr. Françoise RONGVAUX » door de termen « de heer Bernard BAUWENS » vervangen.

**Art. 2.** De Minister-Voorzitster tot wier bevoegdheid het statuut van de personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 22 januari 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister-Voorzitster, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media,  
Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX



[97/29080]

**23 JANVIER 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 1996 portant nomination des membres de la commission paritaire communautaire de l'enseignement spécial et de l'enseignement de promotion socio-culturelle officiel subventionné**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 85, 88, 89 et 90 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 portant création des commissions paritaires de l'enseignement officiel subventionné;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 1996 portant nomination des membres de la commission paritaire communautaire de l'enseignement spécial et de l'enseignement de promotion socio-culturelle officiel subventionné;

Sur la proposition de Mme la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé et du Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 13 janvier 1997,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 1996 portant nomination des membres de la commission paritaire communautaire de l'enseignement spécial et de l'enseignement de promotion socio-culturelle officiel subventionné, les termes « Micheline Dronsart » sont remplacés par les termes « Camille Dieu », les termes « Mme Camille Dieu » sont remplacés par les termes « M. Michel Marlair » et les termes « M. Pierre Van Craeynest » sont remplacés par les termes « Mme Ginette Baugnies ».

**Art. 2.** La Ministre-Présidente qui a dans ses attributions le statut des membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné est chargée de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 23 janvier 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,  
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

## VERTALING

[97/29080]

**23 JANUARI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 29 april 1996 houdende benoeming van de leden van de paritaire gemeenschapscommissie voor het officieel gesubsidieerd buitengewoon onderwijs en het onderwijs voor sociaal-culturele promotie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 85, 88, 89 en 90 van het decreet d.d. 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 19 mei 1995 houdende oprichting van paritaire commissies in het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 29 april 1996 houdende benoeming van de paritaire gemeenschapscommissie voor het officieel gesubsidieerd buitengewoon onderwijs en het onderwijs voor sociaal-culturele promotie;

Op de voordracht van Mevr. de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid en van de Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Onderwijs voor Sociale Promotie;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 13 januari 1997,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Franse Gemeenschap d.d. 29 april 1996 houdende benoeming van de leden van de paritaire gemeenschapscommissie voor het officieel gesubsidieerd buitengewoon onderwijs en het onderwijs voor sociaal-culturele promotie worden de woorden « Micheline Dronsart » vervangen door de woorden « Camille Dieu »; de woorden « Mevr. Camille Dieu » worden vervangen door de woorden « de heer Michel Marlair » terwijl de woorden « de heer Pierre Van Craeynest » door de woorden « Mevr. Ginette Bagnies » worden vervangen.

**Art. 2.** De Minister-Voorzitter tot wier bevoegdheid het statuut van de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 23 januari 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

[C - 27316]

**5 JUIJN 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'annexe de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 portant désignation des administrateurs représentant la Région wallonne dans les sociétés agréées par la Société régionale wallonne du Logement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1996 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 portant désignation des administrateurs représentant la Région wallonne dans les sociétés agréées par la Société régionale wallonne du Logement;

Vu la décision de l'Exécutif régional wallon du 2 juillet 1992 établissant la procédure de désignation des administrateurs représentant la Région wallonne dans les sociétés agréées par la Société régionale wallonne du Logement;

Sur proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'annexe de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 portant désignation des administrateurs représentant la Région wallonne dans les sociétés agréées par la Société régionale wallonne du Logement est modifiée comme suit :

N°	Société	Nom + adresse
17	La Terrienne de Tournai à Mouscron	Monsieur Philippe ROBERT Avenue Dinjean, 23 7500 TOURNAI
34	La Terrienne marchoise à Marche-en-Famenne	Monsieur Freddy ANDRE Rue de la Falize, 6681 TILLET

N°	Société	Nom + adresse
42	Terrienne de Ciney-Dinant-Rochefort	Monsieur Eric HAUTPHENNE Avenue de Forest, 15 5580 ROCHEFORT
43	P.P.T. du Namurois	Monsieur Claude GOOSSENS Avenue de la Belle Voie, 12 1300 WAVRE
44	La Terrienne régionale à Philippeville	Monsieur G. DEGRAEVE Boulevard des Combattants, 44 5660 MARIEMBOURG
502	L'Habitat du Pays vert à Ath	Monsieur Pierre CHEVALIER Rue du Paradis, 101 7800 ATH
503	Le Bon Logis à Baudour	Monsieur Freddy DEGHIAGE Avenue des Droits de l'Homme, 16 7330 SAINT-GHISLAIN
507	Le Foyer moderne à Boussu	Monsieur Remy DUFOUR Rue de Dour, 429 7300 BOUSSU
513	La Ruche chapelloise à Chapelle-lez-Herlaimont	Madame Marianne ANSKENS Avenue Brunfaut, 47 7160 CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT
515	Habitation moderne à Châtelet	Monsieur Daniel SEVRIN Rue Longue, 148 6200 BOUFFIOLX
516/5	Lysco à Comines-Warneton	Monsieur René LAEVENS Rue de la Chapelle Rompué, 70 7783 LE BIZET
519	Foyer dottignien à Dottignies	Monsieur Raymond LAEBENS Rue des Roses, 40 7711 DOTTIGNIES
521/1	S.R. Enghien pour la Promotion du Logement à Enghien	Monsieur Simon PIHART Rue Ligne Française, 82 7850 MARCQ-LEZ-ENGHIEN
522	Maisons de la Haute Sambre à Erquelinnes	Monsieur Max BEDORET Rue Saint-Martin, 77 6567 MERBES-LE-CHATEAU
527	Foyer fontainois à Fontaine-l'Évêque	Monsieur Roger VIERSET Rue Pierre Lhermitte, 9 6140 FONTAINE L'EVEQUE
534	Le Foyer hensitois	Monsieur Jean THOMAS Rue de Crespin 85 7350 HENSIES
534/5	Foyer populaire à Herseaux	Monsieur Henri SCHERPERELL Rue des Haies, 116 7712 HERSEAUX
543	Foyer levallois à Leval-Trahegnies	Monsieur Willy BURGEON Rue du Carnois, 49 7134 LEVAL-TRAHEGNIES
545	Habitations marchiennes à Marchienne-au-Pont	Monsieur Pierre VILAIN Rue de la Justice, 388 6200 CHATELET
560	Foyer quiévrainois à Quiévrain	Monsieur Jean-Pierre LANDRAIN Rue de Crespin, 42 7380 QUIEVRAIN
564	Foyer saint-ghislainois à Saint-Ghislain	Monsieur Georges LUPANT Rue Malengreau, 16 7331 BAUDOUR
565/7	Foyer de la Thudinie à Thuin	Madame Myriam QUAIRIAUX Rue du Fosteau, 35 6530 THUIN

N°	Société	Nom + adresse
603	Home engissois à Engis	Monsieur Francis STILLE Avenue Van Belle, 44 4420 SAINT-NICOLAS
604	Baugenossenschaft à Eupen	Monsieur Rafaël TIMMERMAN Mühlenweg, 13 4700 EUPEN
606	Foyer de la Région de et à Fléron	Monsieur Martin LAMBRETTE Rue F. Huet, 23 4050 CHAUDFONTAINE
615	Foyer malmédien à Malmedy	Monsieur Vincent BIXHAIN Haie de la Bruyère, 18 4960 MALMEDY
616	Home ougréen à Ougrée	Monsieur Emile DILLMANN Avenue Davy, 20, bte 4 4100 SERAING
616/5	Confort mosan à Oupeye	Monsieur Jean TIMMERMANS Rue Basse Campagne, 152 4040 HERSTAL
617	La Hoëgne à Pépinster	Monsieur Florent LOUMAYE Rue Grand'Ry, 133 4860 PEPINSTER
618	H.B.M. des Vallées de l'Ourthe et Amblève à Poulseur	Monsieur Marc TARABELLA Rue de la Libération, 19 4160 ANTHISNES
620	S.C. Constr. H.S. de/à Saint-Vith	Monsieur Johan HAAS Dory, 172 4782 SCHONBERG
625/5	Les Linaigrettes à Verviers	Monsieur Marc ELSÉN Rue Rogier, 67 4800 VERVIERS
626	Régionale visétoise d'H.S. à Visé	Madame Pierette CAHAY Rue des Hauteurs, 6 4600 VISE
627	Home waremmien à Waremme	Monsieur Jean-Marie COLETTE Rue de Jeneffe, 76 4347 FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER
802	Soc. d'H.S. de la région de Bastogne	Monsieur José LUTGEN Rue Cheravoie, 5 6600 HOUFFALIZE

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> avril 1997.

Namur, le 5 juin 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG  
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 27316]

**5. JUNI 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Anlage zum Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Juli 1991 zur Bezeichnung der Verwalter, die die Wallonische Region bei den durch die "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für die Wallonie) zugelassenen Immobiliengesellschaften vertreten**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der "Société régionale wallonne du Logement";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Dezember 1996 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Juli 1991 zur Bezeichnung der Verwalter, die die Wallonische Region bei den durch die "Société régionale wallonne du Logement" zugelassenen Immobiliengesellschaften vertreten;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regionalexekutive vom 2. Juli 1992, durch den das Verfahren für die Bezeichnung der Verwalter, die die Wallonische Region bei den durch die "Société régionale wallonne du Logement" zugelassenen Immobiliengesellschaften vertreten, festgelegt worden ist;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens;

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Anlage zum Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Juli 1991 zur Bezeichnung der Verwalter, die die Wallonische Region bei den durch "Société régionale wallonne du Logement" zugelassenen Immobiliengesellschaften vertreten, wird wie folgt abgeändert:

N°	Société	Nom + adresse
17	La Terrienne de Tournai à Mouscron	Monsieur Philippe ROBERT Avenue Dinjean, 23 7500 TOURNAI
34	La Terrienne marchoise à Marche-en-Famenne	Monsieur Freddy ANDRE Rue de la Falize, 6681 TILLET
42	Terrienne de Ciney-Dinant-Rochefort	Monsieur Eric HAUTPHENNE Avenue de Forest, 15 5580 ROCHEFORT
43	P.P.T. du Namurois	Monsieur Claude GOOSSENS Avenue de la Belle Voie, 12 1300 WAVRE
44	La Terrienne régionale à Philippeville	Monsieur G. DEGRAEVE Boulevard des Combattants, 44 5660 MARIEMBOURG
502	L'Habitat du Pays vert à Ath	Monsieur Pierre CHEVALIER Rue du Paradis, 101 7800 ATH
503	Le Bon Logis à Baudour	Monsieur Freddy DEGHILAGE Avenue des Droits de l'Homme, 16 7330 SAINT-GHISLAIN
507	Le Foyer moderne à Boussu	Monsieur Remy DUFOUR Rue de Dour, 429 7300 BOUSSU
513	La Ruche chapelloise à Chapelle-lez-Herlaimont	Madame Marianne ANSKENS Avenue Brunfaut, 47 7160 CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT
515	Habitation moderne à Châtelet	Monsieur Daniel SEVRIN Rue Longue, 148 6200 BOUFFIOLX
516/5	Lysco à Comines-Warneton	Monsieur René LAEVENS Rue de la Chapelle Rompué, 70 7783 LE BIZET
519	Foyer dottignien à Dottignies	Monsieur Raymond LAEBENS Rue des Roses, 40 7711 DOTTIGNIES
521/1	S.R. Enghien pour la Promotion du Logement à Enghien	Monsieur Simon PIHART Rue Ligne Française, 82 7850 MARCQ-LEZ-ENGHIEN
522	Maisons de la Haute Sambre à Erquennes	Monsieur Max BEDORET Rue Saint-Martin, 77 6567 MERBES-LE-CHATEAU
527	Foyer fontainois à Fontaine-l'Évêque	Monsieur Roger VIERSET Rue Pierre Lhermitte, 9 6140 FONTAINE-L'ÉVÊQUE
534	Le Foyer hensitois	Monsieur Jean THOMAS Rue de Crespin 85 7350 HENSIES
534/5	Foyer populaire à Herseaux	Monsieur Henri SCHERPERELL Rue des Haies, 116 7712 HERSEAUX
543	Foyer levallois à Leval-Trahegnies	Monsieur Willy BURGEON Rue du Carnois, 49 7134 LEVAL-TRAHEGNIES
545	Habitations marchiennes à Marchienne-au-Pont	Monsieur Pierre VILAIN Rue de la Justice, 388 6200 CHATELET

N°	Société	Nom + adresse
560	Foyer quiévrainois à Quiévrain	Monsieur Jean-Pierre LANDRAIN Rue de Crespin, 42 7380 QUIÉVRAIN
564	Foyer saint-ghislainois à Saint-Ghislain	Monsieur Georges LUPANT Rue Malengreau, 16 7331 BAUDOUR
565/7	Foyer de la Thudinie à Thuin	Madame Myriam QUAIRIAUX Rue du Fosteau, 35 6530 THUIN
603	Home engissois à Engis	Monsieur Francis STILLE Avenue Van Belle, 44 4420 SAINT-NICOLAS
604	Baugenossenschaft à Eupen	Monsieur Rafaël TIMMERMAN Mühlenweg, 13 4700 EUPEN
606	Foyer de la Région de et à Fléron	Monsieur Martin LAMBRETTE Rue F. Huet, 23 4050 CHAUDFONTAINE
615	Foyer malmedien à Malmedy	Monsieur Vincent BIXHAIN Haie de la Bruyère, 18 4960 MALMEDY
616	Home ougréen à Ougrée	Monsieur Emile DILLMANN Avenue Davy, 20, bte 4 4100 SERAING
616/5	Confort mosan à Oupeye	Monsieur Jean TIMMERMANS Rue Basse Campagne, 152 4040 HERSTAL
617	La Hoëgne à Pépinster	Monsieur Florent LOUMAYE Rue Grand'Ry, 133 4860 PEPINSTER
618	H.B.M. des Vallées de l'Ourthe et Amblève à Poulseur	Monsieur Marc TARABELLA Rue de la Libération, 19 4160 ANTHISNES
620	S.C. Constr. H.S. de/à Saint-Vith	Monsieur Johan HAAS Dory, 172 4782 SCHONBERG
625/5	Les Linaigrettes à Verviers	Monsieur Marc ELSÉN Rue Rogier, 67 4800 VERVIERS
626	Régionale visétoise d'H.S. à Visé	Madame Pierette CAHAY Rue des Hauteurs, 6 4600 VISE
627	Home waremmien à Waremme	Monsieur Jean-Marie COLETTE Rue de Jeneffe, 76 4347 FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER
802	Soc. d'H.S. de la région de Bastogne	Monsieur José LUTGEN Rue Cheravoie, 5 6600 HOUFFALIZE

**Art. 2** - Der vorliegende Erlaß tritt am 1. April 1997 in Kraft.

Namur, den 5. Juni 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX



VERTALING  
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 27316]

**5 JUNI 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de bijlage bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 juli 1991 tot aanwijzing van de bestuurders die het Waalse Gewest vertegenwoordigen binnen de door de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij) erkende maatschappijen**

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van 25 oktober 1984 tot instelling van de "Société régionale wallonne du Logement";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 december 1996 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 juli 1991 tot aanwijzing van de bestuurders die het Waalse Gewest vertegenwoordigen binnen de door de "Société régionale wallonne du Logement" erkende maatschappijen;

Gelet op de beslissing van de Waalse Gewestexecutieve van 2 juli 1992 tot vaststelling van de procedure voor de aanwijzing van de bestuurders die het Waalse Gewest vertegenwoordigen binnen de door de "Société régionale wallonne du Logement" erkende maatschappijen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

**Artikel 1.** De bijlage bij het besluit van 18 juli 1991 tot aanwijzing van de bestuurders die het Waalse Gewest vertegenwoordigen binnen de door de "Société régionale wallonne du Logement" erkende maatschappijen wordt gewijzigd als volgt :

Nr.	Maatschappij	Naam + adres
17	La Terrienne de Tournai à Mouscron	Monsieur Philippe ROBERT Avenue Dinjean, 23 7500 TOURNAI
34	La Terrienne marchoise à Marche-en-Famenne	Monsieur Freddy ANDRE Rue de la Falize, 6681 TILLET
42	Terrienne de Ciney-Dinant-Rochefort	Monsieur Eric HAUTPHENNE Avenue de Forest, 15 5580 ROCHEFORT
43	P.P.T. du Namurois	Monsieur Claude GOOSSENS Avenue de la Belle Voie, 12 1300 WAVRE
44	La Terrienne régionale à Philippeville	Monsieur G. DEGRAEVE Boulevard des Combattants, 44 5660 MARIEMBOURG
502	L'Habitat du Pays vert à Ath	Monsieur Pierre CHEVALIER Rue du Paradis, 101 7800 ATH
503	Le Bon Logis à Baudour	Monsieur Freddy DEGHILAGE Avenue des Droits de l'Homme, 16 7330 SAINT-GHISLAIN
507	Le Foyer moderne à Boussu	Monsieur Remy DUFOUR Rue de Dour, 429 7300 BOUSSU
513	La Ruche chapelloise à Chapelle-lez-Herlaimont	Madame Marianne ANSKENS Avenue Brunfaut, 47 7160 CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT
515	Habitation moderne à Châtelet	Monsieur Daniel SEVRIN Rue Longue, 148 6200 BOUFFIOLX
516/5	Lysco à Comines-Warneton	Monsieur René LAEVENS Rue de la Chapelle Rompué, 70 7783 LE BIZET
519	Foyer dottignien à Dottignies	Monsieur Raymond LAEBENS Rue des Roses, 40 7711 DOTTIGNIES
521/1	S.R. Enghien pour la Promotion du Logement à Enghien	Monsieur Simon PIHART Rue Ligne Française, 82 7850 MARCQ-LEZ-ENGHIEN
522	Maisons de la Haute Sambre à Erquennes	Monsieur Max BEDORET Rue Saint-Martin, 77 6567 MERBES-LE-CHATEAU

Nr.	Maatschappij	Naam + adres
527	Foyer fontainois à Fontaine-l'Évêque	Monsieur Roger VIERSET Rue Pierre Lhermitte, 9 6140 FONTAINE-L'EVEQUE
534	Le Foyer hensitois	Monsieur Jean THOMAS Rue de Crespin 85 7350 HENSIES
534/5	Foyer populaire à Herseaux	Monsieur Henri SCHERPERELL Rue des Haies, 116 7712 HERSEAUX
543	Foyer levallois à Leval-Trahegnies	Monsieur Willy BURGEON Rue du Carnois, 49 7134 LEVAL-TRAHEGNIES
545	Habitations marchiennes à Marchienne-au-Pont	Monsieur Pierre VILAIN Rue de la Justice, 388 6200 CHATELET
560	Foyer quiévrainois à Quiévrain	Monsieur Jean-Pierre LANDRAIN Rue de Crespin, 42 7380 QUIEVRAIN
564	Foyer saint-ghislainois à Saint-Ghislain	Monsieur Georges LUPANT Rue Malengreau, 16 7331 BAUDOUR
565/7	Foyer de la Thudinie à Thuin	Madame Myriam QUAIRIAUX Rue du Fosteau, 35 6530 THUIN
603	Home engissois à Engis	Monsieur Francis STILLE Avenue Van Belle, 44 4420 SAINT-NICOLAS
604	Baugenossenschaft à Eupen	Monsieur Rafaël TIMMERMAN Mühlenweg, 13 4700 EUPEN
606	Foyer de la Région de et à Fléron	Monsieur Martin LAMBRETTE Rue F. Huet, 23 4050 CHAUDFONTAINE
615	Foyer malmedien à Malmedy	Monsieur Vincent BIXHAIN Haie de la Bruyère, 18 4960 MALMEDY
616	Home ougréen à Ougrée	Monsieur Emile DILLMANN Avenue Davy, 20 - Bte 4 4100 SERAING
616/5	Confort mosan à Oupeye	Monsieur Jean TIMMERMANS Rue Basse Campagne, 152 4040 HERSTAL
617	La Hoëgne à Pépinster	Monsieur Florent LOUMAYE Rue Grand'Ry, 133 4860 PEPINSTER
618	H.B.M. des Vallées de l'Ourthe et Amblève à Poulseur	Monsieur Marc TARABELLA Rue de la Libération, 19 4160 ANTHISNES
620	S.C. Constr. H.S. de/à Saint-Vith	Monsieur Johan HAAS Dory, 172 4782 SCHONBERG
625/5	Les Linaigrettes à Verviers	Monsieur Marc ELSEN Rue Rogier, 67 4800 VERVIERS
626	Régionale visétoise d'H.S. à Visé	Madame Pierette CAHAY Rue des Hauteurs, 6 4600 VISE
627	Home waremmien à Waremme	Monsieur Jean-Marie COLETTE Rue de Jeneffe, 76 4347 FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER
802	Soc. d'H.S. de la région de Bastogne	Monsieur José LUTGEN Rue Cheravoie, 5 6600 HOUFFALIZE

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1997.

Namen, 5 juni 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON  
De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

### ARBITRAGEHOF

[C - 97/21191]

#### Arrest nr. 25/97 van 30 april 1997

Rolnummer 985

*In zake* : de prejudiciële vraag betreffende de artikelen 43 en 44 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 27 juni 1990 houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor de sociale integratie van personen met een handicap, gesteld door de Arbeidsrechtbank te Antwerpen.

Het Arbitragehof,  
samengesteld uit de voorzitters L. De Grève en M. Melchior, en de rechters H. Boel, G. De Baets, E. Cerexhe, A. Arts en R. Henneuse, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter L. De Grève,  
wijst na beraad het volgende arrest :

#### I. Onderwerp van de prejudiciële vraag

Bij vonnis van 24 september 1996 in zake F. Van Aelst tegen het Vlaams Fonds voor de sociale integratie van personen met een handicap, waarvan de expeditie op 30 september 1996 ter griffie van het Hof is ingekomen, heeft de Arbeidsrechtbank te Antwerpen de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schenden de artikelen 43 en 44 van het decreet van 27 juni 1990 van de Vlaamse Gemeenschap [houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor de sociale integratie van personen met een handicap], door het oprichten van een beroepscommissie, de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten ? »

#### II. De feiten en de rechtspleging in het bodemgeschil

1. Op 3 september 1992 diende F. Van Aelst een aanvraag in om bijstand tot sociale integratie. De vraag strekte er onder meer toe een tegemoetkoming te verkrijgen voor de aankoop van een personal computer.

Op 26 november 1992 werd de aanvraag voorgelegd aan de provinciale evaluatiecommissie en werd een individueel integratieprotocol opgesteld. Er werd een ongunstige beslissing genomen, om reden dat de personal computer niet noodzakelijk is ter vervanging van de schrijffunctie en bijgevolg geen meeruitgave ten gevolge van de handicap vertegenwoordigt. Op grond hiervan besliste het Vlaams Fonds de tegemoetkoming te weigeren.

2. Tegen die beslissing, die hem ter kennis werd gebracht bij aangetekend schrijven van 5 januari 1993, stelde F. Van Aelst beroep in bij de beroepscommissie met een aangetekend schrijven van 1 februari 1993.

De beroepscommissie verklaarde het beroep op 8 september 1993 ongegrond.

3. Gebruik makend van het recht om een herziening van de beslissing van de beroepscommissie te vragen, diende F. Van Aelst een nieuw medisch attest in.

De beroepscommissie besliste op 17 mei 1995 dat het vermelde medische attest geen nieuw feit uitmaakte in de zin van artikel 54 van het inschrijvingsbesluit van 24 juli 1991. Zij besliste bijgevolg de vraag om herziening als onontvankelijk af te wijzen.

4. Tegen die beslissing stelde F. Van Aelst met een op 13 juli 1995 ter griffie neergelegd verzoekschrift beroep in bij de Arbeidsrechtbank te Antwerpen.

5. In haar vonnis van 24 september 1996 oordeelde de Arbeidsrechtbank dat in de eerste plaats de bevoegdheid van de rechtbank moest worden onderzocht. De eisende partij meent dat de Arbeidsrechtbank bevoegd is op basis van artikel 582, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek, terwijl de verwerende partij oordeelt dat het beroep onontvankelijk is, nu tegen beslissingen van de beroepscommissie, die een administratief rechtscollege is, enkel beroep bij de Raad van State kan worden ingesteld. De arbeidsauditeur is van oordeel dat de Arbeidsrechtbank bevoegd is en verwijst daarvoor naar het arrest nr. 49/93 van het Hof.

Op basis van dat arrest en de daaruit naar analogie vastgestelde schending van de Grondwet door de Vlaamse Gemeenschap, heeft de Arbeidsrechtbank te Antwerpen in een vonnis van 23 november 1993 geoordeeld dat de Vlaamse Gemeenschap niet bevoegd is om artikel 26, eerste lid, van de wet van 17 april 1963 op te heffen, zodat de bevoegdheid van de Arbeidsrechtbank in deze materie onaangetast blijft.

De arbeidsrechtbanken blijven bevoegd om kennis te nemen van betwistingen betreffende de beslissingen van het Vlaams Fonds; zij blijven bevoegd voor de sociale integratie van de gehandicapten. Wanneer een rechtzoekende kennis wordt gegeven van een beslissing van het Vlaams Fonds kan hij beroep instellen ofwel bij de beroepscommissie ofwel bij de Arbeidsrechtbank. De vraag of de Arbeidsrechtbank ook bevoegd is voor beroepen tegen beslissingen van de beroepscommissie hangt af van de vraag of die commissie een administratief rechtscollege is of niet. Er kan worden betwijfeld of de Vlaamse Gemeenschap de bevoegdheid heeft om een beroepscommissie als administratief rechtscollege op te richten, gelet op artikel 146 van de Grondwet en artikel 19, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Om die redenen stelt de Arbeidsrechtbank voormelde prejudiciële vraag.

#### III. De rechtspleging voor het Hof

Bij beschikking van 30 september 1996 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van de verwijzingsbeslissing is kennisgegeven overeenkomstig artikel 77 van de organieke wet bij op 15 oktober 1996 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 oktober 1996.

Memories zijn ingediend door :

- het Vlaams Fonds voor de sociale integratie van personen met een handicap, Sterrenkundelaan 30, 1030 Brussel, bij op 28 november 1996 ter post aangetekende brief;
- de Vlaamse Regering, Martelaarsplein 19, 1000 Brussel, bij op 29 november 1996 ter post aangetekende brief;
- de Waalse Regering, rue Mazy 25-27, 5100 Namen, bij op 29 november 1996 ter post aangetekende brief;
- de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, bij op 2 december 1996 ter post aangetekende brief;
- F. Van Aelst, Korte Klarenstraat 11, bus 3, 2000 Antwerpen, bij gewone brief.

Bij beschikking van 5 december 1996 heeft het Hof de door F. Van Aelst bij gewone brief ingediende memorie onontvankelijk verklaard, ze uit de debatten geweerd en gezegd dat de betrokkene derhalve geen partij is in onderhavige zaak voor het Hof.

Van die beschikking is kennisgegeven aan F. Van Aelst en zijn advocaat bij op 9 december 1996 ter post aangetekende brief.

Van de andere memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 9 januari 1997 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

- de Ministerraad, bij op 6 februari 1997 ter post aangetekende brief;
- de Vlaamse Regering, bij op 10 februari 1997 ter post aangetekende brief;
- de Waalse Regering, bij op 10 februari 1997 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 26 februari 1997 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 30 september 1997.

Bij beschikking van 5 maart 1997 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 25 maart 1997.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 6 maart 1997 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 25 maart 1997 :

— zijn verschenen :

- . Mr. D. D'Hooghe *loco* Mr. P. Van Orshoven, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Vlaamse Regering;
- . Mr. V. Thiry, advocaat bij de balie te Luik, voor de Waalse Regering;
- . Mr. P. Lefranc, advocaat bij de balie te Gent, voor de Ministerraad;
- hebben de rechters-verslaggevers H. Boel en E. Cerexhe verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten gehoord;
- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

IV. *In rechte*

— A —

*Memorie van het Vlaams Fonds voor de sociale integratie van personen met een handicap*

A.1. In zijn aanvullende conclusie voor de Arbeidsrechtbank beperkte het Vlaams Fonds zich ertoe de verschillende standpunten te vermelden en mede te delen dat zijn administratieve praktijk de beroepscommissie steeds als een administratief rechtscollege heeft beschouwd en dit ook zal blijven doen tot de bevoegde rechtsinstanties hierover een eindspraak hebben geveld. Het is overigens het Fonds dat de Arbeidsrechtbank heeft verzocht hieromtrent een prejudiciële vraag te stellen aan het Hof.

Het Vlaams Fonds wenst zich te gedragen naar de wijsheid van het Hof.

*Memorie van de Vlaamse Regering*

A.2.1. Het is juist dat de gemeenschappen en de gewesten in beginsel niet bevoegd zijn om de uitoefening van de rechterlijke functie te regelen en gewone of administratieve rechtscolleges op te richten. Naar luid van de artikelen 13, 145, 146 en 161 van de Grondwet kan een, al dan niet administratief, rechtscollege immers slechts worden opgericht en kan de jurisdictionele procedure slechts worden geregeld bij of krachtens « de wet ». Uit artikel 19, § 1, *in fine*, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, zoals die bepaling luidde op het ogenblik van de uitvaardiging van de aan de orde zijnde decreetsbepalingen, heeft het Hof afgeleid dat dergelijke grondwettelijke « legaliteitsbeginselen » een voorbehouden bevoegdheid tot gevolg hebben, ook van de federale wetgever ten opzichte van de gemeenschaps- en gewestwetgevers, buiten de gevallen waarin daarop door de federale wetgever uitzondering wordt gemaakt.

*In casu* zou overigens de onbevoegdheid van de arbeidsrechtbank, af te leiden uit de omstandigheid dat de beroepscommissie een administratief rechtscollege is, zodat tegen haar beslissingen slechts cassatieberoep bij de Raad van State zou openstaan, ook nog tot gevolg hebben dat afbreuk zou worden gedaan aan de door artikel 157, derde lid, van de Grondwet aan de wet voorbehouden bevoegdheid tot regeling van de bevoegdheid van de arbeidsgerechten.

A.2.2. Het beroep van het Vlaams Fonds bij de beroepscommissie is evenwel een georganiseerd administratief beroep en geen jurisdictioneel beroep, zodat de beroepscommissie geen rechterlijke instantie is en haar beslissingen geen jurisdictionele, maar administratieve rechtshandelingen zijn.

Mocht de beroepscommissie een administratief rechtscollege zijn, *quod non*, dan zou dit geen afbreuk doen aan de bevoegdheid van de arbeidsrechtbank om kennis te nemen van een geschil over een beslissing van de beroepscommissie. Artikel 582, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek maakt de Arbeidsrechtbank nu eenmaal bevoegd voor « de geschillen betreffende de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit de wet betreffende de sociale reclassering van de minder-validen », wat er aan de instelling van een vordering bij de arbeidsrechtbank ook moge voorafgaan. De verwijzing naar de « wet betreffende de sociale reclassering van minder-validen » moet in die bepaling in materiële zin worden opgevat en betreft ook de gemeenschapswetgeving ter zake. De bevoegdheid van de arbeidsrechtbank sluit de bevoegdheid van de Raad van State uit.

A.2.3. Om uit te maken of een instantie een rechterlijke instantie is, moet worden nagegaan of haar beslissingen beantwoorden aan de essentiële kenmerken van de jurisdictionele handeling, die in de rechtsleer uitvoerig zijn beschreven.

De natuurlijke taak van de rechter is het beslechten van juridische geschillen. Geschillen zijn tegenstrijdige aanspraken van rechtssubjecten. De rechter neemt daarvan niet ambtshalve kennis, doch zodra hij door een betrokken partij is geadieerd, is hij verplicht te beslissen, op straffe van rechtsweigering. Het aangebrachte geschil moet een rechtsgeschil zijn, dit is een betwisting over de toepassing van het recht of van subjectieve rechten. De rechter neemt dan ook geen kennis van beleids- of belangengeschillen. Hij spreekt recht en oefent geen doelmatigheids- of opportuniteitscontrole uit. Ten slotte beslecht de rechter het bij hem aanhangig gemaakte geschil, zodat zijn beslissing met gezag van gewijsde is bekleed.

A.2.4. De tekst van het decreet van 27 juni 1990 biedt niet onmiddellijk uitsluitel over de al dan niet juridictionele aard van het beroep bij de beroepscommissie, die commissie zelf en haar beslissingen. Uit de tekst van het decreet kan niet worden afgeleid dat de beroepscommissie een rechterlijke instantie zou zijn, noch dat aan de bevoegdheid van de arbeidsrechtbank afbreuk werd gedaan.

Door het decreet werden weliswaar de artikelen 26 en 27 van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, waarbij de betwistingen over de beslissingen van het toenmalige Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen en over de overeenkomsten met betrekking tot de beroepsopleiding, omscholing en herscholing aan de arbeidsrechtbanken waren toevertrouwd, opgeheven. Die bepalingen zouden uiteraard stilaan hun voorwerp verliezen. De afdeling wetgeving van de Raad van State was van oordeel dat die bepalingen geen toepassing zouden vinden op betwistingen met betrekking tot beslissingen genomen door of overeenkomsten gesloten met het nieuw opgerichte Vlaamse Fonds. Allicht daarom maakte zij geen opmerkingen over de opheffing ervan. Die opheffing impliceert niet noodzakelijk dat het beroep bij de beroepscommissie in de plaats is gesteld van het bij de artikelen 26 en 27 van de wet van 1963 georganiseerde beroep bij de arbeidsrechtbank, en mocht zulks alsnog het geval zijn, dat het beroep bij de beroepscommissie van juridictionele aard is. Bovendien blijft die opheffing zonder uitwerking, gelet op wat het Hof in zijn arrest nr. 49/93 heeft gezegd over de opheffing van diezelfde bepalingen door de Franse Gemeenschap, precies omdat daarmee een door de Grondwet aan de federale wetgever voorbehouden bevoegdheid werd toegekend. Bij het decreet van 27 juni 1990 werd niet geraakt aan de meer algemene bevoegdheid van de arbeidsrechtbanken die is terug te vinden in artikel 582, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek.

A.2.5. Het besluit van de Vlaamse Regering van 24 juli 1991 waarmee de benoemingsvoorwaarden van de leden van de beroepscommissie werden vastgesteld en de werking van de commissie geregeld, biedt evenmin houvast. Weliswaar werd daarbij de nadruk gelegd op de onafhankelijkheid van de beroepscommissie en in een sterk op juridictionele procedures gelijkende rechtspleging voorzien — hoewel de aanvrager zich niet kan laten bijstaan door een advocaat en de zittingen en uitspraken niet openbaar zijn — doch daaruit kan de juridictionele aard van het beroep, de beroepsinstantie en haar beslissingen evenmin worden afgeleid.

Over het rechtsprekend karakter van een beroep kan allereerst niet worden beslist door de uitvoerende macht. Er zijn, vervolgens, vele administratieve procedures die met toepassing van *quasi* juridictionele procedures worden afgehandeld. Ten slotte, en vooral, kunnen de organieke aspecten van een beroepsinstantie of de formele aspecten van de door haar toe te passen procedure bezwaarlijk als criterium, laat staan als beslissend criterium worden gehanteerd, aangezien zij gevolg en geen oorzaak zijn.

Uit het feit dat het besluit van de Vlaamse Regering van 24 juli 1991 bepaalt dat de uitgifte van de beslissing van de beroepscommissie vermeldt dat de beslissing vatbaar is voor hoger beroep bij de Raad van State, kan evenmin afgeleid worden dat de beslissingen van de commissie van juridictionele aard zijn. Die bepaling kent immers geen hoger beroep toe, zij stelt die vorm van rechtsbescherming slechts vast en legt de verplichting op daarvan mededeling te doen. De vaststelling van een beroepsmogelijkheid bij de Raad van State — die bovendien op een vergissing berust, aangezien de arbeidsrechtbank bevoegd is — impliceert overigens niet dat de beslissing waartegen het beroep wordt ingesteld van juridictionele aard is, aangezien het beroep bedoeld in artikel 14, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, in de eerste plaats betrekking heeft op administratieve rechtshandelingen. Het nietigverklaringsberoep bij de Raad van State tegen juridictionele rechtshandelingen van zijn kant is geen hoger beroep, maar een voorziening in cassatie.

A.2.6. Het decreet van 27 juni 1990 bevat daarentegen belangrijke indicaties dat het beroep bij de beroepscommissie geen juridictioneel, maar een administratief beroep is. Het staat immers buiten kijf dat de beroepscommissie de oorspronkelijke beslissing van het Vlaams Fonds kan herzien en door een nieuwe beslissing kan vervangen, in al haar aspecten, zodat de beroepscommissie over dezelfde beoordelingsbevoegdheid beschikt. Die beoordeling is ruim-schoots, zo niet uitsluitend, discretionair en heeft slechts op bijkomende wijze betrekking op de juridische gegrondheid van een aanvraag. De bij de beroepscommissie aanhangig gemaakte betwisting betreft slechts uitzonderlijk een rechtsgeschil en is doorgaans een louter belangen- of beleidsgeschil. De beroepscommissie onderwerpt de oorspronkelijke beslissing van het Vlaams Fonds voornamelijk aan een doelmatigheids- of opportuniteitscontrole; dit sluit een juridictionele bevoegdheid van de beroepscommissie uit. Zowel discretionaire bevoegdheid als opportuniteitscontrole zijn onverzoenbaar met de opdracht van een juridictionele instantie, die een beleidsoordeel slechts marginaal kan toetsen.

Dat de beroepscommissie het opportuniteitsoordeel van het Vlaams Fonds moet overdoen, wordt bevestigd in het besluit van de Vlaamse Regering van 24 juli 1991 betreffende de inschrijving bij het Vlaams Fonds voor sociale integratie van personen met een handicap. De samenstelling van de beroepscommissie wijst erop dat zij allesbehalve rechtsgeschillen oplost, doch voornamelijk opportuniteitsvragen beantwoordt. Dit impliceert dat de beroepscommissie weliswaar een beroepsinstantie is, doch dat bij haar geen juridictioneel, maar een louter administratief beroep wordt ingesteld.

A.2.7. Ook de ontstaansgeschiedenis van het decreet wijst op het organiseren van een administratief beroep. Aanvankelijk zouden de betwistingen betreffende de beslissingen genomen door het Vlaams Fonds worden toevertrouwd aan de arbeidsrechtbanken, naar analogie met de voormalige nationale regeling. De afdeling wetgeving van de Raad van State was evenwel, met verwijzing naar het arrest nr. 66 van het Hof, van oordeel dat het een nationale bevoegdheid betrof en dat de betrokken bepalingen uit het ontwerp moesten worden weggelaten. Als gevolg hiervan werd voorzien in de procedure bij de beroepscommissie. Uit de verantwoording daarvan kan onmogelijk worden afgeleid dat de beroepscommissie net als de arbeidsrechtbank een rechtscollege zou zijn of met een juridictionele taak zou zijn belast.

A.2.8. Het beroep bij de beroepscommissie van het Vlaams Fonds is niets anders dan een administratief en geen juridictioneel beroep. De beroepscommissie is een administratieve en geen rechterlijke instantie en haar beslissingen zijn administratieve en geen juridictionele rechtshandelingen.

Een juridictionele interpretatie van de beroepscommissie, haar bevoegdheid of haar beslissingen, is ten stelligste betwistbaar. Aangezien die interpretatie een grondwettigheidsprobleem zou doen rijzen, terwijl ongetwijfeld ook een grondwettige interpretatie mogelijk is, moet voor de laatste worden gekozen.

#### *Memorie van de Waalse Regering*

A.3.1. Om te bepalen of de in het decreet bedoelde beroepscommissie het karakter heeft van een administratieve overheid of integendeel van een administratief rechtscollege, dient te worden verwezen naar de criteria die gewoonlijk door de rechtsleer en de rechtspraak in aanmerking worden genomen.

De commissie is ingesteld door en op initiatief van een openbare overheid. De omstandigheid dat de commissie zelf geen rechtspersoonlijkheid heeft is niet doorslaggevend om haar het karakter van administratieve overheid te ontnemen. Zij maakt deel uit van het Vlaams Fonds, waarvan zij in zekere zin een orgaan is.

De commissie die ermee belast is beslissingen te nemen in het kader van een georganiseerd beroep, neemt deel aan opdrachten van openbaar of algemeen belang die bij het decreet werden toegekend aan het Fonds waarbij ze is ingesteld.

De commissie staat noodzakelijkerwijze onder de controle van de overheid. Haar opdrachten en haar samenstelling zijn, zoals de voornaamste procedureregels overigens, vastgesteld bij decreet. De Vlaamse Regering is aangewezen om haar werkingsregels vast te stellen, alsmede om haar leden te benoemen en om ze aan te wijzen. De Vlaamse Gemeenschap kan te allen tijde die regels wijzigen. In de betwiste decreetsbepalingen vindt men niets dat erop wijst dat men de commissie een bijzonder statuut van onafhankelijkheid wenst te verlenen.

De multidisciplinaire samenstelling is eveneens een aanwijzing voor het karakter van een administratieve overheid; de omstandigheid dat zij door een magistraat wordt voorgezeten is niet bepalend op zich. De in artikel 43 van het decreet vastgestelde essentiële procedure-elementen bevestigen de idee dat de commissie niet het karakter van een administratief rechtscollege heeft. Er wordt helemaal geen debat op tegenspraak georganiseerd en er wordt niet in de tussenkomst van een advocaat voorzien. De betwiste bepalingen schrijven geen strakke onderzoeksprocedure voor. De openbaarheid van de terechtzittingen van de commissie en zelfs de openbaarheid van de uitspraak van de beslissing worden geenszins gegarandeerd.

De commissie beschikt klaarblijkelijk over een grote beoordelingsbevoegdheid ten aanzien van de opportuniteit wanneer zij, naar aanleiding van een beroep, een beslissing neemt in verband met de tenlasteneming van een maatregel van bijstand tot sociale integratie.

De beslissing van de commissie is een handeling die onder de administratieve functie valt en die zich fundamenteel van de jurisdictionele of de wetgevende functie onderscheidt. Er wordt met name niet gepreciseerd dat die beslissing het gezag van gewijsde heeft dat in regel aan iedere handeling van een administratief rechtscollege wordt verbonden.

Die verschillende elementen of kenmerken tonen voldoende aan dat de bij de artikelen 43 en 44 van het betwiste decreet ingestelde beroepscommissie een administratieve overheid is die beslissingen moet nemen in het raam van een georganiseerd administratief beroep.

A.3.2. Krachtens het adagium *tempus regit actum* kunnen de betwiste decreetsbepalingen slechts ten aanzien van de bevoegdheidsverdelende regels die van kracht waren op het ogenblik dat die bepalingen werden aangenomen, door het Hof worden onderzocht. De Vlaamse Gemeenschap was op grond van artikel 5, § 1, II, 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bevoegd om voormelde beroepscommissie in te stellen met eerdervermelde kenmerken.

In zoverre de beroepscommissie niet het karakter van een administratief rechtscollege heeft, heeft de Vlaamse Gemeenschap geenszins inbreuk gemaakt op de door de artikelen 145 en 146 van de Grondwet aan de wet toegekende bevoegdheden. Mocht echter twijfel blijven bestaan wat betreft het karakter van administratieve overheid van de beroepscommissie, zou haar toch dat karakter moeten worden toegekend, zodat aan de betwiste bepalingen een interpretatie wordt gegeven die verenigbaar is met de grondwettelijke voorschriften.

A.3.3. Sinds de staatshervorming van 1993 volgt uit artikel 161 van de Grondwet, gelezen in samenhang met het nieuwe artikel 19 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, dat de gewesten en gemeenschappen, indien nodig via impliciete bevoegdheden, specifieke administratieve rechtscolleges die met hun bevoegdheden verband houden, kunnen instellen en organiseren.

#### *Memorie van de Ministerraad*

A.4.1. Alvorens de prejudiciële vraag te kunnen beantwoorden dient te worden geantwoord op de vraag of het in de artikelen 43 en 44 van het decreet bedoelde beroep een jurisdictioneel beroep is, met andere woorden een beroep dat wordt ingesteld bij een administratief rechtscollege, een buitengerechtelijk rechtscollege of een orgaan van het actief bestuur dat rechtsprekende bevoegdheid uitoefent en dat leidt tot een beslissing met een specifieke draagwijdte welke, steunend op een rechtsregel en bekleed met het gezag van gewijsde, een einde maakt aan een geschil.

A.4.2. Het voorontwerp van decreet voorzigt in een beroepsprocedure bij de arbeidsrechtbank, zoals daarin was voorzien in de wetgeving inzake sociale reclassering. De afdeling wetgeving van de Raad van State formuleerde fundamentele kritiek op die regeling, daarbij verwijzend naar de rechtspraak van het Hof. Ingaand op het bezwaar dat bij decreet de bevoegdheid van de arbeidsrechtbank niet kan worden geregeld, heeft de Vlaamse decreetgever ervoor geopteerd een specifieke beroepsinstantie op te richten in de vorm van een beroepscommissie. Uit de parlementaire voorbereiding blijkt reeds de bedoeling van de decreetgever. Hij wilde voorzien in een jurisdictionele beroepsprocedure tegen de beslissingen van het Vlaams Fonds. Omdat hij diende te aanvaarden dat hij niet bevoegd was om de arbeidsrechtbank daarvoor aan te wijzen, installeerde hij zelf een jurisdictioneel orgaan. Daarbij heeft hij het tweede bezwaar van de afdeling wetgeving van de Raad van State, dat het de gemeenschappen niet toekomt rechtbanken in te stellen, duidelijk naast zich neergelegd.

A.4.3. Bij besluit van de Vlaamse Regering van 24 juli 1991, dat vanwege de dringende noodzakelijkheid niet voor advies werd voorgelegd aan de afdeling wetgeving van de Raad van State, werd uitvoering gegeven aan het decreet. Hoofdstuk IV betreft de inrichting en samenstelling van de beroepscommissie en de procedure. De jurisdictionele aard van de beslissing van de beroepscommissie en dus de kwalificatie van die beroepscommissie als administratief rechtscollege, kunnen worden afgeleid uit het organiek statuut van die commissie. Het feit dat het voorzitterschap wordt waargenomen door een magistraat en er onverenigbaarheid is tussen het lidmaatschap van de evaluatiecommissie of van de raad van bestuur en dat van de beroepscommissie, wijst op de bedoeling van de decreetgever dat de leden van de beroepscommissie onpartijdig en onafhankelijk moeten optreden. Zij genieten immers een statuut dat analoog is aan datgene dat wordt toegekend aan de leden van de hoven en rechtbanken van de gewone rechterlijke macht. Zij zijn noch verantwoordelijkheid verschuldigd ten aanzien van hiërarchische oversten, noch staan zij onder enig administratief toezicht. Dat wordt bevestigd door het huishoudelijk reglement van 28 oktober 1992. Blijkens het criterium van de onafhankelijkheid en de onpartijdigheid is de beroepscommissie derhalve een administratief rechtscollege. Ook rekening houdend met het formeel criterium — de procedurevoorschriften — is de beroepscommissie te beschouwen als een administratief rechtscollege. De geschillen moeten aanhangig worden gemaakt bij de beroepscommissie. Zij kan niet uit eigen beweging van een geschil kennis nemen. De griffier mag de inschrijving van een zaak op de algemene rol niet weigeren. De procedure voor de beroepscommissie gebeurt bovendien tegensprekelijk en de beroepscommissie is gebonden door de procedureregelen van het contradictoir debat. De procedure verloopt openbaar. De commissie is verplicht om te beslissen en de beslissingen moeten op straffe van nietigheid gemotiveerd zijn. Alle opgeworpen middelen moeten worden behandeld en uit de redengeving van haar beslissing moet blijken dat de door de diverse argumenten van partijen gestaafe middelen zijn onderzocht.

De beroepscommissie beantwoordt ook aan het materieel criterium voor administratieve rechtscolleges, vermits het uitspraak doet over geschillen betreffende beslissingen die door het Fonds worden genomen met toepassing van het decreet van 27 juni 1990. De beroepscommissie strekt er essentieel toe een geschil, dit is een betwisting nopens een rechtsregel, een rechtstoestand of een rechtsfeit, te beslechten. Zij maakt een eind aan een bestaand, bij haar aanhangig gemaakt geschil, wat tot uiting komt door het gezag van gewijsde dat kleef aan haar beslissing. De jurisdictionele beslissing van de beroepscommissie is een specifieke beslissing waarvan de gevolgen niet verder reiken dan het geschil waarover uitspraak is gedaan. De beroepscommissie spreekt recht op basis van toepasselijke rechtsregels. Zij gaat het

bestaan van de feiten na en toetst die aan de van toepassing zijnde rechtsregels om er zich een oordeel over te vormen of ten gevolge van die feiten geen schending van de betrokken rechtsregels heeft plaatsgevonden. De beslissing van de beroepscommissie heeft uitsluitend betrekking op de wettigheid van de bestreden beslissing en strekt zich niet uit tot een toetsing van de bestreden beslissing aan het algemeen belang of aan het beleid dat door het Fonds wordt voorgestaan. De beroepscommissie mag zich met andere woorden niet in de plaats stellen van het Fonds. De wil van de decreetgever om de beroepscommissie als een administratief rechtscollege op te richten blijkt ook uit het gezag van gewijsde dat kleeft aan de beslissing van de beroepscommissie. De partijen — de beroeper en het Fonds — zijn immers door haar beslissing gebonden. Ook de beroepscommissie kan op een gedane uitspraak niet meer terugkomen door ze te wijzigen of te herroepen. De beslissing kan slechts met nakoming van streng bepaalde procedurevormen worden gewijzigd of vernietigd.

De beroepscommissie vertoont alle kenmerken van een administratief rechtscollege.

A.4.4. Getoetst aan de op het ogenblik van het oprichten van de beroepscommissie geldende bevoegdheidsregels moet worden besloten dat de artikelen 43 en 44 van het decreet de bevoegdheidsverdelende regels schenden. De artikelen 145 en 146 van de Grondwet brengen met zich mee dat alle administratieve rechtscolleges een wettelijke basis moeten hebben. Het oprichten van administratieve rechtscolleges is een door de Grondwet aan de federale wetgever voorbehouden aangelegenheid. De gemeenschappen en de gewesten zijn in principe (artikel 19, § 1, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980), behoudens bijzondere en uitdrukkelijke machtiging in de bijzondere of gewone wet tot hervorming der instellingen (arrest nr. 66 van het Hof), niet bevoegd om jurisdictionele organen op te richten of te wijzigen, zelfs voor de hun toegewezen aangelegenheden. Zelfs op basis van de impliciete bevoegdheden kunnen de gemeenschappen en de gewesten geen jurisdictionele organen oprichten.

A.4.5. Artikel 128 van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur bevat geen bijzondere bepaling betreffende de inwerkingtreding van artikel 7 van die wet waarbij artikel 19, § 1, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 werd vervangen. De nieuwe bepaling is derhalve op 30 juli 1993 in werking getreden. Het is eerst vanaf die datum dat de gemeenschappen en de gewesten zich op de bevoegdheden van de bijzondere wet van 16 juli 1993 kunnen beroepen.

Het nieuwe artikel 19, § 1, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt dat behoudens toepassing van artikel 10, het decreet de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 4 tot 9 regelt, onverminderd de bevoegdheden die door de Grondwet aan de wet zijn voorbehouden. Overigens werden op 29 juni 1993 de huidige artikelen 160 en 161 in de Grondwet ingevoegd, naar luid waarvan geen administratief rechtscollege kan worden ingesteld dan krachtens een wet.

De nieuwe grondwettelijke bepaling met betrekking tot de oprichting van administratieve rechtscolleges werd ingevoerd na de eerste staats hervormingen. Zij moet worden beschouwd als een grondwettelijke bevoegdheidsverdelende regel tussen de federale wetgever, enerzijds, en de gemeenschappen en de gewesten, anderzijds. Het betreft derhalve een door de Grondwet aan de federale wetgever voorbehouden aangelegenheid.

Indien de gemeenschappen en de gewesten krachtens het nieuwe artikel 19, § 1, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, met toepassing van artikel 10 van diezelfde bijzondere wet, federale bevoegdheden kunnen betreden, moet dat optreden beantwoorden aan de strenge eisen die het Hof daaromtrent stelt. De door de gemeenschappen en gewesten aangenomen bepalingen moeten noodzakelijk zijn voor een zinvolle uitoefening van een uitdrukkelijk toegewezen bevoegdheid; er is dus een zeer nauwe band vereist tussen de uitdrukkelijke gemeenschaps- of gewestbevoegdheid en de op grond van artikel 10 betreden federale aangelegenheid, zodat deze laatste een noodzakelijk accessorium moet zijn. De federale aangelegenheid die aldus wordt betreden moet zich tot een gedifferentieerde regeling lenen en de weerslag op de federale aangelegenheid moet marginaal zijn.

De oprichting van de beroepscommissie door de Vlaamse decreetgever is geen noodzakelijk accessorium van het gehandicaptenbeleid van de gemeenschappen. De aan de federale wetgever voorbehouden aangelegenheid tot oprichting van administratieve rechtscolleges leent zich niet tot een gedifferentieerde regeling. De weerslag van de oprichting van die beroepscommissie op die federale aangelegenheid is meer dan marginaal.

#### *Memorie van antwoord van de Ministerraad*

A.5.1. De beroepscommissie is een administratief rechtscollege.

A.5.2. Het Vlaams Fonds voor de sociale integratie van personen met een handicap beschouwt de beroepscommissie als een administratief rechtscollege en heeft daar in zijn administratieve praktijk consequent naar gehandeld.

A.5.3. De Vlaamse Regering beroept zich op het materieel criterium om te stellen dat het beroep bij de beroepscommissie geen jurisdictioneel beroep is en de commissie geen administratief rechtscollege is. Het materieel criterium is evenwel geen decisief criterium.

In tegenstelling tot wat de Vlaamse Regering betoogt bevatten de decretale bepalingen duidelijke aanwijzingen over de bedoeling van de decreetgever, namelijk de oprichting van een administratief rechtscollege. Het voorzitterschap wordt waargenomen door een magistraat, er is onverenigbaarheid tussen het lidmaatschap van de beroepscommissie en dat van de evaluatiecommissie of van de raad van bestuur als waarborg van onafhankelijkheid en onpartijdigheid en het geschil moet aanhangig worden gemaakt bij de beroepscommissie, die dus niet ambtshalve kan optreden.

Dit blijkt ook uit artikel 73 van het decreet, waarbij de artikelen 26 en 27 van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen worden opgeheven. Die bepalingen bevestigden de bevoegdheid van de arbeidsrechtbank voor sommige door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen genomen beslissingen. Niettegenstaande het bepaalde in artikel 582, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek, oordeelde het Hof (arrest nr. 49/93) dat de opheffing van het voormelde artikel 26 door de Franse gemeenschapsdecreetgever de bevoegdheidsverdelende bepalingen schendt.

Het besluit van de Vlaamse Regering van 24 juli 1991 geeft uitvoering aan het decreet; het beslist niet over het rechtsprekend karakter van het beroep.

De niet-openbaarheid van de zitting en de uitspraak van de beroepscommissie blijkt niet uitdrukkelijk uit het decreet en het besluit van de Vlaamse Regering van 24 juli 1991. Het al dan niet openbaar karakter van de zitting en de uitspraak is geen criterium om te besluiten dat het om een rechtscollege gaat (zie arrest nr. 65/96). De mogelijkheid tot bijstand door een advocaat volgt uit artikel 439 van het Gerechtelijk Wetboek. Dit is evenmin een criterium om de aard van de beroepscommissie vast te stellen (zelfde arrest). De organieke aspecten van de beroepscommissie en de formele aspecten van de procedure vinden hun grondslag in het decreet waarvan het besluit van 24 juli 1991 de uitvoering is.

De mogelijkheid van cassatieberoep bij de Raad van State is een criterium om de commissie als rechtscollege te beschouwen (zelfde arrest). Hoewel de terminologie van artikel 49 van het besluit van 24 juli 1991 niet geheel accuraat is, beoogde de decreetgever daarmee het administratief cassatieberoep van artikel 14, *in fine*, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

De mogelijkheid om een opportuniteitsbeoordeling te doen sluit niet uit dat het om een rechtscollege gaat. Hetzelfde geldt ten aanzien van de multidisciplinaire samenstelling.

Uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat de decreetgever een rechtscollege bevoegdheid wilde geven om de geschillen betreffende de beslissingen van het Vlaams Fonds over de tenlasteneming te beslechten. Het feit dat artikel 582, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek niet werd opgeheven, doet niets af aan de opheffing van de artikelen 26 en 27 van voormelde wet van 16 april 1963.

De Vlaamse Regering betwist niet dat de beslissingen van de beroepscommissie gezag van gewijsde hebben. Dit is nochtans een decisief criterium. De beroepscommissie kan haar uitspraak niet intrekken, wat een administratieve overheid wel kan.

A.5.4. Het standpunt van de Waalse Regering kan evenmin worden gevolgd. De oprichting van de beroepscommissie door de Vlaamse decreetgever kan uiteraard niet op zich het karakter van administratieve overheid aan die beroepscommissie verlenen. De deelname aan opdrachten van openbaar of algemeen belang geeft de beroepscommissie niet het karakter van administratieve overheid. Dat de benoemingsvoorwaarden, de benoemingen van de leden en de werkingsregels toekomt aan de Vlaamse Regering kan de beroepscommissie niet het karakter van rechtscollege ontnemen. Er is wel degelijk in een debat op tegenspraak voorzien en de tussenkomst van een advocaat volgt uit artikel 439 van het Gerechtelijk Wetboek.

A.5.5. Het Hof heeft in het arrest nr. 65/96 de jurisdictionele aard van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen afgeleid uit de volgende criteria : a) de samenstelling en de wijze waarop haar leden worden aangewezen; b) de wijze waarop hun onafhankelijkheid ten opzichte van de administratie wordt gewaarborgd; c) de haar toegewezen bevoegdheden inzake opsporing en onderzoek; d) het debat op tegenspraak dat wordt georganiseerd; e) de bijzondere verplichting tot motivering; f) het administratief cassatieberoep dat tegen haar beslissingen kan worden uitgeoefend en g) de parlementaire voorbereiding. Toetsing aan die criteria leidt onvermijdelijk tot het besluit dat het ook hier om een rechtscollege gaat.

A.5.6. De Vlaamse en de Waalse Regering bevestigen dat de Vlaamse decreetgever niet bevoegd is om de uitoefening van de rechterlijke functie te regelen en gewone of administratieve rechtscolleges op te richten. In tegenstelling met wat de Waalse Regering betoogt, blijven de gemeenschappen en gewesten thans ook onbevoegd om administratieve rechtscolleges op te richten.

*Memorie van antwoord van de Vlaamse Regering*

A.6. De argumenten die de Ministerraad aanvoert in zijn memorie werden door de Vlaamse Regering in haar memorie reeds weerlegd.

Op grond van een onderzoek van het wezen van de beroepscommissie en haar bevoegdheden, dat wil zeggen met toepassing van de materiële criteria van de jurisdictionele functie, zonder zich te laten misleiden door een aantal organieke en formele, hoe dan ook niet-essentiële bijkomstigheden, waarbij overigens oorzaak en gevolg zouden worden verward, kan niets anders dan worden vastgesteld dat het beroep bij de beroepscommissie een administratief en geen jurisdictioneel beroep is, zodat de beroepscommissie een administratieve en geen rechterlijke instantie is en haar beslissingen administratieve en geen jurisdictionele rechtshandelingen zijn.

Hoe kan overigens, zoals de Ministerraad beweert, van een decreetgever die uitdrukkelijk wil ingaan op de opmerking van de Raad van State dat hij onbevoegd is om rechtspraak te organiseren, worden aangenomen dat hij precies vanwege die onbevoegdheid alsnog rechtspraak heeft georganiseerd ?

In tegenstelling tot wat de Ministerraad betoogt kan uit de omstandigheid dat de beroepscommissie de bestreden beslissing van het Vlaams Fonds kan wijzigen of vervangen slechts worden afgeleid dat zij een administratieve en geen jurisdictionele beslissing treft. Typisch voor de rechter is immers dat hij, gelet op de scheiding der machten, zijn appreciatie niet in de plaats mag stellen van die van een overheid die een administratieve functie vervult.

Hoe dan ook is een jurisdictionele kwalificatie van de beroepscommissie, haar bevoegdheid of haar beslissingen ten stelligste betwistbaar. Aangezien die interpretatie een grondwettigheidsprobleem doet rijzen, terwijl ongetwijfeld een grondwettige interpretatie mogelijk is, moet voor de laatste worden gekozen. De Vlaamse Regering kan slechts vaststellen dat de Ministerraad geen bevoegdheidsrechtelijke bezwaren maakt tegen de beroepscommissie mocht zij een administratieve instantie zijn.

*Memorie van antwoord van de Waalse Regering*

A.7.1. Om te antwoorden op de prejudiciële vraag moet worden verwezen naar de bevoegdheidsrechtelijke regels die van toepassing waren op het ogenblik dat de artikelen 43 en 44 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 27 juni 1990 werden aangenomen. In tegenstelling tot wat de Ministerraad betoogt moet niet worden verwezen naar artikel 161 van de Grondwet gelezen in samenhang met het door de bijzondere wet van 16 juli 1993 gewijzigde artikel 19 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Overigens blijkt uit de parlementaire voorbereiding van artikel 161 van de Grondwet dat de gemeenschappen en de gewesten wel degelijk bijzondere administratieve rechtscolleges kunnen creëren indien dat noodzakelijk is voor de uitoefening van hun bevoegdheden.

A.7.2. De Ministerraad verwijst in zijn memorie hoofdzakelijk naar de bepalingen van het besluit van de Vlaamse Regering van 24 juli 1991 en naar het huishoudelijk reglement van de beroepscommissie om te besluiten dat zij alle kenmerken van een administratief rechtscollege heeft. Die argumentatie kan niet in aanmerking worden genomen, omdat het Hof niet door die bepalingen is geadieerd en ook niet geadieerd zou kunnen worden. Rekening houdend met artikel 94 (thans 146) van de Grondwet is de uitvoerende macht uiteraard niet bevoegd om een rechtscollege op te richten of om de uitoefening van een jurisdictionele bevoegdheid te regelen zonder machtiging van de wetgevende macht. *A fortiori* heeft de beroepscommissie geen bevoegdheid om zich als een rechtsprekend orgaan aan te dienen in een huishoudelijk reglement.

De Vlaamse Raad heeft zich geschikt naar het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State. De parlementaire voorbereiding van het decreet laat niet toe te beweren dat dit niet het geval is.

Overigens, wat ook de aard van de beroepscommissie is die door de betrokken bepalingen is ingesteld, zij wijken niet af van de bevoegdheid die aan de arbeidsrechtbanken is toegekend bij artikel 582, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek.

— B —

B.1. De artikelen 43 en 44 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 27 juni 1990 houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor de sociale integratie van personen met een handicap luiden :

« Art. 43. Binnen dertig dagen na de betekening van de beslissing van het Fonds kan de aanvrager of zijn wettelijke vertegenwoordiger per aangetekende brief beroep aantekenen tegen de beslissing bij een beroepscommissie.

Art. 44. De beroepscommissie bestaat uit vijf leden, wordt multidisciplinair samengesteld en wordt voorgezeten door een magistraat. De Regering stelt de benoemingsvoorwaarden van de leden van de beroepscommissie vast, benoemt de leden van de beroepscommissie en regelt haar werking.

Er is onverenigbaarheid tussen het lidmaatschap van de evaluatiecommissie of van de Raad van Bestuur en dat van de beroepscommissie. »

B.2. Die bepalingen moeten worden getoetst aan de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheden van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten, zoals die van toepassing waren op het tijdstip waarop voormeld decreet werd aangenomen.



B.3. De artikelen 3ter (thans artikel 38), 59bis (thans de artikelen 127 tot 129) en 107quater (thans artikel 39) van de Grondwet en de artikelen 4 tot 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen hebben de decreetgever de bevoegdheid verleend een aantal aangelegenheden bij decreet te regelen. Aldus wijst artikel 5, § 1, II, 4°, van dezelfde bijzondere wet, « het beleid inzake minder-validen, met inbegrip van de beroepsopleiding, de omscholing en de herscholing van minder-validen, [...] », onder voorbehoud van twee uitzonderingen, aan de gemeenschappen toe.

Artikel 19, § 1, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalde evenwel, vóór de wijziging ervan door de bijzondere wet van 16 juli 1993 : « Het decreet regelt de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 4 tot 11, onverminderd de bevoegdheden die door de Grondwet aan de wet zijn voorbehouden ».

Hieruit vloeide voort dat de decreetgever, behoudens het geval waarin een bijzondere en uitdrukkelijke machtiging was verleend bij de wetten tot hervorming der instellingen, de materies die hem waren toegewezen slechts vermocht te regelen op voorwaarde dat hij geenszins inbreuk zou maken op de bevoegdheden die de Grondwet aan de wet voorbehoudt.

Vóór de wijziging, bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, van artikel 19, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 kon de mogelijkheid die de Raden bij artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, is geboden en die erin bestaat dat hun decreten rechtsbepalingen kunnen bevatten in aangelegenheden waarvoor zij niet bevoegd zijn, geen toepassing vinden op bevoegdheden die de Grondwet aan de wet voorbehoudt.

B.4. Artikel 94 (thans artikel 146) van de Grondwet bepaalt :

« Geen rechtbank, geen met eigenlijke rechtspraak belast orgaan kan worden ingesteld dan krachtens een wet. [...] »

Die bepaling behoudt de federale wetgever de zorg voor om rechtscolleges in te stellen. Bij gebreke aan een bijzondere en uitdrukkelijke machtiging verleend bij de wetten tot hervorming der instellingen waren de gemeenschappen luidens het eerderevermelde artikel 19, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 onbevoegd gewone of administratieve rechtscolleges in te stellen.

B.5. De vraag rijst derhalve of het in de in het geding zijnde bepalingen bedoelde beroep al dan niet een juridictioneel beroep is en of de daarin bedoelde beroepscommissie al dan niet een administratief rechtscollege is.

B.6. De instelling van een specifieke beroepsprocedure en de oprichting van een beroepscommissie vinden blijkens de parlementaire voorbereiding van het decreet hun verklaring in de omstandigheid dat in het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State erop was gewezen dat de decreetgever niet bevoegd was te bepalen dat betwistingen met betrekking tot door het Vlaams Fonds getroffen beslissingen en met betrekking tot leerovereenkomsten tot de bevoegdheid van de arbeidsrechtbanken behoren (*Gedr.St.*, Vlaamse Raad, 1989-1990, nr. 318/1, pp. 44 en 59). De decreetgever oordeelde daarop dat het nodig was in een « specifieke beroepsinstantie » te voorzien (*ibid.*, p. 13; *Gedr.St.*, Vlaamse Raad, 1989-1990, nr. 318/2, p. 15).

Uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat het in artikel 43 van het decreet bedoelde beroep in de plaats komt van het juridictioneel beroep waarin door de artikelen 26 en 27 van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen — de aan het decreet voorafgaande regeling — was voorzien bij de arbeidsrechtbank. Die bepalingen werden overigens opgeheven door artikel 73, 1°, van het decreet.

Dat de decreetgever klaarblijkelijk een juridictioneel beroep beoogde in te stellen, volgt ook uit de bepalingen welke hij vaststelde met betrekking tot de samenstelling van de beroepscommissie en die ertoe strekken de onafhankelijkheid van die commissie te waarborgen. De beroepscommissie wordt voorgezeten door een magistraat en er is onverenigbaarheid tussen het lidmaatschap van de evaluatiecommissie en van de raad van bestuur van het Vlaams Fonds en dat van de beroepscommissie. Overigens zijn de beslissingen van de commissie kennelijk met gezag van gewijsde bekleed.

B.7. Het juridictioneel karakter van het bij het decreet ingestelde beroep wordt overigens bevestigd door het besluit van de Vlaamse Regering van 24 juli 1991 betreffende de inschrijving bij het Vlaams Fonds voor sociale integratie van personen met een handicap. Benevens in een voorzitter, wordt voorzien in twee plaatsvervangende voorzitters die allen magistraat moeten zijn met ten minste vijf jaar ervaring in een arbeidsrechtbank of arbeidshof (artikel 31, 1°). De beroepscommissie is uitsluitend bevoegd om uitspraak te doen op schriftelijke en gemotiveerde beroepen (artikel 37). De aanvrager kan zich laten bijstaan (artikel 38). De partijen kunnen vóór de zitting een memorie indienen, die bij het dossier wordt gevoegd en de beroepscommissie moet met de hierin aangebrachte elementen rekening houden (artikel 42). De beslissing van de beroepscommissie moet op straffe van nietigheid worden gemotiveerd (artikel 48). Het Vlaams Fonds is partij in het geschil zodat de procedure tegensprekelijk is (artikel 48, 3°).

B.8. Uit wat voorafgaat vloeit voort dat het in artikel 43 beoogde beroep een juridictioneel beroep is en dat de beroepscommissie bijgevolg een administratief rechtscollege is.

B.9. Aangezien de beroepscommissie een administratief rechtscollege is dat uitspraak doet over juridictionele beroepen, schenden de artikelen 43 en 44 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 27 juni 1990 houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor de sociale integratie van personen met een handicap de regels voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheden van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten, zoals zij gelding hadden op dat ogenblik.

De prejudiciële vraag moet bevestigend worden beantwoord.

Om die redenen,  
het Hof  
zegt voor recht :

De artikelen 43 en 44 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 27 juni 1990 houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor de sociale integratie van personen met een handicap schenden de regels voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheden van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten.

Aldus uitgesproken in het Nederlands en het Frans, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 30 april 1997, door voormelde zetel waarin voorzitter M. Melchior, wettig verhinderd de uitspraak van onderhavig arrest bij te wonen, is vervangen door rechter L. François.

De griffier,  
L. Potoms.

De voorzitter,  
L. De Grève.

## COUR D'ARBITRAGE

[C - 97/21191]

## Arrêt n° 25/97 du 30 avril 1997

Numéro du rôle : 985

*En cause* : la question préjudicielle concernant les articles 43 et 44 du décret de la Communauté flamande du 27 juin 1990 portant création d'un Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées, posée par le tribunal du travail d'Anvers.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents L. De Grève et M. Melchior, et des juges H. Boel, G. De Baets, E. Cerexhe, A. Arts et R. Henneuse, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président L. De Grève, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*I. Objet de la question préjudicielle*

Par jugement du 24 septembre 1996 en cause de F. Van Aelst contre le Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 30 septembre 1996, le tribunal du travail d'Anvers a posé la question préjudicielle suivante :

« En créant une commission d'appel, les articles 43 et 44 du décret de la Communauté flamande du 27 juin 1990 [portant création d'un Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées] violent-ils les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'État, des communautés et des régions ? »

*II. Les faits et la procédure antérieure*

1. Le 3 septembre 1992, F. Van Aelst introduisit une demande d'obtention d'une assistance à l'intégration sociale. La demande visait notamment à obtenir une intervention dans l'achat d'un micro-ordinateur.

La demande fut soumise à la commission provinciale d'évaluation le 26 novembre 1992 et un protocole individuel d'intégration fut établi. Une décision défavorable fut prise, au motif que le micro-ordinateur n'est pas nécessaire pour suppléer à la fonction d'écriture et n'entraîne donc pas un coût supplémentaire basé sur le handicap. Sur la base de cette décision, le Fonds flamand refusa l'intervention.

2. F. Van Aelst, informé de cette décision par lettre recommandée du 5 janvier 1993, introduisit un recours auprès de la commission d'appel par lettre recommandée du 1<sup>er</sup> février 1993.

Le 8 septembre 1993, la commission d'appel déclara le recours non fondé.

3. Faisant usage du droit de demander une révision de la décision de la commission d'appel, F. Van Aelst introduisit un nouveau certificat médical.

Le 17 mai 1995, la commission d'appel décida que le certificat médical susmentionné ne constituait pas un fait nouveau au sens de l'article 54 de l'arrêté du 24 juillet 1991 relatif à l'enregistrement. Elle décida dès lors de rejeter la demande de révision comme irrecevable.

4. F. Van Aelst introduisit un recours contre cette décision auprès du tribunal du travail d'Anvers par requête déposée au greffe le 13 juillet 1995.

5. Dans son jugement du 24 septembre 1996, le tribunal du travail a considéré qu'il convenait de vérifier tout d'abord la compétence du tribunal. La partie demanderesse estime que le tribunal du travail est compétent, sur la base de l'article 582, 2<sup>o</sup>, du Code judiciaire, tandis que la partie défenderesse considère que le recours est irrecevable, au motif que la décision de la commission d'appel, qui est une juridiction administrative, ne peut être attaquée que devant le Conseil d'Etat. L'auditeur du travail estime que le tribunal du travail est compétent et se réfère à cet égard à l'arrêt n° 49/93 de la Cour.

Sur la base de cet arrêt et de la violation de la Constitution par la Communauté flamande qu'il en déduit par analogie, le tribunal du travail d'Anvers a conclu, dans un jugement du 23 novembre 1993, que la Communauté flamande n'était pas compétente pour abroger l'article 26, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 17 avril 1963, de sorte que la compétence du tribunal du travail reste intacte en cette matière.

Les tribunaux du travail demeurent compétents pour connaître des contestations concernant les décisions du Fonds flamand; ils restent compétents pour l'intégration sociale des handicapés. Lorsqu'un justiciable se voit notifier une décision du Fonds flamand, il peut introduire un recours soit auprès de la commission d'appel, soit auprès du tribunal du travail. Pour savoir si le tribunal du travail peut également connaître des recours intentés contre les décisions de la commission d'appel, il y a lieu de déterminer si cette commission est ou non une juridiction administrative. Compte tenu de l'article 146 de la Constitution et de l'article 19, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, il est douteux que la Communauté flamande soit compétente pour ériger une commission d'appel en juridiction administrative.

Par ces motifs, le tribunal du travail pose la question préjudicielle susmentionnée.

*III. La procédure devant la Cour*

Par ordonnance du 30 septembre 1996, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

La décision de renvoi a été notifiée conformément à l'article 77 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 15 octobre 1996.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 19 octobre 1996.

Des mémoires ont été introduits par :

— le Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées, avenue de l'Astronomie 30, 1030 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 28 novembre 1996;

— le Gouvernement flamand, place des Martyrs 19, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 29 novembre 1996;

— le Gouvernement wallon, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, par lettre recommandée à la poste le 29 novembre 1996;

— le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 2 décembre 1996;

— F. Van Aelst, Korte Klarenstraat 11, boîte 3, 2000 Anvers, par lettre ordinaire.

Par ordonnance du 5 décembre 1996, la Cour a déclaré irrecevable le mémoire introduit par lettre ordinaire par F. Van Aelst, l'a écarté des débats et a dit que l'intéressé n'est dès lors pas partie devant la Cour dans la présente affaire.

Cette ordonnance a été notifiée à F. Van Aelst ainsi qu'à son avocat, par lettre recommandée à la poste le 9 décembre 1996.

Les autres mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 9 janvier 1997.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- le Conseil des ministres, par lettre recommandée à la poste le 6 février 1997;
- le Gouvernement flamand, par lettre recommandée à la poste le 10 février 1997;
- le Gouvernement wallon, par lettre recommandée à la poste le 10 février 1997.

Par ordonnance du 26 février 1997, la Cour a prorogé jusqu'au 30 septembre 1997 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 5 mars 1997, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 25 mars 1997.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 6 mars 1997.

A l'audience publique du 25 mars 1997 :

— ont comparu :

- . Me D. D'Hooghe, *loco* Me P. Van Orshoven, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement flamand;
- . Me V. Thiry, avocat au barreau de Liège, pour le Gouvernement wallon;
- . Me P. Lefranc, avocat au barreau de Gand, pour le Conseil des ministres;
- les juges-rapporteurs H. Boel et E. Cerexhe ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

IV. *En droit*

— A —

#### *Mémoire du Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées*

A.1. Dans ses conclusions additionnelles, le Fonds flamand s'est borné à mentionner les différents points de vue et à faire savoir que sa pratique administrative a toujours considéré la commission d'appel comme une juridiction administrative et qu'elle continuera de le faire jusqu'à ce que les juridictions compétentes auront rendu un jugement définitif à cet égard. C'est du reste le Fonds qui a demandé au tribunal du travail de poser à la Cour une question préjudicielle à ce propos.

Le Fonds flamand souhaite s'en remettre à la sagesse de la Cour.

#### *Mémoire du Gouvernement flamand*

A.2.1. Il est exact que les communautés et les régions ne sont, en principe, pas compétentes pour régler l'exercice de la fonction judiciaire et pour instituer des juridictions ordinaires ou administratives. Aux termes des articles 13, 145, 146 et 161 de la Constitution, une juridiction, administrative ou non, ne peut en effet être établie et la procédure juridictionnelle ne peut être réglée que par « la loi » ou en vertu de celle-ci. La Cour a déduit de l'article 19, § 1<sup>er</sup>, *in fine*, de la loi spéciale du 8 août 1980, telle que cette disposition était libellée au moment où les dispositions décrétales en cause ont été édictées, que ces « principes de légalité » constitutionnels impliquent une compétence réservée du législateur fédéral, y compris à l'égard des législateurs communautaires et régionaux, sauf pour les cas que le législateur fédéral excepte.

En l'espèce, l'incompétence du tribunal du travail, qui se déduirait de la circonstance que la commission d'appel serait une juridiction administrative, en sorte que ses décisions seraient uniquement susceptibles d'un recours en cassation auprès du Conseil d'Etat, aurait par ailleurs également pour effet qu'il serait porté atteinte au pouvoir, réservé à la loi par l'article 157, alinéa 3, de la Constitution, de régler la compétence des juridictions du travail.

A.2.2. Le recours auprès de la commission d'appel du Fonds flamand n'est cependant pas un recours juridictionnel, mais bien un recours administratif organisé, en sorte que cette commission d'appel n'est pas une juridiction et que ses décisions ne sont pas des actes juridictionnels, mais des actes administratifs.

Si la commission d'appel était effectivement une juridiction administrative, *quod non*, cette circonstance ne porterait pas atteinte à la compétence du tribunal du travail pour connaître d'un litige concernant une décision de la commission d'appel. L'article 582, 2<sup>o</sup>, du Code judiciaire rend le tribunal du travail compétent pour « les contestations concernant les droits et obligations résultant de la législation relative au reclassement social des handicapés », indépendamment de ce qui précède l'intentement d'un recours auprès du tribunal du travail. La référence à la « législation relative au reclassement social des handicapés » doit s'entendre ici dans un sens matériel et vise également la législation communautaire en la matière. La compétence du tribunal du travail exclut celle du Conseil d'Etat.

A.2.3. Pour déterminer si une instance est une juridiction, il faut examiner si ses décisions répondent aux caractéristiques essentielles de l'acte juridictionnel, qui sont amplement décrites dans la doctrine.

La mission naturelle du juge est de trancher des litiges. Les litiges sont des revendications contradictoires émanant de sujets de droit. Le juge n'en connaît pas d'office, mais dès qu'il a été saisi par une partie concernée, il est obligé de prendre une décision, sous peine de déni de justice. Le litige qui lui est soumis doit être un conflit juridique, c'est-à-dire une contestation concernant l'application du droit ou concernant des droits subjectifs. Le juge ne connaît donc pas des conflits de politiques ou d'intérêts. Il dit le droit et n'exerce aucun contrôle d'efficacité ou d'opportunité. Enfin, le juge tranche le litige dont il est saisi, en sorte que sa décision a l'autorité de la chose jugée.

A.2.4. Le texte du décret du 27 juin 1990 n'apporte pas une réponse immédiate à la question de savoir si le recours auprès de la commission d'appel, cette commission elle-même et ses décisions sont ou non de nature juridictionnelle. Il ne se déduit pas du texte du décret que la commission d'appel serait une juridiction, ni qu'il aurait été porté atteinte à la compétence du tribunal du travail.

Certes, le décret a abrogé les articles 26 et 27 de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, qui confiaient aux tribunaux du travail les contestations relatives aux décisions du Fonds national de reclassement social des handicapés de l'époque et aux accords concernant la formation, la reconversion et la rééducation professionnelles. Ces dispositions allaient évidemment perdre petit à petit leur objet. La section de législation du Conseil d'Etat considérerait qu'elles ne trouveraient pas à s'appliquer aux contestations concernant les décisions prises par le Fonds flamand nouvellement institué ou concernant les accords conclus avec ce Fonds. C'est assurément pour cette raison que le Conseil d'Etat n'a formulé aucune observation à propos de cette abrogation.

Celle-ci n'implique pas nécessairement que le recours auprès de la commission d'appel soit substitué au recours auprès du tribunal du travail qu'organisaient les articles 26 et 27 de la loi de 1963 ni, quand bien même il en serait ainsi, que le recours auprès de la commission d'appel soit de nature juridictionnelle. De surcroît, cette abrogation demeure sans effet, eu égard à ce que la Cour a dit, dans son arrêt n° 49/93, à propos de l'abrogation de ces mêmes dispositions par la Communauté française, précisément parce qu'il était ainsi attribué une compétence que la Constitution réserve au législateur fédéral. Le décret du 27 juin 1990 n'a pas porté atteinte à la compétence plus générale des tribunaux du travail qui trouve sa source dans l'article 582, 2°, du Code judiciaire.

A.2.5. L'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 1991, qui a fixé les conditions de nomination des membres de la commission d'appel et réglé le fonctionnement de cette commission, n'apporte lui non plus aucune réponse. Il met certes l'accent sur l'indépendance de la commission d'appel et prévoit une procédure ressemblant fort aux procédures juridictionnelles — bien que le demandeur ne puisse pas se faire assister par un avocat et que les séances et les prononciations de la commission d'appel ne soient pas publiques —, mais on ne saurait davantage conclure de là à la nature juridictionnelle du recours, de l'instance de recours et de ses décisions.

Tout d'abord, le pouvoir exécutif ne peut décider du caractère juridictionnel d'un recours. Ensuite, bon nombre de procédures administratives sont exécutées par application de procédures quasi juridictionnelles. Enfin et surtout, les aspects organiques d'une instance de recours ou les aspects formels de la procédure à appliquer devant elle peuvent difficilement servir de critère à cet égard, *a fortiori* de critère décisif, étant donné qu'ils sont un effet et non une cause.

De même, le fait que l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 1991 dispose que l'expédition de la décision de la commission d'appel doit mentionner que la décision est susceptible d'appel auprès du Conseil d'Etat ne permet pas non plus de conclure que les décisions de la commission seraient de nature juridictionnelle. En effet, cette disposition n'accorde pas un droit d'appel mais constate seulement l'existence de cette forme de protection juridique et impose d'en faire mention. La constatation d'une faculté de recours devant le Conseil d'Etat — qui repose de surcroît sur une erreur, étant donné que le tribunal du travail est compétent — n'implique d'ailleurs pas que la décision contre laquelle le recours est intenté soit de nature juridictionnelle, puisque le recours visé à l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat porte en premier lieu sur des actes administratifs. Le recours en annulation introduit auprès du Conseil d'Etat contre des actes juridictionnels n'est quant à lui pas un appel mais un pourvoi en cassation.

A.2.6. En revanche, le décret du 27 juin 1990 contient d'importantes indications de ce que le recours auprès de la commission d'appel n'est pas un recours juridictionnel, mais un recours administratif. En effet, il est incontestable que la commission d'appel peut réformer la décision originaire du Fonds flamand et la remplacer par une décision nouvelle, dans tous ses aspects, de sorte que la commission d'appel dispose du même pouvoir d'appréciation. Cette appréciation est largement, sinon totalement discrétionnaire et ne porte qu'accessoirement sur le bien-fondé juridique d'une demande. La contestation dont est saisie la commission d'appel ne concerne qu'exceptionnellement un conflit juridique et consiste généralement en un simple conflit d'intérêts ou un conflit portant sur la politique suivie. La commission d'appel soumet la décision originaire du Fonds flamand avant tout à un contrôle d'efficacité ou d'opportunité. Ceci exclut une compétence juridictionnelle de la commission d'appel. Tant le pouvoir discrétionnaire que le contrôle d'opportunité sont incompatibles avec la mission d'une instance juridictionnelle, qui ne peut contrôler le choix d'une politique que de manière marginale.

Le fait que la commission d'appel doive recommencer le jugement d'opportunité du Fonds flamand est confirmé par l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 1991 relatif à l'enregistrement au Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées. La composition de la commission d'appel montre bien que celle-ci ne tranche en aucune façon des conflits juridiques, mais répond principalement à des questions d'opportunité. Ceci implique que la commission d'appel est, certes, une instance de recours, mais qu'elle est saisie, non de recours juridictionnels, mais de recours purement administratifs.

A.2.7. La genèse du décret révèle à son tour qu'il s'agit de l'organisation d'un recours administratif. Initialement, les contestations relatives aux décisions prises par le Fonds flamand auraient été confiées aux tribunaux du travail, par analogie avec la réglementation nationale antérieure. La section de législation du Conseil d'Etat, se référant à l'arrêt n° 66 de la Cour, a toutefois estimé qu'il s'agissait là d'une compétence nationale et que les dispositions en cause devaient être supprimées dans le projet. Suite à cela, la procédure devant la commission d'appel a été prévue. On ne saurait déduire de la justification de ce fait que la commission d'appel est, tout comme le tribunal du travail, une juridiction, ni qu'elle est chargée d'une tâche juridictionnelle.

A.2.8. Le recours auprès de la commission d'appel du Fonds flamand n'est rien d'autre qu'un recours administratif et n'est pas un recours juridictionnel. La commission d'appel est une instance administrative et non une instance juridictionnelle et ses décisions sont des actes administratifs et non des actes juridictionnels.

Une interprétation juridictionnelle de la commission d'appel, de sa compétence ou de ses décisions est hautement contestable. Étant donné que cette interprétation ferait surgir un problème de constitutionnalité, alors qu'une interprétation conforme à la Constitution est assurément possible, c'est cette dernière qui doit être retenue.

#### *Mémoire du Gouvernement wallon*

A.3.1. Pour déterminer si la commission d'appel visée dans le décret a le caractère d'autorité administrative ou au contraire de juridiction administrative, il convient de se référer aux critères habituellement retenus par la doctrine et la jurisprudence.

La commission a été instituée par et à l'initiative d'un pouvoir public. La circonstance que la commission elle-même soit dépourvue de la personnalité juridique n'est pas déterminante pour lui retirer le caractère d'autorité administrative. Elle fait partie du Fonds flamand, dont elle est en quelque sorte un organe.

Chargée de prendre des décisions dans le cadre d'un recours organisé, la commission participe aux missions d'intérêt public ou général dévolues par le décret au Fonds auprès duquel elle est instituée.

La commission est nécessairement sous le contrôle des pouvoirs publics. Ses missions et sa composition, comme du reste les principales règles de la procédure, sont fixées par décret. Le Gouvernement flamand est désigné pour fixer ses règles de fonctionnement, ainsi que les conditions de nomination de ses membres, et pour désigner ceux-ci. La Communauté flamande peut à tout moment modifier ces règles. Dans les dispositions décrétales litigieuses, on ne découvre aucun indice tendant à assurer à la commission un statut spécial d'indépendance.

La composition multidisciplinaire de la commission est également un indice tendant à démontrer le caractère d'autorité administrative; la circonstance qu'elle soit présidée par un magistrat n'est pas en soi déterminante. Les éléments essentiels de la procédure fixés à l'article 43 du décret renforcent l'idée que la commission n'a pas le caractère de juridiction administrative. Le débat contradictoire n'est nullement organisé et l'intervention d'un avocat n'est pas prévue. Les dispositions décrétales en cause n'imposent pas une procédure d'instruction rigoureuse. La publicité des audiences de la commission et même la publicité du prononcé de la décision ne sont nullement garanties.

La commission dispose manifestement d'un important pouvoir d'appréciation en matière d'opportunité lorsque, sur recours, elle prend une décision relative à la prise en charge d'une mesure d'assistance à l'intégration sociale.

La décision de la commission est un acte qui relève de la fonction administrative et qui se distingue fondamentalement de la fonction juridictionnelle ou de la fonction législative. Il n'est notamment pas précisé que cette décision est revêtue de l'autorité de la chose jugée qui s'attache en règle à tout acte d'une juridiction administrative.

Ces différents éléments ou indices démontrent à suffisance que la commission d'appel instituée par les articles 43 et 44 du décret litigieux est une autorité administrative appelée à prendre des décisions dans le cadre d'un recours administratif organisé.

A.3.2. En vertu de l'adage *tempus regit actum*, les dispositions décrétales litigieuses ne peuvent être examinées par la Cour qu'au regard des règles répartitrices de compétences qui étaient en vigueur au moment où elles ont été prises. La Communauté flamande était compétente, sur la base de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, II, 4<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980, pour instituer la commission d'appel précitée ayant les caractéristiques définies plus haut.

Dans la mesure où la commission d'appel n'a pas le caractère d'une juridiction administrative, la Communauté flamande n'a nullement empiété sur les compétences dévolues à la loi par les articles 145 et 146 de la Constitution. Toutefois, si un doute devait subsister en ce qui concerne le caractère d'autorité administrative de la commission d'appel, il conviendrait néanmoins de lui reconnaître ce caractère, de manière à donner aux dispositions litigieuses une interprétation qui soit conciliable avec le prescrit constitutionnel.

A.3.3. Depuis la réforme de l'Etat de 1993, il résulte de l'article 161 de la Constitution, combiné avec l'article 19 nouveau de la loi spéciale du 8 août 1980, que les régions et communautés peuvent, au besoin par le biais des pouvoirs implicites, instituer et organiser des juridictions administratives spécifiques liées à leurs compétences.

#### *Mémoire du Conseil des ministres*

A.4.1. Avant de pouvoir répondre à la question préjudicielle, il s'impose de répondre à la question de savoir si le recours visé aux articles 43 et 44 du décret est un recours juridictionnel, en d'autres termes un recours formé auprès d'une juridiction administrative, d'une juridiction extrajudiciaire ou d'un organe de l'administration active exerçant une compétence juridictionnelle et qui aboutit à une décision à portée spécifique, laquelle, se fondant sur une règle de droit et étant revêtue de l'autorité de la chose jugée, met fin à un litige.

A.4.2. L'avant-projet de décret prévoyait une procédure de recours auprès du tribunal du travail, comme il était prévu dans la législation relative au reclassement social. La section de législation du Conseil d'Etat a formulé une critique fondamentale à l'encontre de cette réglementation, se référant pour la cause à la jurisprudence de la Cour. Faisant suite à l'objection selon laquelle la compétence du tribunal du travail ne pouvait être réglée par décret, le législateur décretaal flamand a choisi de créer une instance d'appel spécifique sous la forme d'une commission d'appel. L'intention du législateur décretaal ressort déjà clairement des travaux préparatoires. Il a voulu prévoir une procédure juridictionnelle de recours contre les décisions du Fonds flamand. Devant admettre qu'il n'était pas compétent pour désigner à cette fin le tribunal du travail, il a installé lui-même un organe juridictionnel. Ce faisant, il n'a manifestement pas tenu compte de la deuxième objection formulée par la section de législation du Conseil d'Etat, selon laquelle il n'appartient pas aux communautés d'instituer des tribunaux.

A.4.3. Le décret a été mis en oeuvre par l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 1991, qui, au motif de l'extrême urgence, n'a pas été soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat. Le chapitre IV de cet arrêté concerne la constitution et la composition de la commission d'appel ainsi que la procédure. La nature juridictionnelle des décisions de la commission d'appel et, partant, la qualification de cette commission en tant que juridiction administrative peuvent se déduire du statut organique de la commission. Le fait que la présidence de la commission soit assumée par un magistrat et qu'il existe une incompatibilité entre la qualité de membre de la commission d'évaluation ou du conseil de gestion et celle de membre de la commission d'appel montre que le législateur décretaal entendait que les membres de celle-ci agissent de manière indépendante et impartiale. Ils bénéficient en effet d'un statut analogue à celui qui est accordé aux membres des cours et tribunaux du pouvoir judiciaire ordinaire. Ils ne sont redevables d'aucune justification envers leurs supérieurs hiérarchiques ni ne se trouvent placés sous une quelconque tutelle administrative. Tout ceci est confirmé par le règlement d'ordre intérieur du 28 octobre 1992. Au regard des critères d'indépendance et d'impartialité, la commission d'appel est donc une juridiction administrative. De même, si l'on prend en compte le critère formel — les prescriptions en matière de procédure —, la commission d'appel doit être considérée comme une juridiction administrative. Les litiges doivent être portés devant la commission d'appel. Celle-ci ne peut connaître d'un litige de sa propre initiative. Le greffier ne peut refuser l'inscription d'une affaire au rôle général. La procédure devant la commission d'appel se déroule en outre contradictoirement et la commission est liée par les règles de procédure du débat contradictoire. La procédure est publique. La commission a l'obligation de décider et ses décisions doivent être motivées, sous peine de nullité. Tous les moyens soulevés doivent être examinés et il doit apparaître de la motivation de la décision que les moyens étagés par les divers arguments des parties ont été examinés.

La commission d'appel répond aussi au critère matériel applicable aux juridictions administratives, puisqu'elle statue sur des litiges concernant des décisions prises par le Fonds en application des dispositions du décret du 27 juin 1990. La commission d'appel vise essentiellement à trancher un litige, c'est-à-dire une contestation portant sur une règle de droit, une situation juridique ou un fait juridique. Elle met fin à un litige existant dont elle est saisie, ce qui met en évidence l'autorité de la chose jugée attachée à sa décision. La décision juridictionnelle de la commission d'appel est une décision spécifique dont les effets ne vont pas au-delà du litige sur lequel il est statué. La commission d'appel dit droit sur la base des règles de droit applicables. Elle vérifie l'existence des faits et contrôle ceux-ci au regard des règles de droit applicables aux fins de déterminer si à la suite de ces faits, il n'y a pas eu de violation des règles de droit en cause. La décision de la commission d'appel porte exclusivement sur la légalité de la décision critiquée et ne s'étend pas à un contrôle de la décision entreprise au regard de l'intérêt général ou de la politique défendue par le Fonds. En d'autres termes, la commission d'appel ne peut pas se substituer au Fonds. La volonté du législateur décretaal d'instituer la commission d'appel en tant que juridiction administrative ressort également de l'autorité de la chose jugée attachée aux décisions de cette commission. Les parties — l'appelant et le Fonds — sont en effet liées par sa décision. La commission d'appel ne peut pas non plus revenir sur une décision prise en la modifiant ou en la révoquant. La décision peut seulement être modifiée ou annulée, dans le respect de formalités rigoureusement déterminées.

La commission d'appel présente toutes les caractéristiques d'une juridiction administrative.

A.4.4. Au regard des règles répartitrices de compétences en vigueur au moment de la création de la commission d'appel, il y a lieu de conclure que les articles 43 et 44 du décret violent ces règles. Les articles 145 et 146 de la Constitution impliquent que toutes les juridictions administratives doivent avoir une base légale. La création de juridictions administratives est une matière que la Constitution réserve au législateur fédéral. Sauf le cas où une habilitation spéciale et expresse a été donnée par les lois spéciales et ordinaires de réformes institutionnelles (arrêt n° 66 de la Cour), les communautés et les régions ne sont en principe pas compétentes (article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980) pour créer ou modifier des organes juridictionnels, même pour les matières qui leur ont été attribuées. Même sur la base de pouvoirs implicites, les communautés et les régions ne sauraient créer des organes juridictionnels.

A.4.5. L'article 128 de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat ne comporte aucune disposition particulière concernant l'entrée en vigueur de l'article 7 de cette loi qui a remplacé l'article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980. La nouvelle disposition est donc entrée en vigueur le 30 juillet 1993. Ce n'est qu'à partir de cette date que les communautés et les régions peuvent se prévaloir des compétences que leur attribue la loi spéciale du 16 juillet 1993.

Le nouvel article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose que, sauf application de l'article 10, le décret règle les matières visées aux articles 4 à 9, sans préjudice des compétences que la Constitution réserve à la loi. Par ailleurs, le 29 juin 1993 ont été insérés dans la Constitution les actuels articles 160 et 161 aux termes desquels « aucune juridiction administrative ne peut être établie qu'en vertu d'une loi ».

La nouvelle disposition constitutionnelle relative à la création de juridictions administratives a été introduite après les premières réformes de l'Etat. Elle doit être considérée comme une règle constitutionnelle répartitrice de compétences entre le législateur fédéral, d'une part, et les communautés et les régions, d'autre part. Il s'agit donc d'une matière que la Constitution réserve au législateur fédéral.

Si, en vertu du nouvel article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980, les communautés et les régions peuvent également empiéter, en application de l'article 10 de la même loi spéciale, sur les matières fédérales, cet empiètement doit répondre aux conditions rigoureuses que la Cour impose sur ce point. Les dispositions adoptées par les communautés et les régions doivent être nécessaires à l'exercice rationnel d'une compétence qui leur est explicitement attribuée; un lien particulièrement étroit est donc exigé entre la compétence communautaire ou régionale explicite et la matière fédérale sur laquelle il est empiété en vertu de l'article 10, en sorte que cette dernière doit être un accessoire nécessaire. La matière fédérale sur laquelle il est ainsi empiété doit se prêter à un règlement différencié et l'incidence sur cette matière fédérale doit être marginale.

La création de la commission d'appel par le législateur décentral flamand n'est pas un accessoire nécessaire de la politique des communautés en faveur des handicapés. La compétence réservée au législateur fédéral en matière de création de juridictions administratives ne se prête pas à un règlement différencié et l'incidence de la création de cette commission d'appel sur cette matière fédérale n'est pas marginale.

*Mémoire en réponse du Conseil des ministres*

A.5.1. La commission d'appel est une juridiction administrative.

A.5.2. Le Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées considère la commission d'appel comme une juridiction administrative et a agi en conséquence dans sa pratique administrative.

A.5.3. Le Gouvernement flamand invoque le critère matériel pour affirmer que le recours formé auprès de la commission d'appel n'est pas un recours juridictionnel et que la commission d'appel n'est pas une juridiction administrative. Le critère matériel n'est toutefois pas un critère décisif.

Contrairement à ce que soutient le Gouvernement flamand, les dispositions décentralisées contiennent des indications claires sur l'intention du législateur décentral, à savoir la création d'une juridiction administrative. La présidence est assumée par un magistrat, il existe, en vue de garantir l'indépendance et l'impartialité, une incompatibilité entre la qualité de membre de la commission d'évaluation ou du conseil de gestion et celle de membre de la commission d'appel et le litige doit être porté devant la commission d'appel, qui ne peut donc agir d'office.

Cela ressort par ailleurs également de l'article 73 du décret, qui abroge les articles 26 et 27 de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés. Ces dispositions confirmaient la compétence du tribunal du travail pour connaître de certaines décisions prises par le Fonds national de reclassement social des handicapés. En dépit du prescrit de l'article 582, 2<sup>o</sup>, du Code judiciaire, la Cour a considéré (arrêt n<sup>o</sup> 49/93) que l'abrogation de l'article 26 précité par le législateur communautaire français violait les règles répartitrices de compétences.

L'arrêt du Gouvernement flamand du 24 juillet 1991 donne exécution au décret; il ne décide rien quant au caractère juridictionnel du recours.

Le caractère non public des audiences et des prononcés de la commission d'appel ne ressort pas explicitement du décret ou de l'arrêt du Gouvernement flamand du 24 juillet 1991. Le caractère public ou non de l'audience et du prononcé ne constitue pas un critère permettant de conclure qu'il s'agit d'une juridiction (voy. l'arrêt n<sup>o</sup> 65/96). La possibilité d'être assisté par un avocat résulte de l'article 439 du Code judiciaire. Ceci n'est pas non plus un critère permettant d'établir la nature de la commission d'appel (même arrêt). Les aspects organiques de la commission d'appel et les aspects formels de la procédure trouvent leur fondement dans le décret, dont l'arrêt du 24 juillet 1991 est l'exécution.

La possibilité d'un recours en cassation auprès du Conseil d'Etat est un critère permettant de considérer la commission d'appel comme une juridiction (même arrêt). Bien que la terminologie utilisée dans l'article 49 de l'arrêt du 24 juillet 1991 ne soit pas tout à fait précise, le législateur décentral visait le recours en cassation administrative prévu à l'article 14, *in fine*, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

La possibilité de porter un jugement d'opportunité n'exclut pas qu'il s'agisse d'une juridiction. Il en va de même pour la composition multidisciplinaire de la commission.

Il ressort des travaux préparatoires que le législateur décentral entendait conférer à une juridiction la compétence de trancher les litiges concernant les décisions du Fonds flamand relatives à la prise en charge. Le fait que l'article 582, 2<sup>o</sup>, du Code judiciaire n'ait pas été abrogé n'affecte en rien l'abrogation des articles 26 et 27 de la loi précitée du 16 avril 1963.

Le Gouvernement flamand ne conteste pas que les décisions de la commission d'appel soient revêtues de l'autorité de la chose jugée. Il s'agit cependant là d'un critère décisif. La commission d'appel ne peut rapporter sa décision, contrairement à une autorité administrative.

A.5.4. Le point de vue du Gouvernement wallon ne peut pas non plus être suivi. La création de la commission d'appel par le législateur décentral flamand ne peut évidemment en soi conférer le caractère d'autorité administrative à cette commission d'appel. La participation à des missions d'intérêt public ou général ne confère pas le caractère d'autorité administrative à la commission d'appel. Le fait que les conditions de nomination, les nominations des membres et les règles de fonctionnement relèvent du Gouvernement flamand ne saurait faire disparaître le caractère de juridiction qui s'attache à la commission d'appel. Un débat contradictoire est bel et bien prévu et l'intervention d'un avocat résulte de l'article 439 du Code judiciaire.

A.5.5. Dans son arrêt n<sup>o</sup> 65/96, la Cour a déduit la nature juridictionnelle de la Commission permanente de recours des réfugiés des critères suivants : a) la composition et la façon dont ses membres sont désignés; b) la façon dont leur indépendance par rapport à l'administration est garantie; c) les compétences qui lui sont attribuées en matière de recherche et d'examen; d) le débat contradictoire qui y est organisé; e) l'obligation spéciale de motivation; f) le recours en cassation administrative qui peut être introduit contre ses décisions et g) les travaux préparatoires. Un examen au regard de ces critères oblige inévitablement à conclure qu'il s'agit ici également d'une juridiction.

A.5.6. Les Gouvernements flamand et wallon confirment que le législateur décentral flamand n'est pas compétent pour régler l'exercice de la fonction judiciaire et pour créer des juridictions ordinaires ou administratives. Contrairement à ce que prétend le Gouvernement wallon, les communautés et les régions demeurent aujourd'hui également incompétentes pour instituer des juridictions administratives.

*Mémoire en réponse du Gouvernement flamand*

A.6. Les arguments invoqués dans le mémoire du Conseil des ministres ont déjà été réfutés dans le mémoire du Gouvernement flamand.

Sur la base de l'examen de l'essence même de la commission d'appel et de ses compétences, c'est-à-dire en faisant application des critères matériels de la fonction juridictionnelle sans se laisser abuser par un certain nombre de contingences organiques ou formelles et, quoi qu'il en soit, non essentielles, qui feraient confondre du reste la cause et

l'effet, on ne peut que constater que le recours introduit auprès de la commission d'appel est un recours administratif et non juridictionnel, en sorte que la commission d'appel est une instance administrative et non juridictionnelle et que ses décisions sont des actes administratifs et non des actes juridictionnels.

Comment pourrait-on du reste admettre, comme le soutient le Conseil des ministres, qu'un législateur décrétoal qui souhaite explicitement rencontrer l'observation du Conseil d'Etat selon laquelle il est incompétent pour organiser une juridiction ait, précisément en raison de cette incompétence, tout de même organisé une juridiction ?

Contrairement à ce qu'affirme le Conseil des ministres, la circonstance que la commission d'appel peut modifier ou remplacer la décision attaquée du Fonds flamand permet seulement de conclure qu'elle prend une décision administrative et non une décision juridictionnelle. En effet, eu égard au principe de la séparation des pouvoirs, c'est une caractéristique du juge de ne pouvoir substituer son appréciation à celle d'une autorité exerçant une fonction administrative.

Quoi qu'il en soit, une qualification juridictionnelle de la commission d'appel, de sa compétence ou de ses décisions est hautement contestable. Etant donné que cette interprétation soulève un problème de constitutionnalité, alors qu'une interprétation conforme à la Constitution est indubitablement possible, il y a lieu d'opter en faveur de cette dernière. Le Gouvernement flamand ne peut que constater que le Conseil des ministres ne formule à l'encontre de la commission d'appel, au cas où celle-ci serait une instance administrative, aucune objection tirée de la répartition des compétences.

*Mémoire en réponse du Gouvernement wallon*

A.7.1. Pour répondre à la question préjudicielle, il y a lieu de se référer aux règles répartitrices de compétences qui étaient en vigueur au moment de l'adoption des articles 43 et 44 du décret de la Communauté flamande du 27 juin 1990. Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, il n'y a pas lieu de se référer à l'article 161 de la Constitution combiné avec l'article 19 de la loi spéciale du 8 août 1980, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993. Il ressort du reste des travaux préparatoires de l'article 161 de la Constitution que les communautés et les régions peuvent actuellement créer des juridictions administratives spécifiques si cela est nécessaire à l'exercice de leurs compétences.

A.7.2. Dans son mémoire, le Conseil des ministres se prévaut essentiellement des dispositions de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 1991 ainsi que du règlement d'ordre intérieur de la commission d'appel pour conclure que celle-ci présente toutes les caractéristiques d'une juridiction administrative. Cette argumentation ne peut être retenue, parce que la Cour n'est pas saisie de ces dispositions et ne pourrait l'être. Compte tenu de l'article 94 (actuellement 146) de la Constitution, le pouvoir exécutif n'a évidemment pas compétence pour instituer une juridiction ou pour régler l'exercice d'une fonction judiciaire, sans habilitation législative. *A fortiori*, la commission d'appel n'a pas compétence pour s'ériger en organe juridictionnel dans un règlement d'ordre intérieur.

Le Conseil flamand s'est conformé à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat. Les travaux préparatoires du décret ne permettent pas d'affirmer que tel n'est pas le cas.

Pour le surplus, quelle que soit la nature de la commission d'appel instituée par les dispositions en cause, celles-ci n'ont pas dérogé à la compétence dévolue aux tribunaux du travail par l'article 582, 2°, du Code judiciaire.

— B —

B.1. Les articles 43 et 44 du décret de la Communauté flamande du 27 juin 1990 portant création d'un Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées sont libellés comme suit :

« Art. 43. Dans les trente jours suivant la notification de la décision du Fonds, le demandeur ou son représentant légal peut introduire un recours contre la décision, par lettre recommandée adressée à une commission d'appel.

Art. 44. La commission d'appel comprend cinq membres; elle est composée de façon multidisciplinaire et est présidée par un magistrat. Le Gouvernement fixe les conditions de nomination des membres de la commission d'appel, nomme ses membres et règle son fonctionnement.

Il y a incompatibilité entre la qualité de membre de la commission d'évaluation ou du conseil de gestion, d'une part, et la qualité de membre de la commission d'appel, d'autre part. »

B.2. Ces dispositions doivent être contrôlées au regard des règles établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions, telles qu'elles étaient d'application au moment de l'adoption du décret précité.

B.3. Les articles 3<sup>ter</sup> (actuellement l'article 38), 59<sup>bis</sup> (actuellement les articles 127 à 129) et 107<sup>quater</sup> (actuellement l'article 39) de la Constitution et les articles 4 à 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ont conféré au législateur décrétoal le pouvoir de régler par décret un certain nombre de matières. Ainsi, l'article 5, § 1<sup>er</sup>, II, 4°, de la même loi spéciale attribue aux communautés, sous réserve de deux exceptions, « la politique des handicapés, en ce compris la formation, la reconversion et le recyclage professionnels des handicapés [...] ».

L'article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980, avant sa modification par la loi spéciale du 16 juillet 1993, disposait cependant que « le décret règle les matières visées aux articles 4 à 11, sans préjudice des compétences que la Constitution réserve à la loi ».

Il en résultait que, sauf le cas où une habilitation spéciale et expresse avait été donnée par les lois de réformes institutionnelles, le législateur décrétoal ne pouvait régler les matières qui lui avaient été attribuées qu'à la condition de n'empiéter en aucune façon sur les compétences réservées à la loi par la Constitution.

Antérieurement à la modification de l'article 19, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 par la loi spéciale du 16 juillet 1993, la possibilité donnée aux Conseils par l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, d'adopter des dispositions de droit relatives à des matières pour lesquelles ils ne sont pas compétents ne pouvait trouver à s'appliquer à des compétences que la Constitution réserve à la loi.

B.4. L'article 94 (actuellement l'article 146) de la Constitution dispose :

« Nul tribunal, nulle juridiction contentieuse ne peut être établi qu'en vertu d'une loi. [...] »

Cette disposition réserve au législateur fédéral le soin d'établir des juridictions. A défaut d'une habilitation spéciale et expresse conférée par les lois de réformes institutionnelles, les communautés, aux termes de l'article 19, § 1<sup>er</sup>, précité, de la loi spéciale du 8 août 1980, n'étaient pas compétentes pour établir des juridictions ordinaires ou administratives.

B.5. La question est donc de savoir si le recours organisé par les dispositions en cause revêt ou non un caractère juridictionnel et si la commission d'appel visée par ces dispositions constitue ou non une juridiction administrative.

B.6. L'instauration d'une procédure d'appel spécifique et la création d'une commission d'appel trouvent leur explication, selon les travaux préparatoires du décret, dans la circonstance que l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat indiquait que le législateur décrétoal n'était pas compétent pour décider que les contestations relatives aux décisions prises par le Fonds flamand et celles relatives aux contrats d'apprentissage ressortissaient à la compétence des tribunaux du travail (*Doc.*, Conseil flamand, 1989-1990, n° 318/1, pp. 44 et 59). Le législateur décrétoal considérait alors qu'il était nécessaire de prévoir « une instance d'appel spécifique » (*ibid.*, p. 13; *Doc.*, Conseil flamand, 1989-1990, n° 318/2, p. 15).

Il ressort des travaux préparatoires que le recours visé à l'article 43 du décret se substitue au recours juridictionnel devant le tribunal du travail prévu par les articles 26 et 27 de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, qui constitue la réglementation antérieure au décret. Ces dispositions ont du reste été abrogées par l'article 73, 1°, de ce décret.

Le fait que le législateur décréte a manifestement entendu instituer un recours juridictionnel résulte également des dispositions qu'il a adoptées concernant la composition de la commission d'appel et qui tendent à garantir l'indépendance de cette commission. La commission d'appel est présidée par un magistrat et il y a incompatibilité entre la qualité de membre de la commission d'évaluation ou du conseil de gestion du Fonds flamand et celle de membre de la commission d'appel. Au demeurant, les décisions de la commission sont manifestement revêtues de l'autorité de la chose jugée.

B.7. Le caractère juridictionnel du recours institué par le décret est par ailleurs confirmé par l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 1991 relatif à l'enregistrement au Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées. Outre un président, il est prévu deux présidents suppléants qui tous doivent être des magistrats ayant au moins cinq ans d'expérience auprès d'un tribunal du travail ou d'une cour du travail (article 31, 1°). La commission d'appel n'est compétente que pour se prononcer sur des appels introduits par écrit et motivés (article 37). Le demandeur peut se faire assister (article 38). Avant la séance, les parties peuvent introduire un mémoire, qui est ajouté au dossier et la commission d'appel doit tenir compte des éléments y apportés (article 42). La décision de la commission d'appel doit être motivée, sous peine de nullité (article 48). Le Fonds flamand est partie au litige, de sorte que la procédure est contradictoire (article 48, 3°).

B.8. Il résulte de ce qui précède que le recours visé à l'article 43 est un recours juridictionnel et que la commission d'appel est, dès lors, une juridiction administrative.

B.9. Etant donné que la commission d'appel est une juridiction administrative statuant sur des recours juridictionnels, les articles 43 et 44 du décret de la Communauté flamande du 27 juin 1990 portant création d'un Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées violent les règles déterminant les compétences respectives de l'époque, déterminant les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions.

La question préjudicielle appelle une réponse affirmative.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

Les articles 43 et 44 du décret de la Communauté flamande du 27 juin 1990 portant création d'un Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées violent les règles déterminant les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise et en langue française, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 30 avril 1997, par le siège précité dans lequel le président M. Melchior, légitimement empêché d'assister au prononcé du présent arrêt, est remplacé par le juge L. François.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

L. De Grève.

ÜBERSETZUNG  
SCHIEDSHOF

[C - 97/21191]

Urteil Nr. 25/97 vom 30. April 1997

Geschäftsverzeichnisnummer 985

*In Sachen: Präjudizielle Frage in bezug auf die Artikel 43 und 44 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 27. Juni 1990 zur Gründung eines Flämischen Fonds für die soziale Eingliederung von Behinderten, gestellt vom Arbeitsgericht Antwerpen.*

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden L. De Grève und M. Melchior, und den Richtern H. Boel, G. De Baets, E. Cerehe, A. Arts und R. Henneuse, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden L. De Grève,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

*I. Gegenstand der präjudiziellen Frage*

In seinem Urteil vom 24. September 1996 in Sachen F. Van Aelst gegen den Flämischen Fonds für die soziale Eingliederung von Behinderten, dessen Ausfertigung am 30. September 1996 in der Kanzlei des Hofes eingegangen ist, hat das Arbeitsgericht Antwerpen folgende präjudizielle Frage gestellt:

« Verstoßen die Artikel 43 und 44 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 27. Juni 1990 [zur Gründung eines Flämischen Fonds für die soziale Eingliederung von Behinderten] dadurch, daß sie einen Beschwerdeausschuß gründen, gegen die durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften? »

*II. Sachverhalt und vorhergehendes Verfahren*

1. Am 3. September 1992 reichte F. Van Aelst einen Unterstützungsantrag zur sozialen Eingliederung ein. Der Antrag bezweckte unter anderem, einen Zuschuß für den Kauf eines Personalcomputers zu erhalten.

Am 26. November 1992 wurde der Antrag der provinziellen Bewertungskommission vorgelegt und ein individuelles Eingliederungsprotokoll erstellt. Es wurde eine ablehnende Entscheidung getroffen mit der Begründung, der Personalcomputer sei nicht erforderlich, um die Funktion des Schreibens zu ersetzen, und habe somit keine Zusatzkosten wegen der Behinderung zur Folge. Aufgrund dieser Entscheidung beschloß der Flämische Fonds, den Zuschuß zu verweigern.

2. Gegen diesen Beschluß, der F. Van Aelst durch Einschreibebrief vom 5. Januar 1993 zur Kenntnis gebracht wurde, legte dieser mit einem Einschreibebrief vom 1. Februar 1993 Beschwerde beim Beschwerdeausschuß ein.

Der Beschwerdeausschuß erklärte die Beschwerde am 8. September 1993 für unbegründet.

3. Unter Berufung auf das Recht, eine Revision des Beschlusses des Beschwerdeausschusses zu beantragen, reichte F. Van Aelst ein neues ärztliches Attest ein.



Der Beschwerdeausschuß entschied am 17. Mai 1995, das genannte ärztliche Attest stelle keine neue Tatsache im Sinne von Artikel 54 des Erlasses vom 24. Juli 1991 über die Eintragung dar. Er entschied infolgedessen, den Revisionsantrag als unzulässig abzuweisen.

4. Gegen diese Entscheidung erhob F. Van Aelst durch eine am 13. Juli 1995 bei der Kanzlei hinterlegte Klageschrift Klage beim Arbeitsgericht Antwerpen.

5. In einem Urteil vom 24. September 1996 befand das Arbeitsgericht, zunächst sei die Zuständigkeit des Gerichtes zu prüfen. Die klagende Partei ist der Auffassung, das Arbeitsgericht sei zuständig aufgrund von Artikel 585 2° des Gerichtsgesetzbuches, während die beklagte Partei die Ansicht vertritt, die Klage sei unzulässig, da gegen Entscheidungen des Beschwerdeausschusses, der eine Verwaltungsgerichtsbarkeit ist, nur vor dem Staatsrat Klage erhoben werden könne. Der Arbeitsauditor ist der Auffassung, das Arbeitsgericht sei zuständig, und verweist diesbezüglich auf das Urteil Nr. 49/93 des Hofes.

Auf der Grundlage dieses Urteils und der daraus durch Analogie festgestellten Verletzung der Verfassung durch die Flämische Gemeinschaft befand das Arbeitsgericht in einem Urteil vom 23. November 1993, die Flämische Gemeinschaft sei nicht befugt, Artikel 26 Absatz 1 des Gesetzes vom 17. April 1963 aufzuheben, so daß die Zuständigkeit des Arbeitsgerichts in diesem Sachbereich unangetastet bleibe.

Die Arbeitsgerichte bleiben zuständig, um Streitigkeiten über Beschlüsse des Flämischen Fonds zu beurteilen; sie bleiben zuständig für die soziale Eingliederung der Behinderten. Wenn einer der Gerichtsbarkeit unterliegende Person ein Beschluß des Flämischen Fonds zur Kenntnis gebracht wird, kann sie entweder beim Beschwerdeausschuß oder beim Arbeitsgericht Klage erheben. Die Frage, ob das Arbeitsgericht auch zuständig ist für Klagen gegen Beschlüsse des Beschwerdeausschusses, hängt davon ab, ob dieser Ausschuß eine Verwaltungsgerichtsbarkeit ist oder nicht. Aufgrund von Artikel 146 der Verfassung und Artikel 19 § 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen kann bezweifelt werden, daß die Flämische Gemeinschaft befugt ist, einen Beschwerdeausschuß als Verwaltungsgerichtsbarkeit einzusetzen.

Aus diesen Gründen stellt das Arbeitsgericht die vorstehend erwähnte präjudizielle Frage.

### III. Verfahren vor dem Hof

Durch Anordnung vom 30. September 1996 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Verweisungsentscheidung wurde gemäß Artikel 77 des organisierenden Gesetzes mit am 15. Oktober 1996 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 19. Oktober 1996.

Schriftsätze wurden eingereicht von

— dem Flämischen Fonds für die soziale Eingliederung von Behinderten, Sterrenkundelaan 30, 1030 Brüssel, mit am 28. November 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der Flämischen Regierung, Martelaarsplein 19, 1000 Brüssel, mit am 29. November 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der Wallonischen Regierung, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, mit am 29. November 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— dem Ministerrat, Wetstraat 16, 1000 Brüssel, mit am 2. Dezember 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— F. Van Aelst, Korte Klarenstraat 11, Bk. 3, 2000 Antwerpen, mit nichteingeschriebenem Brief.

Durch Anordnung vom 5. Dezember 1996 hat der Hof den von F. Van Aelst mit nichteingeschriebenem Brief eingereichten Schriftsatz für unzulässig erklärt, ihn von der Verhandlung ausgeschlossen und erklärt, daß der Betreffende demzufolge nicht als Partei in der vor dem Hof anhängigen Rechtssache anzusehen ist.

Diese Anordnung wurde F. Van Aelst und seinem Rechtsanwalt mit am 9. Dezember 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Die übrigen Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 9. Januar 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

— dem Ministerrat, mit am 6. Februar 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der Flämischen Regierung, mit am 10. Februar 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der Wallonischen Regierung, mit am 10. Februar 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnung vom 26. Februar 1997 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 30. September 1997 verlängert.

Durch Anordnung vom 5. März 1997 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 25. März 1997 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 6. März 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 25. März 1997

— erschienen

. RA D. D'Hooghe *loco* RA P. Van Orshoven, in Brüssel zugelassen, für die Flämische Regierung,

. RA V. Thiry, in Lüttich zugelassen, für die Wallonische Regierung,

. RA P. Lefranc, in Gent zugelassen, für den Ministerrat,

— haben die referierenden Richter H. Boel und E. Cerexhe Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

## IV. In rechtlicher Beziehung

— A —

*Schriftsatz des Flämischen Fonds für die soziale Eingliederung von Behinderten*

A.1. Der Flämische Fonds habe sich in seinem Ergänzungsschriftsatz vor dem Arbeitsgericht darauf beschränkt, die verschiedenen Standpunkte zu erwähnen und mitzuteilen, der Beschwerdeausschuß sei in seiner Verwaltungspraxis stets als eine Verwaltungsgerichtsbarkeit angesehen worden und dies werde auch weiterhin der Fall sein, bis die zuständigen Gerichtsinstanzen ein diesbezügliches endgültiges Urteil gefällt haben werden. Im übrigen habe der Fonds das Arbeitsgericht ersucht, dem Hof diesbezüglich eine präjudizielle Frage zu stellen.

Der Flämische Fonds richte sich nach dem Ermessen des Hofes.

*Schriftsatz der Flämischen Regierung*

A.2.1. Es stimme, daß die Gemeinschaften und die Regionen im Prinzip nicht befugt seien, die Ausübung der richterlichen Funktion zu regeln und ordentliche Gerichtsbarkeiten oder Verwaltungsgerichtsbarkeiten einzusetzen. Gemäß den Artikeln 13, 145, 146 und 161 der Verfassung könne nur durch ein Gesetz bzw. aufgrund eines Gesetzes ein Rechtsprechungsorgan, sei es eine Verwaltungsgerichtsbarkeit oder nicht, eingesetzt und das Rechtsprechungsverfahren geregelt werden. Aus Artikel 19 § 1 *in fine* des Sondergesetzes vom 8. August 1980, so wie diese Bestimmung zum Augenblick der Verkündung der betreffenden Dekretsbestimmungen lautete, habe der Hof abgeleitet, daß solche verfassungsmäßigen « Legalitätsgrundsätze » eine vorbehaltene Zuständigkeit des föderalen Gesetzgebers zur Folge hätten, auch seitens des föderalen Gesetzgebers gegenüber den Gemeinschafts- und Regionalgesetzgebern, außer für die Fälle, in denen der föderale Gesetzgeber hierfür eine Ausnahme mache.

*In casu* würde im übrigen die Nichtzuständigkeit des Arbeitsgerichts — die aus der Tatsache abzuleiten sei, daß der Beschwerdeausschuß eine Verwaltungsgerichtsbarkeit sei, so daß gegen seine Entscheidungen nur eine Kassationsbeschwerde beim Staatsrat möglich sei — auch zur Folge haben, daß gegen die gemäß Artikel 157 Absatz 3 der Verfassung dem Gesetz vorbehaltene Befugnis zur Regelung der Zuständigkeit der Arbeitsgerichte verstoßen werde.

A.2.2. Bei der Beschwerde des Flämischen Fonds vor dem Beschwerdeausschuß handele es sich jedoch um eine organisierte Verwaltungsbeschwerde und nicht um eine jurisdiktionelle Klage, so daß der Beschwerdeausschuß keine gerichtliche Instanz sei und seine Entscheidungen keine Rechtshandlungen der Rechtsprechung, sondern der Verwaltung seien.

Wäre der Beschwerdeausschuß eine Verwaltungsgerichtsbarkeit, *quod non*, so würde dies nicht die Zuständigkeit des Arbeitsgerichts, über eine Streitigkeit in bezug auf eine Entscheidung des Beschwerdeausschusses zu befinden, beeinträchtigen. Artikel 582 2° des Gerichtsgesetzbuches weise den Arbeitsgerichten nun mal die Zuständigkeit für « die Streitigkeiten in bezug auf die Rechte und Verpflichtungen, die sich aus dem Gesetz über die soziale Wiedereingliederung der Behinderten ergeben » zu, gleich, was der Klageerhebung vor dem Arbeitsgericht auch vorausgehe. Der Bezug auf das « Gesetz über die soziale Wiedereingliederung der Behinderten » müsse in diesem Fall im materiellen Sinn aufgefaßt werden und betreffe auch die diesbezügliche Gemeinschaftsgesetzgebung. Die Zuständigkeit des Arbeitsgerichts schließe die Zuständigkeit des Staatsrats aus.

A.2.3. Um zu bestimmen, ob eine Instanz eine Gerichtsbarkeit sei, müsse geprüft werden, ob ihre Entscheidungen den wesentlichen Merkmalen der jurisdiktionellen Handlung entsprechen, die in der Rechtslehre ausführlich beschrieben seien.

Es sei die natürliche Aufgabe des Richters, über Rechtsstreitigkeiten zu entscheiden. Rechtsstreitigkeiten seien kontradiktorische Forderungen von Rechtssubjekten. Der Richter urteile nicht von Amtes wegen darüber, doch sobald er von einer betroffenen Partei befaßt werde, sei er bei Strafe der Rechtsverweigerung verpflichtet, eine Entscheidung zu treffen. Bei der ihm unterbreiteten Streitigkeit müsse es sich um eine Rechtsstreitigkeit handeln, das heißt einen Streit über die Anwendung des Rechtes oder von subjektiven Rechten. Der Richter urteile somit nicht über politische Konflikte oder Interessenkonflikte. Er spreche Recht und übe keine Zweckmäßigkeit- oder Opportunitätsprüfung aus. Und schließlich entscheide der Richter über die bei ihm anhängig gemachte Streitigkeit, so daß seine Entscheidung Rechtskraft erlange.

A.2.4. Der Text des Dekrets vom 27. Juni 1990 gebe nicht unmittelbar Aufschluß über die jurisdiktionelle Art der Beschwerde vor dem Beschwerdeausschuß, dieses Ausschusses selbst und seiner Entscheidungen. Aus dem Text des Dekrets sei nicht abzuleiten, daß der Beschwerdeausschuß eine Gerichtsbarkeit wäre oder daß gegen die Zuständigkeit des Arbeitsgerichts verstoßen worden wäre.

Gewiß habe das Dekret die Artikel 26 und 27 des Gesetzes vom 16. April 1963 über die soziale Wiedereingliederung der Behinderten aufgehoben, die den Arbeitsgerichten Anfechtungen von Beschlüssen des damaligen Landesfonds für die soziale Wiedereingliederung der Behinderten und von Verträgen bezüglich der beruflichen Ausbildung, Wiedereingliederung und Umschulung zuwies. Diese Bestimmungen würden natürlich nach und nach gegenstandslos werden. Die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats sei der Auffassung gewesen, diese Bestimmungen seien nicht anwendbar auf Streitigkeiten bezüglich Beschlüssen, die der neu eingesetzte Flämische Fonds treffen würde, oder bezüglich der mit diesem Fonds geschlossenen Verträge. Dies sei natürlich der Grund dafür, daß diese Abteilung keine Anmerkung über dessen Aufhebung gemacht habe. Diese Aufhebung habe nicht notwendigerweise zur Folge, daß die Beschwerde vor dem Beschwerdeausschuß an die Stelle der durch die Artikel 26 und 27 des Gesetzes von 1963 eingeführten Klage vor dem Arbeitsgericht trete, und wenn dies trotzdem der Fall wäre, daß die Beschwerde vor dem Beschwerdeausschuß jurisdiktioneller Art sei. Im übrigen bleibe die Aufhebung wirkungslos angesichts dessen, was der Hof in seinem Urteil Nr. 49/93 über die Aufhebung dieser Bestimmungen durch die Französische Gemeinschaft gesagt habe, gerade weil dadurch eine Zuständigkeit zuerkannt worden sei, die die Verfassung dem föderalen Gesetzgeber vorbehalte. Durch das Dekret vom 27. Juni 1990 werde die allgemeinere Zuständigkeit der Arbeitsgerichte, deren Ursprung in Artikel 582 2° des Gerichtsgesetzbuches zu finden sei, nicht beeinträchtigt.

A.2.5. Der Erlaß der Flämischen Regierung vom 24. Juli 1991, mit dem die Bedingungen für die Ernennungen der Mitglieder des Beschwerdeausschusses festgelegt und die Arbeitsweise dieses Ausschusses geregelt wurden, biete ebenfalls keine Handhabe. Zwar lege er den Nachdruck auf die Unabhängigkeit des Beschwerdeausschusses und sehe eine stark den Rechtsprechungsverfahren gleichende Prozedur vor — obwohl der Antragsteller sich nicht durch einen Rechtsanwalt beistehen lassen dürfe und die Sitzungen und Debatten nicht öffentlich seien —, doch daraus könne ebenfalls nicht abgeleitet werden, daß die Beschwerde, die Beschwerdeinstanz und ihre Entscheidungen jurisdiktioneller Art seien.

Zunächst könne die vollziehende Gewalt nicht über die jurisdiktionelle Art einer Beschwerde entscheiden. Sodann gebe es zahlreiche Verwaltungsverfahren, die durch Anwendung von *quasi* jurisdiktionellen Verfahren ausgeführt würden. Schließlich und vor allen Dingen könnten die organisationsbezogenen Aspekte einer Beschwerdeinstanz oder die formalen Aspekte des von ihr anzuwendenden Verfahrens schwerlich als Kriterium, *a fortiori* als entscheidendes Kriterium gelten, da sie eine Folge und nicht eine Ursache seien.

Aus der Tatsache, daß der Erlaß der Flämischen Regierung vom 24. Juli 1991 vorsehe, die Ausfertigung der Entscheidung des Beschwerdeausschusses müsse vermerken, daß vor dem Staatsrat Berufung gegen die Entscheidung eingelegt werden könne, könne ebenfalls nicht abgeleitet werden, die Entscheidungen des Ausschusses seien jurisdiktioneller Art. Diese Bestimmung verleihe kein Berufungsrecht, sondern sie stelle lediglich das Vorhandensein

dieser Art des Rechtsschutzes fest und schreibe vor, daß sie erwähnt werden müsse. Die Feststellung einer Berufungsmöglichkeit vor dem Staatsrat — die im übrigen auf einem Fehler beruhe, da das Arbeitsgericht befugt sei — beinhalte übrigens nicht, daß die Entscheidung, gegen die die Klage gerichtet sei, jurisdiktioneller Art sei, da die in Artikel 14 Absatz 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat erwähnte Klage sich in erster Linie auf Verwaltungsakte beziehe. Die beim Staatsrat eingereichte Nichtigkeitsklage gegen jurisdiktionelle Rechtshandlungen sei ihrerseits keine Berufung, sondern eine Kassationsklage.

A.2.6. Das Dekret vom 27. Juni 1990 hingegen enthalte zahlreiche Hinweise darauf, daß die Beschwerde vor dem Beschwerdeausschuß keine jurisdiktionelle Klage, sondern eine Verwaltungsbeschwerde sei. Es sei nämlich nicht anzufechten, daß der Beschwerdeausschuß die ursprüngliche Entscheidung des Flämischen Fonds abändern und durch eine neue Entscheidung ersetzen könne, in all ihren Aspekten, so daß der Beschwerdeausschuß über die gleiche Beurteilungsbefugnis verfüge. Diese Beurteilung sei in hohem Maße, wenn nicht sogar ausschließlich eine Ermessensbeurteilung und beziehe sich nur nebensächlich auf die rechtliche Begründetheit eines Antrags. Die beim Beschwerdeausschuß anhängig gemachten Streitigkeiten betreffen nur ausnahmsweise einen Rechtsstreit und seien im allgemeinen einfache Interessenkonflikte oder Konflikte in bezug auf die angewandte Politik. Der Beschwerdeausschuß unterziehe den ursprüngliche Beschluß des Flämischen Fonds in erster Linie einer Zweckmäßigkeit- oder Opportunitätsprüfung; dies schließe eine Rechtsprechungsbefugnis des Beschwerdeausschusses aus. Sowohl die Ermessensbefugnis als auch die Opportunitätsprüfung seien mit dem Auftrag einer rechtsprechenden Instanz nicht vereinbar, die eine politische Entscheidung nur nebensächlich prüfen könne.

Daß der Beschwerdeausschuß das Opportunitätsurteil des Flämischen Fonds wieder aufgreifen müsse, werde im Erlaß der Flämischen Regierung vom 24. Juli 1991 über die Eintragung beim Flämischen Fonds für die soziale Eingliederung von Behinderten bestätigt. Die Zusammensetzung des Beschwerdeausschusses sei ein Hinweis darauf, daß er in keiner Weise Rechtsstreitigkeiten löse, sondern in erster Linie Fragen der Opportunität beantworte. Dies setze voraus, daß der Beschwerdeausschuß zwar eine Beschwerdeinstanz sei, daß er jedoch nicht mit jurisdiktionellen Klagen, sondern mit rein verwaltungsmäßigen Beschwerden befaßt werde.

A.2.7. Auch die Entstehungsgeschichte des Dekrets sei ein Hinweis darauf, daß es sich um die Organisation einer Verwaltungsbeschwerde handele. Anfangs seien die Streitigkeiten über Beschlüsse des Flämischen Fonds den Arbeitsgerichten unterbreitet worden, dies durch Analogie mit der ehemaligen nationalen Regelung. Die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats sei jedoch, mit Hinweis auf das Urteil Nr. 66 des Hofes, der Auffassung gewesen, es betreffe eine nationale Zuständigkeit und die betreffenden Bestimmungen im Entwurf seien zu streichen. Infolgedessen sei das Verfahren vor dem Beschwerdeausschuß eingeführt worden. Aus der Begründung hierfür könne man keinesfalls ableiten, der Beschwerdeausschuß sei genau wie das Arbeitsgericht eine Gerichtsbarkeit oder er sei mit einer Rechtsprechungsaufgabe betraut.

A.2.8. Die Beschwerde beim Beschwerdeausschuß des Flämischen Fonds sei nichts anderes als eine Verwaltungsbeschwerde und keine jurisdiktionelle Klage. Der Beschwerdeausschuß sei eine Verwaltungs- und keine Gerichtsinstanz, und seine Entscheidungen seien verwaltungsmäßige, aber keine rechtsprechenden Rechtshandlungen.

Eine jurisdiktionelle Auslegung des Beschwerdeausschusses, seiner Zuständigkeit oder seiner Entscheidungen sei aufs höchste anfechtbar. Da diese Auslegung ein Problem der Verfassungsmäßigkeit aufwerfen würde, während eine verfassungsmäßige Auslegung durchaus möglich sei, müsse man sich für letztere entscheiden.

#### *Schriftsatz der Wallonischen Regierung*

A.3.1. Um zu bestimmen, ob der im Dekret erwähnte Beschwerdeausschuß die Beschaffenheit einer Verwaltungsbehörde oder im Gegenteil einer Verwaltungsgerichtsbarkeit habe, müsse auf die Kriterien verwiesen werden, die üblicherweise durch die Rechtslehre und die Rechtsprechung berücksichtigt würden.

Der Ausschuß sei durch und auf Initiative einer öffentlichen Behörde eingesetzt worden. Der Umstand, daß der Ausschuß selbst keine Rechtspersönlichkeit habe, sei nicht ausschlaggebend, um ihm die Beschaffenheit einer Verwaltungsbehörde zu entziehen. Er sei Bestandteil des Flämischen Fonds, wovon er im gewissen Sinne ein Organ sei.

Der Ausschuß, der damit beauftragt sei, Entscheidungen im Rahmen einer organisierten Beschwerde zu treffen, beteilige sich an Aufträgen öffentlichen oder allgemeinen Interesses, die dem Fonds, innerhalb dessen er eingesetzt wurde, durch das Dekret zugewiesen worden seien.

Der Ausschuß stehe notwendigerweise unter behördlicher Aufsicht. Seine Aufgaben und seine Zusammensetzung seien, wie übrigens die wichtigsten Verfahrensregeln, durch Dekret festgelegt. Es obliege der Flämischen Regierung, seine Arbeitsweise festzulegen sowie seine Mitglieder zu ernennen und sie zu bezeichnen. Die Flämische Gemeinschaft könne jederzeit diese Regeln ändern. In den angefochtenen Dekretsbestimmungen sei kein Hinweis darauf zu finden, daß man dem Ausschuß einen besonderen Unabhängigkeitsstatus verleihen wolle.

Die fachübergreifende Zusammensetzung sei ebenfalls ein Hinweis auf die Eigenschaft als Verwaltungsbehörde; der Umstand, daß der Ausschuß einen Magistraten als Vorsitzenden habe, sei an sich nicht ausschlaggebend. Die in Artikel 43 des Dekrets festgelegten wesentlichen Verfahrenselemente würden die Auffassung bestätigen, daß der Ausschuß nicht die Beschaffenheit einer Verwaltungsgerichtsbarkeit habe. Eine kontradiktorische Debatte sei in keiner Weise organisiert und der Beistand durch einen Rechtsanwalt sei nicht vorgesehen. Die angefochtenen Bestimmungen würden kein strenges Untersuchungsverfahren vorschreiben. Die Öffentlichkeit der Sitzungen des Ausschusses und selbst die Öffentlichkeit der Verkündung der Entscheidung seien keinesfalls gewährleistet.

Der Ausschuß verfüge eindeutig über eine ausgedehnte Beurteilungsbefugnis in bezug auf die Opportunität, wenn er auf eine Beschwerde hin eine Entscheidung über die Kostenübernahme einer Maßnahme zur Unterstützung der sozialen Eingliederung treffe.

Die Entscheidung des Ausschusses sei eine Handlung, die der Verwaltungsfunktion zuzurechnen sei und die sich grundsätzlich von der rechtsprechenden oder der gesetzgebenden Funktion unterscheide. Es werde insbesondere nicht präzisiert, daß die Entscheidung Rechtskraft habe, was in der Regel für jede Handlung einer Verwaltungsgerichtsbarkeit zutrefte.

Diese verschiedenen Elemente oder Merkmale würden zur Genüge beweisen, daß der durch die Artikel 43 und 44 des angefochtenen Dekrets eingesetzte Beschwerdeausschuß eine Verwaltungsbehörde sei, die im Rahmen einer organisierten Verwaltungsbeschwerde Entscheidungen treffen müsse.

A.3.2. Gemäß dem Leitsatz *tempus regit actum* könne der Hof die angefochtenen Dekretsbestimmungen nur in bezug auf die zum Zeitpunkt der Annahme dieser Bestimmungen geltenden Zuständigkeitsverteilungsvorschriften prüfen. Die Flämische Gemeinschaft sei aufgrund von Artikel 5 § 1 II 4° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zuständig gewesen, um den genannten Beschwerdeausschuß mit den vorstehend erwähnten Eigenschaften einzusetzen.

Insofern der Beschwerdeausschuß nicht die Eigenschaft einer Verwaltungsgerichtsbarkeit aufweise, habe die Flämische Gemeinschaft keinesfalls die Zuständigkeiten überschritten, die Artikel 145 und 146 der Verfassung dem Gesetz zuerkennen. Sollten jedoch weiterhin Zweifel in bezug auf die Eigenschaft des Beschwerdeausschusses als Verwaltungsbehörde bestehen bleiben, so müßte ihr doch diese Eigenschaft zuerkannt werden, so daß die angefochtenen Bestimmungen eine Auslegung erhalten würden, die mit den Verfassungsvorschriften vereinbar wäre.

A.3.3. Seit der Staatsreform von 1993 ergebe sich aus Artikel 161 der Verfassung in Verbindung mit dem neuen Artikel 19 des Sondergesetzes vom 8. August 1980, daß die Regionen und Gemeinschaften — notwendigenfalls über implizite Befugnisse — besondere Verwaltungsgerichtsbarkeiten, die mit ihren Zuständigkeiten zusammenhängen, einsetzen und organisieren könnten.

*Schriftsatz des Ministerrates*

A.4.1. Vor der Beantwortung der präjudiziellen Frage sei die Frage zu beantworten, ob es sich bei der in den Artikeln 43 und 44 des Dekrets angeführten Beschwerde um eine jurisdiktionelle Klage handelt, mit anderen Worten eine Klage bei einer Verwaltungsgerichtsbarkeit, einer außergerichtlichen Gerichtsbarkeit oder einem Organ der aktiven Verwaltung, das eine rechtsprechende Befugnis ausübe, wobei das Verfahren zu einem Beschluß mit spezifischer Tragweite führe, der, indem er sich auf eine Rechtsregel stütze und Rechtskraft habe, eine Streitigkeit beende.

A.4.2. Der Vorentwurf des Dekrets habe ein Klageverfahren beim Arbeitsgericht vorgesehen, so wie dies in der Gesetzgebung über die soziale Wiedereingliederung vorgesehen gewesen sei. Die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats habe eine grundsätzliche Kritik an dieser Regelung geäußert und dabei auf die Rechtsprechung des Hofes verwiesen. Der flämische Dekretgeber sei auf den Einwand eingegangen, daß die Zuständigkeit des Arbeitsgerichts nicht durch Dekret geregelt werden könne, und habe sich dafür entschieden, eine spezifische Beschwerdeinstanz in Form eines Beschwerdeausschusses einzusetzen. Aus den Vorarbeiten werde bereits die Zielsetzung des Dekretgebers deutlich. Er habe ein jurisdiktionelles Beschwerdeverfahren gegen die Beschlüsse des Flämischen Fonds schaffen wollen. Da er habe einsehen müssen, daß er nicht befugt sei, das Arbeitsgericht damit zu beauftragen, habe er selbst ein Rechtsprechungsorgan eingesetzt. Damit habe er eindeutig den zweiten Einwand der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats, daß es den Gemeinschaften nicht zustehe, Gerichte einzusetzen, unberücksichtigt gelassen.

A.4.3. Durch Erlaß der Flämischen Regierung vom 24. Juli 1991, der aufgrund der Dringlichkeit nicht der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats zur Begutachtung vorgelegt worden sei, sei das Dekret zur Ausführung gebracht worden. Kapitel IV betreffe die Einsetzung und die Zusammensetzung des Beschwerdeausschusses sowie das Verfahren. Die rechtsprechende Beschaffenheit der Entscheidung des Beschwerdeausschusses und somit die Einstufung dieses Ausschusses als Verwaltungsgerichtsbarkeit ließen sich aus dem organisationsbezogenen Statut des Ausschusses ableiten. Die Tatsache, daß der Vorsitz durch einen Magistraten wahrgenommen werde und eine Unvereinbarkeit bestehe zwischen der Mitgliedschaft der Bewertungskommission oder des Verwaltungsrates und derjenigen des Beschwerdeausschusses, deute auf die Absicht des Dekretgebers hin, die Mitglieder des Beschwerdeausschusses unparteiisch und unabhängig auftreten zu lassen. Sie genössen nämlich den Vorteil eines ähnlichen Statuts wie die Mitglieder der Höfe und Gerichte der ordentlichen rechtsprechenden Gewalt. Sie seien weder Vorgesetzten in der Hierarchie Rechenschaft schuldig, noch würden sie irgendeiner Verwaltungsaufsicht unterliegen. Dies werde bestätigt durch die Geschäftsordnung vom 28. Oktober 1992. Gemäß dem Kriterium der Unabhängigkeit und Unparteilichkeit sei der Beschwerdeausschuß deshalb eine Verwaltungsgerichtsbarkeit. Auch wenn man das formelle Kriterium berücksichtige — die Verfahrensvorschriften —, sei der Beschwerdeausschuß als eine Verwaltungsgerichtsbarkeit zu betrachten. Die Streitfälle müßten beim Beschwerdeausschuß anhängig gemacht werden. Dieser dürfe nicht aus eigener Initiative über eine Streitigkeit befinden. Der Kanzler dürfe die Eintragung einer Sache in die allgemeine Terminliste nicht verweigern. Das Verfahren vor dem Beschwerdeausschuß verlaufe überdies auf kontradiktorische Weise, und der Beschwerdeausschuß sei an die Verfahrensregeln der kontradiktorischen Debatte gebunden. Das Verfahren sei öffentlich. Der Ausschuß sei verpflichtet, eine Entscheidung zu treffen, und die Entscheidungen müßten bei Strafe der Nichtigkeit begründet sein. Alle angeführten Beweisgründe müßten behandelt werden, und aus der Begründung seiner Entscheidung müsse ersichtlich sein, daß die für die verschiedenen Argumente der Parteien angeführten Gründe geprüft wurden.

Der Beschwerdeausschuß entspreche auch dem materiellen Kriterium für Verwaltungsgerichtsbarkeiten, da er Entscheidungen treffe über Streitigkeiten in bezug auf Beschlüsse, die der Fonds in Anwendung des Dekrets vom 27. Juni 1990 gefaßt habe. Der Beschwerdeausschuß ziele in erster Linie darauf ab, über eine Streitigkeit, das heißt eine Anfechtung in bezug auf eine Rechtsregel, einen rechtlichen Zustand oder eine rechtliche Tatsache, zu entscheiden. Er beende eine bestehende Streitigkeit, die bei ihm anhängig gemacht worden sei, was sich ausdrücke durch die Rechtskraft seiner Entscheidung. Die rechtsprechende Entscheidung des Beschwerdeausschusses sei eine spezifische Entscheidung, deren Folgen nicht weiter reichen würden als die Streitigkeit, über die entschieden werde. Der Beschwerdeausschuß spreche Recht auf der Grundlage von anwendbaren Rechtsregeln. Er prüfe das Vorhandensein der Fakten und kontrolliere diese anhand der anwendbaren Rechtsregeln, um zu beurteilen, ob infolge dieser Fakten keine Verletzung der betreffenden Rechtsregeln stattgefunden habe. Die Entscheidung des Beschwerdeausschusses beziehe sich lediglich auf die Gesetzmäßigkeit des angefochtenen Beschlusses und erstrecke sich nicht auf eine Kontrolle des angefochtenen Beschlusses in bezug auf das allgemeine Interesse oder der vom Fonds geführten Politik. Mit anderen Worten, der Beschwerdeausschuß dürfe nicht an die Stelle des Fonds treten. Der Wille des Dekretgebers, den Beschwerdeausschuß als Verwaltungsgerichtsbarkeit einzusetzen, werde auch deutlich aus der Rechtskraft der Entscheidung des Beschwerdeausschusses. Die Parteien — der Beschwerdeführer und der Fonds — seien nämlich durch seine Entscheidung gebunden. Auch der Beschwerdeausschuß könne einen gefaßten Beschluß nicht mehr abändern oder rückgängig machen. Die Entscheidung könne nur unter Einhaltung von genau festgesetzten Formalitäten abgeändert oder annulliert werden.

Der Beschwerdeausschuß weise alle Merkmale einer Verwaltungsgerichtsbarkeit auf.

A.4.4. Im Hinblick auf die zum Zeitpunkt der Einsetzung des Beschwerdeausschusses geltenden Vorschriften zur Verteilung der Zuständigkeiten müsse geschlußfolgert werden, daß die Artikel 43 und 44 des Dekrets diese Vorschriften der Zuständigkeitsverteilung verletzen. Die Artikel 145 und 146 der Verfassung implizierten, daß alle Verwaltungsgerichtsbarkeiten eine gesetzliche Grundlage haben müßten. Die Schaffung von Verwaltungsgerichtsbarkeiten sei eine Angelegenheit, die die Verfassung dem föderalen Gesetzgeber vorbehalte. Die Gemeinschaften und die Regionen seien grundsätzlich (Artikel 19 § 1 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980), vorbehaltlich einer besonderen und ausdrücklichen, im Sondergesetz oder im ordentlichen Gesetz zur Reform der Institutionen enthaltenen Ermächtigung (Urteil Nr. 66 des Hofes) nicht befugt, Rechtsprechungsorgane zu schaffen oder zu ändern, selbst für die ihnen zugewiesenen Sachbereiche. Selbst auf der Grundlage der impliziten Zuständigkeiten könnten die Gemeinschaften und die Regionen keine Rechtsprechungsorgane einsetzen.

A.4.5. Artikel 128 des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vervollständigung der föderalen Staatsstruktur enthalte keine Sonderbestimmung bezüglich des Inkrafttretens von Artikel 7 dieses Gesetzes, der Artikel 19 § 1 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 ersetzt habe. Die neue Bestimmung sei somit am 30. Juli 1993 in Kraft getreten. Erst ab diesem Datum könnten die Gemeinschaften und die Regionen die Zuständigkeiten des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993 in Anspruch nehmen.

Der neue Artikel 19 § 1 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 sehe vor, daß das Dekret, vorbehaltlich der Anwendung von Artikel 10, die in den Artikeln 4 bis 9 erwähnten Sachbereiche regele, unbeschadet der Zuständigkeiten, die dem Gesetz durch die Verfassung vorbehalten seien. Im übrigen seien die heutigen Artikel 160 und 161 am 29. Juni 1993 in die Verfassung eingefügt worden, wonach eine Verwaltungsgerichtsbarkeit nur aufgrund eines Gesetzes eingesetzt werden könne.

Die neue Verfassungsbestimmung in bezug auf die Einsetzung von Verwaltungsgerichtsbarkeiten sei nach den ersten Staatsreformen eingeführt worden. Sie müsse als verfassungsmäßige Vorschrift zur Verteilung der Zuständigkeiten zwischen dem föderalen Gesetzgeber einerseits und den Gemeinschaften und Regionen andererseits angesehen werden. Es handle sich somit um einen durch die Verfassung dem föderalen Gesetzgeber vorbehaltenen Sachbereich.

Wenn die Gemeinschaften und die Regionen gemäß dem neuen Artikel 19 § 1 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in Anwendung von Artikel 10 desselben Sondergesetzes in föderale Zuständigkeiten eingreifen könnten, so müsse dieses Eingreifen den strengen Bedingungen entsprechen, die der Hof diesbezüglich vorschreibe. Die durch die Gemeinschaften und Regionen beschlossenen Bestimmungen müßten im Hinblick auf eine sinnvolle Ausübung einer ausdrücklich zugewiesenen Zuständigkeit erforderlich sein; es bestehe also eine sehr enge Verbindung zwischen der ausdrücklichen Zuständigkeit der Gemeinschaften und Regionen und dem föderalen Sachbereich, in den aufgrund von Artikel 10 eingegriffen werde, so daß letzterer eine notwendige Ergänzung sein müsse. Der föderale Sachbereich, in den auf diese Weise eingegriffen werde, müsse für eine differenzierte Regelung geeignet sein, und die Auswirkung auf diesen föderalen Sachbereich müsse nebensächlich sein.

Die Einsetzung des Beschwerdeausschusses durch den flämischen Dekretgeber sei keine notwendige Ergänzung der Behindertenpolitik der Gemeinschaften. Der dem föderalen Gesetzgeber vorbehaltene Sachbereich zur Einsetzung einer Verwaltungsgerichtsbarkeit eigne sich nicht für eine differenzierte Regelung. Die Auswirkung der Einsetzung dieses Beschwerdeausschusses auf diesen föderalen Sachbereich sei mehr als nebensächlich.

#### *Erwiderungsschriftsatz des Ministerrates*

A.5.1. Der Beschwerdeausschuß sei eine Verwaltungsgerichtsbarkeit.

A.5.2. Der Flämische Fonds für die soziale Eingliederung von Behinderten betrachte den Beschwerdeausschuß als eine Verwaltungsgerichtsbarkeit und habe in seiner Verwaltungspraxis konsequent danach gehandelt.

A.5.3. Die Flämische Regierung mache das materielle Kriterium geltend, um zu behaupten, die Beschwerde vor dem Beschwerdeausschuß sei keine jurisdiktionelle Klage und der Ausschuß sei keine Verwaltungsgerichtsbarkeit. Das materielle Kriterium sei jedoch kein entscheidendes Kriterium.

Im Gegensatz zu den Behauptungen der Flämischen Regierung enthielten die Dekretsbestimmungen deutliche Angaben über die Absicht des Dekretgebers, nämlich die Einsetzung einer Verwaltungsgerichtsbarkeit. Der Vorsitz werde durch einen Magistraten ausgeübt, es bestehe im Hinblick auf die Gewährleistung der Unabhängigkeit und der Unparteilichkeit Unvereinbarkeit zwischen der Mitgliedschaft im Beschwerdeausschuß und derjenigen in der Bewertungskommission oder im Verwaltungsrat, und die Streitigkeit müsse beim Beschwerdeausschuß anhängig gemacht werden, der somit nicht von Amts wegen auftreten könne.

Dies ergebe sich auch aus Artikel 73 des Dekrets, mit dem die Artikel 26 und 27 des Gesetzes vom 16. April 1963 über die soziale Wiedereingliederung der Behinderten aufgehoben würden. Mit diesen Bestimmungen sei die Zuständigkeit des Arbeitsgerichts für bestimmte, vom Landesfonds für die soziale Wiedereingliederung der Behinderten getroffene Entscheidungen bestätigt worden. Ungeachtet des Wortlautes von Artikel 582 2° des Gerichtsgesetzbuches habe der Hof (Urteil Nr. 49/93) geurteilt, die Aufhebung des vorstehend erwähnten Artikels 26 durch den Dekretgeber der Französischen Gemeinschaft verstoße gegen die Vorschriften der Zuständigkeitsverteilung.

Mit dem Erlaß der Flämischen Regierung vom 24. Juli 1991 werde das Dekret ausgeführt; er treffe keine Entscheidung über die rechtsprechende Beschaffenheit der Beschwerde.

Die nicht-öffentliche Beschaffenheit der Verhandlungen und der Urteilsverkündungen des Beschwerdeausschusses ergebe sich nicht ausdrücklich aus dem Dekret und dem Erlaß der Flämischen Regierung vom 24. Juli 1991. Die öffentliche oder nicht-öffentliche Beschaffenheit der Verhandlungen und der Urteilsverkündungen sei kein Kriterium, aus dem man schlußfolgern könne, daß es sich um eine Gerichtsbarkeit handle (siehe Urteil Nr. 65/96). Die Möglichkeit des Beistandes durch einen Rechtsanwalt ergebe sich aus Artikel 439 des Gerichtsgesetzbuches. Dies sei ebenfalls kein Kriterium, um die Beschaffenheit des Beschwerdeausschusses festzustellen (gleiches Urteil). Die organisationsbezogenen Aspekte des Beschwerdeausschusses und die formalen Aspekte des Verfahrens hätten ihre Grundlage im Dekret, das durch den Erlaß vom 24. Juli 1991 ausgeführt werde.

Die Möglichkeit einer Kassationsklage beim Staatsrat sei ein Kriterium, um den Ausschuß als Gerichtsbarkeit anzusehen (gleiches Urteil). Obwohl die in Artikel 49 des Erlasses vom 24. Juli 1991 verwendete Terminologie nicht ganz präzise sei, habe der Dekretgeber damit die verfassungsmäßige Kassationsklage von Artikel 14 *in fine* der koordinierten Gesetze über den Staatsrat gemeint.

Die Möglichkeit, eine Opportunitätsbeurteilung vorzunehmen, schließe nicht aus, daß es sich um eine Gerichtsbarkeit handle. Das gleiche gelte für die fachübergreifende Zusammensetzung.

Aus den Vorarbeiten werde deutlich, daß der Dekretgeber einer Gerichtsbarkeit die Befugnis habe geben wollen, über Streitigkeiten in bezug auf Beschlüsse des Flämischen Fonds betreffend die Kostenübernahme zu entscheiden. Die Tatsache, daß Artikel 582 2° des Gerichtsgesetzbuches nicht aufgehoben worden sei, beeinträchtige in keiner Weise die Aufhebung der Artikel 26 und 27 des erwähnten Gesetzes vom 16. April 1963.

Die Flämische Regierung fechte nicht an, daß die Entscheidungen des Beschwerdeausschusses rechtskräftig seien. Dies sei jedoch ein entscheidendes Kriterium. Im Gegensatz zu einer Verwaltungsbehörde könne der Beschwerdeausschuß seine Entscheidung nicht rückgängig machen.

A.5.4. Dem Standpunkt der Wallonischen Regierung könne man sich ebensowenig anschließen. Die Einsetzung des Beschwerdeausschusses durch den flämischen Dekretgeber könne selbstverständlich an sich dem Beschwerdeausschuß nicht die Eigenschaft als Verwaltungsgerichtsbarkeit verleihen. Die Beteiligung an Aufgaben öffentlichen oder allgemeinen Interesses verleihe dem Beschwerdeausschuß nicht die Eigenschaft als Verwaltungsgerichtsbarkeit. Daß die Ernennungsbedingungen, die Ernennungen der Mitglieder und die Regeln für die Arbeitsweise der Zuständigkeit der Flämischen Regierung unterlägen, könne dem Beschwerdeausschuß nicht die Eigenschaft als Gerichtsbarkeit entziehen. Es sei in der Tat eine kontradiktorische Debatte vorgesehen, und der Beistand durch einen Rechtsanwalt ergebe sich aus Artikel 439 des Gerichtsgesetzbuches.

A.5.5. Der Hof habe im Urteil Nr. 65/96 die rechtsprechende Beschaffenheit des Ständigen Widerspruchsausschusses für Flüchtlinge aus folgenden Kriterien abgeleitet: *a)* die Zusammensetzung und die Art und Weise der Bestimmung seiner Mitglieder; *b)* die Art und Weise, in der ihre Unabhängigkeit gegenüber der Verwaltung gewährleistet werde; *c)* die ihm gewährten Befugnisse in bezug auf Ermittlungen und Untersuchungen; *d)* die organisierte kontradiktorische Beschaffenheit der Debatten; *e)* die besondere Verpflichtung zur Begründung; *f)* die verfassungsmäßige Kassationsklage, die gegen seine Entscheidungen erhoben werden könne, und *g)* die Vorarbeiten. Die Prüfung anhand dieser Kriterien führe unweigerlich zu der Schlußfolgerung, daß es sich auch hier um eine Gerichtsbarkeit handle.

A.5.6. Die Flämische und die Wallonische Regierung würden bestätigen, daß der flämische Dekretgeber nicht befugt sei, die Ausübung der Richterfunktion zu regeln und ordentliche Gerichtsbarkeiten oder Verwaltungsgerichtsbarkeiten einzusetzen. Im Gegensatz zu dem, was die Wallonische Regierung anführe, seien die Gemeinschaften und Regionen derzeit ebenfalls nicht befugt, Verwaltungsgerichtsbarkeiten einzusetzen.

*Erwiderungsschriftsatz der Flämischen Regierung*

A.6. Die vom Ministerrat in seinem Schriftsatz dargelegten Argumente seien durch die Flämische Regierung in ihrem Schriftsatz bereits widerlegt worden.

Anhand einer Prüfung der Beschaffenheit des Beschwerdeausschusses und seiner Befugnisse, das heißt unter Anwendung der materiellen Kriterien der Rechtsprechungsfunktion, ohne sich durch eine Reihe organisationsbezogener und formaler, jedenfalls unwesentlicher Nebensächlichkeiten irreführen zu lassen, wobei im übrigen Ursache und Wirkung miteinander verwechselt würden, komme man nicht umhin festzustellen, daß die Beschwerde beim Beschwerdeausschuß eine Verwaltungsbeschwerde und keine jurisdiktionelle Klage sei, so daß der Beschwerdeausschuß eine Verwaltungs- und keine Rechtsprechungsinstanz sei und seine Entscheidungen verwaltungsmäßige und keine rechtsprechenden Handlungen seien.

Wie könne man darüber hinaus — wie der Ministerrat behaupte — bei einem Dekretgeber, der ausdrücklich der Anmerkung des Staatsrats, daß er nicht befugt sei, eine Rechtsprechung zu organisieren, entsprechen wolle, davon ausgehen, er habe ausgerechnet wegen dieser Nichtzuständigkeit dennoch eine Rechtsprechung organisiert?

Im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat anführe, könne man aus dem Umstand, daß der Beschwerdeausschuß Beschlüsse des Flämischen Fonds ändern oder ersetzen könne, lediglich ableiten, daß er eine Verwaltungs- und keine Rechtsprechungsentscheidung treffe. Kennzeichnend für einen Richter sei nämlich, daß er in Anbetracht der Gewaltentrennung sich mit seiner Beurteilung nicht an die Stelle der Behörde, die eine Verwaltungsfunktion erfülle, versetzen dürfe.

Wie dem auch sei, man müsse eine Einstufung des Beschwerdeausschusses, seiner Zuständigkeit oder seiner Entscheidungen als Gerichtsbarkeit im höchsten Maße anzweifeln. Da diese Auslegung ein Problem der Verfassungsmäßigkeit aufwerfe, während zweifellos eine verfassungsmäßige Auslegung möglich sei, müsse man sich für letztere entscheiden. Die Flämische Regierung könne nur feststellen, daß der Ministerrat keine zuständigkeitsrechtlichen Einwände gegen den Beschwerdeausschuß vorbringe, sollte dieser eine Verwaltungsinstanz sein.

*Erwiderungsschriftsatz der Wallonischen Regierung*

A.7.1. Zur Beantwortung der präjudiziellen Frage sei auf die Vorschriften zur Verteilung der Zuständigkeit zu verweisen, die zum Zeitpunkt der Annahme der Artikel 43 und 44 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 27. Juni 1990 anwendbar gewesen seien. Im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat anführe, müsse nicht auf Artikel 161 der Verfassung in Verbindung mit dem durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 abgeänderten Artikel 19 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 verwiesen werden. Im übrigen ergebe sich aus den Vorarbeiten zum Artikel 161 der Verfassung, daß die Gemeinschaften und Regionen sehr wohl besondere Verwaltungsgerichtsbarkeiten einsetzen könnten, falls dies zur Ausübung ihrer Befugnisse notwendig sei.

A.7.2. Der Ministerrat verweise in seinem Schriftsatz hauptsächlich auf die Bestimmungen des Erlasses der Flämischen Regierung vom 24. Juli 1991 und auf die Geschäftsordnung des Beschwerdeausschusses, um zu der Schlußfolgerung zu gelangen, daß dieser alle Merkmale einer Verwaltungsgerichtsbarkeit aufweise. Diese Argumentationen könne nicht berücksichtigt werden, weil der Hof nicht mit diesen Bestimmungen befaßt sei und auch nicht befaßt werden könne. Unter Berücksichtigung von Artikel 94 (nunmehr 146) der Verfassung sei die vollziehende Gewalt selbstverständlich nicht befugt, eine Gerichtsbarkeit einzusetzen oder die Ausübung einer Rechtsprechungsbefugnis zu regeln, ohne durch die gesetzgebende Gewalt hierzu ermächtigt zu sein. *A fortiori* sei der Beschwerdeausschuß nicht befugt, sich in einer Geschäftsordnung als Rechtsprechungsorgan auszugeben.

Der Flämische Rat habe sich an das Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats gehalten. Die Vorarbeiten zum Dekret ließen nicht die Behauptung zu, dies sei nicht der Fall.

Im übrigen wichen sie ungeachtet der Art des durch die betreffenden Bestimmungen eingesetzten Beschwerdeausschusses nicht von der Zuständigkeit ab, die den Arbeitsgerichten durch Artikel 582 2° des Gerichtsgesetzbuches zugewiesen werde.

— B —

B.1. Die Artikel 43 und 44 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 27. Juni 1990 zur Gründung eines Flämischen Fonds für die soziale Eingliederung von Behinderten lauten:

« Art. 43. Innerhalb von dreißig Tagen nach der Zustellung des Beschlusses des Fonds kann der Antragsteller oder sein gesetzlicher Vertreter per Einschreibebrief bei einem Beschwerdeausschuß Beschwerde gegen den Beschluß einlegen.

Art. 44. Der Beschwerdeausschuß besteht aus fünf Mitgliedern und wird fachübergreifend zusammengesetzt; ein Magistrat führt den Vorsitz. Die Regierung legt die Bedingungen für die Ernennung der Mitglieder des Beschwerdeausschusses fest, ernennt die Mitglieder des Beschwerdeausschusses und regelt seine Arbeitsweise.

Die Mitgliedschaft in der Bewertungskommission oder dem Verwaltungsrat ist nicht mit derjenigen im Beschwerdeausschuß vereinbar. »

B.2. Die Bestimmungen müssen anhand der durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften geprüft werden, so wie sie zum Zeitpunkt der Annahme des oben genannten Dekrets anwendbar waren.

B.3. Die Artikel 3ter (nunmehr Artikel 38), 59bis (nunmehr die Artikel 127 bis 129) und 107quater (nunmehr Artikel 39) der Verfassung und die Artikel 4 bis 11 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen haben dem Dekretgeber die Befugnis verliehen, eine Reihe von Sachbereichen durch Dekret zu regeln. So überträgt Artikel 5 § 1 II 4° desselben Sondergesetzes den Gemeinschaften unter Vorbehalt von zwei Ausnahmen « die Politik für Behinderte, einschließlich der beruflichen Ausbildung, Umschulung und Weiterbildung von Behinderten [...] ».

Artikel 19 § 1 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 besagte vor seiner Änderung durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 jedoch: « Das Dekret regelt die in den Artikeln 4 bis 11 genannten Bereiche, unbeschadet der Zuständigkeiten, die durch die Verfassung dem Gesetz vorbehalten werden ».

Hieraus ergab sich, daß der Dekretgeber, außer in dem Fall, wo durch die Gesetze zur Reform der Institutionen eine besondere und ausdrückliche Ermächtigung erteilt wurde, die ihm zugewiesenen Angelegenheiten nur unter der Bedingung regeln konnte, daß er in keiner Weise auf die Befugnisse übergriff, die die Verfassung dem Gesetz vorbehält.

Vor der Änderung von Artikel 19 § 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 konnte die Möglichkeit, die den Räten durch Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in der durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung geboten wurde und darin bestand, daß ihre Dekrete Rechtsbestimmungen in Angelegenheiten enthalten konnten, für die sie nicht zuständig waren, nicht auf Zuständigkeiten, die die Verfassung dem Gesetz vorbehält, Anwendung finden.

B.4. Artikel 94 (nunmehr Artikel 146) der Verfassung besagt:

« Ein Gericht und ein Organ der streitigen Gerichtsbarkeit dürfen nur aufgrund eines Gesetzes eingesetzt werden. [...] »

Diese Bestimmung behält es dem föderalen Gesetzgeber vor, Rechtsprechungsorgane einzusetzen. In Ermangelung einer durch die Gesetze zur Reform der Institutionen verliehenen besonderen und ausdrücklichen Ermächtigung waren die Gemeinschaften gemäß dem oben erwähnten Artikel 19 § 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 nicht befugt, ordentliche Gerichtsbarkeiten oder Verwaltungsgerichtsbarkeiten einzusetzen.

B.5. Daher stellt sich die Frage, ob die Beschwerde, die in den den Gegenstand des Verfahrens bildenden Bestimmungen vorgesehen ist, eine jurisdiktionelle Klage ist oder nicht und ob der darin vorgesehene Beschwerdeausschuß eine Verwaltungsgerichtsbarkeit ist oder nicht.

B.6. Die Einführung eines besonderen Beschwerdeverfahrens und die Einsetzung eines Beschwerdeausschusses finden gemäß den Vorarbeiten zum Dekret ihre Erklärung in dem Umstand, daß im Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats darauf hingewiesen wurde, daß der Dekretgeber nicht befugt war, zu bestimmen, daß Anfechtungen von durch den Flämischen Fonds gefaßten Beschlüssen und von Lehrverträgen zur Zuständigkeit der Arbeitsgerichte gehören (*Dok.*, Flämischer Rat, 1989-1990, Nr. 318/1, SS. 44 und 59). Der Dekretgeber war daraufhin der Auffassung, es sei notwendig, eine « spezifische Beschwerdeinstanz » vorzusehen (*ibid.*, S. 13; *Dok.*, Flämischer Rat, 1989-1990, Nr. 318/2, S. 15).

Aus den Vorarbeiten geht hervor, daß die in Artikel 43 des Dekrets vorgesehene Beschwerde an die Stelle der jurisdiktionellen Klage tritt, die durch die Artikel 26 und 27 des Gesetzes vom 16. April 1963 über die soziale Wiedereingliederung der Behinderten — die dem Dekret voraufgehende Regelung — vor dem Arbeitsgericht vorgesehen war. Diese Bestimmungen wurden im übrigen durch Artikel 73 1° des Dekrets aufgehoben.

Daß der Dekretgeber eindeutig beabsichtigte, eine jurisdiktionelle Klage einzuführen, ergibt sich auch aus den Bestimmungen, die er in bezug auf die Zusammensetzung des Beschwerdeausschusses festgelegt hat und die die Unabhängigkeit dieses Ausschusses zu gewährleisten bezwecken. Den Vorsitz im Beschwerdeausschuß führt ein Magistrat, und es besteht Unvereinbarkeit zwischen der Mitgliedschaft in der Bewertungskommission sowie im Verwaltungsrat des Flämischen Fonds und derjenigen des Beschwerdeausschusses. Im übrigen besitzen die Entscheidungen des Ausschusses eindeutig Rechtskraft.

B.7. Die jurisdiktionelle Art der durch das Dekret eingeführten Berufung wird im übrigen bestätigt durch den Erlaß der Flämischen Regierung vom 24. Juli 1991 über die Eintragung beim Flämischen Fonds für soziale Eingliederung von Behinderten. Neben einem Vorsitzenden sind zwei stellvertretende Vorsitzende vorgesehen, die alle Magistraten mit einer mindestens fünfjährigen Erfahrung an einem Arbeitsgericht oder einem Arbeitshof sein müssen (Artikel 31, 1°). Der Beschwerdeausschuß ist ausschließlich zuständig, über schriftliche und begründete Beschwerden zu befinden (Artikel 37). Der Antragsteller kann sich beistehen lassen (Artikel 38). Die Parteien können vor der Verhandlung einen Schriftsatz einreichen, der der Akte beigelegt wird, und der Beschwerdeausschuß muß den darin vorgebrachten Elementen Rechnung tragen (Artikel 42). Die Entscheidung des Beschwerdeausschusses muß bei Strafe der Nichtigkeit begründet werden (Artikel 48). Der Flämische Fonds ist Partei im Streitfall, so daß das Verfahren kontradiktorisch ist (Artikel 48 3°).

B.8. Aus den obigen Darlegungen ergibt sich, daß die in Artikel 43 vorgesehene Berufung eine jurisdiktionelle Klage und der Beschwerdeausschuß folglich eine Verwaltungsgerichtsbarkeit ist.

B.9. Angesichts dessen, daß der Beschwerdeausschuß eine Verwaltungsgerichtsbarkeit ist, die über jurisdiktionelle Klagen befindet, verstoßen die Artikel 43 und 44 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 27. Juni 1990 zur Gründung eines Flämischen Fonds für die soziale Eingliederung von Behinderten gegen die zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften, so wie sie zu jenem Zeitpunkt in Kraft waren.

Die präjudizielle Frage ist bejahend zu beantworten.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erkennt für Recht:

Die Artikel 43 und 44 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 27. Juni 1990 zur Gründung eines Flämischen Fonds für die soziale Eingliederung von Behinderten verstoßen gegen die zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften.

Verkündet in niederländischer und französischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 30. April 1997, durch die vorgenannte Besetzung, in der der Vorsitzende M. Melchior, der gesetzmäßig verhindert war, der Verkündung dieses Urteils beizuwohnen, durch den Richter L. François vertreten wurde.

Der Kanzler,  
(gez.) L. Potoms.

Der Vorsitzende,  
(gez.) L. De Grève.

**SECRETARIAT PERMANENT  
DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE L'ETAT**

[97/8129]

**Constitution d'une réserve de recrutement de techniciens de la recherche (photographes) (rang 20), d'expression française, pour l'Institut royal du Patrimoine artistique (AFG96006). — Résultats**

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. De Pauw, Olivier, Bruxelles.
2. Pigeolet, Hervé, Binche.
3. Rolland, Thierry, Anderlecht.
4. Navarre, Olivier, Ham-sur-Heure-Nalinnes.

**VAST SECRETARIAAT  
VOOR WERVING VAN HET RIJKSPERSONEEL**

[97/8129]

**Samenstelling van een wervingsreserve van Franstalige technici der vorsing (fotograaf) (rang 20) voor het Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium (AFG96006). — Uitslagen**

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot proeftijd :

1. De Pauw, Olivier, Bruxelles.
2. Pigeolet, Hervé, Binche.
3. Rolland, Thierry, Anderlecht.
4. Navarre, Olivier, Ham-sur-Heure-Nalinnes.

[97/8051]

**Constitution d'une réserve de recrutement d'assistants et d'assistantes (sylviculture), d'expression française, pour le Ministère de la Région wallonne (AFW96015). — Résultats**

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Lambert, Marc, Philippeville-Franchimont
2. Gillard, Xavier, Vesqueville
3. Oudar, Denis, Beauraing
4. Compère, Georges, Neuvillers
5. Dron, Alain, Flémalle
6. Vercruyse, Xavier, Erbisceul
7. Acke, Didier, Aiseau-Prezles
8. Lauvaux, Isabelle, La Roche-en-Ardenne
9. Dandrifosse, Frank, Eupen

10. Spirito, Rémo, Paliseul
11. Lambot, Philippe, Straimont
12. Malardon, Sybille, Houdeng-Goegnies
13. Gilles, Philippe, Gimnée
14. Borgniet, Vincent, Franchimont
15. Mouton, Dominique, Morhet
16. Lavis, André, Villers-sur-Lesse
17. Thilmany, José, Fauvillers
18. Jacquemin, Hubert, Verviers

19. Lahure, Frédéric, Châtelet
20. Watelet, Michel, Libramont-Chevigny
21. Lansmans, Philippe, Stembert
22. Warnier, Jean-François, Gouy-lez-Piéton
23. Wilputte, Sébastien, Anhée
24. Hiernaux, Philippe, Ciergnon (Houyet)
25. Bourtembourg, Bertrand, Hulsonniaux
26. Warge, Laurent, Bossière.

[97/8051]

**Samenstelling van een wervingsreserve van Franstalige assistenten (bosbouw), voor het Ministerie van het Waals Gewest (AFW96015). Uitslagen**

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot proeftijd.

[97/8055]

**Constitution d'une réserve de recrutement d'experts (fonction : expert en milieu naturel) (rang B1), masculins et féminins, d'expression néerlandaise, pour le Département de l'Environnement et de l'Infrastructure (Ministère de la Communauté flamande) (AN95107A). — Résultats**

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Geyskens, Bart, Dilsen-Stokkem
2. Sioncke, Jozef, Oosterzele
3. Quintens, Hildegard, Lille-Wechelderzande
4. Vandervelden, Joris, Bree
5. Slabbaert, Wim, Eeklo
6. Van Gils, Jozef, Herk-de-Stad
7. De Keersmaeker, Luc, Geraardsbergen
8. Bogaerts, Ivan, Aartselaar
9. Verschraegen, Tom, Hoogstraten
10. Coart, Elisabeth, Lier
11. Princen, Yvon, Aarschot
12. Lauwens, Caroline, Leuven
13. De Vlieger, Vera, Erwetegem
14. Denys, Bart, Knokke-Heist

15. Carchon, Philippe, Gent
16. Detrycker, Hans, Wijnegem
17. Denolf, Dries, Brugge
18. Van der Meulen, Jan, Mechelen
19. Van Renterghem, Erwin, Jabbeke
20. Vermeiren, Dirk, Rijkvorsel
21. Brichau, Inge, Lembeek
22. Van Bouwel, Jan, Brasschaat
23. Sevenants, Marleen, Geetbets
24. De Paepe, Boel, Gent
25. Hoebrechts, Tom, Herk-de-Stad
26. Van Staeyen, Bjorn, Wilrijk
27. Beyen, David, Neerpelt
28. Janssen, Wendy, Balen

29. Verlinden, Johan, Zellik
30. Vanmechelen, Elisabeth, Heverlee
31. Vanden Broeck, An, Wondelgem
32. Van de Walle, Jurgen, Oedelem (Beernem)
33. Ercken, Dirk, Overpelt
34. Stevens, David, Borgerhout
35. Vanden Bussche, Catherine, De Panne
36. Belpaeme, Kathy, Oostende
37. Van Zele, Marc, Sint-Niklaas
38. De Geest, Luc, Lochristi
39. Roggen, Katherina, Hasselt
40. Butaye, Jan, Leuven
41. Ponnet, Katrien, Zottegem

[97/8055]

**Samenstelling van een wervingsreserve van mannelijke en vrouwelijke Nederlandstalige deskundigen (functie : natuurdeskundige) (rang B1) voor het Departement Leefmilieu en Infrastructuur (Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap) (AN95107). — Uitslagen**

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de stage :

[97/8091]

**Constitution d'une réserve de recrutement de secrétaires de direction (f/m), d'expression néerlandaise (ANV96005). — Résultats**

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Geets, Ann, Rotselaar.
2. Desmet, Nancy, Brugge.
3. Decloedt, Inge, Oostende.
4. Joostens, Ingrid, Wilsele.
5. Vancraeyveldt, Sophie, Gullegem.
6. Can Cauwelaert, Marie-Claude, Maaseik.
7. Vanzegbroeck, Claudia, Leuven.
8. Spileers, Christa, Oudenaarde.
9. Van den Driessche, Sophie, Sint-Truiden.
10. Sorel, Sophie, Brugge.
11. Winnelinckx, Marcella, Kortenberg.
12. Hurtekant, Marleen, Brugge.
13. Vermeersch, Leen, Oostende.
14. Vanherck, Martine, Gingelom.
15. De Troyer, Ilse, Borsbeke.

16. Saelens, Diane, Leuven (Wilsele).
17. Van Ooyen, Christina, Berlaar.
18. Van Gyseghem, Sandra, Eeklo.
19. Van Droogenbroeck, Jan, Buggenhout.
20. Amant, Richarda, Aalst.
21. Buttiens, Christiane, Wellen.
22. Lenssens, Marie-Jeanne, Sint-Stevens-Woluwe.
23. Buyck, Stefaan, Knokke-Heist.
24. Kosynsky, Marleen, Aalst.
25. Decoster, Diane, Lubbeek.
26. De Baerdemaeker, Karina, Asse.
27. Van den Bossche, Karel, Oosterzele.
28. Vrancken, Marc, Maasmechelen.
29. Verbeke, Guy, Gent.
30. Derycke, Chantal, Sint-Kruis.

31. Van Wesemael, Anne-Marie, Serskamp.
32. De Tandt, Frank, Brakel.
33. De Coensel, Ilse, Vlierzele.
34. Gressens, Petra, Zichem.
35. Foulon, Cathy, Kortrijk.
36. Schollaert, Lore, Merelbeke.
37. Van Kerkhoven, Gunther, Averbode.
38. Coeckelberghs, Els, Heverlee.
39. Dhont, Karin, Wilsele.
40. Lequy, Sabine, Leuven.
41. Huybrechts, Sandra, Tielt-Winge.
42. Liesenborgs Patricia, Ingelmunster.
43. De Bruyn, Katrien, Outer.
44. Focke, Petra, Aalter.

[97/8091]

**Samenstelling van een wervingsreserve van Nederlandstalige directiesecretarissen (m/v) (ANV96005). — Uitslagen**

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd :



SECRETARIAT PERMANENT  
DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE L'ETAT

[97/8086]

Constitution d'une réserve de recrutement d'ouvriers qualifiés A des voies navigables, masculins, d'expression néerlandaise, pour le Port de Bruxelles (ANB96809). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

- |                                  |  |
|----------------------------------|--|
| 1. Vandermaelen, Alain, Tubize.  | 6. De Buyser, Jan, Kapelle-op-den-Bos.   |
| 2. Hendrickx, Maurice, Averbode. | 7. Van den Bosch, Marc, Deurne.          |
| 3. Heirwegh, Steven, Hamme.      | 8. Verbeeck, Stefan, Kapelle-op-den-Bos. |
| 4. Naert, Tony, Meulebeke.       | 9. Vanherpe, Ronny, Lebbeke.             |
| 5. Verheyen, Remy, Puurs.        | 10. De Ridder, Robert, Werchter.         |

[97/8089]

Constitution d'une réserve de recrutement de premiers ouvriers qualifiés (garde collection) (rang 20), masculins et féminins, d'expression néerlandaise (ANG96028). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

- |                                    |   |
|------------------------------------|---|
| 1. Grossfeld, Henri, Sint-Niklaas. | 5. Flore, Christophe, Aalseberg.        |
| 2. Van Molle, Kris, Erembodegem.   | 6. Vanherweghe, Luc, Antwerpen.         |
| 3. Vandeweert, Johan, Hasselt.     | 7. Da Cruz Mena Pavao, Jose, Antwerpen. |
| 4. Nolf, Heidi, Brugge.            | 8. De Smet, Lieve, Lokeren.             |

VAST SECRETARIAAT  
VOOR WERVING VAN HET RIJKSPERSONEEL

[97/8086]

Samenstelling van een wervingsreserve van mannelijke Nederlandstalige geschoolde werklieden A der waterwegen voor de Haven van Brussel (ANB96809). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de stage :

- |                                 |
|---------------------------------|
| 11. Depre, Patrick, Overijse.   |
| 12. De Graef, Franky, Baasrode. |
| 13. Denayer, Kurt, Meerbeke.    |
| 14. De Smedt, Johan, Brussel.   |

[97/8089]

Samenstelling van een wervingsreserve van mannelijke en vrouwelijke Nederlandstalige eerste geschoolde werklieden (verzamelingsbewaarders) (rang 20) (ANG96028). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd :

- |                                       |
|---------------------------------------|
| 9. Robyns, Gert, Borgloon.            |
| 10. Vaerendonck, Sandra, Dendermonde. |
| 11. Crommen, Cathy, Gent.             |
| 12. De Swaef, Sven, Dendermonde.      |

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,  
DU COMMERCE EXTERIEUR  
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[S - C - 97/15067]

Administration générale de la Coopération au Développement

Appel n° 7/97. — Recrutement d'un conseiller technique  
auprès du Centre de Travaux de Tiznit, au Maroc

L'Administration générale de la Coopération au Développement (AGCD) procède au recrutement d'un conseiller technique auprès du Centre de Travaux de Tiznit, au Maroc.

Description de la fonction :

Le projet a pour objectif la réhabilitation et la conservation des sols de 11 périmètres irrigués dans la province de Tiznit.

L'assistant technique occupera le poste de conseiller technique auprès du Centre de Travaux de Tiznit, relevant de la tutelle technique de la Direction provinciale de l'Agriculture de Tiznit du Ministère de l'Agriculture et de la Mise en Valeur agricole (MAMVA).

Ses tâches consisteront principalement à :

- seconder le chef de projet, fonctionnaire marocain;
- effectuer le suivi du financement belge;
- participer au lancement et au suivi des appels d'offres pour les travaux, ainsi qu'à la mise au point des cahiers de prescriptions spéciales;

— prendre en charge le suivi des travaux.

Diplômes et qualifications requis ou souhaités :

Requis :

— diplôme : ingénieur agronome, spécialisé en génie rural;

— expérience d'au moins dix ans dans les pays en voie de développement, dont cinq ans dans le Maghreb.

Souhaité :

— expérience en réhabilitation des périmètres irrigués;

— capacité de travailler en équipe.

Connaissances linguistiques :

Langue de travail : le français (une bonne maîtrise de la langue est requise).

Des notions d'arabe et de berbère sont souhaitées.

Lieu d'activité : Tiznit, au Maroc.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[S - C - 97/15067]

Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking

Oproep nr. 7/97. — Aanwerving van een technisch raadgever  
bij het "Centre de Travaux" van Tiznit, Marokko

Het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking gaat over tot de aanwerving van een technisch raadgever bij het "Centre de Travaux" van Tiznit, Marokko.

Ambtsbeschrijving :

Het project streeft het herstel en het behoud na van de bodem van 11 bevoeide zones in de provincie van Tiznit.

De technisch assistent zal de betrekking bekleden van technisch raadgever bij het "Centre de Travaux" van Tiznit en afhangen van de technische voorgedij van de "Direction provinciale de l'Agriculture" van Tiznit van het "Ministère de l'Agriculture et de la Mise en Valeur Agricole" (MAMVA).

Zijn taken zullen hoofdzakelijk bestaan uit :

- het bijstaan van de projectleider, Marokkaans ambtenaar;
- het doorvoeren van de opvolging van de Belgische financiering;
- het deelnemen aan het bekendmaken en het opvolgen van de offerteaanvragen voor de werkzaamheden evenals het uitwerken van de cahiers voor speciale voorschriften;

— de opvolging van de werkzaamheden op zich nemen.

Vereiste of gewenste diploma's of bekwaamheden :

Vereist :

— diploma : landbouwkundig ingenieur, gespecialiseerd in boerderijbouwkunde;

— ervaring van ten minste tien jaar in de ontwikkelingslanden waarvan vijf jaar in de Maghreb.

Gewenst :

— ervaring in het herstel van bevoeide zones;

— in groepsverband kunnen werken.

Taalkennis :

Werktaal : Frans (een goede kennis van de taal is vereist).

Noties van het Arabisch en Berbers zijn gewenst.

Tewerkstellings- en standplaats : Tiznit, Marokko.

Durée de la mission : trois ans

Niveau de la fonction : 2e catégorie, 2e échelon.

Les candidats ayant acquis un grade dans le secteur public belge ou ayant la qualité de personnel d'Afrique ou ayant déjà fait partie de la coopération technique belge seront rangés compte tenu de cette situation.

Conditions particulières :

Pour être admissible, le candidat doit avoir suivi avec succès le cycle de formation organisé par l'Administration générale de la Coopération au Développement ou en avoir été dispensé par le Ministre.

L'engagement se fera en qualité d'agent complémentaire conformément au statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement, fixé par l'arrêté royal du 10 avril 1967 (*Moniteur belge* n° 96 du 23 mai 1967, pp. 5446 à 5473), tel que modifié à ce jour.

Dépôt des candidatures :

Pour être recevable, la candidature devra être adressée par lettre recommandée à l'Administration générale de la Coopération au Développement, Service du Personnel de la Coopération, rue du Trône 4, 1000 Bruxelles, dans les trente jours qui suivent la date de la publication du présent avis au *Moniteur belge*.

(La presse et la radio sont invitées à bien vouloir reproduire cet avis.)

Duur van de zending : drie jaar

Ambtspeil : 2e categorie, 2e trap.

De kandidaten die een graad verworven hebben in de Belgische openbare sector of die reeds behoren tot het aanvullend personeel in de Belgische technische samenwerking, zullen gerangschikt worden rekening houdend met deze situatie.

Bijzondere voorwaarden :

Om benoemd te kunnen worden moet de kandidaat met vrucht de door het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking ingerichte opleidingscyclus gevolgd hebben of er door de Minister van zijn vrijgesteld.

De aanwerving geschiedt als lid van het aanvullend personeel overeenkomstig het koninklijk besluit van 10 april 1967 houdende het statuut van het personeel van de samenwerking met de ontwikkelingslanden (*Belgisch Staatsblad* nr. 96 van 23 mei 1967), en zoals het tot op heden gewijzigd werd.

Indienen der kandidaturen :

Om in aanmerking te komen moet de kandidatuurstelling binnen de dertig dagen volgend op de datum waarop deze oproep in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt, per aangetekend schrijven aan volgend adres verzonden worden : Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, Dienst Samenwerkingspersoneel, Troonstraat 4, 1000 Brussel.

(Pers en radio worden verzocht dit bericht over te nemen.)

#### MINISTERE DES FINANCES

[97/3333]

##### Loterie Nationale Dates des tirages publics — KENO pour le mois de juillet 1997

Les tirages publics — KENO — du mois de juillet 1997 auront lieu :

Après 20 heures :

Chaque lundi, mardi, jeudi et vendredi sauf le lundi 21 juillet (férié).

Après 19 heures :

Chaque mercredi.

Après 18 heures :

Chaque samedi.

Au siège de la Loterie Nationale  
rue Cardinal Mercier 6  
1000 Bruxelles

[97/3332]

##### Dates des tirages publics — BingoVision pour le mois de juillet 1997

Les tirages publics — BingoVision — pour le mois de juillet 1997 auront lieu :

A partir de 17 h 15 m :

Les samedis 5, 12, 19, 26 juillet 1997.

R.T.B.F.

Studio 02

Boulevard Auguste Reyers 52

1044 Bruxelles

[97/3331]

##### Dates des tirages publics — TELE-KWINTO pour le mois de juillet 1997

Les tirages publics — Télé-Kwinto — du mois de juillet 1997 auront lieu :

A partir de 11 heures :

Le vendredi 18 juillet.

Studio L.B.O.

avenue Ariane 12

1200 Bruxelles

#### MINISTERIE VAN FINANCIEN

[97/3333]

##### Nationale Loterij Data der openbare trekkingen — KENO voor de maand juli 1997

De openbare trekkingen — KENO — voor de maand juli 1997 zullen plaatshebben :

Na 20 uur :

Iedere maandag, dinsdag, donderdag, vrijdag behalve op maandag 21 juli (feestdag).

Na 19 uur :

Iedere woensdag.

Na 18 uur :

Iedere zaterdag.

Op de zetel van de Nationale Loterij  
Kardinaal Mercierstraat 6  
1000 Brussel

[97/3332]

##### Data der openbare trekkingen — BingoVision voor de maand juli 1997

De openbare trekkingen — BingoVision — voor de maand juli 1997 zullen plaatshebben :

Vanaf 17 u. 15 m. :

Op zaterdag 5, 12, 19, 26 juli 1997.

R.T.B.F.

Studio 02

August Reyerslaan 52

1044 Brussel

[97/3331]

##### Data der openbare trekkingen — TELE-KWINTO voor de maand juli 1997

De openbare trekkingen — Tele-Kwinto — voor de maand juli 1997 zullen plaatshebben :

Vanaf 11 uur :

Op vrijdag 18 juli.

Studio L.B.O.

avenue Ariane 12

1200 Brussel

## MINISTERE DE LA JUSTICE

[97/9543]

**Ordre judiciaire**

Publication d'une place vacante :

— employé au parquet de la cour du travail de Liège : 1.

Les candidats sont priés d'adresser leur demande par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Administration de l'Ordre judiciaire, Service du Personnel 3/P/O.J. II, boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication du présent avis.

Les candidats sont priés de joindre une copie de l'attestation de réussite de l'examen organisé par le Ministre de la Justice pour les greffes et les parquets des cours et tribunaux et ce pour l'emploi qu'ils postulent.

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

[97/9543]

**Rechterlijke Orde**

Bekendmaking van een openstaande plaats :

— beambte bij het parket van het arbeidshof te Luik : 1.

De kandidaten worden verzocht hun aanvraag te richten bij een ter post aangetekend schrijven aan de heer Minister van Justitie, Bestuur Rechterlijke Orde, Dienst Personeelszaken 3/P/R.O. II, Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van dit bericht.

De kandidaten dienen een afschrift bij te voegen van het bewijs dat zij geslaagd zijn voor het examen voor de griffies en parketten van hoven en rechtbanken, ingericht door de Minister van Justitie, en dit voor het ambt waarvoor zij kandidaat zijn.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

[97/474]

**Gendarmerie. — Désignations**

L'adjudant-chef de gendarmerie Lejeune, B., a été désigné, à la date du 5 mai 1997, à l'emploi de commandant de la brigade de Gedinne.

L'adjudant de gendarmerie Mabbe, R., est désigné, à la date du 1er octobre 1997, à l'emploi de commandant de la brigade de Waregem.

L'adjudant de gendarmerie Demarez, Ch., a été désigné, à la date du 22 avril 1997, à l'emploi de commandant de la brigade de Les Bons Villers.

L'adjudant de gendarmerie Meyssen, M., a été désigné, à la date du 21 avril 1997, à l'emploi de commandant de la brigade de Maasmechelen.

L'adjudant de gendarmerie Catteeuw, L., a été désigné, à la date du 12 mai 1997, à l'emploi de commandant de la brigade de Lo-Reninge.

Le premier maréchal des logis-chef de gendarmerie Gheeraert, P., a été désigné, à la date du 28 avril 1997, à l'emploi de commandant de la brigade de Lessines.

Le premier maréchal des logis-chef de gendarmerie Vanbrabant, D., a été désigné, à la date du 30 avril 1997, à l'emploi de commandant de la brigade de Léau.

Le premier maréchal des logis-chef de gendarmerie Vandenbosch, J., a été désigné, à la date du 2 mai 1997, à l'emploi de commandant de la brigade d'Orp-Jauche.

## MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[97/474]

**Rijkswacht. — Aanwijzingen**

Adjudant-chef bij de rijkswacht Lejeune, B., werd, op datum van 5 mei 1997, aangewezen voor het ambt van commandant van de brigade Gedinne.

Adjudant bij de rijkswacht Mabbe, R., wordt, op datum van 1 oktober 1997, aangewezen voor het ambt van commandant van de brigade Waregem.

Adjudant bij de rijkswacht Demarez, Ch., werd, op datum van 22 april 1997, aangewezen voor het ambt van commandant van de brigade Les Bons Villers.

Adjudant bij de rijkswacht Meyssen, M., werd, op datum van 21 april 1997, aangewezen voor het ambt van commandant van de brigade Maasmechelen.

Adjudant bij de rijkswacht Catteeuw, L., werd, op datum van 12 mei 1997, aangewezen voor het ambt van commandant van de brigade Lo-Reninge.

Eerste opperwachtmeester bij de rijkswacht Gheeraert, P., werd, op datum van 28 april 1997, aangewezen voor het ambt van commandant van de brigade Lessen.

Eerste opperwachtmeester bij de rijkswacht Vanbrabant, D., werd, op datum van 30 april 1997, aangewezen voor het ambt van commandant van de brigade Zoutleeuw.

Eerste opperwachtmeester bij de rijkswacht Vandenbosch, J., werd, op datum van 2 mei 1997, aangewezen voor het ambt van commandant van de brigade Orp-Jauche.

## PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

### Chambres législatives — Wetgevende Kamers

## SENAT DE BELGIQUE

[97/19639]

**Séance publique de commission**

Ordre du jour

Vendredi 27 juin 1997

Commission d'enquête parlementaire  
concernant les événements du Rwanda

A 10 heures :

Audition de l'adjudant Boequelloen, du 1er caporal chef Pierard et du caporal Kinkin.

## BELGISCHE SENAAT

[97/19639]

**Openbare commissievergadering**

Dagorde

Vrijdag 27 juni 1997

Parlementaire commissie van onderzoek  
betreffende de gebeurtenissen in Rwanda

Om 10 uur :

Hoorzitting met adjudant Boequelloen, 1e korporaal-chef Pierard en korporaal Kinkin.

**Avis divers — Verschillende berichten****BOURSES D'ETUDES**

[97/19369]

**Commission provinciale des Fondations de bourses d'études  
de la province de Namur  
Année scolaire 1997-1998**

La Commission provinciale des Fondations de bourses d'études de la province de Namur, place Saint-Aubain 2, 5000 Namur, donne avis aux intéressés de la vacance des bourses suivantes, à partir de l'année scolaire 1997-1998 :

**Fondation Odon Charles**

Deux bourses de F 11 000 pour les études supérieures laïques, ainsi que les études dans les instituts supérieurs de sciences religieuses (chrétiennes), notamment les séminaires.

Ayants-droit : les plus proches parents des familles Charles, Mareschal et Weber.

N.B. : Le crayon généalogique doit être établi avec précision, être certifié exact par toute autorité qualifiée et permettre de déterminer le degré de parenté avec le fondateur, feu le docteur Odon Charles, de Rochefort.

**Fondation Joseph Delplace**

Une bourse de F 11 500.

Etudes exigées : ingénieur industriel.

Ayants-droit : les jeunes gens de Namur qui ont effectué leurs études à Namur dans un établissement secondaire de l'Etat (athénées et instituts techniques de l'Etat).

**Fondations réunies Neute, Jacqmin, Stevens,  
Burton, Artus, Meloz, Navez, Petit et Nivaille**

Une bourse de F 10 500 pour les études d'humanités anciennes, de philosophie et de théologie.

Ayants-droit : les étudiants méritants et peu aisés admis dans les séminaires avec la volonté d'entrer dans les ordres sacrés, la préférence étant accordée comme suit :

1° à ceux qui ont dans leur famille des religieux de l'ancienne abbaye de Floreffe;

2° à ceux nés à Floreffe et à Jemeppe-sur-Sambre;

3° aux parents des fondateurs Burton, Artus, Meloz, Petit et Nivaille;

4° aux jeunes gens de Namur et Gembloux;

5° aux jeunes gens de la commune de Crisnée (Liège), à ceux nés à Florennes et aux choraux de l'église curiale de Florennes;

6° aux jeunes gens des provinces de Namur et de Luxembourg;

7° à tous les jeunes gens belges.

**Fondation Paul Douxchamps**

Trois bourses de F 35 000.

Etudes requises : uniquement les études universitaires ou supérieures de niveau universitaire (type long).

Ayants droit : tous les descendants des petits neveux et petites nièces du fondateur.

Conditions d'octroi :

1. La préférence devra toujours être donnée aux plus méritants.

2. A mérite égal, elle sera donnée aux descendants portant le nom de Douxchamps et parmi ces descendants :

— aux moins fortunés;

— à situation de fortune égale, selon l'ordre des études institué par le fondateur et qui est le suivant :

1° la prêtrise;

2° doctorat en médecine;

**STUDIEBEURZEN**

[97/19369]

**Provinciale Commissie der studiebeurzenstichtingen  
van de provincie Namen  
Schooljaar 1997-1998**

De Provinciale Commissie der studiebeurzen van de provincie Namen, place Saint-Aubain 2, 5000 Namen, brengt de belanghebbenden ter kennis dat de keuzen van de hierna vermelde stichtingen met ingang van het schooljaar 1997-1998 te begeven zijn :

**Stichting Odon Charles**

Twee beurzen van F 11 000 voor de wereldlijke universitaire studiën, en die welke ermede kunnen gelijkgesteld worden, alsmede voor de in de hogere instituten voor (christelijke) godsdienstwetenschappen gedane studiën, in het bijzonder in de seminaries.

Rechthebbenden : de naaste bloedverwanten van de families Charles, Mareschal en Weber.

N.B. : De stambeschrijving moet precies worden opgemaakt, door elke daartoe bevoegde overheid nauwkeurig worden verklaard, het vaststellen mogelijk maken van de graad van verwantschap met de stichter, wijlen dokter Odon Charles, uit Rochefort.

**Stichting Joseph Delplace**

Eén beurs van F 11 500.

Vereiste studiën : industrieel ingenieur.

Rechthebbenden : de jongelingen uit Namen, die hun studiën te Namen hebben gedaan in een rijksinrichting voor secundair onderwijs (athenea en rijkstechnische instituten).

**Verenigde Stichtingen Neute, Jacqmin, Stevens,  
Burton, Artus, Meloz, Navez, Petit et Nivaille**

Eén beurs van F 10 500 voor de studiën in de oude humaniora, de wijsbegeerte en de godgeleerdheid.

Rechthebbenden : de verdienstelijke en weinig gegoede student die in de seminaries zijn toegelaten met de wil in de gewijde orde te treden, in de volgende orde :

1° zij die in hun familie kloosterlingen hebben uit de oude abdij van Floreffe;

2° zij die te Floreffe en te Jemeppe-sur-Sambre geboren zijn;

3° de bloedverwanten van de stichters Burton, Artus, Meloz, Petit et Nivaille;

4° de jongelingen uit Namen en Gembloux;

5° de jongelingen uit de gemeente Crisnée (Luik), zij die te Florennes geboren zijn en de koorknappen van de curiale kerk te Florennes;

6° de jongelingen van de provinciën Namen en Luxembourg;

7° al de Belgische jongelingen.

**Stichting Paul Douxchamps**

Drie beurzen van F 35 000.

Vereiste studiën : uitsluitend de universitaire of hogere studiën van universitaire rang (lang type).

Rechthebbenden : al de afstammelingen van de achterneven en achternichten van de stichter.

Voorwaarden voor vergunning :

1. De voorkeur zal in de eerste plaats gegeven worden aan de meest verdienstelijken.

2. Bij gelijke verdienste, zal ze gegeven worden aan de afstammelingen die de achternaam Douxchamps dragen, en onder deze kandidaten :

— aan de minste gegoede;

— bij gelijke vermogenstoestand, zal de voorkeur gegeven worden aan de kandidaat die de studiën zal kiezen naar de volgorde :

1° het priesterschap;

2° het doctoraat in de geneeskunde;

- 3° ingénieur agronome;
- 4° génie militaire;
- 5° ingénieur civil des mines;
- 6° droit ou notariat;
- 7° sciences commerciales ou consulaires.

3. A défaut de descendants portant le nom de Douxchamps, elle sera donnée aux autres descendants, qui seront départagés selon les mêmes critères que ceux repris sous le 2° ci-dessus.

Les demandes doivent être adressées par écrit à la Commission provinciale des Fondations de Bourses d'Etudes, place Saint-Aubain 2, à 5000 Namur, avant le 1er octobre 1997.

Elles doivent contenir les indications suivantes :

- 1° la désignation de la Fondation;
- 2° les nom, prénoms, domicile, lieu et date de naissance, état-civil du postulant;
- 3° la qualité en laquelle on sollicite;
- 4° le nombre de personnes composant le ménage ainsi que pour chacune de ces personnes; leur lien de parenté avec le postulant, leur âge, leur état civil et leur profession;
- 5° le genre d'études pour lesquelles la bourse est sollicitée, l'établissement fréquenté et la désignation de l'année à accomplir;
- 6° la désignation et le montant des autres bourses ou subsides dont jouit le postulant (dans la négative, en faire la mention expresse).

Les demandes doivent être accompagnées des pièces suivantes : (exemptes du droit de timbre en vertu de l'article 59, 47°, du Code du timbre);

- 1° un extrait de l'acte de naissance du postulant;
- 2° une attestation de moralité délivrée par l'autorité communale;

3° un certificat d'études délivré par le chef de l'établissement scolaire fréquenté en dernier lieu et mentionnant le genre d'études, la classe et les derniers résultats obtenus (pourcentage global);

4° le dernier avertissement-extrait de rôle adressé au chef de famille par l'Administration des Contributions ou un duplicata ou une photocopie de celui-ci;

5° toutes autres pièces de nature à établir complètement les titres donnant droit à la jouissance des bourses. Pour le postulant à titre de parenté : un crayon généalogique établissant sa filiation et tous les extraits d'acte s'y rapportant (état civil ou anciens registres paroissiaux).

Les intéressés peuvent obtenir la liste des bourses à conférer sur les fondations contre versement de F 50 au compte 091-0005706-12 en faveur de la Commission provinciale des Fondations de Bourses d'Etudes de Namur.

Remarques :

— Chaque postulant doit produire lui-même les pièces probantes sans pouvoir en appeler aux documents ou actes qui pourraient se trouver au Secrétariat à la suite de demandes antérieures d'autres candidats au même titre.

— Il ne pourra être donné suite à la demande du postulant dont le dossier serait incomplet au 1er octobre 1997.

La Commission attire aussi l'attention de toutes les personnes animées d'intentions généreuses et notamment d'anciens boursiers sur la possibilité d'accroître les capitaux des fondations de bourses d'études, par tous dons ou legs, par toutes restitutions de quelque importance qu'ils soient. Les intéressés peuvent s'adresser pour tous renseignements au secrétariat de la Commission.

Namur, le 30 avril 1997.

Au nom de la Commission provinciale  
des fondations des bourses d'études :

Le secrétaire,  
P. Haubruge.

Le président,  
J. Descy.

- 3° landbouwingenieur;
- 4° militaire bouwkunde;
- 5° burgerlijk mijningenieur;
- 6° de rechtswetenschap of het notariaat;
- 7° handels- of consulaire wetenschappen.

3. Bij gebreke van afstammelingen die de achternaam van Douxchamps dragen, zal de voorkeur gegeven worden aan de andere afstammelingen volgens dezelfde criteria als deze hierboven, onder 2° vermeld.

De aanvragen moeten schriftelijk gericht worden tot de Provinciale Commissie voor studiebeurzen, place Saint-Aubain 2, te 5000 Namen, vóór 1 oktober 1997.

Zij moeten de volgende aanwijzingen bevatten :

- 1° stichting waarvan men een beurs aanvraagt;
- 2° naam, voornaam, woonplaats, geboorteplaats, geboortedag, burgerlijke stand van de aanvrager;
- 3° op welke hoedanigheid de aanvrager zich beroept;
- 4° de samenstelling van het gezin en voor elk lid van het gezin, verwantschap met de aanvrager, ouderdom, burgerlijke stand en beroep;
- 5° de aard van de studiën, de bezochte inrichting en de benaming van het schooljaar;
- 6° de benaming en het bedrag van de andere beurzen of toelagen van de aanvrager (zo neen, melding maken ervan).

Bij de aldus gestelde aanvragen moeten gevoegd worden (vrij van zegels, krachtens artikel 59, 47°, Z.W.) :

- 1° een uittreksel uit de geboorteakte van de aanvrager;
- 2° een bewijs van goed zedelijk gedrag, afgegeven door het gemeentebestuur;
- 3° een getuigschrift van het genoten onderwijs, afgeleverd door het hoofd van de schoolinrichting, met melding van de aard van de studiën, de klas en de einduitslagen;
- 4° het laatste aanslagbiljet-uittreksel uit het register tot het familiehoofd gericht door het Bestuur van de Direkte Belastingen (of een fotokopie ervan);
- 5° al de andere bewijsstukken waaruit de aanspraken op het bekomen der beurs blijken. Voor de verzoekers die hun verwantschap invoeren : een volledige stambeschrijving, die hun verwantschap opgeeft en al de andere uittreksels uit desbetreffende akten (burgerlijke stand of oude kerkregisters).

Mits F 50 te storten op prk. 091-0005706-12 ten gunste van de Provinciale Commissie Studiebeurzenstichtingen Namur, kunnen de belanghebbenden de lijst van te begeven studiebeurzen bekomen.

Aanmerkingen :

— Iedere verzoeker moet zelf al de bewijsstukken inleveren, zonder te mogen verwijzen naar stukken of akten die ons vroeger werden toegezonden door andere kandidaten, die zich op dezelfde gronden beriepen.

— Al de bundels moeten volledig zijn vóór 1 oktober 1997.

De Commissie vestigt ook de aandacht van milddadige personen, en in het bijzonder van gewezen beursstudenten, op de mogelijkheid van vermeerdering van de hoofdsommen van de studiebeurzenstichtingen, door giften of legaten, door terugbetalingen, welke hun bedrag ook zij. Voor inlichtingen zich tot het secretariaat der Commissie wenden.

Namen, 30 april 1997.

Namens de Provinciale Commissie  
der studiebeurzenstichtingen :

De secretaris,  
P. Haubruge.

De voorzitter,  
J. Descy.

## VRIJE UNIVERSITEIT BRUSSEL

## Faculteit der rechtsgeleerdheid

Te begeven betrekking bijzonder academisch personeel : R97/97bis

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature voor een betrekking van bijzonder wetenschappelijk medewerker met voltijdse opdracht (Vorsers).

Ingangsdatum : 1 oktober 1997.

Einddatum : 30 september 2000.

Omschrijving van de opdracht : Uitvoering van de overeenkomst tussen het Vlaamse Gewest en de Vrije Universiteit Brussel met betrekking tot het project « Boundary and Cross-boundary Maritime Legal Cooperation in the Eastern Baltic Sea ». Naast coördinerende taken te maken met het opstarten en de concrete invulling, zal de medewerker voornamelijk instaan voor de wetenschappelijke onderbouw van het project alsook de uitvoering van onderwijsopdrachten binnen het kader ervan.

De kandidaturen worden ingewacht één week na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten : licentiaat in de rechten of politieke wetenschappen, met een aanvullende opleiding in het internationaal recht en belangstelling voor wetenschappelijk onderzoek. Naast een goed onderbouwd wetenschappelijk dossier, dient de kandidaat tevens te beschikken over de nodige pedagogische kwaliteiten. Ervaring, zowel op het vlak van het onderwijs als met betrekking tot relevant projectonderzoek, strekt tot aanbeveling.

Kontaktpersoon : prof. dr. E. Franckx, tel. 02/629 26 06; prof. dr. A. Spruyt, decaan, tel. 02/629 25 41.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan bekomen worden op het secretariaat van de desbetreffende faculteit of op de dienst academisch personeel, tel. 02/629 22 65, van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan Mevr. de rector van de Vrije Universiteit Brussel. Eén kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (19637)

## Faculteit van de wetenschappen

## Promotie

Mej. Valerie Brex, verdedigt op vrijdag 27 juni 1997, om 17 uur, een oorspronkelijk proefschrift en een stelling ter verkrijging van de academische graad van doctor in de wetenschappen, in het auditorium Qb, Aula VUB, Campus Oefenplein.

Titel van het proefschrift : « Synthesis and conformational analysis of somatostatin analogues with an o-aminomethylphenylacetic acid type of bridge unit », en een bijgevoegde stelling. (19638)

## Annonces – Aankondigingen

## SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

O.B.R., naamloze vennootschap,  
Valerialaan 14, 2980 Zoersel

De tweede jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 4 juli 1997, te 17 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen vóór de vergadering. (19341)

Alfimmo, naamloze vennootschap,  
Brusselsesteenweg 489, 9090 Melle

H.R. Gent 164925 – BTW 442.710.572

De buitengewone algemene vergadering zal door notaris Jean-Philippe Lagae, met standplaats te 1000 Brussel, Koningsstraat 55, gehouden worden op dinsdag 8 juli 1997, om 14 uur.

Deze vergadering zal tot dagorde hebben :

1° Kennisneming en bespreking van nagemelde stukken, waarvan de aandeelhouders kosteloos een afschrift hebben kunnen bekomen, te weten :

a) het fusievoorstel de dato 16 mei 1997 opgesteld door de raad van bestuur met toepassing van artikel 174/2 van de vennootschappenwet en neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel, op 23 mei 1997;

b) het verslag van de raad van bestuur op 15 mei 1997 opgesteld overeenkomstig artikel 174/3, § 1, van de vennootschappenwet en van het verslag op 3 juni 1997 door een accountant ingeschreven in het register der externe accountants van het Instituut der Accountants, aangewezen door de raad van bestuur, opgesteld overeenkomstig de tweede paragraaf van artikel 174/3 van de vennootschappenwet.

2° Fusie van de naamloze vennootschap :

1. de naamloze vennootschap « C.C.R.-Creative Construction and Renovation », gevestigd te 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, ingeschreven in het handelsregister te Gent, onder nr. 183352 en geregistreerd als BTW-belastingplichtige onder nr. 417.751.185, de overnemende vennootschap;

2. A) de naamloze vennootschap Alfimmo, gevestigd te 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, ingeschreven in het handelsregister te Gent, onder nr. 164925, en niet geregistreerd als BTW-belastingplichtige en met een nationaal vennootschapsnummer 442.710.572, de over te nemen vennootschap A;

2. B) de naamloze vennootschap « Immobilière commerciale », gevestigd te 1050 Brussel, Defacqzstraat 33, ingeschreven in het handelsregister te Brussel, onder nr. 84189, en niet geregistreerd als BTW-belastingplichtige en met het nationaal vennootschapsnummer 403.367.570, de over te nemen vennootschap B;

2. C) de naamloze vennootschap « Expansion immobilière », gevestigd te 1050 Brussel, Jeannelaan 33, ingeschreven in het handelsregister te Brussel, onder nr. 345475, en niet geregistreerd als BTW-belastingplichtige en met het nationaal vennootschapsnummer 405.971.922, de over te nemen vennootschap C;

2. D) de naamloze vennootschap Immotex, gevestigd te 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, ingeschreven in het handelsregister te Gent, onder nr. 147391, en niet geregistreerd als BTW-belastingplichtige en met het nationaal vennootschapsnummer 430.518.068, over te nemen vennootschap D;

2. E) de naamloze vennootschap Vance, gevestigd te 1050 Brussel, Defacqzstraat 33, ingeschreven in het handelsregister te Brussel, onder nr. 506280, en niet geregistreerd als BTW-belastingplichtige en met een nationaal vennootschapsnummer 434.064.013, de over te nemen vennootschap E;

2. F) de naamloze vennootschap « La Clairière », gevestigd te 1050 Brussel, Defacqzstraat 33, ingeschreven in het handelsregister te Brussel, onder nr. 611516, en niet geregistreerd als BTW-belastingplichtige en met het nationaal vennootschapsnummer 456.732.418, de over te nemen vennootschap F;

2. G) de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Hello, gevestigd te 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, ingeschreven in het handelsregister te Gent, onder nr. 172988, en niet geregistreerd als BTW-belastingplichtige en met het nationaal vennootschapsnummer 438.337.951, de over te nemen vennootschap G.

3° Beslissing dat de goedkeuring door de algemene vergadering der aandeelhouders van de overnemende vennootschap van de eerste balans, die zal opgemaakt worden na de fusie, decharge zal inhouden aan de bestuurders en commissarissen van de overgenomen vennootschap voor hun opdracht die zij vervuld hebben tussen 1 januari 1997 en de dag der verwezenlijking van de fusie.

4° Machtiging om :

— het aandelenregister van de overgenomen vennootschap te vernietigen en de nieuwe aandelen op naam van de aandeelhouders in te schrijven in het aandelenregister van de overnemende vennootschap;

— de inschrijving van de vennootschap in het handelsregister te schrappen.

5. Diversen. (19342)

**C.C.R. Creative Construction and Renovation,  
naamloze vennootschap,  
Brusselsesteenweg 489, 9090 Melle**

H.R. Gent 183352 – BTW 417.751.185

De buitengewone algemene vergadering zal door notaris Jean-Philippe Lagae, met standplaats te 1000 Brussel, Koningsstraat 55, gehouden worden op dinsdag 8 juli 1997, om 17 u. 30 m.

Deze vergadering zal tot dagorde hebben :

1. Kennisneming en bespreking van nagemelde stukken, waarvan de aandeelhouders kosteloos een afschrift hebben kunnen bekomen, te weten :

a) het fusievoorstel de dato 16 mei 1997 opgesteld door de raad van bestuur met toepassing van artikel 174/2 van de vennootschappenwet en neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel op 23 mei 1997;

b) het verslag van de raad van bestuur op 15 mei 1997 opgesteld overeenkomstig artikel 174/3, paragraaf 1, van de vennootschappenwet en van het verslag op 3 juni 1997 door een accountant ingeschreven in het register der externe accountants van het Instituut der Accountants, aangewezen door de raad van bestuur, opgesteld overeenkomstig de tweede paragraaf van artikel 174/3 van de vennootschappenwet.

c) verslag van de raad van bestuur met de omstandige verantwoording van de wijziging die wordt voorgesteld aan het maatschappelijk doel.

2. Fusie van :

1. de naamloze vennootschap C.C.R.-Creative Construction and Renovation, gevestigd te 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, ingeschreven in het handelsregister te Gent onder nr. 183352 en geregistreerd als BTW belastingplichtige onder nr. 417.751.185 de overnemende vennootschap.

2A de naamloze vennootschap Alfirmo gevestigd te 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, ingeschreven in het handelsregister te Gent onder nr. 164925 en niet geregistreerd als BTW belastingplichtige en met een nationaal vennootschapsnummer 442.710.572, de over te nemen vennootschap A;

2B de naamloze vennootschap Immobilière Commerciale, gevestigd te 1050 Brussel, Defacqzstraat 3, ingeschreven in het handelsregister te Brussel onder nr. 84189 en niet geregistreerd als BTW belastingplichtige en met het nationaal vennootschapsnummer 403.367.570, de over te nemen vennootschap B;

2C de naamloze vennootschap Expansion Immobilière, gevestigd te 1050 Brussel, Jeannelaan 33, ingeschreven in het handelsregister te Brussel onder nr. 345475 en niet geregistreerd als BTW belastingplichtige en met het nationaal vennootschapsnummer 405.971.922, de over te nemen vennootschap C;

2D de naamloze vennootschap Immotex, gevestigd te 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, ingeschreven in het handelsregister te Gent onder nr. 147391 en niet geregistreerd als BTW belastingplichtige en met het nationaal vennootschapsnummer 430.518.068, over te nemen vennootschap D;

2E de naamloze vennootschap Vance, gevestigd te 1050 Brussel, Defacqzstraat 33, ingeschreven in het handelsregister te Brussel onder nr. 506280 en niet geregistreerd als BTW belastingplichtige en met een nationaal vennootschapsnummer 434.064.013, de over te nemen vennootschap E;

2F de naamloze vennootschap La Clairière, gevestigd te 1050 Brussel, Defacqzstraat 33, ingeschreven in het handelsregister te Brussel onder nr. 611516 en niet geregistreerd als BTW belastingplichtige en met het nationaal vennootschapsnummer 456.732.418, de over te nemen vennootschap F;

2G de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Hello, gevestigd te 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, ingeschreven in het handelsregister te Gent onder nr. 172988 en niet geregistreerd als BTW belastingplichtige en met het nationaal vennootschapsnummer 438.337.951, de over te nemen vennootschap G.

3. Aankoop en overdracht van eigen aandelen in het kader van het fusieproject volgens artikel 52bis van de gecoördineerde wetten op de commerciële vennootschappen.

4. Wijziging aan de statuten :

a) wijziging van het maatschappelijk doel om er volgende tekst aan toe te voegen :

het beheer van vennootschappen, adviezen bedrijfsconsulent, bedrijfseconomische raden of toelichtingen;

functies van beheerder of vereffenaar in andere vennootschappen uitoefenen;

advies en bijstand verlenen in alle domeinen die gepaard gaan met het proces van overnames en acquisities van ondernemingen, omvattende de studie, organisatie en consultatie in alle financiële, sociale, administratieve en boekhoudkundige aangelegenheden. Verder het verstrekken van adviezen van deze aard en het aanraden en uitvoeren van alle expertiseopdrachten, dit alles in de meest uitgebreide zin;

advies en bijstand verlenen in alle domeinen die gepaard gaan met de aan- en verkoop, huur- en verhuur en ruiling van onroerende goederen. Het bezitten en beheren van vermogen bestaande uit onroerende goederen, alle zakelijke rechten daarop en onverdeelde rechten daarin, effecten, portefeuillewaarden, meubilaire en andere roerende goederen, speciën, alle intellectuele en andere onlichamelijke rechten, het plaatsen van kapitalen, zowel voor eigen rekening als voor rekening van derden en/of tussenpersonen zowel in België als in het buitenland;

in België of in het buitenland, voor eigen rekening of voor rekening van derden, of in deelneming met derden, de aankoop, verkoop, ruiling, commissie, de makelarij, het in huur of erfpacht nemen, het verhuren, het bouwen, de uitbating, het valoriseren, de verdeling, het beheer van alle onroerende goederen van welke aard ook;

voor eigen rekening, het verwerven door inschrijving of aankoop of het beheren van aandelen, obligaties, kasbons of andere roerende waarden, van welke vorm ook, van Belgische of buitenlandse bestaande of nog op te richten vennootschappen;

voor eigen rekening, voor rekening van derden, of in deelneming met derden, bij te dragen tot de vestigingen, de ontwikkelingen van ondernemingen en inzonderheid, het bevorderen van de oprichting van vennootschappen door inbreng, participatie of investering en het toestaan van leningen en kredietopeningen aan vennootschappen of particulieren onder om het even welke vorm. In dit kader kan zij ook

borg stellen of aval verlenen, in de meest ruime zin, alle handels- en financiële operaties verrichten, behalve die welke wettelijk voorbehouden zijn aan depositobanken, houders van deposito's op korte termijn, spaarkassen, hypotheekmaatschappijen en kapitalisatie-ondernemingen;

het verlenen van adviezen van financiële, technische, commerciële of administratieve aard, in de ruimste zin, met uitzondering van beleggingsadviezen, bijstand en diensten verlenen, rechtstreeks of onrechtstreeks, op vlak van administratie en financiën, verkoop, productie en algemeen bestuur;

het optreden als tussenpersoon bij onderhandelingen door gehele of gedeeltelijke overname van aandelen, in de meest ruime betekenis, het deelnemen aan emissie- en overnameverrichtingen van aandelen en vastrentende waarden door intekening, waarborg, plaatsing, verhandeling, of anderszins, alsmede het verwezenlijken van om het even welke verrichtingen inzake portefeuille- of kapitaalbestuur;

het waarnemen van alle bestuursopdrachten, het uitoefenen van mandaten en functies in andere vennootschappen;

het beheer van een onroerend vermogen en de huurfinanciering van onroerende goederen aan derden, alsmede alle behandelingen die rechtstreeks of onrechtstreeks met dit doel in verband staan en die van aard zijn de opbrengst van de onroerende goederen te bevorderen, zoals het onderhoud, de ontwikkeling, de verfraaiing en de verhuring van deze goederen, alsmede zich borgstellen voor het goede verloop van verbintenissen door derde personen aangaan die het genot zouden hebben van deze onroerende goederen;

het ontwikkelen, kopen, verkopen, in licentie nemen of geven van octrooien, knowhow en aanverwante immateriële duurzame activa;

de aan- en verkoop, in- en uitvoer, commissiehandel en vertegenwoordiging van om het even welke goederen, in het kort optreden als tussenpersoon in de handel;

alle verrichtingen van commerciële, industriële onroerende, roerende of financiële aard die rechtstreeks of onrechtstreeks met haar doel verwant of verknocht zijn of de verwezenlijking ervan kunnen bevorderen,

en overeenkomstig wijziging van artikel 3 der statuten;

b) wijziging van artikel 5 der statuten om dit in overeenstemming te brengen met de verhoging van het kapitaal en de uitgifte van nieuwe aandelen ten gevolge van de fusie en om de historiek van het kapitaal te vervolledigen;

c) wijziging van het artikel 6 der statuten betreffende het aantal en de rechten verbonden aan de bevoorrechte aandelen uitgegeven bij de fusie.

5. Ontslag en benoeming van bestuurders, vaststelling van de duur van hun mandaat en van hun bezoldiging.

6. Machten.

7. Diversen.

Om deze vergadering bij te wonen of zich er te laten vertegenwoordigen, worden de aandeelhouders verzocht hun aandelen aan toonder en eventuele volmacht neer te leggen ten sociale zetel, ten minste vijf dagen vóór de datum van de vergadering. (19343)

**Hello, besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid,  
Brusselsesteenweg 489, 9090 Melle**

H.R. Gent 172988 – BTW 438.337.951

De buitengewone algemene vergadering zal door notaris Jean-Philippe Lagae, met standplaats te 1000 Brussel, Koningsstraat 55, gehouden worden op dinsdag 8 juli 1997, om 17 uur.

Deze vergadering zal tot dagorde hebben :

1. Kennisneming en bespreking van nagemelde stukken, waarvan de aandeelhouders kosteloos een afschrift hebben kunnen bekomen, te weten :

a) het fusievoorstel de dato 16 mei 1997 opgesteld door de raad van bestuur met toepassing van artikel 174/2 van de vennootschappenwet en neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel op 23 mei 1997;

b) het verslag van de raad van bestuur op 15 mei 1997 opgesteld overeenkomstig artikel 174/3, paragraaf 1, van de vennootschappenwet en van het verslag op 3 juni 1997 door een accountant ingeschreven in het register der externe accountants van het Instituut der Accountants, aangewezen door de raad van bestuur, opgesteld overeenkomstig de tweede paragraaf van artikel 174/3 van de vennootschappenwet.

2. Fusie van de naamloze vennootschap :

1. de naamloze vennootschap C.C.R.-Creative Construction and Renovation, gevestigd te 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, ingeschreven in het handelsregister te Gent onder nr. 183352 en geregistreerd als BTW belastingplichtige onder nr. 417.751.185 de overnemende vennootschap.

2A de naamloze vennootschap Alfirmo gevestigd te 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, ingeschreven in het handelsregister te Gent onder nr. 164925 en niet geregistreerd als BTW belastingplichtige en met een nationaal vennootschapsnummer 442.710.572, de over te nemen vennootschap A;

2B de naamloze vennootschap Immobilière Commerciale, gevestigd te 1050 Brussel, Defacqzstraat 3, ingeschreven in het handelsregister te Brussel onder nr. 84189 en niet geregistreerd als BTW belastingplichtige en met het nationaal vennootschapsnummer 403.367.570, de over te nemen vennootschap B;

2C de naamloze vennootschap Expansion Immobilière, gevestigd te 1050 Brussel, Jeannelaan 33, ingeschreven in het handelsregister te Brussel onder nr. 345475 en niet geregistreerd als BTW belastingplichtige en met het nationaal vennootschapsnummer 405.971.922, de over te nemen vennootschap C;

2D de naamloze vennootschap Immotex, gevestigd te 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, ingeschreven in het handelsregister te Gent onder nr. 147391 en niet geregistreerd als BTW belastingplichtige en met het nationaal vennootschapsnummer 430.518.068, over te nemen vennootschap D;

2E de naamloze vennootschap Vance, gevestigd te 1050 Brussel, Defacqzstraat 33, ingeschreven in het handelsregister te Brussel onder nr. 506280 en niet geregistreerd als BTW belastingplichtige en met een nationaal vennootschapsnummer 434.064.013, de over te nemen vennootschap E;

2F de naamloze vennootschap La Clairière, gevestigd te 1050 Brussel, Defacqzstraat 33, ingeschreven in het handelsregister te Brussel onder nr. 611516 en niet geregistreerd als BTW belastingplichtige en met het nationaal vennootschapsnummer 456.732.418, de over te nemen vennootschap F;

2G de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Hello, gevestigd te 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, ingeschreven in het handelsregister te Gent onder nr. 172988 en niet geregistreerd als BTW belastingplichtige en met het nationaal vennootschapsnummer 438.337.951, de over te nemen vennootschap G.

3. Beslissing dat de goedkeuring door de algemene vergadering der aandeelhouders van de overnemende vennootschap van de eerste balans, die zal opgemaakt worden na de fusie, decharge zal inhouden aan de bestuurders en commissarissen van de overgenomen vennootschap voor hun opdracht, die zij vervuld hebben tussen 1 januari 1997 en de dag der verwezenlijking van de fusie.

4. Machtiging om :

het aandelenregister van de overgenomen vennootschap te vernietigen en de nieuwe aandelen op naam van de aandeelhouders in te schrijven in het aandelenregister van de overnemende vennootschap;

de inschrijving van de vennootschap in het handelsregister te schrappen.

5. Diversen.

(19344)



**Immo D, naamloze vennootschap,  
Albert Westerlinckstraat 20, 2440 Geel**

Aangezien de jaarlijkse algemene vergadering die voor 14 juni 1997 werd samengeroepen niet in aantal was, wordt een nieuwe algemene vergadering samengeroepen op 5 juli 1997, te 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1996.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Varia.

Deze algemene vergadering zal beslissen inzake de aan de agenda gestelde punten welke ook het aantal vertegenwoordigde aandelen weze.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (19345)

**Julijo, naamloze vennootschap,  
Slameuterstraat 53/2, 2580 Putte**

H.R. Mechelen 71770 – BTW 446.959.469

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 5 juli 1997, te 10 uur.

Dagorde :

1. Verslaggeving art. 60.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1996.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
6. Ontslagen en benoemingen.
7. Varia. (19346)

**L'Aide immobilière & hypothécaire, société anonyme,  
à 1000 Bruxelles, place du Jardin aux Fleurs 3-4**

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 4 juillet 1997, à 15 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Approbation des attributions. 6. Renouvellement du conseil d'administration. (19347)

**Residence Gray Couronne, société anonyme,  
avenue de la Couronne 42-46, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 388741 — NN 414.954.815

Faisant suite au procès-verbal de carence dressé lors de l'assemblée générale du 14 juin 1997, les actionnaires sont priés d'assister à la seconde assemblée générale qui se réunira le lundi 7 juillet 1997, à 10 heures, au siège social de la société.

Ordre du jour :

1. Vérification des pouvoirs.
2. Rapport de gestion du conseil d'administration.
3. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1996.
4. Affectation du résultat.
5. Projet de restructuration.
6. Décharge aux administrateurs.
7. Divers.

A la demande du conseil d'administration, les actionnaires désirant participer à l'assemblée sont priés de déposer leurs titres trois jours francs avant la date d'assemblée au siège social de la société. (19348)

**Interglass Europe, société anonyme,  
avenue Grand Champ 148, 1150 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 537624 — NN 442.078.290

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 4 juillet 1997, à 14 heures.

Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (19349)

**Interglass Tempering, société anonyme,  
avenue Grand Champ 148, 1150 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 547031 — NN 444.366.205

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 4 juillet 1997, à 15 heures.

Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (19350)

**Expansion immobilière, société anonyme,  
rue Jeanne 33, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 345475 — NN 405.971.922

L'assemblée générale extraordinaire aura lieu en l'étude du notaire Jean-Philippe Lagae, de résidence à 1000 Bruxelles, rue Royale 55, en date du mardi 8 juillet 1997, à 15 heures.

Elle aura l'ordre du jour suivant :

1. Examen des documents suivants, dont les actionnaires ont pu obtenir une copie sans frais, à savoir :

a) projet de fusion en date du 16 mai 1997 établi par le conseil d'administration conformément à l'article 174/2 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et déposé au greffe du tribunal de commerce le 23 mai 1997;

b) rapport établi par le conseil d'administration en date du 15 mai 1997 conformément à l'article 174/3, § 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et du rapport en date du 3 juin 1997, établi par un expert-comptable inscrit au tableau des experts comptables externes de l'Institut des experts-comptables désigné par le conseil d'administration, conformément à l'article 174/3, § 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

2. Fusion de la société anonyme :

1° la société anonyme C.C.R. - Creative Construction and Renovation, ayant son siège social à 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, inscrite au registre de commerce de Gand, sous le n° 183352 et immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., sous le n° 417.751.185, la société absorbante.

2° a) la société anonyme Alfirmo, dont le siège social est situé à 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, inscrite au registre de commerce de Gand, sous le n° 164925 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 442.710.572., la société à absorber A;

2° b) la société anonyme Immobilière commerciale, dont le siège social est situé rue Defacqz 33, à 1050 Bruxelles, inscrite au registre de commerce de Bruxelles, sous le n° 84189 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 403.367.570, la société à absorber B;

2° c) la société anonyme Expansion immobilière, dont le siège social est établi à Bruxelles, rue Jeanne 33, inscrite au registre de commerce de Bruxelles, sous le n° 345475 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 405.971.922, la société à absorber C;

2° d) la société anonyme Immotex, dont le siège social est établi à 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, inscrite au registre de commerce de Gand, sous le n° 147391 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 430.518.068, la société à absorber D;

2° e) la société anonyme Vance, dont le siège social est situé rue Defacqz 33, à 1050 Bruxelles, inscrite au registre de commerce de Bruxelles, sous le n° 506280 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 434.064.013, la société à absorber E;

2° f) la société anonyme La Clairière, dont le siège social est situé rue Defacqz 33, sous le n° 611516 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 456.732.418, la société à absorber F;

2° g) la société privée à responsabilité limitée Hello, dont le siège social est établi à 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, inscrite au registre de commerce de Gand, sous le n° 172988 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 438.337.951, la société à absorber G.

3. Décision que l'approbation par l'assemblée générale des actionnaires de la société absorbante du premier bilan qui sera établi après la fusion vaudra décharge aux administrateurs et commissaires de la société absorbée pour leur mission exercée pendant la période écoulée entre le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et la date de réalisation de la fusion.

4. Pouvoirs pour :

procéder à l'échange des actions nouvelles de la société absorbante contre les actions de la société absorbée et les détruire;

radier l'inscription de la société au registre de commerce.

5. Divers. (19351)

**Immobilière commerciale, société anonyme,  
rue Defacqz 33, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 84189 — NN 403.367.750

L'assemblée générale extraordinaire aura lieu en l'étude du notaire Jean-Philippe Lagae, de résidence à 1000 Bruxelles, rue Royale 55, en date du mardi 8 juillet 1997, à 14 h 30 m.

Elle aura l'ordre du jour suivant :

1. Examen des documents suivants, dont les actionnaires ont pu obtenir une copie sans frais, à savoir :

a) projet de fusion en date du 16 mai 1997 établi par le conseil d'administration conformément à l'article 174/2 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et déposé au greffe du tribunal de commerce le 23 mai 1997;

b) rapport établi par le conseil d'administration en date du 15 mai 1997 conformément à l'article 174/3, § 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et du rapport en date du 3 juin 1997, établi par un expert-comptable inscrit au tableau des experts comptables externes de l'Institut des experts-comptables désigné par le conseil d'administration, conformément à l'article 174/3, § 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

2. Fusion de la société anonyme :

1° la société anonyme C.C.R. - Creative Construction and Renovation, ayant son siège social à 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, inscrite au registre de commerce de Gand, sous le n° 183352 et immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., sous le n° 417.751.185, la société absorbante.

2° a) la société anonyme Alfirmo, dont le siège social est situé à 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, inscrite au registre de commerce de Gand, sous le n° 164925 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 442.710.572, la société à absorber A;

2° b) la société anonyme Immobilière commerciale, dont le siège social est situé rue Defacqz 33, à 1050 Bruxelles, inscrite au registre de commerce de Bruxelles, sous le n° 84189 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 403.367.570, la société à absorber B;

2° c) la société anonyme Expansion immobilière, dont le siège social est établi à Bruxelles, rue Jeanne 33, inscrite au registre de commerce de Bruxelles, sous le n° 345475 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 405.971.922, la société à absorber C;

2° d) la société anonyme Immotex, dont le siège social est établi à 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, inscrite au registre de commerce de Gand, sous le n° 147391 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 430.518.068, la société à absorber D;

2° e) la société anonyme Vance, dont le siège social est situé rue Defacqz 33, à 1050 Bruxelles, inscrite au registre de commerce de Bruxelles, sous le n° 506280 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 434.064.013, la société à absorber E;

2° f) la société anonyme La Clairière, dont le siège social est situé rue Defacqz 33, sous le n° 611516 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 456.732.418, la société à absorber F;

2° g) la société privée à responsabilité limitée Hello, dont le siège social est établi à 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, inscrite au registre de commerce de Gand, sous le n° 172988 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 438.337.951, la société à absorber G.

3. Décision que l'approbation par l'assemblée générale des actionnaires de la société absorbante du premier bilan qui sera établi après la fusion vaudra décharge aux administrateurs et commissaires de la société absorbée pour leur mission exercée pendant la période écoulée entre le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et la date de réalisation de la fusion.

4. Pouvoirs pour :

procéder à l'échange des actions nouvelles de la société absorbante contre les actions de la société absorbée et les détruire;

radier l'inscription de la société au registre de commerce.

5. Divers. (19352)

**La Clairière, société anonyme,  
rue Defacqz 33, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 611516 — NN 456.732.418

L'assemblée générale extraordinaire aura lieu en l'étude du notaire Jean-Philippe Lagae, de résidence à 1000 Bruxelles, rue Royale 55, en date du mardi 8 juillet 1997, à 16 h 30 m.

Elle aura l'ordre du jour suivant :

1. Examen des documents suivants, dont les actionnaires ont pu obtenir une copie sans frais, à savoir :

a) projet de fusion en date du 16 mai 1997 établi par le conseil d'administration conformément à l'article 174/2 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et déposé au greffe du tribunal de commerce le 23 mai 1997;

b) rapport établi par le conseil d'administration en date du 15 mai 1997 conformément à l'article 174/3, § 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et du rapport en date du 3 juin 1997, établi par un expert-comptable inscrit au tableau des experts comptables externes de l'Institut des experts-comptables désigné par le conseil d'administration, conformément à l'article 174/3, § 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

2. Fusion de la société anonyme :

1° la société anonyme C.C.R. - Creative Construction and Renovation, ayant son siège social à 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, inscrite au registre de commerce de Gand, sous le n° 183352 et immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., sous le n° 417.751.185, la société absorbante.

2° a) la société anonyme Alfirmo, dont le siège social est situé à 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, inscrite au registre de commerce de Gand, sous le n° 164925 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 442.710.572, la société à absorber A.

2° b) la société anonyme Immobilière commerciale, dont le siège social est situé rue Defacqz 33, à 1050 Bruxelles, inscrite au registre de commerce de Bruxelles, sous le n° 84189 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 403.367.570, la société à absorber B;

2° c) la société anonyme Expansion immobilière, dont le siège social est établi à Bruxelles, rue Jeanne 33, inscrite au registre de commerce de Bruxelles, sous le n° 345475 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 405.971.922, la société à absorber C;

2° d) la société anonyme Immotex, dont le siège social est établi à 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, inscrite au registre de commerce de Gand, sous le n° 147391 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 430.518.068, la société à absorber D;

2° e) la société anonyme Vance, dont le siège social est situé rue Defacqz 33, à 1050 Bruxelles, inscrite au registre de commerce de Bruxelles, sous le n° 506280 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 434.064.013, la société à absorber E;

2° f) la société anonyme La Clairière, dont le siège social est situé rue Defacqz 33, sous le n° 611516 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 456.732.418, la société à absorber F;

2° g) la société privée à responsabilité limitée Hello, dont le siège social est établi à 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, inscrite au registre de commerce de Gand, sous le n° 172988 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 438.337.951, la société à absorber G.

3. Décision que l'approbation par l'assemblée générale des actionnaires de la société absorbante du premier bilan qui sera établi après la fusion vaudra décharge aux administrateurs et commissaires de la société absorbée pour leur mission exercée pendant la période écoulée entre le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et la date de réalisation de la fusion.

4. Pouvoirs pour :

procéder à l'échange des actions nouvelles de la société absorbante contre les actions de la société absorbée et les détruire;

radier l'inscription de la société au registre de commerce.

5. Divers. (19353)

**Vance, société anonyme,  
rue Defacqz 33-35, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 506280 — NN 434.064.013

L'assemblée générale extraordinaire aura lieu en l'étude du notaire Jean-Philippe Lagae, de résidence à 1000 Bruxelles, rue Royale 55, en date du mardi 8 juillet 1997, à 16 heures.

Elle aura l'ordre du jour suivant :

1. Examen des documents suivants, dont les actionnaires ont pu obtenir une copie sans frais, à savoir :

a) projet de fusion en date du 16 mai 1997 établi par le conseil d'administration conformément à l'article 174/2 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et déposé au greffe du tribunal de commerce le 23 mai 1997;

b) rapport établi par le conseil d'administration en date du 15 mai 1997 conformément à l'article 174/3, § 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et du rapport en date du 3 juin 1997, établi par un expert-comptable inscrit au tableau des experts comptables externes de l'Institut des experts-comptables désigné par le conseil d'administration, conformément à l'article 174/3, § 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

2. Fusion de la société anonyme :

1° la société anonyme C.C.R. - Creative Construction and Renovation, ayant son siège social à 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, inscrite au registre de commerce de Gand, sous le n° 183352 et immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., sous le n° 417.751.185, la société absorbante.

2° a) la société anonyme Alfimmo, dont le siège social est situé à 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, inscrite au registre de commerce de Gand, sous le n° 164925 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 442.710.572, la société à absorber A.

2° b) la société anonyme Immobilière commerciale, dont le siège social est situé rue Defacqz 33, à 1050 Bruxelles, inscrite au registre de commerce de Bruxelles, sous le n° 84189 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 403.367.570, la société à absorber B;

2° c) la société anonyme Expansion immobilière, dont le siège social est établi à Bruxelles, rue Jeanne 33, inscrite au registre de commerce de Bruxelles, sous le n° 345475 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 405.971.922, la société à absorber C;

2° d) la société anonyme Immotex, dont le siège social est établi à 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, inscrite au registre de commerce de Gand, sous le n° 147391 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 430.518.068, la société à absorber D;

2° e) la société anonyme Vance, dont le siège social est situé rue Defacqz 33, à 1050 Bruxelles, inscrite au registre de commerce de Bruxelles, sous le n° 506280 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 434.064.013, la société à absorber E;

2° f) la société anonyme La Clairière, dont le siège social est situé rue Defacqz 33, sous le n° 611516 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 456.732.418, la société à absorber F;

2° g) la société privée à responsabilité limitée Hello, dont le siège social est établi à 9090 Melle, Brusselsesteenweg 489, inscrite au registre de commerce de Gand, sous le n° 172988 et non immatriculée auprès de l'administration de la T.V.A., avec le numéro national 438.337.951, la société à absorber G.

3. Décision que l'approbation par l'assemblée générale des actionnaires de la société absorbante du premier bilan qui sera établi après la fusion vaudra décharge aux administrateurs et commissaires de la société absorbée pour leur mission exercée pendant la période écoulée entre le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et la date de réalisation de la fusion.

4. Pouvoirs pour :

procéder à l'échange des actions nouvelles de la société absorbante contre les actions de la société absorbée et les détruire;

radier l'inscription de la société au registre de commerce.

5. Divers. (19354)

**Etablissements Prestos, société anonyme,  
drève des Renards 40, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 226434 - T.V.A. 402.927.409

L'assemblée du 13 juin 1997, n'ayant pas atteint le quorum requis, une seconde assemblée générale extraordinaire se réunira le 4 juillet 1997, à 9 heures, en l'étude du notaire Jean-Pierre Marchant, avenue Brugmann 480, à 1180 Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Réduction du capital à concurrence de 17 500 000 francs pour le réduire de 20 000 000 francs à 2 500 000 francs par prélèvement sur les réserves. Cette réduction est faite pour adapter le capital au niveau des bénéfices de la société. (19355)

**GTM, société anonyme,  
chaussée de Bruxelles 41, 1410 Waterloo**

R.C. Nivelles 71325 - T.V.A. 433.973.644

Assemblée générale ordinaire le 4 juillet 1997, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation du report de la date d'assemblée. 2. Rapport de gestion et du commissaire. 3. Approbation des comptes annuels et comptes des résultats. 4. Affectation des résultats. 5. Décharge aux administrateurs et commissaire. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (19356)

**Information médicale Express Benelux, société anonyme,  
rue des Anciens Étangs 40, 1190 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 581242 – T.V.A. 416.833.744

—  
*Extrait du procès-verbal  
de l'assemblée générale ordinaire du 23 mai 1997*

Le dividende net de BEF 2 550 par action sera payable à partir du 15 juin 1997 au guichet de la Société Générale de Banque, agence Merlo, chaussée de Neerstalle 348, à 1180 Uccle contre remise du coupon n° 4. (19357)

**« Elbeton », naamloze vennootschap,  
te 9880 Aalter, Nijverheidslaan 10**

H.R. Gent 127021 – BTW 419.965.953

Daar het wettelijk quorum niet werd bereikt op de buitengewone algemene vergadering de dato 20 juni 1997, worden de aandeelhouders uitgenodigd op een tweede buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Jean-Jacques Goeminne, te Aalter, Bellemstraat 57, op vrijdag 11 juli 1997, om 9 uur.

Agenda :

1. Wijziging van de naam van de vennootschap in « Elbeton Belgium ».
2. Vervanging van artikel 1 van de statuten door volgende tekst : « De vennootschap heeft de vorm van een naamloze vennootschap en draagt de naam « Elbeton Belgium ».
3. Verplaatsing van de zetel van de vennootschap naar 1020 Brussel, Stevens Delannooystraat 5.
4. Vervanging van artikel 2, alinea 1 van de statuten door volgende tekst : « De zetel van de vennootschap is gevestigd te 1020 Brussel, Stevens Delanooystraat 5. »

De zetel van de vennootschap mag bij besluit van de raad van bestuur overgebracht worden naar elke andere plaats in België, onverminderd de verplichting om de thans geldende taalwetgeving te respecteren.

Om aan de vergadering deel te nemen worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen overeenkomstig de wet en de statuten. (19358)

**« Verplancke », naamloze vennootschap,  
Rijksweg 82, 8710 Sint-Baafs-Vijve**

NN 442.414.822

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de buitengewone algemene vergadering in het kantoor van notaris Bob Bultereyts, te Avelgem, Stijn Streuvelsstraat 11, op vrijdag 11 juli 1997, om 11 u. 30 m. — Dagorde : 1. Wijziging van de naam in « Best Immo ». 2a. Verslag door de raad van bestuur met verantwoording van de voorgestelde uitbreiding van het maatschappelijk doel, met samenvattende staat van actief/passief op datum van 31 mei 1997; b. Uitbreiding van het maatschappelijk doel van de vennootschap door toevoeging na de eerste alinea van artikel 3 der statuten van volgende tekst : « Onderneming in onroerende goederen. Tussenpersoon in aankoop, verkoop en verhuring van gebouwen. Expert-raadgever inzake onroerende goederen. Het verlenen van diensten en adviezen aan natuurlijke en rechtspersonen met betrekking tot het beheer van bedrijven in de meest ruime betekenis van het woord, waaronder onder andere advies inzake algemeen management, marketing, financieel, commerciaal en technisch beleid, personeelsbeleid en al wat daarmee rechtstreeks of onrechtstreeks verband houdt. » 3. Afschaffing van de nominale waarde der aandelen. 4. Aanpassing der machten der gedelegeerd-bestuurder, zodat ook handelingen boven 200 000 frank alléén kunnen gesteld worden. 5. Aanpassing der statuten aan de genomen besluiten en aan recente wetwijzigingen. 6. Machtiging tot uitvoering van de genomen besluiten en tot coördinatie van de statuten. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (19359)

**DV Woonidee, naamloze vennootschap,  
Mechelsesteenweg 7, 9200 Dendermonde**

H.R. Dendermonde 29276 – BTW 412.820.716

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 12 juli 1997, om 20 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Lezing jaarverslag. 2. Bespreking van de jaarrekening op 31 december 1996. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Bezoldigingen. (19360)

**Calbre-Invest, naamloze vennootschap,  
Ardoisesteenvweg 216, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 130060 – BTW 450.526.990

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 13 juli 1997, om 14 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1996. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (19361)

**Fara, naamloze vennootschap,  
Kromme Elleboogstraat 54-56, 9320 Erembodegem**

H.R. Aalst 61974 – BTW 447.110.612

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 7 juli 1997, om 10 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1996. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (19362)

**« Cogeaf », naamloze vennootschap,  
te 2900 Schoten, Metropoolstraat 19**

H.R. Antwerpen 324 – BTW 404.507.222

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden ten kantore van notaris Hélène Casman, te Antwerpen, Louizastraat 2, op woensdag 9 juli 1997, om 14 uur, om te beraadslagen over volgende agenda :

1. Wijziging artikel 1 der statuten door het te vervangen door volgende tekst :

« Artikel 1. De vennootschap is een naamloze vennootschap die een publiek beroep doet of gedaan heeft op het spaarwezen met de vennootschappelijke naam Cogeaf. »

2. Wijziging van artikel 5 der statuten door schrapping van de laatste alinea.

3. Wijziging van artikel 8 der statuten door schrapping van de laatste alinea.

4. Wijziging van artikel 10 der statuten door invoeging na de eerste zin van volgende tekst :

« Wanneer de vennootschap evenwel is opgericht door twee personen of wanneer op een algemene vergadering is vastgesteld dat de vennootschap niet meer dan twee aandeelhouders heeft, mag de raad van bestuur uit slechts twee leden bestaan tot de dag van de jaarvergadering, volgend op de vaststelling, door alle middelen, dat er meer dan twee aandeelhouders zijn. »

5. Wijziging van artikel 11 der statuten door vervanging van de laatste alinea door volgende tekst :

« Ingeval de raad van bestuur uit tenminste drie leden bestaat, is, bij staking van stemmen, de stem van de voorzitter doorslaggevend.

In spoedeisende gevallen en wanneer het belang van de vennootschap zulks vereist, kunnen de besluiten van de raad van bestuur worden genomen bij eenparig schriftelijk akkoord van de bestuurders.

Die procedure kan echter niet worden gevolgd voor de vaststelling van de jaarrekening of voor de aanwending van het toegestane kapitaal. »

6. Wijziging van artikel 20 der statuten door schrapping van de tweede alinea.

7. Wijziging van artikel 21 der statuten door de eerste zin aan te vullen met volgende tekst : « , die tevens de voorstellen tot besluit moet bevatten. »

8. Wijziging van artikel 26 der statuten door invoeging vóór de eerste paragraaf van volgende tekst :

« Het voorstel tot ontbinding van de vennootschap wordt toegelicht in een verslag door de raad van bestuur dat vermeld wordt op de agenda van de algemene vergadering die zich over de ontbinding moet uitspreken.

Bij dat verslag wordt een staat van activa en passiva gevoegd, die niet meer dan drie maanden voordien is vastgesteld.

De commissaris-revisor of, bij zijn ontstentenis, een bedrijfsrevisor of een accountant ingeschreven op het tableau van de externe accountants van het Instituut der Accountants die door de raad van bestuur wordt aangewezen, brengt over deze staat verslag uit en vermeldt inzonderheid of daarin de toestand van de vennootschap op volledige, getrouwe en juiste wijze is weergegeven. »

Men gelieve te handelen overeenkomstig artikel 19 der statuten. (19363)

**Promotion and Construction Company, in het kort : « P.C.C. », naamloze vennootschap, Franklin Rooseveltlaan 49, 1050 Brussel**

H.R. Brussel 452684

Ingevolge het besluit tot kapitaalvermindering genomen door de buitengewone algemene vergadering d.d. 13 januari 1997, wordt aan elk aandeel de som van 191 964 frank uitbetaald, vanaf 28 juli 1997, tegen afgifte van coupon nr.1 ter zetel van de vennootschap en bekendmaking van de wijze van betaling.

(19402)

De raad van bestuur.

**MPR - Marine Packing Repair, naamloze vennootschap, Ringlaan 89, 2610 Wilrijk (Antwerpen)**

*Uitnodiging tot een buitengewone algemene vergadering*

Aangezien de buitengewone algemene vergadering die voor 16 juni 1997 werd samengeroepen, niet in aantal was, wordt een nieuwe buitengewone algemene vergadering samengeroepen op maandag zeven juli 1997, te 14 uur, voor Meester Dirk Luyten, notaris ter standplaats Mechelen, in ons kantoor Lierssesteenweg 182, met de agenda die werd bekendgemaakt in de publicaties van :

- De *Standaard* van negentwintig mei negentienhonderd zevenennegentig en van zes juni negentienhonderd zevenennegentig.

- Het *Belgisch Staatsblad* van drie juni negentienhonderd zevenennegentig.

De buitengewone algemene vergadering zal beslissen inzake de aan de agenda gestelde punten welk ook het aantal vertegenwoordigde aandelen weze.

De vennoten worden verzocht zich te voegen naar de statutaire bepalingen inzake deelname aan de algemene vergadering. (46826) De raad van bestuur.

**Steelconstruct, naamloze vennootschap, Tervuursesteenweg 167, 3060 Bertem**

H.R. Leuven 71796 — BTW 434.094.596

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 10 juli 1997 om 14 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1996.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82313)

**Vyverryck, naamloze vennootschap, Zelebaan 93, 9160 Lokeren**

H.R. Sint-Niklaas 49596 — BTW 443.174.390

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op 27 juni 1997 om 15 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag.
2. Goedkeuring van de Jaarrekening.
3. Besluit nopens de resultaten.
4. Decharge aan Bestuurders.
5. Verlenging mandaat Bestuurders.
6. Varia. (82314)

**Actes judiciaires  
et extraits de jugements  
Gerechtelijke akten  
en uittreksels uit vonnissen**

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1<sup>er</sup>  
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1  
van het Burgerlijk Wetboek**

*Désignation d'administrateur provisoire  
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du premier canton de Schaerbeek

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Schaerbeek en date du 11 juin 1997, la nommée Manderlier, Andrée, née à Etterbeek le 28 juin 1928, domiciliée à Schaerbeek, avenue Maréchal Foch 11, résidant actuellement à Schaerbeek, Centre hospitalier Titeca, rue de la Luzerne 11, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant Vandenneuvel, John, avocat, dont le cabinet est établi à 1080 Bruxelles, rue de Rotterdam 44.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Antoine Vermeulen. (6157)

## Justice de paix du troisième canton de Schaerbeek

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek en date du 16 juin 1997, le nommé Berckmans, Jean, né à Bourg Léopold le 19 juillet 1931, domicilié à Schaerbeek, rue Thomas Vinçotte 36 (Maison de repos « A. De Latour »), a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant Me Messens, Katrien, avocat, domiciliée à 1671 Elingen (Pepingen), Hoekstraat 1.

Pour extrait certifié conforme : pour le greffier-chef de greffe, le commis-greffier délégué, (signature illisible). (6158)

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek en date du 16 juin 1997, la nommée Dewolf, Virginie, née à Manchester le 2 février 1919, domiciliée à Schaerbeek, rue Thomas Vinçotte 36 (Maison de repos « A. De Latour »), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant Me Messens, Katrien, avocat, domiciliée à 1671 Elingen (Pepingen), Hoekstraat 1.

Pour extrait certifié conforme : pour le greffier-chef de greffe, le commis-greffier délégué, (signature illisible). (6159)

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek en date du 16 juin 1997, la nommée Michiels, Rosalia, née à Sint-Pieters-Leeuw le 19 juin 1912, domiciliée à Schaerbeek, rue Thomas Vinçotte 36 (Maison de repos « A. De Latour »), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant M. François Timmermans, domicilié à Forest, rue du Texas 5/2.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé) Chr. Vanden Wijngaert. (6160)

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek en date du 16 juin 1997, la nommée Mariette Maheim, née à Lessines le 6 juin 1916, résidant à la Maison de repos « A. De Latour », rue Thomas Vinçotte 36, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant M. Pierre Claude, domicilié à 1380 Rebecq, rue du Montgras 56.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé) Christiane Vanden Wijngaert. (6161)

## Justice de paix du canton de Soignies

Par ordonnance du juge de paix du canton de Soignies en date du 13 juin 1997, sur requête déposée au greffe le 5 juin 1997, la nommée Borremans, Marie-Madeleine, veuve de Bellemans, Jean, née à Petit-Enghien le 23 décembre 1919, résidant actuellement à 7090 Braine-le-Comte, Home Rey, rue de la Bienfaisance 12, étant domiciliée à 1430 Rebecq, rue d'Overchies 5, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Agnès Pierard, avocate, dont le cabinet est sis à 7060 Soignies, chemin du Tour 36.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Jacques Patart. (6162)

## Justice de paix du canton de Tubize

Suite à la requête déposée le 14 mai 1997, par ordonnance du juge de paix du canton de Tubize en date du 17 juin 1997, le nommé Lamattina, Franco, né à Tubize le 1<sup>er</sup> janvier 1968, domicilié à 1480 Tubize, avenue des Chardonnerets 56, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant Malengreau, Jean-François, avocat, juge de paix suppléant, rue de Mons 145, à Tubize.

Pour extrait conforme : le commis-greffier principal, (signé) Lambert, Sylvianne. (6163)

## Vrederegerecht van het zevende kanton Antwerpen

Ingevolge verzoekschrift van 11 juni 1997, werd bij beschikking van de vrederechter van het zevende kanton Antwerpen, verleend op 17 juni 1997, de genaamde Eggermont, Lea Julia Rosalia, zonder beroep, weduwe Provo, Andreas, geboren te Hemiksem op 21 december 1921, van Belgische nationaliteit, ingeschreven en wonende in Indië, Karur-Tamil Nadu, doch thans verblijvende in het Algemeen Ziekenhuis Middelheim, campus Middelheim, Lindendreef 1, te 2020 Antwerpen, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : de heer Provo, Paul, handelaar, geboren te Mortsel op 25 oktober 1942, wonende te 2140 Borgerhout-Antwerpen, Te Boelaerlei 27.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) J. Dams. (6164)

## Vrederegerecht van het kanton Berchem-Antwerpen

Wij, Pieter Heurterre, vrederechter in het gerechtelijk kanton Berchem-Antwerpen, bijgestaan door Marc Ringoot, e.a. klerk-griffier van dit rechtsgebied;

om die redenen,

verklaren de vordering toelaatbaar en gegrond;

wijzen Mr. Viviane Boesmans, advokaat, kantoor houdende te 3000 Leuven, aan de Sint-Maartenstraat 58, aan als voorlopige bewindvoerder over de goederen van de te beschermen persoon, Toman, Martin, geboren te Würsberg (Duitsland) op 5 juli 1945, ongehuwd, verblijvende in het Psychiatrisch Centrum Sint-Amedeus, te 2640 Mortsel, aan de Deurnestraat 252;

dragen aan die voorlopige bewindvoerder op alle inkomsten, van welke aard ook, en alle schuldvorderingen van die voornoemde persoon te innen, diens schulden binnen de perken daarvan te voldoen en tevens alle andere daden, welke ook, van behoud van en van beheer over diens goederen te verrichten behoudens dan die welke krachtens artikel 488bis, f), § 3, tweede lid van het Burgerlijk Wetboek, een bijzondere machtiging vereisen;

kennen aan die voorlopige bewindvoerder als vergoeding een bedrag toe gelijk aan drie procent van de inkomsten van die te beschermen persoon en stellen hem vrij van de verplichting die persoon op de hoogte te brengen van de handelingen die hij verricht;

stellen vast dat alle akten van rechtspleging in het Nederlands werden opgesteld bij toepassing van artikel 9 der wet van 15 juni 1935.

Aldus gegeven in raadkamer, op woensdag achttien juni negentienhonderd zevenennegentig.

(Get.) M. Ringoot; P. Heurterre.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. klerk-griffier, (get.) M. Ringoot. (6165)

## Vrederecht van het kanton Brasschaat

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, verleend op 11 juni 1997, ingevolge verzoekschrift d.d. 15 mei 1997, werd Weeda, Constance, geboren te Antwerpen op 26 oktober 1954, gescheiden, gedomicilieerd te 2060 Antwerpen, Neefsteeg 3, doch thans verblijvende in het Psychiatrisch Centrum Bethaniënhuis, Handelslei 167, te 2980 Sint-Antonius-Zoersel, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Fernand Joris, advocaat bij de balie te Antwerpen, met kantoor te 2110 Wijnegem, Marktplein 22.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) M. Ooms-Schrijvers. (6166)

## Vrederecht van het kanton Heist-op-den-Berg

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Heist-op-den-Berg, verleend op 17 juni 1997, werd Vandenrijdt, Anna, geboren te Mechelen op 12 april 1928, wonende te 2820 Bonheiden, Rusthuis 13 Eiken, Imeldalaan 9, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Dumoulin, Anja, wonende te 3191 Hever, Kleinveldweg 3.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 6 juni 1997.

Hallaar, 17 juni 1997.

De hoofdgriffier, (get.) Dehert, Alfons. (6167)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Heist-op-den-Berg, verleend op 17 juni 1997, werd Van Den Dries, Constant Lodewijk, geboren te O.L.V. Waver op 24 november 1924, wonende te 2580 Putte, Zoetewei 105, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van Den Dries, Jacqueline, wonende te 2570 Duffel, Beuntstraat 30.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 6 juni 1997.

Hallaar, 17 juni 1997.

De hoofdgriffier, (get.) Dehert, Alfons. (6168)

## Vrederecht van het tweede kanton Leuven

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 16 juni 1997, werd Swyzen, Maria, geboren op 6 augustus 1918, verblijvende PGC Vlamingenstraat 3, 3000 Leuven, gedomicilieerd Hector Henneaulaan 95, 1930 Zaventem, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Artois, Arlette, Vier Septemberdagenlaan 11, 1210 Brussel.

Leuven, 17 juni 1997.

Voor eensluidend afschrift : de afg. klerk-griffier, (get.) Marleen Gysemberg. (6169)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 16 juni 1997, werd Raeymaekers, Ludwig, geboren op 12 juli 1976, verblijvende A.V.E. Regina V.Z.W., Klein Park 1, 3360 Bierbeek (Lovenjoel), gedomicilieerd Nijverheidsstraat 21, 2800 Mechelen, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Denys, Bernard, Groot Begijnhof 20, 3000 Leuven.

Leuven, 17 juni 1997.

Voor eensluidend afschrift : de afg. klerk-griffier, (get.) Marleen Gysemberg. (6170)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 16 juni 1997, werd Dewinter, Maria, geboren op 20 juni 1907, verblijvende en gedomicilieerd Weterbeekstraat 27, 3360 Bierbeek, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Demin, Geert, advocaat, Minckelersstraat 70, 3000 Leuven.

Leuven, 17 juni 1997.

Voor eensluidend afschrift : de afg. klerk-griffier, (get.) Marleen Gysemberg. (6171)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 16 juni 1997, werd Carpentier, Ivan, geboren op 28 april 1963, verblijvende en gedomicilieerd Huis der Daklozen, Blindenstraat, 2000 Antwerpen, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Demin, Geert, advocaat, Minckelersstraat 70, 3000 Leuven.

Leuven, 17 juni 1997.

Voor eensluidend afschrift : de afg. klerk-griffier, (get.) Marleen Gysemberg. (6172)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 16 juni 1997, werd Degreef, Oscar, geboren op 20 augustus 1916, verblijvende Sint-Pietersgasthuis, Brusselsestraat, 3000 Leuven, gedomicilieerd Florivalstraat 67, 3040 Huldenberg (Sint-Agatha-Rode), niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Degreef, Gilberte, Florivalstraat 67, 3040 Huldenberg (Sint-Agatha-Rode).

Leuven, 17 juni 1997.

Voor eensluidend afschrift : de afg. klerk-griffier, (get.) Marleen Gysemberg. (6173)

## Vrederecht van het kanton Mol

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mol, verleend op 11 juni 1997, werd Swerts, René Henri Jozef Juliana, gepensioneerde, geboren te Mol op 12 oktober 1931, wonende te 2490 Balen, Sint-Jansstraat 57, doch verblijvende te 2490 Balen, Home Kleiheuvel, Kapelstraat 105-107, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Wouters, Egied, advocaat, kantoorkhoudende te 2490 Balen, Markt 9.

Voor eensluidend afschrift : de hoofdgriffier, (get.) P. Verhaert. (6174)

## Vrederecht van het kanton Sint-Truiden

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 11 maart 1997, werd Verellen, Erik, geboren te Brecht op 10 juli 1956, verblijvende P.C. Ziekeren, Halmaalweg 2, 3800 Sint-Truiden, gedomicilieerd Sint-Maartenplein 4, 3800 Sint-Truiden, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Smeets, Marie, advocaat, Leopold II-straat 9, 3800 Sint-Truiden.

Sint-Truiden, 18 juni 1997.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de e.a. klerk-griffier, (get.) M. Derwael. (6175)

## Vrederecht van het eerste kanton Turnhout

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Turnhout, verleend op 17 juni 1997, werd Van Aelst, Alexander Joannes Anna, geboren te Merksplas op 17 juli 1938, verblijvende 2275 Lille-Gierle, Vosselaarseweg 1, « Het Gielsbos », gedomicilieerd 2110 Wijnegem, Wommelgemsteenweg 103, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Van Aelst, René Cornelis Joannes, ambtenaar, Wommelgemsteenweg 103, 2110 Wijnegem.

Voor eensluidend uittreksel : de klerk-griffier, (get.) B. Van den Plas. (6176)

## Vrederecht van het kanton Zele

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zele, verleend op 11 juni 1997, werd Poppe, Kristof, geboren te Wetteren op 13 oktober 1978, wonende te 9290 Berlare, Pater Heirmanshoek 15, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder, zijn moeder : Smet, Marleen, wonende te 9290 Berlare, Pater Heirmanshoek 15.

Voor eensluidend uittreksel : de eerstaanwezend klerk-griffier, (get.) N. Michiels. (6177)

## Vrederecht van het kanton Zottegem

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zottegem, verleend op 5 juni 1997, werd Van der Meeren, Simonne, geboren te Sint-Goriks-Oudenhove op 19 juni 1926, gedomicilieerd te 9620 Zottegem, Erwetegemstraat 18, met huidige verblijfplaats te 9620 Zottegem, Rustoord « Home Floreal », Buke 108, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Baele, Marie-Therese, haarkapster, wonende te 9620 Zottegem, Lippenhovestraat 143.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) J. De Meyst. (6178)

*Mainlevée d'administrateur provisoire  
Opheffing voorlopig bewindvoerder*

## Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai en date du 17 juin 1997, il a été mis fin au mandat de Poncin, Corinne, avocate, domiciliée à 7500 Tournai, rue Barre Saint-Brice 21, en sa qualité d'administratrice provisoire de Maertens, Roger, né à Mouscron le 3 décembre 1921, domicilié et résidant en son vivant à 7500 Tournai, hôpital psychiatrique « Les Marronniers », rue Despars 94, décédé à Tournai le 2 décembre 1996.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (6179)

## Vrederecht van het kanton Izegem

Bij beschikking van 16 juni 1997 werd de opdracht van de heer Vanduycke, Norbert, wonende te 8770 Ingelmunster, Nijverheidsstraat 2, als voorlopig bewindvoerder over de goederen van Lagae, Maria Julia, gelet op haar overlijden op 7 juni 1997, beëindigd is.

Voor eensluidend afschrift : de griffier-griffiehoofd, (get.) H. Derez. (6180)

## Vrederecht van het kanton Willebroek

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Willebroek, verleend op 16 juni 1997 (R.V. nr. 3395), werd, ambtshalve, een einde gesteld aan het mandaat van de heer André Geniets, advocaat te Puurs, R. Verbelenstraat 88, als voorlopige bewindvoerder over Boeykens, Ivona Theophila Maria, geboren te Bornem op 14 september 1908, laatst wonende te Puurs, Palingstraat 48, hiertoe aangesteld bij beschikking d.d. 6 maart 1995.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Paul D'Haese. (6181)

*Remplacement d'administrateur provisoire  
Vervanging voorlopig bewindvoerder*

## Vrederecht van het kanton Sint-Truiden

Beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 10 juni 1997 :

Ontheffen de voorlopige bewindvoerders Dirk Geyskens en Gerda Geyskens van hun mandaat van voorlopig bewindvoerder over de goederen van hun zuster, Geyskens, Christiana, geboren te Geel op 2 september 1955, gedomicilieerd te Geel, Rendervesedijk 2, met huidige verblijfplaats te 3800 Sint-Truiden, P.Z. Sancta Maria, Melverencentrum 111, en dit met ingang van heden.

Voegt toe als nieuwe voorlopige bewindvoerder : Jenne, Luc, advocaat, Beekstraat 9, 3800 Sint-Truiden, met dezelfde opdracht als voorzien in de beschikking van 5 oktober 1993.

Sint-Truiden, 18 juni 1997.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de e.a. klerk-griffier, (get.) M. Derwael. (6182)

**Publication prescrite par l'article 793  
du Code civil****Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793  
van het Burgerlijk Wetboek***Acceptation sous bénéfice d'inventaire  
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op 11 juni 1997, blijkt dat Mevr. Marie Louise Joseph Virginia Lamberta Van de Wouwer, gepensioneerde kleuteronderwijzeres, geboren te Zichem op 25 maart 1919, ongehuwd, wonende te 3271 Zichem (Scherpenheuvel), Pater R. Van de Wouwerstraat 13, en handelende in haar hoedanigheid van voorlopige bewindvoerder, aldus aangesteld bij beschikking van de heer vrederechter van het kanton te Diest, op 30 september 1996, over de persoon en de goederen van Mevr. Joanna Josephina Maria Van de Wouwer, zonder beroep, geboren te Zichem op 12 september 1921, ongehuwd, verblijvende in de Psychiatrische Kliniek Sint-Annendaal, te 3290 Diest, Vestenstraat 1, en gedomicilieerd te 3271 Zichem (Scherpenheuvel), Pater R. Van de Wouwerstraat 13, teneinde dezer handeling bijzonder gemachtigd ingevolge beschikking van de heer vrederechter van het kanton te Diest, d.d. 26 mei 1997, in het Nederlands verklaard heeft de nalatenschap van wijlen Eerwaarde Zuster Elza Maria Josepha Cesarina Bernardina Van de Wouwer, kloosterzuster, geboren te Zichem op 20 mei 1914, ongehuwd, te 2550 Kontich, Drapstraat 11A, en overleden zonder gekend testament te Kontich op 5 maart 1996, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving en teneinde dezer woonst te kiezen ter studie van notaris Michel Brandhof, Guido Gezellestraat 21, 3290 Diest.



De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van voornoemde notaris.

Diest, 19 juni 1997.

(Get.) Michel Brandhof, notaris. (19364)

Rechtbank van eerste aanleg te Turnhout

Ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout werd volgende akte van aanvaarding van nalatenschap onder voorrecht van boedelbeschrijving, verleden onder nr. 2384 :

Ten jare negentienhonderd zevenennegentig, op woensdag achttien juni.

Ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg, zittinghoudende te Turnhout, en voor ons, W. Van der Veken, griffier, zijn verschenen :

1. Blockx, Maria Josephina, geboren te Retie op 16 december 1949, wonende te Geel, Tesserderloseweg 54,

handelende ingevolge machtiging, haar verleend door de familieraad, gehouden onder voorzitterschap van de heer vrederechter van het kanton Mol, in datum van 3 juni 1997, als moeder-wettige voogdes over haar minderjarig inwonend kind, te weten :

Mathieu, Caroline Maria, geboren te Turnhout op 24 augustus 1981;

2. Mathieu, Rikkert Maarten Jan, geboren te Turnhout op 6 mei 1979, wonende te Geel, Tessenderloseweg 54,

handelende in eigen naam.

Welke verschijners verklaren in de Nederlandse taal dat zij, in hun voormelde hoedanigheid, de eerste tevens ingevolge voormelde machtiging, de nalatenschap aanvaarden over voorrecht van boedelbeschrijving van wijlen de heer Mathieu, Michael Eduard Martien, geboren te Geel op 30 augustus 1947, laatst wonende te Vosselaar, Breemsedijk 21, bus 2, en overleden te Leuven op 18 april 1997.

Waarvan akte, na voorlezing, ondertekend door verschijners, met ons, griffier.

(Get.) W. Van der Veken; M. Blockx; R. Mathieu.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, bij aangetekend schrijven, binnen de drie maanden na deze publicatie in het *Belgisch Staatsblad* hun vorderingen te doen kennen aan Mr. Belmans, Jo, advocaat, kantoorhoudende te 2440 Geel, Possonsdries 7.

Turnhout, 18 juni 1997.

De griffier, (get.) W. Van der Veken. (19366)

Tribunal de première instance de Bruxelles

Suivant acte n° 97-987 passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 19 juin 1997, Mme Hélène Marie Arthur Eeckhout, domiciliée à Bruxelles-II, rue Laneau 16, agissant en sa qualité de mandataire en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 14 juin 1997, et donnée par M. Tanguy, Raoul Liliane Corneille Ghislain Vanderheyde, né à Bruxelles-I le 19 mai 1973, domicilié à Bruxelles II, rue du Tivoli 19, a déclaré, pour et au nom de son mandant, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Vanderheyde, Raoul, Joseph Egide Corneille, né à Bruxelles-II le 12 décembre 1940, de son vivant domicilié à Jette, avenue Stiénon 101, et décédé le 19 novembre 1996 à Bruxelles.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à Me Eric Spruyt, notaire à 1000 Bruxelles, boulevard de l'Empereur 24.

Bruxelles, le 19 juin 1997.

Le greffier, (signé) Aerts, Vera. (19367)

Tribunal de première instance de Huy

L'an mil neuf cent nonante-sept, le dix-huit juin, au greffe du tribunal civil de première instance séant à Huy, province de Liège, a comparu : M. de Barsy, Guy Henri Marcel Léopold, licencié en notariat, domicilié à 4500 Tihange, Petit-Bois 30A, agissant :

en qualité de curateur du nommé Hauben, Jean-Paul Michel Eli, né à Rocourt le 19 janvier 1958, sidérurgiste, veuf, domicilié à Clavier, Grand-Rue 99A, actuellement détenu à la prison de Huy, en état d'interdiction légale;

en qualité de mandataire spécial du prénommé en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 28 janvier 1997 qui restera annexée au présent acte de même que la copie de la délibération du conseil de famille du 25 janvier 1994, réuni sous la présidence de M. le juge de paix de Huy-1, désignant le comparant en qualité de curateur, lequel comparant, s'exprimant en langue française, a déclaré pour et au nom de Hauben, Jean-Paul, préqualifié, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de feu le père de ce dernier, M. Hauben, Jean-Albert Léonard, opérateur d'engins de génie civil, né à Oupeye le 6 novembre 1938, veuf de Olivier, Louise, domicilié en dernier lieu à Clavier, Au Vieux Moulin 5, décédé à Clavier le 15 mars 1993.

Les créanciers et légataires sont invités à faire valoir leurs droits, par avis recommandé, dans les trois mois de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé au curateur désigné, M. Guy de Barsy, domicilié à 4500 Tihange, Petit-Bois 30/4.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) F. Morhet. (19368)

L'an mil neuf cent nonante-sept, le dix-huit juin, au greffe du tribunal civil de première instance séant à Huy, province de Liège, a comparu : M. de Barsy, Guy Henri Marcel Léopold, licencié en notariat, domicilié à 4500 Tihange, Petit-Bois 30A, agissant :

en qualité de curateur du nommé Hauben, Jean-Paul Michel Eli, né à Rocourt le 19 janvier 1958, sidérurgiste, veuf, domicilié à Clavier, Grand-Rue 99A, actuellement détenu à la prison de Huy, en état d'interdiction légale;

en qualité de mandataire spécial du prénommé en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 28 janvier 1997 qui restera annexée au présent acte de même que la copie de la délibération du conseil de famille du 25 janvier 1994, réuni sous la présidence de M. le juge de paix de Huy-1, désignant le comparant en qualité de curateur, lequel comparant, s'exprimant en langue française, a déclaré pour et au nom de Hauben, Jean-Paul, préqualifié, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de feu la mère de ce dernier, Mme Olivier, Louise Jeanne Joséphine, invalide, née à Hermée le 27 juillet 1936, épouse de Hauben, Jean, domiciliée en dernier lieu à Clavier, Au Vieux Moulin 5, décédée à Clavier le 23 juin 1989.

Les créanciers et légataires sont invités à faire valoir leurs droits, par avis recommandé, dans les trois mois de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé au curateur désigné, M. Guy de Barsy, domicilié à 4500 Tihange, Petit-Bois 30/4.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) F. Morhet. (19369)

Tribunal de première instance de Liège

L'an mil neuf cent nonante-sept, le dix-huit juin, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu :

Amory, Hugues, notaire à Louveigné, rue du Pérréon 21, porteur d'une procuration sous seing privé qui restera annexée au présent acte pour et au nom de :

Langen, Christine, née à Verviers le 28 novembre 1946, domiciliée à Aywaille, rue de Spa 172, agissant en sa qualité de mère et tutrice légale de son enfant mineur d'âge :

Jacquemin, Francis, né à Madras (Inde) le 24 août 1980, domicilié avec la mère,

et en vertu d'une délibération du conseil de famille qui s'est tenu par devant le juge de paix du canton de Louveigné, en date du 9 janvier 1997, délibération qui est produite en copie et qui restera annexée au présent acte, lequel comparant a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Jacquemin, Robert Marcel Marie Henri, né à Dison le 31 octobre 1946, de son vivant domicilié à Aywaille, rue de Spa 172, et décédé le 17 novembre 1996 à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en son étude.

Dont acte signé, lecture faite par le comparant et le greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible). (19370)

L'an mil neuf cent nonante-sept, le dix-huit juin, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu Nieto, Hortensia, née à Madrid (Espagne) le 29 mars 1933, domiciliée à Chaudfontaine, rue du Hêtre Pourpre 18, laquelle comparante a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession testamentaire de Zeimetz, Albert Paul Constant Joseph, né à Liège le 25 novembre 1942, de son vivant domicilié à Liège, Cour Saint-Gilles 18, et décédé le 23 mai 1997 à Saint-Nicolas.

Le testament se trouve au rang des minutes de Me Ph. Raickman.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, la comparante déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Philippe Raickman, notaire à Ougrée, rue F. Nicolay 89.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible). (19371)

#### Faillite – Faillissement

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 18 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société anonyme Keberi, avec siège social à 1170 Watermael-Boitsfort, avenue de Visé 104, R.C. Bruxelles 576640, T.V.A. 444.776.177.

Juge-commissaire : M. Dumont, J.

Curateur : Me Jean-Pierre Vander Borght.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 15 juillet 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Vander Borght.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 18 juni 1997 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de naamloze vennootschap Keberi, met maatschappelijke zetel te 1170 Watermaal-Bosvoorde, Visélaan 104, H.R. Brussel 576640, BTW 444.776.177.

Rechter-commissaris : de heer Dumont, J.

Curator : Mr. Jean-Pierre Vander Borght.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 15 juli 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend verklaard : de curator, (get.) J.-P. Vander Borght.  
(Pro deo) (19372)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 18 juin 1997 a été déclarée ouverte, d'office, la faillite de la société coopérative à responsabilité limitée Mouss, avec siège social à 1060 Saint-Gilles, avenue Jean Volders 58A, R.C. Bruxelles 511648, T.V.A. 435.702.620.

Juge-commissaire : M. Dumont, J.

Curateur : Me Jean-Pierre Vander Borght.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 15 juillet 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Vander Borght.

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 18 juni 1997 werd geopend verklaard, ambtshalve, het faillissement van de C.V.B.A. Mouss, met maatschappelijke zetel te 1060 Sint-Gillis, Jean Volderslaan 58A, H.R. Brussel 511648, BTW 435.702.620.

Rechter-commissaris : de heer Dumont, J.

Curator : Mr. Jean-Pierre Vander Borght.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 15 juli 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend verklaard : de curator, (get.) J.-P. Vander Borght.  
(Pro deo) (19373)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 18 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société privée à responsabilité limitée M Concept, avec siège social à 1090 Jette, avenue Rommelaere 215, R.C. Bruxelles 541860, T.V.A. 442.865.475.

Juge-commissaire : M. Dumont, J.

Curateur : Me Jean-Pierre Vander Borght.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 15 juillet 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Vander Borght.

## Rechtbank van koophandel te Brussel

—

Bij vonnis d.d. 18 juni 1997 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. M Concept, met maatschappelijke zetel te 1090 Jette, Rommelaerelaan 215, H.R. Brussel 541860, BTW 442.865.475.

Rechter-commissaris : de heer Dumont, J.

Curator : Mr. Jean-Pierre Vander Borcht.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 15 juli 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend verklaard : de curator, (get.) J.-P. Vander Borcht.  
(Pro deo) (19374)

## Tribunal de commerce de Huy

—

Par jugement du 11 juin 1997, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de Declercq (S.P.R.L. J.P.), Le Vinâve, avenue H. Dumont 4, 4540 Ampsin, R.C. Huy 36623.

La date de cessation des paiements a été fixée au 11 décembre 1996.

Juge-commissaire : M. Jacques Thys, juge-consulaire.

Curateur : Me Marina Fabbricotti, avocat à 4500 Huy, avenue du Hoyoux 4.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 6 août 1997, à 10 heures, au greffe de ce tribunal.

Débats sur les contestations : le mercredi 17 septembre 1997, à 10 heures, en audience publique.

Le curateur, (signé) M. Fabbricotti.  
(Pro deo) (19376)

Par jugement du 18 juin 1997, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de Coepain S.A., rue du Luxembourg 6, 4280 Hannut, R.C. Huy 39834.

La date de cessation des paiements a été fixée au 18 décembre 1996.

Juge-commissaire : M. André George, juge-consulaire.

Curateur : Me Marina Fabbricotti, avocat à 4500 Huy, avenue du Hoyoux 4.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 6 août 1997, à 10 heures, au greffe de ce tribunal.

Débats sur les contestations : le mercredi 24 septembre 1997, à 10 heures, en audience publique.

Le curateur, (signé) M. Fabbricotti.  
(Pro deo) (19377)

## Tribunal de commerce de Marche-en-Famenne

—

Par jugement du 16 juin 1997, le tribunal de commerce de Marche-en-Famenne a déclaré ouverte la faillite de la société anonyme « Import Export Trading », en abrégé « I.E.T. », dont le siège social est établi à 6698 Vielsalm, section Grand-Halleux, rue Mont Coris 11, non inscrit R.C. Marche-en-Famenne, T.V.A. 450.966.262.

Il a reporté à six mois la date de cessation des paiements.

Il a nommé juge-commissaire : M. Manfred Linden et curateur : Me Eric Robert, avocat à 6690 Vielsalm, rue Chars à Bœufs 4.

Il ordonne aux créanciers de déposer au greffe du tribunal de commerce, rue V. Libert 19, à 6900 Marche-en-Famenne, pour le 7 juillet 1997, les déclarations de créances avec leurs titres.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu le mardi 12 août 1997, à 10 heures, au local habituel des audiences du tribunal de commerce, palais de justice, rue V. Libert 19, à Marche-en-Famenne.

Les débats sur les contestations à naître de cette vérification auront lieu le lundi 1<sup>er</sup> septembre 1997, à 14 h 30 m, par devant le tribunal de commerce de Marche-en-Famenne, à l'adresse susdite.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Me Eric Robert.  
(Pro deo) (19378)

Par jugement du 16 juin 1997, le tribunal de commerce de Marche-en-Famenne a déclaré ouverte la faillite de M. Franck, Carl Léopold, né à Charleroi le 25 mai 1970, de nationalité belge, domicilié à 6670 Gouvy, rue de Beho 14, y exploitant le commerce de gros en quad et en pièces détachées sous la dénomination « Quad Connection », R.C. Marche-en-Famenne 19130, T.V.A. 714.655.616.

Il a reporté à six mois la date de cessation des paiements.

Il a nommé juge-commissaire : M. Jean Lambert et curateur : Me Eric Robert, avocat à 6690 Vielsalm, rue Chars à Bœufs 4.

Il ordonne aux créanciers de déposer au greffe du tribunal de commerce, rue V. Libert 19, à 6900 Marche-en-Famenne, pour le 7 juillet 1997, les déclarations de créances avec leurs titres.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu le mardi 12 août 1997, à 10 heures, au local habituel des audiences du tribunal de commerce, palais de justice, rue V. Libert 19, à Marche-en-Famenne.

Les débats sur les contestations à naître de cette vérification auront lieu le lundi 1<sup>er</sup> septembre 1997, à 14 h 30 m, par devant le tribunal de commerce de Marche-en-Famenne, à l'adresse susdite.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Me Eric Robert.  
(Pro deo) (19379)

## Rechtbank van koophandel te Antwerpen

—

Bij vonnis in datum van 19 juni 1997 is Nador B.V.B.A., Zendelingenstraat 1, 2140 Borgerhout (Antwerpen), H.R. Antwerpen 302434, groot-handel in koloniale kruiderijen, specerijen en waren, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Ingelghem.

Curator : Mr. Elants, Sint-Cordulastraat 32, 2900 Schoten.

Datum der staking van betaling : 19 juni 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 9 juli 1997.

De curator, Elants. (19380)

Bij vonnis in datum van 19 juni 1997 is Disoner B.V.B.A., Azalealaan 5, 2980 Zoersel, H.R. Antwerpen 303975, studie-, organisatie- en raadgevend bureau inzake financiële, handels-, fiscale of sociale aangelegenheden, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Ingelghem.

Curator : Mr. Elants, Sint-Cordulastraat 32, 2900 Schoten.

Datum der staking van betaling : 19 juni 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 9 juli 1997.

De curator, Elants. (19381)

Bij vonnis in datum van 19 juni 1997 is Maca B.V.B.A., Diepestraat 51, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 312237, groothandel in koloniale specerijen, kruidenrijen en waren, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Cauwenberghe.

Curator : Mr. Talboom, Frankrijklei 123A, 4e verdieping, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 19 juni 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 9 juli 1997.

De curator, Talboom. (19382)

Bij vonnis in datum van 19 juni 1997 is De Oude Vaart B.V.B.A., in vereffening, Theaterplein 1, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 229033, bestaat enkel voor haar vereffening, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Cauwenberghe.

Curator : Mr. Talboom, Frankrijklei 123A, 4e verdieping, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 19 juni 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 9 juli 1997.

De curator, Talboom. (19383)

Bij vonnis in datum van 19 juni 1997 is Max Makelaar B.V.B.A., Bredabaan 965, 2930 Brasschaat, H.R. Antwerpen 210744, verzekeringsmakelaar, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Roelants.

Curator : Mr. Van Steenwinkel, J. Van Rijswijcklaan 164, 2020 Antwerpen-2.

Datum der staking van betaling : 19 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 9 juli 1997.

De curator, Van Steenwinkel. (19384)

Bij vonnis in datum van 19 juni 1997 is Polytechniek N.V., Melkerijstraat 4, 2910 Essen, H.R. Antwerpen 262947, onderneming voor het plaatsen van ijzerwerk, metalen luiken en metalen schrijnwerk, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Roelants.

Curator : Mr. Van Steenwinkel, J. Van Rijswijcklaan 164, 2020 Antwerpen-2.

Datum der staking van betaling : 19 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 9 juli 1997.

De curator, Van Steenwinkel. (19385)

Bij vonnis in datum van 19 juni 1997 is Soetaert, Manfred Hans Jürgen, geboren te Weiden-Keulen (Duitsland) op 30 juli 1959, volgens handelsregister wonende en handeldrijvende te 2018 Antwerpen, Welvaartstraat 23, en volgens dagvaarding thans wonende te 2000 Antwerpen, Volkstraat 70, en handeldrijvende te 2018 Antwerpen, Welvaartstraat 23, onder de benaming « Proclean », H.R. Antwerpen 261761, onderneming voor het reinigen en ontsmetten van woongelegenheden, lokalen, meubels, stoffering en allerhande voorwerpen, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Roelants.

Curator : Mr. Van Steenwinkel, J. Van Rijswijcklaan 164, 2020 Antwerpen-2.

Datum der staking van betaling : 19 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 9 juli 1997.

De curator, Van Steenwinkel. (19386)

Bij vonnis in datum van 19 juni 1997 is Colasco België B.V.B.A., Meir 44A, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 276003, onderneming voor slopingswerken van gebouwen en kunstwerken, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Rogiest.

Curator : Mr. Verfaillie, Amerikalei 128, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 19 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 9 juli 1997.

De curator, Verfaillie. (19387)

Bij vonnis in datum van 19 juni 1997 is De Nieuwe Reinaert B.V.B.A., Tabakvest 104, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 297102, drankgelegenheden, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Rogiest.

Curator : Mr. Verfaillie, Amerikalei 128, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 19 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 9 juli 1997.

De curator, Verfaillie. (19388)

Bij vonnis in datum van 19 juni 1997 is Exporta B.V.B.A., Vleerakerstraat 32, 2100 Deurne (Antwerpen), H.R. Antwerpen 246941, studie-, organisatie- en raadgevend bureau inzake financiële, handels-, fiscale of sociale aangelegenheden, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Rogiest.

Curator : Mr. Verfaillie, Amerikalei 128, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 19 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 9 juli 1997.

De curator, Verfaillie. (19389)

Bij vonnis in datum van 19 juni 1997 is Suderman B.V.B.A., Sudermanstraat 20, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 248329, drankgelegenheden, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Valkeniers.

Curator : Mr. Van Impe, Meir 107, bus 6, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 19 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 9 juli 1997.

De curator, Van Impe. (19390)

Bij vonnis in datum van 19 juni 1997 is Meralbo N.V., Van Schoonhovenstraat 72, 2060 Antwerpen-6, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Valkeniers.

Curator : Mr. Van Impe, Meir 107, bus 6, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 19 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 9 juli 1997.

De curator, Van Impe. (19391)

Bij vonnis in datum van 19 juni 1997 is Talip C.V. met onbeperkte aansprakelijkheid, Offerandestraat 38, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 294534, groothandel in leder en bereide huiden, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Valckenborgh.

Curator : Mr. Verstraeten, Prins Boudewijnlaan 177-179, 2610 Wilrijk (Antwerpen).

Datum der staking van betaling : 19 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 9 juli 1997.

De curator, Verstraeten. (19392)

Bij vonnis in datum van 19 juni 1997 is Plafond-Technics B.V.B.A., Laaglandlaan 1A, 2170 Merksem (Antwerpen), H.R. Antwerpen 295020, groothandel in bouwproducten en -materialen, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Valckenborgh.

Curator : Mr. Verstraeten, Prins Boudewijnlaan 177-179, 2610 Wilrijk (Antwerpen).

Datum der staking van betaling : 19 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 9 juli 1997.

De curator, Verstraeten. (19393)

Bij vonnis in datum van 19 juni 1997 is De Cock, René Jean, geboren te Berchem op 13 oktober 1956, wonende en handeldrijvende De Marbaixstraat 41, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 307944, onderneming voor binnenhuisinrichting, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Valckenborgh.

Curator : Mr. Verstraeten, Prins Boudewijnlaan 177-179, 2610 Wilrijk (Antwerpen).

Datum der staking van betaling : 19 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 9 juli 1997.

De curator, Verstraeten. (19394)

Bij vonnis in datum van 19 juni 1997 is Uitgeverij De Nederlanden N.V., Noorderlaan 98, bus 33, 2030 Antwerpen-3, H.R. Antwerpen 263563, uitgeversbedrijf, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer W. Peeters.

Curator : Mr. Van der Hofstadt, Jan Van Rijswijklaan 1-3, 2018 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 19 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 9 juli 1997.

De curator, Van der Hofstadt. (19395)

Bij vonnis in datum van 19 juni 1997 is Jewellery B.V.B.A., Pelikaanstraat 34A, H.R. Antwerpen 276705, groothandel in goudsmidwerk en juwelen, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer W. Peeters.

Curator : Mr. Van der Hofstadt, Jan Van Rijswijklaan 1-3, 2018 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 19 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 9 juli 1997.

De curator, Van der Hofstadt. (19396)

Bij vonnis in datum van 19 juni 1997 is Aktiv B.V.B.A., Van Schoonbekeplein 6, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 247406, onderneming voor binnenhuisinrichting, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Marstboom.

Curator : Mr. Van de Vyver, Eglantierlaan 1, bus 27, 2020 Antwerpen-2.

Datum der staking van betaling : 19 december 1996.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 9 juli 1997.

De curator, Van de Vyver. (19397)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis van 12 juni 1997 werd, ambtshalve, open verklaard het faillissement van de B.V.B.A. L.R. Benelux, groothandel in schoonheidsproducten en toiletartikelen, met maatschappelijke zetel te Temse, Winninglaan 13, H.R. Sint-Niklaas 55989.

Staking van de betalingen vastgesteld : op 12 december 1996.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 2 juli 1997, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, Kazernestraat 12, te 9100 Sint-Niklaas.

Nazicht van de schuldvorderingen : op 16 juli 1997, om 15 uur.

Betwistingen : op 11 september 1997, om 10 uur, telkens in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Kazernestraat 12, te 9100 Sint-Niklaas.

Rechter-commissaris : de heer Antoine Callaert, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Christine De Roeck, advocaat te 9150 Bazel, Eikenlaan 41.

Voor uittreksel : de curator, (get.) C. De Roeck.

(Pro deo) (19398)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van 13 juni 1997 werd, op aangifte, in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. Lipa, met maatschappelijke zetel te 8500 Kortrijk, Veemarkt 78, H.R. Kortrijk 137969, nijverheid voor het bewerken en bereiden van hout, groothandel in gezaagd hout, half-afgewerkte producten van hout of verbeterd hout en houtwaren.

Ophouding van betaling : zes maanden vóór het vonnis, 31 december 1996.

Rechter-commissaris : de heer Johan Vanbiervliet, rechter in handelszaken.

Neerlegging der schuldvordering : ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 10A, vóór 3 juli 1997.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 23 juli 1997, om 11 u. 30 m., rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 10A, te Kortrijk.

Debatten : vrijdag 12 september 1997, om 9 u. 30 m.

Curatoren : Mr. Jan Benoit, advocaat te 8500 Kortrijk, Kennedypark 4A; Mr. Katleen Segers, advocaat te 8790 Waregem, F. Verhaeghstraat 5.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J. Benoit. (19399)

Bij vonnis van 17 juni 1997 werd door de rechtbank van koophandel te Kortrijk, tweede kamer, in staat van faillissement verklaard de N.V. Industriële Bakkerij Devreese, met maatschappelijke zetel te 8790 Waregem, Veldloopstraat 10, H.R. Kortrijk 79902, bakkerij, banketbakkerij, groot- en kleinhandel in producten van de brood- en banketbakkerij.

Tijdstip van de ophouding der betaling vastgesteld op zes maanden vóór faillissementsvonnis.

Rechter-commissaris : de heer A. Daenekindt, rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Curatoren : Mr. Luc van Hulle, advocaat te 8500 Kortrijk, Minister Tacklaan 25; Mr. Vincent Bonte, advocaat te 8560 Wevelgem-Moorsele, Secr. Vanmarckelaan 25; Mr. Pascale Clauw, advocaat te 8790 Waregem, Keukeldam 56.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 10A, vóór 9 juli 1997.

Sluiting van proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen : op woensdag 30 juli 1997, om 10 uur, ter rechtbank.

Debatten spruitend uit dit onderzoek op dinsdag 9 september 1997, om 9. u. 30 m., in de gewone gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curatoren, (get.) Mr. L. Van Hulle; Mr. V. Bonte; Mr. P. Clauw. (19400)

Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, d.d. 17 juni 1997, werd, ambtshalve, in staat van faillissement verklaard de N.V. Installatiebedrijf De Backer, met maatschappelijke zetel te 9700 Oudenaarde, Kortrijkstraat 30, H.R. Oudenaarde 30218.

Rechter-commissaris : de heer Henry Van den Daele, rechter in handelszaken.

Curatoren : advocaat Marcel Manderick, kantoorhoudende te 9700 Oudenaarde, Beverestraat 41; advocaten Edward De Hauw, Jacques Vander Schelden, kantoorhoudend te 9700 Oudenaarde, Voorburg 3.

Staking van betalingen : voorlopig bepaald op 17 december 1996.

Indienen schuldvorderingen : tot 14 juli 1997, ter griffie van de rechtbank van koophandel te 9700 Oudenaarde, Bekstraat 14.

Sluiting proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : donderdag 11 september 1997, te 9 uur, in de terechtzittingszaal van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde.

Behandeling betwistingen : donderdag 25 september 1997, te 9 u. 30 m., in zelfde terechtzittingszaal.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Edward De Hauw; Jacques Vander Schelden; Marcel Manderick. (19401)

#### Faillite rapportée – Intrekking faillissement

Tribunal de commerce de Bruxelles

Estimant que les conditions de la faillite n'étaient pas réunies, un jugement fut prononcé en audience publique le 18 juin 1997 par la cinquième chambre, salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, mettant à néant le jugement du 27 mai 1997 prononçant la faillite de la S.P.R.L. Paint Metal Monta Buro, dont le siège social est établi boulevard Sylvain Dupuis 262, à 1070 Bruxelles, R.C. Bruxelles 571047.

(Signé) E. De Meyer, avocat.

Rechtbank van koophandel te Brussel

In overweging nemende dat de voorwaarden voor het faillissement niet voldaan werden. Werd een vonnis door de vijfde kamer, zaal A, rechtbank van koophandel te Brussel, tijdens de openbare zitting van 18 juni 1997 uitgesproken, vernietigende het vonnis van 27 mei 1997 dat het faillissement uitspreekt van de B.V.B.A. Paint Metal Monta Buro, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Sylvain Dupuislaan 262, te 1070 Brussel, H.R. 571047.

(Get.) E. De Meyer, advocaat. (19375)

---



---

**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS**  
**WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

---

**MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL**

F. 99 — 824

[C - 99/12083]

**28 FEVRIER 1999.** — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail n° 70 du 15 décembre 1998 conclue au sein du Conseil national du Travail, déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants autres que ceux visés par la convention collective de travail n° 69 du 17 juillet 1998 déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants des barèmes, primes, indemnités et avantages (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment les articles 18 et 28;

Vu la demande du Conseil national du Travail;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail n° 70, reprise en annexe, conclue le 15 décembre 1998 au sein du Conseil national du Travail, déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants autres que ceux visés par la convention collective de travail n° 69 du 17 juillet 1998 déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants des barèmes, primes, indemnités et avantages.

**MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID**

N. 99 — 824

[C - 99/12083]

**28 FEBRUARI 1999.** — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 70 van 15 december 1998 gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de andere bedragen dan die welke zijn bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 69 van 17 juli 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de bedragen van barema's, premies, vergoedingen en voordelen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op de artikelen 18 en 28;

Gelet op het verzoek van de Nationale Arbeidsraad;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de in bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst nr. 70 van 15 december 1998 gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de andere bedragen dan die welke zijn bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 69 van 17 juli 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de bedragen van barema's, premies, vergoedingen en voordelen.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 février 1999.

ALBERT  
Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

—  
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :  
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

—  
Annexe

### Conseil national du Travail

**Convention collective de travail n° 70 du 15 décembre 1998 conclue au sein du Conseil national du Travail, déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants autres que ceux visés par la convention collective de travail n° 69 du 17 juillet 1998 déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants des barèmes, primes, indemnités et avantages**

*Enregistrée le 26 janvier 1999 sous le n° 49884/CO/300*

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;

Vu le Règlement (CE) n° 1.103/97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'euro;

Considérant la convention collective de travail n° 69 du 17 juillet 1998 déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants des barèmes, primes, indemnités et avantages;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des dispositions de même ordre pour ce qui concerne les montants qui ne sont pas couverts par cette convention et de faire le nécessaire à cet effet dans les meilleurs délais afin de garantir au plus tôt la sécurité juridique;

Les organisations interprofessionnelles de travailleurs et d'employeurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique;
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979;
- de "Belgische Boerenbond";
- la Fédération nationale des Unions professionnelles agricoles;
- l'Alliance agricole belge;
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique;
- la Fédération générale du Travail de Belgique;
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique;

ont conclu, le 15 décembre 1998, au sein du Conseil national du Travail la convention collective de travail suivante.

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Portée de la présente convention*

Article 1<sup>er</sup>. La présente convention vise à déterminer la règle technique de conversion ainsi que le degré de précision de l'arrondi en euro des montants auxquels elle s'applique.

Elle rend ainsi possible une double présentation de ces montants en franc belge et en euro pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier 1999 au 31 décembre 2001.

Commentaire.

Les dispositions que comporte la présente convention garantissent la neutralité des opérations de conversion et d'arrondi en euro.

Etant par ailleurs calquée sur celles de la convention collective de travail n° 69 du 17 juillet 1998 précitée, elles veillent également à assurer l'uniformité des règles applicables accroissant de la sorte la sécurité juridique.

#### CHAPITRE II. — *Champ d'application*

Art. 2. La présente convention s'applique aux montants qui ne sont pas à payer ou à comptabiliser et qui ne sont pas visés par la convention collective de travail n° 69 du 17 juillet 1998 précitée.

Commentaire.

Il y a lieu de noter que cette convention vise les montants limites. Il s'agit par exemple des limites qui sont des montants plancher ou plafond et qui déterminent des droits et/ou des obligations.

**Art. 2.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 februari 1999.

ALBERT  
Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

—  
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

—  
Bijlage

### Nationale Arbeidsraad

**Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 70 van 15 december 1998 gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de andere bedragen dan die welke zijn bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 69 van 17 juli 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de bedragen van barema's, premies, vergoedingen en voordelen**

*Geregistreerd op 26 januari 1999 onder het nr. 49884/CO/300*

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op verordening (EG) nr. 1.103/97 van de Raad van 17 juni 1997 over enkele bepalingen betreffende de invoering van de euro;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 69 van 17 juli 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de bedragen van barema's, premies, vergoedingen en voordelen;

Overwegende dat soortgelijke bepalingen moeten worden vastgesteld voor de bedragen waarop die overeenkomst niet van toepassing is en dat daartoe ten spoedigste het nodige moet worden gedaan om zo vlug mogelijk rechtszekerheid te verschaffen;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en werknemers:

- het Verbond van Belgische Ondernemingen,
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979,
- de Belgische Boerenbond,
- "La Fédération nationale des Unions professionnelles agricoles",
- "l'Alliance agricole belge",
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België,
- het Algemeen Belgisch Vakverbond,
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 15 november 1998 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

#### HOOFDSTUK I. — *Draagwijdte van deze overeenkomst*

Artikel 1. Deze overeenkomst beoogt de vaststelling van de technische regel inzake omrekening en de graad van precisie van afronding in euro van de bedragen waarop ze van toepassing is.

Ze maakt zo een dubbele aanduiding van die bedragen in Belgische frank en in euro mogelijk van 1 januari 1999 tot 31 december 2001.

Commentaar.

De bepalingen van deze overeenkomst waarborgen de neutraliteit van de verrichtingen inzake omrekening en afronding in euro.

Daar ze volledig in de lijn liggen van de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 69 van 17 juli 1998 beogen ze eveneens de uniformiteit van de toepasselijke regels en verhogen ze op die manier de rechtszekerheid.

#### HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied*

Art. 2. Deze overeenkomst is van toepassing op de niet te betalen of te boeken bedragen die niet zijn bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 69 van 17 juli 1998.

Commentaar.

Opgemerkt dient te worden, dat deze overeenkomst betrekking heeft op de limietbedragen. Het gaat bijvoorbeeld om de bedragen die onder- of bovengrenzen zijn en die rechten en/of verplichtingen vaststellen.



CHAPITRE III. — *Principes*

Art. 3. La conversion ainsi que l'arrondi en euro des montants visés à l'article 2 n'a pas pour effet de modifier les taux, la fréquence et le mécanisme d'indexation ou d'adaptation par application d'un coefficient qui s'y appliquent.

Art. 4. Les montants visés à l'article 2 exprimés en franc belge qui sont indexés ou auxquels est appliqué un coefficient de multiplication, sont indexés ou multipliés en franc belge préalablement à leur conversion en euro.

CHAPITRE IV. — *Conversion et arrondi*

## 1. Conversion.

Art. 5. § 1<sup>er</sup>. La conversion en euro d'un montant exprimé en franc belge s'obtient en divisant ce montant par le taux de conversion.

§ 2. La conversion en franc belge d'un montant exprimé en euro s'obtient en multipliant ce montant par le taux de conversion.

§ 3. Par taux de conversion, il y a lieu de comprendre le taux arrêté par le Conseil de l'Union européenne conformément à l'article 109 L, paragraphe 4, première phrase du Traité.

## Commentaire.

Il convient de rappeler que le taux de conversion dont il est question à cet article sera fixé de manière irrévocable le jour de l'entrée en vigueur de la troisième phase de l'union économique et monétaire soit le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

## 2. Arrondi.

Art. 6. Lorsqu'il y a lieu de les arrondir après conversion en euro, les montants visés à l'article 2 sont arrondis avec deux décimales en plus du nombre de celles applicables en franc belge en négligeant le chiffre suivant la décimale à arrondir s'il est inférieur à cinq et en portant la décimale à arrondir à l'unité supérieure si ce chiffre est égal ou supérieur à cinq.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 7. La présente convention est conclue pour une durée déterminée.

Elle entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999 et cesse de l'être le 31 décembre 2001.

Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit en indiquer les motifs et déposer des propositions d'amendement. Les autres organisations s'engagent à les discuter au sein du Conseil national du Travail, dans le délai d'un mois de leur réception.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 28 février 1999.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

HOOFDSTUK III. — *Beginselen*

Art. 3. De omrekening en de afronding in euro van de in artikel 2 bedoelde bedragen leidt niet tot een wijziging van de daarop van toepassing zijnde percentages, frequentie en mechanismen van indexering of aanpassing door toepassing van een coëfficiënt.

Art. 4. De in Belgische frank luidende bedragen bedoeld in artikel 2 die worden geïndexeerd of waarop een vermenigvuldigingscoëfficiënt wordt toegepast, worden in Belgische frank geïndexeerd of vermenigvuldigd vooraleer ze in euro worden omgerekend.

HOOFDSTUK IV. — *Omrekening en afronding*

## 1. Omrekening.

Art. 5. § 1. De omrekening in euro van een in Belgische frank luidend bedrag gebeurt door dat bedrag te delen door de omrekeningskoers.

§ 2. De omrekening in Belgische frank van een in euro luidend bedrag gebeurt door dat bedrag te vermenigvuldigen met de omrekeningskoers.

§ 3. Onder omrekeningskoers dient te worden verstaan, de koers die door de Raad van de Europese Unie is vastgesteld overeenkomstig artikel 109 L, lid 4, eerste zin van het Verdrag.

## Commentaar.

Opgemerkt dient te worden, dat de in dit artikel bedoelde omrekeningskoers onherroepelijk zal worden vastgesteld op de aanvangsdatum van de derde fase van de Economische en Monetaire Unie, d.i. op 1 januari 1999.

## 2. Afronding.

Art. 6. Wanneer de in artikel 2 bedoelde bedragen na omrekening in euro afgerond dienen te worden, worden ze afgerond met twee decimalen meer dan het aantal decimalen dat van toepassing is in Belgische frank; daarbij wordt met het cijfer volgend op de af te ronden decimaal geen rekening gehouden wanneer het lager is dan vijf en wordt de af te ronden decimaal met een eenheid verhoogd wanneer dat cijfer gelijk is aan of hoger is dan vijf.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 7. Deze overeenkomst is gesloten voor een bepaalde tijd.

Zij treedt in werking op 1 januari 1999 en treedt buiten werking op 31 december 2001.

Zij kan op verzoek van de meest gereede ondertekenende partij worden herzien of opgezegd, met inachtneming van een opzeggings-termijn van zes maanden.

De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet de redenen ervan aangeven en amendementsvoorstellen indienen. De andere organisaties verbinden er zich toe deze binnen een maand na ontvangst ervan in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 28 februari 1999.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

F. 99 — 825

[C — 99/12084]

**8 MARS 1999.** — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail n° 46 *nonies* du 15 décembre 1998, conclue au sein du Conseil national du Travail, exécutant la convention collective de travail n° 46 du 23 mars 1990 relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment les articles 18 et 28;

Vu la convention collective de travail n° 46 du 23 mars 1990 relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit, notamment l'article 9, § 2, convention conclue au sein du Conseil national du Travail et rendue obligatoire par l'arrêté royal du 10 mai 1990;

Vu la demande du Conseil national du Travail;

N. 99 — 825

[C — 99/12084]

**8 MAART 1999.** — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 *nonies* van 15 december 1998, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 van 23 maart 1990 betreffende de begeleidingsmaatregelen voor ploegenarbeid met nachtprestaties alsook voor andere vormen van arbeid met nachtprestaties (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op de artikelen 18 en 28;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 van 23 maart 1990 betreffende de begeleidingsmaatregelen voor ploegenarbeid met nachtprestaties alsook voor andere vormen van arbeid met nachtprestaties, inzonderheid op artikel 9, § 2, overeenkomst gesloten in het Nationale Arbeidsraad en algemeen verbindend verklaard door het koninklijk besluit van 10 mei 1990;

Gelet op het verzoek van de Nationale Arbeidsraad;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail n° 46*nonies*, reprise en annexe, conclue le 15 décembre 1998 au sein du Conseil national du Travail, exécutant la convention collective de travail n° 46 du 23 mars 1990 relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

—  
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 10 mai 1990, *Moniteur belge* du 13 juin 1990.

—  
Annexe

#### Conseil national du Travail

**Convention collective de travail n° 46*nonies* du 15 décembre 1998, conclue au sein du Conseil national du Travail, exécutant la convention collective de travail n° 46 du 23 mars 1990 relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit**

*Enregistrée le 26 janvier 1999 sous le n° 49883/CO/300*

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;

Vu l'article 9, § 2 de la convention collective de travail n° 46 du 23 mars 1990 relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit;

Vu les conventions collectives de travail n° 46*bis* du 29 janvier 1991, 46*ter* du 17 décembre 1991, 46*quater* du 22 décembre 1992, 46*quinquies* du 21 décembre 1993 et 46*octies* du 17 décembre 1997 exécutant la convention collective de travail n° 46 du 23 mars 1990 relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit;

Considérant qu'il convient de conclure une convention collective de travail qui donne exécution aux dispositions de l'article 9, § 2 en fixant un coefficient de revalorisation pour le montant des indemnités complémentaires visées à l'article 9, § 1<sup>er</sup> de la même convention;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique;
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979;
- de "Belgische Boerenbond";
- la Fédération nationale des Unions professionnelles agricoles;
- l'Alliance agricole belge;
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique;
- la Fédération générale du Travail de Belgique;
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique,

ont conclu, le 15 décembre 1998, au sein du Conseil national du Travail, la présente convention collective de travail :

**Article 1<sup>er</sup>.** En application de l'article 9, § 2 de la convention collective de travail n° 46 du 23 mars 1990 relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit, le montant des indemnités complémentaires visées à l'article 9, § 1<sup>er</sup> de la même convention, est affecté du coefficient 1,012 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999.

**Art. 2.** La présente convention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Elle pourra être revue ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46*nonies* van 15 december 1998, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 van 23 maart 1990 betreffende de begeleidingsmaatregelen voor ploegenarbeid met nachtprestaties alsook voor andere vormen van arbeid met nachtprestaties.

**Art. 2.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

—  
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 10 mei 1990, *Belgisch Staatsblad* van 13 juni 1990.

—  
Bijlage

#### Nationale Arbeidsraad

**Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46*nonies* van 15 december 1998, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 van 23 maart 1990 betreffende de begeleidingsmaatregelen voor ploegenarbeid met nachtprestaties alsook voor andere vormen van arbeid met nachtprestaties**

*Geregistreerd op 26 januari 1999 onder het nr. 49883/CO/300*

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op artikel 9, § 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 van 23 maart 1990 betreffende de begeleidingsmaatregelen voor ploegenarbeid met nachtprestaties alsook voor andere vormen van arbeid met nachtprestaties;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 46*bis* van 29 januari 1991, nr. 46*ter* van 17 december 1991, nr. 46*quater* van 22 december 1992, nr. 46*quinquies* van 21 december 1993 en nr. 46*octies* van 17 december 1997 houdende uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 van 23 maart 1990 betreffende de begeleidingsmaatregelen voor ploegenarbeid met nachtprestaties alsook voor andere vormen van arbeid met nachtprestaties;

Overwegende dat een collectieve arbeidsovereenkomst moet worden gesloten waarbij aan de bepalingen van artikel 9, § 2 uitvoering wordt gegeven door het vaststellen van een herwaarderingscoëfficiënt voor het bedrag van de in artikel 9, § 1 van diezelfde overeenkomst bedoelde aanvullende vergoedingen;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers :

- het Verbond van Belgische Ondernemingen;
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979;
- de Belgische Boerenbond;
- "la Fédération nationale des Unions professionnelles agricoles";
- "l'Alliance agricole belge";
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België;
- het Algemeen Belgisch Vakverbond;
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België,

op 15 december 1998 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten :

**Artikel 1.** Ingevolge artikel 9, § 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 van 23 maart 1990 betreffende de begeleidingsmaatregelen voor ploegenarbeid met nachtprestaties alsook voor andere vormen van arbeid met nachtprestaties, wordt per 1 januari 1999 de coëfficiënt 1,012 toegepast op het bedrag van de in artikel 9, § 1 van diezelfde overeenkomst bedoelde aanvullende vergoedingen.

**Art. 2.** Deze overeenkomst treedt in werking op 1 januari 1999.

Zij kan op verzoek van de meest gerede ondertekenende partij worden herzien of opgezegd, met inachtneming van een opzeggings-termijn van zes maanden.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 8 mars 1999.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 8 maart 1999.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

F. 99 — 826

[C - 99/12164]

**12 MARS 1999. — Arrêté royal modifiant les articles 30, 83, 90 et 130 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967 et 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982, les lois des 22 janvier 1985, 30 décembre 1988, 26 juin 1992 et 30 mars 1994, l'arrêté royal du 14 novembre 1996 et les lois des 13 mars 1997 et 13 février 1998;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment les articles 30, modifié par les arrêtés royaux des 27 décembre 1993, 30 juillet 1994 et 22 novembre 1995, 83, modifié par les arrêtés royaux des 22 juin 1992, 14 septembre 1992, 2 octobre 1992, 21 décembre 1992, 10 mai 1994, 12 août 1994, 22 novembre 1995, 28 novembre 1996 et 8 août 1997, 90, modifié par les arrêtés royaux des 22 juin 1992, 2 octobre 1992, 12 août 1994, 31 janvier 1995 et 22 novembre 1995 et 130, modifié par l'arrêté royal du 29 juin 1992;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait que le présent arrêté apporte des corrections techniques et harmonise plusieurs dispositions réglementaires assurant le maintien des droits au chômage; que la sécurité juridique et la sauvegarde des droits des chômeurs concernés requièrent que ces dispositions soient publiées le plus rapidement possible;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 30 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, modifié par les arrêtés royaux des 27 décembre 1993, 30 juillet 1994 et 22 novembre 1995, sont apportées les modifications suivantes :

A) l'alinéa 3, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° d'appel ou de rappel sous les drapeaux, de service accompli en qualité d'objecteur de conscience, de détention, d'emprisonnement ou d'impossibilité de travailler par suite de force majeure; »;

B) l'alinéa 3, 3°, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° d'exercice pendant une période de six mois au moins, d'une profession qui n'assujettit pas le travailleur à la sécurité sociale pour le secteur chômage; cette prolongation ne peut dépasser neuf ans; ».

**Art. 2.** A l'article 83 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 22 juin 1992, 14 septembre 1992, 2 octobre 1992, 21 décembre 1992, 10 mai 1994, 12 août 1994, 22 novembre 1995, 28 novembre 1996 et 8 août 1997, il est inséré un § 5bis, rédigé comme suit :

« § 5bis. Si au moment où la suspension aurait dû produire ses effets, le chômeur bénéficie d'une dispense en application de l'article 93, la suspension ne produit ses effets qu'à la fin des périodes de dispense en application de cet article. ».

**Art. 3.** A l'article 90 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 22 juin 1992, 2 octobre 1992, 12 août 1994, 31 janvier 1995 et 22 novembre 1995, sont apportées les modifications suivantes :

A) le § 1<sup>er</sup> est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, la dispense peut être accordée au chômeur qui a reçu un avertissement, s'il est satisfait à une des conditions mentionnées ci-après :

N. 99 — 826

[C - 99/12164]

**12 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 30, 83, 90 en 130 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967 en 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, de wetten van 22 januari 1985, 30 december 1988, 26 juni 1992 en 30 maart 1994, het koninklijk besluit van 14 november 1996 en de wetten van 13 maart 1997 en 13 februari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op de artikelen 30, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 december 1993, 30 juli 1994 en 22 november 1995, 83, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 juni 1992, 14 september 1992, 2 oktober 1992, 21 december 1992, 10 mei 1994, 12 augustus 1994, 22 november 1995, 28 november 1996 en 8 augustus 1997, 90, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 juni 1992, 12 augustus 1994, 31 januari 1995 en 22 november 1995 en 130, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 juni 1992;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat dit besluit technische wijzigingen aanbrengt en verschillende reglementaire bepalingen harmoniseert tot het behoud van werkloosheidsrechten; dat de rechtszekerheid en het vrijwaren van de rechten van de betrokken werklozen vereisen dat deze bepalingen zo snel mogelijk bekendgemaakt worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 30 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 december 1993, 30 juli 1994 en 22 november 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) het derde lid, 1°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° de aanwezigheid onder de wapens wegens oproeping of wederoproeping, de dienst als gewetensbezwaarde, de hechtenis, de gevangenzetting of de werkverhindering wegens overmacht; »;

B) het derde lid, 3°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° de uitoefening gedurende een periode van ten minste zes maanden van een beroep waardoor de werknemer niet onder de sociale zekerheid, sector werkloosheid, valt; die verlenging mag niet meer dan negen jaar bedragen; ».

**Art. 2.** In artikel 83 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 juni 1992, 14 september 1992, 2 oktober 1992, 21 december 1992, 10 mei 1994, 12 augustus 1994, 22 november 1995, 28 november 1996 en 8 augustus 1997, wordt een § 5bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5bis. Indien de werkloze op het ogenblik dat de schorsing uitwerking zou moeten hebben, vrijstelling geniet in toepassing van artikel 93, dan heeft de schorsing slechts uitwerking op het einde van de periodes van vrijstelling in toepassing van dit artikel. ».

**Art. 3.** In artikel 90 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 juni 1992, 12 augustus 1994, 31 januari 1995 en 22 november 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) § 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van het eerste lid, 2°, kan de vrijstelling toegekend worden aan de werkloze die een verwittiging ontvangen heeft, indien voldaan wordt aan één van de hiernavermelde voorwaarden :

1° l'avertissement a été suivi d'un recours déclaré complètement fondé ou la suspension a pris fin en application de l'article 85;

2° les effets de la suspension sont temporairement suspendus en application de l'article 84; dans ce cas, la dispense ne peut entraîner l'octroi de l'avantage prévu à l'article 83, § 3. »;

B) le § 2, alinéa 4, est remplacé par la disposition suivante :

« La durée cumulée des périodes de dispense accordées sur la base du présent article, pour une ou plusieurs raisons, ne peut cependant pas excéder 72 mois. ».

**Art. 4.** L'article 130, § 1<sup>er</sup>, 2°, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 29 juin 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° exerce un mandat au sens de l'article 49, ou qui bénéficie d'une pension incomplète suite à l'exercice d'un tel mandat; ».

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 6.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mars 1999.

ALBERT  
Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

—————  
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944;

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951;

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961;

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963;

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967;

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967;

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978;

Arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, *Moniteur belge* du 26 mars 1982;

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985;

Loi du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989;

Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992;

Loi du 30 mars 1994, *Moniteur belge* du 31 mars 1994;

Arrêté royal du 14 novembre 1996, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996;

Loi du 13 mars 1997, *Moniteur belge* du 10 juin 1997;

Loi du 13 février 1998, *Moniteur belge* du 19 février 1998;

Arrêté royal du 25 novembre 1991, *Moniteur belge* du 31 décembre 1991;

Arrêté royal du 22 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992;

Arrêté royal du 29 juin 1992, *Moniteur belge* du 8 juillet 1992;

Arrêté royal du 14 septembre 1992, *Moniteur belge* du 23 septembre 1992;

Arrêté royal du 2 octobre 1992, *Moniteur belge* du 10 octobre 1992;

Arrêté royal du 21 décembre 1992, *Moniteur belge* du 30 décembre 1992;

Arrêté royal du 27 décembre 1993, *Moniteur belge* du 31 décembre 1993;

Arrêté royal du 10 mai 1994, *Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> juin 1994;

Arrêté royal du 30 juillet 1994, *Moniteur belge* du 10 août 1994;

Arrêté royal du 12 août 1994, *Moniteur belge* du 27 août 1994;

Arrêté royal du 31 janvier 1995, *Moniteur belge* du 10 février 1995;

Arrêté royal du 22 novembre 1995, *Moniteur belge* du 8 décembre 1995;

Arrêté royal du 28 novembre 1996, *Moniteur belge* du 10 décembre 1996;

Arrêté royal du 8 août 1997, *Moniteur belge* du 9 septembre 1997.

1° de verwittiging werd gevolgd door een volledig gegrond verklaard beroep of de schorsing nam een einde in toepassing van artikel 85;

2° de uitwerking van de schorsing is tijdelijk opgehouden in toepassing van artikel 84; in dit geval kan de vrijstelling niet leiden tot de toekenning van het voordeel voorzien in artikel 83, § 3. »;

B) § 2, vierde lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De samengevoegde duur van de periodes van vrijstelling toegekend op de grond van dit artikel voor één of meerdere redenen, mag evenwel 72 maanden niet overschrijden. ».

**Art. 4.** Artikel 130, § 1, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 juni 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° een mandaat uitoefent in de zin van artikel 49, of een onvolledig pensioen ingevolge de uitoefening van dergelijk mandaat geniet; ».

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 6.** Onze Minister van Teverkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 maart 1999.

ALBERT  
Van Koningswege :

De Minister van Teverkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

—————  
Nota's

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944;

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951;

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961;

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963;

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967;

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967;

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978;

Koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1982;

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985;

Wet van 30 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989;

Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992;

Wet van 30 maart 1994, *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1994;

Koninklijk besluit van 14 november 1996, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996;

Wet van 13 maart 1997, *Belgisch Staatsblad* van 10 juni 1997;

Wet van 13 februari 1998, *Belgisch Staatsblad* van 19 februari 1998;

Koninklijk besluit van 25 november 1991, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1991;

Koninklijk besluit van 22 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992;

Koninklijk besluit van 29 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 8 juli 1992;

Koninklijk besluit van 14 september 1992, *Belgisch Staatsblad* van 23 september 1992;

Koninklijk besluit van 2 oktober 1992, *Belgisch Staatsblad* van 10 oktober 1992;

Koninklijk besluit van 21 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1992;

Koninklijk besluit van 27 december 1993, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1993;

Koninklijk besluit van 10 mei 1994, *Belgisch Staatsblad* van 1 juni 1994;

Koninklijk besluit van 30 juli 1994, *Belgisch Staatsblad* van 10 augustus 1995;

Koninklijk besluit van 12 augustus 1994, *Belgisch Staatsblad* van 27 augustus 1994;

Koninklijk besluit van 31 januari 1995, *Belgisch Staatsblad* van 10 februari 1995;

Koninklijk besluit van 22 november 1995, *Belgisch Staatsblad* van 8 december 1995;

Koninklijk besluit van 28 november 1996, *Belgisch Staatsblad* van 10 december 1996;

Koninklijk besluit van 8 augustus 1997, *Belgisch Staatsblad* van 9 september 1997.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE**

**MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP**

N. 99 — 827

[C - 99/35308]

**2 MAART 1999. — Besluit van de Vlaamse regering houdende vaststelling van de wijze waarop eenmalig personeelsleden van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en van de Vlaamse Openbare Instellingen kunnen overgaan naar de naamloze vennootschap Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen**

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 22 december 1995 houdende bepalingen tot begeleiding van de begroting 1996, inzonderheid op artikel 57, gewijzigd bij decreet van 8 juli 1997;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de naamloze vennootschap Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen, gegeven op 13 september 1996;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister bevoegd voor ambtenarenzaken, gegeven op 13 juli 1998;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 20 juni 1998;

Gelet op protocol nr. 109286 van 4 december 1998 van het Sectorcomite XVIII Vlaamse Gemeenschap-Vlaams Gewest;

Gelet op de hoogdringendheid wegens het acute personeelsgebrek bij de NV Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen waardoor dit besluit van prioritair belang wordt voor de goede werking van de instelling;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 17 februari 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat omwille van de continuïteit van de werking van de instelling onverwijld de rechtspositie van het ter beschikking gestelde personeel dient te worden geregeld;

Overwegende dat voor de goede werking van de instelling tot invulling van de ontbrekende expertise dient te worden overgegaan;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. de vennootschap : de naamloze vennootschap Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen;

2. de personeelsleden: de vastbenoemde ambtenaren en stagiairs van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en van de Vlaamse Openbare Instellingen welke zich niet in een bevorderingsgraad bevinden. De stagiairs worden geacht de graad te bekleden verbonden aan de betrekking waarin zij tot de stage zijn toegelaten.

**Art. 2.** De personeelsleden van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en van de Vlaamse Openbare Instellingen, titularis van een graad verbonden aan een betrekking die voorkomt in bijlage, kunnen, binnen de 30 kalenderdagen te rekenen vanaf de eerste werkdag na datum van inwerkingtreding van dit besluit, een verzoek indienen om te worden overgedragen van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap of de desbetreffende Vlaamse Openbare Instelling naar de vennootschap. Dit verzoek bevat een uiteenzetting van de aanspraken die het personeelslid meent te kunnen aanvoeren om in aanmerking te komen voor de betrekking.

Zij richten hun aanvraag per aangetekend schrijven rechtstreeks tot de heer ir. Leo Clinckers, administrateur-generaal van de n.v. Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen, Oostdijk 110, 2830 Willebroek, die de ontvangst ervan bericht.

Terzelfder tijd sturen de personeelsleden langs hiërarchische weg, een afschrift van hun aanvraag aan de overheid onder wier gezag zij staan. Voor het verzoek geldt de datum van de poststempel als indieningsdatum.

De functiebeschrijvingen en profielvereisten van de betrekkingen die voorkomen in de bijlage kunnen bekomen worden op het adres vermeld in vorig lid.

**Art. 3.** De aanvragers die de vereiste kwalificatie bezitten worden per graad gerangschikt in de onderstaande volgorde en in die volgorde aangewezen voor een met hun graad overeenstemmende betrekking:

1° de in vast verband benoemde ambtenaren;

2° de stagiairs.

In elk van de in vorig lid genoemde groepen worden de personeelsleden gerangschikt op basis van hun geschiktheid. Deze geschiktheid wordt vastgesteld aan de hand van het profiel van de kandidaat ten overstaan van de profielvereisten en rekening houdend met de functiebeschrijving.

De in aanmerking komende kandidaten worden onderling vergeleken op basis van hun functioneringsevaluatie en kandidaatstelling.

De Raad van Bestuur van de vennootschap draagt de in aanmerkingkomende kandidaten via een gemotiveerd voorstel in orde van hun geschiktheid aan de Vlaamse regering voor. De personeelsleden worden overgedragen bij besluit van de Vlaamse regering.

**Art. 4.** § 1. De naar de vennootschap overgedragen personeelsleden worden ingeschakeld in de rechtspositieregeling van het personeel van de vennootschap.

Zij behouden hun hoedanigheid, hun graad of een graad van dezelfde rang, hun administratieve en geldelijke anciënniteit en de hen voorheen reglementair toegekende rechten.

§ 2. Voor de personeelsleden die belast zijn met de uitoefening van een hogere functie, wordt voor hun overdracht alleen rekening gehouden met hun statutaire graad.

§ 3. Tot op het ogenblik dat hij kan genieten van een gunstiger sociale programmatie bij de vennootschap, behoudt de ambtenaar, die vanuit een andere overheidsinstelling of vanuit het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap is overgegaan naar de vennootschap, de voordelen van de sectorale programmatie van zijn dienst van oorsprong, onder de volgende voorwaarden :

1° ingeval het sectoraal voordeel de toekenning van een gunstiger salarisschaal inhoudt, blijft de salarisschaal beperkt tot die salarisschaal waarop de ambtenaar recht had volgens de bestaande reglementering op het ogenblik van zijn overplaatsing en in de graad die hij op dat ogenblik bekleedde : de latere wijzigingen aan deze reglementering zijn op hem niet meer van toepassing.

2° ingeval dit sectoraal voordeel de uitkering van een toelage, vergoeding of sociaal voordeel inhoudt, behoudt hij die slechts in zover de voorwaarden voor de toekenning ervan verder blijven bestaan in de instelling waar hij terechtkomt.

3° de ambtenaar die een diploma heeft van burgerlijk ingenieur en die in zijn dienst van oorsprong onder het toepassingsgebied valt van het koninklijk besluit van 14 januari 1969 betreffende de productiviteitspremie ten gunste van de burgerlijke ingenieurs bij het vroeger Wegenfonds of ministerie van Openbare Werken blijft deze premie verder genieten volgens de modaliteiten en voorwaarden bepaald in voormeld koninklijk besluit van 14 januari 1969.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 6.** De Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 maart 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,  
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening,  
S. STEVAERT

—  
Bijlage

Vacante betrekkingen bij de naamloze vennootschap Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen

A1	ingenieur - burgerlijk ingenieur	1
A1	adjunct van de directeur - jurist	1
A1	adjunct van de directeur - economist	1
A1	adjunct van de directeur - communicatiespecialist	1
A1	informaticus	1
B1	deskundige - directiesecretariaat	1
E	technisch beambte	1

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Vlaamse regering van 2 maart 1999 houdende vaststelling van de wijze waarop eenmalig personeelsleden van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en van de Vlaamse Openbare Instellingen kunnen overgaan naar de naamloze vennootschap Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen.

Brussel, 2 maart 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,  
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening,  
S. STEVAERT

## TRADUCTION

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 99 — 827

[C - 99/35308]

**2 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement flamand fixant le mode par lequel des membres du personnel du ministère de la Communauté flamande et des Institutions publiques flamandes peuvent une seule fois être transférés vers la société anonyme du Canal maritime et de la Gestion foncière des Voies navigables pour la Flandre**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 22 décembre 1995 contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 1996, notamment l'article 57, modifié par le décret du 8 juillet 1997;

Vu l'avis du conseil d'administration de la société anonyme du Canal maritime et de la Gestion foncière des Voies navigables pour la Flandre, donné le 13 septembre 1996;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé de la fonction publique, donné le 13 juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 20 juin 1998;

Vu le protocole n° 109286 du 4 décembre 1998 du Comité sectorielle XVIII Communauté flamande - Région flamande;

Vu l'urgence étant donné le manque de personnel immédiat auprès de la société anonyme du Canal maritime et de la Gestion foncière des Voies navigables pour la Flandre, par lequel le présent arrêté a un intérêt prioritaire en vue du bon fonctionnement de l'institution;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 17 février 1999, en application de l'article 84, premier alinéa, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que pour des raisons de continuité du fonctionnement de l'institution, il s'impose d'urgence de régler le statut du personnel rendu disponible;

Considérant qu'en vue du bon fonctionnement de l'institution, il est nécessaire de procéder à la concrétisation de l'expertise manquante;

Sur la proposition du Ministre flamand des Travaux publics, de l'Aménagement du Territoire et des Affaires intérieures,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1. la société : la société anonyme du Canal maritime et de la Gestion foncière des Voies navigables pour la Flandre;
2. les membres du personnel : les fonctionnaires statutaires et les stagiaires du ministère de la Communauté flamande et des Institutions publiques flamandes lesquels ne se trouvent pas dans un grade pouvant faire l'objet d'une promotion. Les stagiaires sont supposés d'être revêtus du grade lié à la fonction dans laquelle ils ont été admis comme stagiaire.

**Art. 2.** Les membres du personnel du Ministère de la Communauté flamande et des Institutions publiques flamandes, titulaires d'un grade lié à une fonction figurant en annexe, peuvent, dans les 30 jours civils à compter à partir du premier jour ouvrable suivant la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, introduire une demande en vue d'être transférés du ministère de la Communauté flamande ou de l'Institution publique flamande à la société. Cette demande comprend également une motivation des prétentions que le membre du personnel pense pouvoir invoquer afin de pouvoir prétendre à la fonction.

Ils adressent leur demande par écrit à M. Leo Clinckers, administrateur-général de la société anonyme du Canal maritime et de la Gestion foncière des Voies navigables pour la Flandre, Oostdijk 110, 2830 Willebroek, qui leur en notifie la réception.

Ces membres du personnel envoient simultanément, par voie hiérarchique, une copie de leur demande à l'autorité de laquelle ils ressortent. La date du cachet de la poste vaut comme date d'introduction de la demande.

Les descriptions des fonctions et les exigences de profil peuvent être obtenues à l'adresse citée à l'alinéa précédant.

**Art. 3.** Les demandeurs possédant la qualification exigée sont classés par grade dans l'ordre mentionnée ci-dessous et désignés dans ce même ordre pour une fonction correspondant à leur grade :

1° les fonctionnaires statutaires;

2° les stagiaires.

Les membres du personnel sont classés sur la base de leur aptitude dans chaque groupe mentionné dans l'alinéa précédent. Cette aptitude est fixée à l'aide du profil du candidat par rapport aux exigences de profil et compte tenu de la description de la fonction.

Les candidats pouvant faire l'objet d'un transfert seront comparés l'un vis-à-vis de l'autre sur la base de leur évaluation fonctionnelle et de leur candidature.

Le Conseil d'Administration de la société propose les candidats pouvant faire l'objet d'un transfert au Gouvernement flamand dans l'ordre de leur aptitude. Les membres du personnel sont transférés par un arrêté du Gouvernement flamand.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Les membres du personnel transférés à la société sont intégrés dans le statut du personnel de la société.

Ils conservent leur qualité, leur grade ou un grade du même rang, leur ancienneté administrative et pécuniaire et tout droit qui leur a précédemment été réglementairement accordé.

§ 2. En ce qui concerne les membres du personnel chargés d'une fonction supérieure, il ne sera tenu compte que de leur grade statutaire lors de leur transfert.

§ 3. Jusqu'au moment où il peut bénéficier d'une programmation social plus favorable auprès de la société, le fonctionnaire, venant d'une autre institution publique ou qui est passé du Ministère de la Communauté flamande à la société conserve les avantages de la programmation sectorielle de son service d'origine, aux conditions suivantes :

1° au cas où l'avantage sectoriel implique l'attribution d'une échelle barémique plus favorable, l'échelle barémique reste limitée à l'échelle barémique à laquelle le fonctionnaire avait droit suivant la réglementation existante au moment de sa mutation et dans le grade duquel il était vêtu à ce moment; les modifications ultérieures à cette réglementation ne s'appliquent plus à ce fonctionnaire.

2° au cas où l'avantage sectoriel implique le paiement d'une allocation, d'une indemnité ou d'un avantage social, ils ne le conservent que pour autant que les conditions de son attribution subsistent dans l'institution où il se retrouvera.

3° le fonctionnaire qui est titulaire d'un diplôme d'ingénieur civil et qui du fait de son service d'origine ressort du champ d'application de l'arrêté royal du 14 janvier 1969 portant la prime de productivité en faveur des ingénieurs civils auprès de l'ancien Fonds des Routes ou du Ministère des Travaux publics, continue à bénéficier de cette prime suivant les modalités et aux conditions de l'arrêté royal précité du 14 janvier 1969.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 6.** Le ministre flamand des Travaux publics, des Transports et de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, 2 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre des Travaux publics, des Transports et de l'Aménagement du Territoire,

S. STEVAERT

Annexe

Fonctions vacantes auprès de la société anonyme du Canal maritime et de la Gestion foncière des Voies navigables pour la Flandre

A1	ingénieur - ingénieur civil	1
A1	adjoint du directeur - juriste	1
A1	adjoint du directeur - économiste	1
A1	adjoint du directeur - spécialiste des communications	1
A1	informaticien	1
B1	expert - secrétariat de direction	1
E	agent technique	1

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand fixant le mode par lequel des membres du personnel du ministère de la Communauté Flamande et des Institutions publiques flamandes peuvent une seule fois être transférés vers la société anonyme du Canal maritime et de la Gestion foncière des Voies navigables pour la Flandre.

Bruxelles, 2 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre des Travaux publics, des Transports et de l'Aménagement du Territoire,

S. STEVAERT

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 828

[S - C - 99/29117]

**12 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française définissant les sanctions disciplinaires et les modalités selon lesquelles elles sont prises dans les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale de l'enseignement secondaire, notamment l'article 5;

Vu le décret du 9 novembre 1990 portant organisation des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et instaurant la participation des membres de la communauté éducative, notamment l'article 8;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment l'article 86;

Vu l'arrêté royal du 11 décembre 1987 déterminant le Règlement organique des établissements d'enseignement de plein exercice de l'État dont la langue de l'enseignement est le français ou l'allemand à l'exclusion des établissements d'enseignement supérieur, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 27 avril 1993 et par l'arrêté du Gouvernement du 13 juin 1997;



Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 4 novembre 1998 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'enseignement obligatoire dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 12 janvier 1999,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, en ce compris l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, ordinaire et spécial de plein exercice et à horaire réduit et aux internats autonomes relevant de l'enseignement obligatoire organisés par la Communauté française.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° personnel : le personnel définitif, temporaire ainsi que le personnel contractuel de l'établissement;

2° parents : les parents des élèves fréquentant l'établissement ou la personne investie de l'autorité parentale;

3° décret : le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

**Art. 3.** Les sanctions disciplinaires et les modalités selon lesquelles elles sont prises en application du présent arrêté doivent figurer dans le règlement d'ordre intérieur de chaque établissement d'enseignement organisé par la Communauté française.

**Art. 4.** Des règles complémentaires relatives aux modalités d'application des dispositions du présent arrêté peuvent être édictées par le chef d'établissement. Ces règles complémentaires sont soumises à l'avis préalable du Conseil de participation. Sauf improbation par le Ministre ou son délégué, pour erreur de droit ou contrariété à l'intérêt général, elles sont de plein droit d'application au terme d'un délai de 60 jours à dater de leur notification, à la Direction générale de l'enseignement obligatoire. L'avis du Conseil de participation est joint à cette notification.

**Art. 5.** Tout élève, y compris l'élève libre, est tenu de respecter les dispositions des règlements en vigueur dans l'établissement dans lequel il est inscrit.

Les parents sont tenus au même respect pour les dispositions qui impliquent leur responsabilité.

**Art. 6.** Les sanctions disciplinaires prononcées à l'encontre d'un élève ne peuvent pas être prises en compte dans l'évaluation des compétences. Dans chaque établissement et pour chacun des niveaux d'enseignement, le bulletin est conçu de telle sorte que les élèves, les parents et les enseignants distinguent sans ambiguïté d'une part l'évaluation des compétences disciplinaires et transversales et d'autre part l'évaluation du comportement social et personnel établissant ainsi une séparation nette entre ces deux ordres d'exigence scolaire.

**Art. 7.** Dans le respect des dispositions du règlement d'ordre intérieur, les élèves sont susceptibles de se voir appliquer une sanction disciplinaire notamment pour tout acte, comportement ou abstention répréhensibles commis non seulement dans l'enceinte de l'établissement mais aussi hors de l'établissement si les faits reprochés ont une incidence directe sur la bonne marche de l'établissement.

**Art. 8.** Toute sanction disciplinaire est proportionnée à la gravité des faits et à leurs antécédents éventuels. L'élève qui, après avoir été entendu par le chef d'établissement ou son représentant, refuse d'exécuter la sanction est passible de la sanction suivante dans l'ordre de gravité fixé à l'article 9.

**Art. 9.** Les sanctions disciplinaires qui peuvent être prononcées à l'égard des élèves sont les suivantes :

1° le rappel à l'ordre par une note au journal de classe à faire signer pour le lendemain par les parents ou l'élève majeur;

2° la retenue à l'établissement, en dehors du cadre de la journée scolaire, sous la surveillance d'un membre du personnel;

3° l'exclusion temporaire d'un cours ou de tous les cours d'un même enseignant dans le respect des dispositions de l'article 86 alinéas 2 et 3 du décret; l'élève reste à l'établissement sous la surveillance d'un membre du personnel;

4° l'exclusion temporaire de tous les cours dans le respect des dispositions de l'article 86 alinéas 2 et 3 du décret;

5° l'exclusion définitive de l'établissement dans le respect des dispositions des articles 81, 82, 85 et 86 du décret. Une notification écrite est adressée, s'il échet, à l'Administrateur de l'internat où l'élève est inscrit.

En cas d'exclusion temporaire, l'élève est tenu de mettre ses documents scolaires en ordre et l'école veille à ce que l'élève soit mis en situation de satisfaire à cette exigence.

**Art. 10.** Les sanctions prévues à l'article 9, 1°, 2°, 3° et 4°, peuvent s'accompagner d'une mesure diminuant la note d'évaluation du comportement social et personnel si l'école a fait le choix d'une note chiffrée pour évaluer ce comportement.

**Art. 11.** Le rappel à l'ordre est prononcé par tout membre du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation. Il peut être accompagné de tâches supplémentaires qui font l'objet d'une évaluation par le membre du personnel qui prononce la sanction. Si l'évaluation n'est pas satisfaisante, le chef d'établissement peut imposer une nouvelle tâche.

**Art. 12.** Les sanctions prévues à l'article 9, 2°, 3° et 4°, sont prononcées par le chef d'établissement ou son délégué après avoir préalablement entendu l'élève. Les sanctions et la motivation qui les fonde sont communiquées à l'élève, à ses parents par la voie du journal de classe ou par un autre moyen jugé plus approprié. La note au journal de classe doit être signée pour le lendemain par les parents ou l'élève majeur. L'élève doit toujours être en mesure de présenter son journal de classe au membre du personnel qui le réclame.

Les sanctions visées à l'alinéa précédent sont accompagnées de tâches supplémentaires qui font l'objet d'une évaluation par le membre du personnel que le chef d'établissement ou son délégué désigne. Si l'évaluation n'est pas satisfaisante, le chef d'établissement peut imposer une nouvelle tâche.

**Art. 13.** Les tâches supplémentaires visées aux articles 11 et 12 et, en particulier, celles qui accompagnent la retenue à l'établissement, doivent chaque fois que possible consister en la réparation des torts causés à la victime ou en un travail d'intérêt général qui place l'élève dans une situation de responsabilisation par rapport à l'acte, au comportement ou à l'abstention répréhensibles qui sont à l'origine de la sanction. Elles peuvent aussi prendre la forme d'un travail pédagogique.

Les tâches supplémentaires à caractère pédagogique imposées à l'élève en complément des sanctions disciplinaires ne peuvent faire l'objet d'une évaluation sommative. Leur évaluation ne pourra influencer le cours des délibérations et, en outre, elles ne consisteront jamais en tâches répétitives et vides de sens.

**Art. 14.** L'article 6 de l'arrêté royal du 11 décembre 1987 déterminant le règlement organique des établissements d'enseignement de plein exercice de l'État dont la langue de l'enseignement est le français ou l'allemand, à l'exclusion des établissements d'enseignement supérieur est abrogé.

L'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1993, est abrogé.

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1998.

**Art. 16.** Le Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 janvier 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education,  
Mme L. ONKELINX

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 828

[S - C - 99/29117]

**12 JANUARI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de tuchtstraffen en de nadere regels voor hun treffen in de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het decreet van 9 november 1990 tot organisatie van de door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijsinstellingen en tot invoering van een regeling tot inspraak voor leden van de onderwijsgemeenschap, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op artikel 86;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 december 1987 tot vaststelling van het organiek reglement voor de Rijksonderwijsinrichtingen met volledig leerplan, waarvan de onderwijstaal het Frans of het Duits is, met uitzondering van de inrichtingen voor hoger onderwijs, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 27 april 1993 en bij het besluit van de Regering van 13 juni 1997;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1998 over de aanvraag bij de Raad van State om advies uit te brengen binnen maximum één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 4 november 1998, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het verplicht onderwijs behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 12 januari 1999,

Besluit :

**Artikel 1.** De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de inrichtingen voor gewoon en buitengewoon kleuter-, lager, basis-, secundair onderwijs, met inbegrip van het bijkomend beroepssecundair onderwijs, met volledig of beperkt leerplan en op de autonome internaten die onder het door de Franse Gemeenschap georganiseerd verplicht onderwijs ressorteren.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden

1° personeel : het vastbenoemd, tijdelijk en contractueel personeel van de inrichting;

2° ouders : de ouders van de leerlingen die de inrichting bezoeken of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent;

3° decreet : het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

**Art. 3.** De tuchtstraffen en de nadere regels van hun treffen in toepassing van dit besluit dienen in het huishoudelijk reglement van iedere door de Franse Gemeenschap ingerichte instelling opgenomen te worden.

**Art. 4.** Het hoofd van de inrichting kan bijkomende regels betreffende de nadere regels voor de toepassing van de bepalingen van dit besluit treffen. Deze bijkomende regels worden vooraf aan het advies van de Deelnemingsraad voorgelegd. Behoudens afkeuring door de Minister of diens afgevaardigde, wegens dwaling omtrent het recht of strijdigheid met het algemeen belang, worden ze van rechtswege van toepassing na een termijn van zestig dagen vanaf hun kennisgeving bij de Algemene directie Verplicht onderwijs. Het advies van de Deelnemingsraad wordt bij deze kennisgeving gevoegd.

**Art. 5.** Alle leerlingen, met inbegrip van de vrije leerlingen, dienen de bepalingen van de instelling waarin ze ingeschreven zijn in acht te nemen.

De ouders dienen de bepalingen die hun verantwoordelijkheid betrekken in acht te nemen.

**Art. 6.** De tuchtstraffen uitgesproken ten opzichte van een leerling kunnen in geen geval in aanmerking genomen worden voor de evaluatie van de bevoegdheden. In iedere inrichting en voor ieder onderwijsniveau, wordt het bulletin zodanig opgesteld dat de leerlingen, ouders en onderwijzers zonder dubbelzinnigheid, enerzijds, de evaluatie van de transversale en tuchtbevoegdheden, en anderzijds, de evaluatie van het maatschappelijk en persoonlijk gedrag kunnen onderscheiden, met een duidelijke scheiding van deze twee schoolvereisten.

**Art. 7.** Mits inachtneming van de bepalingen van het huishoudelijk reglement kan op de leerlingen een tuchtstraf toegepast worden, inzonderheid voor elke strafbare daad, elk strafbaar gedrag of elk strafbaar weigeren van hulp, niet alleen binnen de inrichting alsook buiten de inrichting als de verweten feiten een inslag hebben op de goede werking van de inrichting.

**Art. 8.** Iedere tuchtstraf is evenredig met de ernst van de feiten en met hun mogelijke antecedenten. Op de leerling die, na gehoord te zijn geweest door het hoofd van de inrichting of diens vertegenwoordiger, weigert de straf uit te voeren, kan de volgende straf in de rangschikking van ernst bedoeld bij artikel 9 worden toegepast.

**Art. 9.** De tuchtstraffen die kunnen worden uitgesproken ten opzichte van de leerlingen zijn de volgende :

1° de terechtwijzing via een nota in het klasboek dat voor de dag daarna door de ouders of de meerderjarige leerling dient te worden ondertekend;

2° het verplicht naverblijven, buiten het kader van de schooldag, onder het toezicht van een personeelslid;

3° de tijdelijke uitsluiting uit een cursus of uit alle cursussen van eenzelfde onderwijzer mits inachtneming van de bepalingen van artikel 86, leden 2 en 3, van het decreet; de leerling blijft bij de inrichting onder het toezicht van een personeelslid;

4° de tijdelijke uitsluiting uit alle cursussen met inachtneming van de bepalingen van artikel 86, leden 2 en 3, van het decreet;

5° de definitieve uitsluiting uit de inrichting met inachtneming van de bepalingen van de artikelen 81, 82, 85 en 86 van het decreet.

Er wordt, desnoods, een schriftelijke kennisgeving aan de beheerder van het internaat waarbij de leerling ingeschreven is, toegestuurd.

Bij geval van tijdelijke uitsluiting wordt de leerling ertoe gehouden zijn schooldocumenten in orde te brengen en zorgt de school ervoor dat de leerling in staat wordt gesteld aan deze vereiste te voldoen.

**Art. 10.** De straffen bedoeld bij artikel 9, 1°, 2°, 3° en 4°, kunnen gepaard gaan met een maatregel tot verlaging van de evaluatienota van het maatschappelijk en persoonlijk gedrag indien de school een cijferwaardering heeft gekozen voor dit gedrag.

**Art. 11.** De terechtwijzing kan worden uitgesproken door ieder lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel. Zij kan gepaard gaan met bijkomende opdrachten die geëvalueerd worden door het personeelslid dat de straf uitspreekt. Is de evaluatie niet voldoende, dan kan het hoofd van de inrichting een nieuwe opdracht opleggen.

**Art. 12.** De bij artikel 9, 2°, 3° en 4°, bedoelde straffen worden uitgesproken door het hoofd van de inrichting of zijn afgevaardigde, nadat de leerling gehoord werd. De straffen en de motivering ervan worden medegedeeld aan de leerling, zijn ouders via het klasboek of een ander middel dat beter aangepast geacht wordt. De nota in het klasboek dient getekend te worden voor de dag daarop door de ouders of de meerderjarige leerling. Op ieder ogenblik dient de leerling in staat te zijn zijn klasboek aan het personeelslid dat het vraagt, voor te leggen.

De bij vorig lid bedoelde straffen gaan gepaard met bijkomende opdrachten die geëvalueerd worden door het personeelslid aangewezen door het hoofd van de inrichting of zijn afgevaardigde. Is de evaluatie niet voldoende, dan kan het hoofd van de inrichting een nieuwe opdracht opleggen.

**Art. 13.** De bij de artikelen 11 en 12 bedoelde bijkomende opdrachten en, meer specifiek, deze die samen met het verplicht naverblijven worden opgelegd, dienen, telkens dat het mogelijk is, te bestaan uit het herstel van de schade berokkend aan het slachtoffer of een werkzaamheid van algemeen belang dat de leerling in een toestand van verantwoordelijkheid stelt tegenover zijn strafbare daad, strafbaar gedrag of strafbaar weigeren van hulp die ten grondslag liggen aan de straf. Ze kunnen eveneens de vorm innemen van een pedagogisch werk.

De bijkomende taken van pedagogische aard die opgelegd worden aan de leerling ter aanvulling van de tuchtstraffen mogen in geen enkel geval tot een cijferwaardering aanleiding geven. Hun evaluatie zal de deliberaties niet beïnvloeden en, bovendien, zullen ze nooit bestaan in zinloze en herhaalde opdrachten.

**Art. 14.** Artikel 6 van het koninklijk besluit van 11 december 1987 tot vaststelling van het organiek reglement voor de Rijksonderwijsinrichtingen met volledig leerplan, waarvan de onderwijstaal het Frans of het Duits is, met uitzondering van de inrichtingen voor hoger onderwijs, wordt opgeheven.

Artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 april 1993, wordt opgeheven.

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

**Art. 16.** De Minister tot wiens bevoegdheid het verplicht onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 januari 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het Onderwijs,  
Mevr. L. ONKELINX

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE  
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 829

[C - 99/31058]

**21 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions d'exploiter des stations-service**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

Vu l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement, donné le 26 janvier 1998;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que l'élaboration du texte de cet arrêté a nécessité plusieurs années de concertation avec le secteur concerné représenté par la Fédération pétrolière belge, la Fédération belge des Négociants en combustibles et carburants et Federauto; que depuis février 1998, date où il a été soumis pour la première fois à la section de législation du Conseil d'Etat, les secteurs en réclament l'application et que le Gouvernement ne peut actuellement plus justifier le délai entre l'élaboration du texte et sa mise en application;

Qu'en outre, l'arrêté contient un planning qui a été négocié avec le secteur comprenant un délai de mise en conformité laissé aux exploitants de stations-service, délai qui devient de plus en plus court à mesure que le temps passe sans que l'arrêté ne soit pris.

Qu'enfin, l'absence d'un cadre normatif bruxellois dans ce domaine ne peut perdurer en raison des négociations actuellement en cours en marge de cet arrêté, entre la Région de Bruxelles-Capitale, les autres régions et l'Etat fédéral en vue de la constitution d'un fonds destiné à financer l'assainissement du sol des stations-service.

Vu l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, donné le 30 décembre 1998 en application de l'article 84 alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique aux stations-service et à leurs installations de stockage de carburant, à l'exception de celles de gaz pétrole liquéfié (GPL).

**Art. 2. 1<sup>o</sup>** Installation de stockage : tout réservoir et équipements fixes utilisés pour le stockage et la distribution des carburants.

**2<sup>o</sup>** Station-service : toute installation où du carburant est transféré des installations de stockage dans les réservoirs des véhicules à moteur à combustion interne. Les stations-service peuvent être ouvertes au public ou non ouvertes au public.

**3<sup>o</sup>** Imperméable : ayant un coefficient dynamique de perméabilité vis-à-vis des hydrocarbures inférieur à 2.10-9 cm.s-1, ou un coefficient d'absorption statique d'eau total (NBN B15-215) inférieur à 7,5 %. Ces valeurs seront attestées par un bureau d'étude agréé.

**4<sup>o</sup>** Carburant : liquide inflammable destiné à l'approvisionnement des véhicules à moteur à combustion interne et dont le point d'éclair déterminé en vase fermé d'après les normes NBN 52017 ou 52075 ne dépasse pas les 100 °C.

**5<sup>o</sup>** Essence : tout dérivé du pétrole, avec ou sans additifs, d'une tension de vapeur (méthode Reid) de 27,6 kilopascals ou plus, destiné à être utilisé comme carburant pour les véhicules à moteur, excepté le gaz de pétrole liquéfié (GPL).

MINISTERIE  
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 829

[C - 99/31058]

**21 JANUARI 1999. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de uitbatingvoorwaarden voor benzinestations**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging;

Gelet op de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuevergunningen;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu, gegeven op 26 januari 1998;

Gelet op de hoogdringendheid gemotiveerd door de omstandigheid dat het opstellen van de tekst van dit besluit meerdere jaren van onderhandeling heeft vereist met de betrokken sector vertegenwoordigd door de Belgische Petroleumfederatie, de Groepering van Brandstofverkopers van België en Federauto; dat sinds februari 1998, datum waarop de tekst voor het eerst aan de afdeling wetgeving van de Raad van State werd voorgelegd, de sectoren de toepassing ervan eisen en dat de Regering niet langer het tijdsverschil tussen het opstellen van de tekst en de uitvoering ervan kan verantwoorden;

Dat bovendien het besluit een tijdsschema bevat dat in overleg met de sector werd uitgewerkt: het betreft met name een termijn waarover de uitbaters beschikken om hun benzinestation in overeenstemming te brengen met de bepalingen van dit besluit, een termijn die alsmaar korter wordt zolang het besluit niet wordt aangenomen;

Dat ten slotte het ontbreken in Brussel van een normatief kader op dat gebied niet langer mag blijven voortduren aangezien momenteel los van dit besluit onderhandelingen aan de gang zijn tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de andere Gewesten en de federale Staat met het oog op de oprichting van een fonds om de bodemsanering van benzinestations te financieren;

Gelet op het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State, gegeven op 30 december 1998 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en definities*

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op benzinestations en hun installaties voor de opslag van brandstof, met uitzondering van deze bestemd voor vloeibaar petroleumgas (LPG).

**Art. 2. 1<sup>o</sup>** Opslaginstallatie : alle houders en vaste uitrustingen die gebruikt worden voor het opslaan en verdelen van brandstoffen.

**2<sup>o</sup>** Benzinestation : elke installatie waar brandstof vanuit opslaginstallaties in de tanks van motorvoertuigen met interne verbranding overgebracht wordt. De benzinestations kunnen opengesteld zijn voor het publiek of niet.

**3<sup>o</sup>** Ondoordringbaar : met een dynamische permeabiliteitscoëfficiënt ten opzichte van koolwaterstoffen van minder dan 2.10-9 cm.s-1, of een totale statische waterabsorptie-coëfficiënt (NBN B15-215) van minder dan 7,5 %. Deze waarden dienen door een erkend studie bureau bevestigd te worden.

**4<sup>o</sup>** Brandstof : ontvlambare vloeistof bestemd voor de bevoorrading van motorvoertuigen met interne verbranding en waarvan het vlam-punt, vastgesteld in een gesloten testvat conform de normen NBN 52017 of 52075, niet meer dan 100 °C bedraagt.

**5<sup>o</sup>** Benzine : elk petroleumderivaat, met of zonder additieven, met een volgens de Reidmethode bepaalde dampdruk van 27,6 kilopascal of meer, bestemd om gebruikt te worden als brandstof voor motorvoertuigen, met uitzondering van vloeibaar petroleumgas (LPG).

6° Système de récupération des vapeurs : les équipements de récupération d'essence à partir des vapeurs, y compris les éventuels systèmes de réservoirs tampons d'un terminal.

7° Système passif : système qui utilise la différence de pression produite par la pompe à essence pendant le remplissage du réservoir du véhicule entre ce réservoir et le réservoir de la station-service en vue de ramener vers ce dernier les vapeurs d'essence.

8° Système actif : système qui repose sur le principe d'une pompe spéciale assurant la récupération des gaz refoulés.

9° Station-service existante : installation pour laquelle une autorisation d'exploitation ou un permis d'environnement a été accordé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

10° Station-service rénovée : station-service existante où tous les réservoirs ont une double paroi ou une paroi doublée et sont munis d'un système permanent de détection des fuites, ainsi que d'une protection cathodique si nécessaire.

11° Station-service sous bâtiment : station-service dont les pompes ou les réservoirs sont situés sous la projection verticale d'un bâtiment (à l'exception des auvents).

12° Réservoir à paroi doublée : réservoir à paroi simple au moment de son installation et qui a reçu une seconde paroi intérieure.

13° Débit : la plus grande quantité annuelle totale de carburant chargée d'une station-service dans des réservoirs mobiles au cours des trois années précédentes.

14° Cuvette de rétention : construction imperméable en forme de cuve en matériaux non combustibles capable de retenir les liquides provenant de fuites ou d'épanchements.

15° Matériau non combustible : matériau qui ne présente aucun phénomène de développement de chaleur perceptible pendant l'épreuve normalisée par laquelle il est soumis à un échauffement prescrit (NBN S21-201).

16° Dispositif anti-débordement : dispositif qui coupe automatiquement l'alimentation en carburant lorsque 98 % - au plus - de la capacité nominale de l'installation de stockage est transvasée. Le complément permet la vidange du contenu de la tuyauterie de dépotage.

17° Auvent : construction destinée à protéger les utilisateurs des intempéries et constituée d'une surface non surmontée de locaux. Les installations sous auvent sont réputées en plein air.

18° Bureau d'étude agréé : personne physique ou morale répondant aux prescriptions de l'article 67.

19° IBGE : Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement.

20° Classes de sensibilité : classes reprises en annexe I basées sur les divisions reconnues dans le Plan Régional d'Affectation du Sol.

21° Normes :

a) pour le sol : valeurs limites de concentrations en contaminants reprises au tableau I de l'article 30, § 2, servant à orienter les interventions en matière de décontamination en fonction de critères toxicologiques et écotoxicologiques pour une classe de sensibilité;

b) pour l'eau souterraine : valeurs limites de concentrations en contaminants, reprises au tableau II de l'article 30, § 2, servant à orienter les interventions en matière de décontamination en fonction de critères toxicologiques et écotoxicologiques identiques pour toutes les classes de sensibilité.

22° Valeurs de référence :

a) pour le sol : valeurs limites de concentrations en contaminants reprises au tableau I de l'article 30, § 2, à atteindre à long terme, sous lesquelles aucun risque n'est encouru pour la santé humaine ou pour l'environnement et sous lesquelles le sol peut être considéré comme « de qualité », convenant à tout usage;

b) pour l'eau souterraine : valeurs limites de concentrations en contaminants reprise au tableau II de l'article 30, § 2, à atteindre à long terme, sous lesquelles aucun risque n'est encouru pour la santé humaine et pour l'environnement et au-delà de laquelle ce risque devient non négligeable.

23° Valeurs seuils : valeurs limites de concentrations de contaminants dans le sol reprise au tableau I de l'article 30, § 2, à atteindre au moins lors de l'assainissement, en dessous desquelles le risque pour la santé humaine ou l'environnement est négligeable. Ce sont des valeurs

6° Dampsterugwinningssysteem : uitrustingen voor het terugwinnen van benzinedampen, met inbegrip van de eventuele systemen met buffertanks van een terminal.

7° Passief systeem : systeem dat gebruik maakt van het drukverschil dat door de benzinepomp tijdens het vullen van de tank van een voertuig gecreëerd wordt tussen deze tank en de houder van het benzinestation, om de benzinedampen terug te voeren naar deze laatste houder.

8° Actief systeem : systeem dat berust op het principe van een speciale pomp die zorgt voor de terugwinning van de uitgedreven gassen.

9° Bestaand benzinestation : installatie waarvoor een exploitatievergunning of milieuvergunning afgegeven werd vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

10° Vernieuwd benzinestation : bestaand benzinestation, waarvan alle houders een dubbele wand of een verdubbelde wand hebben en uitgerust zijn met een permanent lekdetectiesysteem en indien nodig met een kathodische bescherming.

11° Benzinestation onder een gebouw : benzinestation waarvan de houders of de pompen zich onder de verticale projectie van een gebouw bevinden (met uitzondering van de luifels).

12° Houder met verdubbelde wand : houder met enkelvoudige wand op het ogenblik van de installatie waar een tweede binnenwand is geplaatst is.

13° Debit : de in de drie voorgaande jaren gemeten grootste totale jaarlijkse hoeveelheid brandstof die van een benzinestation overgebracht is in mobiele tanks.

14° Opvangbak : ondoorlatende constructie in de vorm van een kuip bestaande uit niet-brandbare materialen waarin de vloeistoffen afkomstig van lekken of ophopingen bijeengehouden kunnen worden.

15° Niet-brandbare materialen : materialen die geen enkele waarneembare vorm van warmte-ontwikkeling vertonen tijdens de uitvoering van een gestandaardiseerde proef waarbij zij onderworpen worden aan een voorgeschreven verwarming (NBN S21-201).

16° Overvulbeveiligingssysteem : apparaat dat automatisch de brandstofvoeder stopzet wanneer maximaal 98 % van de nominale capaciteit van de opslaginstallatie bereikt is. Het overschot laat toe de vulslang te ledigen.

17° Luifel : constructie die de gebruikers moet beschermen tegen slechte weersomstandigheden en bestaat uit een oppervlak waarop geen lokalen gebouwd zijn. De installaties die onder een luifel staan, worden geacht zich in open lucht te bevinden.

18° Erkend studiebureau : natuurlijke persoon of rechtspersoon die aan de voorschriften van artikel 67 beantwoordt.

19° BIM : Brussels Instituut voor Milieubeheer.

20° Sensibiliteitsklassen : klassen opgenomen in bijlage I op basis van de onderverdelingen erkend in het Gewestelijk Bestemmingsplan.

21° Normen :

a) voor de bodem : grenswaarden voor concentraties van verontreinigende stoffen vermeld in tabel I van artikel 30, § 2, die gelden als richtlijn voor de saneringstussenkomsten in functie van de toxicologische en ecotoxicologische criteria voor één sensibiliteitsklasse;

b) voor het grondwater : grenswaarden voor concentraties van verontreinigende stoffen vermeld in tabel II van artikel 30, § 2, die gelden als richtlijn voor de saneringstussenkomsten in functie van toxicologische en ecotoxicologische criteria die identiek zijn voor alle sensibiliteitsklassen.

22° Referentiewaarden :

a) voor de bodem : grenswaarden voor concentraties van verontreinigende stoffen vermeld in tabel I van artikel 30, § 2, die op lange termijn bereikt moeten worden; beneden deze waarden bestaat er geen enkel risico voor de gezondheid van de mens noch voor het milieu en kan de bodem « van goede kwaliteit » en geschikt voor elk gebruik geacht worden;

b) voor het grondwater : grenswaarden voor concentraties van verontreinigende stoffen vermeld in tabel II van artikel 30, § 2, die op lange termijn bereikt moeten worden; beneden deze waarden bestaat er geen enkel risico voor de gezondheid van de mens noch voor het milieu; het risico is echter niet langer verwaarloosbaar eens deze waarden overschreden worden.

23° Drempelwaarden : grenswaarden voor concentraties van verontreinigende stoffen in de bodem vermeld in tabel I van artikel 30, § 2, die tenminste bij de sanering gehaald moeten worden; beneden deze waarden is het risico voor de gezondheid van de mens of voor het

intermédiaires entre les valeurs de référence et les valeurs d'intervention seulement applicables au niveau du sol.

24° Valeurs d'intervention :

a) pour le sol : valeurs limites de concentrations en contaminants reprises au tableau I de l'article 30, § 2, au-delà desquelles le risque pour la santé humaine et pour l'environnement n'est plus tolérable et pour lesquelles un assainissement du sol s'impose;

b) pour l'eau souterraine : valeurs limites de concentrations en contaminants reprises au tableau II de l'article 30, § 2, au-delà desquelles le risque pour la santé humaine et l'environnement n'est plus tolérable et pour lesquelles un assainissement de l'eau souterraine s'impose.

25° Niveau d'exposition maximale permmissible : niveau maximum d'exposition auquel un individu peut-être soumis durant toute une vie sans qu'il en résulte un risque appréciable d'apparition d'effets délétères pour sa santé.

26° Assainissement : processus destiné à l'élimination d'une contamination du sol et/ou de l'eau souterraine tenant compte des meilleures techniques disponibles n'entraînant pas des coûts excessifs (principe du BATNEEC).

27° Mesures conservatoires : moyens techniques mis en œuvre afin d'isoler, de gérer la contamination d'un site et de contrôler les effets qui en découlent vis-à-vis de la santé humaine et de l'environnement.

28° Expert compétent : ingénieur (civil, industriel ou équivalent) dont la compétence en matière de construction, de sécurité, d'entretien, de contrôle des réservoirs, des tuyauteries et des accessoires est reconnue, ou toute personne pouvant justifier d'une expérience de trois ans dans les domaines précités.

## CHAPITRE II. — Conditions techniques liées aux installations et à leur gestion

### Section 1re. — Dispositions générales

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Les réservoirs sont construits, transportés, installés et raccordés conformément aux prescriptions des normes :

— NBN I 03-001, NBN I 03-002, NBN I 03-003 et NBN I 03-004 pour les réservoirs métalliques;

— NBN T 41-013 et NBN T 41-015 pour les réservoirs en matières plastiques thermodurcissables armées;

ou par tout autre code de bonne pratique équivalent, pour autant que ses prescriptions ne soient pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Une plaque d'identification mentionnant le nom du constructeur, l'année de fabrication, le numéro de fabrication, le nom de l'installateur, la date d'installation, la capacité en eau du réservoir, le produit stocké et le code de danger est apposée sur le réservoir à un endroit aisément accessible.

§ 2. Seuls les hydrocarbures liquides à pression atmosphérique dont le point d'éclair (déterminé en vase fermé d'après les normes NBN 52017 ou 52075) dépasse 55 °C peuvent être stockés en réservoirs aériens ou dans une construction accessible, pour autant que le permis d'environnement l'autorise.

Une dérogation peut être accordée par le permis d'environnement pour les réservoirs de moins de 2.000 litres de pétrole ainsi que pour les réservoirs de moins de 100 litres de carburant « 2 temps ».

**Art. 4.** En cas de remplacement ou de désaffectation partielle ou totale des réservoirs, des canalisations et de placement d'équipements de contrôle pour la mise en conformité avec le présent arrêté, la notification à l'IBGE comportera une copie des derniers certificats d'étanchéité de chaque réservoir (certificats identifiant sans équivoque les réservoirs, le type de test et le bureau d'étude qui a réalisé le test).

### Section 2. — Réservoirs enfouis dans le sol ou dans une cuvette de rétention enfouie dans le sol

**Art. 5.** Les conditions suivantes sont applicables à tous les réservoirs enfouis directement dans le sol ou placés dans une cuvette de rétention :

1° Pour les nouvelles stations-service, ces réservoirs doivent être pourvus d'une double paroi; pour les installations existantes, une dérogation peut être accordée pour les réservoirs à simple paroi placés dans une cuvette de rétention.

milieu verwaarloosbaar. Deze waarden liggen tussen de referentiewaarden en de interventiewaarden en zijn alleen van toepassing op de bodem.

24° Interventiewaarden :

a) voor de bodem : grenswaarden van concentraties van verontreinigende stoffen vermeld in tabel I van artikel 30, § 2; boven deze waarden is het risico voor de gezondheid van de mens en voor het milieu niet langer toelbaar zodat een sanering van de bodem zich opdringt wanneer ze gehaald worden;

b) voor het grondwater : grenswaarden van concentraties van verontreinigende stoffen vermeld in tabel II van artikel 30, § 2; boven deze waarden is het risico voor de gezondheid van de mens en voor het milieu niet langer toelbaar zodat een sanering van het grondwater zich opdringt wanneer ze gehaald worden.

25° Maximum toegelaten blootstellingsniveau : maximale blootstelling waaraan een individu gedurende zijn hele leven onderworpen kan worden zonder dat er een waarneembaar risico op het ontstaan van schadelijke invloeden voor zijn gezondheid optreedt.

26° Sanering : procédé voor de verwijdering van een vorm van verontreiniging van de bodem en/of van het grondwater met behulp van de beste technieken die voorhanden zijn en die geen onredelijk hoge kosten meebrengen (BATNEEC beginsel).

27° Beschermende maatregelen : technische middelen die aangewend worden om de verontreiniging van een site te isoleren of te beheersen en om de gevolgen die eruit voortvloeien voor de gezondheid van de mens en het milieu te controleren.

28° Bevoegd deskundige : (burgerlijk, industrieel of gelijkwaardig) ingenieur wiens deskundigheid op het vlak van bouw, veiligheid, onderhoud, controle van houders, leidingen en toebehoren erkend is, of om het even welke andere persoon die in voornoemde gebieden drie jaar ervaring kan voorleggen.

## HOOFDSTUK II. — Technische voorwaarden verbonden aan de installaties en hun beheer

### Sectie 1. — Algemene bepalingen

**Art. 3.** § 1. De houders worden gebouwd, vervoerd, geplaatst en aangesloten overeenkomstig de voorschriften van de volgende normen :

— NBN I 03-001, NBN I 03-002, NBN I 03-003 en NBN I 03-004 voor metalen houders;

— NBN T 41-013 en NBN T 41-015 voor de houders uit gewapend thermohardend plastic;

of eender welke andere gelijkwaardige regels van goed vakmanschap, in zoverre deze voorschriften niet strijdig zijn met de bepalingen van dit besluit.

Op een makkelijk bereikbare plaats op de houder moet er een identificatieplaat aangebracht worden met vermelding van de naam van de constructeur, het bouwjaar, het fabricagenummer, de naam van de installateur, plaatsingsdatum, het inhoudsvermogen in water van de houder, het opgeslagen product en de gevarencode.

§ 2. Alleen vloeibare koolwaterstoffen onder atmosferische druk waarvan het vlampunt (vastgesteld in een gesloten testvat overeenkomstig de normen NBN 52017 of 52075) meer dan 55 °C bedraagt, kunnen opgeslagen worden in bovengrondse houders of in een toegankelijke ruimte, voor zover dit toegelaten wordt in de milieuvergunning.

Er kan door de milieuvergunning een afwijking toegestaan worden voor petroleumhouders van minder dan 2.000 liter, evenals voor houders van minder dan 100 liter bestemd voor brandstof voor tweetaktmotoren.

**Art. 4.** Bij de gedeeltelijke of volledige vervanging of buitenwerkingstelling van houders en leidingen en de plaatsing van controle-uitrustingen met het oog op de naleving van dit besluit, dient bij de kennisgeving aan het BIM een afschrift gevoegd te worden van de recentste dichtheidsattesten van alle houders (attesten waarin de houders op eenduidige wijze geïdentificeerd worden en die het soort test en het studiebureau dat de test uitvoerde, vermelden).

### Sectie 2 — Houders ingegraven in de grond of in een opvangbak ingegraven in de grond

**Art. 5.** De volgende voorwaarden zijn van toepassing op alle houders die rechtstreeks ingegraven zijn in de grond of die in een opvangbak geplaatst zijn :

1° voor de nieuwe benzinstations : de houders moeten uitgerust zijn met een dubbele wand; voor de bestaande installaties kan een afwijking toegestaan worden voor de houders met enkelvoudige wand die in een opvangbak geplaatst zijn.

2° La partie supérieure des réservoirs appelée couvercle du trou d'homme, se trouvera au moins à 50 cm sous le niveau du sol adjacent.

3° Les chambres de visites des réservoirs doivent être imperméables aux hydrocarbures.

4° Les liquides qui s'y accumulent doivent être recueillis et éliminés avant de constituer un danger pour l'environnement, conformément aux prescriptions de l'ordonnance bruxelloise du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

5° Les réservoirs à double paroi sont dotés d'une enveloppe extérieure, éventuellement partielle, créant un espace fermé, cet espace étant destiné à permettre la circulation d'un fluide utilisé pour la détection des fuites éventuelles du réservoir intérieur ou de l'enveloppe extérieure et ce conformément à la norme NBN I 03-004 ou à tout autre code de bonne pratique équivalent, pour autant que ces prescriptions ne soient pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Le fluide est conforme aux codes de bonne pratique acceptés par l'IBGE. Il ne peut ni corroder l'acier ou le plastique, ni se solidifier aux plus basses températures hivernales prévues.

Le dispositif de détection de fuites est conçu de manière telle que :

1° la présence d'hydrocarbures ou toute variation de pression du fluide interstitiel ou de niveau de liquide interstitiel génère une alarme audible et visible du responsable de l'installation;

2° l'exploitant soit averti de tout défaut du dispositif avertisseur et procède dans les plus brefs délais aux réparations nécessaires. Toute interruption de fonctionnement de plus de 5 jours du système de détection de fuite est notifiée à l'IBGE.

Lorsqu'une fuite est détectée, il sera immédiatement procédé aux mesures prescrites à l'article 20;

6° toutes les dispositions sont prises afin d'assurer la stabilité des réservoirs en toute circonstance météorologique et en cas de fortes crues.

**Art. 6.** Les conditions suivantes sont applicables à la cuvette de rétention :

1° La cuvette de rétention et les fondations des installations de stockage sont construites suivant un code de bonne pratique et à défaut de ce dernier, suivant les règles du métier, sous la surveillance d'un expert compétent. Les réservoirs reposeront sur un support de dimensions suffisantes afin d'éviter que la charge ne cause des affaissements pouvant provoquer le renversement ou la rupture du réservoir.

La cuvette de rétention est suffisamment solide pour pouvoir résister à la masse de liquide qui s'échapperait en cas de rupture du plus grand réservoir placé dans la cuvette de rétention.

La capacité minimum de la cuvette de rétention non remblayée est la plus grande des valeurs suivantes :

1° la capacité en eau du plus grand réservoir, augmentée de 25 % de la capacité totale des autres réservoirs placés dans la cuvette de rétention;

2° la moitié de la capacité totale des réservoirs placés dans la cuvette de rétention.

La cuvette de rétention ne peut être utilisée à d'autres fins que le stockage d'un réservoir et ne peut être traversée par des conduites d'électricité ou de gaz autres que celles qui sont indispensables à l'utilisation des installations de stockage placées dans la cuvette de rétention. Le passage de conduites à travers la cuvette de rétention n'est autorisé que si l'étanchéité de la cuvette de rétention reste assurée.

Le cas échéant, la cuvette de rétention est remblayée à l'aide de matériaux inertes qui ne sont pas susceptibles d'endommager ou de corroder les parois des réservoirs et des tuyauteries;

2° le cas échéant, en cas de passage de véhicules sur la cuvette, celle-ci sera couverte d'une dalle suffisamment résistante et construite d'une pièce. En cas d'impossibilité technique de réaliser une dalle d'une pièce, une dérogation peut être accordée dans le permis d'environnement sur base d'une demande motivée de l'exploitant;

3° des dispositions seront prises pour empêcher l'écoulement des eaux de pluie et de ruissellement dans la cuvette de rétention. Les ouvertures par lesquelles on accède aux cuvettes de rétention seront

2° het bovenste gedeelte van de houders, het zogenaamde deksel van het mangat, dient ten minste 50 cm onder het niveau van de omliggende bodem te liggen.

3° de bezoekkamers van de houders moeten ondoorlatend zijn voor koolwaterstoffen.

4° de vloeistoffen die zich erin ophopen moeten opgevangen en verwijderd worden vóórdat ze een gevaar voor het milieu kunnen vormen, overeenkomstig de bepalingen van de Brusselse Ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen.

5° de houders met dubbele wand zijn aan de buitenzijde uitgerust met een - eventueel gedeeltelijk - omhulsel dat een gesloten ruimte creëert; in deze ruimte kan een vloeistof circuleren die bestemd is voor het opsporen van eventuele lekken van de binnenste wand of van het omhulsel aan de buitenzijde overeenkomstig de norm NBN I 03-004 of eender welke andere gelijkwaardige regels van goed vakmanschap, in zoverre deze voorschriften niet strijdig zijn met de bepalingen van dit besluit.

De vloeistof moet voldoen aan de regels van goed vakmanschap die aanvaard zijn door het BIM. De vloeistof mag het staal of het plastic niet aantasten en mag niet stollen bij de laagste wintertemperaturen die voorzien worden.

Het mechanisme voor het opsporen van lekken moet zodanig geconcipieerd zijn dat :

1° de aanwezigheid van koolwaterstoffen of elke wijziging van de druk of het peil van de interstitiële vloeistof een hoorbaar en zichtbaar alarm doet afgaan bij de verantwoordelijke voor de installatie;

2° de exploitant verwittigd wordt van elk defect aan het waarschuwingsmechanisme en zo snel mogelijk overgaat tot de nodige herstellingen. Elke onderbreking van de werking van het detectiesysteem die meer dan 5 dagen duurt, moet aan het BIM meegedeeld worden.

Wanneer er een lek opgespoord wordt, dient onmiddellijk tot de maatregelen vermeld in artikel 20 overgegaan te worden.

6° de nodige maatregelen moeten genomen worden teneinde de stabiliteit van de houders te waarborgen in alle weersomstandigheden of in geval van overstromingen.

**Art. 6.** De volgende voorwaarden zijn van toepassing op de opvangbak :

1° De opvangbak en de funderingen van de opslaginstallaties worden onder toezicht van een bevoegde deskundige gebouwd, overeenkomstig de regels van goed vakmanschap en bij gebreke van deze laatste, volgens de regels van de kunst. De houders moeten rusten op een voldoende grote basis die verhindert dat de belasting tot verzakkingen leidt waardoor de houder zou kunnen kantelen of breken.

De opvangbak moet voldoende stevig zijn om bestand te zijn tegen de vloeistofmassa die zou ontsnappen bij een breuk van de grootste houder die in de opvangbak geplaatst is.

De minimumcapaciteit van de niet gevulde opvangbak komt overeen met de grootste van de hierna volgende waarden :

1° de watercapaciteit van de grootste houder, vermeerderd met 25 % van de totale capaciteit van de andere houders die in de opvangbak geplaatst zijn;

2° de helft van de totale capaciteit van de houders die in de opvangbak geplaatst zijn.

De opvangbak mag niet gebruikt worden voor andere doeleinden dan het onderbrengen van een houder en mag slechts doorkruist worden door de gas- of elektriciteitsleidingen die onontbeerlijk zijn voor het gebruik van de opslaginstallaties die in de opvangbak geplaatst zijn. Er mogen slechts leidingen doorheen de opvangbak lopen wanneer de impermeabiliteit van het opvangbak verzekerd blijft.

Desgevallend wordt de opvangbak opgevuld met inerte materialen die de wanden van de houders en de leidingen niet kunnen beschadigen of corroderen.

2° wanneer er voertuigen over de opvangbak rijden, wordt het desgevallend beschermd met een afdekplaat die voldoende stevig moet zijn en uit één stuk gebouwd. Wanneer het technisch onmogelijk is een afdekplaat uit één stuk te realiseren, kan een afwijking toegestaan worden in de milieuvergunning op basis van een gemotiveerde aanvraag van de exploitant.

3° er dienen maatregelen te worden genomen om het insijpelen van regenwater en afvloeiend water in de opvangbak te verhinderen. De openingen langswaai de opvangbakken toegankelijk zijn, moeten

fermées par des couvercles jointoyés. Toutes les mesures nécessaires sont prises afin d'évacuer régulièrement les eaux qui auraient pu s'accumuler dans la cuvette de rétention. A cet effet, toutes les mesures sont prises afin d'éviter la pollution du sol, des eaux souterraines et de surface; ces eaux doivent être évacuées via un séparateur d'hydrocarbures.

### Section 3. — Installations de stockage aériennes

**Art. 7.** Les conditions suivantes sont applicables aux installations de stockage aériennes :

1° les réservoirs aériens sont placés dans une cuvette de rétention répondant aux critères de l'article 6 et les parties métalliques sont efficacement mises à la terre. Les réservoirs aériens à double paroi ne doivent pas être placés dans une cuvette de rétention;

2° le contrôle visuel des réservoirs sur toute leur surface doit être possible;

3° l'ensemble de l'installation de stockage aérienne doit être entouré d'une clôture solide et non combustible d'au moins 2 mètres de hauteur. L'accès de cet espace sera interdit au public;

4° sans préjudice de conditions plus strictes fixées par le service Incendie, la distance entre les réservoirs et entre les réservoirs et les parois extérieures de la cuvette de rétention est de minimum 50 cm.

### Section 4. — Réservoirs placés dans une construction accessible

**Art. 8.** Les conditions suivantes sont applicables aux réservoirs placés dans une construction accessible:

1° la construction accessible doit permettre le contrôle visuel des réservoirs sur toute leur surface; la construction accessible est ventilée directement vers l'extérieur et munie d'une porte coupe feu, sollicitée à la fermeture, maintenue en position fermée;

2° sans préjudice de conditions plus strictes fixées dans la législation relative à la protection contre l'incendie ou de prescriptions plus strictes fixées par le service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, la résistance au feu de cette porte sera d'une demi-heure (Rf 1/2 heure, suivant la norme NBN 713.020);

3° les réservoirs sont placés dans une cuvette de rétention répondant aux critères de l'article 6 sans possibilité d'écoulement vers les égouts;

4° toutes les dispositions seront prises pour assurer le maintien en place des réservoirs en cas d'inondation ou d'immersion.

### Section 5. — Réservoirs à paroi doublée

**Art. 9.** Les conditions suivantes sont applicables aux réservoirs à paroi doublée :

1° le doublage de réservoirs existants peut être autorisé lorsque leur enlèvement pose un problème de stabilité ou de faisabilité important attesté par un expert compétent;

2° le doublage des réservoirs est autorisé aux conditions suivantes :

a) la paroi externe du réservoir ne peut pas avoir moins de 60 % de l'épaisseur originale, si ce n'est pas le cas, un revêtement autoportant sera placé sur cette paroi externe préalablement à la mise en place du doublage de la citerne. La résistance mécanique doit être assurée;

b) la conformité de la paroi externe aux dispositions du point a) sera attestée par un expert compétent après examen interne du réservoir et contrôle de l'épaisseur en un nombre suffisant d'endroits;

c) les systèmes de doublage doivent être agréés dans au moins un Etat membre de la Communauté européenne. Copie du certificat doit être joint au dossier de demande;

d) les travaux sont supervisés et les installations sont contrôlées par un bureau d'étude agréé qui atteste de la conformité des réservoirs et de leurs accessoires. Ce document doit être tenu à disposition de l'autorité.

### Section 6. — Tuyauteries

**Art. 10.** Tout réservoir doit être connecté à une tuyauterie d'évent qui débouche à l'air libre, en dehors de la projection verticale d'un bâtiment, au moins à 3 mètres au dessus du sol et au moins à 3 mètres de toute ouverture d'un quelconque bâtiment.

afgesloten worden met opgevoegde deksels. Alle noodzakelijke maatregelen moeten worden genomen om het water dat zich in de opvangbak zou kunnen ophopen, regelmatig te verwijderen. Met het oog hierop dienen alle mogelijke maatregelen te worden genomen om verontreiniging van de bodem, het grondwater en het oppervlaktewater te verhinderen; dit water moet via een afscheider voor koolwaterstoffen weggevoerd worden.

### Sectie 3. — Bovengrondse opslaginstallaties

**Art. 7.** De volgende voorwaarden zijn van toepassing op bovengrondse opslaginstallaties :

1° de bovengrondse houders worden in een opvangbak geplaatst die aan de criteria van artikel 6 beantwoordt en de metalen onderdelen zijn doeltreffend geaard; de dubbelwandige bovengrondse houders dienen niet in een opvangbak geplaatst te worden.

2° het moet mogelijk zijn om het volledige oppervlak van de houders visueel te controleren.

3° de volledige bovengrondse opslaginstallatie moet omgeven zijn door een stevig en niet-brandbaar hek van ten minste 2 meter hoog. De toegang tot deze ruimte is verboden voor het publiek.

4° onverminderd strengere voorwaarden die door de Dienst voor brandweer bepaald worden, moet de afstand tussen de houders onderling en tussen de houders en de buitenwanden van de opvangbak minimum 50 cm bedragen.

### Sectie 4. — Houders die zich in een toegankelijke ruimte bevinden

**Art. 8.** De volgende voorwaarden zijn van toepassing op houders die zich in een toegankelijke ruimte bevinden :

1° De toegankelijke ruimte moet het mogelijk maken om het volledige oppervlak van de houders aan een visuele controle te onderwerpen; de toegankelijke ruimte moet rechtstreeks naar buiten toe geventileerd worden; zij moet voorzien zijn van een automatisch sluitende branddeur die steeds in gesloten positie moet blijven.

2° Onverminderd strengere wettelijke voorwaarden met betrekking tot de brandbescherming of strengere voorschriften opgesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, moet deze branddeur gedurende een half uur bestand zijn tegen het vuur (Rf 1/2 uur, overeenkomstig de norm NBN 713.020).

3° De houders moeten in een opvangbak geplaatst worden die aan de criteria van artikel 6 beantwoordt zonder mogelijkheid tot wegvloeiën naar de riolering.

4° Alle maatregelen moeten worden genomen om ervoor te zorgen dat de houders op hun plaats blijven bij overstrooming of het onderlopen van het benzinestation.

### Sectie 5. — Houders met verdubbelde wand

**Art. 9.** De volgende voorwaarden zijn van toepassing op houders met verdubbelde wand :

1° voor de bestaande houders : de verdubbeling kan toegestaan worden wanneer het weghalen van de houders een aanzienlijk stabiliteits- of haalbaarheidsprobleem stelt dat door een terzake bevoegde deskundige bevestigd wordt.

2° het verdubbelen van de wanden van houders wordt toegestaan onder de volgende voorwaarden :

a) de dikte van de buitenwand van de houder moet ten minste 60 % bedragen van de dikte van de oorspronkelijke wand; als dit niet het geval is, moet er eerst een zelfdragende bekleding op deze buitenwand geplaatst worden vóórdat overgegaan kan worden tot de plaatsing van de dubbele wand van de houder. De mechanische weerstand moet verzekerd zijn.

b) een bevoegde deskundige moet na een inwendig onderzoek van de houder en een controle van de dikte van de wand op een voldoende aantal plaatsen, bevestigen dat de buitenwand voldoet aan de voorschriften van punt a).

c) de verdubbelingssystemen moeten in ten minste één Lidstaat van de Europese Gemeenschap erkend zijn. Er moet een afschrift van het getuigschrift bij het aanvraagdossier gevoegd worden.

d) de werken moeten gesuperviseerd worden door een erkend studie bureau dat de installaties controleert en bevestigt dat de houders en hun toebehoren voldoen aan de voorschriften. Dit document moet ter beschikking van de overheid gehouden worden.

### Sectie 6. — Leidingen

**Art. 10.** Elke houder moet aangesloten zijn op een ontluichtingsleiding die in de open lucht uitkomt, niet onder de verticale projectie van een gebouw, en op ten minste drie meter boven de grond en ten minste drie meter verwijderd van welke opening dan ook in een gebouw.



Son extrémité supérieure est pourvue d'un dispositif coupe-flamme et est établie à une hauteur suffisante et de manière telle que les vapeurs expulsées ne puissent pénétrer dans les locaux voisins ou entrer en contact avec une source pouvant provoquer leur inflammation.

Il est interdit de faire déboucher ces tuyauteries dans des cours intérieures fermées ou sous les auvents.

L'évent d'un réservoir d'essence est muni d'un système de sécurité de manière à ne pas perturber le bon fonctionnement de la récupération des vapeurs.

**Art. 11.** Toute tuyauterie non accessible doit être placée :

1° soit dans une rigole remplie d'un matériau inerte de fine granulation. Cette rigole dont le fond et les parois latérales sont imperméables, sera raccordée à un séparateur d'hydrocarbures;

2° soit dans une enceinte de confinement imperméable qui sera munie, lorsque la tuyauterie est sous pression, d'un système permanent de détection de fuite d'hydrocarbures couplé avec une alarme audible et visible par l'exploitant de l'installation.

Des dispositions seront prises pour que ces tuyauteries soient protégées contre les déformations dues au passage éventuel de véhicules.

Toute tuyauterie métallique enterrée est correctement protégée contre la corrosion conformément à l'article 12 et au moins, par une couche de peinture antirouille et un enrobage de bande isolante spéciale étanche et autocollante ou par toute autre protection équivalente.

#### Section 7. — Protection contre la corrosion et installation électrique

**Art. 12.** L'enveloppe extérieure ainsi que la partie restée éventuellement apparente du réservoir intérieur, si celles-ci sont métalliques, sont protégées extérieurement contre la corrosion par un revêtement présentant au minimum une résistance diélectrique conforme à la norme NBN I 03-001.

Les parties métalliques apparentes des tuyauteries contenant des produits pétroliers et du réservoir en contact avec le sol seront, en outre, protégées par un soutirage de courant, destiné à maintenir un potentiel négatif suffisant lorsque l'une des conditions suivantes est rencontrée :

1° lorsque l'exploitation se situe dans une zone de captage public d'eau potable;

2° lorsque la résistivité du sol est inférieure à 5 000 ohm.cm, la mesure devant avoir lieu au point le plus bas de l'excavation et en dehors d'une période de sécheresse;

3° lorsque le pH du sol, mesuré au point le plus bas de l'excavation, est inférieur à 5;

4° lorsque la présence de courants vagabonds est détectée.

Si c'est le cas, la continuité électrique de toutes les installations de stockage métalliques et enterrées doit être assurée, de manière telle que toutes ces parties métalliques soient soumises à un même potentiel négatif suffisant pour l'amener dans la zone d'immunité du diagramme de Pourbaix.

Le contrôle de l'efficacité de cette protection cathodique s'opère par la mesure au voltmètre du potentiel existant entre, d'une part, le réservoir et sa superstructure de tuyauteries, et d'autre part, l'anode ou le dispositif de soutirage.

Pour faciliter cette mesure, une boîte de mesure est insérée dans le câble reliant la prise de potentiel du réservoir à l'anode de protection.

L'installation de cette protection constitue en même temps une mise à la terre du réservoir.

Les parties métalliques aériennes doivent être isolées du reste de l'installation sous protection cathodique.

Pour être dispensé de la protection cathodique, l'exploitant devra fournir un rapport d'un bureau d'étude agréé dans ce domaine, attestant de l'absence de courants vagabonds, certifiant que la résistivité du sol est supérieure à 5 000 ohm.cm et que le pH est supérieur à 5.

**Art. 13.** Toute opération de jaugeage s'effectue par la partie supérieure des installations de stockage.

Het bovenuiteinde is uitgerust met een vlamwerend toestel en is voldoende hoog en op dergelijke wijze geïnstalleerd dat de vrijgekomen dampen niet kunnen binnendringen in nabijgelegen lokalen of in contact kunnen komen met een bron die hun ontbranding zou kunnen veroorzaken.

Het is verboden om deze buizen te laten uitkomen op gesloten binnenkoeren of onder de luifel.

De ontluchttingsleiding van een benzinehouder is uitgerust met een veiligheidssysteem zodat de goede werking van de damperugwinning niet verstoord wordt.

**Art. 11.** Alle leidingen die niet bereikbaar zijn, moeten geplaatst worden :

1° ofwel in een greppel gevuld met een fijnkorrelig, inert materiaal. Deze greppel waarvan de bodem en de zijwanden ondoorlatend zijn, moet op een afscheider voor koolwaterstoffen aangesloten worden;

2° ofwel in een ondoordringbare omsluiting. Wanneer de leidingen onder druk staan, dient deze omsluiting uitgerust te zijn met een permanent lekdetectiesysteem voor de opsporing van koolwaterstoflekken gekoppeld aan een hoorbaar en visueel alarm voor de exploitant van de installatie.

Er moeten maatregelen genomen worden om deze leidingen te beschermen tegen vervormingen die zouden kunnen optreden wanneer er voertuigen overheen rijden.

Alle ondergrondse metalen leidingen moeten naar behoren beschermd worden tegen corrosie overeenkomstig de bepalingen van artikel 12; zij moeten op zijn minst bekleed worden met een laag antiroestverf en een speciale zelfklevende, isolerende en ondoorlatende folie of op gelijkwaardige wijze beschermd worden.

#### Sectie 7. — Bescherming tegen corrosie en elektrische installatie

**Art. 12.** Wanneer het buitenste omhulsel en het gedeelte van de binnenste houder dat eventueel zichtbaar blijft uit metaal zijn, moeten zij aan de buitenzijde beschermd worden tegen corrosie door een bekleding waarvan de diëlektrische weerstand minstens aan de norm NBN I 03-001 beantwoordt.

De zichtbare metalen delen van de leidingen die petroleumproducten bevatten alsook van de houder die in contact komen met de bodem, moeten bovendien beschermd worden door middel van een stroomaftapping, bedoeld om een voldoende negatieve spanning te behouden wanneer ten minste één van de volgende voorwaarden vervuld is :

1° de inrichting is in een openbaar drinkwaterwinningsgebied gevestigd;

2° de soortelijke weerstand van de bodem bedraagt minder dan 5 000 ohm.cm, waarbij de meting op het laagste punt van de uitgraving en buiten droogteperiodes moet gebeuren;

3° het pH-gehalte van de bodem, gemeten op het laagste punt van de uitgraving, bedraagt minder dan 5;

4° de aanwezigheid van zwerfstromen wordt vastgesteld.

Wanneer dit het geval is, moet de elektrische continuïteit van alle metalen en ingegraven opslaginstallaties zodanig verzekerd worden dat al deze metalen onderdelen aan eenzelfde negatieve spanning onderworpen zijn dat volstaat om in de immuniteitszone van het diagram van Pourbaix te komen.

De doeltreffendheid van deze kathodische bescherming moet gecontroleerd worden door met een voltmeter het bestaande potentiaalverschil te meten tussen enerzijds de houder en zijn bovenstructuur van leidingen en anderzijds de anode of het aftaptoestel.

Om het meten te vereenvoudigen, wordt een meetkast aangebracht op de kabel die de spanningsaftap van de houder met de beschermingsanode verbindt.

De installatie van deze bescherming vormt tevens een aarding voor de houder.

De bovengrondse metalen onderdelen moeten geïsoleerd worden van de rest van de installatie die kathodisch beschermd is.

Om vrijgesteld te worden van de verplichting om een kathodische bescherming te voorzien, moet de exploitant een verslag van een terzake erkend studiebureau voorleggen waarin de afwezigheid van zwerfstromen bevestigd wordt, evenals het feit dat de soortelijke weerstand van de bodem meer dan 5 000 ohm.cm bedraagt en dat het pH-gehalte meer dan 5 bedraagt.

**Art. 13.** Elke peilingsoperatie gebeurt via de bovenzijde van de opslaginstallaties.

Les tubes de niveau en verre ou en matière plastique sont interdits. S'il est fait usage d'une latte de jaugeage, celle-ci est constituée d'un matériau non étincelant adapté à chaque type de cuve; toutes les précautions sont prises pour en assurer la verticalité lors du jaugeage et pour éviter que la latte n'endommage le réservoir.

Le système de jaugeage est conçu de telle façon qu'il soit obturé hermétiquement en dehors de l'opération de jaugeage.

Le jaugeage est interdit pendant le remplissage.

#### Section 8. — Remplissage des réservoirs

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Chaque réservoir a sa propre tuyauterie de remplissage et ne peut être rempli que s'il est efficacement protégé par un système anti-débordement.

Les opérations de remplissage et de vidange du réservoir ne peuvent s'effectuer qu'à l'aide de tuyauteries adaptées au réservoir de manière solide et parfaitement étanche.

Une indication lisible et indélébile concernant la nature du carburant et la capacité de l'installation de stockage doit se trouver à proximité immédiate de l'orifice de remplissage. Un dispositif pour empêcher l'accès aux orifices de remplissage à toute personne non autorisée doit être mis en place.

Il est interdit d'utiliser une pompe pour le remplissage des installations de stockage. — excepté pour les réservoirs aériens ou si le permis d'environnement l'autorise formellement.

§ 2. Lors du remplissage d'un réservoir, une liaison équipotentielle entre celui-ci et le camion-citerne est établie, ou ce dernier est mis à la terre.

§ 3. Le remplissage des installations de stockage est effectué sous la surveillance de l'exploitant, d'une personne préposée par lui à cet effet ou du conducteur du camion-citerne. Dans cette dernière hypothèse, le conducteur dispose de consignes de sécurité et éventuellement, des mesures particulières à respecter telles que notamment: horaires, mesures de sécurité particulières.

Pendant le remplissage des installations de stockage, l'exploitant, son préposé, ou le chauffeur du camion-citerne se trouve à une distance raisonnable de l'endroit de remplissage, de manière à pouvoir intervenir immédiatement en cas d'incident.

§ 4. L'exploitant ou son préposé dispose d'instructions écrites sur la procédure à suivre pour le remplissage du ou des réservoir(s) et sur les mesures à prendre en cas d'incident ou d'accident.

Ces instructions sont transmises, explicitées et régulièrement répétées aux préposés.

Elles sont tenues à la disposition des agents et fonctionnaires chargés de la surveillance.

L'exploitant veille à l'observation stricte de ces instructions.

#### Section 9. — Approvisionnement des véhicules

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. L'approvisionnement des véhicules est interdit sur la chaussée et sur les trottoirs. Les pompes doivent être installées de façon à ce qu'un tel approvisionnement soit impossible.

Aucune pompe distributrice ne peut être installée sur les trottoirs.

L'approvisionnement des véhicules est également interdit à l'intérieur des bâtiments.

Par dérogation, le permis d'environnement peut autoriser le ravitaillement en produits dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C, dans des locaux suffisamment vastes pour autant que le bâtiment ne comporte pas de logements et que les pompes ne soient pas ouvertes au public.

§ 2. Si possible, le pompage des carburants se fera par aspiration au niveau de l'appareil de distribution. Si tel n'est pas le cas, les pompes seront couplées à un système provoquant leur arrêt immédiat en cas de détection d'une perte de pression ou d'une fuite.

§ 3. Dans une zone de 1 mètre autour des zones de remplissage, atteintes par les pistolets de distribution, les bouches d'égout, les chenaux ou tout autre ouverture vers n'importe quel espace souterrain autre que le séparateur d'hydrocarbures sont interdits sauf si, en cas de nécessité inhérente à l'exploitation, le permis d'environnement l'autorise formellement.

Glazen of plastic peilbuizen zijn verboden. Wanneer gebruik wordt gemaakt van een peilstok, moet deze vervaardigd zijn uit een niet-glinsterend materiaal dat aan elk soort houder aangepast is; alle mogelijke maatregelen moeten worden genomen om de verticale stand van de peilstok op het ogenblik van de meting te verzekeren en te voorkomen dat de stok de houder beschadigt.

Het peilsysteem moet zodanig geconcepieerd zijn dat het buiten de eigenlijke peiloperatie hermetisch afgesloten is.

Het is verboden een peiling uit te voeren tijdens het vullen.

#### Sectie 8. — Vullen van de houders

**Art. 14.** § 1. Elke houder beschikt over eigen vulleidingen en mag slechts gevuld worden wanneer hij doeltreffend beschermd wordt door een overvulbeveiligingssysteem.

Het vullen en leegmaken van een houder mag slechts gebeuren met behulp van aan de houder aangepaste leidingen die degelijk zijn en perfect ondoorlatend.

In de onmiddellijke nabijheid van de vulmond dient een leesbare en onuitwisbare vermelding betreffende de aard van de brandstof en de capaciteit van de opslaginstallatie aangebracht te worden. Bovendien dient een toestel alle onbevoegden de toegang tot de vulmonden te verhinderen.

Het is verboden om een pomp te gebruiken voor het vullen van de opslaginstallaties, tenzij voor bovengrondse houders of wanneer dit formeel toegestaan wordt door de milieuvergunning.

§ 2. Bij het vullen van een houder wordt er een equipotentiaalverbinding tussen deze houder en de tankwagen tot stand gebracht of wordt deze laatste geard.

§ 3. Het vullen van de opslaginstallaties gebeurt onder toezicht van de exploitant, een door hem hiertoe aangestelde persoon of de bestuurder van de tankwagen. In dit laatste geval is de bestuurder op de hoogte van de veiligheidsvoorschriften en eventueel ook van de bijzondere maatregelen die in acht moeten worden genomen zoals de uurregeling en bijzondere veiligheidsmaatregelen.

Tijdens het vullen van de opslaginstallaties bevinden de exploitant, zijn aangestelde of de chauffeur van de tankwagen zich op een redelijke afstand van de plaats waar het vullen plaatsvindt, zodat zij bij een incident onmiddellijk kunnen tussenkomen.

§ 4. De exploitant of zijn aangestelde beschikken over schriftelijke instructies aangaande de procedure die bij het vullen van de houder(s) gevolgd moet worden en de maatregelen die bij een incident of ongeval genomen moeten worden.

Deze instructies worden aan de aangestelden meegedeeld, verduidelijkt en regelmatig herhaald.

Zij worden ter beschikking gehouden van de ambtenaren en agenten belast met het toezicht.

De exploitant waakt over de strikte naleving van deze instructies.

#### Sectie 9. — Bevoorrading van voertuigen

**Art. 15.** § 1. Het is verboden om voertuigen op de rijweg of op het trottoir te bevoorraden. De pompen moeten zodanig geplaatst worden dat een dergelijke bevoorrading onmogelijk is.

Geen enkele benzinepomp mag op het trottoir geïnstalleerd worden.

Het is eveneens verboden om voertuigen binnenin gebouwen te bevoorraden.

De milieuvergunning kan in afwijking van deze regel toestaan om in voldoende grote ruimten voertuigen te bevoorraden met producten waarvan het vlampunt meer dan 55 °C bedraagt, op voorwaarde evenwel dat in het gebouw geen woningen ondergebracht zijn en dat de pompen niet openstaan voor het publiek.

§ 2. Indien mogelijk zal het pompen van de brandstoffen gebeuren door aanzuiging ter hoogte van het verdeelapparaat. Als dit niet kan, moeten de pompen aangesloten worden op een systeem dat hun werking onmiddellijk stilt bij de detectie van drukverlies of de vaststelling van een lek.

§ 3. In een straal van 1 meter rond de vulzones, die gaan tot waar de vulpistolen reiken, zijn rioolroosters, goten of eender welke andere openingen naar eender welke ondergrondse ruimten - tenzij de afscheider voor koolwaterstoffen - verboden, tenzij dit nodig is om redenen die inherent zijn aan de exploitatie en de milieuvergunning dit formeel toestaat.

## CHAPITRE III. — Sécurité des installations

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des autres dispositions légales ou réglementaires en cette matière, l'exploitant est tenu de prendre les mesures nécessaires afin de protéger suffisamment le voisinage contre les risques d'incendie et d'explosion propres à la présence ou à l'exploitation de l'établissement.

Ceci suppose entre autres que les moyens nécessaires de lutte contre l'incendie soient prévus.

Les moyens de lutte contre l'incendie doivent être en bon état d'entretien, protégés contre le gel, signalés de façon efficace, facilement accessibles et judicieusement répartis. Le matériel de lutte contre l'incendie doit immédiatement pouvoir être mis en opération.

§ 2. Sans préjudice d'autres dispositions réglementaires, les installations dans les zones à risques d'incendies et d'explosions par la présence accidentelle d'un mélange explosif, doivent être conçues et exécutées suivant un plan de zonage.

Pour les installations auxquelles le Règlement Général des Installations Electriques (RGIE) n'est pas encore d'application, la liste de classification des zones se fait conformément aux dispositions de l'article 105 du règlement précité.

§ 3. Il est strictement interdit :

1° de fumer, de faire du feu, ou de stocker des substances inflammables au-dessus des installations de stockage, près des pompes, des conduites, des distributeurs, des points de remplissage et de l'endroit de déchargement des véhicules-citernes; des signaux de sécurité, conformes aux prescriptions de l'article 54quinquies du Règlement Général pour la Protection du Travail, interdisant de fumer sont apposés de manière visible et à suffisamment d'endroits;

2° de laisser séjourner aux abords de la station-service, du bois, des copeaux ou autres substances combustibles conformément au plan de zonage.

§ 4. L'éclairage artificiel des différents locaux, des abords immédiats des installations de stockage et de l'aire d'approvisionnement des véhicules se fera exclusivement à l'aide d'électricité.

§ 5. En présence d'une cave dans un rayon de 2 mètres d'un réservoir enfoui, un système de détection de vapeurs d'hydrocarbures doit être placé au point le plus bas de la cave concernée.

Ce dispositif est conçu de manière telle que :

1° la présence de vapeurs d'hydrocarbures génère une alarme audible et visible par le responsable de l'installation;

2° l'exploitant soit averti de tout défaut du dispositif avertisseur, il procède dans les plus brefs délais aux réparations nécessaires. Toute interruption de fonctionnement de plus de 5 jours du système de détection de vapeur est notifiée par lettre recommandée à l'IBGE.

§ 6. Les stations-service fonctionnant de nuit ou en continu avec ou sans préposé et qui sont situées dans un immeuble de logement, doivent disposer d'une alarme sonore couplée à des détecteurs d'incendie.

§ 7. Les distributeurs seront pourvus de dispositifs assurant leur arrêt automatique en cas d'incendie aux appareils distributeurs.

En ce qui concerne les pompes électriques, un dispositif provoquant un arrêt sera placé sur le corps même de l'appareil de distribution. L'arrêt pistolet satisfait à cette condition. Si la pompe est à air comprimé, une partie fusible sera placée sur le tuyau de commande, de manière à assurer l'arrêt par chute de pression.

De plus, un dispositif clairement signalé, toujours accessible et suffisamment éloigné de l'appareil de distribution permettra, en tout temps, de commander l'arrêt des pompes.

Lorsqu'il sera fait usage de pompes électriques, les moteurs devront être situés, soit à l'air libre, soit dans un emplacement à l'abri des vapeurs inflammables et parfaitement ventilé, à moins qu'il ne s'agisse d'un appareil répondant aux prescriptions du Règlement Général des Installations Electriques pour zones explosives.

## HOOFDSTUK III. — Veiligheid van de installaties

**Art. 16.** § 1. Onverminderd andere wettelijke of reglementaire bepalingen in dit verband is de exploitant gehouden om de nodige maatregelen te treffen teneinde de omwonenden doeltreffend te beschermen tegen de brand- en ontplofingsrisico's die eigen zijn aan de aanwezigheid of de exploitatie van de inrichting.

Dit houdt onder andere in dat de vereiste brandbestrijdingsmiddelen voorzien moeten worden.

De brandbestrijdingsmiddelen moeten zich in goede staat van onderhoud bevinden en beschermd zijn tegen vorst. Er moet duidelijk aangegeven staan waar ze zich bevinden. Bovendien moeten ze makkelijk bereikbaar zijn en oordeelkundig verspreid staan. Het brandbestrijdingsmateriaal moet onmiddellijk gebruikt kunnen worden.

§ 2. Onverminderd andere reglementaire bepalingen moeten installaties in zones met brand- of ontplofingsgevaar omwille van de incidentele aanwezigheid van een explosief mengsel, geconcipeerd en gebouwd worden volgens een zoneringsplan.

Voor de installaties waarop het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties (AREI) nog niet van toepassing is, wordt de lijst met de indeling van de zones opgesteld conform de bepalingen van artikel 105 van voornoemd reglement.

§ 3. Het is ten strengste verboden :

1° te roken, vuur te maken of ontvlambare stoffen op te slaan bovenop de opslaginstallaties, in de nabijheid van de pompen, de leidingen, de verdeelapparaten, de vulpunten en de plaats voor het lossen van de tankwagens; er worden conform de voorschriften van artikel 54quinquies van het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming voldoende en duidelijk zichtbare veiligheidssignalen geplaatst die het roken verbieden.

2° om in de directe omgeving van een benzinstation hout, houtspaanders of andere brandbare stoffen te laten liggen, overeenkomstig het zoneringsplan.

§ 4. De kunstmatige verlichting van de verschillende lokalen, de directe omgeving van de opslaginstallaties en de plaats voor de bevoorrading van voertuigen dient uitsluitend elektrisch te gebeuren.

§ 5. Ingeval er zich binnen een straal van 2 meter rond een ondergrondse houder een kelder bevindt, moet er op het laagste punt van de betreffende kelder een systeem voor de detectie van koolwaterstofdampen geplaatst worden.

Het systeem moet ervoor zorgen dat :

1° de verantwoordelijke voor de installatie door een hoorbaar en visueel alarm verwittigd wordt van de aanwezigheid van koolwaterstofdampen;

2° de exploitant verwittigd wordt van elk defect aan het waarschuwingsmechanisme; hij gaat zo snel mogelijk over tot de nodige herstellingen. Elke onderbreking van de werking van het dampdetectiesysteem die meer dan 5 dagen duurt, moet aan het BIM bij een aangetekende brief meegedeeld worden.

§ 6. De benzinstations die 's nachts werken of 24 uur op 24, met of zonder verantwoordelijke, en die onder een woongebouw gelegen zijn, moeten uitgerust zijn met een akoestisch alarm, gekoppeld aan branddetectoren.

§ 7. De verdeelapparaten zijn uitgerust met toestellen waardoor ze automatisch buiten werking gesteld worden ingeval er brand ontstaat bij de verdeelapparaten.

Bij elektrische pompen wordt er een stopzettingsmechanisme op het verdeelapparaat zelf gemonteerd. Een stoppistool voldoet aan deze voorwaarde. Bij de pompen die met gecompriëerde lucht werken, zal een smelbaar gedeelte op de bedieningsslang worden geplaatst, om de stillegging door een drukverlaging te waarborgen.

Bovendien kunnen de pompen op eender welk moment stopgezet worden door middel van een duidelijk aangegeven toestel dat zich steeds op een bereikbare plaats op voldoende afstand van de verdeelapparaten moet bevinden.

Wanneer er met elektrische pompen gewerkt wordt, moeten de motoren ofwel in de open lucht, ofwel in een perfect geventileerde ruimte beschut tegen ontvlambare dampen, opgesteld worden, tenzij het gaat om pompen die beantwoorden aan de voorschriften van het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties in verband met explosieve zones.

## CHAPITRE IV. — Émissions de composés organiques volatils

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Lors du ravitaillement d'un véhicule automoteur à la station, les vapeurs et gaz d'essence refoûlés par l'essence de ravitaillement doivent être reconduits dans un réservoir d'essence.

§ 2. Les dispositifs de reconduction des gaz doivent remplir les conditions suivantes :

1° en cas de système passif :

a) seuls peuvent être utilisés les pistolets spécialement équipés pour la récupération des vapeurs et des gaz et qui assurent un raccord étanche vers le réservoir du véhicule;

b) la perte de charge ne peut pas faire obstacle à la libre reconduction des gaz;

c) la pression de refoûlement auprès du pistolet ne peut pas dépasser la valeur maximale prescrite par le constructeur;

d) la canalisation de refoûlement des vapeurs et gaz doit être à pente descendante vers le réservoir (minimum 1 %) sans aucun point bas;

e) les manchons recouvrant les pistolets ne peuvent pas présenter des trous ou fissures qui pourraient mener à un manque d'étanchéité;

2° en cas de système actif :

le rapport entre le mélange vapeurs-gaz-air refoûlé et le volume d'essence ravitaillé ne doit pas dépasser 105 %. Un emplacement adéquat doit être prévu pour contrôler le débit de l'air refoûlé.

§ 3. Avant la première mise en service des installations de récupération des vapeurs et des gaz, celles-ci doivent être contrôlées par un bureau d'étude agréé. Le rapport de réception doit indiquer si les installations répondent aux prescriptions du présent arrêté et du permis d'environnement et indique également le pourcentage de récupération des vapeurs. Ce rapport doit être conservé sur place.

Le système de récupération des vapeurs et gaz d'essence subit un entretien annuel par un expert compétent. La date de l'entretien, les constatations de dysfonctionnements éventuels, les réparations effectuées doivent être inscrites au registre prévu à l'article 19.

## CHAPITRE V. — Protection du sol et des eaux souterraines

## Section Ire. — Dispositifs de prévention

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Les mesures nécessaires seront prises afin d'éviter que des liquides inflammables ne soient accidentellement répandus et que le sol et les eaux de surface et souterraines ne soient pollués.

§ 2. Les zones où sont groupées les embouchures des tuyaux de remplissage et les zones de distribution près des distributeurs, ainsi que la pompe deux temps éventuellement présente, se trouvent toujours en plein air et sur le terrain de l'établissement.

Ces emplacements et zones sont :

1° imperméables aux hydrocarbures;

2° pourvus des pentes nécessaires et de rebords éventuels, afin d'évacuer tous les liquides accidentellement répandus vers un système de captage ou de récupération des hydrocarbures;

3° d'une surface délimitée par la longueur des flexibles augmentée d'un mètre, sans être inférieure à trois mètres pour la piste d'approvisionnement.

Avant d'être rejetées, les eaux usées susceptibles d'avoir été polluées par les hydrocarbures doivent être recueillies et évacuées vers une installation de décontamination et d'élimination des hydrocarbures.

Cette installation doit être entretenue régulièrement.

§ 3. Le séparateur d'hydrocarbures doit être conçu et dimensionné, conformément aux prescriptions de la norme DIN 1999 ou à tout autre code de bonne pratique équivalent, en fonction des caractéristiques d'exploitation prévues : débit à traiter, densité du ou des produits à séparer et à la qualité d'effluent en sortie selon le milieu récepteur. La conformité du séparateur doit être garantie par un certificat du constructeur.

Ce séparateur d'hydrocarbures doit être équipé d'un système de sécurité qui obture la sortie de l'installation lorsque la quantité d'hydrocarbures qui afflue est supérieure à celle que l'installation peut retenir.

## HOOFDSTUK IV — Uitstoot van vluchtige organische stoffen

**Art. 17.** § 1. Tijdens de bevoorradings van een motorvoertuig in een benzinstation moeten de benzinedampen en -gassen die uitgedreven worden door de benzine die toegevoegd wordt, teruggevoerd worden naar een benzinehouder.

§ 2. De gasterugwinningsmechanismen moeten beantwoorden aan de volgende voorwaarden :

1° bij een passief systeem :

a) er mogen alleen pistolen gebruikt worden die speciaal uitgerust zijn voor het terugwinnen van dampen en gassen en die een hermetische aansluiting op de tank van het voertuig verzekeren;

b) het drukverlies mag geen obstakel vormen voor de vrije terugvoering van de gassen;

c) de terugslagdruk ter hoogte van het pistool mag de door de constructeur voorgeschreven maximale waarde niet overschrijden;

d) de terugvoering van de dampen en gassen naar de houder moet volgens een dalende lijn verlopen (minimum 1 %) zonder enig laag punt;

e) de moffen rond de pistolen mogen geen gaten of scheuren vertonen die de hermetische afsluiting zouden tenietdoen;

2° bij een actief systeem :

de verhouding tussen het teruggevoerde mengsel van dampen, gassen en lucht en de hoeveelheid getankte benzine mag niet meer dan 105 % bedragen. Er moet een aangepaste plaats worden om het debiet van de teruggestuwde lucht te controleren.

§ 3. Vóór de eerste inwerkingstelling van de installaties voor de terugwinning van dampen en gassen, moeten deze door een erkend studie bureau gecontroleerd worden. Het ontvangstverslag moet vermelden of de installaties beantwoorden aan de voorschriften van dit besluit en van de milieuvergunning. Het moet eveneens het percentage van de terugwinning van de dampen opgeven. Dit verslag moet ter plaatse bewaard worden.

Het systeem voor de terugwinning van benzinedampen en -gassen ondergaat jaarlijks een onderhoudsbeurt door een bevoegd deskundige. De datum van het onderhoud, de vaststellingen in verband met eventuele storingen en de uitgevoerde herstellingen moeten ingeschreven worden in het register waarvan sprake is in artikel 19.

## HOOFDSTUK V — Bescherming van de bodem en het grondwater

## Sectie 1. — Preventiemechanismen

**Art. 18.** § 1. De noodzakelijke maatregelen moeten worden genomen om te voorkomen dat ontvlambare vloeistoffen per ongeluk verspreid worden en de bodem, de oppervlaktewateren en het grondwater verontreinigen.

§ 2. De zones waar zich de mondingen van de vullleidingen bevinden en de distributiezones rond de verdeelapparaten evenals de pomp voor tweetaktmotoren die eventueel aanwezig is, bevinden zich steeds in de open lucht en op het terrein van de inrichting.

Deze plaatsen en zones :

1° zijn ondoordringbaar voor koolwaterstoffen;

2° zijn voorzien van de nodige hellingen en eventueel randen om alle vloeistoffen die per ongeluk verspreid worden, af te leiden naar een opvangsysteem voor koolwaterstoffen of naar een terugwinningsstelsel;

3° bestaan uit een oppervlak dat begrensd wordt door de lengte van de soepele darm vermeerderd met één meter (zij het nooit minder dan 3 meter) voor de bevoorradingsplaats.

Het afvalwater dat door koolwaterstoffen verontreinigd kan zijn, moet, vóórdat het geloosd wordt, opgevangen worden en afgevoerd naar een bezinkinstallatie en afscheider voor koolwaterstoffen.

Deze installatie moet regelmatig onderhouden worden.

§ 3. Het ontwerp en de afmetingen van de afscheider moeten beantwoorden aan de voorschriften van de norm DIN 1999 of aan eender welke andere gelijkwaardige regels van goed vakmanschap, op grond van de voorziene karakteristieken van de exploitatie: het te verwerken debiet, de dichtheid van de te scheiden producten/van het te scheiden product en de kwaliteit van het afvalwater na afloop naargelang van het ontvangend milieu. Een getuigschrift van de constructeur moet aantonen dat de afscheider voldoet aan de voorschriften.

De koolwaterstoffenafscheider moet uitgerust worden met een veiligheidssysteem dat de uitgang van de installatie afsluit wanneer de hoeveelheid koolwaterstoffen die toestroomt groter is dan degene die de installatie kan bevatten.

Lorsque le déversement a lieu dans les eaux de surface ordinaires, le séparateur d'hydrocarbures doit être muni d'un filtre coalesceur afin de séparer par coalescence les hydrocarbures finement dispersés. Ce filtre doit être régulièrement nettoyé sur un site directement relié à l'installation de séparation.

Le système d'évacuation des eaux usées polluées par les hydrocarbures doit être séparé du système d'évacuation des eaux usées domestiques normales et des eaux pluviales et cela afin de réduire la charge hydraulique et les dimensions du système d'épuration.

En outre, une sonde de contrôle du niveau de l'interface entre l'eau et les hydrocarbures couplée avec une alarme visuelle et sonore doit être installée afin d'avertir en temps utile de la nécessité d'évacuer le contenu du séparateur d'hydrocarbures.

§ 4. Toutes les dispositions seront prises pour éviter l'accumulation de vapeurs inflammables dans les tuyauteries.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Dans chaque station service, l'exploitant tient à disposition de l'IBGE les documents requis par le présent arrêté, ou une copie de ceux-ci et le registre des interventions.

Dans les stations sans préposé, ce registre est déposé dans un coffre dont une clé est tenue à disposition de l'IBGE.

Une copie des plans et attestations de conformité aux normes délivrés par le constructeur et par l'installateur doit être tenue à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance sur le lieu de l'exploitation.

Les contrôles, les épreuves et les essais d'étanchéité mentionnés ci-après donneront lieu à l'établissement de procès-verbaux dans lesquels seront mentionnés l'adresse de l'installation contrôlée, la raison sociale de l'entreprise, le nom du technicien ayant effectué le test, la date de réalisation du test, les conditions et les résultats de l'opération. Les constatations de dysfonctionnement éventuels et les réparations effectuées doivent être inscrites au registre. Ces documents, ou une copie de ceux-ci, doivent être tenus à la disposition de l'IBGE sur le lieu de l'exploitation. Les dates de ces contrôles, épreuves et essais d'étanchéité seront préalablement notifiées à l'IBGE.

§ 2. Les installations de stockage doivent être soumises aux contrôles suivants :

1° avant leur installation, soit directement dans le sol, soit dans une cuvette de rétention, il y a lieu de faire contrôler leur conformité aux prescriptions du présent arrêté par un bureau d'étude agréé;

2° après l'installation, mais avant la mise en service des installations de stockage, il y a lieu de faire contrôler par un bureau d'étude agréé si le réservoir, les conduites et les installations y afférentes répondent aux prescriptions du présent arrêté; ce contrôle comprend également un essai d'étanchéité des conduites conformément au § 3 du présent article;

3° le respect par les installations des prescriptions du présent arrêté doit ensuite être vérifié périodiquement :

a) un bureau d'étude agréé vérifie annuellement l'état général de l'installation, l'efficacité de la protection cathodique, du limiteur de remplissage pour autant qu'il ne soit pas de type mécanique, du système de détection de vapeurs d'hydrocarbures éventuel, du système de détection de fuites, du séparateur d'hydrocarbures et du système de récupération des vapeurs ainsi que la présence d'eau et de boue dans le réservoir et détecte visuellement une éventuelle pollution en dehors du réservoir;

b) un bureau d'étude agréé vérifie au moins tous les 10 ans les éléments mentionnés sous a), et, en l'absence de protection cathodique, l'agressivité et la conductibilité du sol adjacent; la vérification générale comprend également un essai d'étanchéité des installations de stockage dont l'examen visuel est impossible, tel que mentionné au § 3.

§ 3. Le test décennal d'étanchéité des installations de stockage enfouies dans le sol non équipées d'un système de détection de fuites est réalisé par les méthodes suivantes ou par toute autre méthode équivalente ayant reçu l'accord écrit de l'IBGE :

1° Méthode acoustique par ultrason.

2° Méthode par variation du volume contenu.

3° Mise sous pression des réservoirs s'ils ont été préalablement vidés (sous une pression d'au moins 30 kPa (0,3 bar) pour les tuyauteries et de 100 kPa (1 bar) pour les réservoirs, pendant une heure si le gaz est utilisé comme fluide de mise sous pression ou pendant 20 minutes si du liquide est utilisé comme fluide de mise sous pression).

Bovendien moet er een sonde geïnstalleerd worden die het niveau van het grensvlak tussen het water en de koolwaterstoffen controleert en gekoppeld is aan een alarm met een licht- en geluidssignaal dat tijdig aangeeft wanneer de inhoud van de koolwaterstoffenafscheider verwijderd moet worden.

Wanneer het afvalwater nadien in gewone oppervlaktewateren geloosd wordt, moet de koolwaterstoffenafscheider uitgerust worden met een coalescentie-filter om de fijn verspreide koolwaterstoffen door middel van coalescentie te scheiden. Deze filter moet regelmatig schoongemaakt worden op een plaats die rechtstreeks verbonden is met de scheidingsinstallatie.

Het afvoersysteem voor afvalwater dat met koolwaterstoffen verontreinigd is, moet gescheiden zijn van het afvoersysteem voor gewoon huishoudelijk afvalwater en regenwater zodat de hydraulische belasting en de omvang van het zuiveringssysteem beperkt kunnen worden.

§ 4. Alle maatregelen moeten worden genomen om de accumulatie van ontvlambare dampen in de leidingen te voorkomen.

**Art. 19.** § 1. In elk benzinstation houdt de exploitant de door dit besluit vereiste documenten, of een kopie ervan, evenals het interveniëregister ter beschikking van het BIM.

In de benzinstations zonder aangestelde wordt dit register neergelegd in een kluis waarvan de sleutel ter beschikking van het BIM gehouden wordt.

De afschriften van de plannen en de getuigschriften ter bevestiging van de naleving van de normen afgegeven door de constructeur en de installateur moeten op de plaats van de exploitatie ter beschikking gehouden worden van de ambtenaar belast met het toezicht.

Van de hierna vermelde controles, proeven en dichtheidstesten moet een verslag opgesteld worden met vermelding van het adres van de gecontroleerde installatie, de firmanaam van de onderneming, de naam van de technicus die de test uitgevoerd heeft, de datum waarop de test uitgevoerd werd, en de omstandigheden en resultaten van de operatie. Eventueel vastgestelde gebreken en uitgevoerde herstellingen moeten in het register ingeschreven worden. Deze documenten, of een afschrift ervan, moeten op de plaats van de exploitatie ter beschikking van het BIM gehouden worden. De data van deze controles, proeven en dichtheidstesten moeten voorafgaandelijk aan het BIM meegedeeld worden.

§ 2. De opslaginstallaties moeten aan de volgende controles onderworpen worden :

1° Vóórdat ze geïnstalleerd worden, hetzij rechtstreeks in de grond, hetzij in een opvangbak, moet door een erkend studiebureau vastgesteld worden dat ze beantwoorden aan de voorschriften van dit besluit.

2° Na de plaatsing maar vóór de inwerkingstelling van de opslaginstallaties, moet door een erkend studiebureau gecontroleerd worden of de houder, de leidingen en de bijbehorende installaties beantwoorden aan de voorschriften van dit besluit; deze controle omvat ook een dichtheidstest van de leidingen conform § 3 van dit artikel.

3° De installaties moeten vervolgens regelmatig gecontroleerd worden in verband met de naleving van de voorschriften van dit besluit :

a) een erkend studiebureau controleert jaarlijks de algemene staat waarin de installatie zich bevindt, de doeltreffendheid van de kathodische bescherming, de overvulbeveiliging in zoverre deze niet van het mechanische type is, het eventuele detectiesysteem van koolwaterstof-dampen, het lekdetectiesysteem, de koolwaterstoffenafscheider en het dampterugwinningssysteem. Het controleert de aanwezigheid van water en slib in de houder en spoort eventuele zichtbare verontreiniging buiten de houder op.

b) een erkend studiebureau controleert minstens om de 10 jaar de elementen vermeld onder a) en, ingeval er geen kathodische bescherming is, de agressiviteit en de geleidbaarheid van de omliggende bodem. De algemene controle omvat ook een dichtheidstest van de opslaginstallaties waarvan een visueel onderzoek onmogelijk is zoals vermeld in § 3.

§ 3. De tienjaarlijkse dichtheidstest van de ondergrondse opslaginstallaties die niet uitgerust zijn met een lekdetectiesysteem, wordt uitgevoerd volgens de volgende methoden of volgens eender welke andere gelijkwaardige methode waarmee het BIM zich voorafgaandelijk schriftelijk akkoord verklaard heeft :

1° akoestische methode met ultrasone trillingen;

2° variatie van het behelste volume;

3° onder druk zetting van de vooraf leeggemaakte houders (onder een druk van ten minste 30 kPa (0,3 bar) voor de leidingen en een druk van 100 kPa (1 bar) voor de houders, en dit gedurende 1 uur wanneer er gas gebruikt wordt om de druk uit te oefenen of gedurende 20 minuten wanneer er een vloeistof gebruikt wordt om de druk uit te oefenen).

§ 4. Suite à la vérification annuelle visée au § 2, 3°, a), le bureau d'étude agréé établit une attestation de conformité du réservoir et de l'installation aux prescriptions du présent arrêté.

Il appose également un autocollant ou une plaquette clairement visible et lisible sur la conduite de remplissage mentionnant : son identité ainsi que l'année et le trimestre de la dernière vérification limitée annuelle ainsi que la date de la vérification suivante. En fonction des constatations faites, la plaquette ou autocollant précité sera de la couleur suivante :

1° verte, si le réservoir est en règle;

2° orange, lorsqu'aucune pollution n'a été constatée en dehors du réservoir, mais lorsque certaines réparations au réservoir, aux sécurités, aux protections, aux systèmes ou aux installations s'avèrent nécessaires;

3° rouge, lorsqu'il y a pollution en dehors du réservoir due à une défectuosité (ou une fuite) au réservoir ou à l'installation couplée à celui-ci.

§ 5. Le bureau d'étude agréé établit un rapport suite à chacune des vérifications visées au § 2 du présent article, autres que celles visées au § 4. Ce rapport comprendra au moins les données suivantes :

1° nom et adresse du constructeur;

2° date et numéro de fabrication;

3° qualité et épaisseur de l'acier utilisé, ou de la matière plastique thermodurcissable armée;

4° nature de la protection extérieure;

5° résultats de l'essai d'étanchéité;

6° capacité en eau du réservoir;

7° la conclusion dont il doit ressortir explicitement que les prescriptions du présent règlement sont respectées ou non.

Les rapports visés dans le premier alinéa ou une copie de ceux-ci seront tenus à la disposition de l'IBGE sur le lieu d'exploitation. En outre, une copie des rapports faisant état du placement d'une plaquette orange ou rouge comme visé au § 4 doivent être transmis dans les 8 jours à l'IBGE.

§ 6. Seuls les réservoirs qui sont réglementairement en ordre peuvent être remplis et exploités. Les réservoirs dont la conduite de remplissage est pourvue d'une plaquette ou d'un autocollant rouge, comme visé au § 4, ne peuvent en aucun cas être remplis. Les réservoirs dont la conduite de remplissage est pourvue d'une plaquette ou d'un autocollant orange, comme visé au § 4, peuvent encore être remplis pendant une période de transition d'au maximum 6 mois prenant cours le premier du mois suivant le mois mentionné sur la plaquette ou sur l'autocollant orange.

Dans le délai de 6 mois visé à l'alinéa précédent, les réparations doivent être effectuées et l'exploitant doit faire procéder à une nouvelle vérification annuelle limitée ou éventuellement à une vérification générale si l'IBGE l'estime nécessaire.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque des fuites sont constatées aux installations de stockage, le réservoir concerné est immédiatement mis hors service, vidé, nettoyé et dégazé. Les déchets sont éliminés conformément à l'Ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets. Les attestations d'élimination des déchets sont conservées à disposition de l'IBGE durant 5 ans.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter tout danger d'explosion et de limiter la pollution du sol et de la nappe aquifère.

Il notifie immédiatement la nature et la date de l'incident à l'IBGE.

Toute réparation doit être effectuée sous le contrôle d'un bureau d'étude agréé et notifiée à l'IBGE dans les huit jours de la réparation.

§ 2. La réparation du réservoir ne peut se faire que si elle est contrôlable. Après réparation, le réservoir ne peut être mis en service qu'après qu'il ait subi une vérification de l'étanchéité.

§ 3. Un réservoir défectueux qui n'est pas réparé, est immédiatement mis hors service de façon définitive.

§ 4. Na de jaarlijkse controle waarvan sprake is in § 2, 3°, a), stelt het erkende studiebureau een conformiteitsattest op waarin bevestigd wordt dat de houder en de installatie voldoen aan de voorschriften van dit besluit.

Het bureau plaatst op de vulleiding ook een duidelijk zichtbare en leesbare zelfklever of een plaatje waarop zijn naam, de trimester en het jaar van de laatste beperkte jaarlijkse controle vermeld staan. Naargelang van de gedane vaststellingen moet de zelfklever of het plaatje de volgende kleur hebben :

1° groen, als de houder in orde is met de voorschriften;

2° oranje, wanneer er buiten de houder geen verontreiniging vastgesteld is maar er bepaalde herstellingen uitgevoerd dienen te worden aan de houder, de veiligheids- of beschermingsmechanismen, de systemen of de installaties;

3° rood, wanneer er verontreiniging buiten de houder vastgesteld is die te wijten is aan een gebrek (of een lek) van de houder of een installatie die ermee verbonden is.

§ 5. Het erkende studiebureau stelt een verslag op na elk van de controles waarvan sprake is in § 2 van dit artikel en waarnaar niet verwezen wordt onder § 4. Dit verslag dient minstens de volgende gegevens te bevatten :

1° naam en adres van de constructeur;

2° fabricagedatum en -nummer;

3° kwaliteit en dikte van het gebruikte staal of van het gewapende thermohardende plastic;

4° aard van de externe bescherming;

5° resultaten van de dichtheidstest;

6° inhoudsvermogen in water van de houder;

7° besluit waaruit duidelijk moet blijken dat de voorschriften van dit reglement al dan niet geëerbiedigd worden.

De verslagen bedoeld in het eerste lid of een afschrift hiervan moeten op de plaats van de exploitatie ter beschikking van het BIM gehouden worden. Bovendien moet een afschrift van de verslagen aangaande de plaatsing van een oranje of rood plaatje zoals vermeld onder § 4 binnen 8 dagen aan het BIM bezorgd worden.

§ 6. Alleen de houders die reglementair in orde zijn, mogen gevuld en geëxploiteerd worden. De houders waarvan de vulleiding een rood plaatje of een rode zelfklever draagt zoals vermeld onder § 4, mogen in geen geval gevuld worden. De houders waarvan de vulleiding een oranje plaatje of zelfklever draagt zoals vermeld onder § 4, kunnen nog gevuld worden gedurende een overgangperiode van maximum 6 maanden die ingaat op de eerste dag van de maand die volgt op de maand die vermeld staat op het oranje plaatje of de oranje zelfklever.

Binnen de termijn van 6 maanden vermeld in voorgaande alinea moeten de herstellingen uitgevoerd worden en dient de exploitant over te gaan tot een nieuwe beperkte jaarlijkse controle of eventueel zelfs tot een algemene controle als het BIM dit nodig acht.

**Art. 20.** § 1. Wanneer er in de opslaginstallaties lekken vastgesteld worden, wordt de desbetreffende houder onmiddellijk buiten werking gesteld, leeggemaakt, gereinigd en ontgast. De afvalstoffen moeten verwijderd worden conform de ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen. De verwijderingsat- testen van de afvalstoffen moeten gedurende 5 jaar ter beschikking van het BIM gehouden worden.

De exploitant moet de nodige maatregelen nemen om elk ontplof- fingsgevaar te voorkomen en de verontreiniging van de bodem en het grondwater te beperken.

Hij dient het BIM bij de vaststelling onmiddellijk in te lichten over de aard en de datum van het incident.

Elke herstelling moet worden uitgevoerd onder het toezicht van een erkend studiebureau en dient binnen de acht dagen aan het BIM meegedeeld te worden.

§ 2. De herstelling van de houder mag slechts gebeuren wanneer het procédé controleerbaar is. Na de herstelling mag de houder pas opnieuw in gebruik genomen worden nadat hij een dichtheidstest ondergaan heeft.

§ 3. Een gebrekkige houder die niet hersteld wordt, moet onmiddellijk definitief buiten werking worden gesteld.

Lors de la mise hors service définitive, le réservoir est vidé, nettoyé, dégazé et enlevé.

Lorsqu'il n'y a pas de possibilité matérielle d'enlever le réservoir, il est, après accord de l'IBGE, rempli de sable, de mousse ou d'un matériau inerte équivalent.

§ 4. Les liquides qui ont pollué le sol ou qui ont été répandus dans les égouts, les eaux de surface, les eaux souterraines avoisinantes, sont immédiatement signalés à l'IBGE conformément à l'article 63 de l'ordonnance relative aux permis d'environnement.

#### Section 2. — Etude prospective

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. L'étude prospective sera réalisée par un bureau d'étude agréé dans la discipline « pollution du sol ». Elle a pour objectif de mettre en évidence une contamination éventuelle du sol et de l'eau souterraine sur un site, et de déterminer son importance en terme de concentration, son mode global de répartition spatiale et de fournir les premières estimations de l'état de pollution du sol et de l'eau souterraine par rapport aux normes fixées par le présent arrêté.

§ 2. Toute station-service fait l'objet d'une étude prospective réalisée par un bureau d'étude agréé dans la discipline pollution du sol lors de la mise en conformité prévus à l'article 71, § 3, lors de la cessation des activités de la station-service, lors du changement d'exploitant, lors du retrait ou du renouvellement du permis d'environnement ou à la demande motivée de l'IBGE dans le cas où l'IBGE suspecte un risque de pollution.

Dans le cas où une ou plusieurs études ont déjà été réalisées sur le site soit avant l'application de cet arrêté, soit en conformité avec le présent arrêté, il appartient à l'IBGE de décider sur base de ces études s'il y a lieu de réaliser une nouvelle étude prospective.

Préalablement à la réalisation de l'étude prospective, un projet d'étude signé par le bureau d'étude agréé est soumis à l'IBGE. Ce projet indique la classe de sensibilité visée à l'annexe I à laquelle appartient l'exploitation concernée, comprend les différents points repris en annexe II et est accompagné d'un formulaire d'identification du site dont le modèle est repris en annexe III.

Dès réception du dossier complet, l'Institut dispose de 30 jours pour approuver le projet d'étude prospective. Passé ce délai, en l'absence de réponse de l'IBGE, le projet est considéré de manière tacite comme approuvé.

**Art. 22.** L'étude prospective est réalisée dans les 90 jours à dater de l'approbation par l'IBGE du projet d'étude. Si l'étude ne peut être réalisée dans les 90 jours, un report de délai pourra être accordé sur base d'une motivation écrite adressée à l'IBGE par pli recommandé. L'IBGE statue dans les 7 jours sur le délai de la prolongation. Si, passé ce délai, l'IBGE n'a pas répondu, le report sera considéré de manière tacite comme accordé.

**Art. 23.** 1° L'étude prospective comporte, pour le sol, un nombre recommandé de forages conformément au tableau ci-après :

Installations	Nombre de forages/installation	Installaties	Aantal boringen/installatie
Cuve enfouie	1 2 (> 10 000 l)	Ondergrondse houder	1 2 (> 10 000 l)
Cuve aérienne	1	Bovengrondse houder	1
Ilôt de distributeur	1 2 (à partir de trois distributeurs)	Eiland met de verdeelapparaten	1 2 (vanaf drie verdeelapparaten)
Event	1	Ontluchting	1
Point de remplissage	1	Vulpunt	1

L'emplacement des points de forages sera choisi de manière à couvrir au maximum la zone à risque, avec un maximum de 5 forages pour le site.

Bij zijn definitieve buitenwerkingstelling wordt een houder leegge-maakt, gereinigd, ontgast en verwijderd.

Wanneer het materieel gezien onmogelijk is om de houder weg te halen, wordt hij, nadat het BIM zich hiermee akkoord heeft verklaard, met zand, schuim of een gelijkaardig inert materiaal gevuld.

§ 4. De vloeistoffen die de bodem verontreinigd hebben of die zich in de riolering, het oppervlaktewater en het omliggend grondwater verspreid hebben, worden onmiddellijk aan het BIM gesignaleerd overeenkomstig artikel 63 van de ordonnantie betreffende de milieu-vergunningen.

#### Sectie 2. — Prospectief onderzoek

**Art. 21.** § 1. Het prospectief onderzoek moet worden uitgevoerd door een studiebureau dat erkend is op het vlak van « bodemverontreiniging ». De studie is bedoeld om een eventuele verontreiniging van de bodem en het grondwater op een plaats aan te tonen, de omvang in termen van concentratie ervan vast te stellen, de globale wijze van ruimtelijke verspreiding te achterhalen en de eerste ramingen te maken aangaande de staat van verontreiniging van de bodem en het grondwater ten overstaan van de normen die door dit besluit vastgelegd worden.

§ 2. Elk benzinestation maakt het voorwerp uit van een prospectief onderzoek uitgevoerd door een studiebureau dat erkend is op het vlak van « bodemverontreiniging » tijdens de aanpassing aan de voorschriften voorzien in artikel 71, § 3, bij de stopzetting van zijn activiteiten, bij verandering van exploitant, bij de intrekking of de vernieuwing van de milieuvergunning of na een met redenen omkleed verzoek van het BIM wanneer het BIM meent dat er een risico op verontreiniging bestaat.

Ingeval er op de plaats reeds één of meer studies uitgevoerd werden vóór de toepassing van dit besluit, heeft het BIM het recht om op basis van deze studies te beslissen of er nog een prospectief onderzoek uitgevoerd moet worden.

Vóór de uitvoering van het prospectief onderzoek moet er een voorstel van onderzoek, ondertekend door het erkende studiebureau, aan het BIM voorgelegd worden. Dit voorstel vermeldt de sensibiliteitsklasse bedoeld in bijlage I waartoe de betreffende exploitatie behoort, bevat de verschillende punten vermeld in bijlage II en is vergezeld van een formulier voor de identificatie van de site waarvan een model opgenomen is in bijlage III.

Zodra het Instituut het volledige dossier ontvangen heeft, heeft het 30 dagen de tijd om het voorstel van het prospectief onderzoek goed te keuren. Wanneer het BIM na afloop van deze termijn niet gereageerd heeft, wordt het voorstel geacht stilzwijgend te zijn goedgekeurd.

**Art. 22.** Het prospectief onderzoek moet worden uitgevoerd binnen 90 dagen na de goedkeuring van het voorstel van onderzoek door het BIM. Als de studie niet binnen 90 dagen uitgevoerd kan worden, kan een verlenging van de termijn toegestaan worden na de indiening van een schriftelijk en met redenen omkleed verzoek dat bij ter post aangetekend schrijven aan het BIM gericht moet worden. Het BIM spreekt zich binnen 7 dagen uit over de duur van de verlenging. Wanneer het BIM na afloop van deze termijn niet gereageerd heeft, wordt de verlenging geacht stilzwijgend te zijn goedgekeurd.

**Art. 23.** 1° Het prospectief onderzoek omvat voor de bodem een aanbevolen aantal boringen overeenkomstig onderstaande tabel :

De boorpunten moeten rationeel verdeeld zijn om de risicozone zo goed mogelijk te bestrijken, met een maximum van 5 boringen per site.

2° Les forages sont réalisés au moyen des techniques les mieux adaptées aux conditions de terrain, au type d'échantillons devant être prélevés et aux analyses qui devront être réalisées. Les normes d'application pour la réalisation des forages destinés à l'observation des sols et leur échantillonnage sont reprises en Annexe VI.

3° Pour les forages à réaliser dans le sol, les exigences suivantes doivent être respectées :

a) Si la source de contamination est supérieure au niveau du sol, les forages sont poursuivis jusqu'au moins 2 mètres de profondeur en dessous de la surface du sol en place;

b) Si la source de contamination n'est pas supérieure au niveau du sol, les forages sont réalisés jusqu'au moins 2 mètres de profondeur en dessous de la source probable de contamination;

c) Les forages sont poursuivis en profondeur tant que des traces de contamination sont perceptibles par une détection sensorielle ou à l'aide d'instruments de criblage sur le site;

d) Les contaminations par des substances migrant facilement dans les sols doivent faire l'objet d'une observation particulière. Le bureau d'étude agréé doit dans ce cas estimer la nécessité de poursuivre les forages en profondeur en vue d'un échantillonnage, au delà des 2 mètres prévus aux points a) et b) du présent article. Les décisions prises à cet égard font l'objet d'une explication et d'une justification détaillée dans le rapport d'étude prospective;

e) Dès que le forage destiné à l'échantillonnage du sol atteint le niveau de la nappe d'eau souterraine, il sera interrompu sauf s'il est destiné au placement d'un piézomètre.

**Art. 24.** Dans les taches de contamination, à chaque point de forage, un échantillon de sol est prélevé, dans la couche de sol vraisemblablement la plus contaminée et est soumis aux analyses prévues à l'article 30. Le choix de la profondeur d'échantillonnage s'effectue en fonction des propriétés de mobilité des substances contaminantes, en fonction des caractéristiques des différents horizons du sol, à l'aide d'observations sensorielles ou à l'aide d'instruments de criblage.

**Art. 25.** Pour l'eau souterraine, un piézomètre par station service au minimum doit être placé pour détecter une éventuelle pollution, sauf avis contraire et motivé du bureau d'étude agréé. En pratique, le piézomètre sera placé par le bureau d'étude agréé là où la pollution sera sensoriellement la plus profonde ou la plus importante.

Par piézomètre mis en place un échantillon au moins sera prélevé et soumis aux analyses.

**Art. 26.** 1° Les forages qui seront réalisés pour placer les piézomètres sont poursuivis jusqu'au moins 5 m de profondeur. Lorsque la nappe est rencontrée avant d'atteindre cette profondeur, les forages sont poursuivis jusqu'à 1 mètre sous le niveau supérieur de la nappe.

2° Des forages plus profonds peuvent être envisagés lorsque les composés suspectés d'être présents sont caractérisés par une grande mobilité dans le sol et l'eau souterraine ou ont été observés dans les horizons plus profonds du sol. Il appartient au bureau d'étude agréé de se prononcer sur la nécessité et l'opportunité de poursuivre les forages en profondeur. Les décisions prises à cet égard font l'objet d'une justification détaillée soit dans le projet d'étude prospective soit lors de la rédaction du rapport d'étude prospective.

3° Lorsque la nappe est rencontrée, le forage est poursuivi jusqu'à un mètre sous le niveau supérieur de la nappe.

**Art. 27.** La réalisation des forages et l'échantillonnage du sol et de l'eau souterraine se fera selon les normes reprises à l'annexe VI.

En aucun cas, il ne peut être procédé à un mélange d'échantillons de sol ou d'eau souterraine.

2° De boringen worden uitgevoerd met behulp van de technieken die het best aangepast zijn aan de omstandigheden van het terrein, het soort stalen dat genomen moet worden en de analyses die erop dienen te gebeuren. De normen aangaande de uitvoering van boringen bestemd voor bodemonderzoek en het nemen van stalen, staan vermeld in Bijlage VI.

3° Bij het uitvoeren van boringen in de bodem moet aan de volgende vereisten voldaan worden :

a) Als de bron van de verontreiniging zich boven de grond bevindt, worden er op die plaats boringen uitgevoerd tot ten minste 2 meter onder het grondoppervlak.

b) Als de bron van de verontreiniging zich niet boven de grond bevindt, worden er boringen uitgevoerd tot ten minste 2 meter onder de vermoedelijke bron van de verontreiniging.

c) De boringen worden in de diepte verdergezet zolang er zintuiglijk of met behulp van meetinstrumenten sporen van verontreiniging waargenomen kunnen worden op het terrein.

d) Er dient bijzondere aandacht besteed te worden aan verontreiniging door stoffen die zich makkelijk in de bodem verplaatsen. Het erkende studiebureau dient in dat geval in te schatten of het nodig is om de boringen verder te zetten zodat stalen genomen kunnen worden op grotere diepte dan de 2 meter voorzien onder de punten a) en b) van dit artikel. De beslissingen die hierover genomen worden, moeten op gedetailleerde wijze toegelicht en verantwoord worden in het verslag van het prospectief onderzoek.

e) Zodra de boringen voor het nemen van bodemstalen ter hoogte van het grondwater komen, worden ze stopgezet tenzij wanneer het de bedoeling is om een piézometer te plaatsen.

**Art. 24.** Op de verontreinigde plaatsen wordt op elk boorpunt een staal van de bodem genomen uit de grondlaag die blijkbaar het zwaarst verontreinigd is. Deze stalen worden onderworpen aan de analyses voorzien in artikel 30. De diepte waarop de stalen genomen worden, wordt gekozen op grond van de mobiliteitskenmerken van de verontreinigende stoffen, op grond van de kenmerken van de verschillende horizons, aan de hand van zintuiglijke waarnemingen of met behulp van meetinstrumenten.

**Art. 25.** Voor het grondwater dient per benzinestation ten minste één piézometer geplaatst te worden om eventuele verontreiniging op te sporen, behoudens andersluidend en gemotiveerd advies van het studiebureau. In de praktijk wordt de piézometer door het erkende studiebureau geïnstalleerd op de plaats waar de verontreiniging zintuiglijk het diepst of het duidelijkst waargenomen wordt.

Per piézometer die geplaatst wordt, moet ten minste één staal genomen en geanalyseerd worden.

**Art. 26.** 1° De boringen die uitgevoerd worden voor het plaatsen van de piézometers gaan tot minstens 5 meter diep. Wanneer men op grondwater stuit vóórdat deze diepte bereikt is, moeten de boringen voortgezet worden tot 1 meter onder het hoogste niveau van het grondwater.

2° Er kunnen diepere boringen overwogen worden wanneer de stoffen waarvan de aanwezigheid vermoed wordt, zich gemakkelijk in de bodem en het grondwater verplaatsen of in diepere horizons van de bodem aangetroffen werden. Het erkende studiebureau moet zich uitspreken over de noodzaak en de opportuniteit om de boringen op grotere diepte voort te zetten. De beslissingen die in dit verband genomen worden, moeten op gedetailleerde wijze verantwoord worden in het ontwerp van prospectief onderzoek of het verslag van het prospectief onderzoek.

3° Wanneer men op het grondwater stuit, moeten de boringen voortgezet worden tot 1 meter onder het hoogste niveau van het grondwater.

**Art. 27.** Het uitvoeren van de boringen en het nemen van de stalen van de grond en het grondwater moet gebeuren conform de normen die vermeld staan in bijlage VI.

In geen geval mogen de verschillende stalen van de bodem of van het grondwater gemengd worden.



**Art. 28.** Le contenant utilisé pour la conservation et le transport des échantillons de sol et de l'eau souterraine sera adapté au type de contaminant recherché et au type d'analyse qui sera effectuée. On cherchera à minimiser les modifications des caractéristiques du sol et de l'eau souterraine et à maintenir les caractéristiques des contaminants qui s'y trouvent et ce en évitant toute diffusion, perte par volatilisation et adsorption sur les parois.

On se référera à la norme NEN 5742 pour les échantillons de sol ou à l'ANNEXE VI, et à la norme ISO 5667-3 pour l'eau souterraine.

**Art. 29.** Lors du sondage, les différentes couches de sol et horizons pédologiques sondés feront l'objet d'une description. Cette description sera effectuée suivant les méthodes et selon la nomenclature belge de description pédologique et géologique.

Les paramètres suivants seront décrits :

1° Renseignements généraux :

- coordonnées topographiques du sondage;
- date de sondage;
- méthode de sondage et de prélèvement.

2° Caractéristiques des couches et horizons du sol :

- épaisseur;
- texture : au moyen du triangle textural belge;
- importance de la charge graveleuse;
- couleur;
- humidité - présence d'eau libre;
- présence de gley ou pseudo-gley;
- consistance.

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. L'analyse des échantillons de sol et/ou d'eau souterraine est exécutée dans un laboratoire agréé.

Les paramètres à analyser dans le sol et les eaux souterraines sont :

- les BTEXN (benzène, toluène, éthylbenzène, xylène, naphthalène (facultatif));

- les huiles minérales;

- les HAP sont analysés si les teneurs dans le sol en huile minérale et BTEX sont telles qu'elles ont provoqué la dissolution du revêtement de protection de la cuve;

- le pH : une ou deux mesures pour chaque type de sol ou d'horizon de sol rencontré sur le terrain et pour chaque type de nappe rencontrée.

Pour le sol uniquement, les paramètres suivants doivent, en outre, être analysés :

- la teneur en matière sèche : une ou deux mesures pour chaque type de sol ou d'horizon de sol rencontré sur le terrain;
- la teneur en matière organique : une ou deux mesures pour chaque type de sol ou d'horizon de sol rencontré sur le terrain;
- la teneur en argile pour : une ou deux mesures pour chaque type de sol ou d'horizon de sol rencontré sur le terrain.

Les résultats de l'étude seront consignés dans un rapport selon les descriptions de l'annexe IV.

§ 2. L'IBGE dispose de 30 jours à dater de la réception de l'étude prospective complète pour procéder à l'examen des résultats afin de conclure ou non à la nécessité de réaliser une étude détaillée ou un assainissement. Passé ce délai, les conclusions du bureau d'étude agréé quant à la nécessité de procéder à une étude détaillée ou à un assainissement sont approuvées de manière tacite.

Les résultats d'analyse sont comparés pour le sol aux normes reprises ci-dessous dans le tableau I en fonction des différentes classes de sensibilité visées à l'annexe I, et pour les eaux souterraines aux normes reprises dans le tableau II.

**Art. 28.** Het recipiënt dat voor de bewaring en het vervoer van de stalen van de bodem en het grondwater gebruikt wordt, moet aangepast zijn aan de verontreinigende stof die gezocht wordt en aan het soort analyse dat erop uitgevoerd zal worden. Er moet getracht worden om de wijzigingen van de kenmerken van de bodem en het grondwater tot een minimum te beperken en om de eigenschappen van de verontreinigende stoffen die zich erin bevinden, te behouden door elke verspreiding, elk verlies door vervluchtiging en elke adsorptie aan de wanden te voorkomen.

Er wordt verwezen naar norm NEN 5742 voor de bodemstalen of naar BIJLAGE VI, en naar norm ISO 5667-3 voor het grondwater.

**Art. 29.** Bij de boringen moet een beschrijving opgesteld worden van de verschillende grondlagen en bodemkundige horizonten die onderzocht worden. Deze beschrijving moet worden opgesteld volgens de methoden en met behulp van de Belgische nomenclatuur inzake bodemkundige en geologische beschrijving.

De volgende parameters moeten worden beschreven :

1° Algemene inlichtingen :

- topografische gegevens van de boring;
- datum van de boring;
- methode gebruikt voor de boring en het nemen van de stalen.

2° Eigenschappen van de lagen en de horizonten van de bodem :

- dikte;
- textuur: met behulp van de Belgische textuurdriehoek;
- belang van de kiezelbelasting;
- kleur;
- vochtigheid - aanwezigheid van vrij water;
- aanwezigheid van gley of pseudo-gley;
- consistentie.

**Art. 30.** § 1. De analyse van bodem- en/of grondwaterstalen moet worden uitgevoerd in een erkend laboratorium.

De te analyseren parameters in de bodem en het grondwater zijn :

- BTEXN (benzeen, toluen, ethylbenzeen, xyleen, naftaleen (facultatief));

- minerale oliën;

- PAK's : worden geanalyseerd als het gehalte aan minerale oliën en BTEXN in de bodem zo hoog is dat de beschermende bekleding van de houder erdoor vernietigd is;

- pH : één of twee metingen voor elk type bodem of horizont dat op het terrein gevonden is en voor elke soort grondwaterlaag die gevonden is.

Enkel voor de bodem dienen volgende parameters bijkomend geanalyseerd te worden :

- het gehalte aan droge stof: één of twee metingen voor elk type bodem of horizont dat op het terrein gevonden is;
- het gehalte aan organisch materiaal: één of twee metingen voor elk type bodem of horizont dat op het terrein gevonden is;
- het gehalte aan klei: één of twee metingen voor elk type bodem of horizont dat op het terrein gevonden is.

De resultaten van de studie moeten worden opgenomen in een verslag overeenkomstig de beschrijvingen van bijlage IV.

§ 2. Het BIM heeft vanaf de ontvangst van het volledige prospectief onderzoek 30 dagen de tijd om over te gaan tot het onderzoek van de resultaten en al dan niet te besluiten tot de noodzaak om een nader onderzoek of sanering uit te voeren. Eenmaal deze termijn verstreken, worden de besluiten van het erkend studiebureau op het vlak van bodemverontreiniging betreffende de noodzakelijkheid om een nader onderzoek of sanering uit te voeren geacht stilzwijgend te zijn goedgekeurd.

De analysesresultaten worden voor de bodem vergeleken met de normen uit onderstaande tabel I op grond van de verschillende sensibilitetsklassen waarnaar verwezen wordt in bijlage I, en voor het grondwater met de normen van tabel II.

Tableau I : valeurs des normes pour le sol en mg/kg de matière sèche

Tabel I : waarden van de normen voor de bodem in mg/kg droge stof

Substances	Valeurs de référence	Valeurs seuil				Valeurs d'intervention				Stoffen	Référéntie-waarden	Drempelwaarden				Interventiewaarden			
		Zone ind	Zone hab	Zone récré	Zone part	Zone ind	Zone hab	Zone récré	Zone part			Ind. Geb.	W. Geb.	Recr. Geb.	Bijz. Geb.	Ind. Geb.	W. Geb.	Recr. Geb.	Bijz. Geb.
Benzène	0,10	1,5	0,25	0,25	0,2	3	0,5	0,5	0,4	Benzeen	0,10	1,5	0,25	0,25	0,2	3	0,5	0,5	0,4
Toluène	0,20	100	25	25	0,4	200	50	50	0,8	Tolueen	0,20	100	25	25	0,4	200	50	50	0,8
Ethylbenzène	0,30	45	18	14	0,6	90	36	28	1,2	Ethylbenzeen	0,30	45	18	14	0,6	90	36	28	1,2
Xylène	0,35	55	30	4	0,7	110	60	8	1,4	Xyleen	0,35	55	30	4	0,7	110	60	8	1,4
HAP Classe I Naphtalène	0,30	90	2,5	1,2	0,6	180	5	2,4	1,2	PAK's Klasse I Naftaleen	0,30	90	2,5	1,2	0,6	180	5	2,4	1,2
HAP Classe II Anthracène	0,05	18	18	0,6	0,15	36	36	1,2	0,3	PAK's Klasse II Anthraceen	0,05	18	18	0,6	0,15	36	36	1,2	0,3
HAP Classe III Phénanthrène Fluoranthène	1	65	30	16	2	130	60	32	4	PAK's Klasse III Fenanthreen Fluorantheen	1	65	30	16	2	130	60	32	4
HAP Classe IV Benzo(a)anthracène	0,5	125	125	4,5	1,2	250	250	9	2,4	PAK's Klasse IV Benzo(a)anthraceen	0,5	125	125	4,5	1,2	250	250	9	2,4
HAP Classe V Benzo(k)fluoranthène Benzo(ghi)pérylène Indéno(1,2,3-cd)pyrène	0,3	18	18	3	2,4	36	36	6	4,8	PAK's Klasse V Benzo(k)fluorantheen Benzo(ghi)peryleen Indeno(1,2,3-cd)pyreen	0,3	18	18	3	2,4	36	36	6	4,8
HAP Classe VI Chrysène Benzo(a)pyrène	0,1	1	1	1	1	2	2	2	2	PAK's Klasse VI Chryseen Benzo(a)pyreen	0,1	1	1	1	1	2	2	2	2
Huiles minérales	50	1000	800	800	500	2000	1500	1500	1000	Minerale oliën	50	1000	800	800	500	2000	1500	1500	1000

Tableau II : valeurs des normes pour les eaux souterraines en µg/l

Tabel II : waarden van de normen voor grondwater in µg/l

Substances	Valeurs de référence	Valeurs d'intervention	Stoffen	Referentiewaarden	Interventiewaarden
Benzène	10	120	Benzeen	10	120
Toluène	20	5500	Tolueen	20	5500
Ethylbenzène	50	3400	Ethylbenzeen	50	3400
Xylène	20	3300	Xyleen	20	3300
HAP Classe I Naphtalène	14	125	PAK's Klasse I Naftaleen	14	125
HAP Classe II Anthracène	0,2	8	PAK's Klasse II Anthraceen	0,2	8
HAP Classe III Phénanthrène Fluoranthène	7	30	PAK's Klasse III Fenanthreen Fluorantheen	7	30
HAP Classe IV Benzo(a)anthracène	0,5	7	PAK's Klasse IV Benzo(a)anthraceen	0,5	7
HAP Classe V Benzo(k)fluoranthène Benzo(ghi)pérylène Indéno(1,2,3-cd)pyrène	0,05	500	PAK's Klasse V Benzo(k)fluorantheen Benzo(ghi)peryleen Indeno(1,2,3-cd)pyreen	0,05	500
HAP Classe VI Chrysène Benzo(a)pyrène	0,005	50	PAK's Klasse VI Chryseen Benzo(a)pyreen	0,005	50
Huiles minérales	50	500	Minerale oliën	50	500

## Section 3. — Etude détaillée

**Art. 31.** Si pour une ou plusieurs des substances analysées, les valeurs seuils pour le sol et de référence pour l'eau souterraine sont dépassées, une étude détaillée telle que visée à l'annexe V est réalisée, pour autant que l'étude prospective ne permette pas de déterminer l'ampleur de la pollution et qu'elle ne permette pas de conclure sur la nécessité d'assainir.

L'étude détaillée est réalisée par un bureau d'étude agréé dans la discipline « pollution du sol » et a pour objectif de confirmer une situation de risque non négligeable ou de risque non tolérable pour la santé humaine et pour l'environnement décelée lors de l'étude prospective. Elle détermine la nécessité d'assainir et doit fournir, le cas échéant, les éléments nécessaires à la réalisation de l'étude d'assainissement.

## Sectie 3. — Nader onderzoek

**Art. 31.** Wanneer, voor één of meerdere geanalyseerde stoffen, de drempelwaarden voor de bodem en de referentiewaarden voor het grondwater overschreden worden, moet er een nader onderzoek gemaakt worden zoals bedoeld in bijlage V, ingeval het prospectief onderzoek niet zou volstaan om de omvang van de verontreiniging te bepalen en geen uitsluitel zou geven omtrent de noodzaak van een sanering.

Het nader onderzoek moet worden uitgevoerd door een erkend studie bureau op het vlak van « bodemverontreiniging » en heeft als doel het bestaan te bevestigen van een niet te verwaarlozen of niet te tolereren risico voor de gezondheid van de mens of voor het milieu dat bij het prospectief onderzoek aan het licht is gekomen. Dit onderzoek bepaalt of een sanering noodzakelijk is en moet desgevallend de nodige elementen aanreiken voor de uitvoering van het saneringsonderzoek.

**Art. 32.** L'étude détaillée doit faire l'objet d'un projet d'étude qui est soumis à l'approbation préalable de l'IBGE. Le projet de l'étude est envoyé à l'IBGE endéans les 60 jours à dater de l'approbation du rapport de l'étude prospective par l'IBGE.

**Art. 33.** Le projet de l'étude détaillée doit pour être approuvé, être signé par le bureau d'étude agréé, comporter la justification de la localisation des points de forages et un descriptif technique des investigations, ainsi que la méthodologie de travail qui sera utilisée pour réaliser l'étude détaillée.

**Art. 34.** Le projet d'étude détaillée est envoyé à l'IBGE, qui dispose de 30 jours pour donner son approbation. Si, passé ce délai, l'IBGE n'a pas répondu, le projet sera considéré de manière tacite comme approuvé.

**Art. 35.** L'étude détaillée sera réalisée dans les 90 jours à dater de l'approbation par l'IBGE du projet d'étude détaillée. Si l'étude ne peut être réalisée dans les 90 jours, un report de délai pourra être accordé sur base d'une motivation écrite adressée à l'IBGE par pli recommandé. L'IBGE statue dans les 7 jours sur le délai de la prolongation. Si, passé ce délai, l'IBGE n'a pas répondu, le report de délai sera considéré de manière tacite comme accordé.

**Art. 36.** L'étude détaillée peut être exécutée conjointement avec l'étude prospective. Dans ce cas, le projet d'étude détaillée est soumis à l'approbation préalable de l'IBGE simultanément au projet d'étude prospective.

**Art. 37.** L'étude détaillée doit permettre :

- de délimiter l'extension géographique des taches de contamination et donc, le volume de sol à assainir;
- de déterminer les volumes et le pourtour des eaux souterraines à assainir;
- de délimiter la zone d'étendue de la couche flottante.

**Art. 38.** Afin de délimiter l'extension géographique des taches de contamination du sol, et afin de préciser le mode de répartition des contaminants à l'intérieur de ces taches, des forages et des échantillonnages sont effectués à partir des points de forages réalisés lors de l'étude prospective et pour lesquels les concentrations mesurées ont atteint la valeur seuil.

**Art. 39.** Sont considérées comme ne faisant pas partie de la tache de contamination, les zones caractérisées par une teneur en contaminants inférieure à la valeur seuil.

**Art. 40.** Le tracé des limites d'extension des taches peut être obtenu par les différentes méthodes reprises ci-dessous tout en réalisant une comparaison systématique des concentrations mesurées par rapport à la valeur seuil du contaminant concerné. Un choix motivé parmi les méthodes suivantes est effectué par le bureau d'étude agréé :

1° Par progression systématique de proche en proche des forages et de l'échantillonnage le long des axes d'un maillage.

2° Par progression par saut de l'implantation des forages et des échantillonnages le long des axes d'un maillage avec un retour en arrière lorsque les teneurs mesurées indiquent que les limites de la tache ont été dépassées.

3° Par traitement statistique des résultats obtenus et orientation des travaux de forage et échantillonnage grâce à l'appréhension du mode de répartition spatiale de la contamination.

4° Par utilisation de méthodes de détection sensorielle ou de méthode de mesure directe sur le terrain permettant de localiser rapidement les limites d'extension de la contamination, dans la mesure où il est établi qu'il existe une bonne corrélation entre les résultats des observations et mesures faites sur le terrain et les teneurs mesurées dans les échantillons de sol.

**Art. 41.** Afin de déterminer l'extension géographique et l'ampleur de la contamination des eaux souterraines, les piézomètres sont implantés à partir des piézomètres présentant des résultats d'analyse dépassant la valeur de référence. La distance séparant les piézomètres est déterminée et motivée par le bureau d'étude agréé en fonction du type de sol et des propriétés de mobilité du contaminant dans les eaux souterraines. Il faut recourir aux méthodes stipulées à l'article 40.

**Art. 32.** Voor het nader onderzoek moet eerst een voorstel van onderzoek gemaakt worden dat aan het BIM voorafgaandelijk ter goedkeuring voorgelegd wordt. Het voorstel van onderzoek moet aan het BIM overgemaakt worden binnen 60 dagen na de goedkeuring van het verslag van het prospectief onderzoek door het BIM.

**Art. 33.** Om goedgekeurd te kunnen worden, moet het voorstel van het nader onderzoek ondertekend zijn door het erkende studiebureau, een verantwoording bevatten van de gekozen boorpunten evenals een technische beschrijving van de onderzoeken. Het moet eveneens vermelden welke werkmethode voor het nader onderzoek gebruikt zal worden.

**Art. 34.** Het voorstel van het nader onderzoek moet worden overgemaakt aan het BIM, dat 30 dagen de tijd heeft om het goed te keuren. Als de termijn verstrijkt zonder dat het BIM de aanvraag beantwoordt, wordt het voorstel geacht stilzwijgend te zijn goedgekeurd.

**Art. 35.** Het nader onderzoek moet worden uitgevoerd binnen 90 dagen na de goedkeuring van het voorstel van het nader onderzoek door het BIM. Als de studie niet binnen de 90 dagen uitgevoerd kan worden, kan er een verlenging van de termijn toegestaan worden na een schriftelijk en met redenen omkleed verzoek dat bij aangetekend schrijven aan het BIM overgemaakt wordt. Het BIM doet binnen 7 dagen uitspraak over de verlenging. Als de termijn verstrijkt zonder dat het BIM de aanvraag beantwoordt, wordt de verlenging geacht stilzwijgend te zijn goedgekeurd.

**Art. 36.** Als het nader onderzoek tegelijk met het prospectief onderzoek uitgevoerd wordt, moet het voorstel van het nader onderzoek voorafgaandelijk ter goedkeuring voorgelegd worden aan het BIM, samen met het voorstel van het prospectief onderzoek.

**Art. 37.** Het nader onderzoek moet het mogelijk maken :

- de geografische omvang van de vlekken met bodemverontreiniging af te bakenen en dus het volume van de te saneren bodem;
- de volumes en de omtrek van het te saneren grondwater te bepalen;
- de zone waarin de drijvende laag zich uitstrekt, af te bakenen.

**Art. 38.** Om de geografische omvang van de vlekken met bodemverontreiniging af te bakenen en vast te stellen hoe de verontreinigende stoffen binnen deze vlekken verspreid zitten, moeten er boringen verricht worden vertrekkende van de punten waar tijdens het prospectief onderzoek boringen verricht zijn en waar de gemeten concentraties de drempelwaarde bereikten.

**Art. 39.** De zones die gekenmerkt worden door een gehalte aan verontreinigende stoffen onder de drempelwaarden, worden geacht geen deel uit te maken van een verontreinigingsvlek.

**Art. 40.** De omtrek van de vlekken kan vastgesteld worden door middel van de verschillende methoden die hieronder opgesomd worden, waarbij de gemeten concentraties steeds systematisch vergeleken worden met de drempelwaarde van de betreffende verontreinigende stof. Het erkende studiebureau kiest op gemotiveerde wijze voor één van de volgende methoden :

1° Door volgens de aslijnen van een netwerk systematisch beetje bij beetje verder te werken vanaf de plaats waar de boringen uitgevoerd zijn en de stalen genomen werden.

2° Door volgens de aslijnen van een netwerk sprongsgewijs verder te werken vanaf de plaats waar de boringen uitgevoerd zijn en de stalen genomen werden en daarbij een stuk terug te keren wanneer de gemeten concentraties aangeven dat de grenzen van de vlek overschreden werden.

3° Door statistische verwerking van de verkregen resultaten waarna de boringen en het nemen van de stalen in een bepaalde richting georiënteerd kunnen worden dankzij de kennis van de manier waarop de verontreiniging zich in de ruimte verspreidt.

4° Door gebruik van sensorische detectiemethoden of methoden van directe meting op het terrein waardoor snel de contouren van de verontreiniging afgebakend kunnen worden, eens vaststaat dat er een goede correlatie bestaat tussen de resultaten van de waarnemingen en de metingen die ter plaatse verricht zijn en de waarden die gemeten zijn in de bodemstalen.

**Art. 41.** Om de geografische reikwijdte en de omvang van de verontreiniging van het grondwater vast te stellen, moeten er piézometers geplaatst worden vanaf de plaats waar piézometers analyseresultaten aangeven die de referentiewaarde overschreden. De afstand tussen de piézometers wordt bepaald en verantwoord door het erkende studiebureau op basis van het type bodem en de mobiliteitskenmerken van de verontreinigende stof in het grondwater. Er moet gebruik worden gemaakt van de methoden die in artikel 40 opgesomd worden.

**Art. 42.** La limite d'extension de la contamination sera confirmée par la mesure de concentrations inférieures à la valeur de référence.

**Art. 43.** Le rapport d'étude détaillée comporte les éléments complétant les points repris dans le contenu du rapport de l'étude prospective repris à l'annexe IV.

**Art. 44.** Le rapport comprendra également :

- l'analyse des conclusions de l'étude prospective et l'inventaire des connaissances actuelles du site;
- la description de la stratégie d'investigation;
- le rapport des travaux d'observation et d'analyse du sol et des autres compartiments du milieu;
- les compléments d'information par rapport aux différents points repris à l'annexe IV;
- l'analyse de la nécessité de procéder à l'assainissement du terrain;
- l'interprétation et les implications des résultats - conclusions et recommandations.

**Art. 45.** Le rapport est envoyé à l'IBGE qui dispose de 15 jours pour donner son approbation. Si passé ce délai l'IBGE n'a pas répondu, le rapport est considéré de manière tacite comme approuvé.

**Art. 46.** Les résultats d'analyse de l'étude détaillée sont comparés pour le sol aux normes du tableau I en fonction des différentes classes de sensibilité, et pour les eaux souterraines aux normes reprises dans le tableau II.

**Art. 47.** Si les résultats d'analyse confirment le dépassement de la valeur seuil par les concentrations mesurées pour une substance analysée dans les échantillons de sol mais que ces valeurs de concentrations ne dépassent pas la valeur d'intervention, le sol du site est qualifié de sol à risque non négligeable. Dans ce cas, soit le site est assaini, soit une étude de risque s'impose afin de déterminer la nécessité de mesures conservatoires. Si au terme de l'étude de risque, des mesures conservatoires s'imposent, une étude d'assainissement est nécessaire afin de les réaliser sur le site.

**Art. 48.** Si les résultats d'analyse mettent en évidence ou confirment qu'au moins une des valeurs des concentrations mesurées pour une substance analysée dans les échantillons de sol dépasse la valeur d'intervention, le sol du site est qualifié de sol à risque non tolérable pour la santé humaine et l'environnement. Dans ce cas, un assainissement s'impose ainsi qu'une étude d'assainissement.

Une étude de risque peut être réalisée afin de déterminer l'urgence de l'assainissement ainsi que le délai dans lequel il doit être réalisé.

**Art. 49.** Si une des valeurs au moins des concentrations des substances analysées dans les échantillons d'eau souterraine est supérieure aux valeurs de référence mais inférieure aux valeurs d'intervention, l'eau souterraine du site est qualifiée d'eau souterraine à risque non négligeable pour la santé humaine et l'environnement. Dans ce cas, une étude de risque s'impose afin de déterminer la nécessité de mesures conservatoires. Si au terme de l'étude de risque, des mesures conservatoires s'imposent, une étude d'assainissement est nécessaire afin de les réaliser sur le site.

**Art. 50.** Si une des valeurs au moins de concentrations des substances analysées dans les échantillons d'eau souterraine est supérieure aux valeurs d'intervention, l'eau souterraine du site est qualifiée d'eau souterraine à risque non tolérable pour la santé humaine et l'environnement. Dans ce cas, un assainissement s'impose ainsi qu'une étude d'assainissement afin de le réaliser sur le site.

Une étude de risque peut être réalisée afin de déterminer l'urgence de l'assainissement ainsi que le délai dans lequel il doit être réalisé.

#### Section 4. — Etude de risque

**Art. 51.** L'étude de risque est réalisée par un bureau d'étude agréé dans la discipline « pollution des sols ». Elle détermine le niveau de risque encouru par la santé humaine et l'environnement dans des circonstances actuelles. Cette étude conduit à la détermination de l'urgence d'un assainissement ainsi qu'à l'opportunité de la prise de mesures conservatoires.

**Art. 42.** De grenzen van het verontreinigde gebied worden bevestigd door de meting van concentraties onder de referentiewaarde.

**Art. 43.** Het verslag van het nader onderzoek vult de punten uit het verslag van het prospectief onderzoek aan die vermeld staan in bijlage IV.

**Art. 44.** Het verslag bevat eveneens :

- een analyse van de besluiten van het prospectief onderzoek en een inventaris van de actuele kennis van de site;
- een beschrijving van de onderzoeksstrategie;
- een verslag van de waarnemingen en de analyse van de bodem en de andere milieu-elementen;
- aanvullende informatie bij de verschillende punten die opgesomd staan in bijlage IV;
- een analyse van de noodzaak om over te gaan tot de sanering van het terrein;
- een interpretatie van de resultaten en de implicaties ervan - besluiten en aanbevelingen.

**Art. 45.** Het verslag moet worden bezorgd aan het BIM, dat 15 dagen de tijd krijgt om het goed te keuren. Als het BIM na het verstrijken van de termijn niet geantwoord heeft, wordt het verslag geacht stilzwijgend te zijn aanvaard.

**Art. 46.** De analysesresultaten van het nader onderzoek worden voor de bodem vergeleken met de normen van tabel I op grond van de verschillende sensibiliteitsklassen, en voor het grondwater met de normen van tabel II.

**Art. 47.** Als de analysesresultaten bevestigen dat de gemeten concentraties de drempelwaarde overschrijden voor een stof die in de bodemstalen geanalyseerd is zonder evenwel de interventiewaarde te overschrijden, wordt de bodem gekwalificeerd als een bodem met een niet te verwaarlozen risico. In dat geval wordt de site gesaneerd of moet er een risico-onderzoek uitgevoerd worden om uit te maken of het nodig is om beschermende maatregelen te nemen. Wanneer na afloop van het risico-onderzoek blijkt dat dergelijke beschermende maatregelen nodig zijn, moet er een saneringsonderzoek opgesteld worden om deze maatregelen ter plaatse uit te voeren.

**Art. 48.** Als de analysesresultaten aantonen of bevestigen dat ten minste één van de gemeten concentraties van een stof die in de bodemstalen geanalyseerd is, de interventiewaarde overschrijdt, wordt de bodem gekwalificeerd als een bodem met een niet te tolereren risico voor de gezondheid van de mens en voor het milieu. In dat geval moet overgegaan worden tot een sanering en dient er een saneringsonderzoek opgesteld te worden.

Er kan ook een risico-onderzoek uitgevoerd worden om uit te maken hoe dringend de sanering is en binnen welke termijn ze uitgevoerd moet worden.

**Art. 49.** Als ten minste één van de waarden van de concentraties van de stoffen die in de grondwaterstalen geanalyseerd zijn, de referentiewaarde overschrijdt zonder echter de interventiewaarde te overschrijden, wordt het grondwater gekwalificeerd als grondwater met een niet te verwaarlozen risico voor de gezondheid van de mens en voor het milieu. In dat geval moet er een risico-onderzoek uitgevoerd worden om uit te maken of het nodig is om beschermende maatregelen te nemen. Wanneer na afloop van het risico-onderzoek blijkt dat dergelijke beschermende maatregelen nodig zijn, moet er een saneringsonderzoek opgesteld worden om deze maatregelen ter plaatse uit te voeren.

**Art. 50.** Als ten minste één van de waarden van de concentraties van de stoffen die in de grondwaterstalen geanalyseerd zijn, de interventiewaarde overschrijdt, wordt het grondwater gekwalificeerd als grondwater met een niet te tolereren risico voor de gezondheid van de mens en voor het milieu. In dat geval moet overgegaan worden tot een sanering en dient er een saneringsonderzoek opgesteld te worden om deze ter plaatse uit te voeren.

Er kan ook een risico-onderzoek uitgevoerd worden om uit te maken hoe dringend de sanering is en binnen welke termijn ze uitgevoerd moet worden.

#### Sectie 4. — Risico-onderzoek

**Art. 51.** Het risico-onderzoek moet worden uitgevoerd door een erkend studiebureau op het vlak van « bodemverontreiniging ». Deze studie bepaalt hoe groot het risico voor de gezondheid van de mens en het milieu is in de gegeven omstandigheden. Zij geeft aan hoe dringend de sanering is en of het nodig is om beschermende maatregelen te nemen.

**Art. 52.** Si une étude de risque est réalisée, dans les cas prévus aux articles 48 et 50, l'IBGE en est informé au moment de l'envoi du rapport de l'étude détaillée.

L'étude de risque est effectuée soit à l'initiative de l'exploitant pour déterminer l'urgence d'un assainissement soit à la demande de l'IBGE pour déterminer s'il y a lieu de prendre des mesures conservatoires dans le cas où les concentrations en polluants dépassent les valeurs seuils mais sont inférieures aux valeurs d'intervention.

**Art. 53.** Dans ces cas, l'étude de risque est réalisée par un bureau d'étude agréé dans les 90 jours à dater de l'approbation de l'étude détaillée.

Si l'étude de risque ne peut être réalisée dans les 90 jours, un report de délai pourra être accordé sur base d'une motivation écrite adressée à l'IBGE par pli recommandé.

L'IBGE statue dans les 7 jours sur le délai de prolongation. Si, passé ce délai, l'IBGE n'a pas répondu, le report de délai sera considéré de manière tacite comme accordé.

**Art. 54.** L'étude de risque est aussi effectuée dans le cas d'impossibilité d'atteindre, après assainissement, la valeur seuil au niveau du sol, ou la valeur de référence pour l'eau souterraine, afin de déterminer la nécessité de prendre des mesures conservatoires. Dans ce cas, elle fait partie de l'étude d'assainissement.

**Art. 55.** L'urgence de l'assainissement, ainsi que l'opportunité d'instaurer des mesures conservatoires, sont déterminés sur base de l'étude de risque dont les critères portent sur les trois catégories suivantes :

- les risques actuels d'exposition des humains
- les risques actuels des écosystèmes
- les risques actuels de dissémination de contaminants.

**Art. 56.** Un assainissement est considéré comme urgent si :

- au niveau des risques actuels d'exposition humaine :

des contaminants sont présents sur le site en question, en quantités et sous une forme telle qu'il peut en résulter un dépassement du niveau d'exposition maximal permmissible pour les êtres humains, compte tenu des caractéristiques du site, des circonstances actuelles et des conditions actuelles d'utilisation du site;

ou

- au niveau des risques actuels des écosystèmes :

le site en question est considéré comme exerçant la fonction de « zone naturelle », de « zone écologique ou d'intérêt biologique »

ou

- au niveau des risques actuels de dissémination de contaminants :

il existe un risque appréciable, compte tenu des caractéristiques hydrogéologiques du site, que les contaminants présents dans l'eau souterraine atteignent, avant un délai de 4 ans, un des éléments suivants :

- 1° une eau de surface
- 2° un captage d'eau potable public
- 3° un captage industriel ou particulier
- 4° un terrain voisin hors des parcelles de l'exploitation

ou si

1° le contaminant est présent en quantité telle qu'il en résulte la formation d'une couche surnageante;

2° le contaminant est présent en quantité et sous une forme telle qu'un transport décelable de contaminants apparaît dans la zone insaturée;

**Art. 52.** Wanneer er een risico-onderzoek uitgevoerd wordt in de gevallen bedoeld in de artikelen 48 en 50, moet het BIM hiervan op de hoogte worden gebracht op het ogenblik dat het verslag van het nader onderzoek overgezonden wordt.

Het risico-onderzoek wordt uitgevoerd hetzij op initiatief van de exploitant om te bepalen hoe dringend de sanering is, hetzij op vraag van het BIM om uit te maken of het nodig is om beschermende maatregelen te nemen wanneer de concentraties van verontreinigende stoffen de drempelwaarden overschrijden maar onder de interventiewaarden blijven.

**Art. 53.** In deze gevallen moet het risico-onderzoek binnen 90 dagen na de goedkeuring van het nader onderzoek door een erkend studiebureau uitgevoerd worden.

Als het risico-onderzoek niet binnen 90 dagen uitgevoerd kan worden, kan er een verlenging van de termijn toegestaan worden op grond van een schriftelijk en met redenen omkleed verzoek dat bij aangetekend schrijven aan het BIM wordt gericht.

Het BIM spreekt zich binnen 7 dagen uit over de verlenging van de termijn. Als de termijn verstrijkt zonder dat het BIM de aanvraag beantwoordt, wordt de verlenging van de termijn geacht stilzwijgend te zijn goedgekeurd.

**Art. 54.** Wanneer het onmogelijk is om na de sanering de drempelwaarde voor de bodem of de referentiewaarde voor het grondwater te halen, moet er ook een risico-onderzoek uitgevoerd worden om uit te maken of er beschermende maatregelen genomen dienen te worden. In dat geval maakt het risico-onderzoek deel uit van het saneringsonderzoek.

**Art. 55.** Het dringende karakter van de sanering en de noodzaak om beschermende maatregelen te nemen, worden bepaald op basis van het risico-onderzoek waarvan de criteria de volgende drie categorieën aanbelangen :

- de huidige risico's van blootstelling voor de mens;
- de huidige risico's voor de ecosystemen;
- de huidige risico's op verspreiding van de verontreinigende stoffen.

**Art. 56.** Een sanering wordt dringend geacht :

- met betrekking tot de huidige risico's van blootstelling voor de mens :

wanneer er op de desbetreffende site verontreinigende stoffen aanwezig zijn in dusdanige hoeveelheden en onder een zodanige vorm dat zij kunnen leiden tot een overschrijding van het maximum toegelaten blootstellingsniveau voor de mens, rekening houdend met de eigenschappen van de site, de huidige omstandigheden en de huidige gebruiksomstandigheden van de site;

of

- met betrekking tot de huidige risico's voor de ecosystemen :

wanneer de desbetreffende site geacht wordt te fungeren als « natuurgebied » of « ecologisch gebied » of « biologisch waardevol gebied »

of

- met betrekking tot de huidige risico's op verspreiding van de verontreinigende stoffen :

wanneer er een merkbaar risico bestaat, rekening houdend met de hydrogeologische eigenschappen van de site, dat de verontreinigende stoffen die in het grondwater aanwezig zijn binnen 4 jaar in één van de volgende omgevingen terechtkomen :

- 1° een oppervlaktewater
- 2° een openbare drinkwaterwinning
- 3° een industriële of particuliere waterwinning

4° een nabijgelegen terrein buiten de perceelgrenzen van de exploitatie

of wanneer

1° de verontreinigende stof in dusdanige hoeveelheden aanwezig is dat zij leidt tot de vorming van een bovendrijvende laag;

2° de verontreinigende stof in dusdanige hoeveelheden en onder een zodanige vorm aanwezig is dat er een zichtbaar transport is van de verontreinigende stoffen naar de niet-verzadigde zone;

3° une extension du volume des eaux contaminées est à craindre tel qu'il en résulte un accroissement important des moyens à mettre en œuvre pour l'assainissement.

Dans les autres cas, l'assainissement est considéré comme non urgent.

**Art. 57.** Si l'exploitant ne fait pas recours à une étude de risque afin de déterminer l'urgence de l'assainissement, l'assainissement est considéré comme urgent.

**Art. 58.** Un assainissement considéré comme urgent doit être effectué endéans les 4 ans à compter de l'approbation de l'étude détaillée.

Dans les autres cas, l'assainissement doit être effectué dans un délai de 15 ans à compter de l'approbation de l'étude détaillée.

Si l'assainissement présente des problèmes techniques (pour autant qu'il recouvre des problèmes de stabilité du bâtiment et de présence de pollution sous fondation avec un risque pour la stabilité et ne recouvre pas des problèmes inhérents aux techniques d'assainissement) et si avant l'expiration du délai dans lequel il doit être effectué, une nouvelle étude de risque établit le caractère non urgent de l'assainissement, un délai de réalisation supplémentaire de 15 ans prend cours à compter de l'approbation par l'IBGE de la dernière étude de risque.

**Art. 59.** Le rapport de l'étude de risque est envoyé à l'IBGE qui dispose de 15 jours pour donner son approbation :

- sur le caractère complet de l'étude;
- sur la détermination qui a été faite quant à l'urgence de l'assainissement;
- sur l'opportunité de la prise de mesures conservatoires.

Si passé ce délai l'IBGE n'a pas répondu, le rapport est considéré de manière tacite comme approuvé. L'IBGE peut recourir à une contre-expertise, qui sera effectuée dans les 90 jours de l'envoi du rapport de l'étude de risque.

#### Section 5. — L'étude d'assainissement

**Art. 60.** L'étude d'assainissement est réalisée par un bureau d'étude agréé dans la discipline « pollution du sol ».

Elle a pour objectif d'inventorier pour un site les différents processus destinés aux traitements d'une contamination du sol et/ou de l'eau souterraine et/ou des mesures conservatoires qui s'imposent en conformité avec les objectifs de décontamination spécifiés dans le présent arrêté. L'étude d'assainissement comprend l'analyse des paramètres techniques et financiers déterminant la faisabilité des opérations d'assainissement. De même, elle reprend le niveau de qualité du sol et de l'eau souterraine qui serait susceptible d'être atteint par les différents processus. Elle indique le processus préférentiel choisi par le bureau d'étude agréé pour la réalisation de l'assainissement tenant compte des meilleures techniques disponibles n'entraînant pas des coûts excessifs. Elle contient le plan d'assainissement, à savoir une description détaillée des travaux d'assainissement et/ou des mesures conservatoires à réaliser sur le site ainsi que les délais pour leur réalisation.

**Art. 61.** L'étude d'assainissement est réalisée par un bureau d'étude agréé dans les 90 jours

- à dater de l'approbation de l'étude de risque dans les cas prévus aux articles 47 et 49;
- à dater de l'étude détaillée dans les autres cas sauf si l'assainissement n'est pas considéré comme urgent en vertu de l'article 58. Dans ce dernier cas, l'étude d'assainissement peut être réalisée au moment où l'assainissement doit être entrepris. Le bureau d'études agréé peut décider qu'une réactualisation de l'étude détaillée s'impose au vu des résultats de l'étude de risque.

**Art. 62.** Si l'étude d'assainissement ne peut être réalisée dans les 90 jours un report de délai pourra être accordé sur base d'une motivation écrite adressée à l'IBGE par pli recommandé.

3° de hoeveelheid verontreinigd water dusdanig toeneemt dat gevreesd mag worden dat de uit te voeren saneringswerken aanzienlijk verzwaard zullen worden.

In de overige gevallen wordt de sanering niet dringend geacht.

**Art. 57.** Als de exploitant niet overgaat tot een risico-onderzoek om uit te maken of de sanering dringend is, wordt de sanering geacht dringend te zijn.

**Art. 58.** Een sanering die als « dringend » beschouwd wordt, moet binnen 4 jaar na de goedkeuring van het nader onderzoek uitgevoerd worden.

In de overige gevallen moet de sanering binnen 4 tot 15 jaar na de goedkeuring van het nader onderzoek uitgevoerd worden.

Indien de sanering technische problemen oplevert (voor zover het problemen betreft inzake de stabiliteit van het gebouw of de aanwezigheid van verontreiniging onder de fundering met een risico voor de stabiliteit en geen problemen die inherent zijn aan de saneringstechnieken) en indien voor het verstrijken van de termijn waarbinnen de sanering moet worden uitgevoerd een nieuw risico-onderzoek vaststelt dat de sanering niet dringend is, wordt een bijkomende uitvoeringstermijn van 15 jaar toegekend die ingaat vanaf de goedkeuring door het BIM van het laatste risico-onderzoek.

**Art. 59.** Het verslag van het risico-onderzoek moet worden bezorgd aan het BIM, dat 15 dagen de tijd heeft om zich akkoord te verklaren met :

- het volledige karakter van het onderzoek;
- de conclusie aangaande het dringende karakter van de sanering;
- de noodzaak om beschermende maatregelen te nemen.

Als het BIM na afloop van de termijn nog niet geantwoord heeft, wordt het verslag geacht stilzwijgend te zijn goedgekeurd. Het BIM kan een tegen-expertise gelasten die binnen 90 dagen na de verzending van het verslag van het risico-onderzoek uitgevoerd wordt.

#### Sectie 5. — Saneringsonderzoek

**Art. 60.** Het saneringsonderzoek moet worden uitgevoerd door een erkend studiebureau op het vlak van « bodemverontreiniging ».

De studie heeft als doel om voor een site een inventaris op te stellen van de verschillende procédés voor de behandeling van de bodem en/of grondwaterverontreiniging en/of om een lijst op te maken van de beschermende maatregelen die noodzakelijk zijn conform de saneringsdoelstellingen die in dit besluit uiteengezet worden. Het saneringsonderzoek moet ook een analyse bevatten van de technische en financiële parameters die de haalbaarheid van de saneringsoperaties bepalen. Verder moet worden aangegeven in hoeverre de bodem en het grondwater door de verschillende procédés gesaneerd kunnen worden. De studie dient bovendien te vermelden welk procédé door het erkende studiebureau gekozen wordt voor de uitvoering van de sanering rekening houdend met de beste technieken die voorhanden zijn en die geen onredelijk hoge kosten meebrengen. De studie dient tot slot het saneringsplan te bevatten met een gedetailleerde beschrijving van de saneringswerken en/of van de beschermende maatregelen voor de site, evenals de uitvoeringstermijnen hiervoor.

**Art. 61.** Het saneringsonderzoek moet door een erkend studiebureau uitgevoerd worden binnen 90 dagen

- na de goedkeuring van het risico-onderzoek in de gevallen voorzien in de artikelen 47 en 49;
- na het nader onderzoek in de andere gevallen behalve indien de sanering niet als dringend wordt beschouwd op grond van artikel 58. In dat laatste geval kan het saneringsonderzoek gerealiseerd worden op het ogenblik dat de sanering moet worden hernomen. Het erkend studiebureau kan beslissen dat het nader onderzoek opnieuw dient geactualiseerd te worden naar aanleiding van de resultaten van het risico-onderzoek.

**Art. 62.** Als het saneringsonderzoek niet binnen 90 dagen uitgevoerd kan worden, kan er een verlenging van de termijn toegestaan worden na de indiening van een schriftelijk en met redenen omkleed verzoek dat bij ter post aangetekend schrijven aan het BIM gericht moet worden.

L'IBGE statue dans les 7 jours sur le délai de prolongation. Si passé ce délai, l'IBGE n'a pas répondu, le report de délai sera considéré, de manière tacite, comme approuvé.

**Art. 63.** Le rapport sur l'étude d'assainissement est envoyé à l'IBGE qui dispose de 15 jours pour donner son approbation. Si passé ce délai l'IBGE n'a pas répondu, le rapport sera considéré, de manière tacite, comme approuvé.

**Art. 64.** Dans les cas prévus aux articles 48 et 50 et si une étude de risque est réalisée, l'étude d'assainissement est envoyée à l'IBGE au même moment que l'étude de risque, sauf si celle-ci est réalisée au moment de l'assainissement en vertu de l'article 61, 2e tiret.

**Art. 65.** La réalisation d'un assainissement est soumise à l'obtention d'un permis d'environnement. La demande de permis d'environnement est accompagnée des conclusions de l'étude détaillée et de l'étude d'assainissement et de l'étude de risque. Celles-ci serviront de base à l'élaboration du permis.

**Art. 66.** L'assainissement du site sera réalisé de manière telle qu'en tout point du site la valeur de concentration mesurée ne dépasse pas la valeur seuil de la substance contaminante pour une classe de sensibilité donnée au niveau du sol et ne dépasse pas la valeur de référence pour toutes les classes de sensibilité au niveau de l'eau souterraine.

#### CHAPITRE V. — Dispositions administratives

**Art. 67.** § 1<sup>er</sup>. Les contrôles imposés par les articles 9, 17, § 3, 19, § 2, sont réalisés par des bureaux d'étude agréés. La demande d'agrément est introduite à l'IBGE conformément aux articles 71 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement. La procédure d'agrément se déroule conformément aux articles 72 à 78 de l'ordonnance précitée.

§ 2. Les compétences spécifiques nécessaires à l'agrément « installations de stockage » sont :

- a) une connaissance approfondie d'électromécanique, de chimie;
- b) une expérience attestée de trois ans dans le domaine.

§ 3. Les compétences spécifiques nécessaires à l'agrément « pollution du sol » sont :

- a) une connaissance approfondie de la biologie, pédologie, physique, géologie, chimie;
- b) une connaissance approfondie en architectonique, en mécanique des sols et microbiologie;
- c) une expérience professionnelle de 3 ans minimum dans un secteur de l'environnement pertinent pour l'élaboration de projets d'assainissement du sol et pour l'accompagnement de travaux d'assainissement du sol.

§ 4. La compétence spécifique nécessaire à l'agrément « protection cathodique » consiste en une expérience attestée de trois ans dans le domaine.

L'agrément peut être demandé séparément pour chacune des disciplines individuelles suivantes :

- 1° les installations de stockage;
- 2° la pollution du sol;
- 3° la protection cathodique;

ou pour les trois disciplines simultanément.

Un numéro d'agrément est attribué à chaque personne. Ce numéro doit figurer sur tout document tel que notamment rapport ou courrier relatif aux contrôles.

**Art. 68.** Lors de la cessation d'activité de l'établissement, l'exploitant doit faire vider, nettoyer et dégazer les réservoirs. Il notifie la cessation de l'activité et fournit, par lettre recommandée à l'IBGE, les renseignements suivants :

- 1° Nom, raison sociale et adresse du titulaire du permis;
- 2° Référence du ou des permis en cours de validité;
- 3° Copie des derniers certificats d'essai d'étanchéité de chaque cuve par un expert compétent avec identification claire de la cuve;

4° Projet d'étude prospective de la qualité du sol.

Het BIM spreekt zich binnen 7 dagen uit over de duur van de verlenging. Als de termijn verstrijkt zonder dat het BIM de aanvraag beantwoordt, wordt de verlenging van de termijn geacht stilzwijgend te zijn goedgekeurd.

**Art. 63.** Het verslag van het saneringsonderzoek moet worden overgezonden aan het BIM, dat 15 dagen de tijd heeft om het goed te keuren. Wanneer het BIM na afloop van deze termijn niet gereageerd heeft, wordt het verslag geacht stilzwijgend te zijn goedgekeurd.

**Art. 64.** In de gevallen bedoeld in de artikelen 48 en 50 en wanneer er een risico-onderzoek uitgevoerd wordt, moet het saneringsonderzoek samen met het risico-onderzoek aan het BIM overgemaakt worden, behalve indien deze gerealiseerd wordt op het moment van de sanering krachtens art. 61, tweede punt.

**Art. 65.** Voordat tot de sanering overgegaan mag worden, moet hiervoor een milieuvergunning afgeleverd zijn. De besluiten van het nader onderzoek, het saneringsonderzoek en het risico-onderzoek moeten bij de aanvraag van de milieuvergunning gevoegd worden. Zij vormen de basis voor de opstelling van de vergunning.

**Art. 66.** De site dient zodanig gesaneerd te worden dat de gemeten concentratiewaarde nergens de drempelwaarde van de verontreinigende stof voor een bepaalde sensibiliteitsklasse overschrijdt wat de bodem betreft en nergens de referentiewaarde voor alle sensibiliteitsklassen overschrijdt wat het grondwater betreft.

#### HOOFDSTUK V. — Administratieve bepalingen

**Art. 67.** § 1. De controles die door de artikelen 9, 17, § 3, en 19, § 2, opgelegd worden, moeten door erkende studiebureaus uitgevoerd worden. De aanvraag tot erkenning moet bij het BIM ingediend worden overeenkomstig artikel 71 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen. De erkenningsprocedure verloopt conform de artikelen 72 tot 78 van voornoemde ordonnantie.

§ 2. Specifieke deskundigheid die vereist is voor de erkenning op het vlak van « opslaginstallaties » :

- a) grondige kennis van elektromechanica en chemie;
- b) bewijs van drie jaar ervaring op dit vlak.

§ 3. Specifieke deskundigheid die vereist is voor de erkenning op het vlak van « bodemverontreiniging » :

- a) grondige kennis van biologie, bodemkunde, fysica, geologie en chemie;
- b) grondige kennis op het vlak van bouwkundige ordening, bodemmechanica en microbiologie;
- c) minimum 3 jaar beroepservaring in een milieusector die relevant is voor het opstellen van plannen voor bodemsanering en het begeleiden van bodemsaneringswerken.

§ 4. Specifieke deskundigheid die vereist is voor de erkenning op het vlak van « kathodische bescherming » : bewijs van drie jaar ervaring binnen dit domein.

Er kan een erkenningsaanvraag ingediend worden voor elk van de volgende disciplines afzonderlijk :

- 1° opslaginstallaties;
- 2° bodemverontreiniging;
- 3° kathodische bescherming;

of voor de drie disciplines samen.

Er wordt aan elke persoon een erkenningsnummer toegekend. Dit nummer moet worden vermeld op alle documenten en met name op verslagen of briefwisseling in verband met de controles.

**Art. 68.** Bij de stopzetting van de activiteiten van de inrichting, dient de exploitant de houders leeg te maken, te reinigen en te ontgassen. Hij moet de stopzetting van de activiteiten aan het BIM meedelen en de volgende gegevens bij aangetekend schrijven aan het Instituut overmaken :

- 1° Naam, firmanaam en adres van de houder van de vergunning;
- 2° Referentie van de vergunning(en) die nog geldig is (zijn);
- 3° Afschriften van de laatste dichtheidsattesten van alle houders afgegeven door een bevoegd deskundige, met duidelijke identificatie van elke houder;
- 4° Voorstel van een prospectief onderzoek aangaande de bodemkwaliteit.

**Art. 69.** § 1<sup>er</sup>. L'exploitant est tenu de notifier à l'IBGE les renseignements énumérés au § 2 endéans les 12 mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Lorsque l'exploitation fait l'objet d'une demande de renouvellement de permis d'environnement durant cette période, les renseignements sont notifiés à l'IBGE dans ladite demande de renouvellement.

§ 2. La notification mentionnée au § 1<sup>er</sup> porte sur les renseignements suivants :

- 1° Nom, raison sociale et adresse du titulaire du permis;
- 2° Référence du ou des permis en cours de validité;
- 3° Nombre de pistolets, débit annuel par type de carburant;
- 4° Copie des certificats d'étanchéité de chaque cuve par un expert compétent (avec identification claire de la cuve);
- 5° Planning des travaux de mise en conformité des installations avec les dispositions du présent arrêté.

**Art. 70.** Lors du renouvellement du permis d'environnement, le dossier de demande contiendra, outre les documents déjà prescrits, les copies des attestations et rapports prévus dans le présent arrêté.

**Art. 71.** § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté s'applique dès son entrée en vigueur aux nouvelles stations-service.

§ 2. L'article 15, § 1<sup>er</sup> s'appliquera aux stations-service existantes, rénovées ou non, 3 ans après la publication de l'arrêté au *Moniteur belge*.

§ 3. Les articles 5 à 14, 15 § 2 et § 3, 16 à 66 et 72 s'appliqueront au plus tard :

1° Au 01.01.2001 : pour les stations-service non rénovées sous bâtiment dont le débit est supérieur à 1.000.000 litres par an ainsi que pour les stations-service non rénovées situées en zone de protection de captage d'eau.

2° Au 01.01.2004 : pour les stations-service non rénovées sous bâtiment dont le débit est inférieur à 1.000.000 litres par an et pour les stations-service non rénovées équipées de réservoirs à simple paroi datant d'avant 1975.

3° Au 01.01.2006 : pour les autres stations-service non rénovées.

4° Au 01.01.2007 : pour les stations-service rénovées.

§ 4. Les stations dont le débit annuel est inférieur à 500 000 litres d'essence et dont les pompes ou les réservoirs ne sont pas situés sous la projection verticale d'un bâtiment sont dispensées de l'application de l'article 17.

**Art. 72.** Les articles 583 à 599 inclus du Règlement général pour la protection du travail sont abrogés en ce qui concerne les installations classées visées par le présent arrêté.

**Art. 73.** L'exploitant doit contracter une assurance responsabilité civile d'exploitation couvrant les dommages causés accidentellement par l'exploitation ou l'utilisation des installations classées.

**Art. 74.** Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 75.** A titre transitoire et pendant une période de un an à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les bureaux d'étude existants sont réputés agréés à condition qu'ils aient régularisé leur situation à l'expiration de cette période transitoire.

Bruxelles le, 21 janvier 1999.

Au nom du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,  
Ch. PICQUE  
Le Ministre de l'Environnement,  
D. GOSUIN

**Art. 69.** § 1. De exploitant dient de opgesomde inlichtingen van § 2 binnen 12 maanden na de inwerkingtreding van dit besluit aan het BIM te betekenen. Wanneer de uitbating op dat ogenblik het voorwerp uitmaakt van een verlengingsaanvraag van de milieuvergunning, dan worden de inlichtingen in de zogenaamde verlengingsaanvraag aan het BIM betekend.

§ 2. De in § 1 vermelde betekening heeft betrekking op de volgende inlichtingen :

- 1° Naam, firmanaam en adres van de houder van de vergunning;
- 2° Referentie van de vergunning(en) die nog geldig is (zijn);
- 3° Aantal pistolen, jaarlijks debiet per type brandstof;
- 4° Afschrift van de dichtheidsattesten voor alle houders afgegeven door een bevoegd deskundige (met duidelijke identificatie van elke houder);
- 5° Planning van de werkzaamheden om de installaties in overeenstemming te brengen met de bepalingen van dit besluit.

**Art. 70.** Bij de vernieuwing van de milieuvergunning dient het aanvraagdossier, naast de hierboven vermelde documenten, ook afschriften te bevatten van de getuigschriften en verslagen die voorzien zijn in dit besluit.

**Art. 71.** § 1. Dit besluit is van bij zijn inwerkingtreding van toepassing op de nieuwe benzinstations.

§ 2. Artikel 15, § 1, is van toepassing op de bestaande, al dan niet vernieuwde benzinstations 3 jaar na de bekendmaking van het besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 3. De artikelen 5 tot 14, 15, § 2 en § 3, 16 tot 66 en 72 worden van toepassing :

1° Op 01.01.2001 : voor de benzinstations die niet vernieuwd zijn en gelegen zijn onder een gebouw en waarvan het debiet meer dan 1 miljoen liter per jaar bedraagt, evenals de benzinstations die niet vernieuwd zijn en gelegen zijn in een beschermd waterwinningsgebied.

2° Op 01.01.2004 : voor de benzinstations die niet vernieuwd zijn en gelegen zijn onder een gebouw en waarvan het debiet minder dan 1 miljoen liter per jaar bedraagt, evenals de benzinstations die niet vernieuwd zijn en waarvan de houders enkelwandig zijn en dateren van voor 1975.

3° Op 01.01.2006 : voor de andere benzinstations die niet vernieuwd zijn.

4° Op 01.01.2007 : voor de vernieuwde benzinstations.

§ 4. De benzinstations waarvan het debiet minder bedraagt dan 500 000 liter benzine per jaar en die niet onder een gebouw gelegen zijn, worden vrijgesteld van de toepassing van artikel 17.

**Art. 72.** De artikelen 583 tot en met 599 van het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming worden opgeheven voor wat de ingedeelde inrichtingen betreft waarvan sprake is in dit besluit.

**Art. 73.** De exploitant moet een exploitatieverzekering burgerrechtelijke aansprakelijkheid afsluiten die de schade dekt die per ongeluk door de exploitatie of het gebruik van de ingedeelde installaties veroorzaakt wordt.

**Art. 74.** De Minister tot wiens bevoegdheid leefmilieu behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 75.** Bij wijze van overgangsbepaling en voor een looptijd van één jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, worden de bestaande adviesbureaus geacht erkend te zijn op voorwaarde dat ze bij het verstrijken van bewuste overgangperiode hun toestand in orde hebben gebracht.

Brussel, 21 januari 1999.

Namens de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter,  
Ch. PICQUE  
De Minister van Leefmilieu,  
D. GOSUIN



## Annexe I

A. Les quatre classes de sensibilité pour lesquelles des normes sont établies sont les suivantes :

1. Zones d'industries urbaines, d'activités portuaire ou de transport, zones de chemin de fer tant qu'elles ne sont pas affectées à d'autres activités (Z. ind.).
2. Zones d'habitat, zones de mixité, zones d'équipement d'intérêt collectif ou de service public, zones administratives (Z. hab.)
3. Zones d'espaces verts et zones agricoles principalement affectées à la végétation, aux activités récréatives de plein air et aux activités sportives de plein air, zones réservées à l'agriculture ainsi que les zones de réserve foncière, sauf si elles sont affectées à d'autres activités (Z. récré.).
4. Zones de préoccupation particulière (Z. part.) comprenant :
  - les zones de protection de sites de captage des eaux souterraines;
  - les zones de stockage des eaux de consommation humaine;
  - les zones de haute valeur biologique dont le biotope est particulièrement sensible ou représente un intérêt particulier, selon les recommandations formulées en 1994 par l'IBGE;
  - les zones de protection des eaux de surface, concernant des sols situés à proximité des voies d'écoulement (ruisseaux, canal, Senne) dont la pollution risque d'augmenter la charge contaminante des eaux de surface.

B. Les zones d'intérêt régional et les zones d'intérêt régional à aménagement différé sont versées dans la classe de sensibilité correspondant à leur affectation et, à défaut, dans la classe de sensibilité 2.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions d'exploiter des stations-service.

Le Ministre-Président,  
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Environnement,  
D. GOSUIN

## Annexe II

**Informations composant le projet d'étude prospective**

Le projet d'étude comporte :

- Des renseignements généraux :
  - le nom de l'entreprise et sa raison sociale;
  - l'adresse exacte et complète de l'entreprise et du siège social de l'entreprise;
  - le nom de l'exploitant;
  - le nom de la personne de contact sur le site;
  - le nom et les coordonnées du ou des propriétaires du site;
  - la matrice cadastrale et le plan cadastral du site et la superficie des parcelles constituant l'entité géographique de l'exploitation.
- Un historique du site et de l'exploitation en cours ou en cessation comprenant :
  - le type d'activités présentes et passées du terrain;
  - la localisation des différentes installations existantes ou ayant existé et leur position;
  - la modification de la position des installations;
  - les accidents et incidents connus;
  - l'identification et la localisation des lieux les plus susceptibles d'être pollués;
  - le résumé et un exemplaire d'étude(s) de la pollution du sol et des eaux souterraines ou d'études géotechniques déjà réalisée(s).
- Des renseignements géologiques, hydrologiques et hydrogéologiques :
  - caractéristiques de l'environnement physique, topographie et superficie du site;
  - caractéristiques géologiques et stratigraphiques du site;
  - hydrologie et hydrogéologie du site;
  - présence de remblais ou de remaniement important du sol;
  - présence de puits de captage en amont et en aval hydrogéologique et dans le périmètre du site, de même les débits de pompage de ces puits, leur classe de permis, le rayon maximal du cône de rabattement de chaque puits s'ils sont connus.
- Le projet d'étude en lui-même qui comporte :
  - un plan clair des installations (cuves par exemple) et du site avec une échelle numérique et visuelle, avec l'indication des points cardinaux et autres repères géographiques utiles;
  - ce plan comportera la position la plus précise possible des points de forage prévus;
  - la position des points de forage avec une justification;
  - les méthodes d'analyses qui seront utilisées pour chaque paramètre analysé dans l'eau et le sol;

- le nom du laboratoire d'analyse de l'eau souterraine et du sol;
- une estimation aussi correcte que possible du nombre d'échantillons qui seront prélevés pour l'analyse;
- le mode de forage et le placement de piézomètres;
- les profondeurs de forage, le diamètre de forage et leurs caractéristiques techniques;
- la description technique des piézomètres (matériaux, pourcentage d'ouverture ou perméabilité des crépines, dimensions);
- la position attendue de la nappe;
- le mode de sélection, de prélèvement et de conditionnement des échantillons de sol et d'eau souterraine.

Le projet d'étude est daté et signé par le chargé du projet d'étude et le directeur du bureau d'étude ou son délégué.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions d'exploiter des stations-service.

Le Ministre-Président,  
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Environnement,  
D. GOSUIN

Annexe III

**Formulaire à compléter dans le cadre du projet d'étude prospective**

**Renseignements généraux**

Siège d'exploitation

Nom de l'entreprise : ..... Raison sociale : .....

Nom de l'exploitant : .....

Nom de la personne de contact sur le site : .....

Numéro du permis d'environnement :

Classe IA n°:

Classe IB n°:

Classe II n° :

Adresse :

rue/av. :	n° bte
code postal	Commune :
tél. : /	fax. : /

Renouvellement des installations

oui  non

Arrêt d'activité

oui  non

Siège social

Nom de l'entreprise : ..... Raison sociale : .....

Adresse :

rue/av. :	n°	bte
code postal	Commune :	
Ville :		
Pays :		
tél. : /	fax. : /	

Responsable :

Nom de la personne de contact dans le cadre du dossier : .....

Propriétaire(s)

Nom(s) : ..... Prénom(s) .....

.....

.....

.....

Adresse :

rue/av. :	n°	bte
code postal	Commune :	
Ville :		
Pays :		
tél. : /	fax. : /	

La matrice cadastrale du site

Commune	Division	Section	Numéro	Superficie
.....	.....	.....	.....	..... ha ..... a ..... ca
.....	.....	.....	.....	..... ha ..... a ..... ca
.....	.....	.....	.....	..... ha ..... a ..... ca
.....	.....	.....	.....	..... ha ..... a ..... ca
.....	.....	.....	.....	..... ha ..... a ..... ca
.....	.....	.....	.....	..... ha ..... a ..... ca

Numéro de la carte au 1/5.000 = 31.....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions d'exploiter des stations-service.

Le Ministre-Président,

Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Environnement,

D. GOSUIN

## Annexe IV

Le rapport de l'étude prospective

Le corps du rapport comprendra :

- un rappel de l'historique;
- des remarques concernant la campagne de forage et d'échantillonnage;
- un tableau récapitulatif séparé des analyses des échantillons de sol et d'eau souterraine sous la forme suivante :

n° forage	profondeur échantillonnage	observations organoleptiques	Concentration substance 1	Concentration substance 2	Concentration substance 3	Concentration substance etc.	pH	autres paramètres

Il comprendra également :

- un plan de l'emplacement exact des forages superposé au plan des installations, avec une échelle numérique et visuelle;
- un plan reprenant les caractéristiques de la nappe : hauteur, sens d'écoulement, coefficients de perméabilité, gradient, présence d'une couche flottante, etc.;
- une description topographique confirmant ou complétant les éléments recueillis lors du projet d'étude : localisation, relief, profondeur des forages et de la nappe;
- les conclusions et commentaires du chargé d'étude quant à l'ampleur de la pollution.

L'annexe du rapport comprendra :

- une description des profils lithologiques développés lors de chaque forage.  
Cette description lithologique reprendra sur un même schéma les éléments suivants :
  - la description lithologique du sol en utilisant des conventions graphiques pour chaque type de sol. La légende des conventions graphiques sera clairement reprise dans le rapport. Cette description sera faite selon la nomenclature belge de descriptions des sols dans les cas où une analyse granulométrique aura été réalisée;
  - les profondeurs de forages;
  - la position de la ou des nappes d'eaux souterraines;
  - les observations organoleptiques du sol, des eaux souterraines et de la pollution;
  - les hauteurs piézométriques seront menées en hauteur géodésique dans le système de référence national et en hauteur relative (par rapport à un point de référence du site);
  - les résultats bruts des analyses datés et signés par le responsable du laboratoire d'analyse;
  - les dates et les heures de prélèvements des échantillons;
  - les dates et l'heure de réception des échantillons au laboratoire;
  - la date et l'heure d'analyse des échantillons.

Le rapport sera daté et signé par le chargé d'étude et le directeur du bureau d'étude ou son délégué.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions d'exploiter des stations-service.

Le Ministre-Président,  
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Environnement,  
D. GOSUIN

## Annexe V

Le rapport de l'étude détaillée

Le corps du rapport comprendra :

- un rappel de l'historique;
- des remarques concernant la campagne de forage et d'échantillonnage;
- un tableau récapitulatif séparé des analyses des échantillons de sol et d'eau souterraine sous la forme suivante :

n° forage	profondeur échantillonnage	observations organoleptiques	Concentration substance 1	Concentration substance 2	Concentration substance 3	Concentration substance etc.	pH	autres paramètres

- un plan de l'emplacement exact des forages de l'étude prospective et de l'étude détaillée superposé au plan des installations, avec une échelle numérique et visuelle;

- un plan reprenant les caractéristiques de la nappe : hauteur, sens d'écoulement, coefficients de perméabilité, gradient, présence d'une couche flottante, etc.;

- une description topographique confirmant ou complétant les éléments recueillis lors de l'étude prospective et du projet d'étude détaillée : localisation, relief, profondeur des forages et de la nappe;

- les conclusions et commentaires du chargé d'étude quant à l'ampleur de la pollution.

L'annexe du rapport comprendra :

- une description des profils lithologiques développés lors de chaque forage.

Cette description lithologique reprendra sur un même schéma les éléments suivants :

- la description lithologique du sol en utilisant des conventions graphiques pour chaque type de sol. La légende des conventions graphiques sera clairement reprise dans le rapport. Cette description sera faite selon la nomenclature belge de descriptions des sols dans les cas où une analyse granulométrique aura été réalisée;

- les profondeurs de forages;

- la position de la ou des nappes d'eaux souterraines;

- les observations organoleptiques du sol, des eaux souterraines et de la pollution;

- les hauteurs piézométriques seront menées en hauteur géodésique dans le système de référence national et en hauteur relative (par rapport à un point de référence du site);

- les résultats, bruts des analyses datés et signés par le responsable du laboratoire d'analyse;

- les dates et les heures de prélèvements des échantillons;

- les dates et l'heure de réception des échantillons au laboratoire;

- la date et l'heure d'analyse des échantillons.

Le rapport sera daté et signé par le chargé d'étude et le directeur du bureau d'étude ou son délégué.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions d'exploiter des stations-service.

Le Ministre-Président,

Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Environnement,

D. GOSUIN

## Annexe VI

Normes d'application pour l'échantillonnage du sol et des eaux souterraines

Normes d'application pour l'échantillonnage du sol :

- Afvalstoffenanalyse Compendium - Décembre 1991 - OVAM
- Norme ISO CD 10831 - 2.3 - 1993
- Soil quality sampling - Part 2 : guidance on sampling techniques
- Norme néerlandaise NEN 5119, Geitechniek - Boren en monsterneming in grond (1ste druk december 1991)

Normes d'application pour l'échantillonnage des eaux souterraines :

- NBN - EN 25667 - 1 : Qualité de l'eau - Echantillonnage - Partie 1 : Guide général pour l'établissement des programmes d'échantillonnage.
- NBN - EN 25667 - 2 : qualité de l'eau - Echantillonnage - Partie 2 : Guide général sur les techniques d'échantillonnage.
- Norme ISO 5667-3 : Qualité de l'eau - Echantillonnage - Partie 3 : Guide général pour la conservation et la manipulation des échantillons.
- Norme ISO/DIS 5667 - 11 : Qualité de l'eau - Echantillonnage - Partie 11 : Guide général pour l'échantillonnage des eaux souterraines.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions d'exploiter des stations-service.

Le Ministre-Président,  
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Environnement,  
D. GOSUIN

—————  
Bijlage I

A. De normen zijn vastgesteld voor de volgende vier sensibiliteitsklassen :

1. Stedelijke industriegebieden, gebieden voor haven- of vervoeractiviteiten, spoorweggebieden voor zover ze niet voor andere activiteiten worden bestemd (Ind Geb.) :
2. Woongebieden, gebieden met gemengd karakter, gebieden voor uitrustingen van collectief belang of van openbare diensten, administratiegebieden (W. Geb.).
3. Groengebieden en landbouwgebieden die in hoofdzaak bestemd worden voor beplanting, ontspanning- en openluchtactiviteiten en sportactiviteiten in de open lucht, gebieden voorbehouden voor landbouw alsook de grondreservegebieden, tenzij ze voor andere activiteiten worden bestemd (Recr. Geb.).
4. Bijzondere aandachtsgebieden (Bijz. Geb.) waaronder :
  - beschermingszones voor grondwaterwinning;
  - gebieden voor de opslag van water voor menselijke consumptie;
  - gebieden met grote biologische waarde waarvan de biotoop zeer gevoelig is of een bijzonder belang heeft volgens de aanbevelingen van het BIM uit 1994;
  - gebieden ter bescherming van het oppervlaktewateren, in verband met bodems die zich in de nabijheid van afvoerwegen bevinden (beken, kanaal, Zenne) waarvan de verontreiniging de vervuiling van de oppervlaktewateren dreigt te vergroten.

B. De gebieden van gewestelijk belang en de gebieden van gewestelijk belang met uitgestelde aanleg worden ondergebracht in de sensibiliteitsklasse die met hun bestemming strookt; bij gebreke hieraan maken ze deel uit van sensibiliteitsklasse 2.

Gezien om te worden gevoegd bij het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de uitbatingsvoorwaarden voor benzinstations.

De Minister-Voorzitter,  
Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu,  
D. GOSUIN

## Bijlage II

**Inlichtingen die vermeld dienen te worden in het voorstel van het prospectief onderzoek**

Het voorstel van het onderzoek omvat :

— **algemene inlichtingen :**

- de naam en firmanaam van de onderneming;
- het juiste en volledige adres van de onderneming en haar maatschappelijke zetel;
- de naam van de exploitant;
- de naam van de contactpersoon ter plaatse;
- de naam en de gegevens van de eigenaar(s) van de site;
- de kadastrale legger en het kadaسترplan van de site en de oppervlakte van de percelen die het geografische geheel van de exploitatie vormen.

— **een historiek van de site en de exploitatie die aan de gang is of stopgezet wordt :**

- aard van de huidige of vroegere activiteiten op het terrein;
- ligging van de verschillende bestaande of vroeger aanwezige installaties en hun plaats;
- wijziging van de plaats van de installaties;
- ongevallen en incidenten die zich voorgedaan hebben;
- identificatie en localisatie van de plaatsen met het grootste risico op verontreiniging;
- samenvatting en een exemplaar van het(de) onderzoek(en) over de verontreiniging van de bodem en het grondwater, of van reeds uitgevoerde geotechnische onderzoeken.

— **Geologische, hydrologische en hydrogeologische inlichtingen :**

- kenmerken van de fysieke omgeving, topografie en oppervlakte van de site;
- geologische en stratigrafische kenmerken van de site;
- hydrologie en hydrogeologie van de site;
- aanwezigheid van ophogingen of belangrijke veranderingen van de bodem;
- aanwezigheid van waterwinningsputten die zich hydrogeologisch stroomopwaarts en stroomafwaarts bevinden en op het terrein van de site, evenals het pompdebiët van deze putten, de klasse van de vergunning hiervoor en de maximale straal van de grondwaterverlagingsconus van elke put als die gekend is.

— **Het voorstel van het onderzoek zelf dient te bevatten :**

- een duidelijk plan van de installaties (bijvoorbeeld de tanks) en van de site met een numerieke en grafische schaal, met aanduiding van de vier windstreken en andere nuttige geografische herkenningspunten;
- dit plan moet de plaats van de voorziene boorpunten zo precies mogelijk weergeven;
- de plaats van de boorpunten plus een verantwoording;
- de analysemethoden die gebruikt zullen worden voor elke parameter die in het water en de bodem onderzocht zal worden;
- de naam van het laboratorium dat de grondwater- en bodemstalen zal analyseren;
- een zo correct mogelijke schatting van het aantal stalen dat genomen zal worden voor de analyse;
- de wijze waarop de boringen verricht zullen worden en de plaatsing van de piëzometers;
- de diepte van de boringen, de diameter van de boringen en de technische kenmerken ervan;
- de technische beschrijving van de piëzometers (materialen, openingspercentage of permeabiliteit van de filters, afmetingen);
- het verwachte niveau van het grondwater;
- de wijze waarop de bodem- en grondwaterstalen geselecteerd, genomen en bewaard zullen worden.

Het voorstel van het onderzoek moet worden gedateerd en ondertekend door de verantwoordelijke voor het voorstel en door de directeur van het studiebureau of zijn afgevaardigde.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de uitbatingsvoorwaarden voor benzinstations.

De Minister-Voorzitter,

Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu,

D. GOSUIN

## Bijlage III

**Formulier dat ingevuld moet worden bij het voorstel van het prospectief onderzoek****Algemene inlichtingen**Exploitatiezetel

Naam van de onderneming : ..... Firmanaam : .....

Naam van de exploitant : .....

Naam van de contactpersoon ter plaatse : .....

Nummer van de milieuvergunning :

Klasse IA nr. : .....

Klasse IB nr. : .....

Klasse II nr. : .....

Adres :

straat :	nr.	bus
postcode :	Gemeente :	
tel. : /	fax. : /	

Vernieuwing van de installaties o ja o neen

Stopzetting van de activiteit o ja o neen

Maatschappelijke zetel

Naam van de onderneming : ..... Firmanaam : .....

Adres :

Straat :	nr.	bus
postcode :	Gemeente :	
Stad :		
Land :		
tel. : /	fax. : /	



Verantwoordelijke :

Naam van de contactpersoon voor het dossier : .....

Eigenaar(s)

Straat :		nr.	bus
Postcode :	Gemeente :		
Stad :			
Land :			
tel. :	/	fax. :	/

Kadastrale legger van de site

Gemeente	Afdeling	Sectie	Nummer	Oppervlakte
.....	.....	.....	.....	..... ha ..... a ..... ca
.....	.....	.....	.....	..... ha ..... a ..... ca
.....	.....	.....	.....	..... ha ..... a ..... ca
.....	.....	.....	.....	..... ha ..... a ..... ca
.....	.....	.....	.....	..... ha ..... a ..... ca
.....	.....	.....	.....	..... ha ..... a ..... ca

Nummer van de kaart op 1/5.000 = 31.....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de uitbatingsvoorwaarden voor benzinstations.

De Minister-Voorzitter,  
Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu,  
D. GOSUIN

## Bijlage IV

**Het verslag van het prospectief onderzoek**

Het verslag dient te bevatten :

- herhaling van de historiek;
- opmerkingen bij de boringen en het nemen van de stalen;
- een afzonderlijke, samenvattende tabel met de analyses van de bodem- en grondwaterstalen die er als volgt uitziet :

nr. Boring	Diepte genomen stalen	Organoleptische opmerkingen	Concentratie stof 1	Concentratie stof 2	Concentratie stof 3	Concentratie stof enz.	pH	andere parameters

Ook de volgende elementen moeten in het verslag opgenomen worden :

- plan van de exacte plaats van de boorpunten bovenop een plan van de installaties, met een numerieke en grafische schaal;
- plan met de kenmerken van de grondwaterlaag: hoogte, stroomrichting, permeabiliteitscoëfficiënten, gradiënt, aanwezigheid van een drijvende laag, enz.;
- topografische beschrijving die de gegevens die bij het voorstel van het onderzoek verzameld werden, bevestigt of aanvult: plaats, reliëf, diepte van de boringen en de grondwaterlaag;
- besluiten en commentaren van de verantwoordelijke voor het onderzoek met betrekking tot de omvang van de verontreiniging.

De bijlage van het verslag :

- beschrijving van de lithologische profielen ontwikkeld bij elke boring.

Deze lithologische beschrijving moet volgens een bepaald schema opgesteld zijn en de volgende elementen bevatten :

- lithologische beschrijving van de bodem met behulp van de grafische symbolen voor elk type van bodem. De legende van de grafische symbolen dient duidelijk aangegeven te worden in het verslag. Deze beschrijving wordt opgesteld aan de hand van de Belgische nomenclatuur inzake bodembeschrijvingen in de gevallen waar een granulometrische analyse uitgevoerd wordt;

- diepte van de boringen;
- plaats van de grondwaterlaag/grondwaterlagen;
- organoleptische waarnemingen betreffende de bodem, het grondwater en de verontreiniging;
- piëzometrische hoogten worden omgezet in geodetische hoogten volgens het nationaal referentiesysteem en in relatieve hoogten (ten opzichte van een referentiepunt op de site);
- de ruwe resultaten van de analyses moeten worden gedateerd en ondertekend door de verantwoordelijke van het laboratorium dat de analyses uitvoert;
- datum en uur van het nemen van de stalen;
- datum en uur van ontvangst van de stalen in het laboratorium;
- datum en uur van de analyse van de stalen.

Het verslag moet worden gedateerd en ondertekend door de verantwoordelijke voor het onderzoek en de directeur van het studie bureau of zijn afgevaardigde.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de uitbatingsvoorwaarden voor benzinestations.

De Minister-Voorzitter,  
Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu,  
D. GOSUIN

## Bijlage V

Het verslag van het nader onderzoek

- opmerkingen bij de boringen en het nemen van de stalen;
- een afzonderlijke, samenvattende tabel met de analyses van de bodem- en grondwaterstalen die er als volgt uitziet :

nr. Boring	Diepte genomen stalen	Organoleptische opmerkingen	Concentratie stof 1	Concentratie stof 2	Concentratie stof 3	Concentratie stof enz.	pH	andere parameters

- plan van de exacte plaats van de boorpunten bovenop een plan van de installaties, met een numerieke en grafische schaal;
- plan met de kenmerken van de grondwaterlaag : hoogte, stroomrichting, permeabiliteitscoëfficiënten, gradiënt, aanwezigheid van een drijvende laag, enz.;
- topografische beschrijving die de gegevens die bij het voorstel van het onderzoek verzameld werden, bevestigt of aanvult: plaats, reliëf, diepte van de boringen en de grondwaterlaag;
- besluiten en commentaren van de verantwoordelijke voor het onderzoek met betrekking tot de omvang van de verontreiniging.

De bijlage van het verslag :

- beschrijving van de lithologische profielen ontwikkeld bij elke boring.

Deze lithologische beschrijving moet volgens een bepaald schema opgesteld zijn en de volgende elementen bevatten :

- lithologische beschrijving van de bodem met behulp van de grafische symbolen voor elk type van bodem. De legende van de grafische symbolen dient duidelijk aangegeven te worden in het verslag. Deze beschrijving wordt opgesteld aan de hand van de Belgische nomenclatuur inzake bodembeschrijvingen in de gevallen waar een granulometrische analyse uitgevoerd wordt;

- diepte van de boringen;
- plaats van de grondwaterlaag/grondwaterlagen;
- organoleptische waarnemingen betreffende de bodem, het grondwater en de verontreiniging;
- piëzometrische hoogten worden omgezet in geodetische hoogten volgens het nationaal referentiesysteem en in relatieve hoogten (ten opzichte van een referentiepoint op de site);
- de ruwe resultaten van de analyses moeten worden gedateerd en ondertekend door de verantwoordelijke van het laboratorium dat de analyses uitvoert;
- datum en uur van het nemen van de stalen;
- datum en uur van ontvangst van de stalen in het laboratorium;
- datum en uur van de analyse van de stalen.

Het verslag moet worden gedateerd en ondertekend door de verantwoordelijke voor het onderzoek en de directeur van het studie bureau of zijn afgevaardigde;

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de uitbatingsvoorwaarden voor benzinstations.

De Minister-Voorzitter,

Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu,

D. GOSUIN

## Bijlage VI

Normen voor het nemen van bodem- en grondwaterstalen

Normen voor het nemen van bodemstalen :

- Afvalstoffenanalyse Compendium - December 1991 - OVAM
- Norm ISO CD 10831 - 2.3 - 1993
- Soil quality sampling - Part 2 : guidance on sampling techniques
- Nederlandse Norm NEN 5119, Geotechniek - Boren en monsterneming in grond (1ste druk december 1991)

Normen voor het nemen van grondwaterstalen :

- NBN - EN 25667 - 1 : Waterkwaliteit - Monsterneming - Deel 1 : Algemene Richtlijn voor de opstelling van monsternemingsprogramma's.
- NBN - EN 25667 - 2 : Waterkwaliteit - Monsterneming - Deel 2 : Algemene Richtlijn voor monsternemingstechnieken.
- Norm ISO 5667-3 : Waterkwaliteit - Monsterneming - Deel 3 : Algemene Richtlijn voor de bewaring en behandeling van monsters.
- Norm ISO/DIS 5667 - 11 : Waterkwaliteit - Monsterneming - Deel 11 : Algemene Richtlijn voor monsterneming van het grondwater.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de uitbatingsvoorwaarden voor benzinstations.

De Minister-Voorzitter,

Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu,

D. GOSUIN

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES COMMUNICATIONS  
ET DE L'INFRASTRUCTURE

[99/14055]

**2 MARS 1999. — Arrêté ministériel portant nomination de représentants des organisations syndicales représentatives auprès de la Commission Entreprises publiques**

Le Ministre des Télécommunications et le Ministre des Transports,

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 31, § 6, alinéas 3 et 4;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1995 fixant les compétences en matière de services postaux, de télécommunications et de transport, notamment l'article 2, 1°;

Vu l'arrêté royal du 13 janvier 1997 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission Entreprises publiques, notamment l'article 11, § 2, alinéas 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, et 2 à 4;

Vu les propositions de la Centrale Générale des Services publics et du Syndicat chrétien de la Communication et de la Culture,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Mme B. Guillemyn est nommée membre effectif de la Commission Entreprises publiques, en remplacement de M.C. Vanaken, dont elle achèvera le mandat.

**Art. 2.** MM. J.-P. Van Der Vurst et C. Demunter sont nommés membres suppléants de la Commission Entreprises publiques, en remplacement de MM. D. De Clercq et F. Tack, dont ils achèveront le mandat.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 mars 1999.

Le Ministre des Télécommunications,  
E. DI RUPO

Le Ministre des Transports,  
M. DAERDEN

MINISTERIE VAN VERKEER  
EN INFRASTRUCTUUR

[99/14055]

**2 MAART 1999. — Ministerieel besluit houdende benoeming van vertegenwoordigers van de representatieve vakorganisaties bij het Comité Overheidsbedrijven**

De Minister van Telecommunicatie en de Minister van Vervoer,

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid artikel 31, § 6, alinea's 3 en 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1995 tot vaststelling van de bevoegdheden inzake postdiensten, telecommunicatie en vervoer, inzonderheid artikel 2, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 januari 1997 betreffende de samenstelling en de werking van het Comité Overheidsbedrijven, inzonderheid artikel 11, § 2, alinea's 1, 3<sup>o</sup>, en 2 tot 4;

Gelet op de voorstellen van de Algemene Centrale der Openbare Diensten en van de Christelijke Vakbond van Communicatiemiddelen en Cultuur,

Besluit :

**Artikel 1.** Mevr. B. Guillemyn is benoemd tot werkend lid van het Comité Overheidsbedrijven, ter vervanging van de H. C. Vanaken, wiens mandaat zij zal voleindigen.

**Art. 2.** De heren J.-P. Van Der Vurst en C. Demunter worden benoemd tot plaatsvervangende leden van het Comité Overheidsbedrijven, in vervanging van de heren D. De Clercq en F. Tack, van wie zij het mandaat zullen voltooien.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Brussel, 2 maart 1999.

De Minister van Telecommunicatie,  
E. DI RUPO

De Minister van Vervoer,  
M. DAERDEN

## MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09329]

## Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 10 mars 1999 :

— Mme Vrints, M., juge d'instruction au tribunal de première instance de Turnhout, est nommée vice-président à ce tribunal;

— M. Ramaekers, J., juge au tribunal de première instance de Hasselt, est nommé vice-président à ce tribunal;

— sont nommés vice-président au tribunal de première instance de Gand :

— M. Tack, R., juge au tribunal de première instance de Gand;

— M. Van Den Steen, G., juge de la jeunesse au tribunal de première instance de Gand;

— M. Buysse, A., avocat, juge suppléant au tribunal de commerce d'Anvers, est nommé juge à ce tribunal.

Par arrêtés royaux du 15 mars 1999 :

— M. Nauwelaerts, E., juge au tribunal du travail de Bruges, est nommé vice-président à ce tribunal;

— Mme Langerlaert, A., substitut de l'auditeur du travail près le tribunal du travail de Gand, est nommée juge à ce tribunal;

— M. Schreiber, D., substitut de l'auditeur du travail près le tribunal du travail de Charleroi, est nommé substitut de l'auditeur du travail près les tribunaux du travail de Namur et de Dinant.

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09329]

## Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 10 maart 1999 :

— is Mevr. Vrints, M., onderzoeksrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, benoemd tot ondervoorzitter in deze rechtbank;

— is de heer Ramaekers, J., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, benoemd tot ondervoorzitter in deze rechtbank;

— zijn benoemd tot ondervoorzitter in de rechtbank van eerste aanleg te Gent :

— de heer Tack, R., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Gent;

— de heer Van Den Steen, G., jeugdrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Gent;

— is de heer Buysse, A., advocaat, plaatsvervangend rechter in de rechtbank van koophandel te Antwerpen, benoemd tot rechter in deze rechtbank.

Bij koninklijke besluiten van 15 maart 1999 :

— is de heer Nauwelaerts, E., rechter in de arbeidsrechtbank te Brugge, benoemd tot ondervoorzitter in deze rechtbank;

— is Mevr. Langerlaert, A., substituu-arbeidsauditeur bij de arbeidsrechtbank te Gent, benoemd tot rechter in deze rechtbank;

— is de heer Schreiber, D., substituu-arbeidsauditeur bij de arbeidsrechtbank te Charleroi, benoemd tot substituu-arbeidsauditeur bij de arbeidsrechtbanken te Namen en te Dinant.

Par arrêté royal du 16 mars 1999 M. Delmulle, J., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Gand, est nommé substitut du procureur général près la cour d'appel de Gand.

[99/09331 ]

Par arrêté royal du 16 mars 1999, est nommé greffier en chef des justices de paix des cantons de Tongres et de Fouron-Saint-Martin, M. Vandendyck, A., greffier en chef de la justice de paix du canton de Neerpelt, à partir du 1er avril 1999.

Par arrêté ministériel du 16 mars 1999, Mme Delecluse, M., rédacteur au greffe du tribunal de première instance de Tournai, reste temporairement déléguée aux fonctions de greffier adjoint à ce tribunal.

Par arrêté ministériel du 18 mars 1999, Mme Verschuere, E., rédacteur principal au greffe du tribunal de première instance de Termonde, est temporairement déléguée aux fonctions de greffier adjoint à ce tribunal.

[99/9330]

**Notariat**

Par arrêté royal du 15 février 1999 est acceptée, à sa demande, la démission de M. Brys, Ch., de ses fonctions de notaire à la résidence de Diest.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Le présent arrêté entre en vigueur à la date de la prestation de serment de son successeur.

Par arrêtés royaux du 10 mars 1999 :

— est acceptée, à sa demande, la démission de M. Rommens, A., de ses fonctions de notaire à la résidence de Hoogstraten (Meer).

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Le présent arrêté entre en vigueur à la date de la prestation de serment de son successeur;

— est acceptée, à sa demande, la démission de M. Van der Borght, H., de ses fonctions de notaire à la résidence de Mol.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Le présent arrêté entre en vigueur à la date de la prestation de serment de son successeur;

— M. Rommens, P., licencié en droit, licencié en notariat, est nommé notaire à la résidence de Hoogstraten (Meer);

— M. De Graef, H., licencié en droit, licencié en notariat, est nommé notaire à la résidence de Mol;

— M. Bogaerts, L., licencié en droit, licencié en notariat, est nommé notaire à la résidence de Diest.

Bij koninklijk besluit van 16 maart 1999 is de heer Delmulle, J., substituu-t-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent, benoemd tot substituu-t-procureur-generaal bij het hof van beroep te Gent.

[99/09331 ]

Bij koninklijk besluit van 16 maart 1999 is benoemd tot hoofdgriffier van de vredegerichten van de kantons Tongeren en Sint-Martens-Voeren, de heer Vandendyck, A., hoofdgriffier van het vredegerecht van het kanton Neerpelt, met ingang van 1 april 1999.

Bij ministerieel besluit van 16 maart 1999 blijft aan Mevr. Delecluse, M., opsteller bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Doornik, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van adjunct-griffier bij deze rechtbank te vervullen.

Bij ministerieel besluit van 18 maart 1999 is aan Mevr. Verschuere, E., eerstaanwezend opsteller bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van adjunct-griffier bij deze rechtbank te vervullen.

[99/9330]

**Notariaat**

Bij koninklijk besluit van 15 februari 1999 is aan de heer Brys, Ch., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Diest.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eersholve te voeren.

Dit besluit treedt in werking op de datum van de eedaflegging van zijn opvolger.

Bij koninklijke besluiten van 10 maart 1999 :

— is aan de heer Rommens, A., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Hoogstraten (Meer).

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eersholve te voeren.

Dit besluit treedt in werking op de datum van de eedaflegging van zijn opvolger;

— is aan de heer Van der Borght, H., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Mol.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eersholve te voeren.

Dit besluit treedt in werking op de datum van de eedaflegging van zijn opvolger;

— is de heer Rommens, P., licentiaat in de rechten, licentiaat in het notariaat, benoemd tot notaris ter standplaats Hoogstraten (Meer);

— is de heer De Graef, H., licentiaat in de rechten, licentiaat in het notariaat, benoemd tot notaris ter standplaats Mol;

— is de heer Bogaerts, L., licentiaat in de rechten, licentiaat in het notariaat, benoemd tot notaris ter standplaats Diest.

**MINISTERE DES CLASSES MOYENNES  
ET DE L'AGRICULTURE**

[99/16083]

**Personnel. — Nominations et promotions**

Par arrêté ministériel du 22 février 1999, M. Marc De Baeremaeker, conseiller général (rang 15) à l'Administration de la Gestion de la Production agricole (DG3), est muté, au 1er mars 1999, à l'Administration de la Recherche et du Développement (DG6), Inspection générale du Développement.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il peut être fait appel endéans les soixante jours après cette notification. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste; adresse : Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles.

**MINISTERIE VAN MIDDENSTAND  
EN LANDBOUW**

[99/16083]

**Personeel. — Benoemingen en bevorderingen**

Bij ministerieel besluit van 22 februari 1999 wordt de heer Marc De Baeremaeker, adviseur-generaal bij het Bestuur voor het Landbouw-productiebeheer (DG3), met ingang van 1 maart 1999 gemuteerd bij het Bestuur Onderzoek en Ontwikkeling (DG6), Inspectie-generaal.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief te worden toegezonden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel.

[C - 99/16079]

[C - 99/16079]

Par arrêté ministériel du 22 février 1999, les membres du personnel du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture mentionnés dans le tableau ci-dessous, dont leur grade est mentionné en regard de leur nom, sont promus par avancement barémique à l'échelle de traitement 13E, à partir du 1er février 1998, aux services centraux, dans le cadre linguistique tel qu'il est indiqué dans la dernière colonne.

Bij ministerieel besluit van 22 februari 1999 worden de in de hieronderstaande tabel vermelde personeelsleden van het Ministerie van Middenstand en Landbouw waarvan hun graad vermeld staat naast hun naam, met ingang van 1 februari 1998, bij het hoofdbestuur bevorderd door verhoging in weddenschaal tot de weddenschaal 13E in het taalkader zoals opgenomen in de laatste kolom.

Nom, prénom — Naam, voornaam	Grade — Graad	Cadre linguistique — Taalkader
Hooyberghs, Herman	Ingénieur-directeur Ingenieur-directeur	Néerlandais Nederlands
Lengele, Luc	Vétérinaire-directeur Dierenarts-directeur	Français Frans
Van Belleghem, Marcel	Ingénieur-directeur Ingenieur-directeur	Néerlandais Nederlands
Van den Maegdenbergh, Constantinus	Ingénieur-directeur Ingenieur-directeur	Néerlandais Nederlands

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il peut être fait appel endéans les soixante jours après cette notification. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, adresse : Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief te worden toegezonden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel.

#### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

[99/07064]

##### Personnel civil. — Promotions

— Par arrêté royal n° 2230 du 4 mars 1999, M. Marcel, Jean-François-F., est, par avancement de grade, promu au grade de conseiller, dans les services des Forces armées, le 1er octobre 1998.

— Par arrêté royal n° 2231 du 4 mars 1999, M. De Maeyer, Eduard-C., du rôle linguistique néerlandais, est, par avancement de grade, promu au grade de conseiller, à la direction du personnel civil de l'Administration générale civile, le 1er octobre 1998.

— Par arrêté royal n° 2232 du 4 mars 1999, Mme Ochelen, Chantal-E., du rôle linguistique français, est, par avancement de grade, promue au grade de conseiller, à la direction du personnel civil de l'Administration générale civile, le 1er octobre 1998.

— Par arrêté royal n° 2233 du 4 mars 1999, M. Lallemand, Joseph-W., est, par avancement de grade, promu au grade de conseiller, dans les services des Forces armées, le 1er octobre 1998.

— Par arrêté royal n° 2234 du 4 mars 1999, M. Quaeyhaegens, Patrick-M., est, par avancement de grade, promu au grade de conseiller, dans les services des Forces armées, le 1er octobre 1998.

— Par arrêté royal n° 2235 du 4 mars 1999, M. Van Den Bossche, Eugene-B., du rôle linguistique néerlandais, est, par avancement de grade, promu au grade d'ingénieur industriel-directeur, à l'Administration générale civile, le 1er octobre 1998.

#### MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[99/07064]

##### Burgerpersoneel. — Bevorderingen

— Bij koninklijk besluit nr. 2230 van 4 maart 1999 wordt de heer Jean-François-F. Marcel, op 1 oktober 1998 door verhoging in graad tot adviseur, bij de diensten van de Krijgsmacht, bevorderd.

— Bij koninklijk besluit nr. 2231 van 4 maart 1999 wordt de heer Eduard-C. De Maeyer, van de Nederlandse taalrol, op 1 oktober 1998 door verhoging in graad tot adviseur, bij de directie burgerpersoneel van het Burgerlijk Algemeen Bestuur, bevorderd.

— Bij koninklijk besluit nr. 2232 van 4 maart 1998 wordt Mevr. Chantal-E. Ochelen, van de Franse taalrol, op 1 oktober 1998 door verhoging in graad tot adviseur, bij de directie burgerpersoneel van het Burgerlijk Algemeen Bestuur, bevorderd.

— Bij koninklijk besluit nr. 2233 van 4 maart 1999 wordt de heer Joseph-W. Lallemand, op 1 oktober 1998 door verhoging in graad tot adviseur, bij de diensten van de Krijgsmacht, bevorderd.

— Bij koninklijk besluit nr. 2234 van 4 maart 1999 wordt de heer Patrick-M. Quaeyhaegens, op 1 oktober 1998 door verhoging in graad tot adviseur, bij de diensten van de Krijgsmacht, bevorderd.

— Bij koninklijk besluit nr. 2235 van 4 maart 1999 wordt de heer Eugene-B. Van Den Bossche, van de Nederlandse taalrol, op 1 oktober 1998 door verhoging in graad tot industrieel ingenieur-directeur, bij het Burgerlijk Algemeen Bestuur, bevorderd.

— Par arrêté royal n° 2236 du 4 mars 1999, M. Kerkhofs, Marc-M., du rôle linguistique néerlandais, est, par avancement de grade, promu au grade de conseiller, à la direction du personnel civil de l'Administration générale civile, le 1er octobre 1998.

— Par arrêté royal n° 2237 du 4 mars 1999, M. Gossiaux, Christian-H., du rôle linguistique français, est, par avancement de grade, promu au grade de conseiller, à la direction des études de l'Administration générale civile, le 1er octobre 1998.

— Par arrêté royal n° 2238 du 4 mars 1999, M. Wampach, Etienne-N., du rôle linguistique français, est, par avancement de grade, promu au grade de conseiller, à la direction du contentieux et des accidents de l'Administration générale civile, le 1er octobre 1998.

— Par arrêté royal n° 2239 du 4 mars 1999, M. Van Damme, René, est, par avancement de grade, promu au grade d'ingénieur industriel-directeur, dans les services des Forces armées, le 1er octobre 1998.

— Par arrêté royal n° 2240 du 4 mars 1999, M. Etienne-Bawin, Daniël-P., est, par avancement de grade, promu au grade d'ingénieur industriel-directeur, dans les services des Forces armées, le 1er octobre 1998.

— Par arrêté royal n° 2241 du 4 mars 1999, M. Heethem, Carlo-R., est, par avancement de grade, promu au grade de conseiller, dans les services des Forces armées, le 1er octobre 1998.

— Par arrêté royal n° 2242 du 4 mars 1999, Mme Delcourt, Micheline-H., du rôle linguistique français, est, par avancement de grade, promue au grade de conseiller, à l'Administration des affaires juridiques de l'Administration générale civile, le 1er octobre 1998.

— Par arrêté royal n° 2243 du 4 mars 1999, M. Thilly Philippe-L., du rôle linguistique français, est, par avancement de grade, promu au grade de conseiller général au Secrétariat général de l'Administration générale civile sur le cadre bilingue, le 1er octobre 1998.

Un recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

— Bij koninklijk besluit nr. 2236 van 4 maart 1999 wordt de heer Marc-M. Kerkhofs, van de Nederlandse taalrol, op 1 oktober 1998 door verhoging in graad tot adviseur, bij de directie burgerpersoneel van het Burgerlijk Algemeen Bestuur, bevorderd.

— Bij koninklijk besluit nr. 2237 van 4 maart 1999 wordt de heer Christian-H. Gossiaux, van de Franse taalrol, op 1 oktober 1998 door verhoging in graad tot adviseur, bij de directie studies van het Burgerlijk Algemeen Bestuur, bevorderd.

— Bij koninklijk besluit nr. 2238 van 4 maart 1999 wordt de heer Etienne-N. Wampach, van de Franse taalrol, op 1 oktober 1998 door verhoging in graad tot adviseur, bij de directie geschillen en ongevallen van het Burgerlijk Algemeen Bestuur, bevorderd.

— Bij koninklijk besluit nr. 2239 van 4 maart 1999 wordt de heer René Van Damme, op 1 oktober 1998 door verhoging in graad tot industrieel ingenieur-directeur, bij de diensten van de Krijgsmacht, bevorderd.

— Bij koninklijk besluit nr. 2240 van 4 maart 1999 wordt de heer Daniël-P. Etienne-Bawin, op 1 oktober 1998 door verhoging in graad tot industrieel ingenieur-directeur, bij de diensten van de Krijgsmacht, bevorderd.

— Bij koninklijk besluit nr. 2241 van 4 maart 1999 wordt de heer Carlo-R. Heethem, op 1 oktober 1998 door verhoging in graad tot adviseur, bij de diensten van de Krijgsmacht, bevorderd.

— Bij koninklijk besluit nr. 2242 van 4 maart 1999 wordt Mevr. Micheline-H. Delcourt, van de Franse taalrol, op 1 oktober 1998 door verhoging in graad tot adviseur, bij het Bestuur van rechtskundige zaken bij het Burgerlijk Algemeen Bestuur, bevorderd.

— Bij koninklijk besluit nr. 2243 van 4 maart 1999 wordt de heer Philippe-L. Thilly, van de Franse taalrol, op 1 oktober 1998 door verhoging in graad op het tweetalig kader, tot adviseur-generaal, bij het Secretariaat-generaal van het Burgerlijk Algemeen Bestuur, bevorderd.

Een beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

#### MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

[99/00183]

**16 FEVRIER 1999.** — Arrêté ministériel portant désignation des présidents effectifs et suppléants de la Chambre de recours départementale dans le cadre de la procédure d'évaluation

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu l'article 84bis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, tel que modifié par les arrêtés royaux du 31 mars 1995 et du 6 février 1997,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sont désignés à la section francophone de la Chambre de recours départementale :

#### MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[99/00183]

**16 FEBRUARI 1999.** — Ministerieel besluit houdende aanwijzing van de gewone en plaatsvervangende voorzitters van de Departementale raad van beroep in het raam van de evaluatieprocedure

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op het artikel 84bis van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 maart 1995 en 6 februari 1997,

Besluit :

**Artikel 1.** Bij de Franstalige afdeling van de Departementale raad van beroep worden aangewezen :



— En qualité de président effectif : M. C. Dardenne, conseiller général.

— En qualité de présidents suppléants :

M. M. Rottiers, conseiller;

Mme. C. Nicaise, conseiller.

**Art. 2.** Sont désignés à la section néerlandophone de la Chambre de recours départementale :

— En qualité de président effectif : Mme. J. Beyrus-Decrock, conseiller général.

— En qualité de présidents suppléants :

M. F. Van Hemelrijck, conseiller général;

Mme G. Berckmans, conseiller adjoint.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 février 1999.

L. VAN DEN BOSSCHE

— In de hoedanigheid van gewoon voorzitter : de heer C. Dardenne, adviseur-generaal.

— In de hoedanigheid van plaatsvervangende voorzitters :

de heer M. Rottiers, adviseur;

Mevr. C. Nicaise, adviseur.

**Art. 2.** Bij de Nederlandstalige afdeling van de Departementale raad van beroep worden aangewezen :

— In de hoedanigheid van gewoon voorzitter : Mevr. J. Beyrus-Decrock, adviseur-generaal.

— In de hoedanigheid van plaatsvervangende voorzitters :

De heer F. Van Hemelrijck, adviseur-generaal;

Mevr. G. Berckmans, adjunct-adviseur.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Brussel, 16 februari 1999.

L. VAN DEN BOSSCHE

#### MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[C - 99/12052]

##### 9 FEVRIER 1999. — Arrêté royal nommant les membres de la Commission paritaire de l'industrie cinématographique (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 42;

Vu l'arrêté royal du 9 février 1971 instituant certaines commissions paritaires et fixant leur dénomination et leur compétence;

Vu l'arrêté royal du 29 septembre 1972 fixant le nombre de membres de certaines commissions paritaires;

Vu l'arrêté royal du 3 mars 1989 nommant les membres de la Commission paritaire de l'industrie cinématographique;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au renouvellement du mandat des membres de cette commission;

Vu les candidatures présentées par les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sont nommés membres de la Commission paritaire de l'industrie cinématographique :

1. en qualité de représentants des organisations d'employeurs :

Membres effectifs :

MM. :

Breuls, Paul, à Los Angeles (Etats-Unis);

Lombardo, Antonino, à Vilvorde;

Van Beuren, Eric, à Waterloo;

Lamy, Benoit, à Bruxelles;

Toint, Hubert, à Ixelles;

Andrien, Jean-Jacques, à Saint-Gilles;

Mme Vereecke, Marie-Rose, à Herk-de-Stad;

MM. :

Harvie, André, à Wavre;

Morlion, Guy, à Anvers;

Vanderplancke, Nick, à Wevelgem;

Abel, Thierry, à Ixelles;

De Bremme, Julien, à Anderlecht;

Hensmans, Bernard, à Grimbergen.

#### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[C - 99/12052]

##### 9 FEBRUARI 1999. — Koninklijk besluit tot benoeming van de leden van het Paritair Comité voor het filmbedrijf (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 42;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 februari 1971 tot oprichting van sommige paritaire comités en tot vaststelling van hun benaming en bevoegdheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 september 1972 tot vaststelling van het aantal leden van bepaalde paritaire comités;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 maart 1989 tot benoeming van de leden van het Paritair Comité voor het filmbedrijf;

Overwegende dat er aanleiding toe bestaat over te gaan tot de hernieuwing van het mandaat der leden van dit comité;

Gelet op de voordracht door de representatieve organisaties van werkgevers en werknemers;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Tot leden van het Paritair Comité voor het filmbedrijf worden benoemd :

1. als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisaties :

Gewone leden :

De heren :

Breuls, Paul, te Los Angeles (Verenigde Staten);

Lombardo, Antonino, te Vilvoorde;

Van Beuren, Eric, te Waterloo;

Lamy, Benoit, te Brussel;

Toint, Hubert, te Elsene;

Andrien, Jean-Jacques, te Sint-Gillis;

Mevr. Vereecke, Marie-Rose, te Herk-de-Stad;

De heren :

Harvie, André, te Waver;

Morlion, Guy, te Antwerpen;

Vanderplancke, Nick, te Wevelgem;

Abel, Thierry, te Elsene;

De Bremme, Julien, te Anderlecht;

Hensmans, Bernard, te Grimbergen.

## Membres suppléants :

MM. :

Dekeyser, Guido, à Aartselaar;  
Cerulus, Samuel, à Holsbeek;

Mmes :

La Bouverie, Nicole, à Uccle;  
Hansel, Marion, à Woluwe-Saint-Pierre;  
M. Hanchar, Yves, à Schaerbeek;  
Mme Pireaux, Christine, à Liège;

MM. :

Gijbels, Florent, à Bierbeek;  
Carpentier, Hubert, à Zulte;  
Kloeck, Eric, à Anvers;  
Mme Van Hacht, Pascale, à Lasne;

MM. :

Dubois, Jacques, à Tervuren;  
Bertin, Jean-Paul, à Ixelles;  
Francois, Claude, à Tournai.

## 2. en qualité de représentants des organisations de travailleurs :

## Membres effectifs :

MM. :

Humbert, Jean-Claude, à Virton;  
Van Cauwenberge, René, à Sint-Pieters-Leeuw;  
Mme Muylaert, Laurette, à Gand;

MM. :

Donato, Nicolas, à Ixelles;  
Labarbe, Roger, à Oupeye;  
Van der Veken, Arthur, à Brakel;  
Paesmans, Francis, à Sint-Pieters-Leeuw;  
De Valck, Luc, à Merchtem;  
Barone, Umberto, à Mons;  
Van der Vurst, Jean-Paul, à Alost;  
Verschingel, Lode, à Ostende;  
Bracke, Guy, à Ixelles;  
Seghin, Didier, à Woluwe-Saint-Lambert.

## Membres suppléants :

MM. :

Tempelaere, Urbain, à Anvers;  
Georges, Raymond, à Liège;  
Van Pellecom, Knarf, à Anvers;  
Von Sivers, Alexandre, à Etterbeek;  
Polenus, Carlos, à Hasselt;  
Van Muylder, Philippe, à Saint-Gilles;  
Ancora, Vincent, à Mons;  
Schwartz, Rudi, à Anvers;  
Mme Van den Berghe, Joëlle, à Bruxelles;

MM. :

Vandeput, Roger, à Grimbergen;  
Terlaeken, Christiaan, à Overijse;  
Thierry, Jacques, à Ham-sur-Heure-Nalinnes;  
Lemoine, Guy, à Bruxelles.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

## Plaatsvervangende leden :

De heren :

Dekeyser, Guido, te Aartselaar;  
Cerulus, Samuel, te Holsbeek;

Mevrn. :

La Bouverie, Nicole, te Ukkel;  
Hansel, Marion, te Sint-Pieters-Woluwe;  
De heer Hanchar, Yves, te Schaarbeek;  
Mevr. Pireaux, Christine, te Luik;

De heren :

Gijbels, Florent, te Bierbeek;  
Carpentier, Hubert, te Zulte;  
Kloeck, Eric, te Antwerpen;  
Mevr. Van Hacht, Pascale, te Lasne;

De heren :

Dubois, Jacques, te Tervuren;  
Bertin, Jean-Paul, te Elsene;  
Francois, Claude, te Doornik.

## 2. als vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties :

## Gewone leden :

De heren :

Humbert, Jean-Claude, te Virton;  
Van Cauwenberge, René, te Sint-Pieters-Leeuw;  
Mevr. Muylaert, Laurette, te Gent;

De heren :

Donato, Nicolas, te Elsene;  
Labarbe, Roger, te Oupeye;  
Van der Veken, Arthur, te Brakel;  
Paesmans, Francis, te Sint-Pieters-Leeuw;  
De Valck, Luc, te Merchtem;  
Barone, Umberto, te Bergen;  
Van der Vurst, Jean-Paul, te Aalst;  
Verschingel, Lode, te Oostende;  
Bracke, Guy, te Elsene;  
Seghin, Didier, te Sint-Lambrechts-Woluwe.

## Plaatsvervangende leden :

De heren :

Tempelaere, Urbain, te Antwerpen;  
Georges, Raymond, te Luik;  
Van Pellecom, Knarf, te Antwerpen;  
Von Sivers, Alexandre, te Etterbeek;  
Polenus, Carlos, te Hasselt;  
Van Muylder, Philippe, te Sint-Gillis;  
Ancora, Vincent, te Bergen;  
Schwartz, Rudi, te Antwerpen;  
Mevr. Van den Berghe, Joëlle, te Brussel;

De heren :

Vandeput, Roger, te Grimbergen;  
Terlaeken, Christiaan, te Overijse;  
Thierry, Jacques, te Ham-sur-Heure-Nalinnes;  
Lemoine, Guy, te Brussel.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

—  
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 9 février 1971, *Moniteur belge* du 19 mars 1971.

Arrêté royal du 29 septembre 1972, *Moniteur belge* du 11 novembre 1972.

Arrêté royal du 3 mars 1989, *Moniteur belge* du 15 mars 1989.

**Art. 3.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

—  
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 9 februari 1971, *Belgisch Staatsblad* van 19 maart 1971.

Koninklijk besluit van 29 september 1972, *Belgisch Staatsblad* van 11 november 1972.

Koninklijk besluit van 3 maart 1989, *Belgisch Staatsblad* van 15 maart 1989.

[C - 99/12103]

**3 MARS 1999. — Arrêté royal nommant les membres de la Sous-commission paritaire pour la production de films (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 42;

Vu l'arrêté royal du 23 janvier 1980 instituant des sous-commissions paritaires de l'industrie cinématographique, fixant leur dénomination et leur compétence et en fixant leur nombre de membres, modifié notamment par l'arrêté royal du 10 juillet 1980;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 1993 nommant les membres de la Sous-commission paritaire pour la production de films;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au renouvellement du mandat des membres de cette sous-commission;

Vu les candidatures présentées par les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sont nommés membres de la Sous-commission paritaire pour la production de films :

1. en qualité de représentants des organisations d'employeurs :

Membres effectifs :

MM. :

Breuls, Paul, à Los Angeles (Etats-Unis);

Lombardo, Antonino, à Vilvorde;

Mme Carlier, Françoise, à Louvain;

M. Van Beuren, Eric, à Waterloo;

Mme La Bouverie, Nicole, à Uccle;

MM. :

Toint, Hubert, à Ixelles;

Andrien, Jean-Jacques, à Saint-Gilles.

Membres suppléants :

MM. :

Dekeyser, Guido, à Aartselaar;

Van Huysse, Tharsicius, à Anvers;

Versick, Rudi, à Forest;

Mme Hansel, Marion, à Woluwe-Saint-Pierre;

[C - 99/12103]

**3 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot benoeming van de leden van het Paritair Subcomité voor de filmproductie (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 42;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 januari 1980 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en de bevoegdheid van paritaire subcomités voor het filmbedrijf en tot vaststelling van het aantal leden ervan, gewijzigd inzonderheid bij het koninklijk besluit van 10 juli 1980;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 juni 1993 tot benoeming van de leden van het Paritair Subcomité voor de filmproductie;

Overwegende dat er aanleiding toe bestaat over te gaan tot de hernieuwing van het mandaat der leden van dit subcomité;

Gelet op de voordracht door de representatieve organisaties van werkgevers en werknemers;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Tot leden van het Paritair Subcomité voor de filmproductie worden benoemd :

1. als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisaties :

Gewone leden :

De heren :

Breuls, Paul, te Los Angeles (Verenigde Staten);

Lombardo, Antonino, te Vilvoorde;

Mevr. Carlier, Françoise, te Leuven;

De heer Van Beuren, Eric, te Waterloo;

Mevr. La Bouverie Nicole, te Ukkel;

De heren :

Toint, Hubert, te Elsene;

Andrien, Jean-Jacques, te Sint-Gillis.

Plaatsvervangende leden :

De heren :

Dekeyser, Guido, te Aartselaar;

Van Huysse, Tharsicius, te Antwerpen;

Versick, Rudi, te Vorst;

Mevr. Hansel, Marion, te Sint-Pieters-Woluwe;

M. Lamy, Benoit, à Bruxelles;  
 Mme Pireaux, Christine, à Liège;  
 M. Hanchar, Yves, à Schaerbeek.  
 2. en qualité de représentants des organisations de travailleurs :

Membres effectifs :

MM. :

Labarbe, Roger, à Oupeye;  
 Langenus, André, à Malines;  
 Van Muylder, Philippe, à Saint-Gilles;  
 Verschingel, Lode, à Louvain;  
 Paesmans, Francis, à Sint-Pieters-Leeuw;  
 Huybrechts, Frans, à Schaerbeek;  
 Lemoine, Guy, à Bruxelles.

Membres suppléants :

M. Dupuis, Yves, à Hannuit;  
 Mme Galliaert, Ilse, à Dilbeek;

MM. :

Donato, Nicolas, à Ixelles;  
 Terlaeken, Christiaan, à Overijse;  
 Ancora, Vincent, à Mons;  
 Vandermosten, Marc, à Court-Saint-Etienne;  
 Seghin, Didier, à Woluwe-Saint-Lambert.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
 Mme M. SMET

\_\_\_\_\_  
 Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.  
 Arrêté royal du 23 janvier 1980, *Moniteur belge* du 9 février 1980.

Arrêté royal du 10 juillet 1980, *Moniteur belge* du 25 juillet 1980.  
 Arrêté royal du 2 juin 1993, *Moniteur belge* du 16 juin 1993.

De heer Lamy, Benoit, te Brussel;  
 Mevr. Pireaux, Christine, te Luik;  
 De heer Hanchar, Yves, te Schaarbeek.  
 2. als vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties :

Gewone leden :

De heren :

Labarbe, Roger, te Oupeye;  
 Langenus, André, te Mechelen;  
 Van Muylder, Philippe, te Sint-Gillis;  
 Verschingel, Lode, te Leuven;  
 Paesmans, Francis, te Sint-Pieters-Leeuw;  
 Huybrechts, Frans, te Schaarbeek;  
 Lemoine, Guy, te Brussel.

Plaatsvervangende leden :

De heer Dupuis, Yves, te Hannuit;  
 Mevr. Galliaert, Ilse, te Dilbeek;

De heren :

Donato, Nicolas, te Elsene;  
 Terlaeken, Christiaan, te Overijse;  
 Ancora, Vincent, te Bergen;  
 Vandermosten, Marc, te Court-Saint-Etienne;  
 Seghin, Didier, te Sint-Lambrechts-Woluwe.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
 Mevr. M. SMET

\_\_\_\_\_  
 Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.  
 Koninklijk besluit van 23 januari 1980, *Belgisch Staatsblad* van 9 februari 1980.

Koninklijk besluit van 10 juli 1980, *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1980.  
 Koninklijk besluit van 2 juni 1993, *Belgisch Staatsblad* van 16 juni 1993.

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL  
 ET MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

[98/11360]

**23 NOVEMBRE 1998.** — Arrêté royal portant approbation de la modification de l'article 10 des statuts de l'établissement d'utilité publique « Institut royal des Elites du Travail de Belgique-Albert Ier. — Expositions nationales du Travail » (Fondation Reine Elisabeth de Belgique) (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
 A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'acte du 13 mai 1954 par lequel Sa Majesté la Reine Elisabeth déclare fonder un établissement d'utilité publique dénommé « Institut royal des Elites du Travail de Belgique Albert Ier — Expositions nationales du Travail (Fondation Reine Elisabeth de Belgique);

Vu les statuts de l'établissement précité, notamment l'article 10;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID  
 EN MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[98/11360]

**23 NOVEMBER 1998.** — Koninklijk besluit tot goedkeuring van de wijziging van artikel 10 van de statuten van de instelling van openbaar nut « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België-Albert I. — Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid » (Stichting Koningin Elisabeth van België) (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
 Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de akte van 13 mei 1954, waarbij Hare Majesteit Koningin Elisabeth verklaart een instelling van openbaar nut te stichten genaamd « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België-Albert I - Nationale Tentoonstelling van de Arbeid » (Stichting Koningin Elisabeth van België);

Gelet op de statuten van deze instelling, inzonderheid op artikel 10;

Vu le titre II de la loi du 27 juin 1921, accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;

Vu les décisions des 22 octobre et 22 décembre 1997 du Conseil d'administration de l'établissement précité de modifier les statuts, prises conformément à l'article 20 de ceux-ci;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** La modification de l'article 10 des statuts de l'établissement d'utilité publique « Institut royal des Elites du Travail de Belgique-Albert Ier — Expositions nationales du Travail », annexée au présent arrêté, est approuvée.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre de l'Economie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,  
E. DI RUPO

—————  
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :  
Arrêté royal du 31 juillet 1954, *Moniteur belge* du 8 août 1954.

—————  
Annexe

**Etablissement d'utilité publique « Institut royal des Elites du Travail de Belgique-Albert Ier — Expositions nationales du Travail » (Fondation Reine Elisabeth de Belgique)**

#### Modification des statuts

L'article 10 des statuts de l'établissement d'utilité publique « Institut royal des Elites du travail de Belgique) Albert Ier — Expositions nationales du Travail » est remplacé par la disposition suivante :

« Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié des membres de la catégorie B, visés à l'article 5, sont présents ou représentés. Tout administrateur, empêché ou absent peut donner par écrit délégation à un autre administrateur du Conseil ou à la personne qui le représente. »

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 23 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,  
E. DI RUPO

Gelet op de titel II van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;

Gelet op de beslissingen van 22 oktober en 22 december 1997 van de raad van beheer van de voormelde instelling om de statuten te wijzigen, genomen in overeenstemming met artikel 20 van deze statuten;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en van Onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De wijziging van artikel 10 van de statuten van de instelling van openbaar nut « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België-Albert I — Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid », gevoegd in de bijlage bij dit besluit wordt goedgekeurd.

**Art. 2.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Economie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,  
E. DI RUPO

—————  
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Koninklijk besluit van 31 juli 1954, *Belgisch Staatsblad* van 8 augustus 1954.

—————  
Bijlage

**Instelling van openbaar nut « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België-Albert Ier — Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid » (Stichting Koningin Elisabeth van België)**

#### Wijziging der statuten

Artikel 10 van de statuten van de instelling van openbaar nut « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België-Albert I — Nationale Tentoonstellingen van de Arbeid » wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Raad kan slechts geldig beraadslagen wanneer de helft der leden van categorie B, vermeld onder artikel 5, aanwezig of vertegenwoordigd zijn. Elk belet of afwezig beheerder mag schriftelijk volmacht geven aan een ander lid van de Raad of aan de persoon die hem vertegenwoordigt. »

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 23 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,  
E. DI RUPO

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

[C - 99/27215]

**25 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon  
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 1996  
portant composition de la Commission des déchets**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 1996 portant composition de la Commission des déchets, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 3 juillet et 23 octobre 1997 et des 16 juillet et 10 décembre 1998;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 1996 portant composition de la Commission des déchets, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 3 juillet et 23 octobre 1997 et des 16 juillet et 10 décembre 1998, dans la rubrique "Représentants des associations de communes qui assurent l'élimination des déchets ménagers", colonne "effectifs", Charles Rocmans est remplacé par R. Croughs.

**Art. 2.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

**MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION**

[C - 99/27215]

**25. FEBRUAR 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung  
zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 1996  
zur Zusammensetzung der Kommission für Abfälle**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 1996 zur Zusammensetzung der Kommission für Abfälle, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 1997, vom 23. Oktober 1997, vom 16. Juli 1998 und vom 10. Dezember 1998 abgeänderten Fassung;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 1996 zur Zusammensetzung der Kommission für Abfälle, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 1997, vom 23. Oktober 1997, vom 16. Juli 1998 und vom 10. Dezember 1998 abgeänderten Fassung, in der Rubrik "Vertreter von Gemeindevereinigungen, die die Entsorgung des Hausmülls wahrnehmen", Spalte "Effektive Mitglieder", wird Charles Rocmans durch R. Croughs ersetzt.

**Art. 2** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Februar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

VERTALING  
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 99/27215]

**25 FEBRUARI 1999. — Besluit van de Waalse Regering  
tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 1996  
tot samenstelling van de Afvalstoffencommissie**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 1996 tot samenstelling van de Afvalstoffencommissie, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 3 juli en 23 oktober 1997 en van 16 juli en 10 december 1998;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 1996 tot samenstelling van de Afvalstoffencommissie, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 3 juli 1997, 23 oktober 1997, 16 juli 1998 en 10 december 1998 wordt in de rubriek "Vertegenwoordigers van de verenigingen van gemeenten die voor de verwijdering van huishoudelijke afvalstoffen zorgen", kolom "gewoon lid", Charles Rocmans vervangen door R. Croughs.

**Art. 2.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN



[C - 99/27221]

**23 DECEMBRE 1997. — Arrêté ministériel relatif à l'application de la procédure d'extrême urgence  
en matière d'expropriation d'immeubles pour la réalisation de travaux d'adduction d'eau à Antoing et Péruwelz**

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction des autoroutes, modifiée par la loi du 7 juillet 1978, notamment l'article 5 portant la loi relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon, notamment l'article 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1996 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 24;

Vu le budget du Ministère de la Région wallonne pour 1997, notamment le Titre V, Article 73.02.02, justification du programme physique 1997;

Vu le plan annexé numéro E.R.P.E./OBI.1/94/400 B indiquant les emprises à réaliser dans le cadre des travaux relatifs à l'Objectif 1 - Transhennuyère, qui peuvent être consultés au siège de l'E.R.P.E., rue de la Concorde 41, à 4800 Verviers;

Considérant que ces travaux seront réalisés par le Ministère de la Région wallonne (E.R.P.E.);

Considérant la nécessité pressante de mettre un terme à la surexploitation de la nappe aquifère et aux inconvénients qui en découlent;

Considérant le délai à respecter pour l'achèvement des infrastructures de la Transhennuyère afin de bénéficier des fonds structurels européens et le rythme d'épuisement de la nappe aquifère observé les dernières années;

Considérant que la prise de possession immédiate de ces biens immeubles est indispensable et urgente pour cause d'utilité publique,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter sur le territoire de la commune de Péruwelz en vue de réaliser les travaux de la Transhennuyère.

**Art. 2.** Il y a lieu de faire application de la procédure d'extrême urgence prévue par la loi du 26 juillet 1962, modifiée par la loi du 7 juillet 1978, notamment l'article 5, à l'expropriation des biens immeubles désignés ci-après :

N°	Commune	Cadastre			Nature	Propriétaire	Sup. emprise	
		Section	Parcelle n°	Contenance			Pleine propriété	Sous-sol
1	Péruwelz	A	167 k	0 ha 41 a 10 ca	Pré	Philippe Robert, rue Pont Jean de Dieu 4, 7604 Péruwelz.	0 ha 30 a 73 ca	
2	Péruwelz	A	167 l	0 ha 93 a 20 ca	Terre	Philippe Robert, rue Pont Jean de Dieu 4, 7604 Péruwelz.	0 ha 39 a 73 ca	

N°	Commune	Cadastré			Nature	Propriétaire	Sup. emprise	
		Section	Parcelle n°	Contenance			Pleine propriété	Sous-sol
3	Péruwelz	A	159 d	0 ha 35 a 40 ca	Pâture	Taisne-Degand Jean, Rang Saint-Jean 18, 59400 CAMBRAY (France)	0 ha 1 a 18 ca	
4	Péruwelz	A	169 b	2 ha 59 a 20 ca	Pâture	Taisne-Degand Jean, Rang Saint-Jean 18, 59400 CAMBRAY (France)	0 ha 9 a 69 ca	

Bruxelles, le 23 décembre 1997.

G. LUTGEN

[C - 99/27219]

**23 DECEMBRE 1997. — Arrêté ministériel relatif à l'application de la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation d'immeubles pour la réalisation de travaux d'adduction d'eau à Péruwelz**

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction des autoroutes, modifiée par la loi du 7 juillet 1978, notamment l'article 5, portant la loi relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu le décret du 6 mai 1988, relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon, notamment l'article 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1996 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 24;

Vu le budget du Ministère de la Région wallonne pour 1997, notamment le Titre V, article 73.02.02, justification du programme physique 1997;

Vu le plan annexé numéro E.R.P.E./OBJ.1/94/400 A indiquant les emprises à réaliser dans le cadre des travaux relatifs à l'Objectif 1 - Transhennuyère, qui peuvent être consultés au siège de l'E.R.P.E., rue de la Concorde 41, à 4800 Verviers;

Considérant que ces travaux seront réalisés par le Ministère de la Région wallonne (E.R.P.E.);

Considérant la nécessité pressante de mettre un terme à la surexploitation de la nappe aquifère et aux inconvénients qui en découlent;

Considérant le délai à respecter pour l'achèvement des infrastructures de la Transhennuyère afin de bénéficier des fonds structurels européens et le rythme d'épuisement de la nappe aquifère observé les dernières années;

Considérant que la prise de possession immédiate de ces biens immeubles est indispensable et urgente pour cause d'utilité publique,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter sur le territoire de la commune d'Antoing (Maubray) et Péruwelz (Callenelle) en vue de réaliser les travaux de la Transhennuyère.

**Art. 2.** Il y a lieu de faire application de la procédure d'extrême urgence prévue par la loi du 26 juillet 1962, modifiée par la loi du 7 juillet 1978, notamment l'article 5, à l'expropriation des biens immeubles désignés ci-après :

N°	Commune	Cadastré			Nature	Propriétaire	Sup. emprise	
		Section	Parcelle n°	Contenance			Pleine propriété	Sous-sol
1	Antoing, 3 <sup>e</sup> Division, (Anc. Maubray)	B	76 a	0ha 13a 36ca	Terre	de Ligne/De/La Tremaille Charles Antoine, place Bara 14, 7640 Antoing.	0 ha 7 a 38 ca	
2	Peruwelz, 3 <sup>e</sup> Division, (Anc. Callenelle)	A	6n2	0ha 27a 09ca	Pâture	Carpin Georges Jean, Epx Deblicquy Eugénie Marie, chaussée de la Barrière 25, 7601 Roucourt	0 ha 3 a 38 ca	

Bruxelles, le 23 décembre 1997.

G. LUTGEN

**MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS**

[C - 99/27220]

**Routes de la Région wallonne**

Un arrêté ministériel du 12 février 1999 incorpore dans les voiries de la commune de Viroinval le tronçon de la route n° N939A Nismes-Dourbes et incorpore dans les voiries de la Région wallonne le tronçon de l'itinéraire 689 Oignies-Le Mesnil.



## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

CHAMBRE LEGISLATIVE  
CHAMBRE DES REPRESENTANTS

[C - 99/19219]

Centre d'information et d'avis  
sur les organisations sectaires nuisiblesAppel aux candidats pour les mandats de six membres permanents  
(3 francophones et 3 néerlandophones) et six membres suppléants  
au Centre. — Mandats à conférer par la Chambre des représentants

## Généralités

En vertu de la loi du 2 juin 1998 portant création d'un Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles et d'une cellule administrative de coordination de la lutte contre les organisations sectaires nuisibles, publiée au *Moniteur belge* du 25 novembre 1998, il y a lieu de procéder à la désignation des membres du Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles, ainsi que de leurs suppléants. Ce Centre comprendra 12 membres effectifs et 12 membres suppléants.

Le Centre est chargé des missions suivantes :

1° étudier le phénomène des organisations sectaires nuisibles en Belgique ainsi que leurs liens internationaux;

2° organiser un centre de documentation accessible au public;

3° assurer l'accueil et l'information du public et informer toute personne qui en fait la demande sur ses droits et obligations et sur les moyens de faire valoir ses droits;

4° formuler soit d'initiative, soit à la demande de toute autorité publique des avis et des recommandations sur le phénomène des organisations sectaires nuisibles et en particulier sur la politique en matière de lutte contre ces organisations.

Six membres effectifs et six membres suppléants sont désignés par la Chambre des représentants à la majorité des deux tiers sur la base de listes, présentées par le Conseil des Ministres. Un appel aux candidats a été publié au *Moniteur belge* du 9 décembre 1998. La liste des candidats présentés a été établie par le Conseil des ministres et communiquée à la Chambre des représentants.

Six membres effectifs (3 francophones et 3 néerlandophones) et six membres suppléants (3 francophones et 3 néerlandophones) du Centre d'information et d'avis sont désignés directement par la Chambre des représentants, également à la majorité des deux tiers. Le présent appel ne concerne que ces mandats.

## Conditions

Pour être désigné membre effectif ou suppléant, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

1° jouir de leurs droits civils et politiques;

2° ne pas être membre du Parlement européen ou des Chambres législatives, ni d'un Conseil communautaire ou régional, ni du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement communautaire ou régional.

En outre, l'article 4, § 2, de la loi prévoit que les candidats doivent être des personnalités éminentes, réputées pour leur connaissance, leur expérience et leur intérêt pour la problématique des organisations sectaires nuisibles.

Ils doivent offrir toutes les garanties leur permettant d'exercer leur mission avec indépendance et dans un esprit d'objectivité et d'impartialité.

Au moins un des douze membres effectifs et un des douze membres suppléants doivent posséder une connaissance de la langue allemande.

## Introduction des candidatures

Les candidatures pour le Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles doivent être adressées par lettre recommandée à la Chambre des représentants, à l'attention du président de la Chambre, 1008 Bruxelles, dans un délai de 21 jours à dater de la publication du présent appel aux candidats.

Les candidatures doivent être accompagnées :

1° d'un certificat récent de bonne vie et moeurs;

2° d'un C.V. détaillé, précisant l'expérience utile dans le domaine des sectes, ainsi que, le cas échéant, la connaissance de l'allemand.

WETGEVENDE KAMERS  
KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

[C - 99/19219]

Informatie- en Adviescentrum  
inzake de schadelijke sektarische organisatiesOproep tot kandidaten voor mandaten van zes vaste leden (3 neder-  
landstaligen en 3 franstaligen) en zes plaatsvervangende leden bij  
het Centrum. — Mandaten te begeben door de Kamer van  
volksvertegenwoordigers

## Algemeen

Krachtens de wet van 2 juni 1998 houdende oprichting van een Informatie- en Adviescentrum houdende schadelijke sektarische organisaties en van een administratieve coördinatiecel inzake de strijd tegen schadelijke sektarische organisaties, die gepubliceerd werd in het *Belgisch Staatsblad* op 25 november 1998, wordt overgegaan tot de aanduiding van de leden en plaatsvervangende leden van het Informatie- en Adviescentrum voor schadelijke sektarische organisaties. Dit Centrum zal 12 effectieve en 12 plaatsvervangende leden tellen.

Het Centrum is belast met de volgende opdrachten :

1° het verschijnsel van schadelijke sektarische organisaties in België en hun internationale bindingen bestuderen;

2° een voor het publiek toegankelijk documentatiecentrum organiseren;

3° zorgen voor het onthaal en de informatie van het publiek en ieder persoon die een vraag tot het Centrum richt, inlichten over zijn rechten en plichten en over de wijze waarop hij zijn rechten kan laten gelden;

4° hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van elk openbaar bestuur, adviezen en aanbevelingen uitbrengen over het verschijnsel van de schadelijke sektarische organisaties en in het bijzonder over het beleid inzake de strijd tegen deze organisaties.

Zes van de effectieve leden en zes van de plaatsvervangende leden worden aangewezen door de Kamer van volksvertegenwoordigers met een tweederde meerderheid op basis van een door de Ministerraad voorgedragen lijst. Hiervoor werd een oproep tot kandidaten gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 9 december 1998. De lijst van de voorgedragen kandidaten werd door de Ministerraad opgesteld en meegedeeld aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Zes effectieve (3 nederlandsstaligen en 3 franstaligen) en zes plaatsvervangende (3 nederlandsstaligen en 3 franstaligen) leden van het Informatie- en Adviescentrum worden rechtstreeks door de Kamer van volksvertegenwoordigers aangewezen, eveneens met een tweederde meerderheid. De huidige oproep tot kandidaten heeft uitsluitend betrekking op deze mandaten.

## Vereisten

Om als vast of plaatsvervangend lid te worden aangesteld, moeten de kandidaten aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

2° geen lid zijn van het Europees Parlement of van de Wetgevende Kamers, noch van een Gemeenschaps- of Gewestraad, noch van de federale regering of van een Gemeenschaps- of Gewestregering.

Verder dienen de kandidaten, zoals vermeld in artikel 4, § 2, van de wet, eminente persoonlijkheden te zijn, die bekend staan omwille van hun kennis, ervaring en hun interesse voor de problematiek van de schadelijke sektarische organisaties.

Zij dienen alle waarborgen te bieden om hun mandaat in volledige onafhankelijkheid en in een geest van objectiviteit en onpartijdigheid te kunnen uitoefenen.

Ten minste een van de twaalf vaste leden en een van de twaalf plaatsvervangende leden dienen Duits te kennen.

## Indiening kandidaatstellingen

Kandidaatstellingen voor het lidmaatschap van het Informatie- en Adviescentrum inzake schadelijke sektarische organisaties dienen door middel van een ter post aangetekend schrijven gericht te worden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, t.a.v. de voorzitter van de Kamer, 1008 Brussel, binnen de 21 dagen na de publicatiedatum.

De kandidaatstellingen dienen vergezeld te zijn van :

1° een recent getuigschrift van goed zedelijk gedrag;

2° een gedetailleerd C.V. met vermelding van de relevante ervaring op het gebied van sekten, alsmede eventueel de vermelding van de kennis van het Duits.

Toute information complémentaire peut être obtenue au Secrétariat général de la Chambre des représentants (tél. 02/549 80 93).

Verdere inlichtingen kunnen bekomen worden bij het Secretariaat-generaal van de Kamer van volksvertegenwoordigers (tel. 02/549 80 93).

## COMMISSION BANCAIRE ET FINANCIERE

[C - 99/03135]

### 11 FEVRIER 1999 Arrêté modifiant la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique

La Commission bancaire et financière,

Vu l'article 53 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements en vertu duquel la Commission bancaire et financière établit la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique;

Vu la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique, arrêtée au 31 décembre 1998, et les modifications intervenues depuis cette date;

Considérant que la Commission bancaire et financière a accordé à la société Fund Administration Service & Technology Network Belgium S.A., en abrégé : Fastnet Belgium, dont le siège social est situé à 6600 Bastogne, place Mc Auliffe 19, l'agrément de société de bourse pour les services d'investissement suivants visés à l'article 46 de la loi du 6 avril 1995 :

1. a) la réception et la transmission, pour le compte d'investisseurs, d'ordres portant sur un ou plusieurs instruments financiers;

4. b) le placement d'émissions de tout ou partie des instruments financiers,

Arrête :

La liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique, arrêtée au 31 décembre 1998, est modifiée à la rubrique sociétés de bourse par l'insertion de la société Fund Administration Service & Technology Network Belgium S.A., en abrégé : Fastnet Belgium, pour les services d'investissement 1. a) et 4 b).

Bruxelles, le 11 février 1999.

Le président,  
J.-L. Duplat.

## COMMISSIE VOOR HET BANK- EN FINANCIEWEEZEN

[C - 99/03135]

### 11 FEBRUARI 1999. — Besluit tot wijziging van de lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend

De Commissie voor het Bank- en Financiewezen,

Gelet op artikel 53 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs krachtens hetwelk de Commissie voor het Bank- en Financiewezen de lijst opmaakt van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend;

Gelet op de lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend, opgemaakt op 31 december 1998, evenals de sedertdien ingetreden wijzigingen;

Overwegende dat de Commissie voor het Bank- en Financiewezen aan de vennootschap Fund Administration Service & Technology Network Belgium N.V., verkort : Fastnet Belgium, met maatschappelijke zetel te 6600 Bastogne, place Mc Auliffe 19, een vergunning heeft verleend als beursvennootschap voor de volgende in artikel 46 van de wet van 6 april 1995 bedoelde beleggingsdiensten :

1. a) het ontvangen en doorgeven voor rekening van beleggers, van orders met betrekking tot één of meer financiële instrumenten;

4. b) het plaatsen van uitgaven van alle of bepaalde financiële instrumenten,

Besluit :

De op 31 december 1998 opgemaakte lijst van de beleggingsondernemingen waaraan in België een vergunning is verleend, wordt gewijzigd in de rubriek beursvennootschappen door de toevoeging van de vennootschap Fund Administration Service & Technology Network Belgium N.V., verkort Fastnet Belgium, place Mc Auliffe 19, te 6600 Bastogne, voor de beleggingsdiensten 1. a) en 4. b).

Brussel, 11 februari 1999.

De voorzitter,  
J.-L. Duplat.

## POUVOIR JUDICIAIRE

[99/09327]

### Tribunal de commerce d'Anvers

Par ordonnance du 8 octobre 1998, M. Valckenborgh, P., juge consulaire au tribunal de commerce d'Anvers, a été désigné par le président de ce tribunal pour exercer, à partir du 29 mars 1999, les fonctions de magistrat suppléant jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 70 ans.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09328]

### Ordre judiciaire. — Places vacantes

- juge au tribunal de première instance de :
  - Turnhout : 1;
  - Hasselt : 1;
  - Gand : 1;
- substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Gand : 1;
- substitut de l'auditeur du travail près le tribunal du travail de :
  - Gand : 1;
  - Charleroi : 1;
- juge suppléant au tribunal de commerce d'Anvers : 1.

## RECHTERLIJKE MACHT

[99/09327]

### Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij beschikking van 8 oktober 1998 werd de heer Valckenborgh, P., rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Antwerpen, door de voorzitter van deze rechtbank aangewezen, vanaf 29 maart 1999, om het ambt van plaatsvervangend magistrat uit te oefenen tot hij de leeftijd van 70 jaar heeft bereikt.

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09328]

### Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen

- rechter in de rechtbank van eerste aanleg te :
  - Turnhout : 1;
  - Hasselt : 1;
  - Gent : 1;
- substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent : 1;
- substituut-arbeidsauditeur bij de arbeidsrechtbank te :
  - Gent : 1;
  - Charleroi : 1;
- plaatsvervangend rechter in de rechtbank van koophandel te Antwerpen : 1.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. I, boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

Voor elke kandidatuurstelling dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[C - 99/23003]

**Sociétés mutualistes  
Mutualités et unions nationales de mutualités  
Approbation de modifications statutaires**

En application de l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, l'Office de contrôle a approuvé :

1° les modifications des articles 44 à 49bis inclus, 53, 59B, 62, 70, 71 et 73 des statuts de la mutualité "Christelijke Mutualiteit van het arrondissement Antwerpen" (101), établie à Antwerpen, les dispositions statutaires des nouveaux services "intervention en cas de traitement orthodontique" et "intervention dans les frais supplémentaires de prothèses d'articulation", ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 26 novembre 1998;

2° les modifications des articles 43, 56H et 58E des statuts de la mutualité "Ziekenfonds Landelijke Bedienden Centrale en Vooruitzicht Buurtspoorwegen" (102), établie à Antwerpen, les dispositions statutaires des nouveaux services "intervention dans les frais supplémentaires de prothèses d'articulation" et "intervention en cas de traitement orthodontique", ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 19 décembre 1998;

3° les modifications des articles 9, 49bis, 50, 61, 69 et 87 des statuts de la mutualité "Christelijke Mutualiteit Kortrijk" (111), établie à Kortrijk, les dispositions statutaires des nouveaux services "intervention dans les frais supplémentaires de prothèses d'articulation" et "orthodontie", ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 2 octobre 1998;

4° les modifications des articles 2, 43 à 48 inclus, 49, 51, 57, 60C2, 61 et 68 des statuts de la mutualité "Christelijke Mutualiteit Oostende-Veurne-Diksmuide" (112), établie à Oostende, les dispositions statutaires du nouveau service "intervention dans les frais supplémentaires de prothèses d'articulation", la nouvelle numérotation à partir de l'article 44, ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 20 novembre 1998;

5° les modifications des articles 41 à 43 inclus, 46 et 64A des statuts de la mutualité "Christelijke Mutualiteit van het arrondissement Tielt" (114), établie à Tielt, les dispositions statutaires du service "intervention de matériel de viscérosynthèse et endoscopique", ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 14 novembre 1998;

6° les modifications des articles 2, 10, 48 à 51 inclus, 52 et 56bis des statuts de la mutualité "Christelijke Mutualiteit Ieper" (115), établie à Ieper, les dispositions statutaires du nouveau service "intervention dans les frais supplémentaires de prothèses d'articulation", décidées par l'assemblée générale le 9 novembre 1998;

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[C - 99/23003]

**Maatschappijen van onderlinge bijstand  
Ziekenfondsen en landsbonden van ziekenfondsen  
Goedkeuring van statutenwijzigingen**

In toepassing van artikel 11, § 1, lid 3, van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, heeft de Controledienst goedgekeurd :

1° de wijzigingen aan de artikelen 44 tot en met 49bis, 53, 59B, 62, 70, 71 en 73 van de statuten van het ziekenfonds "Christelijke Mutualiteit van het arrondissement Antwerpen" (101), gevestigd te Antwerpen, de statutaire bepalingen van de nieuwe diensten "tegemoetkoming bij orthodontische behandeling" en "tegemoetkoming in de oplegkosten bij gewrichtsprothesen", alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 26 november 1998;

2° de wijzigingen aan de artikelen 43, 56H en 58E van de statuten van het ziekenfonds "Ziekenfonds Landelijke Bedienden Centrale en Vooruitzicht Buurtspoorwegen" (102), gevestigd te Antwerpen, de statutaire bepalingen van de nieuwe diensten "tussenkost gewrichtsprothesen" en "tussenkost orthodontie", alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 19 december 1998;

3° de wijzigingen aan de artikelen 9, 49bis, 50, 61, 69 en 87 van de statuten van het ziekenfonds "Christelijke Mutualiteit Kortrijk" (111), gevestigd te Kortrijk, de statutaire bepalingen van de nieuwe diensten "tegemoetkoming in de oplegkosten bij gewrichtsprothesen" en "orthodontie", alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 2 oktober 1998;

4° de wijzigingen aan de artikelen 2, 43 tot en met 48, 49, 51, 57, 60C2, 61 en 68 van de statuten van het ziekenfonds "Christelijke Mutualiteit Oostende-Veurne-Diksmuide" (112), gevestigd te Oostende, de statutaire bepalingen van de nieuwe dienst "tussenkost in de oplegkosten bij gewrichtsprothesen", de henummering vanaf artikel 44, alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 20 november 1998;

5° de wijzigingen aan de artikelen 41 tot en met 43, 46 en 64A van de statuten van het ziekenfonds "Christelijke Mutualiteit van het arrondissement Tielt" (114), gevestigd te Tielt, de statutaire bepalingen van de dienst "tussenkost bij gebruik van viscerosynthese- en endoscopisch materiaal", alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 14 november 1998;

6° de wijzigingen aan de artikelen 2, 10, 48 tot en met 51, 52 en 56bis van de statuten van het ziekenfonds "Christelijke Mutualiteit Ieper" (115), gevestigd te Ieper, de statutaire bepalingen van de nieuwe dienst "tussenkost in de opleg voor gewrichtsprothesen", beslist door de algemene vergadering van 9 november 1998;

7° les modifications des articles 47 à 50 inclus, 52 et 63A des statuts de la mutualité "Christelijke Mutualiteit van het arrondissement Aalst" (117), établie à Aalst, les dispositions statutaires du nouveau service "intervention dans les frais supplémentaires de prothèses d'articulation", décidées par l'assemblée générale le 8 décembre 1998;

8° les modifications des articles 2, 33, 41 à 44 inclus, 46, 47, 48, 49, 51, 52, 72 et 88 des statuts de la mutualité "Christelijke Mutualiteit" (118), établie à Oudenaarde, la dissolution des services "service soins à domicile" et "service pour intervention aux services reconnus aide familiale et seniors", les dispositions statutaires du nouveau service "intervention dans les frais supplémentaires de prothèses d'articulation", ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale extraordinaire le 26 octobre 1998;

9° les modifications des articles 2, 39, 43ter, 43quater et 51 des statuts de la mutualité "Christelijke Mutualiteit van het arrondissement Gent" (120), établie à Gent, les dispositions statutaires du nouveau service "prothèses d'articulation", ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 12 novembre 1998;

10° les modifications des articles 44bis, 45, 49, 50 et 55 des statuts de la mutualité "Christelijke Mutualiteit Waasland" (121), établie à Sint-Niklaas, les dispositions statutaires du nouveau service "intervention dans les frais supplémentaires de prothèses d'articulation et du matériel viscérosynthèse et endoscopique", ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale extraordinaire le 24 octobre 1998;

11° les modifications des articles 46, 47, 48, 50, 54bis, 54ter et 66 des statuts de la mutualité "Kristelijk Ziekenfonds van het arrondissement Dendermonde" (122), établie à Dendermonde, les dispositions statutaires du nouveau service "intervention pour prothèses d'articulation", décidées par l'assemblée générale le 27 novembre 1998;

12° les modifications des articles 44 et 45L des statuts de la mutualité "Mutualité chrétienne de Liège" (130), établie à Liège, ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 27 octobre 1998;

13° les modifications des articles 72 à 79 inclus des statuts de la mutualité "Christelijke Mutualiteit Limburg" (131), établie à Hasselt, décidées par l'assemblée générale le 10 octobre 1998;

14° la modification de l'article 34 des statuts de la société mutualiste "M.O.B. Ziekenfonds C.O.N.O.V." (131/01), établie à Hasselt, ainsi que les dispositions statutaires du nouveau service "intervention plan d'hospitalisation PLUS", décidées par l'assemblée générale le 10 décembre 1998;

15° les modifications des articles 11 et 50 des statuts de la mutualité "Fédération des Mutualités chrétiennes de l'Arrondissement de Verviers" (137), établie à Verviers, ainsi que la diminution des taux des cotisations perçues pour l'exercice 1999 pour le service soins de santé - petits risques indépendants, décidées par l'assemblée générale le 13 octobre 1998;

16° les modifications des articles 6, 8 et 38 des statuts de la mutualité "Fédération libre des Mutualités neutres - Vrij Verbond der Neutrale Mutualiteiten" (206), établie à Bruxelles, décidées par l'assemblée générale le 7 décembre 1998;

17° les modifications des articles 2, 8, 43, 44 et 47 des statuts de la mutualité "Socialistische Mutualiteit Antwerpen" (301), établie à Antwerpen, les dispositions statutaires du nouveau service "court séjour et séjour de jour", la nouvelle numérotation à partir de l'article 66, ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 29 novembre 1998;

7° de wijzigingen aan de artikelen 47 tot en met 50, 52 en 63A van de statuten van het ziekenfonds "Christelijke Mutualiteit van het arrondissement Aalst" (117), gevestigd te Aalst, de statutaire bepalingen van de nieuwe dienst "tussenkomst in de oplegkosten bij gewrichtsprothesen", beslist door de algemene vergadering van 8 december 1998;

8° de wijzigingen aan de artikelen 2, 33, 41 tot en met 44, 46, 47, 48, 49, 51, 52, 72 en 88 van de statuten van het ziekenfonds "Christelijke Mutualiteit" (118), gevestigd te Oudenaarde, de ontbinding van de diensten "dienst voor thuisverpleging" en "dienst voor tegemoetkoming aan erkende diensten voor gezins- en bejaardenhulp", de statutaire bepalingen van de nieuwe dienst "tussenkomst in de oplegkosten bij gewrichtsprothesen", alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de buitengewone algemene vergadering van 26 oktober 1998;

9° de wijzigingen aan de artikelen 2, 39, 43ter, 43quater en 51 van de statuten van het ziekenfonds "Christelijke Mutualiteit van het arrondissement Gent" (120), gevestigd te Gent, de statutaire bepalingen van de nieuwe dienst "gewrichtsprothesen", alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 12 november 1998;

10° de wijzigingen aan de artikelen 44bis, 45, 49, 50 en 55 van de statuten van het ziekenfonds "Christelijke Mutualiteit Waasland" (121), gevestigd te Sint-Niklaas, de statutaire bepalingen van de nieuwe dienst "tegemeetkoming in de oplegkosten bij gewrichtsprothesen en viscerosynthesemateriaal en endoscopisch materiaal", alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de buitengewone algemene vergadering van 24 oktober 1998;

11° de wijzigingen aan de artikelen 46, 47, 48, 50, 54bis, 54ter en 66 van de statuten van het ziekenfonds "Kristelijk Ziekenfonds van het arrondissement Dendermonde" (122), gevestigd te Dendermonde, de statutaire bepalingen van de nieuwe dienst "tussenkomst gewrichtsprothesen", beslist door de algemene vergadering van 27 november 1998;

12° de wijzigingen aan de artikelen 44 en 45L van de statuten van het ziekenfonds "Mutualité chrétienne de Liège" (130), gevestigd te Liège, alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 27 oktober 1998;

13° de wijzigingen aan de artikelen 72 tot en met 79 van de statuten van het ziekenfonds "Christelijke Mutualiteit Limburg" (131), gevestigd te Hasselt, beslist door de algemene vergadering van 10 oktober 1998;

14° de wijziging aan het artikel 34 van de statuten van de maatschappij van onderlinge bijstand "M.O.B. Ziekenfonds C.O.N.O.V." (131/01), gevestigd te Hasselt, alsook de statutaire bepalingen van de nieuwe dienst "tegemeetkoming hospitalisatieplan PLUS", beslist door de algemene vergadering van 10 december 1998;

15° de wijzigingen aan de artikelen 11 en 50 van de statuten van het ziekenfonds "Fédération des Mutualités chrétiennes de l'Arrondissement de Verviers" (137), gevestigd te Verviers, alsook de vermindering van de bijdragen geïnd voor het boekjaar 1999 voor de dienst geneeskundige verzorging - kleine risico's zelfstandigen, beslist door de algemene vergadering van 13 oktober 1998;

16° de wijzigingen aan de artikelen 6, 8 en 38 van de statuten van het ziekenfonds "Vrij Verbond der Neutrale Mutualiteiten - Fédération libre des Mutualités neutres" (206), gevestigd te Brussel, beslist door de algemene vergadering van 7 december 1998;

17° de wijzigingen aan de artikelen 2, 8, 43, 44 en 47 van de statuten van het ziekenfonds "Socialistische Mutualiteit Antwerpen" (301), gevestigd te Antwerpen, de statutaire bepalingen van de nieuwe dienst "kortverblijf en dagverblijf", de hernummering vanaf artikel 66, alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 29 november 1998;

18° les modifications des taux des cotisations perçues par la mutualité "Fédération des Mutualités socialistes du Brabant - Federatie van Socialistische Mutualiteiten van Brabant" (306), établie à Bruxelles, décidées par le conseil d'administration le 16 décembre 1998;

19° les modifications des taux des cotisations (sauf la diminution des taux des cotisations pour les services de l'assurance complémentaire relative aux catégories "indépendants tous risques"), perçues par la mutualité "De Voorzorg - Mutualiteitsverbond van Limburg" (322), établie à Hasselt, décidées par le conseil d'administration le 23 décembre 1998;

20° les modifications des articles 2, 44, 46, 47, 48, 49, 50 et 62 des statuts de la mutualité "Liberale Mutualiteit Provincie Antwerpen" (401), établie à Antwerpen, ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 9 décembre 1998;

21° les modifications des articles 2, 37, 44, 50, 60 et 63 des statuts de la mutualité "Liberale Mutualiteit van Oost-Vlaanderen" (407), établie à Gent, la dissolution des services "intervention court séjour" et "intervention traitement d'orthodontie" et "assurance hospitalisation facultative "Hospitaal-Plus", la nouvelle numérotation à partir de l'article 72, ainsi que les modifications des taux des cotisations (en ce compris la diminution des taux des cotisations pour le service soins de santé "petits risques" pour indépendants), décidées par l'assemblée générale le 22 décembre 1998 et par le conseil d'administration respectivement le 13 novembre et le 11 décembre 1998;

22° les modifications des articles 10 et 65ter des statuts de la mutualité "Onafhankelijk Ziekenfonds 501" (501), établie à Antwerpen, les dispositions statutaires des nouveaux services "vaccin anti-grippe et pneumo-vaccin" et "intervention dans les frais des médicaments homéopathique", les dispositions statutaires du service "intervention pour matériel de viscérosynthèse et endoscopique", ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale extraordinaire le 29 octobre 1998;

23° les modifications des articles 40a, 41 et 42 des statuts de la société mutualiste "M.O.B. Ziekteverzekering V.E.V. » (508/02), établie à Antwerpen, la dissolution des services "logopédie", "orthodontie", "transport des malades" et "indemnité de décès", ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale extraordinaire le 11 décembre 1998;

24° la nouvelle dénomination "EuroMut Mutualité Libre - EuroMut Onafhankelijk Ziekenfonds" de la mutualité "EuroMut" (509), établie à Bruxelles, ainsi que les modifications des articles 2, 12, 22, 64, 65, 71 et 78 des statuts, décidées par l'assemblée générale le 10 décembre 1998;

25° les modifications des articles 39 et 55 des statuts de la société mutualiste "De Onderlinge Ziekenkas" (509/01), établie à Bruxelles, ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 17 décembre 1998;

26° les modifications des articles 36, 43, 44, 49, 50, 51, 59 et 60 des statuts de l'union nationale "Union nationale des Mutualités libérales - Landsbond van Liberale Mutualiteiten" (UN4), établie à Bruxelles, les dispositions statutaires des nouveaux services "aide aux victimes" et "orthodontie", la nouvelle numérotation à partir de l'article 59, ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 20 novembre 1998.

18° de wijzigingen van de bijdragen geïnd door het ziekenfonds "Federatie van Socialistische Mutualiteiten van Brabant - Fédération des Mutualités socialistes du Brabant" (306), gevestigd te Brussel, beslist door de raad van bestuur van 16 december 1998;

19° de wijzigingen van de bijdragen (behalve de bijdragevermindering voor de diensten van de aanvullende verzekering met betrekking tot de categorieën "zelfstandigen alle risico's"), geïnd door het ziekenfonds "De Voorzorg - Mutualiteitsverbond van Limburg" (322), gevestigd te Hasselt, beslist door de raad van bestuur van 23 december 1998;

20° de wijzigingen aan de artikelen 2, 44, 46, 47, 48, 49, 50 en 62 van de statuten van het ziekenfonds "Liberale Mutualiteit Provincie Antwerpen" (401), gevestigd te Antwerpen, alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 9 december 1998;

21° de wijzigingen aan de artikelen 2, 37, 44, 50, 60 en 63 van de statuten van het ziekenfonds "Liberale Mutualiteit van Oost-Vlaanderen" (407), gevestigd te Gent, de ontbinding van de diensten "tussenkost kortopvang", "tussenkost orthodontie" en "facultatieve hospitalisatieverzekering "Hospitaal-Plus", de hernummering vanaf artikel 72, alsook de wijzigingen van de bijdragen (met inbegrip van de bijdragevermindering voor de dienst geneeskundige verzorging "kleine risico's" voor zelfstandigen), beslist door de algemene vergadering van 22 december 1998 en door de raad van bestuur van respectievelijk 13 november en 11 december 1998;

22° de wijzigingen aan de artikelen 10 en 65ter van de statuten van het ziekenfonds "Onafhankelijk Ziekenfonds 501" (501), gevestigd te Antwerpen, de statutaire bepalingen van de nieuwe diensten "griepvaccin en pneumokokkenvaccin" en "tussenkost in de kosten van homeopathische geneesmiddelen", de statutaire bepalingen van de dienst "viscerosynthese- en endoscopisch materiaal", alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de buitengewone algemene vergadering van 29 oktober 1998;

23° de wijzigingen aan de artikelen 40a, 41 en 42 van de statuten van de maatschappij van onderlinge bijstand "M.O.B. Ziekteverzekering V.E.V. » (508/02), gevestigd te Antwerpen, de ontbinding van de diensten "logopedie", "orthodontie", "ziekenvervoer" en "overlijdensvergoeding", alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de buitengewone algemene vergadering van 11 december 1998;

24° de nieuwe benaming "EuroMut Onafhankelijk Ziekenfonds - EuroMut Mutualité Libre" van het ziekenfonds "EuroMut" (509), gevestigd te Brussel, alsook de wijzigingen aan de artikelen 2, 12, 22, 64, 65, 71 en 78 van de statuten, beslist door de algemene vergadering van 10 december 1998;

25° de wijzigingen aan de artikelen 39 en 55 van de statuten van de maatschappij van onderlinge bijstand "De Onderlinge Ziekenkas" (509/01), gevestigd te Brussel, alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 17 december 1998;

26° de wijzigingen aan de artikelen 36, 43, 44, 49, 50, 51, 59 en 60 van de statuten van de landsbond "Landsbond van Liberale Mutualiteiten - Union nationale des Mutualités libérales" (LB4), gevestigd te Brussel, de statutaire bepalingen van de nieuwe diensten "slachtofferhulp" en "orthodontie", de hernummering vanaf artikel 59, alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 20 november 1998.

## MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[C - 99/12170]

## Dépôt de conventions collectives de travail

Les conventions collectives de travail désignées ci-après ont été déposées au greffe du Service des relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail.

On peut se faire délivrer des copies de ces conventions moyennant le paiement d'une redevance de 40 BEF par page.

La redevance peut être payée en EUR par virement en divisant le total obtenu en BEF par le taux de conversion 40,3399.

Adresse : rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles, local B456.

Téléphone : 02/233 41 48 et 41 49, de 9 à 12 heures.

## CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL

Convention collective de travail conclue le 10/02/1999, déposée le 17/02/1999 et enregistrée le 25/02/1999.

- objet : convention n° 71, relative au maintien de la rémunération normale des travailleurs pour les jours d'absence à l'occasion du décès d'arrière-grands-parents et d'arrière-petits-enfants
- durée de validité : du 10/02/1999 jusqu'à une date actuellement indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 50148/CO/3000000.

## COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE

Convention collective de travail conclue le 03/02/1999, déposée le 04/02/1999 et enregistrée le 09/03/1999.

- objet : formation et emploi pour 1999-2000
- modification de la convention numéro 006039 du 12/12/1979
- abrogation de la convention numéro 022774 du 05/04/1989
- modification de la convention numéro 033161 du 26/05/1993
- prolongation de la convention numéro 044930 du 14/05/1997
- prolongation de la convention numéro 045086 du 21/05/1997
- prolongation de la convention numéro 045299 du 21/05/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 50218/COF/1160000.

## SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'EDUCATION ET D'HEBERGEMENT DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

Convention collective de travail conclues les 04/12/1998 et 15/01/1999, déposée le 26/01/1999 et enregistrée le 09/03/1999.

- champ d'application :
  - gesubsidieerd en erkend door Vlaamse Gemeenschap volgens de normen vastgesteld door het Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap of door de Afdeling Bijzondere Jeugdbijstand
- objet : modalités de calcul du salaire garanti en cas de prestations irrégulières à salaire variable
- durée de validité : à partir du 01/01/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 50219/CO/3190100.

## COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 14/01/1999, déposée le 22/01/1999 et enregistrée le 09/03/1999.

- objet : fixation de la cotisation pour l'Institut de formation professionnelle et des initiatives d'emploi
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 50220/CO/1180000.

## MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[C - 99/12170]

## Neerlegging van collectieve arbeidsovereenkomsten

De hierna vermelde collectieve arbeidsovereenkomsten werden neergelegd ter griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Er kunnen afschriften van deze overeenkomsten worden verkregen mits betaling van een retributie van 40 BEF per bladzijde.

De retributie kan in EUR per overschrijving betaald worden door het bedrag in BEF te delen door de omrekeningskoers 40,3399.

Adres : Belliardstraat 51, te 1040 Brussel, lokaal B456.

Telefoon : 02/233 41 48 en 41 49, van 9 tot 12 uur.

## NATIONALE ARBEIDSRAAD

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 10/02/1999, neergelegd op 17/02/1999 en geregistreerd op 25/02/1999.

- onderwerp : overeenkomst nr. 71, betreffende het behoud van het normaal loon van de werknemers voor de afwezigheidsdagen ter gelegenheid van het overlijden van overgrootouders en achterkleinkinderen
- geldigheidsduur : van 10/02/1999 tot op heden onbepaalde datum
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 50148/CO/3000000.

## PARITAIR COMITE VOOR DE SCHEIKUNDIGE NIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 03/02/1999, neergelegd op 04/02/1999 en geregistreerd op 09/03/1999.

- onderwerp : vorming en tewerkstelling voor 1999-2000
- wijziging van overeenkomst nummer 006039 van 12/12/1979
- opheffing van overeenkomst nummer 022774 van 05/04/1989
- wijziging van overeenkomst nummer 033161 van 26/05/1993
- verlenging van overeenkomst nummer 044930 van 14/05/1997
- verlenging van overeenkomst nummer 045086 van 21/05/1997
- verlenging van overeenkomst nummer 045299 van 21/05/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 50218/COF/1160000.

## PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE OPVOEDINGS- EN HUISVESTINGSINRICHTINGEN VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 04/12/1998 en 15/01/1999, neergelegd op 26/01/1999 en geregistreerd op 09/03/1999.

- toepassingsgebied :
  - gesubsidieerd en erkend door Vlaamse Gemeenschap volgens de normen vastgesteld door het Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap of door de Afdeling Bijzondere Jeugdbijstand
- onderwerp : de berekeningsmodaliteiten van het gewaarborgd loon bij onregelmatige prestaties met variabel loon
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 50219/CO/3190100.

## PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 14/01/1999, neergelegd op 22/01/1999 en geregistreerd op 09/03/1999.

- onderwerp : vaststelling van de bijdrage voor het "Instituut voor professionele vorming en tewerkstellingsinitiatieven"
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 50220/CO/1180000.

## COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 14/01/1999, déposée le 22/01/1999 et enregistrée le 09/03/1999.

- hors du champ d'application :
  - Sous-secteur des sucreries, raffineries de sucre, fabriques de sucre invertis et d'acide citrique, candiseries, distilleries et levureries
  - Sous-secteur des boulangeries industrielles et artisanales, pâtisserie artisanale, glaciers et confiseurs artisanaux et des salons de consommation annexés à une pâtisserie artisanale
  - Sous-secteur des conserves de légumes, légumes déshydratés, choucroutes, légumes en saumure, préparation de légumes secs, surgelés et congelés, nettoyage ou préparation de légumes frais
- objet : prépension
- remplacement de la convention numéro 045454 du 25/06/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 50221/CO/1180000.

## COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 14/01/1999, déposée le 22/01/1999 et enregistrée le 09/03/1999.

- champ d'application :
  - Sous-secteur des sucreries, raffineries de sucre, fabriques de sucre invertis et d'acide citrique, candiseries, distilleries et levureries
- objet : prépension
- remplacement de la convention numéro 045479 du 25/06/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 50222/CO/1180000.

## COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 14/01/1999, déposée le 22/01/1999 et enregistrée le 09/03/1999.

- champ d'application :
  - Sous-secteur des conserves de légumes, légumes déshydratés, choucroutes, légumes en saumure, préparation de légumes secs, surgelés et congelés, nettoyage ou préparation de légumes frais
- objet : prépension
- remplacement de la convention numéro 045489 du 25/06/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 50223/CO/1180000.

## SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LE PORT DE GAND

Convention collective de travail conclue le 23/12/1998, déposée le 25/01/1999 et enregistrée le 09/03/1999.

- objet : vaststelling van de voordelen toegekend ten laste van het FBZ aan de haven van Gent
- prolongation de la convention numéro 003606 du 09/10/1975
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/03/1999
- force obligatoire demandée : non
- numéro d'enregistrement : 50224/CO/3010200.

## SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LE PORT DE GAND

Convention collective de travail conclue le 23/12/1998, déposée le 25/01/1999 et enregistrée le 09/03/1999.

- objet : vaststelling van de werkgeversbijdrage voor het FBZ aan de haven van Gent
- prolongation de la convention numéro 003605 du 09/10/1975
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/03/1999, avec clause de dénonciation
- force obligatoire demandée : non
- numéro d'enregistrement : 50225/CO/3010200.

## PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 14/01/1999, neergelegd op 22/01/1999 en geregistreerd op 09/03/1999.

- niet van toepassing op :
  - Subsector van de suikerfabrieken, suikerraffinaderijen, fabrieken van invertsuiker en citroenzuur, kandijfabrieken, gistfabrieken en distilleerderijen
  - Subsector voor industriële bakkerij, kleinbakkerij, kleinbaketbakkerij, ambachtelijke roomijsfabrikanten en suikerbakkers, consumptiesalons bij een kleinbaketbakkerij
  - Subsector van de groenteconservenijverheid, watervrije groenten, zuurkool, in zout ingelegde groenten, bereiding van droge, bevroren en diepgevroren groenten, het schoonmaken of bereiden van verse groenten
- onderwerp : brugpensioen
- vervanging van overeenkomst nummer 045454 van 25/06/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 50221/CO/1180000.

## PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 14/01/1999, neergelegd op 22/01/1999 en geregistreerd op 09/03/1999.

- toepassingsgebied :
  - Subsector van de suikerfabrieken, suikerraffinaderijen, fabrieken van invertsuiker en citroenzuur, kandijfabrieken, gistfabrieken en distilleerderijen
- onderwerp : brugpensioen
- vervanging van overeenkomst nummer 045479 van 25/06/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 50222/CO/1180000.

## PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 14/01/1999, neergelegd op 22/01/1999 en geregistreerd op 09/03/1999.

- toepassingsgebied :
  - Subsector van de groenteconservenijverheid, watervrije groenten, zuurkool, in zout ingelegde groenten, bereiding van droge, bevroren en diepgevroren groenten, het schoonmaken of bereiden van verse groenten
- onderwerp : brugpensioen
- vervanging van overeenkomst nummer 045489 van 25/06/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 50223/CO/1180000.

## PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE HAVEN VAN GENT

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 23/12/1998, neergelegd op 25/01/1999 en geregistreerd op 09/03/1999.

- onderwerp : vaststelling van de voordelen toegekend ten laste van het FBZ aan de haven van Gent
- verlenging van overeenkomst nummer 003606 van 09/10/1975
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/03/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : nee
- registratienummer : 50224/CO/3010200.

## PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE HAVEN VAN GENT

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 23/12/1998, neergelegd op 25/01/1999 en geregistreerd op 09/03/1999.

- onderwerp : vaststelling van de werkgeversbijdrage voor het FBZ aan de haven van Gent
- verlenging van overeenkomst nummer 003605 van 09/10/1975
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/03/1999, met opzeggingsbeding
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : nee
- registratienummer : 50225/CO/3010200.

## COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE L'ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE VERVIERS

- Convention collective de travail conclue le 22/01/1999, déposée le 25/01/1999 et enregistrée le 09/03/1999.
- objet : liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation
  - exécution de la convention numéro 048412 du 27/05/1998
  - durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
  - force obligatoire demandée : oui
  - numéro d'enregistrement : 50226/CO/1230000.

## COMMISSION PARITAIRE DU COMMERCE ALIMENTAIRE

- Convention collective de travail conclue le 23/12/1998, déposée le 25/01/1999 et enregistrée le 09/03/1999.
- objet : institution d'un fonds de sécurité d'existence et fixation de ses statuts
  - modification de la convention numéro 005156 du 13/07/1978
  - durée de validité : du 01/04/1999 au 31/03/2000, avec clause de reconduction
  - force obligatoire demandée : oui
  - numéro d'enregistrement : 50227/CO/1190000.

## COMMISSION PARITAIRE DU COMMERCE ALIMENTAIRE

- Convention collective de travail conclue le 23/12/1998, déposée le 25/01/1999 et enregistrée le 09/03/1999.
- champ d'application :
    - des fonctions techniques de boucherie, charcuterie et triperie
  - objet : durée du travail
  - abrogation de la convention numéro 009564 du 15/02/1983
  - durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
  - force obligatoire demandée : oui
  - numéro d'enregistrement : 50228/CO/1190000.

## SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'EDUCATION ET D'HEBERGEMENT DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

- Convention collective de travail conclue le 15/01/1999, déposée le 25/01/1999 et enregistrée le 09/03/1999.
- objet : prime de fin d'année
  - modification de la convention numéro 035660 du 01/03/1994
  - durée de validité : à partir du 15/01/1999, pour une durée indéterminée
  - force obligatoire demandée : oui
  - numéro d'enregistrement : 50229/CO/3190100.

## COMMISSION PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION

- Convention collective de travail conclue le 24/09/1998, déposée le 06/10/1998 et enregistrée le 09/03/1999.
- objet : organisation des régimes de promotion de l'emploi pour les années 1997 et 1998
  - modification de la convention numéro 044950 du 15/05/1997
  - prolongation de la convention numéro 049461 du 18/09/1997
  - durée de validité : du 01/01/1999 au 30/06/1999
  - force obligatoire demandée : oui
  - numéro d'enregistrement : 50230/CO/1240000.

## PARITAIR COMITE VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID UIT HET ADMINISTRATIEF ARRONDISSEMENT VERVIERS

- Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 22/01/1999, neergelegd op 25/01/1999 en geregistreerd op 09/03/1999.
- onderwerp : koppeling van de bezoldigingen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen
  - uitvoering van overeenkomst nummer 048412 van 27/05/1998
  - geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
  - algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
  - registratienummer : 50226/CO/1230000.

## PARITAIR COMITE VOOR DE HANDEL IN VOEDINGSWAREN

- Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 23/12/1998, neergelegd op 25/01/1999 en geregistreerd op 09/03/1999.
- onderwerp : oprichting van een fonds voor bestaanzekerheid en vaststelling van zijn statuten
  - wijziging van overeenkomst nummer 005156 van 13/07/1978
  - geldigheidsduur : van 01/04/1999 tot 31/03/2000, met verlengingsbeding
  - algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
  - registratienummer : 50227/CO/1190000.

## PARITAIR COMITE VOOR DE HANDEL IN VOEDINGSWAREN

- Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 23/12/1998, neergelegd op 25/01/1999 en geregistreerd op 09/03/1999.
- toepassingsgebied :
    - technische functies in de slagerij, de spekslagerij en penserij
  - onderwerp : arbeidsduur
  - opheffing van overeenkomst nummer 009564 van 15/02/1983
  - geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
  - algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
  - registratienummer : 50228/CO/1190000.

## PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE OPVOEDINGS- EN HUISVESTINGSINRICHTINGEN VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

- Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 15/01/1999, neergelegd op 25/01/1999 en geregistreerd op 09/03/1999.
- onderwerp : eindejaarspremie
  - wijziging van overeenkomst nummer 035660 van 01/03/1994
  - geldigheidsduur : m.i.v. 15/01/1999, voor onbepaalde duur
  - algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
  - registratienummer : 50229/CO/3190100.

## PARITAIR COMITE VOOR HET BOUWBEDRIJF

- Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 24/09/1998, neergelegd op 06/10/1998 en geregistreerd op 09/03/1999.
- onderwerp : organisatie van de regelingen ter bevordering van de tewerkstelling in 1997 en 1998 (wijziging CAO 15/05/1997)
  - wijziging van overeenkomst nummer 044950 van 15/05/1997
  - verlenging van overeenkomst nummer 049461 van 18/09/1997
  - geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 30/06/1999
  - algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
  - registratienummer : 50230/CO/1240000.



## COMMISSION PARITAIRE DU COMMERCE DE DETAIL INDEPENDANT

Convention collective de travail conclue le 11/01/1999, déposée le 09/02/1999 et enregistrée le 09/03/1999.

- objet : liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation
- modification de la convention numéro 027818 du 30/05/1991
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 50231/CO/2010000.

## COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES OCCUPES CHEZ LES NOTAIRES

Convention collective de travail conclue le 17/11/1998, déposée le 09/02/1999 et enregistrée le 09/03/1999.

- objet : mesures ayant trait à l'emploi et à l'évolution des salaires pour 1997-1998
- durée de validité : à partir du 01/12/1998, pour une durée indéterminée, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 50232/CO/2160000.

## COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES OCCUPES CHEZ LES NOTAIRES

Convention collective de travail conclue le 16/12/1998, déposée le 09/02/1999 et enregistrée le 09/03/1999.

- objet : pensions complémentaires pour les employés notaires
- durée de validité : à partir du 01/12/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 50233/CO/2160000.

## SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'EDUCATION ET D'HEBERGEMENT DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

Convention collective de travail conclues les 04/12/1998 et 15/01/1999, déposée le 10/02/1999 et enregistrée le 09/03/1999.

- objet : l'octroi de deux jours de congé conventionnels supplémentaires
- exécution de la convention numéro 049118 du 01/07/1998
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 50234/CO/3190100.

## COMMISSION PARITAIRE POUR LES BANQUES

Convention collective de travail conclue le 11/02/1999, déposée le 11/02/1999 et enregistrée le 09/03/1999.

- objet : travail à temps partiel et interruption de carrière
- prolongation de la convention numéro 045527 du 30/06/1997
- durée de validité : du 31/12/1998 au 31/05/1999
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 50235/CO/3100000.

## SOUS-COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT URBAIN ET REGIONAL DE LA REGION WALLONNE

Convention collective de travail conclue le 09/02/1999, déposée le 11/02/1999 et enregistrée le 09/03/1999.

- objet : indemnité complémentaire en faveur de certains travailleurs âgés en cas de licenciement
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/1999
- force obligatoire demandée : non
- numéro d'enregistrement : 50236/CO/3280200.

## SOUS-COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT URBAIN ET REGIONAL DE LA REGION WALLONNE

Convention collective de travail conclue le 09/02/1999, déposée le 11/02/1999 et enregistrée le 09/03/1999.

- objet : prépension
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/1999
- force obligatoire demandée : non
- numéro d'enregistrement : 50237/CO/3280200.

## PARITAIR COMITE VOOR DE ZELFSTANDIGE KLEINHANDEL

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 11/01/1999, neergelegd op 09/02/1999 en geregistreerd op 09/03/1999.

- onderwerp : koppeling van de bezoldigingen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen
- wijziging van overeenkomst nummer 027818 van 30/05/1991
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 50231/CO/2010000.

## PARITAIR COMITE VOOR DE NOTARISBEDIENDEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 17/11/1998, neergelegd op 09/02/1999 en geregistreerd op 09/03/1999.

- onderwerp : maatregelen met betrekking tot de werkgelegenheid en de loonkostontwikkeling 1997-1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/12/1998, voor onbepaalde duur, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 50232/CO/2160000.

## PARITAIR COMITE VOOR DE NOTARISBEDIENDEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 16/12/1998, neergelegd op 09/02/1999 en geregistreerd op 09/03/1999.

- onderwerp : het aanvullend pensioen voor de notarisbedienden
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/12/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 50233/CO/2160000.

## PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE OPVOEDINGS- EN HUISVESTINGSINRICHTINGEN VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 04/12/1998 en 15/01/1999, neergelegd op 10/02/1999 en geregistreerd op 09/03/1999.

- onderwerp : de toekenning van twee bijkomende conventionele verlofdagen
- uitvoering van overeenkomst nummer 049118 van 01/07/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 50234/CO/3190100.

## PARITAIR COMITE VOOR DE BANKEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 11/02/1999, neergelegd op 11/02/1999 en geregistreerd op 09/03/1999.

- onderwerp : deeltijdse werk en loopbaanonderbreking
- verlenging van overeenkomst nummer 045527 van 30/06/1997
- geldigheidsduur : van 31/12/1998 tot 31/05/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 50235/CO/3100000.

## PARITAIR SUBCOMITE VOOR HET STADS- EN STREEKVERVOER VAN HET WAALSE GEWEST

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 09/02/1999, neergelegd op 11/02/1999 en geregistreerd op 09/03/1999.

- onderwerp : aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werklieden indien zij worden ontslagen
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : nee
- registratienummer : 50236/CO/3280200.

## PARITAIR SUBCOMITE VOOR HET STADS- EN STREEKVERVOER VAN HET WAALSE GEWEST

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 09/02/1999, neergelegd op 11/02/1999 en geregistreerd op 09/03/1999.

- onderwerp : brugpensioenen
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : nee
- registratienummer : 50237/CO/3280200.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C - 99/29139]

**Appel aux candidatures pour les emplois vacants des fonctions de rang 1  
à pourvoir dans les Hautes Ecoles de la Communauté française  
(année académique 1999-2000)**

Le présent appel est lancé conformément aux dispositions de l'article 22 du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Il vise les emplois vacants des fonctions de rang 1 à pourvoir dans les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française.

Le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française définit comme suit les fonctions de rang 1 :

1. Maître de formation pratique
2. Maître-assistant
3. Chargé de cours

Pour la bonne compréhension de la suite du présent appel, il y a lieu d'entendre par :

Emploi vacant : tout emploi organique qui n'est pas attribué à un membre du personnel nommé à titre définitif ou désigné à titre temporaire pour une durée indéterminée (cfr. article 9 du décret du 25.07.96 précité).

Changement d'affectation : l'affectation nouvelle qu'obtient le membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi dans une Haute Ecole autre que celle où il est affecté à titre définitif. Ce changement d'affectation est d'abord provisoire puis éventuellement définitif (cfr. article 27, § 4 du décret du 25.07.96 précité).

Changement de fonction : pour les fonctions de rang 1, le changement de la fonction de maître-assistant à celle de chargé de cours et inversement, sur base volontaire (cfr. article 12, § 2 du décret du 25.07.96 précité).

Mutation : le transfert, dans la même fonction que celle à laquelle il est nommé à titre définitif, d'un membre du personnel de la Haute Ecole où il est affecté vers une autre Haute Ecole. La mutation est d'abord provisoire pour une période probatoire d'une année académique (cfr. article 2 du décret du 24.07.97 précité).

Extension de charge : l'extension de la charge d'un membre du personnel nommé à titre définitif ou désigné à titre temporaire pour une durée indéterminée, dans la même fonction et les mêmes cours à conférer ou dans la même fonction et d'autres cours à conférer, jusqu'à concurrence d'une charge complète au maximum (cfr. article 2 du décret du 24.07.97 précité).

Les emplois vacants des fonctions de rang 1 visés par le présent appel sont accessibles aux :

a) Membres du personnel nommés à titre définitif :

DCA\* - par changement d'affectation (pour les membres du personnel en disponibilité par défaut d'emploi);

DCF\* - par changement de fonction;

DM\* - par mutation;

DEC\* - par extension de charge.

b) Membres du personnel temporaires désignés pour une durée indéterminée :

TDIEC\* - par extension de charge.

c) Candidats à une désignation à titre temporaire :

CTDI\* - à durée indéterminée : seuls les candidats désignés à durée déterminée pour l'année académique 1998-1999 dans un emploi déclaré vacant lors de l'appel au *Moniteur belge* du 27 mars 1998 et les candidats désignés à durée déterminée pour l'année académique 1997- 1998 dans un emploi déclaré vacant lors de l'appel au *Moniteur belge* du 28 mai 1997, dont la désignation a été reconduite à durée déterminée pour l'année académique 1998-1999 peuvent être désignés à durée indéterminée dans l'emploi vacant qu'ils occupaient, à condition que leur rapport sur la manière de servir établi par le Conseil d'administration porte la mention « a satisfait »;

CTDD\* - à durée déterminée.

Les emplois vacants en 1999-2000 dans chacune des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française figurent ci-après :

La numérotation des emplois est conçue comme suit :

- 1<sup>er</sup> élément : l'année;
- 2e élément : le numéro de la Haute Ecole dans l'ordre du présent appel;
- 3e élément : le numéro de la fonction (cfr. page 1 de l'appel);
- 4e élément : le numéro d'ordre.

(\*) voir modèles de demande

1. HAUTE ECOLE DE BRUXELLES rue J. Hazard 34 1180 BRUXELLES		
Fonction	Cours à conférer	Volume de la charge
99.1.2.1 Maître-Assistant	Informatique de gestion	10/10e
99.1.2.2 Maître-Assistant	Education physique	10/10e
99.1.2.3 Maître-Assistant	Droit *	4/10e
99.1.2.4 Maître-Assistant	Langues anciennes *	2/10e
99.1.2.5 Maître-Assistant	Langue française	6/10e
99.1.2.6 Maître-Assistant	Langue française	4/10e
99.1.2.7 Maître-Assistant	Langue étrangère (italien) *	10/10e
99.1.2.8 Maître-Assistant	Langue étrangère (néerlandais) *	2/10e
99.1.2.9 Maître-Assistant	Langue étrangère (anglais) *	5/10e
99.1.2.10 Maître-Assistant	Langue étrangère (anglais) *	5/10e
99.1.2.11 Maître-Assistant	Pédagogie et méthodologie	10/10e
99.1.2.12 Maître-Assistant	Informatique de gestion	10/10e
99.1.2.13 Maître-Assistant	Langue française *	5/10e
99.1.2.14 Maître-Assistant	Sciences politiques	7/10e
99.1.2.15 Maître-Assistant	Sciences politiques	3/10e
99.1.2.16 Maître-Assistant	Langue française	4/10e
99.1.2.17 Maître-Assistant	Informatique de gestion	10/10e
99.1.2.18 Maître-Assistant	Langue étrangère (espagnol) *	5/10e
99.1.2.19 Maître-Assistant	Langue étrangère (allemand) *	5/10e
99.1.2.20 Maître-Assistant	Langue étrangère (allemand) *	5/10e
99.1.2.21 Maître-Assistant	Langue étrangère (anglais) *	5/10e
99.1.2.22 Maître-Assistant	Droit *	2/10e
99.1.2.23 Maître-Assistant	Psychologie	10/10e
99.1.2.24 Maître-Assistant	Psychologie	10/10e
99.1.2.25 Maître-Assistant	Morale	2/10e
99.1.2.26 Maître-Assistant	Philosophie	3/10e
99.1.2.27 Maître-Assistant	Musique et éducation musicale	10/10e
99.1.2.28 Maître-Assistant	Informatique de gestion	5/10e

## Haute Ecole de Bruxelles

\* Renseignements complémentaires relatifs à certains cours à conférer pour l'année académique 1999-2000

99.1.2.3	Droit : Notions de droit des personnes et de la famille
99.1.2.4	Langues anciennes : latin
99.1.2.7	Langue étrangère (italien) : grammaire, traduction générale, traduction économique, traduction technique et scientifique (langue cible : français)
99.1.2.8	Langue étrangère (néerlandais) : traduction économique et traduction à vue
99.1.2.9	Langue étrangère (anglais) : phonologie et phonétique descriptive et corrective (théorie et exercices spécifiques); questions approfondies de grammaire contrastive et structurale; traduction (langue cible : français)
99.1.2.10	Langue étrangère (anglais) : traduction juridique (langue cible : français); traduction économique (langue cible : français)
99.1.2.13	Langue française : linguistique informatique (initiation à l'informatique dans la perspective de la formation du traducteur et de l'interprète : utilisation du système d'exploitation et des outils bureautiques et documentaires d'aide à la traduction)
99.1.2.18	Langue étrangère (espagnol) : grammaire , exercices oraux et écrits de langue espagnole
99.1.2.19	Langue étrangère (allemand) : interprétation français-allemand (langue cible : allemand)
99.1.2.20	Langue étrangère (allemand) : interprétation allemand-français (langue cible : français)
99.1.2.21	Langue étrangère (anglais) : exercices spécifiques d'interprétation simultanée et consécutive (langue cible : français); exercices oraux de synthèse (langue cible : anglais)
99.1.2.22	Droit : notions de droit des gens

2. HAUTE ECOLE « Paul-Henri Spaak » rue Royale 150 1000 BRUXELLES		
Fonction	Cours à conférer	Volume de la charge
99.2.2.1 Maître-Assistant	Electricité, électromécanique, mécanique, énergie nucléaire *	10/10e
99.2.2.2 Maître-Assistant	Histoire de l'art *	1/10e
99.2.2.3 Maître-Assistant	Langue étrangère (Néerlandais)	1/10e
99.2.2.4 Maître-Assistant	Biologie	7/10e
99.2.1.5 Maître de Formation Pratique	Ergothérapie	3/10e
99.2.1.6 Maître de Formation Pratique	Ergothérapie	1/10e
99.2.1.7 Maître de Formation Pratique	Kinésithérapie	5/10e
99.2.1.8 Maître de Formation Pratique	Kinésithérapie	2/10e
99.2.1.9 Maître de Formation Pratique	Service social	10/10e
99.2.2.10 Maître-Assistant	Droit	1/10e
99.2.2.11 Maître-Assistant	Education physique	2/10e
99.2.2.12 Maître-Assistant	Education physique	6/10e
99.2.2.13 Maître-Assistant	Electricité, électromécanique, mécanique, énergie nucléaire *	10/10e
99.2.2.14 Maître-Assistant	Informatique de gestion *	1/10e
99.2.2.15 Maître-Assistant	Informatique industrielle	5/10e
99.2.2.16 Maître-Assistant	Kinésithérapie	10/10e
99.2.2.17 Maître-Assistant	Kinésithérapie	5/10e
99.2.2.18 Maître-Assistant	Kinésithérapie	5/10e
99.2.2.19 Maître-Assistant	Langue française	2/10e
99.2.2.20 Maître-Assistant	Psychologie	3/10e
99.2.2.21 Maître-Assistant	Sciences sociales *	1/10e
99.2.2.22 Maître-Assistant	Sciences sociales *	2/10e
99.2.2.23 Maître-Assistant	Soins infirmiers *	1/10e
99.2.2.24 Maître-Assistant	Histoire	10/10e
99.2.3.25 Chargé de cours	Chimie	1/10e
99.2.3.26 Chargé de cours	Education physique *	3/10e
99.2.3.27 Chargé de cours	Electricité, électromécanique, mécanique, énergie nucléaire *	5/10e
99.2.3.28 Chargé de cours	Informatique industrielle	10/10e
99.2.3.29 Chargé de cours	Physique	5/10e
99.6.3.30 Chargé de cours	Sciences mathématiques	5/10e

## Haute Ecole Paul-Henri Spaak

\* Renseignements complémentaires relatifs à certains cours à conférer pour l'année académique 1999-2000

99.2.2.1	Electricité, électromécanique, mécanique, énergie nucléaire : Electricité, électrotechnique
99.2.2.2	Histoire de l'Art : Chaîne documentaire automatisée
99.2.2.13	Electricité, électromécanique, mécanique, énergie nucléaire : Mécanique et aéronautique
99.2.2.14	Informatique de gestion : Initiation à l'informatique documentaire
99.2.2.21	Sciences sociales : Handicap et réadaptation (service social)
99.2.2.22	Sciences sociales : Méthodologie
99.2.2.23	Soins infirmiers : Hygiène et 1 <sup>ers</sup> soins
99.2.3.26	Education Physique : Physiologie – Anatomie – Analyse des mouvements – Biométrie
99.2.3.27	Electricité, électromécanique, mécanique, énergie nucléaire : Mécanique

3. HAUTE ECOLE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE DU HAINAUT avenue Maistriau 8 7000 Mons		
Fonction	Cours à conférer	Volume de la charge
99.3.2.1 Maître-Assistant	Musique et Education musicale	3/10e
99.3.2.2 Maître-Assistant	Musique et Education musicale	4/10e
99.3.2.3 Maître-Assistant	Musique et Education musicale	3/10e
99.3.2.4 Maître-Assistant	Langue française	10/10e
99.3.2.5 Maître-Assistant	Langue française	5/10e
99.3.2.6 Maître-Assistant	Education physique *	5/10e
99.3.2.7 Maître-Assistant	Education physique *	3/10e
99.3.2.8 Maître-Assistant	Droit *	5/10e
99.3.2.9 Maître-Assistant	Informatique de gestion	3/10e
99.3.2.10 Maître-Assistant	Informatique de gestion	2/10e
99.3.2.11 Maître-Assistant	Dessin et éducation plastique	10/10e
99.3.2.12 Maître-Assistant	Sciences sociales	10/10e
99.3.2.13 Maître-Assistant	Sciences sociales	4/10e
99.3.2.14 Maître-Assistant	Pédagogie et méthodologie	2/10e
99.3.2.15 Maître-Assistant	Langue étrangère (allemand) *	7/10e
99.3.2.16 Maître-Assistant	Langue étrangère (allemand) *	5/10e
99.3.2.17 Maître-Assistant	Langue étrangère (néerlandais) *	3/10e
99.3.2.18 Maître-Assistant	Sciences mathématiques	7/10e
99.3.2.29 Maître-Assistant	Physique	10/10e
99.3.1.20 Maître de Formation Pratique	Technologie soudure-ajustage	1/10e
99.3.1.21 Maître de Formation Pratique	Technologie soudure-ajustage	1/10e
99.3.1.22 Maître de Formation Pratique	Bureautique	6/10e
99.3.1.23 Maître de Formation Pratique	Service social	10/10e
99.3.1.24 Maître de Formation Pratique	Service social	6/10e
99.3.2.25 Maître-Assistant	Biologie	6/10e
99.3.2.26 Maître-Assistant	Chimie	3/10e
99.3.2.27 Maître-Assistant	Construction	5/10e
99.3.2.28 Maître-Assistant	Dessin et éducation plastique *	6/10e
99.3.2.29 Maître-Assistant	Education physique	5/10e
99.3.2.30 Maître-Assistant	Education physique	2/10e
99.3.2.31 Maître-Assistant	Education physique	4/10e
99.3.2.32 Maître-Assistant	Education physique *	10/10e
99.3.2.33 Maître-Assistant	Electricité, électromécanique, mécanique et énergie nucléaire *	10/10e
99.3.2.34 Maître-Assistant	Electricité, électromécanique, mécanique et énergie nucléaire *	3/10e
99.3.2.35 Maître-Assistant	Electricité, électromécanique, mécanique et énergie nucléaire *	10/10e
99.3.2.36 Maître-Assistant	Géographie	2/10e
99.3.2.37 Maître-Assistant	Informatique de gestion	10/10e
99.3.2.38 Maître-Assistant	Informatique de gestion	1/10e
99.3.2.39 Maître-Assistant	Langue française	10/10e
99.3.2.40 Maître-Assistant	Langue française	5/10e
99.3.2.41 Maître-Assistant	Pédagogie et méthodologie	1/10e
99.3.2.42 Maître-Assistant	Physique	5/10e
99.3.2.43 Maître-Assistant	Psychologie	10/10e
99.3.2.44 Maître-Assistant	Sciences sociales	6/10e

3. HAUTE ECOLE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE DU HAINAUT avenue Maistriau 8 7000 Mons		
Fonction	Cours à conférer	Volume de la charge
99.3.2.45 Maître-Assistant	Sciences sociales	2/10e
99.3.3.46 Chargé de Cours	Langue étrangère (anglais) *	6/10e

Haute Ecole du Hainaut

\* Renseignements complémentaires relatifs à certains cours à conférer pour l'année académique 1999-2000

99.3.2.6	Education physique : garçons
99.3.2.7	Education physique : filles
99.3.2.8	Droit : législation sociale et professionnelle
99.3.2.15	Langue étrangère (allemand) : Interprétation de conférences consécutive et simultanée (allemand-français)
99.3.2.16	Langue étrangère (allemand) : Interprétation de conférences (français-allemand)
99.3.2.17	Langue étrangère (néerlandais) : Traduction spécialisée (français-néerlandais)
99.3.2.28	Dessin et Education plastique : Expression verbale et gestuelle
99.3.2.32	Education physique : filles
99.3.2.33	Electricité, électromécanique, mécanique et énergie nucléaire : électricité
99.3.2.34	Electricité, électromécanique, mécanique et énergie nucléaire : électromécanique
99.3.2.35	Electricité, électromécanique, mécanique et énergie nucléaire : électronique (microprocesseurs-programmation)
99.3.3.46	Langue étrangère (anglais) : Traduction (français-anglais)

4. HAUTE ECOLE « CHARLEMAGNE » rue des Rivageois 6 4000 Liège		
Fonction	Cours à conférer	Volume de la charge
99.4.2.1 Maître-Assistant	Agronomie *	10/10e
99.4.2.2 Maître-Assistant	Agronomie *	10/10e
99.4.2.3 Maître-Assistant	Communication	2/10e
99.4.2.4 Maître-Assistant	Physique *	4/10e
99.4.2.5 Maître-Assistant	Physique	5/10e
99.4.2.6 Maître-Assistant	Musique et Education musicale	5/10e
99.4.2.7 Maître-Assistant	Dessin et Education Plastique *	10/10e
99.4.2.8 Maître-Assistant	Dessin et Education plastique	2/10e
99.4.2.9 Maître-Assistant	Langue française	5/10e
99.4.2.10 Maître-Assistant	Géographie	5/10e
99.4.2.11 Maître-Assistant	Biologie	7/10e
99.4.2.12 Maître-Assistant	Philosophie	5/10e
99.4.2.13 Maître-Assistant	Philosophie	5/10e
99.4.2.14 Maître-Assistant	Pédagogie et méthodologie	10/10e
99.4.2.15 Maître-Assistant	Pédagogie et méthodologie	10/10e
99.4.2.16 Maître-Assistant	Sciences économiques	7/10e
99.4.2.17 Maître-Assistant	Langue étrangère (espagnol)	10/10e
99.4.2.18 Maître-Assistant	Langue étrangère (espagnol)	6/10e
99.4.2.19 Maître-Assistant	Langues anciennes *	2/10e
99.4.1.20 Maître de Formation Pratique	Architecture des Jardins	10/10e
99.4.1.21 Maître de Formation Pratique	Hôtellerie *	1/10e
99.4.1.22 Maître de Formation Pratique	Hôtellerie *	2/10e
99.4.1.23 Maître de Formation Pratique	Bureautique	4/10e
99.4.2.24 Maître-Assistant	Agronomie *	5/10e

4. HAUTE ECOLE « CHARLEMAGNE » rue des Rivageois 6 4000 Liège		
Fonction	Cours à conférer	Volume de la charge
99.4.2.25 Maître-Assistant	Agronomie *	3/10e
99.4.2.26 Maître-Assistant	Agronomie *	3/10e
99.4.2.27 Maître-Assistant	Communication	1/10e
99.4.2.28 Maître-Assistant	Informatique industrielle *	10/10e
99.4.2.29 Maître-Assistant	Psychologie	5/10e
99.4.2.30 Maître-Assistant	Psychologie	3/10e
99.4.2.31 Maître-Assistant	Psychologie	3/10e
99.4.2.32 Maître-Assistant	Sciences mathématiques	3/10e

## Haute Ecole Charlemagne

\* Renseignements complémentaires relatifs à certains cours à conférer pour l'année académique 1999-2000

99.4.2.1	Agronomie : Horticulture
99.4.2.2	Agronomie : Horticulture
99.4.2.4	Physique : Informatique appliquée, physique appliquée, dessin appliqué
99.4.2.7	Dessin et Education plastique : Techniques graphiques, DAO, projections et perspectives
99.4.2.19	Langues anciennes : Latin
99.4.1.21	Hôtellerie : Oenologie
99.4.1.22	Hôtellerie : Technologie de la Restauration
99.4.2.24	Agronomie : Sylviculture et environnement
99.4.2.25	Agronomie : Génie rural
99.4.2.26	Agronomie : Construction, machines et équipement ruraux
99.4.2.28	Informatique industrielle : Informatique, électrotechnique, automatique, robotique

5. HAUTE ECOLE ROBERT SCHUMAN rue de la Cité 64 6800 LIBRAMONT		
Fonction	Cours à conférer	Volume de la charge
99.5.2.1 Maître-Assistant	Education Physique	5/10e
99.5.2.2 Maître-Assistant	Langues anciennes	2/10e
99.5.2.3 Maître-Assistant	Sciences sociales	2/10e
99.5.1.4 Maître de Formation Pratique	Bureautique	2/10e
99.5.1.5 Maître de Formation Pratique	Kinésithérapie	10/10e
99.5.1.6 Maître de Formation Pratique	Obstétrique	6/10e
99.5.1.7 Maître de Formation Pratique	Soins infirmiers	10/10e
99.5.1.8 Maître de Formation Pratique	Soins infirmiers	10/10e
99.5.1.9 Maître de Formation Pratique	Soins infirmiers	10/10e
99.5.1.10 Maître de Formation Pratique	Soins infirmiers	6/10e
99.5.1.11 Maître de Formation Pratique	Soins infirmiers	6/10e
99.5.2.12 Maître-Assistant	Agronomie	3/10e
99.5.2.13 Maître-Assistant	Chimie	5/10e
99.5.2.14 Maître-Assistant	Chimie	3/10e
99.5.2.15 Maître-Assistant	Electricité, Electromécanique, mécanique, énergie nucléaire *	10/10e
99.5.2.16 Maître-Assistant	Electricité, Electromécanique, mécanique, énergie nucléaire *	10/10e
99.5.2.17 Maître-Assistant	Langue étrangère (anglais)	5/10e
99.5.2.18 Maître-Assistant	Langue française	3/10e
99.5.2.19 Maître-Assistant	Philosophie	5/10e
99.5.2.20 Maître-Assistant	Physique	1/10e

5. HAUTE ECOLE ROBERT SCHUMAN rue de la Cité 64 6800 LIBRAMONT		
Fonction	Cours à conférer	Volume de la charge
99.5.2.21 Maître-Assistant	Psychologie	10/10e
99.5.2.22 Maître-Assistant	Psychologie	2/10e
99.5.2.23 Maître-Assistant	Sciences biomédicales	1/10e
99.5.2.24 Maître-Assistant	Sciences économiques	10/10e
99.5.2.25 Maître-Assistant	Sciences économiques	3/10e

Haute Ecole Robert Schuman

\* Renseignements complémentaires relatifs à certains cours à conférer pour l'année académique 1999-2000

99.5.2.15 Electricité, Electromécanique, mécanique, énergie nucléaire : électricité

99.5.2.16 Electricité, Electromécanique, mécanique, énergie nucléaire : électromécanique

6. HAUTE ECOLE « Albert Jacquard » rue des Dames Blanches 3B 5000 NAMUR		
Fonction	Cours à conférer	Volume de la charge
99.6.2.1 Maître-Assistant	Dessin et éducation plastique	10/10e
99.6.2.2 Maître-Assistant	Musique et Education musicale	10/10e
99.6.2.3 Maître-Assistant	Musique et Education musicale	3/10e
99.6.2.4 Maître-Assistant	Langue étrangère (italien)	5/10e
99.6.2.5 Maître-Assistant	Langue étrangère (anglais)	1/10e
99.6.2.6 Maître-Assistant	Langue française	6/10e
99.6.2.7 Maître-Assistant	Langue française	4/10e
99.6.2.8 Maître-Assistant	Sciences économiques *	4/10e
99.6.2.9 Maître-Assistant	Sciences économiques *	6/10e
99.6.2.10 Maître-Assistant	Sciences économiques *	4/10e
99.6.2.11 Maître-Assistant	Biologie	4/10e
99.6.2.12 Maître-Assistant	Géographie	3/10e
99.6.2.13 Maître-Assistant	Histoire	5/10e
99.6.2.14 Maître-Assistant	Sciences mathématiques	3/10e
99.6.2.15 Maître-Assistant	Philosophie	1/10e
99.6.2.16 Maître-Assistant	Pédagogie et méthodologie	10/10e
99.6.2.17 Maître-Assistant	Droit *	1/10e
99.6.2.18 Maître-Assistant	Informatique de gestion *	7/10e
99.6.1.19 Maître de Formation Pratique	Bureautique	10/10e
99.6.2.20 Maître-Assistant	Géographie	3/10e
99.6.2.21 Maître-Assistant	Histoire	1/10e
99.6.2.22 Maître-Assistant	Histoire de l'art	3/10e
99.6.2.23 Maître-Assistant	Langue étrangère (anglais)	1/10e
99.6.2.24 Maître-Assistant	Langue étrangère (italien)	1/10e
99.6.2.25 Maître-Assistant	Langue étrangère (néerlandais)	2/10e
99.6.2.26 Maître-Assistant	Langue française	4/10e
99.6.2.27 Maître-Assistant	Langue française	3/10e
99.6.2.28 Maître-Assistant	Langue française	6/10e
99.6.2.29 Maître-Assistant	Morale	1/10e
99.6.2.30 Maître-Assistant	Musique et éducation musicale	3/10e
99.6.2.31 Maître-Assistant	Psychologie	5/10e
99.6.2.32 Maître-Assistant	Pédagogie et méthodologie	10/10e
99.6.2.33 Maître-Assistant	Pédagogie et méthodologie	10/10e



6. HAUTE ECOLE « Albert Jacquard » rue des Dames Blanches 3B 5000 NAMUR		
Fonction	Cours à conférer	Volume de la charge
99.6.2.34 Maître-Assistant	Sciences mathématiques	6/10e
99.6.2.35 Maître-Assistant	Philosophie *	4/10e
99.6.2.36 Maître-Assistant	Droit *	1/10e
99.6.2.37 Maître-Assistant	Histoire	4/10e
99.6.2.38 Maître-Assistant	Biologie	6/10e
99.6.2.39 Maître-Assistant	Géographie	4/10e
99.6.2.40 Maître-Assistant	Pédagogie et méthodologie	3/10e
99.6.2.41 Maître-Assistant	Pédagogie et méthodologie	2/10e
99.6.2.42 Maître-Assistant	Communication	4/10e
99.6.2.43 Maître-Assistant	Langue étrangère (allemand)	4/10e
99.6.2.44 Maître-Assistant	Langue étrangère (espagnol)	2/10e
99.6.2.45 Maître-Assistant	Dessin et éducation plastique	10/10e
99.6.2.46 Maître-Assistant	Dessin et éducation plastique	4/10e
99.6.2.47 Maître-Assistant	Dessin et éducation plastique *	4/10e
99.6.1.48 Maître de Formation Pratique	Bureautique	1/10e

## Haute Ecole Albert Jacquard

\* Renseignements complémentaires relatifs à certains cours à conférer pour l'année académique 1999-2000

99.6.2.8	Sciences économiques : Comptabilité
99.6.2.9	Sciences économiques : Organisation des entreprises
99.6.2.10	Sciences économiques : Economie politique
99.6.2.17	Droit : Législation des assurances
99.6.2.18	Informatique de gestion : Gestion et administration du réseau
99.6.2.35	Philosophie : Initiation à la vie culturelle
99.6.2.36	Droit : Institutions nationales (droit public et administratif)
99.6.2.47	Dessin et éducation plastique : Infographie et stylisme assisté par ordinateur

## FORME DE LA CANDIDATURE :

La demande sera rédigée sur feuille de format A4 d'après le modèle approprié reproduit ci-après :

MOD DCA : demande de changement d'affectation;

MOD DCF : demande de changement de fonction;

MOD DM : demande de mutation;

MOD DEC : demande d'extension de charge;

Les modèles « D. » sont réservés aux seuls membres du personnel nommés à titre définitif.

MOD TDIEC : demande d'extension de charge d'un membre du personnel désigné à titre temporaire pour une durée indéterminée;

Le modèle ci-avant est réservé aux seuls membres du personnel désignés à titre temporaire pour une durée indéterminée.

MOD CTDI : demande de désignation à titre temporaire pour une durée indéterminée (reconduction d'une désignation à durée déterminée effectuée pour l'année académique 1998-1999 dans un emploi déclaré vacant lors de l'appel au *Moniteur belge* du 27-03-1998 ou d'une désignation à durée déterminée effectuée pour l'année académique 1997-1998 dans un emploi déclaré vacant lors de l'appel au *Moniteur belge* du 28.05.1997, reconduite à durée déterminée pour l'année académique 1998-1999);

Le modèle ci-avant est réservé aux seuls membres du personnel désignés à titre temporaire pour une durée déterminée dans un emploi qui a déjà fait l'objet d'une déclaration de vacance d'emploi au *Moniteur belge* (28.05.1997 ou 27.03.1998).

MOD CTDD : demande de désignation à titre temporaire pour une durée déterminée.

La demande mentionnera :

- l'emploi vacant sollicité repris au tableau ci-avant (Haute Ecole, fonction, cours à conférer, volume de la charge)
- l'identité du candidat
- ses titres et son expérience utile
- la liste de ses publications scientifiques
- le relevé de ses diverses expériences professionnelles (les justifications éventuelles seront annexées).

La demande sera établie en DOUBLE EXEMPLAIRE.

Si le candidat sollicite plusieurs emplois vacants, il établira une demande séparée, en double exemplaire, pour chaque emploi.

A chaque exemplaire de la demande, le candidat joindra l'annexe 1. et un état de services (Annexe 2). Ce dernier reprendra le détail des prestations effectuées uniquement dans l'enseignement des Communautés française et germanophone.

UNIQUEMENT POUR LES CANDIDATS A UNE DESIGNATION A TITRE TEMPORAIRE (MOD. CTDI et CTDD) :

Conditions requises :

Nul ne peut être désigné à titre temporaire, s'il ne remplit les conditions suivantes :

- 1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° être porteur d'un des titres requis visés au décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;
- 4° a) s'il s'agit d'une désignation à durée déterminée : remettre, lors de l'entrée en fonction, un certificat médical daté de moins de six mois, attestant qu'il se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des étudiants et des autres membres du personnel;
- b) s'il s'agit d'une désignation à durée indéterminée : avoir satisfait à un examen médical vérifiant les aptitudes physiques fixées par le Gouvernement.
- 5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;
- 6° être de conduite irréprochable;
- 7° avoir satisfait aux lois sur la milice.

Documents à annexer : (par les candidats à une désignation à titre temporaire)

a) un certificat récent de bonnes conduite, vie et moeurs avec mention de nationalité;

(Il est à noter qu'en vertu de l'article 59, 1.6° Bis de l'arrêté du Régent du 26 juin 1947, contenant le Code des droits de timbre, tel que modifié par la loi du 1<sup>er</sup> août 1985, article 9, les certificats de bonnes conduite, vie et moeurs qui doivent accompagner chaque année les actes de candidature, sont exemptés de ce droit);

b) une copie (A4), certifiée conforme du(des) diplôme(s) ou brevet(s) ou certificat(s) requis;

c) un certificat de milice modèle 33 délivré par l'administration communale;

d) pour les candidats à la fonction de maître de formation pratique :

une attestation prouvant l'expérience utile requise.

Remarques :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les documents susvisés sont réclamés en vue de contrôler s'ils remplissent les conditions prescrites.

Les documents à fournir seront annexés à la demande (un exemplaire de chaque document par Haute Ecole sollicitée). Les documents qui ne seraient pas annexés à la candidature (exemple : copie du diplôme, certificat de bonnes conduite, vie et moeurs) ne sont pas réclamés par l'administration aux candidats. Si ceux-ci désirent que leur candidature soit prise en considération, ils devront fournir ces documents avant le 17 mai 1999.

INTRODUCTION DES CANDIDATURES :

Les personnes intéressées doivent adresser leur candidature au :

Ministère de la Communauté française

Direction générale des personnels de l'enseignement  
de la Communauté française

Direction de la carrière des personnels

Boulevard Léopold II, 44 (3ème étage) - bureau 3E312  
1080 Bruxelles.

au plus tard le 16 avril 1999 (la date de la poste faisant foi).

Les candidatures doivent être introduites par une lettre recommandée à la poste et dans la forme et le délai fixés par le présent appel.

Les candidats qui sollicitent des emplois vacants dans plusieurs Hautes Ecoles joindront un exemplaire des documents demandés pour chaque Haute Ecole sollicitée.

Les candidatures seront envoyées par Haute Ecole sollicitée dans une même enveloppe sur laquelle figurera, dans le coin supérieur gauche, la dénomination de celle-ci.

Les documents annexés accompagneront la demande pour l'emploi comportant le plus petit numéro d'ordre.

Si un envoi recommandé contient des demandes pour plusieurs Hautes Ecoles, elles seront glissées dans des enveloppes séparées comme dit ci-avant, avec indication sur chacune d'elles (dans le coin supérieur gauche) de l'identité du candidat et de la dénomination de la Haute Ecole. Il conviendra aussi d'y mentionner la date de l'envoi recommandé, le lieu de dépôt et le numéro de la Haute Ecole sollicitée figurant en premier lieu au présent appel.

Exemple : NOM, Prénom, adresse

H.E. du Hainaut

01.04.1999 - ATH / H.E. 2

## MOD DCA

MODELE DE DEMANDE D'ACCESSION A UN EMPLOI VACANT D'UNE FONCTION  
DE RANG 1 PAR CHANGEMENT D'AFFECTATION  
(ANNEE ACADEMIQUE 1999-2000)

RESERVE AUX MEMBRES DU PERSONNEL EN DISPONIBILITE PAR DEFAUT D'EMPLOI  
DANS UNE HAUTE ECOLE  
(à établir en double exemplaire)

HAUTE ECOLE sollicitée : .....

EMPLOI VACANT SOLLICITE N° :		(indiquer le numéro de l'emploi figurant à la liste)
<u>Fonction</u>	<u>Cours à conférer</u>	<u>Volume de la charge</u>

IDENTITE DU CANDIDAT :

NOM.....Eponse de.....Sexe.....

PRENOM.....Date de naissance.....Nationalité.....

ADRESSE : RUE.....N°.....BP.....

N° POSTAL :..... LOCALITE :.....

TELEPHONE : .....

TITRES

Dénomination	Spécialité	Date de délivrance	Etablissement

Fonction à laquelle vous êtes nommé (indiquer la spécialité) : .....

Date de la nomination : .....

Haute Ecole où vous étiez affecté à titre définitif lors de votre mise en disponibilité par défaut d'emploi :

- fonction y exercée : .....

- cours enseignés : .....

- volume de la charge : .....

- date de mise en disponibilité par défaut d'emploi : .....

ATTENTION : INTRODUIRE UNE DEMANDE SEPARÉE POUR CHAQUE EMPLOI VACANT SOLLICITE

SUITE : ANNEXE 1

## MOD DCF

MODELE DE DEMANDE D'ACCESSION A UN EMPLOI VACANT D'UNE FONCTION  
DE RANG 1 PAR CHANGEMENT DE FONCTION\*  
(ANNEE ACADEMIQUE 1999-2000)

\*DE MAITRE ASSISTANT A CHARGE DE COURS OU INVERSEMENT,  
SUR BASE VOLONTAIRE  
(à établir en double exemplaire)

HAUTE ECOLE sollicitée : .....

EMPLOI VACANT SOLLICITE N° :		(indiquer le numéro de l'emploi figurant à la liste)
<u>Fonction</u>	<u>Cours à conférer</u>	<u>Volume de la charge</u>

IDENTITE DU CANDIDAT :

NOM.....Epouse de.....Sexe.....

PRENOM.....Date de naissance.....Nationalité.....

ADRESSE : RUE.....N°.....BP.....

N° POSTAL : ..... LOCALITE : .....

TELEPHONE : .....

TITRES

Dénomination	Spécialité	Date de délivrance	Etablissement

Fonction à laquelle vous êtes nommé (indiquer la spécialité) : .....

Date de la nomination : .....

Haute Ecole où vous êtes affecté à titre définitif.....

- fonction y exercée : .....

- cours enseignés : .....

- volume de la charge : .....

ATTENTION : INTRODUIRE UNE DEMANDE SEPARÉE POUR CHAQUE EMPLOI VACANT SOLLICITE  
SUITE : ANNEXE 1

MOD DM  
 MODELE DE DEMANDE D'ACCESSION A UN EMPLOI VACANT D'UNE FONCTION  
 DE RANG 1 PAR MUTATION  
 (ANNEE ACADEMIQUE 1999-2000)

TRANSFERT, DANS LA MEME FONCTION, VERS UNE AUTRE HAUTE ECOLE) (à établir en double exemplaire)

HAUTE ECOLE sollicitée : .....

EMPLOI VACANT SOLLICITE N° :		(indiquer le numéro de l'emploi figurant à la liste)
<u>Fonction</u>	<u>Cours à conférer</u>	<u>Volume de la charge</u>

IDENTITE DU CANDIDAT :

NOM.....Eponse de.....Sexe.....

PRENOM.....Date de naissance.....Nationalité.....

ADRESSE : RUE.....N°.....BP.....

N° POSTAL :..... LOCALITE :.....

TELEPHONE : .....

TITRES

Dénomination	Spécialité	Date de délivrance	Etablissement

Fonction à laquelle vous êtes nommé (indiquer la spécialité) : .....

Date de la nomination : .....

Haute Ecole où vous êtes affecté à titre définitif.....

- fonction y exercée : .....

- cours enseignés : .....

- volume de la charge : .....

ATTENTION : INTRODUIRE UNE DEMANDE SEPARÉE POUR CHAQUE EMPLOI VACANT SOLLICITE  
 SUITE : ANNEXE 1

## MOD DEC

MODELE DE DEMANDE D'ACCESSION A UN EMPLOI VACANT D'UNE FONCTION  
DE RANG 1 PAR EXTENSION DE CHARGE  
(ANNEE ACADEMIQUE 1999-2000)

POUR LES MEMBRES DU PERSONNEL NOMMES A TITRES DEFINITIF QUI N'ONT PAS UNE CHARGE  
COMPLETE) (à établir en double exemplaire)

HAUTE ECOLE sollicitée : .....

EMPLOI VACANT SOLLICITE N° :		(indiquer le numéro de l'emploi figurant à la liste)
<u>Fonction</u>	<u>Cours à conférer</u>	<u>Volume de la charge</u>

IDENTITE DU CANDIDAT :

NOM.....Eponse de.....Sexe.....

PRENOM.....Date de naissance.....Nationalité.....

ADRESSE : RUE.....N°.....BP.....

N° POSTAL :..... LOCALITE :.....

TELEPHONE : .....

TITRES

Dénomination	Spécialité	Date de délivrance	Etablissement

Fonction à laquelle vous êtes nommé (indiquer la spécialité) : .....

Date de la nomination : .....

Haute Ecole où vous êtes affecté à titre définitif :

- fonction y exercée : .....

- cours enseignés : .....

- volume de la charge actuelle : .....

(pour laquelle vous êtes rémunérée, prestée en tant que définitif dans la même fonction et les mêmes cours à conférer ou dans la même fonction et d'autres cours à conférer)

ATTENTION : INTRODUIRE UNE DEMANDE SEPARÉE POUR CHAQUE EMPLOI VACANT SOLLICITE

SUITE : ANNEXE 1

## MOD TDIEC

MODELE DE DEMANDE D'ACCESSION A UN EMPLOI VACANT D'UNE FONCTION  
DE RANG 1 PAR EXTENSION DE CHARGE  
(ANNEE ACADEMIQUE 1999-2000)

(POUR LES MEMBRES DU PERSONNEL DESIGNES A TITRES TEMPORAIRE  
POUR UNE DUREE INDETERMINEE QUI N'ONT PAS UNE CHARGE COMPLETE) (à établir en double exemplaire)

HAUTE ECOLE sollicitée : .....

EMPLOI VACANT SOLLICITE N° :		(indiquer le numéro de l'emploi figurant à la liste)
<u>Fonction</u>	<u>Cours à conférer</u>	<u>Volume de la charge</u>

IDENTITE DU CANDIDAT :

NOM.....Epoque de.....Sexe.....

PRENOM.....Date de naissance.....Nationalité.....

ADRESSE : RUE.....N°.....BP.....

N° POSTAL : ..... LOCALITE : .....

TELEPHONE : .....

TITRES

Dénomination	Spécialité	Date de délivrance	Etablissement

Fonction à laquelle vous êtes désigné à titre temporaire pour une durée indéterminée (indiquer la spécialité) :

.....

Date de la désignation : .....

Haute Ecole où vous êtes affecté à titre temporaire pour une durée indéterminée :

- fonction y exercée : .....

- cours enseignés : .....

- volume de la charge actuelle : .....

pour laquelle vous êtes rémunérée, prestée en tant que temporaire désigné pour une durée indéterminée dans la même fonction et les mêmes cours à conférer ou dans la même fonction et d'autres cours à conférer)

ATTENTION : INTRODUIRE UNE DEMANDE SEPARÉE POUR CHAQUE EMPLOI VACANT SOLLICITE

SUITE : ANNEXE 1

MOD CTDI

MODELE DE DEMANDE DESIGNATION A TITRE TEMPORAIRE POUR UNE DUREE INDETERMINEE  
DANS UN EMPLOI VACANT D'UNE FONCTION DE RANG 1(ANNEE ACADEMIQUE 1999-2000)

RESERVE AUX MEMBRES DU PERSONNEL, DESIGNES POUR UNE DUREE DETERMINEE POUR L'ANNEE  
ACADEMIQUE 1998-1999 DANS UN EMPLOI QUI A FAIT L'OBJET D'UNE DECLARATION DE VACANCE  
D'EMPLOI AU *MONITEUR BELGE* DU 27.03.1998 ET AUX MEMBRES DU PERSONNEL, DESIGNES POUR UNE  
DUREE DETERMINEE POUR L'ANNEE ACADEMIQUE 1997-1998 DANS UN EMPLOI QUI A FAIT L'OBJET  
D'UNE DECLARATION DE VACANCE D'EMPLOI AU *MONITEUR BELGE* DU 28.05.1997, DONT LA  
DESIGNATION A ETE REDCONDUITE A DUREE DETERMINEE POUR L'ANNEE ACADEMIQUE 1998-1999  
(à établir en double exemplaire)

HAUTE ECOLE sollicitée : .....

EMPLOI VACANT SOLLICITE N° :		(indiquer le numéro de l'emploi figurant à la liste)
<u>Fonction</u>	<u>Cours à conférer</u>	<u>Volume de la charge</u>

IDENTITE DU CANDIDAT :

NOM.....Epoque de.....Sexe.....

PRENOM.....Date de naissance.....Nationalité.....

ADRESSE : RUE.....N° .....BP.....

N° POSTAL : ..... LOCALITE : .....

TELEPHONE : .....

TITRES

Dénomination	Spécialité	Date de délivrance	Etablissement

Vous avez été désigné pour une durée déterminée dans un emploi vacant :

Haute Ecole.....

Date de la désignation : .....

Numéro de l'emploi vacant : .....

(pour l'année académique 1997-1998 — Appel aux candidats du 28.05.1997 — pour l'année académique 1998-1999 — Appel aux candidats du 27.03.1998)

- fonction : .....

- cours enseignés : .....

- volume de la charge : .....

CASE RESERVEE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le rapport sur la manière dont le membre du personnel est acquitté de sa tâche a été établi le : .....

Mention attribuée : .....

ATTENTION : INTRODUIRE UNE DEMANDE SEPARÉE POUR CHAQUE EMPLOI VACANT SOLLICITE  
SUITE : ANNEXE 1



## MOD CTDD

MODELE DE DEMANDE DE DESIGNATION A TITRE TEMPORAIRE POUR UNE DUREE DETERMINEE  
DANS UN EMPLOI VACANT D'UNE FONCTION DE RANG 1 (ANNEE ACADEMIQUE 1999-2000)  
(à établir en double exemplaire)

HAUTE ECOLE sollicitée : .....

EMPLOI VACANT SOLLICITE N° :		(indiquer le numéro de l'emploi figurant à la liste)
<u>Fonction</u>	<u>Cours à conférer</u>	<u>Volume de la charge</u>

IDENTITE DU CANDIDAT :

NOM.....Epouse de.....Sexe.....

PRENOM.....Date de naissance.....Nationalité.....

ADRESSE : RUE.....N°.....BP.....

N° POSTAL : ..... LOCALITE : .....

TELEPHONE : .....

TITRES

Dénomination	Spécialité	Date de délivrance	Etablissement

Etablissement(s) d'enseignement où vous êtes affecté actuellement : .....

.....

.....

(indiquez si vous êtes temporaire (T, TDD, TDI) ou définitif (D), la fonction, les cours enseignés et le nombre d'heures ou le volume de la charge)

ATTENTION : INTRODUIRE UNE DEMANDE SEPARÉE POUR CHAQUE EMPLOI VACANT SOLLICITE

SUITE : ANNEXE 1

ANNEXE 1

1. Liste des publications scientifiques :

.....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....

(en cas d'absence, indiquez NEANT)

2. Relevé de vos diverses expériences professionnelles (\*) :

.....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....

(\*) Justifications annexées : OUI/NON  
 (en cas d'absence, indiquez NEANT)

3. Si vous avez introduit une ou plusieurs autres demandes pour la Haute Ecole visée par la présente demande, veuillez indiquer ci-après l'(es) autre(s) emploi(s) vacant(s) sollicité(s) :

<u>Numéro</u>	<u>Fonction</u>	<u>Cours à conférer</u>	<u>Volume de la charge</u>

4. Avez-vous postulé des emplois vacants au sein d'autres Hautes Ecoles de la Communauté française : OUI/NON si OUI, lesquelles ? (indiquez la dénomination et les numéros des emplois vacants sollicités)

<u>HAUTE ECOLE</u>	<u>NUMERO</u>
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....

DATE : ..... SIGNATURE : .....

## ANNEXE 2 : ETAT DES SERVICES

ETABLISSEMENT (dénomination complète)	Fonction exacte	Niveau dans lequel chaque fonction est exercée	En fonction principale ou accessoire	A titre Tempo. Stag. Déf. CST CMT ACS	Cours enseignés	Nombre d'heures hebdomadaires par fonction et par niveau ou volume de la charge	Dates de début et dates de fin de chaque prestations	Nombre de jours
(1)	(2)	(3)	(4)					

ETAT DES SERVICES JUSQU'AU.....


DATE : ..... SIGNATURE : .....

N.B. : deux exemplaires par emploi vacant sollicité.

(1) - ne reprendre que les établissements d'enseignement organisés par la Communauté

(2) - indiquer fonction et spécialité

(3) - D.S. = enseignement secondaire supérieur - SUP = enseignement supérieur

(4) - FP = en fonction principale - FA = en fonction accessoire

**PUBLICATIONS LEGALES  
ET AVIS DIVERS**

**WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN  
EN VERSCHILLENDE BERICHTEN**

—  
**Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)  
Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)**  
—

*Provincie Vlaams-Brabant*  
—

Gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse  
Gedeeltelijke herziening te Zaventem — Bericht van onderzoek

De gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant maakt bekend dat, krachtens de bepalingen van artikel 11 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, het ontwerp-plan tot gedeeltelijke herziening van het gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse, zoals voorlopig vastgesteld bij besluit van de Vlaamse regering van 23 juli 1998 (*Belgisch Staatsblad* van 22 oktober 1998) en betrekking hebbend op het grondgebied van Zaventem (kaartbladen 31/3-31/4), voor iedereen ter inzage ligt in het gemeentehuis van de gemeenten waarvan het grondgebied geheel of gedeeltelijk binnen de grenzen van het gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse ligt, vanaf 19 april 1999 tot en met 17 juni 1999, de eerste vijf dagen van de week, tussen 9 en 12 uur.

De gouverneur maakt eveneens bekend dat er reeds een openbaar onderzoek georganiseerd is geweest voor deze gewestplanwijziging, namelijk van 18 december 1998 tot en met 15 februari 1999, doch omwille van een fout bij het *Belgisch Staatsblad* tijdens de vorige aankondiging dient de procedure van het openbaar onderzoek hernomen te worden.

De personen die reeds opmerkingen of bezwaren tijdens het vorig openbaar onderzoek hebben ingediend, moeten deze om rechtsgeldig te zijn, opnieuw indienen, waarvoor zijn excuses. De opmerkingen of bezwaren die tijdens het vorig openbaar onderzoek de provincie bereikten, moeten wettelijk als ongeldig beschouwd worden.

De betrokken gemeenten zijn :

Affligem, Asse, Beersel, Bever, Dilbeek, Drogenbos, Galmaarden, Gooik, Grimbergen, Halle, Herne, Hoeilaart, Kampenhout, Kapelle-op-den-bos, Kraainem, Lennik, Liedekerke, Linkebeek, Londerzeel, Machelen, Meise, Merchtem, Opwijk, Overijse, Pepingen, Roosdaal, Sint-Genesius-Rode, Sint-Pieters-Leeuw, Steenokkerzeel, Ternat, Vilvoorde, Wemmel, Wezembeek-Oppem, Zaventem en Zemst.

Hetzelfde ontwerp-plan ligt bovendien gedurende dezelfde termijn voor iedereen ter inzage op de Provinciale Directie van de Administratie voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting, Blijde Inkomststraat 105, te 3000 Leuven.

Eventuele opmerkingen en bezwaren, betrekking hebbend op deze herziening van het gewestplan, dienen vóór het einde van de hierboven vermelde termijn schriftelijk te worden gericht aan de heer gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant, Diestsesteenweg 52, te 3010 Leuven, met op de omslag de vermelding « Gedeeltelijke herziening gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse 3, openbaar onderzoek ». (5442)

Gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse — Gedeeltelijke herziening te Asse, Dilbeek, Halle, Lennik, Londerzeel, Merchtem, Pepingen, Sint-Pieters-Leeuw en Ternat — Bericht van onderzoek

De gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant maakt bekend dat, krachtens de bepalingen van artikel 11 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, het ontwerp-plan tot gedeeltelijke herziening van het gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse, zoals voorlopig vastgesteld bij besluit van de Vlaamse regering van 19 mei 1998 (*Belgisch Staatsblad* van 5 augustus 1998) en betrekking hebbend op het grondgebied van Asse, Dilbeek, Halle, Lennik, Londerzeel, Merchtem, Pepingen, Sint-Pieters-Leeuw en Ternat (kaartbladen 23/2, 23/6, 31/1, 31/2, 31/5, 39/1), voor iedereen ter inzage ligt in het gemeentehuis van de gemeenten waarvan het grondgebied geheel of gedeeltelijk binnen de grenzen van het gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse ligt, vanaf 19 april 1999 tot en met 17 juni 1999, de eerste vijf dagen van de week, tussen 9 en 12 uur.

De gouverneur maakt eveneens bekend dat er reeds een openbaar onderzoek georganiseerd is geweest voor deze gewestplanwijziging, namelijk van 18 december 1998 tot en met 15 februari 1999, doch omwille van een fout bij het *Belgisch Staatsblad* tijdens de vorige aankondiging dient de procedure van het openbaar onderzoek hernomen te worden.

De personen die reeds opmerkingen of bezwaren tijdens het vorig openbaar onderzoek hebben ingediend, moeten deze om rechtsgeldig te zijn, opnieuw indienen, waarvoor zijn excuses. De opmerkingen of bezwaren die tijdens het vorig openbaar onderzoek de provincie bereikten, moeten wettelijk als ongeldig beschouwd worden.

De betrokken gemeente zijn :

Affligem, Asse, Beersel, Bever, Dilbeek, Drogenbos, Galmaarden, Gooik, Grimbergen, Halle, Herne, Hoeilaart, Kampenhout, Kapelle-op-den-bos, Kraainem, Lennik, Liedekerke, Linkebeek, Londerzeel, Machelen, Meise, Merchtem, Opwijk, Overijse, Pepingen, Roosdaal, Sint-Genesius-Rode, Sint-Pieters-Leeuw, Steenokkerzeel, Ternat, Vilvoorde, Wemmel, Wezembeek-Oppem, Zaventem en Zemst.

Hetzelfde ontwerp-plan ligt bovendien gedurende dezelfde termijn voor iedereen ter inzage op de Provinciale Directie van de Administratie voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting, Blijde Inkomststraat 105, te 3000 Leuven.

Eventuele opmerkingen en bezwaren, betrekking hebbend op deze herziening van het gewestplan, dienen vóór het einde van de hierboven vermelde termijn schriftelijk te worden gericht aan de heer gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant, Diestsesteenweg 52, te 3010 Leuven, met op de omslag de vermelding « Gedeeltelijke herziening gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse 2, openbaar onderzoek ». (5443)

—  
*Stad Tongeren*  
—

Plannen van aanleg — Bekendmaking van onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen,

Overeenkomstig de bepalingen van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening d.d. 22 oktober 1996,

Brengt ter kennis van de bevolking dat het BPA « Zonevreemde bedrijven », opgemaakt overeenkomstig de wettelijke bepalingen en door de gemeenteraad voorlopig aangenomen in zitting van 23 februari 1999, in het stedelijk Administratief Centrum, de Schiervelstraat 6-8, te 3700 Tongeren, voor ieder ter inzage ligt van 2 april 1999, om 9 uur, tot en met 2 mei 1999, om 12 uur.

Al wie omtrent deze plannen bezwaren of opmerkingen te maken heeft, moet die schriftelijk aan het schepencollege laten worden, uiterlijk op 2 mei 1999, om 12 uur.

Tongeren, 17 maart 1999.

(6021)

## Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

### Oscar Thiry, société anonyme, à 4030 Liège (Grivegnée)

R.C. Liège 30711

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, avenue Albert 1<sup>er</sup> 75, à 4030 Liège (Grivegnée), le 2 avril 1999, à 14 h 30 m. — Ordre du jour : 1. Rapports du conseil d'administration. 2. Approbation du bilan et compte de résultats au 31 décembre 1998. 3. Affectation des résultats. 4. Poursuite des activités art. 103. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Divers. (5905)

### Société financière des Sucres, « Finasucre », société anonyme

Siège social : avenue Herrmann-Debroux 40-42, 1160 Bruxelles

R.C. Bruxelles 37822

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui se tiendra le vendredi 2 avril 1999, à 14 h 30 m, au siège social, avenue Herrmann-Debroux 40-42, à 1160 Auderghem, avec pour ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration et rapports du commissaire-réviseur sur l'exercice 1998.
2. Approbation des comptes statutaires et affectation du résultat au 31 décembre 1998.

Approbation des comptes consolidés au 30 septembre 1998.

3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire-réviseur.

4. Elections statutaires.

Pour être admis ou se faire représenter à l'assemblée ordinaire, les actionnaires voudront bien se conformer à l'article 29 des statuts de la société en déposant leurs titres ou leurs certificats nominatifs avant le 30 mars 1999 au siège social de la société (de 10 à 12 heures) ou dans une banque du pays. (5906)

### V. Groupe, société anonyme, rue du Parc Hauzeur 60, 4633 Melen

R.C. Liège 194469 – T.V.A. 416.346.467

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire, qui aura lieu le vendredi 2 avril 1999, à 14 h 30 m, en l'étude du notaire Baudouin Sagehomme, à 4821 Andrimont (Dison), rue des 600 Franchimontois 10, avec pour ordre du jour :

1. Rapport spécial du conseil d'administration et rapport d'un expert-comptable prévus à l'article 178bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

2. Dissolution anticipée de la société et mise en liquidation.

3. Fixation du nombre du (des) liquidateur(s) et nomination.

4. Détermination des pouvoirs et émoluments du (des) liquidateur(s). (5907)

### « Cavenor », société anonyme, boulevard Industriel 21, 1070 Bruxelles

R.C. Bruxelles 208016 – T.V.A. 419.271.117

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 2 avril 1999, à 10 heures, Vaartstraat 94, 3000 Leuven. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion et rapport du commissaire-réviseur. 2. Approbation des bilan et des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998. Affectation du résultat. 3. Décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur. 4. Nominations statutaires. 5. Divers. (5908)

### Greeny Garden, société anonyme, rue aux Fleurs 31, 1380 Ohain

R.C. Nivelles 75300 – T.V.A. 429.979.521

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra au siège social, en date du 2 avril 1999, à 20 heures, avec l'ordre du jour suivant :

1. Approbation des comptes annuels clôturés au 31 octobre 1998.
  2. Affectation des résultats.
  3. Décharge aux administrateurs.
  4. Nominations des mandats des administrateurs.
  5. Divers. (5909)
- Le conseil d'administration.

### Koi & Goldfish Farm, société anonyme, chemin de la Guenette 1, 1400 Nivelles

R.C. Nivelles 64320 – T.V.A. 432.575.161

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 2 avril 1999, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de l'administrateur délégué.
  2. Approbation du bilan et du compte de résultats arrêtés au 31 décembre 1998.
  3. Décharge à donner aux administrateurs.
  4. Affectation du résultat.
  5. Divers. (5910)
- Pour y assister, se conformer à l'article 25 des statuts. (5910)

### Lipson, société anonyme, avenue Bel Air 70, 1180 Bruxelles

R.C. Brussel 516508

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le vendredi 2 avril 1999, à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (5911)

### Immobilière N.B.R., société anonyme, rue de Priesmont 20, 1495 Marbais

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 2 avril 1999, à 14 heures, au siège social.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers. (5912)

**Quartzimmo, société anonyme,  
avenue Van Volxem 168, 1190 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 575568 — NN. 448.749.615

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 2 avril 1999, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers. (5913)

**Apollon Entreprises, société anonyme,  
boulevard de la Révision 73-73A, 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 11730 – T.V.A. 402.673.526

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 2 avril 1999, à 17 heures. – Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (5914)

**Bifor, naamloze vennootschap,  
Grote Markt 45, 2260 Westerlo**

H.R. Turnhout 68130 – BTW 445.599.489

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de gewone algemene vergadering die zal gehouden worden op de burelen van Gérard & Associés, Louizalaan 523, 1050 Brussel, op 2 april 1999, te 16 uur. – Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Verslag van de commissaris-revisor. 3. Goedkeuring van de jaarrekeningen en bestemming te geven aan het resultaat. 4. Ontlasting te verlenen aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor. 5. Allerlei.

Om geldig aanwezig of vertegenwoordigd te zijn, dienen de aandeelhouders hun aandelen neer te leggen op de bank Degroof, Nijverheidsstraat 44, te 1040 Brussel, ten minste vijf volle dagen vóór de vergadering. (5915)

**Eke, naamloze vennootschap,  
Apostelhuizen 26H-I-J, 9000 Gent**

Jaarvergadering op de zetel, op 2 april 1999, te 10 uur. – Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de raad van bestuur. (5916)

**Drongen-Park, naamloze vennootschap,  
Immogranit Building, Industriepark 2H, te 9031 Gent (Drongen)**

Jaarvergadering d.d. 2 april 1999, om 16 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur. (5917)

**Koepoortkaai, naamloze vennootschap,  
Immogranit Building, Industriepark 2H, te 9031 Gent (Drongen)**

Jaarvergadering d.d. 2 april 1999, om 12 uur, op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur. (5918)

**A.E., naamloze vennootschap,  
Immogranit Building, Industriepark 2H, te 9031 Gent (Drongen)**

Jaarvergadering d.d. 2 april 1999, om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur. (5919)

**An-Immo, naamloze vennootschap,  
Wontergemstraat 42, 8720 Dentergem**

H.R. Kortrijk 114844 – BTW 432.067.791

Algemene vergadering in zetel van de vennootschap, op vrijdag 2 april 1999, om 18 uur. – Agenda : Jaarverslag. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. Statutaire kwijting. Herkiezing bestuurders. Diverse. Zich schikken naar de statutaire bepalingen. (5920)

**D & D Holding, naamloze vennootschap,  
Oostendesteeweg 224, 8480 Ichtegem**

H.R. Oostende 28297

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op vrijdag 2 april 1999, te 16 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Allerlei. (5921)

**Declercq & Declercq, naamloze vennootschap,  
Kortrijksestraat 8-10, 8850 Ardoois**

H.R. Brugge 63715 — BTW 429.199.264

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering van de aandeelhouders bij te wonen die zal gehouden worden op 2 april 1999, om 15 uur, op de zetel van de vennootschap.

Dagorde :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 november 1998. 3. Winstverdeling. 4. Goedkeuring wedde bestuurders. 5. Kwijting bestuurders. 6. Eventuele ontslagen en benoemingen. 7. Diversen. (5922)

**Oldimmo, naamloze vennootschap,  
Kortrijksestraat 8-10, 8850 Ardoorie**

H.R. Brugge 63716 — BTW 429.327.047

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden te 8850 Ardoorie, Kortrijksestraat 8-10, op 2 april 1999, om 14 uur, met navolgende agenda : 1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Goedkeuring wedde bestuurders. 5. Kwijting bestuurders. 6. Ontslag en benoeming. 7. Diversen. (5923)

**Coenjaerts, naamloze vennootschap,  
Eindstraat 37, 3930 Hamont-Achel**

H.R. Hasselt 48024 — BTW 414.992.526

Jaarvergadering op 2 april 1999, om 20 uur, ten zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (5924)

**Imprimerie Dereume, naamloze vennootschap,  
Golden Hopestraat 1, 1620 Drogenbos**

H.R. Brussel 1447 — BTW 401.844.175

De jaarvergadering zal gehouden worden op 2 april 1999, om 17 uur, ten zetel, Golden Hopestraat 1, te 1620 Drogenbos. — Dagorde : 1. Bestuursverslag aangenomen door de raad van bestuur en verslag van de commissaris-revisor. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge te verlenen aan de bestuurders en de commissaris-revisor bij afzonderlijke stemming. 5. Emolumenten. 6. Benoeming van bestuurders. 7. Benoeming van de commissaris-revisor. 8. Diversen. (5925)

**Imprimerie Dereume, société anonyme,  
rue Golden Hope 1, 1620 Drogenbos**

R.C. Bruxelles 1447 — T.V.A. 401.844.175

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 2 avril 1999, à 17 heures, au siège social, rue Golden Hope 1, à 1620 Drogenbos. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion adopté par le conseil d'administration et rapport du commissaire-réviseur. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge à donner par vote séparé aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 5. Emoluments. 6. Nomination d'administrateurs. 7. Nomination du commissaire-réviseur. 8. Divers. (5925)

**Saverbel, naamloze vennootschap,  
Kasteelstraat 20, 9250 Waasmunster**

H.R. Dendermonde 42999 — BTW 436.266.606

Jaarvergadering op 2 april 1999, te 10 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 november 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (5926)

**Verfgroothandel Geurts, naamloze vennootschap,  
Sint-Augustinusstraat 38, 3620 Lanaken**

BTW 463.161.637

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 2 april 1999, te 18 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen vóór de vergadering. (5927)

**Immowal, naamloze vennootschap,  
Bij Sint-Jacobs 15, 9000 Gent**

H.R. Gent 149067

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op dinsdag 6 april 1999, te 14 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge te verlenen aan de bestuurders. 5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (5928)

**Feka, naamloze vennootschap,  
Herenthout 61, 9450 Haaltert**

H.R. Aalst 51816

Jaarvergadering op de zetel van de vennootschap, op 2 april 1999, om 18 uur. — Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening op 30 november 1998. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Decharge aan de bestuurders. 4. Varia. (5929)

**Geyskens en kinderen, naamloze vennootschap,  
Pastoriestraat 13, 3272 Testelt**

H.R. Leuven 712 — BTW 400.947.520

Algemene vergadering : 2 april 1999, om 17 uur.

Dagorde :

1. Verslag bestuurders.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Ontlasting bestuurders.
5. Varia. (5930)

**Cockerill Sambre, société anonyme**

Siège social : Seraing (Belgique)

R.C. Liège 77635 — T.V.A. 403.940.662

Convocation

Il est rappelé à Mesdames et Messieurs les actionnaires qu'une assemblée générale extraordinaire s'est tenue le 12 mars 1999 avec comme point VI à son ordre du jour : Proposition de fixer la date de l'assemblée générale ordinaire de 1999 au 6 avril, à 15 heures et de remplacer la disposition transitoire actuelle par le texte suivant : "L'assemblée générale ordinaire de 1999 se tiendra le 6 avril à 15 heures" et qu'elle n'a pu délibérer sur ce point faute du quorum

requis. Une deuxième assemblée générale a été convoquée pour le 31 mars 1999 pour délibérer définitivement sur ce point, quel que soit le nombre de titres présents ou représentés.

En conséquence, les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le mardi 6 avril 1999, à 15 heures, dans les locaux de la société "Recherche et Développement du Groupe Cockerill Sambre RD-CS", Campus universitaire du Sart Tilman, boulevard de Colonster, à 4000 Liège.

Ordre du jour :

- I. Rapport de gestion.
- II. Rapports des commissaires-reviseurs.
- III. Présentation des comptes consolidés et des comptes annuels de la société.
- IV. Approbation des comptes annuels de la société arrêtés au 31 décembre 1998.

Proposition de décision : approuver les comptes annuels en ce compris l'affectation du résultat.

V. Décharge aux administrateurs.

Proposition de décision : donner décharge aux administrateurs;

VI. Décharge aux commissaires-reviseurs.

Proposition de décision : donner décharge aux commissaires-reviseurs.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant assister à cette assemblée ou s'y faire représenter doivent se conformer aux articles 31 et 32 des statuts et notamment déposer leurs actions et, le cas échéant, une procuration conforme à la formule arrêtée par le Conseil d'Administration, aux guichets des sièges, succursales et agences des établissements bancaires suivants :

Banque Artesia,  
Banque Bruxelles Lambert  
CBC Banque,  
C.G.E.R.  
Deutsche Bank S.A.  
Générale de Banque

au moins cinq jours francs avant l'assemblée, c'est-à-dire :  
pour le mercredi 31 mars 1999, au plus tard.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent, conformément aux articles 31 et 32 des statuts, être inscrits dans le registre des actions nominatives et avoir averti la société de leur intention de participer à l'assemblée, ou déposé au siège social leur procuration conforme à la formule arrêtée par le Conseil d'Administration, au moins cinq jours francs avant l'assemblée, c'est-à-dire : pour le mercredi 31 mars 1999, au plus tard.

(5931)

Le conseil d'administration.

### Cockerill Sambre, société anonyme

Siège social : Seraing (Belgique)

R.C. Liège 77635 – T.V.A. 403.940.662

#### Convocation

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le mardi 6 avril 1999, à 16 heures dans les locaux de la société "Recherche et Développement du Groupe Cockerill Sambre RD-CS", Campus universitaire du Sart Tilman, boulevard de Colonster, à 4000 Liège.

Ordre du jour :

I. Augmentation du nombre d'administrateurs.

Modification du nombre maximum statutaire des membres du conseil d'administration de la société pour le porter de douze à treize.

Proposition de décisions :

porter le nombre maximum d'administrateurs de douze à treize

en conséquence, apporter à l'article 13 des statuts la modification corrélative de la manière précisée au point VI.2 ci-après.

II. Fin des mandats des administrateurs et nominations d'administrateurs.

Constatation, d'une part, du fait que les administrateurs dont le mandat ne vient pas à échéance souhaitent ne pas le poursuivre, conformément aux accords découlant de la Convention de Partenariat Stratégique conclue entre USINOR et la S.W.S., et d'autre part, de l'échéance du terme des autres mandats d'administrateur.

Nomination en qualité d'administrateurs des personnes suivantes dont le mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale annuelle de la société de l'année deux mil quatre.

A. Sur proposition de la société anonyme de droit français "USINOR", Messieurs

Francis MER, Président Directeur Général de la société anonyme "USINOR", demeurant 9, rue Bobière de Vallière à F-92340 Bourg-La-Reine,

Guy DOLLE, Directeur Général de la société anonyme "USINOR", demeurant 26, rue Marius Aufan à F-92300 Levallois Perret,

Robert HUDRY, Directeur Général de la société anonyme "USINOR", demeurant 10bis, Quai du Saule Fleuri à F-93000 L'Île Saint-Denis,

Bernard SERIN, Directeur Général Adjoint de la société anonyme "SOLLAC", demeurant 36, avenue d'Eylau à F-75116 Paris,

Gilles BIAU, Directeur Industriel de la société "SOLLAC" demeurant 29bis, rue Pierre Demours à F-75017 Paris,

Jacques CHABANIER, Directeur de la Stratégie et du Plan de la société anonyme "USINOR", demeurant 57, rue Paul-Vaillant Couturier à 92300 Levallois Perret,

Jean-Claude GEORGES-FRANCOIS, Directeur Général de la société anonyme "USINOR", demeurant 10, avenue de l'Opéra à 75001 Paris,

B. Sur présentation de la "SOCIETE WALLONNE POUR LA SIDERURGIE", Messieurs

Pierre LEMERCINIER, Président de la société anonyme "S.W.S." demeurant rue Debelle, 3 à 5190 Jemeppe-sur-Sambre,

Libert FROIDMONT, Premier Vice-Président de la société anonyme "S.W.S.", demeurant 45A, rue du Commerce à 5590 Ciney,

Henri OLIVIER, Directeur Général de l'Institut des Réviseurs d'entreprises, demeurant 20, avenue B. Van Beethoven, à 1331 Rosières,

C. En qualité d'administrateurs indépendants, Messieurs

Willy LEGROS, Recteur de l'Université de Liège, demeurant rue Moncay, 2 à 4140 Dolembreux,

Jean-Claude LOGE, Administrateur délégué de SYSTEMAT S.A. et des ses filiales, demeurant rue Jean-Philippe, 19 à 1380 Lasne,

Luc WILLAME, Administrateur délégué et Président du Comité de direction du Groupe GLAVERBEL, demeurant avenue Grandchamp, 282 à 1150 Bruxelles.

Proposition de décisions :

constater, d'une part, que les administrateurs dont le mandat ne vient pas à échéance souhaitent ne pas le poursuivre, conformément aux accords découlant de la Convention de Partenariat Stratégique conclue entre USINOR et la S.W.S., et d'autre part, l'échéance du terme des autres mandats d'administrateur.

procéder à la nomination aux fonctions d'administrateurs des personnes désignées ci-dessus, dont le mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale de l'an deux mil quatre, en indiquant expressément pour chacun d'eux soit leur qualité d'administrateurs indépendants, soit qu'il s'agit d'administrateurs présentés par la société anonyme de droit français "USINOR", soit encore d'administrateurs présentés sur proposition de la "SOCIETE WALLONNE POUR LA SIDERURGIE".

III. Constatation de la renonciation et de la cessation d'existence des parts bénéficiaires non privilégiées.

Renonciation unilatérale par la société de droit français USINOR, actuellement actionnaire de la société, sans contrepartie en faveur d'Usinor de la part de la société ou de ses actionnaires, aux dix millions cinquante mille (10 050 000) parts bénéficiaires non privilégiées sans droit de vote, créées par les assemblées générales extraordinaires du vingt-sept juin mil neuf cent quatre-vingt-cinq et du vingt-six juin mil neuf cent quatre-vingt-neuf et dont elle est devenue unique propriétaire.

Constatation qu'à la suite de cette renonciation définitive et irrévocable par la société anonyme de droit français "USINOR" les dix millions cinquante mille (10 050 000) parts bénéficiaires non privilégiées sans droit de vote sont devenues sans objet et ont cessé d'exister.



## Proposition de résolutions :

acter la renonciation unilatérale de la société anonyme "USINOR" aux dix millions cinquante mille (10 050 000) parts bénéficiaires non privilégiées;

constater que lesdites parts bénéficiaires non privilégiées sans droit de vote sont devenues sans objet et ont cessé d'exister.

en conséquence apporter aux statuts les modifications corrélatives de la manière précisée au point VI.4 ci-après.

IV. Augmentation du capital à l'occasion de la conversion de celui-ci en euro.

1. Augmentation du capital social à l'occasion de la conversion de celui-ci en euro à concurrence de vingt millions cinq cent cinquante et un mille six cent cinquante et un francs belges (BEF 20 551 651) pour le porter de vingt-six milliards cinq cent vingt-trois millions cent deux mille cinq cent quarante-neuf francs belges (BEF 26 523 102 549) à vingt-six milliards cinq cent quarante-trois millions six cent cinquante-quatre mille deux cents francs belges (BEF 26 543 654 200) sans nouveaux apports et sans création de nouvelles actions, par incorporation au capital de vingt millions cinq cent cinquante et un mille six cent cinquante et un francs belges (BEF 20 551 651) prélevés sur le compte "Primes d'émission".

## Proposition de décision :

augmenter le capital à concurrence de vingt millions cinquante et un mille six cent cinquante et un francs belges (BEF 20 551 651) par incorporation au capital d'une somme équivalente à prélever sur le compte "Primes d'émission" sans nouveaux apports et sans création de nouvelles actions.

2. Constater la réalisation effective de l'augmentation de capital.

## V. Conversion du capital en euro.

Modification en euro de la monnaie d'expression du capital social et fixation de celui-ci à six cent cinquante-huit millions d'euros (EUR 658.000.000) sur base du taux de conversion de l'euro en francs belges, fixé irrévocablement par le Conseil des Ministres de l'Union Européenne le trente et un décembre mil neuf cent nonante-huit à un (1) euro égale quarante virgule trois mille trois cent nonante-neuf francs belges (1 euro = 40,3399 BEF).

## Proposition de décisions :

exprimer le capital social en euro

constater que, sur base du taux de conversion de l'euro en francs belges, fixé irrévocablement par le Conseil des Ministres de l'Union Européenne, le trente et un décembre mil neuf cent nonante-huit, à un (1) euro égale quarante virgule trois mille trois cent nonante-neuf francs belges (1 euro = 40,3399 francs belges), le montant du capital s'établit à six cent cinquante-huit millions d'euros (EUR 658 000 000) sans modification du nombre d'actions, ordinaires et privilégiées, représentatives du capital.

modifier en conséquence l'article 6 des statuts de la manière précisée au point VI.1. ci-après.

## VI. Modifications des statuts.

Proposition d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

1. Capital exprimé en euro.

Remplacer le premier alinéa de l'article 6 par le texte suivant :

" Le capital social est fixé à six cent cinquante-huit millions d'euros (EUR 658 000 000)."

Proposition de décision : adopter la modification proposée.

2. Composition du conseil d'administration et administrateurs indépendants.

Grouper les trois alinéas actuels de l'article 13 en un § 1<sup>er</sup> et remplacer le premier alinéa de ce nouveau § 1<sup>er</sup>, sans modifier les deux autres alinéas, par l'alinéa suivant :

" La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de six membres au moins et treize membres au plus, actionnaires ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale et révocables par elle en tout temps."

Ajouter un nouveau § 2 à l'article 13, rédigé comme suit :

"§ 2 Le Conseil d'Administration comporte des administrateurs indépendants. Sont considérés comme administrateurs indépendants, les membres du Conseil d'Administration qui :

(i) ne font pas partie de la direction ou d'un organe de gestion de la société ou d'une société du Groupe Cockerill Sambre, ni de la direction, d'un organe de gestion ou du conseil d'administration d'Usinor, d'une société du Groupe Usinor, de la Société Wallonne pour la Sidérurgie ou d'une société dont la Société Wallonne pour la Sidérurgie est directement ou indirectement actionnaire, ni de la direction, d'un organe de gestion, du conseil d'administration, du gouvernement, d'un cabinet ou d'une administration de la Région Wallonne (ci-après les "Entités Exclues"), et n'ont pas assumé de tels mandats ou fonctions au cours de l'année écoulée;

(ii) n'ont pas avec une personne assumant des mandats ou fonctions visés au (i) ou avec un administrateur exécutif de la société des liens de parenté pouvant influencer l'indépendance de leur jugement;

(iii) ne fournissent pas, directement ou indirectement, des biens ou services à l'une des Entités Exclues de nature à influencer l'indépendance de leur jugement;

(iv) n'entretiennent pas avec l'une des Entités Exclues des relations d'affaires, financières ou autres, pouvant influencer l'indépendance de leur jugement."

"Pour l'application du présent § 2, on entend par :

(i) Contrôle : le pouvoir, de droit ou de fait, d'exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants d'une société ou entité ou sur l'orientation de sa gestion, pour autant que ce pouvoir soit exercé seul ou avec une ou plusieurs filiales sur lesquelles le pouvoir défini ci-avant est exercé de manière exclusive;

(ii) Groupe Cockerill Sambre : la société et l'ensemble des sociétés placées sous le Contrôle, direct ou indirect de la société;

(iii) Région Wallonne : la Région wallonne telle que visée à l'article 3 de la Constitution belge ainsi que les sociétés et entités dont elle détient le Contrôle, à quelque titre que ce soit;

(iv) Société wallonne pour la Sidérurgie : la société anonyme ayant son siège social à 4000 Liège, boulevard d'Avroy 38, inscrite au Registre du commerce de Liège sous le numéro 176 951.

(v) Usinor : la société anonyme de droit français ayant son siège social à 92800 Puteaux (France), Immeuble La Pacific, La Défense 7, 11-13 cours Valmy, inscrite au Registre du commerce des sociétés de Nanterre sous le numéro B 562.094.425;

(vi) Groupe Usinor : Usinor et l'ensemble des sociétés qui, directement ou indirectement, le contrôlent, sont sous son contrôle ou se trouvent sous le même contrôle qu'Usinor.

"Le procès-verbal de toute assemblée générale qui procède à la nomination d'un ou plusieurs administrateurs mentionne expressément s'il s'agit d'un ou de plusieurs administrateurs indépendants; si le ou les candidats nommés ne présentent pas cette caractéristique, le procès-verbal mentionnera l'identité du ou des actionnaires ayant présenté le ou les candidats nommés."

Proposition de décision : adopter la modification proposée.

## 3. Délibérations du Conseil d'Administration.

Insertion d'un nouvel article 19bis intitulé "Majorité qualifiée", divisé en deux alinéas et rédigé en ces termes :

"Outre les conditions fixées par l'article 19, alinéa 3 des statuts, nécessiteront le vote favorable de la majorité qualifiée du conseil d'administration, à savoir la majorité des membres du conseil comprenant la majorité des administrateurs nommés sur proposition de la Société Wallonne pour la Sidérurgie (telle que définie à l'article 13, § 2 des statuts) ou, si le conseil comprend un nombre pair d'administrateurs nommés sur la proposition de la Société Wallonne pour la Sidérurgie, d'au moins la moitié de ceux-ci toutes décisions à soumettre au conseil ayant pour objet :

(i) une cession par la société qui priverait cette dernière du Contrôle (au sens de l'article 13, § 2 des statuts) de l'une des sociétés PUM S.A. ou ses filiales (à l'exception de la société Laminoirs et Ateliers de Jeumont), Dikema & Chabot Holding B.V. ou ses filiales, Disteel S.A., Disteel Cold S.A., Oxybel S.A., Eko Stahl GmbH, C.M.I. S.A., Eurogal S.C., Carlam S.A., Beautor S.A., Tôleries Delloye-Matthieu S.A., Haironville S.A. ou ses filiales, sauf si cette cession est consentie en faveur d'une société du Groupe Cockerill Sambre (tel que défini à l'article 13, § 2 des statuts);

(ii) le déplacement en dehors de la Région Wallonne du Centre de décision de la société, c'est-à-dire le déplacement du lieu des réunions du conseil d'administration et de tout comité exécutif ou de direction de la société, sauf à titre exceptionnel, en dehors de la Région wallonne ou de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que le déplacement du siège social de la société en dehors de la Région Wallonne;

(iii) un plan de réduction des effectifs au sein du périmètre formé par la société, Carlam S.A., Cockerill Sambre Finances et Services S.A. et Recherche et Développement du Groupe Cockerill Sambre S.C. (le "Périmètre Social") qui serait rendu nécessaire pour la poursuite de l'amélioration de la compétitivité, au-delà de l'an 2000, si cette réduction n'est pas accompagnée ou effectuée dans le cadre d'un programme spécifique permettant à toute personne n'ayant plus la possibilité de poursuivre sa carrière professionnelle au sein du Périmètre Social d'être assurée de se voir accompagnée pour trouver, avant la cessation de son contrat de travail, un nouvel emploi durable correspondant dans toute la mesure du possible à son niveau de qualification et à une localisation tenant compte de ses données familiales, étant entendu que l'exécution, tant de la mesure que de ce programme spécifique, restera elle-même de la seule responsabilité du management de la société;

(iv) une modification de la politique de la société en matière de recherche et de développement qui aurait pour effet ou conséquence que la société ne dispose plus d'un centre de recherches propre, perde la maîtrise de la recherche et développement nécessaire au développement de ses activités et au maintien des avantages concurrentiels dont elle dispose ou réduise les dépenses de recherche et développement du Groupe Cockerill Sambre, tel que défini à l'article 13, § 2 des statuts en-dessous du niveau de ces dépenses lors de l'exercice mil neuf cent nonante-huit.

"Le présent article n'est d'application, que jusqu'à la cinquième anniversaire de la date d'effet, date à laquelle il sera automatiquement abrogé."

Proposition de décision : adopter la modification proposée.

4. Modifications des articles contenant des dispositions relatives aux parts bénéficiaires non privilégiées devenues sans objet.

Suppression du paragraphe 2 de l'article 7bis, suppression au deuxième alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> actuel de cet article, des mots "et aux dix millions cinquante mille (10 050 000) parts bénéficiaires existantes dont question ci-après" et suppression du signe "\$ 1<sup>er</sup>" précédant le texte actuel de cet article.

A l'article 40, remplacer tout le texte qui suit le premier alinéa par le texte suivant, lequel formera le deuxième et dernier alinéa de l'article 40 :

"Le solde est mis à la disposition de l'Assemblée Générale qui, sur proposition du Conseil d'Administration, en détermine l'affectation, en tenant compte des droits respectifs dont bénéficient les parts bénéficiaires privilégiées éventuellement existantes attribuées au personnel, les actions privilégiées et les actions ordinaires."

A l'article 43, remplacer le dernier alinéa par le texte suivant :

"L'excédent éventuel sera réparti entre les actions."

Proposition de décision : adopter la modification proposée.

5. Modification de la représentation de la société.

Modification de l'article 24 des statuts pour remplacer le deuxième alinéa par :

"Dans les limites de la gestion journalière, la société est valablement représentée, dans les actes et en justice, par l'administrateur délégué agissant seul ou par deux délégués à la gestion journalière agissant conjointement.

Proposition de décision : adopter la modification proposée.

VII. Pouvoirs

. Pouvoirs à conférer pour l'exécution des résolutions à prendre.

. Proposition de décision : donner tout pouvoir à l'administrateur délégué à cette fin.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant assister à cette assemblée ou s'y faire représenter doivent se conformer aux articles 31 et 32 des statuts et notamment déposer leurs actions et, le cas échéant, une procuration conforme à la formule arrêtée par le Conseil d'Administration aux guichets des sièges, succursales et agences des établissements bancaires suivants :

Banque Artesia,

Banque Bruxelles Lambert

CBC Banque,

C.G.E.R.

Deutsche Bank S.A.,

Générale de Banque

au moins cinq jours francs avant l'assemblée, c'est-à-dire : pour le mercredi 31 mars 1999 au plus tard.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent, conformément aux articles 31 et 32 des statuts, être inscrits dans le registre des actions nominatives et avoir averti la société de leur intention de participer à l'assemblée, ou déposé au siège social leur procuration conforme à la formule arrêtée par le Conseil d'Administration au moins cinq jours francs avant l'assemblée, c'est-à-dire : pour le mercredi 31 mars 1999 au plus tard.

(5932)

Le conseil d'administration.

---

**Drukkerij Boone-Roosens, naamloze vennootschap,  
Hemelstraat 2, 1651 Lot (Beersel)**

H.R. Brussel 254023 – BTW 406.953.602

—  
Betaling coupon nr. 12

Vanaf 16 maart 1999 wordt coupon nr. 12 betaalbaar gesteld aan de loketten van de BBL, tegen het nettobedrag van 450 frank per aandeel. (6020)

---

**Naamloze Vennootschap Blagden Packaging,**

**naamloze vennootschap,**

**Industrieweg 20, 9032 Gent/Wondelgem**

H.R. Gent 105024 — BTW 402.934.832

Opgericht bij akte verleden voor notaris August Vergote, te Brussel, op 11 juli 1919 (*Belgisch Staatsblad* van 3 augustus 1919, nummer 6442). De statuten werden herhaaldelijk gewijzigd en het laatst bij proces-verbaal van buitengewone algemene vergadering opgemaakt door notaris Edwin Van Laethem, te Elsene, op 16 april 1998 (*Belgisch Staatsblad* van 16 mei 1998, nummer 980516-493). De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die wordt gehouden in de zetel van de Naamloze Vennootschap "Blagden Packaging Rumbeke, naamloze vennootschap," te Roeselare, afdeling Rumbeke, Schaapbruggestraat, nummer 37, voor notaris Alfons Loontjens, te Izegem, op vrijdag 2 april 1999, om 11.00 u. , met volgende agenda : 1. Wijziging van de datum van de jaarvergadering. 2. Wijziging van de eerste alinea van artikel 25 van de statuten omhet in overeenstemming te brengen met de genomen beslissing. 3. Aanpassing van artikel 12 van de statuten aan de wet van dertien april negentienhonderd vijfennegentig. 4. Benoemingen. 5. Verlening van machten aan de raad van bestuur om de te nemen beslissingen uit te voeren en meer in het bijzonder om de statuten te coördineren. De aandeelhouders die de vergadering wensen bij te wonen worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de wet en de statuten. (40829) De raad van bestuur.

**Etablissements Louis Van Goitsenhoven, société anonyme,  
avenue Brugmann 319, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 9537 — T.V.A. 403.194.554

Echange de titres au porteur. Il sera procédé à l'échange des titres existants en vue de la rénumérotation des actions à raison d'une action nouvelle Van Goitsenhoven, sans désignation de valeur nominale, coupon n° 1 et suivants attachés contre une action ancienne Van Goitsenhoven, sans désignation de valeur nominale, coupon n°15 et suivants attachés. Cette opération s'effectuera à partir du 06/04/99 sans frais pour les actionnaires, aux guichet "Bourse" de la banque CBC Banque & Assurances, Grand-Place 5, 1000 Bruxelles. (40830) Le conseil d'administration.

**Immo Janel, naamloze vennootschap,  
Oombergenstraat 46, 9620 Zottegem**

H.R. Oudenaarde 35845

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering op 03/04/99 om 15.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge aan de raad van bestuur. 5. Allerlei. Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht zich te richten naar de statuten. (40831)

**Ja.Cu.Be, naamloze vennootschap,  
Maaseikerlaan 11, 3680 Maaseik-Neeroeteren**

H.R. Tongeren 83300 — BTW 434.564.255

De jaarvergadering zal gehouden worden op 02/04/99 om 14.00 uur. — Dagorde : 1. Besluitvorming in toepassing van art. 103 van de vennootschappenwet na kennisname van het verslag van de raad van bestuur. 2. Bespreking en goedkeuring jaarrekening per 30/12/1998. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Bezoldigingen. (40832)

**Satellite, naamloze vennootschap,  
Passendalestraat 237, 8980 Passendale**

H.R. Brussel 625513 — BTW 462.935.765

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 01/04/99, te 18 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (40833)

**L'Abri, naamloze vennootschap,  
Dorpsstraat 15, 3560 Lummen**

H.R. Hasselt 93755

De jaarvergadering gaat door op maandag 5 april 1999 om 10 uur, in het « Intermotel » te Lummen, Klaverbladstraat 7.

Dagorde :

1. Verslag vorige zitting. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Verslag vennoten met toezicht. 4. Beslissing jaarrekening en resultaat. 5. Kwijting bestuurders en vennoten met toezicht. 6. Benoemingen. 7. Bepalen van standpunt inzake effectisering. 8. Varia.

Verzoeken zich te schikken naar de statuten. (71454)

**AGS Trading, naamloze vennootschap,  
Pilkemstraat 7, bus E, 8920 Bikschote**

H.R. Ieper 27877 — BTW 405.354.387

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd tot de gewone algemene vergadering op dinsdag 6 april 1999, ten maatschappelijke zetel, om 15 uur, met volgende agenda :

- goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998;
- aanwending resultaat;
- Kwijting bestuurders;
- overleg in het kader van art. 103 en 104 van de vennootschappenwet. (71455)

**Aktiv Computing, naamloze vennootschap,  
Kontichstraat 196, 2650 Edegem**

H.R. Antwerpen 2012 — BTW 404.089.528

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 6 april 1999 te 15 uur.

Dagorde :

1. Verslag van bestuurders; 2. Goedkeuring der jaarrekeningen;
3. Aanwending van het resultaat; 4. Ontlasting aan bestuurders;
5. Varia. (71456)

**Beyens, naamloze vennootschap,  
Liersesteeweg 250, 3130 Begijnendijk**

H.R. Leuven 69621

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 3 april 1999, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (71457)

**Braling, naamloze vennootschap,  
Hoogboomsesteenweg 128, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 261872 — NN 432.673.052

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op woensdag 7 april 1999 te 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Aanwending van de resultaten.
4. Kwijting aan de bestuurders en afgevaardigde-bestuurder.
5. Rondvraag. (71458)

**Camimmo, naamloze vennootschap,  
Grote Steenweg 19, 2600 Berchem (Antwerpen)**

H.R. Antwerpen 140324 — BTW 404.875.129

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 6 april 1999 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.
6. Benoeming bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71459)

**Cobresco, naamloze vennootschap,  
Doornlaarstraat 51, 2820 Bonheiden**

H.R. Mechelen 35616 — BTW 400.830.427

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 6 april 1999 te 12 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71460)

**Derco, naamloze vennootschap,  
Bredabaan 267, 2170 Merksem**

H.R. Antwerpen 251265

Jaarvergadering op 6 april 1999 te 17 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Lezing jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening over 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Diversen. (71461)

**Limburgse Distributiedienst, naamloze vennootschap,  
Sint-Annastraat 91, 3560 Lummen**

H.R. Hasselt 79372 — BTW 445.298.987

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 3 april 1999 om 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71462)

**Flemish Equity Trust Company, afkorting : Equitrust,  
naamloze vennootschap, Stationsplein 3A, bus 42, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 128170 — BTW 448.668.552

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 7 april 1999 te 15.00 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. (Her)benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71463)

**A. Van Gastel & zonen, naamloze vennootschap,  
Brechtsebaan 83, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 220326 — BTW 420.021.183

Jaarvergadering op 6 april 1999 te 12 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

Verslagen van de raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting. Ontslag en benoeming bestuurders. Rondvraag. (71464)

**G-H Invest, naamloze vennootschap,  
Waterstraat 16, 2970 Schilde**

H.R. Antwerpen 323105

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 6 april 1999 om 17 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71465)

**Givany, naamloze vennootschap,  
Kramershoek 4, 9940 Evergem**

H.R. Gent 163492 — BTW 443.945.442

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering op maandag 5 april 1999. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31.12.1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Decharge te verlenen aan de bestuurders. 5. Bepalingen art. 60. 6. Benoeming en herbenoeming bestuurders. 7. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (71466)

**Autobedrijf Hubert, naamloze vennootschap,  
Meierie 15, 8792 Waregem (Desselgem)**

H.R. Kortrijk 82628 — BTW 407.023.480

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 3 april 1999 om 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring jaarrekening;
3. Aanwending resultaten;
4. Kwijting aan bestuurders;
5. Rondvraag. (71467)

**International Incentive Partners, naamloze vennootschap,  
Hoogstraat 19, 1930 Zaventem**

H.R. Brussel 537956 — BTW 441.742.651

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op dinsdag 6 april 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Resultaatverwerking.
4. Kwijting van de bestuurders.
5. Ontslag en benoemingen.
6. Rondvraag.

Zich gedragen naar de statuten om toegelaten te worden tot de vergadering. (71468)

**Interactive Learning, naamloze vennootschap,  
Koningin Fabiolapark 55, 9820 Merelbeke**

H.R. Gent 154761 — BTW 440.337.537

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 6 april 1999 om 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71469)

**Intergarden Design, naamloze vennootschap,  
te Ichtegem, Torhoutbaan 10**

H.R. Oostende 48200 — BTW 446.362.623

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 6 april 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Ontlasting te verlenen aan de bestuurders.
4. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71470)

**Intertrade, naamloze vennootschap,  
te 2000 Antwerpen, Amerikalei 104A**

H.R. Antwerpen 269288

Gewone algemene vergadering op dinsdag 6 april 1999 te 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. verslag van de raad van bestuur. 2. goedkeuring der jaarrekening per 31/12/1998. 3. kwijting aan de bestuurders. 4. diversen.

De aandelen dienen gedeponneerd te worden minstens vijf dagen vóór de vergadering, op de maatschappelijke zetel. (71471)

**Isofaq, naamloze vennootschap,  
Leo Bekaertlaan 4, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 38235 — BTW 402.745.285

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 6 april 1999.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Ontslag en herbenoeming commissaris. 6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71472)

**Jatra, naamloze vennootschap,  
Prins Albertlaan 77, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 139743 — BTW 446.787.245

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op 8 april 1999 om 9 uur.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting van de bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Allerlei.

(71473)

De raad van bestuur.

**Immo Jubo, naamloze vennootschap,  
Vogelzangstraat 6, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 048734 — BTW 417.665.766

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel, op 6 april 1999, om 20 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31.12.1998.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting bestuurders.
5. Rondvraag.

Zich schikken naar de statuten.

(71474)

**Lam-Ro-Co, naamloze vennootschap,  
Pathoekweg 400, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 68822 — BTW 436.767.046

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 6 april 1999 te 15 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van artikel 27 van de statuten. (71475)

**Lasmatic, naamloze vennootschap,  
Vliegveld 43, 8560 Wevelgem**

H.R. Kortrijk 105790 — BTW 425.868.305

Jaarvergadering op 3 april 1999 om 9 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Kwijting bestuurders. 4. Bestemming resultaat. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (71476)

**Louvanges, société anonyme,  
chemin de Vieusart 20, 1300 Wavre**

R.C. Nivelles 76684

Assemblée générale ordinaire et spéciale des actionnaires le 5 avril 1999, à 10 heures, au siège administratif de la société, chemin de Vieusart 20, 1300 Wavre.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration et rapport spéciale du conseil d'administration.
  2. Approbation des comptes annuels de l'exercice 1998.
  3. Affectation du résultat et prolongations des activités.
  4. Décharge aux administrateurs.
  5. Divers.
- Prière de se conformer aux articles 26 et 27 des statuts. (71477)

**Confectie Maes, naamloze vennootschap,  
Meulebekestraat 171, 8770 Ingelmunster**

H.R. Kortrijk 89418 — BTW 414.583.245

De aandeelhouders worden in jaarvergadering bijeengeroepen op de maatschappelijke zetel, op dinsdag 6 april 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Rapport en beraadslaging inzake handelingen beoogd door artikel 60 venn. W.
2. Jaarverslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
4. Bezoldigingen bestuurders.
5. Resultaatbestemming.
6. Kwijting aan de bestuurders.
7. Benoeming bestuurders.
8. Rondvraag.

Om geldig aanwezig of vertegenwoordigd te zijn, dienen de wettelijke en statutaire bepalingen nageleefd te worden. Neerlegging van de aandelen geschiedt op de maatschappelijke zetel. (71478)

De raad van bestuur.

**Oprins Plant, naamloze vennootschap,  
Sint-Lenaartsesteenweg 91, 2310 Rijkevorsel**

H.R. Turnhout 49412 — BTW 444.851.205

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 3 april 1999 te 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71479)

**Padimi, naamloze vennootschap,  
Landbouwstraat 2, 2020 Antwerpen-2**

H.R. Antwerpen 276133 — BTW 440.276.169

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op dinsdag 6 april 1999 om 19 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71480)

**Rewah France, naamloze vennootschap,  
te Zandhoven**

H.R. Antwerpen 246005

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering van aandeelhouders bij te wonen, die zal worden gehouden ten maatschappelijke zetel, Nijverheidsweg 24, te Zandhoven, op donderdag 8 april 1999, om 14.30 uur.

Agenda :

1. Bespreking van verslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking van de jaarrekening over het afgesloten boekjaar.
3. Goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur.
4. Goedkeuring van de jaarrekening over het afgelopen boekjaar en de bestemming te geven aan het resultaat.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71481)

**Reyniers Havenbedrijf,  
afgekort : « R.H.B. », naamloze vennootschap,  
Stapelplein 38, 9000 Gent**

H.R. Gent 179092 — BTW 456.267.808

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 6 april 1999 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71482)

**Sagimmo, naamloze vennootschap,  
Wolvenstraat 57, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 88561 — NN 413.747.758

Jaarvergadering op 6 april 1999 om 14 uur, op de zetel. — Agenda :  
1. Goedkeuring jaarrekening per 15/12/1998. 2. Resultaatsaanwending. 3. Kwijting bestuurders en goedkeuring vergoeding. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Rondvraag.

(71483)

De raad van bestuur.

**Meubelen Salaets, naamloze vennootschap,  
Houtvensesteenweg 20, Herselt (Ramsel)**

H.R. Turnhout 51521 — BTW 424.959.077

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 7 april 1999 te 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering, moeten de aandeelhouders zich schikken naar de statuten. (71484)

**S.D., naamloze vennootschap,  
Kloosterdreef 29, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 113800 — BTW 432.127.278

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, op 3 april 1999 om 11 uur, op de zetel van de vennootschap :

Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998; 2. Kwijting aan de bestuurder. Zich schikken naar de statuten. (71485)

**Etabl. J. Soubry, naamloze vennootschap,  
Ardoisesteeweg 110, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 13349 — BTW 402.754.886

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op de zetel op 8 april 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag. 2. Lezing van het verslag van de commissaris-revisor. 3. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998. 4. Goedkeuring van de jaarrekening. 5. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor. 6. Bezoldigingen. 7. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.

(71486)

De raad van bestuur.

**Stephano, naamloze vennootschap,  
Dorp 43, 9310 Meldert**

H.R. Aalst 59655 — BTW 443.248.230

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering, welke zal gehouden worden op 5 april 1999 te 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71487)

**Sterreberg, naamloze vennootschap,  
Minister Tacklaan 85, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 1439 — BTW 405.371.710

De jaarvergadering wordt gehouden ten maatschappelijke zetel, op 8 april 1999 om 9 uur, met als agenda : 1. Lezing jaarverslag en verslag van de commissaris-revisor; 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998; 3. Resultaatsbestemming; 4. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor; 5. Ontslagen/benoemingen; 6. Varia. Om toegelaten te worden tot de vergadering dienen de aandeelhouders worden verzocht hun aandelen te deponeren op de maatschappelijke zetel, ten laatste op 2 april 1999. (71488)

**Tiens Centrale Verwarmingsbedrijf, naamloze vennootschap,  
Industriepark 39, 3300 Tienen**

H.R. Leuven 63567

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden ten zetel van de vennootschap, op 6 april 1999 te 10 uur.

Dagorde :

- verslag van de raad van bestuur;
- bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
- bestemming van het resultaat;
- kwijting aan de bestuurders;
- diversen.

(71489)

**Vandek, naamloze vennootschap,  
Kortrijksesteenweg 1101, 9051 Sint-Denijs-Westrem**

H.R. Gent 103992 — BTW 400.112.132

De jaarvergadering heeft plaats op 5 april 1999 te 15 uur, ten maatschappelijke zetel, Kortrijksesteenweg 1101, 9051 Sint-Denijs-Westrem.

Agenda :

1. Mededelingen conform art. 60 vennootschappenwet.
2. Jaarverslag van bestuurders.
3. Vergoeding van bestuurders.
4. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Goedkeuring en bestemming van het resultaat.
6. Kwijting aan de raad van bestuur.
7. Rondvraag-varia.

Om de vergadering bij te wonen dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (71490)

**Verbist Groep, naamloze vennootschap,  
Pauwelsdreef 23, 2940 Hoevenen**

H.R. Antwerpen 293539 — BTW 448.694.383

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 6 april 1999 te 19 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71491)

**Begrafenisonderneming Vuylsteke, naamloze vennootschap,  
Oudenaardsesteenweg 42, 8580 Avelgem**

H.R. Kortrijk 126864 — BTW 446.886.720

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarlijkse algemene vergadering, die plaats zal vinden op dinsdag 6 april 1999 om 14 uur, ten maatschappelijke zetel, te Avelgem, met volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Lezing van de jaarrekening op 31 december 1998.
3. Goedkeuring van voornoemde stukken.
4. Kwijting van hun bestuur aan de leden van de raad van bestuur.
5. Bestemming van het resultaat.
6. Rondvraag.

Om tot de vergadering toegelaten te worden, dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (71492)

**G. Wachtelaer & Co, naamloze vennootschap,  
Koning Albertlei 46, 2950 Kapellen (Antwerpen)**

H.R. Antwerpen 186661 — BTW 406.409.016

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op woensdag 7 april 1999 te 17 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
  2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
  3. Bestemming van het resultaat.
  4. Kwijting aan de bestuurders.
  5. Benoemingen.
  6. Diversen.
- De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (71493)

**Warnants & Matteredne, burgerlijke vennootschap  
onder de vorm van een naamloze vennootschap,  
Sint-Truidersteenweg 162, 3500 Hasselt**

Register van de burgerlijke vennootschappen  
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,  
Hasselt, nr. 167

De aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op woensdag 7 april 1999 om 20 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring bezoldigingen.
3. Goedkeuring jaarrekening 1998 en van het verslag van de raad van bestuur.
4. Goedkeuring van de door de raad van bestuur voorgestelde bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan de bestuurders.
6. Ontslagen en benoemingen.
7. Diversen.

De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statuten en de wettelijke voorschriften ter zake.

(71494)

De raad van bestuur.

**Administrations publiques  
et Enseignement technique**  
**Openbare Besturen en Technisch Onderwijs**

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

**Commune de Schaerbeek**

Constitution de réserves de recrutement aux fonctions :

1. d'éducateur(trice) de rue (assistant administratif)
2. d'éducateur(trice) spécialisé(e) en toxicomanie et en prostitution juvénile (secrétaire administratif)
3. d'assistant(e) social(e) spécialisé(e) en toxicomanie et en prostitution juvénile (assistant administratif).

Conditions :

1. réunir les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice des fonctions à conférer;
2. être de conduite répondant aux exigences de la fonction;



3. jouir de ses droits civils et politiques;
4. être porteur d'un diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau du grade à conférer et avec la nature de la fonction à pourvoir :
- a) éducateur(trice) de rue et éducateur(trice) spécialisé(e) en toxicomanie et en prostitution juvénile - enseignement secondaire supérieur ou assimilé;
- b) assistant(e) social(e) spécialisé(e) en toxicomanie et en prostitution juvénile : diplôme d'assistant(e) social(e) ou diplôme de l'enseignement supérieur de type court à orientation sociale;
5. subir avec succès les épreuves d'admission.
- Les demandes doivent parvenir, par écrit, au collège des bourgmestre et échevins, place Colignon, 1030 Bruxelles, avant le 16 avril 1999. (5933)

### Gemeente Schaarbeek

Aanleggen van wervingsreserves tot de functies van :

1. straathoekwerker(ster) (administratief assistent);
2. opvoeder(ster) gespecialiseerd in toxicomanie en in jeugdprostitutie (administratief assistent);
3. sociaal assistent(e) gespecialiseerd in toxicomanie en in jeugdprostitutie (administratief secretaris).

Voorwaarden :

1. de fysische vereiste geschiktheid voor de uitoefening van de te begeven functie bezitten;
  2. een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;
  3. genieten van de burgerlijke en politieke rechten;
  4. houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat overeenkomt met het niveau van de te verlenen graad en met de aard van de te begeven graad :
- a) straathoekwerker(ster) en opvoeder(ster) gespecialiseerd in toxicomanie en in jeugdprostitutie - hoger secundair onderwijs of gelijkgesteld;
- b) sociaal assistent(e) gespecialiseerd in toxicomanie en in jeugdprostitutie - diploma van sociaal assistent of diploma van het hoger onderwijs van het korte type sociale richting;
5. slagen voor een wervingsexamen.

De kandidaturen dienen gericht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Colignonplein, te 1030 Brussel, uiterlijk op 16 april 1999. (5933)

### Commune de Rumes

Recrutement d'un receveur (homme ou femme) à raison de 26/38<sup>e</sup> temps à la commune et 12/38<sup>e</sup> au C.P.A.S.

Les conditions requises pour être nommé(e) à la fonction de receveur sont les suivantes :

- être Belge;
  - être de conduite irréprochable;
  - jouir des droits civils et politiques;
  - avoir satisfait aux obligations des lois sur la milice (candidats masculins);
  - être reconnu physiquement apte à exercer la fonction, par le service de santé administratif;
  - au jour de la nomination, avoir atteint l'âge de 24 ans;
  - avoir satisfait à l'examen de capacité.
- Pour être admis à l'examen, les candidats doivent être porteurs :

a) soit d'un diplômes ou certificats pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau 1 dans les administrations de l'Etat, des communautés et des régions, soit le diplôme en sciences hospitalières obtenu après un cycle d'études techniques supérieures A1 ou une candidature universitaire, à condition d'avoir suivi pendant quatre ans au moins un enseignement post-secondaire de plein exercice;

b) et de plus d'un diplôme ou certificat délivré à l'issue d'un cycle complet de cours provinciaux d'administration ou d'un diplôme ou certificat délivré à l'issue de la réussite des trois modules de formation en sciences administratives.

Sont dispensés de la possession du diplôme ou certificat délivré à l'issue d'une session complète des cours provinciaux d'administration ou délivré à l'issue d'une session des trois modules de formation en sciences administratives, les candidats porteurs d'un des diplômes ou certificats suivants :

- docteur ou licencié en droit;
- licencié en sciences administratives;
- licencié en notariat;
- licencié en sciences politiques;
- licencié en sciences économiques;
- licencié en sciences commerciales;

diplômé, après un cycle de cinq ans, pour la section des sciences administratives de l'Institut de l'Enseignement supérieur Lucien Cooremans, à Bruxelles, et du « Hoger Instituut voor Bestuurs- en Handelwetenschappen », à Ixelles, ou par le « Provinciaal Hoger Instituut voor Bestuurswetenschappen », à Anvers;

licencié dont le diplôme scientifique a été délivré par l'Université coloniale de Belgique, à Anvers, ou par l'Institut universitaire des territoires d'outre-mer, à Anvers, si les études ont comporté au moins quatre années;

un diplôme ou certificat pris en considération pour l'admission aux emplois du niveau I dans les administrations de l'Etat pour autant que ce titre ait été délivré au terme d'études comportant au moins 60 heures de droit public, administratif ou civil.

Les candidats à la fonction de receveur communal doivent être porteurs de titres de capacité requis à la date de l'examen.

Les candidatures devront être adressées, sous peine de nullité, par pli recommandé, à M. le bourgmestre de et à 7160 Rumes, accompagnées de :

- une copie certifiée conforme du titre d'étude requis;
- un extrait d'acte de naissance;
- un certificat de milice (pour les candidats masculins);
- un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs et de nationalité datant de moins de trois mois.

La date limite de réception des candidatures est fixée au 12 avril 1999.

Le détail des examens de capacité sera communiqué dès réception des candidatures. (5934)

### Commune de Grâce-Hollogne

Appel public en vue du recrutement d'un commissaire adjoint de police à titre définitif.

Conditions d'admission :

être Belge;

être âgé de 21 ans au moins et ne pas avoir atteint l'âge de 45 ans au 30 avril 1999 (les candidats membres du corps de police de Grâce-Hollogne et nantis d'une nomination définitive sont dispensés de la condition d'âge maximale);

être nanti d'un des grades prévus aux articles 1<sup>er</sup>, 2 et 4, de l'arrêté royal du 13 octobre 1986 qui fixe les grades du personnel de la police communale ou du grade d'aspirant officier de police;

être porteur d'un titre prise en considération pour le recrutement aux emplois de niveau 2 dans les administrations de l'Etat;

posséder le brevet de candidat commissaire ou commissaire adjoint de police ou le brevet d'officier de police communale;

jouir de ses droits civils et politiques;

être de conduite irréprochable;

satisfaire aux lois sur la milice;

justifier de la possession des aptitudes physiques suffisantes (visite médicale organisée par la commune).

Les lettres de candidature doivent être adressées à M. le bourgmestre de Grâce-Hollogne, service du personnel, rue de l'Hôtel Communal 2, à 4460 Grâce-Hollogne, pour le 30 avril 1999 au plus tard, et être accompagnées des documents permettant d'établir que les conditions imposées sont remplies (certificat de bonnes conduite, vie et mœurs, certificat de milice, copie certifiée conforme des titres requis). (5935)

### Gemeente Maarkedal

—

Het gemeentebestuur van Maarkedal werft aan 1 voltijds aspirant-politieagent (m/v).

Algemene voorwaarden.

Belg zijn; burgerlijke en politieke rechten genieten; van onberispelijk gedrag zijn; voldoen aan de dienstplichtwetten; in het bezit zijn van een geldig; verklaring ondertekend waarin men zich akkoord verklaart met het dragen van wapens en niet bij wet ontzet zijn van het recht wapens te dragen.

De gemeenteraad kiest de aspirant-politieagent uit de laureaten van de bovenlokale wervingsreserve van de OPAC.

De gemeenteraad zal na een bijkomend gesprek (peiling naar maturiteit en beantwoording aan functievereisten en vooropgestelde profiel) een keuze maken uit de ingeschreven kandidaten.

Vrouwen die belangstelling hebben voor deze functie worden aangehouden te solliciteren voor deze betrekking.

De eigenhandig geschreven kandidaturen met *curriculum vitae*, een recente pasfoto en de vereiste getuigschriften dienen per aangetekend schrijven gericht te worden aan het schepencollege van de gemeente Maarkedal, Nederholbeekstraat 1, 9680 Maarkedal, en er uiterlijk op 10 april 1999 toekomen (poststempel is bepalend).

Vroeger ingediende kandidaturen moeten hernieuwd worden.

Verdere informatie is te bekomen bij de gemeentesecretaris (tel. 055/33 46 41). (5936)

### Gemeente Putte

—

Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Putte, brengt ter kennis van het publiek dat zal worden overgegaan tot de aanwerving in vast verband van een commissaris van politie, onder de desbetreffende bepalingen en voorwaarden.

Bijkomende inlichtingen betreffende de toelatingsvoorwaarden, de aanwervings- en de bijzondere aanwervingsvoorwaarden, kunnen aangevraagd worden op de dienst secretariaat, tel. 015/76 78 80, fax 015/75 53 51.

De kandidaturen, ingediend op het verplicht inschrijvingsformulier, dienen aangetekend te worden verzonden naar het college van burgemeester en schepenen, Alice Nahonstraat 4, 2580 Putte, uiterlijk op 30 april 1999. (5937)

### Stad Hoogstraten

—

Het stadsbestuur van Hoogstraten zal overgaan tot de aanwerving in de volgende betrekkingen :

1 technisch assistent groendienst;

1 technisch assistent machinist/kraanman.

Tevens zal het bestuur een werfreserve voor drie jaar aanleggen.

Algemene toelatings- en aanwervingsvoorwaarden :

de betrekkingen zijn toegankelijk voor mannen en vrouwen;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben op 30 april 1999;

lichamelijk geschikt zijn;

aan de dienstplichtwetten voldoen (voor de mannelijke kandidaten);

slagen in een vergelijkend aanwervingsexamen.

Bijzondere voorwaarden :

Diploma of getuigschrift van drie jaar secundair onderwijs, of daarmee gelijkgesteld onderwijs in de gevraagde technische specialiteit of houder zijn van een VDAB- of middenstandsopleiding in de gevraagde technische specialiteit.

Kandidaatstelling :

U kan zich kandidaat stellen door uw sollicitatiebrief aangetekend te versturen ofwel door deze af te geven tegen een ontvangstbewijs op de personeelsdienst, ten laatste op 30 april 1999 (postdatum verzending). Uw sollicitatiebrief richt u aan het college van burgemeester en schepenen, Vrijheid 149, te 2320 Hoogstraten. bij deze brief voegt u naast uw *curriculum vitae* ook een kopie van het vereiste diploma.

Bijkomende inlichtingen (functiebeschrijving, examenprogramma, wedde) kan u bekomen op de personeelsdienst, tel. 03/340 19 65. (5938)

### Gemeente Kortenaeken

—

Het gemeentebestuur van Kortenaeken deelt mee dat de betrekking van administratief medewerker dienst milieu (m/v) in statutair verband vacant is.

De kandidaten dienen houder te zijn van een diploma van hoger secundair onderwijs (A2 scheikunde) of daarmee gelijkgesteld.

Sollicitaties dienen bij ter post aangetekend schrijven gericht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Dorpsplein 35, te 3470 Kortenaeken, en dienen uiterlijk in de post afgestempeld op 8 april 1999.

De kandidaturen moeten vergezeld zijn van :

een bewijs van goed gedrag en zeden bestemd voor openbaar bestuur, dit getuigschrift mag niet ouder zijn van drie maanden;

een kopie van het vereiste diploma;

een militiegetuigschrift : enkel voor mannelijke kandidaten geboren vóór 31 december 1975.

Alle nuttige inlichtingen m.b.t. functiebeschrijving, toelatings- en aanwervingsvoorwaarden en examen kunnen bekomen worden op het gemeentesecretariaat, tel. 011/58 62 60. (5939)

### Gemeente Mol

—

Openverklaring bij aanwerving van een halftijdse betrekking van maatschappelijk werk(st)er voor de dienst Begeleiding Alternatieve Gerechtelijke Maatregelen, contractueel tewerkgesteld bij het gemeentebestuur.

Bijzondere voorwaarden :

In het bezit zijn van een diploma hoger niet-universitair sociaal onderwijs van het korte type : maatschappelijk assistent of sociaal verpleegkundige.

Slagen voor een aanwervingsexamen.

Kandidaturen + *curriculum vitae* aangetekend opsturen van 15 maart 1999 tot en met 9 april 1999 naar het college van burgemeester en schepenen, t.a.v. personeelsdienst, Molenhoekstraat 2, 2400 Mol.

Bijvoegen :

voor eensluidend verklaarde kopie van gevraagd diploma;

bewijs van goed gedrag en zeden.

Bijkomende inlichtingen, functiebeschrijving en examenprogramma zijn te bekomen bij de personeelsdienst, administratief centrum 't Getouw, Molenhoekstraat 2, 2400 Mol, 2<sup>e</sup> verdieping, tel. 014/33 09 47. (5940)

#### Gemeente Stekene

Het college van burgemeester en schepenen maakt bekend dat volgende betrekking in gesubsidieerd contractueel dienstverband bij wijze van aanwerving te begeven is :

1 technisch assistent (schrijnwerker), niveau D1.

De functiebeschrijving, de toelatings- en aanwervingsvoorwaarden zijn te bekomen op de dienst personeelszaken (tel. 03/790 02 15) alle werkdagen tussen 9 en 16 uur.

De eigenhandig geschreven kandidaturen, vergezeld van een *curriculum vitae* en van een voor eensluidend verklaard afschrift van de vereiste diploma's, dienen per aangetekend schrijven toe te komen bij het college van burgemeester en schepenen, Dorpsstraat 1, te 9190 Stekene.

De uiterste datum voor het indienen van de kandidaturen is vastgesteld op 31 maart 1999. (5941)

#### Katholieke Universiteit Leuven

Voor de Audiovisuele dienst zoeken wij een exploitatietechnicus (m/v), graad 4, salarisschaal 4.1.

Doel van de functie.

Zorgen voor de goede werking van de audiovisuele apparatuur van de Audiovisuele dienst en de faculteiten en diensten.

Opdrachten.

Het exploiteren van een technisch labo voor het uitvoeren van herstellingen aan audiovisuele apparatuur. Dit betekent het zelf uitvoeren van herstellingen of de herstelling in overleg met de andere technische medewerkers uitbesteden aan externe firma's.

Technische problemen met audiovisuele apparatuur oplossen via telefonisch advies, eigen tussenkomst of doorverwijzing.

Meewerken aan de installatie en het onderhoud van audiovisuele apparatuur in de faculteiten en diensten.

Profiel.

Kandidaten hebben een grauaat elektronica en beschikken over een basiskennis informatica (Macintosh en PC-toepassingen tekstverwerking, spreadsheet en grafische programma's).

U bent probleemoplossend ingesteld en hebt naast uw technische bekwaamheid ook communicatieve vaardigheden.

U bent bereid om sporadisch avond- en weekendwerk te doen en beschikt over een eigen wagen.

Het betreft een voltijdse tewerkstelling voor onbepaalde duur. Personeelsleden kunnen hiervoor hun mutatieaanvraag indienen.

Selectieproeven.

Preselectie op basis van het onderzoek van het sollicitatieformulier.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Gemotiveerde sollicitaties met *curriculum vitae* dienen gericht aan de Personeelsdienst ATP, ter attentie van Lut Crijns, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016/32 20 16, fax 016/32 29 98, E-mail: Lut.Crijns@pers.kuleuven.ac.be.

De selectieprocedure wordt gestart na 23 maart 1999. (5942)

#### Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Nevele

Het O.C.M.W. van Nevele beheert het rust- en verzorgingstehuis « Ter Leenen » met 72 woongelegenheden voor bejaarden.

Voor deze instelling wensen wij zo vlug mogelijk over te gaan tot de aanwerving van :

één voltijdse hoofdverple(e)g(st)er;

twee voltijdse gebrevetteerde verple(e)g(st)ers;

één halftijdse kinesitherapeut(e).

Deze aanwervingen zullen gebeuren in vast verband, mits één jaar proeftijd en er wordt tevens voorzien in de aanleg van een wervingsreserve voor de duur van drie jaar.

De benoemingsvoorwaarden (inclusief diploma-eisen), het examenprogramma en bijkomende informatie aangaande deze aanwervingen, kunnen zowel telefonisch als schriftelijk aangevraagd worden bij het secretariaat van het O.C.M.W. (adres : Graaf Van Hoornestraat 26, 9850 Nevele, tel. 09/371 68 82) of kunnen daar afgehaald worden elke werkdag tijdens de kantooruren.

Indien u na raadpleging van de benoemingsvoorwaarden beslist om deel te nemen aan het aanwervingsexamen, dan moet uw kandidatuurstelling (vergezeld van *curriculum vitae* en kopie van vereiste diploma's) uiterlijk op 7 april 1999 (poststempel telt) per aangetekend schrijven verzonden worden aan de heer voorzitter, Graaf Van Hoornestraat 26, 9850 Nevele. (5943)

#### AZ Waasland

Het Algemeen Ziekenhuis Waasland is een openbare vereniging die op 1 januari 1998 ontstaan is door de fusie van de Stadskliniek (Sint-Niklaas) en het Fabiolaziekenhuis (Hamme).

Het ziekenhuis stelt ongeveer 600 mensen te werk en heeft een capaciteit van 328 bedden.

Het AZ Waasland gaat over tot het aanleggen van wervingsreserves met het oog op benoeming in vast dienstverband, voltijds en/of deeltijds :

gegradueerde verple(e)g(st)er;

gebrevetteerde verple(e)g(st)er;

ergotherapeut(e);

logopedist(e).

De geldigheidsduur van deze wervingsreserves bedraagt één jaar en gaat in de eerste van de maand volgend op de vaststelling door de raad van beheer.

Gegadigden (zowel vrouwen als mannen) stellen zich verplichtend kandidaat via een gratis ter beschikking gesteld inschrijvingsformulier.

Het inlichtings- en inschrijvingsformulier zijn te bekomen op de personeelsdienst van AZ Waasland, Lodewijk de Meesterstraat 3, 9100 Sint-Niklaas, tel. 03/760 79 58 (Mevr. K. Beirlant) of 03/760 79 57 (Mevr. C. Dullaert).

De dienst is gesloten op maandag-, woensdag- en vrijdagmiddag.

Uiterste datum voor het indienen van de kandidaturen (datum poststempel of ontvangstbewijs) : 17 april 1999. (5944)

**Actes judiciaires  
et extraits de jugements**  
**Gerechtigde akten  
en uittreksels uit vonnissen**

**Publication faite en exécution de l'article 490  
du Code pénal**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 490  
van het Strafwetboek**

*Infractions liées à l'état de faillite  
Misdrijven die verband houden met de staat van faillissement*

Tribunal de première instance de Marche-en-Famenne

Par jugement en date du 17 février 1999, le tribunal correctionnel de Marche-en-Famenne a condamné Dehay, Albert Ghislain Joseph, né à Hampteau le 28 avril 1950, divorcé, commerçant, domicilié à Sprimont, rue de Gippe 83 :

à quatre mois d'emprisonnement et 100 francs d'amende × 900 décimes, soit 10 000 francs, avec sursis de trois ans, du chef de banqueroute frauduleuse et d'infraction connexe, banqueroute commise à Hampteau le 1<sup>er</sup> mars 1993;

aux frais envers l'Etat liquidés à la somme de 4 223 francs.

Le tribunal a, en outre, ordonné la publication par extrait du jugement au *Moniteur belge*.

Marche, le 17 mars 1999.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) A. Hardenne. (5945)

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1<sup>er</sup>  
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1  
van het Burgerlijk Wetboek**

*Désignation d'administrateur provisoire  
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du huitième canton de Bruxelles

Par ordonnance du juge de paix de huitième canton de Bruxelles rendue en date du 9 mars 1999, la nommée Mme De Deyn, Yvonne, née à Saint-Josse-ten-Noode le 24 avril 1926, domiciliée à 1020 Bruxelles, rue Gustave Schildknecht 72, résidant actuellement à 1020 Bruxelles, place Van Gehuchten 4, au CHU-Brugmann, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : M. Reynders, Alexandre, avocat, domicilié à 1020 Bruxelles, rue Ketels 14.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Marcel Pauwels. (61847)

Justice de paix du canton de Couvin

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Couvin en date du 11 mars 1999, le nommé Boi, Marc, né le 1<sup>er</sup> mars 1958, résidant actuellement et domicilié à 5660 Frasnes-lez-Couvin, rue du Camp 20, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de M. Robert Boi, retraité, domicilié à 5660 Frasnes-lez-Couvin, rue du Camp 20, son père.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint, (signé) D. Dus-senne. (61848)

Justice de paix du canton de Fléron

Suite à la requête déposée le 3 mars 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Fléron rendue le 12 mars 1999, Mme Szattelberger, Gertrud, veuve de Mossay, Alphonse Jean Thomas, née le 28 mars 1920 à Budaors (Hongrie), sans profession, domiciliée rue de l'Eglise 3, à 4870 Trooz, résidant rue de Magnée 82, à 4620 Fléron, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Ebner, Georges, domicilié à Trooz, rue de la Vesdre 28A, son neveu.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Joseph Leruth. (61849)

Suite à la requête déposée le 9 février 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Fléron rendue le 4 mars 1999, M. Leclercq, Xavier, né le 4 mars 1975 à Rocourt, sans profession, domicilié rue Loignerie 86, à 4050 Chaudfontaine, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de M. Leclercq, Christophe, ingénieur commercial, domicilié rue des Fabriques 34/4B, à 4300 Waremme, son frère.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Joseph Leruth. (61850)

Justice de paix du canton de Jette

Par ordonnance du juge de paix du canton de Jette en date du 22 février 1999, suite à la requête du 11 février 1999, le nommé Mathieu, Yvon, né le 22 février 1944, domicilié à 1020 Bruxelles, rue Marie-Christine 172, bte 6, mais résidant à Jette, rue de l'Eglise Saint-Pierre 47, a été déclaré incapable de gérer ses biens et pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Mme Carine Van Damme-Valvekens, avocate et juge suppléant, ayant son cabinet à 1030 Bruxelles, rue P. Theunis 1, bte 71.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Veronica Hubrich. (61851)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Jette en date du 2 mars 1999, suite à la requête du 18 février 1999, la nommée Vandeputte, Maria, née le 13 juin 1920, domiciliée à 1081 Bruxelles, rue Schmitz 5, a été déclarée incapable de gérer ses biens et pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Mme Carine Van Damme-Valvekens, avocate et juge suppléant, ayant son cabinet à 1030 Bruxelles, rue P. Theunis 1, bte 71.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Veronica Hubrich. (61852)

## Justice de paix du canton de Limbourg

Par ordonnance du juge de paix du canton de Limbourg en date du 15 mars 1999, la nommée Dethier, Danielle, née à Verviers le 3 juin 1971, domiciliée à 4840 Welkenraedt, rue de Dison 44, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant: Schmits, Pierre, avocat, domicilié à 4800 Verviers, rue des Déportés 79.

Pour extrait certifié conforme: le greffier en chef délégué, (signé) Myriam Sieberath. (61853)

## Justice de paix du canton de Paliseul

Par ordonnance du juge de paix du canton de Paliseul rendue le 16 mars 1999, d'office, Mme Pfaff, Marceline Laure, née à Bruxelles le 10 décembre 1954, divorcée de Collinet, Roger, rayée d'office de Overijse, Louis Gunstraat 76, résidant à Bertrix, Maison des Vicaires, rue du Culot 1, en cours d'hospitalisation à l'Institut neuro-psychiatrique la Clairière, à Bertrix, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Cavelier, Christine, Belge, avocate, domiciliée rue de l'Ange Gardien 14, à 6830 Bouillon.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Castagne, Marie-Thérèse. (61854)

## Justice de paix du second canton de Verviers

Suite à la requête déposée le 29 janvier 1999, par ordonnance du juge de paix du second canton de Verviers rendue le 4 mars 1999, M. Simar, René Hubert Gaston Marie, Belge, né le 14 mars 1936 à Ensival, pensionné, marié, domicilié avenue des Villas 22, 4800 Verviers (Lambermont), a été déclaré partiellement incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Simar, Véronique, Belge, née le 19 janvier 1964 à Verviers, mariée, domiciliée rue Max Houben 2, 4800 Verviers.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Kempen, Daniel. (61855)

## Vrederegerecht van het vijfde kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het vijfde kanton Antwerpen, verleend op 9 maart 1999, werd De Rooy, Clementine, geboren te Antwerpen op 2 december 1904, weduwe, verblijvende in het RVT De Koninck, te 2000 Antwerpen, Oever 11, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: De Meester, Jo, advocaat en plaatsvervangend vrederechter, gevestigd te 2018 Antwerpen, Justitiestraat 31.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 9 februari 1999.

Antwerpen, 17 maart 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Verbaeten, Albert. (61857)

Bij beschikking van de vrederechter van het vijfde kanton Antwerpen, verleend op 9 maart 1999, werd Duschek, Maria Ludovica, geboren te Rumst op 17 januari 1919, gepensioneerde, weduwe, verblijvende in het RVT De Regenboog, te 2070 Zwijndrecht, Regenbooglaan 14, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Christeys, Marie-Louise Francine, geboren te Burcht op 24 mei 1936, gepensioneerde, wonende te 2070 Zwijndrecht, Jan Baptist Tassynsstraat 26.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 15 februari 1999.

Antwerpen, 17 maart 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Verbaeten, Albert. (61858)

## Vrederegerecht van het kanton Brasschaat

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, verleend op 9 maart 1999, werd Boon, Maria, geboren op 26 januari 1920, gepensioneerde, wonende te 2960 Brecht, Schotensteenweg 187, verblijvende in het Sint Maria Rustoord, Gasthuisstraat 11, te 2960 Brecht, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Mr. Joris, Erwin, advocaat, wonende te 2110 Wijnegem, Marktplein 22.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 1 maart 1999.

Brasschaat, 17 maart 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Ooms-Schrijvers, Maria. (61859)

## Vrederegerecht van het tweede kanton Brugge

Bij beschikking van 8 maart 1999 heeft de vrederechter van het tweede kanton Brugge voor recht verklaard dat, Blindeman, Marc, geboren te Kortrijk op 17 februari 1954, ongehuwd, wonende te 8500 Kortrijk, Boezingestraat 20, verblijvende in het Licht en Liefde-Heem V.Z.W., Oudenburgweg 45, te 8490 Jabbeke, niet in staat is zelf zijn goederen te beheren en heeft aangewezen aan als voorlopig bewindvoerder: Blindeman, Gilbert, wonende te 8500 Kortrijk, Boezingestraat 20, met de bevoegdheid zoals bepaald in artikel 488bis, f, § 1 tot en met § 5, van het Burgerlijk Wetboek.

Brugge, 17 maart 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Marechal, Jozef. (61860)

## Vrederegerecht van het kanton Deurne

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Deurne, verleend op 17 maart 1999, werd de heer Aerts, Franciscus Augustinus Cornelius, weduwnaar van Mevr. Irma Catharina Joanna Albertina Verlinden, geboren te Borgerhout op 14 december 1912, wonende te 2100 Antwerpen-Deurne, Dordrechtlaan 52/27, verblijvende Campus Gallifort, te 2100 Antwerpen-Deurne, Bosuilplein 1, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: de heer Elbers, John, geboren te Wilrijk op 21 oktober 1949, advocaat, kantoorhoudende te 2000 Antwerpen, Britselei 28/2.

Het verzoekschrift werd neergelegd ter griffie op 2 maart 1999.

Antwerpen-Deurne, 17 maart 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Blendeman, Richard. (61861)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Deurne, verleend op 17 maart 1999, werd Mevr. Koolen, Georgette Françoise, weduwe van de heer Raymond Dieudonné Renaers, geboren te Luik op 29 november 1924, wonende te 2100 Antwerpen-Deurne, Van Hallestraat 39, verblijvende Huis Vandecruys, te 2100 Antwerpen-Deurne, De Gilmanstraat 32-34, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: de heer Elbers, John, geboren te Wilrijk op 21 oktober 1949, advocaat, kantoorhoudende te 2000 Antwerpen, Britselei 28/2.

Het verzoekschrift werd neergelegd ter griffie op 2 maart 1999.

Antwerpen-Deurne, 17 maart 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Blendeman, Richard. (61862)

## Vrederecht van het kanton Haacht

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Haacht, verleend op 3 maart 1999, werd Mevr. Michiels, Nina Jeanne Marie, geboren te Antwerpen op 3 maart 1932, wonende te 2140 Antwerpen, Sergeant De Bruynestraat 12, verblijvende te 3120 Tremelo, P. Damiaanstraat 39, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: de heer Vermeiren, Jean Pierre Louis, wonende te 3150 Haacht, Merelstraat 11.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) H. Van Der Borcht. (61863)

## Vrederecht van het tweede kanton Hasselt

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Hasselt, verleend op 10 februari 1999, werd Schoonaerts, Jenny, geboren te Halen op 3 januari 1949, invalide, opgenomen in het nursingtehuis 't Weyerke, te 3550 Heusden-Zolder, Domherenstraat 3, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Preuveneers, Romain, geboren te Halen op 12 juni 1946, chauffeur, wonende te 3545 Halen, Singellaan 10.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 12 januari 1999.

Hasselt, 16 maart 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Yvan Janssens. (61864)

## Vrederecht van het kanton Oostrozebeke

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Oostrozebeke, verleend op 9 maart 1999, werd Vuylsteke, Lia-Maria, gepensioneerde, geboren te Meulebeke op 15 december 1918, weduwe van Frans Verhoye, wonende in het R.V.T. te 8720 Dentergem-Wakken, Markegemstraat 57, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Mr. Jacqueline Rimbaut, advocaat te 8760 Meulebeke, Ingelmunstersteenweg 15.

Oostrozebeke, 17 maart 1999.

De hoofdgriffier, (get.) L. Deneir. (61865)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Oostrozebeke, verleend op 9 maart 1999, werd Vanhoutte, Magdalena, gepensioneerde, geboren te Meulebeke op 27 oktober 1907, weduwe van Camille Vanluchene, wonende in het R.V.T. Sint-Vincentius, te 8760 Meulebeke, Bonestraat 17, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Mr. Jacqueline Rimbaut, advocaat te 8760 Meulebeke, Ingelmunstersteenweg 15.

Oostrozebeke, 17 maart 1999.

De hoofdgriffier, (get.) L. Deneir. (61866)

## Vrederecht van het kanton Sint-Jans-Molenbeek

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Jans-Molenbeek, verleend op 8 maart 1999, werd Suys, Hermine, geboren te Vollezele op 22 maart 1920, verblijvende Gelukkige Grijsheidsstraat 1, te Sint-Jans-Molenbeek (Home Scheutbosch), niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Six, Anne, advocate, Ninoofsesteenweg 153, Sint-Jans-Molenbeek.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Rimaux, Martine. (61867)

## Vrederecht van het kanton Sint-Kwintens-Lennik

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Kwintens-Lennik, verleend op 15 maart 1999, werd Van Droogenbroeck, Julieanne Clementine, geboren te Pamel op 16 oktober 1919, verblijvende en gedomicilieerd te 1760 Roosdaal, Gasthuisstraat 57, rusthuis O.L.V. Onbevlekt, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Appelmans, Willy Dominique, Frans Van Cauwelaertstraat 76, te 1760 Roosdaal.

Het verzoekschrift werd ter griffie neergelegd op 4 maart 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Vera De Gendt. (61868)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Kwintens-Lennik, verleend op 15 maart 1999, werd Mary, Maria Anna, geboren te Dilbeek op 3 april 1912, verblijvende te 1700 Dilbeek, Bezenberg 10, rusthuis Quietas, gedomicilieerd te 1070 Brussel, Scheutlaan 72, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Longin, Cornelius, Keelstraat 16, te 1800 Vilvoorde.

Het verzoekschrift werd ter griffie neergelegd op 3 maart 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Vera De Gendt. (61869)

## Vrederecht van het kanton Westerlo

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Westerlo, verleend op 12 maart 1999, werd Keersmaekers, Maria, geboren op 15 oktober 1911 te Geel, wonend te 2440 Geel, Zammelseweg 21, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Stijnen, Leon, wonend te 2440 Geel, Oosterloseweg 77.

Westerlo, 17 maart 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) F. Derboven. (61870)

## Vrederecht van het kanton Wolvtertem

Bij beschikking van 5 maart 1999 van de heer vrederechter van het kanton Wolvtertem werd Mevr. Spruyt, Alice, geboren te Vilvoorde op 10 april 1912, en wonende te 1800 Vilvoorde, Steenstraat 118, doch verblijvende in Home Iris, Kareelbakkerijstraat 39, te 1853 Strombeek-Bever, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Mevr. Verdickt, Marie-Louise, wonende te 1853 Strombeek-Bever, Gentsstraat 96.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) De Donder, N. (61871)

Bij beschikking van 25 februari 1999 van de vrederechter van het kanton Wolvtertem werd de heer Sels, Paul, geboren te Lier op 11 december 1911, en wonende te 1850 Grimbergen, in het Rust- en Verzorgingstehuis Heilig Hart, Veldkantstraat 30, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: de heer Sels, Jean-Marie, wonende te 1850 Grimbergen, Brusselse steenweg 144.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) De Donder, N. (61872)

Bij beschikking van 25 februari 1999 van de vrederechter van het kanton Wolvertem werd Mevr. Spreutel, Marie-Louise, geboren te Heverlee op 9 december 1912, en wonende in het Rust- en Verzorgingstehuis Heilig-Hart, Veldkantstraat 30, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : de heer Sels, Jean-Marie, wonende te 1850 Grimbergen, Brusselse steenweg 144.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) De Donder, N. (61873)

—  
*Mainlevée d'administration provisoire*  
*Opheffing voorlopig bewind*  
 —

Justice de paix du canton de Fosses-la-Ville  
 —

Par ordonnance du juge de paix du canton de Fosses-la-Ville en date du 12 mars 1999, il a été mis fin au mandat de Hubert, Christophe, avocat, domicilié à 5170 Profondeville, chemin des Ecoreuils 5, en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de Patron, Jeanne, née à Ham-sur-Sambre le 14 juillet 1923, demeurant en dernier lieu à 5070 Fosses-la-Ville, rue Sainte-Brigide 43, Home Dejafve, décédée à Sambreville le 5 mars 1999.

Le greffier en chef, (signé) Paul Watelet. (61874)

—  
 Justice de paix du huitième canton de Bruxelles  
 —

Par ordonnance du juge de paix du huitième canton de Bruxelles rendue en date du 17 mars 1999, il a été mis fin au mandat de Me Devisscher, Noëlle, avocate, domiciliée à 1000 Bruxelles, rue de Wynants 23, en sa qualité d'administrateur provisoire de M. De Bisschop, Jacques, né à Watermael-Boitsfort le 3 décembre 1921, domicilié et résidant en dernier lieu à 1090 Bruxelles, avenue de l'Arbre Ballon 22/B23, décédé le 7 février 1999 à Etterbeek.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Marcel Pauwels. (61848)

—  
 Vrederecht van het kanton Deurne  
 —

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Deurne, verleend op 16 maart 1999, werd een einde gesteld aan het mandaat van voorlopig bewindvoerder van de heer Van de Velde, Albert, wonende te Antwerpen (Deurne), Muggenberglei 130, over de goederen van Verbeeck, Maria Germaine, geboren te Zwijndrecht op 15 mei 1912, gepensioneerde, verblijvende in het rustoord « Atlantis », te 2100 Antwerpen (Deurne), Bisschoppenhofaan 365/367, overleden te Antwerpen (Deurne) op 7 maart 1999.

Antwerpen (Deurne), 16 maart 1999.  
 (Get.) Blendeman, Richard, hoofdgriffier. (61875)

—  
 Vrederecht van het kanton Eeklo  
 —

Bij beschikking van 15 maart 1999 heeft de vrederechter van het kanton Eeklo voor recht verklaard dat een einde werd gesteld aan de opdracht van de heer Van Poelvoorde, Donald, beheerder, wonende te 9990 Maldegem, Verbindingsweg 12B, als bewindvoerder over de heer Van Poelvoorde, Achilles, geboren te Maldegem op 14 augustus 1910, gepensioneerde, wonende en verblijvende in de instelling Psychiatrisch Ziekenhuis « Sint-Jan », Oostveldstraat 1, te 9900 Eeklo, en overleden te Damme op 3 februari 1999.

Eeklo, 17 maart 1999.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Van Cauwenberghe, Guy. (61876)

Vrederecht van het eerste kanton Turnhout  
 —

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Turnhout, verleend op 16 maart 1999, werd het voorlopig bewind over de heer Pluym, Remi Isidoor, geboren te Beerse op 14 februari 1913, in leven wonende te 2340 Beerse, Boudewijnstraat 2, beëindigd is door het overlijden van de beschermde persoon te Beerse op 25 februari 1999.

Turnhout, 16 maart 1999.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Dignef, Kristien. (61877)

—  
 Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Turnhout, verleend op 16 maart 1999, werd het voorlopig bewind over de heer Vannueten, Gerebernus Petrus Maria, geboren te Oud-Turnhout op 15 december 1912, in leven wonende te 2340 Beerse, O.-L.-Vrouw Rustoord, Boudewijnstraat 2, beëindigd door het overlijden van de beschermde persoon te Beerse op 11 januari 1999.

Turnhout, 16 maart 1999.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Dignef, Kristien. (61878)

—  
*Remplacement d'administrateur provisoire*  
*Vervanging voorlopig bewindvoerder*  
 —

Vrederecht van het kanton Eeklo  
 —

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Eeklo, verleend op 15 maart 1999 (R.V. 99B25 - Rep. R. 576/1999), werd een einde gesteld aan de opdracht van Mevr. Marleen Goethals, wonende te 9900 Eeklo, Lazarijstraat 1, als voorlopige bewindvoerder over de heer Goethals, Wilfried, wonende en verblijvende te 9970 Kaprijke, Vrouwstraat 1, in de instelling R.V.T. « Sint-Vincentius ».

De beschermde persoon kreeg als nieuwe voorlopige bewindvoerder toegevoegd : Mr. Veronique Van Asch, advocaat te 9000 Gent, er kantoorthoudende Sint-Annalein 34.

Eeklo, 17 maart 1999.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Van Cauwenberghe, Guy. (61879)

—  
 Vrederecht van het kanton Tielt  
 —

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Tielt, verleend op dinsdag 9 maart 1999, werd de heer Cortvriendt, Valerius Albertus, geboren te Zwevezele op 16 augustus 1915, wonende te 8750 Wingene (Zwevezele), Rustoord Maria Ter Ruste, Pastorijstraat 56, kamer 52, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Mevr. Cortvriendt, Lena, wonende te 8750 Wingene (Zwevezele), Kasteelstraat 13, en dit in opvolging van Mevr. Callewaert, Antonia, geboren te Wingene op 22 januari 1916, wonende te 8750 Wingene (Zwevezele), Rustoord Maria Ter Ruste, Pastorijstraat 56, kamer 52, die overleden is op 12 februari 1999, en die aangesteld werd bij beschikking van de heer vrederechter d.d. 14 februari 1997.

De hoofdgriffier, (get.) Christine Vandekerkhove. (61880)

**Publication prescrite par l'article 793  
du Code civil**  
**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793  
van het Burgerlijk Wetboek**

—  
*Acceptation sous bénéfice d'inventaire*  
*Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*  
—

Rechtbank van eerste aanleg te Brussel  
—

Volgens akte nr. 99-443 verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel op 16 maart 1999 :

de heer Masson, Roger Julien, geboren te Watermaal-Bosvoorde op 20 januari 1958, wonende te 1620 Drogenbos, IJzerstraat 28, in de plaats-gesteld ingevolge een onderhandse volmacht, gedateerd van 25 februari 1999 en gegeven door de heer Herman Van Duerm, wonende te 1853 Grimbergen, Ringlaan 88, zijnde volmachtdrager ingevolge een onderhandse volmacht, gedateerd van 3 februari 1999 en gegeven door :

1. Mevr. Sonck, Myriam Ariane Palmyre, geboren te Vilvoorde op 1 februari 1967, wonende te 2940 Stabroek, Jonker de Hazelaan 48;

2. de heer Sonck, Robby Jean Edouard, geboren te Vilvoorde op 5 oktober 1969, wonende te 1800 Vilvoorde (Peutie), Martelarenstraat, Kazerne Majoor Housiau 181,

heeft verklaard, handelende zoals hierboven beter vermeld, de nalatenschap van wijlen de heer Sonck, Roger Edouard, geboren te Vilvoorde op 19 november 1935, in leven wonende te Grimbergen, Wemmelsestraat 8, en overleden op 30 december 1998 te Jette, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, bij aangetekend bericht, hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van onderhavige opneming, gericht aan de heer Marcel Wellens, notaris met standplaats te Mortsel, Eggestraat 28.

Brussel, 16 maart 1999.

De griffier, (get.) Aerts, Vera. (5946)

Volgens akte nr. 99-445 verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel op 16 maart 1999, heeft de heer De Muylder, Michel, notaris te 1050 Brussel, Louizalaan 502/15, handelende in zijn hoedanigheid van volmachtdrager krachtens een onderhandse volmacht, gedateerd van 3 maart 1999 en gegeven door Mevr. Broers, Annie Jacqueline Renée, geboren te Elsene op 7 oktober 1950, wonende te 1060 Brussel, Capouilletstraat 61, bus 56, verklaard de nalatenschap van M. Knopf, Samy, geboren te Elsene op 1 juli 1941, in leven wonende te Vorst, Neptunuslaan 30/4, en overleden op 21 februari 1999 te Anderlecht, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, bij aangetekend bericht, hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van onderhavige opneming, aan de heer Benoît De Cleene, notaris te 2000 Antwerpen, Jodenstraat 12/B1.

Brussel, 16 maart 1999.

De griffier, (get.) Aerts, Vera. (5947)

Tribunal de première instance de Bruxelles  
—

Suivant acte (n° 99-448) passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles, le seize mars mil neuf cent nonante-neuf, M. Jacobs, Paul Marie François René, né à Mortsel le 29 mai 1947, domicilié à 1090 Bruxelles, avenue de la Constitution 76/M/H, a déclaré, accepter, sous bénéfice d'inventaire, la succession de Mme Van de Kerckhove, Alfrède Eugénie Marie, née à Etterbeek le 21 juillet 1925, de son vivant domiciliée à Forest, avenue des Tropiques 8, et décédée à Forest le 22 mai 1998.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. Joseph Simonart, notaire à 3000 Leuven, Sint-Jacobsplein 7.

Bruxelles, le 16 mars 1999.

Le greffier, (signé) Aerts, Vera. (5948)

Tribunal de commerce de Dinant  
—

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le mardi neuf mars, par-devant nous, Georgette Feret, greffier en chef du tribunal de première instance séant à Dinant, province de Namur, a comparu au greffe de ce tribunal : Mme Surahy, Michèle Marie A.A.G., née à Flavion le 11 décembre 1950, domiciliée à 5620 Flavion, rue du Cobut 29, agissant en sa qualité de sœur et tutrice légale nommée à cette fonction par conseil de famille du 20 mai 1997 de son frère, Surahy, Raphaël Marie Ghislain, né à Namur le 29 février 1960, domicilié à Flavion, rue du Cobut 29, placé sous statut de minorité prolongée suivant jugement du tribunal de première instance de Dinant du 27 janvier 1993.

Laquelle comparante, faisant choix de la langue française, et pour se conformer à la délibération du conseil de famille tenu sous la présidence de M. le juge de paix du canton de Florennes, en date du 2 mars 1999 et dont extrait conforme restera annexé au présent acte.

Nous a déclaré, pour et au nom de Surahy, Raphaël mis sous statut de minorité prolongée, accepter, sous bénéfice d'inventaire, la succession qui lui dévolue par le décès de sa mère, Mme Courtiaux, Eugénie Jeanne Marie Gislaïne, née à Flavion le 11 novembre 1916, en son vivant retraitée, veuve de Surahy, Henri, demeurant et domiciliée à 5620 Flavion, rue du Cobut 29, et décédée à Flavion en date du 22 janvier 1999.

Dont acte, que la comparante a signé avec nous, greffier en chef, après lecture faite.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à Me Yves Bouillet, notaire, rue Saint-Gangulphe 12, à 5620 Florennes.

Pour copie conforme délivrée à Mme Michèle Surahy, le greffier adjoint délégué (signé) J.P. Marion. (5949)

Tribunal de première instance de Huy  
—

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le dix-sept mars, au greffe du tribunal civil de première instance séant à Huy, province de Liège, a comparu : Me Pierre Grossi, avocat, dont le cabinet est établi à 5100 Jambes, rue de Dave 458, agissant en qualité d'administrateur provisoire du nommé Bouchat, Daniel, né à ciney le 22 octobre 1943, domicilié à Huy, avenue de la Croix Rouge 1, en la résidence Notre-Dame, désigné à cette fonction par ordonnance de M. le juge de paix du 2e canton de Namur, en date du 29 février 1996, et autorisé aux fins des présentes par ordonnance dudit juge de paix du 5 février 1999, dont copie restera en annexe au présent.

Lequel comparant, s'exprimant en langue française, a déclaré pour et au nom de son protégé, accepter, sous bénéfice d'inventaire, la succession de feu le père de ce dernier, M. Bouchat, Georges Ghislain Joseph, fils d'Edmond et de Bailly Marie, veuf de Rulot, Elsse, domicilié en dernier lieu à Huy, avenue de la Croix Rouge 1, décédé à Huy, le 10 décembre 1997.

Les créanciers et légataires sont invités à faire valoir leurs droits dans les trois mois de la présente insertion, par avis recommandé.

Cet avis doit être adressé à l'administrateur provisoire, Me Grossi, mieux identifié ci-dessus.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) F. Morhet. (5950)



## Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Volgens akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op zeventien maart negentienhonderd negenennegentig, heeft Castelyn, Michel Jean Paul, geboren te Antwerpen op 19 april 1957, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Van Durmestraat 80, verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Laurens, Leonia, geboren te Antwerpen op 5 april 1923, in leven laatst wonende te 2100 Deurne (Antwerpen), Alfons Schneiderlaan 319, en overleden te Deurne op 14 januari 1999.

Er wordt woonstkeuze gedaan ten kantore van notaris Johan Kiebooms, Willem Tellstraat 3, te 2000 Antwerpen.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen, binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenaam gekozen woonplaats.

Antwerpen, zeventien maart negentienhonderd negenennegentig.

De adjunct-griffier, (get.) R. Aerts. (5951)

Volgens akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op vijftien maart negentienhonderd negenennegentig, heeft Posier, Yan Dee, geboren te Seoul op 5 mei 1977, wonende te 1170 Watermaal-Bosvoorde, Visélaan 3, verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschappen te aanvaarden van wijlen :

1. Helfer, Hélène, geboren te Antwerpen (eerste district) op 31 oktober 1940, in leven laatst wonende te 2610 Wilrijk (Antwerpen), Ringlaan 64, bus 2, en overleden te Berchem op 2 maart 1999, en van

2. Posier, Maurice, geboren te Antwerpen (eerste district) op 5 april 1932, in leven laatst wonende te 2610 Wilrijk (Antwerpen), Ringlaan 64, en overleden gevonden te Berchem op 2 maart 1999.

Er wordt woonstkeuze gedaan ten kantore van notaris Leclef, Jean Jacques, Tabaksvest 9, te 2000 Antwerpen.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen, binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgename gekozen woonplaats.

Antwerpen, vijftien maart negentienhonderd negenennegentig.

De grivvier, (get.) N. Vermeylen. (5952)

## Rechtbank van eerste aanleg te Brugge

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, op zestien maart negentienhonderd negenennegentig, heeft Mr. Ronny Laridon, advocaat te 8400 Oostende, Leopold II-laan 3, handelend in zijn hoedanigheid van curator van het faillissement van Hallemeersch, Carlos André Josef, geboren te Jabbeke op 20 februari 1955, echtgenoot van Huwel, Carla, wonende te 8450 Bredene, Koerslaan 18, ingeschreven in het handelsregister te Brugge, afdeling Oostende, onder het nr. 36271, in falingsverklaring van 13 juni 1994 van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, verklaard, onder voorrecht van boedelsbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Hallemeersch, André Joseph, geboren te Zedelgem op 24 mei 1925, in leven weduwnaar van Billiouw, Suzanna, laatst wonende te 8450 Bredene, Aalststraat 10, en overleden te Oostende op 8 juli 1996.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. Arnold Vermeersch, notaris te 8460 Oudenburg, Abdijlaan 9.

8000 Brugge, 16 maart 1999.

De hoofdgriffier, (get.) G. De Zutter. (5953)

## Faillite – Faillissement

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 9 maart 1999 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de N.V. Meubelwerkstede Ter Heide, met zetel te 1653 Beersel (Dworp), Halderbosstraat 130, voornaamste handelsactiviteit : meubelen, H.R. Brussel 527322.

Rechter-commissaris : de heer De Potter, Franz.

Curator : Mr. Anna-Maria Vanderleenen, Ernest Allardstraat 35-37, 1000 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen op woensdag 14 april 1999, te 14 uur, in de zaal B.

De curator, (get.) Anna-Maria Vanderleenen. (Pro deo) (5954)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 9 mars 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Het Paviljoen, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue de la Presse 4, activité commerciale principale : débit de boisson, R.C. Bruxelles 605790, T.V.A. 453.244.772.

Juge-commissaire : M. De Potter, Franz.

Curateur : Anna-Maria Vanderleenen, rue Ernest Allard 35-37, 1000 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 14 avril 1999, à 14 heures, en la salle B.

Le curateur (signé) Anna-Maria Vanderleenen. (Pro deo) (5955)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 9 maart 1999 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de B.V.B.A. Het Paviljoen, met zetel te 1000 Brussel, Drukpersstraat 4, voornaamste handelsactiviteit : drankgelegenheid, H.R. Brussel 605790, BTW 453.244.772.

Rechter-commissaris : de heer De Potter, Franz.

Curator : Mr. Anna-Maria Vanderleenen, Ernest Allardstraat 35-37, 1000 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 14 april 1999, te 14 uur, in zaal B.

De curator, (get.) Anna-Maria Vanderleenen. (Pro deo) (5955)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 11 mars 1999, le tribunal de commerce de Bruxelles a prononcé la clôture, pour absence d'actif, de la faillite de la S.P.R.L. Jalal, domicilié à 1020 Bruxelles, rue Dieudonnée Lefevre 93, R.C. Bruxelles 539404, T.V.A. 442.107.588.

Le tribunal déclare le failli non excusable.

Pour extrait conforme : (signé) Alain d'Ieteren, curateur.  
(Pro deo) (5956)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 11 maart 1999, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard het faillissement van B.V.B.A. Jalal, gedomicilieerd te 1020 Brussel, H.R. Brussel 539404, BTW 442.107.588, bij gebrek aan activa.

De rechtbank verklaart de gefailleerde niet verschoonbaar.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Alain d'Ieteren, curator.  
(Pro deo) (5956)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 15 mars 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Legendre Industries, siège social : rue Arthur Dehem 18, 1070 Bruxelles; siège exploitation : Kruiskouter 1, 1730 Asse, R.C. Bruxelles 457394, T.V.A. 425.848.311, activité : fourniture d'installations d'embouteillage, de conditionnement et d'emballage « clef en main ».

Juge-commissaire : M. Jonckheere et M. Gilson.

Curateur : Me Pol A. Massart, avenue du Général de Gaulle 51, bte 1, 1050 Bruxelles; Me Ronald Parijs, rue des Astronomes 14, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans un délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 21 avril 1999, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : un curateur, (signé) P.A. Massart. (5957)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 15 maart 1999 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de N.V. Legendre Industries, maatschappelijke zetel : Arthur Dehemstraat 18, 1070 Brussel; uitbatingszetel : Kruiskouter 1, 1730 Asse, H.R. Brussel 457394, BTW 425.848.311, activiteit : levering van bedrijfsklare bottel- en verpakkingsinstallaties.

Rechter-commissaris : de heer Jonckheere en de heer Gilson.

Curator : Mr. Pol A. Massart, Generaal de Gaullelaan 51, bus 1, 1050 Brussel; de heer Ronald Parijs, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 21 april 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : een curator, (get.) P.A. Massart. (5957)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 15 mars 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de S.A. Ateliers Jules Legendre, siège social : rue Arthur Dehem 18, 1070 Bruxelles; siège exploitation : Kruiskouter 1, 1730 Asse, R.C. Bruxelles 184253, T.V.A. 401.901.187, activité : fourniture d'installations d'embouteillage, de conditionnement et d'emballage « clef en main ».

Juge-commissaire : M. Jonckheere et M. Gilson.

Curateur : Me Pol A. Massart, avenue du Général de Gaulle 51, bte 1, 1050 Bruxelles; Me Ronald Parijs, rue des Astronomes 14, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans un délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 21 avril 1999, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : un curateur, (signé) P.A. Massart. (5958)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 15 maart 1999 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de N.V. Ateliers Jules Legendre, maatschappelijke zetel : Arthur Dehemstraat 18, 1070 Brussel; uitbatingszetel : Kruiskouter 1, 1730 Asse, H.R. Brussel 184253, BTW 401.901.187, activiteit : levering van bedrijfsklare bottel- en verpakkingsinstallaties.

Rechter-commissaris : de heer Jonckheere en de heer Gilson.

Curator : Mr. Pol A. Massart, Generaal de Gaullelaan 51, bus 1, 1050 Brussel; de heer Ronald Parijs, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 21 april 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : een curator, (get.) P.A. Massart. (5958)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 11 mars 1999, la sixième chambre du tribunal de commerce de Bruxelles a prononcé la clôture, pour insuffisance d'actif, de la faillite de la S.A. World Hi-Fi Communication, dont le siège social était établi à 1000 Bruxelles, rue Arthur Maes 82, R.C. Bruxelles 542510, T.V.A. 442.274.072.

La faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le curateur : (signé) Me Luc Lemaire, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 486. (5959)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 11 maart 1999, van de zesde kamer van de rechtbank van koophandel te Brussel, werd het faillissement van de N.V. World Hi-Fi Communication, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1000 Brussel, Arthur Maesstraat 82, H.R. Brussel 542510, BTW 442.274.072, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Luc Lemaire, advocaat te 1050 Brussel, Louizalaan 486. (5959)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 15 mars 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.C. M.A.K.O., avec siège social à 1070 Bruxelles, rue Ropsy-Chaudron 2, R.C. Bruxelles 587249, T.V.A. 435.418.449.

Activité commerciale principale : import/export.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Nicolas Van der Borght, rue des Astronomes 14, à 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 21 avril 1999, à 14 heures, en la salle D.

Pour extrait conforme : (signé) Nicolas Van der Borght, curateur.  
(Pro deo) (5960)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 15 maart 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de C.V. M.A.K.O., met maatschappelijke zetel te 1070 Brussel, Ropsy-Chaudronstraat 2, H.R. Brussel 587249, BTW 435.418.449.

Voornaamste handelsactiviteit : import/export.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. Nicolas Van der Borght, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 21 april 1999, te 14 uur, in zaal D.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Nicolas Van der Borght, curator.  
(Pro deo) (5960)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 15 mars 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Refelec, avec siège social à 1210 Bruxelles, rue Willems 47, R.C. Bruxelles 575594, T.V.A. 451.424.142.

Activité commerciale principale : entreprise d'électricité.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Nicolas Van der Borght, rue des Astronomes 14, à 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 21 avril 1999, à 14 heures, en la salle D.

Pour extrait conforme : (signé) Nicolas Van der Borght, curateur.  
(Pro deo) (5961)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 15 maart 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Refelec, met maatschappelijke zetel te 1210 Brussel, Willemsstraat 47, H.R. Brussel 575594, BTW 451.424.142.

Voornaamste handelsactiviteit : import/export.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. Nicolas Van der Borght, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 21 april 1999, te 14 uur, in zaal D.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Nicolas Van der Borght, curator.  
(Pro deo) (5961)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 15 mars 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.A. Gérance 2000, avec siège social à 1050 Bruxelles, rue Elise 11, R.C. Bruxelles 387917.

Activité commerciale principale : gestion d'immeubles.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Nicolas Van der Borght, rue des Astronomes 14, à 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 21 avril 1999, à 14 heures, en la salle D.

Pour extrait conforme : (signé) Nicolas Van der Borght, curateur.  
(Pro deo) (5962)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 15 maart 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. Gérance 2000, met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Elisestraat 11, H.R. Brussel 387917.

Voornaamste handelsactiviteit : beheer van gebouwen.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. Nicolas Van der Borght, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 21 april 1999, te 14 uur, in zaal D.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Nicolas Van der Borght, curator.  
(Pro deo) (5962)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 15 mars 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Itamar, avec siège social à 1000 Bruxelles, boulevard Anspach 102, R.C. Bruxelles 606622.

Activité commerciale principale : restaurant.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Nicolas Van der Borght, rue des Astronomes 14, à 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 21 avril 1999, à 14 heures, en la salle D.

Pour extrait conforme : (signé) Nicolas Van der Borght, curateur.  
(Pro deo) (5963)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 15 maart 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Itamar, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Anspachlaan 102, H.R. Brussel 606622.

Voornaamste handelsactiviteit : restaurant.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. Nicolas Van der Borght, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 21 april 1999, te 14 uur, in zaal D.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Nicolas Van der Borght, curator.  
(Pro deo) (5963)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 15 mars 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de M. Jean-Marie Mahieu, domicilié à 1070 Bruxelles, boulevard Jules Graindor 24.

Activité commerciale principale : nettoyage.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Nicolas Van der Borght, rue des Astronomes 14, à 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 21 avril 1999, à 14 heures, en la salle D.

Pour extrait conforme : (signé) Nicolas Van der Borght, curateur.  
(Pro deo) (5964)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 15 maart 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van Jean-Marie Mahieu, gedomicilieerd te 1070 Brussel, Jules Graindorlaan 24.

Voornaamste handelsactiviteit : schoonmaak.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. Nicolas Van der Borght, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 21 april 1999, te 14 uur, in zaal D.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Nicolas Van der Borght, curator.  
(Pro deo) (5964)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 15 mars 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.C.R.I.S. Handosa Net Com, avec siège social à 1200 Bruxelles, avenue Louis Gribaumont 89, R.C. Bruxelles 592409, T.V.A. 455.380.455.

Activité commerciale principale : centre de téléphonie.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Nicolas Van der Borght, rue des Astronomes 14, à 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 21 avril 1999, à 14 heures, en la salle D.

Pour extrait conforme : (signé) Nicolas Van der Borght, curateur.  
(Pro deo) (5965)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 15 maart 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de C.V.O.S.A. Handosa Net Com, met maatschappelijke zetel te 1200 Brussel, Louis Gribaumontlaan 89, H.R. Brussel 592409, BTW 455.380.455.

Voornaamste handelsactiviteit : telefoon centrum.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. Nicolas Van der Borght, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 21 april 1999, te 14 uur, in zaal D.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Nicolas Van der Borght, curator.  
(Pro deo) (5965)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 15 mars 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Topfrite, avec siège social à 1030 Bruxelles, chaussée de Louvain 571, R.C. Bruxelles 600248, T.V.A. 457.177.034.

Activité commerciale principale : friture.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Nicolas Van der Borght, rue des Astronomes 14, à 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 21 avril 1999, à 14 heures, en la salle D.

Pour extrait conforme : (signé) Nicolas Van der Borght, curateur.  
(Pro deo) (5966)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 15 maart 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Topfrite, met maatschappelijke zetel te 1030 Brussel, Leuvensesteenweg 571, H.R. Brussel 600248, BTW 457.177.034.

Voornaamste handelsactiviteit : frituur.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. Nicolas Van der Borgh, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 21 april 1999, te 14 uur, in zaal D.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Nicolas Van der Borgh,  
curator. (Pro deo) (5966)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 11 mars 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. No Limit Advertising, dont le siège social est établi à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, rue de l'Indépendance 106, R.C. Bruxelles 566184, T.V.A. 449.365.564, activité commerciale : production de projets publicitaires.

Juge-commissaire : M. Philippe Marchandise.

Curateur : Me Michel Levy Morelle, avocat, chaussée de La Hulpe 187, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 14 avril 1999, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice.

Pour extrait conforme : (signé) Michel Levy Morelle, curateur.  
(Pro deo) (5967)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 11 maart 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. No Limit Advertising, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, Onafhankelijkheidstraat 106, H.R. Brussel 566184, BTW 449.365.564, handelsactiviteit : productie van publicitaire ontwerpen.

Rechter-commissaris : de heer Philippe Marchandise.

Curator : Mr. Michel Levy Morelle, advocaat, Terhulpsesteenweg 187, te 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 14 april 1999, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Michel Levy Morelle, curateur.  
(Pro deo) (5967)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 11 mars 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.C. La Fontaine, dont le siège social est établi à 1210 Molenbeek-Saint-Jean, boulevard du Jubilé 39, R.C. Bruxelles 555288, T.V.A. 446.286.013, activité commerciale : débit de boissons à l'enseigne « A Ton Avis ».

Juge-commissaire : M. Philippe Marchandise.

Curateur : Me Michel Levy Morelle, avocat, chaussée de La Hulpe 187, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 14 avril 1999, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice.

Pour extrait conforme : (signé) Michel Levy Morelle, curateur.  
(Pro deo) (5968)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 11 maart 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de C.V. La Fontaine, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1210 Sint-Jans-Molenbeek, Jubelfeestlaan 39, H.R. Brussel 555288, BTW 446.286.013, handelsactiviteit : drankgelegenheden « A Ton Avis ».

Rechter-commissaris : de heer Philippe Marchandise.

Curator : Mr. Michel Levy Morelle, advocaat, Terhulpsesteenweg 187, te 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 14 april 1999, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Michel Levy Morelle, curateur.  
(Pro deo) (5968)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 mars 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L.U. Chams Travaux, dont le siège social est établi à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, rue Van Malder 45, R.C. Bruxelles 617009, T.V.A. 461.273.305, activité commerciale : plomberie.

Juge-commissaire : M. Michel Thays.

Curateur : Me Michel Levy Morelle, avocat, chaussée de La Hulpe 187, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 14 avril 1999, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice.

Pour extrait conforme : (signé) Michel Levy Morelle, curateur.  
(Pro deo) (5969)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 maart 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Chems Travaux, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, Van Malderstraat 45, H.R. Brussel 617009, BTW 461.273.305, handelsactiviteit : loodgieterij.

Rechter-commissaris : de heer Michel Thays.

Curator : Mr. Michel Levy Morelle, advocaat, Terhulpesteenweg 187, te 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 14 april 1999, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Michel Levy Morelle, curator.  
(Pro deo) (5969)

## Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement rendu le 16 mars 1999, le tribunal de commerce de Charleroi, a déclaré, sur aveu, la faillite de la S.C.R.L. La Servalière, dont le siège social est sis rue César De Paepe 78, à 6040 Jumet, R.C. Charleroi 161783, T.V.A. 437.094.272, nature de l'activité : graineterie.

Date provisoire de la cessation des paiements : le 10 mars 1999.

Date limite pour le dépôt des déclarations de créances au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, palais de justice, avenue Général Michel, à Charleroi : le 6 avril 1999.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances en la chambre du conseil du tribunal de commerce de Charleroi : le 4 mai 1999, à 8 h 30 m.

Juge-commissaire : M. L. Florins.

Curateur : Me Alain Fiasse, avocat, rue Tumelaire 23, bte 14, à 6000 Charleroi.

Le curateur, (signé) A. Fiasse. (Pro deo) (5970)

Par jugement rendu le 17 mars 1999, le tribunal de commerce de Charleroi, première chambre, a déclaré, sur aveu, en faillite la S.P.R.L. A.S.M., dont le siège est sis chaussée de Châtelet 342, à 6010 Couillet, R.C. Charleroi 167445.

1. Date provisoire de cessation des paiements : le 15 mars 1999.

2. Les déclarations de créance doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, avenue Général Michel 2, à 6000 Charleroi, avant le 6 avril 1999.

3. La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 4 mai 1999, à 8 h 30 m., en la chambre du conseil du tribunal de commerce de Charleroi.

4. Juge-commissaire : M. A. Troch.

5. Curateur : Me Francis Bringard, avocat, rue T'Serclaes de Tilly 49-51, 6061 Montignies-sur-Sambre.

Le curateur, (signé) F. Bringard. (Pro deo) (5971)

Par jugement de ce 15 mars 1999, le tribunal de commerce de Charleroi a déclaré, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Robert Marc, rue de la Blanche Borne 4, à 6280 Gerpinnes, R.C. Charleroi 145395.

Le tribunal a fixé provisoirement la date de cessation des paiements au 15 mars 1999.

Les créanciers sont avisés de ce que :

Les créances doivent être déclarées avant le 6 avril 1999.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 4 mai 1999, à 8 h 30 m, en la chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce.

Le tribunal a désigné en qualité de :

Juge-commissaire : M. Maroquin.

Curateur : Me Xavier Born, avocat à 6000 Charleroi, boulevard Devreux 28.

Le curateur, (signé) X. Born. (Pro deo) (5972)

Par jugement du 16 mars 1999, le tribunal de commerce de Charleroi, première chambre, a déclaré en faillite, sur aveu, la S.P.R.L. Lucky Park, dont le siège social est établi à 6220 Fleurus, rue du Bourgeois 3, R.C. Charleroi 183432, T.V.A. 454.360.074.

La société faillie exploitait, à son siège social, un établissement de jeux vidéo.

Par même jugement, le tribunal a fixé la date provisoire de cessation des paiements au 10 mars 1999.

Les créances doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Charleroi pour le 6 avril 1999 au plus tard.

Le procès-verbal de vérification des créances sera clos le 4 mai 1999, à 8 h 30 m, en l'auditoire de la première chambre du tribunal de commerce, palais de justice, Charleroi.

Le jugement désigne comme juge-commissaire, M. V. Marquet, et comme curateur, Me Louis Dermine, avocat à 6280 Loverval, allée Notre-Dame de Grâce 2.

Le pro deo a été accordé.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Me Louis Dermine. (5973)

Le tribunal de commerce de Charleroi, par jugement en date du 16 mars 1999, a déclaré, sur citation, la faillite de S.C. Les Amis, dont le siège est sis à 7170 Bois-d'Haine, rue du Canal 22, R.C. Charleroi 167430.

Le même jugement dispose comme suit :

Juge-commissaire : M. M. Balsat.

Curateur : Me Halbreçq, Jean, avocat à 6540 Lobbes, rue de l'Abbaye 26.

Date provisoire de cessation des paiements : 16 mars 1999.

Déclarations de créances à déposer avant le 6 avril 1999 au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, avenue Général Michel, 6000 Charleroi.

Procès-verbal de vérification des créances : le 14 mai 1999, à 8 h 15 m.

Huissier-commis : Me Jean-François Demine.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J. Halbreçq.  
(Pro deo) (5974)

Par jugement du 16 mars 1999, le tribunal de commerce de Charleroi, première chambre, a ordonné la clôture, pour insuffisance d'actif, des opérations de la faillite de la S.P.R.L. Spriocasion, dont le siège social était établi à 6200 Châtelet, rue des Sablières 252-254, déclarée ouverte par jugement du 15 janvier 1997.

Le tribunal a déclaré n'y avoir lieu de prononcer l'excusabilité de la société faillie.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Xavier Dehombreux.  
(Pro deo) (5975)

## Tribunal de commerce de Dinant

Par jugement du 16 mars 1999, le tribunal de commerce de Dinant a prononcé la faillite de la S.P.R.L. « Loca 2000 », R.C. Dinant 43131, T.V.A. 454.590.894, ayant son siège social à 5630 Cerfontaine, section de Daussois, rue des Lattes 2, y exerçant une activité d'importation, d'exportation, de location et de grossiste en véhicules à moteur et de matériel de génie civil.

Juge-commissaire : M. le juge commissaire Georges Jacques, à Couvin.

Curateur : Me Meunier, Jacqueline, avocat, rue Ruisseau des Forges 7, à Florennes.

Les créanciers doivent déposer la déclaration de leur créance avec titres au greffe du tribunal de commerce de Dinant, palais de justice, à Dinant, endéans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification de créances : le mardi 11 mai 1999, à 9 h 30 m, en l'auditoire du tribunal de commerce de Dinant.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J. Meunier.  
(Pro deo) (5976)

## Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 16 mars 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de la S.A. Megavolt Holding, établie et ayant son siège social à 4053 Chaudfontaine (Embourg), rue de Bleurmout 32b, R.C. Liège 183576, avec date du début des opérations commerciales le 16 mars 1993, pour l'exploitation d'un commerce de gros en système d'ordinateur, T.V.A. 449.721.296, faillite sur aveu.

Juge commissaire : M. Roger Fraikin.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 27 avril 1999.

Les créances doivent être déposées dans les trente jours, au cabinet de Mme le greffier en chef du tribunal de commerce, palais de justice, 4000 Liège.

Le curateur, (signé) Me Maximilien Hoge. (5977)

Par jugement du 15 mars 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de la S.P.R.L. A.A. Exell, ayant son siège social à 4000 Liège, avenue Emile Digneffe 47, R.C. Liège 197567, avec date du début des opérations commerciales le 3 avril 1997, pour l'exploitation d'un commerce de gros en véhicules à moteurs d'occasion et accessoires, à 4032 Liège (Chênée), quai des Ardennes 160/44, T.V.A. 460.428.514.

Juge commissaire : M. Hupkens, Jean-Pierre.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 27 avril 1999, à 9 h 30 m.

Le curateur, (signé) Frédéric Kerstenne, avocat, rue Dartois 12, à 4000 Liège. (5978)

Par jugement du 15 mars 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Soramco, ayant son siège social à 4432 Alleur, rue Célestin Demblon 87, R.C. Liège 189829, T.V.A. 453.851.815, avec date du début des opérations commerciales le 22 février 1995, pour l'activité suivante : « bureau d'études, d'organisation et de conseil en matière commerciale, agence d'affaires, intermédiaire commercial (agent autonome).

Le même jugement reporte au 15 septembre 1998 la date de la cessation des paiements et ordonne aux créanciers de faire au greffe la déclaration de leurs créances dans les trente jours à compter du jugement déclaratif de faillite.

Juge commissaire : M. Olivier Eschweiler.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 27 avril 1999, de 10 à 11 heures.

Les curateurs, (signé) Dominique Collin, et J.P. Tasset, avocats au barreau de Liège, quai Marcellis 4/11. (5979)

Par jugement du 16 mars 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur aveu, de la S.P.R.L. Chronos, établie et ayant son siège social à 4000 Liège, Mont-Saint-Martin 79, R.C. Liège 188676, pour l'exploitation d'un bureau d'administration et de liquidation de sociétés, intermédiaire commercial, T.V.A. 453.515.580.

Date du début de l'activité commerciale le 9 novembre 1994.

Juge commissaire : M. J.F. Grisard.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 27 avril 1999, de 10 à 11 heures, au cabinet du greffier en chef du tribunal de commerce.

Les déclarations de créance doivent être déposées pour le 22 avril 1999 au plus tard.

Le curateur, (signé) Me Michel Mersch, avocat, rue Charles Morren 4, à 4000 Liège. (Pro deo) (5980)

Par jugement du 16 mars 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de M. Andreas Radoux, Grand-Rue 3, à 4870 Trooz, mettant ainsi fin au sursis provisoire dont il bénéficiait.

Suivant requête déposée au greffe du tribunal de commerce du 20 octobre 1998.

M. Radoux, Andreas, né à Hermalle-sous-Argenteau le 10 mai 1958, divorcé, technicien indépendant exerçant sa profession sous la dénomination commerciale R.A. Engineering, actuellement domicilié à 4870 Trooz, Grand-Rue 3, R.C. Liège 179728, avec date du début des opérations commerciales le 7 mai 1992, pour les activités suivantes : bureau d'études industrielles, installation, modification, entretien et dépannage d'installations industrielles, T.V.A. 600.651.417.

Juge commissaire : Jean Thiebaut.

Le procès-verbal de vérification des créances sera déposé le mardi 27 avril prochain, à 10 heures, à la salle des faillites, cabinet de Mme le greffier en chef, palais de justice de Liège, 1<sup>er</sup> étage.

Le curateur, (signé) Me André Magotteaux, avocat à 4000 Liège, rue du Pont 36. (Pro deo) (5981)

Par jugement du 15 mars 1999, la troisième chambre du tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur citation, la faillite de Mme Paulette Georgette Julienne Layon, de nationalité belge, née à Foret le 1<sup>er</sup> mars 1957, domiciliée à 4870 Trooz, Grand-Rue 108, R.C. Liège 134602, avec date du début des opérations commerciales le 1<sup>er</sup> février 1980, pour l'exploitation d'un institut de beauté, salon de manucure, commerce de détail en fleurs et plantes d'ornement à son domicile, T.V.A. 723.020.182.

Le même jugement reporte au 15 septembre 1998 la date de la cessation des paiements et ordonne aux créanciers de faire au greffe la déclaration de leur créance dans les trente jours à compter du jugement déclaratif de faillite.

Le juge-commissaire : M. Marc Decharneux.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 27 avril 1999, à 9 h 30 m.

Le curateur, (signé) Me Eric Biar, avocat, rue de Campine 157, à 4000 Liège. (Pro deo) (5982)

Par jugement du 15 mars 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur aveu, de la S.P.R.L. Clément & Clémentine, R.C. Liège 196284, T.V.A. 459.308.262, passage Lemonnier 45, à 4000 Liège.

Date de début des opérations commerciales : le 20 janvier 1997, pour l'exploitation d'un commerce de gros et de détail avec importation et exportation en confection pour enfants, articles pour enfants, en jouets, en articles cadeaux, en confection pour hommes et dames.

Juge-commissaire : Mme Annette Penners.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mardi 27 avril 1999, à 9 h 30 m, salle des faillites, cabinet de Mme le greffier en chef, palais de justice de Liège, 1<sup>er</sup> étage.

Les créanciers sont invités à déposer leur déclaration de créance au greffe dans les trente jours à compter du jugement déclaratif.

Le curateur, (signé) Me Didier Grignard, avocat, quai de Rome 80, 4000 Liège. (Pro deo) (5983)

—  
Tribunal de commerce de Mons  
—

Par jugement du tribunal de commerce de Mons en date du 15 mars 1999, a été déclarée la faillite de M. Penant, Alex, né à Mons le 3 mars 1958, ayant exploité le débit de boissons « La Malle Poste », rue Masquelier 35A, à 7000 Mons, domicilié rue des Capucins 18/2, à Mons, R.C. Mons 117089, T.V.A. 620.989.446.

Date de cessation des paiements : provisoirement le 15 mars 1999.

Curateur : Me Pierre-Henry Bataille, avocat, dont les bureaux sont rue du Rossignol 6, à 7000 Mons.

Les déclarations de créances doivent parvenir au greffe du tribunal de commerce de Mons, palais de justice (extension), place du Parc 32, à 7000 Mons, au plus tard le 14 avril 1999.

Clôture du procès-verbal des créances fixée au tribunal de commerce de Mons le 29 avril 1999, à 9 heures.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P.H. Bataille. (5984)

—  
Tribunal de commerce de Namur  
—

Par jugement du tribunal de commerce de Namur, rendu le 11 mars 1999, a été prononcée la faillite de la S.P.R.L. Bureau J.P.P., dont le siège social et l'adresse de l'établissement sont sis à 5000 Namur, rue de Bruxelles 54, y exploitant une activité d'intermédiaire commercial, R.C. Namur 69168, T.V.A. 454.617.818.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 11 mars 1999, l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Gérard Elias, juge consulaire.

Curateur : Me Marie-Flore Heintz, avocat à Namur (Saint-Servais), rue de Gembloux 170.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les trente jours.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée à l'audience publique du 6 mai 1999, à 10 heures, au 1<sup>er</sup> étage, du palais de justice de Namur.

Le curateur, (signé) Marie-Flore Heinz. (Pro deo) (5985)

—  
Tribunal de commerce de Neufchâteau  
—

La faillite de la S.P.R.L. Trans CRC (R.C. Neufchâteau 21460), siège social à 6856 Paliseul, rue de la Plaide 6a, a été déclarée ouverte, sur assignation, par jugement du 9 mars 1999, du tribunal de commerce de Neufchâteau.

Epoque de cessation des paiements : 22 janvier 1999.

Date limite du dépôt des déclarations de créance : le 8 avril 1999.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances le 23 avril 1999, à 14 heures.

Juge-commissaire : M. Jacques Loiseau.

Curateur : Me J.-B. Massart, avocat à Bastogne.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Me Massart. (5986)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde

Ingevolge vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, d.d. 15 maart 1999 werd het faillissement van de heer Van Heck, Jacques, ambtshalve afgeschreven, H.R. Dendermonde 47110, BTW 646.468.673, gesloten bij gebrek.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator (get.), P. Seymoens, advocaat te 9200 Dendermonde, Gentsesteenweg 108-110. (Pro deo) (5987)

—  
Rechtbank van koophandel te Gent  
—

Bij vonnis d.d. 16 maart 1999, op bekentenis, derde kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake : Vande Papeliere, Tom, restauratiehouder, uitbater van spijshuis, drankgelegenheden, verbruiksalon, geboren te Sint-Amandsberg op 30 mei 1971, wonende te 9920 Lovendegem, Oostveld Kouter 192, H.R. Gent 180002, BTW 739.369.137.

Rechter-commissaris : de heer Freddy Colle.

Datum staking der betalingen : 1 maart 1999.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 13 april 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 27 april 1999 te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator is : Mr. P. Van Caenegem, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Savaanstraat 7.

Voor eensluidend uittreksel, de hoofdgriffier (get.) H. Vanmaldeghem. (5988)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent d.d. 4 maart 1999 werd het faillissement Sebastopol BVBA, Rode Lijvekensstraat 28, 9000 Gent, H.R. Gent 151314, afgesloten wegens ontoereikend aktiva.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) De Boever, Hilde, advocaat, K. Leopold II-laan 26d, 9000 Gent. (5989)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent d.d. 11 maart 1999 werd het faillissement Arrob Holdings BVBA, Zonne-dauwstaat 31, 9052 Zwijnaarde, H.R. Gent 174357, afgesloten wegens ontoereikend aktiva.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Jan De Buck, advocaat, Leernsesteenweg 453, 9800 Sint-Martens-Lerne. (5990)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent d.d. 8 maart 1999 werd het faillissement De Verenigde Plukkers CVBA, Elyzeese Velden 12, 9000 Gent, H.R. Gent 158534, afgesloten wegens ontoereikend aktiva.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Jan De Buck, advocaat, Leernsesteenweg 453, 9800 Sint-Martens-Lerne. (5991)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent d.d. 9 maart 1999 werd het faillissement Mahtop B.V.B.A., Kuiperskaai 21, 9000 Gent, H.R. Gent 171049, afgesloten wegens ontoereikend aktiva.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Cleeren, Iepenstraat 68, 9000 Gent. (5992)



Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gend d.d. 10 maart 1999 werd het faillissement Ounasse, Stephan, Zandeken 34, 9940 Evergem, H.R. Gent 166453, afgesloten wegens ontoereikend aktiva.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Waeterloos, Geert, advocaat, Willem van Nassaustraat 4, 9000 Gent. (5993)

---

Rechtbank van koophandel te Hasselt

---

Bij vonnis van 11 maart 1999 heeft de rechtbank van koophandel, tweede kamer, te Hasselt, na vereffening, het faillissement afgesloten verklaard van Peeters, Jean, wonende te 3800 Sint-Truiden, Hasseltsesteenweg 134, H.R. Hasselt 71674, failliet verklaard in datum van 14 augustus 1990.

De rechtbank heeft gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Hetzelfde vonnis stelt een einde aan de taak van curatoren en verleent de decharge van de vereffening.

Voor eensluidend uittreksel: voor de curatele, (get.) Mr. Daniel Libens. (5994)

---

Bij vonnis van 11 maart 1999 heeft de rechtbank van koophandel, tweede kamer, te Hasselt, na vereffening, het faillissement afgesloten verklaard van BMB Service B.V.B.A., met maatschappelijke zetel te 3583 Beringen (Paal), Sint-Sebastiaanstraat 27, H.R. Hasselt 73027, BTW 436.876.320, failliet verklaard in datum van 12 februari 1998.

De rechtbank heeft gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Hetzelfde vonnis stelt een einde aan de taak van curatoren en verleent de decharge van de vereffening.

Voor eensluidend uittreksel: voor de curatele, (get.) Mr. Daniel Libens. (5995)

---

Bij vonnis van 11 maart 1999 heeft de rechtbank van koophandel, tweede kamer, te Hasselt, na vereffening, het faillissement afgesloten verklaard van Bex, Filip Maurice René, wonende te 3890 Gingelom (Jeuk), Heiseltstraat 53, verblijvende te Sint-Truiden, Houtstraat 86, H.R. Hasselt 59681, failliet verklaard in datum van 24 februari 1994.

De rechtbank heeft gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Hetzelfde vonnis stelt een einde aan de taak van curatoren en verleent de decharge van de vereffening.

Voor eensluidend uittreksel: voor de curatele, (get.) Mr. Daniel Libens. (5996)

---

Bij vonnis van 11 maart 1999 heeft de rechtbank van koophandel, tweede kamer, te Hasselt, na vereffening, het faillissement afgesloten verklaard van de B.V.B.A. Vedesca, met zetel te 3500 Hasselt, Demerstraat 97, H.R. Hasselt 72958, failliet verklaard in datum van 25 november 1993.

De rechtbank heeft gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Hetzelfde vonnis stelt een einde aan de taak van curatoren en verleent de decharge van de vereffening.

Voor eensluidend uittreksel: voor de curatele, (get.) Mr. Daniel Libens. (5997)

Bij vonnis van 11 maart 1999 heeft de rechtbank van koophandel, tweede kamer, te Hasselt, na vereffening, het faillissement afgesloten verklaard van de B.V.B.A. Limburgse Electriciteitswerken, met zetel te 3941 Eksel, Marktplein 17, H.R. Hasselt 81175, failliet verklaard in datum van 3 oktober 1996.

De rechtbank heeft gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Hetzelfde vonnis stelt een einde aan de taak van curatoren en verleent de decharge van de vereffening.

Voor eensluidend uittreksel: voor de curatele, (get.) Mr. Daniel Libens. (5998)

---

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

---

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, tweede kamer, d.d. 2 maart 1999, werd het faillissement van de C.V. Construct en Renov G.D., in vereffening, met maatschappelijke zetel te 8930 Menen (Rekkem), Wijk Ten Dale 86, gesloten wegens gebrek aan actief. De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor gelijkvormig uittreksel: (get.) Mr. Luc Van Hulle, curator. (Pro deo) (5999)

---

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, d.d. 2 maart 1999, werd het faillissement van de N.V. Grondwerken Luc Vyncke, met maatschappelijke zetel Elstweg 13, 8570 Ingoogem, gesloten wegens gebrek aan actief.

Het vonnis zegt tevens dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

Voor gelijkvormig uittreksel: de curator, (get.) Mr. Claude Van Welden, advocaat, Leopoldstraat 34/4, 8550 Zwevegem. (6000)

---

Rechtbank van koophandel te Leuven

---

Bij vonnis d.d. 16 maart 1999, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekenenis, het faillissement uitgesproken van B.V.B.A. Belind, met maatschappelijke zetel te 3000 Leuven, Constantin Meunierstraat 74, en met als activiteiten: groothandel in geassorteerde textielwaren, kleding en schoeisel, H.R. Leuven 87689, BTW 452.003.667.

Rechter-commissaris: de heer C. Plingers.

Curator: Mr. J. Mommaerts, advocaat te 3000 Leuven, J.P. Mincklersstraat 19.

Staking der betalingen: 16 maart 1999.

Indienen der schuldvorderingen: vóór 9 april 1999, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen: 19 april 1999, te 14 u. 45 m.

Datum oprichting bedrijf: 11 februari 1994.

De curator, J. Mommaerts. (Pro deo) (6001)

---

Rechtbank van koophandel te Mechelen

---

Bij vonnis gewezen door de rechtbank van koophandel te Mechelen op 1 maart 1999 werd het faillissement van B.V.B.A. Euro Service, Werf 5, te Lier, H.R. Mechelen 57616, gesloten.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) Willy Vets. (6002)

---

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen d.d. 12 maart 1999 werd de N.V. Strabo Wegenbouw, Dorpstraat 93, te Booischoot, H.R. Mechelen 44843, BTW 407.248.659, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris: de heer H. Verbruggen.

Staking van betaling : op 12 maart 1999.

Curator : Mr. Willy Vets, advocaat te Mechelen, Louizastraat 35.

Indienen der schuldvorderingen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen, vóór 21 april 1999.

Afsluiting proces-verbaal van verificatie der schuldvorderingen op 26 april 1999, te 9 uur, op de rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) Willy Vets. (6003)

Bij vonnis gewezen door de rechtbank van koophandel te Mechelen op 1 maart 1999 werd het faillissement van de N.V. SBS, Tramweglei 61, te Lier, H.R. Mechelen 75126, gesloten.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Willy Vets. (6004)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

Bij vonnis van 16 maart 1999 werd het faillissement B.V.B.A. Schrijnwerkerij Hoebers, Jonkersblook 10, 3600 Genk, gesloten bij gebrek aan toereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Guy Hermans. (6005)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 15 maart 1999, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard : Lenaerts, Paul, geboren te Genk op 5 april 1968, wonende en handel-drijvende te Genk, Mieënbroekstraat 28, H.R. Tongeren 66886, onder-neming voor timmer- en schrijnwerk en garneren van niet metalen meubels en stoelen, BTW 638.537.241.

Tijdstip ophouden van betaling : 4 maart 1999.

Curatoren : Mrs. Michel Vanbuul; Felix Ruyschaert, en toegevoegd curator. Mr. Mark Bernaerts, allen advocaten te 3700 Tongeren, 18de Oogstwal 37, bus 1.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielstraat 22, te 3700 Tongeren, vóór 15 april 1999.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : 22 april 1999, om 10 uur, Kielstraat 22, te 3700 Tongeren.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Michel Vanbuul; Felix Ruyschaert; Mark Bernaerts, curatoren. (Pro deo) (6006)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 15 maart 1999, ingevolge dagvaarding, failliet verklaard : Valk Ventures B.V.B.A., waarvan de zetel gevestigd is te Lanaken, Roos-akkerstraat 8, H.R. Tongeren 81960, onderneming voor de uitgifte van korting- en premiezegels, BTW 459.899.764.

Tijdstip ophouden van betaling : 22 januari 1999.

Curatoren : Mrs. Michel Vanbuul; Felix Ruyschaert, en Mark Bernaerts, advocaten te 3700 Tongeren, 18de Oogstwal 37, bus 1.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielstraat 22, te 3700 Tongeren, vóór 15 april 1999.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : 22 april 1999, om 10 uur, Kielstraat 22, te 3700 Tongeren.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Michel Vanbuul; Felix Ruyschaert; Mark Bernaerts, curatoren. (Pro deo) (6007)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 15 maart 1999, op bekenenis, failliet verklaard : D.D.T. B.V.B.A., waarvan de zetel gevestigd is te Maasmechelen, Schoorstraat 1, bus 2, H.R. Tongeren 79456, groothandel in tandtechnisch materiaal, BTW 457.040.739.

Tijdstip ophouden van betaling : 15 maart 1999.

Curatoren : Mrs. Michel Vanbuul; Felix Ruyschaert, en toegevoegd curator, Mr. Mark Bernaerts, advocaten te 3700 Tongeren, 18de Oogstwal 37, bus 1.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielstraat 22, te 3700 Tongeren, vóór 15 april 1999.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : 22 april 1999, om 10 uur, Kielstraat 22, te 3700 Tongeren.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Michel Vanbuul; Felix Ruyschaert; Mark Bernaerts, curatoren. (Pro deo) (6008)

De rechtbank van koophandel te 3700 Tongeren, Kielstraat 22, bus 4, eerste kamer, heeft bij vonnis van het faillissement van 23 februari 1999, C.V. Lemaro, met maatschappelijke zetel gevestigd te 3680 Maaseik, Izevenstraat 8, tot 1 september 1993 uitbating te 3680 Maaseik, Bosstraat 18, H.R. Tongeren 65286, BTW 436.433.880, gesloten verklaard bij gebrek aan actief en bepaald dat er geen redenen zijn om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

In toepassing van artikel 83 van de faillissementswet houdt de gefail-leerde rechtspersoon op te bestaan.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Bude, Ivo; Van Leeuwen, René, curatoren. (Pro deo) (6009)

Bij vonnis d.d. 16 maart 1999 werd het faillissement Cox Algemene Bouwwerken B.V.B.A., thans C. Bouw B.V.B.A. in, Tongerse-steenweg 116, 3720 Kortesseem, BTW 433.710.061, volgens summieri rechtspleging gesloten. De verschoonbaarheid werd niet toegestaan.

De curatoren, (get.) Mrs. M. Hanssen & B. Mailleux. (6010)

Bij vonnis d.d. 16 maart 1999 werd het faillissement T.E.C; B.V.B.A., Parklaan 13, 3670 Meeuwen-Gruitrode, BTW 435.573.649, volgens summieri rechtspleging gesloten. De verschoonbaarheid werd niet toegestaan.

De curatoren, (get.) Mrs. M. Hanssen & B. Mailleux. (6011)

Bij vonnis d.d. 16 maart 1999 werd het faillissement Monlu B.V.B.A., Drievékenweg 13, 3680 Maaseik, BTW 450.027.738, volgens summieri rechtspleging gesloten. De verschoonbaarheid werd niet toegestaan.

De curatoren, (get.) Mrs. M. Hanssen & B. Mailleux. (6012)

Rechtbank van koophandel te Turnhout

De rechtbank van koophandel te Turnhout, tweede kamer, heeft bij vonnis van 16 maart 1999 de sluiting bevolen wegens ontoereikend actief, van het faillissement van De Cnaep, Petrus, steenweg op Mol 89, 2360 Oud-Turnhout.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) G. Somers, advocaat. (6013)

## Rechtbank van koophandel te Veurne

De rechtbank van koophandel te 8630 Veurne, Peter Benoitlaan 2, enige kamer, heeft bij vonnis van 17 maart 1999, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard : Boysen, Monica, geboren te Roeselare op 19 april 1966, echtgenote van de heer Clarebout, Patrick, wonende en handeldrijvende te Veurne, Statieplaats 3, H.R. Veurne 36565, voor drankgelegenheid met als handelsbenaming « Café 't Tonneke », BTW 673.220.877.

Rechter-commissaris : Dirk Servayge.

Tijdstip ophouden van betaling : 11 maart 1999.

Curator : Dirk Waeyaert, advocaat te 8630 Veurne, Sasstraat 14.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Beter Benoitlaan 2, te 8630 Veurne, vóór 7 april 1999.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : 26 april 1999, om 10 uur, in Peter Benoitlaan 2, Veurne.

Voor eensluidend uittreksel, (get.) Dirk Waeyaert, curator.  
(Pro deo) (6014)

**Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel**

Aux termes d'un jugement rendu le 21 janvier 1999, le tribunal de première instance de Nivelles a homologué en sa forme et teneur la modification apportée suivant acte reçu par Me Jean-Marie Bombeeck, notaire à Walhain-Saint-Paul, le 16 juillet 1998 au régime matrimonial des époux Baudouin Alphonse Albertine De Wilde, agriculteur, né à Cortil-Noirmont, le 6 avril 1953 et Monique Rose Marie Ghislaine Dujardin, aidante, née à Gembloux, le 24 mai 1961, demeurant ensemble à Chastre (Cortil-Noirmont), Ferme de la Dîme, rue Colonel Vendeur 1, mariés à Gembloux le 3 septembre 1980.

Aux termes de ce contrat modificatif, les époux De Wilde-Dujardin ont déclaré maintenir le régime de la communauté existant entre eux avec les modifications suivantes : 1. apport à la communauté des biens immeubles appartenant antérieurement à M. De Wilde.; 2. clause de partage inégal de la communauté.

Fait à Walhain, le 14 mars 1999.

(Signé) J.-M. Bombeeck, notaire. (6015)

Par requête en date du 5 février 1999, déposée au greffe du tribunal de première instance de Charleroi :

1. M. Barletta, Giuseppe, cafetier, né à Ceglie Messapico (Italie) le 4 mai 1950,

et son épouse,

2. Mme Drappier, Eliane Francine Monique Marie, décoratrice publicitaire, née à Charleroi le 17 juin 1952,

demeurant et domiciliés ensemble à Binche (Ressaix), rue de Parsignies 47, mariés devant l'officier de l'Etat civil de Ressaix en date du 24 juin 1974, sous le régime légal à défaut de contrat de mariage, régime auquel ils n'ont apporté aucune confirmation ni modification à ce jour, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Charleroi une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial pour adopter le régime de séparation de biens pure et simple, et ce par acte reçu par le notaire Marcel Leclercq à Quaregnon, en date du 5 février 1999.

Quaregnon, le 9 mars 1999.

(Signé) Marcel Leclercq, notaire. (6016)

Bij vonnis d.d. 26 januari 1999, heeft de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, gehomologeerd de akte-wijziging van het huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Francis De Boungne, te Kalmthout, op 8 september 1979, tussen de heer De Becker, Hugo Emile, houtbewerker, geboren te Berchem op 26 november 1955, en zijn echtgenote Mevr. Beyers, Maria, huisvrouw, geboren te Wuustwezel op 5 september 1953, samen wonend te Kalmthout, Dr. J. Goossenaertsstraat 60, inhoudende vervanging van het wettelijk stelsel, tussen genoemde echtgenoten bestaand hebbend bij gebrek aan huwelijkscontract, door het stelsel van algehele gemeenschap van goederen.

(Get.) Francis De Boungne, notaris te Kalmthout. (6017)

Bij verzoekschrift van 1 december 1998, hebben de heer Robignon, Mario Jules, vrachtwagenbestuurder, geboren te Geraardsbergen, op 27 augustus 1970, en zijn echtgenote Mevr. Simoens Martine, bediende, geboren te Geraardsbergen, op 28 januari 1967, samenwonende te Geraardsbergen-Ophasselt, Vrijheid 17a, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, een vraag ingediend tot homologatie van het contract houdende wijziging van huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Emmanuël D'Haenens, met standplaats Geraardsbergen, op 1 december 1989.

Geraardsbergen, 10 maart 1999.

Voor de verzoekers, (get.) Emmanuël D'Haenens, notaris. (6018)

**Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap**

## Rechtbank van eerste aanleg te Brussel

Bij beschikking d.d. 9 februari 1999 van de 27<sup>e</sup> kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel werd Mr. Paul Struyven, advocaat en plaatsvervangend rechter, Opperstraat 95, te 1050 Brussel, aangesteld als curator van de nalatenschap van Keygerts, Joanna Octavia, geboren te Sterrebeek op 30 september 1903, laatst gehuisvest te 1933 Sterrebeek, Taymansstraat 38, overleden te Overijse op 10 februari 1994.

Brussel, 15 maart 1999.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Ch. Sauvage. (6019)

**Mutualité chrétienne du Brabant wallon***Liste des administrateurs élus par l'assemblée générale du 12 septembre 1998*

Baccus, Anne-Marie, chemin des Iris 2, 1300 Wavre, vice-présidente.

Collin, Arthur, rue de Fagneton 35, 1367 Autre Eglise, administrateur.

De Gelaen, Eddy, rue Albert I<sup>er</sup> 29, 1480 Tubize, administrateur.

Demagnet, Benoît, rue Haute 83, 1435 Corbais, président.

Detienne, Philippe, rue du Bois 5, 1460 Ittre, secrétaire fédéral et trésorier.

Elsen, Robert, avenue des Tourterelles 48, 1420 Braine-l'Alleud, administrateur.

Eylenbosch, Yvette, rue de Bruxelles 41, 1400 Nivelles, administrateur.

Flamant, Roger, rue du Crécou 60, 1350 Orp, administrateur.

Goor, Agnès, chaussée d'Alseberg 106, 1420 Braine-l'Alleud, administrateur.

Gyre, Richard, chaussée de Hannut 32, 1370 Jodoigne, administrateur.

Henry De Generet, Philippe, rue de Mons 33, 1400 Nivelles, administrateur.

Jacob, Benoît, avenue Bel Horizon 13, 1341 Cérroux-Mousty, administrateur.

Krirem, Christophe, avenue Wilmart 67, 1360 Perwez, administrateur.

Lacroix, Stéphane, rue de la Libération 42/6, 1440 Braine-le-Château, vice-président.

Laurent, Fabrice, rue de l'Alabanie 85, 1060 Bruxelles, administrateur.

Mayne, Martine, rue Kwakenbienne 4, 1331 Rosières, administrateur.

Oleffe, Etienne, avenue Reine Fabiola 16, 1340 Ottignies, administrateur.

Struyf, Cécile, faubourg de Soignies 137, 1400 Nivelles, administrateur.

Tordeurs, Cécile, clos Sainte-Rita 29, 1420 Braine-l'Alleud, administrateur. (6022)

—————

**Mutualité chrétienne de Dinant — 133,  
avenue des Combattants 20, 5500 Dinant**

—

Affiliée à l'Alliance nationale des Mutualités chrétienne

—

*Composition du conseil d'administration*

Conformément aux dispositions légales et statutaires, l'assemblée générale a, lors de sa séance du 26 septembre 1998, élu les administrateurs suivants :

Président : Barbeaux, Michel, député wallon, né le 6 décembre 1947, avenue Schlögel 32, 5590 Ciney.

Bouchat, André-Marie, kinésithérapeute, né le 19 mars 1943, rue E. Dinot 89, 5590 Ciney.

Bouve, Jean, docteur en médecine, né le 27 novembre 1946, rue Fidevoeye 13, 5530 Yvoir.

Coumans, Alexandre, étudiant, né le 7 juillet 1978, rue du Manoir 59, 5544 Agimont.

Degoudenne, André, employé, né le 17 février 1933, La Pomme-raie 9, 5500 Dinant.

Didier, André, employé, né le 1<sup>er</sup> juillet 1943, rue du Peuplier 6, 5590 Ciney.

Dumont, Jules, employé, né le 3 novembre 1938, Rivage 5, 5537 Annevoie.

François, Armand, employé, né le 12 avril 1945, rue de l'Eglise 16, 5520 Onhay.

Godet, Thierry, employé, né le 23 juillet 1952, rue du Centre 68, 5530 Godinne.

Grandjean, Marie-Bernard, infirmière, née le 8 mai 1948, avenue Doyen Woine 37, 5530 Yvoir.

Henin, Gaston, fonctionnaire, né le 13 avril 1950, Grand'Route 4, 5377 Heure.

Jadot, Luc, fonctionnaire, né le 31 octobre 1951, rue d'Alvaux 7, 5360 Hamois.

Lebrun, Marcel, fonctionnaire retraité, né le 10 novembre 1932, Parc Communal 3, 5570 Beauraing.

Malet, Paul, employé, né le 12 août 1953, rue de Jamblinne 49, 5580 Villers-sur-Lesse.

Moseray, Brigitte, employée, née le 8 décembre 1958, Chapelle-du-Comte 3, 5561 Celles.

Natalis, Maryse, employée, née le 5 août 1967, rue Courtejoie 57/3, 5590 Ciney.

Raty, Jean-Marie, dirigeant P.M.E., né le 5 décembre 1941, avenue Roi Albert 50, 5590 Ciney.

Roger, Françoise, infirmière, née le 14 mai 1961, rue Ostivay 24, 5550 Nafraitre.

Rondeux, Philippe, employé, né le 4 février 1953, rue de Dinant 233, 5570 Baronville.

Seron, Marie-Pierre, employée, né le 9 avril 1966, Gros-Fays 43, 5555 Bièvre.

Tallier, Charles, fonctionnaire retraité, né le 14 mai 1933, La Pomme-raie 18, 5500 Dinant. (6023)

—————

**Mutualité chrétienne du Centre, de Charleroi et de Thudinie,  
rue du Douaire 40, 6150 Anderlues — O.A. 128**

—

*Conseil d'administration*

Election des trente administrateurs par l'assemblée générale le 20 juin 1998. Election du président, des vice-présidents et du bureau par le conseil d'administration le 1<sup>er</sup> octobre 1998.

Président :

M. Yernaux, Jean-Pierre, enseignant, rue des Combattants 11-11, 6230 Viesville, Belge.

Vices-présidents :

M. Moinet, Bernard, agent de l'Etat, avenue Jeanne Hachette 23, 7130 Binche, Belge.

M. Fievet, Gaston, employé, rue de Donstiennes 2, 6511 Strée (Hainaut), Belge.

Bureaux :

M. Tordoir, Pierre, fonctionnaire de la Région wallonne, rue de Longtain 131-1, 7100 La Louvière, Belge.

M. Beaumet, Claude, employé, rue de France 30, 6560 Solre-sur-Sambre, Belge.

M. Haesen, Guy, ingénieur, rue du Houssu 67, 7141 Carnières, Belge.

Mme Bottemanne, Emilie, retraitée, rue Pierre Jos. Wincqz 97, 7060 Soignies, Belge.

M. Delabie, Alain, enseignant, chaussée de Bruxelles 33, 7061 Casteau, Belge.

Mme Arpigny, Nadine, sans profession, rue du Gurgeat 47-5, 6000 Charleroi, Belge.

Administrateurs :

M. Duchateau, François, employé, place Max Buset 26, 7134 Ressaix, Belge.

M. Dozot, Claude, fonctionnaire, rue de la Ferme Blanche 35, 6060 Gilly, Belge.

M. Goisse, Pierre, enseignant, rue du Nouveau Monde 18, 7060 Soignies, Belge.

M. Coppée, Jean-Claude, chimiste, rue Rivière 52, 7120 Estinnes-au-Mont, Belge.

M. Crappe, Jean, retraité, R.O. Gilles 55, 6200 Châtelet, Belge.

M. Grevesse, Guy, employé, rue Omer Thiriar 130, 7100 Saint-Vaast, Belge.

M. Totin, Georges, courtier en assurances, avenue de l'Europe 31, 7100 Saint-Vaast, Belge.

M. Goffart, Michel, retraité, avenue Albert I<sup>er</sup> 11-8-4, 6032 Mont-sur-Marc, Belge.

M. Watelet, Jean-Claude, consultant en informatique, rue de Nivelles 107, 7160 Godarville, Belge.

M. Tilquin, José, retraité, rue de Virelles 37, 6460 Chimay, Belge.

M. Antoine, Bernard, secrétaire de C.P.A.S., chemin des Aulnes 129, 7060 Soignies, Belge.

M. Knoops, Thierry, avocat, chaussée de Bruxelles 438, 6040 Jumet, Belge.

M. Devos, Jean-Claude, instituteur, rue Closière du Fy 2, 7191 Ecaussinnes-Lalaing, Belge.

Administratrice :

Mme Dufrasne, Véronique, infirmière, rue du Monciat 145, 6240 Farciennes, Belge.

Mme Debrulle, Andrée, employée, rue Malakoff 18, 6230 Thiméon, Belge.

Mme Latte, Solange, retraitée, Grand-Rue 89, 6183 Trazegnies, Belge.

Mme Salvi, Véronique, assistante parlementaire, rue Monceau-au-Fontaine 58/2, 6031 Monceau-sur-Sambre, Belge.

Mme Passador, Yvette, employée, rue Liebin 66, 7110 Houdeng-Aimerie, Belge.

Mme Mesdagh, Solange, employée aux Finances, rue Castin 60, 6043 Ransart, Belge.

Mme Corneillie, Christiane, sans profession, rue Carly 3, 6120 Marbaix, Belge.

Mme Korpak, Christine, éducatrice, square Mabilie 5, 7070 Le Rœulx, Belge. (6024)

—————

**Ziekenfonds LBC-VB (102)  
te 2000 Antwerpen, Sudermanstraat 5**

—

*Samenstelling van de raad van bestuur*

Overeenkomstig de wettelijke en statutaire bepalingen heeft de algemene vergadering in zijn zitting van 27 juni 1998 de hierna volgende bestuurders verkozen.

In zijn zitting van 27 juni 1998 heeft de raad van bestuur de mandaten als volgt verdeeld :

V(S) Schellekens, Jozef, leraar, Loenhoutseweg 34, 2320 Hoogstraten, geboren op 2 december 1942.

O(S) Waeyaert, Christian, zelfstandig-leersecretaris, Pannestraat 76, 8630 Veurne, geboren op 7 december 1936.

S/SB Goffart, Jean-Marie, (P), Pr. Van Langendonckstraat 2, 2050 Antwerpen, geboren op 18 september 1947.

B(S) Coppesmette, Guillaume, gepensioneerd, Peerschat 49, 3150 Wespelaar, geboren op 1 december 1931.

B(S) Corluy, Jan, bruggepensioneerd, de Selliers De Moranville-laan 7, 2820 Bonheiden, geboren op 16 juni 1937.

B(S) Dausy, Lea, verpleegster-vroedvrouw, Rucaplein 524, 2610 Wilrijk, geboren op 12 januari 1939.

B(S) De Clercq, Luce, bediende-gepensioneerd, Brignoleslaan 28, 8700 Tielt, geboren op 31 maart 1933.

B(S) De Groot, Ingeborg, verpleegster, Amerlolaan 43, 2900 Schoten, geboren op 16 juni 1962.

B(S) De Neve, Lisette, bediende, Polderweg 24, 8630 Veurne, geboren op 30 november 1944.

B(S) Horemans, Paul, industrieel ingenieur, Robiniadreef 35, 9050 Gentbrugge, geboren op 25 april 1954.

B(S) Huygens, Agnes, (P), Sint-Sebastiaanstraat 13, 2610 Wilrijk, geboren op 10 mei 1942.

B(S) Lambert, Emile, gepensioneerd, Smolders Blockstraat 13, 2650 Edegem, geboren op 11 oktober 1934.

B(S) Lammens, Kristel, juridisch adviseur, Molenstraat 43, 2540 Hove, geboren op 17 juni 1965.

B(S) Loosen, Hugo, buschauffeur, Kardinaal Mercierlaan 95, 3001 Heverlee, geboren op 12 juli 1954.

B(S) Macharis, Gustaaf, gepensioneerd, Gladiolusstraat 11, 2610 Wilrijk, geboren op 1 juni 1933.

B(S) Mastbooms, Emiel, bruggepensioneerd, Dennenlaan 30, 2520 Ranst, geboren op 10 augustus 1938.

B(S) Mertens, Ivan, gepensioneerd, Grote Beekstraat 15, 2340 Beerse, geboren op 29 november 1935.

B(S) Soeters, Rosa, gepensioneerd, Geelgorslaan 10, 2950 Kapellen, geboren op 3 augustus 1932.

B(S) Van Mechelen, Erik, medisch afgevaardigde, Oosterveld-laan 216, 2610 Wilrijk, geboren op 8 mei 1972.

B(S) Vanhamel, Marcel, psycholoog, Grote Hoolstraat 104, 3540 Herkede-Stad, geboren op 2 september 1942.

B(S) Vantroyen, Roger, bediende, Spalaan 57, 8400 Oostende, geboren op 6 januari 1943.

B(S) Vermeesch, Dries, bediende, Kievitstraat 3, 8400 Oostende, geboren op 16 februari 1942.

B(S) Vitse, Hendrik, zelfstandige, Lavendelstraat 11, 8600 Diksmuide, geboren op 14 april 1951.

B(S) Vleeschouwers, Katrin, kleuterleidster, Boudewijnstraat 55, 2018 Antwerpen, geboren op 29 maart 1967.

Raadgevende stemmen :

Jacobs, Jan, (P), Eigenheem 15, 2950 Kapellen, geboren op 13 januari 1945.

Pylyser, Mark, (P), Lorckenlaan 17, 2560 Kessel (Nijlen), geboren op 8 augustus 1961.

Te Antwerpen, 27 juni 1998.

De secretaris, (get.) J.-M. Goffart; de voorzitter, (get.) J. Schellekens.

V = voorzitter.

O = ondervoorzitter.

S = seckretaris.

SB = schatbewaarder.

B = bestuurder.

(S) = stemrecht.

(P) = personeelslid

(6028)

—————

**CM Antwerpen,  
Molenbergstraat 2, 2000 Antwerpen**

—

*Raad van bestuur*

Blondiau, Anne, Rederijersstraat 70, 2610 Wilrijk.

Bogaerts, Jozef, Kardinaal Cardijnlaan 20, 2980 Zoersel.

Bogman, Leo, Eksterdreef 8, 2970 Schilde.

Borghys, Albert, Beekboshoek 29, 2550 Kontich.

Brion, Lis, Van de Reydtlaan 23, 2960 Brecht.

Colman, Karel, waarnemer, Kruibeeksesteenweg 100, 2070 Burcht.

Cornelissen, Hugo, voorzitter, J. Englishstraat 63, bus 14, 2140 Borgerhout.

Crauwels-Bosseloo, Ann, Sint-Reinhildisstraat 17, 2640 Mortsel.

Crickemans, François, Dr. M. Timmermanslaan 85, 2170 Merksem.

D'Haenens-Neyrinck, Hilde, Laurentia Poststraat 11, 2100 Deurne.

De Bruyn, Constant, Neervenweg 100, Loenhout.

De Buck, Louis, Italiëlei 84, bus 2, 2000 Antwerpen.

De Cleyn, Wim, Neerbroeck 104, 2070 Zwijndrecht.

De Maeyer, Hedwig, Berkenlei 21, 2900 Schoten.

De Wachter, Bart, Zandvlietsedorpsstraat 33, 2040 Zandvliet.

De Wulf, Luc, Peter Benoitlaan 3, 2550 Kontich.

D'Haelt-Van den Broeck, Frieda, Venneborglaan 97, 2100 Deurne.

Durnez, Marleen, waarnemer, Markgravelei 102, 2018 Antwerpen.

Everaerts, Paula, De Brakeleerstraat 27, bus 2, 2018 Antwerpen.

Geys, Ludo, Oude Baan 75, 2970 Schilde.

Goossens, Olaf, Cederlaan 28, 2900 Schoten.

Huybrechts, Freddy, J.F. Gellyncklaan 92, 2540 Hove.

Leys, Stijn, Molenlei 38, 2170 Merksem.

Michiels, André, Waarlooshofstraat 28, 2020 Antwerpen.

Moetewiel, Guido, waarnemer, Louizastraat 10-12, 2000 Antwerpen.

Muyshondt, Jos, secretaris, Molenstraat 172, 2840 Reet.  
 Ooms, Leen, Kattenberg 118, 2140 Borgerhout.  
 Peeters, Jos, Beekhoekstraat 48, 2540 Hove.  
 Phlipppo, Jan, Alfredlei 4, 2930 Brasschaat.  
 Pirlet, John, Plutostraat 10, 2900 Schoten.  
 Schrijvers, Dirk, Gen. Drubbelstraat 80, 2600 Berchem.  
 Sluyts-Smets, Jeanne, Holle Weg 27, 2550 Kontich.  
 Smets, Jef, pastor, Abelebaan 21, 2520 Broechem.  
 Stas, Wim, Beekvelden 113, 2840 Reet.  
 Traets, François, Grimsbystraat 19, 2030 Antwerpen.  
 Uyttenhove, Anne-Marie, J. Blockxstraat 38, 2640 Mortsel.  
 Van Meel, Jos, Heikantlaan 36, 2910 Essen.  
 Van Sande, Hugo, waarnemer, Sneeuwbeslaan 20, 2610 Wilrijk.  
 Van Zele, Wim, Sint-Antoniusbaan 159, 2980 Zoersel.  
 Vermeylen, Wilfried, Meereigen 150, 2170 Merksem.  
 Verstrepen, Geert, Eikenstraat 163, bus 3, 2840 Reet (6029)

**Christelijke Mutualiteit van het Arrondissement Tielt,  
 Oude Stationsstraat 8, 8700 Tielt**

*Samenstelling van de raad van bestuur*

Overeenkomstig de wettelijke en statutaire bepalingen heeft de algemene vergadering in zijn zitting van 20 juni 1998 de hierna vermelde bestuurders verkozen.

In zijn zitting van 27 augustus 1998 heeft de raad van bestuur de mandaten als volgt verdeeld :

Voorzitter Memiengre, Marc, schooldirecteur, Ingelmunstersteenweg 29, 8760 Meulebeke, geboren op 1 augustus 1948.

Ondervoorzitter Dewinter, Betty, verpleegkundige, Grote Hulststraat 3, 8700 Tielt, geboren op 30 december 1960.

Secretaris Develtere, Frank, (P) ziekenfonds-secretaris, Meentakstraat 8, 8760 Meulebeke, geboren op 21 september 1959.

(S) Brynckman, Danny, slager, Kruisbergstraat 26H, 8755 Ruiselede, geboren op 18 januari 1964.

(S) Coysman, Linda, bejaardenverzorgster, Vuilputstraat 71, 8760 Meulebeke, geboren op 14 januari 1959.

(S) Debrabandere, Anna, gepensioneerd bejaardenhelpster, Tieltstraat 1/5, 8760 Meulebeke, geboren op 31 augustus 1938.

(S) De Langhe, Andre, handelaar, Sint-Bavostraat 12, 8710 Sint-Baafs-Vijve, geboren op 4 november 1933.

(S) Depauw, Lea, huisvrouw, Kasteelstraat 82, 8750 Zwevezele, geboren op 18 januari 1936.

(S) Desmet, Greet, kruidenierster, Jozef Cardijnstraat 54, 8740 Pittem, geboren op 11 juni 1962.

(S) De Visschere, Luc, tandarts, Oude Bruggestraat 72, 8750 Wingene, geboren op 28 februari 1953.

(S) Devos, Leona, gepensioneerd bejaardenhelpster, Papegaaistraat 62, 8780 Oostrozebeke, geboren op 20 januari 1934.

(S) Geeraerts, Greta, huisvrouw, Wingensesteenweg 128D, 8700 Tielt, geboren op 24 februari 1940.

(S) Lagrange, Madeleine, huisvrouw, Hugo Verrieststraat 6, 8720 Wakken.

(S) Lambert, Mieke, verpleegkundige, Drie Wilgen 45, 8700 Tielt, geboren op 17 juli 1960.

(S) Mahieu, Geert, gemeentebediende, Sint-Godelievestraat 6, 8740 Pittem, geboren op 18 april 1957.

(S) Muys, Odiel, schooldirecteur BUSO onderwijs, Meulebekesteenweg 15, 8720 Dentergem, geboren op 29 april 1929.

(S) Naessens, Ludwine, verpleegkundige, Delmerensmolenstraat 3, 8700 Aarsele, geboren op 18 mei 1956.

(S) Neiryndck, Richard, ziekenhuis-directeur, Ronceval 22, 8700 Tielt, geboren op 16 september 1953.

(S) Strubbe, Roger, bediende, Klijtenstraat 22, 8700 Tielt, geboren op 4 december 1938.

(S) Vandeputte, Greta, kinderverzorgster, Lavoordestraat 44, 8750 Wingene, geboren op 7 maart 1955.

(S) Van Overschelde, Freddy, gemeentebediende, A. Rodenbachlaan 7, 8710 Wielsbeke, geboren op 14 oktober 1954.

(S) Van Parys, Eric, dagcentrum-directeur, Rijksweg 109, 8710 Sint-Baafs-Vijve, geboren op 23 oktober 1958.

(S) Van Wanseele, Robert, bankbediende, Bruggesteeweg 15, 8755 Ruiselede, geboren op 18 mei 1949.

(S) Vercruysse, Hubert, kinesitherapeut, Statiesstraat 57, 8720 Dentergem, geboren op 18 maart 1952.

(S) Verhaeghe, Katrien, bediende, Thienpontlaan 4, 8760 Meulebeke, geboren op 14 december 1958.

(S) Vierstraete, Christiane, gepensioneerd S. verpleegkundige, Leegstraat 148, 8780 Oostrozebeke, geboren op 9 augustus 1935.

(S) Warnez, Peter, industrieel ingenieur, Peerstalvoetweg 2, 8750 Wingene, geboren op 3 januari 1964.

(S) Willems, Peter, leraar, Deken Darraslaan 57, 8700 Tielt, geboren op 10 januari 1970.

(S) = stemrecht.

(P) = personeelslid (6030)

**Ziekenfonds Christelijke Mutualiteit  
 Oude Burg 19, 8000 Brugge**

*Samenstelling raad van bestuur*

*verkozen in de algemene vergadering van 18 juni 1998 en 23 oktober 1998*

Asseloos, Daniël, beheerder, Meiboomstraat 37, 8730 Beernem.

Bonte, Joseph, beheerder, Keuvelhoekstraat 85, 8300 Knokke-Heist.

Catrysse, Pierre, beheerder, Montpellier 2, 8310 Sint-Kruis.

Cornelus, Urbain, beheerder, Noordstraat 32, 8211 Aatrijke.

Daenens, Roos, beheerder, Eernegemweg 53, 8490 Snellegem.

De Bleecker, Norbert, beheerder, Eiland 18, 8730 Sint-Joris.

De Bruyne, Jozef, beheerder, A. Rodenbachstraat 28, 8000 Brugge.

De Grootte, Sylvain, secretaris-schatbewaarder, Jules Van Praetstraat 34, 8000 Brugge.

De Langhe, Marc, beheerder, Joe Enghishstraat 1, 8000 Brugge.

Deklerck, Katrien, beheerder, Bekeweg 17, 8000 Brugge.

Dekoninck, John, beheerder, Hogeweg 261, 8200 Sint-Andries.

Delos, Etienne, beheerder, Kapellestuk 10, 8000 Brugge.

Depreter, Eveline, beheerder, James Waelestraat 10, 8000 Brugge.

E.H. Rik Verbeke, beheerder, Nieuwstraat 3, 8000 Brugge.

Jansseune, Joel, beheerder, Oostendestraat 268, 8820 Torhout.

Pyra, Marie Louise, beheerder, Nieuwesteenweg 79, 8377 Zuienkerke.

Roelof, Els, beheerder, Oedelemsestraat 116, 8020 Oostkamp.

Sagaert, Rik, ondervoorzitter, Spoorwegstraat 108, 8200 Sint-Michiels.

Schacht, Antoon, voorzitter, Patrijzenstraat 1, 8300 Westkapelle.

Slegers, Caroline, beheerder, Polderweg 27, 8330 Zeebrugge.

Vandenbergh, Josee, beheerder, Terluchtestraat 15, 8020 Ruddervoorde.

Van Parys, Luc, beheerder, Majoor Woodstraat 26, 8020 Oostkamp.

Van Troeye, Josiane, beheerder, Schaapstraat 61, 8370 Blankenberge.  
 Vannoote, Mieke, beheerder, Vrijheidsstraat 116, 8310 Assebroek.  
 Viaene, Anne-Marie, beheerder, Warandelaan 19, 8340 Sijsele.  
 Weyts, Johan, ondervoorzitter, Bisschopsdreef 13, 8310 Sint-Kruis.  
 Heijl, Francine, raadgever, Waalsestraat 51, 8000 Brugge.  
 Vanhoutteghem, Antoon, raadgever, Westmoere 47, 8490 Snellegem.  
 Vercruyse, Desire, raadgever, Dudzelestraat 3, 8300 Westkapelle.  
 Pollentier, Anne, raadgever, Ontmijnerslaan 41, 8200 Sint-Andries.  
 Daeninck, Luc, raadgever, Matmeers 1-2, 8310 Assebroek.  
 Coucke, Marc, raadgever personeel, De Waterwilgen 35, 8310 Sint-Kruis.  
 Descamps, Geert, raadgever personeel, Witte Beerstraat 12, 8200 Sint-Andries.  
 Leupe, Stefaan, raadgever personeel, Molenmeers 31, 8000 Brugge.  
 Voor eensluidend afschrift : (get.) Sylvain De Grootte, secretaris; (get.) Antoon Schacht, voorzitter. (6025)

### Christelijke Mutualiteit Turnhout

Identificatienummer : 105

#### Raad van bestuur

Overeenkomstig artikelen 12, 13, 16 en 17 van de statuten heeft de algemene vergadering van 25 juni 1998 met eenparigheid van stemmen de beheerders aangesteld. De raad van bestuur koos in de vergadering van 25 juni 1998 volgende functies :

Voorzitter : Helsen, Guido, bediende, Neeerstraat 20, 2230 Herselt, Belg.

#### Ondervoorzitters :

Wouters, Rik, zelfstandige, Veldekensweg 3, 2300 Turnhout, Belg.  
 Leysen, Frieda, ambtenaar, Markgravenstraat 189, 2200 Herentals, Belgische.

#### Bestuurders :

De Wachter, Eddy, bediende, Klaveren 7, 2300 Turnhout, Belg.  
 Goetschalkx, Jeanne, huisvrouw, Engakkers 30, 2460 Tielen, Belgische.  
 Moelans, Alida, huisvrouw, Kantstraat 83, 2480 Dessel, Belgische.  
 Pans, Alfons, gepensioneerde, Achtelsestraat 61, 2320 Hoogstraten, Belg.  
 Van Craenendonck, René, bruggepensioneerde, Belgiëlaan 56, 2400 Mol, Belg.  
 Van Hoof, Stef, bediende, Berthoutsdreef 23, 2440 Geel, Belg.  
 Verreydt, Jan, arbeider, Gestelsesteenweg 140, 2450 Meerhout, Belg.  
 Vervoort, Kris, werkzoekende, De Nefstraat 51, 2275 Gierle, Belg.  
 Secretaris-schatbewaarder : Bartholomeus, Alex, bediende, Binnenblok 2, 2440 Geel, Belg.

Pastorale begeleider : Bockx, Jan, beidende, Roggedries 51, 2440 Geel, Belg.

De raad van beheer geeft volmacht voor financiële verrichtingen (kas, postcheque, banken) aan volgende leden (er zijn steeds twee handtekeningen vereist) :

Helsen, Guido, voorzitter, Neerstraat 20, 2230 Herselt.  
 Bartholomeus, Alex, secretaris-schatbewaarder, Binneblok 2, 2440 Geel.  
 Van Ballaer, Jan, adjunct-secretaris Financiën, Breemakkers 72, 2460 Tielen.

Peeters, Guy, adjunct-secretaris, Italiëlaan 40, 2400 Mol.  
 Steeman, Tonnie, adjunct-secretaris, Kapelweg 205, 2300 Turnhout.  
 Vanlommel, Kris, adjunct-secretaris, Poederleeseweg 110, 2200 Herentals.  
 Voor echt verklaard te Turnhout, op 27 augustus 1998.  
 Namens CM Turnhout : (get.) Alex Bartholomeus, secretaris-schatbewaarder; (get.) Guido Helsen, voorzitter. (6026)

### Christelijke Mutualiteit van het arrondissement Mechelen (104) Antwerpsesteenweg 261, te 2800 Mechelen

Aangesloten bij de Landsbond der Christelijke Mutualiteiten

#### Samenstelling van de raad van bestuur

Overeenkomstig de wettelijke en statutaire bepalingen heeft de algemene vergadering in zijn zitting van 27 juni 1998 de hierna volgende bestuurders verkozen.

In zijn zitting van 7 september 1998 heeft de raad van bestuur de mandaten als volgt verdeeld :

V(S) Clemens, Johan, bediende, geboren op 18 juli 1955, Pastorijstraat 9, 2820 Bonheiden.

O(S) Wagendorp, Erik, bediende, geboren op 25 januari 1946, Kardinaal Cardijnstraat 47, 2500 Lier.

O(S) Debroey, Dirk, bediende, geboren op 21 september 1956, Reetlei 32, 2580 Putte.

S(S) Vermost, Luc, bediende (P), geboren op 18 oktober 1947, Hogeweg 165, 2800 Mechelen.

SB(S) Vandeperre, Hugo, bediende (P), geboren op 7 mei 1956, Bakestraat 93, 3140 Keerbergen.

B(S) Bradt, Eric, bediende, geboren op 5 maart 1951, J. De Blockstraat 53, 2830 Tisselt.

B(S) Broos, Heidi, bediende, geboren op 21 november 1967, Eikstraat 18, 2830 Willebroek.

B(S) Brusselmans, Louisa, gepensioneerd, geboren op 20 oktober 1933, Borgstraat 118, 2890 Sint-Amands.

B(S) Coppens, Victor, gepensioneerd, geboren op 22 april 1936, Leeuwstraat 24/3, 2500 Lier.

B(S) De Keersmaecker, Greta, huishoudster, geboren op 24 juli 1946, Begonialaan 2, 2870 Puurs.

B(S) De Wit, Wim, bediende, geboren op 21 september 1971, XI Novemberstraat 6, 2800 Mechelen.

B(S) Hoyberghs, Michèle, bediende, geboren op 19 november 1958, Stoutmolendreef 43A, 2560 Kessel.

B(S) Jaspers, Ann, bediende, geboren op 3 januari 1964, Kabouterstraat 8, 2800 Mechelen.

B(S) Lambrechts, Liliane, bediende, geboren op 15 maart 1949, Lostraat 35, 2220 Heist-op-den-Berg.

B(S) Lenaerts, Hugo, beidende, geboren op 13 maart 1953, Van Hoeystraat 32, 2800 Mechelen.

B(S) Liekens, Louis, ambtenaar, geboren op 6 mei 1944, Groenstraat 4, 2570 Duffel.

B(S) Mergaerts, Patricia, bediende, geboren op 14 augustus 1957, Vlierstraat 1, 2812 Muizen.

B(S) Stroobants, Bart, student, geboren op 17 januari 1973, Tulpenstraat 2860 Sint-Katelijne-Waver.

B(S) Vanachter, Jos, bediende, geboren op 15 april 1947, Molenstraat 60, 2870 Puurs.

B(S) Van Craen, Jos, bediende, geboren op 17 augustus 1943, Peyerstraat 1, 2223 Schriek.

B(S) Van de Walle, Hubert, gepensioneerd, geboren op 26 maart 1935, Jubellaan 131, 2800 Mechelen.

B(S) Van Loon, Herman, bediende, geboren op 30 augustus 1949, Oude Schrieksebaan 59, 2820 Rijmenam.

B(S) Vanneste, Filip, advocaat, geboren op 12 maart 1974, Spiekelei 12, 2820 Bonheiden.

B(S) Van Opstal, Cil, bediende, geboren op 10 november 1946, Strijdersstraat 75, 2650 Edegem.

B(S) Van Praet, Marc, bediende, geboren op 30 januari 1957, Kerkhoflaan 18, 2830 Tisselt.

B(S) Van Uytsel, Jozef, bediende, geboren op 29 maart 1948, Hemelshoek 225, 2590 Berlaar.

B(S) Van Zegbroeck, Bart, bediende, geboren op 9 december 1970, Sint-Amandsesteenweg 59, 2880 Bornem.

B(S) Verelst, Leon, bediende, geboren op 16 juli 1944, Merodestraat 51, 2570 Duffel.

B(S) Waes, Johan, zelfstandige, geboren op 13 april 1940, Louisastraat 18, 2800 Mechelen.

B(S) Wuyts, Walter, gepensioneerd, geboren op 8 juli 1932, Kesselsesteenweg 10, 2500 Lier.

Mechelen, 15 september 1998.

De voorzitter, (get.) J. Clemens; de secretaris, (get.) L. Vermost.

V = voorzitter.

O = ondervoorzitter.

S = sekretaris.

SB = schatbewaarder.

B = bestuurder.

(S) = stemrecht.

(P) = personeelslid. (6027)

**Christelijke Mutualiteit Roeselare  
, te 8800 Roeselare, H. Horriestraat 35**

Aangesloten bij de Landsbond der Christelijke Mutualiteiten

*Samenstelling van de raad van bestuur*

Overeenkomstig de wettelijke en statutaire bepalingen heeft de algemene vergadering in zijn zitting van 20 juni 1998 de hierna volgende bestuurders verkozen.

In zijn zitting van 23 juni 1998 heeft de raad van bestuur de mandaten als volgt verdeeld :

V(S) Deman, Patrick, leraar, O.-L.-Vrouwstraat 26, 8850 Ardoois, geboren op 24 april 1949.

O(S) De Keukelaere, Carl, advocaat, Vlamingstraat 11, 8800 Roeselare, geboren op 27 februari 1951.

O(S) De Muynck, Geert, ontvanger O.C.M.W., Drafstraat 33, 8800 Roeselare, geboren op 5 augustus 1950.

S(S) Depondt, Geert, (P), Beversesteenweg 174, 8800 Roeselare, geboren op 3 augustus 1948.

SB(S) Vansteenkiste, Geert, (P), Winkelhoekstraat 37, 8870 Izegem, geboren op 4 september 1959.

P(S) Verstraete, Luc, priester, Platanenstraat 37, 8800 Roeselare, geboren op 28 juli 1959.

B(S) Baert, Dirk, (P), Weidestraat 82, 8800 Roeselare, geboren op 30 mei 1957.

B(S) Berteloot, Marie-Rose, bediende, Heropbouwstraat 149, 8800 Roeselare, geboren op 20 januari 1942.

B(S) Clarysse, Roger, autogeleader, Gootstraat 3, 8880 Ledegem, geboren op 12 juli 1939.

B(S) Demon, Jacques, boekhouder, President Kennedylaan 11, 8870 Izegem, geboren op 5 maart 1933.

B(S) Foulon, Maria, huishoudster, Populierstraat 165, 8800 Roeselare, geboren op 5 augustus 1938.

B(S) Horr , Marleen, huishoudster, Koning Leopold III-straat 8, 8870 Izegem, geboren op 9 augustus 1948.

B(S) Kindt, Michiel, (P), Lijnwaadstraat 9, 8800 Roeselare, geboren op 30 mei 1943.

B(S) Lybeer, Frans, leraar, Karabinierstraat 41, 8800 Roeselare, geboren op 8 februari 1950.

B(S) Lyphout, Christiane, lerares, Rysseveldstraat 99, 8840 Staden, geboren op 28 juli 1946.

B(S) Ollevier, Paul, ingenieur, Heropbouwstraat 149, 8800 Roeselare, geboren op 19 januari 1939.

B(S) Pieters, André, bediende, Stijn Streuvelsstraat 21, 8800 Roeselare, geboren op 16 december 1942.

B(S) Ronse, Erik, leraar, Vlietmanstraat 9, 8870 Izegem, geboren op 26 september 1941.

B(S) Spruytte, Gilbert, onderwijzer, Kerkstraat 12, 8830 Hooglede, geboren op 14 november 1950.

B(S) Stuer, Maarten, bediende, Vijfwegenstraat 316, 8800 Roeselare, geboren op 3 april 1968.

B(S) Van Colen, Patrick, huismeester, Ieperseweg 17a, 8800 Roeselare, geboren op 23 december 1954.

B(S) Vancoillie, Ludo, arbeider, Sint-Jansstraat 109, 8840 Staden, geboren op 29 mei 1940.

B(S) Vande Walle, José, directeur, Rozenlaan 70, 8870 Izegem, geboren op 27 mei 1946.

B(S) Vandendriessche, Karolien, maatschappelijk werkster, Heilig Hartstraat 29, 8870 Izegem, geboren op 2 januari 1972.

B(S) Vansteenkiste, José, bediende, Europastraat 6, 8770 Ingelmunster, geboren op 27 september 1946.

B(S) Vanzielegem, Rosa, gepensioneerde, Statiestraat 205, app. 6, 8810 Lichtervelde, geboren op 8 januari 1935.

B(S) Wenes, Jan, technisch ingenieur, Regenboogstraat 11, 8800 Roeselare, geboren op 19 september 1954.

B(S) Werbrouck, Gino, arbeider, Roeselaarsestraat 112a, 8890 Moorslede, geboren op 3 februari 1953.

B(R) Dumoulin, Jozefien, gepensioneerde, Ieperstraat 98, 8840 Staden, geboren op 6 november 1924.

B(R) Forrier, Daniel, business-analyst, Slysstraat 5, 8890 Moorslede, geboren op 8 maart 1949.

B(R) Laga, Ronny, leraar, Hazelstraat 59, 8810 Lichtervelde, geboren op 29 mei 1951.

B(R) Quagebeur, Jan, regent, Egaalstraat 19, 8870 Izegem, geboren op 16 maart 1965.

Te Roeselare, 2 september 1998.

De waarnemend secretaris,

De voorzitter,

(get.) Geert Vansteenkiste.

(get.) Patrick Deman.

V = voorzitter.

O = ondervoorzitter.

S = secretaris.

SB = schatbewaarder.

P = personeelslid.

B = bestuurder.

(S) = stemrecht.

R = raadgever.

(P) = personeelslid. (6031)



**Christelijke Mutualiteit Oostende, Veurne, Diksmuide,  
te 8400 Oostende, Ieperstraat 12**

Aangesloten bij de Landsbond der Christelijke Mutualiteiten

*Samenstelling van de raad van bestuur*

Overeenkomstig de wettelijke en statutaire bepalingen heeft de algemene vergadering in zijn zitting van 19 juni 1998, de hierna volgende bestuurders verkozen.

In zijn zitting van 17 september 1998 heeft de raad van bestuur de mandaten als volgt verdeeld :

V(S) Laleman, Dirk, schooldirecteur, Permekelaan 13, 8480 Ichtegem, geboren op 3 oktober 1957.

O(S) Loncke, Julien, zaakvoerder, Dorpsstraat 111, 8432 Leffinge, geboren op 25 mei 1933.

O(S) Vandamme, Roland, directeur fiscaal bestuur, Paardedreef 10, 8650 Houthulst, geboren op 10 februari 1944.

S(S) Van de Walle, Martine, (P), CM-secretaris, Korkentapstraat 2, 8680 Zande, geboren op 23 juli 1959.

SB(S) Van de Walle, Martine, (P), CM-secretaris, Korkentapstraat 2, 8680 Zande, geboren op 23 juli 1959.

B(S) Ampe, Hilde, bediende, P. Bortierlaan 9, 8470 Gistel, geboren op 18 april 1966.

B(S) Borloo, Cyriac, advocaat, Stuiverstraat 242, 8400 Oostende, geboren op 19 april 1967.

B(S) Brouckemeersch, Eric, gepensioneerd schooldirecteur, Abdijlaan 19, 8460 Oudenburg, geboren op 1 november 1940.

B(S) Cardon, Louis, kok, Vinkenweg 1, 8480 Eernegem, geboren op 15 januari 1939.

B(S) Casier, Filip, onderwijzer, Molenhoekstraat 13, 8400 Oostende, geboren op 24 februari 1966.

B(S) Casselman, Paul, maatschappelijk assistent, Ammanswalstraat 44, 8670 Oostduinkerke, geboren op 2 mei 1952.

B(S) Cattoor, Gustaaf, werkopzichter, Gerststraat 48, 8400 Oostende, geboren op 18 oktober 1947.

B(S) Coussement, Frans, bediende, Hanestraat 5, 8630 Steenkerke, geboren op 10 januari 1958.

B(S) De Schryvere, Carla, landbouwster, Middelstraat 20, 8680 Koekelare, geboren op 28 mei 1964.

B(S) Deforche, Christine, bediende, Groenendijkstraat 65, 8450 Bredene, geboren op 5 februari 1963.

B(S) Degryse, William, schooldirecteur, Merkemstraat 65, 8650 Houthulst, geboren op 16 juni 1949.

B(S) Dekeyrel, Marc, verzekeringsmakelaar, Grauwe Broedersstraat 43, 8600 Diksmuide, geboren op 15 april 1967.

B(S) Devoldere, Michel, metaalbewerker, Zarren Lindestraat 12, 8610 Zarren, geboren op 23 januari 1948.

B(S) Devriendt, Roland, gepensioneerd militair, Boterbloemstraat 14, 8400 Oostende, geboren op 5 januari 1936.

B(S) D'Haene, Lieve, arbeidster, Boterstraat 10, 8630 Bulskamp, geboren op 1 augustus 1952.

B(S) Dirickx, Kamiel, gepensioneerde, Taboralaan 182, 8400 Oostende, geboren op 5 september 1931.

B(S) Dolphen, Denise, zonder beroep, Askapelplein 14, 8630 Eggevaartskapelle, geboren op 27 september 1942.

B(S) Eyland, Jeannine, zonder beroep, Alfons Pieterslaan 126, bus 6, 8400 Oostende, geboren op 15 oktober 1933.

B(S) Herreman, Johan, gemeentearbeider, Fortem 7, 8690 Alveringem, geboren op 16 november 1953.

B(S) Hinderijckx, Anthony, gepensioneerde, Vredestraat 30, bus 1, 8400 Oostende, geboren op 7 september 1941.

B(S) Hindryckx, Aymar, gepensioneerde, Kuiperstraat 9, 8600 Keiem, geboren op 1 maart 1938.

B(S) Hondekyn, Jozef, gepensioneerde, Esenweg 83, 8600 Diksmuide, geboren op 6 december 1936.

B(S) Maes, Leo, bruggepensioneerde, A. Franskinlaan 29, 8420 De Haan, geboren op 5 augustus 1938.

B(S) Moenaert, Maurice, technisch ingenieur (brugpensioen), Azaleastraat 12, 8434 Westende, geboren op 1 oktober 1941.

B(S) Ollevier, Jürgen, verpleegkundige, Vrijheidstraat 7, 8670 Koksijde, geboren op 16 mei 1963.

B(S) Ryckewaert, Pierre, gemeenteontvanger, Voorhavenlaan 92, 8400 Oostende, geboren op 11 februari 1960.

B(S) Staelens, Michel, bruggepensioneerde, Provincieweg 168, 8470 Moere, geboren op 26 oktober 1933.

B(S) Standaert, Erna, zonder beroep, Provincieweg 10, 8470 Moere, geboren op 1 mei 1950.

B(S) Stragier, Jean, mecanicien, Oostendelaan 38/1, 8430 Middelkerke, geboren op 30 augustus 1949.

B(S) Strubbe, Willy, onderwijzer, Stadenstraat 17, 8610 Zarren, geboren op 5 maart 1947.

B(S) Vaneenhooge, Adelin, bediende, Reestraat 10, 8400 Oostende, geboren op 5 juli 1950.

B(S) Van Hyfte, Kristel, lerares, Derbylaan 8, bus 6, 8400 Oostende, geboren op 5 maart 1970.

B(S) Vandepoele, Bart, leraar, Violierenlaan 21, 8450 Bredene, geboren op 25 mei 1972.

B(S) Vanlandschoot, Eric, directeur, Duinkerkestraat 20, 8620 Nieuwpoort, geboren op 14 september 1941.

B(S) Verstraete, Els, kinderverzorgster, Bosstraat 12, 8660 De Panne, geboren op 26 februari 1961.

Willaert, Norbert, bediende, Ossewegel 17, 8680 Koekelare, geboren op 1 november 1942.

Te Oostende, 17 september 1998.

De secretaris,

De voorzitter,

Vandewalle, M.

Laleman, D.

V = voorzitter.

O = ondervoorzitter.

S = secretaris.

SB = schatbewaarder.

P = personeelslid.

B = bestuurder.

(S) = stemrecht.

(P) = personeelslid.

(6032)

**Christelijke Mutualiteit Kortrijk***Lijst raad van bestuur*

## Stemgerechtigden :

Voorzitter : De Peste, Christelle, Veldstraat 111, 8530 Harelbeke.

Ondervoorzitter : Dewitte, Marc, Herembodegemstraat 43, 8552 Moen.

Penningmeester : Strackx, Gilbert, Burg. Mayeurlaan 25, 8500 Kortrijk.

## Leden :

Accou, Lieven, C. Buyssestraat 5, 8560 Gullegem.

Bogaert, Berenice, Lentedreef 2, 8930 Rekkem.

Camelbeke, lieve, Lijnwaadstraat 10, 8560 Wevelgem.

Claeys, Paul, Debrabanderestraat 13, 8510 Marke.

Coppens, Georges, Kwekestraat 23, 8791 Beveren-Leie.

Cornette, Jozef, Beheerstraat 49, 8500 Kortrijk.

Debels, Rik, Nijverheidstraat 30, 8791 Beveren-Leie.

Delneste, Werner, Oogststraat 4, 8520 Kuurne.

Delrue, Andreas, Cdt. Vinckestraat 6, 8930 Rekkem.

Denys, Jozef, Olmenlaan 14, 8553 Otegem.

Depraeten, Annicq, Ledeganckstraat 41, 8511 Aalbeke.

Descamps, Pierre, Kooigemstraat 53, 8554 Sint-Denijs.

Desmet, Carlos, Alsteen 21, 8792 Desselgem.

Dewinter, Etienne, Ruitersdreef 21, 8790 Waregem.

D'Haene, Anniecette, P. Benoitstraat 19, 8550 Zwevegem.

Douterloigne, Romain, Hellestraat 10, 8573 Tiegem.

Helin, Christiaan, H. Verrieststraat 58, 8930 Lauwe.

Herpels, Ann, Jan Breydellaan 104, 8500 Kortrijk.

Heytens, Rita, Vinckestraat 114, 8560 Wevelgem.

Kemseke, Luc, Verrieststraat 51, 8540 Deerlijk.

Lambrecht, Noël, Marktweg 52, 8580 Avelgem.

Leplae, Noël, Oude Aalbeeksestraat 41, 8510 Rollegem.

Masselis, Marc, Heulestraat 91, 8560 Gullegem.

Moerman, Mieke, Koekoekstraat 10, 8793 Sint-Eloois-Vijve.

Schouteten, Lucien, Kuurnsestraat 21, 8860 Lendelede.

Sengier, Vera, De Vlamincq 64, 8551 Heestert.

Tassaert, Dirk, Ingoogemstraat 89, 8570 Ingoogem.

Vandendriessche, Christine, Kruiskouter 16, 8501 Bissegem.

Vanherzeele, Willy, Grote Leiestraat 59, 8570 Anzegem.

Verheye, Linda, Tieltstraat 4, 8531 Hulste.

Vervaeke, Dirk, Boudewijnlaan 19, 8540 Deerlijk.

Vinckier, Raphaël, Hemelrijk 11, 8570 Vichte.

Warlop, Jan, Kransvijver 80, 8501 Heule.

Ysenbaert, Freddy, Leieweg 33, 8510 Marke.

Yserbyt, Jacques, Mortagnelaan 37, 8510 Bellegem.

## Raadgevers :

Bostijn, Etienne, Sint-Joblaan 22, 8501 Heule.

Ballekens, Jan, Toekomststraat 5, 8580 Avelgem.

Descamps, Bart, Hoogstraat 50, 8531 Bavikhove.

**Christelijke Mutualiteit van Gent  
Hoostraat 38, 9000 Gent***Samenstelling van de raad van bestuur*

Overeenkomstig de wettelijke en statutaire bepalingen heeft de algemene vergadering in haar zitting van 24 juni 1998 de hierna volgende bestuurders verkozen.

In zijn zitting van 10 juli 1998 heeft de raad van bestuur de mandaten als volgt verdeeld.

V(S) : Hebbrecht, Lyliane, leraar, geboren op 5 februari 1950, Doornstraat 40, 9940 Evergem.

O(S) : De Wilde, Guido, vastwervingssecretaris, geboren op 17 april 1936, Keistraat 2, 9830 Sint-Martens-Laten.

O(S) : Dua, Anne-Marie, advocaat, geboren op 23 oktober 1958, Citadellaan 53, 9000 Gent.

S(S) : Messiaen, Roland, secretaris (P), geboren op 25 september 1939, Ter Rivieren 31, 9031 Drongen.

C(S), De Bruyn, Hugo, bediende, geboren op 26 juli 1934, Oostendestraat 45, 9000 Gent.

C(S) : De Rycke, Willy, leraar, geboren op 11 april 1940, Stationsstraat 52, 9890 Gavere.

Proost : Quintelier, André, priester, geboren op 16 april 1951, Heiveldstraat 127.

B(S) Baert, Yvan, textielarbeider, geboren op 26 augustus 1965, Rapenburgstraat 27, 9042 Sint-Kruis-Winkel.

B(S) Beirnaert, Kurt, burgerlijk ingenieur, geboren op 1 januari 1970, Resedastraat 28, 9920 Lovendegem.

B(S) Buysse, Hubert, Werktuigkundige, geboren op 29 maart 1951, Geersstraat 10, 9880 Aalter.

B(S) De Boever, Annie, verpleegkundige, geboren op 22 september 1947, H. Sakramentstraat 18, 9910 Knesselare.

B(S) De Ruyck, Antoon, bestuurder vennootschappen, geboren op 8 juni 1957, Kapitteldreef 51c, 9830 Sint-Martens-Latem.

B(S) De Ruyck, Jacques, advocaat, geboren op 22 juli 1946, Tolpootstraat 15, 9800 Deinze.

B(S) De Schrijver, Kristof, verpleegkundige, geboren op 30 juli 1971, Kempstraat 149, 9000 Gent.

B(S) De Waele, Martin, kinesitherapeut, geboren op 5 januari 1949, Antwerpsesteenweg 430, 9040 Sint-Amandsberg.

B(S) De Winne, Etienne, burgerlijk ingenieur, geboren op 3 augustus 1945, Dennenlaan 6, 9860 Scheldewindeke.

B(S) Hoekman, Rita, huisvrouw, geboren op 21 september 1949, Jasmijnstraat 46, 9000 Gent.

B(S) Ossieur, Stanislas, advocaat, geboren op 24 juli 1959, Zandrede 2, 9070 Destelbergen.

B(S) Pede, Godelieve, Maatschappelijk assistente, geboren op 17 juli 1942, Herpinsakker 7, 9800 Deinze.

B(S) Schelfaut, Guido, directeur van tehuis, geboren op 13 augustus 1954, Oostvaart 75, 9180 Moerbeke-Waas.

B(S) Sergeant, Antoine, verpleegkundige, geboren op 31 juli 1942, A. Walckiersdreef 8, 9031 Drongen.

B(S) Van De Putte, Gerarda, gepensioneerde, geboren op 7 augustus 1936, Kloosterstraat 16, 9820 Merelbeke.

B(S) Van Den Berghe, Wim, onderwijzer, geboren op 29 november 1958, Kruisstraat 37, 9070 Heusden.

B(S) Van Haesendonck, Ann, volksvertegenwoordiger, geboren op 15 januari 1962, Citadellaan 30, 9000 Gent.

(6033)

B(S) Van Laer, Philippe, verpleegkundige, geboren op 23 januari 1959, Beukendreef 96, 9080 Lochristi.

B(S) Van Parys, Tony, volksvertegenwoordiger, geboren op 21 juni 1951, Sint-Markoenstraat 18, 9032 Wondelgem.

B(S) Van Peteghem, Rita, rechter, 8 januari 1948, Raketstraat 58, 9000 Gent.

B(S) Van Renterghem, Karel, ambtenaar, geboren op 11 februari 1967, Kouterken 21, 9850 Hansbeke.

B(S) Vandenhoven, Joannes, maatschappelijk assistent, geboren op 29 november 1949, P. De Broestraat 27, 9030 Mariakerke.

B(S) Verleyen, Roger, leraar, geboren op 17 november 1934, Koning Albertlaan 125, 9000 Gent.

B(S) Vermeir, Tom, opvoeder, geboren op 25 mei 1964, Ooidonkdreef 14, 9800 Deinze.

B(S) Vroye, Nelly, huisvrouw, geboren op 27 augustus 1939, Gulden-sporenwijk 18, 9950 Waarschoot.

B(S) Wylleman, Jan, industrieel ingenieur, geboren op 13 september 1953, Koning Albertlaan 135, 9000 Gent.

R Geirnaert, Magda, vertegenwoordiger BB, geboren op 4 april 1956, Hulleken 57, 9940 Evergem.

R Lahaut, Marc, vertegenwoordiger VKW, geboren op 23 augustus 1947, J.-Baptist Guinaerdstraat 3, 9000 Gent.

R Thys, Hilda, vertegenwoordiger KBG, geboren op 12 november 1934, Ooievaarsnest 54, 9050 Gentbrugge.

R Van Daele, Emmanuel, ACW-secretaris, vertegenwoordiger ACW, geboren op 8 april 1944, Gaspeldoordreef 20, 9031 Drongen.

R Wylleman, Luc, notaris, vertegenwoordiger NCMV, geboren op 15 juli 1935, Sleidinge Dorp 102, 9940 Sleidinge.

Te Gent, 19 augustus 1998.

De secretaris, (get.) R. Messiaen; de voorzitter, (get.) L. Hebbrecht.

---

V = voorzitter.

O = ondervoorzitter.

S = sekretaris.

SB = schatbewaarder.

B = bestuurder.

(S) = stemrecht.

(P) = personeelslid

C = commissaris.

R = raadgevend lid.

(6034)

**4 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon  
modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail  
en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur, modifiée par la loi du 22 juillet 1974;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

Vu le Règlement général pour la protection du travail approuvé par les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947, notamment, le titre III relatif aux dispositions particulières applicables dans certaines industries et plus particulièrement la section IX du chapitre II relative aux entreprises commerciales;

Vu le plan d'environnement pour un développement durable approuvé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 1995;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. Un article 681bis rédigé comme suit est inséré dans la section IX A Entreprises commerciales », du chapitre II du titre III du Règlement général pour la protection du travail sous l'intitulé : IV Implantation et exploitation des stations-service :

**CHAPITRE Ier. — Champ d'application**

Article 681bis/1. Sans préjuger d'autres dispositions légales et réglementaires applicables, les prescriptions suivantes s'appliquent à toute station-service délivrant des hydrocarbures liquides soumis aux droits d'accises.

Art. 681bis/2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1° station-service : ensemble des installations et des activités destinées à stocker et à transférer les hydrocarbures liquides à la pression atmosphérique de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules routiers à moteur et, le cas échéant, dans des réservoirs mobiles;

2° exploitant : toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui exploite une station service, ou pour le compte de laquelle une station-service est exploitée;

3° point de distribution : installation destinée au ravitaillement de véhicules routiers délivrant un carburant et constituée d'un flexible et d'un pistolet;

4° distributeur de carburant : l'installation comprenant les flexibles, les pistolets, les compteurs, les pompes et un ou plusieurs points de distribution;

5° ilot : ouvrage permettant de surélever les points de distribution par rapport au niveau de l'aire de roulage des véhicules;

6° aire de ravitaillement : elle comprend au minimum la portion de l'aire de roulage limitée au périmètre déterminé par une distance par rapport au point de distribution, équivalente à la longueur du flexible auquel est fixé le pistolet du distributeur augmentée d'un mètre; cette distance ne peut être inférieure à 3 mètres;

7° réservoir aérien : réservoir situé partiellement ou entièrement au-dessus du sol;

8° encuvement : ouvrage aérien en forme de cuvette, étanche, construit suivant les règles de l'art dans un matériaux non combustible;

9° réservoir enfoui : réservoir qui se trouve totalement en dessous du sol;

10° système de détection de fuite : système permanent qui permet la détection de tout manque d'étanchéité du réservoir, de l'encuvement ou du cuvelage;

11° fonctionnaire technique : le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne ou son délégué;

12° fonctionnaire chargé de la surveillance : le fonctionnaire ou l'agent de l'administration désigné par le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l'environnement suivant l'arrêté du 23 décembre 1992;

13° conditions particulières : ensemble des prescriptions supplémentaires aux présentes dispositions et imposées par l'arrêté particulier autorisant l'exploitation de la station-service;

14° stations-service existantes : les stations-service dûment autorisées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui ont introduit une demande d'autorisation avant l'entrée en vigueur du présent arrêté;

15° nouvelles stations-service : les stations-service autres qu'existantes;

16° valeurs de référence : concentrations en contaminants reprises à l'annexe 1, à atteindre à long terme et sous lesquelles aucun risque n'est encouru pour la santé humaine ou pour l'environnement;

17° valeurs seuils : concentrations en contaminants reprises à l'annexe 1, en dessous desquelles le risque pour la santé humaine ou l'environnement est négligeable;

18° valeurs d'intervention : concentrations en contaminants reprises à l'annexe 1, au-delà desquelles le risque pour la santé humaine et pour l'environnement n'est plus tolérable et pour lesquelles un assainissement s'impose.

**CHAPITRE II. — Construction**

**Construction des réservoirs**

Art. 681bis/3. La construction des réservoirs répond aux normes belges suivantes (ou à leur dernière révision) :

- NBN 1-03-001 pour les réservoirs métalliques à simple paroi;

- NBN 1-03-004 pour les réservoirs métalliques à double paroi;

- NBN T 41-013 pour les réservoirs enfouis en plastique thermodurcissable,

ou à des normes étrangères de niveau de sécurité équivalent ou à un code de bonne pratique reconnu par l'administration;

Les matières plastiques utilisées pour les réservoirs sont résistantes au vieillissement dû aux agents atmosphériques ainsi qu'aux bactéries.

Des mesures sont prises pour protéger les réservoirs plastiques du rayonnement solaire.

Les matières plastiques utilisées pour les réservoirs enfouis doivent être thermodurcissable renforcée, inaltérables par les liquides contenus.

Pour chaque réservoir, l'exploitant dispose :

- d'une déclaration de conformité avec la norme, signé par le constructeur;
- d'un certificat établi par le constructeur du réservoir.

L'exploitant ne peut accepter que des réservoirs pourvus de l'estampille appliquée par le constructeur

Art. 681bis/4. Chaque réservoir est pourvu, entre autres :

- a) d'une plaque indiquant le numéro de référence du réservoir placée de manière visible près du trou d'homme;
- b) d'un tuyau d'évent qui empêche toute surpression ou dépression dangereuse à l'intérieur de celui-ci;
- c) d'un dispositif destiné à couper automatiquement l'alimentation en hydrocarbure lorsque le réservoir est rempli à 98 % - au plus - de sa capacité nominale.

#### Implantation des réservoirs

##### Section 1<sup>ère</sup>. — Dispositions générales

Art. 681bis/5. § 1<sup>er</sup>. Les dispositions sont prises pour assurer une double étanchéité entre les hydrocarbures et le sol :

- les réservoirs aériens sont placés dans un encuvement,
- les réservoirs enfouis peuvent être soit :  
à double paroi, enfouis directement dans le sol;  
placés dans un cuvelage étanche souple ou rigide;

Les cuvelages peuvent être remblayés ou non.

§ 2. Un système de détection de fuite régulièrement contrôlé et entretenu actionne une alarme optique et acoustique à l'attention du préposé à la surveillance de la station-service.

Art. 681bis/6. Les cuvelages souples sont réalisés au moyen d'une membrane souple, étanche dans les deux sens, présentant une résistance mécanique suffisante et dont les lés sont assemblés suivant les règles de l'art.

Art. 681bis/7. Les réservoirs enfouis situés en dessous ou sous la projection verticale d'un bâtiment sont interdits. Une situation sous auvent n'est pas considérée comme telle.

Art. 681bis/8. Le stockage de liquides dont le point d'éclair est inférieur ou égal à 55 °C est interdit dans les bâtiments, sauf si les conditions particulières applicables l'autorisent formellement.

Art. 681bis/9. Les parois des réservoirs enfouis directement dans le sol ou les parois extérieures des cuvelages sont situées à une distance horizontale minimale de :

- 2 mètres par rapport à des caves,
- 0,75 mètre par rapport à un mur de bâtiment,
- 3 mètres par rapport à la limite de propriété et par rapport à la limite externe des bandes de circulation automobiles des voiries

La distance minimale entre deux réservoirs enfouis est au minimum de 0,5 m.

Art. 681bis/10. La distance minimale qui sépare les réservoirs aériens de la limite de propriété, d'un immeuble, de la voie publique et de zones fréquentées par le public, est définie dans les conditions particulières.

Art. 681bis/11. Tout écoulement en dehors de l'encuvement ou du cuvelage est interdit.

L'encuvement ou le cuvelage a une capacité totale, au moins égale à la plus grande des valeurs correspondant à :

- la moitié de la capacité totale des réservoirs qu'il contient;
- la capacité du plus grand des réservoirs augmentée de 25 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans l'encuvement ou le cuvelage.

Le volume des réservoirs à double paroi qui sont placés dans un encuvement ou un cuvelage ne doit pas être pris en compte pour la détermination de la capacité de rétention de ce dernier.

Art. 681bis/12. La distance entre la projection verticale des parois externes d'un réservoir aérien et le bord de l'encuvement qui le contient est au moins égale à la moitié de la hauteur du réservoir, sans jamais être inférieure à un mètre.

Art. 681bis/13. L'exploitant maintient l'encuvement des réservoirs aériens en bon état.

Art. 681bis/14. Les mesures nécessaires sont prises pour empêcher le remplissage de l'encuvement par des eaux de pluie ou pour les évacuer régulièrement.

#### Installation des réservoirs et raccordements

##### Section 1<sup>ère</sup>. — Dispositions générales

Art. 681bis/15. Le transport, la mise en place et le raccordement des réservoirs répondent aux normes belges suivantes ou à leur dernière révision :

- NBN 103-002 ou NBN T 41-014 pour les liquides dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C respectivement pour les réservoirs métalliques et ceux en plastique thermodurcissable renforcé;
  - BN 103-003 ou NBN T 41-015 pour les liquides dont le point d'éclair est inférieur ou égal à 55 °C, respectivement pour les réservoirs métalliques ou ceux en plastique thermodurcissable renforcé,
- à des normes étrangères ou à un code de bonne pratique, d'un niveau de sécurité équivalent reconnu par l'administration :

Art. 681bis/16. Les équipements de la station-service doivent être construits et installés suivant des normes belges ou étrangères d'un niveau de sécurité équivalent ou à défaut, suivant un code de bonne pratique d'un niveau de sécurité reconnu par l'administration.

Art. 681bis/17. Les dispositions sont prises afin d'assurer la stabilité et l'étanchéité des réservoirs en toute circonstance météorologique, en cas de forte crue et d'accident géologique prévisible.

Art. 681bis/18. Les réservoirs d'hydrocarbures dont point d'éclair est inférieur ou égal à 55 °C doivent être enfouis, à l'exception des réservoirs à essence pour moteurs à deux temps de capacité inférieure à 300 litres.

#### RESERVOIRS ENFOUIS

Art. 681bis/19. Les réservoirs d'hydrocarbures sont enfouis selon les règles de l'art, notamment, de manière à assurer une parfaite étanchéité entre les réservoirs et leurs dispositifs annexes.

Art. 681bis/20. Le cuvelage ne peut être affecté à un autre usage que le dépôt de réservoirs. En particulier, il ne pourra être traversé par des conduites de gaz. Les canalisations électriques ne sont autorisées que dans la mesure où elles sont indispensables à l'exploitation.

Art. 681bis/21. Les matériaux de remblai et de remplissage qui sont en contact avec le réservoir sont de nature et de dimension telles qu'ils ne puissent en endommager ou corroder les parois. Sont notamment interdits : les gravats, cendrées, etc...

#### RESERVOIRS AERIENS

Art. 681bis/22. La stabilité et la fixation au sol, des réservoirs aériens, à l'exception des réservoirs d'essence pour moteur deux temps prévus à l'article 681bis/18, doivent être assurées en toutes circonstances. Ils reposent sur une assise telle que des tensions ou des tassements différentiels ne puissent en provoquer le renversement ou la rupture.

Art. 681bis/23. Les mesures nécessaires sont prises pour éviter tout choc accidentel d'un véhicule avec les réservoirs aériens.

Art. 681bis/24. Les réservoirs aériens ne peuvent se trouver sous des lignes électriques aériennes que si des dispositions sont prises pour éviter tout contact accidentel du câble avec le réservoir.

Art. 681bis/25. Si le public est susceptible de s'en approcher, tout réservoir à l'air libre, à l'exception des réservoirs d'essence pour moteurs à deux temps prévus par l'article 681bis/18, est entouré d'une clôture d'une hauteur de 2 mètres au moins.

Les dispositions sont prises pour permettre aux véhicules de sécurité d'accéder aisément à l'ensemble des installations.

Art. 681bis/26. Sur la clôture, sont affichés les symboles définis par le Règlement général pour la protection du travail mentionnant la présence de liquides inflammables, la défense de fumer et/ou de faire du feu et la défense d'y pénétrer sans raisons de service.

Art. 681bis/27. Tout local destiné au stockage de liquides dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C répond aux prescriptions techniques de construction en matière de précaution contre les incendies (article 52 du R.G.P.T.).

Art. 681bis/28. Les locaux où sont entreposés les liquides de point d'éclair supérieur à 55 °C sont ventilés de manière efficace. A cet effet, des prises d'air sont établies à leurs parties inférieures et supérieures. Les ouvertures sont protégées par un double treillis métallique, solide, à mailles étroites, disposé de manière à empêcher toute introduction dans le dépôt, d'objets provenant de l'extérieur. Si elles se trouvent dans des parois ne donnant pas sur la voie publique elles peuvent être réalisées en briques creuses et n'être pas protégées.

#### TUYAUTERIES

Art. 681bis/29. Toute tuyauterie non accessible doit être placée :

- soit dans une rigole remplie d'un matériau drainant inerte. Cette rigole sera en pente continue vers un dispositif étanche de recueil des hydrocarbures. Le fond et les parois latérales de la rigole doivent être imperméables;
- soit dans une enceinte de confinement imperméable, lorsque la tuyauterie est sous pression, cette enceinte sera munie d'un système de détection des fuites d'hydrocarbures couplé avec une alarme sonore et visuelle à l'attention du préposé de la station.

Toute tuyauterie métallique enterrée est correctement protégée contre la corrosion par au minimum une couche de peinture antirouille et un enrobage de bande isolante spéciale étanche et autocollante ou par tout autre système présentant un niveau de protection équivalent contre la corrosion.

Toute autre technique est acceptée pour autant qu'elle présente un niveau de sécurité équivalent reconnu par l'administration.

Art. 681bis/30. Les dispositions nécessaires sont prises pour que les tuyauteries soient protégées contre les déformations dues au passage des véhicules.

Art. 681bis/31. D'une façon générale, tous les réservoirs et leurs instruments de contrôle doivent être marqués quant à leur destination précise.

En particulier, à proximité de l'orifice de remplissage, se trouve une plaque d'identification où sont clairement indiqués :

- le numéro de référence du réservoir qu'alimente la tuyauterie;
- le produit que contient le réservoir;
- le volume du réservoir; les symboles de danger prescrits par le R.G.P.T.

En outre, les mesures sont prises pour empêcher l'accès du public aux orifices de remplissage.

Art. 681bis/32. Les orifices de remplissage doivent se trouver à l'air libre, dans un endroit bien ventilé et à au moins 3 mètres de toute cave et de la limite de propriété. Les orifices de remplissage placés dans une enceinte de protection ou dans une cuvette de rétention sont réputés à l'air libre.

Art. 681bis/33. Sans préjudice d'autres dispositions légales, chaque réservoir est raccordé à une tuyauterie d'évent qui débouche à l'air libre à au moins 3 mètres au-dessus du sol, en un endroit visible par le préposé au remplissage et est placé à 3 mètres au moins de toute ouverture de bâtiment ainsi que des limites du terrain de l'exploitation. La tuyauterie d'évent ne peut déboucher dans une cour intérieur fermée.

L'orifice du tuyau d'évent ne peut être placé en dessous d'éléments de construction comme par exemple une saillie de toiture. L'orifice du tuyau d'évent est muni d'un treillis coupe-flamme.

#### DISTRIBUTEUR DE CARBURANT

Art. 681bis/34. Les distributeurs de carburant sont placés sur des îlots conçus de manière à minimiser les risques de contact avec des véhicules conduits normalement.

Les îlots sont placés à une distance minimale de 3 mètres des limites de propriété.

Art. 681bis/35. Les distributeurs de carburant sont d'un type agréé par les pouvoirs publics.

Art. 681bis/36. Le pistolet de distribution doit être muni d'un dispositif automatique commandant l'arrêt total du débit lorsque le récepteur est plein.

## AIRES DE RAVITAILLEMENT ET AIRES DE REMPLISSAGE DES RESERVOIRS FIXES

Art. 681bis/37. Les opérations de ravitaillement des véhicules sont effectuées sur l'aire de ravitaillement étanche et aménagée de manière à recueillir les égouttures et les épanchements accidentels et reliée à un séparateur d'hydrocarbures.

Art. 681bis/38. Une aire étanche de minimum 4 mètres sur 2 est aménagée autour des orifices de remplissage des réservoirs fixes, de manière à recueillir les égouttures et les épanchements accidentels d'hydrocarbures. Cette aire est reliée à un séparateur d'hydrocarbures.

Lors du remplissage des réservoirs fixes, le camion-citerne doit se placer à l'intérieur des limites de propriété et le collecteur de connexion du camion-citerne doit se positionner au-dessus de l'aire étanche.

Si les orifices des tuyauteries de remplissage sont enfouis, ceux-ci doivent être placés dans une cuvette de rétention étanche. Les hydrocarbures qui s'y seraient accumulés doivent être régulièrement évacués.

Art. 681bis/39. Sur les aires étanches, les bouches d'égout ou toutes autres ouvertures vers un autre espace que le séparateur d'hydrocarbures sont interdites sauf pour répondre à des nécessités d'exploitation et moyennant le placement d'un dispositif assurant l'étanchéité aux liquides et aux gaz.

## INSTALLATION ELECTRIQUE

Art. 681bis/40. Sans préjudice des dispositions réglementaires, les zones dangereuses en raison d'un risque d'explosion dû à une atmosphère gazeuse explosive font l'objet d'un plan de zonage et les installations situées dans les zones dangereuses doivent répondre aux prescriptions techniques imposées dans ces zones par le règlement général pour les installations électriques.

Pour les installations auxquelles le Règlement général pour les installations électriques n'est pas encore d'application, la classification des zones se fait conformément aux dispositions de l'article 105 du règlement précité.

Art. 681bis/41. Au moins un interrupteur général mettant hors tension tous les distributeurs de carburant doit se trouver en un endroit facilement accessible par le préposé.

Un tel autre interrupteur, de type « coup de poing », doit être placé à l'extérieur, bien signalé et facilement accessible aux tiers.

Art. 681bis/42. Les câbles électriques entrant dans le local d'exploitation doivent passer par une chambre coupe-gaz empêchant les gaz d'hydrocarbures d'entrer via les canalisations électriques à l'intérieur du bâtiment.

D'autres techniques visant à empêcher le passage des gaz sont acceptables si elles garantissent un niveau de sécurité suffisant.

## PROTECTION CONTRE LA CORROSION

Art. 681bis/43. L'enveloppe extérieure et les éventuelles parties apparentes du réservoir intérieur, si celles-ci sont métalliques, sont protégées extérieurement contre la corrosion par un revêtement présentant au minimum une résistance d'électrique conforme à la norme NBN 103-001.

Une protection cathodique des parties métalliques des réservoirs et des tuyauteries en contact avec le sol ou le sous-sol environnant doit être installée lorsque au moins une des conditions suivantes est rencontrée :

- l'exploitation se situe dans une zone de prévention de prise d'eau potabilisable;
- la résistivité du sol ou du sous-sol est inférieure à 5 000 Ohm.cm; la mesure de la résistivité du sol et du sous-sol doit avoir lieu au point le plus bas de l'excavation et en dehors d'une période de sécheresse;
- le pH du sol ou du sous-sol, mesuré au point le plus bas de l'excavation, est inférieure à 5;
- des courants vagabonds sont détectés sur le site de la station-service.

Si une protection cathodique est installée, elle l'est pour tous les réservoirs.

Pour être dispensé de la protection cathodique, l'exploitant doit disposer d'un rapport récent d'un expert agréé dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol » et compétent en matière de corrosion électrochimique, attestant que les caractéristiques du sol et du sous-sol ne requièrent pas une protection cathodique.

## CHAPITRE III. — Mode de fonctionnement

Art. 681bis/44. Le préposé de la station-service doit être une personne parfaitement au courant des mesures à prendre en cas d'incident.

Art. 681bis/45. Il est interdit d'effectuer le ravitaillement de véhicules sans avoir au préalable procédé à l'arrêt du moteur. Cette interdiction est visiblement affichée sur chaque distributeur de carburant.

Art. 681bis/46. Il est interdit d'utiliser une pompe pour le remplissage des réservoirs fixes sauf si le permis d'exploiter l'autorise formellement.

Art. 681bis/47. L'aménagement de la station est tel que l'arrêt des véhicules devant les distributeurs de carburant n'empêche pas la circulation publique ou le passage des piétons sur le trottoir.

En aucun cas, le ravitaillement des véhicules ne pourra s'effectuer sur la voie publique, trottoirs compris.

Art. 681bis/48. Lorsqu'une fuite est constatée au réservoir :

1. le réservoir concerné est immédiatement mis hors service et vidé;
2. l'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter tout danger d'explosion et de limiter la pollution de sol, du sous-sol et de la nappe aquifère éventuelle;
3. si le réservoir est réparé, il ne peut être remis en service qu'après avoir subi un test d'étanchéité conformément aux dispositions légales applicables ou à défaut, aux règles de l'art;
4. s'il n'est pas réparé, le réservoir est vidé et enlevé. S'il n'est pas possible de l'enlever le réservoir est nettoyé, rempli de sable, de mousse insoluble ou d'un autre matériau inerte équivalent, en accord avec le fonctionnaire chargé de la surveillance.

## CHAPITRE IV. — Prévention incendie

Art. 681bis/49. L'interdiction de feu nu et l'interdiction de fumer doivent être signalées dans la station-service et en particulier sur chaque distributeur de carburant.

Art. 681bis/50. L'aire de ravitaillement doit être maintenue propre, débarrassée de tout chiffon ou déchet imprégné de liquides, de tous matériaux ou substances combustibles.

Art. 681bis/51. Les moyens de prévention et de lutte contre l'incendie doivent être déterminés selon les prescriptions réglementaires en vigueur.

Art. 681bis/52. Les distributeurs de carburant sont pourvus de dispositifs assurant leur arrêt en cas d'incendie.

Art. 681bis/53. Le matériel de lutte contre l'incendie doit être entretenu en bon état, protégé efficacement contre le gel, bien signalé, judicieusement réparti et aisément accessible.

Art. 681bis/54. L'exploitant veille au renouvellement des produits d'extinction d'incendie avant leur date de péremption.

Art. 681bis/55. Le personnel d'exploitation doit avoir connaissance du système d'alerte d'incendie ainsi que du maintien des appareils extincteurs.

## CHAPITRE V. — Protection du milieu

### Section 1<sup>re</sup>. — Eau

Art. 681bis/56. § 1<sup>er</sup>. En cas d'écoulement accidentel, les liquides répandus ne peuvent, en aucun cas, être déversés dans les eaux souterraines, un égout public ou une eau de surface.

§ 2. En cas d'écoulement accidentel dans le sol ou le sous-sol, l'exploitant doit immédiatement en avvertir le Bourgmestre et le fonctionnaire technique chargé de la surveillance. Les modalités d'assainissement des lieux seront fixées en concertation avec eux.

§ 3. Lorsque les terres polluées ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'extension de la pollution.

Art. 681bis/57. L'eau ayant servi soit au nettoyage des réservoirs, soit à la réalisation d'épreuve ne peut être déversée dans les eaux souterraines. Elle ne peut être déversée dans un égout public ou une eau de surface qu'après séparation des hydrocarbures.

Art. 681bis/58. § 1<sup>er</sup>. Toutes les eaux polluées par des hydrocarbures ou susceptibles de l'être, par exemple les eaux de ruissellement en provenance des aires de ravitaillement, des aires de remplissage des réservoirs, des caniveaux contenant des tuyauteries ne peuvent être déversées dans les eaux souterraines. Avant d'être évacuées vers un égout public ou une eau de surface elles doivent être traitées dans une installation d'épuration des eaux comprenant au minimum un séparateur d'hydrocarbures à fermeture automatique avec débourbeur et équipé d'un filtre coalesceur.

Le système de récolte des eaux polluées par des hydrocarbures ou susceptibles de l'être, est strictement séparé du système de récolte et de traitement des eaux usées domestiques non polluées par des hydrocarbures et non susceptibles de l'être.

Les eaux pluviales non polluées par des hydrocarbures et non susceptibles de l'être, sont évacuées séparément ou avec les eaux domestiques épurées non polluées par des hydrocarbures et non susceptibles de l'être.

Lorsque le réseau public de collecte des eaux est de type séparatif, les eaux pluviales non polluées par les hydrocarbures et non susceptibles de l'être sont évacuées vers le collecteur des eaux pluviales.

§ 2. L'installation d'épuration des eaux polluées par des hydrocarbures ou susceptibles de l'être est aisément accessible pour l'inspection, l'entretien, la réparation et la prise d'échantillon.

§ 3. Un modèle à évacuation automatique est autorisé. Dans ce cas, la cuve recueillant les hydrocarbures en provenance du séparateur répond aux conditions relatives aux réservoirs enfouis.

§ 4. L'installation d'épuration doit être dimensionnée conformément aux prescriptions de la norme DIN 1999 ou à toute autre norme ou code de bonne pratique de performance équivalente. La conformité de l'installation d'épuration est certifiée par un certificat du constructeur.

§ 5. Les performances de l'installation d'épuration des eaux sont telles que les eaux rejetées ont une teneur inférieure à :

5 mgr/l en hydrocarbures  
100 µgr/l en BTEX.

§ 6. Les stations-service existantes dont les installations satisfont aux dispositions du présent arrêté, à l'exception des règles de distance et/ou de récupération des composés organiques volatils, sont dispensées d'équiper le séparateur d'hydrocarbures d'un filtre coalesceur. Dans ce cas et uniquement si le déversement a lieu dans un égout public, les performances de l'installation d'épuration sont telles que les eaux rejetées ont une teneur inférieure à :

50 mgr/l en hydrocarbures  
100 µgr/l en BTEX.

§ 7. Les dépôts et liquides accumulés dans le séparateur d'hydrocarbures ainsi que dans l'éventuelle cuve lui adjointe, sont régulièrement récupérés et évacués selon la législation en vigueur.

### Section 2. — Air

Art. 681bis/59. D'une façon générale, le ravitaillement en carburant doit se faire de manière à ne pas incommoder le voisinage par des mauvaises odeurs.

Art. 681bis/60. L'exploitant met son installation en conformité avec les prescriptions réglementaires en vigueur visant à limiter les émissions de composés organiques volatils lors du remplissage des réservoirs et du stockage de l'essence.

Les distributeurs d'hydrocarbure dont le point d'éclair est inférieur à 55EC sont équipés de dispositifs techniques de récupération des vapeurs émises vers l'atmosphère durant le remplissage des réservoirs des véhicules routiers ou de tout autre réservoir mobile. Ces dispositifs doivent être conçus de manière telle que la perte d'essence par évaporation lors du remplissage des réservoirs ne dépassent pas 0,04 gr/litre.

### Section 3. — Environnement sonore

Art. 681bis/61. Des dispositions sont prises par l'exploitant pour tendre au respect des valeurs guides en vigueur en Région wallonne pendant les différentes périodes de référence.

Le contrôle du respect des valeurs guides est effectué conformément aux instructions techniques approuvées par le Gouvernement wallon ou à défaut par le fonctionnaire technique.

Art. 681bis/62. Une information invitant les clients de la station-service à limiter les bruits inutiles dans la



## Section 4. — Sol et sous-sol

## Etude indicative :

Art. 681bis/63. L'exploitant fait procéder à une étude indicative du sol et du sous-sol lors de la mise en conformité prévue à l'article 681bis/74, § 3, lors de la cessation de l'activité ou de la mise hors service définitive d'un réservoir, lors du retrait ou du renouvellement de l'autorisation d'exploiter, lors du changement d'exploitant ou, dans le cas où il existe des présomptions précises et concordantes de risque de pollution, à la demande motivée du fonctionnaire technique.

En cas de changement d'exploitant, le cédant et le cessionnaire procèdent à une notification conjointe à l'autorité compétente par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard dix jours avant la prise d'effet. La notification conjointe comprend l'étude indicative de la qualité du sol et du sous-sol préalablement approuvée par le fonctionnaire technique.

En cas de mise hors service définitive d'un réservoir ou de cessation d'activité d'une station-service, l'exploitant la notifie au fonctionnaire technique par lettre recommandée avec accusé de réception et procède à la vidange et à l'enlèvement du ou des réservoirs et tuyauteries concernés. S'il n'est pas possible de les enlever les réservoirs sont nettoyés, remplis de sable, de mousse insoluble ou d'un autre matériau inerte équivalent pour lequel le fonctionnaire technique a donné son accord préalable. De plus, l'exploitant fait procéder à une étude indicative de la qualité du sol et du sous-sol et en communique les résultats au fonctionnaire technique dans les trois mois de la mise hors service des réservoirs ou de la cessation d'activité.

Art. 681bis/64. Une étude indicative a pour objectif de vérifier la présence éventuelle d'une contamination du sol, du sous-sol et de l'eau souterraine d'un site et, le cas échéant, de fournir une première description et estimation de l'ampleur de cette pollution. Elle suppose un prélèvement limité d'échantillons et est réalisée par un expert agréé dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol ».

Le fonctionnaire technique dispose de 30 jours à dater de la réception de l'étude indicative complète pour l'approuver. Passé ce délai, les conclusions de l'étude sont approuvées par défaut.

L'exploitant n'est pas tenu de faire procéder à l'étude indicative prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 681bis/63, si une étude indicative a été effectuée dans les deux ans qui précèdent l'obligation et qu'aucune nouvelle pollution n'est suspectée depuis.

## Etude de caractérisation et étude de risque :

Art. 681bis/65. L'exploitant fait procéder à une étude de caractérisation, si dans le cadre de l'étude indicative, les valeurs seuils pour le sol et du sous-sol et les valeurs de référence pour l'eau souterraine sont dépassées par un ou plusieurs des contaminants et pour autant que l'étude indicative ne permette pas de déterminer l'ampleur de la pollution et de conclure quant à l'urgence et à la nécessité d'assainir.

L'étude de caractérisation a pour objectif de décrire et localiser la contamination du sol, du sous-sol et de l'eau souterraine de manière à vérifier la nécessité d'assainissement du site. Pour être complète, l'étude de caractérisation décrit et justifie la méthodologie appliquée et la prise d'échantillons pour la réalisation de l'étude en question. L'étude de caractérisation réalisée par un expert agréé dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol ».

S'il l'estime nécessaire, le fonctionnaire technique ou l'exploitant fait compléter l'étude de caractérisation par une étude de risque. Celle-ci décrit la mobilité éventuelle des polluants qui ont été caractérisés et leurs effets constatés ou potentiels à terme sur l'environnement de la station-service. L'étude de risque est réalisée par un expert agréé dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol ».

Le fonctionnaire technique dispose de 30 jours à dater de la réception de l'étude de caractérisation complète, accompagnée le cas échéant de l'étude de risque, pour l'approuver. Passé ce délai, les conclusions sont approuvées par défaut.

Art. 681bis/66. Pour vérifier si la concentration des contaminants du sol, du sous-sol et de l'eau souterraine dépassent les valeurs reprises à l'annexe 1, tous les prélèvements d'échantillons et toutes les analyses sont effectuées selon les méthodes fixées à l'annexe 2 ou selon des normes ou codes de bonne pratique, préalablement acceptés par le fonctionnaire technique.

Les prises d'échantillons sont effectuées sous la responsabilité de l'expert agréé dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol ».

Les analyses des échantillons sont réalisées par un laboratoire agréé en matière de surveillance de l'exécution des dispositions relatives aux déchets et aux déchets dangereux dans la Région wallonne.

Art. 681bis/67. L'assainissement d'un site est requis lorsqu'il est constaté un dépassement des valeurs d'intervention des contaminants du sol, du sous-sol et/ou de l'eau souterraine.

Dans cette hypothèse, un plan d'assainissement du site est élaboré par un expert agréé dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol » et vise à définir le procédé d'assainissement et la qualité du site qui en résultera.

Le plan d'assainissement d'un site comprend au moins les éléments suivants :

- les résultats de l'étude de caractérisation du site;
- l'analyse technique et financière des divers procédés pertinents pour l'assainissement du site en question;
- le choix motivé du procédé d'assainissement du site;
- la description des travaux et les délais dans lesquels ils seront réalisés;
- les mesures qui seront prises pour assurer la sécurité des travaux et en réduire l'impact sur l'environnement;
- une proposition de montant de cautionnement visant à garantir l'exécution d'office du plan d'assainissement du site.

Le fonctionnaire technique dispose de 60 jours à dater de la réception du plan d'assainissement du site pour l'approuver. Passé ce délai, les conclusions de l'étude quant à la technique d'assainissement et la qualité du site sont approuvées par défaut.

Si les travaux d'assainissement du site comportent des activités ou établissements soumis à autorisation en vertu du Titre Ier du Règlement général de la protection des travailleurs, du décret du 7 octobre 1985 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution ou du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, l'approbation du plan d'assainissement du site et le cautionnement valent autorisation au sens du Règlement et décrets précités.

Art. 681bis/68. L'assainissement a pour objectif :

- d'une part, de ramener les concentrations des contaminants du sol et du sous-sol en dessous des valeurs seuils et de les faire tendre vers les valeurs de référence et,

- d'autre part, de descendre des concentrations des contaminants de l'eau souterraine en dessous des valeurs de référence.

Elle ne peut être entamée qu'après approbation du plan d'assainissement par le fonctionnaire technique et la constitution du cautionnement.

La remise en état est réalisée sous la direction d'un expert agréé dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol

Art. 681bis/69. S'il s'avère impossible d'atteindre, par des mesures conformes aux meilleures techniques disponibles, les valeurs seuils pour le sol et le sous-sol et les valeurs de référence pour l'eau souterraine, l'assainissement du site vise une qualité du site telle que le risque pour la santé humaine et pour l'environnement soit tolérable.

S'il s'avère impossible d'atteindre par des mesures conformes aux meilleures techniques disponibles, une qualité du site telle que le risque pour la santé humaine et pour l'environnement soit tolérable, l'assainissement du site comprend des mesures conservatoires ou autres précautions de manière à éviter que la pollution du site ne constitue une menace pour la santé humaine et pour l'environnement.

Art. 681bis/70. Les obligations de faire procéder à une étude de caractérisation et de d'assainissement du site par l'exploitant ne sont pas d'application lorsqu'il établit que la pollution ne résulte pas de son fait ou du fait de son activité.

## CHAPITRE VI. — Contrôle

### Section 1<sup>re</sup>. — Contrôle de la station-service

Art. 681bis/71. Les essais, contrôles et épreuves prévus par le présent arrêté sont exécutés à la diligence de l'exploitant et à ses frais.

#### § 1<sup>er</sup>. Contrôle lors de l'installation :

L'exploitant informe le fonctionnaire technique au moins huit jours à l'avance, de la date prévue pour la mise en place du réservoir.

Après leur réalisation ou leur modification et avant leur mise en fonctionnement, un expert agréé dans la discipline « installations de stockage » vérifie les installations constituant la station-service quant à leur conformité aux dispositions du présent arrêté relatives aux réservoirs, aux canalisations et accessoires, à l'imperméabilité des installations, au dispositif de sécurité contre les débordements, au système de détection de fuite et, le cas échéant, à la protection cathodique. Ce contrôle comprend également une épreuve d'étanchéité des installations selon les prescriptions légales.

Un expert agréé dans la discipline « installations de stockage » établit un rapport mentionnant les divers documents fournis par les constructeurs et le détail des contrôles, essais et épreuves auxquels lui-même et d'autres experts agréés ont procédé. Il atteste que la station-service est conforme aux dispositions du présent arrêté et qu'elle ne présente pas de défaut apparent de nature à compromettre la sécurité vis-à-vis du public, du voisinage et de l'environnement.

#### § 2. Contrôles périodiques :

Des contrôles périodiques sont réalisés par un expert agréé dans la discipline « installations de stockage », désigné par l'exploitant.

Un contrôle annuel basé sur les informations du rapport précédent et sur l'état général de l'installation comporte :

- l'examen visuel des parties extérieures visibles de l'installation (réservoir, vannes, canalisations, etc.);
- le contrôle du bon fonctionnement du système de détection des fuites, du dispositif de sécurité contre les débordements pour autant que celui-ci ne soit pas de type mécanique, du séparateur d'hydrocarbures et le cas échéant de la protection cathodique.

Un contrôle général est effectué tous les dix ans par un expert agréé dans la discipline « installations de stockage » et un expert agréé dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol » et compétent en matière de corrosion électrochimique. Il comprend en plus des contrôles

#### annuels :

- une épreuve d'étanchéité des réservoirs à paroi unique enfouis et non enfouis et des canalisations à paroi unique conformes aux dispositions légales en vigueur;

- un contrôle du bon fonctionnement du dispositif de sécurité contre les débordements;

- un contrôle de l'opportunité d'une éventuelle protection cathodique.

L'expert agréé dans la discipline « installations de stockage » qui a procédé aux contrôles appose un autocollant ou une plaquette clairement visible et lisible sur l'orifice de remplissage mentionnant son identité ainsi que l'année et le trimestre de la dernière vérification. En fonction des observations faites, la plaquette ou l'autocollant précité est de la couleur suivante :

- verte, lorsque le réservoir est en règle;
- orange, lorsque aucune fuite n'a été constatée dans l'installation mais que certaines réparations de l'installation (réservoir, dispositif de sécurité, protection, détection, etc.) s'avèrent nécessaires;
- rouge, lorsqu'une fuite a été constatée dans l'installation.

Art. 681bis/72. Seuls les réservoirs pourvus d'un autocollant ou plaquette verte, comme visé à l'article 681bis/71 du présent arrêté, peuvent être remplis et exploités. Ceux qui portent un autocollant ou plaquette rouge ne peuvent en aucun cas être remplis. Les réservoirs pourvus d'un autocollant ou plaquette orange peuvent encore être remplis pendant une période de transition de six mois maximum et non renouvelable, prenant cours le premier du mois suivant le mois mentionné sur la plaquette ou l'autocollant orange.

### Section 2. — Qualification des experts

Art. 681bis/73. § 1<sup>er</sup>. Pour être agréé en qualité d'expert dans la discipline « installation de stockage » ou dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol » les conditions suivantes doivent être remplies :

#### 1<sup>o</sup> pour les personnes physiques :

- a) être ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne,
- b) avoir un siège d'exploitation en Région wallonne;
- c) jouir des droits civils et politiques;

d) ne pas avoir été condamné par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction au Titre Ier du Règlement général pour la Protection du travail, décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, au décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets ou à toute autre législation équivalente d'un Etat membre de la Communauté européenne;

e) disposer d'une expérience et d'une formation jugées suffisantes dans les disciplines considérées;

f) disposer du matériel nécessaire pour assurer les missions au titre duquel l'agrément est requis;

g) ne pas se trouver dans une situation susceptible de compromettre son objectivité et l'exercice indépendant de ses missions;

h) s'engager à notifier immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception au Directeur Général des ressources naturelles et de l'environnement tout changement concernant sa demande d'agrément originaire;

i) disposer d'un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant des missions au titre desquelles l'agrément est demandé.

2° pour les personnes morales :

a) être constituée conformément à la législation belge ou à celle d'un autre Etat membre de la Communauté européenne et avoir son siège social ou son siège d'exploitation en Région wallonne;

b) ne pas avoir été condamné par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction au Titre Ier du Règlement général pour la Protection du travail, décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, au décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets ou à toute autre législation équivalente d'un Etat membre de la Communauté européenne;

c) ne compter parmi ses administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société, que des personnes qui satisfont aux conditions prévues au 1°, c) et d);

d) avoir comme associé ou à son service une ou plusieurs personnes qui satisfont au point 1°;

e) ne pas se trouver dans une situation susceptible de compromettre son objectivité et l'exercice indépendant de ses missions

f) s'engager à notifier immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception au Directeur Général des ressources naturelles et de l'environnement tout changement concernant sa demande d'agrément originaire;

g) disposer d'un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant des missions au titre desquelles l'agrément est demandé.

§ 2. La demande d'agrément en qualité d'expert est introduite auprès du directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception. Elle comprend au moins les indications et documents suivants :

- la ou les disciplines pour lesquelles l'agrément est demandé,

- les attestations et/ou preuves nécessaires établissant qu'il est satisfait aux conditions d'agrément prévues au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Le Directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement délivre l'agrément.

Il notifie sa décision motivée par lettre recommandée à la poste au requérant dans les 45 jours après la date de réception de la demande d'agrément complète.

L'absence de décision notifiée dans le délai fixé équivaut au refus de l'agrément.

§ 4. L'agrément en qualité d'expert dans une ou plusieurs disciplines est accordé pour un délai de cinq ans maximum.

§ 5. L'agrément peut être suspendu ou retiré à tout moment par décision motivée du Directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement lorsque l'expert ne satisfait plus aux conditions d'agrément, fournit des prestations qui sont d'une qualité insuffisante ou pour lesquelles il n'est pas agréé.

La décision de suspension ou de retrait de l'agrément est notifiée par lettre recommandée à la poste à l'expert agréé.

§ 6. Un recours contre la décision, fut-elle tacite, de refus, de suspension ou de retrait de l'agrément peut être introduit, dans les 10 jours qui suivent la réception de la notification de la décision ou du refus tacite, par lettre recommandée avec accusé de réception auprès du Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions.

La décision du Ministre est notifiée au requérant par lettre recommandée à la poste dans les 60 jours après la date de réception du recours.

L'absence de décision notifiée dans le délai fixé équivaut au refus de l'agrément.

#### CHAPITRE VII. — Dispositions transitoires

Art. 681bis/74. § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté s'applique à toute nouvelle station-service.

§ 2. Les dispositions des articles 681bis/63 et 681bis/64 sont d'application dès l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 3. Les distances minimales définies à l'article 681bis/9 ne s'appliquent pas aux réservoirs existants.

§ 4. Sans préjudice des dispositions du § 2, les stations-service existantes doivent se conformer au présent arrêté : avant le 1<sup>er</sup> janvier 2003 :

- toutes les stations-service qui sont équipées de réservoirs à simple paroi situées dans les zones de prévention de prise d'eau et, à défaut de délimitation de ces zones, situées dans un rayon de 1 km autour des prises d'eau telles que définies par l'arrêté de l'exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance, et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraines.

avant le 1<sup>er</sup> janvier 2005 :

- toutes les stations-service situées dans une zone de prévention de prise d'eau, et à défaut de délimitation de ces zones, situées dans un rayon de 1 km autour des prises d'eau et non touchées par les mesures au 1<sup>er</sup> janvier 2002

et

- toutes les stations-service avec des réservoirs à simple paroi plus anciens que 1975.

Si la preuve de l'âge des réservoirs ne peut être administrée, on supposera qu'ils sont plus anciens que 1975.

avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010 :

- toutes les autres stations-service.

Art. 681bis/75. Le plan d'assainissement prévu dans le présent arrêté vaut plan de réhabilitation au sens de l'arrêté du 24 juin 1993 portant exécution de l'article 7, § 3, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région

Art. 681bis/76. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 4 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## Annexe 1

Spécifications techniques pour le sol et le sous-sol et pour les eaux souterraines

Article 1<sup>er</sup>. Les spécifications techniques d'assainissement du sol et le sous-sol pour la partie fixe de la terre s'appliquent à un sol standard ayant une teneur en argile de 10 % (sur les composants minéraux) et une teneur en matières organiques de 0,5 % (sur sol sec).

Tableau 1 : spécifications techniques pour les sol en mg/kg de matière sèche

Substances	Valeurs de référence	Valeurs seuil				Valeurs d'intervention			
		Type affect. I	Type affect. II	Type affect. III	Type affect. IV	Type affect. I	Type affect. II	Type affect. III	Type affect. IV
Métaux lourds									
Cadmium	0,8	8	3	2	1	16	6	4	2
Chrome	35	230	150	170	65	460	300	340	130
Cuivre	17	210	200	50	50	420	400	100	100
Arsenic	19	100	55	60	22	200	110	120	45
Cobalt	10	100	50	50	20	200	100	100	40
Nickel	9	150	150	120	40	300	300	220	80
Plomb	30	1150	150	70	70	2300	300	140	140
Zinc	62	680	500	210	150	1360	1000	420	300
Mercure	0,55	15	7	10	1,6	30	15	20	3,1
Composés organiques (1)									
Benzène	0,10	1,5	0,25	0,25	0,2	3	0,5	0,5	0,4
Toluène	0,20	100	25	25	0,4	200	50	50	0,8
Ethylbenzène	0,30	45	18	14	0,6	90	36	28	1,2
Xylène	0,35	55	30	4	0,7	110	60	8	1,4
HAP Classe I Naphtalène	0,30	90	2,5	1,2	0,6	180	5	2,4	1,2
HAP Classe II Anthracène	0,05	18	18	0,6	0,15	36	36	1,2	0,3
HAP Classe III Phénanthrène Fluoranthène	1	65	30	16	2	130	60	32	4
HAP Classe IV Benzo(a)anthracène	0,5	125	125	4,5	1,2	250	250	9	2,4
HAP Classe V Benzo(k) fluoranthène Benzo(ghi) pérylène Indéno (1,2,3- cd)pyrène	0,3	18	18	3	2,4	36	36	6	4,8
HAP Classe VI Chrysène Benzo(a)pyrène	0,1	1	1	1	1	2	2	2	2
Huiles minérales (2)	50	1000	800	800	500	2000	1500	1500	1000

Tableau 2 : Valeurs des spécifications techniques pour les eaux souterraines en µg/l

Substances	Valeurs de référence	Valeurs d'intervention
Benzène	10	120
Toluène	20	5500
Ethylbenzène	50	3400
Xylène	20	3300
HAP Classe I Naphtalène	14	125
HAP Classe II Anthracène	0,2	8
HAP Classe III Phénanthrène Fluoranthène	7	30
HAP Classe IV Benzo(a)anthracène	0,5	7
HAP Classe V Benzo(k) fluoranthène Benzo(ghi) pérylène Indéno (1,2,3-cd)pyrène	0,05	500
HAP Classe VI Chrysène Benzo(a)pyrène	0,005	50
Huiles minérales (2)	50	500

## Notes

(1) Afin de pouvoir tenir compte des caractéristiques du sol et du sous-sol lors de la comparaison des concentrations mesurées en composés organiques et en hydrocarbures halogénés dans le sol ou le sous-sol, les valeurs des spécifications techniques pour le sol ou le sous-sol sont converties dans la teneur mesurée en matières organiques dans l'échantillon à analyser et ce, sur base de la formule suivante :

$$N(y) = N(0,5) * y/0,5$$

où,

N : valeur de la spécification technique d'assainissement du sol et du sous-sol en cas de teneur en matières organiques de y %, respectivement 0,5 %.

Si la teneur mesurée en matières organiques est inférieure à 0,5 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée de 0,5 %. Si la teneur est supérieure à 20 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée en matières organiques de 20 %.

La formule présentée peut uniquement être appliquée à la condition que la teneur mesurée en matières organiques se situe entre 0,5 et 20 %.

(2) Valeur indicative de la spécification technique pour le sol et le sous-sol : le risque d'effets préjudiciables graves pour l'homme et l'environnement d'une pollution du sol ou du sous-sol par de l'huile minérale est évalué par le risque occasionné par les composés organiques.

Art. 2. Les spécifications techniques pour le sol et le sous-sol visées à l'article 1<sup>er</sup> varient en fonction de l'affectation du terrain concerné. Une distinction est établie entre les types d'affectations suivantes :

Type d'affectation I :

- zone d'activité économique;
- zone d'activité économique spécifique;
- zone d'aménagement différé à caractère industriel;

Type d'affectation II :

- zone d'habitat;
- zone d'habitat à caractère rural;
- zone de services publics et d'équipements communautaires;

Type d'affectation III :

- zone de loisirs;
- zone agricole;

Type d'affectation IV :

- zone forestière;
- zone d'espaces verts;
- zone naturelle;
- zone de parc;
- zone de prévention de captage.

Art. 3. Les zones des plans d'aménagement qui comprennent en surimpression des indications supplémentaires,

Art. 4. Les terrains qui ne ressortent pas des affectations reprises à l'article 2 de la présente annexe, font l'objet d'une évaluation des fonctions qu'ils remplissent. Sur base de ces fonctions, ces terrains sont classés dans l'un des types d'affectation repris à l'article 2 de la présente annexe.

Art. 5. Les zones de prévention telles que définies par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance, et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraine et, à défaut de délimitation des zones de prévention de prises d'eau, les zones situées dans un rayon de 1 km autour des prises d'eau, sont classées dans le type d'affectation IV.

Art. 6. § 1<sup>er</sup>. Les terrains qui, en vertu des articles 2, et 3 de la présente annexe, sont classés dans le type d'affectation I ou II mais qui sont utilisés en fait comme terrain agricole sont évalués comme s'ils étaient classés dans le type d'affectation IV.

§ 2. Les terrains qui, en vertu des articles 2, et 3 de la présente annexe, sont classés dans le type d'affectation I mais qui sont utilisés en fait à des fins d'habitat, sont évalués comme s'ils étaient classés dans le type d'affectation II.

§ 3. Les terrains qui, en vertu des articles 2, et 3 de la présente annexe, sont classés dans le type d'affectation I mais qui sont utilisés en fait à des fins de récréation, doivent être évalués comme s'ils étaient classés dans le type d'affectation III.

Art. 7. Lorsque en raison de la nature particulière du sol ou du sous-sol dans une zone considérée de la Région certaines valeurs de concentration des spécifications techniques visées à l'article 1<sup>er</sup> se révèlent inapplicables ou inappropriées, le fonctionnaire technique peut s'en écarter pour autant que leur application ne constitue pas un danger pour l'homme et l'environnement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 relatif à la modification du titre III du Règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-services.

Namur, le 4 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

Annexe 2

Méthodes d'échantillonnages et d'analyses

Paramètre	Méthodes de mesurages de la partie fixe de la terre	Méthodes de mesurages des eaux souterraines
matières organiques AFNOR X31/109	ISO\DIS 14235	
détermination de la fraction d'argile	NEN 5753 ISO\DIS 11277	
hydrocarbures polycycliques aromatiques (HPA)	NEN 5771 (2e projet de norme) AAC 3\B	EPA 610 AAC 3/B
hydrocarbures monocycliques aromatiques (HMA)	NVN 5732 EPA 3260A AAC 3/T	EPA524.2 AAC 3/T
huile minérale (méthode IR) AAC 3/R	NEN 5733 (févr. 1991)	NEN 6675

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 relatif à la modification du titre III du Règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-services.

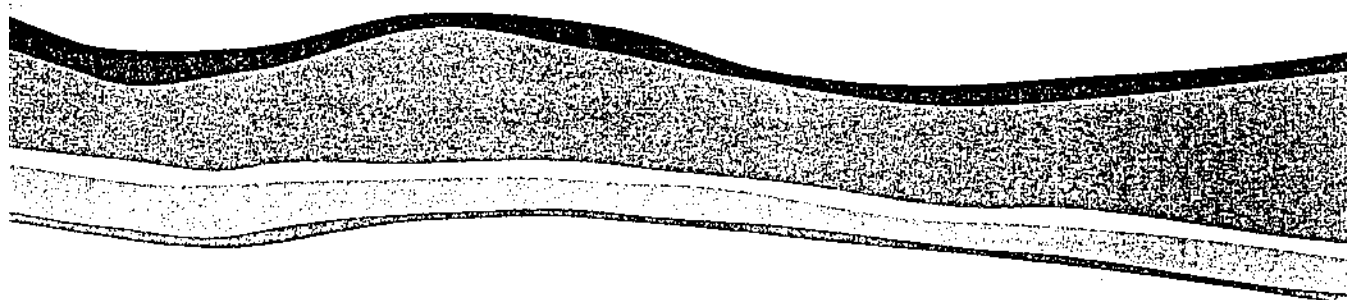
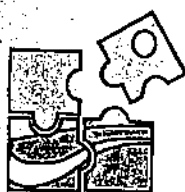
Namur, le 4 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

Réhabilitation des dépotoirs et assainissement  
des sols: le point sur la situation en Région  
wallonne et ses perspectives d'évolution



Version au 26 novembre 1999



Direction Générale des Ressources  
Naturelles et de l'Environnement  
Office Wallon des Déchets

Direction des Infrastructures de Gestion des Déchets



# TABLE DES MATIERES

N° des pages

- CHAPITRE I : INTRODUCTION P. 2
- CHAPITRE II : HISTORIQUE P. 3-4
- CHAPITRE III : LA SITUATION ACTUELLE P. 5
  - III.1. Lexique
    - 1. Dépotoir P. 6
    - 2. Remise en état P. 6
    - 3. Contrevenant P. 7
    - 4. Détenteur (des déchets) P. 7
    - 5. Redevable (de la taxe) P. 7
    - 6. Sûreté P. 8
    - 7. Fonctionnaire technique P. 8
    - 8. Fonctionnaire chargé de la surveillance P. 9
  - III.2. Les moyens décrétaux
    - 1. Voie administrative P. 9-15
    - 2. Voies pénales et civiles P. 15
    - 3. Effets d'entraînement P. 16
  - III.3. Décontamination des sols : normes, études et règlements
    - 1. Catégories de normes P. 17-20
  - III.4. Aides et statistiques P. 21-24
- CHAPITRE IV : PERSPECTIVES D'EVOLUTION
  - IV.1. L'avant-projet de décret relatif à la réparation des atteintes à l'environnement P. 25
    - L'avenir du décret : P. 26
      - a) Pollution historique P. 26
      - b) Le quitus P. 27
      - c) Responsabilité P. 27
      - d) Degré de réhabilitation P. 28
      - e) Principe de précaution P. 28
      - f) Agrément P. 28



IV.2.	<u>Outil normatif</u>	P. 29
IV.3.	<u>Schéma directeur (S.D.E.R.)</u>	P. 29
IV.4.	<u>Les stations-services</u>	P. 29-30

• CHAPITRE V : LES CONTACTS INTERNATIONAUX

V.1.	Caracas	P. 31
V.2.	Nicole	P. 32
V.3.	Clarinet	P. 33

## CHAPITRE I. - INTRODUCTION.

La montée en puissance de la prise de conscience environnementale dans les pays industrialisés a, au cours des dernières années, conduit les gouvernements de ceux-ci à légiférer en matière d'assainissement des sols pollués et de réhabilitation des dépotoirs. La Région wallonne ne pouvait évidemment demeurer en reste dans ce domaine.

Du reste, ces questions intéressent de très nombreuses entreprises, de toutes tailles et relevant de secteurs d'activité très variés.

En effet, l'administration a pu constater que nombre d'entre elles ont, par ignorance de la portée de la législation en matière de déchets ou pour des motifs économiques, géré leurs sites et leurs déchets de façon inadéquate et se retrouvent aujourd'hui devant la nécessité de porter remède aux situations engendrées; et le coût de tels travaux peut parfois s'avérer considérable.

D'autres, gagnées par la fibre environnementaliste ou tout simplement soucieuses de préserver leur image de marque ou encore de préparer l'avenir, ont choisi de saisir le problème à bras le corps et ont adopté des attitudes volontaristes; il importe de saluer cette démarche.

Le présent texte est structuré en quatre parties :

- un bref historique de la question en Région wallonne;
- la situation actuelle;
- les perspectives d'évolution;
- les contacts internationaux en matière d'assainissement des sols.

Le lecteur repérera assez aisément qu'en fait deux grands thèmes techniques et juridiques sont ici abordés : d'une part la remise en état des dépotoirs et, de l'autre, la problématique de l'assainissement des sols.

Il constatera également que, tantôt, ces questions sont traitées distinctement, tantôt, elles font l'objet d'un amalgame. Le pourquoi d'un tel louvoiement sera aussi clairement que faire se peut explicité.

## CHAPITRE II. - HISTORIQUE.

En fait, on peut considérer que la première intervention du législateur belge en la matière remonte à 1967. La loi promulguée à l'époque avait pour objectif la réaffectation des sites charbonniers. Plus tard, en 1978, une loi sur la rénovation de tous les sites d'activité économique désaffectés -S.A.E.D.- fut adoptée, laquelle répondait à un besoin impérieux : nécessité de respect, de mise et de remise en valeur du milieu de vie, mais aussi obligation de présenter aux investisseurs un cadre naturel rajeuni, plaisant, une Région wallonne orientée avec audace vers un nouveau développement économique et culturel, et non embourbé dans le marécage d'une résignation aux relents passésistes.

La loi de 1978, amendée en 1987 et 1989 par le Conseil régional wallon et intégrée dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (C.W.A.T.U.P.), fournit une définition des sites désaffectés et de leur rénovation; les préoccupations environnementales y étaient cependant quelque peu négligées.

Dès lors, plus récemment, le décret du 04 mai 1995, modifia une nouvelle fois les dispositions incriminées du C.W.A.T.U.P. -soit les articles 79 à 93- en y faisant notamment apparaître le concept nouveau d'assainissement, distinct de celui de rénovation. Ce concept d'assainissement est défini comme l'ensemble des travaux nécessaires à la suppression des causes empêchant la réutilisation d'un site ou constituant une nuisance en ce qui concerne la bonne intégration de ce site à l'environnement bâti ou non bâti.

Néanmoins, la démarche pour réussir l'opération de réaffectation s'inscrit encore et toujours dans un cadre essentiellement lié à l'esthétique et se tourne vers l'administration de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

En fait, il apparaît clairement que la loi de 78 ne rencontre toujours que trop partiellement les préoccupations environnementales. Ainsi, par exemple, il est aisé de constater qu'à aucun moment, la définition des travaux de rénovation n'évoque exhaustivement la nécessité d'évaluer l'état des aquifères sous-jacents au site et la piézométrie de ceux-ci. Or, ces opérations doivent être considérées comme primordiales dans le cadre de l'étude des mesures d'un assainissement définitif respectueux de l'environnement et de la santé humaine.

Dans ces conditions, afin que la Wallonie ne soit pas considérée comme étant à la traîne en cette matière, il apparaît impérieux de refondre la loi de 78 dans le cadre d'un décret global, inspiré des dispositions adaptées dans d'autres pays réputés avancés, incluant notamment les compétences de l'administration de l'aménagement du territoire et du logement et celles de l'administration des ressources naturelles et de l'environnement.

Parallèlement à la question de la remédiation des sols pollués, celle de la remise en état des dépotoirs a également suscité l'intervention du législateur wallon.

A ce sujet, il n'est pas inutile de remarquer qu'un bon nombre des problèmes posés aux entreprises dans ce cadre sont sans nul doute imputables aux "héritages du passé", c'est-à-dire aux dépotoirs constitués à une époque où le souci environnemental ne se posait évidemment pas avec la même acuité qu'aujourd'hui. Il faut en effet savoir qu'en général l'obligation de remettre en état un dépotoir vise la présence illicite de déchets tels qu'ils sont définis actuellement, sans référence à l'époque où se sont réellement déroulés les déversements.

Mais, si vous le voulez bien, revenons brièvement en arrière pour appréhender la genèse des actions de la Région wallonne en la matière.

Créée en 1991 par le Gouvernement wallon via la S.R.I.W., la S.A. SPAQUE (société publique d'aide à la qualité de l'environnement) fut chargée de la réalisation d'office des opérations de caractérisation de dix-sept dépotoirs implantés sur le territoire wallon. Quatre de ces sites seront déclarés prioritaires -MELLERY, ANTON, FLORZE et CRONFESTU- et sont effectivement le théâtre d'actions concrètes de réhabilitation, avec une emphase particulière sur le site de MELLERY. Le site des ISNES fut ultérieurement adjoint à cette liste de sites prioritaires.

Toutefois, il est clair que ces dix sept sites ne représentent évidemment en nombre qu'une toute petite fraction du nombre de dépotoirs constitués sur le territoire de la Région wallonne.

Aussi, dès 1992, par amendement, le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne -D 1991-, prévoira les modalités de réhabilitation -terme de l'époque- des dépotoirs. En fait, ce texte -article 7, §3- donnait au "redevable" le choix entre le paiement d'une taxe annuelle très élevée -5.000 BEF/m<sup>3</sup>, ramenée depuis lors à 1.000 BEF/m<sup>3</sup> et plafonnée à 10.000.000 BEF.- et la concrétisation de mesures de réhabilitation dont les modalités d'instruction furent fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juin 1993 portant exécution de l'article 7, §3 du D 1991 -A.G.W. 1993-.

Plus récemment, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets -D 1996- consacra la nécessité ou l'obligation de remettre en état tout dépotoir car il apparaissait en effet clairement que le D 1991 ne permettait pas de résoudre de façon pragmatique et efficace beaucoup de situations réelles, notamment lorsque la présence de déchets ménagers dans le dépotoir était avérée.

Ce sont uniquement ces nouvelles dispositions qui seront exposées, sachant toutefois que l'expérience acquise a permis d'identifier un certain nombre de lacunes et qu'en conséquence l'administration proposera prochainement un train d'amendements aux dispositions de l'A.G.W. 1993, qui sert également de base aux plans de réhabilitation pris sur base de plusieurs articles du D 1996 puisque son article 73 précise que :

"Sans préjudice des prérogatives du Gouvernement dans l'exécution du présent décret, les règles d'application prévues à l'article 42, §§ 1<sup>er</sup> et 2, et à l'article 47, §2, sont celles établies dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juin 1993 portant exécution de l'article 7, §3, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, moyennant remplacement du terme "redevable" par les termes "redevable", "détenteur des déchets" ou "contrevenant".

Comme on l'aura compris, les problèmes posés par les sites pollués sont vastes et importants, d'autant que, dans cette brève présentation, d'autres questions n'ont même pas été soulevées, telles la pollution des sols et des nappes due à l'activité agricole ou encore celle, diffuse, imputables au déneigement des voies de communication.

Je m'attacherai au cours de cet exposé à vous présenter l'état de la situation en Région wallonne en matière d'assainissement des sites contaminés et de remise en état des dépotoirs ainsi que les perspectives qui semblent se dégager des travaux en cours au sein de la direction générale des ressources naturelles et de l'environnement. Les principales notions techniques seront également évoquées.

### **CHAPITRE III. - LA SITUATION ACTUELLE.**

A l'heure actuelle, la pratique administrative en Région wallonne assimile les sols contaminés à des déchets, que la contamination résulte ou non d'un acte volontaire.

Ainsi, un sol pollué à la suite d'un épanchement accidentel d'hydrocarbures -fuite accidentelle d'une citerne à mazout- acquiert la qualité de déchet.

Dans cette logique, une telle situation s'apparente à celle de la création d'un dépotoir et la remédiation peut dès lors être envisagée sous l'angle des dispositions spécifiques en la matière qui seront examinées plus en détail au chapitre III du présent exposé.

Toutefois, si l'on veut se montrer puriste, il faudrait considérer que ce sont les particules polluantes interstitielles qui constituent le déchet et non le sol contaminé lui-même. Cette distinction subtile ne change évidemment rien au problème sur le plan technique de la remédiation.

Néanmoins, la spécificité du problème exposé ici -contamination des sols- entraîne indubitablement le fait que les dispositions en matière de dépotoir peuvent bien souvent se révéler inadaptées à la solution du problème posé. Tel est le cas notamment lorsque tout retard d'intervention entraîne le risque de voir la contamination s'étendre et d'ainsi, par exemple, contaminer la nappe phréatique.

Ce cas est rencontré, notamment, en présence d'un problème survenant à un transporteur routier de produits pétroliers. Le législateur wallon a dès lors doté la division de la Police de l'Environnement de la possibilité d'intervenir directement sur le terrain, en collaboration avec les autorités judiciaires, communales et la Protection civile.

L'arrêté de rénovation d'un S.A.E.D. constitue également une voie de remédiation puisque d'une part, comme cela l'a déjà été dit, la notion d'assainissement est maintenant envisagée dans cette question et que, d'autre part, la caractérisation d'un tel site procède maintenant d'une procédure rigoureuse -procédure interdisciplinaire de diagnostic- mise au point conjointement par le C.H.S.T., l'ISSEP, la S.O.R.A.S.I. et le G.E.H.A.T., incluant une méthodologie d'échantillonnage et d'analyse des sols.

L'O.W.D. est du reste systématiquement consulté dans le cadre de la définition des mesures de décontamination à faire exécuter sur chaque site. Il est toutefois opportun de constater que la portée de cette réglementation est limitée aux programmes définis par la D.G.A.T.L.P. - Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine- et ne revêt donc pas un caractère suffisamment général.

Dans cette foulée, il y a encore lieu de signaler qu'à l'occasion de la déclaration de politique régionale complémentaire approuvée par le Gouvernement wallon le 03 novembre 1997, celui-ci a défini un axe d'action portant sur une cinquantaine de sites -SIR, sites d'intérêt régional-, visant à améliorer le cadre de vie des habitants et à offrir des potentialités pour de nouvelles activités économiques.

La réglementation en vigueur en Région wallonne sur la matière -essentiellement la remise en état des dépotoirs- comporte un certain nombre de notions assez mal perçues.

Dès lors, la nécessité de bien appréhender la portée de certaines terminologies se fait ici sentir. Je vous invite donc tout d'abord à vous familiariser avec certains termes juridico - techniques.

### **III.1. Lexique.**

#### **1. Dépotoir.**

C'est l'endroit sur ou dans lequel des déchets sont présents sans que cette présence soit couverte par l'autorisation requise en vertu de la législation actuelle, celle-ci pouvant évidemment prévoir la conformité de certaines situations autorisées sous les régimes antérieurs.

Comme on l'a vu ci-avant, la jurisprudence administrative actuelle tend à considérer les terres polluées même involontairement comme des déchets; à ce titre, celles-ci sont susceptibles d'engendrer la création d'un dépotoir. Le lien avec la problématique de l'assainissement des sols est ainsi fait !

Dans le cas où le plan de remise en état prévoit un processus de décontamination on site ou in situ, l'autorisation d'exploiter les installations nécessaires à cette opération sera incluse dans la décision sur le plan, selon la procédure complète décrite ci-après. Néanmoins, il convient d'attirer l'attention du lecteur sur la possibilité, dans certains cas, de voir cette procédure se doubler de la nécessité de réaliser une étude des incidences sur l'environnement et, donc, une enquête publique.

Notons encore utilement que le "dépôt de déchets" revêt une signification très différente et spécifique, cette notion étant liée au caractère provisoire et licite de la présence des déchets.

#### **2. Remise en état.**

Ils s'agit de l'ensemble des opérations en vue de la réintégration du site -dépotoir- dans l'environnement eu égard à la réaffectation de celui-ci à un usage fonctionnel et/ou en vue de la suppression des risques de pollution à partir de ce site.

La remise en état comporte dans le cas le plus général trois phases.

##### **a) Caractérisation.**

Durant cette première phase, le dépotoir et son impact sur l'environnement sont étudiés.

Cette étude consiste en fait en l'élaboration du plan de réhabilitation -terme en fait inadéquat- lequel doit comporter en conclusion de l'examen technique, les propositions en vue de porter remède à la situation.

##### **b) Réhabilitation.**

Il s'agit des opérations physiques menées in concreto en vue d'obvier aux risques et nuisances engendrés par la situation. Ces opérations peuvent conduire à la suppression pure et simple du risque -enlèvement des déchets sans rémanence de pollution- ou à un confinement, une limitation et un contrôle de celle-ci par -liste non exhaustive- :

- le reprofilage du site;
- la mise en place d'un complexe d'étanchéité drainage sommital;

- la création d'une barrière hydraulique;
- la mise en place de structures et d'appareillages de contrôle;
- la reprise et le traitement des effluents aqueux et gazeux;
- la réintégration, en général par l'effet de plantations, du site dans son environnement.

c) Postgestion ou gestion après réaffectation.

Après les opérations de réhabilitation, l'évolution du site devra être suivie pendant une période déterminée grâce notamment aux structures et appareillages de contrôle -piézomètres, ...- mis en place.

De même, durant cette troisième phase, il conviendra de veiller au maintien en fonctionnement optimal des dispositifs de reprise, de transfert et de traitement des effluents, jusqu'à ce que l'innocuité des déchets soit garantie. Un tel processus peut s'étendre sur plusieurs années, voire plusieurs décennies.

3. Contrevenant.

Il s'agit de la personne physique ou morale qui a effectivement effectué le dépôt illicite de déchets, qui a ordonné cette action ou qui a engendré volontairement la création du dépotoir. Il est à noter que le détenteur des déchets qui refuse d'obtempérer aux injonctions qui lui sont signifiées par l'autorité acquiert la qualité de contrevenant. En cas de procédure pénale, il faut évidemment qu'un contrevenant "physique" puisse être identifié car l'on sait que le droit belge ne reconnaît pas encore la responsabilité pénale des personnes morales.

4. Détenteur (des déchets).

Le détenteur est la personne physique ou morale qui a la maîtrise effective des déchets, sans pour cela avoir commis ou commandité l'infraction relative à la constitution d'un dépotoir. Il peut donc s'agir du propriétaire du terrain ou d'une personne qui détient un droit sur celui-ci.

Cette définition s'applique par exemple à une société qui acquiert les actifs d'une autre faillie ou non et, par ce biais, un droit sur un dépotoir ou encore au propriétaire d'un terrain qui est le théâtre d'un épanchement accidentel de liquides - hydrocarbures, ...-.

5. Redevable (de la taxe).

Très simplement, il s'agit du(des) propriétaire(s) de la(des) parcelle(s) constitutive(s) du dépotoir.

## 6. Sûreté.

La sûreté est une somme d'argent dont la hauteur est au cas par cas déterminée par l'O.W.D. selon des critères objectifs et est équivalente aux frais que supporteraient les pouvoirs publics s'ils devaient procéder eux-mêmes à la remise en état.

La sûreté consiste en un versement au C.C.P. de la Caisse des Dépôts et Consignations, ou en une garantie bancaire indépendante, ce dernier adjectif étant du reste lourd de conséquence en terme d'intérêts requis par l'institution financière, laquelle doit obligatoirement être un établissement de crédit agréé soit auprès de la Commission bancaire et financière, soit auprès d'une autorité d'un Etat membre de la Communauté européenne qui est habilitée à contrôler les établissements de crédit.

Pour plus de détails à ce sujet, il y a lieu de lire : "Les régimes des sûretés financières (...)" par P. MOERYNCK, in : "De nouvelles règles en matière de déchets", Ed. La Chartre, 1997, ISBN 2-87403-001-5.

En fonction de la définition de la remise en état donnée supra, il est cohérent de considérer que la sûreté pourra être fractionnée de façon à ne concerner que la phase directement concernée, ce qui suppose néanmoins un mécanisme assez complexe de constitutions et de libérations enchaînées.

Ainsi :

- 1) la sûreté dont la constitution peut être exigée lors de l'initiation du dossier ne devrait logiquement concerner que les frais de caractérisation et de constitution du plan étant entendu qu'à ce stade, il est évidemment en toute généralité impossible de prévoir le coût estimé des travaux de réhabilitation et de postgestion, coût que le même plan devra estimer. Cette sûreté, à caractère provisionnel, pourra être libérée dès l'approbation du plan ou "glisser" de manière à garantir l'exécution des mesures de réhabilitation et de postgestion, en adaptant le montant;
- 2) au terme des travaux de réhabilitation, seul le montant correspondant aux mesures de postgestion devrait être maintenu.

Il est encore intéressant de remarquer que cette définition de la sûreté diffère de celle du "cautionnement" prévu à l'article 16 de l'A.G.W. 1993. Une coordination des textes sur ce point se révèle donc urgente et nécessaire.

## 7. Fonctionnaire technique - F.T.

L'O.W.D., Direction des Infrastructures de Gestion des Déchets -D.I.G.D.-, instruit les plans de remise en état entre le dépôt de celui-ci et la notification de la décision administrative ou ministérielle. C'est donc lui qui est chargé de l'instruction du plan et de formuler la proposition de décision ministérielle. Le fonctionnaire technique est, par délégation, l'Inspecteur général de l'O.W.D. Une section d'une demi douzaine d'agents, répartis selon une clé géographique, gère les dossiers. L'O.W.D. est exclusivement basé à NAMUR et est intégré dans la structure de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement -D.G.R.N.E.-.



## 8. Fonctionnaire chargé de la surveillance - F.C.S.

La Division de la Police de l'Environnement -D.P.E.-, également intégrée dans la D.G.R.N.E. est chargée de la surveillance et du contrôle, notamment de la poursuite des infractions en matière de déchets.

Outre une administration centrale implantée à NAMUR, cette division comporte quatre directions régionales :

- Direction de LIEGE : Province de LIEGE;
- Direction de NAMUR : Province de NAMUR et de LUXEMBOURG;
- Direction de CHARLEROI : partie orientale de la Province de HAINAUT et Province de BRABANT WALLON;
- Direction de MONS : partie occidentale de la Province de HAINAUT.

Sans entrer dans trop de détails, on peut considérer que les directeurs de ces quatre centres ainsi que l'Inspecteur général de la D.P.E. sont les F.C.S.

### III.2. Les moyens décrétois.

Succinctement, disons que le D 1996 prévoit, pour concrétiser la remise en état d'un dépotoir, deux voies :

- la voie administrative, relevant des articles 42, 43, 46 et 47;
- la voie de l'action au pénal et/ou au civil, décrite aux articles 58 et 59.

Il est clair qu'en premier lieu, l'administration privilégiera la voie administrative bien que ce choix ne porte en rien préjudice au pouvoir discrétionnaire des Parquets. Toutefois, la coordination qui s'est installée entre ces derniers et l'administration, tant l'Office des déchets que la D.P.E., réduit considérablement le risque d'une telle "interférence".

#### 1. Voie administrative.

Les articles 42 et 43, figurant dans le chapitre VIII "MESURES DE SECURITE" concernent les actions à entreprendre vis-à-vis du détenteur des déchets tandis que les articles 46 et 47 s'adressent directement au contrevenant. Il est évident que l'administration privilégiera une action à l'encontre du contrevenant, lorsque celui-ci est identifié.

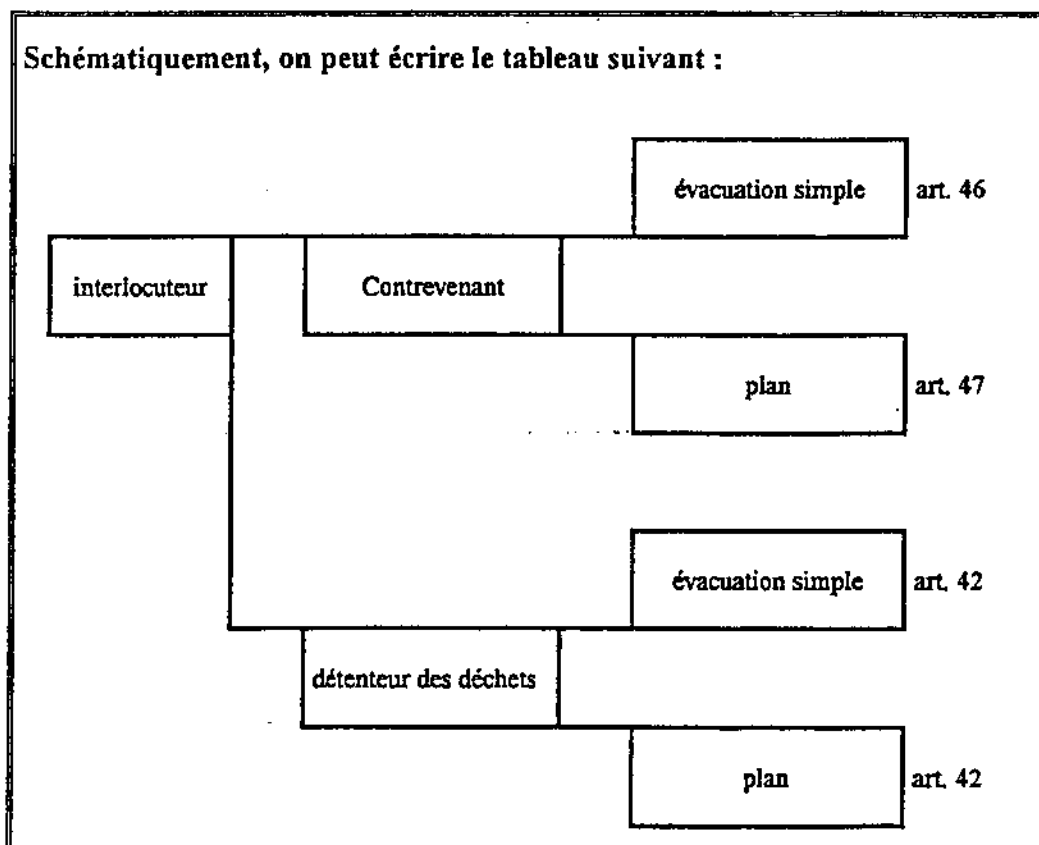
L'article 43 envisage plus spécifiquement les actions d'urgence, qu'il convient de mener sans attendre, en présence d'un risque immédiat qu'éventuellement le temps, à défaut d'une prompt réaction, ne fera qu'accroître. De telles actions relèvent de la compétence de la D.P.E. Elles présentent évidemment un caractère assez spécifique et ne seront pas examinées plus avant ici.

Il convient toutefois de bien noter que, par le biais de cet article, le Gouvernement ou, sur délégation explicite, le Directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement peuvent notamment :

- charger la SPAQuE d'entreprendre d'office la remise en état des lieux, aux frais de la personne mise en demeure, en cas d'inertie de celle-ci;
- demander au Gouvernement fédéral l'intervention de l'armée, de la gendarmerie et de la protection civile;
- enjoindre aux autorités communales de mettre en oeuvre tous les moyens techniques et humains nécessaires.

Tant les actions l'égard du contrevenant que du détenteur des déchets permettent d'envisager une mise en conformité particulièrement rapide, par le biais de la simple évacuation des déchets, lorsque l'interlocuteur est à même, économiquement et techniquement, de mener à bien cette opération et qu'au terme de celle-ci, aucune pollution rémanente du sol, des eaux, ... n'est à craindre. Evidemment, l'interlocuteur sera tenu de fournir les preuves de la gestion conforme des déchets évacués, par le biais, par exemple, de bons de mise en centre d'enfouissement technique.

Schématiquement, on peut écrire le tableau suivant :



En cas d'échec de la voie administrative, par exemple pour une contestation irrévocable dans le chef de l'interlocuteur, il est évident que l'administration n'aura d'autre ressource que d'assigner celui-ci devant le Tribunal pénal ou, en cas de classement sans suite par le Parquet, d'intenter une action au civil sur base de l'article 59.

Notons encore au passage que l'article 54 a prévu des peines d'amende et d'emprisonnement en cas d'infraction ou de refus de se conformer aux articles 42, 43, 46 et 47 qui nous occupent ici.

#### Initialisation de la procédure - constat des faits.

A la lecture des articles précités, il est aisé de comprendre que la volonté du législateur a été de conférer certains pouvoirs relatifs au constat et à la répression de la présence illicite de déchets à la fois au Bourgmestre et au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Il est cependant rapidement apparu que cette décision comportait pas mal de lacunes d'incohérences et d'imprécisions, tant et si bien qu'une modification décrétole sur ce point est intervenue le 17 décembre 1997 avec l'adoption du décret-programme.

Dans tous les cas, la première initiative reviendra à la D.P.E. qui, après avoir effectué le constat, soit invitera directement l'interlocuteur à remédier à la situation -article 42 et 46-, soit invitera le Bourgmestre à prendre les décisions qui s'imposent -article 47- et transmettra un premier rapport au F.T.

Il est à constater que, dans tous les cas, la procédure d'initialisation doit être menée. Ainsi, paradoxalement, un plan déposé spontanément par une personne soucieuse de remettre en état un site pour des raisons propres ne pourra être reçu, dans le régime du D 1996. La situation est différente dans le régime du D 1991, article 7, §3, lequel permet une initiative spontanée comme par exemple celle d'un industriel désireux de garantir la qualité du sol d'un site qu'il souhaite céder.

En pratique, dans tous les cas pour lesquels la remise en état devra être précédée par l'établissement d'un plan, le constat devrait comporter l'établissement d'un rapport -lequel, transmis à la D.I.G.D. permettra à ceux-ci, après évaluation du risque, de préciser éventuellement à l'interlocuteur le contenu du dossier à établir et de proposer le cas échéant la hauteur de la sûreté provisionnelle dont l'imposition relève des prérogatives du Bourgmestre ou, en cas d'inertie de celui-ci, du Directeur général de la D.G.R.N.E., ou d'un fonctionnaire désigné par lui. Le paragraphe consacré plus bas à la procédure simplifiée confirme l'importance de cette étape d'évaluation du risque par l'Office wallon des déchets.

Comme on le voit, une seconde vague de coordination de ces articles serait pour le moins utile.

Contenu du plan et instruction de la demande.

En vertu de l'A.G.W. 1993, le plan doit être introduit en sept exemplaires auprès de l'administration -article 4- et comporter les pièces et informations suivantes -art. 3 et 16- :

- |     |  |
|-----|--|
| 1°  | l'identité de l'interlocuteur;   |
| 2°  | un état des lieux du site pour lequel est sollicité l'approbation du plan, en ce compris : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la description des déchets présents;</li> <li>b) le volume des déchets présents;</li> <li>c) quatre photos récentes et précises du site prises à partir de chaque point cardinal;</li> </ul>  |
| 3°  | <ul style="list-style-type: none"> <li>a) un plan cadastral des parcelles situées dans un rayon de 100 mètres autour des parcelles concernées par la plan;</li> <li>b) le libellé des parcelles cadastrales concernées par le plan et l'indication de la superficie concernée;</li> <li>c) un plan de situation des parcelles concernées par le plan sur une carte topographique exécutée à l'échelle 1/10.000<sup>ème</sup>.</li> </ul> |
| 4°  | l'impact des déchets sur les nappes phréatiques et les éventuels captages ainsi que sur les eaux de surface;   |
| 5°  | le projet de processus de réhabilitation;  |
| 6°  | les procédés techniques préconisés pour réaliser ce projet;  |
| 7°  | les mesures destinées à préserver l'environnement et la santé humaine lors de la mise en oeuvre de ce processus;   |
| 8°  | le calendrier de mise en oeuvre du plan et son terme;  |
| 9°  | les noms et adresses des personnes que le demandeur se propose de charger de l'exécution du plan;  |
| 10° | l'engagement formel d'établir un état des lieux du site après la réhabilitation;   |
| 11° | l'estimation globale des coûts de la réhabilitation T.V.A. comprise;   |
| 12° | la preuve de l'engagement d'un établissement de crédit en qualité de caution solidaire et indivisible pour le montant du coûts de réhabilitation. L'interlocuteur est tenu de produire ce contrat et la preuve de l'engagement de l'établissement à signer ce contrat.   |

Depuis peu, afin de coordonner les exigences environnementales et urbanistiques - voir ci-après "effets d'entraînement"; des renseignements plus précis en matière d'urbanisme sont demandés; il sont repris ci-après.

**a)** En ce qui concerne les modifications du relief du sol :

1. Une vue en plan de la modification à l'échelle 1/1.000 (avec équidistance des courbes de niveau de 100 m). La vue en plan doit englober une partie significative du relief des parcelles environnantes.
2. Des profils ou coupes longitudinales et transversales à l'échelle 1/1.000 (les échelles verticales devront être identiques aux échelles horizontales-).
3. Des croquis d'intégration ou de "signallement" du dépotoir dans le paysage.
4. Une notice des lignes directrices et des options poursuivies dans le cadre de la réhabilitation.

**b)** En ce qui concerne les plantations à réaliser :

1. Une note des lignes directrices et des options poursuivies.
2. Une vue en plan des masses végétales à l'échelle 1/1.000.
3. Une vue en plan des zones plus spécifiques (plantées d'essences spécifiques) à l'échelle 1/1.000.
4. Sur base du ou des croquis précités au point A.3., des croquis soulignant l'apport des plantations dans l'intégration ou le signallement de la décharge dans le paysage.

Les vues en plans des plantations doivent figurer les alignements, les masses végétales, les associations végétales, les équidistances entre les plantations, la nature des essences, leur force et leur densité ainsi que les endroits, les types et procédés d'engazonnement.

En outre, lorsque le processus comprend une opération de décontamination du sol on site ou in situ, il y aura lieu de joindre au dossier les renseignements suivants :

- a)** la notice préalable d'évaluation des incidences sur l'environnement, conformément à l'annexe I.a. à l'A.E.R.W. du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences dans la Région wallonne;
- b)** un plan d'implantation et de situation dressé à une échelle appropriée, indiquant la disposition des stocks, appareils, machines, ... ainsi que leur situation par rapport aux propriétés et aux habitations voisines;

- c) - une description précise de l'installation, et des appareils et procédés à mettre en oeuvre, la nature et la puissance de chaque moteur ainsi que la nature et les quantités approximatives des produits à emmagasiner (résidus solides ou liquides du traitement, combustibles liquides ou gazeux, produits chimiques utilisés lors des opérations, etc ...);
- les conditions de stockage de ces résidus et matières auxiliaires;
  - le régime de travail (jours et plages horaires);
  - le nombre de personnes employées sur le chantier;
  - la date à laquelle les travaux devraient débuter et leur durée totale.

Enfin, dans les cas les plus délicats, l'O.W.D. pourra être amené à demander une étude de risques plus ou moins poussée, permettant d'identifier l'adéquation entre le processus de remise en état proposé et une protection environnementale optimale, mais en tenant compte de la réalité économique, bref dans une logique « BAT-NEC ».

L'instruction de la demande comporte les étapes essentielles suivantes :

- examen de la recevabilité -art. 4, 2<sup>ème</sup> alinéa et 5-;
- consultation par l'O.W.D. -art. 5- :
  - . de la Division de l'Eau;
  - . des services de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine;
  - . de la Division de la Nature et des forêts;
  - . de la Division de la Prévention et des Autorisations, si nécessaire.

Il en sera ainsi notamment dans le cas d'un assainissement in situ. De plus, dans ce cas, cette division sera, dès le dépôt du dossier, consulté quant à l'opportunité d'imposer une étude d'incidences.

En fonction des spécificités d'un dossier, la nécessité de consulter d'autres services -M.E.T., compagnie d'exploitation des eaux, ...- peut se faire sentir.

- établissement du rapport de synthèse après audition éventuelle de l'interlocuteur et envoi au Ministre -art. 6-;
- décision du Ministre endéans les cent vingt jours (délai d'ordre) de la déclaration de recevabilité et notification de la décision -article 8-.

La décision ministérielle comportera notamment :

- le calendrier de mise en oeuvre du plan et le terme de celui-ci;
- les modalités de contenu et de communication des états d'avancement et de l'état des lieux final.

- s'il échet la spécification des matériaux admis pour assurer le réaménagement nécessaire;
- l'obligation de constituer dans un délai fixé, un cautionnement destiné à garantir l'exécution des mesures de réhabilitation et de postgestion.

Les articles 10, 11 et 14 précisent encore les conditions dans lesquelles le Ministre peut revenir sur sa décision ou faire exécuter celle-ci d'office. C'est le cas notamment en vue d'assurer la qualité et la pérennité du processus de remise en état.

Au terme du plan, c'est-à-dire à la fin des travaux de réhabilitation, donc au début de la postgestion proprement dite, après rapport de la D.P.E. et proposition de l'O.W.D., le Ministre constatera (ou non !) la bonne exécution de ceux-ci.

Le cautionnement afférent peut être dès lors libéré par l'O.W.D.

Il importe également de noter que, si l'instruction du plan relève des compétences du FT, c'est la F.C.S. qui prend la relève pour le contrôle de l'exécution.

#### Procédure simplifiée.

En fait, à la réception du rapport ou du dossier, on constate parfois que la gravité de la situation est relative et que, dès lors, la fourniture de tous les renseignements et pièces spécifiés aux articles 3 et 16 de l'A.G.W. 1993 ne se justifie pas. Certains de ces éléments -études hydrogéologiques notamment- sont en effet assez difficiles à appréhender et leur fourniture nécessiterait donc des études coûteuses, disproportionnées par rapport à la situation.

Le F.T. base notamment son appréciation sur les éléments suivants :

- la nature des déchets;
- le volume de ceux-ci;
- la situation par rapport aux nappes phréatiques;
- la proximité éventuelle de l'habitat;
- l'état des abords du dépotoir.

Le passage par cette procédure doit évidemment être acquiescé par l'autorité qui a décidé de la nécessité de remettre le site en état, soit le Bourgmestre, soit en cas d'inertie de celui-ci, le Directeur général de la D.G.R.N.E. ou son délégué. L'avis de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine est également requis, sauf si le processus n'engendre manifestement aucune modification du relief du sol autorisé.

Lorsque la décision d'enclencher cette procédure simplifiée est prise, le processus devient exclusivement administratif et le contenu du plan est ciblé par l'O.W.D. La décision est également administrative et non plus ministérielle.

Il est encore à remarquer que cette procédure simplifiée peut être appliquée à une opération de décontamination de sols pollués.

Plus, une personne physique ou morale peut, sous réserve de l'application d'autres réglementations -établissements, classés, ...- entreprendre spontanément l'opération consistant à ramener le sol dans son état compatible avec les normes examinées au point III.3.

Toutefois, dans cette hypothèse, aucune reconnaissance formelle de la qualité du travail ne peut évidemment être délivrée par l'administration.

Un texte réglementaire devrait bientôt officialiser cette procédure, dont la nécessité pragmatique est clairement établie.

## **2. Voies pénales et civiles.**

En cas d'échec de la procédure administrative ou de volonté de poursuivre de la part du Parquet, les articles 58 et 59 du D 1996 trouveront matière d'application.

Dans un premier temps, l'administration pourra demander au Juge de condamner le contrevenant à la constitution d'une sûreté provisionnelle et à la présentation d'un plan dans un délai déterminé.

C'est le F.C.S., éventuellement par le biais des Conseils juridiques, qui noue les relations entre l'administration et les Parquets.

Le Juge peut décider qu'il appartient à l'administration d'instruire le plan et fixer les modalités d'exécution de celui-ci ou de prévoir que le contrevenant devra revenir devant lui pour se voir signifier sa décision quant aux modalités de remise en état.

Le décret prévoit également que, dans certaines conditions, en cas d'inexécution des obligations prescrites par le Juge, l'O.W.D. doit en assurer l'exécution et récupérer les frais auprès de la personne condamnée.

L'article 59 -procédure au civil- constitue manifestement, avec l'action en cessation, peu pratiquée, la dernière "cartouche" de l'administration en cas d'échec de la procédure administrative, de classement sans suite par le Parquet ou d'acquiescement par le Juge au pénal.

## **3. Effets d'entraînement.**

Sauf dans le cas de la procédure administrative simplifiée de remise en état, les décisions prises par le Ministre ou par le Juge en matière de remise en état du dépotoir valent :

- autorisation de gestion des déchets au sens du D 1996;
- permis d'urbanisme au sens du C.W.A.T.U.P., (1) pour les travaux indispensables à la réhabilitation;



- autorisation d'exploiter les installations temporaire de décontamination du sol in situ ou on site.

Cette assimilation va évidemment dans le sens d'une simplification des procédures, dans l'esprit d'un "permis unique". Elle ne vaut pas encore pour la "procédure simplifiée".

- (1) Il ne peut être évidemment question d'étendre cette assimilité à un permis d'urbanisme par la construction d'un bâtiment ou d'une autre superstructure

### **Remarque importante.**

La décision statuant sur un plan de réhabilitation, qu'elle soit ministérielle -procédure complète-, administrative -procédure simplifiée- ou judiciaire -procédure au pénal ou au civil- peut, dans certains cas impliquer l'apport de nouveaux déchets sur le site en vue de remodeler celui-ci et de l'intégrer dans son environnement.

Dans ce cas, l'O.W.D. imposera ou proposera que cette opération soit réalisée à l'aide uniquement de produits ad hoc ou des matières visées dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 établissant une liste de matières assimilables à des produits.

### **III.3. Décontamination des sols : normes, études et règlements.**

#### **1. Catégories de normes.**

Actuellement, en Wallonie, on réfère aux listes-guides en usage, sans cadre décretaal particulier.

Ces listes-guides présentent, en général et pour certaines substances, des normes ou types de valeurs seuils :

- les normes de base ou "teneurs normales" correspondant aux valeurs que l'on peut observer dans un sol vierge de toute pollution spécifique;
- les normes d'intervention ou valeurs nécessitant une décontamination, évacuation ou toute autre solution acceptable;
- les normes de décontamination ou valeurs prises comme objectifs lors d'un assainissement.

Les normes existantes ou "listes-guides" ont été établies progressivement (depuis 1983) dans d'autres pays ou régions; elles répondent à deux stratégies de réhabilitation :

- l'approche "retour ou sol naturel" appelée aussi "retour à la multifonctionnalité des lieux" -préconisée principalement aux PAYS-BAS-, qui consiste à effacer les séquelles du passé industriel;

- l'approche "retour à un sol suffisamment propre" en tenant compte de l'affectation future du terrain, approche développée initialement au ROYAUME-UNI puis au CANADA, en ALLEMAGNE et en FLANDRE.

a) *Normes de base.*

La détection de la pollution des sols nécessite de se référer à des teneurs "normales". S'il n'est pas envisageable de définir, à l'échelle de la Région wallonne, une seule valeur de sol naturel pour chaque substance présente dans le sol, des valeurs de "sol normal" peuvent être définies au niveau local : ces teneurs sont liées aux caractéristiques géologiques locales et aux apports anthropiques résiduels, ou "bruit de fond".

Le tableau ci-dessous présentent les teneurs "normales" en métaux dans des sols agricoles ainsi que des teneurs observées dans quelques sols de la Région wallonne. Les stations de JEMEPPE-SUR-SAMBRE et SAMBREVILLE représentent des types de situation en milieu urbain, BOSSIERE, un type de situation en milieu rural et CHARLEROI et FARCIENNES, des types de situation en milieu industriel.

LOCALITES	As	Cd	Cr	Cu	Hg	Ni	Pb	Zn
JEMEPPE-SUR-SAMBRE min-max	16 11-21	0,63 0,39-1,24	42 35-51	17 6,7-36	0,45 0,19-0,91	19 11-29	63 31-120	119 49-214
SAMBREVILLE min-max	21 14-35	1,19 0,72-1,36	40 31-51	12 9,5-16	0,25 0,12-0,51	23 20-31	44 26-71	118 70-215
BOSSIERE	19	0,38	31	8,8	0,09	18	21	81
CHARLEROI min-max	19 2,1-38	2,57 1,17-4,67	34 25-56	49 30-67	0,21 0,03-0,45	34 21-49	174 41-366	367 98-905
FARCIENNES min-max	9,4 8,1 à 11,2	1,94 1,28 à 2,93	31 24 à 46	34 22 à 45	0,26 0,13 à 0,43	27 25 à 31	75 33 à 140	166 68 à 265
Situation normale min-max	0,5-20	0,1-1	2-50	1-30	0,01-0,50	10-50	0,1-20	10-100

Tableau 32 - teneurs observées en métaux dans quelques sols de la Région wallonne en mg/kgMS.  
Source - DELCARTE, BEAGx, communication personnelle 1994.

b) Normes d'intervention.

Le niveau d'intervention est un seuil qui doit déclencher à court terme l'identification des moyens "les plus appropriés" à mettre en oeuvre pour décontaminer le site.

Depuis 1991, les valeurs d'intervention ont été établies en intégrant le facteur de risque pour l'écosystème du sol et les risques de toxicité pour l'homme.

Pour tenir compte de ce premier facteur, des valeurs d'intervention d'écotoxicité ont été établies sur base du principe qu'une contamination peut-être considérée comme significative lorsque 50 % des espèces potentiellement présentes dans un écosystème sont affectées de manière négative par un ou plusieurs contaminants présents à des teneurs supérieures aux NOEC (No Observed Adverse Effect Concentration).

Ensuite, des valeurs d'intervention prenant en compte l'analyse de risque pour l'espèce humaine ont été calculées en intégrant les facteurs toxicité des contaminants et exposition.

Pour les composés non cancérigènes, le niveau maximum tolérable de risque utilisé est la quantité toxicologiquement tolérable absorbée d'un composant, c'est-à-dire la quantité d'un composant à laquelle un homme peut être exposé quotidiennement par voie orale durant toute sa vie sans qu'il en résulte des effets négatifs pour sa santé.

Pour les substances cancérigènes, le niveau maximum tolérable de risque est défini comme la quantité d'un composé entraînant, soit par ingestion ou soit par inhalation, le risque d'apparition d'un cas supplémentaire d'une tumeur létale pour 10.000 individus exposés durant toute leur vie.

Le tableau ci-dessus compare les seuils d'intervention fixés dans différentes listes pour les métaux lourds les plus courant ainsi que pour les huiles minérales.

SUBSTANCES	VALEURS D'INTERVENTION (mg/kg MS)										
	Listes hollandaises		Listes canadiennes (*)			Listes d'Elkmann-Kloke			Listes flamandes		
	Valeurs C	Nouvelles valeurs	ZA	ZR	ZI	ZA	ZR	ZI	ZA	ZR	ZI
Arsenic	50	55	20	30	50	50	60	200	45	110	300
Cadmium	20	12	3	5	20	5	10	20	2	6	30
Chrome total	800	380	75	250	800	500	500	800	130	300	800
Cuivre	500	190	50	100	500	200	200	2.000	200	400	800
Mercure	10	10	2	2	10	50	50	50	10	15	30
Nickel	500	210	50	100	500	200	200	500	100	470	700
Plomb	600	530	50	300	600	1.000	2.000	2.000	200	700	2.000
Zinc	3.000	720	100	500	1.500	600	600	3.000	600	1.000	3.000
Huiles minérales	5.000	5.000	100	1.000	5.000				1.000	1.000	1.000

(\*) QUEBEC

ZA : zone agricole.

ZR : zone résidentielle.

ZI : zone industrielle.

c) Normes d'assainissement.

Les normes d'assainissement du sol correspondent à un niveau de pollution du sol dont le dépassement peut avoir des effets préjudiciable graves pour l'homme et l'environnement, vu les caractéristiques du sol et les fonctions qu'il remplit.

Les normes d'assainissement du sol sont basées sur une estimation modélisée de l'exposition de l'homme. L'homme est exposé de diverses manières aux substances ou pollutions qui se trouvent dans le sol sur lequel il travaille et vit. Les principaux modes d'exposition sont :

- inhalation de fumées et de particules;
- consommation de viande et de lait de bovins vivant sur des terres polluées;
- consommation de légumes cultivés sur une terre polluée;
- consommation d'eaux souterraines comme eau potable;
- ingurgitation de particules de terres;
- contact dermique avec des particules de terre et l'eau.

Les différents modes d'exposition sont bien entendu plus ou moins pertinents en fonction de l'utilisation du sol. C'est pour cette raison que les normes pour la partie fixe de la terre ont été différenciées en fonction du type d'utilisation. Le règlement flamand "VLAREBO" distingue 5 types d'utilisation sur la base de la destination fixée par parcelle dans les plans de secteur en vigueur.

Les 5 types d'utilisation sont :

- fonction principale nature (type de destination I);
- fonction principale agriculture et habitat rural (type de destination II);
- fonction principale habitat urbain (type de destination III);
- fonction principale récréation (type de destination IV);
- fonction principale industrie (type de destination V).

Sur la base des caractéristiques du sol, à savoir la teneur du sol en argile et en matière organique, ces normes pourront être converties grâce à une formule de correction pour chaque type de sol.

### **III.4. Aides et statistiques.**

La réalisation d'un plan de remise en état n'est en général pas chose aisée, ne serait-ce qu'en raison des aspects hydrogéologiques et mécaniques à investiguer. Le passage par un bureau spécialisé, bien que non obligatoire, peut donc s'avérer incontournable.

A cette fin, l'O.W.D. tient à la disposition du public une liste de bureaux susceptibles d'aider à la réalisation du plan. Les dossiers de ces consultants-bilans, structure, références, ...- peuvent être librement consultés dans les bureaux de l'Office sur simple demande de rendez-vous (Madame M. LEBE, tél. ☎ : 081/33.65.21).

L'O.W.D. tient également à la disposition de ses interlocuteurs une liste d'entreprises susceptibles de fournir des terres et roches. La communication de cette liste n'est toutefois pas une reconnaissance du caractère conforme des matériaux proposés. La s.c. TRADECOWALL a depuis peu mis en place une « bourse » similaire.

Trois fois par an, l'O.W.D. établit un état d'avancement codifié des dossiers de réhabilitation. Celui-ci est notamment communiqué aux administrations concernées -urbanisme, D.P.E., ... et aux Parquets, y compris les Parquets généraux. Le but essentiel poursuivi est évidemment d'optimiser la coordination et donc d'assurer l'efficacité des actions à entreprendre.

La version de ce document au 04 février 1999 recense 854 sites à réhabiliter, réhabilités ou en cours de l'être.

Le tableau ci-dessous explicite la répartition des dossiers par province ainsi qu'une codification signalant l'état de chaque dossier en particulier. Ce lexique concerne toujours certaines instructions relevant des dispositions du D 1991 et, plus particulièrement, de la remise en état telle que prescrite par l'article 7, §3 de ce décret.

#### **A. Plan recevable**

L'interlocuteur a, dans ce cas, introduit un plan de réhabilitation jugé complet.

Celui-ci fait pour l'instant l'objet de l'instruction administrative déterminée par les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juin 1993.

#### **B. Plan irrecevable**

Est déclaré irrecevable un plan de réhabilitation introduit par l'interlocuteur et jugé incomplet par l'administration. L'interlocuteur a été invité à réintroduire un dossier dûment complété.

Cette invitation n'a pas été suivie d'effets jusqu'à présent.

**C. Plan à l'étude**

L'interlocuteur a introduit un plan de réhabilitation mais celui-ci n'a pas encore fait l'objet d'un avis de (non) recevabilité.

**D. Acceptation de la réhabilitation**

L'interlocuteur a été contacté par l'administration et invité à introduire un plan de réhabilitation. Celui-ci a indiqué sa volonté de répondre à cette invitation mais n'a jusqu'à présent, introduit aucun dossier.

**E. Refus**

L'interlocuteur conteste l'avis de l'administration pour des raisons diverses (le site est "réhabilité", l'interlocuteur ne se considère pas responsable des déversements,...)

**F. Réhabilitation**

**F1 : Réhabilitation légère**, à la suite des propositions de l'interlocuteur, l'O.W.D a marqué son accord pour une réhabilitation légère ou simplifiée.

**F2 : Site réhabilité**, à la suite de l'application d'une réhabilitation légère ou simplifiée.

**F3 : Site réhabilité**, à la suite de l'application d'un plan de réhabilitation signé par Monsieur le Ministre.

**G. Taxation**

**G1** : Le redevable a marqué son accord pour le paiement de la taxe.

**G2** : Site où est applicable la taxation d'office.

**H. Sans réponse**

L'interlocuteur a reçu un premier courrier, suivi d'un rappel, l'invitant à opter soit pour le paiement de la taxe, soit pour l'introduction d'un plan de réhabilitation. Or, à ce jour, aucune réponse n'est parvenue.

**L. Plan accepté**

Sur base du rapport du synthèse, le Ministre a marqué son accord pour la réhabilitation telle que proposée par l'interlocuteur.

**J. Délai en cours**

Sur base des constatations effectuées durant les derniers mois, l'interlocuteur concerné a reçu un courrier dit "classique" les invitant à opter soit pour la taxation, soit pour l'introduction d'un plan de réhabilitation.

Le délai imparti n'est pas encore arrivé à son terme.

J1 : le délai est géré par la D.P.E

J2 : le délai est géré par l'O.W.D

**X. Procédure pénale en cours**

Une procédure pénale à l'encontre du contrevenant et/ou du détenteur des déchets est en cours auprès des instances judiciaires.

**RECAPITULATIF AU 15/07/1999**
**PROVINCE DE NAMUR**

A	B	C	D	E	F1	F2	F3	G1	G2	H	I	J1	J2	X	TOTAL
5	2	7	1	7	23	49	3	0	0	15	3	8	42	23	188

**PROVINCE DE LUXEMBOURG**

A	B	C	D	E	F1	F2	F3	G1	G2	H	I	J1	J2	X	TOTAL
1	2	0	1	2	11	25	1	0	0	11	12	3	8	19	96

**PROVINCE DE LIEGE**

A	B	C	D	E	F1	F2	F3	G1	G2	H	I	J1	J2	X	TOTAL
5	3	0	14	2	15	67	1	0	0	0	13	20	7	11	160

**PROVINCE DU HAINAUT**

A	B	C	D	E	F1	F2	F3	G1	G2	H	I	J1	J2	X	TOTAL
10	8	9	29	2	34	50	2	0	0	56	8	22	32	48	310

**PROVINCE DU BRABANT**

A	B	C	D	E	F1	F2	F3	G1	G2	H	I	J1	J2	X	TOTAL
1	1	1	2	3	3	14	0	0	0	2	6	8	3	17	61

**TOTAL REGION WALLONNE**

A	B	C	D	E	F1	F2	F3	G1	G2	H	I	J1	J2	X	TOTAL
22	13	22	47	16	86	205	7	0	0	84	42	61	92	118	815



## **CHAPITRE IV. - PERSPECTIVES D'EVOLUTION.**

Nous avons vu qu'à l'heure actuelle, l'assimilation d'un sol contaminé à un déchet offre une possibilité d'action à l'administration en vue de remédier à la situation de pollution ainsi engendrée.

Il n'en demeure pas moins que, comme cela l'a déjà été rappelé, les cadres juridiques et techniques actuels se révèlent rapidement trop étroits et inadaptés à la problématique des sols contaminés.

La plupart des pays industrialisés l'ont compris et ont, au cours de la dernière décennie, emboîté le pas aux Pays-Bas, les pionniers en la matière, en créant une législation spécifique à ce sujet, avec du reste plus ou moins de bonheur.

La Région wallonne ne pouvait évidemment demeurer en reste.

### **IV.1. L'avant-projet de décret relatif à la réparation des atteintes à l'environnement.**

La mise en oeuvre de la politique relative à l'assainissement des sols demande l'élaboration de plusieurs outils et guides méthodologiques.

Ceux-ci sont nécessaires pour effectuer une approche régionale cohérente et homogène du problème lié aux sites et sols pollués.

Une convention entre Maître MOERYNCK, contractant, et Monsieur G. LUTGEN, Ministre de l'Environnement à l'époque, a été signée en juin 1996. Elle concerne l'élaboration d'un texte relatif à la réparation des atteintes à l'environnement.

Ce texte a été finalisé en mars 1998. Il est structuré comme suit :

- . dispositions préliminaires;
- . obligation de réparer;
- . obligation d'assurer la sécurité;
- . obligation particulière des exploitants;
- . investigation, contrôle et disposition pénale;
- . dispositions financières;
- . dispositions modificatives, abrogatoires et transitoires.

Cet avant-projet a été envoyé en mai dernier à l'Union wallonne des Entreprises - U.W.E. - et à Inter-Environnement Wallonie -I.E.W.- pour avis.

L'U.W.E. rejette l'avant-projet de décret et souhaite que la réglementation wallonne s'articule autour des principes suivants :

- distinction entre pollution historique et pollution nouvelle;
- remise en état en fonction du risque et de l'affectation connue du sol;
- sauvegarde des droits des propriétaires et exploitants concernés.

L'U.W.E. souhaite éviter que la Wallonie se distingue de ses voisins par des charges insupportables pour les entreprises en activité, ce qui provoquerait inévitablement le désintérêt des investisseurs potentiels.

I.E.W. juge l'avant-projet de décret trop ambitieux pour être réaliste et être réellement applicable. Elle préconise un "vrai" décret sol qui soit clair, complet et explicite. Elle conseille une législation apparentée à celle de la Région flamande notamment en matière de pollution historique.

Par ailleurs, elle regrette que le projet de décret ne tienne pas compte de l'existence de la convention du conseil de l'Europe sur la responsabilité civile des dommages résultant d'activités dangereuses pour l'environnement.

### L'AVENIR DU DÉCRET

Ce décret devrait finalement voir le jour sous cette législature. On peut raisonnablement se fixer mi-2000 comme échéance.

Dans les prochains mois, il va être affiné et partiellement réorienté en fonction des points suivants :

#### a) Pollution historique.

L'avant-projet de décret ne fait actuellement pas une distinction très explicite entre pollution historique, actuelle et future. Cette option est justifiée par la difficulté d'établir la catégorie dont relèverait une pollution qui serait constatée, difficulté qui est supposée avoir un effet d'annonce : des entreprises peu scrupuleuses pollueraient volontairement leur site de manière à atteindre un degré de pollution leur réservant la marge de manoeuvre pour réduire autant qu'elles le souhaiteraient les obligations de dépollution engendrées par leurs activités industrielles actuelles et futures.

Nier cette distinction revient à avoir exactement les mêmes exigences vis-à-vis d'une part du propriétaire d'un site sur lequel ont jadis été menées en toute légalité des activités industrielles dont on sait maintenant qu'elles ont engendré une pollution et d'autre part vis-à-vis des activités industrielles actuellement mises au point, avec toute la connaissance dont nous disposons maintenant (tant au niveau des pollutions qui sont générées qu'en ce qui concerne les procédés techniques permettant de les réduire à des niveaux aussi faibles que souhaité). Ce principe revient d'un certain point de vue à nier que la matière ait évolué depuis le début de l'ère industrielle. Il fait obstacle, pratiquement, à la possibilité d'imposer aux activités actuellement développées les normes de salubrité les plus sévères que l'on est en droit d'imaginer à l'heure actuelle.

Il me semble donc qu'il faut être sévère pour l'avenir mais finalement plus souple pour le passé, car la situation structurelle et économique de notre région ne nous permet pas d'autre choix. Cette approche est également celle des autres Régions et Etats voisins.

#### b) Le quitus.

Prenons le cas d'une entreprise qui envisage de s'installer sur un ancien site industriel désaffecté ou encore de reprendre l'activité existante - faillite, ... -.

Il est clair que l'acquéreur est en droit de s'interroger quant à sa responsabilité éventuelle au sujet de l'état du site concerné au moment de son acquisition ou de la reprise de l'activité.

En d'autres termes, cet acquéreur tentera d'obtenir de la part de l'autorité administrative la garantie que l'état du site est conforme à la législation en vigueur et que sa responsabilité ne pourra être engagée au cas où, ultérieurement, il viendrait à être démontré, ou même suspecté, que l'activité antérieure à son acquisition cause un quelconque dommage, en raison par exemple de la contamination du sol.

L'autorité administrative devra donc pouvoir disposer d'une procédure rigoureuse d'investigation, comportant l'établissement d'un état des lieux par un organisme scientifique indépendant, au terme de laquelle cette garantie - ou quitus - pourra ou non être accordée.

La possibilité d'octroyer un tel quitus est vraiment un objectif fondamental des textes à l'étude et ces formalités seront définies dans le décret. En effet, plusieurs entreprises étrangères ont déjà renoncé à s'implanter en Wallonie en raison, notamment, de l'absence de la possibilité de recevoir la garantie évoquée ci-dessus. D'autres ont préféré s'installer sur des sites vierges de toute activité industrielle antérieure, laissant à l'abandon les chancres que sont bien des sites industriels désaffectés et engendrant un développement largement anarchique des zones industrielles.

La mise en place de ce dispositif implique toutefois la tenue d'un cadastre des sols pollués, tâche éminemment considérable. Les notaires pourraient du reste être associés utilement à la démarche, en signalant à l'acquéreur potentiel la situation de tout terrain dont ils gèrent l'acquisition par rapport à ce cadastre.

#### c) Responsabilité.

Maître MOERYNCK reprend, dans son texte, les principes généraux de la responsabilité objective qui veulent que la réparation d'un dommage éventuel à l'environnement soit indépendante de la faute de celui à qui ladite réparation incombe.

La distinction de l'origine de la pollution - historique ou récente -, permettrait par contre de déboucher sur deux régimes qui différerait fondamentalement quant aux responsabilités et aux obligations d'assainissement.

En cas de pollution historique, le système de responsabilité avec faute pourra être d'application sur base de la législation en vigueur à l'époque.

En cas de pollution récente, c'est le système de responsabilité objective dite sans faute qui prévaudra.

d) Degré de réhabilitation.

Le texte en projet organise la réhabilitation dans le pristin état; cette notion nous renvoie à une conception multifonctionnelle de l'environnement.

Pour les pollutions récentes ou nouvelles dépassant le niveau d'intervention, la responsabilité reviendra à celui qui a généré la pollution. Il devra répondre des frais liés à l'assainissement du site et des dommages résultant de la pollution causée. La réhabilitation devra être réalisée en vue d'atteindre le niveau d'assainissement prédéfini en fonction de la nature et de la destination du sol.

A l'image des législations existant dans les pays voisins, l'assainissement des anciennes friches devra être fonction du risque et de l'affectation connue du sol.

Dans tous les cas, la réhabilitation envisagée devra tenir compte des spécificités et réalités géologiques et hydrogéologiques (ex. Plombières).

e) Principe de précaution.

Ce principe de précaution est repris dans toutes les législations qui touchent à l'environnement.

L'exploitant ou le "responsable" doit tout mettre en oeuvre pour que l'atteinte à l'environnement ne se réalise pas et d'autre part, au cas où elle se réaliserait, tout mettre en oeuvre pour en limiter l'impact.

Ce principe général de précaution devra se baser sur un critère objectif de légalité concrétisé par le respect de normes de références et un critère scientifique de danger.

L'obligation pour l'interlocuteur concerné de réaliser un audit de son site avant une date déterminée, après l'entrée en vigueur de la nouvelle législation, pourrait constituer une solution. Cette formalité accomplie, la contamination du site dans l'état décrit serait réputée relever de la pollution historique et la remédiation serait partiellement au moins financée par d'autres sources que l'interlocuteur; un fonds de garantie pourrait être envisagé, analogue au fonds des dégâts miniers.

f) Agrément.

Le décret sol devra envisager la mise en place d'un processus d'agrément de bureau d'études et de contrôle en matière de réhabilitation des sols.

## **IV.2. Outil normatif.**

Découlant logiquement du décret, un outil normatif - arrêté du Gouvernement wallon - sera repris dans l'outil législatif et définira les niveaux critiques ou valeurs guides.

Une convention vient d'être passée - février 99 - entre la Région wallonne et le bureau SITEREM afin de proposer des valeurs normatives pour une série de 35 contaminants.

Une subvention accordée à l'ISSeP va permettre de mettre en place des procédures méthodologiques de caractérisation appelées aussi études d'orientation de sites potentiellement contaminés.

Elle prévoit notamment :

- les travaux généraux d'approche ou historique du site;
- l'investigation de terrain comprenant les protocoles d'échantillonnage;
- les analyses de laboratoire.

Une collaboration ISSeP-SPAQUE permettra également d'établir un système d'étude de risque lié à la présence d'un ou de plusieurs contaminants dans le sol - niveaux critiques dépassés -. Cet outil permettra de définir un niveau de risque lié à un site potentiellement pollué, et donnera la possibilité de classer les sites caractérisés dans un ordre d'intervention prioritaire.

## **IV.3. Schéma directeur. (S.D.E.R.)**

Les anciens sites industriels désaffectés devront être réutilisés en priorité lors de la création de nouvelles zones d'espaces économiques.

La prise en charge des assainissements et rénovations de ces friches par les pouvoirs publics permettra de recréer en Wallonie un cadastre de terrains "capables".

L'étude d'incidences de ces "zonings" devra comprendre un état des lieux du sol et des eaux souterraines et de surface.

Elle définira également les contraintes paysagères et de voisinage et tiendra également compte des éléments suivants : captages, puits de mines, vents dominants.

## **IV.4. Les stations-service.**

Les stations-service constituent un exemple type particulièrement bien choisi; elles existent en effet en grand nombre et les contaminants potentiels sont en général bien connus.

Cette spécificité a dès lors permis d'envisager un cadre particulier pour l'assainissement des sols pollués de ces stations.

Dans la foulée de la création du Règlement général pour la Protection de l'Environnement - R.G.P.E. -, l'administration a, dès lors, en concertation notamment avec la Fédération pétrolière belge, élaboré un projet d'arrêté relatif aux stations-service, dont l'adoption est récente.

Cet arrêté prévoit notamment qu'en cas de cessation d'activité, de renouvellement ou de transfert de l'autorisation, ou même sur simple présomption de pollution, une étude indicative et, si nécessaire, une étude de caractérisation du site doivent être réalisées. Cette(ces) étude(s) porte(nt) sur le sol et sur les eaux souterraines.

La remise en état, suivant un plan précis proposé par l'industriel, est requise lorsqu'il est constaté un dépassement des valeurs seuil des contaminants du sol et des valeurs de référence des contaminants dans l'eau souterraine.

Le plan en question comprend au moins :

- . les résultats de l'étude de caractérisation du site;
- . l'analyse technique et financière des divers procédés pertinents pour la remise en état du site en question;
- . le choix motivé du procédé pour la remise en état du site;
- . la description des travaux et les délais dans lesquels ils seront réalisés;
- . les mesures qui seront prises pour assurer la sécurité des travaux et en réduire l'impact sur l'environnement;
- . une proposition de montant de cautionnement visant à garantir l'exécution d'office du plan de remise en état du site.

Il a pour buts :

- . d'une part, de ramener les concentrations des contaminants du sol en-dessous des valeurs seuil et de les faire tendre vers les valeurs de référence;
- . d'autre part, de descendre des concentrations des contaminants de l'eau souterraine en-dessous des valeurs de référence.

Il est assimilé au plan de réhabilitation dans le régime de l'A.G.W. 1993.

Les valeurs seuil et valeurs d'intervention précitées sont modulées en fonction du type d'affectation du terrain au plan de secteur et de la proximité de captages d'eau.

En ce qui concerne les réservoirs désaffectés ou défectueux, ceux-ci devront être de préférence évacués ou, si cette opération s'avère impossible, ils seront vidés et ensuite remplis de sable, de mousse insoluble ou de tout autre matériau inerte équivalent.

Enfin, le texte prévoit un mécanisme d'agrément officiel des experts habilités à réaliser les études indicatives et de caractérisation ainsi que les plans de remise en état.

## CHAPITRE V. - LES CONTACTS INTERNATIONAUX.

### V.1. CARACAS.

CARACAS -Concerted Action on Risk Assessment for Contaminated Sites- est un projet européen mis en place par la DG XII. Il débuta le 01/02/1996 et fut planifié pour une durée de 30 mois.

Ses objectifs furent les suivants :

- identifier, compiler, évaluer et passer en revue toutes les études et approches scientifiques d'évaluation du risque développées dans les pays membres de l'Union Européenne;
- proposer des priorités scientifiques pour les programmes et projets futurs de la Commission Européenne et des Etats membres de l'E.U.;
- élaborer des directives et recommandations pour l'évaluation du risque liés aux sites contaminés.

L'action concertée "CARACAS" regroupait 15 pays membres de l'Union Européenne :

AUTRICHE	ALLEMAGNE	PORTUGAL
BELGIQUE	GRECE	ESPAGNE
DANEMARK	IRLANDE	SUEDE
FINLANDE	ITALIE	ANGLETERRE
FRANCE	PAYS-BAS	

ainsi que d'autres pays comme la NORVEGE, la SUISSE et les ETATS-UNIS qui contribuèrent au programme de recherche scientifique de par leur expérience et connaissance.

Chaque pays fut représenté par un membre du Ministère de l'Environnement et une ou deux institution(s) scientifique(s).

Le première réunion de CARACAS s'est tenue à BRUXELLES en mars 1996. Le programme scientifique y a été spécifié et a conduit à la détermination de sept groupes de travail appelés "Topic Group" :

- Topic Group 1 "Toxicologie humaine" - répertoire des critères toxicologiques utilisés pour l'évaluation des risques liés à la santé humaine et identification de critères;



- Topic Group 2 "Evaluation du risque écologique" - évaluation des systèmes écologiques recommandés pour la caractérisation du risque écologique;
- Topic Group 3 "Evolution et transport des contaminants" - processus sélectif affectant l'évolution, le transport et l'interaction des contaminants et évaluation de leur rôle dans l'estimation du risque;
- Topic 4 "Investigation et analyses de site" - stratégie d'investigation de site recommandée afin d'obtenir la précision des données nécessaire à l'estimation des risques en tenant compte de la variabilité des données financières et de l'efficacité (des coûts);
- Topic Group 5 "Modèles" - exploration et avis sur les possibilités relatives à l'usage de modèles pour l'évaluation du risque;
- Topic Group 6 "Grille et valeurs directives" - évaluation des bases scientifiques des valeurs guide et de leur rôle dans la prise de décision;
- Topic Group 7 "Méthodes d'évaluation du risque" - production d'une structure de travail pour l'évaluation du risque, un ensemble d'outils pratiques pour l'investigation, l'estimation et la mise en place des options prioritaires.

Un rapport final fut déposé fin 1998.

## V.2. NICOLE.

Le projet "NICOLE" -Network for Industrially COntaminated Land in Europe- a été fondé par E.C. Environment Climate et des industriels européens, pour favoriser les échanges de connaissance scientifiques et techniques qui concernent tous les aspects de la contamination des sites industriels pollués.

Quatre groupes de travail ont été mis sur pied :

- WG<sub>2</sub> "Etude et caractérisation des sites".
- WG<sub>2</sub> "Comportement des contaminants et estimation du risque".
- WG<sub>3</sub> "Méthode de contrôle : remédiation et ou confinement".
- WG<sub>4</sub> "Mesure d'assainissement et post gestion".

Les membres du projet NICOLE sont :

- des sociétés industrielles en quête d'informations;
- des organismes de recherche universitaires et autres;
- des sociétés de services spécialisées en études et/ou assainissement;

Les sociétés industrielles impliquées dans le projet sont les suivantes :

- AKZO NOBEL
- B.N.F.L.
- B.P. OIL EUROPE
- BRITISH GAS
- BRITISH STEEL PIC
- DOW BENELUX
- E.L.F. AQUITAINE
- ENICHEM SPA
- ESSO ENGINEERING (EUROPE)
- FORD
- HOOGOVENS
- I.C.I.
- MONSANTO PIC
- NESLE OY
- NORSK HYDRO A.S.A.
- PORT OF ROTTERDAM
- POWERGEN
- REPSOL PETROLEO S.A.
- RHONE-POULENC
- SHELL RESEARCH LTD
- SOLVAY S.A.
- TAYWOOD ENGINEERING LTD
- V.H.E. HOLDINGS PIC

Par ailleurs, 75 organisations de recherche provenant de 10 pays d'Europe sont membres de ce projet.

### V.3. CLARINET -Contaminated Land Risk Network-

Les principaux objectifs de ce projet sont l'élaboration de recommandations pour la gestion judicieuse des sites contaminés des pays membres de l'Union Européenne.

Ce projet est subdivisé en trois niveaux d'organisation :

- a) des topics groupes scientifiques qui poursuivent les recherches de CARACAS dans les domaines suivants :
  - évaluation du risque;

- techniques de remédiation;
  - décisions et résultats (aspect économique, social et politique);
- b)* un topic groupe de coordination responsable de la conduite scientifique du projet;
- c)* un coordinateur responsable de l'organisation interne et de l'administration du projet.
-

## GLOSSAIRE DES ABREVIATIONS UTILISEES

A.G.W. : arrêté du Gouvernement wallon

A.G.W. 1993 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juin 1992 portant exécution de l'article 7, § 3 du D 1991

CARACAS : Concerted Action on Risk Assessment for Contaminated Sites

C.H.S.T. : centre d'histoire des sciences et des techniques - Université de Liège

CLARINET : Contaminated Land Risk Network

C.W.A.T.U.P. : Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

D 1991 : décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation en Région wallonne tel que modifié ultérieurement

D 1996 : décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets tel que modifié ultérieurement

D.G.A.T.L.P. : direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine

D.I.G.D. : direction des infrastructures de gestion des déchets

D.G.R.N.E. : direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

D.P.A. : division de la Prévention et des Autorisations

D.P.E. : division de la Police de l'Environnement

F.C.S. : fonctionnaire chargé de la surveillance ; il s'agit d'un agent de la DPE

F.T. : fonctionnaire technique

GEHAT : groupe d'étude Habitat/Territoire – Université Libre de Bruxelles

I.E.W. : inter-environnement Wallonie

ISSEP : institut scientifique de service public

NICOLE : Network for Industrially Contaminated Land in Europe

O.W.D. : office wallon des déchets

**R.G.P.E.** : règlement général pour la protection de l'environnement

**S.A.E.D.** : sites d'activité économique désaffectés

**S.I.R.** : site d'intérêt général

**S.O.R.A.S.I.** : société de rénovation et d'assainissement des sites industriels

**SPAQuE** : société publique d'aide à la qualité de l'environnement

**S.R.I.W.** : société régionale de l'investissement de Wallonie

**TRADECOWALL** : société de traitement des déchets de construction en Wallonie

**U.W.E.** : union wallonne des entreprises.

**Centres autorisés pour effectuer le tri/recyclage de déchets inertes de  
construction et de démolition**

**RECYLIEGE s.a.**

Ile Monsin, Route n° 12  
4000 LIEGE

☎ 0495/50.65.61

**RECYMEX s.a.**

Zoning industriel de Ghlin  
Baudour Sud  
7331 SAINT-GHISLAIN

☎ 065/60.07.03

**RECYNAM s.a.**

Route de Bossimé  
Lieu-dit « Carrière des Grands Malades »  
5101 LIVES-SUR-MEUSE

☎ 081/22.00.17

**« CARRIERE DES LIMITES »**

Rue d'Ave  
5580 AVE-ET-AUFFE

☎ 084/38.84.85

**VALOREM s.a.**

Rue des Trois Burettes, 65  
1435 MONT-SAINT-GUIBERT

☎ 010/65.05.58

**RECYHOC s.a.**

Chaussée d'Antoing, 65  
7536 VAULX

☎ 069/44.69.60



## E. Réglementation et application concrète en Suède

### *Les grandes lignes*

En Suède à l'heure actuelle, 12 000 sites pollués ont été identifiés - l'évaluation des risques ayant été achevée - et l'on estime à environ 22 000 le nombre total de sites pollués. Les sites concernés incluent les stations-service, les sites militaires et les décharges d'ordures ménagères. Les sites sont classés selon 4 catégories de risque.

En 1998, le ministère de l'Environnement a consacré près de 300 millions de couronnes suédoises (environ 235 MF) à des études de sols et à des actions d'assainissement.

La SEPA est chargée d'utiliser judicieusement les financements gouvernementaux consacrés aux assainissements de sols les plus urgents. Le budget correspondant est de 65 millions de couronnes suédoises cette année, il sera de 150 millions l'année prochaine et de 300 millions l'année suivante. Il devrait par la suite atteindre 400 millions de couronnes par an à partir de 2003. L'objectif est de traiter les cas les plus urgents dans les vingt prochaines années.

### *V Philosophie de l'approche nationale*

L'objectif global de la Suède est de garantir une société écologiquement durable. Ainsi, le principe de base adopté pour tous les travaux de protection de l'environnement est le **principe de précaution** : des actions de protection de l'environnement doivent être entreprises même si les impacts de la pollution n'ont pas été complètement déterminés. Ce principe implique également que les évaluations des risques gardent une marge de sécurité importante.

Le **principe "pollueur-payeur"** est un autre principe-clé. Or, pour diverses raisons, il n'est pas possible de financer tous les travaux d'assainissement en appliquant ce principe : il n'est pas toujours possible de déterminer le responsable ; il est nécessaire de définir ce que sont des "coûts raisonnables" ; enfin la capacité à payer du responsable est souvent limitée. C'est pourquoi près de 50 % des coûts de dépollution des sols en Suède pour les années à venir devront être financés sur des fonds publics.

Le **principe de la "meilleure technologie disponible"** peut être

considéré comme une conséquence du principe de précaution. Il s'agit d'éliminer les effets néfastes pour l'environnement en utilisant la meilleure technologie disponible - même si l'on n'est pas assuré de régler complètement le problème environnemental. La démarche de dépollution consiste, en premier lieu, à sélectionner des méthodes de destruction du polluant. Lorsque cela n'est pas possible, des méthodes de concentration et d'enlèvement peuvent être appliquées pour un traitement supplémentaire et/ou une mise en décharge. C'est seulement en dernier recours que des méthodes de confinement, d'immobilisation ou de mise en décharge des résidus non traités peuvent être choisies.

Enfin, selon le **principe de "raisonnabilité"**, la technologie ne doit pas générer des coûts exorbitants par rapport aux bénéfices retirés pour l'environnement.

#### ***V La législation***

La législation suédoise sur la protection de l'environnement s'est enrichie récemment à l'occasion de l'entrée en vigueur du Code environnemental, le 1er janvier 1999. Ce nouveau code, qui regroupe et complète quinze corps de loi existants, comprend un chapitre spécifique aux zones polluées et introduit de nouvelles dispositions concernant les responsabilités d'assainissement.

Concernant la proposition de valeurs concrètes pour la prévention et la dépollution, telles que des valeurs guides pour la dépollution des sols ou des normes de qualité environnementales, c'est principalement l'Agence suédoise pour la protection de l'environnement (Naturvårdsverket ou SEPA) qui dispose de groupes de travail et émet des propositions dans ces domaines. La législation reste en effet très imprécise au niveau de la mise en œuvre concrète.

La SEPA a ainsi fixé toute une série de valeurs guides pour l'assainissement des sols, en s'inspirant notamment, pour ses hypothèses de départ et ses modèles, de pays tels que les Pays-Bas, les Etats-Unis et le Canada. Les orientations données par la SEPA jouent, en définitive, un rôle analogue à celui des décrets d'application et des règlements spécifiques publiés aux Pays-Bas, en Belgique, en Italie ou en Allemagne, qui fixent des valeurs seuils et des objectifs pour l'assainissement des sols.

#### ***V Evaluation des risques et valeurs guides***

Il existe trois procédures d'évaluation des risques pour les sites pollués : la classification du risque effectuée lors du recensement des sites pollués ; l'évaluation simplifiée des risques, basée sur des valeurs guides génériques ou spécifiques au secteur concerné ; une évaluation détaillée des risques, basée sur des valeurs spécifiques au site. L'élaboration des valeurs spécifiques au site considéré peut être très



complexe et nécessiter beaucoup de temps.

Des valeurs guides génériques sont disponibles pour 36 polluants ou groupes de polluants dans le sol. Des valeurs guides spécifiques dépendant du secteur concerné existent pour 18 polluants ou groupes de polluants dans le sol, et pour 12 polluants des eaux souterraines liés aux stations-service.

Les travaux futurs, conduits notamment par l'Agence pour la protection de l'environnement (SEPA, pour Swedish Environment Protection Agency) porteront sur les méthodes d'élaboration des objectifs d'assainissement, les principes et méthodes d'évaluation détaillée des risques, l'élaboration de valeurs guides génériques pour les eaux souterraines et les sédiments. Ils porteront également sur le soutien à apporter aux préfetures et aux municipalités dans leur travail relatif aux sites pollués.

### ***Le Code environnemental***

Le corps principal de la législation environnementale en Suède a été consolidé au sein d'un Code environnemental, qui est entré en vigueur le 1er janvier 1999. Le nouveau Code environnemental est constitué principalement d'une compilation de 15 codes actuellement en vigueur, parmi lesquels : l' "Environment Protection Act", l' "Environmental Damage Act", le "Chemical Products Act" et le "Water Act". Ces textes de loi ont été partiellement remaniés, mais leurs principaux contenus ont été intégrés sans amendements dans le Code environnemental.

Le Code environnemental inclut en particulier la nouvelle Loi pour la protection de l'environnement publiée en 1998 (Miljöbalk 1998:808), et traite dans ses chapitres 9 et 10 respectivement des activités dangereuses pour l'environnement et des zones polluées (*version anglaise disponible en annexe*).

#### **■ Les nouveautés du Code environnemental**

Le Code environnemental contient un certain nombre d'innovations par rapport à la législation antérieure, concernant notamment des règles générales de protection de la nature, la mise en place de normes de qualité environnementales, la responsabilité de l'assainissement des zones polluées et la mise en place d'un fonds d'assurance pour la dépollution destiné à couvrir les coûts d'assainissement en cas d'incapacité du responsable.

#### ***VDes règles générales de protection de la nature applicables à tous***

Toute la population doit prendre les mesures de protection nécessai-

res, ainsi que toute autre précaution. Ces règles s'appliquent à toutes les activités qui affectent l'environnement, et toute personne qui cause un dommage environnemental doit prendre des mesures préventives ou des mesures visant à réparer le dommage.

#### ***V Des normes de qualité environnementales***

Le Code environnemental donne au Gouvernement le pouvoir de publier des réglementations relatives à des normes de qualité environnementale. Celles-ci correspondent à la qualité minimale acceptable pour le sol, l'eau, l'air, ou pour l'environnement en général, pour certaines zones géographiques ou le pays tout entier. Les normes fixent les niveaux maximums ou minimums admissibles pour certaines substances dans le sol, l'eau ou l'air dans une zone donnée. Elles sont déterminées exclusivement sur la base des quantités jugées tolérables pour les personnes et l'environnement, et doivent être obligatoirement respectées dès leur entrée en vigueur.

Une fois qu'une norme environnementale a été publiée, les autorités gouvernementales et les municipalités doivent, dans toutes leurs activités, surveiller et garantir que cette norme est respectée.

De plus, les permis accordés jusqu'ici pour des activités dangereuses pour l'environnement peuvent être réexaminés si ces activités contribuent à enfreindre une nouvelle norme environnementale.

#### ***V La responsabilité de l'assainissement des zones polluées***

##### ***1) L'opérateur***

Comme c'était le cas auparavant, l'opérateur porte la responsabilité principale pour l'assainissement des zones, bâtiments et installations pollués - l'étendue des responsabilités devant être évaluée sur la base de ce qui est raisonnable. Lorsque plusieurs opérateurs ont contribué au dommage, ils sont conjointement et solidairement responsables. La répartition entre ces opérateurs doit tenir compte de ce qui est raisonnable, en considérant la contribution de chacun à la pollution totale.

Si un opérateur peut prouver que sa contribution à la pollution était insignifiante au point de ne pas justifier en elle-même un assainissement, l'opérateur sera responsable seulement en proportion de sa contribution à la pollution totale.

Les dispositions transitoires du Code environnemental indiquent que les réglementations du Code environnemental concernant la responsabilité de l'assainissement s'appliquent lorsque l'activité dangereuse pour l'environnement était effectivement en cours après le 30 juin 1969, et lorsque les effets de l'activité se poursuivaient au moment de l'entrée en vigueur du Code environnemental (exemple : une fuite persistante provenant d'une décharge).

##### ***2) Les propriétaires des terrains***

Lorsqu'un opérateur ne peut être retrouvé ou ne peut pas supporter les coûts d'assainissement, un acquéreur de propriété imprudent peut être rendu responsable de l'assainissement. Un propriétaire peut être considéré comme imprudent lorsque, par rapport à une acquisition postérieure au 1er janvier 1999, il avait connaissance de la pollution ou, au moment de l'acquisition, aurait dû être conscient de la pollution par une investigation normale. L'acquéreur ne peut éviter la responsabilité de l'assainissement lorsqu'il a fait confiance aux garanties et enquêtes du vendeur et n'a pas conduit lui-même les investigations. Enfin, plusieurs propriétaires peuvent être rendus conjointement et solidairement responsables.

### *3) Etendue de la responsabilité de l'assainissement*

La partie responsable doit supporter les coûts des mesures nécessaires pour prévenir les dommages ou les menaces pour la santé humaine et l'environnement. Dans ce contexte, il faut pouvoir déterminer les limites du raisonnable. Le temps écoulé depuis que la pollution s'est produite doit être pris en considération, ainsi que les circonstances globales et l'obligation de prévenir des effets nuisibles futurs. Cette évaluation peut faire conclure à une responsabilité totale, limitée ou nulle.

Le Code environnemental établit par ailleurs expressément que la responsabilité de l'assainissement n'est pas concernée par les possibilités de prescription prévues par le "Limitations Act". Ainsi, cette responsabilité ne peut pas être limitée dans le temps.

### *4) L'obligation de fournir des informations*

Les réglementations concernant l'assainissement sont complétées par l'obligation qu'ont les propriétaires et les utilisateurs de la propriété d'informer immédiatement les autorités de supervision lorsqu'ils découvrent une pollution susceptible de nuire à la santé humaine ou l'environnement, sous peine de sanctions pénales. Cette obligation de fournir des informations s'applique même si la zone avait déjà été identifiée comme polluée auparavant.

### *V Un fonds d'assurance pour la dépollution*

La nouvelle assurance pour la dépollution de l'environnement est destinée à couvrir les coûts d'assainissement résultant d'une activité dangereuse pour l'environnement lorsque la partie responsable de la pollution a été identifiée et s'avère incapable de payer. Les parties qui mènent une activité dangereuse pour l'environnement sujette à permis ou à des obligations de notification doivent contribuer à un fonds d'assurance pour un montant qui doit être déterminé par le Gouvernement ou l'autorité publique désignée par le Gouvernement.

### *V Zones à risque environnemental*

Les préfetures décident des zones de sol et d'eau qui doivent être dé-

clarées comme zones à risque environnemental lorsqu'il est nécessaire de prescrire des restrictions d'usage du sol ou d'autres mesures de précaution.

Ces restrictions, publiables lors de la déclaration d'une zone comme étant à risque environnemental, peuvent s'ajouter à tout type de mesures prises sur le sol et l'eau. Les restrictions peuvent aller de l'exigence de notification à l'interdiction complète d'utilisation. Le propriétaire n'a droit à aucune compensation du fait des restrictions, car celles-ci sont prises pour la protection de la santé humaine et de l'environnement.

La préfecture enregistre les zones à risque environnemental. De plus, un registre central listant toutes ces zones est maintenu par la SEPA.

#### ***V Autres dispositions***

Les dispositions concernant la gestion des zones de sol et d'eau (chapitres 3 et 4) protègent les zones de sol et d'eau importantes au vu de leur valeur naturelle et culturelle, ou de leur importance pour la pêche ou l'élevage. Une protection spéciale est fournie pour certaines zones considérées comme d'intérêt national. D'autre part, des évaluations de l'impact sur l'environnement doivent toujours être réalisées avant la délivrance du permis relatif à des activités dangereuses pour l'environnement.

Le Code environnemental introduit un système de sanctions qui inclut le paiement d'amendes en cas d'infraction. Les personnes qui polluent ou endommagent la propriété d'autres personnes doivent payer des dommages et intérêts. Si la personne qui doit payer ne peut pas le faire, la personne dont la propriété a été endommagée pourra prétendre à se faire payer par un fonds d'assurance environnemental.

#### **■ Le chapitre sur les zones polluées**

Le Code environnemental clarifie dans son chapitre 10 la responsabilité de l'assainissement des sols et des eaux pollués. Les règles sont basées sur le principe du "pollueur-payeur" (voir encadré).

En particulier, les préfectures sont les autorités chargées de faire appliquer la réglementation en matière de protection des sols. Ce sont elles qui tiennent à jour le registre des zones à risque environnemental et imposent, le cas échéant, des restrictions d'usage.

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Suède*

**Code environnemental**

**Partie III. Dispositions spéciales concernant certaines activités**

**Chapitre 10. Zones polluées**

**Responsabilité de l'enquête et de l'assainissement**

§ 1 Ce chapitre s'applique aux sols et aux zones d'eau, aux bâtiments et structures qui sont pollués à un niveau tel qu'ils représentent un risque pour la santé humaine et l'environnement.

§ 2 Est responsable de l'assainissement des zones, bâtiments ou structures décrits au § 1 toute personne qui mène ou a mené une activité ou a pris une mesure ayant contribué à la pollution (opérateur).

§ 3 (1) Si un opérateur n'est pas capable de mener à bien ou de financer l'assainissement d'une propriété polluée, la personne qui a acquis la propriété et était consciente de la pollution au moment de l'acquisition ou aurait dû la détecter à ce moment-là, est responsable de l'assainissement. Si la propriété acquise est une propriété résidentielle privée au sens du chapitre 1, alinéa 5 du *Local Tax Act (1928:370)*, seul un acquéreur qui était conscient de la pollution peut être responsable. Dans le cas d'un bâtiment ou d'une structure pollués, les mêmes dispositions s'appliquent à la personne qui a acquis la propriété sur laquelle le bâtiment ou la structure sont situés. L'acquisition d'un terrain loué à bail doit être considérée comme l'acquisition d'une propriété.

(2) La sous-section (1) ne s'applique pas dans le cas où une banque acquiert une propriété dans le but de couvrir une réclamation en vertu du chapitre 2, section 8 du *Banking Act (1987:130)*.

§ 4 (1) Toute personne responsable de l'assainissement doit, dans des limites raisonnables, réaliser ou financer toutes les mesures d'assainissement nécessaires pour prévenir ou combattre les dommages ou préjudices pour la santé humaine ou l'environnement. Lorsque l'étendue de la responsabilité est déterminée, il faut prendre en compte le temps écoulé depuis que la pollution s'est produite, et savoir si la personne responsable était tenue de prévenir des dommages futurs et d'autres circonstances en rapport. Lorsqu'un opérateur parvient à montrer qu'il était responsable de la pollution seulement dans une mesure limitée, ceci sera pris en compte au moment de déterminer l'étendue de la responsabilité.

(2) La prescription prévue par le *Claims Act (1981:130)* ne s'applique pas à la responsabilité de l'assainissement.

§ 5 Le détenteur d'une propriété qui a été assainie peut, en dépit du fait qu'il ne soit pas responsable en vertu des alinéas 2 et 3, être obligé dans des limites raisonnables de faire face aux coûts correspondant à l'accroissement de valeur de sa propriété suite à l'assainissement.

§ 6 (1) Si plusieurs opérateurs sont responsables selon les termes de l'alinéa 2, ils doivent accepter une responsabilité conjointe et solidaire dans la mesure où la responsabilité n'est pas limitée selon les termes de l'alinéa 4 (1). Un opérateur qui montre que sa responsabilité dans la pollution est si insignifiante qu'elle ne justifie pas en soi un assainissement, est toutefois responsable dans les limites qui correspondent à sa part de responsabilité.

(2) Le paiement effectué par les personnes responsables est réparti entre elles en fonction de ce qui paraît raisonnable en regard de la part de responsabilité qui revient à chacun pour la pollution et d'autres circonstances en rapport.

§ 7 (1) Si plusieurs propriétaires ou locataires du terrain sont responsables en vertu de l'alinéa 3, ils doivent accepter une responsabilité conjointe et solidaire dans la mesure où la responsabilité n'est pas limitée en accord avec l'alinéa 4 (1).

(2) Le paiement effectué par les personnes responsables est réparti entre elles en fonction de ce qui paraît raisonnable en regard de leur connaissance des circonstances au moment de l'acquisition et d'autres circonstances en rapport.

§ 8 (1) Les alinéas 2, 3, 4, 6 et 7 s'appliquent à la responsabilité pour les coûts de l'enquête sur la pollution dans le sol, l'eau, les bâtiments et les structures mentionnées dans l'alinéa 1.

.../...

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Suède*

.../...

(2) Le détenteur d'une propriété, d'un bâtiment ou d'une structure tels que mentionnés dans la sous-section (1) est tenu, même s'il n'est pas responsable en vertu de l'alinéa 2 ou de l'alinéa 3, de supporter dans des limites raisonnables les coûts d'enquête en tenant compte du bénéfice qu'il retirera vraisemblablement de l'enquête, de sa situation financière et d'autres circonstances en rapport.

**Notification obligatoire**

§ 9 Sans se soucier de savoir si une zone était antérieurement considérée comme polluée ou non, le propriétaire ou l'utilisateur d'une propriété doit immédiatement notifier à l'autorité de supervision toute pollution découverte sur la propriété qui soit susceptible de causer des dommages ou des préjudices à la santé humaine et à l'environnement.

**Zones à risque environnemental**

§ 10 Les préfetures doivent déclarer par décision un sol ou une zone d'eau comme zone à risque environnemental si cette zone est gravement polluée au point qu'il est nécessaire, en regard des risques pour la santé humaine et l'environnement, d'imposer des restrictions sur l'usage du sol ou de prescrire d'autres précautions. Le danger que représente la pollution pour la santé humaine ou l'environnement, sa gravité, la probabilité qu'elle s'étende et la vulnérabilité du milieu environnant doivent être pris en considération au moment de la décision d'une telle déclaration.

§ 11 Une préfecture peut exiger de toute personne responsable en vertu de l'alinéa 8 de se soumettre, sous la menace d'une amende ou d'une peine, à toute enquête requise pour les besoins de la procédure de demande de permis. L'injonction émise par la préfecture peut exiger qu'un accès soit donné à la zone pour les besoins de l'assainissement selon les termes du chapitre 28, alinéa 5. La préfecture peut aussi faire réaliser les enquêtes nécessaires aux frais de la personne responsable.

§ 12 (1) Quand une zone est déclarée comme zone à risque environnemental, la préfecture impose des restrictions sur l'usage du sol ou émet des conditions à certaines mesures que les propriétaires ou d'autres parties souhaitent prendre, ou exige que l'autorité de supervision en soit informée.

(2) Les restrictions et l'exigence de notification mentionnées dans la sous-section (1) peuvent se référer aux activités de terrassement, d'excavation ou de développement, à un autre usage du sol ou à d'autres mesures qui pourraient causer :

- une augmentation de l'introduction de polluants dans la zone et le sol environnant,
- toute autre détérioration de la situation environnementale, ou
- des difficultés pour les futures mesures d'assainissement.

(3) La préfecture peut aussi décider que de telles mesures ne doivent pas être prises ou que la propriété ne doit pas être transférée avant que les enquêtes nécessaires sur le site aient été effectuées.

§ 13 la préfecture modifie ou émet de nouvelles conditions ou annule la décision de déclarer une zone comme zone à risque environnemental lorsque celle-ci a été assainie ou lorsque la pollution y a diminué pour d'autres raisons, de telle manière que les restrictions imposées sur l'usage du sol ou les autres mesures de précaution ne sont plus nécessaires.

§ 14 Le Gouvernement, ou l'autorité désignée par lui, peut publier de nouvelles règles relatives aux zones à risque environnemental.

## ■ **Les activités dangereuses pour l'environnement**

Les règles générales du Code environnemental s'appliquent aux activités dangereuses pour l'environnement et aux autres mesures susceptibles de menacer la santé humaine. De plus, le chapitre 9 du Code environnemental contient des dispositions spéciales sur les activités dangereuses pour l'environnement et la protection de la santé.

### *V La notion d'activité dangereuse pour l'environnement*

Il s'agit de toute forme d'utilisation du sol, de bâtiments ou d'installations fixes qui entraîne une émission dans le sol, l'atmosphère ou l'eau. La même appellation s'applique à une utilisation qui entraînerait d'autres nuisances pour la santé humaine ou l'environnement (bruit, vibrations, radiations).

La notion d'usage doit être vue dans une perspective à long terme : par exemple, une décharge où l'on ne dépose plus de déchets est concernée aussi longtemps qu'elle est susceptible de générer une pollution.

### *V Règles générales pour les activités dangereuses pour l'environnement*

Le pouvoir d'établir des réglementations générales concernant les activités dangereuses pour l'environnement a été considérablement étendu dans le cadre du Code environnemental. Le Gouvernement peut établir des réglementations ou des interdictions applicables à certaines zones de la Suède, visant l'émission d'eaux usées, de substances solides ou de gaz, ou la collecte de substances solides. Ces réglementations s'appliquent à toute activité susceptible de polluer l'eau, le sol ou les eaux souterraines ou de les affecter d'une manière quelconque.

Le Gouvernement peut également, dans d'autres cas, établir des règles posant des interdictions, des mesures de protection, des limitations ou d'autres mesures de précaution.

### *V Permis et devoir de notification*

Le Gouvernement établit, dans le cadre du Code environnemental, des spécifications pour les permis et les notifications concernant les activités dangereuses pour l'environnement. Ces activités sont réparties en trois listes :

- listes A : activités dangereuses pour l'environnement qui requièrent un permis accordé par la Cour environnementale,
- liste B : activités dangereuses pour l'environnement dont les permis sont examinés par les préfetures ou les conseils municipaux,
- liste C : activités dangereuses pour l'environnement pour lesquelles une notification est obligatoire (à faire auprès de la préfeture

ou de la municipalité).

Jusqu'ici, le système des permis s'appliquait uniquement aux émissions générées par une activité dangereuse pour l'environnement. Le Code environnemental étend désormais les situations à prendre à la gestion des ressources naturelles et à l'utilisation de produits chimiques.

#### ***V Protection de la santé***

Le Code environnemental contient des dispositions spéciales visant à prévenir les dommages pour la santé humaine. Ces dommages correspondent à une perturbation qui, selon une évaluation médicale ou d'hygiène, peut avoir un effet préjudiciable sur la santé. Les perturbations sans gravité ou simplement temporaires ne sont pas prises en compte. Notamment, les installations pour approvisionnement en eaux souterraines doivent être mises en place et utilisées de manière à ne générer aucune nuisance pour la santé humaine.

### ***Les valeurs et modèles de la SEPA***

#### **■ Valeurs guides pour les sols pollués**

La SEPA a publié en 1997 un rapport présentant l'élaboration de valeurs guides génériques pour les sols pollués en Suède (*Development of generic guideline values : model and data used for generic values for contaminated soils in Sweden, Naturvårdsverket*).

La SEPA travaille depuis plusieurs années à l'élaboration d'un cadre pour l'évaluation des risques liés aux sols pollués, et le choix de valeurs guides fait partie de ces travaux. Les risques considérés pour ces valeurs concernent à la fois l'homme et l'environnement. Généralement, les valeurs de toxicologie humaine et d'écotoxicologie sont considérées pour chaque substance, et la plus faible des deux est retenue.

Le rapport (voir sommaire en encadré) décrit le modèle et les données utilisés pour déterminer les valeurs guides, valeurs qui peuvent servir à évaluer le degré de pollution d'un site, à fixer des objectifs d'assainissement ou à évaluer des résultats d'assainissement.



**Sommaire du rapport "Development of generic guideline values"**

**Résumé**

**1 Introduction**

- 1.1. Contexte
- 1.2. Méthodes de développement de valeurs guides
- 1.3. Principes et hypothèses pour les valeurs guides génériques suédoises

**2 Répartition et diffusion des polluants**

- 2.1. Répartition des polluants
  - 2.1.1. Description mathématique de la répartition des polluants dans le sol
- 2.2. Diffusion des polluants
  - 2.2.1. Diffusion de vapeur du sol vers l'air intérieur des bâtiments
  - 2.2.2. Diffusion de polluants vers un puits d'eau souterraine
  - 2.2.3. Diffusion de polluants vers des eaux de surface
  - 2.2.4. Diffusion de polluants vers des plantes

**3 Modèle pour les risques vis-à-vis de la santé humaine**

- 3.1. Toxicologie
- 3.2. Voies d'exposition
  - 3.2.1. Ingestion de sol pollué
  - 3.2.2. Contact dermique avec du sol et de la poussière
  - 3.2.3. Inhalation de poussière
  - 3.2.4. Inhalation de vapeurs
  - 3.2.5. Ingestion d'eau potable
  - 3.2.6. Ingestion de fruits ou légumes cultivés sur le site pollué
  - 3.2.7. Ingestion de poissons issus d'une eau de surface voisine
- 3.3. Intégration des expositions par les différentes voies
  - 3.3.1. Ajustement des valeurs sur les ingestions journalières tolérables
  - 3.3.2. Ajustement des valeurs pour l'exposition de fond
  - 3.3.3. Ajustement des valeurs pour les substances fortement toxiques

**4 Modèle pour le risque environnemental**

- 4.1. Effets sur site
- 4.2. Effets hors site

**5 Autres aspects**

**6 Intégration des résultats**

**7 Discussion**

**Liste de notations**

**Références**

**Annexe 1. Valeurs guides génériques pour les sols pollués en Suède**

**Annexe 2. Concentrations de référence dans le sol**

**Annexe 3. Données physico-chimiques**

**Annexe 4. Données toxicologiques**

*Texte intégral en annexe, version anglaise*

***V L'adaptation de modèles étrangers***

Les valeurs guides fixées par la SEPA correspondent aux concentrations en polluants au-delà desquelles des effets indésirables pour la santé humaine et/ou pour l'environnement peuvent apparaître. Le choix de ces valeurs s'inspire de modèles et de données développés dans d'autres pays et par des organisations internationales. Ces modèles et données ont été sélectionnés, et dans certains cas adaptés à la situation suédoise. Cependant, à l'heure actuelle, il n'existe pas de volonté de développer à proprement parler un "modèle suédois" détaillé et la quantité de données collectées est encore limitée.

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Suède*

Les valeurs guides élaborées par un certain nombre de pays pour des polluants rencontrés fréquemment dans les sols se basent sur des modèles qui estiment les effets potentiels sur la santé humaine, et dans certains cas les effets potentiels sur l'environnement également.

Bien qu'ils soient conçus comme génériques, les modèles des autres pays ont été développés spécialement pour les conditions environnementales et la législation de ces pays et ne sont pas forcément applicables tels quels à la Suède. C'est pourquoi un certain nombre d'entre eux ont été adaptés. La méthodologie utilisée pour élaborer les valeurs guides suédoises s'inspire plus particulièrement de méthodologies développées aux Pays-Bas, aux Etats-Unis et au Canada (voir encadré).

**Les méthodologies étrangères dont s'inspirent  
les valeurs guides suédoises**

- **Aux Pays-Bas** : CSOIL (van den Berg 1991 et 1995), HSEP (ECETOC 1990 et 1992, Shell 1994),
- **Aux Etats-Unis** : Massachusetts Department of Environmental Protection (MDEP 1994), US EPA Soil Screening Levels (USEPA 1996),
- **Au Canada** : CCME (1994), Ontario MOEE (1994, 1996).

Les modèles utilisés pour estimer les valeurs guides prennent en compte les aspects suivants : répartition et diffusion du polluant dans l'environnement ; voies d'exposition des êtres humains au polluant ; estimation du risque toxicologique à partir de l'exposition ; estimation des effets toxicologiques.

***V L'approche choisie pour élaborer les valeurs guides***

Le rapport de 1997 de la SEPA présente ainsi non seulement le modèle et les hypothèses de départ choisis, mais aussi les données utilisées pour évaluer la répartition et la diffusion des polluants, l'exposition des êtres humains, les effets toxicologiques et écotoxicologiques. **Les valeurs guides sont élaborées pour des conditions suédoises typiques** en termes d'exposition, de géologie, d'hydrologie et de sensibilité du site, et sont valables pour un grand nombre de sites en Suède.

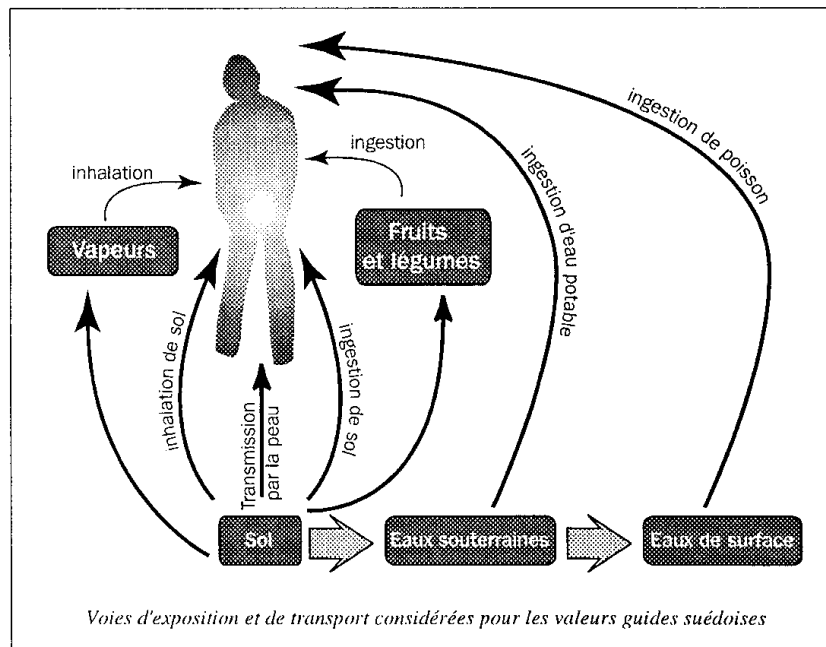
Il peut cependant s'avérer que les valeurs guides génériques ne soient pas applicables pour certains sites - par exemple lorsque les conditions d'exposition sont différentes ou qu'il existe un écosystème particulièrement sensible. Dans ces cas, une analyse spécifique au site peut s'avérer nécessaire.

**Les valeurs guides sont calculées séparément pour chaque polluant**, sans tenir compte du potentiel d'interaction de chaque substance avec d'autres composés présents. Si plusieurs polluants ayant des effets toxiques similaires sont présents à des niveaux proches de

**Réglementations étrangères  
sur les sols industriels pollués**  
*Suède*

leurs valeurs guides respectives, une évaluation des risques complète et adaptée aux circonstances locales doit être réalisée (analyse spécifique au site).

En se basant sur l'utilisation potentielle future du site, une série de voies d'exposition sont définies (voir schéma). Dans la plupart des cas, il n'est pas tenu compte du taux de probabilité des voies d'exposition : on suppose que l'exposition se produira, c'est-à-dire qu'il y aura des enfants qui ingéreront du sol, un carré de jardin qui produira des fruits et légumes pour la consommation domestique ou un puits sur le site. Pour chaque voie d'exposition définie, l'exposition est estimée en utilisant des expressions mathématiques simples. **Les expositions par les différentes voies sont additionnées** et comparées à certains critères toxicologiques.



Les modèles pour l'estimation des effets écotoxicologiques tendent généralement à trouver un niveau de pollution en-deçà duquel la plupart des espèces animales et végétales dans le sol sont protégées. Les valeurs se basent sur une évaluation statistique des résultats de tests de toxicité sur un nombre limité d'espèces. La méthode statistique est utilisée pour calculer la concentration en polluant qui correspond au niveau de protection souhaité, exprimé comme un pourcentage d'espèces qui ne subiront pas d'effets néfastes.

Un modèle générique est utilisé qui est applicable aux polluants de différents types. Les valeurs guides génériques ont été élaborées pour un certain nombre de substances inorganiques et organiques d'importance sur les sites pollués : métaux lourds, cyanures, phénols, chlorophénols, chlorobenzènes, hydrocarbures chlorés, PCB, dioxine, aromatiques, polyaromatiques et hydrocarbures.

### ***V Les usages du sol considérés***

Les valeurs guides suédoises, censées être valables pour l'ensemble de la Suède, sont développées pour trois types d'usages du terrain considéré : terrain à usage sensible, terrain à usage moins sensible et avec extraction d'eau souterraine, terrain à usage moins sensible mais sans extraction d'eau souterraine (voir encadré).

#### **Les trois types de terrains auxquels s'adressent les valeurs guides**

- **Terrain à usage sensible (KM)**

Tous les types d'usages du terrain peuvent être permis : zones résidentielles, aires de jeux pour enfants, agriculture, extraction d'eau souterraine, etc. Les personnes exposées peuvent être des enfants et des adultes résidant en permanence dans la zone. Les personnes exposées sont supposées avoir des habitudes normales concernant leurs activités et leur consommation (bien que pas nécessairement dans la moyenne). L'écosystème du site, l'écosystème des cours d'eau récepteurs et des zones de décharge en aval, doivent être capables de supporter l'ensemble des fonctions écologiques.

- **Terrain à usage moins sensible avec extraction d'eau souterraine (MKM GV)**

Le terrain peut être utilisé pour des bureaux, des installations industrielles, des routes, etc. L'extraction d'eau souterraine se fait au voisinage du site. Les adultes sont supposés se trouver dans la zone pendant les heures de travail. Les enfants sont supposés ne se trouver dans la zone que temporairement. L'écosystème du site doit être capable de supporter un nombre limité de fonctions écologiques (ex. croissance de plantes ornementales, passage d'animaux). L'écosystème des cours d'eau récepteurs ou des zones de décharge en aval, doivent pouvoir supporter toutes les fonctions écologiques.

- **Terrain à usage moins sensible sans extraction d'eau souterraine**

Comme ci-dessus, mais sans extraction d'eau souterraine dans la zone affectée par le site.

### **■ Critères de qualité environnementale pour les sols**

En janvier 1999, la SEPA a annoncé l'élaboration d'un nouveau modèle d'évaluation de la qualité de l'environnement, basé sur des critères de qualité simples et scientifiques. Ces critères ont été développés en collaboration avec les différentes autorités locales et régionales de Suède, la SEPA ayant coordonné les travaux.

### ***V Les domaines traités et la démarche***

Les critères du modèle sont destinés à faciliter la comparaison entre l'état de l'environnement dans une zone donnée et l'état de l'environnement dans d'autres zones du pays. Le modèle fournit une démarche d'évaluation uniforme à l'échelle nationale, basée sur une méthodologie en deux phases (voir encadré). Des critères de qualité ont été développés pour six natures de domaines environnementaux : les sols pollués, les eaux souterraines, les zones agricoles, les zones forestières, les lacs et cours d'eau, et enfin les mers et régions côtières. Ces critères sont décrits dans six rapports publiés par la SEPA intitulés "*Environmental Quality Criteria*" (qui n'existent actuellement qu'en version suédoise).

**Réglementations étrangères**  
**sur les sols industriels pollués**  
*Suède*

L'objectif des démarches proposées par la SEPA est de permettre aux autorités locales et régionales - ainsi qu'aux autres acteurs - d'évaluer précisément la qualité de l'environnement sur la base des données disponibles. Chaque rapport présente un modèle qui permet de sélectionner les paramètres correspondant aux menaces et aux objectifs existant pour la nature de zone considérée.

**Les étapes d'évaluation d'une zone en fonction des critères de qualité  
fixés par la SEPA**

L'évaluation se fait en deux étapes.

- 1) L'état de l'environnement est estimé sur une échelle de 1 à 5. Les meilleures zones, qui ne présentent aucun effet nuisible pour l'environnement et offrent de bonnes conditions pour la diversité biologique sont notées 1. Les effets les plus nuisibles sur l'environnement et la santé humaine (ex. un lac gravement pollué) sont classés 5.
- 2) La deuxième étape consiste à évaluer à quel point l'état relevé dévie d'une "valeur comparative" qui représente l'état "naturel", c'est-à-dire d'un environnement non affecté par l'homme.

L'évaluation comprend des aspects à la fois chimiques et physiques. Les modèles ont été adaptés aux plans de surveillance et aux objectifs environnementaux régionaux et nationaux du pays. La qualité d'une zone agricole, par exemple, se mesure en examinant les conditions offertes à la faune et à la flore, et la qualité du sol et des céréales. Les critères de qualité pour les eaux souterraines incluent la résistance à l'acidification (alcalinité) et le niveau de pesticides et de métaux (ex. cadmium). Une évaluation pour les zones forestières inclut des critères relatifs à la proportion d'ancienne forêt, de forêt de caducs et de bois mort, ainsi qu'aux effets sur le sol de différents types de pollution de l'air.

### ***V Méthode d'enquête pour les sols pollués***

Selon le rapport sur les critères de qualité environnementale, un site pollué est une décharge ou une zone de sol, d'eau souterraine ou de sédiment, polluée à un point tel que les concentrations excèdent les niveaux locaux ou régionaux habituels. Les objectifs de qualité environnementale permettent d'évaluer les risques associés à un site pollué à partir d'une quantité limitée d'informations. Au terme de l'évaluation, la zone étudiée est classée dans une des catégories de risque proposées.

La classification du risque s'appuie sur une évaluation globale du danger que représentent les polluants, le niveau de pollution, les conditions de dispersion, la sensibilité et le besoin de protection de la zone. Le rapport de la SEPA fournit, pour aider à conduire cette évaluation, des principes, des formulaires et des tables prenant en compte les différents éléments. Seule une faible proportion des informations nécessaires à la classification du risque provient de la surveillance environnementale habituelle. Au-delà, des enquêtes et des études spécifiques sont menées pour chaque site.

La deuxième partie du rapport indique les conditions que doivent remplir les données de base pour que la classification du risque des sites pollués soit suffisamment précise. Elle contient également des instructions pour rassembler cette information. D'autre part, cette

partie décrit la planification des opérations, l'échantillonnage et les méthodes d'analyse préconisées. Avec la première partie, elle constitue un guide décrivant toutes les phases d'enquête sur les sites pollués.

Le modèle décrit est le modèle MSCS, pour "Method of Surveying Contaminated Sites". Il se divise en deux phases : les études d'orientation et les enquêtes générales (voir encadré).

**Les phases du modèle "Method of Surveying Contaminated Sites" de la SEPA**

- *Etude d'orientation*

Cette phase commence par l'identification des sites et des industries. Des données sont alors rassemblées en utilisant les informations disponibles issues de cartes et d'archives, combinées à des impressions recueillies lors de visites de sites et d'interviews. Les études d'orientation se concluent par une compilation des données, une évaluation et un rapport.

- *Enquête générale*

Cette phase commence par une reconnaissance sur site et la préparation d'une "géo-carte" et d'un plan d'échantillonnage. Les échantillons sont alors prélevés en des points stratégiquement sélectionnés des analyses de paramètres importants sont réalisées. Les enquêtes générales se terminent par une compilation des données, une évaluation et un rapport.

Enfin, le rapport sur les critères de qualité environnementale relatifs aux sols pollués contient également des informations sur l'assurance qualité, les équipements et les problèmes de sécurité.

## ■ **Les travaux futurs de la SEPA**

En matière d'évaluation des risques, les travaux futurs prévus par la SEPA sont les suivants :

### **VProposer un guide sur l'évaluation détaillée des risques**

La première partie contiendra les principes, les options et des aspects importants pour l'évaluation détaillée des risques. La deuxième partie contiendra quelques exemples intéressants d'évaluations détaillées des risques réalisées de plusieurs manières différentes.

**VElaborer des valeurs guides pour les eaux souterraines polluées et les sédiments pollués.**

**V Soutenir financièrement et techniquement les inventaires et classifications de risques réalisés par les préfetures et, d'une manière générale, soutenir les préfetures et les municipalités dans leur travail d'évaluation des risques.**

## *L'application concrète des textes*

### **■ Les organismes chargés de l'application des réglementations**

La responsabilité des travaux de dépollution des sites incombe en majeure partie aux préfetures et aux municipalités.

En particulier, l'application des textes au niveau local se fait par l'intermédiaire :

- des 21 préfetures de région pour les grands sites industriels, notamment ceux qui ont été fermés après 1969 (date d'entrée en vigueur de la loi sur la protection de l'environnement) ;
- et des 285 municipalités pour tous les autres cas.

Concernant l'évaluation des risques, la SEPA est chargée d'établir des méthodes et des recommandations, ainsi que de superviser et approuver les évaluations de risques conduites par les préfetures et les municipalités.

### **■ Les modes d'intervention, et le contrôle a posteriori de l'assainissement**

#### *V Inventaire et classification des sites pollués*

Les préfetures sont chargées de réaliser un inventaire des sites pollués. Elles bénéficient parfois de l'aide des municipalités pour cette tâche, mais cette aide n'est pas systématique.

Le nombre de sites pollués est estimé à 22 000 au niveau national, y compris les anciennes décharges et les stations-service, et 12 000 d'entre eux ont déjà été répertoriés.

Ces sites sont classés en quatre catégories, selon le risque qu'ils représentent pour la santé humaine et pour l'environnement. Un guide de bonne pratique a été rédigé pour aider les différents intervenants à réaliser cet inventaire.

Ce travail d'inventaire est réalisé notamment à partir d'études historiques des activités menées sur les sites, et de quelques mesures sur le

terrain, pour vérifier l'existence ou non d'une pollution.

#### ***V Plan et travaux d'assainissement***

Une fois un site pollué identifié, les modes d'intervention diffèrent selon qu'il existe ou non un « responsable » auquel adresser une demande d'assainissement - ce qui n'est le cas que pour environ la moitié des sites, selon Per Gullbring, de la SEPA.

Dans ce cas, l'organisme local demande à ce responsable d'effectuer une étude de caractérisation du sol, puis de prendre les mesures d'assainissement nécessaires.

Le plan de dépollution n'est pas soumis de manière systématique à un permis de la part des autorités. Toutefois, le responsable du site doit informer ces autorités des actions de dépollution envisagées, et les autorités peuvent lui demander des actions complémentaires, ou même décider que l'obtention d'un permis est nécessaire avant la mise en oeuvre des travaux, par exemple pour de grands sites ou pour des cas complexes.

#### ***V Vérification de l'assainissement***

Une fois la dépollution réalisée, les autorités se basent d'une part sur le rapport de contrôle, et d'autre part sur quelques mesures sur le terrain, pour vérifier que l'assainissement a effectivement été réalisé.

### **■ Le quitus délivré par l'administration**

Les autorités ne fournissent un document écrit attestant que la dépollution a été réalisée que si le responsable du site le leur demande explicitement.

Toutefois, si une nouvelle pollution est détectée sur le site après délivrance de ce certificat, le responsable devra le dépolluer à nouveau : il n'a pas d'assurance formelle que son site est désormais « propre » et qu'il ne sera plus soumis à d'autres interventions.

### **■ Responsabilité de l'assainissement et transfert de responsabilité lors des ventes**

L'évaluation simplifiée des risques est souvent la première étape considérée lors des transactions.

La notion de responsabilité de l'assainissement est développée dans le nouveau Code environnemental.

#### ***VL'exploitant à l'origine de la pollution***

L'exploitant du site à l'origine de la pollution est responsable, le cas échéant, de la mise en oeuvre des mesures de caractérisation et de dépollution du site.

Dans les faits, si plusieurs exploitants ont participé à la pollution du



site, les autorités peuvent saisir n'importe lequel d'entre eux, et c'est à lui de s'arranger avec les autres « pollueurs » pour leur faire partager les coûts de dépollution, en proportion des dommages infligés au site.

Ce système est très pratique pour les autorités, qui ne traitent ainsi qu'avec un seul exploitant. C'est généralement l'exploitant en activité sur le site qui est choisi, car il est le plus facile à identifier et à contacter.

Si l'exploitant en activité sur le site n'est pas responsable de la pollution, c'est l'exploitant « pollueur » qui est saisi. Si les opérations de caractérisation et de dépollution du site nuisent à l'activité de l'exploitant actuel, l'ancien exploitant doit lui verser une compensation financière.

***VL* *Le propriétaire si le pollueur est introuvable***

Si l'exploitant "pollueur" n'existe plus (par exemple dans le cas où l'entreprise a fermé) ou s'il n'est pas solvable, c'est le propriétaire qui est responsable, à condition qu'il ait acheté le terrain après le 1er janvier 1999, date d'entrée en vigueur du Code environnemental suédois.

La réalisation d'une étude de caractérisation lors d'une vente de terrain n'est pas obligatoire mais, compte tenu des risques encourus, tous les acquéreurs potentiels demandent qu'une telle étude soit réalisée, dès lors que le site fait partie des sites répertoriés ou qu'il a hébergé une activité réputée polluante.

***VL* *Etat si aucun responsable ne peut être trouvé***

Si les autorités ne peuvent se retourner contre personne, l'Etat doit financer les opérations de caractérisation et de dépollution. Ces opérations sont alors généralement gérées par les municipalités, avec l'aide de la SEPA.

A titre indicatif, environ la moitié des sites répertoriés se situent dans cette dernière catégorie.

Le budget débloqué pour ces interventions était respectivement de 20 et de 40 millions de couronnes suédoises en 1998 et 1999 (environ 15 et 30 MF). Il a été fixé à 500 millions de couronnes pour la période 2000-2002 (375 MF, soit environ 125 MF/an).

Ces 500 millions devraient permettre de décontaminer 10 à 20 sites, le coût de traitement d'un site variant entre 10 et 100 millions de couronnes (7,5 à 75 MF).

Les interventions de l'Etat se limitent aux sites répertoriés de classes 1 et 2, qui représentent les plus grands risques pour la santé humaine et l'environnement. Les sites de classes 3 et 4 ne seront vraisemblablement jamais traités, faute de disposer des budgets nécessaires.

Si l'on tient compte des sites dépollués par leur exploitant et/ou pro-

priétaire, ce sont environ 6000 sites qui devraient être dépollués dans les 20 à 40 ans à venir.

### ■ **Les modes d'intervention en cas de non respect des réglementations**

Si le responsable du site refuse d'obtempérer, le dossier peut être transmis au tribunal.

Toutefois, les autorités préfèrent essayer de négocier pour trouver un accord avec le responsable du site, en utilisant la loi comme force de pression. Cette négociation est généralement facilitée par le fait que la plupart des entreprises souhaitent soigner leur image.

En pratique, aucun cas n'a été soumis au tribunal depuis le 1er janvier 1999. Selon Fredrika Norman, de la SEPA, il n'y aurait même à ce jour aucun précédent.

Par ailleurs, un accord a été conclu avec les entreprises pétrolières qui se sont engagées à dépolluer toutes les stations-service fermées pendant la période allant du 1er juillet 1969 au 1er janvier 1999 (voir encadré).

#### **Accord pour la dépollution des stations-service**

En 1997, l'Institut suédois du pétrole (SPI), qui représente les industries pétrolières dans le pays, avait déjà signé un accord en vertu duquel il acceptait la responsabilité de la dépollution de toutes les stations-service qui ont été fermées entre 1969 et 1994. Cet accord est similaire à ceux conclus au Danemark et en Finlande. Plusieurs milliers de stations-service fermées seront ainsi assainies d'ici les 10 à 15 prochaines années.

Une approche générale était nécessaire d'urgence pour évaluer les risques sur ces sites. C'est pourquoi la SEPA et le SPI ont développé conjointement des valeurs guides spécifiques au secteur des industries pétrolières, ainsi que des recommandations pour leur utilisation. Les valeurs pour les sols pollués par des stations-service ont été élaborées à partir des valeurs guides génériques suédoises déjà existantes (SEPA, 1996b), du modèle RBCA (ASTM, 1996) et des travaux réalisés par CONCAWE (1997) et le TPHCWG (1997a,b,c).

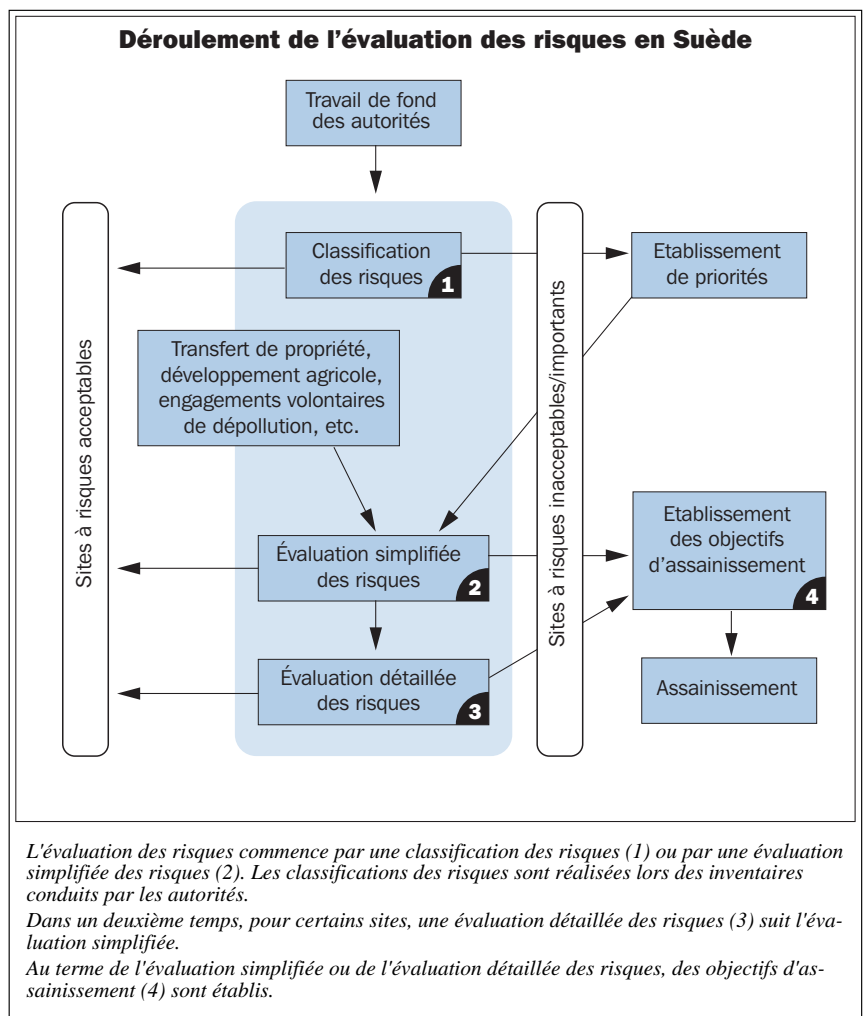
*D'après Fredrika Norman, SEPA*

D'autre part, les autorités peuvent intervenir elles-mêmes pour dépolluer un site, et facturer ensuite le travail au responsable. A ce jour, cette potentialité n'a jamais été utilisée par manque de moyens humains, mais elle est susceptible d'être mise en pratique à l'avenir.

Enfin, pour les sites pollués après le 1er janvier 1999, ou pour lesquels la plus grande partie de la pollution est intervenue après cette date, un système d'assurance a été mis en place pour prendre en charge les frais de caractérisation et de dépollution dans le cas où le responsable n'est pas solvable. L'argent provient d'un fonds alimenté par une taxe, payée par un ensemble d'industries défini par la Loi sur la protection de l'environnement.

### ■ Approche technique de l'évaluation des risques

L'évaluation des risques consiste à identifier et décrire les risques de préjudices pour la santé humaine ou l'environnement liés à un site donné. Cette évaluation peut aussi s'interroger sur le niveau de propreté à atteindre pour que le site ne menace plus l'homme ou l'environnement. Elle est menée indépendamment de toute considération de coûts ni de technologies.



Les évaluations de risques ont plusieurs objectifs : classer les sites pollués en fonction de priorités d'intervention ; évaluer la gravité de la situation actuelle et future dans le cas où aucun assainissement n'est entrepris ; enfin, évaluer la concentration en polluant qui peut subsister après traitement sans effets nuisibles pour l'homme ou l'environnement.

L'évaluation des risques consiste à évaluer complètement :

- 1) La toxicité des polluants pour la santé humaine et d'autres récepteurs environnementaux.

**Réglementations étrangères  
sur les sols industriels pollués**  
*Suède*

- 2) Les quantités et concentrations en polluants sur un site.
- 3) Le potentiel de migration des polluants vers les sites environnants (y compris les eaux souterraines).
- 4) La valeur de protection et la sensibilité des éléments environnants relativement à l'exposition tant humaine qu'environnementale.

L'évaluation doit concerner à la fois le présent et le futur et traiter le sol, les eaux souterraines, les sédiments et les eaux de surface.

Une évaluation des risques peut être conduite avec différents niveaux d'ambition, selon son objectif et la qualité des informations disponibles. Néanmoins, les mêmes principes et critères de risques s'appliquent quel que soit le niveau d'ambition.

L'évaluation doit se baser sur des scénarios d'exposition particulièrement sensibles (mais néanmoins vraisemblables), et non pas sur un scénario "au pire" - qui souvent surestime fortement le risque. Lorsque les données disponibles sont incertaines ou insuffisantes, l'évaluation des risques est nécessairement plus prudente.

**Procédure de la SEPA pour l'évaluation des risques**

**1) Classification des risques, ou évaluation préliminaire des risques**

Les sites pollués sont répartis en quatre catégories, après études d'archives et de plans, et pour certains sites après analyse d'échantillons. Les critères de qualité environnementale établis par la SEPA facilitent la comparaison avec d'autres zones géographiques et aident à la décision. Ces critères tiennent compte de paramètres chimiques, physiques et biologiques.

**2) Evaluation simplifiée des risques**

L'évaluation simplifiée s'appuie sur des valeurs guides génériques ou spécifiques au secteur considéré. Elle vise à comprendre les risques associés aux niveaux de concentration constatés et à évaluer les niveaux d'assainissement requis pour éliminer ces risques.

La première étape de l'évaluation simplifiée des risques consiste à décider si les valeurs guides génériques ou spécifiques s'appliquent ou non au site considéré. Les spécificités du site sont comparées aux hypothèses faites pour l'élaboration des valeurs guides. Parmi les paramètres à vérifier : la teneur en matières organiques, la distance du sol pollué à des sources d'eaux souterraines, le pH du sol, la dilution de polluants dans les eaux souterraines et superficielles.

Les valeurs guides s'appliquent à des échantillons prélevés selon les méthodes recommandées par la SEPA, ou des méthodes de qualité équivalente.

**3) Evaluation détaillée des risques**

L'évaluation détaillée se base sur des valeurs spécifiques au site. Si les valeurs guides génériques ou spécifiques ne peuvent pas être utilisées, ou si aucune de ces valeurs n'existe, il est nécessaire d'élaborer des valeurs spécifiquement pour le site. La SEPA ne propose pas encore de méthode pour ce faire. Différentes méthodes peuvent être utilisées dès lors qu'elles sont approuvées par les autorités environnementales.

*D'après : Fredrika Norman, SEPA*

### ■ **Les objectifs d'assainissement**

Généralement, il s'agit d'assainir jusqu'à passer en-dessous des valeurs guides suédoises. Cela concerne la plupart des cas.

Dans les années à venir, la SEPA se propose de rédiger un guide sur l'évaluation des risques et sur la façon de déterminer des objectifs d'assainissement économiquement raisonnables et techniquement faisables. La détermination des objectifs d'assainissement devra aussi tenir compte, outre la protection de l'environnement, de problèmes politiques et de conservation historique.

Cinq aspects doivent être pris en compte pour les objectifs d'assainissement :

- 1) quelles parties du site doivent être dépolluées et avec quelles technologies,
- 2) comment le sol ou les résidus traités ou excavés doivent être manipulés,
- 3) quel niveau de pollution et quelle quantité de polluants peuvent être tolérés sur le site après assainissement,
- 4) comment et avec quelle certitude statistique il est possible de garantir la situation du 3),
- 5) quelles sont les restrictions nécessaires sur l'usage du terrain en vue d'éviter des risques futurs.

### ■ **L'agrément des experts en assainissement**

Les bureaux d'étude chargés de réaliser les études de caractérisation n'ont pas besoin d'être agréés. Seuls les laboratoires peuvent être agréés.

Une réflexion est toutefois en cours pour mettre en place une procédure d'agrément pour les laboratoires chargés de réaliser les mesures sur site, à l'image de ce qui existe déjà pour les mesures de la qualité des eaux.

### ■ **Le traitement au cas par cas**

Généralement, les autorités cherchent des terrains d'entente et des accords. Si l'entreprise peut démontrer que les valeurs guides ne peuvent s'appliquer à son site, elle peut remonter au modèle qui a servi à calculer les valeurs guides génériques et l'appliquer à des valeurs spécifiques au site. La situation se présente pour certains sites importants.

Ainsi, il arrive dans certains cas qu'au terme de l'assainissement il reste des valeurs supérieures aux valeurs guides génériques.

### ■ **La notion de tiers expertise**

En pratique, il est très rare qu'un tiers expert doive intervenir. En général, il y a très peu de désaccords et les choses se passent "en douceur". Et ce d'autant plus qu'en Suède la plupart des travaux d'assainissement sont menés sur des fonds de la SEPA.

### ■ **Le devenir des sols excavés**

Très souvent, le sol excavé est mis en décharge.

Dans tous les cas, il faut déterminer si le sol excavé, et éventuellement traité, peut être considéré comme propre, comme un déchet banal ou comme un déchet dangereux. S'il est propre, il peut être réutilisé sur le même site ou ailleurs. S'il s'agit d'un déchet banal, une autorisation est nécessaire pour la mise en décharge ou pour une autre utilisation. Enfin, si le sol excavé représente un déchet dangereux, sa manipulation requiert une autorisation spéciale, plus stricte.

A ce jour, aucun projet de "banque de sols" n'est prévu comme en Belgique. La SEPA ne compte que trois personnes dédiées au problème des sols pollués en Suède, et un tel projet ne fait pas partie des priorités.

### ■ **La mise sous surveillance**

En Suède, il existe effectivement des cas où la pollution du sol n'atteint pas les valeurs guides, mais où pour des raisons de prévention et de sécurité, des mesures de surveillance doivent être prises, afin de garantir qu'il n'y aura pas de pollution à venir. Cette situation est même fréquente.

Néanmoins, s'il existe une menace à terme pour les eaux souterraines, il sera quand même nécessaire de dépolluer un jour.



## Experts contactés - Suède

### ■ Ambassade de France

Frédéric Leysens,  
Poste d'Expansion Economique  
Ambassade de France en Suède  
Storgatan 11 • 114 44 Stockholm  
Tél : +46 8 667 01 00, fax : +46 8 662 38.

### ■ Organismes et instituts

- Agence nationale de protection de l'environnement  
SNV (Statens Naturvardsverket)  
Blekholtsterrassen 36 • 106 48 Stockholm  
Tél : +46 8 698 10 00, fax : +46 8 20 29 25  
Per Gullbring, tél : +46 8 698 12 26,  
e-mail : per.gullbring@environ.se,  
Fredrika Norman, tél : +46 8 698 1224, fax : +46 8 698 1222
- Ministère de l'Environnement (Miljö Departmentet)  
Division des services légaux  
103 33 Stockholm  
Tél : +46 8 405-10 00 (standard), fax : +46 8 24 16 29  
Jessica Ruth, tél : +46 8 405-20 88 (direct)
- Association pour la gestion des déchets  
RVF (Svenska Renhållningsverksföreningen)  
Bo Audelius  
Östergatan 30 • 211 22 Malmö  
Tél : +46 40 35 66 00, fax : +46 40 97 10 94
- KTH - Division Land and Water resources  
Dept of Civil and Environmental Engineering  
Royal Institute of Technology (Kungliga Tekniska Högskolan)  
100 44 Stockholm  
Tél : +46 8 790 60 00.  
Bengt Espeby, espeby@aom.kth.se  
Internet : <http://www.ce.kth.se/aom/AMOV/AMOV.htm>



## Bibliographie - Suède

### ■ Code environnemental

#### • *Résumé du décret du gouvernement sur le Code environnemental*

Regeringskansliet. Ministry of the Environment. *The Environmental Code - A summary of the Government Bill on the Environmental Code (1997/98:45)*. Stockholm 1998. 34 pages.

*(Le texte intégral du code environnemental en suédois (Miljöbalk, 1998:808) est disponible directement sur Internet à l'adresse : <http://www.notisum.se/rnp/sls/lag/19980808.HTM>)*

#### • *Extraits de la traduction anglaise officielle du Code environnemental :*

Title III. SPECIAL PROVISIONS CONCERNING CERTAIN ACTIVITIES.

Chapter 9. Environmentally hazardous activities and health protection.

Chapter 10. Contaminated areas.

### ■ Valeurs d'orientation

Swedish Environmental Protection Agency (Naturvårdverket). *Development of generic guideline values - Model and data used for generic guideline values for contaminated soils in Sweden*. Report 4639. Stockholm 1997. 62 pages.

### ■ Guide méthodologique

Naturvårdverket. *Metodik för inventering av Förorenade områden*. Rapport 4947. Stockholm 1999. 75 pages.



## Annexes - Suède

### ■ Code environnemental

- *Extraits du Code environnemental dans sa version anglaise officielle*

Title III. SPECIAL PROVISIONS CONCERNING CERTAIN ACTIVITIES.

Chapter 9. Environmentally hazardous activities and health protection.

Chapter 10. Contaminated areas.

- *Résumé du projet de loi du gouvernement sur le Code environnemental*

Regeringskansliet. Ministry of the Environment. *The Environmental Code - A summary of the Government Bill on the Environmental Code (1997/98:45)*. Stockholm 1998. 34 pages.

(Texte intégral du fascicule en anglais).

### ■ Valeurs d'orientation de la SEPA

Swedish Environmental Protection Agency (Naturvårdsverket). *Development of generic guideline values - Model and data used for generic guideline values for contaminated soils in Sweden*. Report 4639. Stockholm 1997. 62 pages. (Version anglaise du rapport : *Generella riktvärden för förorenad mark*)

(Texte intégral en anglais)

### ■ Guide d'application

- Swedish Environmental Protection Agency. *Requirements for Site Remediation - Guidelines for practical achievement of acceptable residual concentrations and quantities - methods and quality aspects*. Report 4808. Stockholm, Juin 1998. 56 pages

## Extrait du Code Environnemental suédois

### Partie III Chapitres 9 et 10.

#### TITLE III

#### SPECIAL PROVISIONS CONCERNING CERTAIN ACTIVITIES

#### Chapter 9. Environmentally hazardous activities and health protection

##### Definitions

Section 1 'Environmentally hazardous activities' shall mean:

1. the discharge of wastewater, solid matter or gas from land, buildings or structures onto land or into water areas or groundwater;
2. any use of land, buildings or structures that entails a risk of detriment to human health or the environment due to discharges or emissions other than those referred to in subsection (1) or to pollution of land, air, water areas or groundwater; or

3. any use of land, buildings or structures that may cause a nuisance to the surroundings due to noise, vibration, light, ionizing or non-ionizing radiation or similar impact.

Section 2 'Wastewater' shall mean:

1. aqueous effluent or other liquid impurities;
2. water used for cooling;
3. water that is diverted for the purpose of draining land included in a detailed development plan, where drainage is not carried out for the benefit of a specific property or properties; or
4. water that is diverted for the purpose of draining a burial ground.

Section 3 'Detriment to human health or the environment' shall mean any disturbance that is liable to have adverse effects on health in medical or hygienic terms which are not minor or temporary.

##### General provisions concerning environmentally hazardous activities and health protection

Section 4 (1) Where special reasons exist on account of the need to protect human health or the environment, the Government may issue rules or decisions for a certain part of the country prohibiting:

1. the discharge of wastewater, solid matter or gas from land, buildings or structures; or
2. the depositing of solid matter.

(2) This shall be applicable where such activities may lead to pollution or adverse impact on water areas, land or groundwater.

Section 5 (1) In order to protect human health or the environment, the Government may, where this appears more appropriate than issuing decisions in individual cases, issue rules in cases other than those referred to in section 4 laying down prohibitions, protective measures, restrictions and other precautions relating to environmentally hazardous activities. Such rules may also be issued for the purposes of compliance with Sweden's international undertakings. In special circumstances the Government may authorize an authority to issue such rules.

(2) Where necessary, the Government may issue rules requiring precautions to be taken that go beyond the scope of Sweden's obligations as a Member State of the European Union or of its international undertakings.

##### Permit and notification requirements for environmentally hazardous activities

Section 6 (1) The Government may provide that the following activities may not be undertaken without prior permission or notification:

1. the building or operation of certain kinds of factories, other facilities or other environmentally hazardous activities;
2. the discharge of wastewater onto land or into water areas or groundwater;
3. the discharge or depositing of solid waste or other solid matter where this is liable to pollute land, water areas or groundwater; and
4. environmentally hazardous activities referred to in points 1-3 where the production or treatment process or other parameters are modified, provided that the changes are not minor.

(2) Even where a permit is not required pursuant to subsection (1), the supervisory authority may in individual cases order an operator to apply for a permit where the activity involves the risk of significant pollution or other significant damage to human health or the environment.

(3) Persons who pursue or intend to pursue an environmentally hazardous activity may apply for a permit for the activity in accordance with this Code even where such a permit is not compulsory.

**Section 7 (1)** Wastewater shall be diverted and purified or treated in some other way in order to avoid detriment to human health or the environment. Appropriate sewerage systems or other works shall be established for this purpose.

(2) The Government may issue rules prohibiting the establishment or alteration of such sewerage systems or other works without prior permission or notification.

(3) The Government may delegate the issuance of rules referred to in subsection (2) to a municipality.

**Section 8 (1)** Applications for permits for environmentally hazardous activities shall be considered by environmental courts.

(2) The Government may provide that applications for permits for certain kinds of activities shall be considered by county administrative boards. If an environmentally hazardous activity is likely to have little environmental impact, the Government may provide that the permit application shall be considered by a municipal committee. Permit applications relating to the Armed Forces, the National Fortifications Administration, the Defence Matériel Administration or the National Defence Radio Centre shall always be considered by a county administrative board.

(3) Notification of environmentally hazardous activities shall be made to the Surgeon-General of the Armed Forces or the municipality or county administrative board concerned in accordance with the Government's instructions.

#### **Special provisions concerning health protection**

**Section 9** Dwellings and public premises shall be used in such a way as to prevent detriment to human health and shall be kept free of vermin and other pests.

(2) The owners or tenants of the property in question shall take any measures that may be reasonably required to prevent or eliminate detriment to human health.

**Section 10** Groundwater collection structures shall be established and used in such a way as to ensure that detriment is not caused to human health.

(2) If a permit is not required pursuant to chapter 11, the municipality may require that a permit must nevertheless be obtained from or prior notification submitted to the municipality before a new groundwater collection structure is established and used in an area where there is a scarcity of fresh groundwater or a risk of scarcity in the future. This shall apply where necessary in order to prevent detriment to human health. The municipality may also require notification to be submitted of existing structures in specified areas.

**Section 11 (1)** The Government may provide that certain animals must not be kept without a permit from the municipality in areas included in detailed development plans or special area regulations where such rules are necessary in order to prevent detriment to human health.

(2) The Government may delegate the issuance of such rules to a municipality.

**Section 12 (1)** The Government or the authority appointed by the Government may issue any rules that are necessary for the purposes of health protection in cases other than those mentioned in sections 10 and 11. The Government may delegate the issuance of such rules to the municipality.

(2) Rules issued pursuant to subsection (1) may stipulate that activities which are liable to cause damage or detriment to human health must not be pursued or that certain structures must not be established without prior permission from or notification to the municipality.

**Section 13** Municipal rules that are issued for the purpose of protection against damage or detriment to human health must not involve unnecessary coercion of the public or any other unjustified restriction on individual freedom.

## **Chapter 10. Contaminated areas**

### **Responsibility for investigation and remediation**

**Section 1** This chapter shall be applicable to land and water areas, buildings and structures that are so contaminated that they may cause damage or detriment to human health or the environment.

**Section 2** Persons who pursue or have pursued an activity or taken a measure that is a contributory cause of the contamination (operators) shall be liable for the remediation of areas, buildings and structures referred to in section 1.

**Section 3 (1)** If an operator is not able to carry out or pay for the remediation of a contaminated property, the person who acquired the property and was aware of the contamination at the time of acquisition or ought to have detected it then shall be liable for remediation. If the property acquired is a private residential property within the meaning of chapter 1, section 5 of the Local Tax Act (1928:370), only an acquirer who was aware of the contamination shall be liable. In the case of a contaminated building or structure, the same shall apply to the person who acquired the property on which the building or structure is situated. Acquisition of a land leasehold shall be regarded as acquisition of property.

(2) Subsection (1) shall not be applicable where a bank acquires a property in order to protect a claim pursuant to chapter 2, section 8 of the Banking Act (1987:617).

**Section 4 (1)** A person who is liable for remediation shall, to the extent reasonable, carry out or pay for any remediation measures that are necessary in order to prevent or combat subsequent damage or detriment to human health or the environment. When the extent of liability is determined, account shall be taken of the length of time that has elapsed since the contamination occurred, whether the person liable was obliged to prevent future damage and any other relevant circumstances. Where an operator can show that he was only responsible for the contamination to a limited extent, this shall also be taken into account in connection with determination of the extent of liability.

(2) The Limitation of Claims Act (1981:130) shall not be applicable to liability for remediation.

**Section 5** The owner of a property that is remediated may, despite the fact that he is not liable under section 2 or section 3, be obliged to the extent reasonable to bear the costs corresponding to the rise in value of the property as a result of remediation.

**Section 6 (1)** If several operators are liable in accordance with section 2, they shall accept joint and several liability to the extent that the liability is not limited in accordance with section 4 (1). An operator who shows that his or her responsibility for the contamination is so insignificant that it does not by itself justify remediation shall, however, only be liable to the extent that corresponds to his share of responsibility.

(2) The payment made by the liable persons shall be shared between them as appears reasonable with regard to the extent to which each of them was responsible for the contamination and to other relevant circumstances.

**Section 7** If several property owners or land leaseholders are liable pursuant to section 3, they shall accept joint and several liability to the extent that the liability is not limited in accordance with section 4 (1).

(2) The payment made by the liable persons shall be shared between them as appears reasonable with regard to their knowledge of the circumstances at the time of the acquisition and to other relevant circumstances.

**Section 8 (1)** Sections 2, 3, 4, 6 and 7 shall be applicable to liability for the cost of investigating contamination in land and water areas, buildings and structures referred to in section 1.

(2) The owner of a property, building or structure referred to in subsection (1) may be obliged, even though he is not liable under section 2 or section 3, to bear to the extent reasonable the costs of investigation in consideration of the benefit that he is likely to derive from the investigation, his financial situation and any other relevant circumstances.

#### Compulsory notification

**Section 9** Regardless of whether or not the area was previously deemed to be contaminated, the owner or user of a property shall immediately notify the supervisory authority where any contamination is discovered on the property that may cause damage or detriment to human health or the environment.

#### Environmental hazard zones

**Section 10** County administrative boards shall by decision declare a land or water area an environmental hazard zone if it is so seriously contaminated that it is necessary, in view of the risks to human health or the environment, to impose restrictions on the use of the land or to prescribe other precautions. The danger to human health or the environment of the contamination, its degree, the likelihood of its spreading and the vulnerability of the surrounding environment shall be taken into account when a decision is taken concerning such a declaration.

**Section 11** A county administrative board may order any person liable pursuant to section 8 to submit, subject to a penalty of a fine, any investigation that is needed for the purposes of the permit application procedure. The injunction issued by the county administrative board may require that access must be given to the area for the purposes of remediation in accordance with chapter 28, section 5. The county administrative board may also cause necessary investigations to be performed at the expense of the person who is liable.

**Section 12 (1)** When an area is declared an environmental hazard zone, the county administrative board shall impose restrictions on the use of the land or attach conditions to certain measures that property owners or others wish to take or require that the supervisory authority be notified thereof.

(2) The restrictions and the notification requirement mentioned in subsection (1) may relate to digging, excavation and earthworks, development, other land use and other measures which may cause:

- an increase in the input of pollutants into the area and the surrounding land;
- any other deterioration of the environmental situation; or
- difficulties for future remediation measures.

(3) The county administrative board may also decide that such measures must not be taken or that a property must not be transferred until the necessary site investigations have been performed.

**Section 13** The county administrative board shall alter or issue new conditions, or cancel the decision to declare an area an environmental hazard zone when it has been remediated or when the contamination there has diminished for some other reason so that the restrictions imposed on the use of the land or other precautionary measures are no longer necessary.

**Section 14** The Government or the authority appointed by the Government may issue further rules relating to environmental hazard zones.

## The Environmental Code

Extensive work has now continued for almost a decade with the reform of Swedish environmental law. The Social Democratic Government was able finally in December 1997 to present a proposal for an Environmental Code to the Riksdag (Swedish Parliament) (Government Bill 1997/ 98:45). The proposal was supported by the Environmental Party and the Left Party. The Government has subsequently handed over a proposal for consequential legislation to the Riksdag (Government Bill 1997/ 98:90). The Riksdag will deal with the proposal during the spring of 1998. In parallel with the Riksdag procedure, the Government Offices are undertaking major work to produce ordinances under the Environmental Code. It is intended that the Environmental Code and the other legislative amendments will enter into force on 1 January 1999.

## Major legislation

The rules contained within 15 acts have been amalgamated in the Environmental Code. The acts are

- the Natural Resources Act,
- the Nature Conservancy Act,
- the Flora and Fauna (Measures Relating to Protected Species) Act,
- the Environmental Protection Act,
- the Health Protection Act,
- the Water Act,
- the Agricultural Land Management Act,
- the Genetically Modified Organisms Act,
- the Chemical Products Act,
- the Biological Pesticides (Advanced Testing) Act,
- the Pesticides (Spreading over Forest Land) Act,
- the Fuels (Sulphur Content) Act,
- the Public Cleansing Act,
- the Dumping of Waste in Water (Prohibition) Act, and
- the Environmental Damage Act.

As many similar rules in current statutes have been replaced with common rules, the number of provisions has reduced. The Environmental Code is nonetheless a major piece of legislation. The Code contains 33 chapters comprising almost 500 sections. However, it is only the fundamental environmental rules that are included in the Environmental Code. More detailed provisions will be laid down in ordinances, which are made by the Government.

## Three reasons to enact an Environmental Code

*The present environmental legislation is difficult to comprehend*

The present Swedish environmental legislation consists of a multitude of statutes. Those who conduct operations that may be harmful to the environment must comply with rules under several statutes. Different acts contain rules on how the activity is to be conducted and concerning permit requirements. It is difficult for those conducting activities, public authorities and other to comprehend the regulatory structure. A considerable improvement is effected by the Environmental Code as the main environmental statutes have been amalgamated.

*At present a number of operations are inadequately regulated*

Several of the most environmentally destructive operations are inadequately regulated at present. Roads and railways may be mentioned as examples. Through the Environmental Code, the same fundamental requirements will be placed on all operations.

*New environmental problems have been discovered*

Sweden is a pioneer in the environmental field and has been so for many years. For example, a satisfactory regulation of point discharges from industry and similar environmentally hazardous activities has existed for almost thirty years. However, in recent years interest has focused on the aggregate environmental effect of many diffuse sources of pollution, for example, from road traffic. The Environmental Code regulates all operations that contribute to a poor environment.

## **PART ONE**

### **Overall provisions**

#### **The objectives and scope of the Environmental Code (Chapter 1)**

The Environmental Code opens with provisions on the objectives of the Environmental Code. These provisions are of fundamental importance for the interpretation of the substantive provisions of the Environmental Code, not least the general rules on consideration.

The provisions of the Environmental Code are aimed at promoting sustainable development whereby present and future generations will be guaranteed a healthy and good environment. Sustainable development is based on the insight that nature is worthy of protection and that the right of humans to alter and utilise nature is linked to responsibility to manage nature well.

The Environmental Code will be applied so that

- the health of humans and the environment is protected against damage and nuisance, irrespective of whether these are caused by pollution or other influences,
- valuable natural and cultural environments are protected and conserved,
- biological diversity is preserved,
- land, water and the physical environment generally are used so that, from an ecological, social, cultural and socio-economic viewpoint, the long-term good management of resources is assured, and
- reuse and recycling together with other management of material, raw materials and energy are promoted so that an eco-cycle is attained.

The Environmental Code has a wide scope. It is not possible to specify the scope in any particular section. Instead, the scope is indicated by the rules themselves.

The fundamental rules of the Environmental Code apply, in principle, to all human activity that may harm the environment. The general rules of consideration are the most central provisions. These indicate that operations must be conducted and measures taken so that harm to the health of humans and the environment is averted. Simultaneously, the efficient management of land, water and other resources is promoted. Unless otherwise provided, the rules of the Environmental Code apply to all operations and measures that affect the environment. It is immaterial whether the operation or measure takes place as part of a commercial operation or if it is conducted by a private individual. Thus, the Environmental Code applies to everything from major projects, such as building and operating hydroelectricity plants or motorways, to small individual measures, such as washing a car with detergents or composting household waste.

However, many provisions in the Environmental Code have a more limited scope. There is a need of special provisions in certain fields. Special provisions exist, for example, on protected geographical areas, water undertakings, genetic technology and handling of chemicals.

Many operations that fall within the scope of the Environmental Code are also subject to other acts. Examples of such operations include the construction of roads and railways, mining and forestry. The Environmental Code applies in parallel with these other acts, in these cases the Roads Act, Railway Construction Act, Minerals Act and Forestry Conservation Act. Those who build roads or railways, mine minerals or conduct forestry operations must thus observe the rules of both the Environmental Code and the special act.

## **General rules of consideration, etc. (Chapter 2)**

Chapter 2 contains general rules of considerations applicable to all measures, except those of negligible significance for the individual case. This is a major change compared to the current law. At present, similar rules are only found for special fields, for example, environmentally dangerous activities, water undertakings and handling chemicals. Furthermore, the present rules do not impose the same requirements as the rules of consideration in the Environmental Code.

Whether the measure is taken within the framework of a commercial operation or not is of no importance. Nor is it of any importance whether the operation requires a permit or not. The rules of consideration must be observed by everybody, irrespective of any intervention on the part of a public authority. The rules lay down common requirements for all activities that involve a risk of harm to the environment.

The party exercising the activity is, through the consideration of permits and similar procedures and supervision, liable to prove that the general rules of consideration of the Environmental Code are complied with. Thus, the burden of proof is reversed.

### *Precautionary measures*

The fundamental rule for consideration in the Environmental Code means that everybody who is to take a measure must perform those protective measures, observe the limitations and take the precautionary measures that are required in order that the measure will not harm health of the environment. The rule is a natural consequence of the Polluter Pays Principle (PPP) prepared by the OECD in the early 1970s. The obligation to take precautionary measures is also closely linked to the internationally recognised precautionary principle. According to this principle, precautionary measures must be taken as soon as there is reason to assume that a measure may injure human health or the environment. The person conducting the operation cannot excuse himself by the absence of complete scientific evidence that harm arise.

Examples of appropriate precautionary measures include: the minimisation of emissions by the use of a particular filter or careful purification of waste water; that garden waste is not burned during unfavourable wind conditions; the erection of noise barriers; that chemicals are dealt with on a hard surface so that spills do not penetrate the ground; that dams are built in accordance with safety requirements and without constituting migration obstacles to fish; that the number of animals in agriculture is limited; or that a person arranging outdoor recreation for others informs the participants about the meaning of the right of common access (everybody's right - Sw. *Allmansrätten*). When an activity requires a permit, it will be appropriate to impose conditions under the section.

### *Best possible technology*

Commercial operations must apply the best possible technology to avoid damage. The technology must, from the technical and financial viewpoint, be industrially feasible to apply within the trade in question. This means that it must be available and not only exist at an experimental stage. However, the technology does not have to be located within Sweden. In the case of existing activities, a certain transitional period is sometimes required for the introduction of equipment corresponding to what is considered to represent the best possible technology.

#### *Knowledge*

It is reasonable that a party intending to commence an operation first acquires the knowledge required to determine the environmental effects that may arise. There is a special rule concerning this. There is, of course, a difference in the requirements that may be imposed concerning a private individual's knowledge of the effect of various everyday measures on the environment and the requirements that may be imposed on someone responsible for operating industrial activities when choosing, for example, various chemical products required for the activity. However, it is always the possible effect of a measure, and not whom it is that takes it, which determines which knowledge is necessary.

#### *Localisation principle*

The choice of place is of great importance for which environmental disturbances arise. As regards operations and measure that utilise land or water areas, except where entirely temporarily, a place must be chosen that is suitable having regard to the objectives and resource management provisions of the Environmental Code.

Sometimes, several places may be suitable for an activity. When choosing between these places, such a place must be chosen whereby the purpose may be attained with the least intrusion and nuisance to human health and the environment. Thus, the best place must be chosen.

Examples of factors that are relevant for the choice of place include sensitivity to discharges to areas of water, nature conservation at the place where the operation is to be conducted and the distance to housing areas.

The localisation provision is of greatest significance when a place is to be chosen for an operation that has not yet commenced. However, the provision also applies to the extension of existing installations. It will also be applied when reconsidering permits. In that case, requirements may be imposed for relocation. However, the requirements laid down must not be unreasonable.

#### *The resource management and the eco-cycle principles*

Everybody conducting an operation or taking measures must conserve raw materials and energy and also utilise opportunities of reuse and recycling. In the first instance renewable sources of energy should be utilised. The provision represents the resource management and eco-cycle principles.

As regards both of the principles, the best effects are achieved in conjunction with design and manufacture. The provisions will be applied, *inter alia*, when considering permits for environmentally hazardous activities. This extends the ambit of permit considerations compared with today.

#### *The product choice principle*



Everybody who is to take a measure must avoid using or selling chemical products or biotechnical organisms that can harm human health or the environment, if these may be replaced with such products or organisms that may be assumed to be less hazardous. Corresponding requirements apply as regards goods containing or which have been dealt with a chemical product or biotechnical organism. The provisions express the product choice principle, or the substitution principle as it was previously known.

Chemical product means a chemical substance or preparation of chemical substances. Biotechnical organism means a product that has been specially produced to act as a pesticide or for some other technological purpose or which completely or partially consists of or contains living micro-organisms, nematodes, insects or spiders.

An assessment must be made in every individual case. Prohibition of the use or sales can never be imposed generally for a product, organism or goods. Instead, general prohibitions of chemical products that are so hazardous that they cannot be permitted under any circumstances, and also prohibitions of such products where equally effective substitutes involve a manifest advantage from the environmental viewpoint, may be imposed under the provisions of the chapter of the Environmental Code dealing with chemical products.

It should be observed that the product choice principle does not only apply to commercial sale or use. The rule also applies to a private individual who takes a measure. When a car owner washes his/ her car and is to purchase detergents for this at a garage, he/ she must choose the substance that is the least hazardous to the environment as possible yet nevertheless cleans the car. A correct choice presupposes that the goods are labelled in such a manner that the consumer obtains correct information about the properties of the product. Rules concerning this are included in the chapter on chemical products and biotechnical organisms.

#### *Reasonableness rule*

The requirement of consideration contained in the rules of consideration described here apply to the extent that it may not be regarded as unreasonable to satisfy them. When making this assessment, the benefit of the precautionary measures is compared with the expense of such measures. Balancing these must not mean that an environmental quality norm is neglected. It is the task of the party conducting the operation to show that the expense of the measure is not environmentally justified or that it is unreasonably burdensome.

The nature of the nuisance, together with the hazard involved and its magnitude, is of course important when assessing reasonableness. Furthermore, the level of sensitivity of the area where the influence will take place and the sensitivity of those exposed to the disturbance are factors which must be taken into account. Special requirements may be imposed, for example, in an area that is already subject to severe burdens or an area containing rare fauna or flora. Furthermore, it is more pressing to limit noise in housing areas than in industrial areas.

The stop rule presented below states the lowest level that may be required from the viewpoint of health and environment. There can never be any question of limiting this requirement for the operation so that this level is not achieved, irrespective of the cost of the measures required to attain this minimum level.

#### *Liability to remedy damage*

The principle that the polluter pays involves a liability for a party who has caused environmental damage to remedy the damage. Therefore, under a special rule, everyone who has taken a measure that has caused damage to the environment is liable to remedy the damage. This applies irre-

spective of whether the operation has been discontinued or transferred. The liability applies until the nuisance has ceased. The scope of the liability is regulated in detail by Chapter 10.

The provision does not always mean that it is the party who is responsible who must take the actual measures to remedy the damage. In some instances a better result may be attained by the liability relating to the expense of the remedy.

#### *The stop rule*

The Environmental Code's rules of consideration impose stringent requirements. Nonetheless, it cannot be excluded that an operation that satisfies these requirements has such effects on the environment that the operation cannot be accepted. A stop rule is therefore required which ensures that operations may not be conducted that have unacceptable consequences. It should be able to apply the stop rule as a last resort to ensure that acceptable protection of human health and the environment is attained.

According to the stop rule, measures that may cause damage of substantial importance to human health and the environment may only be taken if there are special reasons. Only the Government can grant exceptions under the stop rule. The Government may then set the nuisance in relation to the social benefit of the operation. It must be possible to prove that the operation involves advantages that from the public or individual viewpoint clearly outweigh the nuisance. Examples of operations that may involve exceptions from the stop rule include installations for dealing with hazardous waste, for example, to deal with batteries containing lead, certain transport installations of great importance to the infrastructure and certain defence installations.

If there is a risk that a large number of people will be subject to a substantial deterioration in their living conditions or a risk of a significant deterioration of the environment, the power of the Government to issue exceptions is further limited. The operation must in that case be of extraordinary importance from the public viewpoint. A relaxation may never be granted if the operation may be feared to cause a deterioration of public health generally.

## **Fundamental provisions for management of land and water areas (Chapter 3)**

Chapter 3 of the Environmental Code includes fundamental provisions for the management of land and water areas. These provisions must be applied when considering permits and similar procedures under the Environmental Code and a number of other acts, including, *inter alia*, the Planning and Building Act, the Roads Act and the Minerals Act.

The main rule is that land and water areas must be used for the or those purposes for which the areas are more suited having regard to their nature and location together with existing needs. Preference shall be given to such use as involves, from the public viewpoint, good management. Major land and water areas that are not at all or only insignificantly affected by extraction operations or other intrusion into the environment must be protected as far as possible from measures that can manifestly influence the nature of the area.

Following that a list is given of land and water areas that are in particular need of protection, for example, because they are sensitive from the ecological viewpoint, contain valuable minerals or are especially suited for industrial installations. Such areas must as far as possible be protected against measures that may harm these interests. If the areas are of national interest, the protective principle is absolute. The areas that are of national interest will be identified through collaboration between various public authorities.

## **Special provisions for management of land and water for certain areas of Sweden (Chapter 4)**

Chapter 4 of the Environmental Code contains special provisions for management of land and water for certain areas of Sweden. Geographical areas are listed that are, in their entirety, considered to be of national interest for various purposes. For example, it may be mentioned that hydro-electricity plants and similar water undertakings may not be conducted in the River Torneå, River Kalix, River Piteå and River Vindel nor in a number of other specially listed lengths of river and watercourses.

Furthermore, the area Ulriksdal-Haga-Brunnsviken-Djurgården in Stockholm is a national city park. Within the park, new building may only take place and other measures taken if this can be done without intruding into the park landscape or natural environment and provided that the natural and cultural value of the historical landscape is not otherwise impaired.

## **Environmental quality norms (Chapter 5)**

An important new provision in the Environmental Code is the possibility to introduce environmental quality norms. According to these rules, the Government may issue regulations for certain geographical areas or for the whole of Sweden on the quality for land, water, air or the environment generally, if this is necessary for the long-term protection of human health or the environment or to alleviate damage. Such regulations are referred to as environmental quality norms. Norms that Sweden is liable to introduce under EC rules may also be issued by authorities other than the Government.

Environmental quality norms will specify the levels of pollution and level of disturbance that humans may be exposed to without risk of nuisance of significance or which the environment or nature may be subjected to without danger of manifest nuisance. The levels of environmental quality norms may not be contravened after a certain stated time. The norms must specify, for example, the maximum or minimum amounts of chemicals in land, water or air or the maximum levels of noise. Environmental quality norms may also state the highest or lowest water levels or flows in a watercourse or the highest or lowest amount of water in an organism to serve as a guide for assessing the condition prevailing in the environment.

The Environment Protection Agency has proposed that environmental quality norms are introduced for sulphur dioxide, nitrogen dioxide and lead in outdoor air. The Agency will continue its work and propose additional norms. It is significant to the work with producing environmental quality norms that Sweden, as a member of the EU, is obliged to have certain norms.

Public and local authorities must ensure that environmental quality norms are attained when they consider permits and similar approvals. This applies both to determinations under the Environmental Code and to other acts, for example, the Planning and Building Act, Roads Act and Nuclear Technology Act. A permit may not be issued for an operation that contributes to an environmental quality norm being contravened. Furthermore, a permit may be reconsidered if the operation contributes to a material extent to an environmental quality norm being contravened.

Even when public and local authorities exercise supervision or issue regulations, environmental quality norms must be satisfied. The norms must also be observed when projecting and planning. Municipal plans under the Planning and Building Act may not be issued in contravention of the norms. A programme of measures must be prepared if necessary to attain the environ-

mental quality norm or if a programme of measures is called for under EC law. The programme of measures is prepared by the Government of another authority or municipality.

The programme of measures must state the measures that are to be taken to satisfy the environmental quality norms, which authorities and municipalities must ensure that these measures are taken and when the measures are to be implemented. Examples of measures that may be prescribed include: requiring applications to be made for the reconsideration of permits for existing operations; the issue of rules for operations that do not have a permit; contact been made with other countries that have activities affecting the norm; economic control mechanisms being applied; and educational/training measures.

The programme of measures is as such not binding for individuals. Consequently, a right of appeal against such a programme has not been included. However, the Government may decide that particular programmes of measures must be considered by the Government. For example, this may apply to programmes of measures affecting national defence and to programmes of measures required according to EC directives.

When an authority or municipality has prepared a programme of measures, it should inform those affected. This may, by way of example, be implemented through advertisements in local and national newspapers.

The programme of measures must be reconsidered if necessary, and in any event, every fifth year.

## **Environmental impact statements and other basis for decisions (Chapter 6)**

When making permit decisions and other decisions that are of significance for the protection of human health and the environment and the resource management of land, water and other resources it is important that the preconditions for the environment are taken into account. Decisions should therefore be based on an analysis of the impact of the decision on these interests. This is achieved by environmental impact statements (EIS). The rules on environmental impact statements are made substantially more stringent in the Environmental Code.

The purpose of an environmental impact statement is to provide a better basis in preparation of a decision. The statement should be included as part of the basis for the decision and facilitate an overall assessment of a planned operations effect on the environment, health and management of natural resources. In order to achieve this objective, questions concerning the effect on the environment must be raised at an early stage and be included as part of the basis for decision during the entire process leading to the permit decision. The consequences for the environment must from the outset influence deliberations and negotiations preceding the decision. The sector of the public affected must at a similarly early stage be afforded an opportunity of participating and influencing the work with the environmental impact statement.

The procedure for preparation of an environmental impact statement and the requirements for these are dealt with in Chapter 6 of the Environmental Code. These provisions are applied in the event of, *inter alia*, permit procedures under the Environmental Code and in accordance with rules prescribed by other statutes, for example the Roads Act, Railway Construction Act and the Minerals Act.

According to the rules of the Environmental Code on environmental impact statements, everyone who intends to take a measure that requires a permit must consult, at an early stage, with the

county administrative board and private parties who may be assumed to be particularly affected. Following consultation, the county administrative board must decide whether the measure can be assumed to involve a significant impact on the environment. The Government will prescribe that particular types of measures may always be assumed to involve a substantial environmental impact.

A decision that a measure may be assumed to have a substantial environmental impact involves a start signal for a procedure with an environmental impact assessment. The person conducting the operation must then also consult other government authorities, municipalities and organisations together with the public widely. Consultation will relate to the localisation, extent, design and environmental impact of the measure together with the content and preparation of the environmental impact statement. It is only following these steps that an environmental impact statement can be completed and an application for a permit made.

There are mandatory requirements relating to the content of environmental impact statements in the case of measures that may be assumed to involve a substantial environmental impact. Such statements must contain, *inter alia*, information required to assess the environmental impact, a description of the measures planned to avert damage and a report concerning alternative places and alternative designs. As regards measures that cannot be assumed to involve substantial environmental impact, this same information is included in the statement to the extent considered necessary having regard to the nature and extent of the measure.

When an environmental impact statement has been prepared in a case concerning an environmentally hazardous activity or water undertaking, public notice of this must be given together with the application. Public notice of the environmental impact statement must also be given in other matters if the activity may be assumed to cause substantial environmental impact. Following that, the application and the environmental impact statement must be held available for the public, who are also afforded an opportunity of expressing their wishes.

The permit authority must in a special decision or in conjunction with a determination of the matter decide on whether the environmental impact statement satisfies the requirements of the Environmental Code. A decision on this may not be appealed against separately. The authority must take the content of the statement into account when they consider the application.

The party conducting the operation must pay for the environmental impact statement and the procedure with environmental impact assessment.

The chapter on environmental impact statements concludes with special provisions about plans and the documentary basis for plans. Every authority responsible for applying the Environmental Code must, according to these provisions, ensure that such plans under the Planning and Building Act and such documentary planning bases as are required to demonstrate issues concerning land and water management are available in the matter. The county administrative board is charged with the task of compiling such planning information.

## **PART TWO**

### **Protection of nature**

#### **Protection of areas (Chapter 7)**

### *National parks*

A land or water area belonging to the State may, with the consent of the Riksdag, be declared to be a national park. The purpose is to preserve major conjoined areas of particular kinds of landscape in their natural state or in a substantially unaltered condition.

Special provisions on how the area shall be conserved and administered are issued for each national park. Limitations may be imposed on the possibility of using in various ways land and water areas in national parks.

The first nine national parks were established as early as 1909: Abisko, Garphyttan, Gotska Sandön, Hamra, Pieljekaise, Sarek, Stora Sjöfallet, Sånfjället and Ängsö. At present there are 25 national parks in Sweden. The most recent park established is Trestickla in Dalsland. The Government has recently proposed that Färnebofjärden in the lower part of Dalälven is designated as a national park.

### *Nature reserves and cultural reserves*

Land and water areas may be declared nature reserves by the county administrative board or the municipality. The purpose of this shall be to preserve biological diversity, conserve and protect valuable natural environments and satisfy the needs of the area for outdoor activities. An area required to protect, reinstate or create new valuable natural environments or living environments for species of special protective value may also be declared to be a nature reserve.

The Environmental Code's protective form 'nature reserve' replaces the previous protective forms of 'nature reserve' and 'nature conservancy area'. At the same time the rules are supplemented with new provisions whereby land and water areas may be declared to be cultural reserves. The purpose with this should be to protect valuable culturally characteristic landscapes.

In a decision to create a nature reserve or cultural reserve, the required limitations on the right to use land and water areas must be stated. Examples of such limitations include prohibition against building, erection of fences, ditching, tree-felling, hunting, fishing and use of pesticides. A limitation may involve prohibition of access to the area for the whole or part of the year. Furthermore, the landowner may be obliged to tolerate the construction of, for example, roads or resting huts or thinning out and clearing work. It is indicated by the chapter of the Environmental Code dealing with compensation that landowners are entitled, in certain cases, to compensation for damage.

The county administrative board or municipality may issue a relaxation from the regulations applicable in a nature reserve or cultural reserve. A relaxation may only be granted if damage to the natural or cultural value is compensated. The compensation measures need not necessarily take place within the reserve.

### *Natural monuments*

A specially distinctive natural object may be declared to be a natural monument by the county administrative board or municipality, if it is in need of special protection or care. Examples of such objects are old oak trees, rock formations and cauldrons. Today it is rather unusual for objects to be declared natural monuments.

### *Biotype protection areas*

Small land and water areas that comprise living environments for threatened species of fauna and flora or which are otherwise especially worthy of protection may be declared to be biotype protection areas. Such declarations may relate to individual areas or all areas of a particular kind.

A decision that a particular area should be a biotype protection area is made by the county administrative board or the national board of forestry. Such individual decisions may be issued concerning, *inter alia*, meadows, screes, forested ravines, alder marshes and ancient hazel groves. General decisions that all areas of a particular kind should be biotype protection areas are made by the Government instead. Examples of the latter areas are avenues, springs with surrounding wetlands in agricultural land, uncultivated stone mounds in agricultural land and willow banks.

Measures may not be taken within biotype protection areas that may harm the natural environment. Relaxations may only be granted in those cases where the Government has decided that all areas of a particular kind should be biotype protection areas.

#### *Fauna protection areas and flora protection areas*

If, in addition to the special species protection under Chapter 8 and the provisions of the hunting and fishing legislation, special protection is required for a species of fauna or flora in an area, the county administrative board or municipality may limit the hunting or fishing rights or the rights of the public or landowner to stay in the area. This form of protection will be used to protect, *inter alia*, birds and seals.

#### *Shore protection areas*

A special shore protection applies by the sea, inland lakes and watercourses. The purpose of shore protection is to protect the preconditions for outdoor activities of the public and to preserve good living conditions of fauna and flora on land and in water.

Shore protection comprises, according to the main rule, generally all land and water areas up to 100 metres from the shoreline. The area may in individual cases be extended to at most 300 metres from the shoreline. If the area is obviously of no significance for the satisfaction of the purposes of the shoreline protection, a decision may instead be made to limit the shoreline protection. The protection may also be limited if the area is subject to a detailed plan or to area regulations under the Planning and Building Act.

Within the shoreline protection area a prohibition applies against all measures, for example, construction of new buildings, fences or piers or the placement of waterline cabins for leisure houses. The county administrative board or municipality may, in certain circumstances, grant relaxation from the prohibition.

#### *Environmental protection areas*

A major land or water area may be declared to be an environmental protection area by the Government, if special rules are required because the area is exposed to pollution or does not satisfy an environmental quality norm. An older form of protection corresponding to this has been used to protect Ringsjön in Scania and Laholm Bay.

The Government or the county administrative board shall issue regulations for environmental protection areas concerning protective measures, limitations and other precautionary measures to be taken when conducting activities within the area. An example of such a precautionary measure is the limitation of the use of manure.

#### *Water protection areas*

A land or water area may be declared to be a water protection area by the county administrative board or municipality in order to protect ground or surface water supplies that are used or which

may be used as a source of water. The county administrative board or the municipality may issue rules limiting the right to use the land units affected by a water protection area. A prohibition may, for example, be issued against dealing with petroleum products and other chemicals, spreading of manure or use of pesticides, infiltration of domestic wastewater and municipal drainage water together with boat traffic.

#### *Interim prohibition*

When a question has been raised about whether an area or an object should be protected as a nature reserve, cultural reserve, natural monument or water protection area, the county administrative board or the municipality may issue prohibitions, valid for at most three years, against measures being taken that contravene the purpose of the intended protection. The prohibition may in special circumstances be extended for a further two years at the most.

#### *Special protection areas and special conservation areas*

The Government may declare an area to be a special protection area, if the area under the EC Bird Protection Directive is of particular significance. Furthermore, an area shall be designated as a particular conservation area under the EC Species and Habitat Directive if the Commission has designated the area as one of interest to the Community.

Special protection and special conservation areas do not constitute independent forms of protection. The necessary protection must exist in accordance with other provisions of the Environmental Code or other legislation, for example, the rules concerning nature reserves. Relaxations from the regulations for such a nature reserve may not be issued without the permission of the Government. However, this does not apply if it is obvious that the activity will not cause more than insignificant harm to the nature value of the area.

## **Special provisions for the protection of fauna and flora species (Chapter 8)**

Fauna and flora species are protected by various provisions of the Environmental Code and other legislation, primarily hunting and fishing legislation. These provisions are supplemented by special provisions on the protection of fauna and flora included in Chapter 8 of the Environmental Code.

#### *Prohibition against harming fauna and flora species*

Prohibitions against killing, injuring or capturing wild living animals or to take or damage the egg, roe or nests of such animals will be issued under the provisions of the Environmental Code. Regulations may be made if there is a risk that a species of fauna may become extinct or exposed to plundering or if it is required to comply with the international obligations of Sweden.

Furthermore, a prohibition may be issued against the removal, injury or taking of seed or other parts from wild living animals. Such regulations may be made if there is a risk that a species of flora may become extinct or exposed to plundering or if it is required to satisfy the international obligations of Sweden.

#### *Transplantation of exotic species*



Prohibitions may be made or special conditions imposed for the transplantation of specimens of fauna or flora species in nature in accordance with the provisions of the Environmental Code. Transplantation also includes stocking. The most notable examples in Sweden have been the release of mink, *cambarus*, the so-called *arion lusitanicus*, hogweed and shore pine.

#### *Trade in fauna and flora*

In order to protect wild living fauna and flora species, regulations may be issued concerning the import and export, transport, storage, preparation, display and exhibition and trade with fauna and flora. This also applies to handling and possession of eggs, roe or nests or of products that have been extracted from fauna or flora. The regulations may relate to measures both with living and dead fauna or flora. Even measures concerning parts of fauna and flora and also plant seeds may be covered.

## **PART THREE**

### **Special provisions concerning certain operations**

#### **Environmentally hazardous activity and health protection (Chapter 9)**

Of course the Environmental Code's general rules, for example the general rules of consideration, apply to environmental hazardous activities and to other measures that may affect health protection. Furthermore, Chapter 9 of the Environmental Code contains special provisions on environmentally hazardous activities and health protection.

#### *The concept of 'environmentally hazardous activity'*

Environmentally hazardous activity means all use of land, buildings or fixed installations that involves an emission to land, the atmosphere or water. The same applies to such use as entails other nuisance to human health or the environment, for example, by noise, vibration or radiation. In contrast to the current rules, ionising radiation, for example gamma, x-ray and particle radiation, are also included.

To be regarded as comprising an environmentally hazardous activity, the activity does not need to be hazardous to the environment in the individual case. Nor need too much be read into the word activity. The concept 'use' should be viewed in a long-term perspective, which means, for example, that a rubbish dump where waste is no longer deposited is covered as long as it may result in pollution. It is the effect of the activity and not the actual running of the operation that is decisive.

#### *General rules for environmentally hazardous activity*

The power to issue general regulations concerning environmentally hazardous activity has been significantly extended under the Environmental Code. The Government may issue regulations or prohibitions, applicable to parts of Sweden, against the emission of wastewater, solid substances or gas or the collection of solid substances. This applies if the activity may result in a water area, land or groundwater being polluted or affected in another way. The provisions come into question as regards, for example, the prohibition of emissions to a lake that is of importance for the supply of drinking water or which contains rare or particularly valuable species of fauna and flora.

The Government may also in other cases issue rules concerning prohibitions, protective measures, limitations and other precautionary measures. The intention is that the powers granted will

be used partially to absorb EC legislation in Swedish law and satisfy other international obligations and also to issue regulations of a general nature for a particular sector. The regulations may be capable of replacing permit determinations in individual cases.

#### *Permits and notification duty for environmentally hazardous activity*

The Government will, under the Environmental Code, lay down requirements for permits or to give notification concerning environmentally hazardous activities. This is already done today with the so-called A, B and C lists. Corresponding lists will apply after the Environmental Code has entered into force.

Those environmentally hazardous activities that require a permit from the Environmental Court will be scheduled on the A list. The B list will comprise those environmentally hazardous activities in respect of which permits will be considered instead by the county administrative boards or municipal boards. Finally, the C list will include environmentally hazardous activities that are subject to a duty to give notification. Such notification must be given to the county administrative board or municipality.

Even if an activity is not subject to a permit obligation, the supervisory authority may in a particular case require the party conducting the operation to apply for a permit if there is a risk of significant pollution or other substantial nuisance.

Even alterations of existing activities may require an application for a permit. In such cases the provisions now require that an overall assessment should be made of the entire operation. This will avoid several permit decisions being in force for one operation; otherwise each individual permit would apply only to the part that has altered on a particular determination of a permit. However, such an overall assessment will not be made in the case of minor alterations. Even existing activities, which have not altered as such but commenced before the duty to obtain a permit was introduced, will be made subject to the permit obligation. This will even apply to activities that under the previous rules had obtained an exemption from the requirement to have a permit.

At present, the permits system in principle only applies to emissions made by an environmentally hazardous activity. A broader assessment will be made under the Environmental Code. Even questions concerning the management of natural resources and use of chemicals will be considered. Furthermore, it will be possible to have joint processing of a case concerning both a permit for an environmentally hazardous activity and a water undertaking, if the case has the same applicant and relates to the same activity/undertaking or activities/undertakings that are connected with each other.

#### *Health protection*

The Environmental Code contains special provisions intended to prevent nuisances to human health arising. This refers to a disturbance that according to a medical or hygienic evaluation may have a detrimental effect on health. Disturbances that are trivial or purely temporary are not covered. The definition is somewhat wider than the previously used expression 'insanitary nuisance'.

Thus, housing and premises for public purposes must be used in such a way that nuisance to human health do not arise. Housing and premises must be kept free from infestations and other pests. Installations for groundwater supply must be established and used in such a manner that nuisance to human health does not arise. Municipalities may introduce permit or notification duties for new groundwater supplies in areas subject to water shortages. The requirement for a

permit may also be introduced to keep animals within areas subject to a detailed plan or area regulation, provided such regulations are required to prevent nuisance to human health arising.

## **Polluted areas (Chapter 10)**

The Environmental Code clarifies the liability for after-treatment of polluted land and water areas. The rules are based on the Polluter Pays Principle (PPP).

Liability for after-treatment rests primarily with the party conducting the activity. This also applies to parties that conducted activities formally. In the second instance it is the landowner that is responsible. The preconditions for this are that there is no activity operator who can perform or pay for after-treatment and that the landowner at the time of the purchase of the property knew about the pollution or ought to have discovered it. As regards a land unit that is owned for private housing, it is a precondition for liability that the purchaser really knew about the pollution. If several activity operators or landowners are responsible they will normally be liable jointly.

After-treatment liability means that the party responsible must, to a reasonable extent, perform or pay for the after-treatment measures necessary to counteract damage or nuisance to health or the environment. When the extent of the liability is to be decided, matters to be taken into account include the length of time that has passed since the pollution occurred and what obligation the activity operator had under the rules then applicable to prevent future injurious effects. The liability for after-treatment cannot become time-barred.

It is indicated by the transitional provisions of the Environmental Code that the liability to remedy damage and perform after-treatment is to apply to an environmentally hazardous activity that has been continued after 30 June 1969.

A party who owns or uses real property must immediately advise the supervisory authority if pollution is discovered at the property. The obligation to provide information even applies if the area was previously considered to be polluted.

The county administrative board must declare that land or water areas to be an environmental risk area if the area is so severely polluted that, having regard to the risks for human health and the environment, it is necessary to lay down limitations on the use of land or other precautionary measures. The regulations may mean that certain measures should be linked with conditions or be preceded by notification to the supervisory authority. The rules may relate to, for example, digging, excavation, building measures or alteration of land use.

The following may be mentioned as an example of a situation where an area may be declared to be an environmental risk area. Chlorinated solvents have leaked out of a laundry. The groundwater supply for the district has been ruined. There is a risk that gas from the solvents has collected under house foundations and floors. The solvents spread in a complicated way through the soil and groundwater in a rather concentrated form and collect in various places.

## **Water undertakings (Chapter 11)**

The common provisions of the Environmental Code, including *inter alia* the general rules on consideration, apply to water undertakings of course. This means that the environmental aspects will have greater significance when considering water undertakings. Furthermore, there are provisions specially directed at water undertakings in Chapter 11. Besides the Environmental Code

there are a large number of rules on water undertakings that do not have the same environmental connection. These are included in the Water Undertakings (Special Provisions) Act.

#### *The concept of 'water undertaking'*

Water undertaking refers to a number of various measures in water and with water. Examples of water undertakings include: the erection, alteration, storage of water in and demolition of dams and other installations in water; filling in and dredging in water areas; drainage of surface and groundwater; and the introduction of water to increase groundwater quantities.

#### *Special rules of consideration for water undertakings.*

The general rules of consideration in Chapter 2 of the Environmental Code are supplemented by special rules of consideration for water undertakings in Chapter 11. Amongst other things, a holistic socio-economic assessment shall be made of the benefit of the undertaking. A water undertaking may only be conducted if the advantages from the general and individual viewpoint exceed the expense and damage caused by the undertaking. Furthermore, there is a rule that provides that a water undertaking must be conducted which does not make it more difficult for other operations that may in the future be assumed to be concerned with the same water availability and which promote important objectives. Finally there is a significant rule concerning consideration being taken of fishing. A person who desires to conduct a water operation that may harm fishing is, under this rule, liable to construct installations that enable fish to pass by, release so much water as the fish require and also take other measures such as stocking fish.

#### *The duty to obtain a permit for a water undertaking*

According to the main rule, a permit is always need for a water undertaking. There is a general exemption that applies if it is clear that neither a public or private interest is harmed by the effects of the water undertaking on the water conditions. Nor is a permit needed for specially listed water undertakings, for example, wells for single or double family dwellings. The permit or duty to give notice for individual wells may have been introduced under the health protection rules of the Environmental Code.

A permit is always required for land drainage except in the case of drainage of agricultural land by drainage pipes. In the latter case a permit is only demanded if it is probable that a public or private interest will be harmed. In order to conserve wetlands, the Government may prohibit land drainage. There are such prohibitions today applicable to large parts of southern Sweden.

An application for a permit for a water undertaking is considered by the environmental court. The application for a permit for drainage is considered by the county administrative court. In some situations, the county administrative board must hand over the application matter to the environmental court, for example, if someone other than the applicant will participate in the undertaking.

#### *Maintenance liability*

A person who owns a water undertaking is liable to maintain it. This rule is important to avoid serious accidents as a consequence of, for example, dam bursts. In the event of a dam accident, the owner is liable to pay damages for losses, even if he was not careless.

## **Quarries, agriculture and other operations (Chapter 12)**

### *Quarries*

Chapter 12 of the Environmental Code contains special provisions about quarries for rock, stone, gravel and the like. A permit is required from the county administrative board to conduct quarry operations. A new requirement is that a permit may be demanded even if the quarry is for domestic needs, that is to say when the material is only to be used within the property for its own needs.

When considering an application for a permit to quarry, the need of the material should be balanced against the anticipated damage resultant damage. A permit may not be granted for a quarry that may be feared to adversely affect the living conditions for any fauna or flora that are threatened, rare or otherwise require special consideration. This is also new compared with the present law.

### *Notification for consultation*

If an activity or a measure that is not subject to a permit or duty to give notice under other provisions of the Environmental Code will materially alter the natural environment, notification for consultation should be made to the supervisory authority. Rules will be made about notification for consultation always needing to be given in the case of particular kinds of activities or measures. When notification for consultation must take place, the operation or measure may only be commenced six weeks after the notification has been given, at the earliest.

The supervisory authority may order the person liable to give notice to take those measures necessary to limit or counteract damage to the natural environment. If such measures are not sufficient the authority may prohibit the activity. The person conducting the activity is entitled to compensation in accordance with the provisions in Chapter 31.

### *Agriculture*

The general rules for consideration in Chapter 2 of the Environmental Code also apply, of course, to measures within agriculture. Such measures may also be environmental hazardous activities or water undertakings subject to the provisions in Chapters 9 and 11. To the extent that chemicals are used in agriculture, Chapter 14 applies. Furthermore, there are special provisions concerning environmental considerations in agriculture included in Chapter 12.

Rules may be issued under Chapter 12 about taking into account nature and cultural values when tending agricultural land and other land use in agriculture. Rules may also be issued about limitation of the number of animals at a farm, precautionary measures in the use of manure and cultivation.

### *Permit duty to satisfy EC law*

It is indicated by the EC Directive on Environmental Impact Assessments that certain public and private projects require a permit. Such projects normally comprise environmentally hazardous activities or water undertakings and are subject to the permit requirements of the Environmental Code. However, it is also provided by the Directive that long-distance water pipes should also be subject to permits. For such installations, permits cannot be prescribed according to any other provision of the Environmental Code.

## Genetic technology (Chapter 13)

Of course the general rules of consideration under the Environmental Code also apply to genetic technology activities. Furthermore, there are special rules contained in Chapter 13.

According to the provisions of Chapter 13, so-called sealed use and intentional plantation of genetically modified organisms must be preceded by an investigation of the health and environmental risks. The same also applies before a product that contains genetically modified organisms is released onto the market. Particular ethical considerations must be taken into account in the sealed use and intentional plantation, and also when products are to be released onto the market. The rules may be issued with requirements of marking of products containing or consisting of genetically modified organisms.

Permits are normally required for genetic technology operations. Ethical considerations must be taken into account when considering permits.

A special board, the Genetic Technology Board, will monitor developments in the genetic technology field, monitor the ethical issues and provide advice on the use of genetic technology.

## Chemical products and biotechnical organisms (Chapter 14)

Even as regards dealing with other measures with chemical products and biotechnical organisms, the general rules on consideration in Chapter 2 of the Environmental Code apply. The requirement for knowledge and product choice principle are of particular importance. Furthermore, Chapter 14 contains special rules about chemical products and biotechnical organisms. In all material respects, the regulation of biotechnical organisms is new.

*The concepts 'chemical product' and 'biotechnical organism'*

Chemical product means a chemical substance and preparations of chemical substances. The provisions on chemical products shall also be applicable to goods containing or which have been treated with chemical products. Examples of such goods are impregnated timber, goods that contain asbestos and goods containing mercury.

Biotechnical organism means a product that has been specially produced to act as a pesticide or for some other technical purpose, for example, as a detergent, and which completely or partially consists of or contains living micro-organisms, nematodes (roundworms), insects or spiders. In this connection, micro-organism also means virus.

*Environmental and health investigation*

A party who manufactures or imports chemical products or biotechnical organisms shall ensure that there is a satisfactorily environmental and health investigation. The obligation regarding investigation applies irrespective of whether there are any concrete fears. It applies continually and therefore does not end when a product or organism has been introduced onto the market.

*Product information*

A party who commercially manufactures, imports or transfers a chemical product or biotechnical organism must, by labelling, provide the information necessary to protect human health or the environment. Alternatively, the product information may be effected in another manner than by

marking, for example, by an information sheet being enclosed with the chemical product or biotechnical organism.

A party who commercially handles, imports or exports a chemical product or biotechnical organism shall also provide information about the product and organism to the Chemicals Inspectorate.

#### *Product register*

Chemical products that are commercially manufactured in Sweden or imported to Sweden must be registered in a product register. A corresponding register may be prepared for biotechnical organisms.

#### *Advance notification, permit and approval*

The requirement of advance notification may be introduced for the manufacture and import of chemical products and biotechnical organisms that have not previously been used in Sweden. Furthermore, a permit may be required for the import of especially dangerous chemical products and biotechnical organisms from countries that are not members of the European Union and for the commercial transfer and other handling of particularly dangerous products and organisms.

Special requirements apply to chemical or biological pesticides. These may not be imported from countries outside the EU, released onto the market or be used without prior approval. Chemical or biological pesticides that have not been approved or which are not subject to an exemption from the requirement of approval may be used as pesticides only if it is obvious that their use does not involve a risk to human health or the environment.

#### *Spreading pesticides*

Chemical or biological pesticides must be spread in such a manner that human health is not harmed or humans caused other nuisance and so that the environmental impact is as little as possible. Pesticides may not be spread from aircraft. Nor may pesticides be spread over forestland to combat brushwood.

#### *Fuel*

In order to reduce the emission into the atmosphere of those substances that can cause nuisance to human health or the environment, regulations may be made on the quality and handling of fuel. Petrol intended for motor vehicle power or heating is split into environmental classifications.

#### *The obligation to advertise about injurious effects*

A party who manufactures or releases a chemical product or biotechnical organism onto the market must immediately advise the competent authority if it is learned that the product or organism might be harmful.

#### *Prohibition*

If it is of particular importance from the health or environmental viewpoint, a chemical product or biotechnical organism may be prohibited generally. This may be appropriate in the case of, for example, carcinogenic products. It may also be relevant in the case of products whose feared injurious effects in the individual case though not of a serious kind can through widespread use result in injurious effects, such as for example cosmetics, hygiene products and pesticides.

## **Waste and producer responsibility (Chapter 15)**

Rules about waste and producer responsibility are contained in Chapter 15 of the Environmental Code. The chapter also contains provisions about dumping and litter.

### *The concept 'waste'*

Waste means every object, material or substance included in a waste category and which the holder disposes of or intends to or is obliged to dispose of. An appendix to an ordinance will list the categories of waste. The appendix will reflect the corresponding appendix to the EU Waste Directive.

### *Producer responsibility*

Regulations about producer responsibility may be issued under the Environmental Code. Producer responsibility means that the producer must ensure that the waste is collected, transported away, recycled, reused or disposed of in such a manner as may be necessary from the viewpoint of health and environmentally acceptable waste handling. Such regulations may be issued as regards waste from the goods and packages that producers manufacture, import or sell and the waste from the operations they conduct. The expression 'producer', in this connection, also comprises a party who imports or sells goods or packages.

To date, the Government has made rules on producer responsibility in four areas, namely recycled paper, tyres, packages and automobiles.

### *Municipal public cleansing*

Every municipality should be responsible for ensuring that domestic waste is transported to processing installations and that the waste is recycled or disposed of. However, the obligation does not apply to waste subject to producer responsibility. Furthermore, regard should be taken to the possibilities for owners and occupiers of property taking care of domestic waste in an acceptable manner themselves, for example by composting.

The Government may extend the municipal responsibility to also comprise other waste than domestic waste, though not waste subject to producer responsibility. This may only be done if it is justified for health and environmental reasons.

### *Municipal cleansing rules*

Every municipality shall have cleansing rules that contain regulations about handling waste, which shall apply to the municipality, together with a waste plan. The cleansing regulations shall state the conditions under which owners and occupiers of property must themselves take care of their waste.

The waste plan shall contain information about waste within the municipality and the measures taken by the municipality to reduce the quantity of waste and associated danger.



### *Handling waste*

When waste is to be transported away through the agency of the municipality or a producer, the waste may not normally be composted or buried or in another way recycled or disposed of by the owner or the occupier of the property. Special regulations may be issued about sorting at source. Regulations may also be issued about prohibitions against depositing combustible or organic waste.

An obligation to acquire a permit or give notice may be introduced for commercial transport of waste. Furthermore, special conditions may be imposed, such as the carrier being liable to report on the quantity, nature and origin of the waste. Conditions may also include demands for special documentation to accompany the carriage. A party who commercially causes waste to be produced shall be responsible for engaging a special carrier.

In order to provide the municipality with the possibility of checking flows of waste, an obligation may be introduced for the party causing waste to be produced or dealing with waste to provide the information necessary for supervision by the municipality. Only commercial operations may be subject to the information obligation.

### *Littering*

No one may cause litter outdoors at a place where the public has access or insight. The provision is directed to all those who cause litter, thus even property owners, and irrespective of whether it is in the countryside or urban areas.

### *Dumping*

Waste may not be dumped or burned within Swedish waters or economic zone. Nor may waste be dumped in the high seas or burned on Swedish vessels or aircraft. The Government may issue a relaxation of the dumping prohibition. This ought only to be appropriate in the case of dredgings.

## **PART FOUR**

### **Examination of cases and matters**

#### **Generally on examination (Chapter 16)**

##### *Examination authorities*

The Government, county administrative boards and other administrative authorities, the municipalities, environmental courts, the Supreme Environmental Court and the Supreme Court determine cases and matters under the Environmental Code. However, cases concerning penalties and forfeiture are considered by district courts with appeals to the courts of appeal and Supreme Court in the normal manner.

##### *Common provisions on permits, approvals and relaxations*

Permits, approvals or relaxations may be issued for a limited period. According to the EC Groundwater Directive, permits should be limited to four years, if there is a risk that groundwater may be polluted by certain substances. It may also be appropriate in other cases to limit the period of activities with great environmental impacts, as there will then be an automatic reconsideration of the entire operation in conjunction with the application for a new permit.

Permits, approvals or relaxations may be issued subject to conditions. Conditions will be based on the general rules on consideration in Chapter 2 or on other provisions of the Environmental Code. It is important that the conditions are formulated clearly so that no doubt will arise about their meaning. Conditions may relate to a number of different things. In the event of a relaxation of the prohibition against building in a shoreline protection area, conditions that might be appropriate include, for example, that a fence is erected between the building and the water to indicate that the public has access to the area immediately adjacent to the shoreline. In the case of environmentally hazardous activities, conditions may be issued, *inter alia*, about a particular purification equipment needing to be used, that the equipment should be continuously checked and maintained, that emissions may not take place during special weather conditions, that noise barriers are erected, that chemicals will be handled in a particular manner and also that the operator of the activity provides collateral for the expenses for after-treatment and other reinstatement measures. In the case of water undertakings, it will be normal to have conditions that the water at a dam may not exceed or be less than certain levels and that work in water must be performed so that mudding is averted.

Permits, approvals or relaxations may not be issued in contravention of a detailed plan or area regulations under the Planning and Building Act. Minor deviations may, however, be allowed if the purpose of the plan or regulations are not counteracted. The municipality may also, to a certain extent, by a plan prevent that an activity starts operating. However, it should be noted that the fact that an activity is anticipated in a plan does not automatically mean that the operation will be approved when considered under the Environmental Code. The other provisions of the Environmental Code must of course be satisfied.

Permits, approvals or relaxations may not be issued for a new activity that contributes to the contravention of an environmental quality norm. The operation may, however, be permitted if the party conducting the activity takes such measures that the nuisance from other activity ceases or reduces so that the possibility of satisfying the environmental quality norm increases to a not unsubstantial extent. Such measures may be taken even in the case of activities that are conducted by someone else.

Permits, approvals or relaxations may be refused to a party that has not satisfied its obligations under previous permits, approvals or relaxations. This also applies when a party has previously failed to apply for the necessary permit, approval or relaxations. It is not necessary that it is the same natural or legal person that has been neglectful previously. For example, neglect on the part of a legal person may result in another legal person with basically the same owner or other management being refused a permit. Failure on the part of a legal person may also result in a permit not being given to a natural person and vice versa.

#### *Right of appeal*

Judgments and decisions under the Environmental Code, in accordance with the main rule, may be appealed against by the person to whom the judgment or decision relates if the determination went against him or her. The Environmental Code shall have a uniform concept of material interest. A person who may be caused damage or exposed to other nuisance by the operation shall be considered to have a material interest and consequently entitled to appeal. It is thus not necessary that the person owns or has any interest in real property that is affected.

An appeal may also be made by public authorities, municipal boards and others, in accordance with special rules.

An important new provision of the Environmental Code is that environmental organisations are also entitled to appeal against judgments and decisions on permits, approvals or relaxations. To have a right of appeal an association must have conducted its operations in Sweden for at least three years and have at least 2,000 members.

## **Consideration of permissibility by the Government (Chapter 17)**

The Government shall consider the permissibility of a number of specially listed new activities. As examples of such activities the following may be mentioned: iron and steel works; pulp factories and paper mills; installations for nuclear operations; major installations for the treatment of hazardous waste; and large hydro electricity plants. A new provision is that this shall also apply to motorways and trunk roads and other roads with at least four driving lanes and a length of at least ten kilometres, railways intended for inter-city traffic and the construction of new railway tracks of at least five kilometres for existing railways for inter-city traffic, public shipping lanes and also airports with a runway length of at least 2,100 metres.

The Government may even in certain cases reserve the right to consider the permissibility of activities in addition to those listed in Chapter 17.

The consideration by the Government shall take place as a step in the ordinary permit determination under the Environmental Code. This means that the applicant will apply in the ordinary manner to the ordinary permit authority, that is to say the environmental court usually. The permit authority deals with the case in the ordinary manner and subsequently passes the matter over to the Government together with an opinion. Following this, the Government considers the matter of permissibility. In this connection the primary issue to be dealt with is whether the operation may be established and in that event where it should be located. If the Government permits the operation the matter is referred to the permit authority again who must issue the permit. The permit authority in this case is bound by the Government decision but must lay down conditions for the operation.

The Government may allow an operation only if it is supported by the municipal assembly. However, the municipal veto does not apply in the case of water undertakings or transport installations. The Government also has the possibility in some other situations to permit an activity against the wishes of the municipal assembly.

## **Consideration by the Government of matters on appeal (Chapter 18)**

The Government considers, on appeal, decisions by state authorities on matters concerning the establishment, alteration or revocation of national parks, nature reserves, cultural reserves, natural monuments, shore protection areas, environmental protection areas or water protection areas. However, this does not apply to questions of compensation. It should be noted that it is general decisions that are appealed against to the Government. An individual decision on, for example, a relaxation from a prohibition applicable to a nature reserve, is appealed against to the environmental court.

The Government also considers on appeal decisions by the Surgeon General, for example, relating to supervision of national defence operations.

## **Consideration by administrative authorities and municipalities (Chapter 19)**

The county administrative boards and other administrative authorities together with the municipalities consider a number of matters under the Environmental Code. For example, it is the county administrative boards or the municipalities that make decisions to form nature reserves. Even questions concerning relaxations of prohibitions within such areas or within, for example, shore protection areas are made by the county administrative boards or municipalities. The county administrative boards or municipalities also consider questions of permits for environmentally hazardous activities when such a determination should not be made by the environmental court. Furthermore, the county administrative boards normally consider questions on permits for land drainage.

Examples of other administrative authorities that consider matters under the Environmental Code include the National Board of Forestry who consider issues concerning the establishment of biotope protection areas in forestry land.

The examination by the county administrative boards of permits for environmentally hazardous activities will assume a stronger form. This will be done by an examination authority being created, especially for the purpose, which will be independent of, though administratively affiliated to, the county administrative board. The authority consists of a lawyer and a person with experience of environmental issues. The procedure at the county administrative board will be adapted to the procedure of the environmental court.

Decisions of the municipalities will, according to the main rule, be appealed against to the county administrative board. Decisions of the county administrative board will normally be appealed against to the environmental court.

## **Courts (Chapter 20)**

Regional environmental courts will be created with the introduction of the Environmental Code. These replace the National Licensing Board for Environmental Protection and the Water Courts. The district courts appointed by the Government will be environmental courts. The Environmental Court of Appeal comprises part of the Svea Court of Appeal. The Supreme Court is the final appeal court.

The environmental courts consider in the first instance, *inter alia*, cases on permits for environmentally hazardous activities or water undertakings and cases concerning compensation or damages. On appeal, the environmental courts consider decisions of the county administrative boards and other government agencies under the Environmental Code, except in the exceptional cases where an appeal is to be made to the Government.

In cases considered by the court as a first instance, the environmental court applies the provisions concerning contentious matters contained in the Swedish Code of Judicial Procedure. These are supplemented by a number of procedural provisions in the Environmental Code. In appeal cases, the court applies the Administrative Court Procedure Act, supplemented by provisions in the Environmental Code.

The environmental court consists of a chairman who must be a legally qualified and experienced judge in the district court, an environmental adviser and two expert lay judges. An additional legally qualified judge and an environmental adviser may form part of the Court. The environ-

mental adviser must have technical or scientific training and experience of environmental issues. One of the expert lay judges must have experience in issues that fall within the operational field of the Environmental Protection Agency. The other expert lay judge must have experience of industrial or municipal operations. When processing matters otherwise than by a main hearing and in some other situations, the environmental court comprises a quorum with the chairperson and an environmental adviser.

The Environmental Court of Appeal consists of a legally qualified and experienced judge and an environmental adviser. The Environmental Court of Appeal constitutes, according to the main rule, a quorum with four members, of which three must be legally qualified.

## **Cases in the Environmental Court (Chapter 21)**

Cases considered by the environmental court at first instance are split between application cases and summons cases. Application cases include, *inter alia*, cases on permits for environmentally hazardous activities and water undertakings. Examples of summons applications are cases for compensation for environmental damage.

There are special rules for consolidation of cases and matters. According to these rules, for example, a joint permit consideration may take place of an environmentally hazardous activity and water undertaking.

## **Procedure at the environmental courts in application cases (Chapter 22)**

An application in an application case must contain a great deal of information, including amongst other items an environmental impact statement and information on the consultation that has occurred. If an application is taken up by the court for consideration, the environmental court shall issue a public notice, which must be published in local newspapers.

The Environmental Protection Agency, the Legal, Financial and Administrative Services Agency and the county administrative board may present actions in cases to protect environmental interests and other public interests. A municipality may bring an action to protect environmental interests and other public interests within the municipality.

The continued preparation of the case may be in writing or verbal. The environmental court must during the preparation ensure that the investigation in the case assumes the direction and scope necessary. Normally, a main hearing must be held. Judgment must be issued within two months from the conclusion of the main hearing.

## **Litigation in the Environmental Court of Appeal and Supreme Court (Chapter 23)**

The judgments or decisions of the environmental court may be appealed against to the Environmental Court of Appeal. Leave to appeal is required, except when cases commenced in the environmental court. If leave to appeal is not granted, the judgment or decision of the environmental court remains in force. The procedure in the Environmental Court of Appeal is, to a greater extent than in the environmental court, in writing.

The judgments and decisions of the Environmental Court of Appeal in cases determined in the instance by a municipality or by an administrative authority may not be appealed against. Other-

wise, the judgments and decisions of the Environmental Court of Appeal are appealed against to the Supreme Court. Leave to appeal is required.

## **Validity, duration and reconsideration of permits, etc. (Chapter 24)**

Judgments and decisions on permits for environmentally hazardous activities or water undertakings apply against everybody as regards issues considered in the judgment or decision. However, there are some limitations to the legal force of a permit judgment or permit decision.

The permit lapses if the permit holder does not observe the provisions concerning the period in which work must be completed. An application for extension of time may, however, be made before the prescribed period has expired.

The permit authority may completely or partially revoke a permit and prohibit continued activity in a number of listed situations. This may happen, *inter alia*, if the applicant has misled the permit authority, if the permit is not complied with and the contravention is not of minor significance or if some nuisance of substantial importance that was not anticipated when the operation was permitted arises.

The permit or conditions of the permit may also be reconsidered. Reconsideration may take place after ten years or even within a shorter period in some cases. Examples of this possibility include where the activity significantly contributes to the contravention of an environmental quality norm, where an unforeseen nuisance of some significance has resulted or where, from the health and environmental viewpoint, substantial improvement can be attained by reason of some new process or purification technique. However, the permit authority may not issue such extensive conditions that the activity can no longer be conducted or whereby it is made substantially more difficult.

## **Litigation costs and similar expenses (Chapter 25)**

In application cases concerning water undertakings, the applicant must pay his own and the opposing party's expenses in the environmental court. In such cases on appeal the applicant must pay for his own costs in the higher court and for those costs incurred by the opposing party by the applicant having appealed. Environmental organisations are not entitled to reimbursement for or liable to pay litigation costs.

In cases concerning permits for environmentally hazardous activities, no reimbursement is made for litigation expenses.

## **PART FIVE**

### **Supervision, etc.**

#### **Supervision (Chapter 26)**

##### *The concept 'supervision'*

The Environmental Code emphasises the supervision responsibility of the authorities. Supervision must be aimed at ensuring compliance with the Environmental Code, together with regulations, judgments and decisions that have been issued under the Code. Supervision authorities shall monitor compliance with the Environmental Code and regulations, judgments and decision

and intervene to ensure rectification. The supervisory authority shall also by advice, information and similar activities create the preconditions necessary to attain the objectives of the Environmental Code.

#### *Distribution of supervisory responsibility*

Supervision is exercised by the Environment Protection Agency, Surgeon General, the county administrative boards, other government authorities and municipalities as decided by the Government. Every municipality, through the board or boards appointed by it, exercises supervision of environmental and health protection within the municipality, except for such environmentally hazardous activities that require a permit, together with supervision for handling of chemical products and waste management. Furthermore, state supervision may be delegated to the municipalities, provided the municipality has requested this. If a state supervisory authority and a municipality are not in agreement on a matter concerning supervision being transferred, the matter must be determined by the Government if the municipality so requests.

A municipality may reach agreement with another municipality for supervision tasks, completely or partially, to be managed by the other municipality. Examples of such supervision tasks are measurements, inspections and other investigations. However, the municipality may not transfer power to issue decisions in the matter.

#### *Orders and prohibitions*

A supervisory authority may issue the orders and prohibitions necessary in an individual case to ensure compliance with the Environmental Code or regulations, permits, conditions or other decisions issued under the Environmental Code. However, more extensive measures than needed in the individual case may not be utilised. An order or prohibition may not limit a judgment or decision concerning a permit that has entered into legal force. However, the permit does not prevent a supervisory authority issuing urgent orders or prohibitions that are necessary to avert health risks or serious environmental damage. Furthermore, the supervisory authority may intervene on matters that have not been assessed when considering the permit.

If the permit authority has issued an order or a prohibition and it is not complied with, the enforcement service may on the application of the supervisory authority enforce the decision. Instead of requesting execution, the supervisory authority may decide that rectification will be effected at the expense of the defaulting party.

#### *Operator's self control and environmental reports*

The operator of the activity shall continually plan and control the operation to prevent damage and nuisance. Furthermore, for environmentally hazardous activities that are subject to a permit obligation, an environmental report must be submitted annually to the supervisory authority.

## **Charges (Chapter 27)**

Charges will be levied in respect of the costs of the authority for examination and supervision. The supervision will, as a main principle, be financed by charges. The Government, other authorities and the municipal assembly will determine tariffs for a number of activities.

Municipalities may also impose a cleansing charge for the collection, transport, recycling and disposal of waste performed through the agency of the municipality.

## Access (Chapter 28)

Authorities are entitled to access to real property, buildings, other installations and modes of transport to fulfil their tasks under the Environmental Code. In some cases even private persons are entitled to obtain access to land belonging to another, for example, to perform after-treatment of damaged areas. Compensation must be paid for damage and other intrusion arising.

As regards water undertakings, the party conducting the operation is entitled in some specially listed cases to construct installations or implement other measures on land belonging to another.

## Penal provisions and forfeiture (Chapter 29)

The Environmental Code contains a number of different penal provisions with their own offence names. The penalties for these offences have been made more severe. In several cases the required subjective element of the offence has been changed from grave carelessness to carelessness of a normal level.

A sentence shall be imposed for various forms of intentionally causing pollution and other damage for the offence of *environmental crime*. If the corresponding offence was committed by carelessness it is called *causing environmental disturbance*.

*Environmentally hazardous handling of chemicals* means that someone intentionally or by grave carelessness deals with a chemical product or goods that contain or have been treated with a chemical product without taking the protective measures, product choice or other precautionary measures needed by reason of the inherent properties of the product or goods to prevent or counteract damage to humans or the environment.

*Unlawful environmental activity* means that someone intentionally or by carelessness commences or conducts an activity without having acquired the necessary permit or similar approval. The offence may also mean that someone violates the conditions of a permit.

A person who in contravention of provisions in the Environmental Code intentionally or by carelessness fails to provide information to an authority or provides incorrect information shall be sentenced for *impeding environmental control*. If the offence instead consists of failing to comply with requirements for labelling of products a sentence will be imposed for *inadequate environmental information*.

A person who intentionally or by carelessness causes litter shall be sentenced for *causing litter*.

A large number of offences do not have their own names. Among these may be mentioned to intentionally or by carelessness violate the limitations of the right to use land within a nature reserve or the violation of general regulations for environmentally hazardous activities.

Chemical products and other property that has been the subject of offences may be declared forfeited, unless this is manifestly unreasonable. This also applies to the value of property or the gains from such offences.

## Environmental sanction charges (Chapter 30)



At present there is a system of environmental protection charges that, broadly speaking, has never been applied. This is replaced in the Environmental Code with a new charge, called environmental sanction charge. The new rules are structured in such a way that it will be possible to apply them more often.

An environmental sanction charge must be paid by a business operator who in the conduct of commercial operations neglects regulations issued under the Environmental Code, violates a permit or condition or commences an activity that requires a permit or is subject to a duty to give notice without such permit or notice. The charge shall be imposed even if the violation has not occurred intentionally or by carelessness. Thus it is founded on strict liability. Furthermore, it is of no relevance whether the business operator had any economic gain from the violation or if the violation involved any nuisance in the particular case.

The environmental sanction fee will be imposed for various kinds of violations in respect of which the Government, by regulations, has determined fees. Thus, the Government will by an ordinance compile a list of various violations with information on the charge for the respective violation. The charge may be 5,000 kronor at least and 1,000,000 kronor at most. If rectification is not effected, the supervisory authority may make a new decision for an environmental sanction charge for a subsequent period. However, the charge does not prevent the imposition of a penalty for the criminal act.

The supervisory authority decides on the environmental sanction charge. The decision may be appealed against to the environmental court. Even if the decision is appealed against it may be enforced.

## **PART SEVEN**

### **Compensation and damages, etc.**

#### **Compensation for intervention by public authorities and on the examination of permits for water undertakings, etc. (Chapter 31)**

##### *Compensation in the event of intervention by public authorities*

The landowner is entitled to compensation by reason of decision involving land being taken for use or substantial difficulties arising with current land use within the affected part of the property in certain special instances. Among these may be mentioned decisions about nature reserves and cultural reserves, biotope protection areas and water protection areas together with orders and prohibitions under the provisions of Chapter 12 concerning notification for consultation. If extraordinary inconvenience occurs in current use of the property, the landowner is entitled to compulsory sale of the property.

The preconditions for compensation - that current land use within the affected part of the property is made substantially more difficult - were prescribed previously in, *inter alia*, the Nature Conservancy Act. Compensation shall not be paid if it is an altered land use that is made more difficult. Natural measures within forestry for example, tree-felling in various forms, is normally regarded as current land use. A regulation that a nature reserve on a prohibition of tree-felling thus means that the landowner is entitled to compensation.

Compensation will be reduced by an amount that corresponds to that which the property owner is liable to tolerate without compensation. The deduction will correspond with the so-called

qualification level, that is to say the damage lying under the level at which "current land use within the affected part of the property is made significantly more difficult".

#### *Compensation in the event of permits for water undertakings*

A person who claims another's property or in another way damages another property by virtue of a permit for a water undertaking must pay compensation for this. The compensation that must be paid should be determined already when the permit is considered. However, there is a possibility of postponing this determination and bringing proceedings for compensation later for unforeseen losses.

### **Damages for certain environmental damage and other private claims (Chapter 32)**

Damage is payable for personal injury and property damage together with pure financial loss that an activity on land has caused to its surroundings. Pure financial loss means financial loss that is not connected to personal injury or property damage. As regards pure financial loss that has not been caused by an offence, this is only compensated if the damage is of some significance.

Liability to pay damages is, according to the main rule, strict. Damage that has not been caused intentionally or by carelessness is, however, only compensated to the extent that the disturbance that caused the damage should not be tolerated having regard to the situation at the place or its occurrence generally under comparable circumstances. Thus, the damages may not be usual for the place or generally usual.

A precondition for the payment of damages is that the damage has been caused by some specially listed disturbance. The disturbances that afford entitlement to compensation are pollution of water areas, pollution of groundwater, changing of groundwater level, air pollution, land pollution, noise, vibration or other similar disturbance. A damage shall be regarded as having been caused by such a disturbance if, having regard to the nature of the disturbance or damage, other possible causes of the damage and the circumstances generally, such causal connection is overwhelmingly likely. This means that the evidential requirements for the causal connection are lower compared with that normally applicable within tort liability law.

If an activity involves a property being wholly or partially without benefit to the owner or if extraordinary difficulty with the use arises, the property or part of the property shall on the demand of the owner be compulsorily purchased by the person conducting the activity. In addition to actions for damages and compulsory purchase, a private individual may institute proceedings in the environmental court for a prohibition against continued operation or to impose protective measures or other precautionary measures. Such an action may be taken against the party conducting an environmental operation without a permit.

### **Environmental damage insurance and clean-up insurance (Chapter 33)**

Everybody who conducts an environmentally hazardous activity that requires a permit or is subject to a duty to give notice must pay an annual charge to the environmental damage insurance and a clean-up insurance. Compensation is paid from the environmental damage insurance to those suffering personal injury or property loss as defined in Chapter 32, provided the injured party is entitled to compensation but for various reasons cannot obtain payment of damages. For example, this may be the result of the party who caused the damage no longer existing, the

party liable to pay damages being unable to afford or refusing to pay, the claim for damages being time-barred or the impossibility of establishing who is liable to pay damages.

Compensation is paid from the clean-up insurance for clean-up expenses that have arisen for the public when a supervisory authority requests the assistance of the enforcement service for the enforcement of its decision. Compensation is also paid when the supervisory authority decides that rectification shall take place at the expense of the defaulting party. A precondition in both cases is that the party responsible for the damage cannot pay. The intention with the clean-up insurance is to reduce the expenses of the State for reinstating polluted areas.

# The Environ- mental Code

*The proposal of the Government for an Environmental Code was presented to the Swedish Parliament (Riksdagen) in December 1997. Following this a proposal for consequential legislation has been submitted.*

*The intentions that the Environ- mental Code and its associated legislative amendments will enter into force on January 1, 2009. This document con- tains a summary of the Government's Bill on the Environmental Code.*

*• Further copies of this document can be ordered from: Ministry of the Environment, Information Office, SE-103 33 Stockholm, Sweden.*

*• The Bill (in Swedish only) can be ordered from: Riksdagens Printing Office, SE-100 72 Stockholm, Sweden.*



REGERINGSKANSLIET

Ministry of the Environment

Postal address: Regeringskansliet, Ministry of the Environment, SE-103 33 Stockholm, Sweden

Visitors' address: Tegelbacken 2, Stockholm, Sweden

Telephone switchboard: +46 8 405 10 00

E-mail: [registrator@environment.ministry.se](mailto:registrator@environment.ministry.se)

Internet address: [www.regringen.se](http://www.regringen.se)

REPORT 4639

## *Development of generic guideline values*

THIS REPORT FORMS the background documentation for the generic guideline values for contaminated soils in Sweden.

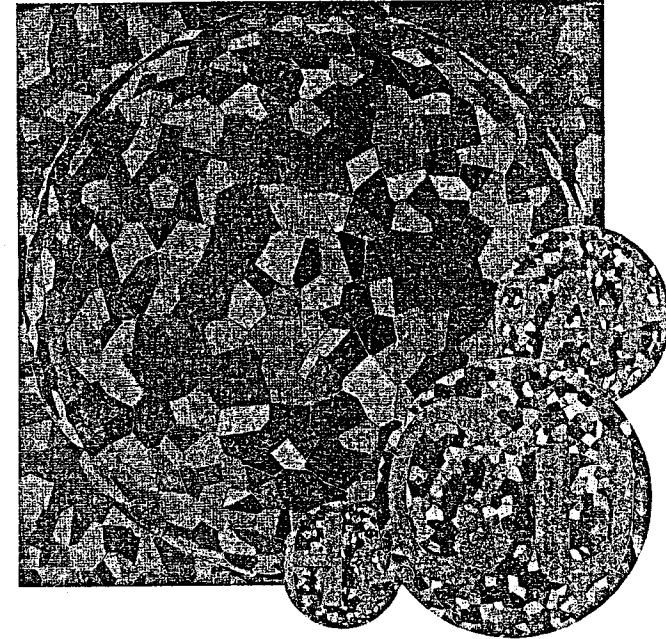
The set of guideline values is one of several tools currently being developed for risk assessments of contaminated sites in Sweden. The guideline values are intended to be used in assessments of contaminated sites to indicate contaminant levels which do not pose unacceptable risks to humans or to the environment. They can also be used to indicate the degree of contamination on a site, to develop clean-up goals and to evaluate clean-up results.

This report describes the model and data used to derive these values. The basic assumptions are presented together with the data used to evaluate distribution and transport of contaminants, exposure of humans, toxicological and ecotoxicological effects.

ISBN 91-620-4639-X  
ISSN 0282-7298



SWEDISH ENVIRONMENTAL PROTECTION AGENCY



## *Development of generic guideline values*

Model and data used for generic guideline values for contaminated soils in Sweden

## Preface

The Swedish Environmental Protection Agency is currently developing a framework for the analysis of risks associated with contaminated soils. Guideline values are being developed as a part of this framework, and are intended to indicate contaminant concentrations above which undesirable effects on human health and/or the environment may occur. Generic guidelines have been developed for contaminated soils in Sweden [Naturvårdsverket, 1996a], considering both effects on human health and the effect on the environment.

This report forms the background documentation for the generic guideline values. The model and basic assumptions are presented together with the data used to evaluate distribution and transport of contaminants, exposure of humans, toxicological and ecotoxicological effects.

The guideline values are developed for typical Swedish conditions concerning exposure, geology, hydrology and the sensitivity of the site and will be suitable for a large number of sites in Sweden. However, for some sites the conditions may be such that the generic guideline values are not applicable. In these cases a site-specific analysis may be necessary.

The report has been prepared by Mark Elert and Celia Jones from Kemakta Konsult AB and Fredrika Norman from the Swedish Environmental Protection Agency.

Stockholm December 1996

*Beställningsadress:*

Naturvårdsverket

106 48 Stockholm

Tel: 08-698 10 00

Fax: 08-698 15 15

E-post: kundtjänst@environ.se

Internet: <http://www.environ.se>

ISBN 91-620-4639-X

ISSN 0282-7298

© Naturvårdsverket

Form: IdeoLuck AB

Tryck: Karléns Brevtryck AB 1997/01

Upplaga: 500 ex

**List of contents**

<b>Summary</b>	<b>6</b>
<b>Sammanfattning</b>	<b>8</b>
<b>1 Introduction</b>	<b>10</b>
1.1 Background	10
1.2 Methods for development of guideline values	11
1.3 Principals and assumptions for the Swedish generic guideline values	12
<b>2 Distribution and transport of contaminants</b>	<b>14</b>
2.1 Distribution of contaminants	14
2.1.1 Mathematical description of contaminant distribution in the soil	15
2.2 Transport of contaminants	16
2.2.1 Transport of vapor from soil to indoor air	16
2.2.2 Transport of contaminants to a groundwater well	17
2.2.3 Transport of contaminants to surface waters	19
2.2.4 Transport of contaminants to plants	20
<b>3 Model for human health risks</b>	<b>22</b>
3.1 Toxicology	23
3.2 Exposure pathways	24
3.2.1 Intake of contaminated soil	25
3.2.2 Dermal contact with soil and dust	26
3.2.3 Inhalation of dust	28
3.2.4 Inhalation of vapors	29
3.2.5 Intake of drinking water	31
3.2.6 Intake of vegetables grown on the contaminated site	33
3.2.7 Intake of fish from nearby surface water	34
3.3 Integration of exposure from different pathways	34
3.3.1 Adjustment of values to correspond to tolerable daily intakes	35
3.3.2 Adjustment of values for background exposure	35
3.3.3 Adjustment of values for acutely toxic substances	36
<b>4 Model for environmental risk</b>	<b>37</b>
4.1 On-site effects	37
4.2 Off-site effects	38
<b>5 Other aspects</b>	<b>39</b>
<b>6 Integration of results</b>	<b>40</b>

<b>7 Discussion</b>	<b>41</b>
<b>List of notations</b>	<b>43</b>
<b>References</b>	<b>47</b>
<b>Appendix 1. Generic guideline values for contaminated soils in Sweden</b>	<b>A1:1</b>
<b>Appendix 2. Reference soil concentrations</b>	<b>A2:1</b>
<b>Appendix 3. Physical and chemical data</b>	<b>A3:1</b>
<b>Appendix 4. Toxicological data</b>	<b>A4:1</b>

## Summary

This report describes the model and data used to derive the generic guideline values for contaminated soils in Sweden. Chapter 5 of the main report [Naturvårdsverket, 1996a] contains a detailed summary in Swedish. The set of guideline values is one of several tools currently being developed for risk assessments of contaminated sites in Sweden. The guideline values are intended to be used in assessments of contaminated sites to indicate contaminant levels which do not pose unacceptable risks to humans or the environment. They can also be used to indicate the degree of contamination on a site, to develop clean-up goals and to evaluate clean-up results.

Generic guideline values have been developed for a range of inorganic and organic substances of importance at contaminated sites: heavy metals, cyanides, phenols, chlorophenols, chlorobenzenes, chlorated hydrocarbons, PCB, dioxin, aromatics, polyaromatics.

The guideline values are developed for typical Swedish conditions concerning exposure, geology, hydrology and the sensitivity of the site and will be suitable for a large number of sites in Sweden. However, for some sites the conditions may be such that the generic guideline values are not applicable. In these cases a detailed site-specific analysis may be necessary.

For each substance generic guideline values are developed for three different types of land-use:

- Land with sensitive use, e.g. land used for residential areas, kindergarten, agriculture, groundwater extraction, etc.
- Land with less sensitive use and groundwater extraction, e.g. land used for offices, industry, roads, etc.
- Land with less sensitive use as above but with no groundwater extraction.

Human health effects as well as environmental effects are considered. For human health effects the following exposure pathways have been considered:

- direct intake of contaminated soil
- dermal contact with contaminated soil and dust
- inhalation of dust from the contaminated site
- inhalation of vapors
- intake of contaminated drinking water for land-use with groundwater extraction
- intake of vegetables grown on the contaminated site (land for sensitive use)
- intake of fish from nearby surface water (land for sensitive use)

Ecotoxicological effects both on the contaminated site and due to transport of contaminants from the site have been taken into account.

The basic principle for setting the generic guideline values is to choose the lowest of the human health based value and the ecotoxicologically based value. For substances where smell and odor problems can occur at lower concentrations this has been taken into consideration. However, a less conservative perspective is put on smell and odor problems compared to toxicological problems. Background concentration is taken into account in that no guideline value should be below the 90th percentile of the measured background concentration in rural environments.



## Sammanfattning

Denna rapport beskriver den metod och de data som används för att ta fram generella riktvärden för förorenad mark i Sverige. I kapitel 5 av huvudrapporten [Naturvårdsverket, 1996a] ges en mer utförlig sammanfattning på svenska. De generella riktvärdena utgör en av flera verktyg som för närvarande utvecklas för riskbedömning av förorenade områden i Sverige. Riktvärdena är tänkta att ge vägledning vid uppskattning av vilken föroreningsnivå som bör underskridas för att undvika oönskade effekter för människa och miljö. De kan också användas för att bedöma graden av förorening på en plats, som underlag för åtgärdsåtgärder samt för att utvärdera effekten av efterbehandlingsåtgärder.

De generella riktvärdena har tagits fram för en rad olika oorganiska och organiska föroreningar som förekommer vid förorenade markområden: tungmetaller, cyanider, fenoler, klorfenoler, klorbenser, klorerade kolväten, PCB, dioxin, aromater och polyaromater. Riktvärdena har utvecklats för typiskt svenska förhållanden vad gäller exponering, geologi, hydrologi och känslighet och är tillämpliga för ett stort antal platser i Sverige. För vissa platser är dock förhållandena sådana att de generella riktvärdena inte är tillämpliga och istället krävs en fördjupad platsspecifik riskanalys.

För varje förorening har generella riktvärden framtagits för tre typer av markanvändning:

- Känslig markanvändning - där markkvaliteten inte skall begränsa markanvändningen. Marken kan t ex användas till bostäder, daghem, odling, djurhållning och grundvattenuttag.
- Mindre känslig markanvändning med grundvattenskydd - t ex mark som används för kontor, industri eller vägar.
- Mindre känslig markanvändning utan grundvatten uttag - som ovan men inget grundvatten uttag sker inom påverkansområdet.

Effekter på människors hälsa (humantoxikologiska) och effekter på miljön (ekotoxikologiska) har beaktats. För effekter på människa har följande exponeringsvägar beaktats:

- direkt intag av förorenad jord
- hudkontakt med förorenad jord
- inandning av förorenat damm
- inandning av ångor
- intag av förorenat grundvatten
- intag av grönsaker som odlats på förorenad mark
- intag av fisk från ett närbeläget ytvatten

Ekotoxikologiska effekter både inom det förorenade området samt effekter orsakade av transport av föroreningar till ett närbeläget ytvatten har beaktats.

Det generella riktvärdet tas fram genom att välja det lägsta av ett beräknat humantoxikologiskt och ett beräknat ekotoxikologiskt värde. Detta värde kan justeras bland annat pga av att ämnets naturliga halter är höga i marken, att exponering för ämnet via födan är stor eller att ämnet är mycket akuttoxiskt. För ämnen där smak- och luktproblem kan uppstå vid lägre koncentrationer har detta beaktats, dock med en lägre grad av försiktighet än vid bedömning av de toxikologiska effekterna. Bakgrundshalter i mark har beaktats på så sätt att inget riktvärde har satts lägre än 90-percentilen av de bakgrundshalter som uppmätts på landsbygd.

## 1 Introduction

### 1.1 Background

The Swedish Environmental Protection Agency is currently developing a framework for the analysis of risks associated with contaminated soils. Guideline values are being developed as part of this framework. The guideline values are intended to be used in assessments of contaminated sites to indicate contaminant levels which do not pose unacceptable risks to humans or the environment. They may also be used to indicate the degree of contamination on a site, to develop clean-up goals and to evaluate clean-up results.

Generic guidelines have been developed, considering both effects on human health and the effect on the environment [Naturvårdsverket, 1996a]. The generic values have been derived using models and data which have been developed in other countries and by international organisations. The models and data were chosen, and in some cases adapted, so that the resulting generic guidelines are appropriate for typical Swedish conditions. However, at this stage, there has been no model development in order to develop a detailed "Swedish" model and only limited data collection.

The generic guideline values are intended to be generic in nature and applicable for typical Swedish conditions with respect to geology, hydrology, exposure conditions and the sensitivity of the site, and will be suitable for a large number of sites in Sweden. However, for some sites the conditions may be such that the generic guideline values are not applicable (eg. where the exposure conditions are different or there is a particularly sensitive ecosystem). In such cases, a site-specific analysis would be necessary.

The generic guidelines are calculated separately for individual contaminants, without consideration of the potential for interaction of each substance with other compounds present. If several contaminants with similar toxicological effects are present at levels near their respective guideline values, an analysis of the total risk should be made, taking into consideration the local circumstances (ie. a site-specific analysis).

This report forms the background documentation for the generic guidelines for contaminated soils in Sweden [Naturvårdsverket, 1996a]. The model and basic assumptions are presented together with the data used to evaluate distribution and transport of contaminants (Chapter 2), human exposure and human health risk (Chapter 3), and risks to the environment (Chapter 4). Other aspects which have been taken into account, (taste and smell of contaminants, background concentrations, detection limits) are described in Chapter 5. In Chapter 6, the integration of all these aspects to a single generic guideline value is described. Some suggestions for the further development of the model for generic guidelines are made in Chapter 7.

### 1.2 Methods for development of guideline values

Guideline values have been developed by the authorities in a number of countries for contaminants frequently found in soils. These values are based on models that estimate the potential effects on human health, and in some cases also the potential environmental effects. Though generic in nature, the models used in other countries have been developed specially for the environmental conditions and legislation of the respective country and are not necessarily applicable to Sweden. A number of models and evaluation systems from other countries have previously been evaluated regarding the suitability of models and model parameters for application to Swedish conditions [Elert et al, 1996; Jones, 1996]. The methodology used for the development of generic Swedish guideline values is based on the methodologies and data from the following countries, the Netherlands: CSOIL [van den Berg, 1991 and 1995], HESP [ECETOC, 1990 and 1992; Shell, 1994], the USA: Massachusetts Department of Environmental Protection [MDEP, 1994], US EPA Soil Screening Levels [USEPA, 1996], Canada: CCME [1994], Ontario MOEE [1994, 1996].

Models for estimation of guideline values address the following topics:

- distribution and transport of the contaminant in the environment
- pathways for exposure of humans to the contaminant
- estimation of toxicological risk from exposure
- estimation of ecotoxicological effects

Based on a potential future use of the site a set of exposure pathways are defined. In most cases the probability of the exposure pathways is not considered; it is assumed that exposure will occur, e.g. that there will be children who ingest soil, a garden plot producing vegetables for home-consumption or a well at the site. A typical set of exposure pathways is shown in Figure 1.1. For each of the pathways defined an estimate is made of the exposure using simple mathematical expressions. The exposure from the different pathways is added up and compared to certain toxicological criteria.

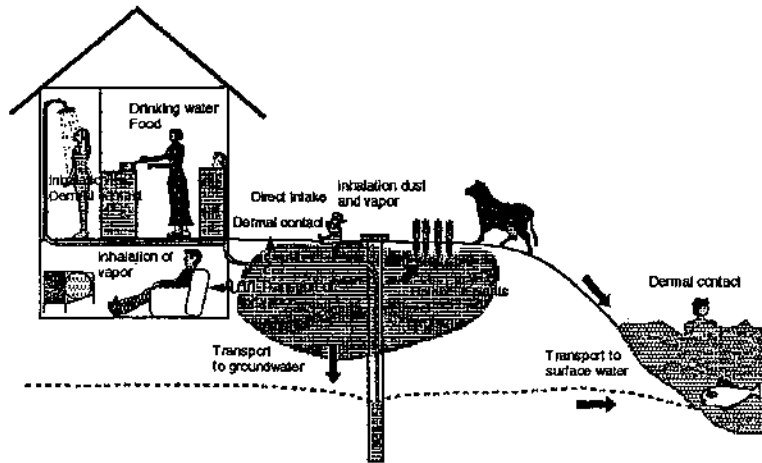


Figure 1.1 Possible transport and exposure pathways for a contaminated site

Models for estimation of ecotoxicological effects usually attempt to find a contamination level at which most of the animal and plant species in the soil are protected. The values are based on a statistical evaluation of the results of toxicity tests on a limited number of species. The statistical method is used to derive a contaminant concentration corresponding to the desired level of protection, expressed as the percentage of species that will not experience adverse effects.

### 1.3 Principals and assumptions for the Swedish generic guideline values

The Swedish generic guideline values should be valid for the whole of Sweden and should protect both man and the environment against undesirable effects. The guideline values are developed for three types of land use:

- Land with sensitive use (KM). All types of land use can be permitted, e.g. residential areas, kindergarden, agriculture, groundwater extraction, etc. The exposed persons may be children and adults permanently residing in the area. The exposed persons are assumed to have normal habits as regards consumption and activities (although not necessarily average). The on-site ecosystem, the ecosystem of recipient water bodies or downstream discharge zones, should be capable of supporting the full range of ecological functions.
- Land with less sensitive use and groundwater extraction (MKM GV). The land can be used for offices, industry, roads, etc. Groundwater extraction

occurs in the vicinity of the site. Adults are assumed to be in the area during working hours. Children are assumed to be in the area temporarily. The on-site ecosystem should be capable of supporting a limited range of ecological functions (e.g. growth of ornamental plant species, support transient animal species). The ecosystem in recipient water bodies or downstream discharge zones, should be capable of supporting the full range of ecological functions.

- Land with less sensitive use but no groundwater extraction (MKM). As above but without groundwater extraction in the area affected by the site.

Figure 1.2 shows the principal transport and exposure pathways considered in the model used for human exposure in the derivation of generic guideline values.

A generic model is used that can be applied for contaminants of different type. Generic guideline values have been developed for a range of inorganic and organic substances of importance at contaminated sites: heavy metals, cyanides, phenols, chlorophenols, chlorobenzenes, chlorated hydrocarbons, PCB, dioxin, aromatics, polyaromatics and hydrocarbons.

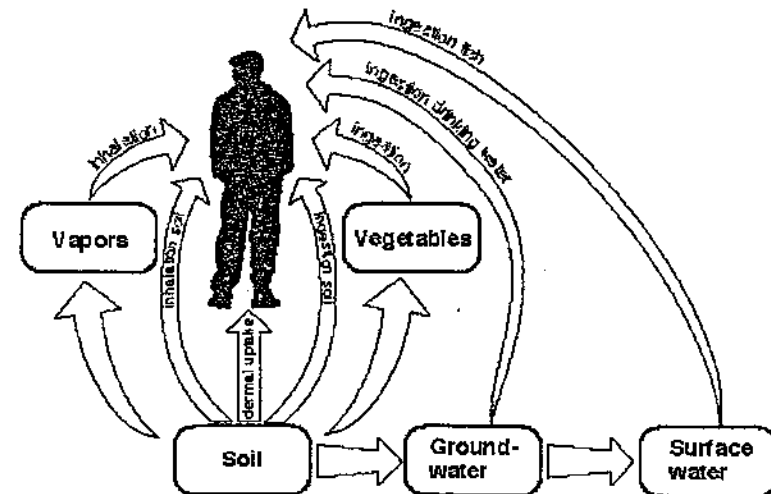


Figure 1.2 Transport and exposure pathways considered for the Swedish generic guideline values

## 2 Distribution and transport of contaminants

### 2.1 Distribution of contaminants

The distribution of the contaminant between different phases in the soil has an important effect on the rate of contaminant transport to media where exposure of man and the environment can occur. The approach used in the Swedish model is essentially the same as that used by models in the Netherlands, Canada, the United States and the United Kingdom. The following basic assumptions are used:

- The concentration in the soil is assumed to be constant with time, i.e. no removal occurs by transport away from the site or degradation. This assumption is motivated by the very small effect of removal by transport and the very large uncertainties associated with predictions of degradation of organic substances. The assumption will be most conservative in the case of substances where the lifetime risk is of importance (i.e. genotoxic carcinogenic substances).
- The distribution of the contaminant between soil solids, pore water solution and pore air is assumed to be in equilibrium. The equilibrium concentrations are based on the fugacity model [Mackay and Paterson, 1981].
- The distribution of the contaminant between soil solids and soil solution is assumed to be in linear equilibrium, with respect to contaminant concentration, and is governed by a  $K_d$ -value.
- For metals and other inorganic substances, empirical  $K_d$ -values are used, see Appendix 3. The values have been chosen from the literature based on the general behavior of the substances in typical Swedish low sorbing soils.  $K_d$ -values are often very sensitive to pH. The values were chosen to be conservative within the pH-range 5 to 7 with respect to pathways for which transport via groundwater or surface water is important. Lower pH may increase mobility of many heavy metals, higher pH may increase mobility of arsenic.
- For organic substances, the  $K_d$ -value is related to the content of organic carbon in the soil,  $f_{oc}$ , which is assumed to be 2% by weight.

$$K_d = K_{oc} \cdot f_{oc}$$

If available the distribution factor between water and organic carbon,  $K_{oc}$ , has been used. If this is not available, the  $K_{oc}$ -value is estimated from the

partitioning coefficient between water and octanol,  $K_{ow}$ . The value of  $K_{oc}$  is then given by the relationship below [van den Berg, 1995]:

$$K_{oc} = 0.411 \cdot K_{ow}$$

For ionizing organic substances the  $K_{oc}$ -value decreases with increasing pH. In this study values for a pH of 6.8 have been chosen and assumed to be reasonably conservative. The values used in the calculations are presented in Appendix 3.

- The distribution of the contaminant between the soil solution and the soil atmosphere is estimated using Henry's constant, i.e. the quotient between vapor pressure and solubility. The values of Henry's constant and their sources are given in Appendix 3.

#### 2.1.1 Mathematical description of contaminant distribution in the soil

The starting point is the total concentration in the soil,  $C_s$  [mg/kg dry weight]. From  $C_s$ , the concentration in the pore water,  $C_w$  [mg/l], is derived as:

$$C_w = C_s \left[ K_d + \frac{(\theta_w + \theta_a H)}{\rho_b} \right]^{-1}$$

where:

- $K_d$  is the distribution coefficient soil-water [l/kg]
- $\theta_w$  is the soil water content [dm<sup>3</sup> water/dm<sup>3</sup> soil]
- $\theta_a$  is the soil air content [dm<sup>3</sup> air/dm<sup>3</sup> soil]
- $H$  is Henry's constant [-]
- $\rho_b$  is the dry soil bulk density [kg/dm<sup>3</sup>]

The vapor concentration in the pore air,  $C_a$  [mg/dm<sup>3</sup>], is given by:

$$C_a = H \cdot C_w$$

The values adopted for the basic soil parameters are given in Table 2.1.

Table 2.1 Basic soil parameters used in the calculation

Parameter	Value	Unit
Organic carbon content	2%	-
Bulk density	1.5	kg/dm <sup>3</sup>
Water content	0.3	dm <sup>3</sup> /dm <sup>3</sup> (tot)
Air content	0.2	dm <sup>3</sup> /dm <sup>3</sup> (tot)

## 2.2 Transport of contaminants

A prerequisite for many of the exposure pathways considered in models for risk assessment of contaminated soils is the transport of the contaminant from the soil to other media where exposure of humans and other organisms can occur, for example transport to groundwater, surface waters, indoor and outdoor air, plants, fish and domestic animals. The contaminant concentration in these contact media is therefore calculated by the Swedish model for generic guideline values. The following transport pathways are considered in the model:

- transport of vapor from the soil to indoor air
- transport of contaminants to a groundwater well
- transport of contaminants to surface waters
- transport of contaminants to plants

Transport of vapors to outdoor air has not been considered as other studies have shown that the exposure of humans due to inhalation of vapors outdoors is negligible in comparison to exposure due to inhalation indoors [van den Berg, 1995].

### 2.2.1 Transport of vapor from soil to indoor air

Volatile and semi-volatile substances in the soil may be transported through the soil and penetrate into buildings where they may contaminate the indoor air and subsequently be inhaled by humans. Due to the limited transport of vapor through the soil and into buildings and to the dilution inside the building, the indoor concentration will be substantially less than the concentration in the pore air. It has been assumed that there is a constant relationship between the soil air concentration and the indoor air concentration which can be described by a dilution factor. The concentration in indoor air,  $C_{ia}$  [mg/dm<sup>3</sup>], is given by:

$$C_{ia} = C_{sa} DF_{ia}$$

where  $DF_{ia}$  is the dilution factor indoor air to soil air.

Two types of method are generally used to derive the dilution factor between soil air and indoor air. The first method (used in CSOIL and HESP) is based on theoretical models for the release of vapor from the soil and the dilution that occurs in indoor air, while the second method (used in MDEPs model) is based on the use of empirical relationships between the soil air and indoor air concentrations. The first method has the advantage of being able to take into account parameters such as contaminated soil depth, porosity and water content and substance dependent diffusivities. However, it is difficult to obtain values for a number of important parameters. It is also difficult to find reliable empirical

data for use with the second method. Most of the available data have been derived for radon, for which the relatively short half-life will limit the ability to penetrate into buildings.

The second method, based on the empirical data from MDEP [1994] has been used for the derivation of the generic Swedish guideline values. MDEP uses a dilution factor of 1/20 000 between soil air and indoor air, and this factor was thought to be most appropriate and therefore adopted here. As a comparison, the dilution factor used in CSOIL and HESP for an open floor basement is about 1/5000 and in HESP for a concrete floor basement about 1/70 000.

### 2.2.2 Transport of contaminants to a groundwater well

The leaching of contaminants from soils and transport to groundwater is a very site-specific process determined by a number of factors that may vary over a wide range. The model for the generic Swedish guideline values is based on a simplified model similar to that used by HESP and for the derivation of USEPA SSL-values. The model estimates the dilution between pore water concentration and the concentration in a well situated downstream from the contaminated site, either at the site boundary or some distance away from the site. The model assumes that the contaminants are leached by water infiltrating through the soil of the contaminated site and are transported down to the groundwater. The initial concentration in the leachate is assumed to be equal to the equilibrium pore water concentration. As the leachate reaches the groundwater it will be diluted by groundwater from upstream of the site, and if the well is placed far away from the site also by water infiltrating between the site and the well. The model contains several conservative assumptions:

- No sorption or degradation is considered during transport to the groundwater surface or to the well.
- Dilution by lateral dispersion in the aquifer is neglected, since the source may have a wide extent perpendicular to the flow direction

The concentration in the well water,  $C_{pw}$  [mg/l], is given by:

$$C_{pw} = DF_{pw} C_w$$

where:

$$DF_{pw} = \frac{L I}{k t d_{sk} + (L-X)I}$$

$L$  is the length of the contaminated area in the direction of the groundwater flow [m]

$X$  is the distance from the contaminated area to the well [m]

- $I$  is the infiltration rate [m/a]  
 $k$  is the hydraulic conductivity of the soil [m/a]  
 $i$  is the hydraulic gradient [m/m]  
 $d_{mx}$  is the thickness of the mixing zone in the aquifer [m]

The thickness of the mixing zone is given by:

$$d_{mx} = \sqrt{0.0112(L-X)^2 + d_a} \left[ 1 - \exp\left(-\frac{LI}{k d_a}\right) \right]$$

where  $d_a$  is the aquifer thickness [m]. The thickness of the mixing zone cannot be greater than the aquifer thickness.

In the case of land for sensitive use (KM) the well is assumed to be located at the site boundary. In Table 2.2 a set of calculated examples is shown. A dilution factor 1/15 was chosen as reasonably conservative value for the calculation of the generic guideline values.

Table 2.2 Dilution factors for groundwater for well located at the site. Base case (shadowed) and parameter variations (in bold).

Length m	Distance to well m	Infiltration m/a	k m/s	$d_a$ m	$d_{mx}$ m	$I$ m/m	1/DF <sub>gw</sub>
50	0	0.05	1.0E-5	10	5.4	0.02	14.7
25	0	0.05	1.0E-5	10	2.7	0.02	14.7
100	0	0.05	1.0E-5	10	10.0	0.02	13.6
50	0	<b>0.1</b>	1.0E-5	10	5.4	0.02	7.9
50	0	<b>0.15</b>	1.0E-5	10	5.4	0.02	5.6
50	0	0.05	<b>1.0E-4</b>	10	5.3	0.02	134.9
50	0	0.05	<b>1.0E-6</b>	10	6.8	0.02	2.7
50	0	0.05	1.0E-5	<b>5</b>	5.0	0.02	13.6
50	0	0.05	1.0E-5	<b>20</b>	5.4	0.02	14.7
50	0	0.05	1.0E-5	10	5.4	<b>0.01</b>	7.9
50	0	0.05	1.0E-5	10	5.4	<b>0.05</b>	35.4

In the case of land for less sensitive use (MKM) the well is assumed to be located 500 meters from the site. A set of calculated examples is shown in Table 2.3. A dilution factor of 1/30 was chosen as a reasonably conservative value for the calculation of the generic guideline values.

Table 2.3 Dilution factors for groundwater for well located away from the site. Base case (shadowed) and parameter variations.

Length m	Distance to well m	Infiltration m/a	k m/s	$d_a$ m	$d_{mx}$ m	$I$ m/m	1/DF <sub>gw</sub>
50	0	0.05	1.0E-5	10	5.4	0.02	14.7
50	100	0.05	1.0E-5	10	5.8	0.02	17.5
50	200	0.05	1.0E-5	10	6.1	0.02	20.3
50	500	<b>0.05</b>	1.0E-5	10	6.9	0.02	28.4
50	1000	0.05	1.0E-5	10	8.1	0.02	41.5

### 2.2.3 Transport of contaminants to surface waters

The model for transport of contaminants to surface waters and the dilution in surface water is based on a simplification of a model used in HESP. In the model used for derivation of Swedish guideline values, the effect of surface erosion has been neglected. Leaching of contaminants from the soil is represented as described above in the model for transport of contaminants to groundwater. The groundwater is assumed to flow out into a lake or a river with a certain turnover time or annual flow rate. The dilution factor of 1/15 is used to represent dilution of groundwater at the site boundary by the surface water.

The concentration in the surface water,  $C_{sw}$  [mg/l] is given by:

$$C_{sw} = C_{gw} DF_{sw}$$

where:

$$DF_{sw} = \frac{Q_d}{Q_{sw}} = \frac{k d_{mx} L_w}{Q_{sw}}$$

$Q_d$  is the discharge of groundwater from the contaminated site to the surface water [m<sup>3</sup>/a]

$Q_{sw}$  is the water flow rate in the surface water [m<sup>3</sup>/a]

$L_w$  is the width of the contaminated area perpendicular to the direction of the groundwater flow [m]

For lakes the water flow rate is determined as:

$$Q_{sw} = V_{sw} k_t$$

where:

$V_{sw}$  is the volume of the lake [m<sup>3</sup>]

$k_t$  is the turnover rate of the lake [a<sup>-1</sup>]

Assuming a groundwater discharge of 250 m<sup>3</sup>/a and a water flow rate of 1 000 000 m<sup>3</sup>/a in the surface water (0.03 m<sup>3</sup>/s) a dilution factor of 1/4000 has been adopted

(a total dilution factor of 1/60 000 from pore-water to surface water). This factor is thought to be representative of dilution in a small size lake or stream.

#### 2.2.4 Transport of contaminants to plants

Exposure due to the consumption of edible plants has been found to be an important pathway in several models used in other countries. However, methods to estimate the concentration in plants grown on a contaminated surface are still under development. The models are based on the assumption that the concentration of a contaminant in the plant is in equilibrium with the concentration in the soil. The equilibrium factor is called the bioconcentration factor or plant uptake factor, and represents the equilibrium contaminant concentration in the plant which has been taken up from the soil by a number of routes.

A simplification of the method used in the Netherlands (CSOIL and HESP) has been used in the Swedish model. The Dutch model estimates transfer of contaminants in two ways: direct uptake from the soil by root uptake and deposition of dust from the contaminated area on aerial plant parts. However, as the root uptake model appears to be conservative, and models for the estimation of contamination by airborne particles are very uncertain, the Swedish model considers the bioconcentration factor for direct uptake from soil to be sufficient to represent uptake via both pathways. Direct uptake from soil was shown to be dominant in the Dutch model.

Plant uptake factors depend to a large extent on environmental conditions, and for some contaminants, e.g. metals, clear relationships have been demonstrated between plant uptake and soil characteristics such as pH, redox status, organic matter and clay contents of the soils. These factors affect the fraction of the contaminant which is available for uptake and plant growth and metabolism. Models differ in the extent to which they take into account such relatively site specific factors, but in general, modelers have found it convenient to use different partition coefficients (e.g.  $K_d$  and  $K_{ow}$ ) to express the availability of a contaminant for plant uptake.

For metals the empirical plant uptake factors given by HESP have been used. Separate plant uptake factors are used for the roots and shoots of the plant. The factors are given in Appendix 3 expressed in mg/kg *dry plant* per mg/kg *dry soil*. The plant uptake factors are converted to fresh plant weight assuming a ratio dry weight to fresh weight of 0.202 and 0.117 in root crops and leafy crops, respectively.

For other inorganic contaminants (cyanide), the concentration in the fluid of the leaf and stem of the plant and the root of the plant is assumed to be equal to that of

the soil pore water. Thus, the fresh weight concentration of leafy crops and root crops is 88% and 80% of that in the soil pore water, respectively.

The uptake of organic substances from soils is represented according to the relationship between  $K_{ow}$  and the bioconcentration factor, BCF, described by Briggs et al. [1982, 1983]. This approach, which is adopted in the Dutch CSOIL model and the HESP model, is based on the concentration of the contaminant in the soil pore water,  $C_w$  (determined from the soil concentration and the  $K_d$  value). The bioconcentration factor for the stem (mg/kg *fresh plant*)/(mg/l *pore water*) is given by:

$$BCF_{stem} = (10^{(0.95 \log K_{ow} - 2.05)} + 0.82) \cdot 0.784 \cdot 10^{\left( -0.434 \frac{(\log K_{ow} - 1.79)^2}{2.44} \right)}$$

and the bioconcentration factor for the root (mg/kg *fresh plant*)/(mg/l *pore water*) by:

$$BCF_{root} = 10^{(0.77 \log K_{ow} - 1.52)} + 0.82$$

The total plant concentration factor (mg/kg *fresh plant*)/(mg/kg *dry soil*) is calculated as:

$$K_p = (BCF_{stem} f_{leaf} + BCF_{root} f_{root}) \cdot \frac{P_s}{\theta_w + K_d P_s + H \theta_s}$$

where:

$f_{leaf}$  is the fractional consumption of leaf and stem vegetables

$f_{root}$  is the fractional consumption of root vegetables in the consumption

Vegetable consumption is assumed to comprised 50% leaf and stem vegetables and 50% root vegetables. The last part of the equation relates the concentration in the soil pore water to the total soil concentration.

### 3 Model for human health risks

The estimation of human health risk is based on the potential exposure of humans through a set of selected pathways. The selection of the most important exposure pathways for the Swedish model was based on the experience from foreign studies. However, the importance of the exposure pathways varies substantially between different contaminants. It is therefore difficult to make an a-priori choice of exposure pathways. The selected exposure pathways are:

- direct intake of contaminated soil
- dermal contact with contaminated soil and dust
- inhalation of dust from the contaminated site
- inhalation of vapors
- intake of contaminated groundwater
- intake of vegetables grown on the contaminated site
- intake of fish from nearby surface water

Exposure due to intake of domestic animal products (e.g. meat, milk, eggs) has been excluded at this stage, although it may be important for some contaminants. However, because of the lack of models and parameter values needed to estimate exposure with sufficient accuracy, this pathway has not been included in the model for generic guideline values.

A different selection of exposure pathways has been made for the three types of land-use considered: land for sensitive use, e.g. residential areas, playgrounds, etc. and land for less sensitive use, e.g. offices, industry, roads, etc. The pathways selected for the different types of land-use are presented in Table 3.1.

Table 3.1 Exposure pathways used for land for sensitive use (KM), land for less sensitive use with groundwater extraction (MKM GV) and land for less sensitive use without groundwater extraction (MKM).

Exposure pathway	KM	MKM GV	MKM
Direct intake of soil	X	X	X
Dermal contact	X	X	X
Inhalation of dust	X	X	X
Inhalation of vapors	X	X	X
Intake of groundwater	X	X	
Intake of vegetables	X		
Intake of fish	X		

The health risk based guideline values are estimated by performing a backward exposure calculation. For each exposure pathway a reference soil concentration is calculated that will result in an exposure corresponding to a certain toxicological

reference value. The methodology used to set the toxicological reference values is described in Section 3.1. The models and data used to derive the reference soil concentrations for the different exposure pathways are described in detail in Section 3.2. The method used for integrating the allowable soil concentrations into guideline values, taking into account the background exposure is presented in Section 3.3.

#### 3.1 Toxicology

The assessment of health risk associated with exposure to a given contaminant is based upon information on the dose-effect or dose-response relationship for man. The dose-response data is used to identify a safe dose or a threshold toxic level for a particular adverse effect. The threshold level is established from the results of experiments and epidemiological studies. Safety factors are used to allow for the uncertainties inherent in the data. For most contaminants, this threshold level is expressed as a tolerable daily intake (TDI, expressed in mg/kg body weight/day) for the oral exposure pathways. For the inhalation pathway, a reference air concentration (RfC, expressed in mg/m<sup>3</sup>) is used.

For genotoxic carcinogenic contaminants, it is not possible to express a "safe" or threshold dose as even low doses can imply a cancer risk. Increased doses do not affect the severity of the effect, but do increase the risk of the effect occurring. Therefore, mathematical extrapolation models which are linear in the low dose region are used to determine the exposure to a chemical which is equivalent to an acceptable risk level. The risk level used in this report is a lifetime excess cancer risk of 1 in 100 000 (10<sup>-5</sup>).

The values chosen for the toxicological parameters are given in Appendix 4, together with the source of the chosen value. The toxicological data are chosen from information available by the end of 1996. However, toxicological parameters are continuously being revised and updated and therefore revised values may later appear in the literature.

For oral intake of non carcinogenic contaminants, a value for the tolerable daily intake TDI, (mg/kg body weight/day) was taken, where available, from WHO [1993]. For some substances the TDI was derived from the provisional tolerable weekly intake PTWI. Where no WHO value is available, values were taken from the USEPA database, IRIS [1995]. For some contaminants, where values were not available from the above sources, TDI values were obtained from the CSOIL model [van den Berg, 1995]. For some contaminants, values from [IMM, 1990] and [Nord, 1988] were thought to be more appropriate than the above sources. For PCBs no tolerable daily intake was found, therefore the tolerable exposure from the site was instead set at a level corresponding to 10% of the average exposure from other sources [SLV, 1995].



For non-genotoxic carcinogenic contaminants, TDI values were used which were derived using a threshold model to determine the oral intake at which there will be an excess cancer risk. WHO's TDI values were used where available [WHO 1993]. For genotoxic carcinogenic contaminants, WHO's cancer risk factors, derived from an extrapolation model, were used to calculate the daily intake (mg/kg body weight/d) which is equivalent to a lifetime excess cancer risk of  $10^{-5}$  [WHO, 1993].

For the inhalation of non-carcinogenic and non-genotoxic carcinogenic contaminants, reference air concentrations (mg/m<sup>3</sup>) were taken, in order of preference from [IMM, 1991], [WHO, 1987] and [UBA, 1993]. For genotoxic carcinogenic contaminants an air concentration corresponding to a lifetime excess cancer risk of  $10^{-5}$  was derived from cancer risk factors given by WHO [1987] and IRIS [1995].

For dermal contact, relative absorption factors, were taken from [MDEP, 1994]. These factors represent the relative absorption of the contaminant via the skin from contaminated soil compared to the absorption due to ingestion.

For the drinking water pathway, drinking water concentration limits from the Swedish Food Administration (Livsmedelsverket) [SLV, 1993] were used where available, otherwise, values were taken from WHO [1993]. For many contaminants, the drinking water concentration limits have been set assuming that drinking water may contribute only to a certain fraction of the TDI. This fraction, given in Appendix 4, is adjusted for in the final integration of exposure via different pathways, see Section 3.3.

For the fish consumption pathway, protection was assumed to be sufficient if the surface water concentration was below the "residue value" of USEPAs Ambient Water Quality Criteria [USEPA, 1980 - 1993; IRIS, 1995]. These criteria represent the concentration of a contaminant in freshwater below which fish living in the water are not expected to accumulate contaminants to a concentration above the limit assessed to be suitable for human consumption.

In addition to chronic effects acute effects have been considered for arsenic and cyanide. Values for the acute toxicity were taken from IMM [1990].

### 3.2 Exposure pathways

This section describes the models used to calculate the health based soil concentrations for the different exposure pathways. The methodology for chronic exposure can be described generally as follows. The average daily exposure to the contaminated media is estimated per kg of body weight, e.g. the ingestion of contaminated soil per body weight and day. The average daily exposure is then

used to derive the soil contaminant concentration resulting in an exposure which corresponds to the toxicological reference value. This concentration is referred to as *the reference soil concentration*. Factors for the distribution, transport and dilution of the contaminant and unit conversion factors are used in the calculations. For most exposure pathways the chronic exposure is based on the estimated exposure of a child with a body weight of 15 kg.

A separate calculation is made for integrated lifetime exposure, which is used for genotoxic carcinogenic substances. The integrated lifetime exposure is based on the time-weighted average of the exposure of a child (0-6 years) and the exposure of an adult (7-64 years). The body weight of the child was assumed to be 15 kg and the body weight of the adult 70 kg. This corresponds to the assumptions used for the derivation of the Dutch intervention values, with the important exception that for the intervention values the integrated lifetime exposure was used for all substances genotoxic or not. The approach used for the Swedish model will result in a more conservative estimate for non-genotoxic substances.

#### 3.2.1 Intake of contaminated soil

Oral exposure to contaminants in soils is assumed to occur as direct intake or via fingers and hands that are put in the mouth. Important parameters are average daily soil intake and bioavailability of the contaminant. The intake is age dependant and is considered to be highest for small children. The bioavailability of the contaminant in the soil is assumed to correspond to the bioavailability considered when deriving the toxicological data. For metals this is usually the bioavailability when present in food.

The model for land for sensitive use (KM) is based on the model used in CSOIL, where a separate estimation is made for children and adults (Table 3.2). The values used in the equation for the reference soil concentration are given in bold.

Table 3.2 Parameters used for the soil ingestion exposure calculations for land for sensitive use (KM).

Parameter	Child	Adult
Average daily soil intake (mg/d)	150	50
Long-term soil intake per unit body weight (mg/kg.d)	10	0.7
Integrated lifetime soil intake (mg/kg.d)	1.5	

In the case of land for less sensitive use (MKM), the model of MDEP for soil category S-2 was used, in which the intake of soil is calculated as 50 mg/d during 5 days per week during six summer months and is expressed as an integrated soil ingestion rate of 8 mg,a/(kg,d). A summary of the data used for the calculations is

given in Table 3.3. The values used in the equation for the reference soil concentration are given in bold.

Table 3.3 Parameters used for the soil ingestion exposure calculations for land for less sensitive use (MKM).

Parameter	Long-term	Integrated lifetime
Integrated soil ingestion rate (mg.a/kg.d)	<b>8</b>	<b>8</b>
Exposure time (a)	<b>27</b>	<b>75</b>
Daily soil intake (mg/kg.d)	<b>0.3</b>	<b>0.1</b>

The reference soil concentration for the soil ingestion pathway,  $C_{is}$  [mg/kg], is calculated as:

$$C_{is} = \frac{TRV}{R_{is}} \cdot 10^6$$

where

$TRV$  is the toxicological reference value, [mg/kg body weight, d]  
(ie, TDI for non-genotoxic substances and risk based daily intake for genotoxic substances)

$R_{is}$  is the average daily soil intake, [mg soil/kg body weight,d]  
(ie, long-term soil intake for non-genotoxic substances and integrated lifetime soil intake for genotoxic substances)

### 3.2.2 Dermal contact with soil and dust

Contaminants adhering to the skin surface may penetrate the skin and be taken up by the blood. The main exposed areas are hands, arms, feet and legs. Important parameters are: the area of the skin exposed, amount of soil per skin area, and the uptake of contaminants through the skin.

The model for exposure due to dermal contact with soil and dust is based on the model used in CSOIL. However, the absorption through the skin has been calculated using the method from MDEP with substance specific absorption factors. Furthermore, a soil exposure of 0.51 mg/cm<sup>2</sup> is used for children as well as adults. The exposure time on land for less sensitive use (MKM) is assumed to be a third of the exposure time on land for sensitive use (KM). Tables 3.4 and 3.5 give a summary of the data used for the exposure estimates. The values used in the equation for the reference soil concentration are given in bold.

Table 3.4 Parameters used for the dermal exposure calculations for land for sensitive use (KM).

Parameter	Child	Adult
Soil exposure (mg/m <sup>2</sup> )	<b>5100</b>	<b>5100</b>
Exposed skin area (m <sup>2</sup> )	<b>0.28</b>	<b>0.17</b>
Daily soil exposure (mg/d)	<b>1400</b>	<b>900</b>
Exposure time (d/a)	<b>80</b>	<b>45</b>
Long-term dermal soil exposure per body weight (mg/kg.d)	<b>20</b>	<b>1.5</b>
Integrated lifetime dermal soil exposure (mg/kg.d)	<b>3</b>	

Table 3.5 Parameters used for the dermal exposure calculations for land for less sensitive use (MKM).

Parameter	Child	Adult
Soil exposure (mg/m <sup>2</sup> )	<b>5100</b>	<b>5100</b>
Exposed skin area (m <sup>2</sup> )	<b>0.28</b>	<b>0.17</b>
Daily exposure (mg/d)	<b>1400</b>	<b>900</b>
Exposure time (d/a)	<b>27</b>	<b>15</b>
Long-term dermal soil exposure per body weight (mg/kg.d)	<b>7</b>	<b>0.5</b>
Integrated lifetime dermal soil exposure (mg/kg.d)	<b>1</b>	

The reference soil concentration for the dermal pathway,  $C_{ds}$  [mg/kg], is calculated as:

$$C_{ds} = \frac{TRV}{f_{ds} R_{ds}} \cdot 10^6$$

where

$TRV$  is the toxicological reference value, [mg/kg body weight, d]  
(ie, TDI for non-genotoxic substances and risk based daily intake for genotoxic substances)

$f_{ds}$  is the substance specific relative absorption factor for dermal uptake

$R_{ds}$  is the average daily dermal exposure, [mg soil/kg body weight,d]  
(ie, long-term dermal exposure for chronic exposure for non-genotoxic substances and integrated lifetime dermal exposure for genotoxic substances)

### 3.2.3 Inhalation of dust

Fine dust particles dispersed from the contaminated soil may be inhaled by humans. Particles greater than 10  $\mu\text{m}$  are to a great extent retained by the cilia in the bronchi, but can later be swallowed. Important parameters for exposure are the number of particles in inhaled air, respirable particle fraction, breathing rate and exposure time.

Two approaches are used for the exposure due to inhalation of dust from the contaminated site. The first is used for substances where a toxicologically based reference air concentration is available. The second is used for the other substances where an estimate is made of the daily average amount of dust that is inhaled. The exposure time on land for less sensitive use (MKM) is assumed to be a third of the exposure time on land for sensitive use (KM).

The average concentration of contaminated dust in the inhaled air is estimated to be 41  $\mu\text{g}/\text{m}^3$  based on data from CSOIL. The used parameters are presented in Table 3.6. The values used in the equation for the reference soil concentration are given in bold.

Table 3.6 Data used for derivation of annual average air concentration

Parameter	Indoors	Outdoors
Concentration of respirable dust ( $\text{mg}/\text{m}^3$ )	0.052	0.070
Fraction of dust originating from the contaminated area	80%	50%
Fraction of time	88%	12%
Average concentration of contaminated dust in inhaled air ( $\text{mg}/\text{m}^3$ )	<b>0.041</b>	

For substances where a reference air concentration is available, the reference soil concentration,  $C_{sd}$  [ $\text{mg}/\text{kg}$ ], for the dust inhalation pathway is calculated as:

$$C_{sd} = \frac{RfC}{f_{exp} C_{ad}} \cdot 10^4$$

where

$RfC$  is the toxicological reference concentration for non-genotoxic substances and the risk based concentration for genotoxic substances [ $\text{mg}/\text{m}^3$ ]

$f_{exp}$  is the fraction of time spent on the site. In the case of land for sensitive use

$f_{exp} = 1$ , and for land for less sensitive use  $f_{exp} = 0.33$ .

$C_{ad}$  is the annual average concentration in inhaled air [ $\text{mg}/\text{m}^3$ ]

For substances where no toxicologically based reference air concentration is available an estimate of the exposure is made according to the methodology used in CSOIL. Tables 3.7 and 3.8 give a summary of the data used for the exposure estimates. The values used in the equation for the reference soil concentration are given in bold.

Table 3.7 Parameters used for the dust inhalation exposure calculations for land for sensitive use (KM).

Parameter	Child	Adult
Contaminant air concentration ( $\text{mg}/\text{m}^3$ )	0.041	0.041
Breathing rate ( $\text{m}^3/\text{d}$ )	7.6	20
Lung retention	75%	75%
Exposure time (d/a)	365	365
Long-term inhalation per body weight ( $\text{mg}/\text{kg}, \text{d}$ )	0.016	0.009
Integrated lifetime inhalation ( $\text{mg}/\text{kg}, \text{d}$ )	<b>0.01</b>	

Table 3.8 Parameters used for the dust inhalation exposure calculations for land for less sensitive use (MKM).

Parameter	Child	Adult
Contaminant air concentration ( $\text{mg}/\text{m}^3$ )	0.041	0.041
Breathing rate ( $\text{m}^3/\text{d}$ )	7.6	20
Lung retention	75%	75%
Exposure time (d/a)	122	122
Long-term inhalation per body weight ( $\text{mg}/\text{kg}, \text{d}$ )	0.005	0.003
Integrated lifetime inhalation ( $\text{mg}/\text{kg}, \text{d}$ )	<b>0.003</b>	

The reference soil concentration for the dust inhalation pathway,  $C_{sd}$  [ $\text{mg}/\text{kg}$ ], is calculated as:

$$C_{sd} = \frac{TRV}{R_{sd}} \cdot 10^4$$

where

$TRV$  is the toxicological reference value, [ $\text{mg}/\text{kg}$  body weight, d]

(ie, TDI for non-genotoxic substances and risk based daily intake for genotoxic substances)

$R_{sd}$  is the average daily inhalation of dust [ $\text{mg}$  soil/ $\text{kg}$  body weight, d]

(ie, long-term inhalation for non-genotoxic substances and integrated lifetime inhalation for genotoxic substances)

### 3.2.4 Inhalation of vapors

Volatile contaminants in soils may be transported to the atmosphere or into buildings on the site. This model only treats vapors that penetrate into buildings. Important factors for exposure are: rate of transport from the soil, dilution in indoor air, breathing rate and exposure time.

The same two approaches are used for inhalation of vapors as for the exposure due to inhalation of dust from the contaminated site. For substances where a toxicologically based reference air concentration is available, this concentration is compared with the estimate indoor air concentration. For the other substances an estimate is made of the daily average amount of vapor that is inhaled. The exposure time on land for less sensitive use (MKM) is assumed to be a third of the exposure time on land for sensitive use (KM).

For substances where a reference air concentration is available, the reference soil concentration for the vapor inhalation pathway,  $C_v$  [mg/kg], is calculated as:

$$C_v = \frac{RfC}{f_{exp}H} \left[ K_d \cdot \frac{(\theta_w + \theta_a H)}{\rho_b} \right] \frac{1}{DF_{in}} \frac{1}{1000}$$

where

$RfC$  is the toxicological reference concentration for non-genotoxic substances and the risk based concentration for genotoxic substances [mg/m<sup>3</sup>]  
 $f_{exp}$  is the fraction of time spent on the site. In the case of land for sensitive use  $f_{exp} = 1$ , and for land for less sensitive use  $f_{exp} = 0.33$ .  
 $K_d$  is the distribution coefficient soil-water [l/kg]  
 $\theta_w$  is the soil water content [dm<sup>3</sup> water/dm<sup>3</sup> soil]  
 $\theta_a$  is the soil air content [dm<sup>3</sup> air/dm<sup>3</sup> soil]  
 $H$  is Henry's constant [-]  
 $\rho_b$  is the soil bulk density [kg/dm<sup>3</sup>]  
 $DF_{in}$  the dilution factor for indoor air

The methodology used to derive the dilution factor for indoor air is described in Section 2.2.1.

For substances where no toxicologically based reference air concentration is available an estimate of the exposure is made according to the methodology used in CSOIL. The exposure is in this case expressed as exposure per unit concentration, ie mg of contaminant inhaled per kg of body weight and day with a concentration of 1 g/m<sup>3</sup>. Tables 3.9 and 3.10 give a summary of the data used for the exposure estimates. The values used in the equation for the reference soil concentration are given in bold.

Table 3.9 Parameters used for the vapor inhalation exposure calculations for land for sensitive use (KM).

Parameter	Child	Adult
Breathing rate (m <sup>3</sup> /d)	7.6	20
Exposure time (d/a)	365	365
Long-term inhalation per body weight (mg/kg,d)/(g/m <sup>3</sup> )	600	285
Integrated lifetime inhalation (mg/kg,d)/(g/m <sup>3</sup> )	300	

Table 3.10 Parameters used for the exposure calculations for land for less sensitive use (MKM).

Parameter	Child	Adult
Breathing rate (m <sup>3</sup> /d)	7.6	20
Exposure time (d/a)	122	122
Long-term inhalation per body weight (mg/kg,d)/(g/m <sup>3</sup> )	170	95
Integrated lifetime inhalation (mg/kg,d)/(g/m <sup>3</sup> )	100	

The reference soil concentration for the vapor inhalation pathway,  $C_v$  [mg/kg], is calculated as:

$$C_v = \frac{TRV}{R_v H} \left[ K_d \cdot \frac{(\theta_w + \theta_a H)}{\rho_b} \right] \frac{1}{DF_{in}}$$

where

$TRV$  is the toxicological reference value, [mg/kg body weight, d] (ie, TDI for non-genotoxic substances and risk based daily intake for genotoxic substances)  
 $R_v$  is the average daily inhalation of vapor [(mg/kg body weight,d)/(g/m<sup>3</sup>)] (ie, long-term inhalation for non-genotoxic substances and integrated lifetime inhalation for genotoxic substances)

### 3.2.5 Intake of drinking water

Drinking water may be contaminated either by contamination of a groundwater well or by penetration of plastic water pipes in the contaminated soil. For the Swedish generic guideline values only the direct contamination of well water is considered. Important parameters for exposure are: the concentration in the well water and the consumption of drinking water.

The reference soil concentration for the drinking water exposure pathway can be estimated either from toxicologically based drinking water guidelines, if these are available, or by estimating the exposure and comparing that with the toxicological reference value.

For substances where a toxicologically based drinking water guideline value is available, the reference soil concentration for the drinking water pathway,  $C_{sw}$  [mg/kg], is calculated as:

$$C_{sw} = DWG \left[ K_d + \frac{(\theta_w + \theta_a H)}{\rho_b} \right] \frac{1}{DF_{sw}}$$

where

- $DWG$  is the toxicological drinking water guideline, [mg/l]
- $K_d$  is the distribution coefficient soil-water [l/kg]
- $\theta_w$  is the soil water content [dm<sup>3</sup> water/dm<sup>3</sup> soil]
- $\theta_a$  is the soil air content [dm<sup>3</sup> air/dm<sup>3</sup> soil]
- $H$  is Henry's constant [-]
- $\rho_b$  is the soil bulk density [kg/dm<sup>3</sup>]
- $DF_{sw}$  the dilution factor for well water

The methodology used to derive the dilution factor for well water is described in Section 2.2.2.

For substances where no toxicologically based drinking water guideline is available an estimate of the exposure is made according to the methodology used in CSOIL. Table 3.11 give a summary of the data used for the exposure estimates. The values used in the equation for the reference soil concentration are given in bold.

Table 3.11 Parameters used for the drinking water exposure calculations for land for sensitive use (KM) and for less sensitive use with groundwater use (MKM GV).

Parameter	Child	Adult
Water consumption (l/d)	1	2
Exposure time (d/a)	365	365
Long-term water consumption per body weight (l/kg.d)	0.087	0.028
Integrated lifetime consumption (l/kg.d)	<b>0.03</b>	

The reference soil concentration for the drinking water pathway,  $C_{sw}$  [mg/kg], is calculated as:

$$C_{sw} = \frac{TRV}{R_w} \left[ K_d + \frac{(\theta_w + \theta_a H)}{\rho_b} \right] \frac{1}{DF_{sw}}$$

where

- $TRV$  is the toxicological reference value, [mg/kg body weight, d]  
(ie, TDI for non-genotoxic substances and risk based daily intake for genotoxic substances)
- $R_w$  is the average daily water consumption [l/kg body weight,d]  
(ie, long-term consumption for non-genotoxic substances and integrated lifetime consumption for genotoxic substances)

### 3.2.6 Intake of vegetables grown on the contaminated site

Plants grown on the site may take up contaminants through the roots or be contaminated by deposition of dust. In the Swedish model, a single uptake factor is used to represent plant uptake. Important parameters for exposure are: concentration in the edible parts of the plant, consumption of vegetables and fraction of consumed vegetables that are grown on the site.

This exposure pathway is only considered in the case of land for sensitive use (KM). The model for exposure due to intake of vegetables is based on the model used in CSOIL and in HESP. The methodology used to estimate the concentration in the plants is described in Section 2.2.4.

The exposure is estimated from data provided from CSOIL and SCB [1995]. A summary of the data is given in Table 3.12. Furthermore, it is assumed that 30% of the consumed vegetables are grown on the site. The values used in the equation for the reference soil concentration are given in bold.

Table 3.12 Parameters used for the vegetable ingestion exposure calculations for land for sensitive use (KM).

Parameter	Child	Adult
Average consumption (kg/d)	0.15	0.29
Exposure time (d/a)	365	365
Long-term consumption per body weight (kg/kg.d)	0.01	0.004
Integrated lifetime consumption (kg/kg.d)	<b>0.005</b>	

The reference soil concentration for the vegetable consumption pathway,  $C_v$  [mg/kg], is calculated as:

$$C_v = \frac{TRV}{R_v f_v K_p}$$

where

- $TRV$  is the toxicological reference value, [mg/kg body weight, d]

(ie, TDI for non-genotoxic substances and risk based daily intake for genotoxic substances)

- $R_{vg}$  is the average daily consumption [kg vegetables/kg body weight,d] (ie, long-term consumption for non-genotoxic substances and integrated lifetime consumption for genotoxic substances)
- $f_h$  is the fraction of vegetables grown on the site
- $K_{pl}$  is the plant-soil concentration ratio [(mg/kg plant)/(mg/kg soil)]

The methodology used to derive the plant-soil concentration ratio is described in Section 2.2.4.

### 3.2.7 Intake of fish from nearby surface water

This exposure pathway is only considered in the case of land for sensitive use (KM). The reference soil concentration for the fish exposure pathway,  $C_{vf}$  [mg/kg], is calculated as the soil concentration that is estimated to give a water concentration in a nearby surface water equivalent to the USEPA Ambient Water Quality Criteria for fish consumption from fresh water (Section 3.1). The following expression is used:

$$C_{vf} = \frac{AWQC}{DF_{sw} \cdot DF_{pw}} \left[ K_{pl} \cdot \frac{(\theta_w \cdot \theta_s \cdot H)}{P_s} \right]$$

where

- $AWQC$  Ambient Water Quality Criteria for fish consumption from fresh water [mg/l]
- $DF_{sw}$  is the dilution factor groundwater to surface water
- $DF_{pw}$  is the dilution factor soil pore water to groundwater

For contaminants for which no  $AWQC$  is available, exposure due to intake of fish has been neglected. However, exposure due to ingestion of fish was not found to be significant for any of the contaminants where values were available.

## 3.3 Integration of exposure from different pathways

A reference soil concentration is calculated for each of the exposure pathways considered, ie 7 for land with sensitive use and 4/5 for land with less sensitive use depending on the presence or absence of groundwater use. The reference soil concentration for an exposure pathway corresponds to the level of contamination in the soil that is estimated to give an exposure equivalent to the tolerable daily intake or acceptable risk level considering only that single exposure pathway. The calculated values are presented in Appendix 2. However, the guideline value is presumed to consider simultaneous exposure through all possible exposure

pathways. Thus, the exposure through the different pathways should be added and an integrated guideline value determined.

The integrated human health value is taken as the inverse of the sum of the inverted reference soil concentrations, or for land with sensitive use (KM):

$$C_{int} = \frac{1}{\frac{1}{C_{h1}} + \frac{1}{C_{h2}} + \frac{1}{C_{h3}} + \frac{1}{C_{h4}} + \frac{1}{C_{h5}} + \frac{1}{C_{h6}} + \frac{1}{C_{h7}}}$$

for land with less sensitive use, but groundwater supply (MKM GV):

$$C_{MKM GV} = \frac{1}{\frac{1}{C_{h1}} + \frac{1}{C_{h2}} + \frac{1}{C_{h3}} + \frac{1}{C_{h4}} + \frac{1}{C_{h5}}}$$

and for land with less sensitive use (MKM):

$$C_{MKM} = \frac{1}{\frac{1}{C_{h1}} + \frac{1}{C_{h2}} + \frac{1}{C_{h3}} + \frac{1}{C_{h4}}}$$

### 3.3.1 Adjustment of values to correspond to tolerable daily intakes

The integrated guideline values are presumed to be at such a level that the estimated total exposure corresponds to the tolerable daily intake (TDI) or acceptable risk. However, drinking water guidelines are sometimes set to correspond to an intake of a specified percentage (10-50%) of the TDI (Table A4.1). For substances where drinking water guidelines are used and exposure through that pathway is important this can lead to an integrated human health value corresponding to an exposure considerably less than the TDI. In these cases the integrated value is adjusted upwards to obtain an integrated human health value corresponding to 100% of the TDI. However, because drinking water guidelines are to be followed, an upward limit is set at the soil concentration that is estimated to give a water concentration in a nearby well equal to the drinking water guideline (ie, the lowest of the integrated human health value and the value derived from the drinking water guideline is adopted)..

### 3.3.2 Adjustment of values for background exposure

Humans are also exposed to certain substances from sources other than the contaminated site, primarily from food. This background exposure already accounts for part of the tolerable daily intake. A downward adjustment of the integrated guideline value is made for substances with a high background exposure in such a way that the sum of the background exposure and the estimated exposure from the site does not exceed the tolerable daily intake.

For the generic guideline values, adjustment for background exposure is made for lead, cadmium, mercury, nickel and dioxin. For PCBs, no TDI-value is available. Instead the tolerable exposure from the site is set at level corresponding to 10% of the average exposure from other sources [SLV, 1995].

Table 3.13 Values for background exposure of certain contaminants.

Substance	Background exposure in percentage of TDI	Sources of data
Lead	33%	IKM, 1990
Cadmium	25%	WHO, 1993
Mercury	70%	Skare and Engqvist, 1992
Nickel	50%	WHO, 1993
Dioxin	90%	SLV, 1995

### 3.3.3 Adjustment of values for acutely toxic substances

A few contaminants, eg arsenic and cyanide, have such high acute toxicity that the ingestion of relatively small amounts of soil can be dangerous. The highest risks are experienced by small children, who are more likely to ingest soil and have a lower body weight. The guideline values have been adjusted to protect a child with a weight of 10 kg who at a single instance ingests 5 grams of contaminated soil. This type of adjustment was only found to be necessary for cyanide in the case of land with less sensitive use (MKM). An intake of 5 grams of soil with a concentration of free cyanide of 20 mg/kg will give a dose less than a hundredth of the lethal dose (1 mg/kg body weight).

## 4 Model for environmental risk

In the calculation of environmental risk based guideline values, effects on both the contaminated site itself (on-site) and due to transport of contaminants from the site (off-site) have been considered for the different land-uses (sensitive and less sensitive). For on-site effects the level of protection differs between the two types of land-use.

### 4.1 On-site effects

The ecotoxicological value for on-site effects represents the level at which there will be no serious disturbance of the soil's capacity to carry out a range of ecological functions.

If most of the plant and animal species in the soil are protected, the soil function will also be protected. (If the percentage of species which is disturbed is small, then the chance that the disturbed species is important in terms of ecosystem function is small). Soil function is assumed to be endangered if the species composition is severely changed.

The values are based on an extrapolation of the results of toxicity tests on a limited number of species. The results of toxicological tests which are reported in the literature are reviewed and assessed for their relevance to chronic exposure of soil organisms. Studies reporting no-observed effect concentrations (NOECs) from long-term experiments are given priority. The NOECs for a range of organisms, representative of the range found in soil, are used to construct a distribution curve. This distribution is used to identify the contaminant concentration corresponding to the desired level of protection, expressed as the percentage of species which will not be affected by the contaminant at that concentration.

The ecotoxicological values used are based on the ecotoxicological intervention values derived in the Netherlands, which are derived from the most comprehensive available ecotoxicological database. The Dutch intervention values correspond to the soil concentration above which serious disturbance to soil function will occur. The level of protection chosen for the intervention values is equivalent to protection of 50% species.

The ecotoxicological values for on-site effects,  $E_{on}$  [mg/kg], used to derive the generic guideline values for contaminated soils in Sweden for land for sensitive use (KM) are set at half the intervention value used in the Netherlands, since protection of only 50% species in the soil ecosystem was considered insufficient protection of the soil functions required for this land use, i.e:

$$E_{EM} = 0.5 \cdot E_{NL}$$

where

$E_{NL}$  is the ecotoxicological intervention value from the Netherlands

The ecotoxicological values are set to protect the majority of ecosystems, but not all. This implies that the most sensitive ecosystems may be affected at these levels.

In the case of land for less sensitive use (MKM) (ie land used for offices, industry, etc) the elimination of biological activity in the soil ecosystem is not considered to be acceptable. However, the level of protection may be somewhat lower than for sensitive land use. An ecotoxicological value equal to the Netherlands value has been adopted, which is assumed to be sufficiently protective of the soil functions important for this land use (e.g. growth of ornamental species, protection of transient animal species, etc). In addition, this value is thought to be protective of off-site effects arising from contamination of groundwater and transport of contaminants to a discharge zone. Thus, the ecotoxicological values,  $E_{MKM}$  [mg/kg], are given as:

$$E_{MKM} = E_{NL}$$

#### 4.2 Off-site effects

The effects in nearby surface waters are assessed by comparing the calculated concentrations in surface waters with Canadian Water Quality criteria for the protection of freshwater aquatic life [CCME, 1996]. The Canadian guidelines are set at concentrations which are protective of all forms of freshwater aquatic life and all aspects of the aquatic life cycles, and are based on the available data on the toxicity of substances to all components of the aquatic system. The ecotoxicological value,  $E_{sw}$  [mg/kg] is given by:

$$E_{sw} = \frac{CWQC}{DF_{sw} \cdot DF_{pw}} \left[ K_d \cdot \frac{(\theta_w \cdot \theta_A H)}{P_i} \right]$$

where

$CWQC$  Canadian Water Quality Criteria for freshwater aquatic life [mg/l]  
 $DF_{sw}$  is the dilution factor groundwater to surface water  
 $DF_{pw}$  is the dilution factor soil pore water to groundwater

#### 5 Other aspects

For some contaminants, concentrations in water and air which are detectable by taste or smell (organoleptic parameters) have been taken into account. The values of the concentration limit which are thought to cause a nuisance have been obtained from WHO [1993], SLV [1993], Miljøstyrelsen [1995a] and HSDB [1995].

Many contaminants are present either as natural substances or as a result of diffuse anthropogenic releases. Background levels of contaminants in soils have been taken into account in so far as no guideline value has been set under the 90th percentile of the measured background concentration in rural environments. Information on the background levels of metals in urban and rural environments has been obtained from Andersson [1977] and Naturvårdsverket [1996b and 1996c]. For dioxins only limited information is available on the background contamination levels in Sweden. In this case background levels measured in Germany have also been considered [LABO, 1995].



## 6 Integration of results

The basic principle for setting the generic guideline values is to choose the lowest of the human health based value and the ecotoxicologically based value. For substances where smell and odor problems can occur at lower concentrations this has been taken into consideration. However, a less conservative perspective is put on smell and odor problems compared to toxicological problems.

No values are set below the 90th percentile for the background concentration in natural environments. No value is set below the detection limit for the appropriate analytical method. The adopted generic guideline values are presented in Appendix 1.

## 7 Discussion

The model used for the derivation of generic guideline values is based on methods and data developed in countries with many years of experience in evaluating risks from contaminated soils. Despite the extensive research on which these models are based, there are a number of areas where uncertainties remain. In some cases these uncertainties have little impact on the overall result, in other cases, they are dominating. The general approach adopted for accounting for potentially important uncertainties is the use of conservative assumptions and data in the modelling. This may lead to a series of conservative assumptions and as a consequence some guideline values may be set with too much precaution. However, in some cases the uncertainties are so great that the degree of conservatism in the assumptions is not evident. Areas where the further development of the methods used in this report would be most useful are:

- uptake of contaminants by plants
- transport of vapors into buildings
- bioavailability of contaminants
- dermal uptake of contaminants
- ecotoxicological effects

The methods and data have to some extent been adapted to suit Swedish conditions. However, no comprehensive analysis of data has been performed. A possible method to determine the need for and direction of further data collection would be to perform an uncertainty and sensitivity study. Dominating parameters for different substances and different types of land use could thereby be identified. Parameters which already have been identified as important for the final result are:

- dilution factor for groundwater
- dilution factor for indoor air
- plant uptake factors
- soil ingestion rates

In addition toxicological data and ecotoxicological data naturally have a great impact on the risk evaluation. The toxicological data are chosen from information available by the end of 1996. However, toxicological parameters are continuously being revised and updated and therefore revised values may later appear in the literature.

The ecotoxicological values are based on an analysis of available data, therefore it is important that sufficient, relevant, good quality data is available for the development of reliable guideline values. For many contaminants, data reporting the dose-response relationship for relevant effects over appropriate time periods are not available for a sufficiently wide range of species.

## List of notations

$AWQC$	the Ambient Water Quality Criteria for fish consumption from fresh water [mg/l]
$BCF_{root}$	the bioconcentration factor for the root (mg contaminant/kg fresh plant)/(mg contaminant/l pore water)
$BCF_{stem}$	the bioconcentration factor for the stem (mg contaminant/kg fresh plant)/(mg contaminant/l pore water)
$C_a$	the vapor concentration in the pore air [mg/m <sup>3</sup> ]
$C_{ad}$	the annual average dust concentration in inhaled air [mg/dm <sup>3</sup> ]
$C_{ds}$	the reference soil concentration for the dermal pathway [mg/kg]
$C_{ia}$	the concentration in indoor air [mg/dm <sup>3</sup> ]
$C_{id}$	the reference soil concentration for the dust inhalation pathway [mg/kg]
$C_{if}$	the reference soil concentration for the fish ingestion pathway [mg/kg]
$C_{iv}$	the reference soil concentration for the vegetable ingestion pathway [mg/kg]
$C_{is}$	the reference soil concentration for the soil ingestion pathway [mg/kg]
$C_{iw}$	the reference soil concentration for the vapor inhalation pathway [mg/kg]
$C_{iw}$	the reference soil concentration for the drinking water pathway [mg/kg]
$C_{KM}$	the integrated human health value for land with sensitive use (KM) [mg/kg]
$C_{MKM}$	the integrated human health value for land with less sensitive use, without groundwater supply [mg/kg]
$C_{MKMGV}$	the integrated human health value for land with less sensitive use, and groundwater supply [mg/kg]
$C_t$	the total concentration in the soil [mg/kg]
$C_{sw}$	the concentration in the surface water [mg/l]
$C_w$	the concentration in the pore water [mg/l]
$CWQC$	Canadian Water Quality Criteria for fish freshwater aquatic life [mg/l]
$d_a$	the aquifer thickness [m]
$DF_{fw}$	the dilution factor for well water [-]
$DF_{pw}$	the dilution factor soil pore water to groundwater [-]
$DF_{ia}$	the dilution factor for indoor air [-]
$DF_{sw}$	the dilution factor groundwater to surface water [-]
$d_{mix}$	the thickness of the mixing zone in the aquifer [m]
$DWG$	the toxicological drinking water guideline, [mg/l]
$E_{KM}$	the ecotoxicological value for on-site effects on land for sensitive use [mg/kg]
$E_{MKM}$	the ecotoxicological value for on-site effects on land for less sensitive use [mg/kg]
$E_{NL}$	the ecotoxicological intervention value from the Netherlands [mg/kg]
$E_{sw}$	the ecotoxicological value for off-site effects [mg/kg]

$f_{du}$	the substance specific relative absorption factor for dermal uptake [-]
$f_{exp}$	the fraction of time spent on the site [-]
$f_h$	the fraction of vegetables grown on the site [-]
$f_{leaf}$	the fractional consumption of leaf and stem vegetables [-]
$f_{root}$	the fractional consumption of root vegetables [-]
$H$	Henry's constant [-]
$i$	the hydraulic gradient [m/m]
$I$	the infiltration rate [m/a]
$k$	the hydraulic conductivity of the soil [m/a]
$K_d$	the distribution coefficient soil-water [l/kg]
$K_{oc}$	the distribution factor between water and organic carbon [l/kg]
$K_{ow}$	the partitioning coefficient between water and octanol [-]
$K_{pl}$	the plant-soil concentration ratio [(mg/kg plant)/(mg/kg soil)]
$k_t$	the turnover rate of the lake [a <sup>-1</sup> ]
$L$	the length of the contaminated area in the direction of the groundwater flow [m]
$L_w$	the width of the contaminated area perpendicular to the direction of the groundwater flow [m]
$Q_d$	the discharge of groundwater from the contaminated site to the surface water [m <sup>3</sup> /a]
$Q_{sw}$	the water flow rate in the surface water [m <sup>3</sup> /a]
$R_{du}$	the average daily dermal exposure, [mg soil/kg body weight,d] long-term dermal exposure for chronic exposure for non-genotoxic substances and integrated life-time dermal exposure for genotoxic substances
$R_{id}$	the average daily inhalation of dust [mg soil/kg body weight,d] long-term inhalation for non-genotoxic substances and integrated life-time inhalation for genotoxic substances
$R_{ig}$	the average daily consumption [kg vegetables/kg body weight,d] long-term consumption for non-genotoxic substances and integrated life-time consumption for genotoxic substances
$R_{is}$	the average daily soil intake, [mg soil/kg body weight,d] long-term soil intake for non-genotoxic substances and integrated life-time soil intake for genotoxic substances
$R_{iv}$	the average daily inhalation of vapor [(mg/kg body weight,d)/(g/m <sup>3</sup> )] long-term inhalation for non-genotoxic substances and integrated life-time inhalation for genotoxic substances
$R_{iw}$	the average daily water consumption [l/kg body weight,d] long-term consumption for non-genotoxic substances and integrated life-time consumption for genotoxic substances
$RfC$	the toxicological reference concentration, [mg/m <sup>3</sup> ] TDI for non-genotoxic substances and the risk based concentration for genotoxic substances

$TRV$	the toxicological reference value, [mg/kg body weight, d] TDI for non-genotoxic substances and risk based daily intake for genotoxic substances
$V_{sw}$	the volume of the lake [m <sup>3</sup> ]
$X$	the distance from the contaminated area to the well [m]
$\theta_a$	the soil air content [dm <sup>3</sup> air/dm <sup>3</sup> soil]
$\theta_w$	the soil water content [dm <sup>3</sup> water/dm <sup>3</sup> soil]
$\rho_b$	the soil bulk density [kg/dm <sup>3</sup> ]

## References

- Andersson A (1977): Heavy Metals in Swedish Soils: On their retention, distribution and amounts. *Swedish Journal of Agricultural Science*, 7, 7-20.
- Briggs G, Bromilow R, Evans A (1982): Relationship between lipophilicity and root uptake and translocation of non-ionised chemicals by barley, *Pesticide Science*, 13, 495-504.
- Briggs G, Bromilow R, Evans A, Williams M (1983): Relationship between lipophilicity and the distribution of non-ionised chemicals in barley shoots following uptake by the roots, *Pesticide Science*, 14, 492-500.
- CCME (1996): Canadian Water Quality Guidelines. Canadian Council of Resource and Environment Ministers for the Environment.
- CCME (1994): A protocol for derivation of ecological effects-based and human-health-based soil quality criteria for contaminated sites, Final draft, Canadian Council of Ministers for the Environment.
- Denneman CAJ and van Gestel CAM (1990); Bodemverontreiniging en bodemecosystemen: voorstel voor C-(toetsings)waarden op basis van ecotoxicologische risico's. Bijlage bij rapportnr. 725201001. RIVM (National Institute of Public Health and Environmental Protection), Netherlands.
- ECETOC (1990): Hazard assessments of chemical contaminants in soil, 40, European chemical industry ecology and toxicology centre.
- ECETOC (1992): Hazard assessments of chemical contaminants in soil, 40, Revised appendix 3. European chemical industry ecology and toxicology centre.
- Elert M, Jones C and Dock L (1994): Hälsoriskbaserade bedömningsmodeller för förorenad mark, Rapport nr 4641, Swedish Environmental Protection Agency, Stockholm (In Swedish).
- EPRI (1988): Chemical data for predicting the fate of organic compounds in water, Volume 2: Database, EPRI EA-5818 V2, Electric Power Research Institute, Palo Alto, Ca.
- HSDB (1995): Hazardous Substances Database, CD-ROM, US National Library of Medicine, update of October 1995.
- IMM (1990): Hälsoriskbedömning av vissa ämnen i industrikontaminerad mark. IMM rapport 4/90. Institutet för miljömedicin. Karolinska Institutet (In Swedish).
- IMM (1991): Hälsoeffekter av luftföroreningar i utomhusluft. IMM rapport 2/91. Institutet för miljömedicin. Karolinska Institutet (In Swedish).
- IRIS (1995): Integrated Risk Information System. US EPA, update of October 1995.

Jones C (1996): Ecotoxicologically based models for the risk assessment of contaminated land- A survey of models used in other countries, Rapport nr 4642, Swedish Environmental Protection Agency, Stockholm.

Kreule P, van den Berg R, Waitz M F W and Swartjes F A (1995): Calculation of human-toxicological serious soil contamination concentrations and proposal for intervention values for clean-up of soil and groundwater: Third series of compounds, Report no 715810010. RIVM (National Institute of Public Health and Environmental Protection), Netherlands.

LABO (1995): Soil background and reference values in Germany, Report by Joint Federal States Working Group for Soil Protection (Bund-Länder Arbeitsgruppe Bodenschutz), LABO, Ed: Bayerische Staatsministerium für Landesentwicklung und Umweltfragen.

Mackay D, Patterson S (1981): Calculating fugacity, Environmental Science Technology, 15, 9, 1006-1014.

MDEP (1994): Background documentation for the development of MCP numerical standards. Massachusetts Department of Environmental Protection, USA.

Miljøstyrelsen (1995a): Toksikologiske kvalitetskriterier for jord og drikkevand. Projekt om jord og grundvand fra Miljøstyrelsen. Nr 12. Miljø- og Energiministeriet, Danmark.

Miljøstyrelsen (1995b): Økotoxikologiske jordkvalitetskriterier. Projekt om jord og grundvand fra Miljøstyrelsen. Nr 13. Miljø- og Energiministeriet, Danmark.

Naturvårdsverket (1990): Provtagnings- och analysmetoder för slam från kommunala avloppsreningsverk. NV rapport 3829, Swedish Environmental Protection Agency, Stockholm (In Swedish).

Naturvårdsverket (1996a): Generella riktvärden för förorenad mark - beräkningsprinciper och vägledning för tillämpning. NV rapport 4638, Swedish Environmental Protection Agency, Stockholm (In Swedish).

Naturvårdsverket (1996b): Bakgrundshalter i mark - halter av vissa metaller och organiska ämnen i jord i tätort och på landsbygd, NV Report nr 4640, Swedish Environmental Protection Agency, Stockholm (In Swedish).

Naturvårdsverket (1996c): Förorenade områden - vägledning för översiktliga inventeringar och riskklassningar, Preliminary version. Swedish Environmental Protection Agency, Stockholm (In Swedish).

Nord (1988): Nordisk dioxinriskbedömning. Miljörapport. Nord 1988:7, Nordiska Ministerrådet.

Nord (1992): Risk assessment of polychlorinated biphenyls (PCBs). Nordic environmental cooperation report; Nord 1992:26.

Ontario MOEE (1994): Guidelines for the decommissioning and clean-up of sites in Ontario. PIBS 141E, Ontario Ministry of Environment.

Ontario MOEE (1996): Guidelines for use at contaminated sites in Ontario, PIBS 3161E01, Ontario Ministry of Environment and Energy.

SCB (1995): Statistisk Årsbok, Statistical yearbook of Sweden, Statistiska Centralbyrån, Stockholm.

Shell (1994): The concepts of HESP, Reference Manual, Human exposure to soil pollutants, Version 2.10a, Shell Internationale Petroleum, The Hague.

Skare I and Engqvist A (1992): Amalgamfyllningar en beaktansvärd källa till tungmetall exponering, Läkartidningen, Vol 89, No 15.

SLV (1993): Livsmedelsverkets kungörelse om dricksvatten. SLV FS 1993:35 (In Swedish)

SLV (1995): Gravida, ammande och storkonsumerter bör undvika vissa fiskar. Vår föda 2/95, Livsmedelsverket (In Swedish).

UBA (1993): Basisdaten toxikologie für umweltrelevante stoffe zur gefahrenbeurteilung bei altlasten. Umwelt Bundes Amt 4-93. Erich Schmidt Verlag, Berlin.

USEPA (1980 - 1993): Ambient water quality criteria.

USEPA (1996): Soil Screening Guidance: Technical Background document. EPA/540/R-95/128. PB96-963502, US EPA, Washington, VA.

van den Berg R (1991): Blootstelling van de mens aan bodemverontreiniging. Een kwalitatieve en kwantitatieve analyse, leidend tot voorstellen voor humaan toxicologische C-toetsingswaarden. Report no 725201006. RIVM (National Institute of Public Health and Environmental Protection), Netherlands.

van den Berg R, Bockting G J M, Crommentuijn G H and Janssen P J C M (1994): Proposal for intervention values for soil clean-up: Second series of chemicals, Report no 715810004, RIVM (National Institute of Public Health and Environmental Protection), Netherlands.

van den Berg R (1995): Blootstelling van de mens aan bodemverontreiniging. Een kwalitatieve en kwantitatieve analyse, leidend tot voorstellen voor humaan toxicologische C-toetsingswaarden. Rapportnr 725201006. Modified version of original report from 1991. RIVM (National Institute of Public Health and Environmental Protection), Netherlands.

WHO (1987): Air Quality Guidelines for Europe. WHO Regional Publications, European Series No. 23. WHO Regional Office for Europe, Copenhagen.

WHO (1993): Guidelines for drinking water quality. Volume 1. Recommendations. Second Edition. WHO, Geneva.

## Appendix 1. Generic guideline values for contaminated soils in Sweden

Table A1.1 Generic guideline values for contaminated soils in Sweden

KM = land with sensitive use

MKM GV = land with less sensitive use and groundwater extraction

MKM = land with less sensitive use

SUBSTANCE/SUBSTANCE GROUP	KM mg/kg dw	MKM GV mg/kg dw	MKM mg/kg dw
<b>METALS</b>			
Arsenic	15	15	40
Lead	80	300	300
Cadmium	0.4	1	12
Cobalt	30	60	250
Copper	100	200	200
Chromium total (Valid only if Cr VI is not present)	120	250	250
Chromium VI	5	15	20
Mercury	1	5	7
Nickel	35	150	200
Vanadium	120	200	200
Zinc	350	700	700
<b>OTHER INORGANIC SUBSTANCES</b>			
Cyanide total (Only valid if accessible cyanide is not present)	30	80	1000
Cyanide, accessible	1	2	20
<b>PHENOLS AND CHLOROPHENOLS</b>			
Phenol + Cresol	4 <sup>9)</sup>	10 <sup>10)</sup>	40
Sum of chlorophenols except pentachlorophenol	2 <sup>9)</sup>	10 <sup>10)</sup>	10
Pentachlorophenol	0.1	3	5
<b>CHLOROBENZENES</b>			
Sum of mono- and dichlorobenzenes	15 <sup>9)</sup>	30 <sup>10)</sup>	30
Sum of tri-, tetra- and pentachlorobenzenes	1 <sup>9)</sup>	20 <sup>10)</sup>	30
Hexachlorobenzene	0.05	20	30

A1:2

Continuation Table A1.1 SUBSTANCE/SUBSTANCE GROUP	KM mg/kg dw	MKM GV mg/kg dw	MKM mg/kg dw
<b>OTHER CHLORINATED SUBSTANCES</b>			
PCB total, according to Naturvårdsverket 1990	0.02	4	7
Dioxins, furanes and planar PCBs (given in NORD 1992 and Ahlborg et al 1992) (as TCDD-equivalents)	10 ng/kg dw	250 ng/kg dw	250 ng/kg dw
Dibromochloromethane	2	4	100
Bromodichloromethane	0.5	2	8
Carbon tetrachloride	0.1	0.2	3
Trichloromethane	2	8	50
Trichloroethylene	5	30	60
Tetrachloroethylene	3	20	60
1,1,1-trichloroethane	40	90	90
Dichloromethane	0.1	0.3	60
<b>NITRO COMPOUNDS</b>			
2,4-dinitrotoluene	0.5	2	20
<b>SIMPLE AROMATIC HYDROCARBONS (BTEX)</b>			
Benzene	0.06	0.2	0.4
Toluene	10	35	35
Ethylbenzene	12	50	60
Xylene	15	60	70
<b>POLYCYCLIC AROMATIC HYDROCARBONS (PAH)</b>			
Sum of carcinogenic PAH (benzo(a)anthracene, chrysene, benzo(b)fluoranthene, benzo(k)fluoranthene, benzo(a)pyrene, indeno(1,2,3-cd)pyrene and dibenzo(a,h)anthracene).	0.3	7	7
Sum of other PAH (naphthalene, acenaphthylene, acenaphthene, fluorene, phenanthrene, anthracene, fluoranthene, pyrene and benzo(ghi)perylene).	20	40	40

1) Taste problems in groundwater can occur at lower levels.

A1:3

Table A1.2 Values for human toxicity with dominating exposure pathway, adjusted human toxicity values and ecotoxicity values.

KM = land with sensitive use  
 MKM GV = land with less sensitive use and groundwater extraction  
 MKM = land with less sensitive use

Letters besides values indicate the dominating exposure pathways according to:

So = ingestion of soil  
 De = dermal contact with soil  
 Du = inhalation of dust  
 Va = inhalation of vapors  
 Gw = ingestion of groundwater as drinkingwater  
 Ve = ingestion of vegetables

Values in bold in shadowed cells are the chosen generic guideline values.

SUBSTANCE/SUBSTANCE GROUP	HUMAN TOXICOLOGICAL VALUE (mg/kg dry soil)						ECOTOXICOLOGICAL VALUE (mg/kg dry soil)		
	Integrated value			Adjusted values			KM	MKM GV	MKM
	KM	MKM GV	MKM	KM	MKM GV	MKM			
<b>METALS</b>									
Arsenic, As	0.08 Gw	0.18 Gw	40 So	15 (b)	15 (b)		20	40	40
Lead, Pb	80 Gw	290 Gw	8000 So	80 (c,d)	300 (c,d)	5000 (d)	150	300	300
Cadmium, Cd	0.4 Gw	0.9 Gw	250 Du	0.4 (c,d)	1 (c,d)	200 (d)	6	12	12
Cobalt, Co	20 Gw	80 Gw	3000 So	30 (b)			120	250	250
Copper, Cu	5000 Ve	30000 Gw	no limit	8000 (c)			100	200	200
Chromium total, Cr	1500 Gw	3000 Gw	no limit				120	250	250
Chromium VI, Cr*	5 Du	15 Du	20 Du				x	x	x
Mercury, Hg	2 Gw	5 Gw	25 Va	1 (c,d)	5 (c,d)	7 (c,d)	5	10	10
Nickel, Ni	40 Gw	130 Gw	900 De	35 (c,d)	150 (c,d)	450 (d)	100	200	200
Vanadium, V	120 Gw	300 Gw	13000 So				100	200	200
Zinc, Zn	5000 Ve	42000 Gw	no limit				350	700	700
<b>OTHER INORGANIC SUBSTANCES</b>									
Cyanide (total)	30 Gw	80 Gw	2500			1000 (e)	x	x	x
Cyanide (accessible)	0.8 Gw	2 Gw	700	1		20 (e)	x	x	x

Continuation Table A1.2 SUBSTANCE/SUBSTANCE GROUP	HUMAN TOXICOLOGICAL VALUE (mg/kg dry soil)						ECOTOXICOLOGICAL VALUE (mg/kg dry soil)		
	Integrated value			Adjusted values			KM	MKM GV	MKM
	KM	MKM GV	MKM	KM	MKM GV	MKM			
<b>PHENOLS AND CHLOROPHENOLS</b>									
Phenol + cresol	4 <sup>3</sup> Gw, Va	10 <sup>3</sup> Gw	17000 De				20	40	40
Sum of chlorophenols except pentachlorophenol	2 <sup>3</sup> Va	15 <sup>3</sup> Gw	800				5	10	10
Pentachlorophenol	0.1 Va	3 Gw	2800 De				2.5	5	5
<b>CHLOROBENZENES</b>									
Sum of mono- and dichlorobenzenes	10 <sup>3</sup> Gw,Va	35 <sup>3</sup> Gw,Va	100 De	20 (a,c)	40 (a,c)		15	30	30
Sum of tri-, tetra- and pentachlorobenzenes	1 Gw, Va	20 Gw	250 De				15	30	30
Hexachlorobenzene	0.05 Va	20 Gw	70 Va				15	30	30
<b>OTHER CHLORINATED SUBSTANCES</b>									
PCB total	0.02 Va	4 Gw	7 So,De				35	70	70
Dioxins, furans and planar PCBs (as TCDD-equivalents) NOTE! ng/kg dry soil	20 Va	2500 De	2500 De	10 (b,d)	250 (d)	250 (d)	25000	50000	50000
Dibromochloromethane	1.5 Gw	4 Gw	100 Va	2 (c)	4 (c)		x	x	x
Bromodichloromethane	0.5 Va, Gw, Va	2 Gw	8 Va				x	x	x
Carbontetrachloride	0.1 Gw	0.2 Gw	3 Va	0.1 (c)	0.2 (c)		30	60	60
Trichloromethane	2 Gw	7 Gw	50 Va	2 (c)	8 (c)		30	60	60
Trichloroethylene	6 Va	30 Gw	250 Va				30	60	60
Tetrachloroethylene	3 Va	20 Gw	200 Va				30	60	60
1,1,1-trichloroethane	30 Va	80 Gw	150 Va	40 (c)	150 (c)		45	90	90
Dichloromethane	0.1 Gw	0.3 Gw	100 Va				30	60	60
<b>NITRO COMPOUNDS</b>									
2,4-dinitrotoluene	0.6 Va	2 Gw	1500 De				10	20	20

Continuation Table A1.2 SUBSTANCE/SUBSTANCE GROUP	HUMAN TOXICOLOGICAL VALUE (mg/kg dry soil)						ECOTOXICOLOGICAL VALUE (mg/kg dry soil)		
	Integrated value			Adjusted values			KM	MKM GV	MKM
	KM	MKM GV	MKM	KM	MKM GV	MKM			
<b>SIMPLE AROMATIC HYDROCARBONS</b>									
Benzene	0.05 Va,Gw, Va	0.2 Va, Gw	0.4 Va				12	24	24
Toluene	8 Va	25 Va	35 Va	10 (c)	35 (c)		60	120	120
Ethylbenzene	9 Va	30 Va	60 Va	12 (c)	60 (c)		60	120	120
Xylene	14 Va	40 Va	70 Va	16 (c)	60 (c)		60	120	120
<b>POLYCYCLIC AROMATIC HYDROCARBONS (PAH)</b>									
Sum of carcinogenic PAH	0.3 Va	7 Du	7 Du				20	40	40
Sum of other PAH	25	250	3000				20	40	40

x = ecotoxicological values not available  
 value in italics = ecotoxicological values estimated from literature data  
 \*) = Taste problems in groundwater can occur at lower levels.

**Motivations for adjustment:**

- a) = odor, taste or technical limits for drinkingwater
- b) = background levels in natural environments
- c) = drinking water guideline values correspond to 10-50% of TDI
- d) = background exposure of substance from other sources high
- e) = substance with high acute toxicity



Appendix 2. Reference soil concentrations

A2:1

Table A2.1 Reference soil concentrations for land for sensitive use

Substance	Soil intake	Dermal contact	Inhalation dust	Inhalation vapor	Ingestion drinking w.	Ingestion vegetables	Ingestion fish	Minimum	Ingrated value
	mg/kg	mg/kg	mg/kg	mg/kg	mg/kg	mg/kg	mg/kg	mg/kg	mg/kg
arsenic	4,0	67	63	-	0,09	1,1	32	0,09	0,08
lead	350	29 167	12 500	-	150	401	-	150	82
cadmium	100	357	125	-	0,45	4,4	-	0,45	0,41
cobalt	140	3 500	87 500	-	30	124	-	30	20
copper	50 000	not limited	not limited	-	15 006	10 619	-	10 619	5 605
chromium (III)	100 000	not limited	not limited	-	1 500	164 786	not limited	1 500	1 483
chromium (VI)	500	2 778	6,3	-	32	824	-	6,3	5,1
mercury	47	470	25 000	8,5	3,0	41	1 754	3,0	2,0
nickel	500	714	625	-	75	120	601 200	75	38
vanadium	700	17 500	25 000	-	150	-	-	150	122
zinc	100 000	not limited	not limited	-	21 471	7 545	-	7 545	5 276
cyanides free	1 200	2 000	750 000	443	0,90	5,7	-	0,90	0,78
cyanides complex	2 000	3 333	not limited	-	44	81	-	44	28
phenol	4 000	7 692	not limited	78 172	6,7	10	-	6,7	4,0
monochlorophenol (2-)	500	862	312 500	100	8,5	7,5	-	7,5	3,8
dichlorophenol (2,4-)	300	375	187 500	2 898	2,0	0,56	582 159	0,56	0,44
trichlorophenol (2,4,5-)	10 000	19 231	not limited	723 596	690	58	-	58	53
trichlorophenol (2,4,6-)	4 467	2 233	670 000	10 950	23	2,6	1 689	2,6	2,3
tetrachlorophenol (2,3,4,6-)	3 000	5 769	not limited	69600	37	2,3	-	2,3	2,2
pentachlorophenol	300	1 364	187 500	not limited	1,6	0,09	-	0,09	0,09
cresol (2-)	5 000	9 615	not limited	82 277	22	22	-	22	11
monochlorobenzene	9 000	45 000	not limited	79	21	33	-	21	11
dichlorobenzene (1,2)	43 000	215 000	not limited	838	188	196	2,0E+06	188	86
dichlorobenzene (1,4)	11 000	55 000	375 000	38	56	51	2,0E+06	38	16
trichlorobenzene (1,2,4)	770	4 813	225 000	111	11	4,2	-	4,2	2,9
tetrachlorobenzene (1,2,4,5)	30	150	18 750	353	26	0,82	not limited	0,82	0,59
pentachlorobenzene	80	400	50 000	657	208	2,2	not limited	2,2	2,1
hexachlorobenzene	22	11	3 300	45	17	0,05	49	0,05	0,05
PCB	0,53	4,0	331	2 041	3,7	0,02	1,6	0,02	0,02
dioxins (TCDD)	5,0E-04	1,3E-03	3,1E-01	2,7E+01	1,2E-02	2,3E-05	-	2,3E-05	2,2E-05
dibromochloromethane	1 790	8 950	not limited	33	2,2	4,9	1 381	2,2	1,4
bromodichloromethane	1 333	667	200 000	2,7	1,2	1,0	1 233	1,0	0,46
carbon tetrachloride	714	3 570	350 000	0,86	0,12	2,6	1 602	0,12	0,10
trichloromethane	1 300	6 500	425 000	16	4,1	4,5	1 381	4,1	1,9
trichloroethylene	2 380	11 900	not limited	92	18	8,3	17 316	8,3	6,4
tetrachloroethylene	1 400	7 000	not limited	61	10	4,9	1 806	4,9	3,1
trichloroethane (1,1,1)	58 000	290 000	not limited	57	75	189	-	57	28
dichloromethane	600	3 000	not limited	35	0,13	1,0	420	0,13	0,12
dinitrotoluene (2,4)	200	769	125 000	44 421	0,90	0,92	1 152	0,90	0,45
benzo(a)pyrene	15	7,7	2,8	969	214	0,41	38 067	0,41	0,33
naphthalene	4 000	20 000	2 500 000	3 249	345	64	-	64	53
acenaphthylene	-	-	-	-	-	-	-	-	-
fluorene	4 000	10 000	not limited	169 318	2 367	123	515	123	92
phenanthrene	-	-	-	-	-	-	-	-	-
fluoranthene	4 000	10 000	not limited	not limited	18 345	211	not limited	211	194
pyrene	3 000	7 500	not limited	not limited	13 501	158	3 919	158	140
benzo(a)anthracene	-	-	-	-	-	-	-	-	-
chrysene	-	-	-	-	-	-	-	-	-
benzo(b)fluoranthene	-	-	-	-	-	-	-	-	-
benzo(k)fluoranthene	-	-	-	-	-	-	-	-	-
indeno(1,2,3-cd)pyrene	-	-	-	-	-	-	-	-	-
dibenzo(a,h)anthracene	-	-	-	-	-	-	-	-	-
benzo(ghi)perylene	-	-	-	-	-	-	-	-	-
carcinogenic PAH	15	7,7	2,8	969	214	0,41	38 067	0,41	0,33
other PAH	3 000	7 500	1,9E+06	1,7E+05	2 367	123	515	123	92
benzene	220	110	32 500	0,14	0,21	0,18	3 380	0,14	0,06
toluene	22 300	92 917	not limited	11	41	80	not limited	11	8,0
ethylbenzene	9 700	24 250	not limited	19	34	40	not limited	19	9,2
xylene	17 900	74 583	not limited	23	60	75	-	23	14

\* = no data available

A2:2

Table A2.2 Reference soil concentrations for land for less sensitive use

Substance	Soil intake	Dermal contact	Inhalation dust	Inhalation vapor	Ingestion drinking w.	Groundwater use minimum	Integrated	No groundwater use minimum	Integrated
	mg/kg	mg/kg	mg/kg	mg/kg	mg/kg	mg/kg	mg/kg	mg/kg	mg/kg
arsenic	60	200	188	-	0,18	0,18	0,18	60	37
lead	11 667	83 333	37 538	-	300	300	289	11 667	8 042
cadmium	3 333	1 020	375	-	0,81	0,91	0,90	375	254
cobalt	4 667	10 000	262 763	-	60	60	59	4 667	3 144
copper	not limited	not limited	not limited	-	30 012	30 012	29 231	not limited	not limited
chromium (III)	not limited	not limited	not limited	-	3 000	3 000	2 995	not limited	not limited
chromium (VI)	16 667	7 937	19	-	65	19	15	19	19
mercury	1 567	1 343	75 075	26	6,0	6,0	4,8	26	25
nickel	16 667	2 041	1 877	-	150	150	129	1 877	924
vanadium	23 333	50 000	75 075	-	301	301	294	23 333	13 127
zinc	not limited	not limited	not limited	-	42 943	42 943	42 137	not limited	not limited
cyanides free	40 000	1 714	not limited	1 331	1,8	1,8	1,8	1 331	735
cyanides complex	68 667	2 857	not limited	-	87	87	85	2 857	2 738
phenol	133 333	21 878	not limited	228 745	13	13	13	21 878	17 390
monochlorophenol (2-)	16 667	2 747	938 438	299	17	17	16	299	265
dichlorophenol (2,4-)	10 000	1 071	563 063	8 704	4,0	4,0	4,0	1 071	870
trichlorophenol (2,4,5-)	333 333	54 945	not limited	not limited	1 380	1 380	1 340	54 945	46 054
trichlorophenol (2,4,6-)	67 000	25 769	not limited	32 882	47	47	47	25 769	11 815
tetrachlorophenol (2,3,4,6-)	100 000	16 484	not limited	209 009	75	75	74	16 484	13 222
pentachlorophenol	10 000	3 896	563 063	not limited	3,3	3,3	3,2	3 896	2 788
cresol (2-)	166 667	27 473	not limited	247 077	43	43	43	27 473	21 480
monochlorobenzene	300 000	128 571	not limited	236	41	41	35	236	236
dichlorobenzene (1,2)	not limited	614 266	not limited	2 516	377	377	327	2 516	2 501
dichlorobenzene (1,4)	366 667	157 143	not limited	114	113	113	57	114	113
trichlorobenzene (1,2,4)	25 667	13 760	675 676	333	21	21	20	333	321
tetrachlorobenzene (1,2,4,5)	1 000	429	56 306	1 061	53	53	43	429	233
pentachlorobenzene	2 667	1 143	150 150	1 974	417	417	240	1 143	567
hexachlorobenzene	330	254	9 910	134	33	33	22	134	69
PCB	18	11	995	6 128	7,4	7,4	3,6	11	6,8
dioxins (TCDD)	1,7E-02	3,6E-03	9,4E-01	8,0E+01	2,5E-02	3,6E-03	2,6E-03	3,6E-03	2,9E-03
dibromochloromethane	59 667	25 571	not limited	98	4,4	4,4	4,2	98	98
bromodichloromethane	20 000	20 000	800 601	8,0	2,4	2,4	1,8	8,0	8,0
carbon tetrachloride	23 800	10 200	not limited	2,6	0,23	0,23	0,21	2,6	2,6
trichloromethane	43 333	18 571	not limited	47	8,2	8,2	6,9	47	46
trichloroethylene	78 333	34 000	not limited	275	36	36	32	275	272
tetrachloroethylene	46 667	20 000	not limited	184	20	20	18	184	182
trichloroethane (1,1,1)	not limited	828 571	not limited	170	150	150	80	170	170
dichloromethane	20 000	8 571	not limited	104	0,27	0,27	0,27	104	103
dinitrotoluene (2,4)	6 667	2 198	375 375	133 397	1,8	1,8	1,8	2 198	1 626
benzo(a)pyrene	230	115	8,3	2 911	428	8,3	7,3	8,3	7,4
naphthalene	100 000	42 857	not limited	7 317	517	517	475	7 317	5 676
acenaphthylene	-	-	-	-	-	-	-	-	-
fluorene	133 333	28 571	not limited	508 463	4 735	4 735	3 909	28 571	22 422
phenanthrene	-	-	-	-	-	-	-	-	-
fluoranthene	133 333	28 571	not limited	not limited	36 689	28 571	14 295	28 571	23 421
pyrene	100 000	21 429	not limited	not limited	27 003	21 429	10 645	21 429	17 574
benzo(a)anthracene	-	-	-	-	-	-	-	-	-
chrysene	-	-	-	-	-	-	-	-	-
benzo(b)fluoranthene	-	-	-	-	-	-	-	-	-
benzo(k)fluoranthene	-	-	-	-	-	-	-	-	-
indeno(1,2,3-cd)pyrene	-	-	-	-	-	-	-	-	-
dibenzo(a,h)anthracene	-	-	-	-	-	-	-	-	-
benzo(ghi)perylene	-	-	-	-	-	-	-	-	-
carcinogenic PAH	230	115	8,3	2 911	428	8,3	7,3	8,3	7,4
other PAH	100 000	21 429	not limited	not limited	27 003	21 429	10 645	21 429	17 574
benzene	3 300	330	97 598	0,41	0,42	0,41	0,21	330	0,41
toluene	743 333	31 857	not limited	34	81	34	24	34	34
ethylbenzene	323 333	13 857	not limited	56	68	56	30	56	56
xylene	598 667	25 571	not limited	69	119	69	44	69	69

## Appendix 3. Physical and chemical data

The various physical and chemical data for substances used in the calculations of the guideline values are presented in Table A3.1. The values given are:

$K_{ow}$	octanol-water partitioning coefficient
$K_{oc}$	distribution factor between water and organic carbon [l/kg]
$K_d$	distribution factor between water and soil [l/kg]
S	solubility [mg/l]
H	Henry's constant (dimensionless)

The parameters for estimation of contaminant uptake in plants are given in Table A3.2. The values given are:

For metals:

BCF root	bioconcentration factor for root parts (mg/kg <i>dry plant</i> )/(mg/kg <i>soil</i> )
BCF stem	bioconcentration factor for stem parts (mg/kg <i>dry plant</i> )/(mg/kg <i>soil</i> )
$K_{pl}$	total bioconcentration factor for plant (mg/kg <i>fresh plant</i> )/(mg/kg <i>soil</i> )

For other inorganic substances and organics:

BCF root	bioconcentration factor for root parts (mg/kg <i>fresh plant</i> )/(mg/l <i>soil pore water</i> )
BCF stem	bioconcentration factor for stem parts (mg/kg <i>fresh plant</i> )/(mg/l <i>soil pore water</i> )
$K_{pl}$	total bioconcentration factor for plant (mg/kg <i>fresh plant</i> )/(mg/kg <i>soil</i> )

Table A3.1 Physical and chemical data for substances

Substance	CAS n:o	Kow l/kg	Koc l/kg	Kd l/kg	S mg/l	enrys cns	Referens
arsenic	7440-38-2			30			Estimated
lead	7439-92-1			1 000			Estimated
cadmium	7440-43-9			30			Estimated
cobalt	7440-48-7			100			Estimated
copper	7440-50-8			500			Estimated
chromium (III)	7440-47-3			2 000			Estimated
chromium (VI)	7440-47-3			30			Estimated
mercury	7439-97-8			200		0,47	Estimated
nickel	7440-02-0			100			Estimated
vanadium	1314-62-1			100			Estimated
zinc	7440-68-6			100			Estimated
cyanides free	57-12-5			1		0,0013	Estimated
cyanides complex				10			Estimated
phenol	108-95-2	30	29	0,8	8,28E+04	1,6E-05	SSL
monochlorophenol (2-)	95-57-8	141	388	7,8	2,20E+04	1,6E-02	SSL
dichlorophenol (2,4-)	120-83-2	1 200	147	2,9	4 500	1,3E-04	SSL
trichlorophenol (2,4,5-)	95-95-4	7 940	1 600	32	1 200	1,8E-04	SSL
trichlorophenol (2,4,6-)	88-06-2	5 010	381	7,6	800	3,2E-04	SSL
tetrachlorophenol (2,3,4,6-)	58-90-2	12 589	280	6	100	1,0E-04	HSDB*
pentachlorophenol	87-86-6	123 000	592	12	1 950	1,0E-06	CSOIL
cresol (2-)	95-48-7	98	91	2	26 000	4,9E-05	SSL
monochlorobenzene	108-90-7	724	219	4,4	472	0,15	SSL
dichlorobenzene (1,2)	95-50-1	2 690	617	12,3	156	0,08	SSL
dichlorobenzene (1,4)	106-47-7	2 630	617	12	74	0,10	SSL
trichlorobenzene (1,2,4)	120-82-1	10 233	1 780	36	300	0,06	SSL
tetrachlorobenzene (1,2,4,5)	95-94-3	50 119	20 599	412	3,5	0,01	CSOIL
pentachlorobenzene	608-93-5	147 911	60 791	1216	0,24	0,06	SSL
hexachlorobenzene	118-74-1	776 250	55 060	1100	6,2	0,05	SSL
PCB	1336-36-3	398 107	163 622	3272	0,2	3,4E-04	CSOIL
dioxins (TCDD)		1,4E+06	575 400	11508	3,0E-04	8,6E-05	EPRI
dicloromethane	124-48-1	148	63	1,3	2 600	0,03	SSL
bromodichloromethane	75-27-4	126	55	1,1	6 740	0,07	SSL
carbon tetrachloride	56-23-5	537	174	3,5	793	1,3	SSL
trichloromethane	67-66-3	83	63	1,3	2 600	0,03	SSL
trichloroethylene	79-01-6	513	166	3,3	1 100	0,42	SSL
tetrachloroethylene	127-18-4	468	155	3,1	200	0,75	SSL
trichloroethane (1,1,1)	71-55-8	302	110	2,2	1 330	0,71	SSL
dichloromethane	75-09-2	74	30	0,6	20 000	0,08	SSL
dinitrotoluene (2,4)	121-14-2	102	96	1,9	270	3,8E-06	SSL
benzo(a)pyrene	50-32-8	1 290 000	1 020 000	20400	1,6E-03	4,6E-05	SSL
naphthalene	91-20-3	2 290	2 000	40	31	2,0E-02	SSL
acenaphthylene	208-96-8	5 500	2 261	45	3,9	6,1E-02	EPRI
fluorene	86-73-7	16 220	13 800	276	2,0	2,6E-03	SSL
phenanthrene	85-01-8	28 800	11 837	237	1,3	6,2E-03	EPRI
fluoranthene	206-44-0	132 000	107 000	2140	0,21	6,60E-04	SSL
pyrene	129-00-0	129 000	105 000	2160	0,14	4,51E-04	SSL
benzo(a)anthracene	56-55-3	501 000	398 000	7860	9,4E-03	1,37E-04	SSL
chrysene	218-01-8	501 000	398 000	7960	1,6E-03	3,88E-03	SSL
benzo(b)fluoranthene	205-99-2	158 000	1 230 000	24600	1,5E-03	4,55E-03	SSL
benzo(k)fluoranthene	207-08-9	1,6E+05	1,2E+06	24600	8,0E-04	3,40E-05	SSL
indeno(1,2,3-cd)pyrene	193-39-5	4,5E+06	3,5E+06	69400	2,2E-05	6,56E-05	SSL
dibenzo(a,h)anthracene	53-70-3	5 000 000	3,8E+06	76000	2,5E-03	6,03E-07	SSL
benzo(ghi)perylene	191-24-2	1,7E+07	7,0E+06	139740	2,6E-04	5,80E-06	EPRI
benzene	71-43-2	135	59	1,2	1 750	0,23	SSL
toluene	108-88-3	562	182	3,6	562	2,72E-01	SSL
ethylbenzene	100-41-4	1 380	363	7,3	169	0,32	SSL
xylene	1330-20-7	1 470	385	7,7	175	0,28	SSL

## NOTES

\* Henry's constant from 2,3,4,5-tetrachlorophenol

SSL = USEPA Soil screening levels, 1996.

HSDB = Hazardous Substances Database, 1995.

CSOIL = van den Berg, 1991.

EPRI = EPRI, 1988.

Table A3:2 Parameters for estimation of plant concentration

Substance	CAS n:o	BCF	BCF	Kpl
		root	stem	
arsenic	7440-38-2	0,030	0,015	0,004
lead	7439-92-1	0,030	0,001	0,003
cadmium	7440-43-9	0,700	0,150	0,076
cobalt	7440-48-7	0,030	0,015	0,004
copper	7440-50-8	0,100	0,100	0,016
chromium (III)	7440-47-3	0,020	0,002	0,002
chromium (VI)	7440-47-3	0,020	0,002	0,002
mercury	7439-97-6	0,030	0,015	0,004
nickel	7440-02-0	0,100	0,070	0,014
vanadium	1314-62-1			
zinc	7440-66-6	0,400	0,100	0,044
cyanides free	57-12-05	0,788	0,883	0,700
cyanides complex		0,788	0,883	0,082
phenol	108-95-2	1,23	0,789	1,30
monochlorophenol (2-)	95-57-8	2,18	1,34	0,221
dichlorophenol (2,4-)	120-83-2	7,92	3,27	1,78
trichlorophenol (2,4,5-)	95-95-4	31,2	5,72	0,574
trichlorophenol (2,4,6-)	88-06-2	22,1	5,20	1,75
tetrachlorophenol (2,3,4,6-)	58-90-2	44,2	6,12	4,34
pentachlorophenol	87-86-5	251,6	5,39	10,7
cresol (2-)	95-48-7	1,65	1,16	0,744
monochlorobenzene	108-90-7	5,63	2,66	0,900
dichlorobenzene (1,2)	95-50-1	14,0	4,36	0,733
dichlorobenzene (1,4)	106-47-7	13,8	4,33	0,722
trichlorobenzene (1,2,4)	120-82-1	37,8	5,96	0,611
tetrachlorobenzene (1,2,4)	95-94-3	126,4	6,22	0,161
pentachlorobenzene	608-93-5	289,8	5,15	0,121
hexachlorobenzene	118-74-1	1 036,7	2,72	0,472
PCB	1336-36-3	620,3	3,71	0,095
dioxins (TCDD)		1 632	1,96	0,071
dibromochloromethane	124-48-1	2,24	1,36	1,23
bromodichloromethane	75-27-4	2,07	1,28	1,28
carbon tetrachloride	56-23-5	4,64	2,34	0,907
trichloromethane	67-66-3	1,73	1,10	0,964
trichloroethylene	79-01-06	4,51	2,29	0,951
tetrachloroethylene	127-18-4	4,26	2,20	0,950
trichloroethane (1,1,1)	71-55-6	3,27	1,82	1,02
dichloromethane	75-09-02	1,10	0,672	1,99
dinitrotoluene (2,4)	121-14-2	1,88	1,18	0,727
benzo(a)pyrene	50-32-8	1 532	2,06	0,038
naphthalene	91-20-3	12,5	4,14	0,207
acenaphthylene	208-96-8	23,7	5,31	0,320
fluorene	86-73-7	53,5	6,27	0,108
phenanthrene	85-01-08	82,8	6,40	0,188
fluoranthene	206-44-0	266	5,30	0,063
pyrene	129-00-0	261	5,33	0,063
benzo(a)anthracene	56-55-3	740	3,36	0,047
chrysenes	218-01-9	740	3,36	0,047
benzo(b)fluoranthene	205-99-2	305	5,07	0,006
benzo(k)fluoranthene	207-08-9	305	5,07	0,006
indeno(1,2,3-cd)pyrene	193-39-5	3 989	0,877	0,029
dibenzo(a,h)anthracene	53-70-3	4 348	0,803	0,029
benzo(ghi)perylene	191-24-2	11 155	0,289	0,040
benzene	71-43-2	2,14	1,31	1,23
toluene	108-88-3	4,78	2,38	0,924
ethylbenzene	100-41-4	8,72	3,45	0,811
xylene	1330-20-7	9,12	3,54	0,795

A4:1

## Appendix 4. Toxicological data

Toxicological data used in the calculations of the guideline values are presented in Table A4.1. The toxicological data are chosen from information available by the end of 1996. However, toxicological parameters are continuously being revised and updated and therefore revised values may have been published in the literature since then.

The values given are:

- TDI, tolerable daily intake
- Cancer risk based daily intake (intake corresponding to a lifetime excess risk of 1/100 000)
- RfC, reference air concentration
- Cancer risk based air concentration
- Dermal absorption factor (absorption for dermal uptake/absorption for oral intake)
- Drinking water guidelines and percentage of TDI committed for drinking water
- Ambient Water Quality Criteria for fish residue values
- Cancer classification according to USEPA and IARC

### USEPA:

- Group A Human carcinogen  
 Group B probable human carcinogen  
 B1 limited evidence from epidemiological studies  
 B2 "sufficient" evidence from animal studies and "inadequate" or "no data" from epidemiological studies  
 Group C possible human carcinogen  
 Group D not classifiable as to health carcinogenicity  
 Group E evidence of non-carcinogenicity for humans

### IARC:

- Group 1 The agent (mixture) is carcinogenic to humans  
 Group 2A The agent (mixture) is probably carcinogenic to humans  
 Group 2B The agent (mixture) is possibly carcinogenic to humans  
 Group 3 The agent (mixture) is not classifiable as to its carcinogenicity to humans  
 Group 4 The agent (mixture) is probably not carcinogenic to humans

In Table A4.2 the exotoxicological data used are presented:

- Dutch intervention values (C-values) based on ecotoxicological effects
- CCME Water Quality Criteria for aquatic life
- Calculated soil concentrations giving concentrations in a nearby surface water corresponding to the CCME Water Quality Criteria [µg/kg]

Table A4.1 Toxicological data

Substance	CAS n:o	ORAL		INHALATION		DERMAL Relative absorption factor (h)	DRINKING WATER		FISH AWQ (i) Fish microg/l	CANCER CLASS USEPA IARC
		TDI mg/kg/d	Cancer risk 1E-05 mg/kg/d	RfC mg/m <sup>3</sup>	Cancer risk 1E-05 mg/m <sup>3</sup>		limit mg/l	Fraction of TDI		
arsenic	7440-38-2	1,1E-03 d	6,0E-06 b		2,5E-06 b	3,0E-02	1,0E-02	100% c	1,8E-02 A	1
lead	7439-92-1	3,5E-03 b		5,0E-04 b	5,6E-06 a	8,0E-03	1,0E-02	50% c	none B2	2B
cadmium	7440-43-9	1,0E-03 b		5,0E-06 b		1,4E-01	1,0E-03	10% c	none B1	2A
cobalt	7440-48-7	1,4E-03 e								
copper	7440-50-8	5,0E-01 b					2,0E+00	10% c	D	
chromium (III)	7440-47-3	1,0E+00 a				4,0E-02	5,0E-02	100% c	3,4E+06	3
chromium (VI)	7440-47-3	1,0E+00 a			2,5E-07 b	9,0E-02			none A	1
mercury	7439-97-6	4,7E-04 b		1,0E-03 b		5,0E-02	1,0E-03	10% c	1,5E-01 D	3
nickel	7440-02-0	5,0E-03 b		2,5E-05 b		3,5E-01	5,0E-02	10% c	1,0E+02 A (dust 2A/2B)	
vanadium	1314-62-1	7,0E-03 a		1,0E-03 b						
zinc	7440-66-6	1,0E+00 b				2,0E-02	1,0E+00		c	D
cyanides free	57-12-5	1,2E-02 b				3,0E-01	5,0E-02	20% c	none	D
cyanides complex		2,0E-02 a								
phenol	108-95-2	4,0E-02 d				2,6E-01			none	D
monochlorophenol (2-)	95-67-8	5,0E-03 a				2,6E-01			none	
dichlorophenol (2,4-)	120-83-2	3,0E-03 a				4,0E-01			3,1E+03	
trichlorophenol (2,4,5-)	95-95-4	1,0E-01 a				2,6E-01			none	3
trichlorophenol (2,4,6-)	88-06-2		6,7E-03 b*			2,6E-01	2,0E-01	100% b	3,6E+00 B2	2B
tetrachlorophenol (2,3,4,6-)	58-90-2	3,0E-02 a				2,6E-01			none	2B
pentachlorophenol	87-86-5	3,0E-03 b				1,1E-01	9,0E-03	10% b	none	B2
cresol (2-)	95-48-7	5,0E-02 u							c	2B
monochlorobenzene	108-90-7	9,0E-02 b		1,3E-01 g		0,100	3,0E-01	10% b	none	D
dichlorobenzene (1,2)	95-50-1	4,3E-01 b		2,8E-01 g		0,100	1,0E+00	10% b	2,8E+03 D	3
dichlorobenzene (1,4)	106-47-7	1,1E-01 b		1,5E-02 g		0,100	3,0E-01	10% b	2,8E+03	2B
trichlorobenzene (1,2,4)	120-82-1	7,7E-03 b		9,0E-03 g		0,080	2,0E-02	10% b		D
tetrachlorobenzene (1,2,4,5)	95-94-3	3,0E-04 a							4,8E+01	
pentachlorobenzene	608-93-6	8,0E-04 a							8,5E+01 D	
hexachlorobenzene	118-74-1	8,0E-04 a	3,3E-05 b*	3,0E-03 g		1,3E-01	1,0E-03	100% b	7,4E-04 B2	2B
PCB	1336-36-3	5,3E-06 **				6,7E-02			7,9E-06 B2	2A
dioxins (TCDD)	1746-01-6	5,0E-09 f				2,0E-01				
dibromochloromethane	124-48-1	1,8E-02 b				1,0E-01	1,0E-01	20% b	1,6E+01 C	3
bromodichloromethane	75-27-4	2,0E-02 a	2,0E-03 b*			1,0E-01	6,0E-02	100% b	1,6E+01 B2	2B
carbon tetrachloride	56-23-5	7,1E-03 b		1,4E-02 g		1,0E-01	2,0E-03	10% b	6,9E+00 B2	2B
trichloromethane	67-66-3	1,3E-02 b*		1,7E-02 g		1,0E-01	2,0E-01	50% b	1,6E+01 B2	2B
trichloroethylene	79-01-6	2,4E-02 b		5,4E-01 d		1,0E-01			8,1E+01	2A
tetrachloroethylene	127-18-4	1,4E-02 b		6,8E-01 d		1,0E-01			8,9E+00	2A
trichloroethane (1,1,1)	71-55-6	5,8E-01 b		8,0E-01 g		1,0E-01	2,0E+00	10% b	D	3
dichloromethane	75-09-2	6,0E-03 b		3,5E-01 d		1,0E-01	2,0E-02	10% b	1,6E+01 B2	2B
dinitrotoluene (2,4)	121-14-2	2,0E-03 a				1,3E-01			9,1E+00	
benzo(a)pyrene	50-32-8	1,0E-03 d	2,3E-05 b		1,1E-07 b	2,0E-01	7,0E-04	100% b	3,1E-02 B2	2A
naphthalene	91-20-3	4,0E-02 j				1,0E-01			D	
acenaphthylene	208-96-8					1,8E-01			3,1E-02 D	
fluorene	86-73-7	4,0E-02 a				2,0E-01			3,1E-02 D	3
phenanthrene	85-01-8					1,8E-01			3,1E-02 D	3
fluoranthene	206-44-0	4,0E-02 a				2,0E-01			5,4E+01 D	3
pyrene	129-00-0	3,0E-02 a				2,0E-01			3,1E-02 D	3
benzo(a)anthracene	56-55-3					2,0E-01			3,1E-02 B2	2A
chrysene	218-01-9					2,0E-01			3,1E-02 B2	3
benzo(b)fluoranthene	205-99-2					2,0E-01			3,1E-02 B2	2B
benzo(k)fluoranthene	207-08-9					2,0E-01			3,1E-02 B2	2B
indeno(1,2,3-cd)pyrene	193-39-5					1,8E-01			3,1E-02 B2	2B
dibenzo(a,h)anthracene	53-70-3					9,0E-02			3,1E-02 B2	2A
benzo(ghi)perylene	191-24-2					1,8E-01			3,1E-02 D	3
benzene	71-43-2		3,3E-04 b	1,3E-03 d		8,0E-02	1,0E-02	100% b	4,0E+01 A	1
toluene	108-88-3	2,2E-01 b		4,0E-02 d		1,2E-01	7,0E-01	10% b	4,2E+05 D	3
ethylbenzene	100-41-4	9,7E-02 b		4,0E-02 d***		2,0E-01	3,0E-01	10% b	3,3E+03 D	
xylene	1330-20-7	1,8E-01 b		4,0E-02 d		1,2E-01	5,0E-01	10% b	D	3

a = IRIS, 1995.

b = WHO, 1993; WHO (Inhalation), 1987.

c = SLV, 1993.

d = MM, 1990; IMM (Inhalation), 1991.

e = CSOIL, 1991

f = Nord, 1988.

g = UBA, 1993.

h = MDEP, 1994.

i = AWQ Fish: USEPAs Ambient Water Quality Criteria Fish Residue values. IRIS, 1995.

j = SSL (1996)

## NOTES

\* Calculated from drinking water concentration assuming 2 l/day and 60 kg bodyweight

\*\* Based on 10% of average background exposure SLV, 1995.

\*\*\* Assumed to be the same as xylene and toluene

Table A4.2 Ecotoxicological data

Substance	CAS n:o	Dutch C-value		CCME eq life clean up microg/l	Concentration in soil not to exceed CCME value mg/kg
		ecotox mg/kg			
arsenic	7440-38-2	40	50		90000
lead	7439-92-1	290	1 to 7		50000
cadmium	7440-43-9	12	0,01		36
cobalt	7440-48-7	240			
copper	7440-50-8	190	2 to 4		50000
chromium (III)	7440-47-3	230	2 to 20		240000
chromium (VI)	7440-47-3				
mercury	7439-97-6	10	0,1		1200
nickel	7440-02-0	210	25 - 150		150000
vanadium	1314-62-1				
zinc	7440-66-6	720	30		180000
cyanides free	57-12-05		5		360
cyanides complex					
phenol	108-95-2	40	*1		47
monochlorophenol (2-)	95-67-8	10	7		3300
dichlorophenol (2,4-)	120-83-2	10	0,2		38
trichlorophenol (2,4,5-)	95-95-4	10			68000
trichlorophenol (2,4,6-)	88-06-2	10			
tetrachlorophenol (2,3,4,6-)	58-90-2	10			
pentachlorophenol	87-86-5	5	0,5		360
cresol (2-)	95-48-7	50	*1		120
monochlorobenzene	108-90-7	30	15		4100
dichlorobenzene (1,2)	95-50-1	30	2,5		1900
dichlorobenzene (1,4)	106-47-7	30	4		900
trichlorobenzene (1,2,4)	120-82-1	30	0,5		3000
tetrachlorobenzene (1,2,4,5)	95-94-3	30	0,15		1100
pentachlorobenzene	608-93-6	30	0,03		2500
hexachlorobenzene	118-74-1	30	0,0065		430
PCB	1336-36-3		0,001		200
dioxins (TCDD)		0,046			
dibromochloromethane	124-48-1				
bromodichloromethane	75-27-4				
carbon tetrachloride	56-23-5	60	13		3000
trichloromethane	67-66-3	60	2		180
trichloroethylene	79-01-06	60	20		4300
tetrachloroethylene	127-18-4	60	110		22000
trichloroethane (1,1,1)	71-55-6	60	88		
dichloromethane	75-09-02	60			
dinitrotoluene (2,4)					
benzo(a)pyrene	50-32-8	40			
naphthalene	91-20-3	40			
acenaphthylene	208-96-8				
fluorene	86-73-7				
phenanthrene	85-01-08	40			
fluoranthene	206-44-0	40			
pyrene	129-00-0				
benzo(a)anthracene	56-55-3	40			
chrysene	218-01-9	40			
benzo(b)fluoranthene	205-99-2	40			
benzo(k)fluoranthene	207-08-9	40			
indeno(1,2,3-cd)pyrene	193-39-5	40			
dibenzo(a,h)anthracene	53-70-3	40			
benzo(ghi)perylene	191-24-2	40			
benzene	71-43-2	25	300		25000
toluene	108-88-3	130	2		450
ethylbenzene	100-41-4		90		40000
xylene	1330-20-7				

\* = total non-chlorinated phenols, including cresol

References: Swartjes and van den Berg (1993), van den Berg et al (1994), Kreule et al (1995)  
CCME (1996)

# *Requirements for site remediation*

Guidelines for practical achievement of  
acceptable residual concentrations and quantities  
- methods and quality aspects

## **Foreword**

In order to facilitate the remediation of contaminated sites and to achieve reasonable uniformity in the work involved, the Swedish Environmental Protection Agency produces aids and tools in the form of reports and guidelines.

The site remediation closure guidelines presented in this report relate to several existing publications including: "General Soil Quality Criteria for Contaminated Sites", "Guidelines for Investigation of Contaminated Sites" and "Data of the right quality".

The requirements for remediation of contaminated sites set by the environmental regulatory agency should ensure that the overall objectives of site restoration are fulfilled.

Site remediation closure involves sampling to demonstrate, at an acceptable level of confidence, that the remediation efforts have achieved the pre-determined acceptable residual concentrations and quantities of contamination. This report provides guidance as to how this may be achieved. The report also contains information on methods of classifying excavated soil in terms of contaminant concentrations.

It is of particular importance to relate the acceptable residual contaminant concentrations to specific soil volumes, and to the degree of reliability of the confirmation of compliance sampling. This is required in order to specify a practical level of remediation that is achievable using standard contracting practices. This approach involves, for example, specifying sampling frequency and the statistical data interpretation requirements. This document provides guidelines of how to address these issues, and provides methods for establishing the level of confidence that the site remediation has achieved its goals.

These guidelines have been prepared by Golder Associates AB under the instruction of, and in Cupertino with the Swedish Environmental Protection Agency. The text has been reviewed by a project team comprising representatives from Jacobson and Widmark AB, the Royal Institute of Technology, Kalmar County Administration, the Swedish Geological Institute and the Swedish Environmental Protection Agency. The project leader at the Swedish EPA has been Olov von Heidenstam. The document was translated to English by Maxwell Arding and Reidar Zapf-Gilje.

This report is a translation of the Swedish original (Swedish EPA 1997 b).

Stockholm, June 1998

Swedish Environmental Protection Agency

## Table of Contents

Foreword .....	3
Summary .....	6
<b>1 Background information and introduction .....</b>	<b>9</b>
<b>2 Practical Consideration for Remediation Contracting .....</b>	<b>14</b>
General .....	14
General practical adaptation of required action .....	15
Adaptation of invitations to tender .....	16
Descriptive texts .....	17
<b>3 Site Remediation based on Acceptable Residual Concentrations ....</b>	<b>19</b>
General .....	19
What material is to be dealt with? .....	19
Formulation of acceptable residual concentration .....	21
<b>4 Classification of soil .....</b>	<b>28</b>
General .....	28
Statistical approach .....	28
Deterministic approach .....	32
<b>References and literature .....</b>	<b>36</b>
<b>Glossary of terms .....</b>	<b>37</b>
<b>Appendix 1: Example of classification of unit volumes during the action phase using statistical methods .....</b>	<b>A 1:1</b>
<b>Appendix 2: Example of the use of statistical methods to break down contaminated material prior to remedial action .....</b>	<b>A 2:1</b>
<b>Appendix 3: Separation and classification of clearly demarcated contamination .....</b>	<b>A 3:1</b>

## Summary

In recent years, contaminated sites in Sweden have increasingly been identified and investigated. This work has shown that the remediation of contaminated sites is of considerable importance. Environmental site investigations can be made sufficiently detailed to gain a complete understanding of the characteristics and distribution of contaminants before action is taken. However, for practical and economic reasons, investigations are usually limited to providing an adequate understanding of the type and extent of contamination to allow for an assessment of risk to human health and the environment, and for remedial planning. The required remedial action plan should identify the media and locations to be remediated, the acceptable residual concentrations in the remaining soil and groundwater, and the method and degree of reliability with which it will be confirmed that the remediation requirements have been met.

Required remedial action based on acceptable residual concentrations must be *feasible and achievable using proven contractor's methods*. The shape and size of the *selected remediation volume (SRV)* must be adapted to suit the standard excavation equipment and methods. The type, location and depth of the contamination zone contaminant may mean that specific excavation regulations will be required (e.g., excavation in lifts) in order to avoid unnecessary dilution and mixing of the contamination. Excavation of loose soils and excavation in the vicinity of building foundations involves geotechnical risks, which may make it costly or impossible to remove all the contaminated soil. In these cases, some flexibility may be considered in terms of establishing the acceptable residual concentration. For example, a higher residual concentration close to a building foundation may be allowed, if the residual concentration for the rest of the site is lowered as compensation. Common sense must play a central role for all site remediation works. Stained or odorous soil encountered during excavation should be segregated, tested and dealt with separately, although its contaminant concentrations must not exceed the acceptable residual concentration.

Contracts for site remediation based on acceptable residual concentration must include *detailed specification* of methods and payments. Segregation and testing to classify the soil quality may involve delay costs for both excavation contractor and site monitoring staff. It is therefore important to have a properly designed plan for handling the excavated material. The time required and the cost of classification and excavation depends not only on the total volume of contaminated soil but also on the size of the SRV. Tenders based on different SRVs should therefore be obtained particularly if the environmental site investigation conducted was limited.

The *organisation* responsible for carrying out the site remediation must include personnel responsible for classification and ensuring that the required remedial requirements are in fact met. A "code of practice" similar to the Swedish building code (standard risk classes) may be used. This would mean that the monitoring *control* would be carried out by the site owner or the Contractor. The results of the site remediation must be

documented in a "Site Remediation Closure" report clearly stating which media and locations that have been remediated, the method used for soil classification and the residual concentrations in the remaining soil.

Where the site remediation is targeted to meet an acceptable residual concentration, it is necessary to classify soil both prior to, and during the implementation phase, in order to determine whether the concentration of contaminants is higher or lower than the acceptable residual concentration. For assessment of which soil should be excavated, the site should be divided into zones based on the level of contamination: "clean", "suspect" and "contaminated". The "clean" zones, which include soil where the contaminant concentrations are below the acceptable residual concentration, can be excluded from the contract. Suspect soil has contaminant concentrations that are believed to be close to the acceptable residual concentration, and must therefore be examined in further detail and *classified* before the action to be taken is selected. Dividing the site into three zones of different expected soil quality often results in considerable cost savings. Zones originally considered to be in excess of the acceptable residual concentration ("contaminated" or "hot spots") may be dealt with directly, whereupon compliance with the acceptable residual concentrations can be *verified* by confirmatory tests.

Classification of soil and other material can take place with or without the help of statistical evaluation. The advantage of a *statistical approach* is that this allows for the calculation of the uncertainty of the classification. Expressed in statistical terms, the remedial requirements based on acceptable residual concentration might be stated as: *The mean concentration in a selective remediation volume (SRV) must not exceed the acceptable residual concentration. The probability of being wrong (that the true mean concentration is actually greater than the acceptable residual concentration although it was predicted to be lower) must not exceed X% (type I error).*

The size of the SRV should be determined from case to case. Factors indicating a limited SRV include heterogeneous distribution of contaminants, contaminants with many hot spots, an inadequate environmental site investigation, and contaminants present near the surface which may pose greater health and environmental risks. Normally, a SRV of 50–100 m<sup>3</sup> is reasonable. Classification is made easier if there is little variation in contaminant concentrations within the SRV. If the variations are too great, as when the standard deviation is greater than the mean, the SRV should be smaller. The shape of the SRV is determined by the expected contamination contaminant situation and by the practical considerations mentioned above.

A *mean value*, computed on the basis of a number of discrete samples, or analysed in the form of a composite sample (made up of a number of discrete samples), is merely an estimate of the "true", albeit unknown, mean value. However, the classification of

an SRV does not require knowledge of the actual mean value; it is only necessary to attempt to prove with a high degree of certainty or confidence (e.g., 95 per cent) that the mean concentration is less than the acceptable residual concentration. If the variations in the concentrations of contaminants within the SRV are fairly small, i.e., the contaminant concentrations in the SRV are assumed to be normally distributed, the upper confidence limit for the mean (UCLM) can be calculated for a given *degree of confidence* using normal statistics.

Soil samples collected for the purpose of classifying an SRV may be taken both *in situ* (in undisturbed soil at the limits of an excavated area) and from *stockpiles of excavated soil*. The choice is made mainly on the basis of practical and cost considerations. When taking samples from stockpiles of excavated soil it is important also to take samples from within the pile. A practical approach is to collect samples at intervals during the creation of the stockpile. Efforts should be made to collect large volume samples in order to obtain the best representation of soil quality. In the initial stage of excavation, all samples taken within several SRVs should be analysed in order to build a statistical interpretation of the contaminant distribution. This statistical contaminant distribution is then used to calculate *the standard error* of the mean and to ensure that the variations in the contaminant concentrations in each SRV are small. Discrete samples taken from one and the same SRV can then be mixed together to form a composite sample for analysis. The contaminant concentration of the composite sample represents the best estimate of the mean concentration in the SRV. Once the standard error of the mean is known, it is possible to calculate the UCLM for the SRV for a given degree of confidence.

Statistical evaluation requires a certain level of experience and resources and is therefore not always expedient. For sites involving excavation of low risk contamination, or contaminated soil zones which have been clearly delineated or which can be readily delineated in the field based on visual/olfactory readings or observations (e.g., odorous or stained soil); a simpler *deterministic approach* can be used. The remedial action involves an iterative process of excavation and preliminary confirmatory testing. The preliminary confirmatory testing involves the analysis of soil samples collected from the wall or base of the excavated area, using a screening method suitable for field use (PID or immuno-assay). When the preliminary confirmatory sampling indicates that the contamination has been removed, *the remedial action is verified* by the collection of the final confirmatory samples for analysis at an accredited laboratory. The number of samples depends on the nature of the contaminants and the soil. If discrete samples are collected, then at least ten will normally be analysed. If composite samples are collected, the number analysed is normally at least five. The analytical results are then compared with the acceptable residual concentration in a manner agreed in advance, and approved by the environmental agency. For example, it may be required that the contaminant concentration in all composite samples must be below the acceptable residual concentration. Alternatively, compliance could be demonstrated by showing that the upper confidence limit of the mean (UCLM<sub>95%</sub>) or the 90 percentile of the contaminant concentrations of the discrete samples are below the acceptable residual concentration.

## 1 Background information and introduction

In recent years, the identification, investigation and classification of contaminated sites have been a high priority for the Swedish EPA. The results of this work to date clearly demonstrate that a substantial effort is required for soil and groundwater remediation, with expected costs in the order of several billion Swedish kronor (SEK). The contaminated sites situation in Sweden mirrors the situation experienced in other countries.

A contaminated site remediation project involves a number of successive phases, including a preliminary site investigation, a detailed soil and groundwater investigation, the preparation of a remedial plan, and site closure documentation. The outcome of each phase is reviewed by environmental agencies, site operators and landowners; and decisions are made regarding the type and scope of additional work (if any). A report entitled "Remediation of Contaminated Sites – Guidelines for Planning and Implementation of Site Remediation Projects" (Swedish EPA, 1997, in Swedish) provides guidance for the planning and implementation of remediation projects.

Remediation of a contaminated site involves many different activities, including review of historical activities, field investigations, data interpretation and reporting, risk assessment and remedial planning, project planning, implementation of remedial works and confirmatory sampling for site closure documentation. Figure 1.1 (overleaf) is a schematic illustration of the various stages involved in remediation of a given site.

Based on preliminary investigation results, groups of contaminated sites are classified according to the potential risk the contamination may pose to people and the environment. The sites considered to pose a risk would undergo detailed site investigation. Detailed site investigations may also be conducted at sites where a change of ownership or re-development is pending.

The detailed field investigation should be carried out in accordance with "Guidelines for Investigation of Contaminated Sites, parts 1 and 2" (Swedish EPA, 1994a and 1994b). As demonstrated in that document, a comprehensive site investigation *can* be sufficiently detailed to map all occurrences of contamination *before* a contractor begins remediation work. Although this may be desired in some cases, it is often not practical, because of cost and other considerations. More commonly, the investigation is limited to providing sufficient characterisation and delineation of soil and groundwater contamination for the preparation of a detailed remediation plan.

The results of the detailed field investigation are required for risk-based remedial planning. Risk-based remedial planning involves a risk assessment for the identification and quantification of the risks arising from a contaminated site. The purpose is to determine the "safe" concentrations of contaminants that could remain on the site following remediation without causing adverse effects on human health or the environment. Risk-based remediation may also include engineering works to manage contamina-



tion in situ, where the "safe" concentrations are exceeded. Guidance for a risk-based approach to site remediation is provided in a report entitled "General Soil Quality Criteria for Contaminated Sites" (Swedish EPA, 1996a). The remedial planning process involves the screening of potential methods and technologies for treating, removing or controlling contamination. The remedial alternatives are screened based on financial and environmental considerations. Other governing

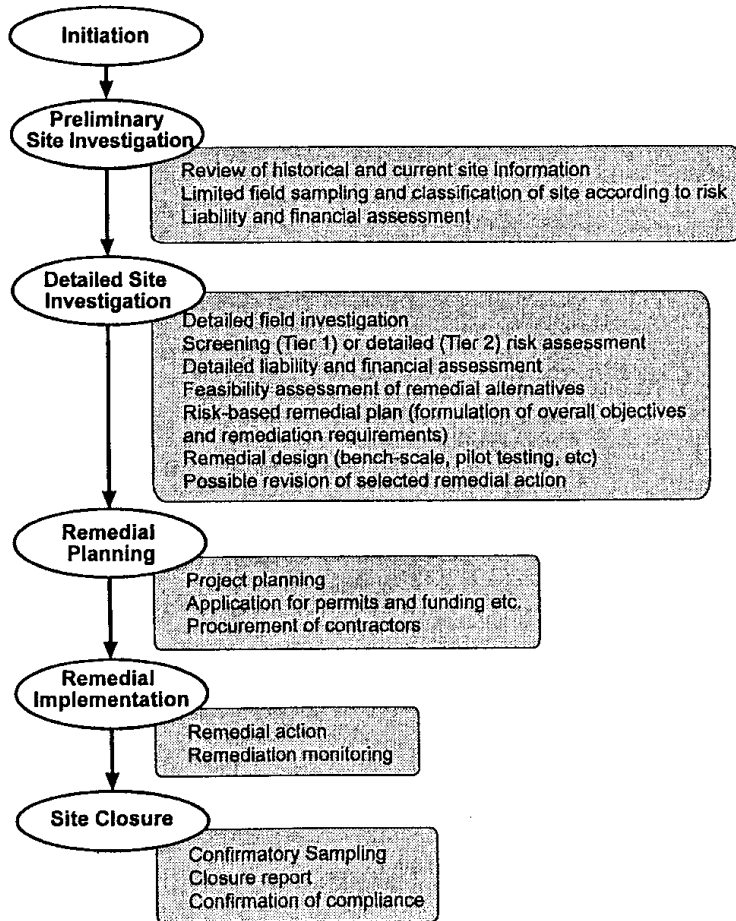


Figure 1.1 Phases of a site remediation project

factors include regulatory requirements, public perception and acceptance, cultural heritage aspects, infrastructure. Guidance for screening of remediation alternatives is provided in the report "Long-term Planning for Site remediation" (Swedish EPA, 1996 b). Once the remedial alternatives have been selected, an evaluation of the risk reduction that would be achieved by the different remedial alternatives would be weighed up against the level of public and regulatory acceptance, costs and implementability. This document contains a description of the remediation objectives and requirements for excavation of soil at a contaminated site.

*"If possible, overall health and environmental objectives for site remediation projects should be measurable and capable of being determined quantitatively. The objectives can be formulated by various interested parties but should be discussed with the environmental regulatory agency before further planning occurs. The objectives may be set at the initial stage of remedial planning and may be revised during the planning and implementation process as new information is obtained. Examples of such objectives include:*

- recolonization by animal and plant species previously found on the site and in its vicinity;
- unrestricted future land use, such as for housing;
- use of groundwater or surface water for drinking and other purposes;
- unrestricted consumption of fish from adjacent water bodies.

*The remedial requirements define what is to be done to achieve the overall health and environmental objectives. By setting objectives that can be measured by field sampling, "closure" of the remediation contractor's work can be readily confirmed. The objectives can be formulated by various interested parties but should be scrutinised by the environmental regulatory agency before the remediation planning continues. The objectives are based on the results of the detailed site investigation, and form an integral part of the remedial plan. Separate remedial requirements may be stipulated for different parts of the site. The remediation requirements should specify:*

- 1) *The type of material (soil, groundwater, sediment, and demolition debris) to be dealt with and the various methods to be considered.*
- 2) *The way in which excavated material or demolition waste should be handled and disposed of.*
- 3) *The "target" clean-up criteria in terms of the acceptable concentration and volume of contaminants that will remain after completion of the remediation measures.*
- 4) *The methods for confirming that the "target" clean-up criteria expressed in (3) have been achieved and the degree of reliability with which this is done.*

*An assessment should also be made of the risk reduction achieved by the site remediation measure; and whether the overall objective of protecting human health and the environment has been achieved. It is also important to estimate the costs of implementing the remedial measures.*

*It is crucial that Item 4 is formulated so that the contractor knows exactly how it will be determined that its work has been completed. The other requirements are also important to ascertain that the site-specific remedial objectives have been fulfilled. Examples of relevant considerations for monitoring and confirmation of site remediation works include sampling frequency, sampling depth, handling of samples, chemical analyses and statistical interpretation of test results."*

The remediation requirements must be defined in practical terms and suitable for the planned remediation works to be carried out by the contractor. Knowledge of certain scale factors is important in this context, such as:

the fact that environmental regulatory agency decisions are often based on analytical results obtained from laboratory analyses of sample volumes in the order of a few grams;

the fact that constraints imposed by standard excavation equipment oblige contractors engaged in site remediation to handle a minimum volume of a number of cubic metres.

The focus of this guidance document is on items 3 and 4 of the *remediation requirements* described on the previous page, although item 1 is also dealt with. The method for confirming whether the specified acceptable residual concentrations ("target" clean-up criteria) have been achieved is addressed in detail.

The guidance provided in this document is limited to presenting principles and methods that apply to remediation based on acceptable residual contaminant concentrations in soil. Moreover, the guidelines are mainly intended for site remediation involving the excavation of contaminated soil. However, the methods of sampling and statistical interpretation may also be applicable to other types of remediation (e.g., confirmation of in-situ and off-situ treatment), and other types of contaminated media (sediment). The underlying facts are that it is often not feasible to restore sites to pristine or background conditions and that many site remediation projects require decisions to be made quickly based on limited data. The remediation contractor will be forced to operate differently, to allow for careful excavation and segregation of contaminated soil as directed by the field engineer. This process will involve delays caused by the need to segregate contaminated soil from non-contaminated, based on confirmatory sampling and testing. The formulation of practical site clean-up objectives and resulting technical specifications for its implementation will significantly influence on the outcome of the remediation.

Chapter 2 (Practical Considerations for Remediation Contracting) deals with how to set practical site clean-up objectives and technical specifications for effect implementation of remedial measures.

Chapter 3 (Site Remediation based on Acceptable Residual Soil Concentrations) deals with the importance of the way the acceptable residual concentrations are defined and the use of statistical analysis to compare confirmatory test results with the acceptable residual concentration (or "target" clean-up criteria).

Chapter 4 (Classification of Soil) presents sampling methods and relevant statistical interpretation methods for classification of soil quality with a specified degree of reliability. This chapter also describes a non-statistically based soil classification method suitable for remediation at small or uncomplicated sites. Finally, the appendices present illustrative examples where the various principles and methods have been used for excavation of contaminated soil based on acceptable residual soil concentration.

## 2 Practical Consideration for Remediation Contracting

### General

The required remediation action should consider *practical and legal aspects of remediation contracting*, including required documentation, measurement of quantities for payment, as well as monitoring requirements.



Figure 2.1 Extensive sampling is also a form of random sampling. Remediation contracting must therefore take account of the possibility of unexpected variations in the occurrence of contaminants.

The legal aspects of contracting are important for a site remediation project to ensure adequate health and safety conditions, and to achieve financial success. The risk of unpleasant financial surprises is considerable, because it is impossible to examine the entire volume of soil on the site in advance. An incomplete description of the remediation requirements and/or a remediation program that does not address practical implementation considerations could result in significant cost overruns as a result of "extras".

Described below are a number of practical factors to be considered when planning a site remediation project. If the required remedial actions are *properly described* at the outset, they can be easily incorporated into the contract specifications. *The aim*, when preparing the invitation to tender is that the specifications for the remediation works are financially neutral from the contractor's point of view. This means that the contractor should not gain or lose unreasonable amounts of money if additional contaminants are discovered or the amount of contaminated material is less than expected.

Experience has shown that this aim is difficult to achieve with fixed price contracts, where the contractor's profit increases if the extent of the contamination is less than expected. It is better to use a unit price contract for a predetermined, well-defined and measurable list of quantities, with a provisional list of costs for "extras" such as stand-by time and the use of equipment and labour on an hourly basis. The contractors may then compete fairly by bidding on the basis of the list of quantities and stipulated quality requirements. More detailed information about Swedish construction industry practice in connection with site remediation projects is given in separate document (Swedish EPA, 1997). Those guidelines describe the entire sequence of operations involved in a site remediation project, with the emphasis on prevailing practice for soil excavation contracts.

## Practical Site Remediation Methods

### *Adapting the method of reporting the extent of contamination*

The extent of the contamination must be reported using simplified geometry (e.g., right angles), which are easy to mark on the ground and which are suitable for the equipment and the excavation machinery to be used. Borders created using a Kriging analysis, for example, (Appendix 2) are difficult to mark in the field and very expensive to follow using an excavator. Consequently, the project manager should standardise the geometry at an early stage and thereby simplify performance of the remediation work.

### *Excavation Method*

The way the contaminants are distributed in the soil requires careful consideration when preparing practical specifications for excavation. If high concentrations may be expected at the level of the water table (as with oil contamination, for example), then the excavation should proceed by removing the soil in layers to avoid mixing with non-contaminated soil. On the other hand, if the contaminant occurs in the form of vertical hot spots, then vertical excavation must be specified.

### *Geotechnical Considerations*

There is a risk of wall collapse when excavating loose soils or when excavating next to foundations. Geotechnical conditions of this kind may mean that the entire remedial plan and/or choice of technique must be revised in order to achieve optimum removal of contamination (some contaminants can be controlled or treated in situ). One such example is where it has been agreed that a higher concentration of a given contaminant will be left close to a building in order to avoid costly and time-consuming pile-driving work. In return, requirements might be made more stringent for the other areas of the site in order to keep to the original clean-up objective with respect to the total quantity of contaminant to be removed from the site. Highly expensive shoring or foundation support work that would be required to be able to excavate all the contaminant as planned can thus be avoided. Geotechnical experts should be consulted when these conditions are encountered.

### *Stained and odorous excavated material*

Visual and olfactory indications of pollution should be dealt with even if they are not described in the remediation specifications. For example, if there are any drums, stained or odorous soil/water, steps must be taken to identify and perhaps deal with the source of the problem. This may appear self-evident but must be stipulated in technical specifications and contract clauses.

## Adaptation of invitations to tender

### General

Procurement of contractors is governed by separate regulations such as AB 92 or ABT 94. Specific legislation applies in the case of public procurement procedures, namely the Public Procurement Act. Standardised texts describing the contract using the AMA (General Material and Work Description) system are often drawn up in connection with procurement. Particularly important parts, which must be included in the invitation to tender in view of these regulations, are dealt with below. For further information in this respect, refer to a separate document produced by the Swedish EPA (Swedish EPA, 1997).

### Project Organisation

Project organisation is of fundamental importance to a site remediation project. Of particular importance are issues concerning quality, environmental and workplace responsibility since these have a practical bearing on the steps taken to ascertain that the remediation specification is met. It is recommended that the principal's project manager play a key role in the project team and is given authority and support with regard to monitoring and evaluation of the performance of the remediation work.



Figure 2.2 The invitation to tender should include specifications regarding the level of health and safety required at the workplace. The health and safety aspects of site remediation are often overlooked.

Site Monitoring should be carried out in accordance with directions supplied by the regulatory agency. Site monitoring is divided into monitoring of the implementation of the remedial works and monitoring of compliance with the remediation objectives and clean-up criteria. (Swedish EPA, 1997). A *site closure report* is drafted when site remediation has been completed. This report presents results achieved. The party responsible for the site monitoring (the contractor, the owner or responsible party) should be clearly specified in the contract. Alternatively, the monitoring could be conducted by an independent organisation or company. The scope of the monitoring should be carefully considered and an approach similar to that used by the Swedish building standards is suitable. Generally speaking, this means that the more complex and sensitive the site remediation, the greater the requirements with respect to the scope of, and responsibility for, site monitoring.

Finally, health and safety requirements should include an on-site safety officer and disaster and emergency planning. At present the majority of Swedish operators in the field of remediation have little knowledge and understanding of the health risks involved in site remediation work and therefore commonly fail to take necessary *safety precautions*.

## Contract Specification texts

### General

A number of specific contracting issues must be dealt with in the contract specifications. The issues, which commonly pose a potential source of conflict between the responsible party and the contractor, are described below.

### Standby time during classification of soil

Classification of excavated soil may be determined by analyses performed in the field or the laboratory. The contract specifications should indicate the average time required for classification, and means for calculating compensation for standby time. Note, however, the link between the selective remediation volume (SRV) and the time required for classification. If there is doubt as to the size of the SRV, the specifications should identify the lower volume for tendering purposes and request a quoted cost in the event of a greater or lesser SRV being used when the work is actually performed.

By formulating a plan for handling excavated material which takes into account the soil classification work it is possible to reduce the contractor's standby time, which may result in substantial savings. Sometimes, standby time during soil classification can be avoided entirely by transferring excavated material to an intermediate site for later classification. Another alternative is to use containers, which avoids the need for unloading and reloading. If there are considerably more containers than transport vehicles, classification can continue undisturbed, parallel to the site remediation work proper. There may be complex logistical issues and the contractor is probably best capable of dealing with the details involved.

### *Excavation Dewatering*

The handling and disposal of groundwater removed during excavation is particularly complicated and should be examined in consultation with the regulatory authorities. The following issues should be addressed before the invitation to tender is drafted.

- Will the site excavations have to be dewatered, and what quantities of water will be involved?
- Is the water contaminated and if so, will it have to be treated?
- Where should the water be disposed of?
- Will special permission be required from a public authority and/or wastewater treatment plant?

Since both stationary and mobile treatment units are expensive, the importance of this question cannot be overemphasised.

### *Sub-contractors*

The project contract usually specifies the relationship between the responsible party and the contractor, which in turn may employ sub-contractors such as transport and waste management companies. The project specification should therefore describe requirements for sub-contractors such as "approved waste carrier" and "licensed treatment plant supplier" etc.

### *"Tracking" procedure for Contaminated Material.*

A procedure for "tracking" the excavation, testing, loading, transportation and disposal of contaminated soil should be included. This "tracking" procedure may involve the use of soil classification reports and "truck-slips", and is required in order to trace the movement of contaminated soil from the site of origin to its final destination. Unfortunately, there have been a number of unacceptable incidents where contaminated material has been transported to a construction waste site instead of a licensed treatment facility.

### *"Clean" Soil*

The project specifications should also regulate the use and handling of "clean" soil which has been classified as "clean" in the context of the given land use at the remediated site. Bearing in mind the practical limitations of a site remediation project, this material may contain some contaminants, and may not be suitable for unrestricted use such as filler in playgrounds or in agriculture.

## **3 Site Remediation based on Acceptable Residual Concentrations**

### **General**

If site remediation is based on an acceptable residual contaminant concentration in soil, it will be necessary to classify the remaining soil to determine whether it meets the acceptable residual concentration, often referred to as the "target" clean-up criteria. Classification can be made with varying degrees of reliability but it is important to realise that classification of soil is based on a limited number of samples, which represents a very small portion of the total soil mass. The following errors should be avoided.

- *False "negative" classification – when soil is classified as uncontaminated even though the actual contaminant concentration exceeds the acceptable residual concentration.*
- *False "positive" classification - when soil is classified as contaminated although the actual contaminant concentration is below the acceptable residual concentration.*

The undesirable effects of the false "negative" classifications are that contaminated soil will remain in the area, with resulting potential health and environmental risks. In the second case extra costs will be incurred for the disposal of soil that could have been left in place. Although site remediation should ideally avoid both types of false classification, in practice it is difficult to minimise both simultaneously. Reduction of the likelihood of one type of false classification is increased likelihood of the other.

Since harm to human health and the environment must be avoided as far as possible, the classification should concentrate on minimising the risk of false "negative" classification. In other words, efforts should be made to ensure, with a high degree of reliability, that remaining soil does not exceed the acceptable residual concentration.

### **Determining soil volumes requiring remediation**

Where site remediation is based on acceptable residual contaminant concentrations, the question arises as to how the confirmatory testing should be performed and interpreted for comparison with the acceptable residual concentration. Methods for classification of the soil include either deterministic methods (1–3 below) or statistical methods (4–7 below).

- 1) Compare the analysis results of individual soil samples with the acceptable residual concentration (i.e., no statistical interpretation)
- 2) Base the comparison on the hydrogeological and geological conditions (e.g., natural barriers such as rock or clay and the position of the water table)
- 3) Base the comparison on the location of the sources of the contamination
- 4) Specify that only a small proportion of the soil samples analysed (e.g., 10 or 25 per cent) may contain concentrations exceeding the acceptable residual concentration
- 5) Compare the mean concentration at a given degree of confidence (e.g., 90 or 95 per cent) with the acceptable residual concentration
- 6) Make sure there are no hot spots of a given volume with contaminant concentrations exceeding the acceptable residual concentration
- 7) Base the comparison on other statistical methods (e.g., kriging-simulation)

In most cases a combination of the above is preferable, in particular a combination of deterministic and statistical methods. For example, a statistical method such as calculation of the mean concentration in the sub-area ("soil volume") with a high degree of confidence, may be combined with a deterministic vertical demarcation governed by geological factors such as the water table or a dense stratum of clay. In other cases, the excavation limit may be governed by (i) the excavation of a building foundation as part of the site development; (ii) constraints imposed by the property boundaries; or (iii) delineation of contamination based on the interpretation of pre-excavation test results and historical site activities. Appendix 2 describes how contaminated soil can be delineated using kriging and other geostatistical tools. The kriging-simulation method and the importance of geological conditions has been explained in other guidelines: Swedish EPA 1994a, Swedish EPA 1994b and Swedish EPA 1996c. Methods of calculating mean contaminant concentrations with a given degree of confidence are described in the next section ("Setting acceptable residual concentrations").

When evaluating which soil volumes to remediate, it is useful to initially divide the soils into three categories (see Figure 3.1): "clean", "suspect" and "contaminated". This division is made to facilitate soil classification during site remediation. There is no point in carrying out additional classification of the soil in areas where the contaminant concentrations are generally well over or under the acceptable residual concentration. The most important soil category is the "suspect" soil in the transitional zone where contaminant concentrations are close to acceptable levels. Moreover, confirmatory sampling should be carried out to verify that the target clean-up criteria have been met (i.e. the acceptable residual concentration is not exceeded in the remaining soil).

The site investigation data upon which the contamination at a site is delineated may vary considerably from case to case. Ideally, the results of the site investigation should be sufficiently detailed to allow vertical and horizontal delineation of the distribution of the contaminants throughout the site. The whole site can then be divided into areas of "contaminated" soil and areas of "clean" soil. In many cases, the scope of the site

investigation is insufficient to achieve the desired delineation, for various reasons. For example, the contamination distribution may be complicated and the site conditions and timeframe for remediation may be restrictive. In other words, a large proportion of the site may consist of transitional zones between "clean" and "contaminated" soil and the soil in this zone will fall into the category of "suspect" soil. This means that more time and resources must be allocated for classification during the subsequent site remediation work.

### Setting Acceptable Residual Concentration

As shown in Figure 3.1, site remediation requires classification of excavated soil, detailed investigation of transitional zones of "suspect" soil; and confirmatory testing to verify that known contaminated areas have been dealt with in accordance with the remediation requirements. It is advantageous and sometimes necessary to use statistical

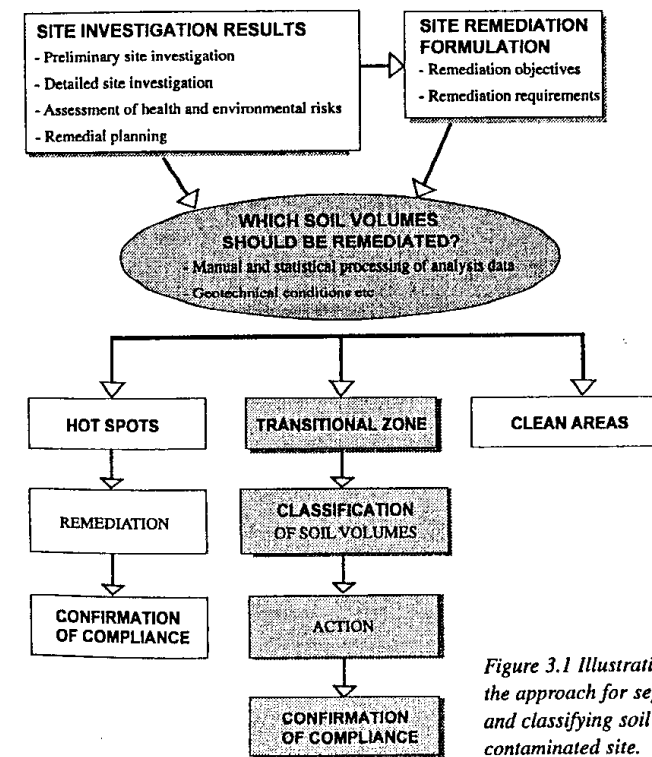


Figure 3.1 Illustration of the approach for separating and classifying soil at a contaminated site.

methods to classify soil. In some cases, for example, where contamination is clearly delineated and easy to segregate, or where only minor environmental damage is to be remedied, other methods may be used (see the section on the deterministic approach).

The exposure scenarios for health and environmental risks should be considered when deciding the method for confirming compliance with the acceptable residual concentration. For most exposure routes and contaminant types it is the quantity (mean concentration  $\times$  volume) of contaminants that determines health and environmental effects. Important exceptions are the presence of contaminants in surface soils, which are toxic when ingested, touched (skin contact), or inhaled. In these situations, the critical factor is the absolute contaminant concentrations in the superficial soil layer. However, surface soil contaminants can be easily dealt with by scraping off and replacing the topsoil, or by capping the area with clean soil or a hard surface (e.g. parking, etc.).

The following definition<sup>9)</sup> is an example of how site remediation based on acceptable residual concentration may be formulated.

*The mean concentration within volume V may not exceed the acceptable residual concentration. The risk of false negative classification must be less than Y%.*

This raises the following questions.

- How is the mean concentration defined?
- How great is V?
- How is the uncertainty defined and what degree of risk of false negative classification is acceptable?

Selective remediation volumes (SRV), mean concentrations and batch samples are often used when defining the action required to ensure achievement of the acceptable residual concentration. These concepts are explained separately below.

#### Selective Remediation Volume (SRV)

If, for example it is necessary to excavate all soil containing more than 200 mg/kg copper, then the method of confirming that this has been achieved must be specified. For example, should it be required that each cubic centimetre of soil is to contain <200 mg/kg copper, then either an extraordinarily large number of samples must be taken (each cubic centimetre of soil must be checked), or all soil on the property must be excavated and treated as contaminated. On the other hand, if the target remediation criteria is to achieve a mean concentration of copper in each 20 m<sup>3</sup> of soil, then far fewer samples need be taken and much less contaminated soil excavated (see Figure 3.2 below for an illustration of SRV).

Unless the volume of soil is defined along with the acceptable residual concentration, site remediation considered to be successful based on a given SRV may be regarded as “unsuccessful” if the site is subsequently tested and the results interpreted based on another SRV. A target remediation objective based on the removal of soil whose average concentration of copper in a 20 m<sup>3</sup> batch of soil exceeds the acceptable residual concentration will probably mean that discrete samples from remaining material will still contain concentrations exceeding the acceptable residual concentration. This means that subsequent inspection must relate to the same volume.

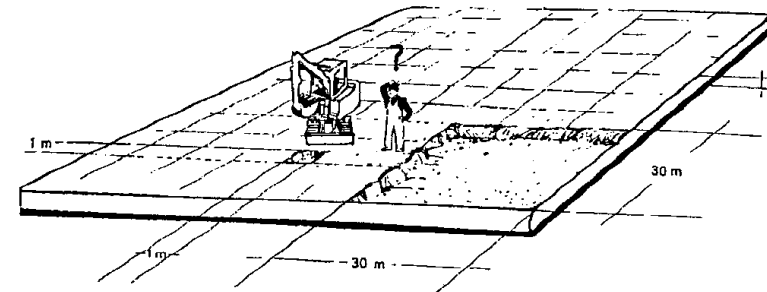


Figure 3.2 Illustration of selective remediation volume.

Selective remediation volume (SRV) is the minimum volume of soil to be segregated and classified during remediation. The size of the SRV should be determined on a case by case basis (see Table 3.1). The SRV should be determined based on the distribution and characteristics of the contamination and on the method used for estimating the acceptable residual concentration. For example, the SRV is likely to be very small for superficial lead contamination based on the risk of children ingesting soil. If the health risk instead concerns effects of leaching of lead from deeper soil strata to a groundwater aquifer used for groundwater supply, the SRV will be much greater. In the same way, it may be financially advantageous to use small SRVs when dealing with soil containing contaminant types involving high disposal costs (e.g., mercury and PCBs). A few cubic metres of soil falsely classified as being contaminated may lead to extra costs of tens of thousands of Swedish kronor.

Apart from the fact that the SRV is determined by the risks to health and the environment, consideration must also be given to practical implementation. It is hardly possible to segregate soil batches of less than 3 m<sup>3</sup> using standard equipment. If an excessively large SRV is chosen, there is a risk that the contaminant concentrations will vary widely within the volume, which results in a high degree of uncertainty in soil classification. For a site, where a high degree of confidence that the remediation has met the target clean-up criteria is required, selecting an SRV that is too large may necessitate classi-

<sup>9)</sup> This definition as well as the need for having the requirements defined in a practical way, was initiated by Lars Olsson

fication of all SRVs as contaminated. There is also a financial limit, which is mostly decided by the ratio between the cost of soil classification (sampling, analysis etc) and the cost of handling and disposal of the contaminated soil. In the worst case, the cost of classifying a volume of soil may exceed the cost of treating it. If so, the soil may be classified as contaminated regardless of its contaminant content.

In North America, the SRV used in conjunction with excavation work varies in extreme cases between 10 and 500 m<sup>3</sup>, the normal range being 50–250 m<sup>3</sup> [12]. In most cases, it is recommended that the SRV initially be set at 50–100 m<sup>3</sup>. Any upward or downward adjustment of the SRV can be done later, as results are obtained from the soil classification process. Soil classification is made easier if the contaminant concentrations within the SRV do not vary much. If it becomes evident that the variability in the contaminant concentrations within the SRV is significant, the SRV can be reduced. The SRV should be selected on the basis of the expected contamination situation and practical aspects of the work to be done (see Table 3.1).

Table 3.1 Factors affecting the optimum size of the selective remediation volume (SRV)

Low SRV ←	↔	→ High SRV
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Heterogeneous contaminant distribution</li> <li>- High cost of disposal</li> <li>- High health and environmental risks</li> <li>- Numerous hot spots</li> <li>- Limited site investigation</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Homogeneous contaminant distribution</li> <li>- Low cost of disposal</li> <li>- Low risks</li> <li>- Few hot spots</li> </ul>

#### Estimation of Mean Concentrations in Soil

Two questions to be considered when an individual volume of soil or a sizeable area of land is to be classified based on the mean concentration of contamination include:

1. Is the actual mean concentration higher or lower than the acceptable residual concentration?
2. Is the soil volume or site area sufficiently homogeneous for classification based on the estimated mean concentration to be appropriate?

The arithmetic mean concentration for a number of soil samples is merely an estimate of the "true", but unknown, mean value. The reliability of the estimate depends mainly on the number of soil samples analysed and the contaminant distribution in the soil. However, even if the mean concentration is lower than the acceptable residual con-

centration, the "true" mean concentration *may* be higher. The mean concentration is calculated on the basis of a number of samples taken at random or systematically within an area of contaminated land or in a unit volume. The contaminant concentration of the samples may vary widely, particularly in fill soils.

The distribution of contaminants in soil often follows a log-normal distribution, i.e., a few high values significantly distort the mean value (see Figure 3.3). The variance (and the distribution) is lower for composite samples and for excavated soil that has been mixed, and may approach a normal distribution (see Figure 3.4).

When classifying a unit volume of soil (corresponding to SRV) it is not necessary to know the "true" mean value; it is only necessary to know with a certain (high) degree of confidence that the mean concentration in the unit volume is below a given value (the acceptable residual concentration). This method of classification is also of interest when making an initial division of a sizeable area of land into "clean", "suspect" (from transitional zones, and "contaminated".

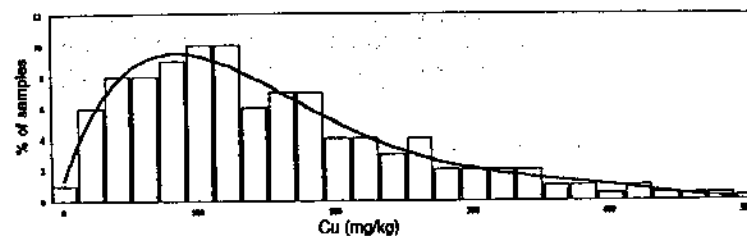


Figure 3.3 Example of log-normally distributed analysis data.

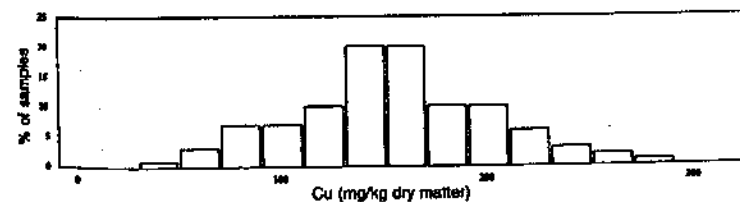


Figure 3.4 Example of normally distributed analysis data.

The degree of confidence should be high (95%). There are a number of statistical methods of estimating mean contaminant concentrations in a unit volume or a sizeable area of land based on test results can be calculated using classical statistics. The *upper*



confidence limit for the mean (UCLM) is useful. Depending on the nature of the contaminant distribution (normal or log-normal), UCLM can be calculated as follows (Gilbert, 1987):

$$\text{"Normal distribution": UCLM} = \bar{x} + S_c(\bar{x}) \cdot t_{\alpha, n-1} \quad (\text{Eq. 3.1})$$

$$\text{"Log-normal" (CV > 1.2): UCLM} = \mu_1 + S_c(\mu_1) \cdot t_{\alpha, n-1} \quad (\text{Eq. 3.2})$$

$\bar{x}$	arithmetic mean
$S_c(\bar{x})$	$s/n^{1/2}$ , standard error of the mean
$s$	standard deviation
$n$	number of observations (no. of analysed soil samples) when calculating $\bar{x}$ and $s$
$t_\alpha$	distribution factor for the chosen degree of confidence, $\alpha$
$n-1$	number of degrees of freedom
$\mu_1$	estimate of the mean
$S_c(\mu_1)$	standard error of the mean
CV	coefficient of variation, CV (standard deviation/mean)

For normally distributed contaminants, the UCLM for a given degree of confidence can be simply calculated using data from statistical tables. For log-normally distributed contaminants, the calculation is more complicated. Log-normal distribution is more common than normal distribution for soil contamination on larger sites. An example of the way in which UCLM is calculated where the contaminant concentrations are assumed to be approximately log-normally distributed is given in Appendix 2. The standard error of the mean can be calculated from site investigation data (if random or systematic samples have been taken in the area to be classified). However, it is recommended that new data be obtained by new/additional sampling in conjunction with the classification of soil batches (SRV). It is recommended that some 25 samples be taken (Gilbert, 1987). An example is given below of a calculation of UCLM with different degrees of confidence for normally distributed contaminants.

$\bar{x} = 500$ (arithmetic mean)	Degree of confidence
$s = 100$ (standard deviation)	90% 95% 99%
$n = 25$ (number of samples)	$t_\alpha(24)$ 1.32 1.71 2.49
$S_c(\bar{x}) = 20$ (standard error of the mean = $s/n^{1/2}$ )	UCLM 526 534 550

Even if UCLM is below the acceptable residual concentration, question (2) regarding whether the soil volume is sufficiently homogeneous for classification based on a mean value must be considered. A large site (or part of site) should not be classified based on a single mean value. Nor is it acceptable to have small but highly contaminated pockets of soil within the selective remediation volume (SRV). Strongly stained or odorous soil encountered during site excavation should be handled separately. Similarly, classification of soil batches should take into account the maximum acceptable contaminant variations within the unit volumes (see below under "Composite samples"). Large

variations in contaminant distribution mean a large standard deviation and standard error of the mean. In extreme cases, this may result in a standard error of the mean that is greater than the acceptable residual concentration. The classification will thus be meaningless, since all soil volumes will have to be regarded as contaminated. Hence, there are practical and financial incentives to minimise the contaminant variations in the soil volume to be classified by reducing the size of the SRVs.

### Composite Samples

From a cost point of view, it is often advantageous to base the classification of soil batches on composite samples formed by combining a number of discrete samples. However, composite samples must not be used when the contaminant is a volatile hydrocarbon or where the soil cannot be mixed well (such as a clay soil) (Contaminated Site Series, 1994). An additional concern when using composite samples is that their use may result in false classification of contaminated soil as uncontaminated and vice versa. Composite samples should only be used for SRVs with expected similar contaminant characteristics (e.g., composite sample 1 in Table 3.2 below). If the discrete samples contain widely different contaminant concentrations (composite sample 2 in Table 3.2), the results of a composite sample may not be representative of the mean contaminant concentration in the SRV.

Table 3.2 Examples of recorded lead concentrations (in mg/kg) in five separate samples each included in a single batch sample.

	Individual samples					Batch sample	CV
Composite Sample 1	180	130	170	120	160	150	0.2
Composite Sample 2	10	15	630	15	80	150	1.8

An adequately performed site investigation will allow for delineation of areas of the site where the variation in contaminant concentrations is moderate, and from which composite samples can be used for classification. As long as the coefficient of variation (CV = standard deviation/mean) is less than 1, the homogeneity requirement can be regarded as having been met. Where composite samples are used, discrete samples should on average be analysed at random from every 10th composite sample to check homogeneity.

## 4 Classification of soil

### General

Confirmation of compliance with target clean-up criteria based on acceptable residual concentrations can be achieved with or without statistical evaluation. The advantage of a statistical approach is that it provides a measure of confidence in the compliance testing. A statistical approach should be used in major site remediation projects, where there may be complex or serious contamination issues, and "difficult" geological conditions.

Statistical evaluation requires extensive resources and is thus not always appropriate. A simpler method (a deterministic approach) may be justified where the site remediation involves the excavation of small quantities of soil affected by relatively low levels of contamination (<500 m<sup>3</sup>), or removal of clearly delineated zones of contamination. Examples of situations where the simpler, deterministic method is appropriate include sites where the contaminated area has been delineated and is surrounded by natural barriers (e.g., bedrock or clay), or where the contaminant is visible (stained) or odorous (volatile). The volatile contaminants (e.g., BTEX and trichloroethylene) should preferably be dealt with in situ. The volatility of such contaminants requires particular consideration with regard to sampling procedures.

### Statistical approach

#### Introduction

Site remediation excavations to pre-determine acceptable residual concentrations requires confirmation sampling. In some cases, certain areas of the site such as transitional zones between "clean" and "contaminated" soil must be classified. In addition, compliance with "target" clean-up criteria in zones of contaminated soil must be documented by confirmatory soil sampling.

In many cases, it is also necessary to determine the type and concentration of contaminants in the soil to be transported from the site to a treatment or disposal facility in order to assess the suitability of the treatment or disposal method. For example, the soil may need to be treated by different means, depending on the contaminant content (see Appendix 1). This is fairly common with fill soils from old industrial sites, which must be removed prior to new site development.

### Contaminated Zone Delineation and Identification of Soil Batches

The area (e.g. the transition zone as shown in Figure 3.1) to be classified is divided into batches. The size of the batch (unit volume) corresponds to the SRV, which is the minimum volume of soil to be segregated and classified. *The size is determined based on the factors described in section 3. The geometry of the SRV is selected on the basis of the expected contaminant characteristics. For example, a relatively thin square of soil is appropriate for excavation involving removal of contaminated surface soil. The area of soil classification may be delineated using statistical interpolation methods (e.g. kriging). In other cases, delineation may be based on project requirements or constraints such as; excavation required for building foundations, a property boundary, or a boundary determined on the basis of the site investigation results (subjective assessment based on isolated sampling points and background information). Appendix 2 describes delineation using kriging and other geostatistical tools.*

#### Stockpile or in situ sampling?

Soil may be classified by sampling either *in situ* (collection of undisturbed soil) or by taking samples from *stockpiles of excavated soil* (see Figures 4.1 and 4.2). *In situ* sampling is recommended for confirmation of compliance sampling. The advantage of classifying soil in situ is that it is more representative of the contaminant concentration at the limit of excavation (e.g. wall or base) and it is easier to separate visibly contaminated areas.

Classification of stockpiles of excavated material means that the original spatial distribution of the contaminant will be lost. It may also be difficult to take representative samples from a stockpile. Different fractions become separated when excavated soil is placed in stockpiles. The finer fractions, which often contain most of contaminants, may roll downwards and lie at the base of the heap, whereas the coarser fractions may accumulate higher up. If the contaminant consists of volatile hydrocarbons, the soil at the surface of the stockpile will lose the hydrocarbons much more rapidly than the soil in the interior.

One advantage of stockpiling excavated soil is that the stockpiling process results in more evenly distributed contamination. In addition, practical and safety considerations may also support the excavation and stockpiling option. Representative samples from soil stockpiles may be obtained by several different means. However, it is essential that samples also be taken from the interior of the stockpile. For example, samples may be collected by boring or test pitting into the interior of the stockpile, or by collecting samples at intervals as the stockpile is created.

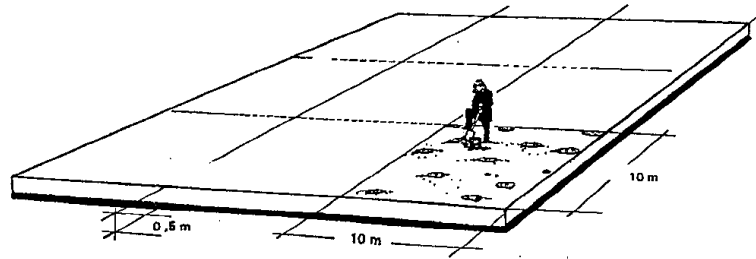


Figure 4.1 Illustration of in situ classification during excavation of a contaminated area of land.

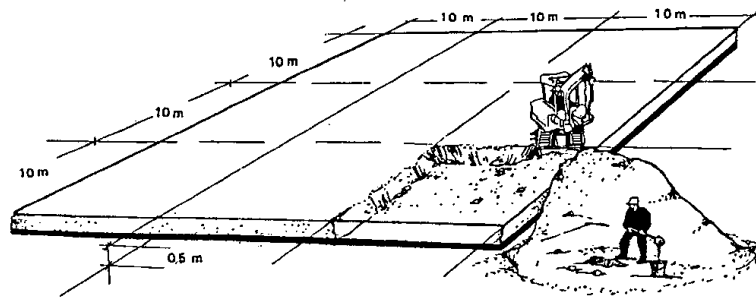


Figure 4.2 Illustration of classification of soil batches (= SRV) from stockpiles of excavated soil.

Sampling

When classifying soil batches, efforts should be made to take a number of discrete samples covering a significant portion of the soil batch, in order to achieve a representative composite sample. In addition, the samples should be of reasonable size, since small samples normally show greater variability which will skew the contaminant distribution (histogram) (BC Environment, 1993). The sampling and evaluation method for non-volatile contaminants is described below (see also the chart in Figure 4.3 and Appendix 1). Soil samples containing volatile organic compounds (e.g. BTEX and trichloroethylene) cannot be mixed prior to analysis. Classification must therefore be based on analysis of discrete samples.

- 1) Five discrete samples of 1–2 litres are collected systematically from each quarter of the SRV. In situ sampling would involve collecting samples with a spade or other soil sampling device. Samples from stockpiles are either, taken at intervals during soil placement into the stockpile or subsequently by core or test pitting the stockpile.
- 2) The five individual samples are mixed to form a composite sample.
- 3) Stages 1 and 2 are repeated so that a total of four composite samples per SRV are obtained.
- 4) The four composite samples are split.
- 5) Soil is taken from each composite sample and mixed to form an overall composite for the entire SRV. (This represents the best estimate of the mean concentration in the SRV.) The remainder is saved for random selection of samples for analysis and statistical evaluations.

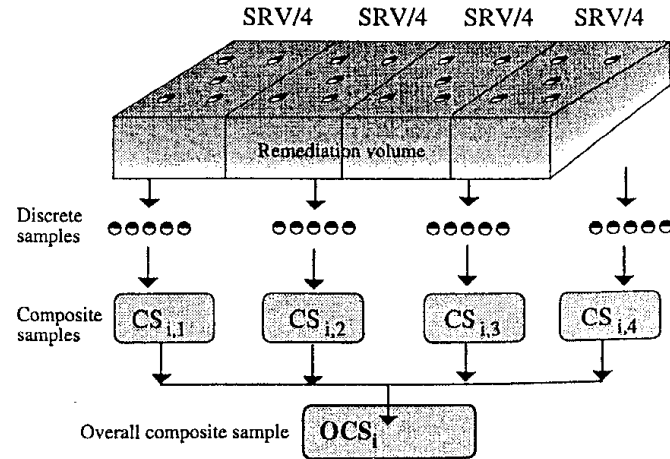


Figure 4.3 Proposed sampling technique for classifying selective remediation volumes.

At the start of the site remediation, all four composite samples and the overall composite general sample from at least six SRVs should be analysed. The homogeneity of each SRV should be checked by calculating the expected variation about the mean, as shown in Appendix 1.

#### *Chemical analysis*

Soil samples should normally be sent to an accredited laboratory for chemical analysis. A short turn-around should be negotiated (24 hours) for most parameters. The use of a field laboratory may be considered when immediate determination of results is required, or if a large number of analyses are involved. The use of certain field test procedures (XRF, GC and immuno-assay) should be considered, provided that quality assurance and control (QA/QC) can be established by submitting a number of duplicate samples to an accredited laboratory (Swedish EPA 1996d). If XRF is a suitable method, it may be advantageous to analyse additional samples (e.g. all four composite samples per SRV) and further increase the reliability of the soil classification.

#### *Evaluation*

The composite samples from the first six SRVs should be evaluated to confirm that the results from this type of soil do not vary too much ( $CV < 1$ ), allowing for the use of normal statistics for calculation of the UCLM. If the results vary widely, the size of the unit volume should be reduced and vice versa. The results from the initial six SRVs are used to calculate the standard error of the mean for the soil type (the method is described in Appendix 1). The following calculations are then made for each SRV.

- 6) *UCLM for the chosen degree of confidence (normally 95 per cent) is calculated using equation 3.1 (see page 26).*
- 7) *If UCLM is greater than the acceptable residual concentration, the volume is classified as contaminated. If UCLM is less than the acceptable residual concentration, the volume is classified as uncontaminated.*

### **Deterministic approach**

#### *General*

In practice, the majority of site remediation projects do not involve the use of statistical methods for confirmation of compliance sampling. In some cases the approach is justified, in others it is not. As mentioned earlier, a statistical approach providing a measure of reliability of the remediation, involves extensive and costly sampling, analyses and evaluations. The recommended "initial" statistical evaluation of six SRVs usually

requires that the site comprise more than 300 m<sup>3</sup> of contaminated soil (6 unit volumes of 50 m<sup>3</sup> each). A statistical approach is therefore not always suitable for small sites or sites with clearly delineated contamination. This chapter describes the circumstances under which a "simpler" approach may be justified. The form such an approach may take is also described.

The following are among the requirements for a simpler approach.

- *A site investigation must have been completed.*
- *Contamination must be clearly delineated, i.e. the transitional zone must be small or non-existent.*
- *The volume of soil to be dealt with must be limited (<500 m<sup>3</sup>).*
- *The contaminated area must be surrounded by impermeable soil strata (e.g. clay) or capable of being distinguished visually (e.g., where the contaminant occurs in a stained layer of fill or the contaminant itself has a distinguishable colour).*
- *The action must involve excavation of contaminated soil.*

Examples of contaminants which may be easy to segregate include volatile hydrocarbons such as BTEX (based on odours); contaminants or soil having a clearly distinguishable colour or texture (e.g., fill soil, clay or bedrock). Examples of situations where this may occur are: leakage from a point source (e.g. a fuel tank), discharges resulting from road or rail accidents, and the presence of stained fill containing contaminants.

There are also cases where, for financial and time reasons, it is preferable to excavate more soil than necessary in contaminated areas, or all soil in the transitional zone, rather than use statistical classification methods.

#### *Delineation*

As a rule, site remediation should always be preceded by a site investigation to determine the approximate extent of the contamination, and the geological and hydrogeological conditions. If the site investigation suggests that the extent or complexity of contamination is greater than expected, or that the geological conditions are different from those expected, then additional investigation and the use of a statistical approach should be considered.

#### *Sampling and analysis*

Excavation of contaminated soil involves a sequential process of excavation and testing to determine whether the "target" clean-up criteria have been met or whether further excavation is required to remove more contaminated soil (see Figure 4.4).

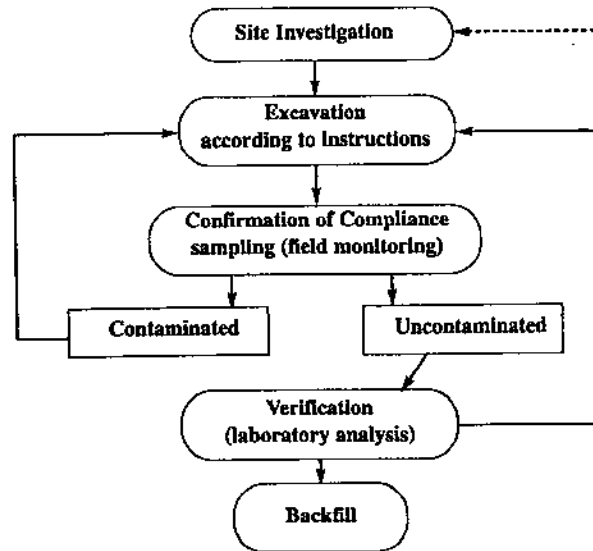


Figure 4.4 Classification of clearly delineated contamination. Consultation with authorities and procurement of decontamination contractors are also involved.

Confirmatory sampling involves sampling of the limits of the excavation, e.g. from the wall and base of the excavated area. Ideally, the samples will be analysed in the field using an appropriate method such as PID instrument, immuno-assay or XRF. When the results of the confirmatory samples indicate that the contaminants have been removed, the compliance of the site remediation should be verified by further sampling. For volatile contaminants or soil that cannot be mixed (e.g. clay), the compliance must be verified by analysing discrete soil samples. The number of samples will be determined by the size and geometry of the excavated area. Generally speaking, at least one sample per 20 m<sup>2</sup> within the remedied site should be analysed. If the sampling depth represents 0.5 m, this will mean a sample support volume of about 10 m<sup>3</sup>.

For non-volatile soil contamination, one composite sample formed from four to five discrete samples may be analysed per 100 m<sup>2</sup>. In addition, the discrete samples of at least one of the composites should be analysed to check homogeneity. Alternatively, a number of randomly selected discrete samples can be analysed. The sampling and analysis methods are described in the preceding section (Statistical approach).

#### Evaluation

As may be seen from section 3, there are several ways of comparing the confirmatory test results with the acceptable residual concentration set as target clean-up criteria. If composite samples are used, the target clean-up criteria will have been met if the contaminant concentration is below the acceptable residual concentration and the coefficient of variation of the discrete samples is less than 1. Alternatively, the difference between contaminant concentrations in discrete samples and composite samples should not be great. If necessary, all the discrete samples may have to be analysed and evaluated.

If discrete samples are analysed, the acceptable residual concentration can be compared with the arithmetic mean as well as with the discrete values. If more than 25 individual samples are analysed (i.e., the delineated area of excavation is more than 500 square metres) the results may be analysed statistically and, ideally, the 90 percentile and/or UCLM<sub>95%</sub> can be compared with the acceptable residual concentration.

## References and literature

**BC Environment, 1993:** Contaminated Site Characterisation and Confirmation Testing Guidelines.

**BC Environment, 1995:** Guidance Documents for Contaminated Site Statistical Application. Draft Document

**Contaminated Site Series, 1994:** Contaminated Site Investigation. CTW 7771. Author: Zapf-Gilje Reidar, Golder Associates Ltd.

**Environmental Protection Agency, 1989:** Soil Sampling Quality Assurance User's Guide. EPA/600/8-899/046.

**Gilbert O. Richard, 1987:** Statistical Methods for Environmental Pollution Monitoring. Pacific Northwest Laboratory.

**Swedish Environmental Protection Agency, 1994 a:** Guidelines for Investigation of Contaminated Sites. Part I: Strategy. NV Rapport 4310. (In Swedish).

**Swedish Environmental Protection Agency, 1994 b:** Guidelines for Investigation of Contaminated Sites. Part II: Field work. NV Rapport 4311. (In Swedish).

**Swedish Environmental Protection Agency, 1996 a:** Long-term Planning for Site Remediation. Guidelines. Rapport 4607. (In Swedish).

**Swedish Environmental Protection Agency, 1996 b:** General Soil Quality Criteria for Contaminated Sites. Rapport 4638. (In Swedish).

**Swedish Environmental Protection Agency, 1996 c:** Data of the Right Quality or Properly Dimensioned Quality Assurance. Rapport 4667. (In Swedish).

**Swedish Environmental Protection Agency, 1996 d:** Field Scanning Methods for Analysis of Contaminated Soil and Water. Author Helena Metelius. Rapport 4566. Summary 6 p in english, main part in swedish. A 17 page short version is found in Nordtest Technical Report 329; Nordic Guidelines for Chemical Analysis of Contaminated Soil Samples. Editor Kåre-Helge Karstensen. Published autumn 1997.

**Swedish Environmental Protection Agency, 1997:** Remediation of Contaminated Areas. Guidelines for Planning and Implementation of Site Remediation Projects. (In Swedish).

**Swedish Environmental Protection Agency, 1997 b:** Requirements for Site Remediation. NV Rapport 4807. (In Swedish).

## Glossary of terms

BTEX	benzene, toluene, ethyl benzene and xylene
GC	gas chromatography
PCBs	polychlorinated biphenyls
PID	photoionisation detector
SRV	selective remediation volume
XRF	X-ray fluorescence analysis
UCLM	upper confidence limit of the mean (see page 27)
CV	coefficient of variation, CV (standard deviation/mean)

### *Acceptable residual concentration*

The contaminant concentration that is safe to remain after completion of remediation.

### *Batch sampling*

Sampling of a batch of soil for determination of the mean concentration, usually by analysis of composite samples. The sample volume is greater than for random sampling using discrete samples.

### *Composite Sample*

A sample formed by mixing of a number of discrete samples

### *Degree of confidence*

Expected accuracy of a statistics such as the estimated mean concentration.

### *Ex-situ treatment*

Treatment of excavated material from a contaminated site.

### *Overall Composite sample*

A composite sample representing a SRV. The sample is formed by mixing several composite samples.

### *Hot spot*

A heavily contaminated area of land, limited in area or volume.

### *Immuno-assay*

Chemical field analysis based on biochemical reactions.

### *Kriging*

A geostatistical interpolation method which can be used to delineate the contamination distribution on the basis of correlation between sampling points (see Appendix 2).

**Percentile**

For example, the 90-percentile of a quantity of data means that 10 per cent of the values exceed the 90-percentile concentration. The 90-percentile is the second-highest value for a data set consisting of 10 numbers. The 50 percentile is the mean.

**Remediation Objectives**

Overall qualitative and quantitative objectives to bring about an improvement of health and environmental conditions at the site.

**Remedial Planning**

Feasibility assessment and design of remedial alternatives which may be appropriate for the site, bearing in mind the conditions at the site and the desired remedial objectives.

**Required remediation**

Specific remediation works that can be measured to confirm that the remediation objectives have been met.

**Selective remediation volume (SRV)**

The minimum volume of soil intended to be segregated and handled during the site remediation works. See also page 23.

## Appendix 1: Example of classification of unit volumes during the action phase using statistical methods

### Lead contamination of the site “Batteriet 2 i Pestad”

#### Background information

A “brownfield” site of just over 1 hectare (100 m by 100 m) in area was located in the centre of Pestad. A foundry had operated on the site in the past (1905–1960), and the site had also been used for the storage of various industrial products. Since the property was located in an attractive business district, the owner of the property intended to build a shopping centre. The geotechnical surveys revealed that the upper soil strata on the site consisted of heterogeneous fill, which in places, appeared to be contaminated. To provide proper support for building foundations, much of the fill would have to be removed. The property owner therefore decided to have a site investigation performed at the site.

#### Environmental Site investigation

The soil strata consisted of approximately 1.5 m of fill on top of very soft clay. The unconsolidated clay required special consideration for building foundations including the removal of approximately 0.6 m of fill to minimise the risk of subsidence.

The environmental site investigation, which involved sampling at up to three depth intervals at about 30 randomly located boreholes, showed that the parts of the site were contaminated with lead (Figure A1.1)

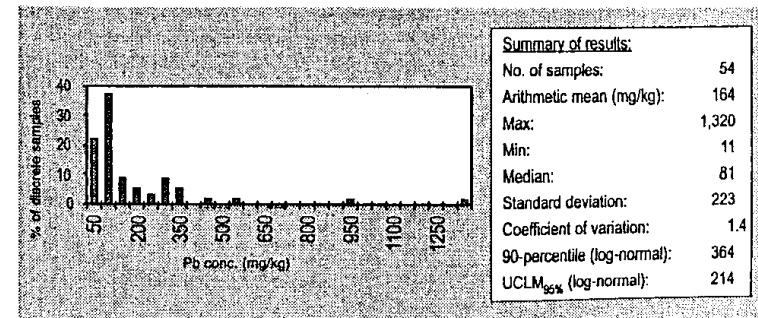


Figure A1.1 Results of environmental site investigation of the site Batteriet 2.

## Remediation Requirements

*What material should be remediated?* Following consultation between the owner of the property, the consultant and the environmental agency, it was decided that the material which had to be removed for geotechnical reasons (the upper 0.6 m of the whole site), would need to be handled and disposed of according to the contamination it contained.

*How should the excavated material removed from the site be dealt with?* The material was dealt with as follows.

Pb concentration	Treatment
<250 mg/kg	Construction waste tip (excavated material cost SEK 25 per tonne)
>250 mg/kg	Hazardous waste disposal facility (hazardous waste cost SEK 400 per tonne)

*How, and with what degree of reliability, should it be confirmed that the remediation requirements have been met?* The concentration of lead in excavated soil was determined. "Pb concentration" was interpreted to be the upper confidence limit of the mean (UCLM) of each selected remediation volume (SRV) of 50 m<sup>3</sup>. UCLM is determined with a 95 per cent degree of confidence (UCLM<sub>95%</sub>), i.e., the risk of false negative classification is 5 per cent.

The classification was performed on excavated soil placed in stockpiles. Classification of excavated soil was selected for logistical reasons (the material was to be removed from the site regardless of the degree to which it was contaminated), and because space for storage was available on an adjacent property.

The following classification procedures were established.

- To confirm that the size of the SRV, and the use of composite samples were appropriate, the composite samples (four per stockpile) of the first seven SRVs were analysed. The analysis of all the composite samples also provided a statistical basis for the confidence limit about the mean. The composite samples were collected according to the procedures outlined in steps 1 through 4.
- Five discrete samples of about 2 litres each were collected from each quarter of the SRV. The samples were taken at intervals during placement of the soil into stockpiles.
- The five discrete samples were mixed together to form a composite sample for each quarter of a SRV.
- 1 and 2 were repeated so that a total of four composite samples per SRV were obtained.

- The batch samples were mixed together to form an overall composite sample for the SRV, which was analysed for lead concentration at an accredited laboratory.
- UCLM<sub>95%</sub> concentration was compared with the target remediation criterion for lead.
- Strongly discoloured or odorous soil encountered during excavation, was segregated (placed in containers) and classified in consultation with the environmental agency.

## Results

### Initial statistical evaluation

The first step was to excavate seven unit volumes of 50 m<sup>3</sup> each from various parts of the site. The four composite samples of each SRV, and the overall composite sample were analysed. The analysis results (Pb in mg/kg) are shown below.

Selective Remediation Volume (SRV)	Composite samples				Overall Composite sample (OCS)	s <sup>2</sup> within OCS	s within OCS	CV within OCS
1	125	170	139	124	150	607	25	0.17
2	146	185	169	251	201	2,268	48	0.24
3	306	244	397	367	325	4,823	68	0.21
4	166	251	230	238	200	2,034	45	0.22
5	235	322	237	214	245	2,351	48	0.20
6	200	233	218	258	170	4,972	70	0.41
7	242	190	223	245	250	1,473	38	0.15
	<b>Mean values</b>					<b>2,618</b>	<b>51</b>	<b>0.23</b>

\*) Note that s<sup>2</sup> was calculated from the 28 composite samples and was used for statistical calculations with regard to the overall composite sample for the SRV. The arithmetic mean of the individual composite samples was not used.

A sample calculation of S<sup>2</sup>, S and CV is shown below for SRV #1.

$$\begin{aligned} \text{Unit volume 1: } S^2_{\text{within OCS}} &= 1/3 (125-150)^2 + (170-150)^2 + (139-150)^2 + (124-150)^2 = 607 \\ S_{\text{within OCS}} &= \sqrt{607} \approx 25 \\ CV_{\text{within OCS}} &= 25/150 = 0.17 \end{aligned}$$

The summary statistics of the overall composite samples for the seven SRVs are discussed below.



- the lead concentration was distributed relatively uniformly in the soil, i.e. the contaminant content of the composite samples varied little within each SRV (average CV 0.23);
- the variance and standard deviation within the sample averaged 2,618 and 51 mg/kg respectively;
- lead concentrations within each SRV was approximately normally distributed;
- the standard error of the mean for the four SRV composite samples averaged  $51/4^{0.5}=26$  mg/kg.

Based on the results of the overall composite sample (OCS), the  $UCLM_{95\%}$  of a SRV may thus be calculated as follows:

$$UCLM_{95\%} = OCS + [(1-0.95)(n-1)](s/n^{0.5}) = OCS + 2.35 \cdot 51/4^{0.5} = OCS + 60 \text{ mg/kg}$$

(10.05(3)) is obtained from a statistical table for normal distribution

Soil batches (SRVs) in which the lead concentration (as measured by the overall composite sample) exceeds 190 mg/kg (250-60) should therefore be regarded as hazardous waste and be disposed of accordingly.

**Classification**

The graph below (Figure A1.2) shows a summary of the analysis results obtained from the soil batches excavated.

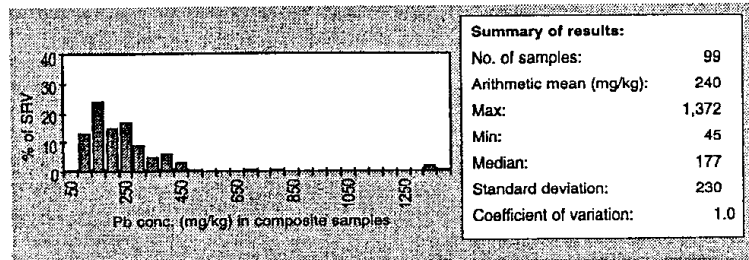


Figure A1.2 Classification of SRVs (50 m³ each).

Overall Composite sample [Pb in mg/kg]	No. of SRVs	Volume (m³)	Weight (tonnes)	Weight <sup>1)</sup> (tonnes)
>250	29	1,450	2,900	1,800
190 - 250	17	850	1,700	1,000
<190	53	2,650	5,300	

<sup>1)</sup>After coarse screening of the excavated material. Approximately 40 per cent of the material consisted of coarse material (>30µm).

150 m³ of strongly discoloured and odorous soil was also segregated and classified separately. 140 m³ of this soil was contaminated with diesel and 10 m³ contained very high concentrations of a viscous, tar-like substance.

**Costs**

The table below shows a comparison of classification costs with other project costs.

Item	Cost (SEK)
Environmental site investigation	200,000
<b>Classification</b>	
Labour (including documentation and meetings)	120,000
Analytical costs	50,000
Additional cost, field work	100,000
Coarse screening of contaminated unit volumes (SEK 50/tonne)	250,000
<b>Disposal facility charges</b>	
soil contaminated with lead (SEK 400/tonne)	1,100,000
clean soil (SEK 25/tonne)	150,000
soil contaminated with diesel/tar	200,000

From a financial point of view, the soil classification was highly profitable. If no classification had been performed and all excavated soil had been treated as contaminated, the cost of the remedial action would have been approximately SEK 2 million higher.

## Appendix 2: Example of the use of statistical methods to break down contaminated material soil prior to remedial action

### Background Information

In 1990, the environment and public health department in Uppstad carried out a survey of industrial activities in the town during the period 1900–1990. It was found that wood impregnation plant had operated between 1935 and 1950, on a centrally located site covering some 3,000 m<sup>2</sup>. The plant was demolished in the early 1970s and the site was then used as a car park. The site was located within the Uppstad reservoir protection zone and the local environment and public health department recommended that an environmental site investigation be carried out. The purpose was to determine whether the soil and groundwater had been contaminated with hazardous substances from the wood preservation operation.

### Environmental Site Investigation

#### *Preliminary Site Investigation*

There was little historical information available about the wood treatment plant operation. According to the documents obtained from municipal archives and an historical text, wood treatment had been carried out using the "open-tank method". The wood, mainly poles, had been lowered into a vessel containing a wood preservative composed of arsenic, copper and chromium. After impregnation, the poles had been dried outdoors on area surfaced with gravel.

The preliminary site investigation involved sampling of soil and groundwater. Soil samples were taken from 10 locations at the site and from a reference point located on an adjoining site. Groundwater wells were installed at two points. The results of the site investigation showed that:

- in places, surficial soil contained very high concentrations of arsenic, copper and chromium. Analyses of discrete samples from deeper levels revealed considerably lower concentrations;
- the soil did not contain residues of other types of wood preservatives such as creosote, phenols and pentachlorophenols;
- the groundwater had not been contaminated with the metals in question. The water table was about 1.8 metres below the ground surface;
- the soil consisted of silty sand covered with a surface layer of 20 centimetres of gravel. Clay was found at a depth of about 2.3 metres. The thickness of the clay layer in the area was estimated to be about 5 metres, based on previous geotechnical surveys.

Based on the investigation results, the environment and public health department was concerned that the contaminants identified might result in health and environmental risks. On this basis, it was decided that a detailed site investigation and risk assessment should be carried out.

#### *Detailed Site Investigation*

The detailed site investigation involved sampling of soil at about 60 locations. At each location, samples were taken four depth intervals: 0–0.5m, 0.5–1m, 1–1.5m and 1.5–2 m. Three additional groundwater wells were installed in the silty sand layer above the clay. The soil samples were analysed for arsenic alone. This was because there was a very close correlation between the concentrations of arsenic, copper and chromium in the previous analysed soil samples (i.e. samples with high concentrations of arsenic contained high concentrations of copper/chromium and vice versa). In brief, the results from the detailed site investigation showed that:

- surficial soil (0–0.5 m) contained high concentrations of arsenic throughout. Levels declined towards the boundaries of the site;
- concentrations decreased with depth. Concentrations were no higher than the background level for arsenic (<10 mg/kg As) at 1–1.5 m;
- the groundwater contained low concentrations of the metals in question.

#### *Risk assessment*

A risk assessment was conducted in order to evaluate the potential environmental and health risks, and to determine an acceptable residual concentration of arsenic in the soil. The contaminant sources and the potential exposure pathways were identified in the initial definition of the problem.

- (i) *Contaminant sources:* Soil on the site is contaminated with arsenic, copper and chromium. The highest concentrations occurred in the surface soil (0–0.5m).
- (ii) *People at Risk:* Since people normally spend only a short time in a car park, the risk of exposure to the contaminants was considered to be low. However, if housing is constructed on the site at some point in the future, the risk of exposure to arsenic, copper and lead, particularly for children, will increase.
- (iii) *Exposure pathways:* The main potential pathways of contaminants transport were identified as: wind, stormwater runoff, groundwater and dust created by vehicles traffic. People could be exposed via: (a) oral ingestion of contaminated soil, dust and groundwater; (b) inhalation of contaminated dust; and (d) skin contact with contaminated soil.

Based on the current conditions at the site and probable future land use, the primary risk was considered to be exposure to surficial contaminated soil via oral ingestion of soil and dust, as well as inhalation of contaminated dust. A detailed risk assessment was made in order to quantify the various risks. The results of the risk assessment were used to set the acceptable residual concentration of arsenic in soil at 200 mg/kg. The acceptable residual concentration was based on the risk of exposure by oral ingestion of contaminated soil.

### Formulation of Remedial Objectives and Requirements

#### *General*

The environment and public health department decided that measures had to be taken to ensure that arsenic would not be dispersed and thereby causing unacceptable risks to site users. The possibility that the contaminants in question could ultimately affect groundwater quality in the area was also a concern. The objectives of the site remediation were defined as follows:

- minimise the risk of adverse effects on humans and the environment;
- protect groundwater from the effects of site contaminants;
- render the site suitable for future development (excluding residential housing).

The environment and public health department and the consultant developed the requirements for site remediation based on the above remedial objectives. The following remedial requirements were defined.

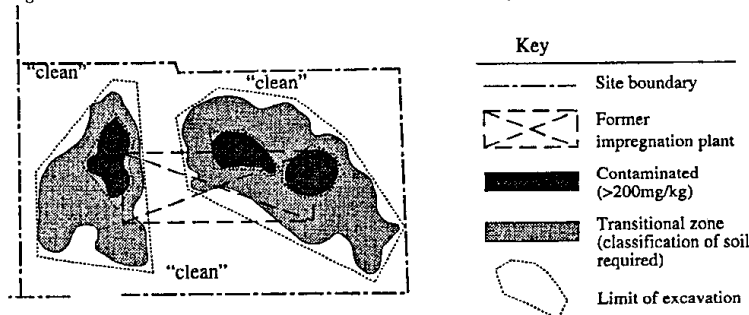
- 1 The concentration of arsenic in the soil must, with a high degree of reliability, be below the acceptable residual concentration (200 mg/kg).
- 2 As far as possible, delineation of contaminated soil must be based on the results of the site investigation. Where no data is available or the data is unreliable, the soil must be classified in batches not exceeding 50 m<sup>3</sup>.
- 3 The contaminated material must be transported to a treatment facility licensed to accept soil contaminated with arsenic.

## Which Soil Requires Remediation?

### Horizontal delineation of the contaminated soil surface

Since a comprehensive set of chemical analyses of surface samples (0–0.5 m) was available, the contaminated area was delineated using a geostatistic interpolation method known as “kriging” (Swedish EPA, 1996 c). The use of “kriging” for delineation was quite successful because of the well defined spatial correlation between sampling points, as demonstrated by initial semivariogram assessments. The kriging-based delineation of arsenic in the upper half metre of soil is shown in Figure A2.1.

Figure A2.1 The contaminated area was delineated using kriging interpolation of the



*test results. The inner, dark grey zone is regarded as contaminated (As > 200 mg/kg = acceptable residual concentration) and was excavated and removed immediately from the site. The outer, light grey area represents a transitional zone, which was classified in batches of 50 m<sup>2</sup>. Note the simplified geometry used for delineation of the limit of excavation.*

On the basis of the results it was decided that:

- all surficial soil within the 200 mg/kg concentration boundary was regarded as contaminated. All superficial soil in this area was excavated and removed for treatment;
- surficial soil in the transition zone between the contaminated zone and the clean zone, was tested for arsenic concentration during site excavation. The outer limit of the transitional zone was determined by adding two standard deviations to the kriging result. Therefore, the probability that the concentration of arsenic in a discrete sample collected outside the transitional zone would be lower than 200 mg/kg, was about 95%.

*Within the transitional zone, the soil was classified in batches not exceeding 50 m<sup>2</sup> in accordance with the principles described in chapter 4 of the main guidelines “Classification methods”. The handling of deeper soil found at the site is described below.*

### Vertical delineation

All soil samples collected from the 1 to 1.5 m depth interval had concentrations of arsenic well below 200 mg/kg. Therefore, the soil at a depth of more than 1 metre was regarded as “clean”.

The arsenic concentration in samples from the 0.5 to 1 m depth interval had some exceedances of the 200 mg/kg target clean-up criteria. The data was evaluated statistically to determine whether this soil layer was to be regarded as contaminated or as a transitional zone. First, a distribution analysis was made to determine the statistical distribution to be used. The analysis showed that the concentrations of arsenic in this layer followed log-normal distribution (Figure A2.2), with the majority of the samples having an arsenic concentrations between 0 and 200 mg/kg. Only 3 of 33 samples exceeded 200 mg/kg. The arithmetic mean was 123 mg/kg, the 90-percentile was 167, while the highest concentration was 2,100 mg/kg.

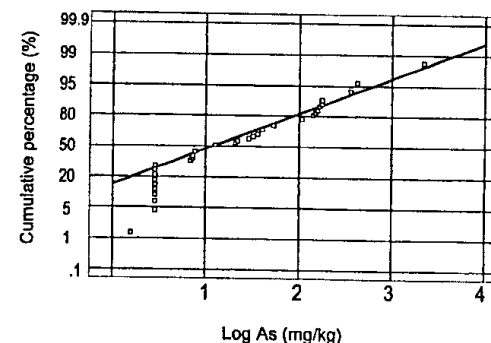


Figure A2.2 Probability plot of test results from the 0.5–1 m depth interval. As shown, the results follow a log-normal distribution.

To assist with the classification of the soil in the 0.5 to 1 m interval, the UCLM<sub>95%</sub> (upper confidence limit of the mean at 95 per cent confidence) was calculated. The UCLM for a log-normal distributed quantity of data is calculated as follows.

$$UCLM = \mu_1 + S_c(\mu_1) * t_{\alpha, n-1}$$

- $\mu_1$  best estimate of the mean
- $S_c(\mu_1)$  best estimate of the standard error of the mean
- $t_\alpha$  distribution factor for the selected degree of confidence,  $\alpha$
- $n-1$  number of degrees of freedom

Calculation of the mean ( $\mu_1$ )

The best estimate of the mean,  $\mu_1$ , in a log-normal distributed population is calculated as follows.

$$\bar{y} = 1/n * \sum_{i=1}^n y_i \quad (\text{Eq. 1.2})$$

$$s_y^2 = 1/(n-1) * \sum_{i=1}^n (y_i - \bar{y})^2 \quad (\text{Eq. 1.2})$$

$$\mu_1 = [\exp(\bar{y})^2] \Psi_n(t) \quad (\text{Eq. 1.4})$$

- $\bar{y}$  arithmetic mean of the transformed values  $y_i = \ln x_i$
- $s_y^2$  variance of the n transformed values  $y_i = \ln x_i$
- $\exp(\bar{y})$  geometric mean
- $\Psi_n$  is the infinite number series  $\Psi_n(t) = 1 + (n-1)*t/n + (n-1)^3*t^2/[2!*n^2*(n+1)] + (n-1)^5*t^3/[3!*n^3*(n+1)*(n+3)] + \dots$
- $t$   $s_y^2/2$

In order to calculate  $\mu_1$  in the example, existing data from the environmental site investigation is used as follows (calculation of the best estimate of the mean  $\mu_1$ ).

- Number of values:  $n = 33$
- Mean of logarithmic data:  $y = 1/n * \sum \ln x_i = 3.00$
- Standard deviation for logarithmic data:  $s_y = (1/(n-1)) * \sum ((y_i - \bar{y})^2)^{0.5} = 1.87$
- Calculation of t:  $t = s_y^2/2 = 1.87^2/2 = 1.75$

Calculation of  $\Psi_n(t)$ :  $\Psi_n(t) = 1 + (n-1)*t/n + (n-1)^3*t^2/[2!*n^2*(n+1)] \dots = 1 + (33-1)*1.75/33 + (33-1)^3*1.75^2/[2*33^2*(33+1)] + \dots = 5.06$

Best estimate of the mean:  $\mu_1 = e^{\bar{y}} * \Psi_n(t) = e^{3.00} * 5.06 = 102 \text{ mg/kg}$

Calculation of the standard error of the mean ( $S_c(\mu_1)$ )

The best estimate of the standard error of the mean is obtained using the following calculation.

$$S_c(\mu_1) = \exp(2\bar{y}) \{ [\Psi_n(t_1)]^2 - \Psi_n(t_2) \} \quad (\text{Eq. 1.5})$$

$$t_1 = s_y^2/2$$

$$t_2 = s_y^2(n-2)/(n-1)$$

Calculation of the best estimate of the standard error of the mean in the example is thus:

Calculation of  $t_1$ :  $t_1 = s_y^2/2 = 1.87^2/2 = 1.75$

Calculation of  $t_2$ :  $t_2 = s_y^2(n-2)/(n-1) = 1.87^2(33-2)/(33-1) = 3.39$

Calculation of  $\Psi_n(t_1)$ :  $\Psi_n(t_1) = 1 + (n-1)*t_1/n + (n-1)^3*t_1^2/[2!*n^2*(n+1)] \dots = 1 + (33-1)*1.75/33 + (33-1)^3*1.75^2/[2*33^2*(33+1)] + \dots = 5.06$

Calculation of  $\Psi_n(t_2)$ :  $\Psi_n(t_2) = 1 + (n-1)*t_2/n + (n-1)^3*t_2^2/[2!*n^2*(n+1)] \dots = 1 + ((33-1)*3.39)/33 + ((33-1)^3*3.39^2/[2*33^2*(33+1)] + \dots = 20.59$

Best estimate of standard error of the mean:  $S_c(\mu_1) = (\exp(2\bar{y}) \{ [\Psi_n(s_y^2/2)]^2 - \Psi_n[s_y^2(n-2)/(n-1)] \})^{0.5} = (e^{2*3.00} * (5.06^2 - 20.59))^{0.5} = 45.1 \text{ mg/kg}$

Based on the above values, the UCLM95% (upper confidence limit of the mean at 95 per cent confidence) is calculated to be:

$$UCLM = \mu_1 + S_c(\mu_1) * t_{0.05, n-1} = 102 + 45.1 * 1.69 = 178 \text{ mg/kg}$$

Since neither, the arithmetic mean, the 90-percentile or UCLM exceeded the acceptable residual concentration, the 0.5–1 m layer was not regarded as contaminated, but as a transitional zone (Figure A2.3). This layer was classified in batches not exceeding 50 m<sup>3</sup> once the surficial soil layer (0 – 0.5 m) had been removed. The result of the classification could also be used to verify that the required action criteria had been met once the surficial soil layer had been removed.

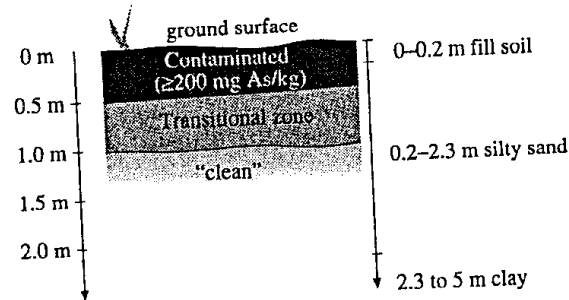


Figure A2.3 Vertical soil profile with delineation of soil contamination.

### Implemented Remediation Works

The following remediation works were carried out at the site, based on the above discussed investigation results and statistical analyses.

- 1 All surface soils (0–0.5 m) within the inner boundary (dark grey) in Figure A2.1 were excavated and removed for treatment at an appropriate facility.
2. The transitional zones (adjacent and underlying soil, Figures A2.1 and A2.3) were divided into a grid. The grid size used for adjacent surface soil was adapted to the varying width of the zone, which resulted in a SRV varying between 10 and 50 m<sup>2</sup>. The result of the classification showed that, with 95 per cent probability, the mean concentration in all SRVs within the adjacent transitional zone was less than 200 mg/kg. The acceptable residual concentration in the underlying transitional zone was exceeded in three out of 25 SRV.

## Appendix 3: Separation and classification of clearly demarcated contamination

### Soil Contamination at “Droppen:1 in Tankared”

#### Background information

A 20-year old petrol station located on the outskirts of Tankared was to be closed down. The environmental agency required that an environmental site investigation be conducted.

The petrol station was sited in a flat area where the natural soil type (according to the Swedish Geological Survey's soil map) is clay. The clay layer is about 10 m thick and is underlain by a sand aquifer. Where construction had taken place, the clay had to some extent been excavated and replaced with fill. According to information reviewed, there was no drinking water use of groundwater from the aquifer, or from surface reservoirs in the vicinity. The nearest watercourse was Böljabäcken, a stream some 200 m west of the petrol station, see Figure A3.1. Due to the above factors, the area was classified as “moderately sensitive land use”.

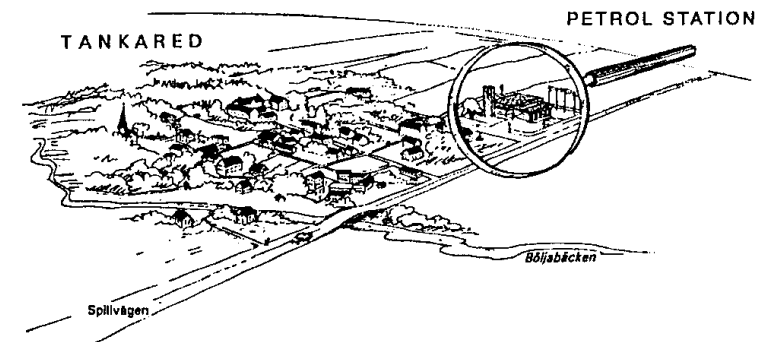


Figure A3.1 Location of the petrol station.

## Environmental Site Investigation

The results of the site investigation indicated that the site had been filled to a depth of 3 m with a sand and gravel fill. Soil samples were collected from 15 locations, in half-metre depth intervals to a total depth of 4 metres. Field analyses were performed on all soil samples using a PID instrument. In addition, 15 soil samples (one from each sampling location was selected based on the PID results) were sent for analysis of non-polar aliphatic hydrocarbons and total extractable aromatic hydrocarbons at an accredited laboratory. Samples of fill soil from a depth of between 1.5 and 3 m contained high concentrations of non-polar aliphatic hydrocarbons and total extractable aromatic hydrocarbons between tanks and north of the tanks, see Figure A3.2. Supplementary GC analyses of two soil samples showed that the contamination was gasoline related. Samples taken from surficial fill and the underlying clay contained low concentrations of non-polar aliphatic hydrocarbons and total extractable aromatic hydrocarbons (<10 mg/kg).

The site investigation results led the consultant to recommend a deterministic approach to monitor the remediation and provide confirmation of compliance with the target clean-up criteria. The consultant based his recommendation on:

- simple and geological and hydrogeological conditions;
- limited extent and nature of the contamination (easy to measure and delineate in the field).

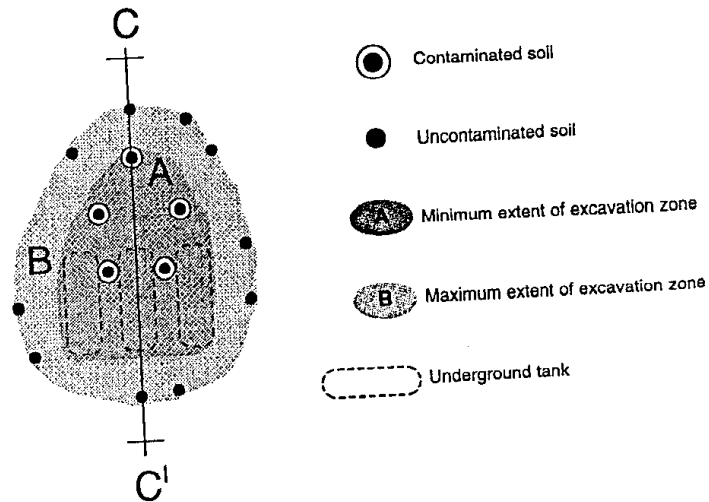


Figure A3:2 Illustration of extent of contamination.

## Required action

*Which soil should be remediated?* Following consultation between the owner, the consultant and the environmental agency, it was decided that the soil located within zone B between 1.5 m depth and the underlying clay (found at about 4 m), had to be dealt with. Zone A describes the estimated minimum extent of the contamination; and zone B the estimated maximum extent. The likely actual limit of the contamination was probably somewhere between zones A and B. The exact extent was determined during the implementation phase.

*How should the excavated soil removed from the site be dealt with?* Excavated material was transported to the municipal treatment facility.

*Acceptable residual concentrations:* In this historical case<sup>1</sup>, the municipality set an acceptable residual concentration for total concentration of "oil" of 500 mg/kg (i.e., sum of aliphatic hydrocarbons and extractable aromatic hydrocarbons).

*How and with what degree of reliability should it be verified that the above is achieved?* Since the contamination consisted of gasoline (for which composite samples cannot be used), the confirmation of compliance was based on the following:

- At least 10 discrete samples from the walls and bottom of the excavation area were collected at random, with a minimum of one sample per excavation limit (e.g. east wall, etc.). All samples were analysed for non-polar aliphatic hydrocarbons and total extractable aromatic hydrocarbons at an accredited laboratory.
- The arithmetic mean of the sum of non-polar aliphatic hydrocarbons and total extractable aromatic hydrocarbons must be below the acceptable residual concentration of 500 mg/kg DS.
- No individual soil sample may contain concentrations exceeding 1,000 mg/kg, i.e., double the acceptable residual concentration.

## Results

Remediation of this site was performed as follows. (Other measures such as removal of and evacuation of vapour from tanks etc, were carried out but these are not described here).

- The contractor was instructed to excavate zone A to depth of 3 m (down to the clay). The material between 0 and 1.5 m were transferred to a separate stockpile for later use as replacement fill. Material from 1.5 to 3 m (a total of some 150 m<sup>3</sup>) was deposited in a separate stockpile for transportation to a treatment facility.

<sup>1</sup> At the time of printing this report the Swedish EPA and the Swedish Petroleum Institute had completed a project resulting in draft guidelines for a number of petroleum products associated with petrol stations. The project

- Excavation monitoring included screening of samples collected from the walls and bottom of the excavated area for volatile hydrocarbons using a PID. The total organic vapour readings of the PID were less than 50 ppm, with the exception of the north-eastern limit of the excavation.
- A further 10 m<sup>3</sup> of soil was excavated based on the excavation monitoring.
- A new round of monitoring sampling was conducted. This time very low concentrations of volatile hydrocarbons were discovered using PID (<50 ppm).
- Confirmation of compliance sampling involved the collection of 10 soil samples for analysis at an accredited laboratory, with the following results.

Sample	Total non-polar aliphatic hydrocarbons and total extractable aromatic hydrocarbons
1	53
2	200
3	<5
4	<5
5	47
6	<5
7	530
8	<5
9	<5
10	<5
Mean <sup>1)</sup>	84

<sup>1)</sup> Analysis data < detection limit was counted as detection limit/2.

- The excavated area was backfilled using the stockpiled soil from the uppermost 1.5 m and some imported backfill.

The table below shows a comparison of classification costs with other project costs.

Item	Cost (SEK)
Environmental site investigation	30,000
Classification	
Labour (including documentation and meetings)	30,000
Analysis costs	6,000
Additional cost, field work	10,000
Disposal facility charges	
Soil contaminated with gasoline (SEK 500/tonne)	150,000